

BONAPARTE
PRÉSIDENT
DE LA
RÉPUBLIQUE ITALIENNE

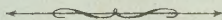
THÈSE
POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

Présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

ALBERT PINGAUD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ D'HISTOIRE
CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE



Librairie académique PERRIN et C^{ie}.

Thèse
Amb
1904

BONAPARTE

PRÉSIDENT

DE LA

RÉPUBLIQUE ITALIENNE

65061.

BONAPARTE

PRÉSIDENT

DE LA

RÉPUBLIQUE ITALIENNE

THÈSE POUR LE DOCTORAT ÈS-LETTRES PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

ALBERT PINGAUD

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE
AGRÉGÉ D'HISTOIRE
CONSUL GÉNÉRAL DE FRANCE



PARIS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE

PERRIN ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1914

Tous droits de reproduction et traduction réservés pour tous pays

NOTES

RECEIVED

LIBRARY



A MON PÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

« L'histoire du royaume d'Italie de 1794 à 1814 est le plus beau sujet des temps modernes, écrivait Stendhal en 1817¹, l'idéal s'y joint au positif. » Les pages qui suivent représentent un essai sur l'un des premiers chapitres de cette histoire. On ne peut mieux en montrer l'objet et la raison d'être que par un bref commentaire de la réflexion qu'inspirait à Stendhal son enthousiasme pour l'Italie, mais à laquelle son amour de la concision a laissé une forme un peu énigmatique. On précisera ainsi, et l'intérêt général, et le double caractère, idéal et positif, qu'il attribuait à l'œuvre napoléonienne en Lombardie.

A la considérer dans son ensemble, il semble que cette œuvre doive surtout retenir l'attention par les difficultés qu'elle a rencontrées dans le présent, et les conséquences qu'elle a entraînées pour l'avenir. Tandis qu'en France elle a pu représenter le terme, ou au moins la déviation d'un grand mouvement national, en Italie elle n'était qu'une importation étrangère, établie par la conquête, imposée par la force, maintenue

1. STENDHAL, *Rome, Naples et Florence*, 3^e éd., p. 411, note 1.

par un maître absolu, appréciée et servie par une minorité. De là son caractère particulier. Indifférentes aux idées, esclaves de leurs intérêts matériels ou de leurs plaisirs, endormies dans une complète immobilité politique, les populations du bassin du Pô s'étaient vues, après 1796, brusquement arrachées à leur sécurité par la guerre, à leur bien-être par l'invasion et la dictature militaire, à leurs habitudes par un redoublement de charges auxquelles correspondaient des droits dont elles n'éprouvaient pas le besoin et ne comprenaient pas les avantages. Pour gagner leurs sympathies ou même désarmer leurs défiances, la domination française devait lutter d'abord contre les souvenirs laissés par ses origines.

A la résistance des hommes s'ajoutaient forcément pour elle les obstacles des choses. En France, le régime napoléonien avait pu s'acclimater sans peine et fonctionner sans difficultés parce qu'il procédait à la fois des traditions administratives de l'ancienne monarchie et des principes politiques de la Révolution : transplanté au delà des Alpes, il s'y trouvait sans précédents. Démocratique, centralisateur et novateur, il avait pour fondement la souveraineté populaire, pour principe l'égalité de toutes les classes devant la loi et de toutes les régions devant la capitale, pour tendance l'absorption des initiatives privées par l'État, pour organe nécessaire une armée de fonctionnaires et de soldats, pour condition d'existence l'établissement d'une forte fiscalité. — Les gouvernements italiens d'avant 1796 présentaient des caractères tout opposés. Archaïques, décentralisés et immobiles, constitués pour durer plutôt que pour agir, ils possédaient une autorité absolue en droit, mais cir-

conscrite en fait dans un domaine restreint, servie par un personnel peu nombreux et peu coûteux; s'ils négligeaient les intérêts du pays, ils en respectaient la situation sociale, les privilèges locaux, les coutumes établies, et se faisaient pardonner l'insuffisance de leur gestion par la modération de leurs exigences pécuniaires. — Entre ces deux types d'État la différence était trop marquée et la transition trop brusque pour que le second pût utiliser les ressources et les instruments du premier. Au lieu de continuer avec facilité, comme en France, une œuvre depuis longtemps commencée, le régime moderne devait en Italie entreprendre avec inexpérience une œuvre nouvelle, destinée à n'être ni secondée par l'élite, ni comprise par la masse de la population. Il lui fallait à la fois surmonter les obstacles de la routine et courir les risques de l'improvisation, effacer les survivances de l'ancien ordre de choses et faire prévaloir l'esprit et les méthodes d'une autre organisation. Ces efforts longtemps infructueux pour conquérir l'opinion, ces difficultés sans cesse renaissantes pour constituer un système administratif, cette lutte de tous les instants entre l'action gouvernementale et l'inertie populaire, entre le passé et le présent, c'est là ce qui fait d'abord l'intérêt et l'on pourrait dire le drame de la domination napoléonienne en Italie : c'est là sans doute ce qui, d'après Stendhal, en représentait le côté « positif ».

Pour en découvrir le côté « idéal » il suffira d'en étudier, après le développement dans les faits, les conséquences dans les esprits. Elle n'a pu changer la forme extérieure de la société sans modifier insensiblement l'état moral du pays, ni se prolonger pendant

quinze ans sans donner naissance à une nouvelle génération, ouverte à de nouvelles idées. Elle apportait des réformes qui paraissaient au début inutiles ou importunes. En les imposant par sa durée, elle en a montré les avantages, elle les a fait passer dans les mœurs et transformées, d'abord en habitudes, puis en besoins destinés à lui survivre : et par là elle a introduit dans la conscience nationale des modifications de nature à influencer sur le cours de l'histoire. Les mêmes hommes qu'elle avait trouvés satisfaits de l'ordre de choses établi devaient, après sa chute, rester hostiles au retour de l'ancien régime, et obsédés à leur insu par l'idéal politique qu'elle leur avait un instant découvert. — En 1796, la Lombardie ne faisait nul grief de leur origine à ses maîtres autrichiens, considérés par les populations du même œil que les Piémontais ou les Espagnols; après avoir joui d'une administration nationale, il lui paraîtra insupportable d'être gouvernée par des fonctionnaires étrangers. — Avant la Révolution, les Italiens bornaient leur horizon et leurs attachements politiques aux murs de leur cité; après avoir connu la fierté de faire partie d'un grand État, ils se sentiront à l'étroit, en 1815, dans les petites souverainetés dont l'Europe veut refermer pour eux les frontières et aspireront à former une plus vaste communauté territoriale. — Sous l'ancien régime, ils acceptaient par amour de la tranquillité, ignorance du mieux ou crainte du pire, les abus de l'absolutisme, les imperfections du système administratif et les inégalités de l'ordre social. Il leur suffira d'en avoir été libérés pendant quelques années pour en apercevoir les inconvénients, en maudire le retour et en poursuivre la disparition par l'établissement d'un régime

constitutionnel. — L'Italie napoléonienne a donc vu éclore dans les esprits les trois notions d'indépendance nationale, d'unification territoriale et de progrès politique dont le triomphe a constitué l'Italie moderne. C'est là encore un intéressant sujet de réflexions que de suivre sous la trame des événements courants cette lente élaboration d'un monde nouveau dans les profondeurs de l'âme populaire.

Résistance des hommes aux institutions, réaction des institutions sur les hommes, tel est donc le double aspect que présente cette histoire, tels sont les deux grands problèmes qui la dominent et qui permettront d'en déterminer les limites. Ils ne se posent avec toutes leurs données et ne se développent avec toute leur ampleur qu'à partir de 1802. La réunion de la Consulte de Lyon marque en effet dans l'histoire de la domination française le moment où la période de reconstruction succède à celle de destruction, la continuité au désordre, l'action systématique d'un gouvernement régulier aux efforts intermittents de régimes provisoires¹. Jusqu'à cette date, le mouvement révolutionnaire, inauguré (1796-1797) et fermé (1800-1802) par une dictature militaire, interrompu (1799-1800) par une invasion, ne s'est fixé sous une forme politique arrêtée que pendant l'existence éphémère de la République Cisalpine (1797-1799); mais celle-ci, agitée par

1. « Notre existence politique ne commence qu'en 1802. C'est là la date où l'administration, placée sous l'égide d'une constitution, fut confiée à des magistrats italiens. C'est à partir de ce moment que l'Europe nous regarda comme un membre nouveau de sa grande famille; c'est à partir de ce moment que, libérés de toute violence militaire, nous sommes devenus responsables de notre conduite et de nos lois. » (PECCHIO, *Saggio storico sull' Amministrazione finanziaria dell' Ex-Regno d'Italia*, p. 4.)

de continuel coups d'État, paralysée par une sujétion trop étroite à la France, n'a pu que proclamer des principes sans avoir le temps de fonder des intérêts et que décréter des réformes sans jouir de la tranquillité suffisante pour les réaliser. C'est à la République italienne qu'il appartiendra de les faire passer dans la pratique et d'organiser toutes les transformations ébauchées avant elle. — Trois ans après son avènement (1805), elle sera remplacée par un régime dont elle n'était que l'essai et qui permettra à Napoléon, représenté désormais à Milan par un membre de sa famille, de donner à sa politique italienne une impulsion plus vigoureuse et plus personnelle. Pendant sa courte existence, elle n'en aura pas moins représenté le gouvernement le plus national qu'ait connu l'Italie du Nord de 1796 à 1814.

L'histoire de la République italienne (1802-1805), c'est-à-dire de la période de transition comprise entre la Révolution et l'Empire, tel est donc l'objet principal du présent travail. Bien que nettement délimitée, cette histoire ne saurait être isolée des événements antérieurs. Comment en effet comprendre l'architecture et mesurer les difficultés de construction d'un édifice si l'on ne connaît d'abord le plan des premières fondations qui lui servent d'assises, et surtout la nature du terrain sur lequel il repose ? La convocation de la Consulte de Lyon s'explique par l'insuccès des tentatives d'organisation qui l'ont précédée et celles-ci ne sont intelligibles que pour qui se rappelle l'état de la société et des mœurs italiennes au moment de la Révolution française. Si les mêmes essais de réforme ont eu en deçà et au delà des Alpes un cours tout différent, c'est qu'ils ont été poursuivis dans des milieux tout oppo-

sés. Un livre préliminaire, dont la nécessité fera excuser la longueur, sera donc consacré à la description de ce milieu en Italie. On y trouvera un tableau de la situation du pays en 1796 et un résumé des changements qui y ont été apportés jusqu'en 1802.

Après avoir ainsi précisé le sujet de ce livre, il n'est peut-être pas téméraire d'indiquer en terminant par quels côtés il déborde ses limites propres pour se rattacher à l'histoire générale. — Au point de vue napoléonien, la République italienne n'a représenté qu'une partie du vaste groupement de territoires que le Premier Consul animait d'une pensée unique et dirigeait selon des principes constants, d'après des méthodes invariables. On peut donc y saisir sur le vif l'emploi de ses procédés de gouvernement ordinaires. S'il les étendait en effet à tous les États tombés sous son vaste partage, il les appliquait avec plus de liberté peut-être qu'ailleurs dans un pays de conquête, où il se sentait astreint à moins de ménagements envers l'opinion. Bien plus, on le verra parfois, au cours de ce récit, considérer l'Italie comme un champ d'expériences où il tentera sans trop de risques l'essai de réformes destinées à être introduites ensuite en France. — Au point de vue purement italien, la domination napoléonienne a été le point de départ d'une évolution politique et territoriale dont la prise de Rome en 1870 a marqué le terme final. Elle a précipité la fin d'un monde et signalé l'avènement d'une nouvelle génération, animée de nouveaux sentiments, qui ne pouvaient se satisfaire que par une régénération totale et profonde de la Péninsule tout entière. Son histoire représente la préface nécessaire de celle du Risorgimento et participe

ainsi de l'intérêt qui s'attache aux origines premières de l'Italie contemporaine.

On trouvera ci-après une liste des sources, imprimées ou inédites, que j'ai consultées. Je tiens à remercier MM. les archivistes et bibliothécaires auxquels je me suis adressé, de l'obligeance avec laquelle ils m'ont facilité l'accès des dépôts dont ils avaient la garde. Il m'est également agréable de témoigner ma gratitude à toutes les personnes qui ont bien voulu s'intéresser à mon travail, notamment à MM. Dejob et Denis, dont l'un m'en a fourni la première idée et dont l'autre a accepté la tâche ingrate d'en revoir la dernière rédaction; à M. Frédéric Masson, qui a bien voulu m'encourager à le poursuivre; à MM. Castanié, Roberti et Lumbroso, auxquels je suis redevable de précieuses indications bibliographiques. Je serais heureux que cet essai ne leur parût pas trop indigne de la bienveillance qu'ils m'ont témoignée.

BIBLIOGRAPHIE ¹

A. — OUVRAGES HISTORIQUES.

BIBLIOGRAPHIES. — La première en date, et la plus systématiquement ordonnée, est l'*Essai de bibliographie pour servir à l'histoire de l'influence française en Italie de 1796 à 1814*, qui termine le livre de M. DEJOB sur *Madame de Staël et l'Italie* (1 vol., Paris, 1890). L'auteur l'a complétée plus tard par un supplément publié sous la forme d'une brochure commémorative des noces *Cassin-d'Ancona* (1893). Elle comprend une liste d'ouvrages imprimés, avec indication des principaux comptes rendus, mais sans commentaires personnels. Tel est également le caractère de la récente et utile *Bibliographie du temps de Napoléon*, de F.-M. KIRCHEISEN, dont les deux premiers volumes ont encore seuls paru (1908-1912).

Parmi les bibliographies critiques, la plus considérable, pour ce qui regarde l'Italie, devait être le *Saggio d'una bibliografia ragionata per servire alla storia dell' epoca napoleonica*

1. On ne trouvera ci-dessous que la bibliographie générale du sujet. Les livres qui n'ont été utilisés qu'incidemment sont cités en note, au cours de l'ouvrage. D'autre part, des bibliographies spéciales ont été placées en tête de certains chapitres (notamment de ceux qui composent le 1^{er} livre).

Pour les ouvrages imprimés, il m'a semblé plus pratique de les classer d'après leur nature et leur importance que de les ranger dans une liste alphabétique, où les plus disparates se trouveraient énumérés à la suite les uns des autres; l'index placé à la fin du 2^e volume, et qui comprend les noms d'auteurs, permet d'ailleurs de retrouver rapidement un volume donné dans la Bibliographie.

entrepris par le baron LUMBROSO en 1893, et malheureusement laissé inachevé à la lettre B. M. Georges BOURGIN a récemment (1911) publié sous ce titre : *les Études relatives à la période du Risorgimento en Italie* (1789-1870) un précieux travail bibliographique dont la première partie (pp. 4-62) se réfère à la période révolutionnaire et impériale. Les ouvrages les plus importants y sont énumérés et sommairement appréciés.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — L'histoire de la République italienne (1802-1805) n'a fait l'objet d'aucun travail spécial, mais elle a été traitée incidemment dans les ouvrages relatifs : 1° à la période napoléonienne ; 2° à la période du Risorgimento ; 3° à l'ensemble de l'histoire d'Italie.

1° Histoires de la période napoléonienne. — *La Storia d'Italia dal 1789 al 1814* de BOTTA (4 vol.) a été la première et longtemps la seule des œuvres d'ensemble relatives à la période napoléonienne en Italie. Par sa forme académique, elle se ressent de l'époque où elle a paru, et elle laisse fort à désirer au point de vue de l'histoire administrative, presque constamment sacrifiée à la description de grandes scènes à effet. Malgré ses lacunes, on ne saurait néanmoins la négliger, car elle garde sur certains points, en raison de sa date et de la personnalité de son auteur, toute la valeur d'un témoignage de première main.

Les articles que M. R. BONFADINI a publiés dans la revue milanaise *Politecnico* de 1866 à 1868 sur *La Repubblica cisalpina e il primo Regno d'Italia*, pour les fondre ensuite dans son ouvrage *Milano nei suoi momenti storici* (Milan, 2 vol., 1883-1885), contiennent, tracée à grands traits, une histoire rapide et brillante — la meilleure peut-être qui existe comme résumé — de la vice-présidence de Melzi.

En 1875, la maison d'éditions Vallardi avait entrepris la publication d'une histoire collective de l'Italie. La période révolutionnaire (1789-1799) fut traitée par Augusto FRANCHETTI, d'après les sources inédites des Archives d'État, avec un remarquable effort de documentation. La période impériale (1799-1814), confiée à DE CASTRO, fit l'objet d'un travail plus superficiel. Lors de la réédition de 1901, le premier de ces deux ouvrages a été mis au courant, et le second remplacé par celui de M. Vittorio FIORINI, l'un des spécialistes les plus autorisés de l'histoire napoléonienne en Italie.

Une autre publication, également collective, parue à Milan (3 vol., 1897) sous ce titre : *La Vita italiana durante la Rivoluzione e l'Impero* est un essai de vulgarisation pour le gros public. Elle est formée de conférences sur les divers aspects de la vie politique et morale de l'Italie entre 1796 et 1814.

Tout autre est la valeur du travail que M. Éd. DRIAULT a consacré à *Napoléon en Italie* (1 vol., Paris, 1906). Bien qu'il y étudie le développement de la pensée napoléonienne dans la Péninsule bien plus que l'histoire administrative de la domination française, les pages dans lesquelles il retrace la brève existence de la République italienne (chap. I, II, VIII et XII) contiennent des détails nouveaux et vivants, d'après les documents inédits des archives françaises.

L'ouvrage de M. LEMMI (*Le Origini del Risorgimento italiano* (1789-1815), paru à la même date à Milan, présente l'utilité d'un manuel de seconde main, clair, bien ordonné, et au courant des plus récents travaux.

A ces histoires d'ensemble de la période française, il convient d'en ajouter d'autres d'une portée plus restreinte. La *Storia dell'Amministrazione del Regno d'Italia* de CORACCINI (pseudonyme du Français Lafolie, ancien sous-préfet de Ravenne), imprimée à Lugano en 1823 et aussitôt traduite en français, ne consacre que quelques pages de début au gouvernement de Melzi. On peut en dire autant de la *Storia del Regno d'Italia* de Fabio MUTINELLI, dont le lieu et la date de publication (Venise, 1848) indiquent suffisamment le caractère de circonstance. La *Geschichte des italienischen Volkes unter der napoleonischen Herrschaft* de l'Allemand RUTH, éditée à Leipzig à l'occasion de la guerre d'Italie (1859) effleure en 97 pages un sujet qui réclamerait des volumes. En 1861, le comte piémontais SCLOPIS lisait à l'Académie des sciences morales et politiques un mémoire, inséré d'abord dans les *Séances et Travaux* de cette compagnie et réuni ensuite en volume, sur *La Domination française en Italie, 1800-1814*. Il a eu le mérite d'utiliser et de citer le premier les documents inédits des Archives nationales, mais il n'a pu, lui aussi, traiter que quelques points d'un aussi vaste sujet.

Si le contenu de son travail ne répond pas à l'ampleur du titre, il importe en terminant de signaler deux ouvrages qui se distinguent par des qualités contraires : ils débordent leur cadre local ou biographique et peuvent être classés dans l'histoire générale. C'est d'abord l'excellente *Storia di Milano* de CUSANI (Milan, 1861-1884) dont 4 volumes sur 8

(t. IV, V, VI et VII) sont consacrés à la période française; un peu inégale de proportions, mais composée d'après des documents inédits, puisés aux archives locales, elle contient en réalité une histoire complète des régimes qui se succédèrent à Milan entre 1796 et 1814. C'est ensuite l'ouvrage de ZANOLINI sur *Antonio Aldini ed i suoi tempi*, dont les deux seuls volumes parus (Florence, 1864-1867) s'arrêtent malheureusement à l'année 1809. La biographie d'Aldini y tient moins de place que les événements politiques auxquels il a été mêlé comme agitateur ou comme fonctionnaire, la documentation en est très abondante, et la plupart des textes cités s'y trouvent reproduits en appendice.

2° **Histoires du Risorgimento.** — On peut ranger dans une seconde catégorie les histoires du Risorgimento qui remontent au delà de 1814.

Parmi celles-ci, les plus complètes pour la période française sont celles de CANTU et de TIVARONI. Dans sa *Cronistoria dell'Indipendenza italiana* (3 vol., Turin, 1872-1876), Cesare CANTU a traité assez longuement cette histoire de la République italienne et du royaume d'Italie, dont il avait déjà tracé une esquisse dans sa *Storia degli Italiani* (t. X et XI). On retrouve dans son récit les mérites et les défauts de sa manière : beaucoup d'inégalité dans les développements, un penchant marqué au dénigrement, une partialité trop visible au détriment de la Révolution, une habitude trop fréquente des affirmations sans preuves, mais aussi des tableaux brillants, un sentiment assez vif des réalités passées et enfin la reproduction de certains textes intéressants et inédits, extraits pour la plupart de l'*Archivio di Stato*, de Milan, dont l'auteur était le directeur.

Bien postérieure par sa date et bien plus considérable par ses dimensions (9 vol., Turin, 1888-1897), la *Storia critica del Risorgimento italiano* de Carlo TIVARONI a été écrite dans un tout autre esprit et d'après une méthode bien différente. Sur 9 volumes, 3 en sont consacrés à la période antérieure à 1814. Le premier contient un tableau complet des divers États de la Péninsule à la fin de l'ancien régime. La période française est étudiée par régions : dans le second volume pour le Piémont, la Lombardie, la Vénétie, l'Émilie et la Toscane; dans le troisième pour Rome, les Deux-Siciles et les questions qui intéressent toute l'Italie. Pour justifier le titre de *Storia critica* et éviter le reproche de partialité, l'auteur

reproduit et accumule à propos des personnages ou des faits controversés les témoignages les plus divers, souvent les plus contradictoires. Il en résulte que son œuvre, un peu fatigante comme lecture, présente une grande utilité comme répertoire, et constitue, comme celles de CUSANI et de ZANOLINI, un guide sûr et un commode instrument de travail pour l'étude de cette période.

3° Ouvrages généraux. — On peut consulter encore avec fruit certains livres de portée plus générale. C'est ainsi que l'apparition et l'évolution de l'esprit public en Italie, entre 1796 et 1814, ont été successivement exposées, à des points de vue divers : dans les *Pensieri sull' Italia, da un Anonimo lombardo* (TORELLI) (1 vol., Paris, 1846); dans les *Études sur l'histoire de la Lombardie pendant les trente dernières années. Manuscrit d'un Italien, publié par LEZAT DE PONS*, Paris, 1847 (brochure dont l'inspiration est attribuée à la princesse de Belgiojoso); dans les chapitres 1 et 11 (*La Révolution française en Italie, Napoléon en Italie*) du IV^e et dernier livre des *Révolutions d'Italie* d'Edgar QUINET; dans deux articles (*Revue des Deux Mondes*, 15 nov. 1844 et 1^{er} janv. 1845) où le publiciste et philosophe milanais Giuseppe FERRARI étudiait, surtout au point de vue des précédents, *La Révolution et les révolutionnaires en Italie*; enfin dans la curieuse étude du professeur d'ANCONA (*Unità e federazione. Studj retrospectivi, 1789-1814*), qui figure au tome II de ses *Varietà storiche e letterarie* (Milan, 1885).

Il convient de réserver une place à part aux ouvrages de STENDHAL, souvent inexacts pour les faits et les dates, mais toujours si précieux au point de vue psychologique. L'auteur est un admirateur passionné de l'Italie et un profond connaisseur de l'âme de ses habitants; venu une première fois à Milan en 1801, comme soldat, il y est retourné comme touriste en 1811 et en 1813, y a séjourné de 1815 à 1821, et a vécu ainsi dans le milieu ou dans les souvenirs du régime français. Il n'est aucun de ses ouvrages qui ne contienne, dispersées dans le texte, quelques observations intéressantes sur cette période. Les plus riches à ce point de vue sont *Rome, Naples et Florence* (1817) et le *Journal d'Italie* (1910) composé par M. Paul ARBELET avec les notes prises par Stendhal dans ses voyages au pays de ses préférences.

HISTOIRES SPÉCIALES. — Si l'histoire politique de la période

française reste encore à écrire, l'histoire spéciale, et surtout l'histoire administrative, a fait l'objet de quelques excellents travaux.

L'économiste Giuseppe PECCHIO, ancien auditeur au Conseil d'État italien, réfugié à Londres à la suite des mouvements révolutionnaires de 1821, y publia, en 1826, un *Saggio storico sull' Amministrazione finanziaria dell' Ex-Regno d'Italia*, où il a exposé avec largeur, exactitude et clarté toute la politique financière et économique de l'État italien de 1802 à 1814. Son œuvre est utilement complétée par celle de VIETTI (*Il debito pubblico nelle provincie che hanno formato il primo Regno d'Italia*, Milan, 1884), composée d'après les documents de l'*Archivio di Stato* de Milan.

Au point de vue militaire, il convient de signaler l'excellent ouvrage de ZANOLI (ancien secrétaire général au ministère de la Guerre) : *Sulla milizia cisalpino-italiana. Cenni storico-statistici dal 1796 al 1814* (2 vol., Milan, 1845). Le premier volume contient l'histoire de l'organisation de l'armée italienne et le second celle de ses campagnes. Ce dernier sujet est également traité dans les *Fasti e vicende di guerra dei popoli italiani dal 1801 al 1815, o Memorie d'un Uffiziale italiano* (attribué à LAUGIER, Italia, 1829) et dans la *Storia delle armi italiane dal 1796 al 1814* de TUROTTI (3 vol., Milan, 1855-1858).

L'histoire diplomatique de la République italienne n'a été qu'incidemment traitée dans les nombreux ouvrages relatifs aux pays avec lesquels elle a été en relations. Il suffira de citer parmi les plus modernes : pour la France, *La Politique extérieure du Premier Consul, 1801-1803*, par M. DRIAULT (Paris, 1910), et pour l'Autriche : *Gentz und Cobenzl. Geschichte der österreichischen Diplomatie in den Jahren 1801-1805*, par FOURNIER (Vienne, 1880).

L'histoire des idées a fait l'objet du magistral travail de M. Paul HAZARD, *La Révolution française et les lettres italiennes, 1789-1815*, qui met en relief les rapports de la littérature et de la politique et qui contient en appendice une bibliographie très complète du mouvement intellectuel pendant la période révolutionnaire et impériale.

HISTOIRE LOCALE. — Pour la Lombardie, j'ai utilisé, outre le CUSANI, les ouvrages suivants :

Della condizione di Milano dall' anno 1796 al 1840, d'Angelo COSSA (Milan, 1840), tableau d'ensemble des transformations matérielles et morales de Milan pendant la période indiquée.

Milano e il suo territorio (2 vol. Milan, 1844), par Cesare CANTU. C'est une sorte d'encyclopédie géographique et historique, contenant beaucoup de renseignements intéressants pour l'étude des institutions.

Milano durante la dominazione napoleonica, giusta le poesie, le caricature ed altre testimonianze del tempo, par DE CASTRO (1 vol., Milan, 1880). C'est une histoire anecdotique de la ville, d'après les témoignages populaires, un peu superficielle, mais très vivante.

Milano durante il primo Regno d'Italia, 1805-1814. Curiosità storiche, par Lodovico CORIO (1 vol. illustré, Milan, 1904) : œuvre de vulgarisation dont les cinq premiers chapitres renferment une chronique détaillée du séjour de Napoléon à Milan, lors du couronnement.

Les travaux d'histoire locale sont plus rares en dehors de la Lombardie. A signaler pourtant dans l'Émilie le mémoire de D.-A. FARINI (père de l'homme d'État du Risorgimento) sur *La Romagna dal 1796 al 1828* (publié en 1909 par M. RAVA dans la *Biblioteca storica del Risorgimento italiano*); et à Vérone l'utile *Storia di Verona dal 1790 al 1822*, de O. PERINI (3 vol., Vérone, 1873-1875). M. BIADEGO, bibliothécaire municipal, a publié en 1906 sous le titre : *Fonti della storia di Verona nel periodo del Risorgimento* (1796-1870) une bibliographie très complète de l'histoire de Vérone dans les temps modernes. Dans les autres villes, les histoires locales offrent peu de ressources.

B. — SOURCES IMPRIMÉES.

On peut distinguer parmi elles : 1° Les Documents officiels ; 2° les Journaux ; 3° les Mémoires et correspondances.

1° **Documents officiels.** — Aussitôt constitué, le gouvernement de Melzi créa pour enregistrer ses décisions un périodique officiel qui comprit au début deux volumes par an : un *Bollettino delle Leggi della Repubblica italiana*, réservé aux textes de lois, de décrets et de proclamations, et un *Foglio ufficiale* contenant les circulaires des ministres, les nominations de fonctionnaires et en général tous les documents de moindre importance. Une expérience de trois années ayant montré les inconvénients de cette dualité un peu artificielle, le *Foglio ufficiale* disparut au début de 1805, et l'autre recueil,

transformé en *Bollettino delle Leggi del Regno d'Italia*, devint le seul organe de l'autorité publique.

En dehors de ce répertoire des décisions gouvernementales, on trouve dans la plupart des bibliothèques italiennes des recueils factices formés par la collection des affiches émanant des autorités locales.

Un grand nombre de pièces originales relatives à l'histoire religieuse de la République italienne et à ses rapports avec Rome ont été publiées dans le recueil de M. BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur les négociations du Concordat*, Paris, 1891-1892, et dans THEINER, *Histoire des deux Concordats de la République française et de la République cisalpine* (traduction française, 2 vol., Paris, 1869-1870).

On peut ranger parmi les sources officielles, ou au moins officieuses, les statistiques départementales rédigées par des particuliers sur l'invitation du ministère de l'Intérieur, et sous la direction de l'économiste Melchiorre GIOIA. Celui-ci composa lui-même la première, destinée à servir de modèle aux autres, sous ce titre : *Quadro statistico del Dipartimento d'Olona*, Milan, 1803. Parmi celles qui suivirent, il faut noter celles de LIZZOLI pour l'Agogna, de MAIRONI-DAPONTE pour le Serio (*Osservazioni sul Dipartimento del Serio*, Bergame, 1803) et de SABATTI pour la Mella (*Quadro statistico del Dipartimento della Mella*, Brescia, 1807). Ces notices, un peu inégales comme valeur, renferment toutes d'intéressantes données sur l'évolution de la population et de la propriété.

2° **Journaux.** — Les journaux politiques, si multipliés pendant la première Cisalpine, où ils jouissaient d'une liberté illimitée, sont d'un faible secours pour l'étude de la période suivante, en raison de leur petit nombre et de l'étroite surveillance à laquelle ils étaient soumis. Le principal d'entre eux, le *Giornale italiano*, n'est qu'un organe officiel. Il ne commence d'ailleurs sa publication qu'au début de 1804. Les autres ne reproduisent guère que des nouvelles insignifiantes ou des communiqués gouvernementaux. Dans ces conditions, il ne m'a pas paru inutile de recourir à la presse étrangère et de consulter comme guide un journal dont l'exactitude et l'indépendance d'informations faisaient alors autorité en Europe : les *Nouvelles politiques* de Leyde.

3° **Mémoires et correspondances.** — Les mémoires offrent pour cette période assez peu de ressources. Quelques-uns

restent enfouis dans des archives de familles, d'autres ont été vraisemblablement détruits, lors de la réaction de 1815, par crainte de perquisitions policières. Parmi ceux qui ont été conservés et imprimés, les seuls qui présentent une véritable valeur historique sont les *Memorie-Documenti* du Vice-Président MELZI D'ERIL (publiés par son petit-fils Giovanni, 2 vol., Milan, 1865). Encore ne répondent-ils pas à leur titre, puisque Melzi n'a pas laissé de mémoires. Ils contiennent, à côté de quelques documents biographiques, l'ensemble des lettres échangées par lui, soit avec le Président Bonaparte, soit avec le ministre italien à Paris, Marescalchi. Les unes et les autres ont été puisées exclusivement aux archives de Paris et de Milan. Les premières sont à peu près au complet, mais les secondes ne sont représentées dans la publication que pour une faible partie. J'ai indiqué ailleurs¹ où il faut chercher celles qui manquent. Malgré ses lacunes, malgré surtout le désordre de sa composition, cet ouvrage n'en a pas moins été précieux pour avoir mis au jour des documents de première importance et il a été utilisé par tous les historiens de cette période.

Les mémoires qui portent le nom de Cicognara (*Memorie del conte Leopoldo Cicognara, tratte dai documenti originali*, par Vittorio MALAMANI, 2 vol., Venise, 1888) prêtent aux mêmes reproches et présentent un intérêt beaucoup plus restreint. L'auteur n'était qu'un personnage de second plan, plus artiste d'ailleurs qu'homme d'État, et il n'a été qu'incidemment mêlé à la politique active (lors de la Consulte de Lyon et de l'affaire Ceroni). Comme Melzi, il n'a pas écrit de mémoires, mais simplement laissé des lettres, d'ailleurs beaucoup moins nombreuses; l'éditeur les a reproduites en les noyant dans un commentaire dont on souhaiterait de mieux connaître les sources et les éléments.

Les *Memorie* du général ZUCCHI (Éd. Bianchi, Turin, 1861) sont au contraire de véritables mémoires, mais fort succincts, et n'intéressent que l'histoire de l'armée.

Les correspondances — officielles ou privées — représentent pour l'étude d'une époque une source d'informations plus abondantes et surtout plus véridiques que les mémoires. Parmi celles que l'on peut consulter utilement sur le gouvernement de Melzi, il faut citer en première ligne la *Correspon-*

1. Cf. mes *Notes et documents biographiques*, pp. 5 et 6.

dance officielle de Napoléon, publication qui, malgré ses insuffisances, reste encore le principal instrument de travail et la base de toute recherche sur la période impériale, au dehors de la France comme en dedans. Elle a pour complément obligé, outre les Mémoires de Melzi, les *Lettres ou Documents pour servir à l'histoire de Joachim Murat* (Éd. Le Brethon, Paris, 1905). Le tome II (1801-1803) renferme les lettres adressées au Premier Consul par Murat, pendant tout le temps où celui-ci exerçait à Milan le commandement de l'armée d'Italie.

Au-dessous, se placent certains recueils de rapports diplomatiques parus en Italie, en Allemagne et en Russie, et dont chacun apporte quelques lumières sur la politique extérieure et la situation en Europe de la République italienne. C'est d'abord la *Corrispondenza di Diplomatici della Repubblica e del Regno d'Italia*, de Cesare CANTU (1 vol., Milan, 1885), premier et unique volume d'une publication qui n'a malheureusement pas été poursuivie. Le sous-titre (*Compilazione archivistica*) en indique suffisamment le caractère et les imperfections. Elle contient le texte ou les extraits de nombreuses dépêches envoyées à leur gouvernement par les agents diplomatiques des Républiques cisalpine et italienne dans les pays voisins (Piémont, Ligurie, Rome, Naples, Toscane). Quoique ces dépêches soient choisies arbitrairement et rangées sans méthode, l'on peut y glaner pourtant une foule de particularités curieuses sur les hommes et les choses.

Bien supérieur comme exécution, l'ouvrage similaire de M. Paul BAILLEU, *Preussen und Frankreich von 1795 bis 1807. Politische Correspondenzen* (2 vol., Leipzig, 1881-1887) montre comment les affaires d'Italie étaient envisagées, soit par la diplomatie prussienne, soit par les cercles dirigeants français et par Bonaparte lui-même. — Les préoccupations enfin qu'elles ne cessèrent d'éveiller chez Paul I^{er} et chez Alexandre I^{er} de Russie, protecteurs volontaires des souverains italiens déposés, donnent un intérêt particulier à certaines dépêches insérées dans le recueil de TRATCHEVSKI, *Les Relations diplomatiques de la France et de la Russie à l'époque de Napoléon I^{er}*, tomes LXX (1801-1802) et LXXVII (1803-1804) des *Publications de la Société impériale d'Histoire de Russie*. — L'on peut mentionner encore dans les *Politische Schriften* de WILHELM DE HUMBOLDT (1. I^{er}, Éd. Gerhardt, Berlin, 1903), un rapport (20 mai 1802) sur l'état de la République italienne, que l'auteur avait traversée pour se rendre à Rome, où il était nommé ministre de Prusse.

Les recueils de lettres privées, si précieux pour l'étude de l'opinion publique, sont aussi rares pour l'époque de la Révolution et de l'Empire qu'ils deviendront abondants pour celle du *Risorgimento*. Les *Lettere inedite* du poète MONTI (publiées par Bertoldi et Mazzatinti, Turin, 1895) ne contiennent d'allusions aux événements contemporains que pour la période de la première Cisalpine. Par contre, un grand nombre de lettres ont été publiées isolément, en vertu d'un usage particulier au monde savant italien, dans les brochures imprimées à l'occasion d'un mariage (*per nozze*) ; malheureusement, ces opuscules de circonstance ne sont pas mis dans le commerce, et il n'en existe pas de catalogue. Il en est pourtant où l'on peut faire des trouvailles intéressantes, comme en témoigne celui que j'ai consulté et cité sur le séjour de la division italienne au Bois de Boulogne (*Tre lettere inedite del cav. ERMOLAO FEDERIGO. Nozze Folco-Clementi*, Vicence, 1884).

Parmi les témoignages contemporains il convient enfin de signaler en terminant les *Chroniques* dans lesquelles des memorialistes de bonne volonté relataient pour eux-mêmes les événements et les impressions du jour. Elles sont pour la plupart inédites (on en trouvera plus loin l'énumération) et beaucoup d'entre elles, encombrées de détails oiseux, méritent de le rester. Quelques-unes ont pourtant été publiées : par exemple à Vérone, celles d'ALBERTI (dans *l'Archivio storico veneto*, t. I, II et III) et à Bologne, le *Diario bolognese dall'anno 1799 al 1818* de Giuseppe GIUDICINI.

C. — SOURCES MANUSCRITES.

Elles sont beaucoup plus abondantes que les sources imprimées, et m'ont fourni les principaux éléments de ce travail. On peut les diviser en trois grandes catégories : 1° les papiers d'État ; 2° les correspondances diplomatiques et privées ; 3° les chroniques locales.

1° **Papiers d'État.** — Les papiers d'État de la République italienne se trouvent dispersés entre Paris, Milan et Vienne.

A Paris, aux Archives nationales, la série AF (Secrétairerie d'État impériale) contient, dans les cartons AFiv 1707 et 1708, les dossiers des quelques grandes affaires soumises par le ministre Marescalchi au président Bonaparte, de la

part de Melzi; d'autres se trouvent exceptionnellement dispersés dans les cartons 1303 et 1684 de la même série. Les états de situation de l'armée italienne figurent à AFIV 1390 à 1431. Il n'est pas inutile enfin de consulter les cartons relatifs à la première Cisalpine (AFIII 71 et 72), où l'on voit apparaître les hommes et se poser les questions qui domineront l'histoire de la République italienne.

Aux Archives du ministère des Affaires étrangères, les volumes 59 et 60 de la *Correspondance politique, Lombardie*, fournissent beaucoup de documents pour l'histoire de la Consulte de Lyon, mais sont assez pauvres pour la période 1802-1805. J'ai trouvé quelques indications dans les volumes 55 à 58 et *Supp.* 2 de la même série. Les volumes *Toscane*, 154 et 157; *Autriche*, 372 et 376; *Prusse*, 230 et 235; *Russie*, 141 et 144, donnent quelques renseignements sur l'impression produite sur les cours européennes par la fondation de la République italienne à Lyon et plus tard par sa transformation en royaume. Dans les *Mémoires et Documents*, les volumes *Italie*, 11, 12 et 15, et *Venise*, 37, méritent également d'être signalés comme renfermant quelques travaux d'ensemble sur des questions traitées dans la *Correspondance politique*.

Aux Archives historiques du ministère de la Guerre, j'ai dépouillé la *Correspondance de l'armée d'Italie*, de 1801 à 1805. Les lettres de Murat, qui la remplissent en grande partie, ont été publiées depuis dans les recueils de MM. Lumbroso et Le Brethon, mais certains mémoires, qui leur servaient d'annexes, sont encore inédits, ainsi que les rapports des officiers ou commandants de place qui correspondaient avec Murat. On y trouve des détails intéressants sur l'état de l'esprit public.

C'est à l'*Archivio di Stato* de Milan, qu'il semblerait naturel de chercher l'ensemble des papiers d'État provenant de la République italienne. S'il en contient la plus grande partie, les plus importants pourtant en ont été retirés pour être envoyés à Vienne, et les autres, plus considérables par la quantité que par la qualité, représentent un instrument de travail assez imparfait, en raison de leur masse, de l'absence de répertoire, et de l'ordre un peu arbitraire qui a présidé à leur classification. Les principaux figurent dans le *Fonds Melzi*, constitué à part au moyen des papiers ou du moins d'une partie des papiers trouvés chez le Vice-Président après son décès (1816). On trouve dans ce fonds une infinité de docu-

ments, d'origine et d'intérêt très divers, imprimés ou manuscrits, distribués sans ordre rigoureux entre 46 cartons, et dont les plus importants sont la correspondance de Melzi avec les ministres ou les préfets, quelques bulletins de police, une série de mémoires anonymes ou signés que des informateurs bénévoles lui envoyaient sur l'état de la République. Dans les fonds généraux existant en dehors de ce fonds spécial, j'ai consulté particulièrement les cartons 778 à 786 du ministère de la Guerre (Opérations de la conscription de 1799 à 1805), 322 à 325 de la section *Affari Esteri* (Rapports des envoyés cisalpins à Paris en 1800 et 1801), 1, 2 et 3 de la section *Studj e Statistica* (Statistiques envoyées par les préfets).

Quelle que soit l'abondance des documents officiels milanais, ils se réfèrent surtout à des questions de détail, et présentent un caractère plus administratif que politique. C'est en réalité à Vienne, à l'*Haus-Hof und Staats-Archiv* que se trouvent les sources principales à utiliser pour l'histoire de la République italienne; malgré leur importance, elles ne semblent pas avoir été explorées jusqu'ici.

L'on a réuni dans les 238 cartons du fonds appelé *Napoleonisches Archiv* les papiers laissés par le Vice-Président Melzi et par Marescalchi, son représentant auprès du Premier Consul. Les 13 premiers cartons représentent, autant qu'on peut en juger d'après leur contenu, le prélèvement que la police autrichienne avait opéré sur la succession du premier, lors de son décès, et qu'elle avait expédié à Vienne¹. Les 225 autres proviennent du second et embrassent d'ailleurs toute la période comprise entre 1802 et 1814. L'ensemble constitue une mine inépuisable où figurent les dossiers de toutes les grandes affaires politiques du temps. La correspondance intime de Melzi et de Marescalchi, si précieuse comme commentaire des documents officiels, y figure au complet (cartons 5 et 6, 17 à 26 et 30 à 32) et certaines parties même en double (minute et expédition).

En dehors de l'*Haus-Hof und Staats-Archiv*, où j'ai puisé les éléments essentiels de ce travail, j'ai encore consulté à Vienne les Archives du ministère de l'Intérieur, qui contiennent des notes de police curieuses sur certains hommes politiques italiens.

1. Cf. sur ce point des détails précis dans CANTU, *Diplomatici*, note 1 de la page 53.

2^e Correspondances diplomatiques. — Les correspondances diplomatiques peuvent servir à contrôler les données des documents officiels et à fournir une chronique impartiale et suivie des événements courants. J'ai donc recherché et consulté celles des ministres étrangers qui résidaient dans la capitale de la République italienne sous la vice-présidence de Melzi.

La plus considérable et la plus intéressante est celle du baron de Moll, haut fonctionnaire tyrolien que le gouvernement autrichien délégua à Milan (janvier 1802) avec le titre de *commissaire* pour y régler une question financière spéciale, mais qui y exerça en réalité les fonctions d'agent diplomatique jusqu'en 1805¹. Les rapports qu'il envoyait très régulièrement à Vienne (en allemand) contiennent notamment la relation (en français) des longs entretiens qu'il avait avec Melzi, dont il avait su gagner la confiance. J'ai fait à cette source de larges emprunts. Cette correspondance est déposée à l'*Haus-Hof und Staats-Archiv* de Vienne.

L'*Archivio di Stato* de Gênes m'a fourni (*Correspondance de Milan*, cartons 27 à 30) celle de Cattaneo, ministre de la République ligurienne auprès de la République italienne. — A l'*Archivio di Stato* de Florence (*Affari Esteri*, cartons 1369 à 1375) j'ai trouvé celle du chevalier d'Oroczo, qui représentait à la fois l'Espagne et l'Étrurie à Milan; aux *Archives fédérales* de Berne (cartons 3295, 3390 et 3391), celle de Taglioretta, chargé d'affaires de la République helvétique et du baron Marcacci, son successeur à partir du début de 1805; enfin à l'*Archivio di Stato* de Lucques, celle de Belluomini, qui exerça de juillet 1802 à avril 1803 les fonctions d'envoyé de la République lucquoise à Milan. Toutes ces correspondances traduisent les impressions produites sur un observateur désintéressé par les actes du gouvernement et par l'attitude du public. Elles ne sont pas inutiles pour donner une idée de la moyenne de l'opinion.

Les correspondances de particuliers pourraient rendre des services analogues si leurs auteurs, redoutant sans doute les indiscretions de la poste, n'avaient évité trop souvent toute allusion aux événements politiques, et réservé leurs confidences et leurs impressions pour les seules lettres qu'ils pouvaient confier à des intermédiaires sûrs. Parmi les

1. Sur sa personnalité et la nature de sa mission voir plus loin, t. I, p. 475.

recueils où j'ai puisé pourtant d'utiles indications, il faut citer en première ligne le *Fonds Rangoni*, déposé à la Bibliothèque communale de Bologne. Il comprend, classés par ordre alphabétique d'après le nom des expéditeurs, toutes les lettres reçues par le destinataire, le marquis Rangoni, pendant la période révolutionnaire et impériale. La plupart ne traitent guère que des affaires personnelles, mais il en est d'autres (par exemple celles de Venexze) qui contiennent de continuel commentaires sur les affaires publiques et expriment l'état d'esprit de toute une classe sociale. A Modène, le *Fonds Campori* (à la *Biblioteca Estense*) et la correspondance des frères Valdrighi, hauts fonctionnaires de la République, (à l'*Archivio di Stato*) offrent, quoique à un moindre degré, des ressources analogues. J'ai trouvé également des lettres intéressantes à la Bibliothèque communale de Novare, dans les papiers qui proviennent de Prina (et qui ont été utilisés depuis par M. PELLINI pour la biographie de ce personnage) et enfin dans les archives de la famille Paradisi à Reggio (dont l'obligeante entremise de M. le professeur M. Campanini m'a ouvert l'accès).

3^e Chroniques locales. — Les chroniques locales, qui forment une dernière catégorie de documents inédits, contiennent également un grand nombre de renseignements utiles et d'impressions sincères, car leurs auteurs les écrivaient le plus souvent pour eux-mêmes, et sans les supposer destinées à la publicité. Outre celles qui ont été éditées et que j'ai indiquées précédemment, il en existe dans les bibliothèques de presque toutes les villes de quelque importance¹; très différentes de forme et de développement, elles présentent tantôt la sécheresse d'une chronologie, tantôt l'abondance d'un répertoire, tantôt l'animation et la partialité d'un pamphlet politique.

La Bibliothèque ambrosienne de Milan en contient deux qui appartiennent à des types opposés, et qui doivent à leur valeur documentaire d'avoir été souvent utilisées par Cusani et de Castro. Le *Diario politico e ecclesiastico di Milano dal 1^{er} Maggio 1796 al 31 Gennaio 1824* du chanoine MANTOVANI (4 vol. manuscrits) est l'œuvre d'un adversaire aveugle et

1. M. CASINI en a donné une liste complète et une appréciation sommaire dans la préface (pp. 13-15) de ses *Fonti per la storia della Consulta di Lione*, Modène, 1907.

irréductible du parti révolutionnaire et de la domination française; il enregistre avec complaisance et commente avec passion tous les bruits défavorables aux hommes ou aux idées qu'il poursuit de sa haine, entremêle sa narration d'invectives ou d'exclamations, et sert à faire connaître les sentiments de la fraction intransigeante du clergé. — C'est un genre d'utilité bien différent que présente le *Giornale storico* existant à la même bibliothèque, et dont les 38 volumes embrassent la période comprise entre 1797 et 1806. L'auteur, l'ancien servile MARELLI, s'est proposé surtout de faire œuvre d'annaliste, et de relater sans commentaires les nouvelles du jour, mais il y ajoute la copie d'un grand nombre de lettres, de proclamations ou d'affiches, qui justifient le titre de sa chronique en lui donnant l'aspect d'un véritable journal.

Considérée comme répertoire, son œuvre est moins précieuse encore que la *Cronaca modenese* d'Antonio ROVATTI, déposée à l'*Archivio comunale e Museo civico* de Modène. Cette chronique, qui va de 1796 à 1818, ne comprend pas moins de 31 volumes in-folio, dans lesquels l'auteur, affectant une complète objectivité politique, a accumulé tous les documents, toutes les estampes et surtout toutes les statistiques propres à donner une idée de la vie politique de sa ville natale pendant l'époque révolutionnaire. On y trouve assez peu d'informations sur l'histoire morale du pays, mais une infinité de renseignements sur ses transformations économiques ou administratives.

A Modène (*Biblioteca Estense*) se trouve également la chronique d'Antonio LOMBARDI, plus succincte et plus restreinte (3 vol., 1796-1802), intéressante surtout pour l'histoire de la Consulte de Lyon.

A Reggio, j'ai consulté à la bibliothèque communale deux chroniques de valeur et d'inspiration diverses : celle de Pio MORRI (*Memorie storiche della città di Reggio dall'anno 1796 al 4 febbraio 1812*) et celle de VIANI (*Memorie storico-critiche di Reggio dal 1783 al 1831*) : la première est l'œuvre d'un ecclésiastique, adversaire modéré de la Révolution, et la seconde celle d'un avocat jacobin. Toutes deux donnent d'utiles indications sur l'état de l'opinion publique ¹.

Les bibliothèques municipales des villes de la Romagne sont riches en chroniques. C'est ainsi que j'ai pu dépuiller :

1. Elles ont fait l'objet d'une étude bibliographique détaillée dans le livre de M. UGO BASSI sur *Reggio nell' Emilia alla fine del secolo XVIII* (pp. 287 à 296).

à Cesena, celle que le curé Domenico NORI a intitulée un peu ambitieusement la *Rivoluzione italiana* (1795-1823) ; à Forlì, la *Storia della città di Forlì* de Giuseppe CALLETTI, dont le second volume embrasse la période 1801-1831 ; à Rimini, le *Giornale di Rimini* (un volume par année) du notaire Michelangelo ZANOTTI ; à Ravenne, le *Giornale di Ravenna, scritto pel suo divertimento* (très détaillé par Pompeo RAISI. On trouve dans tous ces documents des détails curieux.

Les sources de ce genre sont plus rares au nord du Pô, dans les États vénitiens. A Brescia toutefois, j'ai pu obtenir communication, grâce à l'obligeance de Mgr Fe d'Ostiani, auquel il appartenait, du journal intime *Diario* du médecin AVANZINI ; à la bibliothèque communale de Vicence, je n'ai pas consulté sans profit la *Cronaca vicentina* de la comtesse NEGRI DI VELO, qui y a relaté les impressions éprouvées au cours de fréquents voyages à Bologne et sur le territoire de la République italienne. Enfin j'ai pu trouver, malgré leur sécheresse, quelques indications dans les chroniques de CAVA (Bibliothèque communale de Vérone), de FAVALLI et de FENINI (Bibliothèque communale de Pavie).

ABRÉVIATIONS

Archives nationales.	(la cote du carton).
Archives des Affaires étrangères	Aff. Étr.
Archives historiques de la Guerre	Arch. Guerre.
<i>Archivio di Stato</i> de Milan.	Arch. Milan.
<i>Haus-Hof und Staats-Archiv</i> de Vienne	Arch. Vienne.
Archives du ministère de l'Intérieur viennois.	Arch. Vienne Int.
<i>Archivio di Stato</i> de Florence	Arch. Florence.
— Gênes.	Arch. Gênes.
— Lucques.	Arch. Lucques.
Archives fédérales de Berne	Arch. Berne.
<i>Bollettino delle Leggi</i>	B. L.
<i>Foglio ufficiale</i>	F. O.

Les numéros qui suivent l'abréviation : Arch. Milan, sans autre indication, sont ceux des cartons du *Fonds Melzi*. La cote est indiquée quand il s'agit d'autres sections de l'*Archivio di Stato* milanais.

Les citations de Stendhal (sans autre indication) se réfèrent à son ouvrage *Rome, Naples et Florence*, 3^e édition.

La Correspondance officielle de Napoléon est désignée par l'abréviation : *Corr.*

BONAPARTE
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

LIVRE PREMIER
LES PRÉCÉDENTS DU RÉGIME
(1796-1801)

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME
LE PAYS ET LA SOCIÉTÉ

- I. Les cadres géographiques. — Les divisions politiques et territoriales de l'Italie du Nord en 1796. — Les divisions physiques. — La région lombarde et ses trois zones de montagnes, de haute plaine et de basse plaine. — Le cours du Pô. — La région émilienne.
- II. Les cadres sociaux. — La répartition de la population : importance relative des éléments urbains. — La structure de la société. — La classe rurale et ses diverses formes d'organisation selon le régime de la propriété. — La classe populaire des villes. — La classe moyenne. — Les grands propriétaires, nobles ou roturiers. — Importance numérique, fortune, privilèges et rôle social de l'aristocratie. — Le clergé : effectif, fortune et prérogatives, le régime légal de l'Église. — Résumé.
- III. La vie et les mœurs. — Dureté de l'existence pour les paysans. — Douceur de l'existence pour les classes moyennes et aristocratiques. — Leurs inclinations dominantes : 1° le culte du plaisir;

leurs principales jouissances : l'amour, le jeu, le luxe domestique, les distractions mondaines, le théâtre et le carnaval ; 2° les habitudes sédentaires : causes et exemples. — Conséquences : défiance ou ignorance de l'étranger, susceptibilités municipales, étroitesse de jugement. — Influence de cet état d'esprit sur la production intellectuelle : divorce de l'érudition et de l'imagination, décadence des genres sérieux, prépondérance des genres légers, particularisme littéraire. — Vertus privées des Italiens.

IV. Les régions naturelles et les principaux centres urbains : Novare, Milan, Modène, Bologne, la Romagne, Ferrare, Mantoue, Vérone, Brescia, Bergame, la Valteline¹.

La République italienne, officiellement constituée à la Consulte de Lyon (26 janvier 1802), mais créée dès 1797 sous le nom de République cisalpine, détruite en 1799, restaurée et agrandie en 1800, reçut au traité de Lunéville (9 février 1802), avec la consécration définitive de son existence, la forme extérieure qu'elle devait

1. Sur l'état de l'Italie du Nord au dix-huitième siècle, on peut consulter, outre les sources imprimées et manuscrites indiquées dans l'introduction, les ouvrages suivants :

1° Les récits de voyages, dont on trouvera une bibliographie critique très complète dans l'Appendice (pp. 563-702) de l'ouvrage de D'ANCONA, *L'Italia alla fine del Secolo XVI*, édition du *Journal de voyage de Montaigne en Italie*. — Parmi les relations françaises, il faut citer en première ligne celle de LALANDE, *Voyage en Italie*, 3^e édit., 9 vol. Paris, 1786, la seule qui contienne des détails sur la vie politique; on trouve encore quelques traits de mœurs dans celles de l'abbé COYER, *Voyages d'Italie et de Hollande* (2 vol., Paris, 1775) et de GROSLEY, *Nouveaux mémoires ou observations sur l'Italie et les Italiens par deux gentilshommes suédois* (3 vol., Paris, 1764). Celles de l'abbé RICHARD, *Description historique et critique de l'Italie* (6 vol., Paris, 1769); de DUCLOS, *Voyage en Italie* (Paris, 1791); de DUPATY, *Lettres sur l'Italie écrites en 1785*, sont presque purement descriptives et ne présentent d'intérêt qu'au point de vue artistique. — Les relations anglaises offrent d'abord une œuvre de premier ordre, la plus précieuse de toutes par les données qu'elle contient sur la sociologie et l'économie politique : le *Voyage en Italie* (1791) de YOUNG (trad. Lesage, Paris, 1860). L'*Essai sur la société et les mœurs des Italiens* de MOORE, 2 vol., Lausanne, 1782, est également à consulter. — Les relations allemandes sont nombreuses et de dates diverses. Parmi celles qui sont antérieures à la Révolution, il faut mentionner, outre le célèbre *Voyage en Italie de Goethe* (t. IX de la traduction des *Œuvres de Goethe* par PORCHAT, Paris, 1861), le livre de ARCHENHOLZ (ancien capitaine prussien) : *Tableau de l'Italie* (trad. franç., Gotha, 1788), plein de détails curieux, mais gâté par un parti pris trop visible de dénigrement; l'ouvrage plus impartial de BERNOUILLI, *Lettres sur différents sujets écrites pendant le cours d'un voyage par l'Allemagne, la Suisse et l'Italie* (3 vol., Berlin, 1779); et enfin les *Lettres*

conserver jusqu'à son érection en royaume (1805). — Fondée par la volonté de Bonaparte, dans l'intérêt exclusif de la France, avec des provinces arrachées à des

sur la France, l'Angleterre et l'Italie par le Comte F. de M. (HARTIG, chambellan autrichien, Genève, 1755. Trois autres relations intéressantes, toutes curieuses, se rapportent à la période révolutionnaire : celles de ARNDT, *Reisen durch einen Theil Deutschlands, Ungarns, Italiens und Frankreichs in den Jahren 1798 und 1799* (4 vol., Leipzig, 1809) ; de SEUME, *Spaziergang nach Syracus* (Leipzig, 1803) et de EICHHOLZ, *Neue Briefe über Italien* (1803) (3 vol., Zurich, 1806). — La Suède doit être représentée dans cette énumération par la relation du voyage de Gustave III en Italie, écrite par son chambellan D'ADLERBERTH, *Gusta III:s resa i Italien* (Ed. Schuck, Stockholm, 1902). — Parmi les récits de voyages italiens, le seul à signaler est celui de PILATI DI TASSULO, *Voyages en différents pays d'Europe en 1774, 1775 et 1776* (2 vol., en Suisse, 1778).

2° Les souvenirs militaires des officiers français qui prirent part aux guerres d'Italie, et qui s'intéressèrent à la vie et aux mœurs du pays. Parmi ceux chez lesquels on trouve le plus d'observations de ce genre se place en première ligne le général DESAIX dans son *Journal de campagne*, 1797 (éd. Chuquet, Paris, 1907). On peut citer également : les *Souvenirs de Maurice Duval* (éd. Masson, Paris, 1905) ; les *Mémoires de GRIOS* (éd. Chuquet, Paris, 1909) ; les *Mémoires de LONDRIEUX* (éd. Grasilier, Paris, 1893) ; enfin le *Voyage en Suisse et en Italie, fait avec l'armée de réserve* par MUSSET-PATHAY, Paris, 1800.

3° Les ouvrages de géographie et de statistique. Le *Dictionnaire historique et géographique portatif de l'Italie* (Paris, 2 vol., 1777) et la *Descrizione storica e critica dell'Italia* (3 vol., Londres, 1781) sont deux encyclopédies fort commodes, résumant une infinité de renseignements empruntés aux géographies ou aux statistiques ; quoique postérieures à la période impériale, les *Lettres sur l'agriculture de l'Italie* de LULLIN DE CHATEAUVIEUX (3 vol., Genève, 1815) et le livre de JACINI sur *La Proprietà fondiaria e la popolazione agricola in Lombardia* (Milan, 1856) doivent être consultés comme contenant toutes les données nécessaires à l'étude physique et économique de l'Italie septentrionale. On trouve dans l'article de Emanuele GREPPI, *Saggio sulle condizioni economiche del Milanese verso il 1780* (dans les *Annali di statistica*, vol. XIX, 1881, p. 76 seq.) des statistiques intéressantes pour l'étude de la vie politique ou privée dans l'ancienne Lombardie. Je n'ai pas consulté sans profit, à ce point de vue, les traités contemporains de géographie de DJURBERG (*Géographie universelle*) et de GUTHRIE, *Nouvelle géographie universelle* (trad. franç., 1801). Par contre le *Tableau des peuples de la haute Italie*, de l'abbé DENINA (Paris, 1807), m'a semblé superficiel et peu précis.

4° Les Mémoires et correspondances sont très rares pour cette période. Parmi les Mémoires, les *Memorie della mia vita* du comte ARRIVABENE (2 vol., Florence, 1879) contiennent au début quelques pages relatives à la vie sous l'ancien régime. Parmi les recueils de lettres, j'ai dépouillé avec profit les *Lettere e scritti inediti di Pietro e di Alessandro Verri* (éd. Casati, 4 vol., Milan, 1880), et j'y ai trouvé, malgré les imperfections de la publication, une foule de traits de mœurs curieux pour l'histoire morale de l'Italie à la fin du dix-huitième siècle.

dominations diverses, elle ne pouvait avoir ni unité géographique, ni frontières naturelles. Elle présentait sur la carte l'aspect d'une longue bande de territoire, barrant obliquement la plaine septentrionale de l'Italie de la crête des Alpes au littoral de l'Adriatique, resserrée et comme étranglée en sa partie médiane, formée par la réunion de deux quadrilatères réguliers, accolés l'un à l'autre de manière à ne communiquer que par un de leurs angles. C'était, d'abord, au nord, le vaste parallélogramme que dessinait la ligne de faite des Alpes, échancrée d'ailleurs par l'enclave des bail-

Un nouveau recueil de ces lettres, beaucoup plus complet, a été entrepris en 1910 à Milan (par MM. Novati et Greppi) et doit comprendre une dizaine de volumes.

5° Les ouvrages contemporains de politique et de polémique : en première ligne les *Scritti varj* de Pietro VERRI (2 vol., éd. Le Monnier, Florence, 1854) et spécialement les *Pensieri sullo stato politico del Milanese nel 1790* insérés en tête de l'Appendice du tome II ; le livre classique de BARETTI sur *Les Italiens ou mœurs et coutumes d'Italie* (trad. de l'anglais, Genève, 1773) ; les *Mémoires secrets et critiques des cours, des gouvernements et des mœurs des principaux Etats de l'Italie* de GORANI (Paris, 3 vol., 1794) riches en renseignements curieux, malgré leur allure de polémique ; le *Quadro politico di Milano* de MELCHIORRE GIOJA (inséré dans le 3^e volume de ses *Opere Minori*, Lugano, 1833) ; enfin *Corinne* de Mme de STAEL, d'où l'on peut tirer quelques détails sur l'Italie du Nord.

6° Les ouvrages historiques contemporains proprement dits. Le seul travail d'ensemble, *L'Italia prima del 1796* de RATTI, est un peu superficiel. On peut consulter avec plus de fruit les travaux d'histoire locale ; pour la Lombardie les ouvrages de CANTU, *L'abate Parini e la Lombardia nel secolo passato*, Milan, 1854 ; de DE CASTRO, *Milano nel settecento, giusta le poesie, le caricature ed altre testimonianze dei tempi*, Milan, 1887 ; de Ettore ROTA, *L'Austria in Lombardia e la preparazione al movimento democratico cisalpino*, Milan, 1911 ; et en français le livre de BOUVY, *Le Comte Pietro Verri, ses idées et son temps*, Paris 1895 ; — pour la Vénétie, l'*Histoire de Venise* de DARU et spécialement les pièces annexes ; les *Settant'anni della Storia di Venezia* de MARCHESI, Turin, 1892 ; — pour les États pontificaux, *La vita, gli tempi e gli amici di Alberghetti-Capacello* de MASI, Bologne, 1878 et les volumes de VICCHI, *Vincenzo Monti, le lettere e la politica in Italia dal 1750 al 1830* (4 volumes parus jusqu'en 1799) ; — enfin pour le Modénais l'excellente monographie sur *Reggio nell'Emilia alla fine del secolo XVIII* de Ugo BASSI, Reggio, 1895.

A signaler également comme études d'ensemble deux intéressants articles de FRANCHETTI, *I governi d'Italia e la Rivoluzione francese* (*Nuova Antologia* du 1^{er} déc. 1889) et *I popoli d'Italia e la Rivoluzione francese* (*Ibid.*, 16 décembre 1889).

liages suisses, et les cours du Tessin, de l'Adige et du Pô. Au sud, la partie inférieure de ce dernier fleuve servait de base à un rectangle dont les côtés latéraux étaient représentés, l'un par la rive droite de l'Enza jusqu'à sa source, l'autre par la côte de l'Adriatique jusqu'à Rimini. Les deux groupes de provinces qui présentaient ces formes géométriques n'étaient unis que par une sorte d'isthme de 70 kilomètres de largeur, entre Casalmaggiore sur le Pô et Legnago sur l'Adige¹.

Pour comprendre les changements politiques dont ce pays sera le théâtre pendant la période révolutionnaire, il importe d'abord d'en fixer le point de départ en recherchant quel était en 1796, à l'intérieur des frontières que l'on vient de délimiter, l'état des territoires, de la société, des gouvernements et des esprits.

I

Les pays dont la réunion devait former la République italienne relevaient, sous l'ancien régime, de six souverainetés distinctes. C'étaient : au nord du Pô, les duchés de Milan et de Mantoue, appartenant à la Maison d'Autriche, le Novarais, province sarde, la Valtelline, placée sous le protectorat de la République des Grisons, et les territoires de Bergame, Brescia, Crema et Vérone, possessions vénitiennes ; au sud du Pô, le Modénais, formant un duché indépendant, et les Romagns, qui faisaient partie des domaines pontificaux.

La Maison d'Autriche possédait : depuis le détrônement (1703) et la mort (1708) du dernier Gonzague, le duché de Mantoue ; depuis les traités de Rastadt et de

1. Voir la carte à la fin du volume.

Bade (1714), le duché de Milan, déchu de son ancienne splendeur entre les mains des Espagnols, et successivement réduit, à l'est par les conquêtes vénitiennes au seizième siècle, à l'ouest par les empiétements piémontais au dix-huitième. Malgré ces mutilations successives, qui en avaient ramené la superficie à 7.600 kilomètres carrés, les domaines autrichiens, peuplés de 1.362.000 habitants¹, situés dans une des plaines les plus fertiles du monde, enrichis par la plus longue paix et la meilleure administration qu'ils eussent jamais connues, excitaient encore les convoitises de leurs voisins et l'admiration des voyageurs. La régularité de leur configuration ne répondait malheureusement pas au développement de leur prospérité matérielle. Privés de la Valteline et des bailliages tessinois, leurs annexes naturelles, éloignés de l'Adige et du Tessin, leurs limites ethnographiques, ils comprenaient deux groupes de territoires distincts, l'un arrondi en noyau autour de Mantoue, l'autre formant un carré autour de Milan,

1. Il est assez difficile d'évaluer avec précision, faute de statistiques uniformes, la population des diverses provinces italiennes à la veille de la Révolution. Il n'existait de recensements rigoureux et annuels que dans l'État milanais, où ils comprenaient même la distribution par classes et le mouvement de la population ; la collection en est conservée à la Bibliothèque Ambrosienne de Milan (*Tabelle della popolazione dello Stato di Milano*, D. S. VIII, 7), et a été reproduite, pour les années comprises entre 1770 et 1796, dans l'ouvrage de ROTA, p. 100. Les recensements vénitiens étaient moins réguliers et comptaient la population par familles et par professions. On peut trouver encore d'autres données sur cette question : 1° dans une note officielle rédigée à Milan, pour Bonaparte et sur sa demande (2 février 1801) et contenant le tableau de la population et des revenus (en 1796) des divers pays appelés à entrer dans la formation de la République italienne (Aff. Et. Corr. Lomb., 58) ; 2° dans le décret de répartition, par départements et par communes, du territoire du royaume d'Italie, inséré dans le *Bollettino delle Leggi* de 1805 (pp. 152-304) ; 3° dans les renseignements recueillis par les voyageurs ou insérés dans les traités contemporains de géographie (notamment ceux de l'Anglais GUTHRIE et du Suédois DJURBERG).

Pour les États autrichiens, le total global de 1.362.000 âmes est celui du recensement officiel de 1790 (date après laquelle le Mantouan fut compté à part). Le chiffre de 1.300.000 donné par YOUNG (p. 322) semble donc un peu inférieur à la réalité.

unis seulement par une mince bande de territoire.

A l'est de la Lombardie, le Novarais, nettement et régulièrement délimité par le Pô, la Sesia, les Alpes et le Tessin, présentait la même fertilité¹; le roi de Sardaigne, qui avait conquis cette province entre 1738 et 1748, y avait gagné 340.000 sujets², 2 millions de revenus, et des territoires qui produisaient autant de riz que tout le reste du Piémont. — Quant à la Valteline, ou vallée supérieure de l'Adda, elle avait été détachée du Milanais par les hasards de la politique européenne, et réunie aux Grisons par des liens de vassalité aussi mal supportés que mal définis. C'était un pays presque pauvre, infécond, encaissé entre de hautes montagnes; ses produits naturels suffisaient à peine à la subsistance de ses 80.000 habitants, et son importance européenne dérivait de sa situation stratégique entre le Tyrol et le Milanais.

Il en était tout autrement des possessions vénitiennes, qu'une ramification des Alpes séparait de la Valteline et que délimitait vers le sud une ligne conventionnelle tirée obliquement de Bergame à Mantoue. Elles comprenaient en effet, à côté d'une partie montagneuse, sillonnée de vallées incultes, une plaine fertile qui pouvait être considérée comme le prolongement de la Lombardie autrichienne et qui en reproduisait les principaux aspects. Divisées en quatre provinces (Vérone, Brescia, Bergame, Crema) dont la population montait à 840.000 habitants³ et les revenus à plus de 7 millions de francs, elles avaient été conquises dès le début du quinzième siècle par la Sérénissime République, désireuse d'assurer à ses territoires de la Vénétie proprement dite un avant-poste au delà de

1. CUSANI, II, 210, seq.

2. *Note à Bonaparte*; 349.000 habitants en 1805.

3. 820.000 d'après la *Note à Bonaparte*; 793.000 seulement d'après l'évaluation toute approximative de LANDRIEUX (I, 171). Le chiffre de 840.000 est celui que donne la *Nouvelle géographie universelle* de GUTHRIE.

l'Adige. — Plus au sud et à l'est, le delta compris entre l'embouchure de ce fleuve et celle du Pô formait, sous le nom de Polésine, une circonscription distincte.

Au sud du Pô et au nord de la chaîne des Apennins, la région naturelle à laquelle s'appliquait la dénomination générale d'Émilie s'étendait du défilé de Stradella aux rivages de l'Adriatique et englobait trois souverainetés distinctes, dont les deux premières seulement devaient contribuer à la formation de la République italienne : celle des Papes dans la Romagne, celle des Este à Modène et celle des Bourbons d'Espagne à Parme. — Constitué par l'agglomération des petits duchés de Modène, Reggio, Novellara, Mirandola et Massa-Carrara, resserré entre les cours de l'Enza et du Panaro, l'État modénais était avec le duché de Parme le plus petit État de l'Italie du Nord, puisque sa population ne dépassait pas 370.000 âmes¹ et sa superficie 6.600 kilomètres carrés ; mais il ne partageait qu'avec le Piémont le privilège d'y représenter, au moins en droit, une souveraineté indépendante et autonome. — De l'autre côté du Panaro, entre les Apennins et le Pô, les trois légations de Bologne, Ravenne et Ferrare, formaient, avec leurs 884.000 habitants², leurs 10.000 kilomètres carrés et leurs 6 millions de revenus, leurs champs fertiles et leurs gras pâturages, la région la plus riche et la plus peuplée des domaines pontificaux.

Tels étaient les éléments territoriaux que Bonaparte devait faire entrer dans la composition d'un nouvel État. La répartition politique n'en paraissait pas moins arbitraire et artificielle en 1796, avant sa venue, qu'en 1801 après ses victoires. Elle ne semblait pas plus conforme aux indications de l'ethnographie qu'aux don-

1. 348.000 en 1781 d'après YOUNG (p. 324), qui cite une statistique détaillée, établie par professions ; 452.000 d'après la *Note à Bonaparte* ; 379.000 d'après GUTHRIE et 380.000 d'après le recensement de 1805.

2. D'après GUTHRIE, dont les chiffres correspondent à peu près avec ceux de la *Note à Bonaparte* (889.000) ; 893.000 en 1805.

nées de la nature. En classant les populations de l'Italie du Nord d'après leurs signes extérieurs, surtout d'après leur langage, qui était le plus tangible de tous, on pouvait les répartir en quatre groupes ethniques, parlant chacun une même famille de dialectes : ce sont ceux auxquels répondent les noms historiques de Piémont, de Lombardie, de Vénétie et d'Émilie¹. Leurs domaines linguistiques, séparés par des frontières très nettes, presque invariables depuis trois siècles, n'avaient en 1796 ni la même forme ni la même étendue que les États qui portaient le même nom. Le duché de Milan ne couvrait qu'une faible partie du sol où dominait le dialecte lombard, qu'on parlait à l'ouest jusqu'à la Sesia et à l'est jusqu'à l'Adige. Par contre, la domination du roi de Sardaigne ou de la République de Venise dépassait de beaucoup les frontières des dialectes piémontais ou vénitien. Les populations de l'Émilie parlaient la même langue, mais obéissaient à trois souverains. Le cours du Pô semblait la seule limite naturelle qu'eût respectée la politique, sans doute parce que la difficulté de le traverser opposait un insurmontable obstacle à la réunion en un seul État des régions que baignaient ses rives.

Autant la carte politique de l'Italie du Nord paraissait complexe, artificielle, arbitrairement tracée, autant sa configuration physique était simple, uniforme, presque symétrique. Les provinces dont elle se composait, toutes placées dans une des régions naturelles les plus régulièrement constituées qui fussent au monde, présentaient par cela même une similitude de structure, et même une communauté de caractères géographiques qui pouvait devenir le principe de l'unité politique.

1. Sur les caractères des différents dialectes et leur répartition géographique, cf. l'ouvrage de BIONDELLI, *Saggio sui dialetti gallo-italici*, Milan, 1853.

Nul pays ne semblait fournir un cadre mieux approprié à l'établissement d'un grand État que la vaste plaine enclose entre les Alpes et les Apennins, et sillonnée par le Pô.

Au nord et à partir du cours de ce fleuve, trois zones de terrain parallèles s'étagaient jusqu'aux sommets des Alpes : celle de la basse plaine, celle des collines ou de la haute plaine et enfin celle des montagnes¹.

La zone montagneuse couvrait toute la partie septentrionale de la Lombardie ; limitée au nord par la ligne de faite des Alpes Pennines et Rhétiques, elle était essentiellement constituée par la ceinture d'avant-monts calcaires qui leur servait de socle ; ses sommets atteignaient des hauteurs moyennes de 2 à 3.000 mètres, qui diminuaient peu à peu vers le sud, tandis que ses derniers escarpements venaient se terminer brusquement au-dessus de la plaine du Pô, suivant une ligne presque droite tirée de Varese à Vérone. Un grand nombre de vallées, découpant ce massif montagneux en groupes séparés, lui servaient de principes d'organisation : les unes, celles des monts de Bergame (vals Brembana, Seriana, Camonica, Sabbia), parallèles entre elles et perpendiculaires à la crête des grandes Alpes, étroites et resserrées, même à leur extrémité, presque isolées du monde, formant des régions naturelles très nettes, propres à encadrer des communautés politiques distinctes ; les autres, celles du Tessin, de l'Adda ou du Mincio, orientées suivant un plan moins uniforme, plus largement

1. La géographie physique de la Lombardie, dans ses rapports avec la population, la culture et l'économie rurale, a été étudiée en détail dans le livre, devenu classique sur la matière, de JACINI. L'auteur a consacré les trois chapitres les plus importants de son ouvrage (III^e livre, pp. 145-329) à l'étude des régions naturelles de la Lombardie. On s'est borné à résumer ici ses observations les plus caractéristiques. La *Géographie universelle* de RECLUS (t. I, chap. VIII, pp. 310-386) contient également un bon tableau d'ensemble des conditions physiques et économiques du bassin du Pô.

ouvertes vers la plaine, traversées par des fleuves plus importants, donnant accès à de grandes routes internationales (passages du Simplon, du Splügen, du Stelvio), remplies à leur partie inférieure par des lacs (lacs Majeur, de Côme, de Garde) qui servaient à la fois d'ornements au paysage, d'épurateurs et de régulateurs aux rivières alpestres et enfin de voies de pénétration au cœur des montagnes. — Aux débouchés de ces vallées, une série de villes disposées en ligne droite, Varese, Côme, Brescia, Vérone, en marquaient l'intersection avec la grande route qui, longeant le pied des Alpes, unissait le Piémont à la Vénétie. L'élévation de l'altitude moyenne et la rigueur relative du climat faisaient de cette région l'une des plus pauvres de la Péninsule italique; d'immenses pâturages ou des forêts de châtaigniers et de mélèzes sur les plateaux, quelques mines de fer au creux des vallées, quelques champs de céréales entretenus à grand'peine sur les pentes les mieux exposées en constituaient les uniques richesses naturelles.

Entre les derniers contreforts des montagnes et le cours même du Pô, s'étendait la surface, presque horizontale, de l'énorme amas de cailloux et de déblais que les torrents alpestres avaient, au cours des âges, déposés en couches régulières dans l'immense conque qui occupait primitivement l'emplacement du Piémont et de la Lombardie. Bien que cette étendue apparût sur la carte comme uniforme et homogène, la science et l'instinct populaire lui-même y distinguaient deux zones : celle des hautes plaines ou des collines et celle de la basse plaine, différant entre elles par l'élévation et par la nature du sol.

La première, la plus septentrionale, formait une sorte de plateau, incliné en pente insensible du nord au sud, dont l'altitude moyenne restait constamment supérieure à 100 mètres et dont la surface, sculptée

dans le voisinage immédiat des Alpes par le mouvement de retrait des anciens glaciers, s'aplanissait ensuite en forme de table, sans présenter d'autres accidents de terrain que les sillons nets où s'encaissent les affluents du Pô. — Une seconde ligne de villes parallèle à la première, échelonnée entre Novare et Peschiera, en passant par Milan et Crema, marquait au sud, avec la limite des anciennes inondations du Pô, le commencement de la basse plaine et les points où la terre perdait sa consistance pour devenir marécageuse. Quelles que fussent d'ailleurs ses différences de relief, le sol de cette zone, formé de parcelles argileuses arrachées aux flancs des Alpes, se prêtait à toutes les cultures et présentait le spectacle d'une admirable fécondité : des mûriers assez pressés pour ressembler à une forêt, des rameaux de vigne entrelacés à des arbres fruitiers, des champs de maïs ou de blé alternant, surtout dans la Brianza, avec des plantations de citronniers et d'oliviers, des bouquets d'arbres et des haies vives éparses au milieu d'étendues cultivées donnaient à cette région l'aspect d'un labyrinthe de verdure, et lui avaient valu le surnom de *jardin de l'Italie*.

Des pentes insensibles par lesquelles elle se terminait, l'œil embrassait les horizons fuyants de la basse plaine, plate et uniforme comme une mer figée. Cette zone géographique devait sa physionomie propre et sa valeur agricole à son caractère aquatique¹. Longtemps envahie par les débordements du Pô et de ses affluents, encore pénétrée de leurs infiltrations, elle était couverte d'innombrables fontaines jaillissantes qui lui apportaient l'eau dérobée aux lacs alpestres par des conduites souterraines. — L'activité humaine s'était servie de ces ressources naturelles pour étendre sur le sol un

1. YOUNG (p. 33) la comparait à « une immense éponge » avec des fossés sans nombre, couverts tantôt par l'eau et tantôt par la boue.

réseau serré de canaux d'irrigation, pénétrant dans les champs les plus reculés par des pentes et des écluses savamment ménagées, bordant toutes les routes, et les franchissant même au moyen d'aqueducs en siphons. Cette œuvre colossale, entreprise dès le moyen âge, poursuivie sans relâche et étendue au dixième de la superficie totale, faisait l'admiration de tous les étrangers¹. L'eau était partout à leurs côtés ou sous leurs pas²; imprégnant le sol de ses infiltrations, l'air de ses vapeurs, elle donnait à ceux qui venaient d'Angleterre ou d'Irlande l'illusion d'en retrouver l'atmosphère indéfinie et les horizons brouillés³. Elle avait au moins fécondé un terrain formé primitivement de cailloux roulés et donné une vitalité exceptionnelle aux cultures qui ont besoin d'humidité pour prospérer : les grasses prairies de la basse plaine lombarde fournissaient de sept à huit coupes par an et ses rizières rivalisaient avec celles des régions tropicales⁴.

Le Pô, qui bordait au sud la Lombardie, constituait pour elle, tantôt par la largeur, tantôt par les variations de son lit, une frontière presque infranchissable. A partir de Crémone, il avait dû être contenu par une ligne de digues; à partir d'Ostiglia, il se rapprochait de l'Adige, avec lequel il mêlait autrefois ses eaux et entrecroisait encore ses dérivations. L'étroit espace compris entre ces deux fleuves formait une sorte de labyrinthe aquatique, un enchevêtrement de marécages et de cours d'eau qu'aucun travail de canalisation n'avait jamais pu ni organiser, ni fixer. De rares chaussées et quelques ponts toujours menacés par les crues faisaient

1. YOUNG consacre une longue étude (pp. 161-180) à cette œuvre, qu'il étudie en détail, dans son histoire et dans ses procédés. Cf. sur le même sujet LULLIN DE CHATEAUVIEUX, II, 136-139.

2. *Descrizione*, I, 541.

3. « La Flandre ressemble à la Lombardie, et m'en donnait parfois l'illusion » (VERRI, *Lettere*, I, 366).

4. JACINI, p. 266.

seuls communiquer entre elles les terres riveraines.

Malgré leur isolement réciproque, la région lombarde et la région émilienne offraient certaines analogies de structure, et même une symétrie de configuration qui eût été complète sans la dissemblance de leurs reliefs. Resserrée, comme la première, entre un fleuve et une ceinture de hauteurs, la seconde se décomposait également en trois zones parallèles, disposées en étages, séparées par deux lignes de villes, et constituées, l'une par des montagnes, l'autre par une plaine élevée, la dernière par des terres basses. Les caractères distinctifs en étaient d'ailleurs moins nettement accentués que sur l'autre rive du Pô. — Les Apennins, dont l'altitude n'atteignait que la moitié de celle des Alpes, formaient une muraille abrupte au lieu d'être, comme elles, profondément entaillées par de larges vallées et environnées par un système enchevêtré d'avant-monts. A leurs pieds, au débouché des cols, les villes de Reggio, Modène, Bologne, Imola, Faenza, Forlì, Cesena, Rimini, jalonnaient l'ancienne voie Émilienne, limite de la haute plaine. — Celle-ci, moins riche que la zone correspondante de la Lombardie, occupait un espace plus restreint, mais se prêtait aux mêmes cultures. — Dans l'angle formé par le cours de l'Adige et la côte Adriatique, au nord d'une ligne tirée entre Ravenne et Ferrare, s'étendait une région de basses terres, arrosée par tout un réseau d'artérioles aquatiques, et dominée par les digues du Pô, dont le fond était sans cesse élevé par les alluvions qu'il y déposait. Détrempé par toute cette humidité, le sol produisait des pâturages comparables par leur abondance à ceux du bas Milanais.

On retrouvait donc dans l'Émilie la même succession de terrains que sur la rive gauche du Pô. Ce qui lui donnait son caractère propre, c'était l'imperfection de son système hydrographique. Ses rivières, plus rapides de pente que celles de la Lombardie, n'avaient pas

comme elles des glaciers pour les entretenir en cas de sécheresse, des lacs pour les absorber en temps de crue ; aussi subissaient-elles des variations de débit qui se chiffraient par des différences de 1 à 1.400. Au moment des pluies, leur lit, presque vide le reste de l'année, roulait des masses d'eaux qui crevaient les digues, emportaient les ponts, envahissaient les campagnes et se creusaient parfois une nouvelle voie jusqu'à la mer. Le Reno notamment faisait par les écarts de son régime le désespoir des riverains et l'objet des préoccupations des gouvernements.

A l'est de l'Émilie, entre l'embouchure de l'Adige et la ville de Rimini, s'étendait, sur une longueur de 130 kilomètres, la seule frontière maritime que dût posséder la République italienne. C'était un littoral inhospitalier, également impropre à la navigation, à la culture et à la pêche, sans cesse déplacé par les sables que lui apportait le Pô et qui s'accumulaient en cordons sur ses bords. Formé d'abord par le delta du fleuve, puis évidé par la lagune de Comacchio, vaste espace intermédiaire entre les éléments liquide et solide, ce rivage mouvant ne présentait pas un seul bon port et ne retrouvait qu'à Rimini la consistance nécessaire à sa fixité.

Tel était le cadre géographique dans lequel devait naître et se développer la République italienne ; il frappe d'abord par sa simplicité et même par son unité d'organisation. Toutes les régions naturelles qui y étaient comprises se trouvaient placées sous le même climat ainsi que dans le même bassin fluvial, et habitées par des hommes de même race et de même civilisation. Aucune d'elles n'était séparée des autres, sauf sur le bas Pô, soit par une infranchissable barrière physique, soit par un massif montagneux propre à devenir, comme le plateau central en France, un prin-

cipe de divergence et de division. Il y avait donc là un ensemble de conditions géographiques aussi favorables que dans les pays voisins à la formation d'un grand État homogène et centralisé.

II

Sur les territoires que l'on vient de délimiter et de décrire, quelles étaient, à la veille de l'invasion française, la répartition de la population et la structure de la société ?

Au point de vue démographique, le développement des villes semblait être le trait le plus caractéristique de l'Italie du Nord ; en Lombardie notamment, la population des cinq chefs-lieux de province (Milan, Crémone, Pavie, Côme, Lodi) représentait le cinquième, et celle de tous les centres urbains réunis le tiers de la population totale ¹. — L'aspect du pays rendait d'ailleurs sensibles aux yeux les données de la statistique. Les voyageurs qui, venant de France ou d'Allemagne, y avaient traversé des espaces presque inhabités, s'émerveillaient en Italie de trouver presque à chaque pas, presque aussi fréquemment qu'en Flandre, des cités dignes de ce nom par leur importance numérique, leur grandeur monumentale, leur passé historique et leurs ressources morales ou matérielles. — Plusieurs causes, anciennes ou récentes, avaient contribué à en multiplier le nombre : c'étaient le développement de la vie municipale dans l'antiquité, la nécessité de lieux de refuge au temps des invasions, l'émiettement politique du pays au moyen âge, et enfin, depuis le retour de la paix, la facilité des communications, qui permettait aux propriétaires de cultiver leurs do-

1. GREPPI, p. 64.

maines sans y résider et de rester en relations constantes avec leurs fermiers tout en passant l'hiver en ville¹. Toute la partie aisée de la population ayant ainsi reflué vers les centres urbains, il n'était resté dans les campagnes qu'une classe unique, uniforme et homogène ; l'on ne pouvait y distinguer, au lieu de catégories sociales, que des groupes géographiques déterminés eux-mêmes par les principales formes que prenait le régime de la propriété dans les diverses régions naturelles.

La zone des montagnes lombardes formait un pays à part au point de vue social comme au point de vue physique. Couverte en grande partie de forêts et de pâturages indivis, elle ne présentait comme cultures que des champs minuscules, créés par l'initiative des paysans sur le flanc des monts avec de la terre rapportée et maintenue par des murs, travaillés à la bêche, transformés parfois en vergers, en vignes ou en jardins, et défendus par une vigilance de tous les instants contre les retours offensifs de la nature. Leur isolement comme leurs conditions d'entretien ne se prêtaient, ni à leur réunion en grands domaines, ni à l'application de cultures intensives. Pour mettre en valeur ces parcelles de terrain, le labeur individuel était mille fois plus efficace que les ressources du capital, les bienfaits de l'association, ou les lumières de la science agraire. — Presque tous les montagnards possédaient donc en propre un lopin de terre, défriché par eux ou leurs ancêtres, et devaient à leur condition, avec certains avantages matériels, les qualités morales que développe d'ordinaire le sentiment de la propriété : l'esprit d'initiative, de responsabilité et d'indépendance. Ceux d'entre eux que les maigres produits du sol ne suffisaient pas à nourrir émigraient

1. JACINI, p. 103.

pendant la belle saison pour utiliser dans les villes la vigueur de leurs muscles : ils allaient recruter à Milan, à Venise et à Livourne les métiers de maçon, de débardeur ou de portefaix. Les vieilles familles des vallées alpestres devaient leur influence morale à leur prestige héréditaire bien plus qu'à leur richesse terrienne¹. Au point de vue social, les montagnards de la Lombardie ressemblaient donc plus à leurs voisins de Suisse qu'à leurs compatriotes de la plaine. — De l'autre côté du Pô, dans les districts montueux du Modénais, l'on retrouvait, avec des conditions naturelles analogues, le même morcellement des terrains cultivés, la même abondance de petits propriétaires, les mêmes habitudes d'émigration périodique².

De la base des Alpes aux premières pentes des Apennins, une autre nature avait déterminé un autre régime agraire, caractérisé par la concentration des terres en grands domaines et présentant deux formes principales, l'une dans la haute Lombardie et la presque totalité de l'Émilie, l'autre dans le bas Milanais et le Ferrarais. — Dans la zone des collines, le sol se prêtait par son faible relief et sa fertilité à l'emploi simultané de la grande culture et de la culture intensive ; aussi le capital nécessaire pour le réunir en vastes étendues et le travail manuel indispensable pour le transformer en jardins s'étaient associés sous la forme du contrat de métayage, qui régissait également la Piémont et la Toscane. Ce système, dont le mode d'application variait légèrement suivant les régions, consistait à répartir également les frais, les risques et les bénéfices de la culture entre celui qui possédait et celui qui travaillait le sol. L'un payait les contributions, l'autre fournissait le matériel agricole, et tous deux se partageaient par moitié la récolte. D'après Young, qu'aveuglait peut-être

1. JACINI, pp. 180-199.

2. YOUNG, p. 141.

une partialité excessive pour le régime en vigueur dans son pays, ces partages périodiques devenaient fatalement une source de contestations et entretenaient dans le cœur des paysans des rancunes destinées à éclater un jour, comme en France, en une irrésistible jacquerie rurale¹. Les événements de la Révolution, loin de confirmer ces pronostics alarmants, devaient au contraire éprouver l'inébranlable fidélité des travailleurs ruraux envers les propriétaires. C'est que le métayage avait en réalité le mérite d'associer les uns et les autres dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, de les mettre en relations bien plus qu'en conflit, et d'amener entre eux, par la communauté des mêmes intérêts, la solidarité des mêmes sentiments².

Si la grande propriété dominait dans la zone des collines, elle régnait sans partage dans la basse plaine de la Lombardie et du Ferrarais ; elle y représentait en effet une nécessité, les produits naturels du sol n'ayant qu'une faible valeur marchande, et ne pouvant dès lors être vendus ou traités que par grandes quantités. La culture des fourrages ou du riz n'y devenait rémunératrice qu'étendue à d'immenses territoires et entreprise sur une vaste échelle, de manière à éviter toute déperdition du travail humain ; elle n'était même possible qu'à l'aide des capitaux considérables qu'exigeaient le développement de l'irrigation, l'entretien des digues, l'achat du bétail ou du matériel nécessaire pour la transformation du fourrage en lait et du lait en fromage. Livré à ses seules forces, un petit propriétaire ou un métayer aurait eu peine à assurer même sa subsistance. — De ces conditions économiques était né un système agraire dans lequel Young³ reconnaissait avec

1. YOUNG, p. 135. L'auteur consacre une longue étude (pp. 131-142) aux différentes formes de métayage.

2. LULLIN DE CHATEAUVIEUX, II, 156-158 et 216-217.

3. YOUNG, p. 153.

joie l'idéal réalisé dans sa propre patrie, et qui comprenait : au sommet, de grands propriétaires, habitant dans les villes ; au-dessous, de riches fermiers résidant sur leurs domaines et les exploitant moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixe ; à la base enfin, toute une armée d'ouvriers agricoles, distribués en catégories et cantonnés dans des spécialités diverses, selon les règles d'une savante hiérarchie économique et d'une rigoureuse division du travail. Recevant un salaire fixe au lieu de participer aux bénéfices, jouant le rôle d'instruments dociles et de machines animées plutôt que de collaborateurs intelligents, ces journaliers n'avaient de commun avec les métayers de la haute plaine que leurs sentiments de déférence à l'égard des maîtres qui leur assuraient le pain quotidien et la sécurité du lendemain¹.

Considérée dans son ensemble, la classe rurale, très simple d'organisation, ne comprenait donc, à part les membres du clergé paroissial, que des paysans ; la campagne apparaissait ainsi comme une annexe et un prolongement des villes, où résidaient les chefs naturels de la masse rurale. Par cela même, la population urbaine présentait plus de variété, et l'on retrouvait dans sa structure les trois étages — inférieur, moyen et supérieur — dont la superposition caractérise toute société complètement et régulièrement constituée.

Dans la basse classe des villes, on distinguait d'abord, en marge de l'état social, deux catégories d'exception : les Juifs, que les traditions de l'intolérance religieuse reléguaient encore dans certaines villes² (notamment Modène, Mantoue, Rovigo, Vérone) — et les mendiants, que les imperfections du régime économique avaient multipliés dans beaucoup d'autres au point de les

1. JACINI, pp. 282-300.

2. Ils y étaient d'ailleurs confinés dans un quartier distinct (GRIORI, I. 187).

faire dénombrer à part dans les recensements officiels¹. Immédiatement au-dessus venaient les gens de maison; l'usage finissait par rendre leurs fonctions héréditaires dans les familles et la vanité nobiliaire accroissait leur nombre au point d'en former de véritables clientèles. L'élément ouvrier n'avait d'importance numérique que dans les régions industrielles, en Lombardie, où il représentait le sixième de la population, et plus spécialement à Brescia, à Bologne et à Milan, où 17.800 personnes sur 128.000 étaient employées dans les manufactures de lainages, de soieries, de crêpe ou de gaze². Enfin la masse des petits détaillants, des boutiquiers et de leurs commis constituait, comme dans les autres pays de l'Europe, une catégorie intermédiaire.

Celle-ci était loin de posséder l'importance numérique ou politique que les progrès de la centralisation monarchique et les tendances de la politique royale avaient donnée en France au Tiers-État. A Milan elle formait, au dire d'un contemporain³, un ordre spécial, appelé *cittadinanza*, comprenant des commerçants, parmi lesquels les bijoutiers et joailliers tenaient le premier rang, des hommes de loi et des médecins; tous étaient constitués en corporations qui avaient chacune leur local, leurs statuts et leurs officiers. Dans les autres villes, la classe moyenne, moins nombreuse et moins régulièrement constituée, se composait d'éléments analogues, associés selon des proportions variables. Les professions dites libérales y étaient plus largement représentées au détriment du négoce; partout où siégeait une cour de justice, les gens de robe, magistrats, procureurs, avocats ou notaires, et

1. Dans l'État vénitien le recensement de 1776-1780 en dénombrait 22.000 sur 2.900.000 habitants (TIVARONI, I, 33). A Modène une note statistique établie en 1805 par la préfecture en devait compter 11.303 sur 192.138, population totale du département (ROVATTI, mars 1805).

2. TIVARONI, I, 134.

3. *Descrizione*, I, 509.

partout où existait une Université, notamment à Bologne, les professeurs, savants, gens de lettres ou amateurs formaient une sorte de caste, entourée de la considération publique et en possession d'une certaine influence morale. Néanmoins, d'une manière générale, la bourgeoisie italienne, dépourvue du prestige de la naissance et de la fortune et n'ayant ni part dans le gouvernement, ni prépondérance dans l'opinion, ne jouait pas un rôle en rapport avec son intelligence et ne pouvait, au même titre que le Tiers-État français, être considérée comme une classe dirigeante.

Ce titre revenait en réalité aux grands propriétaires terriens, que le langage usuel désignait sous le nom générique de *possidenti* : on pouvait les ranger en deux catégories différentes, rapprochées d'ailleurs par la similitude des conditions matérielles, séparées seulement par la naissance et le rang¹. — La première, inférieure à la seconde comme nombre et comme qualité, répandue surtout dans les villes industrielles, correspondait à ce que l'on appelait en France la haute bourgeoisie : elle comprenait essentiellement des familles commerçantes, retirées des affaires après fortune faite, devenues propriétaires par la transformation de leurs capitaux en biens-fonds, et destinées, après quelques générations, à franchir une nouvelle étape par l'acquisition ou l'octroi d'un titre nobiliaire. Sans cesse diminué par ceux que la vanité faisait ainsi sortir de ses rangs, mais sans cesse grossi par les parvenus que le travail conduisait à la fortune et à l'oisiveté, ce groupe social présentait, avec un effectif constant, une composition instable, et servait de transition entre les couches moyennes de la population et l'aristocratie proprement dite.

Celle-ci formait au sommet de la société une classe

1. Cf. sur cette distinction JACINI, p. 130 et LULLIN DE CHATEAUVIEUX, II, 217-218.

d'élite, dont l'influence restait souveraine et la domination morale incontestée. Elle avait d'ailleurs des frontières mouvantes et imprécises, un effectif et des revenus incertains ou mal connus, une condition, réelle ou légale, variable suivant les régions, et des privilèges plus restreints qu'en France. En principe, elle n'aurait dû comprendre que les grands propriétaires nantis d'un titre nobiliaire en règle, hérité de leurs ancêtres et enregistré sur le Livre d'Or de chaque ville; mais elle comptait aussi dans ses rangs des hommes qui y figuraient par l'effet de l'usage et de la tradition plus que par la vertu de leurs parchemins, et d'autres que certains gouvernements, notamment celui de Marie-Thérèse, y avaient introduits à prix d'argent, dans les périodes d'embarras financiers¹. — L'importance numérique de cette caste ne saurait être évaluée avec quelque précision que dans les États vénitiens, où elle formait une catégorie spéciale sur les statistiques; dans les pays à l'ouest de l'Adige, elle était représentée en 1753 par 1.193 familles sur 167.361, soit 6.000 personnes ou une sur 150 habitants²; en appliquant, faute d'autres données, cette proportion aux régions voisines, on obtiendrait sans trop s'écarter de la vérité les chiffres de 8 à 9.000 nobles pour la Lombardie (dont 900 à Milan)³, de 6.000 pour les Légations, de 2.500 pour le Modénais et de 2.000 pour le pays de Novare.

Leur fortune et leurs revenus (connus seulement par des données trop partielles pour pouvoir être généralisées) ne sont pas moins difficiles à évaluer que leur nombre. D'après Stendhal, il y aurait eu à Milan,

1. Le titre de marquis coûtait 2.500 florins, la particule simple 500. Une *Consulte héraldique* tenait à jour la liste des nouveaux promus et frappait d'amendes les porteurs de titres usurpés.

2. Cette proportion était légèrement supérieure à celle que présentait la France en 1780 (1 sur 160).

3. La *Descrizione* ne signale à Milan que 500 familles nobles, mais ne fait pas figurer dans le nombre les anoblis.

à la veille de la Révolution, 400 familles à 20.000 livres de rente et 20 à un million; à Modène, les plus fortunées n'auraient, d'après Gorani, pas dépassé 40.000 livres et les plus nombreuses pas atteint 10.000¹; à Bologne et en Vénétie, la moyenne était encore plus basse. De ces témoignages, suspects en raison de leur provenance et de leur excessive précision, il faut retenir seulement, avec quelques points de repère pour fixer les idées, ce fait que la noblesse lombarde l'emportait en richesse sur toutes les autres. Elle se distinguait également par la place qu'elle tenait dans l'État, où elle avait pris l'importance d'une classe de cour et de gouvernement. Dans les États vénitiens au contraire, les nobles ne formaient guère qu'une sous-aristocratie par rapport aux patriciens de la capitale, qui détenaient toute l'autorité et dans les rangs desquels ils se choisissaient souvent des protecteurs². Ceux des provinces pontificales avaient une position moins subordonnée, mais ils ne jouaient qu'un rôle politique des plus effacés.

Ce qui caractérise et ce qui peut perdre une aristocratie, c'est l'étendue et parfois l'exagération de ses privilèges. On en distingue d'ordinaire de deux sortes, les droits féodaux et les prérogatives nobiliaires proprement dites. Les uns consistent dans l'exercice d'une portion détachée de la puissance publique, les autres dans la jouissance d'immunités plus ou moins larges et dans le bénéfice d'un régime d'exception; les uns confèrent à leurs acquéreurs des pouvoirs réels sur la vie, la liberté ou la fortune de leurs concitoyens, les autres ne leur assurent qu'une certaine supériorité de

1. STENDHAL, p. 409; GORANI, III, 202. Ces chiffres, tout approximatifs, ne peuvent être considérés que comme des indications. Stendhal est en effet fort sujet à caution quand il s'agit de nombres et de dates. Il y aurait toute une étude à faire sur ses inexactitudes matérielles. Gorani est au moins très superficiel.

2. DARU, *Histoire de Venise*, VI, 85-86.

condition civile ou politique. Les premiers, qui font parfois des victimes, paraissent généralement plus insupportables aux peuples que les seconds, qui ne font que des jaloux. — De ces deux ordres de privilèges, les droits féodaux, qui s'étaient perpétués dans plusieurs parties de la France, avaient presque complètement disparu du sol de l'Italie supérieure; ils ne subsistaient plus qu'à l'état de vestiges et sous une forme inoffensive dans le petit État de Modène¹. Quand les généraux républicains viendront annoncer aux Lombards qu'ils leur apportent la destruction des institutions du moyen âge, ceux-ci pourront répondre sans trop d'exagération que c'est déjà chose faite chez eux².

Quels avantages appartenaient donc en propre aux familles nobles? Elles conservaient d'abord certaines immunités civiles, fiscales ou judiciaires; puis la gestion exclusive des intérêts municipaux; enfin le monopole des distinctions honorifiques, comme de certaines formes du luxe extérieur. — Dans l'ordre civil, elles étaient régies par des statuts spéciaux, destinés à assurer leur conservation et à maintenir leur supériorité; l'institution des majorats et des fidéicommiss, partout répandue, prévenait le partage ou la disparition de leur patrimoine³; la pratique de l'adoption, admise dans certaines villes comme Bologne, empêchait même leur nom de s'éteindre par la mort de leurs représentants naturels⁴. — Dans l'ordre fiscal, elles

1. « L'existence du droit féodal dans la plus grande partie des campagnes est la tache du gouvernement de Modène », déclare GORANI (III, 211). Mais il reconnaît plus loin que ce droit ne confère à ceux qui l'exercent que des bénéfices très minimes et que d'ailleurs les seigneurs traitent leurs vassaux « sur la base de la bonté et de la justice ».

2. DE CASTRO, *Milano e la Repubblica cisalpina*, p. 91.

3. CUSANI, IV, 281 et 282; CANTU, *Parini*, p. 102.

4. Les derniers représentants d'une ancienne famille pouvaient la préserver de l'extinction en transmettant ses biens et ses armes à un jeune homme choisi par le Sénat parmi ceux qu'il élevait à cet effet, dans un collège spécial (*Descrizione*, II, 146-147).

payaient l'impôt foncier, rendu presque partout réel par l'établissement d'un cadastre régulier, mais elles jouissaient, en fait de taxes indirectes, de nombreuses dispenses partielles, variables suivant les pays, et attachées tantôt à quelques-unes d'entre elles, tantôt à leur ordre tout entier¹. — En matière pénale, les mœurs plutôt que les lois, et parfois l'existence de juridictions d'exception, leur assuraient un traitement de faveur et même une impunité relative en cas de faute. Dans les États vénitiens, l'autorité judiciaire, impitoyable en cas de délits ou même de peccadilles politiques, se montrait assez indulgente pour les meurtres « passionnels » et laissait même les coupables échapper par la fuite au châtiment. Dans les États du pape, elle fermait les yeux sur l'habitude prise par les nobles de se faire justice eux-mêmes et de régler à coups de bâton leurs contestations avec les bourgeois². En Lombardie, ils étaient forcément favorisés par la composition des hautes cours de justice et des tribunaux supérieurs, où n'entraient guère que des gentilshommes³.

C'était d'ailleurs à d'autres prérogatives que l'aristocratie devait le maintien de sa prépondérance sociale; elle recrutait exclusivement certaines fonctions judiciaires, religieuses et surtout municipales. Dans tous les États sans exception, le conseil et parfois les deux conseils chargés de l'administration des villes ne comprenaient que les chefs des principales familles nobles,

1. Dans les États vénitiens, par exemple, les nobles payaient les frais de poste un tiers moins cher que les roturiers (LALANDE, VIII, 97). A Milan, la famille Serbelloni conservait à perpétuité, pour elle et pour 25 personnes de son choix, l'exemption des octrois et des gabelles.

2. A Bologne, ils n'avaient qu'à soulever leur masque et à se faire reconnaître, s'ils étaient arrêtés par la police au cours d'une rixe, pour être aussitôt relâchés (MASI, p. 88).

3. A Milan même, les nobles recrutaient exclusivement, outre les tribunaux supérieurs et le corps municipal, le Sénat, corps analogue aux Parlements de France, le collège des jurisconsultes et le chapitre du Dôme (CANTU, *Parini*, p. 109).

siégeant à titre héréditaire ¹. Ils trouvaient là une occupation en rapport avec leur rang, un motif de s'intéresser et de se former aux affaires publiques, et surtout un moyen de conserver leur influence et leur popularité. — Il faut enfin ajouter à ces avantages réels les satisfactions d'amour-propre que leur réservaient les usages ou même les règlements somptuaires, et qui rendaient sensible aux yeux leur supériorité sociale; seuls ils avaient le droit de porter l'épée, de peindre des armoiries sur les carrosses, de donner des livrées aux laquais ou même d'adopter certaines modes, strictement déterminées par les règles d'une étiquette puérile ². — Après avoir passé en revue les conditions de leur existence réelle et légale, on voit par quels caractères ils se distinguaient des membres de l'aristocratie française. De leurs anciens privilèges, ils avaient perdu les plus vexatoires, c'est-à-dire les droits féodaux et l'exemption de l'impôt foncier; ils avaient conservé le plus utile, c'est-à-dire la conduite des affaires municipales, qui représentait pour eux une obligation autant qu'une distinction. Les inégalités de traitement dont ils bénéficiaient passaient pour naturelles dans un pays de tradition. Chefs naturels de leurs administrés des villes par leurs fonctions de magistrats municipaux, comme de leurs tenanciers des campagnes par leur condition de grands propriétaires, ils se trouvaient ainsi placés au sommet commun où se rejoignaient la hiérarchie urbaine et la hiérarchie rurale.

A leurs côtés, les ecclésiastiques formaient un autre ordre privilégié, trois fois supérieur en nombre, égal en influence et peut-être en richesse, moins simple de composition et plus facile d'accès. Ajoutant au pouvoir de la fortune la direction des âmes, répandus plus

1. VERRI, *Scritti varj*, II, 35; LALANDE, I, 149; *Descrizione*, I, 485, 510 et 511.

2. CANTU, *Parini*, pp. 96 et 108.

également sur toute l'étendue du territoire urbain ou rural, reproduisant les grandes divisions de la population laïque, dont ils présentaient l'image réduite et dans les rangs de laquelle ils se recrutaient par un renouvellement continu, maintenus ainsi en contact intime avec les couches les plus profondes du peuple, les membres du clergé représentaient l'armature de l'édifice social dont la noblesse formait la clef de voûte. Leur nombre, équivalant en moyenne au cinquantième du chiffre de la population totale¹, était surtout élevé dans les États pontificaux, et d'une manière générale dans les villes, où se trouvaient concentrés la plupart des monastères. A Milan par exemple, on en comptait (en 1774) 6.000 sur 128.000 habitants, soit 1 sur 22 personnes, et à Bologne (en 1793) 5.000 sur 60.000 soit 1 sur 12. Ils se partageaient à peu près également en réguliers, qui comprenaient deux tiers de religieuses, et en séculiers, dont un grand nombre de prêtres libres, chapelains de communautés, précepteurs ou aumôniers dans les grandes familles, professeurs, savants ou littérateurs.

Quant à la fortune territoriale et immobilière du clergé, elle n'avait jamais été l'objet que de deux estimations d'ensemble, ordonnées, l'une en 1768 par la République de Venise pour en limiter l'accroissement², l'autre en 1796 par le premier gouvernement démocratique de la Lombardie pour en opérer la liquidation³. De cette double enquête officielle il ressort : que les terres

1. On en comptait : en 1774, 21.301 dans le Milanais (CANTU, *Milano*, I, 152), soit 1 sur 54 habitants ; — en 1768, 45.773 dans les États vénitiens (TIVARONI, I, 42), soit 1 sur 53 habitants ; — en 1781, 8.306 dans le Modénais (YOUNG, p. 324), soit 1 sur 42 habitants ; — en 1796, 1.272 à Vérone (PERINI, I, livre XLIV), soit 1 sur 40 habitants.

On peut donc donner comme moyenne une proportion de 1 sur 50, supérieure des deux tiers à celle qu'on relevait en France en 1789 (1 sur 130) et équivalente au 2 p. 100 de la population totale.

2. DARU, VII, 137.

3. CANTU, *Milano*, I, 60.

de mainmorte couvraient dans le Milanais le quart de la surface cultivée¹, représentaient la moitié de sa valeur imposée, et que les biens d'Église, dans tous les territoires compris entre le Pô, l'Adige et le Tessin étaient estimés en 1796, après toutes les réductions opérées par Joseph II, à 200 millions de francs²; enfin que dans les États vénitiens ils se chiffraient par 27 millions et demi, dont 10 représentés par le produit des terres ou de la dime, et égalaient ainsi ceux de l'État³. L'aspect du pays rendait d'ailleurs sensibles aux yeux les résultats de la statistique officielle. Les voyageurs trouvaient dans les plus petites villes de riches églises ou de vastes couvents en nombre tellement disproportionné à la population qu'ils ne se lassaient pas d'en témoigner leur étonnement admiratif et de le justifier même par des chiffres⁴.

L'importance numérique et la situation économique du clergé permettent de mesurer la place qu'il occupait dans la société; celle qu'il tenait dans l'État était déterminée par ses rapports avec le peuple, avec Rome et avec les gouvernements, c'est-à-dire par ses privilèges, son organisation hiérarchique et son régime légal.

Ses privilèges, restreints en Lombardie par Joseph II, ne restaient démesurés, au moins en théorie, que dans les domaines pontificaux, où, par suite de la confusion complète de l'Église avec l'État, ils représentaient moins

1. CANTU, *Parini*, p. 149.

2. C'est également la conclusion à laquelle aboutit ROTA, p. 185.

3. Ce qui fait une moyenne de 93 ducats ou environ 400 francs par tête.

4. « On s'étonne, écrit YOUNG (p. 107) de la quantité d'églises riches en chefs-d'œuvre que renferme Bologne; elle surpasse, je crois, la centaine. Toutes les villes et beaucoup de villages en Italie étalent la même profusion. Ce qu'il y a eu d'or et d'argent employé de cette manière aux quinzième et seizième siècles, et même au commencement du dix-septième, confond l'imagination. » A Milan, il y avait en 1780, pour 128.000 fidèles, 1 cathédrale, 11 collégiales, 71 paroisses, 72 couvents, 32 églises de confréries (*Descrizione*, I, p. 469); à Ravenne, une centaine d'églises et 38 couvents pour une population réduite à 10.000 âmes; à Bologne 348 paroisses pour 70.000 habitants.

une dérogation à la règle commune que le droit commun lui-même. Les prêtres y pouvaient prétendre à tous les droits et à toutes les places, se soustraire à toutes les obligations comme à tous les châtimens. — Dans les autres pays, les prérogatives ecclésiastiques se réduisaient essentiellement au maintien de la mainmorte dans l'ordre civil, de tribunaux d'exception dans l'ordre judiciaire, et de la dime dans l'ordre fiscal. Il ne semble pas que l'exercice en eût entraîné tous les abus qu'ils auraient pu comporter. Funeste à la collectivité, l'institution de la mainmorte ne soulevait pas de protestations parce qu'elle était consacrée par l'usage et qu'elle n'apportait pas aux particuliers de préjudice immédiat, direct et visible. Les tribunaux ecclésiastiques qui jugeaient leurs pairs, au civil comme au criminel, s'acquittaient de leur mission, au moins à Milan, avec une équité qui forçait l'admiration d'un philosophe¹. Quant à la dime, elle avait disparu des régions où les revenus du clergé suffisaient à sa subsistance; dans les autres, elle ne portait que sur les terres anciennement défrichées et sur les récoltes de céréales, dont elle représentait seulement le seizième². En retour de cette minime contribution, les curés rendaient à leurs paroissiens des services de tous les instans et leur servaient non seulement de directeurs spirituels, mais d'appuis et de soutiens dans leurs épreuves, de conseillers dans leurs perplexités et même d'arbitres dans leurs contestations. Les moines ne vivaient pas en moins bons termes avec leurs métayers, envers lesquels ils se montraient moins exigeants dans les paiements que les familles nobles, trop souvent pressées par d'impérieux besoins d'argent; leurs terres passaient pour les mieux cultivées de toutes, et leurs réserves

1. LALANDE reconnaît qu'on n'a pas à se plaindre de cette autorité du clergé, parce qu'il est « très instruit et très dévoué ».

2. YOUNG, pp. 305-310.

pécuniaires leur avaient permis de mener à bien de grands travaux d'amélioration agricole¹. — D'une manière générale, la situation du clergé semblait donc mieux assise dans l'Italie du Nord que dans beaucoup de pays voisins. Bien qu'on pût lui reprocher, comme ailleurs, le luxe excessif de l'épiscopat, le relâchement de certains ordres monastiques, la vie oisive et dissipée des prêtres libres, ses défaillances passaient inaperçues ou lui étaient pardonnées, et ne nuisaient ni à son prestige, ni à sa popularité².

Son organisation hiérarchique, et surtout territoriale, conservait certaines irrégularités propres à entraver toute tentative d'unification religieuse. Tout d'abord, les provinces ecclésiastiques ne présentaient ni proportion d'étendue, ni concordance avec les divisions politiques, ni même égalité de rang ou de prétentions. Les pays qui devaient entrer dans la composition de la République italienne relevaient avant la Révolution des cinq archevêchés de Milan, Udine, Ravenne, Bologne et Ferrare. Tandis que le premier avait 16 suffragants et le second 18, le dernier en était dépourvu³. Tandis que le territoire de Milan, modelé sur l'ancien duché, débordait au delà du Tessin jusqu'au Montferrat et des Apennins jusqu'à Savone et Vintimille, les évêques de Côme et de Crema, tout voisins du siège métropolitain, dépendaient l'un d'Udine et l'autre de Bologne. Enfin Milan prétendait l'emporter non seulement en étendue, mais encore en dignité sur tous les autres archevêchés, parce qu'il partageait avec Rome le titre de vicariat et conservait, comme témoignage et comme souvenir de son ancienne illustration, l'usage exclusif d'un rite spécial dit *ambrosien* ; au dire d'un contemporain, il ne lui manquait qu'un pape pour

1. MOORE, II, 311.

2. CANTU, *Parini*, p. 150.

3. DJURBERG, *Géographie universelle*, I, 304.

rivaliser avec le Saint-Siège¹. — Les mêmes inégalités et les mêmes différences se retrouvaient enfin dans le régime légal de l'Église à l'intérieur des différents États. Joseph II en avait rompu l'uniformité en se faisant attribuer par le Concordat autrichien (1782) la nomination aux évêchés et aux bénéfices vacants, réservée partout ailleurs au Saint-Père. Ses autres innovations avaient consisté surtout à réduire le nombre des couvents et à contrôler l'enseignement des séminaires.

Avec le clergé se termine ce rapide dénombrement des différentes classes de la société italienne. Pour se représenter sous une forme concrète leur proportion et leurs rapports, il n'est pas inutile de les reconstituer en une rapide synthèse, et de se figurer par la pensée la composition d'un groupe de 100.000 habitants, choisis au hasard parmi ceux qui occupaient la plaine.

Sur une étendue égale à peu près à celle d'un arrondissement français actuel, on trouve parmi eux : dans les campagnes 70.000 métayers ou ouvriers agricoles, soumis à la direction morale de quelques centaines de curés ou vicaires ; et au chef-lieu naturel de la région, une agglomération de 30.000 personnes, dont 20.000 environ gagnant leur vie comme ouvriers, domestiques ou boutiquiers, plus 2 à 3.000, moines ou religieuses, juifs ou mendiants formant autant de catégories d'exception ; 3 à 4.000 négociants, avocats, gens de robe, médecins ou curés pourvoient aux besoins matériels et moraux de leurs concitoyens. Au-dessus, deux groupes de 6 à 700 personnes, réparties en une centaine de familles, représentent, l'un la haute bourgeoisie, l'autre la noblesse historique, et tous deux la classe dirigeante. — Que l'on suppose ce type démographique répété avec quelques légères variations de composition, sur toute

1. GROSLEY, I, 106. Cf. LALANDE, I, 372. Sur l'histoire de l'Église de Milan, cf. CANTU, *Milano*, I, 101-129.

l'étendue de la plaine lombarde et émilienne, et l'on pourra se représenter, au moins dans leurs grandes lignes, les cadres sociaux où se dérouleront les transformations politiques de la période révolutionnaire.

III

Pour décrire une société, il ne suffit pas d'en analyser la structure, il importe encore d'en reconstituer la vie. Après avoir dénombré les différentes classes de la population italienne, il reste à rechercher quels étaient le genre et l'idéal d'existence de chacune d'elles.

Comme dans tous les pays voisins, la lutte pour le pain quotidien domine la vie et absorbe les pensées des paysans. Rien en effet de plus pénible que leur travail, de plus misérable que leur condition. Dans la montagne, on les voit porter sur leurs épaules, en gravissant des pentes escarpées, la terre nécessaire à l'entretien de leurs champs; dans les pays d'irrigation de la basse plaine, au moment de la récolte, hommes et femmes peinent des heures entières sous un soleil ardent, les jambes plongées dans l'eau corrompue des rizières, sans autre nourriture qu'une bouillie de farine (la *polenta*), plus anémiant que nourrissant. Les uns et les autres sont à peine vêtus, sans souliers, même pendant la saison des pluies, et habitent des taudis infects qui laissent passer la fumée par leurs crevasses¹. — Leurs seuls moments de répit sont les dimanches et les jours de fête, plus nombreux en Italie qu'ailleurs. La satisfaction de mettre un morceau de lard dans la soupe, et la perspective de la danse après les offices religieux suffisent à leur faire oublier les épreuves de la semaine². Si d'ailleurs la nature leur dispense parcimonieusement le né-

1. YOUNG, p. 326 ; GOETHE, pp. 98 et 173.

2. BARETTI, pp. 6 et 42.

cessaire, elle ne le leur refuse jamais, et nulle part leurs souffrances n'atteignent, comme en France, le degré d'acuité où elles se tournent fatalement en haines.

La basse classe des villes, plus favorisée, exerce des métiers moins pénibles et profite de presque tous les plaisirs des riches ; elle en jouit plus profondément peut-être, apporte dans ses divertissements une sorte de passion contenue¹ et y trouve assez de satisfactions pour ne pas se plaindre de son sort.

Si pour la masse rurale le but de l'existence se réduit à vivre, pour les nobles et les bourgeois des villes l'idéal consiste à bien vivre. C'est là le premier trait, et le plus essentiel, du caractère national.

Un régime économique qui assure, avec la permanence des revenus, la sécurité du lendemain ; d'autre part, un régime politique qui ferme aux activités individuelles l'accès de la vie publique, et tient même pour suspecte toute pensée indépendante, ont contribué également à détourner des occupations sérieuses et à rejeter vers les distractions frivoles les bourgeois et les nobles italiens. Leurs âmes ont été envahies peu à peu par une inclination dominante, difficile à définir avec brièveté, incomplètement exprimée par les mots expressifs, mais intraduisibles, de *farniente*, c'est-à-dire de crainte de l'effort et de *spensieratezza*, c'est-à-dire de crainte des soucis, et qui se traduit en fait par le culte du plaisir tranquille². S'abandonner aux sensations agréables que leur offre la vie, les solliciter dans la mesure où la poursuite n'en exige aucune fatigue, les épuiser sans secousses et sans regrets, voilà

1. *Descrizione*, I, 513 et MOORE, II, 307. « La populace italienne, remarque ce dernier, déploie une sorte de sensibilité calme et réfléchie pour tout ce qui peut lui procurer quelque agrément, dont elle tire un degré de bonheur supérieur peut-être à celui dont les autres nations jouissent. »

2. STENDHAL, pp. 138 et 160.

pour eux le principe et l'idéal d'une existence que remplissent l'amour et le jeu comme passions, les satisfactions du bien-être, du monde ou des arts comme délassements.

L'amour y tient naturellement la principale place¹. L'Italien de bonne famille en éprouvait parfois les violences pendant quelques mois de sa jeunesse, et passait le reste de sa vie à en représenter le simulacre. Avant ou après un mariage de pure forme, il s'abandonnait généralement à une inclination qui lui inspirait, selon son tempérament, des actes d'héroïque folie² ou simplement des vers pathétiques et des attitudes languoureuses. Cette crise sentimentale une fois passée, les mœurs du temps lui permettaient de jouer la comédie, ou plutôt la parodie de la passion. L'étrange coutume des « sigisbées », spéciale à l'Italie du dix-huitième siècle, adjoignait au mari dans un ménage un second chargé d'exercer ses prérogatives, sauf la plus essentielle, et d'accompagner partout sa femme en public³ : usage plus ridicule encore qu'immoral, propre à scandaliser les voyageurs, et dont le principal inconvénient était d'énervier les âmes, en retenant les jeunes gens dans la compagnie continuelle des femmes. — Ceux d'entre eux qui préféraient s'y soustraire cherchaient d'autres passe-temps et trompaient la longueur des soirées par d'interminables parties de cartes, prolongées parfois pendant des nuits entières⁴.

Les entraînements de l'amour et du jeu, nécessaires peut-être pour tromper la monotonie de l'existence, ne suffisaient pas à en remplir le vide. Les nobles trouvaient d'autres jouissances plus tranquilles dans le

1. « Il ne faut faire en ce beau pays que l'amour ; les autres jouissances de l'âme y sont gênées. » (STENDHAL, p. 10.)

2. Par exemple ceux que rapporte STENDHAL (pp. 44-51) du comte Vitelleschi, de Brescia.

3. YOUNG, p. 30 ; STENDHAL, pp. 45, 51 et 380 ; GRIOS, I, 231.

4. GRIOS, I, 378.

bien-être domestique, les relations mondaines ou les représentations théâtrales. — Les plus riches tenaient à accroître le luxe de leurs équipages¹, à embellir leurs palais de famille, souvent plus monumentaux que confortables, à soigner les jardins des maisons de campagne où ils passaient la belle saison. Les autres se contentaient des satisfactions de la bonne chère et lui vouaient un culte qui avait sa capitale à Milan, sa terre d'élection dans l'Émilie, et ses fidèles dans toutes les petites villes. — Les uns et les autres passaient l'après-midi en promenades et en visites, se rencontraient, vers le coucher du soleil, au Corso, lent défilé de toutes les voitures de maître dans la plus grande avenue de la localité, et se retrouvaient encore le soir dans le théâtre, situé sur la principale place. — Le théâtre, en effet, tenait en Italie une place prépondérante dans la vie sociale; ce divertissement avait pris l'importance d'un besoin permanent et d'une institution nationale. Les grandes villes se disputaient la gloire d'avoir le plus bel Opéra et les Milanais se montraient aussi fiers de leur Scala que de leur fameux « Dôme »; dans les plus petites, les voyageurs trouvaient, à leur grande stupéfaction, des salles de spectacle et même des représentations comparables à ce que les capitales européennes leur avaient offert de plus brillant². L'éclat en était doublé par l'expression du plaisir que semblait y prendre le public, heureux de satisfaire sa passion favorite. L'arrivée d'une nouvelle troupe, l'inauguration d'une nouvelle saison étaient considérées et commentées comme des événements. — Qu'on ajoute encore à l'attrait de ces divertissements dramatiques les distractions qu'offrent aux bourgeois ou aux nobles le café, où ils se réunis-

1. GRIOS, I, 229.

2. YOUNG, p. 34. Ailleurs (p. 31) l'auteur exprime son émerveillement à la vue du spectacle que lui offre une représentation de gala dans la petite ville de Lodi. Cf. BERNOUILLI, III, 56.

sent pour échanger les nouvelles, la boutique du pharmacien, qui, à la nuit tombante, se transforme en salon pour les habitués, enfin les deux *casini* ou cercles où ils vont le soir jouer et converser¹; que l'on place au milieu de la monotonie de la vie courante une période de folie, le carnaval, où tous les genres de dissipations se trouvent réunis et épuisés en quelques semaines², où la rapide succession des bals, des spectacles, des mascarades et des intrigues amoureuses exalte jusqu'à la frénésie et satisfait jusqu'à la satiété les facultés de plaisir endormies dans les âmes; et l'on pourra se représenter dans la variété de ses manifestations cette existence facile et vide, voluptueuse et inoccupée, pauvre d'idées et pleine de sensations, mais dont se dégageait une telle séduction que ceux qui en avaient éprouvé les charmes ne pouvaient en perdre le souvenir.

A ce goût du plaisir tranquille il faut ajouter, comme second trait caractéristique des mœurs italiennes, les habitudes d'immobilité dans lesquelles s'entretenait la classe aisée et qui avaient développé chez elle cet ensemble de qualités et de défauts qu'on désigne communément sous le terme générique d'« esprit de petite ville » ou « d'esprit de localité ». Nul peuple ne paraît à cette date plus casanier que les Italiens; leur vie s'écoule tout entière entre les murs de leur ville natale sans qu'ils songent jamais à porter leur domicile, leurs pas, ou même leur pensée hors de cette étroite enceinte³. Les voyages à l'étranger leur sont

1. La vie journalière des nobles de province est décrite avec une grande abondance de particularités pittoresques et précises dans un manuscrit conservé à la Bibliothèque municipale de Rovigo sous ce titre : *Rovigo nel secolo XIX* par Eugenio PIVA. Le *Journal de route* de DESAIX (pp. 150-151) donne également des détails sur le même sujet.

2. GRIOS, I, 235.

3. « Il n'existe point de nation qui sorte moins de chez elle. » (ARCHENHOLZ, p. 4.)

inconnus ou interdits. Alors que leurs monuments attirent dans leur pays tant de touristes de marque, ils n'éprouvent nul désir de rendre ces visites, nulle curiosité de découvrir à leur tour des horizons nouveaux; ils laissent à des aventuriers le soin de représenter ou plutôt de discréditer leur nation à Vienne, à Paris ou à Londres¹. — Souvent d'ailleurs l'action des lois s'ajoute à celle des mœurs, et certaines restrictions légales, inspirées par la méfiance des gouvernements centraux ou locaux, contribuent à perpétuer cet attachement exclusif au sol natal. Les unes avaient pour résultat d'empêcher la pénétration réciproque des populations. A Brescia par exemple, les étrangers à la commune sont incapables de posséder²; dans certains villages vénitiens, les familles originaires de la localité forment par rapport aux autres une caste spéciale pourvue de privilèges fiscaux particuliers; le gouvernement piémontais interdit aux nouveaux venus dans le pays de s'y établir sans s'y faire naturaliser, aux officiers de servir à l'étranger et aux marchands de prêter de l'argent hors des frontières³. — D'autres dispositions ont pour objet d'entraver, non seulement les changements de résidence, mais même les déplacements temporaires, auxquels s'opposent déjà le mauvais état des chemins, l'insécurité des campagnes⁴, les incommodités inséparables de la traversée des Alpes ou de la mer : telle est à Modène cette « taxe sur les absents » que Joseph II. voulait importer en Lombardie⁵; telle est dans les États vénitiens l'obligation imposée aux nobles de demander une permission pour sortir de la République⁶.

1. Sur la mauvaise réputation des Italiens à l'étranger, cf. VERRI, *Lettere*, I, 15, 17, 110 et 401; II, 83.

2. LALANDE, IX, 228.

3. ARCHENHOLZ, p. 64.

4. CANTU, *Parini*, p. 159.

5. YOUNG, p. 304; VERRI, *Scritti varj*, II, App., p. 27.

6. BARETTI, p. 184.

Ces obstacles matériels, qui n'arrêtent pas les étrangers et ces entraves légales, qui ne sont pas des prohibitions absolues, n'ont pu d'ailleurs que renforcer la répugnance des Italiens à perdre un instant de vue le clocher de leur ville natale. C'est dans leurs âmes qu'il faut chercher le principe de ce sentiment, violent comme une passion et aveugle comme un instinct. C'est dans tous les actes de leur vie publique et jusque dans les lignes de leur correspondance privée qu'on en retrouve les manifestations. Il apparaît à Bologne dans l'obstination des savants du pays à conserver sur place leurs modestes situations, malgré les offres brillantes qui leur sont faites à l'étranger¹; il inspire à Milan l'attitude de la haute aristocratie lombarde, restée rebelle à la tentation d'aller chercher à Vienne les agréments d'une cour²; il trouve une expression naïve dans les lettres d'un ingénieur bolonais, Eustachio Manfredi, qui, appelé momentanément à Rome par ses fonctions, ne cesse de gémir sur ce qu'il appelle son « exil³ ».

La force de cette inclination dominante ressort enfin avec éclat de deux anecdotes détachées, l'une de la vie d'un grand homme, l'autre de l'histoire d'une caste, et trop caractéristiques pour ne pas être reproduites. — En 1764, le marquis Cesare Beccaria vient de publier son fameux *Traité des délits et des peines* qui, du jour au lendemain, l'a rendu célèbre à 31 ans; il est encore à l'âge où l'amour de la gloire, dont les « premiers rayons » viennent de l'effleurer, étouffe d'ordinaire la voix des autres sentiments. Sur les conseils et en compagnie de son ami Alessandro Verri, il se décide à partir pour Paris où l'attendent les hommages d'un public enthousiaste, les empressements d'une cour et la pers-

1. *Descrizione*, II, 127.

2. *Descrizione*, I, 512.

3. *MAST*, p. 66.

pective d'une renommée naissante à consacrer. A peine a-t-il franchi les portes de sa ville natale que le regret de l'avoir quittée commence à l'obséder, sans qu'il cherche à retenir les manifestations de sa douleur. Ce sont : à Novare de premières lamentations, à Lyon une crise de larmes et une velléité de retour immédiat, à Paris de continuels accès de mélancolie, assez persistants pour résister à toutes les distractions comme à tous les compliments. Finalement, après avoir donné à ceux qui l'approchent la comédie la plus ridicule pour un homme de sa réputation, après avoir refusé d'aller en excursion à Versailles afin de ne pas augmenter par ce court trajet son éloignement de Milan, Beccaria quitte précipitamment Paris, en réduisant de six mois à 71 jours le séjour qu'il devait y faire¹. L'année suivante, il refuse sous divers prétextes la situation de législateur que l'impératrice Catherine lui offre en Russie et donnera plus tard cette explication de sa conduite : « Quitter Milan et mourir étaient la même chose pour moi. Contre ce danger, je ne me sentais aucun courage². » Et il s'agit d'un philosophe ! — Quelques années plus tard, la force du même attachement inspirera aux nobles de la province vénitienne des inconséquences analogues. Depuis trois siècles ils sollicitaient en vain l'honneur et l'avantage de pouvoir obtenir, même à prix d'argent, leur inscription sur le Livre d'Or, où figurent seulement les familles patriciennes de la Métropole, maîtresses exclusives du gouvernement et de l'administration. En 1775, leurs revendications semblent enfin sur le point de triompher ; menacée d'extinction, l'aristocratie de la capitale sacrifie ses préjugés à ses intérêts et se résout à admettre dans son sein 40 familles nobles de Terre-Ferme. Il semble

1. VERRI, *Lettere*, II, 199, 214, 225, 232, 234, 241, 289, 293 et 295.

2. VERRI, *Lettere*, II, 301.

que toutes vont saisir cette occasion de réaliser une ambition séculaire. Quelques-unes seulement posent leur candidature, parce que le succès en est subordonné à l'obligation de venir habiter Venise¹. Chez les autres, l'amour du clocher a repris le dessus au dernier moment et fait rejeter avec indifférence un honneur convoité avec passion !

Quand un sentiment collectif prend un tel empire sur les âmes, il marque de son empreinte tous les actes de la vie sociale. L'immobilité voulue des Italiens, et l'isolement moral qui en résulte expliquent ainsi certaines particularités de leurs mœurs : la froideur et l'ignorance que leur reprochent les étrangers, l'exagération de leurs susceptibilités municipales, l'esprit de méfiance et de jalousie qui préside à leurs relations mutuelles. — Sauf à Milan et à Bologne, qui représentent de brillantes exceptions, les voyageurs se plaignent de trouver chez eux un accueil moins facile que dans leur propre pays. Le plus malveillant se plaint qu'en Italie la plus grande politesse offerte à un étranger « ne va pas au delà d'une invitation à partager le chocolat² ». Le mieux disposé de tous doit reconnaître que les personnes auxquelles il se présente avec des lettres de recommandation le laissent passer seul ses soirées, au lieu de l'inviter à leur table, comme lui-même l'aurait fait en pareil cas³. Ce n'est de leur part ni insociabilité, ni avarice, mais indifférence envers tout ce qui dépasse le cercle habituel de leur vie. — C'est au même état d'esprit que se rapportent les singulières lacunes de leurs connaissances sur les pays étrangers. A Pesaro un seigneur du pays demandait à un voyageur anglais si Bor-

1. ARCHENHOLZ, p. 22 ; YOUNG, p. 277.

2. ARCHENHOLZ, p. 6. « L'hospitalité n'est nulle part moins en honneur qu'en Italie », conclut l'auteur.

3. YOUNG, p. 49. Young reconnaît d'ailleurs plus loin (p. 90) qu'il faut faire une exception pour Milan, où se perpétuent les traditions d'une grandiose hospitalité.

deaux n'était pas voisin de Québec¹; Goldoni lui-même, dans une de ses premières pièces, parlait des « canaux » de Londres, qu'il supposait ingénument semblable à Venise².

Ces petits faits, dont il ne faudrait pas d'ailleurs généraliser la portée, révélaient au moins chez les Italiens une incuriosité d'esprit qui, s'ajoutant à leurs habitudes casanières, les conduisait à regarder de bonne foi leur petite patrie comme « le plus bel endroit de l'univers³ ». L'agrément de leur vie et l'orgueil de leurs traditions, leur satisfaction d'optimistes et leur fierté de citoyens se réunissent pour enraciner en eux cette conviction; se refusant à la contrôler par les voyages, les lectures ou les conversations avec les étrangers, ils s'y reposent et s'y enfoncent, confondent dans le même culte tout ce qui touche à leur ville natale, qu'il s'agisse d'un monument, d'un poète ou d'un chanteur, repoussent sans distinction toutes les tentatives faites pour rabaisser ou simplement discuter l'objet de leur culte. — On peut mesurer la force de leur amour-propre⁴ et leur degré d'irritabilité à cet égard en considérant la vitalité de ces sentiments à travers les révolutions. En 1817, au lendemain d'un grand effort d'unification, Stendhal s'élevait contre ce qu'il appelait le « patriotisme d'antichambre⁵ », et constatait que « la moindre critique imprimée contre le poète ou le sculpteur de sa ville natale mettait l'Italien en fureur⁶ »; de

1. GROSLEY, I, 240.

2. BARETTI, p. 69. Cf. sur l'ignorance et l'incuriosité des Italiens, ARCHENBOLZ, p. 89.

3. ARCHENHOLZ, p. 90.

4. « Les Italiens sont tels que les courtisans, qui se regardent comme les premières gens du monde, et qui, pour certains avantages qu'on ne saurait leur dénier, peuvent se bercer à l'aise de cette flatterie. » (GOETHE, p. 116.)

5. STENDHAL, p. 37. Cf. GOETHE, pp. 156 et 174.

6. STENDHAL, p. 131. « Les Italiens, déclarait FOSCOLO dans son *Jacopo Ortis*, regardent comme des barbares tous ceux qui n'appartiennent pas à leur province. » (Lettre du 25 septembre 1798.)

nos jours encore, après l'unité, c'est toujours une grosse affaire, soit de contester en présence d'un Milanais la valeur artistique du Dôme, soit de soutenir devant un Bolognais que la joie d'habiter sa ville ne réalise pas l'idéal du bonheur humain.

Vivant ainsi constamment confinée dans le même cercle d'idées, sans fenêtres ouvertes sur l'extérieur, la société avait pris, même dans les grandes villes, les défauts qui caractérisent d'ordinaire les petites : la méfiance dans les relations mondaines, la malveillance dans les jugements personnels, l'étroitesse dans les idées. N'ayant ni capitales assez grandes pour s'y perdre, ni campagnes assez reculées pour s'y faire oublier, les Italiens vivaient dans le voisinage immédiat d'autorités souvent oppressives et tracassières : de là, chez eux, une « défiance courtisanesque » et une « réserve dissimulée ¹ » qui expliquaient en partie la froideur de leur accueil. — Hors d'état d'exercer leurs critiques sur les matières de gouvernement, qui leur sont interdites, ou sur les grands débats de la pensée, qui leur sont mal connus, ils tournent leur malignité contre ceux de leurs concitoyens dont la supériorité les dépasse ; bien qu'ils les défendent par amour-propre devant des étrangers, leurs grands hommes font plus souvent qu'ailleurs, la triste expérience que « nul n'est prophète en son pays ² ». Cette manie de dénigrement procédait en somme de cette petitesse générale d'esprit et de pensées que trahissaient dans la vie courante

1. Lettre de P. Verri à l'abbé Morellet (insérée dans les *Mémoires* de MORELLET, I, 172). Cette lettre contient sous la forme épistolaire une psychologie complète du caractère italien. Cf. le portrait assez peu flatté et probablement exagéré que le même auteur trace ailleurs (VERRI, *Lettere*, II, 266) de ses compatriotes : « Un caractère médisant, inquiet, flottant parmi de misérables petites passions, constant seulement dans la haine, vindicatif, méchant, abject, fourbe de l'Italien, je ne l'ai jamais rencontré ailleurs que dans la Péninsule. »

2. VERRI, *Lettere*, III, 78.

la puerilité banale des conversations¹, l'inexpérience des jugements, l'habitude de tout ramener à des questions personnelles ou à des intérêts de clocher, le besoin de réduire les plus sérieux problèmes à la mesure du monde minuscule où l'on vivait. — Ce trait du caractère national était assez fortement marqué pour provoquer, à quarante années de distance, des témoignages bien divers d'origine, mais presque identiques de forme. En 1764 l'économiste milanais Pietro Verri, fondant une revue de critique littéraire et morale, indiquait au premier rang des défauts qu'il combattait chez ses compatriotes « cette continuelle et inquiète préoccupation des petites choses, qui a exercé tant d'influence sur le caractère, la politique et la littérature italiens² ». « Les Italiens, a écrit Ugo Foscolo, sont possédés de cette manie diabolique de la discorde et de la calomnie, héritage fatal de père et de mère, vice funeste inhérent à notre race, et dont, je le crains bien, ni nos enfants, ni nous ne parviendrons à nous guérir. » En 1805, le prince Eugène enfin signalait à l'Empereur, dès le début de sa vice-royauté, « le caractère méfiant et minutieux de cette nation-ci; je dis minutie, parce qu'ils ne sont occupés que de petites chicanes sans faire attention aux gros articles³ ».

Les témoignages dont la réunion forme le tableau qu'on vient de lire émanent en grande partie d'étrangers, toujours suspects d'incompétence ou de partialité. N'est-il pas possible de les contrôler par les moyens que nous en offrent les Italiens eux-mêmes? S'il est vrai que chaque peuple recherche dans les livres l'idéal qu'il poursuit dans sa vie, un rapide coup d'œil jeté sur

1. A Milan, déclare l'économiste GIOJA (*Quadro politico di Milano*, p. 109), « la conversation languissait si l'on cessait de parler de la température et des favorites de l'archiduc gouverneur. »

2. Cité par CANTÙ, *Milano*, I, 53.

3. DU CASSE, *Mémoires du prince Eugène*, I, 201.

leur production littéraire et leurs préférences intellectuelles permettra de confirmer ou de corriger les jugements portés sur leurs mœurs.

On retrouve en effet dans les œuvres de leur esprit le goût du plaisir et l'amour du clocher qui semblaient les deux traits dominants de leur caractère. Tout d'abord, le succès exclusif qu'obtiennent auprès d'eux les genres légers, l'importance excessive que leurs auteurs attachent à la forme au détriment du fond, à l'imitation au détriment de l'inspiration, apparaissent comme autant de signes ou de conséquences de cette frivolité que les étrangers leur reprochent.

Ce qui frappe dans l'ensemble de leur production intellectuelle, c'est la disparition de la littérature d'idées proprement dite au profit des œuvres de pure érudition ou de pur divertissement. — Parmi les écrivains, on ne distingue à première vue que deux catégories extrêmes : d'une part les savants, adonnés à d'arides études de théologie, de scolastique ou de chronologie, les pédants de bibliothèque absorbés des années par la recherche du lieu de naissance d'Homère ou du Tasse, le groupe de tous ceux qui cherchent à instruire sans plaire ; d'autre part la légion des poètes légers, des auteurs d'« inepties rimées », des simples amuseurs qui se contentent de plaire sans instruire. Les uns s'appellent Muratori ou Tiraboschi, les autres Métastase, quand ils portent l'érudition ou la virtuosité jusqu'au génie. — Entre ces deux familles opposées d'esprit, on voit dépérir et s'étioler l'histoire, l'économie politique, la philosophie, les sciences morales, et en général tous les genres où la pensée a plus de place que l'art¹. Pietro Verri ne vend qu'un exemplaire de

1. Dans son ouvrage sur *Vincenzo Monti* (période de 1794 à 1799) M. VICCHI a eu l'idée de dresser et de publier (pp. 611-669) un fort curieux catalogue de 300 ouvrages choisis au hasard dans ceux qui parurent dans les dix dernières années du dix-huitième siècle, et

son *Histoire de Milan* et doit abandonner au bout d'un an, devant l'indifférence générale, la revue qu'il a fondée pour faire réfléchir ses compatriotes sur des sujets sérieux. Ce sont des étrangers qui révèlent aux Milanais les mérites de Beccaria¹. Seules, les sciences physiques empruntent quelque éclat aux grands noms de Spallanzani, Volta, Galvani ou Oriani. — La décadence intellectuelle semble même atteindre les établissements scientifiques ou les sociétés savantes. L'Institut de Bologne, célèbre fondation qui réunissait en un même local une bibliothèque, un muséum d'histoire naturelle et un cabinet de physique, est devenu un objet de curiosité pour les badauds au lieu de rester un instrument de travail pour les chercheurs². D'innombrables académies bornent leur ambition à l'étude d'un seul écrivain ou d'une forme littéraire déterminée³. Celles qui se forment avec un programme pratique, telles que la Société d'agriculture de Milan (1776), perdent leur temps à discuter des questions sans intérêt ou sans importance⁴.

C'est déjà un symptôme de déchéance intellectuelle que ce divorce entre la pensée et l'art, l'érudition et l'imagination; ce n'est pas un moindre signe de la frivolité publique que le succès exclusif de certains genres spéciaux, tels que le théâtre et la poésie légère. — Le théâtre qui, par son côté extérieur, permet de saisir sur le vif les préférences populaires, incline vers les formes les moins relevées, l'on pourrait dire les plus matérielles de l'art scénique. Sauf quand elles sont signées d'un Goldoni ou d'un Gozzi, les comédies dégénèrent

répartis par genre et par matière. La proportion des diverses catégories ainsi établies permet de préciser et d'évaluer par des chiffres les caractères distinctifs de la production littéraire italienne.

1. VERRI, *Scritti varj*, II, App., p. 3 et *Lettère*, I, 162.

2. YOUNG, p. 105; ARNDT, II, 25 et 28.

3. CANTU, *Parini*, p. 22. Cf. le curieux récit de GOETHE (p. 110) sur une séance de l'Académie olympienne de Vicence.

4. YOUNG, p. 23.

en farces grossières, dont les spectateurs ne goûtent que les calembours ou les pantalonades¹. La tragédie a fait place à l'opéra, et l'opéra lui-même glisse par une pente insensible vers la pantomime ; dans l'action dramatique, le texte a été peu à peu sacrifié à la musique, la musique à la danse, la danse elle-même à la décoration et le plaisir de l'esprit à la satisfaction des sens². Le genre à la mode, dernier terme de cette évolution, fait songer au projet de Mascarille de « mettre en madrigaux toute l'histoire romaine » ; c'est le ballet héroïque, qui relève à la fois de la musique, de la chorégraphie et de la féerie et qui représente par des entrechats et à l'aide d'une savante machinerie quelque épisode d'une grande épopée : les aventures d'Achille, les conquêtes d'Alexandre aux Indes ou la découverte du Nouveau Monde³.

Sans descendre à ce degré d'abaissement, la poésie témoigne aussi, par les formes qu'elle prend, les sujets qu'elle traite et l'idéal qu'elle poursuit, de la corruption du goût public. Les auteurs ne composent guère que des pièces courtes, odes ou épîtres ; le sonnet surtout obtient leurs préférences, comme répondant par sa brièveté à la pauvreté de leur inspiration, et par la rigueur de ses règles à la nature de leurs aptitudes. Faute de sentiments profonds, ils cherchent des sujets dans les incidents de la vie courante : prise de voile d'une jeune fille, baptême ou mariage d'un particulier, débuts d'un prédicateur, d'une cantatrice ou d'une danseuse⁴. Ces pièces de circonstance, écrites d'après

1. YOUNG, pp. 39 et 108. Cf. ARCHENHOLZ, p. 86. « La danse et la bouffonnerie sont les deux passions favorites des Italiens. Ils détestent tous les spectacles qui donnent à penser. » On peut rapprocher de cette dernière observation le singulier aveu qu'un capitaine pontifical faisait à Goethe : « L'homme ne doit jamais penser, car penser fait vieillir. » (GOETHE, p. 167.)

2. YOUNG, p. 30.

3. CANTU, *Parini*, pp. 144-145 ; GOETHE, p. 208.

4. *Descrizione*, I, p. 99 ; CANTU, *Parini*, p. 24 (note).

d'invariables recettes, parfois soumises par le moyen d'affiches à l'approbation publique ou imprimées sur des mouchoirs de soie pour être offertes aux intéressés, représentent le plus clair de la production littéraire de l'Italie. Les œuvres de longue haleine se réduisent à quelques poèmes didactiques ou descriptifs dans le genre de l'abbé Delille¹. — Quelle que soit d'ailleurs leur étendue, toutes ces compositions relèvent d'une même conception, définie depuis la « théorie de l'art pour l'art ». Il s'agit pour l'auteur, d'abord de n'employer que des tours de phrase et des mots consacrés par l'autorité des maîtres du seizième siècle; puis de faire oublier la pauvreté du fond par la perfection de la forme et l'emploi de tous les artifices chers à la poétique académique : digressions continuelles, invocations mythologiques, périphrases ingénieuses, figures de rhétorique, développements soutenus ou réussites de style. — Parini, l'un des seuls écrivains qui, au milieu de tant de versificateurs, mérite par la sincérité de l'inspiration le nom de poète, n'échappe pas aux travers littéraires de son temps. Consacrer, comme il le fait, toute une existence et près de 4.000 vers à raconter par le menu la journée d'un oisif, afin d'en faire ressortir le vide, c'est mettre beaucoup de complaisance à décrire les mœurs que l'on prétend flétrir : cette disproportion entre l'ampleur de l'effort dépensé et l'insignifiance du sujet choisi ne laisse pas que de paraître déconcertante au lecteur contemporain; tout le mérite de l'œuvre réside dans le fini de l'exécution.

En résumé, les poètes comme les prosateurs et les auteurs dramatiques semblent n'avoir d'autre objet que de flatter l'oreille ou les sens de leurs lecteurs en leur épargnant la fatigue de penser; par là l'étude de

1. Le modèle du genre paraît avoir été la *Micéide*, long poème dont les deux volumes, parus à dix années de distance (1780-1790), étaient entièrement consacrés à la mort d'une chatte (CANTU, *Parini*, p. 23).

leurs œuvres se rattache à celle des mœurs et leur succès donne la mesure des préférences publiques : si le culte de la forme domine l'art, c'est que le culte du plaisir gouverne la vie.

La littérature porte également la trace de cet esprit de particularisme dans lequel on a reconnu un autre trait du caractère national. Il s'y manifeste surtout par la persistance et la prospérité des dialectes locaux, qui servent, non seulement à l'usage exclusif du peuple, mais encore à la bonne société dans ses relations mondaines. L'emploi en est tellement général que les principaux comportent une littérature populaire, un théâtre, et même des traductions des chefs-d'œuvre écrits en pure langue toscane. Bien qu'ils se groupent en quelques grandes familles présentant une certaine communauté de caractères, ils varient d'une ville à l'autre et se distinguent parfois par des différences assez profondes pour que le langage d'un habitant de Bergame soit difficilement compris par un Milanais et devienne complètement inintelligible pour un Vénonais ou un Romagnol¹. — Cette décentralisation linguistique représente, après tant d'autres, un nouvel obstacle à l'unité morale de l'Italie; elle renforce les barrières intellectuelles qui s'élèvent entre les villes et les empêchent d'être traversées par les mêmes courants d'idées, de se rapprocher par la communauté des mêmes préoccupations; la jalousie municipale aidant, les cités principales tiennent toutes à défendre contre leurs voisines leur indépendance d'esprit et à ne recevoir de personne la loi ou au moins la mode littéraire. Un voyageur qui les parcourt dans une même course remarque que dans chacune d'elles une question différente préoccupe les habitants². C'est par cet isolement mutuel et en partie

1. STENDHAL, pp. 340-341; MOORE, II, 91.

2. PILATI, I, 201. Sur le particularisme littéraire, cf. BARETTI, pp. 97 et 209.

volontaire que s'explique le caractère un peu envieux et vaniteux de l'homme de lettres italien ; il porte à l'exagération les travers habituels des habitants des petites villes et personnifie le type de ce que nous appelons aujourd'hui le « grand homme de province ¹ ». Là encore les mœurs littéraires reflètent les mœurs privées, et l'étude du mouvement intellectuel sert à mieux faire comprendre le caractère national.

Pour se faire une idée exacte et complète de la société italienne à la fin du dix-huitième siècle, il faudrait faire entrer en ligne de compte ses vertus privées, qui échappent trop souvent à l'œil d'observateurs prévenus ou superficiels : les qualités de famille, la douceur de mœurs, les instincts de solidarité sociale et de charité ². Il ne faut pas oublier que les défauts mêmes étaient des défauts aimables, et que cette société ne méritait pas les jugements, un peu méprisants parfois, d'observateurs superficiels. Ce qu'il importe surtout de retenir pour l'intelligence de ses destinées ultérieures, c'est qu'à la veille d'un bouleversement général, aucune autre n'était moins préparée à subir les épreuves successives d'une invasion, d'une révolution politique et d'une profonde transformation intérieure.

1. STENDHAL, p. 176. D'autre part Verri raconte dans ses lettres (II, 82) avoir rencontré à Londres un vieux Toscan dans lequel il croit reconnaître le type du littérateur italien, et dont il trace ce portrait un peu chargé : « Soucieux de l'harmonie du style, très médiocre raisonneur, doué de quelque esprit, qu'il emploie à dénigrer le mérite, dépourvu d'enthousiasme, pédant, beau parleur, caustique pour briller. »

2. « Dans un pays où la plupart des gouvernements étaient sans garantie, et l'empire de l'opinion presque aussi nul pour les premières classes que pour les dernières ; dans un pays où la religion est plus occupée du culte que de la morale, il y a peu de bien à dire de la nation, considérée d'une manière générale, mais on y rencontre beaucoup de qualités privées. C'est donc le hasard des relations individuelles qui inspire aux voyageurs la satire ou la louange. » (Mme de STAËL, *Corinne*, livre XIX, chap. VII.)

IV

L'étude systématique de la terre et de ses grandes divisions, de la population et de ses différentes classes, des mœurs et de leurs principales particularités, ne donne jamais qu'une connaissance abstraite des cadres dans lesquels s'accomplit l'évolution politique et sociale d'un pays. Pour les remplir avec des réalités vivantes, il faut reformer par la synthèse ce qu'on a décomposé par l'analyse, et rechercher comment les traits généraux du sol et les éléments constitutifs de la conscience nationale se sont associés en proportions variables pour déterminer, par la diversité de leurs combinaisons, des régions naturelles distinctes et des caractères locaux particuliers. Il reste à faire ressortir les différences qui donnent une physionomie propre à chaque province et presque à chaque ville. Pour nous représenter cette variété d'aspect des pays italiens, suivons les nombreux visiteurs qui les parcourent à la veille de la Révolution, et essayons de retrouver, au moyen des récits qu'ils nous ont laissés, les impressions qu'ils ont dû éprouver.

Le voyageur qui se rendait de Turin à Milan franchissait un peu après Verceil, en passant la Sesia, l'ancienne frontière politique et la véritable limite ethnographique entre le Piémont et la Lombardie. Tandis que les sons aigus ou nasillards du dialecte milanais frappaient pour la première fois ses oreilles¹, habituées aux intonations plus sourdes des Piémontais, ses regards se perdaient dans l'étendue sans fin d'immenses rizières, transformées en marais pestilentiels pendant la période des irrigations. L'aspect lointain des

1. Cf. dans Vicchi, *Vincenzo Monti* (période 1794-1798), pp. 490-491, les caractères distinctifs du dialecte lombard.

Alpes barrant l'horizon à gauche, parfois le spectacle du mont Rose dominant leur muraille de sa masse étincelante, la traversée de Novare, vieille ville forte dressant au sommet d'une éminence le profil de ses tours et de ses clochers ¹, la rencontre impressionnante d'arbres auxquels pendaient les cadavres de voleurs de grands chemins ² trompaient seuls la triste monotonie de ce trajet. — On arrivait ainsi au Tessin, frontière autrichienne, quel'on traversait en barque et avec précaution, par crainte des contrebandiers et des brigands, embusqués parfois dans les roseaux de son lit. Sur l'autre rive, le paysage changeait d'aspect et offrait à l'enchantement des étrangers la richesse de cette haute plaine lombarde dont chaque parcelle formait à la fois un champ, un verger ou une vigne ³. Ce n'étaient partout que prairies plus fraîches que des gazons de jardin, routes comparables à des allées de parc, beaux villages aux maisons éclatantes de blancheur, aux ruelles traversées par des ruisseaux d'eaux vives. Les arbres fruitiers plantés tous les vingt pas au milieu de champs de maïs, les haies serrées de saules ou de peupliers établies en bordure des propriétés, le feuillage doré des mûriers, les rameaux de vigne suspendus en guirlande au milieu des moissons se fondaient en une masse de verdure dominée çà et là par la tour carrée de quelque église, et tellement compacte qu'elle interceptait le regard et donnait l'illusion d'une forêt ⁴.

On arrivait ainsi, sans en pressentir l'approche ⁵, aux

1. GRIOS, I, 126.

2. YOUNG, p. 21.

3. DESAIX, p. 100.

4. « L'on ne voit pas à cent pas devant soi. » (STENDHAL, p. 42.) On trouve des descriptions enthousiastes de la plaine lombarde dans presque tous les récits de voyage en Italie. La plus célèbre est celle de Chateaubriand (Lettre à Joubert du 21 juin 1803, insérée dans le *Voyage en Italie*); la plus précise, dont les détails saillants sont les mêmes que dans Chateaubriand, est celle de DESAIX (p. 47).

5. YOUNG, p. 22; DESAIX, p. 47.

portes de la ville la plus considérable de l'Italie après Naples. Ceux qui y avaient habité la reconnaissaient, même les yeux fermés, à l'animation bruyante de ses carrefours, au bruit continu des cloches de ses 140 églises, à la vague odeur de fumier flottant dans ses rues¹. Les nouveaux venus la comparaient parfois à Paris, s'ils venaient de France², et la trouvaient à la fois moins monumentale et plus vivante que les autres capitales italiennes. — Considérée à vol d'oiseau du haut du Dôme, elle présentait à première vue une certaine simplicité de lignes ; son enceinte, plantée d'arbres et transformée en promenade, formait un ovale régulier, renforcé au nord-ouest par le vieux château des Visconti et doublé à l'intérieur par des canaux concentriques ; de larges avenues ou « Corsi » partaient des portes pour converger vers le centre. Entre ces grandes artères, c'était par contre un labyrinthe de ruelles tortueuses³, bordées d'innombrables églises dont quelques-unes étaient des bijoux d'architecture, aboutissant à des places minuscules que la façade monumentale d'un vieux palais de famille écrasait le plus souvent de son décor. Au centre, la cathédrale dominait tout le quartier de son éblouissante dentelle de marbre. Bien que ce célèbre monument, encore inachevé, fût hérissé d'échafaudages, bien que sa façade provisoire de briques donnât sur une place irrégulière, trop étroite pour permettre d'en saisir la perspective⁴, il n'en faisait pas moins par son caractère unique l'orgueil des habitants et

1. STENDHAL, *Journal d'Italie* (éd. Arbelet), p. 117.

2. « Milan a été pour les Français un second Paris... c'est le Paris des Italiens. » (MUSSET-PATHAY, p. 146.) On trouvera dans VICCHI (*op. cit.*, pp. 382 à 391) une description très complète et très vivante de Milan en 1796, d'après les témoignages contemporains.

3. DESAIX, p. 92.

4. DESAIX, p. 78; STENDHAL, *Mémoires d'un Touriste*, I, 227. Plus tard à Sainte-Hélène, Napoléon déclarait à Bertrand avoir été choqué, lors de son arrivée à Milan, « du spectacle hideux que présentait la façade de sa belle cathédrale, qui depuis 300 ans tombait en ruines ».

l'émerveillement des voyageurs. Au total, ce mélange de grandeur et de désordre architectural produisait sur les nouveaux venus une impression d'abord incertaine, mais que la fréquentation des habitants rendait bientôt franchement favorable.

Le peuple excitait leur étonnement par sa voracité et forçait en même temps leur sympathie par sa bonhomie naturelle. Son amour de la bonne chère, proverbial en Italie, avait pris chez lui le caractère d'une passion tellement absorbante qu'il s'y abandonnait en public, au spectacle, à la conversation ou à la promenade, et qu'il empruntait même au langage culinaire la plupart de ses comparaisons usuelles¹. D'autre part, un admirable esprit de charité, attesté par le développement des œuvres de bienfaisance, une humeur égale, une familiarité de bon aloi dénotaient chez lui une facilité de caractère qui rapprochait toutes les classes et évoquait à l'esprit de Stendhal l'atmosphère morale des fables de La Fontaine². — Ces qualités aimables, précieuses dans la vie privée, se tournaient en défauts dans la vie publique : une incurable insouciance du lendemain, une douceur naturelle qui dégénérât en nonchalance, une apathie profonde, un attachement irraisonné à l'ordre de choses établi rendaient les Milanais rebelles au progrès, incapables de révolte ou même de haine, impuissants à « rien désirer avec force³ ». C'était en un mot le peuple de l'Europe le plus facile à gouverner et le plus malaisé à mettre en mouvement.

Le monde aristocratique était d'autant plus accessible

1. GIOJA, *Quadro politico di Milano*, p. 97, note 1.

2. STENDHAL, p. 99. Cf. pp. 17, 66, 85 et 102 des traits caractéristiques du caractère milanais.

3. STENDHAL, *Chartreuse de Parme*, p. 6. Ce jugement sommaire de Stendhal concorde avec le portrait très fouillé, mais un peu poussé au noir, que l'économiste GIOJA trace du caractère milanais dans son *Quadro politico di Milano* (p. 112).

aux étrangers qu'une simple lettre de recommandation suffisait à les faire pénétrer dans plus de vingt grandes familles, où ils trouvaient toujours, sans invitation spéciale, « une table somptueuse, une conversation animée, des prévenances de toutes sortes, et une amabilité assez attentive pour forcer l'admiration¹ ». Ce qui les frappait d'abord dans la haute société, c'était le luxe de l'installation : palais monumentaux, longue suite d'appartements de gala, choix d'œuvres d'art inappréciables, profusion de domestiques et d'équipages, laquais aux bas blancs et aux chapeaux à plume prêts à suivre à la course le carrosse du maître, et en général toute la somptueuse parade de la vie aristocratique. Pour la plupart des grands seigneurs, la possession d'une villa dans la Brianza, grande comme un palais et aussi luxueusement montée, doublait les frais de l'installation². Leur vie se partageait ainsi entre la ville et leur villégiature à la campagne, de septembre à décembre.

Pour pénétrer leur existence, pour se représenter les distractions qui la remplissent sans l'occuper, il faut se reporter au tableau un peu chargé qu'en a tracé Parini, dans les poèmes satiriques où il tourne en ridicule les jeunes gens qui en exagéraient les travers³. Le petit-maître milanais passait la matinée au lit ou à la toilette, l'après-midi dans les boudoirs ou à la promenade, la soirée au théâtre et la nuit au tripot. — Après un réveil tardif, il reçoit la visite de son coiffeur ou de son tailleur, et s'habille pour aller en voiture déjeuner chez la dame dont il est le sigisbée ; il la conduit ensuite en

1. *Descrizione*, I, 92. MOORE de son côté déclarait (II, 365) qu'il n'est « aucune ville en Italie, je pourrais dire en Europe, où les étrangers soient reçus d'une manière aussi affable et aussi hospitalière qu'à Milan ». Mêmes témoignages dans LALANDE et dans l'abbé RICHARD.

2. CUSANI, IV, 282-288 ; DE CASTRO, *Milano nel Settecento*, pp. 295-299.

3. Le volume de CANTU sur *Parini* en offre le texte complet (pp. 299-462), pourvu d'une documentation abondante, et précédé d'un commentaire détaillé (pp. 13-295).

visite chez ses amies et l'accompagne vers le coucher du soleil à la cérémonie dite du *Corso*, principale manifestation mondaine de la journée. Tous ceux qui ont une voiture se rendent sur une portion du rempart qui a été plantée d'arbres et aménagée en promenade; ils y font trente ou quarante tours au pas et s'arrêtent de temps à autre pour se saluer ou pour converser. La splendeur du cadre faisait oublier aux étrangers la puérilité de la cérémonie. L'aspect des grasses campagnes lombardes étalées à leurs pieds, la perspective lointaine des sommets bleuâtres des Alpes, la vue de ce luxe et de ces femmes aux yeux brillants d'animation, tout dans ce spectacle exprimait avec une telle intensité la poésie du plaisir qu'ils en gardaient une ineffaçable impression¹. — Avec le coucher du soleil, qui termine la journée de l'ouvrier, c'est une nouvelle existence qui recommence pour les oisifs. Tandis que les uns remplissent les cafés, les autres vont chercher dans les théâtres, notamment à la Scala, le plus magnifique de tous, des distractions bien plus que des émotions artistiques, et comme un prolongement de la vie mondaine. De fait, le spectacle semble plus animé dans la salle que sur la scène. Au parterre, où le public reste debout, garde son chapeau et continue parfois son repas, c'est un va-et-vient continu, une succession constante d'applaudissements ou de coups de sifflet, agrémentée parfois de bousculades autour de petits carrés de papier tombés des galeries supérieures et contenant un sonnet en l'honneur de la *prima donna*. Dans les loges, qui étaient chacune la propriété d'une famille et qu'un rideau permettait d'isoler de la salle, on jouait, on se rendait visite, on soupait, et l'on accordait d'autant moins d'attention au spectacle que la même pièce tenait

1. Fortement rendue par STENDHAL, pp. 42 et 71. Cf. DESAIX, p. 92 et les *Souvenirs de Mme Vigée-Lebrun* (éd. Garnier), I, 266.

l'affiche plus d'un mois¹. D'ordinaire, la voix des artistes perçait à peine le brouhaha des conversations². — Pendant une partie de l'année, la représentation était suivie d'un bal masqué qui se prolongeait jusqu'aux premières lueurs du jour. Pendant toute l'année, d'innombrables salles de jeu ou *ridotti*, le plus souvent annexées aux théâtres, offraient aux noctambules de périlleuses distractions. Le carnaval enfin était « d'une gaieté qui paraîtrait folie à tout homme non instruit des mœurs de cette partie du globe. Des veilles et mascarades continuelles, uns uperbe opéra, des danses, redoutes et jeux de hasard, voilà de quoi tuer bien vite cette durée de temps dont on se plaint ailleurs³ ».

Aussi bien toute cette vie milanaise, qui résume elle-même l'existence italienne, n'était-elle pour la société qu'un carnaval perpétuel. Si elle indignait parfois la sévérité des moralistes, elle exerçait sur les simples curieux une fascination dont l'expression, vingt fois répétée dans les œuvres de Stendhal, fait songer au fameux mot prêté à Talleyrand que « celui qui n'a pas vécu avant 1789 ne connaît pas la douceur de vivre ».

Après Milan, Bologne devait être le principal centre de la République italienne. Pour aller d'une ville à l'autre, on suivait d'ordinaire la route passant par Lodi, Plaisance et Modène, et dont la diligence parcourait en 24 heures les 233 kilomètres. Le Lodesan, que l'on traversait d'abord, passait pour la région la plus riche de la basse plaine lombarde. D'immenses étendues de trèfle et de fourrage parsemées de saules, un sol spongieux, arrosé par les dérivations de l'Adda et du Lambro, un brouillard humide estompant les perspectives, de

1. GRIOS, I, 234.

2. Sur l'aspect d'une salle de spectacle italienne pendant la représentation, nombreux détails, tous concordants, dans HARTIG, p. 165; ARNDT, II, 35 et 36; BERNOUILLI, III, 59-61; EICHHOLZ, I, 37-38; ADLERBETH, p. 15.

3. HARTIG, p. 162; cf. STENDHAL, pp. 16, 43 et 56.

grands troupeaux de vaches épars dans la campagne, telles étaient les perspectives un peu mélancoliques¹ dont la monotonie évoquait le souvenir de la Flandre². Elles excitaient l'intérêt des économistes et les simples voyageurs en oubliaient la tristesse pour admirer l'apparence monumentale des bourgs rencontrés sur leur passage³. — Le type de ces petites villes était Lodi, avec sa position pittoresque sur une éminence, sa place bordée d'arcades, ses rues trop larges pour une population agricole, son théâtre somptueux où les gros propriétaires venaient le soir se délasser des soucis de l'exploitation agricole ou de la vente de leurs fromages⁴. Plus loin, la route se dirigeait vers Bologne, laissant à sa droite Pavie, célèbre par son passé militaire et sa vieille Université, à sa gauche Crémone, « villasse » vénitienne déserte et triste⁵; le voyageur passait ensuite sur un bac le Pô, frontière des États de Parme; en débarquant à Plaisance, il trouvait une autre physionomie au pays et d'autres intonations dans la bouche des habitants.

Il entraînait en effet dans l'Émilie, long couloir naturel compris entre les deux lignes divergentes que formaient, à partir de Stradella, le cours du Pô jusqu'à son embouchure, et le faite des Apennins jusqu'à Rimini; c'était un territoire linguistique distinct du Milanais et dont le dialecte, assez doux dans le Parmesan, devenait plus bref et plus rude à mesure qu'on s'avancait vers l'est⁶. Cette région devait son importance à sa

1. YOUNG, pp. 33 et 175; DESAIX, p. 100; Mme de STAËL, *Corinne*, livre XIX, chap. v.

2. VERRI, *Lettere*, I, 366.

3. C'était notamment l'impression de Trouvé dans les lettres de lui que reproduisent les *Mémoires* de LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX (III, 202-204).

4. YOUNG, p. 32. Cf. DESAIX, p. 103; CUSANI, I, 154 seq.

5. STENDHAL, *Journal d'Italie*, p. 27; cf. DESAIX, pp. 108-114 et DUVRINET, pp. 164-165.

6. A Bologne « il n'en est pas de plus rauque dans les pays du Nord... Le jargon des gens du peuple paraît hostile, tant le son en est rude » (Mme de STAËL, *Corinne*, livre XIX, chap. vii.)

situation intermédiaire entre le nord et le sud de l'Italie. La Via Émilia, dont elle tirait son nom, avait fait son unité et déterminé l'emplacement et même le plan intérieur de ses villes. Toutes s'étaient alignées sur son parcours et développées aux points où elle traversait les fleuves. Les caprices de la politique, après avoir, sous l'ancien régime, découpé l'Émilie en trois États, devaient, sous le nouveau, empêcher sa réunion en un seul et arrêter au cours de l'Enza, entre Parme et Reggio, la limite des Républiques cisalpine et italienne. Avant comme après la traversée de ce fleuve, et de Plaisance jusqu'à Modène, la grande route traversait un pays qui rappelait la Lombardie par son air de prospérité, bien que la végétation en fût moins surabondante et la richesse plus sobre. A droite, les Apennins étalaient leurs croupes couvertes de fermes et de blanches villas; en plaine, les prairies verdoyantes alternaient avec les cultures les plus variées, avec des plantations d'ormes en quinconce; partout, les rameaux de la vigne s'enlaçaient en guirlandes autour des arbres ou s'arrondissaient en arceaux au-dessus des champs; les maisons même de paysans avaient un air d'aisance et de propreté qu'elles conservaient dans tout le pays de Modène¹. — La première ville de cet État, Reggio, ne comptait que 15.000 âmes, mais se glorifiait d'être la capitale d'un ancien duché et la patrie de l'Arioste. Ses habitants, restés rebelles à la suprématie de Modène, avaient un caractère emporté, enthousiaste, démonstratif, et trompaient par des bagarres et des rixes continuelles une ardeur de tempérament qui devait trouver un emploi plus utile pendant la période révolutionnaire².

De Reggio, la diligence conduisait en trois heures et

1. YOUNG, pp. 108, 109 et 263; GROSLEY, I, 288; MOORE, II, 359 et GORANI, III, 206.

2. GORANI, II, 271; VICCHI, p. 384.

demie à Modène, dont les 51 églises dressaient au milieu de la plaine leurs clochers et leurs dômes. On trouvait en y pénétrant une ville propre et élégante, un peu austère d'aspect, traversée par une interminable rue bordée d'arcades; un monumental palais ducal dominant de sa façade en style baroque un quartier nouveau; des conditions d'existence plus économiques que partout ailleurs¹; enfin une population qui offrait une physionomie morale unique dans l'Émilie et même dans l'Italie du Nord. Autant leurs voisins de l'est ou de l'ouest étaient batailleurs et emportés, autant les Modénais se montraient, dans l'action comme dans le domaine de la pensée, mesurés, réfléchis, méthodiques, ennemis des inconstances et des excès; on les appelait parfois les Anglais de l'Italie. Leurs qualités sérieuses, personnifiées par Muratori et attestées par le succès de leur Université, devaient plus tard, sous le régime impérial, leur assurer de rapides succès dans les carrières administrative et militaire. Leur abord un peu froid n'empêchait pas leur ville de passer pour la plus agréable résidence de la rive gauche du Pô.

Lorsqu'on la quittait, on arrivait en une heure au Panaro, frontière du duché. De la rive gauche du fleuve, surélevée en forme de terrasse, le voyageur apercevait à l'horizon les murailles et les deux tours penchées de Bologne, plus en avant une plaine fertile couverte de champs de blé et de vignes, et à ses pieds un ouvrage bastionné, avec des canons braqués et des soldats suisses en sentinelle. C'était le fort Urban, qui défendait l'accès des États du Saint-Père².

Bologne, que l'on gagnait ensuite en deux heures, n'avait qu'une faible étendue et 70.000 habitants, mais

1. « Je ne connais pas d'endroit en Italie qui me plaise davantage et où il me serait plus agréable de me fixer » (GORANI, III, pp. 199-201.) Cf. les descriptions d'ADLERBETH (p. 20), et de Mme VIGÉE-LEBRUN, (I, 142).

2. *Descrizione*, II, 58-60.

frappait au premier abord par son grand air de capitale. Tout contribuait à lui donner ce caractère : l'animation de sa place centrale, dominée par la noble architecture du palais de la Signoria ; le peuple d'oisifs errant et vivant même dans ses rues ; ses longues voies aux somptueuses façades, bordées parfois de cloîtres extérieurs aux délicates dentelures ; enfin l'aspect uniformément austère de ses sombres et interminables arcades, sous lesquelles les femmes, avec le *zendado* ou capuchon qui leur couvrait la figure, semblaient autant de « fantômes errants ¹ ».

Capitale. Bologne ne l'était plus que par l'orgueil de ses traditions et sur les pompeuses formules de ses actes officiels ; elle méritait du moins ce titre par la fierté de son caractère national, et aspirait à le justifier par ses prétentions à la primauté intellectuelle de l'Italie du Nord. L'antique réputation de son Université, à laquelle l'initiative privée avait ajouté, sous le nom d'Institut, une célèbre collection scientifique, la supériorité reconnue de son enseignement musical, l'importance des œuvres d'art conservées avec un soin jaloux dans ses 200 églises, l'activité, au moins apparente, de ses 13 académies, la considération dont elle entourait ses professeurs, et les goûts littéraires dont se parait sa noblesse lui avaient valu la réputation de ville savante qu'exprimait sa vieille devise : *Bononia doctet*². — Ses habitants, privés depuis deux siècles de leur indépendance politique, en avaient gardé un attachement passionné à leurs franchises, un esprit de particularisme qui les portait à se croire isolés dans le monde, une fougue de caractère qui les rendait rebelles à toute domination étrangère. Le régime français trou-

1. DE BROSSES, *Lettres sur l'Italie*, I, 256. Cf. LALANDE, II, 374 ; ADLERBETH, pp. 200-201 ; GOETHE, p. 158 ; Mme de STAËL, *Corinne*, livre XIX, chap. VII.

2. Sur les prétentions intellectuelles de Bologne, cf. PILATI, I, 218 ; DENINA, p. 292 et MASI, pp. 75-79.

vera chez eux des soldats, comme Reggio lui fournira des agitateurs, et Modène des fonctionnaires. — Ces qualités de sérieux ou d'énergie ne les avaient d'ailleurs pas soustraits à la contagion des mœurs du temps; en dépit de leurs prétentions littéraires ou scientifiques, les nobles ne songeaient en réalité qu'au plaisir et regardaient « avec le même étonnement que s'il marchait sur la tête ¹ », le mari qui accompagnait sa femme dans le monde au lieu de la confier à un sigisbée; au moment du carnaval, on voyait les sénateurs, les plus graves personnages de la cité, monter sur des chars de cavalcades et figurer masqués dans des groupes allégoriques ².

Au delà de Bologne, l'Émilie se prolongeait sous le nom de Romagne jusqu'à la mer. Dans sa partie méridionale, la voie Émilienne longeait de plus près la base des montagnes, dont les flancs et les sommets étaient couverts de maisons blanchies à la chaux et semblables « à des compagnies de pigeons blancs ³ ». Elle traversait jusqu'à Rimini une série de petites villes, Imola, Faenza, Forlì, Forlimpopoli, Cesena, très rapprochées les unes des autres, mais séparées le plus souvent par la diversité de leurs dialectes comme par la persistance de rancunes et de jalousies héréditaires. — Dans leurs rues stationnait « une canaille oisive, insolente et armée ⁴ » dont l'aspect un peu rébarbatif et l'énergique concision de langage trahissaient la rudesse de mœurs. Violente, arriérée, presque sauvage, aveuglément soumise au clergé, capable de tous les excès et de tous les fanatismes, cette population romagnole, isolée au milieu de la voluptueuse et molle Italie, produisait sur le voyageur une impression de grandeur fa-

1. YOUNG, p. 76.

2. MASI, p. 82. Sur le caractère bolonais cf. ARNDT, II, 36 et 37.

3. CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe* (éd. Biré), V, 9.

4. GROSLEY, I, 225.

rouche¹, comparable à celle que devaient éprouver les armées napoléoniennes en pénétrant sur le sol de l'Espagne.

Tout autre apparaissait la basse Romagne, qui s'étendait au nord jusqu'au Pô. Les habitants en étaient « cérémonieux et modestes » et le pays formait une vaste plaine presque aquatique, couverte d'abondants pâturages, trop souvent transformée en marais par les inondations ou les infiltrations du Pô. La capitale, Ferrare, présentait le singulier spectacle d'une population de 14.000 âmes perdue dans le cadre monumental d'une ville qui en avait compté 100.000 et abrité la cour la plus brillante de l'Italie. L'herbe croissait dans des rues, larges comme des boulevards, et des maisons abandonnées environnaient un château colossal².

A cinq milles au nord, la branche principale du Pô élevait sur l'horizon le profil de ses digues, jalonnées la nuit par les grands feux qu'y allumaient les gardiens chargés d'en surveiller l'entretien³. De l'autre côté de cette masse d'eau, s'étendait la Polésine, étroite bande de territoire comprise entre le Pô et l'Adige et formée par leurs alluvions. — En y pénétrant, le voyageur éprouvait une fois de plus la sensation, si fréquente en Italie, d'un contraste complet entre deux régions voisines. Des cultures variées, des physionomies satisfaites, un dialecte dont le zéaiement était une caresse pour l'oreille⁴ remplaçaient les prairies monotones du

1. STENDHAL, pp. 366-369.

2. LALANDE, VIII, 252; GOETHE, p. 155; GROSLEY, I, 347; MOORE, I, 223. Cf. ARCHENHOLZ, p. 70 : « Il semble que la peste vienne de ravager cette ville »; STENDHAL, p. 365 : « Le légat pourrait nourrir un demi-régiment de cavalerie avec l'herbe qui croît dans les rues »; Mme de STAEL (*Corinne*, livre XV, chap. v) : « L'une des villes d'Italie les plus tristes, car elle est à la fois vaste et déserte, le peu d'habitants qu'on y trouve de loin en loin dans les rues, marchent lentement, comme s'ils étaient assurés d'avoir du temps pour tout. »

3. YOUNG, p. 66.

4. « Le dialecte vénitien est doux et léger comme un souffle agréable; on ne conçoit pas comment ceux qui ont résisté à la ligue

Ferrarais, les villes renfermées, les visages hostiles, et les durs accents de la haute Romagne¹. Le lion de Saint-Marc, sculpté en marbre au sommet d'une colonne, étendait ses ailes au-dessus de toutes les villes de quelque importance et symbolisait la domination de la Sérénissime République, que les gens du pays reconnaissaient aussi à mille détails vulgaires, notamment au mauvais état des chemins et à l'abondance des cafés². — La première ville que l'on rencontrait, Rovigo, présentait peu d'animation et s'endormait dans une quiétude que la guerre n'avait pas troublée depuis deux siècles. Ses dernières maisons touchaient presque le cours de l'Adige. La valeur défensive de ce fleuve, rapide et profond, et traversé seulement par deux ponts, devait le faire choisir par Bonaparte comme frontière de l'État qu'il fonderait en Lombardie. En remontant la rive droite, la seule qui fût italienne jusqu'en 1805, on décrivait une courbe régulière et l'on rencontrait d'abord Legnago³, petit bourg fortifié, qui formait avec les places de Mantoue, Vérone et Peschiera le fameux quadrilatère dont la possession assurait celle de l'Italie du Nord.

C'était également sa situation stratégique qui faisait l'importance de Mantoue, vieille capitale déchue, tombée de 50.000 à 16.000 habitants, mais conservant dans ses monuments des traces de son ancienne splendeur et dressant fièrement ses bastions au-dessus du lac marécageux dont elle émergeait⁴. — Vérone au contraire était restée une grande ville, non seulement par sa population, qui dépassait 50.000 âmes ou son indus-

de Cambrai parlent une langue si flexible. » (Mme de STAEL, *Corinne*, livre XV, chap. VIII.)

1. STENDHAL, p. 381.

2. YOUNG, pp. 34, 40, 67; ADLERBETH, p. 207.

3. DESAIX, pp. 135 et 136.

4. LALANDE, IV, 160; ADLERBETH, p. 17; DESAIX, pp. 337-347; DUVIQUET, pp. 160-163.

trie textile, qui occupait 20.000 ouvriers, mais encore par l'entreprenante activité de ses habitants, le mouvement intellectuel dont son Académie était le foyer, et enfin le rôle géographique que lui assurait sa situation au débouché d'un grand passage des Alpes, sur une des principales routes internationales de l'Europe centrale. Sa beauté extérieure répondait à son importance. La vue des Alpes, dont les derniers contreforts dominaient ses faubourgs, le mystère de ses rues tortueuses, l'aspect monumental de ses arènes romaines, le développement majestueux de ses fortifications, chef-d'œuvre de San-Micheli, éveillaient dans l'esprit du visiteur des sensations d'art en même temps que des idées de grandeur¹.

Au sortir de Vérone, la route de Brescia longeait la première assise des Alpes, dans laquelle le lac de Garde ouvrait bientôt une trouée de lumière bleue, et franchissait le Mincio à Peschiera. Ce fleuve servant de limite à la Vénétie géographique, sinon à l'État vénitien, on retrouvait sur l'autre rive les principaux caractères physiques² et le dialecte de la Lombardie, avec quelque chose de plus âpre et de plus austère que dans la région de Milan proprement dite. De nombreuses croix au bord de la route rappelaient des duels ou des meurtres³. — Brescia, première ville rencontrée après le lac de Garde, présentait également un aspect de sévérité, avec la sombre citadelle qui la dominait de sa masse et la vétusté de ses maisons⁴; c'était là une

1. Descriptions détaillées de Vérone dans GOETHE, pp. 100-109; ADLERBETH, pp. 13-16; DUVIQUET, pp. 152-154, et Mme VIGÉE-LEBRUN, I, 251.

2. La première impression produite par cette nature sur les voyageurs venant d'Allemagne par le Brenner a été rendue en termes expressifs par ADLERBETH (p. 11) et surtout par GOETHE (pp. 96-97) qui s'écrit : « Il n'y a pas de termes pour exprimer la grâce de cette contrée riche et populeuse... la magnificence du pays est inépuisable. »

3. YOUNG, p. 40.

4. LALANDE, IX, 199 et 228-248; DUVIQUET, p. 150. Sur la situation et le gouvernement de Brescia à la fin de l'ancien régime, voir l'intéres-

impression que dissipaient bientôt l'animation de ses rues, le bruit des marteaux de ses batteurs de cuivre, enfin le contact d'une population vivante et industrielle, plus virile qu'en Vénétie, presque aussi importée qu'en Romagne, où s'étaient recrutés tour à tour des soldats et des *bravi*¹; à la fin du dix-huitième siècle, le peuple avait tourné vers le travail une ardeur de caractère que la noblesse, impatiente du joug vénitien, employait en intrigues ou trompait par mille aventures de jeu et d'amour².

Bergame, qu'on trouvait à 60 kilomètres plus loin vers l'ouest, offrait de grandes analogies de situation et de caractère avec Brescia; elle ne comptait que 20.000 habitants au lieu de 50.000, mais elle était également placée au pied des dernières terrasses des Alpes, et se distinguait par la turbulence de son aristocratie. Au moment du carnaval, ses nobles se rendaient en voiture au bal de la Scala pour y chercher querelle aux Milanais et trouver ainsi des occasions de duel³.

Derrière Bergame s'étendait tout le massif montagneux auquel la ville avait donné son nom; vu de la plaine, il présentait l'aspect d'une muraille presque continue, percée de quelques brèches ouvertes sur autant de vallées alpestres, resserrées en couloir à leur extrémité, élargies en bassin à leur partie supérieure. Quelques hameaux blottis dans le creux des ravins, des chalets de bois épars sur les flancs des montagnes, des champs de céréales plaqués sur les croupes les mieux exposées y révélaient seules la présence de l'homme⁴; la population solide, honnête, un peu arriérée avait toutes les qualités des races alpestres. Au

sante monographie de FÈ D'OSTIANI, *Brescia nel 1796* (Brescia, Geroldi, 1909).

1. DENINA, p. 272; BARETTI, p. 187.

2. Cf. STENDHAL, p. 146.

3. STENDHAL, p. 147; YOUNG, pp. 35-38.

4. DESAIX, p. 29.

nord de ce massif, dont la séparait une ligne de crête ininterrompue, la Valteline formait un profond sillon, presque isolé de la Lombardie par l'encaissement du lac de Côme.

Le voyageur qui empruntait la voie du lac pour regagner Milan voyait se dérouler sous ses yeux les paysages les plus pittoresques de l'Italie du Nord. Après être débarqué à Côme, qui forçait l'admiration par la splendeur de son décor, il traversait un vaste jardin naturel dont le sol, délicatement sculpté par le mouvement de recul des glaciers, semblait concentrer toute la richesse et résumer toute la variété d'aspects de la Lombardie. De légères ondulations de terrain, assez élevées pour dominer tout le panorama de la plaine, étaient couronnées de maisons de plaisance et de parcs ombrageux; sur leurs flancs, les plantations de mûriers, de vigne ou de chanvre se fondaient en un fouillis de verdure que relevaient les fruits de l'oranger ou du citronnier. Nulle part la nature italienne ne montrait une telle exubérance¹. L'enchantement de ce spectacle ne cessait qu'aux portes de Milan.

Le voyage d'exploration que l'on vient de tenter à travers les provinces dont la réunion formera la République italienne, peut servir, non seulement à faire voir le théâtre, mais encore à faire comprendre le développement de sa future histoire. Il s'en dégageait à la fois une impression de diversité et d'uniformité. — Le voyageur n'apercevait tout d'abord que des contrastes dans ces régions naturelles qui, de la crête des Alpes au delta du Pô, représentaient les types les plus opposés²; dans ces villes, que séparaient souvent, à quelques lieues de distance, une frontière politique ou des

1. YOUNG, p. 26.

2. « L'Italie est peut-être celui de tous les pays de l'Europe et du monde dont les différents aspects présentent le plus de dissemblance et de variété. » (LULLIN DE CHATEAUVIEUX, II, 106.)

rivalités séculaires, et dont chacune formait une individualité historique distincte et un monde fermé; dans ces hommes enfin, dont le caractère, différent selon les provinces, semblait tour à tour opiniâtre et concentré dans la Valteline et les Alpes, sensuel et indolent en Lombardie et en Vénétie, ardent et énergique dans la Romagne et le Brescian, fougueux et mobile à Bologne et Reggio, réfléchi et mesuré dans le Modénais. Il manquait un centre et un principe de réunion à cette poussière de molécules géographiques et morales. — Par contre, les habitants se décomposaient partout en classes semblables, qui partout menaient la même vie. Autant la distribution des territoires, résultat des guerres et des traités était compliquée, artificielle et précaire, autant la structure de la société, œuvre des siècles, apparaissait simple, naturelle et durable. Les populations étaient parvenues à un état d'équilibre stable que n'avaient jamais pu atteindre les gouvernements.

CHAPITRE II

L'ANCIEN RÉGIME

LES GOUVERNEMENTS ET LES INSTITUTIONS

- I. Caractères communs des anciens gouvernements italiens. — Aucun n'est complètement national, à part le duché de Modène.
- II. Aucun ne l'est devenu par une politique libérale. — Les populations partout exclues du gouvernement et de l'administration. — Exception pour Milan, où subsistent encore quelques formes des institutions représentatives.
- III. Le rôle de l'État dans les anciens gouvernements italiens. — Petit nombre des fonctions publiques. — Insuffisance des organes de défense extérieure.
- IV. Défauts des anciens gouvernements : leur impuissance à maintenir la sécurité publique et à développer les intérêts matériels et moraux des populations.
- V. Avantages des anciens gouvernements : à Milan et à Modène bonne administration économique et financière ; dans tous les États, modération des exigences fiscales et respect des privilèges locaux.

En Italie comme en France, la Révolution a eu pour premier effet de faire prévaloir une nouvelle forme de gouvernement, étendue depuis à toute l'Europe, fondée sur le double principe de la souveraineté populaire et de la nationalité, caractérisée essentiellement par la centralisation de l'autorité, la régularité de l'administration, le développement de la bureaucratie, et l'entretien de fortes armées permanentes. — Jusqu'à quel point les anciennes souverainetés italiennes étaient-elles éloignées ou rapprochées de ce type de l'État moderne ? Il importe de mesurer la distance qui les en séparait

afin d'évaluer les difficultés que rencontrera plus tard le nouveau régime pour se substituer à l'ancien.

En France, où la même question pouvait être posée, la dynastie s'était peu à peu identifiée avec la nation ; elle en avait préparé et commencé l'œuvre propre par l'accroissement de sa force matérielle, par l'augmentation du nombre de ses agents, par la subordination à un pouvoir unique de tous les intérêts régionaux, corporatifs ou individuels ; la Révolution, pour accomplir sa tâche, n'aura qu'à introduire un principe nouveau dans des formes anciennes. Rien de semblable en Italie, où les gouvernements présentent pour premier caractère commun de n'être ni nationaux, ni centralisés.

I

Il n'en est en effet aucun parmi eux qui ne paraisse étranger aux populations par sa nature, son origine ou son esprit. — La Valteline dépend d'une République germanique de nationalité et la Lombardie appartient aux empereurs, qui la considèrent, non comme un patrimoine de famille, mais comme une acquisition récente et lointaine, une position stratégique, un objet d'échanges territoriaux éventuels et surtout une colonie d'exploitation. Ils l'ont laissée démembrer (1738-1748) quelques années après l'avoir reçue intacte¹, et ils emploient ses revenus à combler les vides du budget commun de leur monarchie². — Sans doute le Novarais, les Légations et les provinces vénitiennes obéissent à

1. D'après CUSANI (III, 29), ce démembrement aurait été très vivement ressenti par les Milanais, humiliés de voir mutiler leur duché, resté intact sous la domination espagnole.

2. Dans le budget de 1780, dont le détail est reproduit par GREPPI (p. 108), les dépenses du duché montaient à 15.753.025 livres milanaises, (la livre valant 0 fr. 77) dont 6.446.943, soit le 41 p. 100, étaient envoyées à Vienne et versées à la caisse de l'armée.

des maîtres qui sont de race et de langue italiennes. Toutefois le premier de ces territoires, récente conquête du roi de Sardaigne, reste lombard par les sympathies comme il l'est par le dialecte, les lois et les mœurs. — Les domaines pontificaux relèvent d'un souverain temporel en même temps que spirituel, plus cosmopolite par sa mission qu'italien par sa naissance, sans cesse entraîné par son amour-propre et sa situation à sacrifier ses provinces à sa capitale et ses obligations de prince à son rôle de pontife; en fait, les papes ne s'occupent de leurs sujets des Romagnes que pour leur arracher des subsides destinés à l'embellissement de Rome. — Enfin la République de Venise demeure le plus ancien et le plus glorieux des États italiens; mais sa conception de la souveraineté et l'esprit de sa politique la séparent de ses peuples plus profondément qu'une domination étrangère. Le principe de son gouvernement, ce n'est pas, comme dans les États nationaux, l'égalité des territoires compris dans les mêmes frontières, c'est leur asservissement commun à une ville unique, soumise elle-même à une caste fermée. En dehors des nobles inscrits sur le Livre d'Or de Venise, elle ne compte que des sujets et pas de citoyens; en dehors de sa capitale, qui dans la langue administrative porte le titre significatif de « Dominante », elle ne comprend que des colonies et pas de provinces.

Non seulement ses territoires italiens, dits de Terre-Ferme, n'échappaient pas à la règle commune, mais ils tenaient encore moins de place dans ses préoccupations que ses possessions d'outre-mer; puissance commerciale et maritime plus que continentale, orientée vers le Levant, qu'elle disputait aux Turcs, et vers l'Adriatique, dont elle gardait la maîtrise, elle les considérait comme une position stratégique pour couvrir ses derrières et surtout comme une source de revenus pour son Trésor. Le bénéfice net qu'elle en retirait, après

avoir pourvu à tous les services publics, suffisant à couvrir le déficit laissé par l'administration de toutes les autres provinces¹, la Terre-Ferme supportait en dernière analyse les frais d'une politique dont le but était de l'exploiter plutôt que de la faire prospérer et qui rappelait, toutes proportions gardées, celle de l'Espagne à l'égard de ses colonies d'Amérique.

Un seul gouvernement italien semblait remplir les conditions nécessaires pour mériter le titre de national : c'était le moins important de tous, le duché de Modène, tout entier compris dans la plaine du Pô, et dans lequel la dynastie et le peuple avaient six siècles d'existence commune, sur un territoire assez restreint pour rester toujours en contact. Encore l'avant-dernier duc, François III, avait-il sacrifié à ses besoins d'argent l'affection et même l'indépendance de ses sujets. Ils l'avaient vu d'abord vendre à l'électeur de Saxe sa galerie de tableaux, qu'ils pouvaient considérer comme un patrimoine national; céder ensuite à l'Autriche l'expectative de son duché pour aller remplir à Milan les fonctions grassement rétribuées, mais subalternes, d'administrateur général de la Lombardie; s'établir enfin à l'expiration de sa charge (1771) à Varese où il devait mourir (1780) loin de ses États².

Malgré ces défaillances, le gouvernement de Modène était pourtant le seul, parmi ceux auxquels la République italienne devait emprunter son territoire, qui ne fût ni allemand comme les Grisons ou la Maison d'Autriche, ni cosmopolite comme le Saint-Siège, ni mixte

1. D'après le budget de 1768 (reproduit par DARU, VII, 28) qui était divisé par régions, les finances réunies de la capitale, des possessions de l'Adriatique et du Levant présentaient un déficit total de 1.062.629 ducats; mais ce déficit se trouvait réduit à une somme insignifiante par suite de l'excédent de 1.057.312 ducats que produisaient les finances de la Terre-Ferme, destinée ainsi à préserver de la faillite le reste de l'État. Le budget de 1790 (reproduit par TIVARONI, I, 37) donne lieu aux mêmes constatations.

2. CUSANI, IV, 49; STENDHAL, p. 113.

comme la République de Venise ou le royaume de Sardaigne, dont les possessions orientales ou savoisiennes se trouvaient hors des frontières naturelles de la Péninsule. — Tous, à part cette exception, avaient leur capitale ou leurs principaux intérêts en dehors de leurs possessions italiennes; ils formaient au-dessus des populations des organismes politiques importés du dehors, unis à elles par le seul lien de la force ou par le hasard des traités.

II

Il arrive souvent que certains gouvernements, étrangers par leur origine à leurs sujets, se naturalisent pour ainsi dire au milieu d'eux par les avis qu'ils leur demandent, les carrières qu'ils leur ouvrent ou simplement l'estime qu'ils leur témoignent; en les associant ainsi à la vie politique, soit comme mandataires de leurs concitoyens, soit comme fonctionnaires, soit comme conseillers officieux, ils deviennent populaires sans être proprement nationaux. Était-ce le cas des gouvernements italiens ?

Il ne pouvait être question dans les États pontificaux ni d'institutions représentatives, incompatibles avec le principe théocratique, ni même d'accession des laïques aux emplois; les fonctions administratives étaient réservées à des prêtres et les plus importantes exercées par des prélats appelés « légats » et étrangers au pays. — Dans les domaines vénitiens également, le système politique qui concentrait toute la nation légale dans une caste fermée excluait tout partage de la souveraineté comme de l'administration. Les patriciens de la capitale recrutaient à eux seuls, non seulement les conseils législatifs et les hautes magistratures de la République, mais encore les charges de gouverneurs de pro-

vince, où ils apportaient l'esprit de méfiance des proconsuls romains exilés en Afrique ou en Orient; les nobles de Terre-Ferme n'étaient admis qu'à titre étranger dans les rangs inférieurs de l'armée, devaient prendre du service à l'extérieur s'ils avaient de plus hautes ambitions, et subissaient un ostracisme politique qui, en les rendant hostiles à la domination vénitienne, excitait les craintes des patriotes éclairés¹.

Malgré son origine étrangère et la date récente de son établissement, la domination autrichienne était encore la seule qui associât, bien que dans des limites très restreintes, les sujets à l'œuvre du gouvernement. Ce n'est pas que le duché de Milan eût conservé la réalité ou même les formes de ses vieilles institutions représentatives. Sans doute le Sénat, haute cour de justice créée par Louis XII sur le modèle des parlements français, avec la mission d'enregistrer les édits souverains, avait peu à peu revendiqué et reçu de l'opinion populaire le rôle politique de gardien des lois; mais quand Joseph II eut d'un trait de plume mis fin à sa longue existence (1786), il était depuis longtemps réduit au silence. On peut en dire autant de la « Congrégation d'État », corps consultatif supprimé la même année et qui assemblait en session annuelle dans la capitale les mandataires ou « orateurs » des principales villes lombardes. En 1790 enfin, l'empereur Léopold réunit extraordinairement à Milan des délégués de ces mêmes villes, en leur demandant leurs avis sur les besoins de l'État, profondément troublé par les réformes précipitées de Joseph II. Cette convocation toute accidentelle, et non périodique, ne rappelait que par la coïncidence des dates celle des États généraux de France, à laquelle on l'a parfois comparée; elle n'avait pas de précédents, et ne devait

1. YOUNG, p. 278; *Descrizione*, II, 182 et 216.

pas avoir de suites¹. En réalité le souverain ne rencontrait et ne souffrait pas de limites extérieures à son autorité.

Cependant, s'il se refusait à la partager, il en choisissait volontiers les agents parmi ses sujets italiens. Ceux-ci recrutèrent exclusivement les assemblées municipales, comme les emplois subalternes de la bureaucratie, et composaient en majeure partie les trois grands corps (*Magistrato camerale*, *Chambre des comptes*, *Tribunal suprême*) qui présidaient à la haute administration du pays et correspondaient à ce que sont maintenant les départements ministériels. — Admis comme élèves à l'Académie noble de Vienne et comme officiers dans l'armée impériale, où plusieurs d'entre eux avaient cherché fortune pendant la guerre de Sept Ans, ils pouvaient, s'ils étaient de vieille famille, prétendre aux plus hauts grades de la hiérarchie civile, militaire ou héraldique. On avait vu sous Charles VI certains d'entre eux obtenir, les uns la Toison d'Or ou la grandesse d'Espagne, d'autres la vice-royauté de Naples, le commandement du château de Milan, ou même le bâton de feld-maréchal². Il y avait là un ensemble de circonstances favorables à la formation d'une classe de fonctionnaires indigènes, servant de trait d'union entre les chefs et leurs administrés, et propre à rattacher solidement les populations au gouvernement. — Malheureusement les jeunes Lombards estimaient insuffisantes ou trop chèrement achetées les facilités offertes à leur ambition. Ils se voyaient disputer par des Tyroliens, dont le loyalisme apparaissait en haut lieu comme plus sûr, l'accès des trois conseils supérieurs d'admi-

1. CUSANI, IV, 99-152.

2. Notamment le vieux Serbelloni, dont Pietro Verri annonçait en ces termes la mort (1778) à son frère : « C'était le seul Italien qui occupât un poste élevé dans une armée européenne ; il s'écoulera beaucoup d'années avant qu'un autre Italien soit maréchal, au grand discredit de notre nation. » (VERRI, *Lettere*, IV, 250.)

nistration où ils pouvaient entrer. La carrière militaire leur offrait peu d'avenir depuis le retour de la paix et leur aurait imposé la pénible obligation de quitter Milan. Bien qu'enfin la domination autrichienne, prise dans son ensemble, se montrât tolérante et libérale envers eux, ses représentants, cédant à de vieux préjugés de race, leur témoignaient du haut en bas de la hiérarchie un mépris peu propre à les attirer au service de l'empereur. A Vienne, où les Italiens étaient particulièrement mal vus¹, l'impératrice Marie-Thérèse se représentait ses sujets de la Lombardie sous les traits de la superstition et de la fourberie. A Milan, les hauts fonctionnaires allemands gardaient une attitude hautaine qui rappelait celle des Romains envers les peuples conquis². Leur chef, leur comte de Firmian, ne pouvait recevoir un solliciteur sans chercher d'un regard inquiet le poignard qu'il supposait caché sous ses vêtements³. La persistance de ces préventions contribuait à éloigner les jeunes gens des carrières administratives, et à les rendre indifférents ou hostiles aux destinées d'un régime sous lequel leur activité ne trouvait pas d'emploi. — Les seules régions dont les habitants prissent part, au moins comme fonctionnaires, à la vie publique, étaient donc en dernière analyse le Novarais, où leurs talents étaient utilisés par l'esprit pratique des rois de Sardaigne, et surtout le Modénais, où ils remplissaient les cadres d'une administration autonome : le régime français trouvera à Novare son plus grand homme d'État, Prina, et dans le Modénais ses serviteurs les plus capables.

1. VERRI, *Lettere*, I, 15 et 16.

2. GROSLEY, I, 127. Napoléon déclare d'autre part (*Campagnes d'Italie*) que « malgré leur longue domination, ils (les Autrichiens) déplaçaient à cause de leur morgue et de la brutalité de leurs manières ».

3. VERRI, *Scritti varj*, II, App., pp. 7-10. Marie-Thérèse n'avait d'ailleurs jamais visité ses États milanais et Joseph II ne devait y faire que de brèves apparitions (1769-1784-1785).

A part ces deux exceptions, les dominations qui se partageaient l'Italie du Nord semblaient être restées aussi étrangères par leur politique que par leur origine aux peuples, dont elles cherchaient à exploiter les richesses bien plus qu'à gagner l'affection. Elles pouvaient tomber sous une secousse extérieure, sans que leur disparition entraînât de bouleversement profond, comme il arrive dans les pays où la vie de la nation se confond avec l'existence même de l'État. Elles s'opposent par là aux gouvernements issus de la Révolution et fondés, soit sur l'idée de nationalité, soit sur la souveraineté populaire.

III

Elles n'en diffèrent pas moins par leur organisation que par leur principe. L'un des principaux caractères des régimes modernes, c'est leur centralisation territoriale et politique, et par suite le développement excessif de leurs organes d'administration intérieure et de défense extérieure. Ils doivent entretenir en tout temps une double armée, l'une de soldats pour protéger ou étendre les frontières, l'autre, non moins nombreuse, de fonctionnaires civils pour suffire à tous les services publics dont ils assument la charge et prennent le monopole. Ces traits distinctifs de l'État moderne apparaissent déjà dans la France de 1789, où la monarchie avait réuni de puissants moyens d'action et préparé ainsi l'œuvre de la Révolution. Les retrouvera-t-on également dans l'Italie de 1796 ?

L'Autriche, terre classique de la bureaucratie, gouvernait pourtant ses provinces de Lombardie au moyen d'un personnel très restreint, formant un organisme simple et peu coûteux. Au sommet, à Vienne, le premier ministre de la monarchie, décidant en dernier

ressort des affaires, sur les rapports fournis par le « référendaire » d'une chancellerie spéciale appelée « Département d'Italie¹ »; au-dessous, à Milan, un « Gouverneur et capitaine général de la Lombardie », représentant de l'empereur, pris en général parmi les membres de sa famille, pourvu d'une somptueuse dotation, mais réduit à un rôle d'apparat; un « ministre plénipotentiaire », également étranger au pays, exerçant, avec l'assistance de trois secrétaires ou « Consultants », la réalité et les responsabilités du pouvoir²; trois conseils supérieurs d'administration chargés, l'un (*Magistrato camerale*) des affaires économiques, l'autre (*Chambre des comptes*) du contrôle des dépenses, le troisième enfin (*Tribunal suprême de justice*) des attributions d'une cour de cassation³; — à un degré inférieur enfin, et dans chaque chef-lieu de province, un podestat, nommé pour trois ans et choisi parmi les nobles du pays, agent du pouvoir exécutif, représentant du gouvernement et juge en première instance; et à côté de lui un intendant, chef suprême de l'administration financière, étendant sur toute la région le réseau de ses receveurs d'octroi, de ses douaniers ou de ses préposés : tels étaient les rouages peu nombreux, mais bien ajustés, par lesquels l'action gouvernementale se transmettait du centre aux extrémités. Tout ce corps de fonctionnaires ne comptait pas, y compris tous les employés subalternes, plus de 1.000 personnes et ne cou-

1. Sur l'histoire et les transformations de cet organe administratif, cf. CUSANI, III, 304-313.

2. A la veille de la Révolution, le premier ministre impérial était le comte de Kaunitz; la Chancellerie d'Italie avait à sa tête le Tyrolien Spergès; l'archiduc Ferdinand, troisième fils de Marie-Thérèse, avait succédé dans les fonctions de gouverneur à son beau-père François de Modène; enfin le comte de Wilczek avait remplacé (1782) le fameux Firmian comme ministre plénipotentiaire.

3. Le mécanisme de cette administration et spécialement les attributions des conseils sont exposés en détail dans l'ouvrage de VICCHI (pp. 428-442); bons résumés dans LALANDE I, 445, YOUNG (p. 272, *Descrizione*, I, 510 et 536.

tait pas à l'État plus de 3 millions sur un budget global de 15 millions et demi de livres¹; il n'est pas actuellement d'État européen où cette proportion ne soit deux ou trois fois plus élevée.

Dans les domaines vénitiens ou pontificaux, le mécanisme administratif semblait encore plus rudimentaire. — Dans chacune de ses provinces, la Sérénissime République envoyait deux de ses nobles, l'un avec le titre de « Capitaine » et la gestion de ses intérêts militaires et fiscaux, l'autre avec le titre de « Podestat » et la direction des affaires politiques et pénales. Parfois ils emmenaient avec eux, outre quelques « sbires » ou gardes de police, certains auxiliaires spéciaux pour la levée des impôts et l'administration de la justice; mais le nombre total des fonctionnaires venus de la métropole ne dépassait pas 112 pour toute la Terre-Ferme; au-dessous d'eux, les notables du pays assuraient gratuitement, dans des commissions ou magistratures locales, le fonctionnement de la vie publique et économique². — Quant au pape, il déléguait son autorité souveraine à des cardinaux légats, résidant au chef-lieu des trois Légations de Bologne, Ravenne et Ferrare, assistés parfois d'un vice-légat, et nommant dans les principales villes des gouverneurs chargés de maintenir l'ordre public.

Comme on le voit, nulle part les fonctionnaires ne sont assez nombreux pour représenter dans la société une classe au lieu d'une exception, et pour former dans l'État un pouvoir distinct, sous le nom de bureaucratie : de là les difficultés qu'éprouvera plus tard le régime français à improviser un personnel administratif.

Pour constituer un système de défense, il ne rencontrera pas de moindres obstacles dans les habitudes

1. GREPPI (pp. 508 et 522) reproduit le budget et donne le traitement des principaux fonctionnaires.

2. PERINI, *Storia di Verona*, I, livre XLII; TIVARONI, I, 15-21.

du pays. Alors qu'en 1796 les grandes monarchies voisines ont été amenées par les progrès de leur grandeur à développer leurs forces de terre et de mer, les États italiens présentent le spectacle d'une impuissance militaire que tous les contemporains constatent sans paraître la déplorer, et qui fait admettre comme un axiome incontestable l'incapacité guerrière des populations.

Le Piémont, possédant une solide armée, faisait seule exception à la règle générale. A Turin la belle ordonnance de parades comparables à celles de Potsdam ou de Versailles, et dans les campagnes la vue de laboureurs poussant leur charrue en vieux habits d'uniforme¹ donnaient au voyageur l'impression de se trouver dans une monarchie et chez un peuple également militaires². — Le spectacle changeait au delà du Tessin. Les garnisons autrichiennes, dont l'effectif ne dépassait d'ailleurs pas 6.000 hommes, se recrutaient hors de la Lombardie³; la garde urbaine de Milan, seule force nationale organisée, avait pour uniques fonctions d'exhiber les jours de fête son élégante tenue blanche et verte, et d'entretenir en tout temps quelques sentinelles aux portes de la ville et de la municipalité⁴. Si intermittent que parût, dans un corps de 10.000 hommes, ce service de parade et de garde, il représentait le seul effort militaire que le gouvernement pût demander aux populations. Deux tentatives des Français en 1705 et de Marie-Thérèse en 1759 pour les astreindre à la conscription n'avaient abouti qu'à mettre en fuite tous les jeunes gens au delà de la frontière⁵.

1. BARETTI, p. 163.

2. ARCHENHOLZ, cédant à sa manie de dénigrement, trouvait d'ailleurs fort exagérée la réputation militaire du Piémont. « Je suis persuadé, écrivait-il (p. 66), que toute l'armée piémontaise, qui ne passe pas 25.000 hommes, ne tiendrait pas longtemps en rase campagne contre une parade journalière de Berlin. »

3. LALANDE, I, 444.

4. CUSANI, V, 208 seq.

5. CANTU, *Parini*, p. 104.

En 1793, à la veille de l'invasion, l'empereur veut lever parmi eux 1.300 recrues pour compléter les régiments de Caprara et de Belgiojoso, recrutés jusqu'alors par engagements volontaires dans le rebut de ses sujets italiens; malgré l'urgence du péril et la légèreté du sacrifice demandé, les Milanais préfèrent se racheter à prix d'argent¹. Leur répugnance pour le métier des armes est tellement profonde qu'elle leur fait employer en mauvaise part tous les termes courants empruntés à la langue militaire² et qu'elle a gagné jusqu'aux gentilshommes, auxquels la naissance tient ailleurs lieu de vocation. En 1759, le plus actif et le plus intelligent d'entre eux, le comte Pietro Verri, las de sa vie oisive, part pour l'armée de Bohême avec un brevet de capitaine au régiment Clerici; malgré l'intérêt des spectacles qui se déroulent sous ses yeux et la perspective d'une brillante carrière à commencer, il revient dans ses foyers après dix-huit mois, sans avoir cessé dans ses lettres de se plaindre de tout et de tous et de représenter l'armée comme une réunion de vauriens, la guerre comme un jeu de hasard et le métier des armes comme le refuge des désespérés ou des incapables³. L'inaptitude militaire des Lombards est devenue proverbiale en Europe et les fait communément considérer comme « les plus mauvais soldats du monde⁴ ».

S'il était un État intéressé à rester fortement armé, c'était assurément la République de Venise, qui avait à défendre contre de puissants voisins une existence de dix siècles et 1.500 kilomètres de frontières. Nul gouvernement pourtant n'apporte plus de négligence à entretenir un état militaire dont les trois principaux

1. CANTU, *Diplomatici*, p. 9.

2. DE CASTRO, *Milano nel settecento*, p. 180.

3. VERRI, *Lettere*, I, 32, 86, 103 et 105.

4. LANDRIEUX, I, 187.

éléments — armée permanente, milice et flotte — ne représentent plus que des apparences ou des souvenirs. — L'armée est réduite à 13.000 soldats, dont 5.000 Esclavons, recrutés par racolage sur le pavé des villes, mal armés et peu instruits, couverts d'uniformes sales, incapables d'exécuter une manœuvre ou de garder un alignement, bien que soumis depuis 1760 au règlement prussien¹. Sur ce nombre, 3.000 hommes seulement tiennent garnison en Terre-Ferme; à Vérone, à Brescia et à Bergame quelques compagnies d'invalides ou de réguliers servent de garde à des fortifications délabrées² et de thème à des anecdotes peu flatteuses pour leur valeur militaire³. Les officiers, tous étrangers, nobles de province ou fils de soldats, reçoivent une sérieuse instruction militaire à l'« Académie de Vérone », mais ils servent sans ardeur parce qu'ils sont sans avenir et que le gouvernement apprécie en eux leur fidélité politique plus que leurs talents professionnels. — L'armée devrait, il est vrai, être renforcée en temps de guerre par 40.000 bourgeois de Terre-Ferme inscrits sur les contrôles des milices et par les 25 compagnies de cavalerie volontaire que les capitaines gouverneurs seraient tenus de lever parmi les nobles des campagnes; mais ces contingents ne sont jamais convoqués ni exercés; au jour du danger, la valeur indisciplinée des montagnards des vallées servira plus efficacement la cause de la République. — Reste enfin la marine, qui avait fait autrefois la force de Venise et qui aurait pu rester sa sauvegarde: elle semble atteinte de la même décadence que les forces de terre. 8 ou 10 vaisseaux de guerre et quelques vieilles frégates

1. « L'état militaire y est presque anéanti. » (LALANDE, VIII, p. 472); « Sans honneur, sans discipline et sans habits, ce sont les plus pitoyables troupes de l'Italie, sans même en excepter celles du pape. » (ARCHENHOLZ, p. 22.)

2. LALANDE, VIII, 209; LANDRIEUX, I, 329.

3. Rapportées notamment par PILATI, I, 250 et par ARCHENHOLZ, p. 22.

composent une flotte dont les équipages, insuffisants en nombre, sont formés de galériens. Le célèbre arsenal de Venise, qui avait mérité autrefois le titre de « boulevard de la chrétienté contre les Turcs¹ », n'est plus qu'un musée d'art naval rétrospectif, où la construction du moindre navire dure des années².

Depuis le début du siècle d'ailleurs, l'histoire extérieure de la République montre à tous les yeux qu'après avoir été une grande puissance en Europe, elle ne représente plus qu'un grand nom dans l'histoire; elle a trahi elle-même sa faiblesse militaire par sa précipitation à conclure la paix désastreuse de Passarovitz (1718), sa décadence maritime par la nécessité où elle s'est trouvée d'emprunter des vaisseaux pour bombarder Tunis et Alger (1774), son effacement diplomatique enfin par son impuissance à faire respecter son territoire et sa neutralité au cours des guerres de succession d'Espagne, de Pologne et d'Autriche. Aussi son glorieux passé n'en impose-t-il plus à personne; tandis que les étrangers qui la visitent ou les publicistes qui l'étudient enregistrent les progrès de sa chute ou prévoient même sa disparition³, ses chefs naturels avouent que sa précaire indépendance est à la merci de ses voisins; c'est un cadavre politique⁴, et

1. LALANDE, VIII, 391.

2. YOUNG, p. 57. D'après ARCHENHOLZ (p. 20) la seule particularité de l'arsenal, c'est que « toutes les choses nécessaires pour soutenir une guerre sur terre et sur mer sont ici réunies, tandis qu'elles sont dispersées ailleurs ».

3. « Le premier choc sérieux bouleversera Venise. » (YOUNG, p. 279.) — « Il n'est point d'État en Europe dont la décadence soit aussi marquée que celle de la République de Venise », déclare ARCHENHOLZ, p. 27. — « Cette République succombera infailliblement si un ennemi puissant connaît toute sa faiblesse. » (CONDILLAC, *Histoire moderne*, livre IX, chap. III, cité par DARU, VI, 180.)

4. « Nous vivons à l'ombre de la bonne foi de nos voisins, et nous ne subsistons qu'en fuyant toute secousse et en évitant de molester personne. » Paroles du doge Pesaro, citées par MELZI, *Mem.*, I, XVIII. Des déclarations analogues sont attribuées à un autre doge, Paolo Renier. Cf. MASI, p. 242.

non une personnalité vivante que Bonaparte sacrifia aux calculs de son ambition.

De l'autre côté du Pô, le Saint-Père comptait probablement sur ses armes spirituelles pour défendre les Légations en cas de danger, car il n'y entretenait d'ordinaire que 5 à 6.000 mercenaires suisses, juste suffisants pour constituer une force de police, servir de garde aux légats et occuper les ouvrages fortifiés de Ferrare, Fort-Urban et Bologne¹. Malgré son importance, cette dernière ville n'avait qu'une garnison de 500 fantassins et cavaliers dont le rôle se bornait à escorter le cardinal gouverneur et à promener dans les rues leurs uniformes éclatants et leur excellente musique². Lors de la réception de souverains étrangers, la garde bourgeoise prenait les armes, sans autres résultats que d'amuser les badauds par son inexpérience et que de grossir par ses bévues la légende qui s'attachait dès ce moment au terme de « soldats du pape³ ». — L'idée même de guerre ou de résistance armée était d'ailleurs tellement étrangère aux esprits qu'en 1792, lorsque le Sénat, apprenant l'invasion de la Savoie, eut voté un crédit de 120 livres destiné à quelques préparatifs de défense, le gonfalonier ne crut pouvoir mieux employer cette somme qu'en la distribuant aux couvents pour dire des prières⁴ !

Les seuls voisins du pape sur la rive droite du Pô étaient les pacifiques ducs de Modène, auxquels l'exiguïté de leurs États interdisait toute ambition extérieure ; le dernier d'entre eux, Hercule III, renonçant aux coûteux armements entrepris par son prédécesseur

1. ZANOLI, I, p. 2.

2. *Descrizione*, II, 71 ; ARCHENHOLZ, p. 283 ; GORANI, II, 429.

3. P. VERRI raconte notamment (*Lettere*, III, 138) comment, lors du passage de la reine de Naples à Bologne, une sentinelle pontificale, placée au théâtre dans la loge royale, fit partir son fusil en voulant présenter les armes à la prussienne et provoqua ainsi une panique dans l'assistance.

4. MASI, p. 442.

pendant la guerre de Sept ans, avait même fait raser les fortifications de Modène et de la Mirandole et réduit son état militaire à un régiment des Gardes, fort de 1.500 hommes et commandé par des officiers étrangers¹. La Révolution devait, lui aussi, le trouver sans défense.

Sauf en Piémont, tous les gouvernements présentent donc la même faiblesse matérielle, et toutes les populations le spectacle du même affaissement moral. Le régime nouveau issu de la Révolution aura tout à créer pour se pourvoir des organes de défense extérieure nécessaires à un État national. Il lui faudra à la fois improviser des institutions militaires dont les moindres éléments lui font défaut et faire revivre autour de lui des vertus guerrières dont la tradition semble pour toujours perdue. Il rencontrera dans cette entreprise les obstacles des choses, les résistances des hommes, et même les objections de l'incrédulité publique. La réputation des Italiens est si solidement établie en Europe, et même dans leur propre pays, que toute tentative pour les transformer en soldats semble vouée par avance à un échec certain : « J'étais en Italie en 1791, écrit en 1811 un témoin désintéressé et bienveillant, et personne alors n'eût osé soupçonner qu'elle fournirait dix ans plus tard 300.000 hommes. Un prophète qui l'aurait annoncé aurait passé à juste titre pour insensé². » La révélation de la valeur italienne ne devait pas être un des moindres bienfaits de la domination française.

1. GORANI, III, 272.

2. LULLIN DE CHATEAUVIEUX, II, 233. Cf. ARCHENHOLZ, p. 6. « L'Italien moderne est d'un caractère poltron : chez lui, l'esclavage a éteint le plus petit sentiment d'amour et de gloire, cette vertu de ses anciens maîtres. »

IV

Si l'organisation des États modernes paraît parfois trop complexe ou trop coûteuse, le fonctionnement en est au moins toujours assuré ; le développement de la bureaucratie a pour contre-partie la régularité de l'administration. Les anciens gouvernements italiens, ne prêtant pas aux mêmes critiques, ne présentaient pas les mêmes mérites ; l'insuffisance des instruments dont ils disposaient les empêchait de remplir toutes leurs obligations, à commencer par la plus essentielle : la protection de la sécurité individuelle.

Comme le paupérisme, le brigandage est un mal endémique dans l'Italie du dix-huitième siècle. Les guerres qui l'ont désolée, la rigueur des lois fiscales ou douanières, les rixes sanglantes des fêtes de village, la fréquence des crises agricoles, la multiplicité des lieux d'asile, le discrédit des sbires chargés de la police avaient également contribué à rejeter en marge de la société toute une tourbe de déserteurs, de contrebandiers ou de délinquants¹. Aucun moyen de répression ou de prévention, ni l'échafaud dressé en permanence à Milan, où l'on avait vu 73.000 condamnations infamantes en vingt ans et six exécutions capitales en un jour², ni l'activité de commissions extraordinaires mobiles, qui jugeaient sommairement les voleurs de grands chemins, ni même la faculté laissée parfois aux communes de s'armer et de se défendre contre leurs attaques n'avaient pu supprimer ou seulement réduire

1. GORANI, II, 8 et 255 ; BARETTI, p. 15 ; YOUNG, p. 77. D'après VERRI (*Lettere*, IV, 127) un cardinal se rendant en France aurait demandé une escorte pour traverser le Milanais !

2. CUSANI, IV, 9 seq. L'auteur, tout en reconnaissant ce que ces chiffres peuvent avoir d'in vraisemblable, déclare qu'ils ne sont pas exagérés et qu'il les a vérifiés sur les registres judiciaires.

cette armée du crime dont les exploits laissaient de trop visibles traces sur les routes; on n'y rencontrait que croix commémoratives de meurtres à main armée, têtes d'assassins exposées ou cadavres pendus aux arbres¹. Le développement de la criminalité, favorisé par les troubles de la Révolution, devait devenir pendant la période suivante un véritable danger pour l'État.

Si le maintien de l'ordre public est l'office essentiel des gouvernements, il ne doit par leur faire oublier leur tâche proprement administrative, qui consiste à pourvoir aux besoins matériels et moraux des populations. Tous ceux qui régissaient l'Italie, même les meilleurs, remplissaient incomplètement cette partie de leurs attributions. Le gouvernement autrichien, si méritant à d'autres égards, prêtait à la critique par la lenteur de ses actes et l'instabilité de ses institutions. — L'habitude de consulter le premier ministre de la monarchie sur les plus minimes incidents retardait la solution des affaires les plus urgentes². Quand il s'agissait, non plus d'une décision à prendre, mais d'une réforme à accomplir, cette lenteur devenait si manifeste qu'elle avait fini par passer pour « une maxime d'État du cabinet autrichien³ ». La révision du cadastre, ordonnée en 1718, ne se termina qu'en 1759; les lignes de douane entre la Lombardie et les États héréditaires, supprimées en principe dès 1723, ne disparurent en fait qu'en 1768⁴. — Cet excès de prudence contrastait avec la précipitation souvent inconséquente que les chefs du gouvernement apportaient dans leurs continuels essais de

1. *Descrizione*, I, 53; YOUNG, pp. 21 et 40.

2. « Une digue se rompait-elle, il fallait écrire à Vienne, et quand au bout de deux mois, la somme nécessaire était allouée, le dommage était centuple. » (STENDHAL, p. 409.) D'après CUSANI (IV, 56), Firmian aurait même consulté Kaunitz sur l'incendie du théâtre de la Scala (1776).

3. PECCHIO, *Storia della Economia pubblica in Italia* (Turin 1852), p. 90.

4. Cf. dans DE CASTRO, *Milano nel settecento*, pp. 84 et 249 de curieux exemples de cette lenteur à accomplir les réformes.

remaniements administratifs. Leur esprit d'initiative, leur ambition de donner à l'État une forme définitive, la fureur réformatrice de Joseph II leur faisaient à chaque instant créer des magistratures ou des charges nouvelles, dont l'expérience montrait l'inutilité, et dont l'existence n'avait que la durée d'un caprice¹.

Malgré ces légères imperfections, le gouvernement autrichien conservait sur ses voisins une incontestable supériorité; les populations elles-mêmes eurent un jour l'occasion d'en fournir l'irrécusable preuve. Les habitants de la Ghiara d'Adda protestèrent avec la dernière énergie contre un échange partiel de territoire projeté, vers le milieu du siècle, entre la cour de Vienne et la République de Venise, et qui les aurait fait passer sous cette dernière domination². Ce qui motivait leur répugnance à changer de maîtres, c'était moins l'asservissement politique que l'état d'abandon économique où se trouvaient les domaines vénitiens; l'extrême dégradation des routes qui traversaient les campagnes, le déplorable entretien des digues élevées contre les inondations, l'insuffisance du réseau d'irrigations qui aurait pu les féconder trahissaient assez, même pour un observateur superficiel³, l'indifférence de la République au bien-être matériel de ses sujets.

Ce qui n'était au nord du Pô que de la négligence administrative devenait de l'incurie systématique sur l'autre rive du fleuve, et dans les Légations. Plus incapable encore qu'absolu, moins disposé à contester qu'à ignorer les besoins publics, le gouvernement pontifical semblait mettre son amour-propre à traiter par le

1. On trouvera dans VERRI, *Lettere*, IV, 342, une liste de toutes les créations ou suppressions d'emplois décrétées par le Gouvernement autrichien dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. La plupart n'eurent qu'une durée éphémère.

2. YOUNG, p. 278.

3. YOUNG, p. 180. Cf. dans SABATTI, *Quadro statistico del Dipartimento della Mella*, p. 169 et dans MARCHESI, p. 31, un exposé des vices de l'administration vénitienne dans les provinces de Terre-Ferme.

mépris les intérêts de ses administrés, et aggravait les vices de son principe théocratique par les inconvénients de son impéritie¹. La confusion constante et complète des domaines spirituel et temporel; la prépondérance exclusive des ecclésiastiques, maîtres de presque toutes les fonctions publiques, assurés de l'impunité en cas de délit, pourvus d'immunités nombreuses en matière fiscale; l'absence de toute garantie individuelle pour les laïques; une législation confuse, formée des éléments les plus disparates; une justice compliquée dans ses organes, vénale dans ses décisions, barbare dans ses méthodes, faussée par l'abus des juridictions d'exception; le commerce, surtout celui des céréales, entravé par l'abus de la réglementation; l'agriculture paralysée par la règle du droit canon interdisant d'affermir les terres pour plus de trois ans: tels étaient les vices d'un régime considéré communément comme « un des plus mauvais de l'Europe² », et dont le discrédit n'est comparable de nos jours qu'à celui de l'administration turque. Son existence semblait n'avoir d'autre raison d'être que sa longue durée.

De tous les gouvernements italiens, aucun donc ne remplissait la plénitude de sa mission publique. Les plus mauvais pourtant étaient supportés par les populations, et quelques-uns leur ont laissé des regrets. C'est qu'ils présentaient tous, à côté de notoires imperfections, des avantages qu'il importe d'exposer brièvement pour préciser la nature des souvenirs avec lesquels devra compter le régime français. On appréciait dans deux d'entre eux, à Milan et à Modène, leur bonne administration économique, et chez tous les autres, la

1. GORANI, II, p. 468; CALLETTI, *Storia di Forlì*, I, 771. Cf. la relation d'un ambassadeur vénitien au Sénat (1783) citée par MASI, p. 303 seq.

2. « Il est admis que le gouvernement de l'Église est un des plus mauvais en Europe. » (YOUNG, p. 279.)

modération de leurs exigences pécuniaires et leur respect pour les institutions locales.

V

C'était le gouvernement autrichien qui occupait la première place dans l'opinion des contemporains et qui l'a gardée dans l'histoire. Il ne faut chercher les raisons profondes de cette popularité, ni dans l'intérêt qu'il témoigna aux savants et aux artistes¹, ni dans les réformes sociales ou pénales qu'il accorda aux idées humanitaires de l'École philosophique, ni même aux grands travaux d'utilité publique qu'il fit exécuter². Il s'attira surtout la reconnaissance des masses en développant leur prospérité matérielle, soit indirectement par la tranquillité extérieure dont il assura le maintien, soit directement par la réforme fiscale dont il réalisa le bienfait. Les plus humbles ressentirent les effets d'une paix dont la durée seule était une nouveauté, et d'une politique financière qui eut pour résultats d'alléger et d'égaliser les charges publiques. — Les ministres de Marie-Thérèse eurent en effet la hardiesse d'entreprendre et la persévérance de mener à bien une œuvre assez considérable pour illustrer un régime; ils opérèrent la refonte complète du système de contributions. Tout en

1. Création d'une Direction supérieure des études; réforme de l'Université de Pavie (1771) et des Archives d'État (1775); installation au palais de Brera d'un Observatoire (1760), d'une Bibliothèque (1770) et d'une Académie des Beaux-Arts (1776); attribution de pensions à des littérateurs et à des savants.

2. Suppression des douanes intérieures (1763) et des entraves au commerce des grains; établissement d'un réseau de routes et de canaux (1777); uniformité des monnaies des poids et des mesures (1771-1782); on trouvera un exposé complet de l'œuvre réformatrice de Marie-Thérèse et de Joseph II dans CUSANI, IV, chap. XIX, XX, XXI. Résumé dans VERRI, *Lettere*, IV, 382, et V, chap. XXII et XXV, et dans PECCHIO, *op. cit.*, p. 241

régularisant le service de la Dette publique¹, tout en diminuant le poids des taxes indirectes par la suppression des intermédiaires ou fermiers chargés de les lever², ils s'attaquèrent à l'impôt foncier, dont la perception donnait lieu précédemment à d'innombrables abus, et lui firent subir une transformation radicale, conforme à la fois au principe politique de l'égalité des biens devant la loi et au principe économique de la fixité des prélèvements opérés sur les revenus particuliers. Toutes les terres et immeubles, sans distinction de propriétaires, furent d'abord exactement cadastrées, puis évaluées, d'après leur produit moyen, en unités d'une monnaie fictive appelée « écu d'estimation » et égale à 6 livres de Milan, soit à 1.440 deniers. L'impôt portant sur ce capital, supposé inaltérable, il suffisait pour en déterminer le taux de fixer le nombre de deniers à prélever sur chaque écu. Ce chiffre variait aussi peu que possible d'une année à l'autre; il montait à la veille de la Révolution à 28 deniers en moyenne (31 à Milan même) soit au 2 p. 100 du capital nominal. — Il fallut quarante années pour mener à bien une réforme qui touchait à tous les intérêts et nécessitait une suite d'opérations fort délicates; il en sortit du moins un système fiscal assez parfait pour obtenir la reconnaissance des contribuables, l'admiration des économistes³, les éloges mêmes de Napoléon⁴, et pour tra-

1. CUSANI, III, 267 et 280.

2. CUSANI, III, 258, 291, 316 et 333.

3. LALANDE, I, 500 dit du cadastre milanais que « c'est peut-être le seul en Europe qui soit parfait et déterminé ».

4. Dans une discussion incidente sur la contribution foncière, l'empereur dit à ce sujet (au Conseil d'État) : « Votre système d'impositions est le plus mauvais de l'Europe... un simple commis peut d'un seul coup de plume vous surcharger de plusieurs mille francs ! Il n'y a donc plus de propriété. Lorsque j'achète un domaine, je ne sais pas ce que je fais. En Lombardie... il y a un cadastre ; chacun sait ce qu'il doit payer. Le cadastre est invariable. On n'y fait des changements que dans des cas extraordinaires et après un jugement solennel. Si l'on augmente la contribution, chacun en supporte sa

verser presque sans changement toutes les révolutions. — Les quelques inconvénients théoriques que pouvait présenter la fixité de l'impôt foncier étaient en effet largement compensés par les avantages qui en résultaient pour la société, pour les particuliers, pour l'agriculture et pour le gouvernement. — Au point de vue social, la justice fiscale était satisfaite, puisque les charges foncières, autrefois personnelles et maintenant réelles, frappaient tous les biens sans acception de possesseurs, et n'épargnaient que ceux acquis par le clergé avant 1575. — Les contribuables appréciaient dans le nouveau régime la sécurité du lendemain et la certitude de connaître à un denier près le taux de leurs contributions pendant l'année suivante, ou au moins les limites qu'elles ne pourraient dépasser. — En même temps, ils se trouvaient encouragés à augmenter par le travail le revenu de leurs propriétés, puisque l'impôt, restant invariable, devenait proportionnellement plus léger à mesure que leurs revenus s'accroissaient. Pour la même raison; ils avaient autant d'intérêt à défricher un terrain vague, dont l'estimation primitive avait été très basse, qu'à posséder sans les mettre en valeur d'immenses étendues; aucune législation n'était donc plus favorable au développement de la culture intensive. — Le gouvernement y trouvait enfin l'avantage de pouvoir calculer ses revenus annuels avec autant de précision que les contribuables connaissaient leurs charges. En cas de crise ou de besoin urgent, il lui suffisait, pour se procurer les ressources extraordinaires nécessaires, d'élever de quelques deniers le taux habituel de la taxe foncière. Dans un pays agricole, ce système fiscal représentait en un mot une heureuse application du principe de l'impôt sur le revenu. Il complétait et résumait une œuvre administrative qui

part au marc la livre, et peut faire ce calcul dans son cabinet. On sait alors ce qu'on a. Il y a une propriété. » (THIBAUDEAU, *Le Consulat et l'Empire*, II, 430.)

eût été parfaite, si la satisfaction des intérêts matériels eût constitué tout le devoir des gouvernements et l'absence de besoins moraux tout le bonheur des peuples¹.

Les ducs de Modène étaient, après les empereurs, les seuls princes qui se fussent montrés à la hauteur de leurs obligations souveraines. L'exiguïté même de leurs domaines était pour eux un avantage, car elle leur permettait d'en bien connaître les besoins. Bien que sa vie se fût terminée à Milan, François III (1737-1780) avait trouvé le temps, au cours d'un règne de quarante-trois ans, de commencer des réformes que son successeur Hercule III (1780-1796) eut le mérite de poursuivre et de développer. Elles portèrent surtout sur la justice, les cultes, l'enseignement et les finances. En 1771 fut promulgué un code qui passait pour le plus parfait de l'Italie², avec celui du Piémont, et dont une cour de cassation appelée « Conseil supérieur de justice » fut chargée de diriger l'application. — La suppression de 22 couvents, dont les biens servirent à doter un vaste établissement de bienfaisance (1768), ainsi que de nombreuses églises et congrégations, l'adoption de mesures restrictives de la main morte (1767), l'abolition de toute immunité fiscale pour les biens du clergé nouvellement acquis (1768) et peu après la disparition des pouvoirs de l'Inquisition étendirent au duché le mouvement de réformes ecclésiastiques opéré déjà dans les grands États. L'Université de Modène, qui avait jusqu'alors plus d'illustration que de revenus, fut complètement réorganisée en 1772, richement dotée, pourvue de

1. L'histoire de la réforme de l'impôt foncier a été exposée en détail dans l'ouvrage de CARLI, *Il Censimento di Milano*. Le mécanisme et les avantages en ont été résumés par LALANDE, I, 472; PECCHIO, *op. cit.*, p. 90 seq.; CUSANI, III, 226 seq.; GREPPI, p. 117; JACINI, pp. 35, 45, 68 et 131.

2. ROVATTI, 26 mars 1806 (à propos de la promulgation du Code Napoléon).

chaires nouvelles où vinrent professer des savants étrangers, investie d'une autonomie administrative qui lui permettait d'élire les doyens de ses deux facultés ; elle devint rapidement un des centres intellectuels les plus vivants de l'Italie du Nord¹. — Ces réformes partielles des deux derniers ducs furent enfin subordonnées à l'accomplissement d'une œuvre financière qui fit l'unité de leurs règnes et que devait inspirer un esprit d'économie poussé jusqu'à l'avarice². Tout en amassant pour eux-mêmes un Trésor privé de près de 12 millions, tout en faisant exécuter de grands travaux publics, ils maintinrent le budget de l'État en équilibre, et même en excédent, par les résultats de leur politique ecclésiastique comme par la diminution de toutes les dépenses de « magnificence » : l'armée fut ramenée à 1.500 hommes, la représentation diplomatique supprimée, le luxe de la cour réduit au train de maison d'un propriétaire parcimonieux. Comme la Prusse du roi sergent, le duché de Modène accumulait des réserves matérielles et morales qui ne devaient trouver d'emploi que pendant la période suivante. Sans les survivances du moyen âge dont son régime social offrait encore le spectacle, il eût passé pour un État modèle par rapport aux autres ; un publiciste qui le connaissait bien et qui le visitait à la veille de la Révolution résu-mait l'impression de tous lorsqu'il écrivait : « On trouve à Modène ce qu'il est presque impossible de rencontrer ailleurs : liberté, sûreté, police exacte, mais point du tout gênante. La justice y est distribuée avec une impartialité admirable³. »

Si les Modénais étaient les seuls à jouir de ces bien-

1. Les réformes modénaïses sont résumées dans le premier chapitre du livre de BASSI déjà cité.

2. YOUNG, p. 283,

3. GORANI, III, p. 201. Dans le même volume (pp. 180, 214, 233, 279) l'auteur revient à plusieurs reprises sur les réformes accomplies par les ducs.

faits, ils partageaient avec tous leurs voisins l'avantage de payer peu d'impôts. Dans les autres Etats, les gouvernements éprouvaient d'autant moins de besoins pécuniaires qu'ils se reconnaissaient moins d'obligations, de sorte que les populations les plus mal gouvernées se trouvaient par cela même les moins surchargées¹. C'était le cas pour les Etats pontificaux, dont le souverain se montrait « le prince le moins exigeant de l'Europe² » et se bornait à lever sur ses sujets quelques taxes de consommation assez légères pour que personne ne parût s'en plaindre ou même s'en ressentir. C'était aussi, mais avec quelques restrictions, le cas des possessions vénitiennes, où les impôts laissaient à désirer par leur inégalité, leur forme ou leur mode de perception bien plus que par leur poids³. En Lombardie enfin, où le gouvernement demandait davantage aux particuliers parce qu'il assurait avec plus de sollicitude les services publics, les contributions ne paraissaient pas plus onéreuses, étant mieux organisées et réparties. — Partout donc régnait une modération fiscale dont les populations ne devaient sentir pleinement le prix que plus tard et par comparaison avec les exigences des régimes postérieurs. Quelques chiffres, tout approximatifs d'ailleurs⁴, donneront une idée de ces différences. La moyenne des charges publiques par tête d'habitant était en 1796 d'environ 6 fr. 50 dans les Etats du pape, de 8 francs en Venétie et de 11 dans

1. YOUNG, pp. 292, 298, 299, 304.

2. YOUNG, p. 279.

3. « Considéré sous le rapport de l'économie, le gouvernement de Vérone sous la domination vénitienne était un gouvernement modèle. » (PERINI, I, livre XXXIII.) Les inconvénients du système fiscal vénitien ont été exposés par LALANDE, IX, p. 228 et dans un chapitre (*Delle pubbliche gravezze sotto il cessato Dominio veneto*, p. 113), des *Osservazioni sul Dipartimento del Serio* de MAIRONI-DAPONTE.

4. Obtenus en divisant pour chaque Etat le chiffre de la population par celui des contributions, tel qu'il ressort de la *Note à Bonaparte*, citée précédemment (p. 6 note 1).

la Lombardie; elle devait monter à 23 francs dans le premier royaume d'Italie, et elle est encore de 17 fr. 50 dans l'Italie actuelle, plus vaste et relativement moins riche que l'État napoléonien.

Le second et le principal des mérites communs à tous les anciens gouvernements, c'était, après leur modération financière, leur respect, intentionnel ou forcé, pour les institutions locales. Soit indifférence, soit calcul, ils avaient tous laissé subsister dans les villes tombées sous leur domination le vieux régime municipal qui s'y était perpétué depuis le Moyen âge. — Elles étaient en général administrées par un collège héréditaire de nobles qui représentaient la souveraineté de la cité, en déléguaient l'exercice à des commissions permanentes et renouvelables prises dans leur sein, et en étendaient enfin le domaine à tous les services publics autres que la défense extérieure et le maintien de l'ordre intérieur. Conservant ainsi la plupart des attributions dévolues aujourd'hui au pouvoir central, telles que la levée des impôts, la justice civile, la police administrative, la direction des travaux publics ou la surveillance des établissements d'instruction, les villes formaient comme autant de petits États dans l'État.

Leurs privilèges communs étaient plus ou moins étendus selon la diversité des dominations. — Si le gouvernement autrichien, centralisateur par principe, les avait un peu réduits dans les cités de province, il avait conservé à la capitale sa vieille constitution et accordé spontanément aux communes rurales une autonomie administrative plus considérable que dans tous les autres pays de l'Europe. — Milan se gouvernait encore par les mêmes organes que sous le régime espagnol. Un corps de soixante « décurions », où siégeaient héréditairement les chefs des familles nobles, représen-

tait officiellement la ville et proposait annuellement au choix du gouverneur des candidats au conseil des « Douze de provision », commission municipale permanente, ainsi qu'aux postes de « vicaire de provision » et de « lieutenant royal », c'est-à-dire de maire et d'adjoint. En dehors de ce droit de désignation, le souverain ne possédait d'autres prérogatives officielles que celles de mettre son nom sur les édits et son image sur les monnaies. Bien qu'en fait les corps et les magistrats locaux fussent tombés sous la dépendance étroite de la couronne, leur existence n'en représentait pas moins une garantie de liberté, et leur ensemble formait un organisme complet, susceptible de reprendre un rôle politique en cas de chute ou d'affaiblissement du pouvoir central : c'est ce qui devait se réaliser lors de l'invasion française¹. — (Quant aux communes rurales, le gouvernement leur avait donné de lui-même une charte qui est restée un de ses principaux titres de gloire, et qui pouvait d'ailleurs être considérée comme le complément nécessaire de sa réforme fiscale. Du moment qu'il leur abandonnait la disposition d'une fraction de l'impôt foncier, il fallait en effet leur fournir les moyens d'administrer leurs revenus. Ce fut à quoi pourvut le fameux édit du 30 décembre 1755, instituant dans chaque commune un conseil électif de cinq membres, dont trois nommés par les propriétaires (y compris les femmes, votant par procuration), un par les commerçants et boutiquiers, et le dernier par les journaliers et ouvriers agricoles. Assistés d'un chancelier, agent du pouvoir central investi des fonctions d'archiviste et de greffier, ces cinq délégués se réunissaient périodiquement pour gérer les affaires de la commune, choisissaient dans leur sein un syndic, et soumettaient annuellement leurs comptes à une

1. Sur l'organisation municipale de Milan cf. VICCHI, *op. cit.*, pp. 433-452 et CANTU, *Parini*, pp. 188-205.

assemblée plénière des propriétaires. Il était impossible d'imaginer dispositions plus libérales, non seulement pour le temps, mais encore par comparaison avec les âges suivants; concédées par un régime absolu, elles devançaient le dix-neuvième siècle par le principe du suffrage universel et de l'égalité politique, le vingtième même par l'application du referendum et l'attribution du droit de suffrage aux femmes. Elles eurent pour résultats immédiats d'habituer les paysans à discuter leurs affaires, de leur donner ainsi la notion de leur importance sociale et de rapprocher dans la même œuvre administrative toutes les classes de la population. Après avoir régi la Lombardie autrichienne, cette constitution rurale devait être conservée dans ses grandes lignes et étendue à d'autres pays par le régime français¹.

Dans les autres États, l'organisation administrative s'inspirait de principes analogues, mais sans avoir réalisé les mêmes progrès, ni surtout présenter la même uniformité. C'est ainsi qu'à Venise le gouvernement central traitait souvent de manière fort différente des villes très voisines; selon qu'il croyait avoir à redouter ou à ménager leur esprit d'insubordination². Il avait enlevé aux unes, comme Vérone³, la plus grande partie de leurs privilèges, tandis qu'il laissait aux autres une autonomie presque complète. — Brescia notamment gardait, outre ses conseils de nobles, quelques vestiges de son ancienne souveraineté: le droit de se faire représenter dans la métropole par un député-résident, l'interdiction de la propriété immobilière à tout étranger, fût-il noble vénitien, enfin le gouvernement direct des val-

1. PECCHIO, *op. cit.*, p. 99; CUSANI, III, 251; CANTU, *Milano*, I, 180.

2. « Des villes très voisines l'une de l'autre sont souvent, par suite de principes inconnus au reste de l'Europe, traitées d'une manière diamétralement opposée. » (ARCHENHOLZ, p. 54.)

3. LALANDE, IX, 107; PERINI, I, livres X et XV.

lées alpestres relevant de son territoire¹. — Bergame jouissait de franchises presque aussi étendues et possédait même une sorte d'assemblée consultative réunissant tous les mois dans ses murs les représentants de ses 17 vallées². Si le gouvernement s'était montré partout aussi libéral, au lieu d'entretenir entre les villes des jalousies profitables à son influence, l'État vénitien aurait ressemblé à une fédération de républiques urbaines placées sous le protectorat d'une métropole.

C'était d'ailleurs le spectacle que présentaient, sur l'autre rive du Pô, les domaines pontificaux. Absolu par principe, mais tolérant par indifférence, le Saint-Père se faisait pardonner de gouverner mal en gouvernant peu, et laissait d'autant plus volontiers leurs anciennes lois à ses sujets qu'il leur demandait moins de contributions. D'autre part ses légats, ne restant jamais en charge moins de trois ans, se rendaient en fait presque indépendants, passaient parfois tout le temps de leur magistrature sans ouvrir une dépêche de Rome, et finissaient par épouser les sentiments et les préjugés de leurs administrés³.

Aux avantages de cette situation s'ajoutait pour les principales villes des Romagnes celui d'avoir conservé leurs constitutions particulières. Bologne, plus favorisée encore que Milan, passait pour « la seule ville d'Europe qui maintienne la forme républicaine de son gouvernement⁴ », ayant obtenu lors de sa réunion à l'État pontifical (1513) le droit d'entretenir un ambassadeur auprès du pape, traité ainsi en allié plutôt qu'en souverain, l'exemption de tout impôt d'État direct, la promesse de n'être jamais dominée par une citadelle, enfin la conservation de tous les organes et de tous les attri-

1. LALANDE, IX, 198 ; *Descrizione*, II, 560-563 ; DARU, VI, 88, 141.

2. LALANDE, IX, 248-268 ; *Osservazioni sul Serio*, p. 7.

3. FARINI, *La Romagna dal 1796 al 1828* p. 8.

4. ARCHENHOLZ, p. 71.

buts extérieurs de la souveraineté. Elle prenait sur les documents officiels le titre de « République », ou de « nation », inscrivait sur ses monnaies l'image de la liberté et sur ses médailles les lettres fatidiques S. P. Q. B. Son Sénat, conseil héréditaire de 40 nobles, qui ne paraissait en public qu'en costume et avec une escorte de sbires, nommait tous les deux mois un gonfalonier ou représentant officiel de la cité et devait même en principe enregistrer les décisions du légat pour les rendre exécutoires; il y avait donc entre les représentants de la ville et celui du pouvoir central un partage d'attributions évoquant le souvenir du système de la « dyarchie » sous l'Empire romain¹. — Sans doute la volonté impérieuse d'un légat suffisait à rompre ce savant équilibre, et l'on avait vu l'un d'entre eux, le célèbre cardinal Boncompagni, ordonner de sa propre autorité, par un coup d'État qui fit grand bruit (1780), une réforme complète du système fiscal². Mais si les formes anciennes n'étaient pas toujours respectées, leur existence même constituait, à Bologne comme à Milan, une garantie de liberté et pouvait redevenir une réalité dans une période de révolution. Dans les autres centres urbains de la Romagne s'étaient perpétués des privilèges de même ordre, quoique de moindre importance³.

Aussi bien le régime politique de l'Italie du Nord était-il caractérisé, non seulement dans les États du pape, mais encore dans la diversité des autres domi-

1. On trouvera un exposé détaillé de la constitution bolonaise dans GORANI, II, 458-462 et dans MASI, pp. 47-60. Un mémoire postérieur (*Le Accuse delle Romagne*) qui résumait en 1859 les griefs du pays contre le Saint-Siège, contenait ce passage : « Avant la Révolution, l'État pontifical se composait, selon les expressions du P. Ventura, d'autant de petites Républiques plus ou moins démocratiques, qui jusqu'à un certain point se gouvernaient et s'administraient elles-mêmes sous la tutelle du père commun des fidèles. L'État pontifical était plus patriarcal que monarchique. »

2. MASI, p. 307.

3. Sur le régime municipal dans le Modénais, cf. GORANI, III, 255-257.

nations, par le contraste que présentaient la force des institutions locales et la faiblesse des gouvernements centraux. Soumise partout à l'autorité morale, légale et héréditaire de ses grandes familles, partout investie de la gestion de ses intérêts financiers et économiques, la cité formait, avec de simples différences de degré, un État et comme un monde à part, se suffisant à lui-même; elle représentait dans l'organisme social la seule cellule vivante, sans doute parce qu'elle en était la cellule primitive. — Tout au contraire, les gouvernements, dont l'origine était le plus souvent récente ou étrangère, le siège parfois lointain, l'autorité plus arbitraire qu'étendue, apparaissaient comme sans racines et sans moyens d'action, dépourvus à la fois des qualités nécessaires pour se confondre avec les populations ou pour s'imposer à elles, destinés à succomber au premier choc extérieur; ils ne faisaient pas corps avec la nation et n'étaient même pas en mesure de la défendre.

Rien n'était plus opposé à ce régime que l'idéal politique poursuivi par la Révolution française dans tous les pays où elle portait ses armes. Quand elle tentera de fonder en Italie un État national, démocratique, centralisé et puissamment armé, elle ne rencontrera donc que des obstacles dans les institutions existantes. Devait-elle trouver dans l'état des esprits des conditions plus favorables à l'accomplissement de son œuvre ?

CHAPITRE III

L'ANCIEN RÉGIME LES HOMMES ET LES IDÉES

- I. Circonstances défavorables à l'accomplissement d'une révolution : les éléments de conservation. — Indifférence politique, instinctive dans le peuple, raisonnée dans les classes éclairées : ses causes et ses manifestations. — Le patriotisme local est le seul sentiment collectif que connaissent les masses.
- II. Circonstances défavorables à l'établissement du régime moderne. — Absence d'esprit public, absence d'esprit national. — Pas de sentiment de la communauté ethnique, ni de l'indépendance politique, ni de l'unité territoriale.
- III. Circonstances favorables à l'accomplissement d'une révolution : les éléments de transformation. — Rivalités sociales : les déclassés, les jeunes gens et les intellectuels prêts à participer à un bouleversement, les membres des professions libérales à en profiter et les propriétaires à s'y résigner. — Rivalités locales : dans certaines villes, elles réunissent toute la population contre l'ordre établi.
- IV. Circonstances favorables à l'établissement du régime moderne. — Les talents et les vertus individuelles. — Malgré sa décadence, l'Italie conserve encore quelques germes de rénovation ; aux yeux de ses habitants, elle représente une expression géographique, de grands souvenirs historiques et une glorieuse civilisation.

La situation morale de l'Italie à la fin de l'ancien régime explique en grande partie son histoire au cours de l'invasion française. Quelles étaient donc en 1796, d'une part les habitudes et les traditions qui la rattachaient au passé, d'autre part les aspirations secrètes et les besoins nouveaux qui lui faisaient désirer la

transformation de l'ordre social et politique ? Déterminer l'importance respective et les principaux représentants de ces deux groupes de forces morales adverses, c'est mesurer le concours qu'apporteront ou la résistance que pourront opposer les Italiens à l'œuvre révolutionnaire.

I

Les idées de conservation semblent au premier abord prédominantes chez eux. Elles se réduisent d'ailleurs à deux sentiments assez simples, mais universellement répandus, parce qu'ils répondent aux deux traits caractéristiques des institutions : ce sont l'indifférence politique produite par l'instabilité ou l'impuissance des gouvernements centraux, et le patriotisme municipal développé et entretenu par la vitalité persistante des gouvernements locaux. Toutes les manifestations de la vie publique procèdent de ces deux inclinations dominantes.

L'indifférence politique commune à toutes les classes sociales régnait sans partage dans l'âme populaire, dominée par les intérêts matériels, accoutumée depuis des siècles à la servitude, habituée à considérer dans la succession mobile des dominations étrangères leurs exigences pécuniaires bien plus que leur nature ou leur légitimité. Ce sentiment avait trouvé sa formule la plus expressive dans la réponse d'un laboureur lombard, à qui l'on demandait pendant la guerre de succession d'Espagne s'il faisait des vœux pour les Impériaux ou les Franco-Espagnols : « Quel que soit, dit-il, le propriétaire futur de la maison, nous lui paierons le loyer¹. » Les adages courants où se résume la philosophie du peuple témoignent de la même indifférence et

1. Cité par TIVARONI, I, 29.

de la même résignation : « Vive la France ou vive l'Espagne, pourvu que nous trouvions notre subsistance » semble la devise des Mantouans¹. « Rester en repos et peu payer », tel est l'idéal des Ferrarais². Celui des Milanais tient dans cette maxime : « Gardons le régime que nous avons, puisque nous l'avons³. » — Cette indifférence réelle s'alliait d'ailleurs avec un loyalisme de surface qui se traduisait par d'expressives démonstrations extérieures : la population de Milan avait rempli les églises en apprenant la maladie de Marie-Thérèse, salué de ses acclamations la visite de son fils Joseph (1769) et accompagné de ses regrets le départ pour Vienne de son neveu l'archiduc Ferdinand, gouverneur de la Lombardie (1777)⁴. En réalité, les peuples se montraient conservateurs par intérêt ou habitude plus que par fidélité, respectaient dans leurs gouvernements leur force et leur durée plus que leurs mérites, et préféraient leurs abus à leur disparition, par crainte des bouleversements inséparables des changements de souveraineté. — Cette appréhension de l'inconnu exerçait un tel empire sur les âmes qu'elle se traduisait par un misonéisme universel et s'étendait à tous les domaines⁵. A Milan, on avait vu la basse classe maudire les mesures économiques qui abaissaient d'un tiers le prix du pain⁶, déplorer la disparition du Sénat, haute cour de justice dont elle n'avait connu que le brutal esprit de répression⁷, condamner en bloc toute l'œuvre de Joseph II, blâmer même l'abolition

1. ARRIVABENE, *Memorie*, I, 23.

2. Rapport du secrétaire général du département du Bas-Pô au Vice-Président le 22 janv. 1804 (Arch. Milan, 28).

3. DE CASTRO, *Milano e la Repubblica cisalpina*, p. 4.

4. VERRI, *Lettere*, IV, 133 et *Scritti varj*, II, App., p. 9.

5. « Dans un pays alangui et soumis depuis plusieurs siècles toute innovation du prince se heurte à la répugnance publique. » (VERRI, *Scritti varj*, II, App., p. 6).

6. VERRI, *Lettere*, IV, 9 et 66.

7. *Ibid.*, IV, 369.

des cruautés inutiles dans la procédure criminelle¹; le Sénat lui-même s'élever contre la suppression de la torture, proposée par le gouvernement (1775); enfin les délégués des villes lombardes, convoqués par Léopold II pour lui exprimer leurs vœux, se borner à demander le retour aux institutions de Marie-Thérèse, modifiées et en partie améliorées par les réformes de son fils, et repousser comme trop audacieux le projet pourtant bien timide de garanties civiles et de représentation nationale proposé par Pietro Verri². Découragé par ce spectacle, celui-ci déclarera en 1796 que Milan « est fait pour un gouvernement despotique et que son seul espoir doit se réduire à tomber sur un despote éclairé³ ». On chercherait en vain les éléments d'une révolution politique dans une population animée d'un pareil esprit⁴.

Une révolution sociale apparaît-elle comme plus vraisemblable? et les masses se laisseront-elles, comme en France, entraîner par leurs griefs contre les privilégiés dans la lutte de la bourgeoisie contre le pouvoir? En Italie au contraire, elles n'ont cessé de vivre en bon accord avec les classes supérieures. Au lieu de devenir odieux ou incommodes, les nobles ont conservé partout leur popularité : à la ville, où ils passent l'hiver, par l'amenité de leur abord et l'utilité de leur rôle comme administrateurs de la commune, protecteurs nés des œuvres pies, chefs d'une clientèle volontaire, patrons d'une nombreuse domesticité; sur leurs terres, où ils résident l'été, par leurs relations constantes et familières avec leurs métayers, par les services qu'ils leur rendent, les avances qu'ils leur consentent, et

1. VERRI, *Lettere*, IV, 204.

2. *Ibid.*, IV, 109-111.

3. *Ibid.*, IV, 255; cf. II, 277.

4. « Je ne pense pas qu'il y ait en Europe une nation plus soumise, plus prompte à obéir et plus attachée à ses maîtres. » (BARETTI, p. 7.)

les risques qu'ils partagent avec eux¹. Toujours présents et toujours actifs au milieu des populations urbaines ou rurales, ils exercent une tutelle que la disparition des droits féodaux a cessé de rendre onéreuse et ils ont gardé leur autorité morale, parce qu'ils sont restés fidèles à leur rôle historique. Les bouleversements révolutionnaires ne feront qu'affermir leur situation au lieu de l'ébranler.

S'ils ne vivent pas comme les gens du peuple, ils pensent comme eux. La seule différence entre ceux qui suivent l'opinion et ceux qui pourraient la faire, c'est que l'indifférence à la politique, instinctive chez les premiers, est devenue chez les seconds une conviction réfléchie et même un principe de conduite. Ceux-ci estiment en effet que les affaires de l'État, étrangères et supérieures aux intérêts particuliers, forment un domaine réservé aux souverains et interdit à leurs sujets : « Avant la Révolution, écrit un historien de l'esprit public italien², la politique était regardée comme l'occupation exclusive des cabinets; c'était une maxime reçue que les bons citoyens, au lieu de s'en mêler, n'avaient qu'à s'occuper de leurs propres affaires, et à se contenter de leur félicité domestique. » « Nos pères, déclarait avec une sévérité peut-être exagérée le plus clairvoyant des penseurs contemporains, nos pères ne nous ont laissé comme règle de conduite

1. « En Italie, les nobles ne sont pas mal vus du peuple, et n'encourent pas son aversion, parce qu'ils ne sont ni tyrans ni inhumains », déclare VERRI (*Lettere*, IV, 213) qui constatera plus tard (IV, 227), d'accord avec LULLIN DE CHATEAUVIEUX (II, 219-220), que l'invasion française resserre au lieu de les relâcher les liens qui les unissent aux paysans. GORANI, après avoir reconnu l'affabilité et la modération des nobles de Modène, ajoute (III, 202) : « Cet éloge s'étend généralement aux nobles de toutes les villes de la Lombardie. » — Mêmes dispositions d'esprit dans les Romagnes FABRI, p. 21) et en pays vénitien (LALANDE, VIII, 458). Enfin EICHNOLTZ (II, 213) se déclare frappé de l'absence de morgue et de la facilité d'abord qu'il remarque chez les princes romains et napolitains.

2. TORELLI dans les *Pensieri sull' Italia da un anonimo Lombardo*, p. 19 (Paris, 1846).

que la soumission décorée du nom honorable de prudence ¹. » Plusieurs causes contribuent à expliquer cette disposition des esprits : les agréments du climat et de la vie mondaine, si propres à endormir les activités ²; un sentiment d'impuissance en face des dominations étrangères, si promptes à châtier les rares tentatives faites pour les combattre; l'aversion pour les voyages, et par suite l'impossibilité d'utiles comparaisons avec des pays d'opinion comme l'Angleterre et la France; enfin l'insuffisance de la presse, c'est-à-dire du plus efficace instrument d'émancipation intellectuelle. — Partout celle-ci est soumise à une double censure politique et religieuse qui la réduit à l'insignifiance ³. A Milan le seul périodique qui parût jusqu'en 1772 ne contenait guère que des faits divers. Ceux qui lui font ensuite concurrence, en ajoutant à son programme la publication de nouvelles littéraires ou politiques, les donnent incomplètes ou tardives et n'arrivent dans les provinces que deux fois par semaine : le principal d'entre eux ne devait annoncer qu'au bout de quinze jours la mort de Louis XVI ⁴.

Privés ainsi de tout moyen d'élargir et d'étendre leurs idées, confinés dans le cercle étroit de leurs intérêts locaux et de leur félicité présente, les Italiens de la classe aisée se désintéressent des grands événements qui s'accomplissent ou surtout qui se préparent autour et au-dessus d'eux; à force de les tenir pour indifférents, ils en arrivent à considérer l'ordre établi comme éternel, et ils atteignent l'extrême quiétude dans l'extrême insouciance. En 1787, l'auteur d'une *Philo-*

1. VERRI, *Scritti varj*, II, App., p. 17.

2. Sur l'apathie italienne, nombreux témoignages dans VERRI, *Lettere* IV, 254; GRIOSI, I, 360; MIOT DE MELITO, *Mémoires*, I, 126; FARINI, p. 11; MASI, pp. 61-63.

3. Sur les conditions de la presse en Lombardie, cf. DE CASTRO, *Milano nel settecento*, pp. 258 seq. et 335-345 et CANTU, *Parini*, p. 158.

4. *Pensieri da un anonimo Lombardo*, p. 20; cf. ARRIVABENE, p. 23.

sophie de l'Histoire publiée à Milan annonce gravement que les gouvernements actuels dureront plus de siècles que n'en a connu l'antiquité et mourront probablement de vieillesse ¹. En 1790, au début de la Révolution française, Pietro Verri limite d'avance son action extérieure aux changements que son exemple entraînera dans la constitution intérieure des cantons suisses ². Plus tard, quand les nouvelles de Paris excitent en Europe une inquiétude universelle, les Italiens semblent les seuls à ne pas en soupçonner la gravité; nulle part dans leurs écrits, même dans les correspondances privées où ils parlent en toute liberté, on ne trouve une allusion aux dangers dont la Révolution menace leur pays ³; lorsqu'elle débordera au delà des Alpes pour devenir conquérante, les Milanais ne songeaient pas plus à la France qu'« au Japon ⁴ ». Pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle, toutes les manifestations de la vie publique se réduisent, soit aux pièces de circonstances où les poètes locaux célèbrent les louanges ou les événements domestiques des familles régnantes, soit aux conversations de café où les habitués commentent les nouvelles du jour ⁵.

Dès lors, au milieu de cette universelle atonie morale, n'y a-t-il plus place dans les âmes que pour un seul sentiment actif et vivant. De même que dans la diversité et la succession des gouvernements la cité est restée le seul organisme durable, de même dans la confusion et l'incertitude des esprits l'idée municipale est devenue la seule passion maîtresse, le seul ressort moral efficace. On a vu par quelles racines pro-

1. MASI, p. 436.

2. VERRI, *Scritti varj*, II, App., p. 1.

3. VICCHI, p. 205; MASI, p. 63; CANTU, *Parini*, p. 229 (note); DE CASTRO, *Milano nel settecento*, p. 331.

4. STENDHAL, p. 410.

5. CANTU, *Parini*, p. 81; DE CASTRO, *Milano nel settecento*, pp. 141, 176, 349 et 380.

fondes elle plongeait dans le passé et par quel ensemble de circonstances favorables elle se perpétuait dans le présent. Entretenue par toutes les conditions de l'existence publique ou privée, elle avait pris peu à peu la force aveugle d'un instinct, et le caractère ardent et exclusif qui distingue d'ordinaire le patriotisme national; elle s'exprime par les mêmes mots et se manifeste par les mêmes sentiments. Dans ses lettres privées, Pietro Verri applique à l'Italie l'expression géographique de « pays » (*paesè*) et réserve le terme de *patria* pour désigner Milan¹, marquant ainsi que sa ville natale est seule à ses yeux le centre de sa vie morale. — S'il est vrai d'autre part qu'une patrie soit constituée par des inclinations communes bien plus que par un territoire nettement délimité, il n'est pas une cité italienne qui ne mérite ce titre: les habitants de chacune d'elles, se croyant seuls au monde, détestent foncièrement ceux des centres voisins; malgré l'uniformité relative de la langue et la brièveté des distances, elles sont séparées les unes des autres par la même distance morale, parfois les mêmes préjugés, que les grandes puissances rivales de l'Europe, la France et l'Angleterre, ou la Prusse et l'Autriche. Les Milanais sont jaloués par leurs voisins de Novare² et de Bergame; les tranquilles Véronais méprisés par les énergiques habitants de Brescia; les citoyens de Venise exécrés par leurs sujets de la Terre-ferme en général³. De l'autre côté du Pô, Reggio et Modène, si rapprochées par la nature, se trouvent divisées par d'irréductibles incompatibilités de caractère et d'inconciliables prétentions à la primauté⁴. Bologne supporte impatiemment la domination pontificale, et depuis des

1. VERRI, *Lettere*, II, 218.

2. Sur les préventions contre les Piémontais, cf. DE CASTRO, *Milano e la Repubblica cisalpina*, p. 48 et TIVARONI, I, 530.

3. YOUNG, p. 277 et ARCHENHOLZ, p. 24.

4. BASSI, pp. 4 et 25.

siècles, les petites cités de la Romagne vivent entre elles sur le pied de guerre¹. Il faudrait passer en revue toutes les régions de l'Italie pour faire le dénombrement de ces animosités municipales; elles sont assez puissantes pour tenir lieu de principes de conduite dans les luttes internationales et les guerres civiles; il avait toujours suffi en effet qu'une ville embrassât un parti pour que sa rivale soutint avec la même ardeur la cause contraire².

Des deux forces morales qui se partagent la domination des âmes italiennes, aucune ne semble donc devoir contribuer au succès d'une révolution. — L'une, qui est l'amour du plaisir, aboutit à l'horreur de la politique, au besoin de tranquillité à tout prix, à la répugnance instinctive pour tout changement et même tout progrès. — L'autre, qui est l'esprit de clocher, et qui se traduit par l'égoïsme municipal, peut devenir entre les mains des novateurs une arme à double tranchant, car l'ordre de choses établi rencontre des partisans dans les villes qu'il favorise, aussi bien que des adversaires dans celles qu'il néglige. Livrés à eux-mêmes, les Italiens paraissent impuissants à modifier seuls leur régime territorial et politique.

II

A défaut du ressort moral nécessaire pour renverser ou transformer les anciennes dominations, possè-

1. « Deux peuples séparés par l'Atlantique ne seraient pas d'une humeur plus diverse que le Bolognais et le Ferrarais. » Rapport du secrétaire général du Bas-Pô au Vice-Président du 21 janv. 1804, Arch. Milan; 28). Cf. sur ces antipathies FARINI, p. 19. seq.

2. « L'Italien... ne songe à ses voisins que pour s'en méfier ou pour les haïr. Depuis le moyen âge, chaque ville exècre la ville voisine. » (STENDHAL, p. 64.) « Le Vénitien et le Milanais se détestent autant que des gens très gais et très bons peuvent se détester. Ces haines générales et réciproques sont le trait marquant des villes d'Italie. » (*Ibid.*, p. 382.)

dent ils au moins les qualités suffisantes pour soutenir, servir et faire prospérer un nouveau gouvernement, fondé par la force étrangère, mais abandonné ensuite à leur direction? Ils semblent, en raison des mêmes défauts de caractère et des mêmes lacunes intellectuelles, aussi mal préparés à cette seconde tâche qu'ils étaient inhabiles à la première. Il leur manque pour la mener à bien l'esprit public, qui permet aux peuples de se régir eux-mêmes, et le sentiment national, qui est la condition essentielle de leur existence.

Sous le terme un peu vague d'« esprit public » on réunit d'ordinaire l'ensemble des qualités politiques dont la passion du bien commun est le principe : l'art de le discerner dans la confusion des événements critiques et la divergence des inclinations particulières, l'habitude de lui sacrifier les intérêts personnels ou locaux, et enfin l'équilibre moral qui préserve des entraînements irréfléchis. Ce sont là des vertus qui ne s'acquièrent qu'avec le temps, par la pratique des gouvernements libres ou au moins par une forte éducation collective. C'est assez dire qu'on ne pouvait s'attendre à les rencontrer chez un peuple auquel un long asservissement politique et intellectuel n'avait laissé que l'égoïsme local ou individuel comme règle de conduite¹. Cette lacune du caractère national, difficile à discerner dans les temps de calme et d'absolutisme, devait forcément se révéler dans les agitations d'un régime d'opinion. Au cours de la période révolutionnaire et impériale, on verra les Italiens, dominés par leurs vieilles habitudes; déplorer leurs malheurs sans travailler à y remédier; attendre de tous, sauf d'eux-mêmes, l'amélioration de leur sort; accepter et rejeter avec une égale ardeur les dominations qui se succéderont sur leur sol; passer sans cesse de

1. VERRI, *Lettere*, II, 116; ARCHENHOLZ, pp. 5 et 6; MASI, p. 65.

l'apathie à l'exaltation, de l'espérance au découragement, de l'extrême crédulité à l'extrême scepticisme; accueillir sans contrôle les nouvelles les plus invraisemblables, et se refuser à admettre les réalités les plus évidentes; former sous la main de leurs maîtres comme une matière mouvante, impossible à saisir et à fixer; se comporter en un mot comme un peuple mineur et destiné à rester longtemps en tutelle.

L'amour de la patrie commune pouvait-il au moins suppléer chez eux à ce défaut d'expérience politique? Il faut, pour répondre à cette question, examiner les trois éléments qui semblent composer l'idée de nationalité, et représenter les formes successives qu'elle traverse avant de trouver sa pleine réalisation : la conscience de la communauté ethnique — le besoin de l'indépendance politique — et enfin le désir de l'unité territoriale.

Le premier de ces sentiments était nécessairement le plus répandu, car il répondait à un fait géographique évident et n'exigeait aucun effort pour se satisfaire. Bien des préjugés, fondés sur les divisions politiques de la Péninsule avaient pourtant contribué à en rendre la notion obscure et le domaine incertain. — Bien que les limites naturelles de l'Italie eussent été marquées par la nature et fixées dès le quatorzième siècle par les vers fameux de Pétrarque, les hommes du dix-huitième regardaient le Piémont comme un État de nationalité indécise, et les souverains mêmes du pays le qualifiaient dans un document officiel, d'« intermédiaire entre la France et l'Italie ¹ ». — L'esprit particulariste de la République de Venise et l'étendue de ses possessions d'outre-mer lui avaient valu également la réputation d'une puissance à moitié étrangère. — Enfin la région méridionale de la Péninsule, et en particulier la

1. Cité par TIVARONI, I, 525.

Sicile, étaient séparées de la plaine du Pô par une telle distance morale et physique qu'elles semblaient aux yeux des gens du nord appartenir à un autre monde. — D'autre part, les différences de dialectes, de régions naturelles et de dominations politiques avaient superposé aux animosités entre villes voisines des antipathies plus générales entre les habitants des principaux États historiques. Elles allaient parfois jusqu'à la haine ouverte et presque toujours jusqu'à la réserve méfiante. Un Lombard regardait les Piémontais, les Vénitiens, les Romagnols ou les Génois, non comme des compatriotes, mais comme des étrangers au même titre que les Anglais et les Français¹. Une anecdote rapportée et probablement arrangée par Pietro Verri illustre de façon bien significative ce singulier état d'esprit. Un étranger de bonne mine entre un jour dans un café de Milan et lie conversation avec son voisin qui lui demande d'abord : « N'êtes vous pas étranger ? — Non, monsieur, répond-il. — Alors vous êtes Milanais ? — Non plus. » Stupeur des habitués, qui demandent l'explication de ces répliques contradictoires. « Je suis Italien, dit alors l'inconnu, ou plutôt l'auteur en élevant la voix, et un Italien n'est pas plus étranger en Italie qu'un Français en France, un Anglais en Angleterre, et ainsi de suite². » Les idées du temps faisaient donc une hardiesse, presque un paradoxe, d'une profession de foi qui nous paraîtrait aujourd'hui trop banale pour mériter même d'être exprimée !

Avec de semblables dispositions d'esprit, les Italiens pouvaient-ils éprouver le désir ou simplement conserver la notion de l'indépendance ? Le mot même

1. Une lettre d'un haut fonctionnaire milanais, datée du 10 mars 1796 et reproduite par GREPPI, p. 131, compare l'Italie à un « habit d'arlequin, où personne ne se souvient plus d'avoir fait partie d'une grande nation ».

2. Article inséré dans le journal *Il Caffè* sous ce titre *Della Patria degli Italiani* et reproduit dans les *Scritti varj* de VERRI, II, 106.

d' « étranger » a perdu à leurs yeux son sens véritable puisqu'ils l'appliquent à tous ceux qui n'appartiennent ni à leur cité, ni à leur province. Depuis le Moyen âge d'ailleurs, leur histoire n'est faite que de continues interventions extérieures, plus souvent sollicitées que repoussées. Au dix-septième siècle, et dans la première moitié du dix-huitième, les grandes luttes européennes dont ils sont l'enjeu semblent effacer en eux toute trace de personnalité nationale, et leur inspirer au contraire le besoin de s'extérioriser, de chercher au delà des Alpes un protecteur et un maître. Dans les villes, ils se divisent en deux camps selon qu'ils font des vœux pour l'Autriche ou pour la France; seule, l'Italie n'a pas de parti¹. Pendant la guerre de Sept ans, qui ne les intéresse qu'indirectement, ils forment à l'empereur et au roi de Prusse une clientèle volontaire, et discutent à perte de vue dans les cafés sur les mérites de leurs patrons respectifs². — L'attitude des Lombards envers leurs maîtres passagers n'est pas moins significative que ces habitudes de vasselage moral. Ils accueillent en conquérants et non en libérateurs les Piémontais, qui occupent un instant leur capitale pendant la guerre de succession de Pologne (1735-1738) et ils ne cachent pas leurs regrets pour la domination autrichienne³. Plus tard, au début des guerres de la Révolution, les premières défaites de Victor-Amédée luttant contre la France ne seront qu'un sujet de raillerie pour les Milanais. Si la nationalité des rois

1. ARRIVABENE, I, 23.

2. GROSLEY, I, 244 et 335, et II, 77.

3. D'après la *Descrizione*, I, 417, les nobles milanais craignaient par-dessus tout de voir leur ville occupée par le roi de Sardaigne qui, en y transférant la capitale de ses États, aurait mis fin à leur autonomie administrative. D'après GROSLEY, I, 130 « les Lombards se plaignent qu'il n'y ait plus de guerre chez eux pour y porter l'argent de la France, de l'Espagne et de l'Allemagne; ce sentiment est bien plus fort que celui exprimé par le sonnet de Filicaja ». Sur l'indifférence du pays aux changements de domination. Cf. CANTU, *Parini*, p. 186.

de Sardaigne ne constitue pas un titre à leurs sympathies, celle de la Maison d'Autriche est encore moins un grief à leurs yeux ; ils lui reprochent parfois les abus de son administration, mais ne songent jamais à discuter son principe. On chercherait en vain une allusion, même lointaine, à cette question dans les œuvres des plus éminents publicistes du temps, qu'ils s'appellent Beccaria, Carli, Frisi ou Verri ; dans les lettres privées où ce dernier exhale en toute liberté les plaintes d'un talent méconnu et porte une critique inexorable sur les hommes et les idées de son temps, nulle phrase ou même nulle expression ne trahit le regret de voir des Italiens gouvernés par des Allemands ou le désir d'une autre domination : l'ambition de l'auteur se réduit à obtenir certaines garanties civiles ou administratives¹. Pour lui comme pour ses contemporains, il existe des questions politiques, mais il ne semble pas qu'il y ait de question nationale.

L'indépendance politique étant la condition de l'unité territoriale, comment les Italiens éprouveraient-ils le besoin de celle-ci après avoir perdu la notion de celle-là ? Leurs sentiments à cet égard sont assez malaisés à pénétrer, parce qu'ils rentrent dans cette catégorie d'idées grandioses et démesurées, qui, même reconnues impraticables par les sages, sommeillent à l'état d'obscurs instincts dans les profondeurs de l'âme populaire et se laissent plutôt deviner qu'atteindre. D'autre part les historiens modernes en ont rendu l'étude plus difficile, car le souci de montrer la continuité de la tradition unitaire les a parfois entraînés à prêter à leurs ancêtres les espérances de leurs contemporains². — On verra plus loin comment l'unité italienne

1. VERRI, *Scritti varj*, II, *App.*, p. 20 seq.

2. On trouve à cet égard un curieux aveu dans l'ouvrage d'un historien dont on ne saurait suspecter le patriotisme. Après avoir

était restée une réalité dans le domaine de l'esprit; mais si l'on ne l'examine que sous sa forme politique et que l'on s'en tienne aux textes, il ne semble pas qu'elle ait été considérée comme réalisable ou même comme désirable, par les très rares écrivains qui en ont prononcé le nom. A part Alfieri, qui contredit plus qu'il ne représente ses compatriotes, ceux-ci n'en parlent jamais que comme d'une hypothèse. C'est Barretti, Piémontais fixé à Londres, expliquant l'infériorité économique de son pays par son morcellement politique et hasardant à ce sujet cette timide supposition que les Italiens tireraient un meilleur parti des richesses du sol, s'ils étaient « réunis en un seul peuple, soumis à un seul gouvernement ». C'est le fameux abbé napolitain Galiani, déclarant, sous forme de préterition, que les Anglais pourront arriver un jour au degré de grandeur que les Italiens avaient atteint autrefois, et qu'ils atteindraient encore s'ils formaient une seule monarchie¹. C'est enfin un voyageur français, l'abbé Coyer, écrivant ces lignes prophétiques : « Il importe peut-être au repos de l'Europe que l'Italie reste divisée comme elle l'est entre différentes souverainetés; car si toutes tombaient au pouvoir d'un seul et que ce monarque eût la rage et le génie des conquêtes, que ne tenterait-il pas avec tous les moyens qu'il trouverait dans un tel pays² ? » Il est à remarquer que les auteurs de ces prophéties, bien enveloppées, d'ailleurs, sont, ou un étranger, ou des Italiens ayant

exposé comment en 1796 les gouvernements provisoires nommés par Bonaparte en Émilie se réunirent en un seul État, l'auteur de la *Storia di Milano* termine son récit par cette réflexion : « C'est à eux qu'est donc due la première idée de l'unité et de l'indépendance italienne : idée que les politiciens d'aujourd'hui font sottement remonter à Dante, à Galéas Visconti, à Machiavel et à d'autres hommes illustres qui de leur temps ne l'avaient certainement pas et ne pouvaient pas l'avoir. » (CUSANI, V, 57.)

1. TIVARONI, I, 525-526.

2. COYER, II, 174.

vécu assez longtemps hors de leur pays pour en avoir perdu de vue les divisions morales. Ceux qui y sont restés sont frappés par ce qui en sépare bien plus que par ce qui en réunit les habitants. Il semble que ce doive être aussi l'impression d'un observateur sans parti pris, et que dans l'Italie morale, les « forces centrifuges » apparaissent pour longtemps prépondérantes. Les provinces qui la composent ne pourraient ni se rapprocher, ni surtout rester unies sans le secours permanent d'une force extérieure¹.

A la fin du dix-huitième siècle, les Italiens n'étaient donc pas encore mûrs pour une révolution. Trop attachés à leur bien-être, trop insensibles aux imperfections de leur régime pour désirer un changement, trop dépourvus d'esprit public et d'esprit national pour se gouverner eux-mêmes, ils semblaient destinés à rester dans un éternel état de minorité politique.

III

Malgré leurs dispositions défavorables, la France révolutionnaire devait accomplir dans leur pays une tâche qui eût été impossible sans leur concours. C'est par ses armes, mais avec leur aide, qu'elle renversera en quelques mois les anciennes dominations. C'est sous son protectorat, mais au moyen d'un personnel national qu'elle installera chez eux et fera durer dix-sept ans un régime moderne et centralisé. Pour expli-

1. L'impression générale est résumée par ARCHENHOLZ. Les membres des États italiens, dit-il (p. 5) « se regardent comme autant de nations séparées; on ne saurait en conséquence jamais espérer une union sincère et durable entre eux. Jamais les Français et les Anglais ne se sont haïs aussi cordialement que les Génois, les Florentins, les Napolitains et les Romains. Cette haine n'est point un sentiment particulier au peuple : les personnes de qualité... la font éclater publiquement, et de la façon la plus indécente ».

quer leur participation à cette œuvre de destruction révolutionnaire et de reconstruction administrative, il faut pénétrer plus avant dans l'étude de leur caractère. Il faut rechercher sous leur optimisme extérieur les griefs secrets, les désirs méconnus, les aspirations contenues qui attendaient une occasion pour se satisfaire; il faut découvrir sous leurs imperfections intellectuelles et morales les ressources cachées et les énergies latentes que les circonstances seules avaient empêché jusqu'alors de se manifester.

Les régimes les plus populaires n'ayant jamais satisfait tout le monde, les gouvernements italiens, fondés sur la conquête, ne pouvaient échapper à la règle; malgré l'indifférence apparente de leurs sujets, ils n'avaient pas été en état de s'établir ou de durer sans faire un certain nombre de mécontents, divisés en deux grandes catégories d'après la nature de leurs griefs, le but de leurs efforts et la force de leur opposition. — D'une part, et dans tous les États de l'Italie supérieure, la classe moyenne supportait impatiemment la prépondérance des privilégiés, et entretenait la sourde ambition de jouer dans l'État un rôle en rapport avec ses mérites. — D'autre part, et dans certaines cités déterminées, la population tout entière témoignait une hostilité ouverte à la domination du pouvoir central, et aspirait, soit à recouvrer son ancienne indépendance, soit à obtenir l'égalité de droits avec la métropole. — Les rivalités politiques entre villes devaient assurer à la cause révolutionnaire des centres de propagande, et les rivalités sociales entre classes lui recruter une armée, dont il faut maintenant tenter de dénombrer les éléments.

À l'avant-garde de cette armée se plaçaient d'abord les trois groupes d'hommes que l'on voit en général figurer en tête de tous les mouvements d'opposition, parce qu'ils y cherchent un moyen de satisfaire, les

uns leurs convoitises, les autres leur idéal, et les derniers les ardeurs de leur âge. C'étaient les déclassés de toute catégorie, les hommes de pensée et enfin les jeunes gens. — Les premiers comptaient dans leurs rangs des aventuriers politiques en quête d'une fortune à faire, tels qu'alors le comte Gorani, et surtout des bourgeois ou même des privilégiés que leur incapacité, leur malechance ou leurs fautes avaient rejetés en marge de leur profession ou de leur ordre : avocats sans causes, médecins sans malades, négociants sans clients, moines sans vocation, prêtres ou nobles accusés de manquements à la discipline de l'Église ou à l'honneur aristocratique. Se voyant méprisés et se croyant méconnus, ayant tout à gagner et rien à perdre à un bouleversement, ils apporteront dans le mouvement révolutionnaire une ardeur de destruction et une absence de scrupules qui devaient tour à tour le servir et le compromettre. C'est à eux sans doute que s'appliqueront les jugements sévères de l'adjudant général Landrieux, chargé de coordonner leurs efforts au début de l'invasion, ou la boutade du général Kilmaine, qui comptait parmi les principales conquêtes de la France au delà des monts celle du « coquinisme italien¹ ». Leur audace faisait illusion sur leur nombre, et leur influence, prépondérante dans les premiers temps de l'invasion, était destinée à décliner à mesure que la Révolution prendrait des formes et une organisation régulière.

Un second contingent de révolutionnaires, d'une inexpérience égale, mais d'une valeur morale bien supérieure, devait se recruter dans le monde des professeurs, des savants, des artistes, des médecins, des publicistes, et en général de tous ceux qu'on désignerait de nos jours sous le nom d'« intellectuels ». La

1. LANDRIEUX, I, p. 109. Cf. LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX, *Mémoires*, II, 393.

lecture des ouvrages de la philosophie française, la séduction des principes d'égalité et de liberté qu'ils y trouvaient proclamés, peut-être aussi le légitime désir de mettre leur mérite en valeur, avaient fait d'eux des adversaires des privilèges ou des abus, et des partisans tout désignés pour une révolution. Ils en représenteront l'élément le plus désintéressé, puisqu'ils obéissaient à des idées abstraites, et en même temps le plus dangereux, puisque leur expérience n'égalait pas leur autorité morale. Confinés jusqu'alors dans les travaux de l'esprit, remplis de lumières et d'ignorance comme des gens qui ont beaucoup pensé et peu vécu, portés à croire que tout ce qui paraissait philosophiquement vrai était politiquement praticable, ils étaient destinés à tomber dans les exagérations naturelles aux théoriciens et à approuver même, par principe, des excès auxquels répugnait leur caractère; assagis par le spectacle des événements ils se retireront de la politique active, une fois la première effervescence révolutionnaire passée, et trouveront dans les corps savants ou les hautes fonctions honorifiques de l'État un meilleur emploi de leurs talents.

Dans les luttes politiques futures, les jeunes gens de la classe aisée allaient en grande majorité se ranger aux côtés des déclassés et des intellectuels¹, non seulement parce qu'ils partageaient les convoitises des uns et les illusions des autres, mais surtout pour satisfaire les penchants de leur âge, l'enthousiasme des idées nouvelles, l'impatience de l'inconnu, le besoin impérieux d'émotions et d'activité². C'est à eux sur-

1. « On appelle patriotes les partisans de la France, c'est-à-dire d'un gouvernement démocratique... A ce parti appartient une grande partie de la jeunesse italienne ainsi qu'un grand nombre d'hommes de loi. » (ROVATTI, 3 oct. 1796.)

2. « Tous les jeunes gens cultivés n'aspiraient qu'à la République : les uns par principe, les autres pour avoir plus de liberté dans leurs mœurs, les plus savants pour parvenir jeunes aux plus hautes charges de l'État. » (MORRI, de Reggio, 1796.)

tout que s'applique le mot de Joseph de Maistre sur ce peuple italien qui « s'ennuyait depuis cent ans ¹ ». Fatigués d'une existence effacée et monotone, « accablés sous l'énorme poids du rien », beaucoup d'entre eux s'élanceront avec l'énergie de « ressorts comprimés ² » dans un mouvement dont ils rechercheront les orages plus qu'ils n'en pénétreront le sens.

Ces trois groupes de mécontents représentaient des éléments d'agitation plutôt qu'un parti d'opposition et de gouvernement; divers d'origine, unis seulement par de communes animosités et une égale ardeur dans les sentiments, ils ne possédaient ni la force numérique, ni surtout l'autorité morale nécessaires, soit pour renverser les anciennes souverainetés, soit pour fonder un nouveau régime. — Les imperfections de l'ordre social ou économique leur donnèrent heureusement pour alliés toute une catégorie d'hommes de caractère plus calme et de réputation mieux assise, propres à former le parti modéré de la Révolution dans les temps de crise, à occuper le pouvoir dans la période d'organisation, et à devenir ainsi l'élément générateur du nouveau régime. C'étaient les membres de la classe moyenne proprement dite, les bourgeois adonnés aux professions libérales. Secrètement jaloux des privilèges nobiliaires et impatients de jouer un rôle, ils devaient naturellement seconder, sinon provoquer, un mouvement qui renverserait à leur profit la hiérarchie établie. Les plus influents d'entre eux étaient les gens de robe ou *legali*, avocats, juges ou procureurs. Instruits et actifs, mais écartés par leur

1. JOSEPH DE MAISTRE, *Lettres et opuscules inédits*, I, 24.

2. « Notre vivacité, n'ayant pas d'objet intéressant, ne fait que nous agiter tumultueusement, et finit par s'exhaler en petites passions. Nous sommes des ressorts comprimés, sans cesse agissant sous la main qui nous comprime ». Lettre de P. Verri à l'abbé Morellet (MORELLET, *Mémoires*, I, 170).

naissance des grandes charges de l'État et même des fonctions municipales, ils souffraient plus que les autres roturiers de leur position subordonnée¹; préparés par la pratique des intérêts privés à la gestion des affaires publiques, ils présentaient toutes les qualités nécessaires pour former les cadres administratifs d'un régime démocratique. — Les mêmes ambitions devaient également rallier en grand nombre aux idées nouvelles des médecins, toujours influents sur la classe populaire, et des négociants, appelés à retirer le principal profit du déplacement de fortunes qui signale toujours les révolutions politiques². Dans le Milanais surtout, ceux-ci trouvaient dans leurs intérêts présents des griefs contre la domination autrichienne et de sérieux motifs de souhaiter sa disparition. Elle pesait sur eux plus lourdement que sur les autres classes de la société par les lignes de douane dont elle les entourait de tous côtés, par des mesures de réglementation et de prohibition qui paralysaient leurs initiatives, par un système protectionniste qui tendait à sacrifier sans cesse les fabriques lombardes à l'industrie autrichienne et à favoriser le port de Trieste au détriment de Venise : toutes leurs démarches pour la rendre plus libérale à cet égard n'avaient abouti qu'à des résultats incomplets. D'autre part, elle perpétuait pour eux un isolement géographique par lequel ils restaient enfermés dans d'étroites

1. Une délibération du Directoire (25 juillet 1796) sur les décisions à prendre au sujet des territoires conquis en Italie contient cette remarque sur la Lombardie : « On ne voit guère à la tête du mouvement révolutionnaire que ceux qui étaient faits par leurs talents, leur naissance ou leur richesse pour occuper les places du gouvernement et de l'administration, et qui les voyaient occuper par des Allemands. » (Aff. Etr. *Mém. Doc.*, Italie 12.) Cf. à ce sujet dans VERRI, *Lettere*, II, 163 et 198, les difficultés rencontrées par les jeunes Milanais de bonne famille pour trouver une position.

2. Cf. dans VERRI, *Lettere*, IV, 238, la composition des premières administrations révolutionnaires à Milan : elles comprenaient surtout des avocats, des médecins, des libraires et des négociants.

limites, sans libre communication avec la mer. Un remaniement de la carte, dont une révolution était la condition nécessaire, pouvait seule leur permettre de trouver des débouchés par l'élargissement de leurs frontières¹.

De même enfin que, dans la France de 1789, une partie de la noblesse et du clergé avait fait cause commune avec le Tiers état, de même, dans l'Italie de 1796, la classe moyenne devait avoir pour alliés politiques les éléments inférieurs des ordres privilégiés. — Certains cadets de famille, sacrifiés à leurs aînés par la constitution de l'ancienne société féodale, étaient acquis d'avance à toute révolution qui en ferait disparaître les inégalités. Beaucoup de prêtres honorables s'étaient laissé gagner par les doctrines jansénistes, qui venaient de se réveiller en Italie à Pavie et à Pistoia et d'inspirer en France la constitution civile du clergé. Le triomphe des idées démocratiques dans l'État leur paraissait devoir s'étendre à l'Église, où elles auraient pour effet de limiter les richesses de l'épiscopat et les pouvoirs trop absolus du Saint-Père².

Derrière cette réunion d'avocats, de médecins, de négociants, de nobles éclairés et de prêtres libéraux, propres à former le gros du parti modéré, se trouvait enfin une classe d'hommes destinée à leur servir d'arrière-garde et de réserve. C'étaient les grands propriétaires, hostiles d'abord à la Révolution, mais qui devaient s'y rallier comme à un fait accompli, par intérêt personnel, par instinct d'opportunisme, et d'après ce principe, cher aux Italiens du dix-huitième siècle, que la sagesse politique consiste à se plier à toutes les situations, pour en tirer le meilleur parti possible.

1. Ce point a été particulièrement mis en lumière par ROTA, chap. II, pp. 65-143.

2. BOTTA, livre I. L'auteur fait dans ce livre un dénombrement détaillé et précis des diverses catégories des partisans des innovations.

Tels étaient, séparés peut-être plus nettement qu'ils ne l'apparaissaient en réalité avant l'invasion française, les futurs partisans des idées révolutionnaires. Partagés en deux fractions principales, répondant à la division partout établie entre avancés et modérés, ils interviendront tous à leur heure dans les affaires publiques. L'ancien régime sera renversé par les déclassés, qui lui livreront le premier assaut, par les intellectuels, qui dresseront le programme de la société future, par les jeunes gens, qui formeront la garde de la Révolution ; le nouveau sera fondé avec l'assistance de la classe moyenne, qui exercera le pouvoir et des propriétaires, qui rempliront les assemblées délibératives.

Quelle que fût leur ardeur, les novateurs ne représentaient dans le pays qu'une minorité isolée et noyée au milieu des éléments de conservation. Ils seraient restés impuissants s'ils n'avaient pu, dans certains endroits déterminés, assembler autour d'eux et réunir contre l'ancien régime les masses populaires et les privilégiés. Cette union morale de toute la population, les rivalités entre classes semblaient la rendre impossible, mais les rivalités entre villes allaient la réaliser dans celles où le patriotisme local l'emportait sur les préjugés sociaux. Quelques-unes d'entre elles supportaient impatiemment la domination du pouvoir central, parce qu'elles aspiraient à une existence séparée ou prétendaient au moins à l'égalité de droits avec la métropole. Dans les États du pape, Bologne, fidèle au souvenir de sa vieille souveraineté, gardait rancune à la cour de Rome du coup d'État absolutiste opéré en 1780 par le légat Boncompagni¹ ; dans les Duchés, Reggio ne pouvait se résigner à n'être plus qu'une ville de province.

1. GORANI (II, p. 468) prédisait que « le jour où l'Italie s'indignera de porter des fers aussi humiliants, la ville de Bologne lui donnera l'exemple du courage ». Sur la Romagne, cf. FARINI, p. 17.

alors que sa rivale Modène était devenue la seule capitale¹; dans les domaines vénitiens, les nobles de Bergame, de Brescia et de Crema ne pardonnaient pas à la capitale leur exclusion des emplois, et l'humiliante sujétion où elle les tenait. Ces trois villes ou groupes de villes devaient d'un accord unanime se déclarer pour la Révolution, non en raison de ses principes, mais par le seul fait qu'elle servait leurs revendications en combattant leurs gouvernements². A l'approche des armées françaises, elles deviendront le foyer d'une agitation dont les idées démocratiques seront le prétexte et l'affranchissement politique le but; elles donneront par leur initiative l'impression d'un irrésistible mouvement d'opinion et entraîneront par leur exemple les régions environnantes. L'égoïsme municipal, si funeste d'autre part aux intérêts communs, aura donc pour premier effet de fixer et de traduire en actes les mécontentements latents, les aspirations secrètes, les impatiences mal contenues qui n'auraient pu se manifester sans trouver des centres de propagande, des défenseurs résolus et des chefs autorisés.

IV

S'il suffit d'initiatives hardies pour renverser un régime caduc, il faut des capacités éprouvées ou au

1. A Reggio le chroniqueur MOTTI passe en revue toutes les classes qui s'étaient prononcées pour la Révolution en indiquant le mobile auquel obéissait chacune d'elles. Les nobles espéraient que leur ville redeviendrait souveraine et qu'ils en auraient le gouvernement.

2. « On n'y manquait pas de gens (en Italie) qui désiraient changer de gouvernement : les uns, comme l'universalité de la Terre-Ferme de Venise, parce que leur gouvernement était devenu intolérable, et il leur paraissait tel, même avant notre révolution... Les autres, comme les Lombards... les Mantouans, les sujets du pape et du duc de Modène, ne s'inquiétaient guère si leur gouvernement était bon ou mauvais, ou si celui qu'on leur offrait était meilleur ou pire : ils espéraient tous, et chacun en particulier, qu'un changement leur ferait gagner quelque chose. Il n'y eut jamais ombre de patriotisme dans les pays que je viens de citer ». (LANDRIEUX, I, 110.)

moins des dévouements durables pour fonder un gouvernement nouveau. Où les trouver dans un pays qui manquait à la fois d'expérience politique et d'esprit national ? Il y avait heureusement dans la nation italienne, malgré son affaissement apparent, des réserves intellectuelles et morales dont la nécessité devait révéler l'existence et indiquer l'emploi.

Pauvre en grandes idées et en grandes passions, l'Italie était demeurée du moins riche en hommes de talent, savants, économistes, philosophes ou même poètes, qui, s'élevant par leur valeur au-dessus de la médiocrité universelle, attestaient par leur nombre l'antique fécondité de la race, et donnaient même par leur activité l'illusion d'une « troisième Renaissance¹ ». La liste en serait trop longue pour être seulement ébauchée. Dans le domaine de l'esprit, où ils restaient confinés, le défaut d'inspiration et l'absence d'un milieu favorable les empêchaient de donner leur pleine mesure ; appliqués aux affaires publiques, leurs dons naturels pouvaient rendre d'éminents services. — Au-dessous et à quelque distance de cette élite, d'autres hommes déployaient dans les emplois financiers, les offices de judicature et les chaires des Universités des qualités professionnelles que l'expérience transformerait en solides capacités administratives. Les uns et les autres étaient également propres à honorer et à servir le nouveau régime.

Les mœurs du pays se prêtaient d'ailleurs par certaines particularités à l'établissement d'une nouvelle forme de société et de gouvernement. Les innovations politiques s'accompliront sans résistance chez un peuple accoutumé à la soumission, et les réformes sociales elles-mêmes s'opéreront sans bouleversement

1. C'est le titre (*Il terzo Risorgimento*) donné par un historien italien, GUERZONI, à une étude sur le mouvement littéraire dans la seconde moitié du dix-huitième siècle (Vérone, 1877).

dans un pays préparé par ses habitudes à les recevoir. En Italie, en effet, les mœurs étaient en avance sur les lois, les pauvres se montraient sans envie comme les nobles sans morgue, les rapports mutuels étaient empreints d'une familiarité qui rapprochait les personnes sans confondre les classes; la société semblait déjà démocratique par ses manières, si elle restait encore aristocratique par sa structure. — Il n'était pas enfin jusqu'à la renaissance militaire de l'Italie, si malaisée au premier abord, qui ne dût être facilitée par les ressources morales cachées dans les âmes populaires. Sans doute la jeunesse noble ou bourgeoise avait perdu dans la mollesse de son existence les qualités d'énergie nécessaires au métier des armes; mais les paysans, rompus aux fatigues par le dur labeur des champs, soustraits par l'isolement de la vie rurale aux douceurs de la civilisation, animés encore des passions violentes qui distinguaient autrefois leur race, possédaient les qualités requises pour faire d'excellents soldats quand la force aurait surmonté leur répugnance au service obligatoire et la discipline transformé en courage réfléchi l'ardeur de leur tempérament. Il y avait plus qu'un paradoxe dans cette boutade d'Alfieri qui, pour montrer que « la plante humaine naît plus vigoureuse en Italie qu'ailleurs » en donnait comme preuve la fréquence des crimes, des rixes et des actes de violence¹. Il devait suffire d'une forte éducation militaire pour faire revivre cette « valeur italienne » dont la renaissance devait être pour les intéressés eux-mêmes un objet de stupéfaction.

L'administration et l'armée ne sauraient suffire à assurer l'existence d'un État; il faut encore que ces ressorts matériels de l'action publique soient remontés, tendus et soutenus par ce principe moral qu'on appelle

1. *Il principe e le lettere*, p. 325, cité par STENDHAL, p. 149; BARETTI, p. 9.

le patriotisme et qui représente chez les nations la volonté de vivre. On a vu plus haut quelles en avaient été les dégradations dans la conscience publique ; mais si ce sentiment s'y était déformé, il n'en avait pas disparu ; il y aurait autant d'injustice à en contester la survivance que d'exagération à en affirmer la vitalité. L'amour de la patrie avait perdu sans doute la force d'un principe d'action et la précision d'un idéal politique, mais il se perpétuait dans les esprits sous la forme d'un ensemble de notions, d'instincts et de regrets propres à le faire renaître un jour dans toute sa plénitude ; le patriotisme semblait passagèrement éteint, mais ses conditions d'existence lui avaient survécu. Le grand nom d'Italie représentait encore pour les habitants de ce pays une expression géographique — de glorieux souvenirs historiques — et enfin une civilisation originale et supérieure.

Le nom d'Italie est d'abord une expression géographique et possède de ce fait une vertu propre, malgré l'acception défavorable donnée à ce terme par Metternich. Il désigne en effet un territoire nettement délimité par la nature, s'applique à une race distincte par sa langue, et sans répondre à une réalité politique, il représente ainsi des notions aussi concrètes que les mots de France, d'Angleterre ou d'Allemagne ; prononcé au cours de la conversation, il évoque des images analogues. Quand un pays apparaît à ses habitants comme une individualité géographique, il est bien près de devenir à leurs yeux une personne morale. Cette transformation s'opère journellement chez les poètes de circonstance, toujours attentifs à faire figurer dans leurs œuvres l'Italie sous la forme d'une femme, triste ou joyeuse suivant les cas. Elle tend aussi, en vertu de la logique intérieure du langage, à se réaliser dans les âmes populaires, et à placer une idée commune à l'arrière-plan de leurs consciences.

Pour les esprits cultivés, l'Italie représente encore le plus glorieux passé dont puisse s'enorgueillir une nation ; dans l'antiquité, en effet, elle avait assujéti par les armes et transformé par sa civilisation les peuples mêmes qui devaient plus tard la prendre pour théâtre de leurs rivalités et pour objet de leurs convoitises. — Ces grands souvenirs restent dans les mémoires, prêts à se transformer selon les occasions en regrets, puis en espérances. L'orgueil de descendre, par une filiation d'ailleurs incertaine, des anciens maîtres du monde a contribué plus que toute autre cause à entretenir chez les Italiens la conscience de leur personnalité nationale. Cet obscur sentiment pénètre leur vie morale, se manifeste rarement par des témoignages écrits, mais apparaît aux contemporains comme assez puissant pour que Bonaparte croie plus tard devoir l'invoquer toutes les fois qu'il voudra faire vibrer en eux la corde sensible¹.

L'Italie est restée enfin une civilisation ; depuis le fin de sa grandeur politique, c'est le titre le plus éclatant qu'elle possède au respect de ses enfants. L'unification, qui n'a jamais pu se réaliser dans l'ordre territorial, est depuis longtemps un fait accompli dans le domaine de l'esprit ; consacrée autrefois par une incontestable primauté littéraire et artistique, elle s'accuse encore par l'emploi d'une langue commune, que diversifie sans doute la survivance des dialectes locaux, mais que des chefs-d'œuvre ont illustrée et fixée. S'il n'y a pas de nation italienne au sens politique du terme, il existe une littérature italienne ayant des caractères

1. Mme de Staël observait que « les habitants de Rome, en écoutant les vers d'Alfieri, applaudissaient aux hommages donnés aux actions et aux sentiments des anciens Romains comme si cela les regardait encore ». — Bonaparte en envoyant le général Gentili dans les îles vénitiennes lui faisait cette recommandation : « Ne manquez pas dans vos proclamations de leur parler de la Grèce et de Rome. »

propres, des moyens d'expression distincts et une frontière précise. Les mots d'« Italie » et d'« Italien », si rares dans les documents officiels et sous la plume des hommes d'État, reviennent au contraire fréquemment dans les œuvres et la correspondance privée des hommes de lettres, si indifférents pourtant aux affaires publiques. Par un phénomène analogue à celui que l'on constate alors en Allemagne, il semble donc que les liens des intelligences se soient resserrés à mesure que ceux des États se relâchaient, et que l'on doive voir dans l'union des esprits une forme détournée du patriotisme.

De cette brève analyse des sentiments parfois contradictoires coexistant dans l'âme italienne, il ressort que l'idée nationale avait gardé toute sa vitalité sous sa forme géographique, historique ou intellectuelle, mais que dans l'ordre politique elle s'était peu à peu appauvrie, vidée pour ainsi dire de ses notions concrètes et de ses principes d'action. Résumer les causes de cette décadence, c'est indiquer les conditions nécessaires pour amener une renaissance et une réaction. — Elle s'expliquait d'abord par ce fait que les Italiens, vivant isolés dans leur pays, en contact et en conflit permanent les uns avec les autres, n'apercevaient que leurs divisions intestines sans remarquer les différences beaucoup plus profondes qui les séparaient des nations étrangères. La première intervention armée d'une puissance voisine devait les ramener à une plus juste appréciation des choses et réveiller chez eux, par le spectacle des mêmes contrastes avec l'ennemi et par l'ardeur des même révoltes contre ses violences, la conscience de leur communauté de race et d'intérêts.

Une seconde cause avait contribué à l'affaiblissement du patriotisme italien : depuis deux siècles il n'avait trouvé ni objet, ni emploi, et il subissait le sort des idées qui, faute de se satisfaire par des réalités, s'effa-

cent et disparaissent peu à peu de la conscience. Toutes les aspirations qu'il résumait, tous les sentiments d'orgueil ou de solidarité dont il était la source avaient cherché des dérivatifs dans les souvenirs de l'histoire ou les travaux de la pensée. La fondation d'un État national aurait seule pu leur fournir un idéal tangible et précis; mais les divisions morales des Italiens et la force des dominations étrangères rendaient cette entreprise tellement malaisée qu'elle paraissait chimérique. — Du jour au lendemain la France, par la seule vertu de ses armes, fera de cette chimère un fait accompli; elle en prouvera la possibilité par l'existence, en fondant sur le principe de la nationalité un état unifié placé sous son protectorat; quelque incomplète que doive être son œuvre, elle donnera ainsi un corps, un but, un centre aux espérances qui sommeillaient dans les âmes et elle les fixera en un sentiment de patriotisme assez durable pour survivre à son action. Ce sera là le grand bienfait de sa domination.

On vient de passer en revue les forces morales avec lesquelles elle aura à compter pour accomplir son œuvre en Italie. Il reste maintenant à en étudier le jeu dans les événements.

CHAPITRE IV¹

BONAPARTE EN ITALIE (1796-1797)

Grandes divisions de la période révolutionnaire (1796-1802).

- I. La conquête (avril-octobre 1796). — Entrée de Bonaparte à Milan (15 mai). — Premières impressions des habitants : surprise, curiosité et sympathie. — Réaction morale occasionnée par la crainte de l'avenir, les exigences militaires, les excès des révolutionnaires locaux. — Réaction armée dans les campagnes : révolte et châtement de Pavie (23-26 mai). — Extension de l'invasion française au territoire vénitien, puis aux Légations (juin). — A Reggio, un mouvement révolutionnaire spontané (août) amène la chute du gouvernement ducal modénais (octobre).
- II. Les gouvernements provisoires (octobre 1796-avril 1797). — En

1. Les principales sources imprimées à consulter pour cette période sont : d'abord la *Correspondance officielle* de Napoléon I^{er} qui nous fait connaître les mobiles, les directions et le développement de la politique de Bonaparte en Italie ; puis la *Raccolta degli ordini ed avvisi stati pubblicati dopo il cessato Governo austriaco* (Milan, Veladini, 1801, 9 vol. in-f^o) important recueil contemporain qui contient tous les actes officiels (proclamations, arrêtés ou lois) publiés à Milan de 1796 à 1801. Pour le séjour des Français à Milan, les lettres de Paolo GREPPI, insérées dans le troisième volume (pp. 1-123) de l'ouvrage qui lui a été consacré (*La Rivoluzione francese nel carteggio di un osservatore italiano*, par Giuseppe GREPPI, Milan, 1904, 3 vol.) ; celles de Pietro VERRI (*Lettere*, IV, 208-247) ; enfin dans le même tome (pp. 381-434) la relation de l'invasion écrite par le même auteur sous le titre de *Storia dell' invasione dei Francesi repubblicani nel Milanese*, 1796, constituant également des témoignages très précieux. — On consultera enfin avec fruit comme composés d'après des sources originales : les ouvrages de CUSANI (t. IV et V), de DE CASTRO (*Milano e la Repubblica cisalpina*, Milan, 1879), de ZANOLINI et de BASSI qui ont été indiqués dans la Bibliographie générale placée en tête du volume ; enfin R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe* (Paris, 1911), chap. V, VI, VII, IX et X, et GAFFAREL, *Bonaparte et les Républiques italiennes* (Paris, 1895).

Émilie ceux de Bologne, Ferrare, Modène et Reggio s'unissent d'abord militairement au congrès de Modène (16 octobre), puis politiquement au congrès de Reggio (27 décembre) en une République cispadane, qui reçoit peu après (1^{er} mars 1797) une constitution démocratique ; enthousiasme produit par ces manifestations. — En Lombardie, continuation du provisoire, mais établissement d'une « Administration centrale » et d'une « Légion lombarde ». — Mouvement des esprits et formation des partis : révolutionnaires avancés, libéraux modérés et réactionnaires ; attitude de Bonaparte à leur égard. — Les réfugiés politiques à Milan, leur activité. — La Terre-Ferme vénitienne ; révolte de Bergame et de Brescia contre la domination de la métropole (mars). — Réaction rurale ; les « Pâques véronaises » (17-18 avril) déterminent Bonaparte à occuper Venise et à renverser son gouvernement.

III. La concentration des territoires conquis (avril-novembre 1797). — Morcellement consacré par les préliminaires de Leoben : les trois républiques vénitienne, cispadane et lombarde. — Bonaparte réunit les deux dernières en une République cisalpine (mai-juin), qu'il dote d'une constitution démocratique, et dont il célèbre la naissance par une fête de la Fédération (9 juillet). — Paix de Campo-Formio et départ de Bonaparte de l'Italie (novembre).

L'Italie du Nord s'immobilisait dans les cadres politiques et sociaux où elle vivait depuis deux siècles quand elle subit le premier contre-coup de la Révolution française. Avant d'en recevoir une organisation nouvelle et une forme durable, elle devait traverser une ère d'invasions et d'agitations intérieures au cours de laquelle l'ancien régime disparut sans que le nouveau parvint à s'asseoir, et qui se partage en quatre périodes principales. — Pendant la première (mai 1796-octobre 1797) Bonaparte forme un État démocratique avec les territoires occupés par ses armées. — Pendant la seconde (octobre 1797-mai 1799) réunie souvent avec la précédente sous la dénomination commune de *Triennio*, cette République naissante s'essaie à l'existence politique. — Elle succombe ensuite pendant une troisième période, dite des « Treize mois » sous un retour offensif de la coalition européenne. — Elle ressuscite enfin après Marengo (juin 1800), mais sous une forme provisoire, jusqu'au moment où la Consulte de

Lyon lui donnera enfin (janvier 1802) des institutions définitives.

Sans raconter en détail l'histoire troublée de ces six années, il importe au moins d'en fixer les grandes lignes et les résultats, et de montrer, par les destructions qui y ont été opérées, comme elle préparait l'œuvre de reconstruction qui commence en 1802.

I

Depuis ses premières victoires, Bonaparte dirigea en maître souverain les destinées de l'Italie. Pour la transformer, il fut amené successivement à renverser les dominations existantes, à instituer à leur place des gouvernements provisoires séparés, enfin à fondre leurs anciens domaines en une République unitaire et démocratique. La conquête (avril-octobre 1796); — l'organisation (octobre 1796-avril 1797); — la réunion (avril-octobre 1797); telles furent donc les étapes et les phases de son œuvre.

Après avoir imposé la paix au roi de Sardaigne et la neutralité aux ducs de Parme et de Modène, après s'être assuré par la manœuvre de Lodi (10 mai) la possession de la Lombardie, Bonaparte se dirigea sur la capitale, évacuée le 8 par l'archiduc Ferdinand. Le 13, il recevait à Lodi les hommages de deux délégués du corps municipal¹; le 14 il envoyait l'avant-garde de Masséna occuper la ville, et le lendemain dimanche, il y faisait son entrée solennelle, sous un arc de triomphe en feuillages, entre deux haies de garde

1. Melzi, qui faisait partie de cette députation, nous a laissé une intéressante relation inédite de sa mission, ainsi que des premiers jours de l'invasion (Arch. Vienne 1). On en trouvera une analyse détaillée et des extraits dans mes *Notices et documents biographiques sur l'histoire de la République italienne*, pp. 7-19.

urbaine, au bruit des acclamations populaires¹. — Il devait y rester dix jours avant de poursuivre sa campagne sur l'Adige.

A son arrivée, les impressions dominantes parmi les Milanais avaient été celles de la surprise, puis de la curiosité et enfin de la sympathie. — Insouciants de l'avenir et indifférents à la politique, ils s'attendaient si peu à une invasion qu'ils avaient fêté avec plus d'ardeur que jamais le carnaval de 1796². Avides de distractions et sensibles au côté extérieur des choses, ils se laissèrent rapidement séduire et presque griser par l'attrait des spectacles que le séjour des troupes offrait à leur étonnement. L'aspect de ces soldats si joyeux dans leur dénuement et si disciplinés dans leur misère, si différents de ceux qu'on avait vus jusque-là ; l'entrain communicatif de leurs officiers, si habiles à guérir les femmes du « mal de l'ennui³ » ; la fascination de leur jeune général, presque Italien d'origine, ignoré la veille et déjà célèbre, entouré à la fois du prestige de la victoire et du mystère de l'inconnu ; les émotions inséparables du subit écroulement d'une vieille souveraineté, la contagion des grandes idées représentées par les vainqueurs, la perspective des destinées inconnues ouvertes au pays : tout, dans ces scènes pittoresques ou ces événements imprévus, se réunissait pour frapper les esprits et enflammer les imaginations. Il y eut donc, au premier moment, quelques jours d'enthousiasme démonstratif et d'allégresse presque unanime : moment unique, dont Stendhal a fixé pour nous le souvenir⁴, et que suivit à bref délai un mouvement de réaction mo-

1. Sur le premier séjour de Bonaparte à Milan voir un récit complet dans CUSANI (IV, 349-375) ; dans BOUVIER, *Bonaparte en Italie* (Paris, 1899), t. I, chap. XIV ; cf. également GALLAVRESI, *L'Invasione francese in Milano (1796)*, (Milan, 1903) d'après les Mémoires de Nava.

2. GREPPI, II, 327.

3. STENDHAL, *Vie de Napoléon*, p. 138.

4. STENDHAL, *Ibid.*, pp. 135-151. Cf. VERRI, *Lettere*, IV, 208 222, 224 229.

rale provoqué à la fois par les inquiétudes politiques, les exigences militaires et les exagérations jacobines.

Fidèles aux enseignements de prudence qui ressortaient des révolutions passées, les classes dirigeantes hésitaient à se rallier au nouvel ordre de choses avant d'être rassurées contre le retour de l'ancien ; et Bonaparte, ignorant à ce moment s'il pourrait garder une conquête encore précaire, ne pouvait et ne voulait leur donner à ce sujet que des espérances au lieu de garanties. — Après s'être borné, dans sa première proclamation (19 mai), à prononcer les mots vagues et sonores de « fraternité des peuples » et d' « indépendance de la Lombardie », il se gardait, dans ses décrets d'organisation du même jour, d'ériger le pays en République ou seulement en État distinct ; il en brisait même l'unité administrative en n'y laissant subsister que les assemblées municipales, démocratisées par l'adjonction de membres nouveaux et étroitement subordonnées à une « Agence militaire » composée de trois Français¹. Avec les commissaires du Directoire, Saliceti et Garrau, avec le commandant de place de Milan, qui présidait de droit la municipalité, ces agents exerçaient en fait la plénitude du pouvoir civil². — Trois semaines plus tard, le vainqueur devait éluder encore de nouvelles questions sur l'avenir en chargeant une députation lombarde d'aller demander à Paris une réponse au Directoire (11 juin)³. Cette incertitude politique, jointe à l'incertitude militaire qui régnait encore sur l'issue de la guerre, laissait dans les esprits une impression de malaise et d'inquiétude.

Il s'y ajouta bientôt un sentiment d'irritation unanime, provoqué par des sacrifices matériels dont l'énormité dépassait toute attente. Les besoins et l'entretien

1. *Corr.*, I. N° 453 et 454.

2. *Corr.*, I. N° 453, 471, 476, 539. Cf. VERRI, *Lettere*, pp. 413-420.

3. *Corr.*, I. N° 610-611 et VERRI, *Lettere*, IV, 395.

d'une armée dénuée de tout, ainsi que la nécessité de remplir par des envois d'argent les caisses épuisées du Directoire, forcèrent en effet Bonaparte à rançonner le pays qu'il prétendait délivrer du « despotisme ». — Parmi ses exigences incessantes et inégalement justifiées, les premières semblaient conformes aux lois de la guerre; c'était, avec des réquisitions de chevaux, d'habits et de souliers, la levée d'une contribution extraordinaire de 20 millions, modérée par rapport à la richesse lombarde, vexatoire par sa répartition exclusive entre les riches et les corps ecclésiastiques¹. — D'autres mesures, onéreuses aux petites bourses, apparurent comme autant d'atteintes à la propriété publique ou privée : Saliceti confisquait, sans autre forme de procès, non seulement les caisses de l'État, mais encore celle des établissements de crédit (*Monti*), des associations charitables, des congrégations religieuses, et même les dépôts précieux des monts-de-piété². — L'excuse de la nécessité manquait enfin à un acte d'autorité dirigé contre le patrimoine artistique du pays, trop souvent renouvelé depuis, et dans lequel les Italiens virent, non sans quelque raison, un acte de spoliation. Bonaparte faisait transporter d'office à Paris des tableaux et œuvres d'art pris dans les musées, et désignait même un agent spécial pour présider à cette besogne. — Si l'on ajoute enfin aux impositions officielles les dévastations qui accompagnent toujours le passage d'une armée, et les pilleries individuelles auxquelles se livraient les fournisseurs et agents civils, on aura une idée des charges que l'invasion apportait à la Lombardie; rien qu'en espèces, elles s'élevaient à la fin de mai à 35 millions de francs, soit au montant de deux années de contributions sous l'ancien régime³. Habitués

1. *Corr.*, I, N° 453, 471, 476, 539; VERRI, *Lettere*, IV, 413-420.

2. VERRI, *Lettere*, IV, 393 et 397-413.

3. BOUVIER, p. 607, d'après le rapport envoyé par Saliceti au Directoire.

à faire de leur bien-être matériel la mesure de leur fortune politique, la grande majorité des habitants trouvaient que leur affranchissement leur coûtait trop cher, et n'aspiraient au bout de quelques semaines qu'à être libérés de « libérateurs » aussi avides.

Atteints dans leurs intérêts par les rigueurs du régime militaire, ils étaient en même temps blessés dans leurs sentiments par les excès d'une minorité remuante. Avant même l'arrivée des Français, les partisans de leurs idées avaient formé une sorte de société secrète pour correspondre avec eux sous la direction d'un noble, le comte Porro, d'un médecin, Rasori, et d'un journaliste obscur, Salvador, autrefois réfugié à Paris, où il avait été l'ami et le disciple de Marat. Leur groupe se grossit bientôt de quelques grands seigneurs avides de popularité, tels que le duc Serbelloni, d'hommes de loi ambitieux, comme l'avocat Sopransi, de moines impatients de jeter leur robe ou de curés jansénistes ou mécontents, comme le desservant de Varese Lattuada¹. La chute de l'ancienne domination leur permit de prêcher en toute liberté leurs doctrines parmi les masses. — Ils apportèrent malheureusement à cette œuvre de prosélytisme, avec une ardeur d'apôtres, une inexpérience de théoriciens, des rancunes de déclassés et un mépris complet pour les idées ou les mœurs qu'ils prétendaient transformer. Ils ne rencontrèrent d'abord que l'indifférence lorsqu'ils voulurent importer en Lombardie les habituelles manifestations extérieures de la propagande républicaine : plantation solennelle d'un arbre de la liberté, proclamations enflammées, guerre aux blasons nobiliaires ou aux armes de la maison d'Autriche. Mais ils

1. « Milan est très porté pour la liberté ; il y a un club de 800 individus, tous avocats ou négociants... » Bonaparte au Directoire, 17 mai 1796 (*Corr.*, I. N° 437). Cf. VERRI, *Lettere*, IV, 397-407 et CUSANI, IV, 319-364.

froissèrent le sentiment public quand, sous prétexte de le former, ils ouvrirent (17 mai) un « club » ou société populaire où ils applaudissaient des orateurs improvisés réclamant l'égalisation de toutes les fortunes, le renversement de tous les trônes, l'arrestation en masse de tous les « aristocrates ». Comme ces écarts de parole se traduisaient dans la rue en violences contre les personnes, suivies de rixes brutales, le commandant de place français dut fermer le club¹. — Ces démonstrations intempestives ou prématurées n'en avaient pas moins eu pour effet d'éloigner de la révolution les réformateurs modérés qui auraient pu la régler, les privilégiés qui lui devinrent irréductiblement hostiles, et les masses populaires qui allaient la combattre. Les premiers, favorables à son principe, mais désireux de lui voir d'autres défenseurs², attendirent pour la servir une situation plus régulière. Quant aux paysans, ils prêtèrent aux excitations des propriétaires ou des prêtres une oreille d'autant plus complaisante qu'ils gémissaient déjà sous le poids des charges militaires.

Le mouvement de réaction que leur mécontentement rendait inévitable se produisit à Pavie, sous la forme d'une révolte armée. Dans la journée du 23 juin, plusieurs milliers d'entre eux, munis de bâtons et de faux, accourent en ville au son du tocsin, maltraitent ou tuent les révolutionnaires de la localité, pillent les maisons, forcent les 400 Français de la garnison à se réfugier dans le château, qui capitule le lendemain, et se disposent à marcher sur Milan. — Bonaparte se trouvait à Lodi, en route pour Mantoue, quand il apprit une révolte dont l'extension pouvait compromettre gravement la sécurité

1. CUSANI, IV, 349, 369 ; VERRI, *Lettere*, IV, 396.

2. Voir l'expression répétée de ces sentiments, soit dans les lettres de VERRI, *Lettere*, IV, 210, 212, 227, 232, 238 et 240, soit dans sa Relation (pp. 397 et 430).

de ses derrières. Il n'hésite pas à rebrousser chemin pour ordonner un exemple immédiat et éclatant, fait livrer aux flammes par son lieutenant Lannes le village de Binasco, où s'est retranchée l'avant-garde insurgée, et paraît devant Pavie. Une colonne de grenadiers en force les portes, y pénètre sous une grêle de tuiles et de pierres, disperse après un combat de rues les paysans rompus et mal armés et se livre pendant une nuit entière, sur l'invitation de son chef, aux horreurs du pillage et de la dévastation (25-26 mai). Des exécutions sommaires, une énorme amende, l'arrestation de notables pris comme otages complétèrent ce terrible châtiment, dont une proclamation retentissante porta aussitôt la menace dans toute l'Italie¹. Quelques jours après, une insurrection des paysans du Tortonais devait provoquer des représailles analogues (13-17 juin)².

L'histoire de l'invasion française dans le Milanais méritait d'être retracée avec quelque détail, parce qu'elle se répétera, à quelques variantes près, dans les autres pays italiens. Au début, la curiosité sympathique des masses et l'enthousiasme bruyant d'une minorité; puis, après les premières heures d'entraînement, un sentiment de désillusion général, provoqué par les demandes sans cesse renouvelées du vainqueur comme par les maladresses de ses amis politiques; la désapprobation tacite des libéraux modérés, déçus dans leurs espérances, l'opposition impuissante des privilégiés dépouillés de leur suprématie, enfin l'hostilité ouverte des paysans, accablés de réquisitions, éclatant à la fin en une insurrection armée, durement punie : tels sont les mouvements successifs d'opinion que l'on re-

1. *Corr.*, I. N° 493, 494, 496, 503, 504, 536, 594, 608. Cf. CUSANI, IV, 373-388; MAGENTA, *L'insurrezione di Pavia nel 1796* (Turin, 1884); MANFREDI, *L'insurrezione ed il sacco di Pavia nel maggio 1796* (Pavie, 1900).

2. *Corr.*, I. N° 634, 650, 662.

trouvera, après la Lombardie, dans tous les États où pénétreront les armées françaises.

Le premier occupé fut le territoire de Venise, que Beaulieu avait traversé dans sa retraite, et où Bonaparte s'établit pour donner à ses troupes une base d'opérations et de ravitaillement; il laissa toutefois à la Sérénissime République, qu'il avait encore intérêt à ménager, l'exercice extérieur de son autorité dans les provinces de Bergame, Brescia et Vérone, et se contenta d'entretenir avec elle quelques « sujets de brouillerie » pour le jour où il serait en mesure de la déposséder¹.

Avec le Saint-Siège, il n'avait ni les mêmes scrupules, ni les mêmes motifs de temporisation. Les Légations l'attiraient par leurs richesses, l'assassinat de Bassville demandait encore vengeance, et la ville de Bologne supportait impatiemment l'absolutisme pontifical, contre lequel deux jeunes gens, Zamboni et de Rolandis, avaient tenté en 1794 un inutile essai de soulèvement². — De Tortone, où l'avait appelé l'insurrection, Bonaparte prit donc la route de l'Émilie, à la tête de la division Augereau; après avoir reçu à Parme une députation des sénateurs bolonais, il envoya l'avant-garde de Verdier occuper leur ville (18 juin), y fit lui-même son entrée le 20 et reçut sans difficulté la soumission de tout le territoire, ainsi que de la Légation voisine de Ferrare. Un armistice arraché aux terreurs de la cour de Rome (23) lui ayant assuré, avec une indemnité de 21 millions, la possession provisoire de ces deux provinces, il se borna à y confirmer les autorités municipales, et à rendre notamment au Sénat de Bologne la souveraineté nominale qu'il revendiquait; c'était à la fois compromettre les habitants de cette ville vis-à-vis de leurs maîtres, et gagner leurs sympathies sans

1. *Corr.*, I, N° 514, 506, 559, 568, 582, 770, 779 ; II, N° 1248.

2. ZANOLINI, I, 10-18.

prendre d'engagements avec eux. Quand ils lui en demandèrent, il envoya, comme en Lombardie, trois de leurs députés plaider eux-mêmes leur cause auprès du Directoire¹. — La révolution de Bologne, plus populaire peut-être que celle de Milan, parce que l'ancien régime y était plus détesté, donna lieu à la succession des mêmes incidents et à la manifestation des mêmes sentiments. Un impôt de guerre de 4 millions, des réquisitions continuelles, la saisie des monts-de-piété et l'enlèvement d'objets d'art trahissaient la rapacité du vainqueur²; les passions démocratiques cherchaient à se satisfaire par la plantation d'arbres de la liberté, la destruction des écussons pontificaux et nobiliaires, les honneurs funèbres rendus aux victimes de l'émeute de 1794; enfin la réaction rurale se produisait à Lugo en Romagne³, sous la même forme qu'auparavant à Pavie et à Tortone; mais elle fut immédiatement réprimée et, lorsque les troupes françaises évacuèrent les Légations pour se concentrer, quelques jours après, autour de Mantoue, le régime provisoire qu'elles laissaient derrière elles put se maintenir sans leur appui jusqu'à leur retour⁴.

Le mouvement révolutionnaire devait gagner plus tardivement les États de Modène, placés à l'écart des grandes opérations militaires. Du moins prit-il, à Reggio, où il éclata, un caractère de spontanéité, d'enthousiasme et de sagesse qui lui avait manqué ailleurs, parce qu'il y fut entretenu pour des passions locales assez impérieuses pour unir dans un même élan les pauvres et les riches et pour associer à la même œuvre l'audace des agitateurs populaires et l'autorité sociale des notables privilégiés; il put ainsi triompher sans résistance

1. *Corr.*, I, N° 663, 665, 676, 706, 709, 715. Cf. GREPPI, III, 165.

2. *Corr.*, I, N° 682, 694, 710.

3. ZANOLINI, I, chap. II; *Corr.*, I, N° 759, 760. Cf. LAZZARI, *La sommossa e il sacco di Lugo nel 1796* (Ferrare, 1906).

4. *Corr.*, I, N° 852.

et se régler sans confusion. — Désireux de faire servir la guerre à leur émancipation, les habitants de Reggio avaient, dès juillet, envoyé au quartier général français deux députés, Paradisi et Re, demander à Bonaparte de les délivrer de la domination modénaise; ils n'obtinrent de lui que des conseils de patience. Abandonnés à eux-mêmes, ils ne se laissent pas décourager : dans la nuit du 25 au 26 août, ils prennent les armes, expulsent sans combat la petite garnison modénaise, plantent un arbre de la liberté, et proclament leur indépendance. L'entreprise présentait plus d'éclat que de périls, mais elle apparut aux contemporains comme la première tentative d'affranchissement accomplie sans secours étranger. Aussi Bonaparte eut-il soin de l'exalter outre mesure et de la proposer en exemple aux autres populations italiennes. En réalité, les Reggians méritaient moins d'éloges par leur victoire même que par la manière dont ils surent en profiter¹. — Leur Sénat héréditaire avait pris la direction du mouvement pour le modérer; il notifia son indépendance à Modène, fit reconnaître son autorité dans les campagnes, contint les démocrates avancés par un mélange de concessions opportunes et de fermeté nécessaire, se renouvela lui-même en s'adjoignant des membres pris dans leurs rangs, prévint par son sang-froid un soulèvement rural à Scandiano, et demanda de nouveau à Bonaparte la protection de la France. — Au bout d'un mois un incident inattendu vint réveiller l'enthousiasme des premiers jours. La garde nationale qui s'était formée au lendemain du 25 août enveloppait et faisait prisonnier

1. «... Reggio agit avec suite, d'après les principes et suivant les maximes d'une habile politique. Unanimité, énergie, ordre et adresse caractérisent l'attitude de ceux qui ont fait cette révolution.» (GREPPI, III, 76). Les Archives des Affaires étrangères (*Corr.*, Lomb. Suppl., 2, f° 245-252) contiennent une collection de proclamations imprimées du Sénat de Reggio, qui représentent une source précieuse pour l'histoire de cette ville en 1796.

à Monte-Chiarugolo (5 octobre) un corps de 150 Autrichiens, échappés de Mantoue assiégée. Bien qu'il n'eût coûté que deux victimes, ce fait d'armes devait avoir un immense retentissement dans tout le pays ; officiellement reconnu par une lettre de félicitations de Bonaparte, salué comme le réveil de la valeur italienne, célébré plus tard par la poésie, il semblait prouver au moins que ceux qui venaient de conquérir leur liberté savaient aussi la défendre, et qu'ils joignaient le courage militaire au courage civil¹.

Le Modénais proprement dit, isolé désormais entre Bologne et Reggio devenues républicaines, ne pouvait échapper plus longtemps au même sort ; son duc s'était d'ailleurs réfugié à Venise avec ses trésors. Victorieux dans une double campagne (août-septembre), Bonaparte le déclara par une proclamation solennelle (4 octobre) déchu de sa souveraineté pour avoir violé au profit des Autrichiens la neutralité convenue, et fit réprimer par les armes un mouvement tumultueux dans sa capitale². Tous les territoires compris entre l'Adige, les Apennins, les Alpes et les frontières piémontaise ou parmesane se trouvaient désormais soustraits à leurs anciens maîtres.

L'occupation de Modène termine dans l'histoire de l'invasion française une première période, plus militaire³ que politique. Impatient avant tout de joindre et de vaincre l'armée ennemie, Bonaparte avait vu dans les provinces conquises des positions stratégiques à occuper bien plus que des sympathies à acquérir ou des États à fonder. Ignorant encore quelle serait l'éten-

1. Voir un récit complet et critique des événements de Reggio dans l'ouvrage de BASSI (chap. 1 à vi). Cf. *Corr.*, II, N° 784 ; III, N° 1059, 1074, 1076 ; et GREPPI, III, 109.

2. *Corr.*, II, N° 1059, 1066, 1077, 1080, 1082, 1085 ; GREPPI, III, 56 seq.

3. « ... La diplomatie est donc véritablement dans ce moment-ci toute militaire en Italie. » (Bonaparte au Directoire, 26 juin 1796, *Corr.*, I, N° 664.)

due et le résultat de ses victoires, il ne « révolutionnait » les peuples italiens que pour exploiter leurs ressources, n'éveillait leurs espérances que pour leur imposer des sacrifices, et se contentait de soulever les questions politiques qu'il se réservait de résoudre pendant la période suivante.

II

Il ne pouvait en effet prolonger sans péril le régime provisoire de la dictature militaire. Il était à la veille d'une lutte décisive contre l'Autriche, pour l'issue de laquelle il allait demander aux populations de nouveaux sacrifices. Comment gagner leurs sympathies sans leur accorder en échange quelques satisfactions, les attacher à sa cause sans appliquer en rien les principes d'indépendance et de liberté qu'il avait proclamés en pénétrant chez elles ? Comment continuer à exploiter leurs ressources sans leur en confier au moins l'administration et mériter leur confiance en se bornant à tout détruire sans rien fonder¹ ? — L'intérêt bien entendu de Bonaparte s'accordait donc avec celui des peuples pour lui conseiller de faire succéder l'organisation à la conquête et de leur accorder, partout où il le pourrait, l'autonomie compatible avec les exigences de la guerre. Pénétré de cette nécessité, il prit, pendant son sixième séjour à Milan (18 sept.-13 oct. 1796), une série de mesures destinées à établir dans les pays occupés des gouvernements provisoires locaux, à pouvoirs plus ou moins étendus.

Ce fut au sud du Pô que ce travail d'organisation

1. « Je crois imminent, et très imminent, que vous preniez en considération la situation de votre armée en Italie, que vous adoptiez un système qui puisse vous donner des amis, tant du côté des princes que du côté des peuples... Diminuez vos ennemis... Faites une déclaration qui prenne sous la protection de la France les peuples de la Lombardie, Modène, Reggio, Bologne et Ferrare. » (Bonaparte au Directoire, 8 octobre 1796, *Corr.*, II, N° 1078.)

devait être le plus facile et le plus urgent. Les populations de l'Émilie avaient montré, surtout à Reggio, un élan révolutionnaire qu'il fallait diriger et une sagesse politique qui méritait une récompense. Il y avait d'autre part intérêt à les constituer dès l'instant en république indépendante, afin d'intimider par cet exemple la cour de Rome et les autres monarchies italiennes, afin surtout de ménager à la France, au cas où elle devrait renoncer à la Lombardie, un avant-poste et un centre de propagande au delà des Alpes¹. Il suffisait, pour réaliser cette création, de fondre en un seul État les quatre gouvernements provisoires locaux qui s'étaient établis à Ferrare, Bologne, Modène et Reggio.

Comme ils étaient toutefois trop divisés pour que leur unification pût s'accomplir en une seule étape, Bonaparte crut devoir se borner d'abord à les grouper en une Ligue militaire pour la défense commune : entreprise d'autant plus aisée qu'ils se sentaient isolés et impuissants contre un retour offensif des Autrichiens. — Chacun des gouvernements locaux dut à cet effet désigner parmi les notables, les « gens à talents », les autorités sociales, un certain nombre de députés qui furent, au nombre total de cent, convoqués à Modène pour le 16 octobre. Après deux jours de délibérations, ceux-ci votèrent d'enthousiasme, sous les yeux mêmes de Bonaparte, l'établissement entre leurs pays respectifs d'une confédération, dite « cispadane », prélude d'une constitution commune que leur donnerait en décembre une nouvelle assemblée, et la formation immédiate d'une armée fédérale de 2.500 hommes, qui recevrait le nom significatif de « Légion italienne² »,

1. Sur les mobiles de la politique de Bonaparte en Émilie, voir *Corr.*, I, N° 709, 715, 760 ; II, 1095, 1435 ; 1497, 1510, 1703 ; et GREPPI, III, 65, 73, 108, 113.

2. *Corr.*, II, N° 1035, 1082, 1095, 1098, 1106 ; ZANOLINI, I, 34-37.

Comme la révolte de Reggio et l'escarmouche de Monte-Chiarugolo, le congrès de Modène présentait plus d'importance morale que de résultats immédiats ; il marquait en effet une date dans l'histoire de la nation, de l'unité et de la révolution italiennes. — C'était la première fois depuis la Ligue lombarde que des Italiens se réunissaient en assemblée représentative pour délibérer sur leurs destinées, proclamer solennellement leur liberté, et sacrifier l'énergie des haines municipales à la cause de l'indépendance commune. — C'était la première fois depuis l'invasion française que les classes dirigeantes prenaient officiellement la conduite de la révolution, abandonnée par les Lombards aux agitateurs populaires et destinée à s'accomplir en Émilie par en haut et non par en bas. — Sans réaliser encore l'unité territoriale, le congrès en avait du moins posé le principe et préparé les moyens. Ses membres avaient montré enfin pendant leurs délibérations une ardeur de patriotisme que Bonaparte, peu sensible à l'enthousiasme, comparait à « un feu sacré qui dévore¹ » et qui était de bon augure pour l'avenir.

Après cette éclatante manifestation de concorde, les gouvernements émiiliens reprirent pour deux mois leur existence séparée ; ils en profitèrent pour orienter définitivement leur politique intérieure. — Le Sénat de Bologne, abandonnant un pouvoir dont l'exercice lui était devenu particulièrement laborieux, soumettait à l'acceptation du peuple une constitution démocratique, rédigée en grande hâte sur le modèle de celle qui régissait alors la France ; proclamée solennellement à l'église de Saint-Pétrone (4 décembre), au chant du *Veni Creator*, elle devait disparaître avant même d'être appli-

1. *Corr.*, II, 1099. Même impression dans les rapports de Clarke au Directoire (AFII, 72). Clarke constate que la Révolution émilienne, conduite par les propriétaires et les « gens à talent », éveille « un enthousiasme pour la liberté égal à celui des Français de 1789 ».

quée, en ne laissant aux contemporains que le souvenir d'avoir précédé toutes les autres¹. — A Reggio, le Sénat s'effaçait également devant une municipalité élue. Enfin le général français Rusca, envoyé par Bonaparte, travaillait à former la « légion italienne » des provinces confédérées, pour laquelle il recrutait plus facilement des officiers dans la bourgeoisie que des soldats dans le peuple².

Ce fut au milieu de cette activité un peu désordonnée et de ces mesures forcément transitoires que s'ouvrit à Reggio (27 décembre) le congrès qui devait proclamer l'unité et fixer l'organisation de l'Émilie. Il comprenait 105 députés, élus au suffrage à deux degrés par les populations. L'objet de leur convocation était depuis trop longtemps connu pour donner lieu à de longs débats. Malgré l'ardeur persistante des vieilles antipathies locales, malgré les réticences et les prétentions des Bolonais à la primauté, malgré l'attitude hostile de la populace de Reggio envers les députés de Modène, tous votèrent dès le premier jour la fusion des quatre provinces en une « République cispadane », une et indivisible. — La lecture de cette motion eut lieu en séance publique, au milieu de transports d'enthousiasme qui rappelaient les grandes journées de la Révolution française, en présence de Marmont, qui représentait Bonaparte empêché, sous les yeux de députés lombards venus pour fraterniser avec leurs frères d'outre-Pô, aux acclamations du public entassé dans les tribunes. Quelques jours après arrivait de Milan une lettre par laquelle Bonaparte félicitait les députés de leur résolution, et les flattait de l'espoir de voir un jour « leur patrie figurer glorieusement parmi les

1. ZANOLINI, I, 37-44. L'auteur donne en annexe, à la page 290, une brève analyse de la Constitution bolonaise.

2. BASSI, chap. VIII (voir notamment les pp. 173 à 180 sur le recrutement de la Légion cispadane).

puissances du globe¹ ». Comme par un obscur pressentiment de ce lointain avenir, ils adoptaient pour le drapeau de la Cispadane ces trois couleurs rouge, verte et blanche que les volontaires lombards avaient arborées pour la première fois au mois d'octobre précédent, et qui, destinées à devenir l'emblème de la nationalité italienne, devaient flotter 72 ans plus tard sur les murs de Rome.

Il ne restait plus à donner au nouvel État qu'une constitution. Arrêtés un instant dans ce travail par une décision soudaine et en partie inexplicquée de Bonaparte, qui transporta leurs séances à Modène (9 janvier)², les législateurs cispadans se remirent à l'œuvre après quelques jours d'interruption et, dans leur impatience d'aboutir, improvisèrent avant de se séparer (1^{er} mars) une constitution en 404 articles, hâtivement calquée, comme celle de Bologne, sur le modèle français³. Rédigée dans le même esprit et dans les mêmes conditions, elle était également destinée à ne pas subir l'épreuve de la pratique. Bien qu'acceptée par le peuple (19 mars), solennellement proclamée (27), partiellement appliquée par l'élection (19 avril) et la réunion (26) des conseils législatifs, elle disparut avec l'État qu'elle devait régir⁴. Avant de se transformer, la Cispadane avait vu sa situation territoriale affermie par le traité de Tolentino (19 février) en vertu duquel le pape renonçait définitivement à ses droits de souveraineté sur la Légation de Ferrare⁵.

1. *Corr.*, I, N° 1349. Les procès-verbaux du congrès de Reggio ont été publiés par V. FIORINI (*Gli atti del Congresso cispadano* dans la *Biblioteca storica del Risorgimento italiano*, Rome, 1897). L'introduction de cette publication (pp. I-XIX) forme une histoire complète du congrès. Cf. BASSI, chap. VIII.

2. *Corr.*, II, N° 1348 et 1349.

3. On en trouvera le texte dans la *Raccolta di Costituzioni italiane* (Turin, 1852), I, 198-215.

4. ZANOLINI, I, 50-61; BASSI, chap. IX.

5. *Corr.*, II, N° 1320, 1410, 1433, 1434, 1448, 1458, 1472, 1497 et 1511.

Avant d'arriver au premier tournant de son histoire, la révolution émilienne s'était donc déroulée avec une suite et une sûreté qui lui assuraient une place à part dans les agitations de cette période; accomplie par étapes successives, parvenue en cinq mois à son terme, elle avait été l'œuvre de deux congrès qui l'avaient graduellement conduite, l'un de l'isolement territorial à la confédération, l'autre de la forme fédérale à l'unité démocratique. Ouverte par un mouvement spontané de la population, soutenue et guidée par les classes dirigeantes, elle aboutissait à la formation d'un État distinct, possédant son armée, son drapeau, son esprit et pouvant vivre d'une existence indépendante.

Les choses étaient moins avancées dans la Lombardie. Sa situation géographique sur la route d'étapes de l'armée française et sa situation politique comme enjeu de la paix future la condamnaient à la fois à la prolongation du régime militaire et à l'ajournement de ses garanties d'indépendance. Pour subvenir à l'entretien et à l'approvisionnement des troupes qui assiégeaient Mantoue, elle avait dû établir encore un impôt foncier extraordinaire, ainsi que des taxes spéciales sur les négociants et les « absents », et mettre successivement en vente, les domaines de la Maison d'Autriche, les biens des émigrés et même l'argenterie des églises¹. Administrée par des généraux ou des commissaires français, elle subissait de leur part des actes d'arbitraire auxquels les nécessités de la guerre servaient de prétexte, et surtout des malversations individuelles que Bonaparte, moins heureux dans sa « guerre aux voleurs² » que dans sa campagne contre l'Autriche,

Sur les sentiments des populations de la Romagne, cf. GREPPI, III, 797.

1. *Corr.*, II, N° 1114, 1223, 1233, 1249; *Raccolta*, passim.; CUSANI, V, 60, 89; GREPPI, III, 70, 118.

2. STENDHAL, *Vie de Napoléon*, p. 235 seq.

déplorait sans pouvoir les réprimer¹. — D'autre part, le Directoire, ignorant encore s'il garderait ou s'il serait forcé de rendre ses conquêtes italiennes, se montrait assez avare de promesses envers les Milanais; dans les instructions presque contradictoires qu'il envoyait à son général, il lui recommandait « de mettre des bornes à leur enthousiasme »; de « ne pas les encourager trop fortement à l'indépendance » et pourtant « de les maintenir dans des dispositions favorables² ».

Cette dernière nécessité³, jointe à celle de mettre un peu d'ordre dans ce chaos, finit par l'emporter sur les autres. Bonaparte se laissa peu à peu conduire à établir en Lombardie, sinon les formes et le titre, au moins les principaux organes d'un gouvernement national et régulier. Il remplaça d'abord l'Agence militaire française qui l'avait jusqu'alors régie par une « Administration centrale », composée de quinze notables, et chargée de lever mensuellement, pour la verser à l'armée, une somme fixe en remplacement des anciennes réquisitions (24 août)⁴; malgré son caractère fiscal, cette création fut saluée comme un premier essai de régime autonome et comme le prélude d'une organisation définitive. — Peu après, Bonaparte se décidait à renforcer par des auxiliaires italiens les effectifs toujours décroissants de son armée; dès le

1. *Corr.*, I, N° 894, 937, 944; II, N° 1088, 1137, 1236, 1344, 1363, 1453.

2. Instructions du Directoire à Bonaparte (11 oct. 1796) reproduites par DARU, *Histoire de Venise*, VIII, 231.

3. « Le peuple de Lombardie se prononce chaque jour davantage; mais il est une classe très considérable qui désirerait, avant de jeter le gant à l'empereur, d'y être invitée par une proclamation du gouvernement qui fût une espèce de garant de l'intérêt que la France prendra à ces pays-ci à la paix générale. Cette résolution du gouvernement et l'arrêté qui établirait un gouvernement régulateur et qui reconnaîtrait dès aujourd'hui l'indépendance de la Lombardie, avec quelques modifications pour la durée de la guerre, vaudrait à l'armée autant qu'un secours de trois à quatre mille hommes. » (Bonaparte au Directoire, 20 oct. 1796, *Corr.*, II, N° 1059.)

4. *Raccolta*, I, 191-192; GREPPI, III, 68, 70, 72 et VERRI, *Lettere*, IV, 232, 235 et 240.

9 octobre, il ordonnait la formation par enrôlement volontaire d'une « Légion lombarde » de 3.700 hommes, analogue à celle qu'il créait en même temps sur l'autre rive du Pô; rapidement recrutée parmi la jeunesse oisive¹, la première cohorte de cette troupe recevait sur la place du Dôme, avant de partir pour l'Adige (9 novembre), ce drapeau tricolore dont la destinée devait être aussi brillante que l'origine en est restée obscure². De ce jour les Lombards possédaient une

1. Sur l'organisation de la Légion lombarde cf. *Corr.*, II, N° 610; III, N° 1059, 1069, 1079, 1085, 1146, 1148; et GREPPI, III, 118-129.

2. Cette question a fait l'objet, surtout dans les dernières années, de nombreuses dissertations critiques. Celle qu'a insérée CUSANI dans sa *Storia di Milano* (V, 62-80) est restée l'une des plus approfondies, car elle était le fruit de patientes recherches dans les documents du temps et même d'une minutieuse enquête orale auprès des derniers survivants de l'époque révolutionnaire. Les travaux plus récents de FIORINI (*Le Origini del tricolore italiano*), de PAGANO (*Le Origini della bandiera tricolore*), de ORIOLI (*Per la storia del Tricolore* dans l'*Archivio Emiliano del Risorgimento nazionale*, t. I, p. 6) et de GHISI (*Documenti per servire ad una storia completa del Tricolore*, dans la revue *Il Risorgimento italiano*, 1910, fasc. 2, p. 300) ont servi surtout à mieux poser les termes ou à éclairer les alentours de la question, mais sans qu'il s'en dégage encore de solution définitive. — D'après Cusani, la plus vraisemblable des hypothèses émises à ce sujet était celle qui attribue une origine maçonnique aux trois couleurs (vert, blanc, rouge) du drapeau italien. Leur apparition à Bologne, deux ans avant l'arrivée des Français, lors de la tentative de soulèvement de Zamboni et de de Rolandis (1794); leur adoption simultanée, comme sur un mot d'ordre mystérieux, en Lombardie, en Emilie et en Vénétie, dans des régions que divisaient de vieilles rivalités municipales; le silence gardé comme une consigne par les contemporains sur les raisons de leur choix; enfin la présence fréquente d'emblèmes maçonniques sur les écussons, médailles ou en-têtes gravés pendant la période révolutionnaire: tels sont les principaux arguments apportés par Cusani à l'appui de sa démonstration. — Quelle qu'en soit la valeur, elle ne paraît pas absolument convaincante et reste difficilement vérifiable. N'est-il pas plus naturel d'attribuer l'origine du tricolore à l'esprit d'imitation qui inspirait alors toutes les manifestations extérieures du mouvement révolutionnaire, et de supposer que les républicains italiens auraient copié leur drapeau sur le drapeau français, mais en changeant une couleur pour distinguer l'un de l'autre? Resterait alors à expliquer pourquoi le vert a été choisi. Trois hypothèses peuvent être émises à cet égard. 1° D'après M. Frédéric Masson, Bonaparte lui-même aurait conseillé ou imposé l'adoption du vert, parce que c'était la couleur corse, qu'il devait plus tard donner à sa maison. 2° C'était aussi la couleur qui formait avant la Révolution le fond de l'uniforme de la milice urbaine de Milan. 3° N'était-elle pas enfin

armée, c'est-à-dire le principal attribut de la souveraineté. Quand ils eurent obtenu l'autorisation d'envoyer des députés au congrès de Reggio et d'y exprimer publiquement le vœu d'une union prochaine avec l'Émilie¹, ils se persuadèrent, non sans quelque raison, que le vainqueur se refuserait difficilement à assurer leur existence politique après avoir encouragé leurs espérances d'agrandissement. La République lombarde, à laquelle il ne manquait plus que sa reconnaissance officielle, s'était donc faite dans les esprits avant de se réaliser dans les événements.

Aussi bien le principal intérêt de son histoire réside-t-il surtout pendant cette période dans l'évolution de ses partis et le mouvement de ses idées. La continuation de la guerre avait produit un premier effet sur ceux qui en supportaient les pénibles conséquences; ils prenaient conscience de la solidarité d'intérêts qui unit l'État aux particuliers, en constatant que la perte de l'un entraînait la ruine des autres : de là une première atteinte au vieux principe d'universelle indifférence aux changements de souveraineté, et un premier éveil de l'esprit public. — En passant de la masse de ceux qui vivent dans l'élite de ceux qui pensent, ce sentiment encore obscur se transformait en idées politiques précises, sur lesquelles s'étaient

considérée comme la couleur italienne? Un passage suivant d'une note officielle, datée de 1805 et insérée dans le dossier de la création de l'ordre de la Couronne de fer (AF IV, 1709) tendrait à le faire croire : « Outre que la couleur verte a déjà été adoptée, il semble que ce soit naturellement celle de tout ce qui est italien : ce qui, dans l'origine, vient peut être de l'idée de désigner la plus grande force de végétation que la nature déploie en Italie comparativement aux pays septentrionaux. »

Parmi les premiers drapeaux tricolores italiens, l'un des mieux conservés et des plus curieux est celui de la 6^e cohorte de la Légion lombarde formée dès octobre 1796 que les Autrichiens prirent en 1799 et qui est conservé depuis à l'arsenal de Vienne. Les trois couleurs y sont disposées en trois bandes perpendiculaires à la hampe, le vert en haut, et la partie blanche est ornée d'un triangle échancré, surmonté d'un bonnet phrygien.

1. *Corr.*, II, N° 1258, 1724.

formés et séparés les partis que l'on avait vus, dès le début de l'invasion, se dessiner dans le Milanais. — On en comptait trois principaux : d'abord celui des républicains avancés, qui s'intitulaient « patriotes » et que leurs adversaires appelaient « jacobins » ; premiers adeptes des Français, ils auraient voulu acclimater en Italie leurs idées les plus extrêmes et y importer toutes leurs institutions. — Derrière eux, les libéraux modérés, bourgeois ou aristocrates, favorables aux réformes préconisées par la philosophie du dix-huitième siècle, acceptaient la révolution comme le seul moyen de faire disparaître les anciens abus, mais à la condition de la diriger, de l'accorder avec les mœurs du pays et de ne pas la laisser dégénérer en bouleversement social. — Enfin les nobles et les ecclésiastiques, tout-puissants sur l'esprit des masses, se montraient de plus en plus hostiles au nouveau régime, soit en raison des principes politiques et religieux sur lesquels il reposait, soit surtout parce qu'il ne leur laissait de leurs anciens privilèges que l'honneur de supporter le poids principal des charges publiques.

En signalant au Directoire l'existence de ces trois partis¹, Bonaparte lui indiquait ses intentions à leur égard : il voulait combattre à la fois les impatiences du premier, l'hostilité du troisième et l'abstention du second. — Il ne put exécuter ce dernier point de son programme, car ses instances personnelles auprès des principaux chefs modérés, tels que Melzi, Greppi ou Verri, ne réussirent pas à les faire sortir de leur réserve ; il dut se borner à introduire leurs amis dans les assemblées municipales, en attendant le moment où il leur donnerait la prépondérance dans le gouvernement². — Quant au parti de l'ancien régime, il se gros-

1. *Corr.*, II, 1321.

2. Sur les efforts infructueux de Bonaparte pour vaincre la répugnance des modérés à prendre part au gouvernement, voir GREPPI,

sisait de tous ceux que la souffrance ou l'intérêt rendaient hostiles au nouveau, mais il n'aurait pu devenir dangereux qu'en cas d'une grande défaite : les victoires de l'armée lui enlevèrent peu à peu en audace ce qu'il gagnait en force numérique. -- Au début d'août, la nouvelle de l'entrée des Autrichiens à Brescia suffisait pour provoquer à Crémone et à Casalmaggiore des tentatives de soulèvement, aussitôt réprimées par l'enlèvement d'otages ; dès la fin de septembre, ces mesures étaient rapportées comme inutiles¹.

L'attitude des « patriotes » donnait plus de soucis à Bonaparte, par l'embarras où il se trouvait de modérer, sans le décourager, le zèle parfois compromettant de ses premiers partisans². Déconcertés un instant par la fermeture de leur club (juin), ceux-ci avaient été aussitôt après renforcés par les révolutionnaires des principautés voisines, persécutés dans leur pays et réfugiés dans la seule ville républicaine de l'Italie. C'est ainsi qu'on avait vu accourir à Milan : de Plaisance, l'économiste Melchiorre Gioja et le journaliste Poggi ; de Bergame, le chirurgien Cattaneo ; de Rome, le poète satirique Lattanzi ; de Novare, le publiciste Custodi ; de Verceil, le fameux agitateur Ranza ; de Naples, l'ancien moine Salfi, qui tous devaient jouer un rôle dans les agitations de la première et de la seconde Cisalpine³. Leur ardeur ranima celle des patriotes milanais, auxquels Saliceti assurait d'autre part la majorité dans les municipalités, dans l'« Administration générale » et même dans un « Comité de police » investi de pleins pouvoirs sur la sûreté des personnes (3 août). — Leur activité se manifesta trop souvent

III, chap. II ; VERRI, *Lettere*, IV, 216-227 et 238-245 ; MELZI, *Mem.*, I, chap. VI et *Corr.*, II, N° 1221, 1258.

1. *Corr.*, I, N° 892 ; II, N° 1045.

2. *Corr.*, II, N° 1321.

3. CUSANI, V, 18-24. Voir sur Ranza la monographie de ROBERTI (Turin 1892).

sous une forme violente; puérile ou inopportune; ils troublèrent par des scènes inconvenantes la fête anniversaire du 22 septembre, organisèrent pour demander l'indépendance lombarde une démonstration tellement tumultueuse que la garnison française dut la disperser par la force (24 novembre), célébrèrent la prise de Mantoue en brûlant un mannequin qui représentait l'archiduc Ferdinand et la paix de Tolentino en faisant jouer un ballet où le pape était mis en scène, au grand scandale des âmes pieuses¹. — Néanmoins, s'ils choquaient trop souvent les consciences, ils tenaient les esprits en éveil et en action; par leurs excès mêmes, ils leur imposaient et leur rendaient familières ces idées de nationalité et d'indépendance qui allaient recevoir à Leoben une première satisfaction; ils faisaient de Milan un grand laboratoire de doctrines politiques, un centre de propagande républicaine, une capitale et une école de liberté pour toute la Péninsule². Un mois après sa réunion, l'« Administration générale de la Lombardie » avait mis au concours (27 septembre) la question suivante : « Quel est, de tous les gouvernements libres, le mieux approprié au bonheur de l'Italie ? » L'affluence des concurrents, dont le nombre atteignit 52, montrait assez quels progrès avait accomplis l'esprit public depuis l'invasion³. Le pays en était en grande partie redevable aux avancées : ils représentaient donc un élément nécessaire de son évolution.

1. CUSANI, V, 43, 82-84, 94-100, 108-112.

2. « Les maux actuels m'effraient moins que l'abjection morale dans laquelle on vivait précédemment. et qui avait gagné tous les citoyens; de la léthargie, nous sommes passés à la frénésie; de ces deux états d'âme aucun n'est à recommander, mais le second est encore plus à mon goût. » (VERRI, *Lettere*, IV, 217.) Et plus loin : « La maladie de l'exaltation d'esprit est universelle et elle présente toutes sortes de variétés, ce qui rend la vie sociale difficile parmi nous; nous avons aussi nos jacobins, c'est-à-dire nos énergumènes. » (*Ibid.*, IV, 223.

3. *Raccolta*, II, 16. Parmi les mémoires présentés, les plus remarquables, en raison du nom de leurs auteurs, étaient ceux de Melchiorre Gioja (qui obtint le prix), de l'historien Botta et de l'agitateur Ranza.

Après la prise de Mantoue, les provinces de Terre-Ferme restaient seules soumises, au moins en droit, à leur ancienne souveraineté, qui s'y exerçait encore par la présence de gouverneurs dans les villes et de garnisons dans les citadelles ; mais la propagande révolutionnaire commençait à gagner leurs habitants et les troupes françaises couvraient leur territoire : situation précaire, incertaine, et qui, n'étant ni l'indépendance, ni l'assujettissement, ne pouvait se prolonger longtemps¹. — Il suffit pour la changer d'un coup de main auquel le concours d'une partie de la population donna l'apparence d'un mouvement spontané. Mécontents du gouvernement de Venise, qui les écartait des emplois, désireux d'y substituer un régime démocratique dont ils auraient la direction, encouragés peut-être par un agent de Bonaparte, l'adjudant-général Landrieux, les jeunes nobles du pays prirent l'initiative d'une insurrection armée, avec la complicité tacite des commandants de place français. — A Bergame, trois d'entre eux, Adelasio, Caleppio et Alessandri ameutent le 12 mars les habitants, désarment sans résistance la petite garnison vénitienne, renvoient sans peine le provéditeur et font voter sans contradiction l'union de la ville à la République lombarde. A Brescia, les comtes Lechi conduisent avec le même succès la même entreprise (18), qui réussit également à Crema (28)².

Par sa date un peu prématurée, cette révolte aurait pu embarrasser Bonaparte, alors enfoncé au cœur de l'Autriche, si elle n'avait promptement abouti à une crise décisive. Les montagnards des vallées bergamasques et brescienes avaient gardé à la métropole une fidélité fondée sur la tradition, entretenue par l'isole-

1. *Corr.*, II, N° 1320, 1353, 1629, 1689, 1693, 1703, 1712, 1714, 1715, 1716. Cf. LANDRIEUX, *Mémoires*, t. I, *passim*.

2. Voir les détails de ce mouvement dans BOTTA, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*, livre X.

ment, et que leur caractère énergique devait rendre redoutable. En apprenant le péril que courait la domination de Venise, ils se levèrent en masse pour la défendre; après quelques escarmouches contre les républicains des villes soulevées, ils marchèrent sur Vérone, où le Sénat avait envoyé des troupes esclavonnes pour les renforcer en cas de succès. Cette cité, restée également fidèle à Venise, devint pendant deux jours (17-18 avril) le théâtre d'une lutte sanglante, dont les péripéties rappelèrent les événements de Pavie. Le soulèvement général de la population, à la suite de rixes individuelles; le massacre par les paysans et les Esclavons des soldats français rencontrés dans les rues, la fuite de ceux qui restent dans les châteaux où ils sont étroitement assiégés et d'où ils canonnent la ville; la disparition des autorités constituées et le déchaînement des excès individuels; enfin, après huit jours d'anarchie, l'arrivée des troupes françaises et lombardes de Kilmaine (25 avril), la rigueur de représailles impitoyables, les exécutions sommaires, la saisie des monts-de-piété, la levée d'amendes et de contributions extraordinaires: telles furent les scènes de meurtre auxquelles est resté attaché le nom de « Pâques véronaises¹ ». — Elles fournirent à Bonaparte un prétexte pour déclarer la guerre à la République et conclure la paix à ses dépens. Il fit abattre le lion de Saint-Marc, symbole de sa domination, et installer des municipalités provisoires dans toutes les villes de Terre-Ferme (mai); puis après avoir ordonné l'occupation par ses troupes de la capitale elle-même, il abolit l'ancienne constitution pour y substituer un régime démocratique. Après dix siècles de glorieuse existence, la plus ancienne et la plus illustre des souverainetés italiennes

1. On trouvera une bibliographie complète des événements de Vérone dans les *Fonti della Storia di Verona nel periodo del Risorgimento* (1796-1870) (Vérone, 1906) par BIADEGO et AVENA.

allait disparaître de l'histoire pour servir à la réalisation de ses desseins ¹.

III

Au moment où se terminait la guerre avec l'Autriche, les pays au sud du Pô formaient une République « une et indivisible », la Lombardie obéissait à une « Administration centrale » provisoire, et les villes de Terre-Ferme étaient régies par de récentes municipalités démocratiques. — Réunir ces provinces isolées en un seul État, fondre ces organisations diverses en un gouvernement unique, telle fut l'œuvre de concentration territoriale et politique à laquelle Bonaparte s'employa entre la signature des préliminaires (18 avril) et celle de la paix définitive (18 octobre).

Les stipulations de Leoben, assez différentes de celles qui prévalurent plus tard à Campo-Formio, avaient plutôt compliqué que résolu le problème. Elles laissaient en effet subsister la République de Venise démocratisée, mais dépouillée, au profit de l'empereur, de ses provinces de Terre-Ferme jusqu'à l'Oglio, et dédommée par la cession des trois Légations, au sud du Pô²; elles reconnaissaient la Cispadane, réduite à l'ancien duché de Modène, et restaient muettes sur le sort de la Lombardie, à laquelle Bonaparte adjoignit le Bergamasque devenu disponible, et laissa peu après prendre le titre de république (juin)³. — Ces arrangements

1. *Corr.*, III, N° 1759, 1760, 1764, 1768, 1791, 1793, 1803, 1804. Cf. ROMANIN, *Storia documentata di Venezia*, livre XXI; DARU, *Histoire de Venise*, t. VII et VIII; BONNAL, *La Chute d'une République* (Paris, 1885). L'histoire des derniers moments et de la chute de la République de Venise a donné lieu à un grand nombre de publications, contemporaines ou modernes, dont la bibliographie sortirait du cadre de ce travail.

2. *Corr.*, III, N° 1793, 1844, 1845.

3. Aucun acte officiel ne sanctionna cette transformation qui s'ac-

impraticables ne pouvaient avoir ni réalisation, ni durée; au lendemain de Leoben il apparut à tous que c'était trop de trois Républiques sur un aussi étroit espace, et qu'aucune d'elles ne semblait viable sous sa forme projetée. Celle de Lombardie restait à la merci de l'Autriche, maîtresse de la ligne de l'Oglio, et par suite des places du quadrilatère; la Cispadane était ramenée à des proportions minuscules; celle de Venise enfin ne méritait même plus son nom, puisqu'elle avait pour capitale Bologne à laquelle l'ancienne métropole, devenue une ville de province, n'était reliée que par une étroite bande de territoire le long de l'Adriatique. — L'impossibilité de faire coexister ces trois États inspira à Bonaparte un plan de remaniement territorial fondé sur la réunion des deux premiers et la disparition du troisième, dont il partagerait les dépouilles avec l'Autriche. Il commença par fondre (19-27 mai) la Lombardie et la Cispadane ¹ en une République unique, qui fut appelée Cisalpine ², eut pour capitale Milan (1^{er} juin) ³, vit son indépendance solennellement proclamée (29) et s'annexa bientôt les Légations, avec l'approbation ta-

complit par la force des choses. Le mot de « République lombarde » était d'ailleurs apparu dès le 10 mars 1797, dans une proclamation de Bonaparte à l'armée (*Corr.*, II, N° 1552).

1. *Corr.*, III, N° 1762, 1780, 1811, 1812, 1836.

2. « Je ne puis comprendre, dit à ce propos ZANOLINI (I, 62), comment Botta, Balbo et d'autres historiens ont pris ce nom en grippe, comme s'il trahissait de la part de la France l'intention de tenir asservie la République qui le recevait. « Vilain nom », écrit BALBO, qui sous-entendait celui de France. Mais *citra* et *cis* signifient au delà de, et République cisalpine veut dire placée au delà des Alpes. Il fut un temps où des républicains italiens, plus grands que ceux dont je parle, appelaient cisalpine la partie de la Gaule située au delà des Alpes et transalpine celle qui regardait Rome. Les griefs de Balbo et des autres ne seraient fondés que si cette République italienne avait été appelée « transalpine » par les Français. »

3. Il avait d'abord été question de Pizzighettone, car le Directoire dans ses instructions à Bonaparte (reproduites dans les *Mémoires de LA REVELLIÈRE-LEPEAUX*, II, 281) lui avait recommandé, pour concilier les prétentions de Bologne et de Milan à la primauté, de donner à la Cisalpine une capitale artificielle et placée dans une petite localité, comme Philadelphie en Amérique. Cf. *Corr.*, III, N° 1853, 1966.

cite du vainqueur¹. D'autre part l'empereur reçut la promesse de Venise, restée désormais sans maître (19 mai); rendu plus accommodant par cette concession, il réduisit peu à peu ses prétentions territoriales à l'ouest, et finit, quelques jours avant la signature de la paix (13 octobre), par les arrêter à la ligne de l'Adige²; s'il gardait encore Vérone et la Polésine de Rovigo, il abandonnait Brescia, Peschiera, Mantoue et Ferrare³, qui avaient d'ailleurs demandé leur annexion à la Lombardie et devaient couvrir sa frontière; presque au même moment (10 octobre), un simple arrêté de Bonaparte incorporait à la nouvelle République la vallée de la Valteline, italienne de langue et de mœurs, dont les habitants avaient soumis à son arbitrage leurs vieilles contestations avec leurs suzerains des Grisons⁴.

Cette dernière acquisition marquait pour la Cisalpine le terme de son développement territorial; le chiffre de sa population, porté par ses accroissements successifs de 1.900.000 à 2.628.000, puis à 3.280.000 habitants, la richesse de ses provinces et la possession des « frontières les plus militaires peut-être de l'Europe »⁵, compensaient l'irrégularité de sa forme, et assuraient, sinon son avenir, au moins son existence présente.

Avant même qu'elle cessât de s'agrandir, Bonaparte lui avait donné une organisation intérieure complète. Connaissant l'inexpérience de ses hommes politiques, il s'était contenté de les grouper en quatre comités consultatifs pour leur demander des avis; et il avait assumé, pendant son séjour à Mombello, la triple tâche

1. *Corr.*, III, N° 1801, 1836, 1977, 2003, 2025, 2047, 2091.

2. *Corr.*, III, N° 1836, 1947, 2189, 2221.

3. *Corr.*, III, N° 2259, 2297, 2303.

4. *Corr.*, III, N° 1959, 1978, 2003, 2172, 2313, 2352.

5. *Corr.*, III, N° 2307.

d'improviser pour elle un statut fondamental, un personnel de gouvernement et des lois organiques¹.

La constitution qu'il lui donna se ressentit de son impatience d'aboutir. C'était, comme à Bologne et dans la Cispadane, une copie servile et imparfaite de celle de l'an III. Elle faisait résider la souveraineté dans l'ensemble des citoyens adultes, mais réservait le droit de suffrage à des électeurs désignés par eux; elle confiait l'initiative des lois à un « Grand Conseil » de 160 membres, correspondant aux Cinq Cents français, leur sanction à un autre conseil de 80 *Seniori* ou Anciens, leur exécution à cinq Directeurs nommés par l'ensemble des députés et chargés de conduire les grandes affaires de l'État; elle organisait enfin l'administration départementale, le pouvoir judiciaire, l'armée et l'instruction publique sur les bases adoptées dans la France directoriale, qui avait derrière elle deux siècles de centralisation monarchique et six années d'expérience révolutionnaire². Comment dès lors cette constitution aurait-elle convenu à un État de dimensions restreintes, de formation récente, de composition hétérogène? Elle n'était pas encore entrée en pleine activité que son auteur en reconnaissait l'insuffisance, et demandait au Directoire le concours de Sieyès, puis d'une commission de trois publicistes, pour y apporter les changements réclamés par « la religion, les mœurs et la situation locale » du pays³. Bonaparte lui-même avait d'ailleurs commencé par l'enfreindre en usurpant le pouvoir électoral et en nommant de sa propre autorité les membres du Directoire (29 juin), des Conseils et des tribunaux supérieurs⁴; il réduisait ainsi les « citoyens actifs », qui auraient dû composer ces corps, à

1. *Corr.*, III, N° 1780, 1799, 1800.

2. Texte de la Constitution dans la *Raccolta di Costituzioni italiane* déjà cités, I, 95-146.

3. *Corr.*, III, N° 2223, 2234, 2272.

4. *Corr.*, III, N° 1966, 1967; *Raccolta*, III, 8, 41, 63, 111.

en assurer le renouvellement partiel, parce qu'il craignait l'influence des passions locales ou religieuses sur leurs premiers choix ¹.

Pour atténuer l'effet produit par cet acte d'arbitraire, et frapper les imaginations par l'éclat d'un grand spectacle patriotique, il résolut de proclamer la République et la constitution dans une fête solennelle, analogue à celle qui avait inauguré la Révolution française². La Fédération cisalpine fut célébrée le 9 juillet au Champ de Mars de Milan, sous les yeux d'un immense concours de peuple, au milieu de toutes les autorités constituées, de délégués des divers départements et de 30.000 hommes de troupe ou de garde nationale. Messe solennelle, bénédiction des drapeaux tricolores, serment prêté par les députés de vivre libres ou de mourir, acclamations de la foule, défilé militaire, présence de Bonaparte, qui resta trois heures à cheval sous un soleil ardent, tout contribuait à soulever un enthousiasme auquel s'abandonnèrent les spectateurs, mais qui sembla trouver peu d'écho dans le pays³.

Au lendemain même de cette cérémonie, celui qui l'avait imaginée et présidée assumait encore le rôle de législateur après avoir fait œuvre de constituant et de grand électeur. Il promulguait de lui-même les lois

1. « Les premières nominations aux Conseils et à toutes les autorités constituées seront faites par Bonaparte; puis comme elles sont toutes temporaires, l'année prochaine le peuple fera les élections, de sorte qu'après trois ans, c'est de lui que les employés tiendront leur mission. Tout respire la modération et l'intention de mettre en place des propriétaires, de manière à réconcilier les nobles et les riches avec la République naissante. » (Pietro Verri à son frère, 6 mai 1797, *VERRI, Lettres*, IV, 246.)

2. *Corr.*, III, N° 1839; *Raccolta*, III, 40, 41, 63, 64.

3. *Corr.*, III, N° 2003. On trouvera des récits détaillés de la Fédération cisalpine dans CUSANI, V, 150-155 et dans BOTTA, livre XII. Une lettre anonyme (15 juillet 1797) émanant d'un témoin de la Fédération et reçue par Melzi (Arch. Milan, 16) définit ainsi la fête : *Bene la trappa, benissimo la quiete, zero per lo spirito repubblicano*. Elle ajoute que les acclamations s'adressaient à Bonaparte et à son armée bien plus qu'aux autorités de la Cisalpine.

fondamentales ou les mesures de circonstance tenues pour nécessaires au fonctionnement du nouveau régime : abolition des fidéicommiss, des primogénitures et des mainmortes (26 juillet), établissement d'une censure préalable contre les excès de la presse et de tribunaux extraordinaires contre les perturbateurs de l'ordre public (3 août)¹. Puis, après être revenu passer quelques jours à Milan (2-17 novembre) au retour de Passeriano², après y avoir exercé encore son infatigable activité d'organisateur ou son influence d'utile conseiller, Bonaparte se mit en route par Rastadt, en abandonnant à ses destinées la République que son épée venait de fonder et que sa présence aurait seule pu consolider. Il avait en dix-huit mois renouvelé la face de toute l'Italie septentrionale.

1. CUSANI, V, 163-167 ; *Raccolta*, III, 87 et 100.

2. *Corr.*, III, N° 2351, 2354, 2362, 2371, 2386.

CHAPITRE V

LA PREMIÈRE CISALPINE (1797-1799)

Caractères de l'histoire de la première Cisalpine

- I. Asservissement de la Cisalpine à la France. — Le Directoire lui impose, avec l'entretien d'une armée d'occupation dont il tolère les excès, un traité d'alliance onéreux (mars-mai 1798). — Il lui envoie un ambassadeur chargé de perpétuer sa sujétion.
- II. Le régime intérieur de la Cisalpine : détresse financière, anarchie morale et désorganisation administrative. — Prépondérance des éléments avancés dans les assemblées et le gouvernement. — Excès de la presse et des clubs. — Abus des manifestations extérieures.
- III. Les coups d'État. — Projet et exécution de la réforme constitutionnelle de Trouvé (août 1798). — Double revirement du Directoire, qui rappelle d'abord Trouvé, en abrogeant ses mesures (octobre) et qui charge ensuite Rivaud de les remettre en vigueur (décembre).
- IV. Les premiers résultats de la domination française : premier éveil de l'opinion publique et de l'idée nationale, premières manifestations de l'idée unitaire. — Popularité persistante de Bonaparte.

L'œuvre de Bonaparte était destinée à décliner du jour où il l'abandonnerait à elle-même, car il y avait déposé, sous la pression des circonstances, des germes de désorganisation que sa forte main aurait seule réussi à étouffer. Après son départ, la Cisalpine s'affaissa progressivement par l'effet de ses faiblesses internes, pour succomber ensuite à la première at-

taque extérieure, après dix-huit mois d'une existence agitée et stérile, pauvre en hommes et en œuvres, plus intéressante par le mouvement des idées que par la grandeur des événements ou l'importance des résultats¹.

Les conditions mêmes de son établissement entraînèrent alors et expliquent aujourd'hui les misères de son histoire. Œuvre de la France, elle devait fatalement en devenir la chose; improvisée en quelques mois par la force étrangère, appelée à l'indépendance sans posséder ni armée, ni finances, ni esprit public, elle ne pouvait, comme tous les États naissants, se maintenir qu'avec l'appui permanent de la puissance qui l'avait fondée. Comme tous les États protecteurs, celle-ci se trouvait naturellement exposée à abuser de cette nécessité. Le Directoire français céda d'autant plus volontiers à la tentation que ses besoins financiers, plus forts que ses scrupules, réduisirent bientôt sa politique extérieure à exploiter les peuples conquis et à révolutionner les autres. Il suivit, sans oser l'avouer, cette politique dans la première république qu'il eût créée en Italie, y perpétua le régime militaire au moment où il en proclamait la liberté, en consumma l'asservissement sous prétexte d'en défendre l'indépendance, et ajouta ainsi au mécontentement provoqué par son despotisme l'indignation que soulevait le contraste de ses principes et de ses pratiques. Il employa l'hiver de 1797-1798, première période de l'histoire de la Cisalpine, à assurer ses trois principaux

1. Voir pour ce chapitre, outre les sources indiquées précédemment (et principalement la *Raccolta*), la *Storia del memorabile Governo francese e sedicente cisalpino*, Milan, 1799, attribuée à BECCATINI (pamphlet réactionnaire, mais contenant des détails curieux); les opuscules et articles de circonstance réunis sous le titre de *Opere minori* de Melchiorre GIOJA (Lugano, 1853, 5 vol. in-8); enfin le troisième volume des *Mémoires* de LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX qui contient de nombreuses lettres et rapports envoyés à cet homme d'État, soit par son protégé Trouvé, ministre en Cisalpine, soit par d'autres agents français.

moyens de domination : le maintien d'une armée d'occupation, — la conclusion d'un traité d'alliance — et l'envoi d'un ambassadeur à Milan.

I

Après la paix, une armée française de 25.000 hommes avait été laissée sur le territoire cisalpin, pour le défendre contre l'Autriche. Ses garnisons occupaient les principales localités, ses généraux et ses officiers de place commandaient les départements et les villes fortes, et son chef suprême, Berthier, résidait dans la capitale. A côté du gouvernement national, qui commençait seulement à se constituer, fonctionnait donc un gouvernement militaire, étendant sur tout le pays le réseau de sa hiérarchie, de ses agents et de ses attributions territoriales. — Ceux qui l'exerçaient n'étaient que trop disposés par leurs habitudes de conquête à abuser des pouvoirs dont ils étaient investis. Leurs écarts de conduite semblaient en raison inverse de leur grade. Comme au début, les simples soldats attiraient par leur belle humeur des sympathies¹ que leurs supérieurs immédiats

1. On en trouve des témoignages mille fois renouvelés dans les lettres écrites par Verri au début de l'invasion. « On ne peut s'imaginer la réunion de tant de patience, de gaieté, de politesse et de valeur dans des soldats aussi terribles dans l'action et aussi dépourvus de morgue et d'orgueil lorsqu'elle est passée. » (VERRI, *Lettere*, IV, 215.) — « L'armée française est composée d'hommes merveilleux de courage, d'humanité et de bon sens. Je n'ai jamais parlé à une sentinelle sans me trouver satisfait de sa réponse et de sa courtoisie. Si les commissaires sous lesquels gémissent les soldats étaient de la même trempe, il ne resterait aux peuples conquis qu'à remercier leurs vainqueurs... Aucune analogie entre le militaire et le politique. Le militaire est patient, discret, modeste, poli, respectueux de la propriété... Ce sont de braves gens, et tous le reconnaissent parce que c'est une vérité lumineuse. » (*Ibid.*, 222.) — « Je vous ai déjà écrit et je vous confirme qu'on ne peut imaginer armée plus discrète et plus honnête que l'armée française. C'est un fait reconnu de tous ceux chez qui elle loge. » (*Ibid.*, 229.) Même impression dans les mémoires d'un Ita-

s'aliénaient trop souvent par des airs avantageux, des galanteries inconsidérées, des gamineries vexatoires, ou des propos offensants pour l'amour-propre national de leurs hôtes¹. — Les officiers supérieurs, surtout s'ils exerçaient un commandement territorial ou des fonctions de police, se permettaient à leur tour des actes de concussion ou d'arbitraire dont le renouvellement continuuel laissait à leur merci les biens, la sécurité ou les opinions des particuliers². — L'exemple leur venait des généraux; ceux-ci se faisaient presque tous céder par les villes où ils résidaient la jouissance d'un palais tout meublé, sans compter des frais de table auxquels ils n'avaient point droit³. A ces exigences communes quelques-uns ajoutaient l'éclat de scandales individuels. C'étaient, à Crémone, Lacombe-Saint-Michel réclamant pour ses troupes une quantité d'avoine vingt fois supérieure à leurs besoins, et faisant incarcérer les municipaux qui se déclaraient hors d'état de la fournir; à Mantoue, Miollis rançonnant la population pour payer la solde de ses soldats révoltés, Delmas emprisonnant sans raison et relâchant sans excuse le syndic, Chamberlhac affermant à son profit la pêche du lac, moyennant six écus par jour⁴. — Enfin les fournisseurs et commissaires de l'armée, élevant ces extorsions à la hauteur d'un brigandage organisé, édifiaient en quelques mois des fortunes dont le chiffre seul semblait un défi

lien, le général Zucchi (ZUCCHI, *Memorie*, Turin, 1861, p. 1) et dans ARNDT, II, 13, 34, 323).

1. Sur les farces que se permettaient les officiers envers les bourgeois cf. THIÉBAULT, *Mémoires*, II, 109-117; sur leurs entreprises galantes et sur le mépris qu'ils exprimaient publiquement à l'égard de la nation et des troupes italiennes, nombreuses anecdotes dans ARNDT, II, 13, 37, 398 et 426.

2. « Depuis le simple soldat jusqu'au capitaine, rien de plus respectable, de plus doux et de plus honnête que les armées françaises; mais parmi les chefs de corps, surtout parmi les habits brodés, on compte ceux à qui on peut rendre le même témoignage. » (Lettre de Trouvé du 15 juillet 1798, insérée dans LA REVELLIÈRE, III, 286.)

3. LA REVELLIÈRE, III, 297.

4. *Ibid.*, III, 273 seq.

à l'honnêteté : tel le fameux Haller, le plus considérable d'entre eux, auquel on attribuait à Paris un gain de 15 millions¹. De pareils spectacles arrachaient des exclamations indignées aux rares Français civils qui en fussent les témoins désintéressés. « Oh ! quelle pitié ! quel scandale ! quelles mœurs ! » s'écriait l'un d'eux. « Tu ne peux te peindre, écrivait un autre à un ami, la tyrannie et le brigandage qu'on exerce dans ce pays. On prend ici dans la poche publiquement. » Un troisième enfin notait « l'attitude sombre des habitants à l'aspect de ceux qui, chargés de leurs dépouilles, insultent à leur indigence² ». On peut mesurer à l'indignation qu'expriment ces témoignages la profondeur des ressentiments amassés peu à peu dans les cœurs italiens.

Le Directoire s'était contenté jusque-là de fermer les yeux sur les excès de ses agents ; il découvrit bientôt sa propre politique et s'attira l'animosité directe des Cisalpins en leur imposant un traité d'alliance plus préjudiciable encore à leur gouvernement que l'attitude des troupes d'occupation ne l'était à leurs intérêts particuliers. Du jour où ils formaient un État, il devenait nécessaire de régler par un acte officiel, et dans quelles conditions s'exercerait pour eux le protectorat de la France, et par quels sacrifices ils devraient en payer le bienfait. Il eût été politique de ne leur demander à cet égard que des concessions en rapport avec leurs ressources réelles et leur dignité nationale. Néanmoins Talleyrand, redoutant leur indocilité, se proposait avant tout de les « brider avec des chaînes de fer », afin qu'ils ne pussent « concevoir une idée ambitieuse sans la permission du Directoire³ ». Dans le texte de traité qu'il rédigea, d'après un projet laissé par Bona-

1. Rapport de Sandoz-Rollin du 22 nov. 1798 dans BAILLEU, I, 257.

2. LA REVELLIÈRE, III, 306, 308, 355, 363.

3. BAILLEU, I, 175.

parte¹, ils achetaient la garantie de leur « unité » et de leur « indépendance » par la triple obligation de participer comme alliés à toutes les guerres de la France, étrangères à leurs intérêts; de lui payer pour l'entretien du corps d'occupation préposé à la défense de leurs frontières un subside annuel de 18 millions, écrasant pour un budget qui en comptait à peine 50; enfin de créer à leurs frais une armée nationale de 40.000 hommes.

A part cette dernière clause, rendue pour l'instant illusoire par la première, le traité organisait à la fois l'asservissement et l'appauvrissement de la Cisalpine². Comment le faire accepter des diverses autorités à l'agrément desquelles il devait être soumis? — Les plénipotentiaires envoyés à cet effet à Paris, Visconti, Serbelloni et Rangone, refusèrent d'abord de le signer (31 janvier) et ne s'y décidèrent que sur les menaces de Talleyrand (21 février), qui leur fit entrevoir le retrait immédiat de l'armée d'occupation en cas de refus et un agrandissement territorial en Ligurie en cas de prompt adhésion. — L'exemple de leur condescendance fut suivi aussitôt par les Directeurs de Milan. L'assentiment du Conseil des *Juniori* parut déjà plus difficile à emporter; ils ne votèrent le traité qu'après dix jours d'hésitation (2-12 mars), sur une impérieuse mise en demeure de Berthier, qui prit prétexte de complots antifrançais découverts ou inventés par sa police pour leur demander par lettre une solution dans les 48 heures. Par contre, ces tentatives d'intimidation restèrent sans succès auprès des *Seniori*; moins impressionnables et plus fermes que leurs cadets, ils protestèrent de leur gratitude envers la République française,

1. *Corr.*, III, N° 2407.

2. Le texte du traité d'alliance, ainsi que du traité de commerce annexe, se trouve dans la *Raccolta*, V, 97; il a été reproduit par ZANONINI, I, 301-305.

mais repoussèrent ses exigences pécuniaires comme incompatibles avec l'équilibre de leur budget (15 mars). — Pour surmonter leur opiniâtre résistance, il fallut que Brune, successeur de Berthier, destituât deux, puis trois Directeurs soupçonnés de l'encourager, emprisonnât les journalistes coupables de la soutenir, et expulsât enfin du Conseil les meneurs qui l'avaient conduite, le président Aldini en tête. — L'assemblée ainsi épurée finit par voter, après deux mois (fin de mai), non seulement le traité lui-même, mais l'achat d'un palais offert à la France comme témoignage de reconnaissance. Si le Directoire avait triomphé, c'était au prix de violences qui trahissaient la brutalité de sa domination¹. L'empereur s'en autorisait pour refuser de recevoir à Vienne l'envoyé de la Cisalpine, reconnue pourtant par lui à Campo-Formio, mais dont l'indépendance ne lui semblait plus suffisamment garantie².

Il restait à déterminer dans quel esprit et par quel intermédiaire le traité serait appliqué. Le Directoire avait décidé d'envoyer à Milan un ambassadeur civil, plus docile à ses ordres que les généraux et plus propre à le représenter d'une manière stable et régulière. Le premier titulaire de ce poste, Trouvé, ne vint en prendre possession qu'en juin 1798; c'était un protégé de La Revellière-Lépeaux, âgé seulement de 32 ans et auparavant ministre à Naples; bien que son rôle politique dût soulever des discussions passionnées, on lui reconnaissait généralement un caractère intègre, une intelligence prompte et de réelles sympathies

1. Cf. pour l'histoire du traité lui-même ZANOLINI, I, 104-124, et les annexes; CUSANI, V, 219-226; BAILLEU, I, 180-183; pour l'impression produite sur le public, voir les *Riflessioni sul trattato d'alleanza tra le Repubbliche cisalpina e francese* dans les *Opere minori* (I, 196) de GIOJA; et les lettres anonymes insérées (pp. 100 et 101) dans VALDRIGHI, *Estratto d'un carteggio famigliare e privato ai tempi della Repubblica cisalpina* (Modène, 1872).

2. LA REVELLIÈRE-LÉPEAUX, III, 276; MONTI, *Lettere*, I, 311.

pour les Italiens¹. — Toutefois ses sentiments personnels étaient subordonnés à l'exécution des instructions dont il était porteur, et dont l'analyse permet de saisir sur le vif la politique directoriale à l'égard des États vassaux. Dans un passage qu'on croirait postérieur de cinquante ans, on y indique d'abord les dispositions présentes et futures de la nouvelle République cisalpine, actuellement « souple et même reconnaissante envers la nation victorieuse », mais destinée à cesser de l'être « à mesure qu'elle se fortifiera et qu'elle obtiendra la puissance et la considération à laquelle elle aspire ». Si telle est son ambition, son rôle doit pourtant se réduire à servir les intérêts exclusifs de la République française, et à l'aider à devenir dans la Péninsule entière « l'arbitre de toutes les contestations politiques ». Il faut à cet effet « qu'elle devienne assez puissante pour nous être utile, et qu'elle ne le soit jamais assez pour nous nuire ». — Exercer une vigilance de tous les instants sur les autorités cisalpines, soit pour entretenir en elles « le sentiment de leur faiblesse et de leur infériorité », soit pour leur dicter des décisions conformes aux volontés de l'État protecteur, telle sera donc la mission de l'ambassadeur français à Milan; il devra seulement présenter son intervention sous la forme du conseil amical ou de l'insinuation; « cacher avec soin la main toute-puissante qui donne le mouvement » à la machine gouvernementale; enfin ne jamais se départir « des égards que l'on doit à des amis, à des alliés, à un peuple libre² ».

1. Claude-Joseph Trouvé (1768-1860) fut d'abord attaché à la rédaction du *Moniteur* (1791-1794), dut ensuite à la protection de son compatriote La Revellière-Lépeaux l'accès de la carrière diplomatique (1797-1799) et reçut de Bonaparte la préfecture de l'Aude où il resta seize ans. Après une courte incursion dans la politique sous le ministère Polignac, il rentra dans la vie privée à la suite de la Révolution de 1830.

2. Mémoire pour servir d'instructions au citoyen Trouvé (Arch. Etr. Corr. Lomb. Supp., 2).

Ces dernières recommandations semblaient difficiles à concilier avec la netteté de celles qui les précédaient. Trouvé allait rencontrer pour les observer un nouvel obstacle dans la personne de Brune, le nouveau général en chef. Il le jugeait au début un « brave homme », d'un caractère aussi haut que sa taille, et sans autre défaut que d'innocentes prétentions au bel esprit. Il devait le représenter plus tard comme un soudard violent et faible, ignorant et emporté, intrigant et dissolu, mené par les chefs de son état-major, Suchet, Gardanne et Dufraisse, habiles à exploiter son goût pour la flatterie, ou par les agitateurs cisalpins, désireux de l'entraîner dans leurs querelles intérieures¹. S'il convient de faire dans ce revirement d'opinion la part des dissentiments politiques, et dans ce portrait chargé celle des rancunes privées, il n'en est pas moins vrai que l'action personnelle de Brune ne devait contribuer, ni à modérer l'exercice de la tutelle française, ni à lui conserver le caractère de discrétion qui aurait seule pu la rendre supportable.

II

Le régime politique de la Cisalpine avait été fixé pendant l'hiver de 1798-1799 ; les conséquences s'en déroulèrent pendant l'été suivant. C'étaient la détresse financière, — l'anarchie morale — et la désorganisation administrative.

Comme dans la plupart des États révolutionnaires, la question d'argent devait être la constante préoccupation et le plus redoutable écueil de la nouvelle République. Les recettes normales avaient été portées à grand'peine à 56 millions ; mais les services civils

1. LA REVELLIÈRE, III, 291 seq.

en absorbaient 16, la création d'une armée nationale 24, l'entretien des troupes françaises d'occupation 18 (et 24 avec les frais supplémentaires); il fallait en outre payer l'intérêt des dettes héritées de l'ancien régime, et pourvoir aux dépenses extraordinaires et imprévues qui, dans cette période troublée, devenaient, non l'exception, mais la règle. Comment équilibrer un budget dans de pareilles conditions? Le seul exercice financier que le Corps législatif eut à examiner (septembre 1797 à septembre 1798) se soldait par 80 millions de dépenses¹! Pour tenter de combler ce déficit de 24 millions, on avait dû revenir à l'emploi des mesures révolutionnaires. Augmentations ou anticipations extraordinaires de l'impôt foncier, emprunts forcés à acquitter par les riches, taxes de circonstance, le plus souvent progressives, sur le commerce ou la propriété, tous ces expédients ne soulageaient le Trésor que par la ruine du crédit, ne remplissaient les caisses de l'État qu'en épuisant les ressources du pays, et n'assuraient le présent qu'en préparant la banqueroute finale².

Au désordre des finances répondait la confusion des esprits. Organe officiel de l'opinion publique, le Corps législatif sembla prendre à tâche de l'égarer au lieu de la régler, surtout après que la retraite d'une partie de ses membres eut modifié sa composition primitive. Au

1. Rapport du Directoire cisalpin sur la situation budgétaire, 14 prairial an VI-2 juin 1798 (Arch. Vienne, 2). Le même carton contient de nombreuses lettres adressées à Melzi, par les directeurs Adelasio et Alesandri sur la détresse des finances. Cf. dans les lettres de MONTI (*Lettere*, I, 306, 26 septembre 1798) le passage suivant : « S'il reste quelques livres dans la République, ce sera aux vices de nos libérateurs que nous les devrons. Nous sommes le 5 du mois (de vendémiaire), les traitements des employés ne sont pas encore payés et on ne sait quand ils le seront. Il restait quelques louis dans les caisses de l'État : ils ont été absorbés par la fête de l'anniversaire de la République et par le dîner offert à cette occasion au général en chef. »

2. CUSANI, V, 235; FRANCHETTI, *Storia politica d'Italia dal 1789 al 1899* (Milan, Vallardi), p. 377.

début, Bonaparte y avait fait entrer, en nombre à peu près égal, des avancés et des modérés, choisis les uns à cause de leur dévouement aveugle, mais éprouvé, à la cause révolutionnaire, les autres en raison de leur autorité sociale¹. — Les premiers, nombreux surtout parmi les *Juniori* où ils étaient dirigés par trois meneurs bruyants, Lattuada, Lahoz et Reina, ne tardèrent pas à prendre par leur audace une influence prépondérante; interrompant ou injuriant sans trêve les orateurs, montant sans cesse à la tribune pour jurer haine aux aristocrates, aux tyrans et aux prêtres, ils transformèrent la salle des séances en un champ de bataille et intimidèrent sans difficulté des adversaires craintifs par tempérament². — Les modérés renoncèrent bien vite à la lutte et virent leur groupe se fondre peu à peu, d'abord par la retraite anticipée de quelques trembleurs qui ne se rendirent pas à la convocation du Corps législatif (20 novembre 1797), puis par la démission volontaire de 31 membres des deux Conseils, après un mois de session (décembre); enfin par l'expulsion de quatre *Seniori*, coupables d'avoir dirigé l'opposition au traité d'alliance (avril 1798)³. Après ces affaiblissements successifs, qui rappelaient l'histoire de la Gironde, les montagnards cisalpins, devenus les maîtres de la situation parlementaire, travaillèrent en toute liberté à réaliser leur programme.

Sans doute tout ne fut pas illusion ni stérilité dans leur ardeur de réformes. La liberté du commerce proclamée,

1. Voir l'appréciation de VERRI (*Lettere*, IV, 246, citée à la note 1 de la page 163) et ce passage d'une lettre de Greppi en date du 23 juin 1797 : « L'ami Melzi m'assure que le général en chef met tous ses efforts à organiser un gouvernement qui ramène entre toutes les classes sociales la confiance, l'harmonie et le désir d'une union et d'une fraternité sincères. » (GREPPI, III, 194.) La liste primitive des membres des deux conseils se trouve dans la *Raccolta*, V, 4.

2. CUSANI, V, chap. vi et spécialement pp. 191, 199-201.

3. *Raccolta*, V, 85, 109, 126, 153, 154, 155. Le nombre total des membres des deux conseils qui quittèrent, volontairement ou par force, le Corps législatif, montait à 56 six mois après leur réunion.

la police organisée, les derniers vestiges du régime féodal privé abolis, l'institution des registres de l'état civil et du service de l'hygiène publique témoignèrent au moins de leur zèle pour le bien de l'Etat. En même temps, comme s'ils voulaient faire oublier leurs services par leurs imprudences, ils révoquèrent, aussitôt après le départ de Bonaparte, les salutaires restrictions que celui-ci avait apportées à la licence des journaux et des clubs¹. Puis ils s'aliénèrent tour à tour : le gros du public par leur empressement à se voter une indemnité, et leur lenteur à se choisir un costume ; les modérés, par l'adoption d'une loi contre les « alarmistes » qui était plutôt une loi des suspects ; les Directeurs, en les laissant accuser publiquement de concussion sans protester ; enfin les ecclésiastiques et le bas peuple en entravant l'exercice extérieur du culte et en supprimant des couvents². Les plus ardents d'entre eux proposaient même de déclarer la guerre au pape, d'annuler comme illégitimes tous les contrats conclus par les anciens gouvernements, de supprimer les pensions ecclésiastiques, d'établir l'union libre et l'impôt progressif, d'adopter le calendrier et le vocabulaire révolutionnaires³. Bien qu'arrêtées au passage par les *Seniori*, restés plus modérés, ces propositions extrêmes effarouchaient l'opinion et discréditaient le régime parlementaire dans un pays mal préparé à le recevoir.

Elles n'étaient d'ailleurs qu'un écho de celles qui s'exprimaient librement dans les clubs réouverts et dans la presse affranchie de toute entrave. Les « sociétés populaires » retentissaient de furieuses diatribes contre le clergé et les aristocrates ; dans l'une d'elles, au « Cercle de la Rose », une femme offrit, aux applau-

1. *Raccolta*, V, 56.

2. *Raccolta*, IV, 96, 161 ; V, 76, 142, 155.

3. CUSANI, V, 215-217 ; LA REVELLIÈRE, III, 238.

dissements de l'assistance, sa main à qui lui apporterait la tête du pape ! Les colonnes des journaux étaient remplies de dénonciations, d'attaques personnelles ou de polémiques privées¹. Dans les lieux publics enfin, la propagande démagogique se manifestait, soit par une ardeur de destruction qui faillit dégénérer en œuvre de vandalisme, soit par une série de manifestations extérieures qui faisaient de la vie milanaise un carnaval perpétuel. Tandis que des citoyens trop zélés s'attaquaient aux insignes nobiliaires ou monarchiques épargnés par les précédentes dévastations, d'autres plantaient encore des arbres de la liberté ou organisaient sous le moindre prétexte des fêtes civiques à grand spectacle, sans s'apercevoir que ces pompes théâtrales, trop souvent renouvelées, allaient à l'encontre de leur but². Elles lassaient par leur répétition la curiosité des foules au lieu d'exciter leur enthousiasme, soulevaient par leurs côtés ridicules les raileries de la bourgeoisie sceptique et scandalisaient souvent par leur caractère irréligieux la piété des paysans. Chaque jour se creusait davantage le fossé qui séparait le gouvernement des populations³.

III

Un pareil régime ne pouvait se prolonger sans en-

1. CUSANI, V, 203 seq.

2. On trouvera un tableau complet et animé de la vie politique de Milan, ainsi que de la situation des partis dans l'opuscule de GIOIA, *Quadro politico di Milano (Opere minori, III, 87)*; dans ARNDT, II, 420 seq. et dans l'étude de CALLIGARIS sur *Milan en 1798 d'après les Mémoires du temps* (dans l'*Archivio storico lombardo*, fascicule d'avril 1898).

3. DE CASTRO, *Milano e la Repubblica cisalpina*, 208-213; LUZIO, *Francesi e Giacobini in Mantova*, p. 165 (Rapport du Comité de police de Mantoue constatant que « l'esprit public ne peut être que contraire au régime actuel »); cf. dans LA REVELLIÈRE, III, 350, une lettre du Directeur Savoldi et (p. 353) une autre lettre d'Audouin, consul de France à Messine, sur le mécontentement général du pays.

trainer une catastrophe ou une banqueroute; tous le sentaient, mais personne n'osait le reconnaître¹. L'ambassadeur français Trouvé eut assez de clairvoyance pour comprendre les périls de la situation et assez de fermeté pour entreprendre de la modifier : son initiative était d'autant plus méritoire qu'il risquait de s'aliéner par une réforme radicale les partisans les plus ardents de la France, maîtres du gouvernement et de la législation. Il trouva dans l'examen même des maux à guérir l'indication des remèdes à employer. — La République souffrait d'abord du déficit : il suffirait pour l'atténuer de ramener de 20 à 11 le nombre des départements et de réduire ainsi de moitié celui des fonctions administratives et des mandats électifs à rétribuer. Le Corps législatif manquait de pondération et de sens politique : on changerait son esprit avec sa composition, en profitant de la diminution d'effectif qu'il subirait pour y remplacer les agitateurs populaires par des « gens à fortune ». La licence des journaux et des clubs serait enrayée du jour où le gouvernement, chargé de leur surveillance, recevrait le droit de supprimer les uns et de fermer les autres. Enfin les grands services publics fonctionneraient normalement quand ils auraient fait l'objet de règlements organiques, dont la rédaction devait être confiée à un habile administrateur, Faypoult, venu à Milan avec Trouvé.

Tel était dans ses grandes lignes le plan de réformes² auquel celui-ci s'arrêta, sur les conseils de plusieurs députés modérés; on n'en pouvait nier l'opportunité, mais il était aisé d'en prévoir les difficultés d'application. Comment en effet espérer que la majorité des Conseils accepterait de son plein gré un remaniement constitutionnel destiné à la déposséder du pouvoir ?

1. BAILLEU, I, 220-221.

2. Texte de la constitution Trouvé, ainsi que des manifestes et proclamations qui l'accompagnaient, dans la *Raccolta*, V, 275-318.

Pour l'y contraindre, Trouvé dut recourir à l'expédient révolutionnaire des coups d'Etat, tout récemment employé en France (22 floréal an VI-11 mai 1798) et en Hollande. Il convoqua chez lui, dans la soirée du 30 août 1798, les membres des deux Conseils acquis d'avance à son projet, afin de leur en soumettre la rédaction définitive. Quatre-vingt-six se rendirent à son appel, et sur ce nombre, 64 lui accordèrent leur approbation ; ces derniers, représentant le quart seulement de l'effectif total des députés, furent seuls admis le lendemain dans leur salle de séances, entourée de détachements français. Ils votèrent d'emblée la nouvelle constitution proposée, ainsi que les lois organiques annexes, recomposèrent eux-mêmes le Corps législatif, ramené de 240 à 120 membres, remplacèrent deux Directeurs et adoptèrent pour finir une motion de remerciements à l'ambassadeur français, heureux inspirateur de ces changements (31 août). Ce simulacre de consultation parlementaire ne trompa malheureusement personne et la réforme de Trouvé apparut comme entachée de violence à ceux mêmes qui la jugeaient salutaire¹.

Elle ne devait d'ailleurs être que transitoire. Elle avait, à peine annoncée, rencontré l'opposition acharnée des démocrates extrêmes, qui tentèrent de la prévenir, d'abord par des menaces adressées à son auteur, puis par l'appui de Brune et par le voyage de deux d'entre eux, Lahoz et Teulié, chargés de porter à Paris leurs protestations. Après le coup d'État, ils redoublèrent d'activité, gagnèrent à leur cause Lucien Bonaparte et Barras, protecteur de Brune, et finirent par triompher auprès du Directoire, qui ne se piquait pas toujours de suite dans les idées et d'exactitude dans les informa-

1. Voir dans LA REVELLIÈRE, III, les lettres où Trouvé explique la préparation (pp. 256-272) et l'exécution (pp. 292, 304, 329, 420) de son plan de réformes ; cf. BAILLEU, I, 228, 236.

tions. Trouvé fut rappelé et Fouché, son remplaçant, n'eut rien de plus pressé que de destituer à son arrivée (17 octobre) 3 Directeurs et 40 députés nommés par son prédécesseur ; comme il empêchait en même temps les assemblées primaires de ratifier la nouvelle constitution, il ne restait plus de celle-ci qu'un souvenir.

Elle allait pourtant redevenir une réalité. S'il avait fallu trois mois pour la préparer et un mois pour l'abolir, il suffit de huit jours pour la remettre en vigueur. Par un de ces revirements dont son histoire était pleine, le Directoire mieux informé ne craignit pas de se déjuger encore une fois. Il destitua en même temps (25 octobre) Brune, qui céda son commandement à Joubert pour aller en Hollande (1^{er} novembre), et Fouché, qui reçut l'ordre de quitter la Cisalpine dans les vingt-quatre heures. — Rivaud, nommé à la place de ce dernier, eut pour mission d'annuler son œuvre par un troisième coup d'État. Arrivé le 6 décembre à Milan, il fit réintégrer les Directeurs et les députés récemment destitués, ferma les clubs, emprisonna les partisans de Brune et rétablit la constitution Trouvé¹. Ces changements alternatifs et contradictoires n'en avaient pas moins brisé les ressorts du gouvernement, ruiné la confiance publique, et montré aux plus aveugles que la République n'était qu'un jouet entre les mains de ses protecteurs.

Après s'être vu enlever ses ressources par les exigences militaires, son indépendance par la politique directoriale, sa stabilité intérieure par des coups d'État importés du dehors, il ne restait plus à la Cisalpine qu'à perdre son existence par la guerre ; ce devait

1. Cf. Rapport de Rivaud sur sa mission (Aff. Etr. Corr. Lomb. Supp. 2) ; LA REVELLIÈRE, III, 336, 478-481 ; BAILLEU, I, 262.

Sur l'histoire d'ensemble de ces changements successifs et sur les mouvements d'opinion auxquels ils donnèrent lieu cf. ZANOLINI, I, 129-137 ; CUSANI, V, 328-338 ; MONTI, *Lettere*, I, 290-304 et 311-322.

être l'une des premières conséquences de la seconde coalition. Quand l'armée austro-russe, refoulant celle de Schérer, eut forcé à Cassano (27 avril 1799) la ligne de l'Adda, dernière barrière qui la séparât de Milan, les membres du gouvernement ne surent lui opposer que des proclamations furibondes, auxquelles succéda bientôt une fuite éperdue ¹. Ils suivirent jusqu'en Piémont et bientôt jusqu'en Savoie la retraite des troupes françaises, dans les rangs desquelles se confondirent les faibles contingents cisalpins. Pendant ce temps les Autrichiens entraient dans la capitale lombarde (28 avril) aux applaudissements des habitants et trouvaient un accueil plus chaleureux encore dans les campagnes, soulevées en leur faveur sans attendre leur venue. Quand ils eurent occupé sans résistance l'Émilie (mai) et pris Mantoue, il ne restait plus rien de l'édifice, ou plutôt de la façade politique que Bonaparte avait élevée sur les ruines des anciens gouvernements.

IV

Rayée désormais de la carte de l'Europe, la Cisalpine ne pouvait aussi aisément disparaître de l'histoire. Elle n'avait pas duré deux ans sans déposer dans les intelligences de nouvelles idées, destinées à survivre à sa chute.

En prolongeant les misères de la conquête par les maux de l'occupation, elle avait d'abord poursuivi la transformation morale ébauchée pendant la période de guerre. Conduit par l'intérêt personnel à la notion de l'intérêt public, le peuple en arrivait peu à peu à prendre parti dans des luttes politiques auxquelles

1. *Raccolta*, III, 7, 12, 16, 34; CUSANI, V, chap. XIII, et BAILLEU, I, 241 (Récit fait par Marescalchi à Roux de la fuite du Directoire cisalpin de Milan).

il était jusqu'alors resté indifférent. Les mêmes paysans qui avaient assisté en spectateurs passifs à l'arrivée des Français tentèrent contre eux des soulèvements partiels dès les premières semaines de leur séjour, et contribuèrent plus tard à leur expulsion en se portant en masse au-devant de leurs ennemis. Sous l'ancien régime, ils étaient sans opinion : le nouveau leur en avait donné une, dirigée contre lui-même.

S'il était possible de ne voir dans ces explosions de la colère populaire que le cri de la souffrance individuelle, on ne pouvait refuser aux classes dirigeantes des convictions plus éclairées. La première Cisalpine avait présenté le spectacle d'événements trop instructifs, elle avait été le siège d'une agitation morale trop intense pour ne pas donner naissance à quelques idées politiques fécondes.

La première était l'idée nationale, que la France avait introduite dans la conscience publique en la faisant prévaloir dans les faits. Une République avait été créée, qui avait en elle-même son principe et possédait ses organes de vie comme ses signes extérieurs d'indépendance. Elle s'imposait aux esprits par son existence, créait par sa durée de nouvelles habitudes et des besoins inconnus, et devait produire par sa disparition un sentiment de malaise qui se tournerait en désir d'en voir renaître les formes sans les abus, et les principes sans les excès.

En même temps qu'un idéal, la Cisalpine léguait aux Italiens un enseignement : elle leur avait révélé le prix et les conditions de l'indépendance. La tutelle française, à laquelle elle devait sa fondation, s'était montrée assez préjudiciable à son développement pour apparaître comme incompatible avec sa prospérité ultérieure¹. — Les républicains modérés admettaient

1. « Quant à moi, écrivait Monti, le 16 mars 1798 (*Lettere*, I, 278), je suis réconforté par cette pensée que, malgré la diversité de coutumes

encore ce protectorat comme nécessaire contre les menaces du dehors et les divisions du dedans, mais à titre provisoire, et à la condition d'en améliorer les formes et l'exercice. — Parmi les avancés, les plus nombreux, liés à la France par l'intérêt personnel ou le fanatisme révolutionnaire, lui faisaient un crédit illimité, en lui laissant le soin de corriger elle-même les abus de sa domination; mais les plus impatients tenaient cette espérance pour illusoire et commençaient à caresser le rêve d'un État exclusivement italien, également indépendant des deux grandes nations voisines et rivales, qu'ils fonderaient en s'alliant alternativement avec l'une et avec l'autre. Cette conception, qui rappelait la vieille politique de la maison de Savoie, donna naissance à une société secrète formée à Bologne dans les derniers mois de la Cisalpine sous le nom de « Société des Rayons », parce qu'elle se proposait de rayonner sur toute l'Italie; elle comprenait surtout des officiers, dont l'un des plus ardents, Lahoz, commença même à exécuter son programme; lors de l'invasion, il leva une troupe de partisans, s'unit aux Autrichiens jugés alors moins dangereux pour l'indépendance que leurs adversaires, et tomba sous les balles françaises au siège d'Ancône (octobre 1799). — Ce qu'il faut retenir de ces tentatives

qui divise les Italiens en tant de nations, nous avons tous un point de réunion, un sentiment commun à l'égard de ceux qui nous oppriment. » Ailleurs (p. 326) Monti déplore l'annexion probable du Piémont comme « un mal certain pour la liberté de l'Italie ». D'après ARNDT (II, 419-420) qui visita Milan en octobre 1798, « les Cisalpins détestent les Français et ne regrettent pas les Allemands, car un peuple n'aime guère que lui-même ». Si la majorité semble pourtant désirer le maintien du système actuel, c'est uniquement par crainte des calamités qu'entraînerait une révolution et à la condition expresse d'adoucir les conditions draconiennes du traité d'alliance avec la France. — Mêmes constatations faites, pour le Mantouan, par le comité de police du département du Mincio (Luzio, p. 165); la population est hostile au régime actuel, à cause des souffrances qu'il lui a apportées, sans pourtant qu'il existe à proprement parler un parti pour l'ancien régime.

isolées, prématurées et mal connues¹, c'est l'apparition d'une idée étrangère aux générations précédentes, et qui trouvera sa formule dans la fameuse phrase de Charles-Albert : *Italia farà da se*. Pour la première fois des Italiens arrivaient à comprendre que leur sort ne devait dépendre que d'eux-mêmes, et qu'aucune puissance étrangère ne consentirait à les protéger sans être tentée de les assujettir. L'histoire de la Cisalpine avait fait ressortir cette vérité, dont la période de réaction allait fournir la contre-épreuve, en montrant les Autrichiens comme aussi peu désintéressés que les Français.

La notion de l'unité devait à la fin se dégager du besoin de l'indépendance dès que l'une apparaîtrait comme la condition de l'autre. Au début de sa campagne, Bonaparte avait parlé dans ses premières proclamations de l'« Italie » et de la « patrie italienne » : mots sonores et vagues, rappelant trop de souvenirs pour ne pas exalter les imaginations et évoquer un noble idéal politique. Quelques mois plus tard, une manifestation d'opinion significative permit de mesurer le chemin parcouru par les esprits. Lors du concours institué par l'Administration générale de la Lombardie sur l'organisation future du pays (octobre 1796), le vainqueur de ce tournoi littéraire, le publiciste Melchiorre Gioja préconisait, ainsi que plusieurs de ses concurrents moins heureux, la fondation d'une République unitaire comprenant tout le territoire de l'Italie². — Ce qui n'était alors qu'un vœu platonique appa-

1. Elles ne sont connues et n'ont été exposées avec quelque détail que par BORTA (fin du livre XIV), dont la sûreté d'informations et l'impartialité historique sont souvent en défaut. Toutefois on ne saurait en contester l'existence, car on trouve dans les documents postérieurs de brèves mais fréquentes allusions à l'existence de ces sociétés secrètes.

2. Ce mémoire figure dans le tome V de ses *Opere minori*. Cf. l'enthousiasme inattendu qu'avait excité dans l'âme désabusée de Pietro Verri la proclamation de la Cisalpine. « Avant peu d'années,

rut comme une nécessité après la fondation de la Cisalpine. Cette République semblait si incomplète et si irrégulière de forme que ses gouvernants considéraient, non sans raison, son agrandissement comme une condition nécessaire de sa conservation ¹. Ils espéraient d'autre part que son rôle de fille aînée de la République française la destinerait à absorber peu à peu les États italiens, démocratisés par la politique envahissante du Directoire. — Quand la réaction eut brutalement interrompu ce rêve patriotique, les chefs des diverses Républiques disparues, réfugiés à Chambéry, employèrent les loisirs de l'exil à méditer en commun sur les causes de leurs disgrâces politiques. Ils n'eurent pas de peine à les trouver dans l'isolement, et par suite dans la faiblesse de leurs gouvernements respectifs, et il leur parut à tous que s'ils avaient été unis en un seul État, ils auraient opposé à l'invasion une résistance heureuse. Oubliant un instant leurs rivalités régionales, les proscrits cisalpins, piémontais, liguriens, napolitains et romains se rallièrent à la conception d'une République unitaire, représentée par une Convention nationale, et adressèrent au Directoire (juillet 1799) une pétition pour lui demander, sinon de l'établir, au moins de la proclamer immédiatement, afin de « relever en Italie l'esprit public » et d'y « soulever les peuples en faveur de la France » : illusions d'exilés et manifestation impuissante, mais dans lesquelles un historien a pu voir « la première tentative faite dans les temps modernes pour affirmer en face de l'étranger le droit de la nation italienne ² ». C'est

s'écrie-t-il (6 mai 1797), l'Italie ne formera probablement qu'une seule famille ; pour l'instant on a déjà incorporé 14 cités et 4 millions d'habitants au moins. » (*Lettere*, IV, 246.)

1. Voir plus loin (livre IV, chap. III) des détails sur ce mouvement d'idées.

2. BUONCOMPAGNI, *La Tradizione liberale piemontese*, III, 71. Ce mémoire, analysé par FRANCHETTI (*Dell' Unità italiana nel 1799*, *Nuova Antologia* du 1^{er} avril 1890) et par ROBERTI (*Un anno della vita di Carlo Botta*, *Nuova*

un vœu analogue qu'exprimait à la même date et presque sous la même forme Ugo Foscolo, alors enfermé dans Gênes comme officier, et destiné à devenir l'un des maîtres de la poésie et de la pensée italienne. L'idée unitaire faisait donc son chemin dans les esprits à mesure que les événements en démontraient la nécessité.

A la fin de 1799, toutes ces conceptions politiques, d'ailleurs confuses et enveloppées, se personnifiaient en un homme dans lequel chacun voulait voir le représentant de ses intérêts. Bien que Bonaparte fût en partie responsable de la situation actuelle, conséquence de son système politique et territorial, il conservait et voyait même s'accroître chaque jour son prestige sur les partis comme sur les masses. Les libéraux lui savaient gré de ce qu'il avait accompli, les patriotes avancés de ce qu'il avait promis, les nobles et les prêtres même de ce qu'il avait empêché, tous enfin de son habileté à ménager leurs intérêts ou à flatter leurs passions¹. Auprès des foules, il bénéficiait, et de

Antologia du 16 février 1901), a malheureusement disparu et l'on n'en connaît que les grandes lignes et quelques extraits. Mais il existe aux Archives des Affaires étrangères (*Mém. Doc. Italie*, 12) un mémoire anonyme sur l'Italie qui, en raison de la coïncidence des dates (22 juin 1799) et de la communauté des vues, peut en être considéré comme le résumé à l'usage du ministre.

A la même date un certain nombre de réfugiés s'étaient rendus à Paris où l'un d'eux écrivait : « Ici tous les Italiens de meilleure renommée... soupirent après l'unité italienne ; c'est là le but de leurs désirs et de leurs démarches ; ils espèrent obtenir bientôt une déclaration dans ce sens. » (CUSANI, V. 307.) Cf. un certain nombre de témoignages du même genre dans la brochure de Franchetti indiquée plus haut.

1. « Ce qu'il y a de curieux, c'est que dans cette disposition des âmes et cette confusion des choses il n'y a, de Grätz à Bologne, qu'une seule voix sur un seul homme. A entendre amis et ennemis, Bonaparte est toujours un grand homme, un ami de l'humanité, un protecteur des pauvres et des misérables. On ne raconte de lui que des anecdotes où il a le beau rôle ; on lui pardonne tout, sauf d'avoir expédié vers sa patrie les œuvres d'art. Le patriote qui gémit sur son pays le déclare innocent des malheurs publics et lui fait un mérite de ce qui n'a peut-être été que l'effet du hasard. Le prêtre

la comparaison avec ses successeurs, qui avaient montré ses exigences sans son génie, et de son éloignement même, qui devait, en Italie comme en France, contribuer à fonder sa légende. Il n'aura qu'à reparaitre dans les plaines lombardes pour voir se tourner vers lui toutes les espérances comme toutes les admirations.

Malgré sa courte durée, ses agitations stériles et sa chute rapide, la première Cisalpine laissait donc en mourant des traces profondes dans la conscience nationale. Elle avait appris à penser à des populations qui se contentaient de vivre; elle avait enfin éveillé en elles, par son existence le sentiment de la nationalité, par son asservissement le besoin de l'indépendance, et par sa faiblesse le désir de l'unité.

révère en lui un homme qui sait honorer l'humanité jusque dans ses préjugés. L'émigré français et le prêtre non assermenté le regardent comme un aristocrate qui n'a pas pu ou pas osé montrer son jeu... Si chacun de ces indices ne prouve rien par lui-même, l'ensemble montre qu'un homme qui, dans une situation aussi critique, a su gagner tous les cœurs doit être digne de commander aux hommes. » (ARNDT, II, 39.)

Il convient d'indiquer également comme preuve du prestige qu'exerçait encore Bonaparte, même pendant son absence, l'intérêt avec lequel on suivait dans la Cisalpine son expédition d'Égypte. On en trouve le témoignage dans les lettres de MONTI (I, 293, 300, 303, 307, 318) et dans la poésie populaire (DE CASTRO, *Milano e la Repubblica cisalpina*, p. 283).

CHAPITRE VI¹

LA RÉACTION (1799-1800)

La période de réaction comprise entre le départ (avril 1799) et le retour (juin 1800) des armées françaises, a laissé, sous le nom populaire des « Treize Mois », de sinistres souvenirs dans l'âme des habitants de la Cisalpine. Ils en espéraient un soulagement à leurs maux : elle ne leur apporta qu'un redoublement de misères, d'autant plus accablantes que leur pays épuisé passa en une année par toutes les épreuves réparties entre trois ans sous le régime précédent. Leurs souffrances se doublant de leur déception, ils ne tardèrent pas à détester leurs nouveaux maîtres avec plus d'ardeur encore qu'ils n'avaient auparavant maudit les Français.

Jamais pourtant domination étrangère ne s'ouvrit sous de plus favorables auspices que celle de l'Autriche en 1799. La foule saluant l'entrée de ses troupes à Milan des cris de « Vive l'empereur ! Vive la religion ! » ; les dames de l'aristocratie ornant de fleurs leurs drapeaux en embrassant les bottes de Souvarov et de ses Cosaques ; les *Te Deum* dans les églises, la chasse

1. Voir pour ce chapitre, outre les sources précédemment citées, l'opuscule de GIOJA intitulé *I Francesi, i Tedeschi, i Russi in Lombardia* (inséré dans le tome V de ses *Opere minori*), qui contient une analyse très complète de l'œuvre de la réaction austro-russe dans la Cisalpine.

aux jacobins dans les rues, les arbres de la liberté abattus sur les places, les murs couverts de poésies en l'honneur du « très clément souverain » ou de satires vouant à l'exécration publique la défunte Cisalpine « fondée par les fripons, exaltée par les sots, exécrée par les sages, anéantie par les forts » : tel fut le spectacle que présentèrent la capitale lombarde et, après elle, les villes de province, pendant les premières semaines de leur « libération¹ ». — Les nobles et les prêtres voyaient dans la restauration la fin de leurs épreuves, le peuple un retour à ses anciennes traditions, les libéraux modérés eux-mêmes une garantie d'ordre et de paix. Pour entretenir, sinon ces transports d'allégresse, au moins ces bonnes dispositions, il eût suffi à l'Autriche d'assurer aux Lombards les avantages attendus de sa domination : la tranquillité morale, la paix sociale et la prospérité matérielle dont ils avaient goûté les bienfaits sous Marie-Thérèse et souffert la privation sous la Cisalpine. Elle sembla malheureusement prendre à tâche de détruire à cet égard toutes leurs illusions.

Le désir de laisser en suspens le sort de ses conquêtes italiennes, afin de leur adjoindre plus tard les Légations, la détourna d'abord de leur donner une organisation définitive ; elle se contenta d'établir en Lombardie un gouvernement provisoire, présidé par un commissaire impérial, le fameux comte Coccastelli, composé uniquement de nobles, et secondé par une « Commission de police » qu'elle investit de pouvoirs presque illimités. Ces diverses autorités se montrèrent plus préoccupées de punir que d'administrer, et d'exercer des vengeances que de pourvoir aux besoins publics. Leur activité eût été moins malfaisante encore qu'aveugle, si elles s'étaient bornées à ordonner l'ob-

1. DE CASTRO, *Milano e la Repubblica cisalpina*, pp. 232-252 ; ZANOLINI, I, 143-144.

servation des pratiques religieuses, à fermer l'Université de Pavie, à proscrire les modes révolutionnaires¹, à rétablir les justices féodales. — De plus elles exercèrent bientôt contre les serviteurs du régime déchu une ardeur de persécution auprès de laquelle l'exclusivisme jacobin pouvait passer pour de la tolérance. Elles firent arrêter successivement, non comme otages, mais comme prévenus de lèse-majesté, les ministres ou Directeurs de la Cisalpine restés à Milan (1^{er} mai), les hommes politiques convaincus d'« excessif enthousiasme » pour la République, enfin les particuliers désignés à leur vindicte par les dénonciations anonymes. Tandis que les fugitifs voyaient confisquer leurs biens, les autres prévenus, au nombre de 800, étaient traduits devant une commission extraordinaire, puis transportés et emprisonnés dans l'intérieur de l'Autriche avant même la fin de leur procès. — Cette fureur de réaction contre le passé s'étendit ensuite : à toutes les lois de la Cisalpine, abrogées en bloc comme émanant d'un gouvernement « nul et intrus » ; à tous les petits fonctionnaires qui lui avaient prêté leurs services, destitués comme coupables d'usurpation ; aux acquéreurs de biens nationaux, frappés de taxes d'exception, et forcés de soumettre leurs achats, déclarés illégitimes en principe, à l'examen d'une commission spéciale. C'était tenter de faire rétrograder l'histoire, traiter en ennemis les anciens serviteurs de l'Autriche, épargnés pourtant par la Cisalpine, alarmer la classe des nouveaux propriétaires, formée par la liquidation des biens d'église, et ruiner enfin le crédit public, déjà ébranlé par l'apparition des billets de la Banque de Vienne. — Après avoir ainsi persécuté ses adversaires et transformé les indifférents en mécon-

1. GIOJA (p. 63) cite notamment un avis officiel (3 juillet 1799) qui interdit la coupe de cheveux dite « à la Brutus » comme « signe de libertinage et de perfidie ».

tents, il ne restait à l'Autriche qu'à s'aliéner ses amis. Les prêtres, si heureux jadis de saluer son retour, s'éloignèrent d'elle quand ils se virent refuser, et la restitution des biens nationaux, dont un tiers seulement était vendu, et le paiement des pensions promises aux religieux des couvents supprimés. Les nobles et les gens du peuple maudirent bientôt sa domination parce qu'ils succombaient sous le poids de charges écrasantes¹.

Leurs souffrances matérielles, jugées déjà intolérables pendant l'occupation française, dépassaient en effet toute prévision comme toute mesure. L'Autriche appauvrie ne pouvait entretenir en Italie une armée de 50.000 hommes sans demander à la richesse foncière, la seule qui ne pût échapper à ses prises, des sacrifices pécuniaires toujours renouvelés et toujours insuffisants. Elle augmenta encore le taux de l'impôt direct, déjà triplé entre 1796 et 1799, en porta la moyenne par tête d'habitant de 7 à 30 livres, et en 13 mois exigea de la Lombardie 31 millions, c'est-à-dire plus que la Cisalpine, trois fois plus grande, n'avait payé en 18. — Si exorbitantes qu'elles parussent, aux riches par leur lourdeur et aux pauvres par leur répercussion, ces exigences fiscales étaient encore moins cruellement ressenties que le fléau des réquisitions. Partout dans les campagnes les autorités militaires enlevaient au gré de leur fantaisie, et pour les gaspiller ensuite, d'énormes

1. CUSANI, V, 276-239. Cf. la conclusion de l'opuscule cité de Gioja (p. 95). « Quelle classe de la société a profité du gouvernement austro-russe ? Les agriculteurs ? Un pillage universel et d'immenses réquisitions les ont dépouillés de leur bétail et de leurs semences.... Les commerçants ? Ils ont supporté le dommage du papier-monnaie. Les gens de lettres ? L'exil et la prison furent leur lot ; l'Université de Pavie fut fermée et annulée. Les acheteurs de biens nationaux ? Le gouvernement les menaçait à chaque instant de les dépouiller de leurs propriétés. Le clergé ? Après mille promesses, il n'obtint rien... et il vit ses temples saccagés, ses vases sacrés volés, les huiles saintes sur les bottes des Cosaques, les curés de campagne insultés, bâtonnés, blessés et même égorgés. »

quantités de céréales et de fourrages ; contre les municipalités impuissantes à les satisfaire, elles recouraient à des violences qui faisaient presque regretter les procédés des généraux français. Tandis que les Autrichiens se contentaient de répondre par la bastonnade ou l'emprisonnement à toutes les réclamations, les Russes traitaient chaque village occupé comme une ville prise d'assaut, répandaient la terreur par leurs brutalités, provoquaient par leur approche la fuite générale des habitants¹, et rencontrèrent même dans certaines régions la résistance armée des paysans, exaspérés, au point d'employer contre eux les fusils de l'ancienne garde nationale.

En quelques mois de pouvoir, l'Autriche avait donc été amenée, soit par une fausse politique, soit par la force des circonstances, à s'aliéner à la fois toutes les opinions et tous les intérêts. Sa domination, accueillie avec un immense espoir, aboutissait à une immense déception. De l'ancien régime, qu'elle promettait de restaurer, elle n'avait pas ramené les bienfaits ; du nouveau, qu'elle voulait abolir, elle détruisait les libres institutions, mais continuait et aggravait les abus. Les mêmes comparaisons qui lui avaient été d'abord favorables tournaient ensuite à son détriment et, après avoir bénéficié des souvenirs laissés par Marie-Thérèse, elle faisait regretter le temps des Français. Tombés au dernier degré de la misère et de la désolation, mais animés de cet invincible besoin d'espérer qui survit aux pires épreuves, les Cisalpins étaient mûrs désormais pour le retour de Bonaparte.

1. « Au moindre bruit, l'on criait « Voilà les Russes ! » et l'on voyait les gens s'enfuir, cacher leurs biens, se retrancher dans les maisons ; des hommes armés se réunir la nuit sous un même toit, en vue de la défense commune, sans oser sortir ni conduire aux champs leurs bestiaux... » (GIOJA, p. 9) ; cf. *ibid.*, pp. 84-92, de nombreux détails, appuyés de documents, sur les dévastations des Russes dans les campagnes.

CHAPITRE VII

LA SECONDE CISALPINE (1800-1802)

- I. — L'armistice. — Séjour de Bonaparte à Milan après Marengo. — Organisation provisoire de la Cisalpine rétablie. — Avances au clergé. — Optimisme et espérances de paix universelles. — Premières difficultés financières et exigences de l'armée française. — Concentration du pouvoir exécutif entre les mains d'un triumvirat. — Annexion du Novarais.
- II. La campagne d'hiver (décembre 1800-février 1801) et ses conséquences : continuation du provisoire, abus des réquisitions, souffrances des particuliers, désarroi des finances publiques, augmentation des impôts. — La paix de Lunéville procure à la République quelques avantages territoriaux.
- III. — Nouvelles espérances de la Cisalpine (février-avril); fêtes et réjouissances. — Activité administrative du gouvernement; délimitation définitive des départements. — Projet de constitution envoyé à Paris. — Nouvelle déception : la mort de Paul I^{er} détermine Bonaparte à ajourner encore ses projets de réorganisation de l'Italie.
- IV. Recrudescence des malheurs publics. — Agitations de la politique intérieure. — Les abus de l'occupation : exigences pécuniaires de l'armée française et excès de ses généraux. — Désordre des finances, redoublement de fiscalité, misère des populations. — Impuissance du gouvernement, anarchie administrative et développement du particularisme. — Envoi d'une mission à Paris pour demander un remède aux maux du pays (juillet).
- V. Situation de la Cisalpine à la fin de la période révolutionnaire (1796-1802). — État social : influence persistante des anciennes classes dirigeantes, apparition d'une classe nouvelle. — État politique et administratif. — État moral. — Sentiments nouveaux produits par l'invasion : besoin de soulagement matériel, haine des Français et inquiétude de l'avenir. — Sentiments antérieurs à la Révolution et leur persistance : indifférence politique, esprit de localité, absence de patriotisme cisalpin et de patriotisme italien.

Il semblait que le retour des Français dût enfin, après les cruelles expériences des quatre dernières années,

conduire les Cisalpins au terme de leur évolution politique, en leur assurant les bienfaits de l'ordre et de la paix. La guerre dont leur pays était le théâtre et l'enjeu allait pourtant retarder dix-huit mois encore la réalisation de leurs vœux. Au cours de cette période d'attente, ils restèrent dans une situation provisoire, soumis à une dictature militaire qui renouvela, en les aggravant, leurs précédentes épreuves ; la « seconde Cisalpine » leur apporta la même détresse matérielle avec plus d'épuisement, le même désordre moral avec plus de lassitude. La tâche du gouvernement se réduisit à pourvoir aux besoins de l'armée française, la vie politique des habitants à suivre au delà des frontières les grands événements dont dépendaient leurs destinées ; leur histoire intérieure se résume dans les alternatives d'illusions et de découragement qu'entraînèrent pour eux, à deux reprises différentes, les péripéties des luttes européennes. — Au début, Marengo leur parut un présage de paix, bientôt démenti par la reprise des hostilités contre l'Autriche ; au printemps de 1801, le traité de Lunéville leur rendit de nouvelles espérances et la mort de Paul I^{er} leur réserva de nouvelles déceptions. Ils se trouvaient à bout de résistance physique et morale quand Bonaparte, après avoir pacifié le continent par l'armistice avec l'Angleterre (1^{er} octobre), s'occupa enfin de constituer leur République par la convocation d'une Consulte extraordinaire à Lyon.

I

Au cours de sa brève campagne d'Italie, le Premier Consul fit deux séjours à Milan. Pendant le premier (2-9 juin), il rallia les partisans qu'avait conservés la France et les ennemis que s'était faits l'Autriche ; mais la population hésitait à se prononcer en sa faveur

avant que son triomphe ne fût assuré¹. La victoire de Marengo, qui le rendit maître de la Cisalpine, et la convention d'Alexandrie, qui en expulsa définitivement ses adversaires, suffirent pour transformer cette réserve en enthousiasme. Lorsqu'au retour du champ de bataille il fit son entrée dans la capitale lombarde (17 juin), aux derniers rayons d'un magnifique soleil couchant, il y fut reçu sous une pluie de fleurs, au milieu de transports de joie inconnus depuis longtemps au pays, et demeurés inoubliables, même pour les officiers de son armée². L'allégresse publique redoubla dans la soirée, se maintint les jours suivants, et se renouvela, en changeant de théâtre, lorsqu'il regagna la France. Il fit route jusqu'aux Alpes entre deux haies ininterrompues de paysans et de citoyens accourus pour le saluer au passage de leurs vivats³.

Ces manifestations extérieures traduisaient l'irrésistible besoin d'espérer dont il était devenu l'expression, et qui ralliait à son nom ceux mêmes qu'avaient autrefois déçus ses promesses et sa politique. De cet état d'esprit on trouve un témoignage devenu classique dans une publication de circonstance, due à la plume

1. « Notre second séjour à Milan fut salué par des acclamations presque continuelles. La première fois sans doute nous avions été très bien reçus ; mais il y a dans les manifestations de l'amour et de la joie, si naturelles aux peuples vaincus, certaines nuances de sincérité qui deviennent toujours plus prononcées après une victoire... » (BOURRIENNE, *Mémoires*, IV, 134.)

2. « Bonaparte venait d'entrer (à Milan) en revenant de Marengo. Ivre de joie, la population encombrait les rues ; un enthousiasme délirant éclatait de toutes parts, et un beau soleil couchant animait encore cette scène de bruyante allégresse. Le soir toute la ville fut illuminée ; la plus petite fenêtre avait son lampion, et les cris de : « Vivent les Français », qui cette fois portaient bien du cœur, retentissaient de tous côtés. L'aspect de Milan dans cette mémorable circonstance est le plus magnifique et le plus imposant spectacle dont j'aie jamais été témoin. » (GROS, *Mémoires*, I, 127.) Même description, presque dans les mêmes termes, dans les *Mémoires* du duc DE ROVIGO, I, 285, et dans les lettres du lieutenant Dupin (G. SAND, *Histoire de ma vie*, II, 258).

3. DUC DE ROVIGO, *Mémoires*, I, 268.

du poète le plus original de l'époque, et restée parmi les plus belles pages de la littérature italienne. C'est cette *Orazione a Bonaparte* qu'Ugo Foscolo devait remanier et faire paraître à l'occasion de la Consulte de Lyon, mais qu'il composa au lendemain même de Marengo. Il avait précédemment maudit et flétri l'auteur de l'abandon de Venise, qu'il s'évertuait, dans les lettres de Jacopo Ortis, à représenter comme une âme « basse et cruelle » et comme un des fléaux de l'humanité¹. — Dans son nouvel ouvrage, il prodiguait au contraire à Bonaparte, pour l'engager à fermer les plaies du pays, des louanges hyperboliques que terminait cette apostrophe : « Viens... ta présence expiera toutes les fautes, fermera toutes les plaies, réalisera tous les heureux présages attachés à notre République ; tout en un mot sera plein de toi... Qui ne voudrait de Bonaparte pour législateur, pour capitaine, pour père, pour chef perpétuel ? » Ce lyrisme ne s'expliquait pas seulement par l'entraînement poétique ou par l'imitation trop visible du *Panégryrique de Trajan*. L'auteur s'était borné cette fois à revêtir des couleurs éclatantes de son imagination et de sa rhétorique le sentiment qui était dans l'âme de tous.

Comment Bonaparte allait-il répondre à cette attente universelle ? Son premier acte public en Lombardie (5 juin) avait été d'y rétablir, au moins en titre, la Cisalpine, et son premier soin d'éviter qu'en reprenant sa forme antérieure, celle-ci ne retombât dans ses anciens égarements. Au lieu de lui rendre sa constitu-

1. FOSCOLO, *Ultime lettere di Jacopo Ortis*; lettre du 17 mars 1798.

2. FOSCOLO, *Prose politiche* (Ed. Le Monnier, Florence, 1850), p. 62. A la même date un témoignage officiel devait d'ailleurs confirmer celui de Foscolo. Envoyé à Milan par Bonaparte comme ministre de France (voir plus loin), Petiet lui écrivait aussitôt après son arrivée (28 juin 1800) : « Les Cisalpins n'ont confiance qu'en vous : tous les gouvernements leur sont égaux pourvu que vous ne les abandonniez pas : voilà l'opinion générale et principalement celle des propriétaires. » (Aff. Étr., Corr., Lomb., 57.)

tion primitive, toujours valable en droit, et ses derniers Directeurs, alors réfugiés à Chambéry, il lui donna un gouvernement provisoire, très simple de structure, et comportant des autorités nouvelles, nommées par lui (17 juin); une « Consulte législative » de 50 membres pour voter les lois et préparer l'organisation définitive de l'État; une « Commission extraordinaire de gouvernement » de 9 membres, exerçant au centre et déléguant dans les départements le pouvoir exécutif; enfin un « Ministre extraordinaire du gouvernement français » chargé de présider le premier de ces corps, de diriger le second, et surtout d'assurer le versement régulier à l'armée de la contribution de deux millions exigée mensuellement pour son entretien¹. — Bien qu'incomplètes à bien des égards, ces mesures organiques furent accueillies sans défaveur, parce qu'on les croyait provisoires et que le public, moins attentif désormais à la vertu des institutions qu'au choix des hommes, se sentait rassuré par les nominations qui les accompagnaient. Le ministre français à Milan devait être le général Petiet, ex-fonctionnaire de l'ancien régime, plus tard député aux Cinq-Cents et ministre de la Guerre, venu en Italie comme administrateur général de l'armée de réserve; c'était un homme d'âge et d'expérience, bienveillant et honnête. Dans la Consulte Bonaparte fit entrer, avec quelques démocrates avancés épargnés par la proscription et désignés à son choix par une fidélité méritoire à sa cause, les anciens chefs modérés, tels que Melzi, Paradisi, Luosi, des nobles et des grands propriétaires, influents et considérés, et enfin, par une innovation sans précédent, un évêque et un archiprêtre².

1. *Corr.*, V, N° 4917, 4918 et 4919.

2. Les nominations parurent les 22 et 24 juin (*Aff. Étr.*, *Mém. Doc.*, Italie, 34). — PETIET (Claude), né à Châtillon-sur-Seine en 1749, mort à Paris en 1806, avait été, sous l'ancien régime, commissaire des guerres, puis pendant quinze ans secrétaire général de l'Intendance

A ce moment, son attitude envers l'Église semblait d'ailleurs le traitsaillant de sa politique italienne. Pour rallier les masses rurales¹, dominées par les prêtres, il prodiguait les avances au clergé. Il avait inauguré son premier séjour à Milan par un *Te Deum* au Dôme et par une allocution aux curés de la ville (5 juin), dont le retentissement dépassa de beaucoup les frontières de la Cisalpine; elle contenait avec une profession ouverte de la foi catholique, cette phrase significative : « Je saurai punir de la façon la plus éclatante et, s'il le faut, de la peine de mort, quiconque fera la moindre insulte à notre commune religion, ou qui osera se permettre le plus léger outrage envers vos personnes sacrées. » — Après Marengo, nouveau *Te Deum*, plus solennel encore que le premier, où le vainqueur se rendit sans se soucier de ce que diraient les « athées de Paris » et fut reçu avec le cérémonial usité autrefois « pour les consuls et premiers magistrats de l'Empire d'Occident ». Quelques jours après, l'archevêque de Milan, qu'une terreur inconsidérée avait fait fuir de sa métropole à l'approche des Français, sollicita l'autorisation d'y rentrer : il reçut la réponse la plus favorable sous la forme la plus flatteuse. Enhardi par cet accueil, il revendiqua la nomination des curés, dévolue depuis 1797 à l'élection des fidèles; une loi du 5 juillet abolit toutes celles qu'avait votées la Cisalpine en matière religieuse². Tout dans ces mesures était calculé pour donner au public l'impression bien nette que le nouveau gouvernement suivait de nouvelles maximes et protégeait l'Église au lieu de la persécuter ou au moins de l'ignorer.

de Bretagne. Un arrêté du 20 juillet lui adjoignit comme secrétaire général un certain Derville-Malécharde, qui entra plus tard dans l'administration préfectorale française.

1. A ce moment « le Premier Consul voulait surtout s'attacher les Italiens, dont l'exaspération pouvait être fâcheuse si la guerre venait de nouveau à éclater ». (Duc DE ROVIGO, *Mémoires*, I, 299.)

2. Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 34, et *Corr.*, V, N° 4884, 5126 et 5195.

Séduits par ces marques inespérées de bienveillance, les ecclésiastiques s'abandonnèrent un instant à l'irrésistible courant d'optimisme qui entraînait alors toutes les classes et tous les partis¹. — Les « patriotes » saluaient dans le nouveau régime la fin de leurs persécutions, la renaissance de leur République et le triomphe, au moins partiel, de leurs idées; les sceptiques lui reconnaissaient à l'avance le mérite de ne pouvoir être pire que le précédent; les poètes mêmes lui savaient gré de leur fournir des sujets dignes de leur inspiration; à leur tête, Monti et Gianni chantaient en strophes enflammées la bataille de Marengo, la gloire du vainqueur et les destinées futures de l'Italie libérée. — Enfin la masse du public, aspirant avant tout à l'ordre par la paix, interprétait comme des présages favorables à ses désirs la suspension des hostilités, l'évacuation de la Romagne par les Autrichiens (8 juillet), le passage à Milan (13) du comte de Saint-Julien, porteur d'une lettre de l'Empereur pour le Premier Consul, et plus tard la prolongation de l'armistice pour 45 jours (20 septembre). Chez tous le besoin d'espérer, ravivé par le souvenir des maux soufferts et la sensation du soulagement éprouvé, semblait trop impérieux pour ne pas trouver dans les plus minimes incidents des sujets de satisfaction.

Ce fut sous ces favorables auspices que se réunit

1. L'*Amico della Libertà* du 5 août citait avec éloges une pastorale de Mgr Melani, évêque de Novare, qui contenait un éloge de Bonaparte et de la République française. Dès le 5 juin, le vicaire général de Milan avait, en l'absence de son chef, adressé une proclamation aux fidèles pour leur annoncer, en termes favorables, le rétablissement de la Cisalpine.

Quant aux sentiments d'optimisme qui animaient alors l'ensemble de la population, on en trouve la trace et l'analyse dans le rapport envoyé le 29 juin à Bonaparte par Rulhière, chargé après Marengo d'une mission en Italie pour y étudier l'esprit public (A^{IV}, 1684). Cf. dans les lettres du lieutenant Dupin, le tableau de Milan en septembre 1800 (G. SAND, *Histoire de ma vie*, II, 263).

(24 juillet) la Consulte législative¹. Les membres de ce parlement provisoire se trouvèrent de suite aux prises avec de graves difficultés matérielles, familières déjà à leurs devanciers, et destinées à devenir le principal écueil de leur mission. Comment pourvoir, avec des finances épuisées, aux frais d'entretien de l'armée française, fixés à 2 millions par mois², et aux exigences imprévues de ses généraux? Son chef Masséna, presque aussitôt rappelé (13 août), réclamait à lui seul la modeste somme de 300.000 francs comme indemnité de voyage! Il fallut revenir à l'emploi des mesures d'exception qu'avait déjà condamné l'expérience, mais qu'imposait encore la nécessité : augmentation de l'impôt foncier, déjà exorbitant, emprunts forcés sur les riches, taxes extraordinaires sur le commerce (21 juillet) et sur les absents (4 août). — Les Consultants votèrent résolument l'adoption de ces expédients financiers, qu'ils savaient funestes, parce qu'ils les jugeaient transitoires et que d'autre part ils s'efforçaient de hâter, dans la mesure de leurs moyens, l'avènement d'un régime régulier. A cet effet, ils rédigèrent en grande hâte et adoptèrent en deux jours (25 août) une constitution cisalpine complète, calquée sur celle qui régissait alors la France. C'était oublier que Bonaparte avait autant d'intérêt à retarder qu'eux-mêmes à hâter la solution de leurs affaires. Il fit répondre par Talleyrand à Petiet : « Rien n'est moins urgent que d'occuper la Consulte de ce genre de projets. Les circonstances sont trop incertaines pour qu'on puisse à cet égard émettre même un vœu... le provisoire absolu est ce qui convient le mieux à toutes les combinaisons diplomatiques

1. Petiet ouvrit la séance par un discours emphatique contenant ce passage : « C'est peut-être au milieu du tumulte des armes que vous pèserez de si grands intérêts... Vous êtes comme ce philosophe qui dans une ville assiégée s'occupait tout entier d'un problème utile à ses concitoyens. » (Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 34.)

2. *Corr.*, V, 4945.

et militaires. » Petiet dut donc se contenter de « traîner en longueur » la question constitutionnelle¹.

Au lieu d'une constitution, ce fut une dictature que reçut presque aussitôt après la Cisalpine. On a vu qu'une « Commission extraordinaire de gouvernement », composée de neuf personnes, était primitivement investie du pouvoir exécutif. Comme leur indépendance lui paraissait sans doute devenir incommode, Bonaparte, sur la proposition de Petiet, concentra leurs pouvoirs entre les mains d'un « Comité de gouvernement » où ne figuraient plus que trois d'entre eux (25 septembre). Si la mesure elle-même, quoique inopinée, pouvait se défendre, les choix ne devaient être, ni ratifiés par le public, ni justifiés par l'expérience. Les « triumvirs » se rendirent promptement odieux à leurs concitoyens, moins encore par leurs exigences fiscales, tenues pour une nécessité de leur situation, que par le spectacle de leur rapide enrichissement au milieu de la misère générale. — Le premier et le plus estimable, Visconti, appartenait à une illustre famille patricienne et avait montré du dévouement, à défaut d'habileté, comme ambassadeur à Paris de 1797 à 1799; mais ses services et son intégrité ne pouvaient faire oublier, ni la faiblesse de son caractère, ni son rôle de mari complaisant auprès de Berthier, principal auteur de sa fortune. — Ses deux collègues, Ruga et Sommariva, étaient des avocats d'humble origine, de talent médiocre, d'opinions avancées, de moralité douteuse et d'appétit insatiable. Les amis de Ruga attribuaient sa nomination à sa courageuse attitude pendant la réaction, comme défenseur des acquéreurs de biens nationaux; ses ennemis

1. Le texte complet de ce premier projet de constitution se trouve dans Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 34 (séance de la Consulte du 25 août); pour l'ajournement voir la lettre du Premier Consul à Talleyrand du 3 septembre (*Corr.*, V, N° 5080) et celle de Talleyrand à Petiet du 4 septembre (Aff. Étr., *Corr.*, Lomb., 57).

l'expliquaient plus simplement par l'intérêt que sa femme inspirait aux généraux Murat, Pino et Lechi. — Quant à Sommariva, l'étendue de son influence et l'éclat même de ses vices lui assuraient le premier rôle parmi les triumvirs; compromis déjà sous la première Cisalpine, forcé alors d'abandonner ses fonctions de secrétaire du Directoire, rentré par d'obscures intrigues dans la vie publique et dans la faveur de Bonaparte, il apportait au pouvoir une immoralité complète, une soumission sans bornes aux agents français, une rapacité sans scrupules à l'égard de ses compatriotes. En seize mois, il allait édifier à leurs dépens une fortune tellement scandaleuse, qu'elle lui valut, de la part de son successeur au gouvernement, l'épithète de « sublime fripon » et qu'elle le força de quitter pour toujours son pays; réfugié en France après sa chute, il devait chercher à y faire oublier sa réputation en Cisalpine, en y jouant le rôle de Mécène et de protecteur des arts ¹.

Aussitôt rentrés en charge, les triumvirs s'efforcèrent de justifier leur nomination par leur activité ². Sans oublier de s'attribuer, malgré le dénuement du Trésor, un traitement de 30.000 livres, ils pressèrent la rentrée des contributions, principal objet de leurs soins, nommèrent pour les seconder dans leur tâche intérieure quatre ministres assez heureusement choisis et envoyèrent pour représenter leur pays à Paris deux députés,

1. La nomination du triumvirat est du 15 septembre. Sur ses membres, sévèrement jugés par Melzi dans ses Mémoires, voir les notices biographiques de CUSANI (VI, p. 8); de BOUVIER (*Bonaparte en Italie*, I, pp. 592 et 613). Sur Sommariva voir notamment les notes laissées par le baron Custodi (AUVRAY, *La collection Custodi à la Bibliothèque nationale*, Bordeaux-Paris, 1906, p. 116). Les *Souvenirs* du baron de FRÉNILLY (édit. Chuquet, pp. 278-280) contiennent également de curieuses indications sur sa vie à Paris, après sa retraite.

2. « Les trois membres du Comité ont fait plus en six jours que la Commission en deux mois. » Petiet à Talleyrand, 25 sept. 1800 (Aff. Étr., Corr., Lomb., 57).

Greppi et Marescalchi, dont le second devait, avec des titres divers, rester en fonctions jusqu'en 1814¹.

En même temps, la générosité ou plutôt les calculs du Premier Consul les mettaient à même d'offrir à leurs administrés un cadeau de joyeux avènement. Le 13 octobre, ils publiaient un décret arrivé de Paris, daté du 7 septembre, et reculant jusqu'à la Sesia la frontière occidentale de la République. — Celle-ci s'accroissait donc de tout le Novarais, c'est-à-dire d'un territoire peuplé de 340.000 habitants, rapportant 2 millions à l'État, et produisant à lui seul plus de riz que tout le Piémont. À ces avantages matériels s'ajoutait pour la Lombardie la satisfaction morale de recouvrer ses anciennes limites et de voir revenir au foyer commun, après cinquante années de séparation, une population qui lui était restée unie par la communauté des mœurs, de la langue, des sympathies et des regrets. Il y avait, semble-t-il, dans ce simple fait, bien plus que dans les commentaires dithyrambiques dont l'entourèrent les proclamations gouvernementales², de quoi exciter l'enthousiasme reconnaissant des Cisalpins. — L'acquisition du Novarais ne provoqua que leur étonnement, parce qu'elle était pour eux une surprise et que leurs maux intérieurs les rendaient en ce moment indifférents à leur extension territoriale; bien plus, ils en accueillirent la nouvelle avec une instinctive défiance, inspirée par la conduite antérieure de Bonaparte et bientôt justifiée par la publication du texte complet de son décret. Les articles 2 à 6 pres-

1. Les ministres (nommés le 27 septembre) portaient le titre d'« Inspecteurs généraux du gouvernement ». C'étaient à la Guerre, Bianchi d'Adda, bientôt remplacé; à l'Intérieur Pancaldi, qui resta en charge jusqu'à la Consulte de Lyon, aux Finances Soldini et à la Justice Smanchini. Greppi, qui avait été envoyé à Paris avec Marescalchi, mourut quelques jours après son arrivée. Voir dans CANTÙ, *Diplomatici*, pp. 32-34, le récit, fait par eux-mêmes, de leur première entrevue avec Bonaparte.

2. On en trouvera le texte dans CANTÙ, *Diplomatici*, p. 184.

crivaient en effet la construction immédiate d'une route militaire sur le Simplon, entre le lac Majeur et le Valais, aux frais communs des deux Républiques française et cisalpine, dont elle permettrait d'unir les territoires, et dont chacune verserait à cet effet 50.000 francs par mois¹. Les intentions du Premier Consul étaient donc faciles à discerner : tenant à ouvrir un passage à travers les Alpes pour communiquer plus facilement avec sa ligne de défense en Italie, reportée des Alpes à l'Adda, il aimait mieux le voir déboucher dans un pays vassal et allié que dans le Piémont, dont la possession ne lui semblait pas encore définitive; désireux de réduire les frais de cette colossale entreprise, il trouvait dans l'annexion qui l'accompagnait un prétexte pour mettre à contribution l'État appelé à en profiter. — Ces motifs, d'ailleurs avoués, de Bonaparte, suffirent à expliquer une mesure qu'on a voulu vainement attribuer aux manœuvres occultes de Novarais influents². Elle eut d'ailleurs peu de retentissement, non seulement dans la Cisalpine, mais même en Europe, où elle ne souleva que la protestation assez inattendue de Lucchesini. Seuls les Piémontais, se voyant démembrés, portèrent à Paris des représentations aussi vives qu'inutiles³. Cette modification par simple décret d'un ordre de choses consacré par les traités représentait pourtant une innovation hardie dans le droit public et inaugurait cette politique expéditive qui abou-

1. Texte du décret dans la *Corr.*, V, N° 5091. Une loi de la Consulte, en date du 28 octobre (*Aff. Étr., Mém. Doc.*, Italie, 34), sanctionna cette annexion.

2. BOTTA (livre XX) accuse formellement Prina d'avoir été le premier inspirateur et le principal auteur de cette mesure; mais il n'apporte aucune preuve à l'appui de son assertion et n'indique même pas le mobile auquel aurait obéi Prina.

3. Sur l'impression produite à Turin par cet événement et sur les protestations du gouvernement provisoire piémontais, voir dans l'ouvrage de CANTU, *Diplomatici* (pp. 177, 180, 181) les lettres de Venturi, envoyé cisalpin à Turin.

tira quatre ans plus tard au détronement de la dynastie de Naples par simple proclamation.

L'intérêt passager qu'excitait dans la Cisalpine l'acquisition du Novarais s'effaça bientôt devant l'importance d'une plus grave question. Les hostilités allaient-elles recommencer avec l'Autriche ? Les Milanais passèrent à cet égard par des alternatives de craintes et d'espérances qui absorbèrent leurs pensées : aujourd'hui regardant la paix comme assurée, demain redoutant la guerre comme certaine ¹. — Dès le début de septembre (7) Brune, successeur de Masséna, suscite une première alerte par un appel aux armes adressé aux populations italiennes comme aux soldats français. Trois semaines plus tard, on apprend au contraire à Milan la conclusion d'une trêve de 45 jours et le départ prochain de plénipotentiaires pour les conférences qui vont s'ouvrir à Lunéville. Le mois d'octobre se passe dans l'incertitude. Le 17 novembre une nouvelle proclamation de Brune annonce pour le 29 le terme définitif de l'armistice, déjà plusieurs fois prorogé. Les deux puissances belligérantes se décidaient à vider par la force le différend qu'elles avaient vainement tenté de régler par des négociations. La Cisalpine redevenait le théâtre de leur lutte et retentissait du bruit des armes au moment où elle se berçait de l'espoir d'une pacification définitive. La guerre allait désoler encore ses provinces et lui apporter, avec l'amertume d'une première déception, le poids de nouveaux sacrifices.

1. Sur les bruits successifs et contradictoires qui circulaient, soit à Milan, soit dans les rangs de l'armée française, voir *L'Amico della Libertà* (août, septembre, octobre) et PION DES LOCHES, *Mes Campagnes*, (Paris, 1884, p. 57).

II

La campagne d'hiver, ouverte aux premiers jours de décembre, ne devait durer que six semaines : elle parut interminable aux Cisalpins, car elle leur ramena tout le cortège de souffrances et de vexations qui avait accompagné un an auparavant le passage des Austro-Russes. — Elle eut d'abord pour effet d'ajourner encore l'organisation de leur pays, et de suspendre même l'action de leur gouvernement. Irrité contre eux et leurs compatriotes à la suite du complot Arena-Ceracchi, fatigué de ce qu'il appelait leur « esprit d'intrigue », résolu à ne tolérer de leur part aucune manifestation gênante, Bonaparte avait donné, avec les pouvoirs les plus étendus, les instructions les plus sévères au général en chef de son armée d'Italie. Brune n'était pas homme à tenter d'en modérer l'exécution¹. Il exerça dans la Cisalpine une véritable dictature civile et militaire, réduisit le rôle du Comité de gouvernement à enregistrer ses demandes d'argent, celui de la Consulte à y pourvoir, leva pour son compte des contributions dans les villes occupées, et mit de sa propre autorité les légions polonaises sous ses ordres au service, c'est-à-dire à la solde de la République². Encouragés par son exemple, les généraux et les officiers recommençaient à maltraiter les magistrats

1. « Réprimez avec vigueur tous les malveillants, faites arrêter ceux qui troubleraient l'ordre public. » (Bonaparte à Brune, 28 oct. 1800, *Corr.*, V, N° 5153.)

2. Petiet à Talleyrand, 1^{er} nov. 1800 (*Aff. Étr., Corr., Lomb.*, 57). Dans une longue note (sans date) conservée dans ses archives de famille et intitulée : *Note sur la République cisalpine* (rédigée en français, probablement en vue de la Consulte de Lyon), Paradisi accuse Brune de ne s'être entouré que d'« agitateurs, de concussionnaires et d'enragés », d'avoir « chassé des centaines d'employés honnêtes pour les remplacer par des voleurs ou des imbéciles, et de s'être livré à un agiotage effréné ».

municipaux rebelles à leurs exigences; ils renvoyaient à coups de bâton, et sans leur donner la solde promise, les paysans engagés comme convoyeurs. — Traitée de nouveau en pays conquis, la Cisalpine supportait en même temps des charges écrasantes. Jamais en effet, depuis le début de la Révolution, elle n'avait été le théâtre d'une aussi forte concentration de troupes. La principale armée française, échelonnée sur la ligne du Mincio, le corps de Macdonald amené sur le haut Adige par le Splügen, la division Dupont chargée, sur l'autre rive du Pô, de réoccuper les Romagnes, enfin la réserve de Murat, arrivée à Milan en janvier, formaient une masse de près de 130.000 hommes, qu'il fallait payer, nourrir et entretenir. Dans la zone immédiate des hostilités, d'incessantes réquisitions de fourrages, de céréales, de bestiaux et de charrois épuisaient les campagnes; en arrière, les villes devaient fournir aux hôpitaux d'énormes quantités d'objets de pansement et de literie, exagérées encore par les bénéfices illicites et l'avidité éhontée des employés civils¹. Ces souffrances et ces atteintes à la propriété, inséparables de la guerre, n'étaient sans doute pas nouvelles pour la Cisalpine; si, cette fois, elles paraissaient plus intolérables qu'auparavant, c'est qu'au lieu d'éprouver un pays prospère, elles accablaient des populations appauvries par trois invasions et foulées depuis quatre ans aux pieds des armées.

A la détresse des particuliers s'ajoutait le désarroi des finances publiques; les exigences françaises semblaient étendre les obligations du Trésor à mesure que l'épuisement des contribuables en diminuait les ressources. Les impôts levés par les Autrichiens avant

1. Cf. dans AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 248, des rapports de la police parisienne signalant des fortunes scandaleuses édifiées en quelques mois par des employés ou fournisseurs revenant d'Italie (14 avril 1801).

leur départ, les frais extraordinaires occasionnés par la courte campagne de Marengo, les subsides mensuels versés pour l'entretien de l'armée française ou la construction de la route du Simplon, le paiement de la solde des légions polonaises ou des troupes nationales réorganisées portaient à 82 millions le total des sommes levées en dix mois sur la Cisalpine (janvier-octobre 1800)¹ ; et ses ressources normales ne s'étaient jamais élevées, pendant sa première existence, au-dessus de 50 millions ! — Pour combler cet écart, ses gouvernants espérèrent faire réduire ses dépenses obligatoires en chargeant son représentant à Paris de dénoncer les abus dont elle était la victime. Marescalchi s'acquitta de cette mission avec plus d'éloquence que d'efficacité : « Citoyen Ministre, écrivait-il à Talleyrand, le désordre, le gaspillage, l'insubordination dans l'armée sont inconcevables. Nous avons donné tout ce que nous avons pour nous soutenir, on nous ôte encore tous les moyens de subsistance. Il vaut mieux nous égorger et nous épargner tant de souffrances². » — Cet appel à l'humanité n'ayant pas été entendu, il fallut se résigner à l'inévitable, et tendre encore, au risque de les briser, les ressorts fiscaux du pays. De nouvelles anticipations de la taxe foncière n'ayant pas donné de résultats, on rendit les plus forts imposés de chaque département responsables de leur paiement intégral (3 novembre). On mit en vente 15 millions de biens nationaux ; comme ils ne trouvaient plus d'acheteurs, on les répartit entre les grands propriétaires, en « actions forcées » de 10.000 livres, dont le montant était immédiatement exigible : les riches faisaient désormais les frais de toutes les dépenses extraordinaires. En les accablant, ces mesures d'exception ne soulageaient pas les pauvres, atteints aussi par

1. Serbelloni à Talleyrand, 21 nov. 1800 (Aff. Étr., *Corr.*, Lomb., 57.).

2. Petiet à Talleyrand, 29 janv. 1801 (Aff. Étr., *Corr.*, Lomb., 57.).

le remaniement et l'augmentation des charges indirectes. Les lois successivement votées par la Consulte sur le monopole du sel (20 décembre) et du tabac (22), les tarifs douaniers et les octrois, le papier timbré (24), la poste aux lettres, les poudres et salpêtres (26), enfin sur le rétablissement de la loterie (30), supprimée peu auparavant comme immorale (3 octobre), eurent l'avantage d'établir pour l'avenir un système de contributions complet, mais l'inconvénient présent d'écraser des populations, déjà accablées sous le poids d'autres charges. Cette course aux millions ne pouvait se poursuivre sans conduire le pays au désespoir.

Au milieu de toutes ces tristesses, la Cisalpine connut pourtant quelques consolations : et tout d'abord la conduite de ses troupes pendant la campagne. Celles-ci avaient été réorganisées en deux divisions, commandées par les généraux Lechi et Pino ; la première effaça la fâcheuse impression qu'avait produite une tentative de mutinerie à Milan (21 novembre) en se battant bravement autour de Trente, sous les ordres de Macdonald ; la seconde, assemblée à Bologne dès le 21 septembre, nettoya la Romagne des bandes qui l'infestaient, puis poursuivit en Toscane et défit près de Sienne (14 janvier 1801) le corps austro-napolitain de Sommariva. Pendant son éloignement, la garde nationale de Bologne, abandonnée à elle-même, repoussait avec courage et entraînait les incursions de la garnison autrichienne de Ferrare. Ces symptômes de renaissance de la « valeur italienne » paraissaient de bon augure pour l'avenir ¹.

La marche des grandes opérations militaires apportait en même temps au pays des sujets plus sérieux de satisfaction. Les Cisalpins apprirent successivement la victoire décisive de Hohenlinden (3 décembre),

1. ZANOLI, II, 19; ZANOLINI, I, 171-172.

prélude de la cessation des hostilités en Allemagne ; le passage du Mincio (25), qui éloignait la guerre de leur territoire ; peu après, le passage de l'Adige (1^{er} janvier), médiocre opération militaire célébrée à l'égal d'une grande victoire par un *Te Deum* au Dôme du Milan ; enfin l'armistice de Trévis (16 janvier), à la suite duquel Brune annexait d'office à leur République toutes les provinces à l'ouest du fleuve qu'il venait de franchir. Quelques jours auparavant, ils avaient connu le texte du message consulaire au Corps législatif, contenant cette phrase significative : « L'intérêt de l'Europe ne veut pas que l'empereur passe l'Adige. » Il ne leur restait donc plus qu'à obtenir la consécration par les traités des résultats acquis par la victoire et promis par Bonaparte.

Pour y concourir, ils tentèrent en vain, d'abord de faire admettre un représentant de leur pays, Melzi, au congrès de Lunéville, puis d'agir directement sur le plénipotentiaire français Joseph Bonaparte, chargé de leurs intérêts. Sans rien changer aux stipulations finales, leur participation aux conférences où se débattaient leurs destinées leur aurait enlevé quelques illusions, en les mettant à même de connaître les marchandages dont ils furent jusqu'au dernier moment l'objet : Bonaparte n'arrêta ses prétentions au cours de l'Adige qu'après avoir concédé à l'Autriche, d'abord la ligne de l'Oglio (20 octobre), puis celle de la Chiese (novembre) avec les Légations¹. A la fin de la campagne ses succès militaires, en étendant ses exigences, épargnèrent à la Cisalpine l'amertume d'une mutilation de territoire et lui valurent même un léger agrandissement. Le traité de Lunéville, signé le 9 février, lui attribuait en effet les deux régions que celui de

1. Voir le détail de ces négociations dans SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VI, 78-95, et dans DRIAULT, *La Politique extérieure du Premier Consul*, pp. 76-88 ; cf. plus loin p. 207.

Campo-Formio avait laissées en dehors de ses limites sur la rive droite de l'Adige : au nord le Véronais, avec la position stratégique du plateau de Rivoli ; au sud la Polésine de Rovigo avec ses fertiles pâturages ; au total 200.000 habitants de plus et la possession d'une frontière militaire plus forte qu'en 1797. Succédant à celle du Novarais, ces nouvelles acquisitions portaient la population de la République au chiffre de 3.877.000 âmes et autorisaient pour l'avenir des espérances encore plus étendues. Les souffrances de la guerre n'avaient donc pas été infécondes et les sacrifices supportés avec tant d'impatience depuis deux ans recevaient enfin une compensation.

III

La paix apparaissait aux Cisalpins comme la condition nécessaire et le présage certain de la réorganisation de leur pays ; ils l'accueillirent avec d'autant plus de joie qu'elle leur apportait en même temps cette sensation de soulagement et de détente qui suit d'ordinaire les grandes crises. Pendant les mois de février et mars, tout devint pour eux sujet de satisfaction, motif d'espoir ou occasion de réjouissance. — Le retour de Brune de l'armée (31 janvier), la publication officielle de l'armistice (2 février), la nouvelle de l'acceptation de la paix par l'empereur (24), celle de l'échange des ratifications définitives (24 mars), enfin le retour des « patriotes » déportés par l'Autriche à Peterwardein et à Cattaro furent célébrés à Milan par autant de fêtes solennelles, avec prises d'armes de la garde nationale, *Te Deum* au Dôme, salves d'artillerie et banquets populaires¹. — De son côté le gouvernement crut

1. CUSANI, VI, 22 seq.

devoir traduire le sentiment public, et surtout gagner la faveur consulaire, par une manifestation exceptionnelle de gratitude envers Bonaparte. Il décréta (20-21 février) l'établissement à Milan d'une magnifique promenade, aménagée autour du château, bordée d'édifices majestueux, et ornée d'une colossale statue du protecteur de la Cisalpine. Cinq millions de biens nationaux devaient être consacrés au *Foro Bonaparte*, dont la première pierre fut posée le 30 avril, au bruit du canon¹. En même temps, les poètes de circonstance s'évertuaient à traduire en beau langage l'allégresse populaire. Le plus fameux d'entre eux, Monti, barde officiel de tous les régimes, célébrait avec sa richesse habituelle d'images et de métaphores le retour de la paix, s'avancant sur un char aux blancs coursiers, le front ceint de fleurs, pour venir sécher les larmes des mères, changer les épées en socs de charrue, et recevoir, en présence de Bellone repentante, les remerciements de Cérès reconnaissante. — Ceux que ces évocations mythologiques laissaient insensibles trouvaient des sujets de contentement dans les nouvelles du jour. La trêve (18 février), puis le traité (18 mars) imposés par Murat au roi de Naples, rétablissaient la tranquillité dans le centre de la Péninsule; enfin l'avènement d'un nouveau ministère anglais et la perte définitive de l'Égypte paraissaient de nature à hâter la pacification générale. Il semblait qu'on touchât enfin au but tant désiré.

Dans les sphères gouvernementales, cette confiance en l'avenir se traduisait par un redoublement d'activité diplomatique, politique et administrative. — Les triumvirs plaçaient à la tête de l'armée un vigoureux officier général, Teulière, qui pendant son court passage au minis-

1. Texte de la loi. Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 34; cf. lettre de Petiet à Talleyrand du 30 avril 1801 (Aff. Étr., *Corr.*, Lomb., 59).

tère de la Guerre (22 avril-30 juillet) y introduisit d'utiles améliorations¹. Ils faisaient voter par la Consulte, après la réorganisation des préfectures et des communes (10 octobre 1800), celle des Tribunaux (31 janvier 1801) et de la garde nationale (21 avril), ainsi que la péréquation de l'impôt foncier entre les départements (4 mars). La plupart de ces lois, inspirées par les besoins du moment, n'eurent la que valeur et la durée d'expédients provisoires. — Il en est une autre (13 mai) qui, malgré ses imperfections, mérite plus qu'une mention, comme ayant fixé définitivement les cadres de la vie politique et administrative².

Lors de sa fondation, la Cisalpine avait été, à l'exemple de la France, découpée en départements portant des noms empruntés à la géographie physique. Elle n'en comprenait pas moins de 20, comptant chacun une moyenne de 160.000 habitants à peine, parce que toutes les villes de quelque importance avaient tenu à devenir le siège d'un chef-lieu. Ce nombre paraissant disproportionné à l'étendue comme aux ressources de l'Etat, Trouvé l'avait réduit à onze lors de sa réforme constitutionnelle. Ce fut cette dernière division que la Consulte de 1801 adopta comme base de son travail, en l'étendant aux pays nouvellement annexés. Le Novarais dut former à l'ouest de la République un douzième département appelé *Agogna*, du nom d'un affluent du Pô, et affectant la forme d'un long parallélogramme dont les cours du Tessin et de la Sesia dessinaient les grands côtés. Les territoires de l'ancienne Lombardie et du Mantouan, arrondis au moyen de quelques districts vénitiens, en constituèrent quatre autres : l'*Olon*a (chef-lieu Milan), le *Lario* (Côme), le *Haut-Pô* (Crémone) et

1. Voir le détail de ses réformes dans ZANOLI, I, 333.

2. Il y eut en réalité deux lois successives (14 et 23 floréal an IX) qui, se complétant l'une l'autre, aboutirent à la division du territoire cisalpin en 12 départements et 46 districts.

le *Mincio* (Mantoue). Les provinces de Bergame et de Brescia au pied des Alpes, les duchés de Reggio et de Modène sur la rive gauche du Pô devinrent respectivement les départements du *Serio*, de la *Mella*, du *Crostolo* et du *Panaro*. Trois autres, correspondant à peu près aux Légations d'avant 1796, et empruntant leurs noms aux fleuves qui les arrosaient, le *Reno* (Bologne), le *Bas-Pô* (Ferrare) et le *Rubicone* (*Forlì*) furent enfin découpés dans les domaines pontificaux.

Quoique supérieure aux précédentes, cette répartition territoriale avait été trop hâtive pour ne pas prêter à la critique ; elle restait incomplète, en conservant un nombre de départements encore excessif ; elle manquait à son objet essentiel en faisant coïncider leurs limites avec celles des anciens États, au risque de perpétuer les anciens groupements historiques qu'il aurait fallu dissocier par une délimitation toute nouvelle ; elle renforçait l'esprit de particularisme au lieu de le désorienter, comme les constituants français avaient tenté de le faire au cours d'une opération analogue. Un an ne s'était pas écoulé qu'à la Consulte de Lyon les politiques les plus éclairés du pays devaient demander le remaniement de sa carte administrative. Les circonstances ne s'y étant pas prêtées, les mêmes départements subsistèrent jusqu'à la fin du régime français.

En même temps que ce travail, le gouvernement cisalpin avait entrepris une œuvre estimée plus importante encore, mais que les événements allaient rendre éphémère ou inutile. Le moment lui paraissait propice pour reprendre le projet de constitution élaboré au mois d'août précédent ; il en élabora une nouvelle rédaction, légèrement modifiée, et l'envoya à Paris en y ajoutant une liste de personnes que leur réputation ou leurs talents semblaient désigner pour occuper les premières places constitutionnelles. La tâche préparatoire qui lui incombait était désormais terminée : le Premier

Consul n'avait plus qu'à revêtir de sa signature, après examen, les dispositions organiques ou les propositions personnelles soumises à son agrément¹.

Il semblait dans ces conditions que l'on fût à la veille d'aboutir : à Paris comme à Milan, le public s'attendait à une solution imminente. Bonaparte pourtant ne se hâtait pas de faire connaître sa réponse. Après une période d'attente dont la longueur parut de mauvais augure, on apprit enfin par un entrefilet du *Moniteur* (9 juin) qu'il ne considérait pas les projets de la Consulte comme de nature à « concilier l'opinion » des populations cisalpines. C'était ajourner encore une fois la question constitutionnelle. — Comment expliquer de sa part cette détermination inattendue ? Faut-il croire, d'après certains passages assez obscurs de la correspondance de Marescalchi, qu'il eût rejeté comme peu praticables certaines des dispositions qui lui étaient soumises, notamment l'établissement des listes de notabilité, dont l'expérience venait de montrer les inconvénients en France² ? Il lui eût suffi de quelques jours pour modifier l'économie du système électoral. Aurait-il désapprouvé l'ensemble du projet sur les indications de Melzi, son conseiller ordinaire pour les affaires italiennes ? — Mieux vaut chercher dans les complications de la politique européenne la cause principale de sa résolution. C'était le 11 avril qu'il avait reçu de Talleyrand la constitution cisalpine ; ce fut le lendemain qu'il apprit la mort de Paul 1^{er}. On sait comment cette catastrophe vint bouleverser tous ses projets de pacification, en le conduisant à fortifier ses positions offensives dans la Méditerranée, à assujettir plus étroitement le Piémont, à parer au réveil des convoitises

1. Lettres de Petiet à Talleyrand des 9 et 19 mars 1801 (Aff. Etr., *Corr.*, Lomb., 59) et lettres de Taglioretti, ministre de Suisse à son gouvernement, des 10 et 14 mars 1801 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3364).

2. MELZI, *Mem.*, I, 280-281.

russes ou autrichiennes sur l'Italie¹. Jusqu'à ce qu'il eût amené ou contraint à une entente la Russie, retournée à son hostilité, ou l'Angleterre, affermie dans sa résistance, l'ordre politique et territorial établi par lui dans la Péninsule se trouvait remis en question. Comment songer à organiser la Cisalpine, avant d'être assuré qu'elle conserverait son existence et son étendue ? Lors même que Bonaparte en aurait eu la possibilité, le loisir lui en aurait manqué au milieu des multiples préoccupations qui allaient l'assaillir.

De ce fait, les Cisalpins retombaient du haut de leurs illusions dans une incertitude politique dont il semblait désormais malaisé de prévoir le terme. Leur déception était d'autant plus vive que leurs espérances avaient paru mieux fondées. Ouverte sous les heureux auspices de la paix de Lunéville, cette courte phase de leur histoire aboutissait à la prolongation indéfinie de ce régime militaire dont ils supportaient impatiemment le poids et dont il reste à montrer les tristes conséquences matérielles.

IV

Les derniers mois de 1801 devaient être pour la seconde Cisalpine une période de véritable agonie, au cours de laquelle des épreuves sans précédent plongèrent peu à peu ses habitants dans un désespoir qui semblait sans issue. Au lieu de s'apaiser, les maux chroniques auxquelles l'exposaient ses conditions d'existence s'aggravèrent par leur continuité, s'exaspérèrent par leur recrudescence et l'accablèrent par leur réunion. Les plus dangereux, à des degrés divers, étaient :

1. SOREL, *op. cit.*, VI, 139 seq.

l'intolérance politique et religieuse, — les abus de l'occupation étrangère, — le désordre des finances, — la misère des populations, — et finalement, comme conséquences de tous les autres, l'anarchie dans le gouvernement et l'impuissance croissante de l'État.

Pendant la seconde comme pendant la première Cisalpine, le trait saillant de la vie politique avait été l'accaparement progressif de la République par une minorité exclusive. En juin 1800 comme en 1797, le départ de Bonaparte produisit les mêmes effets ; après lui, l'équilibre qu'il avait tenté d'établir dans le gouvernement entre les avancés et les modérés fut bientôt rompu par les moins nombreux au détriment des plus timides. Les premiers avaient en effet pour eux, outre leurs qualités d'audace, l'appui des principaux généraux français et l'ardeur des sentiments républicains dont ils faisaient étalage et revendiquaient le monopole. Reconnaisables aux singularités affectées de leur tenue¹, ils formaient dans chaque ville de quelque importance un groupe remuant, qui souvent ne comptait pas plus de 20 à 40 membres, mais qui s'agitait sans trêve pour dominer la République sans partage. Arrivés au gouvernement avec les triumvirs, sortis de leurs rangs, ils recrutèrent les « commissaires extraordinaires » qui les représentaient dans les chefs-lieux de département, envahirent toutes les assemblées locales, s'organisèrent en clubs, et devinrent, dans les provinces comme au centre, les

1. Un de leurs adversaires politiques, le Véronais Cava, a tracé d'eux, dans son *Diario* (Bibliothèque communale de Vérone), ce portrait ou plutôt cette caricature chargée, mais vivante : « Un chapeau à bords retroussés, orné d'une grosse cocarde tricolore, la barbe entière, des pantalons à sous-pieds, un habit, ordinairement bleu, ajusté à la taille, et tombant jusqu'aux mollets, un air effronté et menaçant, voilà nos jacobins ; ils ne connaissent ni civilité ni politesse, font étalage d'incrédulité, méprisent les prêtres, se promènent en public avec des femmes éhontées et demi-nues, passent leur vie dans les cafés, les théâtres et les tripots, abhorrent et maltraitent les gens honnêtes et modérés. »

maîtres incontestés du pouvoir. Ni leurs antécédents, ni les alliés forcés que leur donnèrent les événements ne les disposaient à l'exercer avec modération. Ils reçurent en effet l'appui et les excitations, d'abord des déportés cisalpins récemment sortis des prisons autrichiennes, chez qui le souvenir des persécutions subies se tournait volontiers en ardeur de représailles, puis des républicains vénitiens, romains ou napolitains réfugiés en France après les désastres de 1799 et accourus après Marengo dans le seul pays de l'Italie qui leur fût accessible. Ceux-ci, pauvres et exilés, réclamaient comme un droit la naturalisation cisalpine pour recouvrer une patrie, ainsi qu'une part des emplois publics pour retrouver des moyens d'existence. Aigris par le malheur et l'oisiveté, ils envenimèrent par leurs passions les querelles intérieures du pays, et devinrent tellement dangereux pour l'ordre public que Bonaparte dut faire emprisonner ou expulser les plus exaltés (14 juin 1801¹).

Sous leur influence, comme sous la pression des nécessités financières, les patriotes se laissèrent entraîner à reprendre la vieille politique d'intolérance qui faisait de la domination d'un parti l'oppression de tous les autres. — Ils l'exercèrent d'abord au détriment du clergé. On vit se renouveler, surtout au sud du Pô, les mêmes spectacles que sous la première Cisalpine : des prêtres injuriés, maltraités ou incarcérés sans raison, empêchés de revêtir les habits sacerdotaux pour porter les derniers sacrements aux malades, tournés en dérision sur la scène publique, troublés même dans la célébra-

1. Bonaparte à Falleyrand, 2 juin (*Corr.*, VI, N° 5597) et décret de la Consulte du 14 juin (*Aff. Étr.*, *Mém. Doc.*, Italie, 34). « Une des choses qui ont le plus contribué à rebuter les hommes honnêtes a été cette foule d'étrangers qui, sous le prétexte de services rendus à la cause, ont envahi la Cisalpine et n'y ont apporté que l'irritation de la misère, l'habitude de l'intrigue et du crime. Il faut certainement leur attribuer la principale influence dans l'esprit des factions qui s'y sont formées. » Note autographe de MELZI, S. d. Arch. Milan, 24.)

tion des offices religieux; des évêques forcés de fuir ou d'invoquer des appuis étrangers pour se soustraire aux persécutions que leur attirait le souvenir de leur attitude pendant l'occupation autrichienne¹; des moines et des religieuses traînant leur misère sur les places publiques, au grand scandale des populations, faute de pouvoir obtenir le paiement des pensions qui leur étaient promises; le gouvernement essayant de remettre en vigueur, malgré les promesses de Bonaparte, les lois du *Triennio* sur le mariage des prêtres et l'élection des curés par les fidèles. — Les nobles étaient l'objet des mêmes violences individuelles, surtout dans les petites villes où se relâchait forcément la surveillance du pouvoir central. Dans l'Émilie et les Romagnes, plusieurs d'entre eux avaient été, pendant la campagne d'hiver, arbitrairement incarcérés et retenus comme otages sur le simple soupçon de connivence avec les Autrichiens; au cours de l'été, il ne se passait guère de semaine que d'autres ne fussent bâtonnés ou insultés dans la rue; à Modène les choses allèrent si loin qu'à la suite d'une échauffourée (25 juin) l'on dut envoyer dans la ville dégarnie de troupes un bataillon français pour les protéger. A Milan même, les cris de « Mort aux aristocrates, aux prêtres et aux moines! » accompagnaient d'ordinaire la célébration des fêtes patriotiques et démocratiques². — Toutefois ces excès, dont le scandale excitait l'indignation, publiquement exprimée, de Bonaparte, paraissaient moins intolérables encore aux riches que le poids des charges fiscales. On a vu quelle était l'économie du système adopté à

1. L'évêque de Crémone, continuellement molesté dans sa résidence, demanda protection au général autrichien Bellegarde qui intervint officieusement en sa faveur auprès de Moncey (LOMBARDI, 25 août 1801).

2. Les chroniques locales de LOMBARDI et ROVATTI (Modène), GUIDICINI (Bologne), NORI (Cesena), MOTTI et ROCCA (Reggio), MANTOVANI (Milan), sont pleines d'incidents de ce genre, pendant tout le cours de 1801. Cf. MELZI, *Mem.*, II, 649, et CUSANI, VI. 33.

leur égard et l'on en suivra plus loin les conséquences. Les effets n'avaient pas tardé à s'en faire sentir, A Vérone, à Modène et à Forlì, plusieurs familles, acculées à la ruine, profitèrent du voisinage de la frontière pour la franchir, en attendant des temps meilleurs. — En résumé la politique intérieure suivie depuis le départ de Bonaparte avait eu pour résultat de concentrer le pouvoir entre les mains d'une coterie, de rendre la majorité étrangère aux affaires publiques ou hostile au nouveau régime, et de creuser un abîme entre le gouvernement et la nation ; pour les anciennes classes dirigeantes comme pour les masses soumises à leur influence, la République était devenue un épouvantail ou un objet de malédictions.

Les abus de l'occupation étrangère n'étaient pas moins préjudiciables au retour de la paix sociale et de la prospérité matérielle ; comme ils pesaient sur toute la vie du pays, aucun régime stable et libéral ne pouvait se fonder sans leur disparition. La paix de Lunéville avait en effet donné lieu aux mêmes déceptions qu'autrefois celle de Campo-Formio : elle n'avait fait que transformer et régulariser, sans les adoucir, les maux de la guerre, auxquels elle paraissait devoir apporter un terme. — L'armée française avait été diminuée d'effectif, mais pour se concentrer tout entière sur le territoire cisalpin. Ses besoins financiers étaient moins urgents, mais ses exigences tout aussi étendues que par le passé. Ses chefs tenaient désormais garnison sur un territoire ami, mais se comportaient toujours comme en pays conquis. Comme sa force numérique avait été ramenée à 30.000 hommes, sa solde ne coûtait plus à la Cisalpine qu'un million par mois au lieu de deux ; en réalité, cette somme était triplée par les contributions supplémentaires qui s'y ajoutaient à titre de frais de fortifications, de caserne-

ment, de subsistances et d'hôpitaux, et dont on exigeait le paiement avec une extrême ponctualité¹; au milieu de l'été de 1801, elle fut même portée à 4 millions et demi par les prétentions croissantes de l'armée, et le Comité de gouvernement dut s'estimer heureux de conclure avec Murat (9 août) une convention qui la réduisait définitivement à un abonnement mensuel de 2.750.000 francs². C'était une moyenne annuelle de 33 millions, équivalant à la totalité des revenus de l'État sous l'ancien régime, et à plus de la moitié des recettes publiques sous le nouveau. Dans ces conditions, il devenait impossible d'équilibrer un budget, et d'éviter qu'un déficit constant ne conduisit à une immanquable banqueroute. — Encore n'était-ce là qu'une part des exigences de l'armée. Si l'on y ajoutait, soit les lots de biens nationaux mis directement à sa disposition, soit les réquisitions en nature toujours renouvelées par ses chefs, on obtenait un total difficile à calculer avec précision, mais que les évaluations les plus modérées portaient à un chiffre effrayant³.

La dureté de ces sacrifices n'était malheureusement pas atténuée par la nature des procédés employés pour les imposer. Les généraux français conservaient la même attitude que durant la première Cisalpine, sans que les leçons de la défaite ou les satisfactions de la victoire leur eussent inspiré plus de pitié pour les populations et plus d'égards envers leurs magistrats : leur façon de prendre aggravait chaque dommage par

1. « Le gouvernement cisalpin doit prendre des mesures pour que les fonds ne manquent pas. » (Bonaparte à Berthier, 17 mai 1801, *Corr.*, VI, N° 5579.)

2. Petiet à Talleyrand, 9 août (Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 34).

3. Dans un mémoire ultérieur (AFiv, 1708), Melzi évaluait à 115 millions en argent comptant et à 45 millions en denrées le total des sommes payées par la seconde Cisalpine à l'armée française. Ces chiffres correspondent à peu près à ceux qu'indique Marescalchi dans un mémoire à Talleyrand du 26 juin 1801 (Aff. Étr., *Corr.*, Lomb., 59).

une violence ou un mépris. — A leur tête, Brune avait conservé jusqu'au début de juin le commandement en chef de l'armée d'occupation. Si son départ laissa peu de regrets, le choix de son successeur éveilla d'abord de vives espérances. Moncey arrivait en Italie avec une réputation d'incorruptible intégrité, acquise pendant ses précédents séjours dans ce pays ; son caractère se distinguait par une indécision naturelle qui semblait devoir l'incliner à la bienveillance et même à la faiblesse ; enfin son extérieur même prévenait en sa faveur et la dignité de ses manières inspirait une instinctive confiance¹. — Il parut vouloir justifier d'abord l'attente générale en transférant dès son arrivée son quartier général de Milan à Crémone (20 juin), comme s'il tenait à laisser le gouvernement national seul et libre dans sa capitale. Mais toutes les illusions s'évanouirent quand on le vit augmenter de sa propre autorité la solde de ses troupes, aux frais du Trésor cisalpin, chasser de Crémone le Tribunal supérieur qui y avait son siège, arrêter arbitrairement les magistrats municipaux, et déclarer une guerre ouverte au gouvernement. Ce fut avec un sentiment de terreur qu'on accueillit son retour à Milan (1^{er} juillet) et avec un soupir de soulagement qu'on apprit, un mois après, son départ définitif. Murat², appelé à lui

1. Ségur, qui passa à Milan au moment où Moncey prit possession de son commandement, trace de lui ce curieux portrait : « C'était un homme du plus grand air : taille élevée, figure noble, formes graves et majestueuses. Mais ces dehors renfermaient, avec un noble cœur, un esprit inquiet, s'embarrassant d'une foule de considérations... Je m'étonne aujourd'hui de la longévité de ce maréchal, tant ce caractère inquiet et sa conscience trop irritable, qu'agitait au delà de toute expression la moindre responsabilité, ont dû fatiguer son existence. Un souffle, un rien, tout lui donnait la fièvre. Il en était malade !... » (SÉGUR, *Histoire et Mémoires*, Paris, 1873, II, 155). C'est peut-être dans cette singulière disposition d'esprit qu'il faut chercher l'origine de difficultés dont on trouvera le détail dans une lettre de Petiet à Talleyrand en date du 22 juillet 1801 (Aff. Étr., *Corr.*, Lomb., 59).

2. Sur les déplacements de Murat en 1801, cf. MASSON, *Napoléon et sa famille*, II, 40-52.

succéder (27 juillet), devait plus tard donner lieu aux mêmes déceptions ; pour l'instant il ne fit que prendre possession de son commandement (8 août) pour se rendre aussitôt en Toscane.

Enhardis par l'exemple ou la tolérance de leur chefs, les généraux commandant les départements reprenaient les pratiques qui pendant le *Triennio* avaient attiré sur eux l'indignation publique : à Ferrare, Watrin ordonnait des réquisitions deux fois supérieures aux besoins de ses troupes, levait un « prêt forcé » de 250.000 francs, et exigeait de la ville 440 francs par jour pour ses frais de table ; à Brescia, Digonnet augmentait ses revenus par une contrebande ouverte ; à Mantoue, Miollis empêchait l'exécution de tous les actes municipaux non revêtus de son visa ; à Milan, le commandant de place relâchait les tenanciers de tripots arrêtés par la police ; à Modène, l'autorité militaire couvrait de sa protection avouée les fournisseurs véreux¹. Et ce sont là des exemples choisis entre mille ! — Quant aux officiers subalternes, dont la conduite ne prêtait pas aux mêmes reproches, leur présence et leur contact forcé devenaient à la longue aussi incommodes au pays que les excès de leurs chefs ; logés le plus souvent chez l'habitant, partageant son existence, chargés dans la plupart des villes de la police des lieux publics, ils étaient mêlés trop intimement à la vie quotidienne des populations pour ne pas paraître des hôtes un peu encombrants. Ceux mêmes qui leur rendaient justice désiraient ardemment leur départ pour retrouver l'indépendance du foyer familial².

1. MELZI, I, pp. 536-538 (Lettre de Pancaldi à Marescalchi du 17 fév. 1801).

2. Dans la note citée plus haut (p. 206) Paradisi reproduit tous les griefs, réels ou fictifs, de la population contre l'armée et les résume en un furieux réquisitoire dont voici les principaux passages : « Les violences que beaucoup d'officiers se sont permises sont innombrables. Ils ont volé de l'argent, des meubles, des chevaux et des voitures. C'est en vain que pour empêcher la suite de ces saccagements

Les charges intolérables imposées au Trésor cisalpin par l'entretien de l'armée française avaient entraîné comme conséquences obligées le désordre permanent des finances et par suite les abus d'une fiscalité plus oppressive encore qu'elle ne l'avait jamais été dans les mois précédents. Comme aux 33 millions payés à la France il fallait en ajouter 16 pour les frais de l'administration intérieure et 19 pour la réorganisation de l'armée cisalpine, récemment imposée par Bonaparte, les dépenses totales annuelles ne montaient pas à moins de 68 millions; or, les revenus de l'État, y compris le produit des nouveaux impôts indirects, ne dépassaient pas 63 millions, d'après le budget de prévision de 1801¹. Mais comme le premier chiffre était constamment et démesurément grossi par les dépenses exceptionnelles qui devenaient la règle en temps d'occupation, comme d'autre part le second ne pouvait être atteint dans cette période d'épuisement général, le déficit prévu s'élargissait démesurément. — Pour le combler, le gouvernement dut chercher de l'argent partout où il croyait en trouver. Il renouvela, en les rendant ha-

on publiait des ordres du jour... tout le monde s'en moquait. Tel général a demandé pour sa table plus qu'il ne fallait pour celle de nos princes les plus fastueux. Là, des commandants de place se sont immiscés dans les querelles des particuliers, menaçant de faire des arrestations arbitraires pour extorquer de l'argent. Ici, des officiers d'un grade très distingué ont prostitué leur grade jusqu'à l'indécence. L'émigration dans plusieurs endroits a été le seul remède qui soit resté contre la violence de la force armée. Une grande étendue de pays sur le front de l'armée a été désertée; on a abandonné précipitamment les maisons aux soldats qui en ont dispersé les meubles et on en a brûlé jusqu'aux portes. » Suit ensuite l'énumération d'autres excès de pouvoirs : Brune a déclaré de bonne prise les dépôts de sel de la Mesola, propriété particulière; les officiers français cantonnés sur les bords du Pô rançonnent les bateaux chargés de blé qui descendent le fleuve et contribuent ainsi à aggraver la famine. — Pour remettre les choses au point, il est juste d'ajouter que certains détails de cette note permettent d'en fixer la date de rédaction au mois de mars 1801. La plupart des abus qu'elle dénonce auraient donc été commis au sortir des hostilités et avant le rétablissement complet de la paix.

1. Séance de la Consulte du 2 mars 1801. (Aff. Étr., Arch. Doc., Italie, 34.

bituels, les expédients de circonstance qu'il avait adoptés à titres de mesures d'exception, et qui pesaient presque uniquement sur les grands propriétaires. Pour faire passer les réserves qu'on supposait en leur possession dans les caisses de l'État, divers procédés furent successivement mis en œuvre. — Le premier, employé immédiatement après Marengo et renouvelé (pour 1.500.000 livres) en 1801 (23 juin), consistait à les frapper arbitrairement d'emprunts forcés, suffisamment caractérisés par leur nom de « taxes d'opinion ». — On adopta ensuite un autre système, destiné à imposer par des combinaisons diverses l'achat forcé des biens nationaux, seul capital aliénable que possédât la République. Parfois on recourait au système de la loterie forcée pour écouler les lots « mis à la disposition du gouvernement » (18 juillet 1801). Le plus souvent les riches, c'est-à-dire ceux dont le revenu annuel était estimé dépasser 15.000 livres, se voyaient attribuer par les administrations départementales un certain nombre d'« actions forcées » qu'ils devaient solder immédiatement en espèces, et qui leur donnaient droit à une quantité équivalente de biens d'église : l'agiotage et les conditions de la propriété ne leur permettaient d'ailleurs de réaliser qu'avec d'immenses pertes les titres remis entre leurs mains. Les premières actions forcées n'étaient que de 6.000 livres (lois des 28 avril et 5 mai 1801); les suivantes montèrent à 15.000 (lois des 18 juin et 3 octobre) et le même contribuable pouvait en recevoir jusqu'à 15 ! Certains, dont on citait les noms, furent ainsi taxés d'un trait de plume à 60.000, 75.000 ou même 100.000 francs¹. Aucune fortune, si bien assise qu'elle parût, ne pouvait résister à la prolongation d'un régime qui, par ces divers moyens, demanda en six mois 31 millions à l'épargne privée.

1. Chroniques locales citées plus haut (p. 219) et en outre : ZANOLINI, I, 185; VALDRIGHI (note 26); PERINI, *Storia di Verona*, II, 12.

Enfin, comme les sommes ainsi obtenues ne suffisaient pas à combler le déficit, le Comité du gouvernement dut se résoudre, tout à la fin de son existence, à édicter une mesure draconienne (4 novembre) : il décréta que dans chaque département les six plus fort imposés seraient tenus pour pécuniairement responsables, sous peine de contrainte matérielle, du paiement de la totalité de l'impôt foncier. Au moment où ceux-ci, nommés pour la plupart députés à la Consulte de Lyon, quittaient leurs familles pour s'y rendre, ils voyaient s'installer chez eux des garnisaires chargés d'arracher le versement des taxes que ne pouvaient acquitter leurs concitoyens¹ !

En accablant les riches, ces excès fiscaux atteignaient indirectement le peuple, et l'appauvrissement des grandes familles ne faisait qu'aggraver la misère des basses classes. Pendant la campagne d'hiver, les ravages de la guerre et les conditions de l'agriculture avaient apporté aux populations d'indicibles souffrances. Tandis que les mouvements de l'armée entravaient les travaux des champs, et que ses exigences épuisaient toutes les réserves de céréales, la mauvaise

1. « Le gouvernement secondait de son mieux la concussion générale. Je me sers de ce mot pour caractériser une foule extraordinaire d'impositions levées, tantôt sous le nom d'emprunts forcés, tantôt d'actions forcées, qu'on a toujours portées même au delà des lois qu'on s'était procurées pour les sanctionner, sans pourtant rembourser les actionnistes ou les prêteurs comme les lois le prescrivaient ; j'appelle de ce nom une quantité extraordinaire de taxes que toute municipalité, tout état-major de garde nationale s'est arbitrairement permis de lever sur les citoyens ; j'appelle de ce nom les réquisitions que les autorités ont faites pour leur compte et les achats forcés qui ont privé une quantité de familles de leur nécessaire et qui ont causé dans la circulation intérieure un monopole dont l'effet est d'affamer maintenant plusieurs départements ; j'appelle de ce nom la préférence dans les paiements par laquelle tant de créanciers ont été remboursés au dommage des autres qui avaient les mêmes droits ; j'appelle de ce nom un nombre très grand de vols et de concussions dont les détails et même l'énumération ne finiraient jamais. » (*Note de Paradisi.*)

récolte de 1800 avait fait monter le prix du pain au chiffre le plus élevé qui ait été noté au cours des dix-huitième et dix-neuvième siècles¹. — On devine aisément quelles conséquences entraînait ce renchérissement de la vie dans un pays déjà durement éprouvé. Les paysans réduits dans plusieurs localités à se nourrir d'herbes et de racines ou à venir mendier dans les villes; les villes elles-mêmes encombrées de centaines d'indigents dont le nombre représentait parfois, à Reggio notamment, la moitié de la population totale; la mortalité publique doublée; les routes encombrées d'une armée de vagabonds et de déserteurs qui assaillaient les voyageurs et pillaient les églises, malgré les rigueurs d'une loi d'exception sur la sûreté publique (17 décembre 1800); dans plusieurs cités, notamment à Novare (31 mai 1801), des échauffourées provoquées par la famine et dispersées par la force, des réclamations armées contre la hausse du pain et des violences individuelles contre les « accapareurs » : tel est le triste tableau que tous les chroniqueurs contemporains nous tracent de la situation économique dans les départements, pendant l'hiver de 1800². — La crise avait été trop violente pour que les effets ne s'en fissent pas sentir pendant longtemps encore; au cours de l'été, une bonne récolte diminua le prix du pain pour les consommateurs, tandis que les producteurs trouvaient dans la présence des troupes françaises un moyen de l'écouler à un taux avantageux. En revanche, au début de l'hi-

1. Le quintal de blé monta en 1801 au prix de 51 fr. 77 (de notre monnaie); il était de 19 fr. 96 en 1792 et il a oscillé depuis entre 20 et 30 francs (RAVIZZA, *Due secoli di prezzi di generi alimentari in Milano*, Milan, 1909).

2. « Il est impossible de décrire la misère de ces populations. Dans les rues on ne voit que des visages décharnés et l'on n'entend que les pitoyables plaintes d'innombrables mendiants, parmi lesquels figurent des paysans accourus en ville pour fuir la famine. » (ROVATTI de Modène, 13 mars 1801.) Mêmes détails dans LOMBARDI, CAVA, GUIDICINI, etc.

ver, de terribles inondations couvrirent des districts entiers, coûtèrent la vie à 2.000 personnes, et causèrent de tels dommages que la Consulte dut voter, malgré le dénuement du Trésor, 6 millions pour y remédier. Ce fut sous ces tristes auspices qu'allait commencer le régime constitutionnel.

Cette échéance arrivait à temps pour le gouvernement, qui touchait à la dissolution, aussi bien que pour le pays, qui marchait à la ruine. L'un se trouvait à bout de forces comme l'autre à bout de patience. Les circonstances étaient trop troublées et les misères populaires trop impérieuses pour que son action pût s'exercer avec la liberté et l'efficacité nécessaires. — Partout se multipliaient, avec les manifestations de son impuissance, les symptômes d'une croissante anarchie politique. Les « commissaires extraordinaires » qui le représentaient en province manquaient d'autorité pour exécuter ses ordres, soit par insuffisance personnelle, soit par la faiblesse de leurs moyens d'action. L'un d'eux fut chassé par la population indignée de ses friponneries¹, un autre trafiquait ouvertement des emplois, un troisième devait se battre avec ses employés, accourus jusque dans ses bureaux réclamer avec des menaces le paiement de leur solde. — A leurs côtés, des « administrations départementales », choisies parmi des gens du pays, avaient la gestion immédiate et la responsabilité effective des affaires locales. Assiégées par les pauvres qui leur demandaient du pain ou par les commandants français qui leur imposaient leurs exigences, réduites chaque soir à se demander comment elles pourvoieraient le lendemain à la subsistance de la population, il leur arrivait parfois, soit de garder pour elles le produit de certains impôts d'État, soit même de forcer les caisses publi-

1. A Brescia (AVANZINI, 5 août 1801).

ques et de s'en approprier le contenu. Le gouvernement n'avait d'autre ressource que de les destituer : mais celles qui les remplaçaient se laissaient bientôt entraîner par les mêmes besoins aux mêmes extrémités. Dans le Reno, où ces pratiques, devenues courantes, ne scandalisaient plus personne, aucune d'elles ne put rester en fonctions plus d'un mois¹. — Favorisées par cette instabilité administrative, les idées particularistes reprenaient une nouvelle force; Bologne surtout, où elles étaient toujours restées vivaces, n'acceptait la Cisalpine qu'à la condition de ne rien lui payer et d'exercer à sa place la souveraineté; elle lui devait 3 millions, se refusait à l'exécution de ses lois ou de ses édits fiscaux, et aspirait ouvertement à devenir la capitale d'un État distinct, formé des territoires d'outre-Pô². Cette ville avait une armée autonome dans les compagnies d'élite de sa garde nationale, récemment reconstituées (28 mai); elle ne consentit à les dissoudre sur l'ordre de Murat (4 novembre) que sous la menace d'une intervention militaire de la garnison française. A son exemple, chaque département tendait à se considérer comme une petite république autonome, et chaque jour affaiblissait les liens, déjà si ténus, qui unissaient le centre aux extrémités de l'État.

Les périls de cette situation n'avaient pas échappé aux « triumvirs ». Dès le mois de juin, elle leur parut assez intolérable pour motiver de leur part une pressante démarche auprès du seul homme capable de la faire cesser; malgré leur soumission aveugle au Premier Consul, ils résolurent de lui envoyer en mission extraordinaire deux députés chargés de lui porter leurs

1. GUIDICINI, LOMBARDI, *passim*.

2. « Les conversations que j'ai eues à Bologne, revenant de la Toscane, m'ont donné la mesure du patriotisme de ses habitants; ils veulent être républicains, si la République est à Bologne et non ailleurs et pourvu qu'on ne leur demande aucune contribution. » Petiet à Talleyrand, 25 janv. 1801 (Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59).

doléances. Ils désignèrent à cet effet Aldini, qui l'avait connu à Bologne dès 1796 et accompagné à Paris après Marengo, et Serbelloni, grand seigneur milanais connu comme l'un des premiers et des plus chauds partisans de la révolution en Italie, ancien ambassadeur de la Cisalpine à Paris, où il avait gagné l'amitié de Joséphine. On remit à ces deux personnages, assez habilement choisis, un mémoire court, vigoureux, concluant, destiné au Premier Consul; il contenait un exposé pathétique des maux du pays, et représentait comme le seul moyen d'y mettre fin la réduction de l'armée d'occupation ainsi que des subsides fournis par la Cisalpine. — Partis de Milan le 17 juin, arrivés à Paris le 5 juillet, Aldini et Serbelloni, après s'être abouchés d'abord avec les ministres français, obtinrent pour le 12 une audience à la Malmaison. Assez embarrassé pour répondre à leurs demandes, Bonaparte, suivant une tactique qui lui était familière, prit l'offensive sans attendre leurs plaintes et commença par leur adresser, avec une vivacité qui touchait à la violence, des reproches interminables sur l'anarchie de la Cisalpine, l'universelle corruption des fonctionnaires, le redoublement de la persécution religieuse; il y ajouta des menaces pour les auteurs de méfaits dont il se sentait en partie responsable et termina sa diatribe par quelques considérations assez vagues sur les défauts des projets de constitution soumis à son examen. — Cette sortie fit aux députés l'effet d'une diversion destinée à esquiver l'objet principal de leur mission. Aldini, le plus avisé des deux, réussit pourtant à l'aborder au premier éclair de silence qu'il crut remarquer dans ce flux de paroles. Il se vit opposer des considérations générales sur les devoirs de gratitude incombant à la Cisalpine, et finit, à force d'instances, par arracher à son interlocuteur la promesse de réduire l'armée française d'occupation, dans un délai qui n'était malheu-

reusement pas fixé, de 45 à 30.000 hommes¹. — Quand le Comité de gouvernement apprit à Milan les détails de cette entrevue et la manière dont Bonaparte appréciait son œuvre, il crut devoir donner sa démission; elle fut refusée (5 septembre) avec cette considération que la réorganisation de la Cisalpine était imminente². Il fallut encore l'attendre deux mois. Enfin le 12 novembre arrivait à Milan un message de Bonaparte pour annoncer la prochaine convocation à Lyon d'une Consulte extraordinaire chargée de « fixer les lois organiques de la République ». Une ère nouvelle s'ouvrait désormais pour le pays.

V

La seconde Cisalpine avait donc subi les mêmes destinées et les mêmes épreuves que la première. Elles se terminaient toutes deux dans le deuil et la ruine, au milieu d'une décadence que l'invasion avait précipitée pour l'une et que la Consulte de Lyon allait arrêter pour l'autre. — Au terme de la période de cinq années (1796-1801) qu'embrasse cette double expérience politique, il n'est pas inutile d'en fixer les résultats dans les institutions et dans les esprits. Établir le bilan des transformations subies, depuis 1796, par la société, le gouvernement et l'opinion, faire le départ entre ce que l'œuvre révolutionnaire avait accompli et ce qui lui restait à poursuivre, c'est préciser et limiter la tâche assignée au régime qui la compléterait.

Malgré leur violence, les bouleversements survenus depuis 1796 avaient été trop brefs pour modifier sensiblement la structure de l'édifice social. Ils en lais-

1. Lettre d'Aldini à Pancaldi du 15 juillet 1801 (ZANOLINI, I, 377).

2. Lettres de Petiet à Talleyrand (8 août) et de Talleyrand à Petiet (5 sept. 1801) Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59.

saient intactes les grandes lignes et les assises fondamentales, sans avoir d'autre effet que d'en corriger les détails et d'en renforcer les couches intermédiaires.

Les deux anciennes classes dirigeantes avaient vu leur supériorité menacée, l'une par la vente de ses biens, la réduction de ses couvents, les persécutions individuelles contre ses membres, la protection officielle accordée aux ennemis de ses doctrines; l'autre par la perte de ses privilèges civils et de ses derniers droits féodaux, la guerre faite à ses blasons et à ses titres, l'épuisement progressif de ses revenus, soumis à des taxes d'exception qui lui retiraient le bénéfice de l'égalité devant l'impôt. Toutefois, ces diverses mesures n'avaient pas produit leur plein effet. Malgré leur affaiblissement, le clergé et l'aristocratie ne cessaient d'être dominants, car si leur situation légale était compromise, leur influence morale restait entière. La solidarité des intérêts matériels et la force des croyances religieuses les unissaient toujours aux classes populaires par des liens dont aucune épreuve n'avait encore altéré la solidité¹. — Entre ces deux assises supérieure et inférieure de la nation, si étroitement soudées qu'elles semblaient former bloc, le Tiers État avait grandi en influence et en richesse, soit par l'achat de biens nationaux, soit par son rôle dans la révolution, mais sans acquérir encore assez d'importance politique pour se suffire à lui-même et se passer

1. « Les ci-devant nobles n'étaient point odieux au peuple par leurs privilèges et leurs droits féodaux : vous savez qu'ils n'en avaient pas. Ces familles possèdent encore des terres immenses ; elles traitent les cultivateurs avec justice et douceur ; et les cultivateurs, cette portion considérable de la population, leur sont dévoués. D'un autre côté, les prêtres, sans cesse tracassés et menacés par les factieux, conservent un grand ascendant sur le peuple, et pourraient s'en servir d'une manière funeste, si l'on avait l'imprudence de les persécuter. Les Lombards ne connaissent point ces haines de caste qui ont divisé les Français... » (Lettre de David, secrétaire d'ambassade à Milan, à Talleyrand, 10 brumaire an VII — 31 oct. 1798. *Aff. Étr. Corr. Lomb.*, 56, f° 545.)

du concours des grands propriétaires. — De ses rangs s'était détaché le groupe ardent et audacieux des « patriotes » ou démocrates extrêmes, pour qui les agitations de la vie publique étaient devenues une carrière. L'apparition dans la vie nationale de cette classe nouvelle de politiciens, prêts à se transformer en caste de fonctionnaires, semblait être le principal résultat social de la période républicaine¹. Sous la seconde comme sous la première Cisalpine, ils étaient parvenus à prendre la direction exclusive des affaires et la possession sans partage des emplois ; le nouveau régime allait leur en enlever le monopole pour le partager avec les anciennes classes dirigeantes et pour remettre ainsi sur sa base cette « pyramide » de l'État que Sieyès avait déjà voulu redresser en France.

Dans l'ordre politique proprement dit, la révolution avait apporté des innovations plus apparentes, mais à peine plus marquées, que dans le domaine social. En détruisant toutes les formes extérieures des anciens gouvernements, elle n'avait pas réussi à édifier sur leurs débris des institutions durables. — Les anciennes barrières territoriales s'étaient effacées, mais pour faire place à des divisions intérieures ou extérieures tout aussi arbitraires, sans être consacrées par l'usage. — A sa fondation, la Cisalpine avait reçu du dehors un système constitutionnel complet ; faussé dès le début par la suspension des droits électoraux accordés au peuple, discrédité ensuite par trois coups d'État successifs, il avait disparu au bout de dix-huit mois sans laisser ni regrets, ni traces. La seconde Cisalpine n'avait été qu'un gouvernement de fortune, dont les rouages improvisés et les ressorts trop grossiers ne pouvaient suffire au développement normal de la vie nationale. De cette double expérience politique il n'était sorti qu'une institution

1. Ce phénomène social est bien mis en lumière dans la lettre de David précédemment citée.

assez solide et utile pour mériter de survivre : c'était la création d'un système fiscal fortement constitué et qui d'instrument d'oppression pour les contribuables pouvait, s'il était employé avec mesure, se transformer en moyen de grandeur pour l'État. — Dans l'ordre administratif enfin, le temps avait manqué, non seulement pour rien achever, mais même pour rien entreprendre. Qu'il s'agit d'organisation municipale ou judiciaire, d'entretien des routes et des canaux, d'enseignement ou de commerce, chaque région avait gardé les méthodes et les règlements en vigueur sous l'ancien régime, avec leur diversité, leur archaïsme et leurs imperfections. Tout restait donc à faire pour centraliser, unifier et réformer les services publics, créer une armée, et donner en un mot à la République les caractères distinctifs des États modernes. C'était un édifice nouveau qu'il allait élever sur un terrain encombré à la fois des ruines de l'ancien régime et des constructions inachevées des deux Cisalpines.

La situation morale du pays présentait la même confusion et les mêmes lacunes que son organisation politique. On retrouvait dans la conscience publique un mélange d'états d'esprit complexes, successifs, parfois contradictoires, parmi lesquels il faut distinguer — d'une part les inclinations dominantes qui y régnaient sans partage avant 1796 et s'y étaient perpétuées sans s'y affaiblir, — d'autre part les sentiments nouveaux qu'y avait introduits la Révolution.

Parmi ceux-ci, le plus impérieux et le plus universel semblait être, à la fin de 1801, une irrésistible besoin de soulagement matériel¹. Le « cri de douleur » et de

1. « Les Lombards aiment le repos, parce qu'ils sont dans l'aisance. Vivant autrefois sous un gouvernement très doux, ils n'ont point contre lui cette haine vigoureuse que nous conservons contre le despotisme royal, ils voudraient que la République leur procurât la même tranquillité... Vous sentez, citoyen ministre, que la démagogie

détresse physique qui montait à cette date de tous les départements dominait la voix des partis ou des passions politiques. Les propriétaires acculés à la ruine par les exigences gouvernementales, les paysans réduits à la mendicité par la misère, les citoyens forcés d'admettre à leurs foyers des soldats étrangers, les moines sans pensions, les fonctionnaires sans traitement, la masse des citoyens rançonnés, exploités ou maltraités sans merci ne soupiraient qu'après le retour de l'ordre et de la sécurité; ils voulaient avant tout un régime capable, quels que fussent sa forme et ses chefs, d'adoucir les souffrances publiques, d'apporter des garanties aux propriétés et aux personnes, de supprimer les impôts forcés, les logements de troupes, les réquisitions et les arrestations arbitraires. Si ardent était ce désir que pour le satisfaire, les Cisalpins, devenus indifférents sur le choix des moyens, se déclaraient prêts à « se donner aux Turcs » et même « au diable ». Ces expressions, fréquentes sous la plume des contemporains¹, montrent la nature de leur désespoir et permettent d'en préciser les effets. L'inertie inhérente à leur nature, jointe au spectacle de leur impuissance au cours des agitations révolutionnaires, les avait conduits à attendre leur salut de tout et de tous, sauf d'eux-mêmes : d'un événement imprévu, d'un bouleversement subit, d'un sauveur inconnu, enfin et surtout de Bonaparte, dont le prestige, resté intact, réunissait encore les espérances publiques².

et ses excès ne peuvent plaire au peuple cisalpin. Aussi les sectaires de la démagogie sont-ils pour la plupart des Napolitains, des Toscans, des Vénitiens, des Piémontais, qui se disent patriotes par excellence... » (David à Talleyrand, 10 brumaire an-VII — 31 oct. 1798 Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 56, f° 545.)

1. MELZI, I, p. 219. Mêmes expressions dans MANTOVANI.

2. Dans une lettre à Bonaparte du 28 juin 1800 (AFiv, 1684), Rulhière envoyé par lui en mission en Italie, au lendemain de Marengo, lui écrivait qu'à Milan la majorité du public n'aspirait qu'à la

Ce besoin de sécurité, destiné à disparaître avec l'excès de souffrances qui l'avait fait naître, s'accompagnait d'un autre sentiment plus tenace, parce qu'il avait ses racines dans le passé et ses causes permanentes dans la nécessité de l'occupation étrangère : c'était la haine des Français. L'opinion populaire, inhabile à discerner dans leurs exigences ce qu'elles pouvaient avoir de légitime ou même de salulaire pour l'avenir, les rendait naturellement responsables des calamités que leur venue avait autrefois déchaînées sur le pays, comme des maux qu'y perpétuait leur présence¹. Elle leur reprochait surtout le contraste constant de leurs paroles et de leurs actes, la dérision de leurs promesses, toujours démenties par la dureté de leurs exigences, le mensonge de leurs proclamations, leurs assurances de liberté et de bonheur au milieu de l'assujettissement et de la misère publique. — Enfin leur ton continu de méprisante supériorité, leur attitude de maîtres impérieux, leurs prétentions à la primauté, les railleries inconsidérées de leurs officiers blessaient dans le vif un peuple fier de ses grands souvenirs. Les Austro-Russes eux-mêmes, dont les brutalités avaient soulevé autrefois une si violente indignation, paraissaient à ce moment moins odieux à la Cisalpine que ses prétendus « libérateurs », non seulement parce que leur domination avait été éphémère, mais surtout parce qu'ils s'étaient bornés à exploiter les intérêts sans humilier les amours-propres². Le temps

paix et se rallierait au gouvernement, quel qu'il fût, qui donnerait au peuple du travail et respecterait la religion.

1. Cf. sur les sentiments des Italiens au retour des Français la lettre du lieutenant Dupin sur la bataille de Marengo, qui paraît perdue à 2 heures : « Je voyais déjà le Pô, le Tessin à repasser, un pays à traverser dont chaque habitant est notre ennemi... » (G. SAND, *Histoire de ma vie*, II, 251.)

2. « Nu, décharné, sans opinion, sans espoir, ce malheureux pays n'a pour point de ralliement que la haine des Français... Ces barbares (les Russes), malgré les traces de sang qu'ils ont laissées partout, seront plutôt oubliés que les Français; celui qui opprime et qui tue

seul et les bons procédés pouvaient prévaloir contre cette disposition d'esprit. Bien qu'universelle et profonde, elle restait d'ailleurs passive et inoffensive ; la douceur des mœurs italiennes l'empêchait d'éclater en excès qui eussent été promptement réprimés ¹.

Si l'on pouvait peut-être trouver des précédents à ce « misogynisme », il n'en était pas de même d'un autre sentiment, étranger aux Italiens sous l'ancien régime et apparu dans leur conscience sous le nouveau. Ils étaient passés de l'extrême confiance à l'extrême inquiétude. Alors qu'autrefois ils considéraient l'ordre de choses établi comme éternel, ils semblaient maintenant ne tenir aucun arrangement pour définitif. Dépourvus de toute éducation politique, ils avaient perdu leur équilibre moral au spectacle des bouleversements imprévus dont ils avaient été témoins. De là chez eux une singulière disposition d'esprit, [qu'on pourrait appeler, faute de définition précise, la folie de l'instabilité et dont il suffira d'indiquer les effets les plus ordinaires : l'appréhension constante du lendemain, la crainte de surprises possibles, la sensation perpétuelle du provisoire, l'attente jamais lassée de changements imminents, la préférence donnée aux nouvelles les plus invraisemblables sur les affirmations officielles les plus rassurantes. Par cela même qu'elle était sans objet, cette inquiétude d'esprit n'était pas de nature à disparaître du jour au lendemain de la conscience publique ; pendant la période sui-

brutalement blesse moins que celui qui humilie. » (Lettre de Melzi à Bonaparte dans MELZI, *Mem.*, I, 519.)

Cette appréciation sévère concorde d'ailleurs avec celle d'un Français occupant une fonction officielle : « Ainsi, écrivait à Talleyrand David dans la lettre précédemment citée, ainsi, nos actions sont toujours en contradiction avec nos discours. En vérité notre conduite avec les Cisalpins est devenue une plate comédie dont ils veulent cesser d'être les acteurs et les dupes... Il ne nous est plus possible de parler à un Cisalpin raisonnable de sa patrie, de sa liberté, de son indépendance sans le voir sourire de mépris ou nous lancer les sarcasmes les plus amers... » (Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 56, f° 545.)

1. Voir plus loin, t. II. p. 384-385

vante elle allait se perpétuer et devenir un sérieux sujet de préoccupations pour le pouvoir.

A côté des besoins issus de la Révolution, les inclinations qui prévalaient avant elle dans les âmes n'avaient rien perdu de leur force. On se souvient que sous l'ancien régime les Italiens ne connaissaient d'autre idée politique que l'indifférence aux affaires de l'État et d'autre ressort moral que le patriotisme local. — De ces deux sentiments, l'un n'avait été qu'ébranlé en eux par la crise révolutionnaire, tandis que l'autre en était sorti renforcé. Sans doute elle leur avait montré le danger de se désintéresser de la gestion des affaires publiques, puisqu'ils subissaient les premiers contre-coups des grandes luttes auxquelles leur pays servait d'enjeu. Néanmoins ces expériences politiques avaient secoué leur indifférence plutôt que leur inertie, troublé leur quiétude plutôt que leur égoïsme; elles ne leur inspiraient, au lieu d'actes, que des lamentations ou des vœux stériles. Chacun souhaitait l'avènement d'un bon gouvernement, personne ne se sentait prêt à rien sacrifier de son travail ou de ses peines pour y concourir. Dans les esprits régnait toujours la vieille conception d'un État investi de tous les droits, mais chargé de toutes les obligations, y compris le devoir d'assurer, avec ou sans eux, le bonheur des particuliers : idée tout opposée à celle de l'État moderne, fondé sur la collaboration de tous.

L'esprit de localité ne conservait pas une moindre puissance sur l'opinion. Au début de la Révolution, les villes s'étaient déclarées pour ou contre elle, selon que leurs intérêts de clocher leur paraissaient devoir gagner ou perdre à son triomphe; sous la première Cisalpine, d'incessantes rivalités de région à région ou de cité à cité entravaient la marche du gouvernement; pendant la seconde, le patriotisme municipal avait trouvé une nouvelle force dans l'affaiblissement du pouvoir central

et une satisfaction presque complète dans l'indépendance croissante des départements; au cours des six dernières années, il était resté dans les âmes le seul principe d'action efficace, parce que seul il répondait à une réalité vivante au milieu des bouleversements qui avaient dissocié tous les éléments des anciens États.

C'étaient là des conditions particulièrement défavorables à la formation d'un esprit national; aussi en aurait-on vainement cherché l'existence dans la conscience publique. Pouvait-il à proprement parler être question de « patriotisme cisalpin » dans une République dont la fondation était encore récente, l'avenir incertain, la configuration arbitraire, et dont les parties constitutives n'avaient pas désiré leur réunion en un seul corps? — Quant au patriotisme « italien » proprement dit, il n'existait encore que sous la forme négative d'une antipathie croissante contre les envahisseurs étrangers. Les notions d'indépendance politique et d'unité territoriale, restées étrangères aux masses, n'étaient accessibles qu'au groupe de novateurs qui avaient conduit le mouvement révolutionnaire, ainsi qu'aux modérés qui l'avaient suivi. Dégager cette élite de la foule, lui permettre de répandre, en les précisant, ses idées dans le peuple, tel était alors le principal résultat moral de la révolution italienne et tel devait rester le premier objectif des régimes par lesquels elle allait se poursuivre.

Au moment où elle arrivait à ce tournant de son histoire, on peut résumer en quelques mots l'importance de son œuvre passée ou future. En renversant, par l'épée de Bonaparte, les gouvernements les plus solidement établis, en appelant à la liberté des peuples incapables de s'émanciper par eux-mêmes, elle avait fait tomber le principal obstacle qui s'opposait à son triomphe, et rempli les conditions nécessaires, sinon suffisantes, pour opérer la transformation du pays.

Toutefois, si elle avait détruit les anciennes souverainetés, elle n'était pas encore parvenue à édifier sur leurs ruines un État pourvu de tous les organes nécessaires à son existence. Il lui restait à doter la Cisalpine de ce qui lui manquait encore, c'est-à-dire d'une constitution appropriée à ses besoins, d'une armée pour se défendre, d'une administration pour se régir, d'un esprit national pour se suffire à elle-même. C'est à cette œuvre de reconstruction que sera destiné le régime issu de la Consulte de Lyon.

LIVRE II

LA FONDATION DU RÉGIME

LA CONSULTE DE LYON

CHAPITRE PREMIER

NAPOLÉON ET L'ITALIE

- I. La politique de Napoléon en Italie, d'après ses proclamations officielles et d'après le « grand projet » de Sainte-Hélène. — Elle aurait eu pour but la constitution de la nationalité italienne.
- II. Valeur historique de ces déclarations. — Objections générales qu'elles soulèvent. — En quoi elles semblent démenties ou confirmées par les faits. — Elles ne paraissent justifiées, ni par la politique territoriale de Napoléon, ni par son opinion sur les Italiens, ni par son attitude en présence de leurs divisions morales.
- III. Part de vérité qu'elles contiennent. — Prédilection instinctive de Napoléon pour l'Italie, sans cesse combattue par les exigences de la politique française. — Témoignage de Fossombroni. — Conclusion.

La Consulte de Lyon, qui ferme en Lombardie l'ère révolutionnaire proprement dite, occupe une place à part dans l'histoire de l'Italie française. Après les précédents essais d'organisation politique, improvisés au hasard des circonstances, elle présente pour la première fois le caractère d'un acte réfléchi, longuement médité par l'homme qui en prit l'initiative, impatient-

ment attendu par ceux qui en éprouvèrent les bienfaits. Bornée dans son objet à un simple changement constitutionnel, elle aboutit à proclamer publiquement l'indépendance de la Cisalpine, en lui donnant un chef qui était le maître de l'Europe et un nom qui représentait un programme d'agrandissement ; elle fixa pour douze années les cadres politiques et administratifs du pays. Par ses précédents comme par sa portée, son histoire soulève une question préliminaire d'ordre général : A-t-elle été motivée surtout par des considérations d'opportunité européenne, ou représente-t-elle une étape dans l'exécution d'un plan systématique, particulier à l'Italie ? ce qui revient à se demander si Napoléon a poursuivi dans la Péninsule une politique arrêtée et préconçue, et quelle était cette politique. — Dans un sujet qui, plus que tout autre, prête au danger de généralisations hâtives, on ne peut prétendre à une conclusion définitive ; on doit se borner à indiquer, parmi les diverses hypothèses qui se présentent à l'esprit, celle que son accord avec les faits permet de considérer comme la plus plausible.

I

A en croire Napoléon, la réponse à cette question ne serait guère douteuse : lui-même a pris soin de nous la fournir, soit dans la solennité obligée de ses déclarations officielles, soit dans l'abandon voulu de ses entretiens intimes. On a vu comment, au cours de sa première campagne, il avait fait figurer dans ses proclamations et pénétrer dans les esprits le mot de « nation italienne ». Neuf ans plus tard (1805), il répondra aux députés venus à Paris lui apporter la couronne de fer que, depuis qu'il avait passé les Alpes pour la première fois, il avait toujours eu « la pensée de rendre indé-

pendante et libre la nation italienne ». A la fin de la campagne de 1809, dans un *Bulletin de l'armée d'Allemagne*, il louera ses peuples d'Italie de leur loyalisme et les félicitera de « marcher à grands pas vers le dernier terme d'un heureux changement ». Comme pour confirmer ces espérances, il donnera, deux années après, le titre, assez vague d'ailleurs, de « roi de Rome » à l'unique héritier de son trône et de sa fortune.

Toutefois ses discours et actes officiels révèlent chez lui de généreuses intentions plutôt que l'existence d'un plan suivi ; il s'est gardé avec soin d'y préciser, et le sens des noms sonores qu'il invoquait, et la forme future de l'indépendance italienne, et les moyens à employer pour la réaliser. — A Sainte-Hélène, il s'est montré plus explicite avec ses familiers. A Antommarchi il aurait déclaré à la nouvelle de la révolution de Naples : « Que je plains mes chers, mes bons Italiens !... Les malheureux sont distribués par groupes, divisés, séparés... C'était cet esprit de tribu que je cherchais à détruire, c'est dans cette vue que j'avais réuni une partie de la Péninsule à la France, érigé l'autre en royaume ; je voulais déraciner ces habitudes locales, ces vues partielles, étroites, modeler les habitants sur nos mœurs, les façonner à nos lois, puis les réunir, les constituer, les rendre à l'ancienne gloire italienne. Je me proposais de faire de ces États agglomérés une puissance compacte, indépendante, sur laquelle mon second fils eût régné. Rome en fût devenue la capitale ; j'en eusse restaurée, embellie, j'eusse déplacé Murat. De la mer jusqu'aux Alpes, on n'eût connu qu'une seule domination¹. » — A Montholon, Napoléon aurait dicté une note où il annonçait en termes presque identiques des intentions analogues ; il y insistait surtout sur le désaccord apparent de son programme et de sa poli-

1. *Mémoires du docteur F. AN TOMMARCHI ou les derniers moments de Napoléon* (Paris, 1825), I, 432.

tique et expliquait par une comparaison empruntée à sa première profession les causes des ajournements qu'il avait dû apporter à la proclamation de l'indépendance et à la réalisation de l'unité : « Comme ces fondeurs qui, ayant à transformer plusieurs pièces de petit calibre en une seule de 48, les jettent d'abord dans le haut fourneau pour les décomposer, les réduire en fusion, de même les petits États (italiens) avaient été réunis à l'Autriche ou à la France pour être réduits en éléments, perdre leurs souvenirs, leurs prétentions, et se trouver préparés au moment de la fonte... Il n'y avait plus de Vénitiens, de Piémontais, de Toscans; tous les habitants de la Péninsule n'étaient plus qu'Italiens, tout était prêt pour créer la grande patrie italienne... L'empereur attendait avec impatience la naissance de son second fils pour le mener à Rome, le couronner roi d'Italie et proclamer l'indépendance de la belle Péninsule sous la régence du prince Eugène ¹. » — Avec Las Cases enfin, l'empereur rattachait ses vues sur l'Italie à un plan général de réorganisation européenne dans lequel elle aurait tenu la première place : « Une de mes grandes pensées, disait-il, aurait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples géographiques qu'ont dissous, morcelés les révolutions et la politique; ainsi l'on compte en Europe, bien qu'épars, plus de 30 millions de Français, 15 d'Espagnols, 15 d'Italiens, 30 millions d'Allemands. J'eusse voulu faire de chacun de ces peuples un seul et même corps de nation. C'est avec un pareil cortège qu'il eût été beau de s'avancer dans la postérité et l'admiration des siècles... Quant aux 15 millions d'Italiens, l'agglomération était déjà fort avancée; il ne fallait plus que vieillir et chaque jour mûrissait chez eux l'unité de principes et de législation, celle de

1. MONTHOLON, *Mémoires pour servir à l'histoire de France sous Napoléon*, I, 137.

penser et de sentir, ce ciment infaillible, assuré, des agglomérations humaines. La réunion du Piémont à la France, celle de Parme et de la Toscane n'avaient été que temporaires,... et n'avaient d'autre but que de surveiller, garantir et avancer l'éducation nationale des Italiens¹. »

Ces divers témoignages, tellement concordants qu'on les croirait copiés les uns sur les autres, peuvent servir de commentaire et de complément aux indications un peu sommaires des documents officiels. A les accepter sans contrôle, ils conduiraient à cette inévitable conclusion que, pendant toute la durée de son règne, l'empereur poursuivit la réalisation d'un plan à longue portée, ayant pour fondement le principe des nationalités, pour but final l'unification politique de la Péninsule, pour moyens temporaires la séparation provisoire et l'assimilation progressive des diverses régions italiennes. C'est d'ailleurs sous cette forme que la pensée napoléonienne a été plus tard interprétée et présentée au public par l'homme qui en revendiquait l'héritage officiel². Avec cette précision et ces développements, elle donne prise et invite même à la critique, puisqu'elle va au-devant des objections qu'il semble naturel de lui opposer. Les intentions que Napoléon s'attribuait ainsi après sa chute ont-elles été vraiment, au temps de sa grandeur, les mobiles de sa politique au-delà des Alpes ?

II

Les déclarations qu'il aurait faites, ou au moins qu'on lui a prêtées à ce sujet, appellent d'abord les mêmes

1. LAS CASES, *Mémoires de Sainte-Hélène*, VII, 168-170.

2. PAR NAPOLÉON III dans ses *Idées napoléoniennes*, et pour ce qui regarde spécialement l'Italie aux pages 20-22 de la brochure officielle qu'il fit publier en 1859 sous ce titre, *L'Empereur Napoléon III et l'Italie*, dont la rédaction est attribuée au vicomte DE LA GUÉRONNIÈRE.

réserve, au point de vue de l'authenticité et de la vraisemblance, que toute son œuvre de Sainte-Hélène. — Elles participent, en premier lieu, de la suspicion légitime qui s'attache aux relations de ses mémorialistes. Sans entrer à ce propos dans une discussion critique qui a été faite ailleurs ¹, il suffira de rappeler que les projets italiens sont exposés avec le plus de précision dans l'ouvrage d'Antommarchi, unanimement regardé comme la moins sûre de toutes les sources, avec le plus de développements dans celui de Montholon, dont la valeur historique est pour le moins très contestée ², mais qu'on n'en trouve, par contre, nulle trace dans le journal de Gourgaud, où l'on s'accorde à reconnaître la notation la plus fidèle des entretiens de l'empereur.

Cette question d'authenticité se complique d'une question de sincérité qui présente un double aspect. — D'une part, en effet, et en les supposant exactement rapportées, les confessions de Napoléon après sa chute présentent l'apparence d'un plaidoyer personnel plutôt que d'une histoire objective, destiné, dans sa pensée, à excuser ce qu'il avait fait par ce qu'il aurait voulu. Il s'y est représenté, non tel qu'il avait été, mais tel qu'il désirait paraître, avec l'attitude d'un libérateur des peuples et avec l'intention de gagner leurs sympathies posthumes en leur faisant oublier les dures réalités de sa domination par les éblouissantes perspectives des destinées qu'il leur réservait. Ce caractère intéressé de l'œuvre de Sainte-Hélène a été trop souvent noté pour qu'il soit nécessaire d'y insister. — D'autre part — et c'est un point qui peut-être n'a pas été assez mis en lumière — il semble que s'il a cherché à faire illusion aux autres sur la générosité de sa politique, il ait été aussi

1. Voir sur ce point M. FRÉDÉRIC MASSON : *Napoléon à Sainte-Hélène et Autour de Sainte-Hélène*, 1^{re} série; et PH. GONNARD, *les Origines de la légende napoléonienne*, chap. VI-XIII.

2. Notamment par FRÉDÉRIC MASSON.

amené à se faire illusion à lui-même sur la continuité de ses desseins. L'inlassable activité de sa pensée, ne trouvant plus à s'employer dans l'inaction monotone de la solitude, s'est exercée en grandioses reconstructions rétrospectives et imaginaires; elle l'a entraîné à vouloir mettre dans ses actions passées un ordre et un enchaînement systématique qu'elles ne comportaient peut-être pas, à expliquer par des causes profondes les variations fréquentes de sa conduite: de là la conception, qu'il s'est attribuée après coup, d'un vaste dessein de réorganisation européenne et italienne, réalisable en quelques années. Mais comment accorder la possibilité de projets aussi lointains et aussi chimériques, soit avec la tournure positive et pratique de son esprit, soit surtout avec les réflexions dont il en entremêlait l'exposé. Il a pris soin lui-même de déclarer à plusieurs reprises à ses familiers, et presque dans les mêmes termes, qu'il n'avait jamais eu « d'idées véritablement arrêtées », mais qu'il s'était laissé gouverner par les circonstances et entraîner, par les nécessités sans cesse renouvelées de sa lutte contre l'Europe, à changer à chaque instant de but et d'intentions ¹.

S'il est enfin, à travers les variations de sa politique,

1. « Au demeurant, j'ai eu plus d'un projet sur cette Illyrie, car j'en changeais souvent : j'avais peu d'idées véritablement arrêtées, parce que je ne m'obstinais pas à maîtriser les circonstances, mais que je leur obéissais bien plutôt, et qu'elles me forçaient de changer à chaque instant; aussi la plupart du temps, n'avais-je pas, à bien dire, des décisions, mais seulement des projets. » (*Mémorial*, éd. 1823, V, 49-50.) « ... J'ai toujours été gouverné par les circonstances. Je n'étais point le maître de mes actes, parce que je n'avais pas la folie de vouloir tordre les événements à mon système, mais au contraire je pliais mon système sur la contexture imprévue des événements et c'est ce qui m'a donné souvent une apparence de mobilité et d'inconséquence. » (*Mémorial*, VII, 167-168.) « On donnera souvent beaucoup de profondeur, de subtilité de ma part à ce qui ne fut peut-être que le plus simple du monde; on me supposera des desseins que je n'eus jamais... on sait que je ne me butais pas à plier les circonstances à mes idées, mais que je me laissais en général conduire par elles; et qui peut à l'avance répondre des circonstances fortuites, des accidents inopinés? » (*Mémorial*, VII, 313 et 316.)

un principe constant qui en ait fait l'unité, c'est assurément celui de faire prévaloir la prépondérance de la France en Europe par l'assujettissement et la désunion des nations voisines. Comment admettre que pour obéir à l'idée philanthropique de l'émancipation des peuples, il eût délibérément compromis ou plutôt sacrifié son œuvre, en constituant sur les flancs de son empire des États compacts, destinés à devenir ses rivaux dès qu'ils cesseraient d'être ses vassaux ou ses obligés ? Lui prêter ces complaisances pour la théorie des nationalités, ne serait-ce pas risquer de confondre l'oncle et le neveu, si différents pourtant ? — Lui-même enfin semble s'être réfuté en déclarant, au moment d'entreprendre l'exposé de ses vues d'avenir, que s'il fut un moment où le sort de l'Europe lui parut fixé pour toujours, c'était au lendemain du traité d'Amiens¹ : elle présentait pourtant à cette époque une forme bien éloignée de ces « grandes agglomérations de peuples géographiques » qu'il aurait rêvées pour elle !

Telles sont les objections préliminaires que présente la thèse soutenue par Napoléon à Sainte-Hélène. Si fortes qu'elles paraissent, elles peuvent contribuer à l'ébranler, mais présentent un caractère trop général pour suffire à la faire rejeter. Il importe maintenant d'en limiter la discussion à ce qui regarde l'Italie et, pour rester sur le terrain des faits, de rechercher successivement — d'abord si les desseins prétendus de l'empereur sur ce pays ont reçu dans ses actes un commencement d'exécution, — puis, s'ils sont en accord avec les indications ou même les réticences de sa correspondance officielle et privée.

A première vue, les faits semblent témoigner en faveur de sa sincérité. L'État national qu'il avait fondé en Lombardie et baptisé du nom d'italien, comme

1. *Mémorial*, VII, 166.

pour le destiner à absorber tous les autres, a été grossi par sa volonté souveraine du Novarais en 1800, du Véronais et de la Polésine au traité de Lunéville (1801), de la Terre-Ferme vénitienne et de la principauté de Guastalla en 1806, des Marches en 1808 et du Tyrol méridional en 1810. Son importance a doublé en dix années (1800-1810), son étendue ayant passé de 43.000 à 84.000 kilomètres carrés, sa population de 3.384.000 habitants à 6.703.000, le nombre de ses départements de 12 à 24. Cette continuité d'agrandissements successifs autour d'un noyau primitif donne l'impression d'un dessein suivi, ayant pour terme logique le moment où les limites de l'État national italien rejoindraient les frontières naturelles de la Péninsule elle-même.

La perspective change si l'on considère ces annexions, non plus dans leur ensemble et leur enchaînement apparents, mais dans leurs motifs particuliers. L'on constate alors que chacune d'elles s'explique moins par l'application d'un plan préconçu que par un intérêt immédiat, le plus souvent étranger à l'Italie. — Celles du Novarais et du Véronais ont eu pour objet d'assurer aux armées françaises, l'une une libre communication entre Paris et Milan¹, l'autre la possession complète de la ligne stratégique de l'Adige. — Celle de la Vénétie présente sans doute l'apparence d'une libéralité de Napoléon, mais elle n'a été décidée qu'après trois mois d'incertitudes et grevée de servitudes qui en diminuaient beaucoup la valeur. Il n'a cédé que le 1^{er} mai 1806 à son royaume d'Italie les territoires qu'il avait reçus de l'Autriche par le traité de Presbourg (25 décembre 1805), comme s'il voulait se ménager la possibilité d'en former, suivant le conseil de Talleyrand, un État républicain et indépendant. Il mit à cette cession des conditions onéreuses (paiement d'un subside

1. Voir plus haut, p. 203.

annuel de 30 millions, dotations pour les titulaires de 12 nouveaux duchés) qui constituaient une bonne affaire pour lui autant qu'une belle acquisition pour ses sujets d'outre-monts. Quand ceux-ci risquèrent, par l'entremise de leur Vice-Roi, de timides observations sur le prix auquel il leur faisait payer leur agrandissement, il leur répondit sur le ton impérieux d'un vainqueur qui impose un marché plutôt que d'un fondateur heureux de parfaire une œuvre de prédilection¹. — Deux ans plus tard, l'annexion des Marches devait être motivée, aux termes mêmes du décret qui la sanctionnait (2 avril 1808), par la nécessité d'établir une communication permanente entre les armées d'Italie et de Naples². — Ce fut enfin l'impuissance de la Bavière à maintenir dans l'assujettissement le Tyrol méridional qui fit incorporer, en 1810, cette province au royaume d'Italie, gouverné par une plus forte main. A partir de cette date, l'ordre territorial de la Péninsule ne subit plus de modifications jusqu'en 1814. La proclamation de l'héritier du trône impérial comme roi de Rome, qui pouvait sembler à quelques-uns une promesse, fut la conséquence du changement de politique par lequel l'empereur renonça après 1809 au système fédératif établi jusqu'alors en faveur de ses frères, pour y substituer le système de l'hérédité et de l'administration directe³.

Les doutes que l'on éprouve de ce fait sur ses véritables intentions se fortifient encore si l'on passe en revue, après ses marques de générosité envers ses sujets italiens, les annexions qu'il leur a refusées ou qu'il a opérées à leur détriment. Non seulement il leur a enlevé la province de Massa-Carrara (1806), leur seul débouché et leur seule chance d'expansion vers la

1. *Corr.*, XII, N° 10.047 et 10.097.

2. *Corr.*, XIV, N° 13.000.

3. Cf. sur ce point FRÉDÉRIC MASSON, *Napoléon et sa famille*, VI, 8-13.

Méditerranée ; non seulement il leur a repris (1809), après les avoir provisoirement placées sous leur protectorat, l'Istrie et la Dalmatie, héritage de l'antique Venise et clef de l'Adriatique ; mais il leur a obstinément refusé des territoires que lui-même, dans ses moments d'abandon, leur reconnaissait nécessaires. L'on comprend sans doute que les nécessités de sa position européenne l'aient contraint de garder sous sa souveraineté immédiate le Piémont, porte de la Péninsule, Gênes, où se recrutaient ses flottes, et Rome où son prestige pouvait seul balancer celui du Pape. — Mais que dire des États de Parme et de Toscane, bien moins importants pour ses intérêts ? Sans le premier, la République italienne ne pouvait avoir ni configuration régulière, ni homogénéité territoriale ; Napoléon le sentait si bien qu'à deux reprises différentes, en 1801, lors des préparatifs de la Consulte de Lyon et en 1804 lors de la transformation constitutionnelle du pays, il agita de sa propre initiative un projet d'annexion. Non seulement il ne s'y arrêta pas, mais il opposa un refus très net aux sollicitations qu'il reçut à cet effet en 1802, en 1803 et en 1807¹. — Quant à la Toscane, la possession en ouvrait l'accès du centre de la Péninsule et apparaissait comme une condition nécessaire d'agrandissement pour un État occupant déjà le bassin du Pô. Cette nécessité, qui plus tard ne devait pas échapper à la clairvoyance de Cavour, sembla, à un moment donné, avoir frappé l'esprit positif de Napoléon. Après la paix de Tilsitt, il mit fin à l'existence éphémère du royaume d'Étrurie, s'en fit céder le territoire par l'Espagne et en décida spontanément la réunion à son royaume d'Italie. Bien plus, il annonça cette annexion au vice-roi Eugène², la proclama publiquement en présence d'une députation toscane venue

1. Voir t. II, pp. 70 et 291.

2. *Corr.*, XV, N° 13.346 et 13.442.

pour le saluer à Milan (décembre 1807) et prit même des mesures pour incorporer dans sa garde italienne les quelques troupes entretenues par l'ancienne régente ¹. Quelques semaines ont à peine passé qu'il se ravise, revient sur ses déclarations solennelles et, par un décret daté de Bayonne, il ordonne la transformation en départements français des provinces toscanes et parmesanes. Le royaume d'Italie voyait ainsi se fermer définitivement les voies naturelles de son extension.

Après avoir été ainsi arrêté dans son développement, le seul État national de la Péninsule eut plus tard à craindre pour son existence même. En 1811, au plus fort de sa lutte économique contre l'Angleterre, Napoléon soupçonna le gouvernement de Milan de n'être pas assez docile à ses décrets sur le blocus continental. Il envoie alors au prince Eugène deux lettres singulièrement menaçantes : « Il faut surtout, déclare-t-il dans l'une (23 août), que le royaume d'Italie se garde bien de donner à la France un intérêt à la réunion. Car si la France y avait intérêt, qui pourrait l'empêcher ? » — « Il faut, poursuit-il dans l'autre (26 août), que les douanes d'Italie soient mises sur le pied de celles de France ; sans cela je ne vous cache pas que je réunirai le royaume d'Italie ; la seule considération des douanes m'a obligé à réunir la Hollande ². » Est-ce là le langage d'un homme qui aurait regardé comme l'une de ses plus « grandes pensées » la reconstitution de la patrie italienne, indépendante et une ?

Si l'histoire territoriale de la Péninsule sous son

1. ZANOLI, I, 325.

2. Napoléon à Eugène, 23 et 26 août 1810 (*Corr.*, XXI, n° 16.824 et 16.829). Cf. également à propos de Naples la déclaration de Napoléon à Caroline Murat : « Si j'ai conquis des royaumes, c'est pour que la France en retire des avantages et, si je n'obtiens pas ce que je désire, je serai obligé de réunir ces royaumes à la France. » (Lettre de Caroline à Murat du 16 nov. 1810, citée par VANDAL dans la *Revue des Deux Mondes* du 1^{er} mars 1910.)

règne ne semble guère confirmer ses déclarations, ses lettres nous renseigneront-elles plus exactement sur ses véritables desseins ?

Ce qui frappe d'abord dans sa correspondance et ses conversations, c'est la sévérité de ses jugements sur les Italiens. Moins sensible à leurs qualités aimables qu'à leur absence de vertus publiques, il semble leur refuser tout droit à l'existence nationale. Sans doute, faut-il faire la part des circonstances dans ses appréciations. Lorsqu'au lendemain de Campo-Formio, il les définit « un peuple mou, superstitieux, pantalon¹ », « divisé en autant d'intérêts qu'il y a de villes, efféminé et corrompu, aussi lâche qu'hypocrite, peu fait pour la liberté² », il ne faut pas oublier qu'il n'a poussé ce portrait au noir que pour justifier l'abandon de Venise. Mais à côté de cette boutade intéressée, que d'autres passages de ses lettres trahissent chez lui, et jusqu'à la fin, le même état d'esprit ! Brouillons et bavards, dissimulés et vindicatifs, absorbés par de petites idées et de petites intrigues, adonnés à la galanterie et à la vie de café, inhabiles au métier des armes par mollesse, aux travaux de l'administration par frivolité, à l'exercice de la liberté par inexpérience, condamnés par un incurable esprit de division à une éternelle infériorité politique, voilà sous quels traits le maître de l'Italie se représente ses sujets³. Comment ne pas s'étonner

1. *Corr.*, III, N° 2296.

2. *Corr.*, III, N° 2318.

3. « Au reste, j'abandonnerai le rétablissement du système républicain dans cette partie de l'Europe (l'Italie) ; les hommes qui s'y trouvent n'ont ni l'intelligence, ni les mœurs, ni le caractère propre à ce régime : tout y est dégradé et bas... » Déclaration de Bonaparte à Sandoz-Rollin (BAILLEU, I, 370). — « Le caractère dominant des Italiens est l'intrigue et la fausseté. » (*Corr.*, VII, N° 6623.) — « Montrez pour la nation que vous gouvernez une estime qu'il convient de manifester d'autant plus que vous découvrirez des motifs de l'estimer moins. » (Instructions au prince Eugène, *Corr.*, IX, N° 8852.) — « J'avais trop bonne opinion des Italiens : je vois qu'il y a encore beaucoup de brouillons et de mauvais sujets... Les Italiens ne vous estimeront qu'autant qu'ils vous craindront, et ils ne vous craindront

du contraste entre l'étendue des qualités qu'il leur refuse et la grandeur du rôle qu'il leur aurait réservé ?

Il semble plus difficile encore d'expliquer comment il aurait accordé ses devoirs envers son pays avec ses vues sur un peuple qu'il a lui-même défini « foncièrement ennemi des Français par préjugé, par l'habitude des siècles, par caractère ». Aussi bien a-t-il pris soin de s'expliquer sur ce point : « J'entends mieux que vous les intérêts de l'Italie, disait-il dans une lettre à Eugène. Il faut que l'Italie ne fasse pas de calculs séparés de la prospérité de la France. Elle doit confondre ses intérêts dans les siens... Prenez donc pour devise : la France avant tout. Si je perdais une grande bataille, un million, deux millions d'hommes de la vieille France accourraient sous mes drapeaux : et mon royaume d'Italie lâcherait pied » (23 août 1810)¹. Un entretien antérieur de Napoléon avec Rœderer, à la fin de 1804, aide à pénétrer sa pensée. Expliquant à son interlocuteur les divers arrangements auxquels pouvait donner lieu la transformation de la République italienne en royaume, il s'exprimait en ces termes : « Ils disent que je veux donner l'Italie à Eugène. Parbleu ! je ne suis pas si fou. Je me crois bien capable de gouverner l'Italie et même l'État de Venise. L'Italie me rend 20 millions. Si je la donnais, on me ferait mille chicanes pour m'en donner 15². » C'est là le ton d'un vainqueur désireux d'exploiter sa conquête bien plus que d'un libérateur pressé de la rendre à elle-même. — De même dans sa correspondance, Napoléon semble faire peu de différence entre l'Italie et les

qu'autant qu'ils s'apercevront que vous connaissez leur caractère double et faux. » (*Corr.*, X, N° 9028.) — « Il ne faut pas vous épouvanter des cris des Italiens ; ils ne sont jamais contents. » (*Corr.*, X, N° 9225.) — « Mes peuples d'Italie me connaissent assez pour ne devoir point oublier que j'en sais plus dans mon petit doigt qu'ils n'en savent dans toutes leurs têtes réunies. » (*Corr.*, XI, N° 10.097.)

1. *Corr.*, XX, N° 16.824,

2. RÖDERER, *Œuvres*, III, 512.

autres pays soumis à sa domination : il la considère comme un réservoir d'hommes et d'argent dans sa lutte contre l'Angleterre et comme un utile instrument pour ses projets de prépondérance française.

Lui-même d'ailleurs semble avoir eu conscience à Sainte-Hélène de la contradiction que présentaient sa conduite réelle et ses desseins cachés puisque, dans le texte cité plus haut, il en a donné une explication dont il reste à examiner la valeur. Autant qu'on peut en juger par ses trop brèves déclarations, il n'aurait tenu les Italiens assujettis ou divisés que pour un temps seulement, afin de « garantir et d'avancer leur éducation nationale » de les « rapprocher par l'unité de principes et de législation » et de les préparer, par la similitude d'obéissance au même maître, à la communauté d'existence sous la même loi. Si telle avait été vraiment sa pensée à leur égard, il semble qu'il aurait cherché toutes les occasions de favoriser en eux le développement d'une conscience nationale, d'effacer leurs divisions au lieu de les accuser, et de réaliser dans la Péninsule cette unité morale dans laquelle il voyait avec raison la condition nécessaire de la fusion des territoires. Est-ce là la politique qu'il y a suivie ?

Son attitude envers les troupes qu'il y avait créées ne semble pas de nature à le faire croire. S'il est une institution qui dans tous les États naissants puisse être considérée comme un efficace instrument d'unification, c'est évidemment l'armée, où des hommes de toutes provenances vivent de la même vie sous le même drapeau ; elle remplit d'autant mieux ce rôle moral qu'elle est plus souvent et plus complètement réunie. Or, par une fatalité trop persistante pour être l'effet du hasard, la jeune armée italienne ne fut jamais rassemblée qu'au moment de sa première réorganisation, lorsque Murat la passa en revue (septembre 1801) ¹. Pendant toute la

1. ZANOLI, I, 9.

période impériale ses régiments disloqués, à l'instar des troupes polonaises, dans des corps français, allèrent combattre séparément à Naples et en Istrie, en Espagne et en Russie, en Autriche et en Allemagne. Était-ce là le moyen de leur inspirer le sentiment de leur force collective, de leur solidarité nationale, de manière à faire d'eux l'image et l'espoir de leur patrie régénérée ?

Le même esprit de défiance semble avoir dicté les décisions de Napoléon à l'égard des conscrits italiens levés dans les territoires annexés à l'Empire (Piémont, Toscane et Rome). S'il les destinait à se fondre un jour dans l'armée nationale, il paraissait naturel de les incorporer, en prévision de cette éventualité, dans les régiments français stationnés au delà des Alpes. Pourtant il répond par un refus catégorique à la proposition qui lui en est faite : « Ayez soin, écrit-il à Lacuée (18 avril 1807), de ne pas envoyer de Piémontais dans les corps qui sont en Italie¹. » Ce n'est qu'en 1814, à la veille de la catastrophe, sous l'empire de la plus pressante nécessité, qu'il fera fléchir la rigueur de cette prohibition. Comment expliquer cette attitude sinon par le désir de dénationaliser les Italiens de l'Empire ?

Si ce n'est là qu'une hypothèse, un incident bien significatif vient en fournir la contre-épreuve. En 1808, quelques jeunes nobles piémontais, pris par la conscription dans leur pays, profitent de ce qu'ils possèdent des propriétés dans le département de l'Agogna (appartenant au royaume d'Italie) pour demander à faire leur service dans les Gardes d'honneur de Milan. Le Vice-Roi ayant cru devoir accéder à leur requête, Napoléon lui adresse une sévère mercuriale (11 février) terminée par un aveu singulièrement compromettant : « Vous avez mal fait de recevoir des Français dans mes troupes italiennes... En général, je ne veux

1. *Corr.*, XIII, N° 12.401.

point que des Piémontais entrent dans mes troupes d'Italie; *cela est contraire à ma politique et à ma volonté*¹. » En cherchant à creuser le sens de cette dernière phrase, l'esprit se reporte, par un rapprochement instinctif, à un autre passage de la correspondance impériale qui, contenant les mêmes expressions, en fournira peut-être le commentaire. Le 20 mai 1810, Napoléon écrit à son frère Louis, après l'annexion de la Hollande. Dans l'éclat de son irritation, il veut lui démontrer ce qu'il appelle la folie de sa conduite par la grandeur des destinées qu'il lui réservait : « J'aurais considéré, lui dit-il, le trône de Hollande comme un piédestal sur lequel j'aurais étendu Hambourg, Osnabrück et une partie du Nord de l'Allemagne, puisque c'eût été un noyau de peuples qui eût *dépaysé l'esprit allemand*, ce qui est le *premier but de ma politique*². » C'est là, de la part de l'empereur, une confession d'une terrible clarté. La lumière qu'elle projette sur les mobiles de sa politique allemande n'éclaire-t-elle pas aussi les dessous de sa politique italienne, puisque, dans ses projets rétrospectifs de Sainte-Hélène, il associait les deux pays dans les mêmes vues d'avenir et le même système de réorganisation européenne.³ Dans l'un comme dans l'autre, l'emploi de procédés de gouvernement analogues semble inspiré par l'application de principes identiques. Maintenir séparées des populations que la nature semblait devoir réunir, les répartir arbitrairement entre l'Empire et les États protégés, tracer et remanier sans cesse des frontières moins nombreuses, mais non moins artificielles que sous l'ancien régime, poursuivre cette œuvre de concentration territoriale tant qu'elle servait les intérêts français, l'arrêter au point où elle aurait pu exalter les passions nationales,

1. *Corr.*, XV, N° 13.549.

2. *Lettres inédites de Napoléon I^{er}* (publiées par Lecestre), II, N° 615.

toutes ces précautions ne semblent-elles pas tendre à « dépayser » l'esprit italien et à maintenir entre les âmes ces barrières morales qu'il fallait abattre pour réaliser l'unité politique ?

A s'en tenir uniquement sur le terrain des faits, Napoléon ne semble donc pas avoir suivi au delà des Alpes une autre politique que dans le reste de l'Europe : il y a éveillé des espérances pour en retirer des bénéfices. Pas plus qu'à ses prédécesseurs, les rois de France, la logique de sa situation ne lui permettait pas de favoriser la création de grands États sur les flancs de son Empire ; il lui fallait diviser pour régner, parce qu'il ne pouvait unir au dehors sans déchoir au dedans. Si plus tard, dans la solitude de Sainte-Hélène, le souci de sa mémoire l'a conduit à professer d'autres principes, ces projets grandioses de reconstitution de la nationalité italienne n'apparaissent pas clairement dans ses actes.

III

S'ensuit-il qu'ils n'aient jamais occupé sa pensée ? que tout ait été comédie dans ses proclamations officielles, artifice ou illusion dans ses épanchements de Sainte-Hélène ? et que le mot de « patrie italienne », si souvent prononcé par lui, n'ait pas répondu dans son âme à des sentiments différents de ceux qu'il éprouvait pour la Hollande, l'Allemagne et la Pologne, instruments de sa grandeur et objets de ses promesses ? Certaines observations de fait, et certaines raisons morales, plus faciles d'ailleurs à concevoir qu'à vérifier, permettent de s'élever contre une conclusion aussi absolue. Lui-même a déclaré d'ailleurs qu'à défaut de « plans arrêtés » il aurait eu des « vues générales » dont il avait vécu. On peut donc rechercher s'il n'en est pas qui aient inspiré sa politique italienne.

Il faut d'abord remarquer que c'est en Italie et dans la Cisalpine qu'il a fait ses débuts de créateur et d'organisateur d'États¹; que plus tard, malgré ses menaces, le royaume d'Eugène a été le seul de tous les pays vassaux qu'il ait constamment agrandi; et qu'enfin le titre de roi de Rome, donné à son fils, éveillait les plus grands souvenirs de l'Italie antique. Il faut donc admettre dans son esprit, à côté de sa préférence obligée pour sa patrie d'adoption, l'existence d'une prédilection instinctive et persistante pour son pays d'origine. Ce sentiment se trahit parfois dans ses œuvres par de fugitifs élans d'enthousiasme²; il s'expliquait très naturellement chez lui par de multiples raisons. Les obscures affinités de race qui tenaient aux lointaines ascendances de sa famille lui permettaient de pénétrer et de comprendre l'âme italienne; il devait éprouver une involontaire indulgence pour le pays où il avait remporté ses premières victoires, goûté les premières ivresses du pouvoir et reçu la vision de ses destinées futures. D'après certains témoignages, il aurait eu un instant et gardé longtemps l'idée de s'y ménager un asile et de s'y tailler un empire, le jour où la France lui ferait défaut³. Il faut tenir compte enfin de l'impression toute physique que produisaient sur sa

1. D'après R. GUYOT (*Le Directoire et la paix de l'Europe*, notamment pp. 247 à 260), la part d'initiative qu'il aurait eue dans cette création serait plus grande qu'on ne le croit communément, puisqu'il l'aurait entreprise malgré le Directoire. Cf. encore sur cette question SØREL, *Bonaparte et Hoche*.

2. « ... En janvier, Napoléon passa une nuit sur le col de Tende, d'où, au soleil levant, il découvrit les belles plaines qui étaient déjà l'objet de ses méditations : *Italiam ! Italiam !* » (*Précis des opérations de l'armée d'Italie*, dans *Corr.*, XXXII, p. 35.)

3. D'après Lucien Bonaparte, dans une conversation rapportée par RØDERER (III, 350), c'aurait été pendant longtemps son « grand projet ». Il l'aurait peut-être repris pendant son séjour à l'île d'Elbe, d'après une brochure anonyme (*Delle cause italiane dell' evasione di Napoleone I dall' Isola d'Elba*, Bruxelles, 1829) dont l'auteur et le contenu ont donné lieu à de nombreuses discussions, résumées par le baron LUMBROSO dans la *Revue napoléonienne* de décembre 1902.

nature impressionnable l'aspect des « belles plaines » de la Lombardie et le contact de ses foules enthousiastes. Ses souvenirs et ses penchants s'accordaient pour le faire vibrer au nom d'Italie et pour développer en lui une inclination très vive envers le pays qu'il pouvait considérer comme une seconde patrie. Il a donc pu de bonne foi lui réserver une place à part dans ses vues d'avenir.

Comment expliquer alors la contradiction que présentent sur ce point ses sentiments et ses actes ? Elle n'aurait rien de surprenant dans une nature aussi richement douée, aussi féconde en contrastes, parfois aussi insaisissable. Elle se ramène au conflit de deux ordres de mobiles différents : les premières impulsions de Napoléon pouvaient l'entraîner à penser d'abord en Italien et les calculs de sa politique le déterminaient à agir ensuite en souverain de la France. Il y aurait là un exemple de cette dualité psychologique que certains historiens¹ ont signalée comme un des traits de son caractère, et qui opposait sans cesse en lui le grand idéaliste et le grand réaliste, les rêves de l'imagination et les nécessités de l'action.

Cette hypothèse semble confirmée par le témoignage de l'un des hommes les mieux placés pour connaître les ressorts et les dessous de la politique napoléonienne dans la Péninsule. Quelques semaines avant sa mort (1844), le vieux ministre toscan Fossombroni, terminant, à l'âge de 90 ans, une existence mêlée à toutes

1. « ... Rien de plus curieux que de surprendre sur le vif cette existence en partie double, menée de front avec une égale ardeur. On dirait deux êtres parfaitement distincts en une seule et même personne. D'abord apparaît l'homme d'action appliquant à son but du moment des facultés si positives, si pénétrantes et si pratiques qu'on le dirait uniquement appliqué à sa tâche du présent quart d'heure ; mais regardez de plus près, voici tout à coup surgir derrière lui, ou plutôt loin, bien loin en avant, un personnage qui n'a plus les yeux fixés que sur les futurs contingents d'une mystérieuse destinée. » (D'HAUSSONVILLE, *L'Eglise romaine et le premier Empire*, I, 69.) Cf. TAINE, *Régime moderne*, I, 44.

les grandes affaires de son pays, déclarait à l'un de ses visiteurs ¹ que seul en Italie avec Melzi il avait été à même de pénétrer la pensée intime de l'empereur : « Persuadez-vous, disait-il en élevant sa main osseuse et en ranimant ce qui restait de feu dans son regard, que Napoléon n'a jamais été libre sur la question d'Italie. » Expliquant sa pensée, il le représentait comme resté « purement Italien de principes, de goûts, de mœurs, d'idées », mais retenu dans ses préférences par son entourage. « Nous, le parti italien, poursuivait Fossombroni, nous étions sûrs de faire vibrer la fibre secrète de son âme et les ministres français mettaient tout leur art à l'assoupir. Voilà, croyez-moi, la dissidence fatale qui a décidé du sort de l'Italie et paralysé Napoléon au point de l'ébranler lui-même dans ses croyances. Mettait-il le pied en Italie, tous ses rêves de grandeur, d'avenir, de prospérité le saisissaient au cœur. Il respirait librement, s'épanchait sans contrainte ; à ses yeux, l'Italie grandissait comme par magie. Il était fier et glorieux de lui appartenir ; pour elle il se livrait aux plus vastes espérances ; il nous ravissait de joie ; mais cette joie était de courte durée. » Retourné à Paris, il retombait sous l'influence de ses ministres ; l'Italie redevenait pour lui un « élément subalterne » au lieu d'être la « pierre angulaire de son édifice », et il ne songeait plus à elle que pour en tirer des hommes et de l'argent.

Cette explication un peu subtile appelle sans doute quelques réserves, inspirées par le patriotisme italien de l'auteur ; elle fait peut-être trop de part aux pressions extérieures dans les décisions de Napoléon, en ramenant le conflit de deux sentiments dans son esprit à la simple lutte de deux influences dans ses conseils. Cependant

1. Le comte OUVAROFF, ancien ministre russe (1785-1855), qui a raconté cette visite et rapporté cette conversation dans ses *Esquisses politiques et littéraires* (avec préface de Léouzou-Leduc, Paris, 1848), p. 15 seq.

elle présente dans son ensemble les avantages de la vraisemblance, elle fournit une interprétation logique des apparentes inconséquences de la politique impériale au delà des Alpes ; elle trouve enfin une illustration éclatante dans deux événements, dont le second au moins a eu Fossombroni pour témoin.

En 1805 d'abord, au début de juin, Napoléon est à Milan ; sous l'impression d'enivrement qu'il a gardée de son couronnement, il fait rédiger¹ un projet qui semble avoir déjà traversé sa pensée en 1801². C'est un vaste plan de confédération subalpine, dont le siège serait à Milan, et qui grouperait autour du nouveau roi d'Italie, destiné à en rester le président, un doge de Gênes, un prince de Piombino et Lucques, un prince de Plaisance, un prince de Parme, un prince de Bardi, choisis parmi les généraux français ou les membres de la famille impériale : 5 millions d'habitants seraient ainsi englobés dans un système politique qui graviterait autour de Milan, deviendrait le cadre de la nationalité italienne reconstituée et pourrait s'étendre au reste de la Péninsule. — Mais aussitôt après, l'intérêt français ou l'intérêt familial détermine dans les résolutions de Napoléon un revirement qui se traduit par l'annexion de Gênes à l'Empire français, et réduit à néant toute la combinaison, en faisant de Paris le centre d'attraction des territoires du bassin du Pô.

Le même spectacle se renouvelle lors de la disparition du royaume d'Étrurie, en 1807 : Lors de son second voyage à Milan (décembre), l'empereur avait annoncé aux députés toscans venus pour le saluer son intention de réunir leur pays aux États d'Eugène ; il paraissait s'exalter à cette pensée et manifestait un éloquent

1. Le mémoire rédigé à cet effet, analysé par F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, III, 42, se trouve Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 61, f° 163 ; il n'est pas daté mais placé entre deux pièces dont l'une porte la date du 17 mai, et l'autre celle du 19 juin 1805.

2. Voir plus loin, p. 269.

enthousiasme en évoquant à leurs yeux la vision d'un grand royaume septentrional de 8 millions d'habitants¹. — A peine retourné en France, loin du théâtre de ses premières victoires, il modifiait des projets qui paraissaient sincères et revenait sur une résolution qu'on aurait pu croire irrévocable. Cet épisode semble caractériser la complexité des motifs qui ont inspiré sa politique italienne, les alternatives de promesses et de réserves, de concessions et de demi-mesures qu'elle présente, les variations apparentes qu'elle comporte et les inévitables malentendus qu'elle a fait naître.

Dans son ensemble — et ce sera la conclusion de cet exposé — cette politique peut donc être appréciée diversement suivant qu'on la considère dans la pensée ou dans les actes de Napoléon. Sous le premier aspect, elle a eu pour fondement et pour unité l'indéniable prédilection qu'il éprouvait pour le pays auquel le rattachaient tant de souvenirs ; et elle a pu lui inspirer les vastes projets auxquels se complaisait son imagination. — Dans les faits au contraire, elle a été dominée par la préoccupation exclusive et immédiate des intérêts français ; au lieu de présenter la fixité d'un plan d'émancipation systématique, elle a suivi les variations forcées et reflété les apparentes inconstances de la politique générale à laquelle elle était subordonnée. Les sympathies de Napoléon ne se sont manifestées que par des promesses et ses rêves de nationalité italienne sont restés à l'arrière-plan de son esprit sans trouver de forme pratique et réalisable. Dans ses rapports avec ses sujets d'outre-monts, il s'est surtout inspiré des circonstances et des nécessités de sa situation européenne. C'est ce que va montrer notamment l'étude des préliminaires de la Consulte de Lyon.

1. Lettre de Tassoni (ministre italien à Florence) à Testi, du 22 décembre 1807, reproduite dans CANTU, *Diplomatici*, p. 612.

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE LA CONSULTE DE LYON

- I. Premiers projets de Bonaparte au sujet de la réorganisation de l'Italie. — Ils sont successivement modifiés et ajournés, d'abord par les négociations de Lunéville, puis par la mort de Paul I^{er}.
- II. Élaboration de la Constitution italienne, influences qui y président : part de la Consulte de Milan, de Melzi, de Rœderer et de Bonaparte.
- III. Analyse et caractères de la Constitution. — L'exercice de la souveraineté : les trois Collèges. — Le gouvernement : le Président, le Conseil législatif et la Consulte d'État. — Le pouvoir législatif et le vote des lois.
- IV. La rédaction définitive de la Constitution est soumise d'abord aux députés italiens à Paris (septembre), puis à la Consulte de Milan (octobre), qui l'acceptent.
- V. Bonaparte décide de confier l'approbation de la Constitution et le choix du personnel de gouvernement à une assemblée de notables cisalpins convoquée à Lyon. — Loi votée à cet effet par la Consulte de Milan (12 novembre). — Composition de l'assemblée future.
- VI. La question religieuse ; comment elle se présente. — Le Premier Consul se propose de la soumettre à cette Consulte. — Le choix du Président ; candidature éphémère de Joseph Bonaparte.

Dix-neuf mois de guerres et de négociations continuelles devaient s'écouler entre la bataille de Marengo et la clôture de la Consulte de Lyon. Après avoir retracé les événements qui remplirent à Milan cette période d'épreuves et d'attente, il reste à l'étudier dans la pensée napoléonienne, et à rechercher quelles circonstances la prolongèrent à Paris. Elle se divise natu-

rellement en deux phases, consacrées, l'une à assurer l'existence, et l'autre à régler l'organisation de la Cisalpine. — Pendant la première, Bonaparte en ajourne la reconstruction intérieure, subordonnée à ses yeux aux fluctuations de sa politique générale, comme au succès de ses efforts pour amener l'Autriche à la paix, la Russie à une alliance et l'Angleterre à une trêve. — C'est à partir du printemps de 1801 seulement que ses idées sur l'ordre territorial de l'Italie se fixent avec assez de précision pour le déterminer, non seulement à conserver, mais encore à consolider l'État national qu'il y a fondé ; il emploiera les derniers mois de l'année à y préparer l'avènement d'un gouvernement constitutionnel par la convocation d'une assemblée de notables chargée d'en rédiger ou d'en sanctionner les lois fondamentales.

I

Lors de son départ pour la campagne de Marengo, le Premier Consul semblait n'avoir encore que des idées toutes négatives sur le sort de sa future conquête ; elles se réduisaient à rompre avec les errements du Directoire et à éviter le retour des fautes amenées par l'extension démesurée du principe démocratique. Après sa victoire, il ne rétablit que le titre de la Cisalpine, afin de rallier ses partisans et sans prendre aucun engagement pour l'avenir. — Fidèle au vieux système de l'équilibre et sourdement hostile à la nouvelle politique de domination, Talleyrand, avec lequel il put à son retour conférer sur l'organisation de l'Italie, aurait voulu peut-être en réunir les différents États, y compris les monarchies de Sardaigne et de Toscane, en une vaste fédération destinée à servir de puissance inter-

médiaire entre les deux grandes nations voisines¹. — Au même moment, des idées du même genre se faisaient jour, sous des formes diverses, dans d'autres milieux. Une brochure anonyme, à laquelle le nom bientôt connu de son auteur prêtait l'apparence d'une publication officielle², proposait, au lendemain de Marengo, de partager la Péninsule entre cinq États, groupés également en un corps fédératif : au centre deux monarchies, dont l'une au moins destinée à un prince de la maison d'Espagne ; au Nord et au Sud trois républiques, formées, la première des provinces vénitiennes, la seconde de la Lombardie, du Piémont et de Gènes, et la dernière de l'ancien royaume des Deux-Siciles. — Un peu après, on colportait dans les états-majors de l'armée d'Italie un plan un peu plus compliqué qui, constituant le Milanais et les États sardes en deux républiques distinctes, adjoignait le Parmesan à l'une, la Ligurie à l'autre, et envoyait les maisons de Savoie et de Parme régner à Rome et à Naples³. Malgré la part de fantaisie qu'on y rencontre, ces projets montraient, par la communauté de leur principe, la faveur que rencontrait dans les esprits l'idée fédérative, et par leurs divergences de forme, l'incertitude qui régnait encore sur les destinées futures de l'Italie.

Cette incertitude parut se prolonger et s'aggraver au cours des négociations de Lunéville, dont le bassin du Pô représentait l'enjeu. Les frontières de la Cisalpine furent fréquemment remaniées dans les proposi-

1. Les *Mémoires*, d'ailleurs assez suspects, d'OUVRARD rapportent (I, 59) une conversation dans laquelle Talleyrand soutenait cette thèse en apprenant la nouvelle de la convention d'Alexandrie.

2. *Mémoire sur l'organisation fédérative et indépendante de l'Italie, remis au Premier Consul à Milan le 21 messidor an VIII*. Brochure reproduite postérieurement dans SCHOELL, *Recueil des pièces officielles, etc.*, IX, 93. Ce mémoire avait pour auteur Marc-Antoine Jullien, fécond publiciste officieux, ancien commissaire des guerres à l'armée de Championnet. Sur ce personnage cf. VANDAL, *l'Avènement de Bonaparte*, II, 39.

3. PION DES LOCHES, *Mes campagnes*, pp. 90-91.

tions successives échangées entre les plénipotentiaires. Au début, Cobenzl voulait lui enlever les Légations, le Modénais, la Lombardie à l'est de l'Adda, et lui interdire, par le maintien de Ferdinand III à Florence, toute chance d'extension vers le sud. Bonaparte de son côté l'aurait volontiers agrandie du Parmesan, mais sacrifiait en son nom les Légations en faveur du Grand-Duc de Toscane, et se contentait pour elle de la frontière du Mincio¹. Ce ne fut qu'au commencement de janvier, en apprenant les progrès de Brune en pays vénitien, qu'il prononça, dans son message au Corps législatif, ces paroles fatidiques : « L'intérêt de l'Europe ne veut pas que l'Empereur passe l'Adige². » — Entre temps, Marescalchi signalait à Milan le danger d'autres combinaisons territoriales envisagées dans les conseils consulaires. D'après l'une, la Cisalpine se voyait fermer vers l'est les voies naturelles de son agrandissement par l'érection de la Vénétie, soit en république indépendante, soit en principauté pour le Grand-Duc de Toscane ; d'après une autre, elle était amputée des Légations et transformée en un État monarchique que régirait le duc de Parme³. Ce dernier projet parut prendre assez de consistance pour que le Comité du gouvernement crût devoir s'en prémunir en adressant à Talleyrand un magnifique tableau de Luini⁴. — Ces alarmes furent bientôt dissi-

1. Sur le rôle de la Cisalpine dans les négociations de Lunéville cf. SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VII, 82-87 ; DRIAULT, *la Politique extérieure du Premier Consul*, p. 78. Dans une conversation avec Sandoz-Rollin (nov. 1800), Bonaparte annonçait l'intention de faire la paix aux dépens de l'Italie, pour satisfaire l'opinion française (BAILLEU, I, 370). Cf. MELZI, *Mem.*, I, 241.

2. *Corr.*, V, N° 5250. Cf. dans les instructions à Joseph (*Corr.*, VI, N° 5315) cette phrase : « La France doit prendre comme premier système de politique que l'Empereur ne doit jamais passer l'Adige. »

3. Kolytchev signala également cette combinaison à son gouvernement à la date du 10-22 mai 1801 (TRATCHEVSKI, LXX, 150).

4. Lettre du Comité de gouvernement à Talleyrand du 7 fév. 1801 (*Aff. Étr.*, *Corr. Lomb.*, 59).

pées par la publication du traité de paix, qui, en assurant à la République la possession de Vérone et le voisinage d'un souverain ami à Florence, la laissait dans une situation plus favorable qu'au lendemain de Campo-Formio. Délivrée enfin de tout péril pour son existence, allait-elle enfin obtenir son organisation définitive, et voir succéder pour elle les actes aux projets et les réalisations aux promesses ?

Il lui était d'autant plus permis de l'espérer que Bonaparte semblait alors partager l'impatience de ses habitants. Dès le 2 février, avant même la signature du traité, il a demandé à Talleyrand une note détaillée sur la population et les revenus en 1796 de toutes les provinces cisalpines, auxquelles il ajoute même le Parmesan et la Ligurie ¹. — Le même jour, il convoque à Paris l'un des rares Italiens qu'il aime à prendre comme conseillers, le comte Melzi, retiré momentanément dans ses domaines espagnols de Saragosse. Une semaine plus tard, Marescalchi reçoit d'Hauterive, confident de Talleyrand, cette assurance spontanée que ses compatriotes touchent enfin au terme de leurs maux et à la récompense de leur patience ². Instruit de ces bonnes nouvelles, le Comité de gouvernement prépare en hâte un nouveau projet de constitution. A Paris ou à Milan, tous se croient près d'une solution définitive.

Ces espérances devaient être encore une fois ajournées. Si l'Autriche se trouvait rejetée au delà de l'Adige par la paix de Lunéville, l'ordre territorial du reste de l'Italie ne pouvait être réglé que par une entente avec le tsar Paul I^{er}, qui réclamait avec instance une com-

1. Talleyrand à Marescalchi, 13 [pluviôse-2 fév. 1801 (Aff. Étr., *Corr.* Lomb., 59).

2. Marescalchi à Pancaldi (ministre cisalpin des Relations extérieures), 13 fév. 1801 (Arch. Milan, *Corr.*, Paris, 823).

pensation pour le roi de Sardaigne détrôné et une garantie pour le roi de Naples menacé. L'alliance russe formait à ce moment le pivot de la politique de Bonaparte, et elle lui aurait seule permis, par l'appui qu'elle lui apportait, de se relâcher de sa surveillance militaire dans le bassin du Pô. En créant une situation nouvelle, elle eut pour résultat de provoquer un retour de faveur des idées fédératives. Tandis que le Premier Consul signait avec l'Espagne (21 mars) un traité lui assurant la libre disposition des États de Parme, base éventuelle d'autres combinaisons, il se faisait présenter par les bureaux de Talleyrand (9 mars) deux plans, d'ailleurs plus spéculatifs que pratiques, de réorganisation de l'Italie supérieure ¹. — Le premier, inspiré par l'exemple des États-Unis, divisait la Cisalpine, augmentée du Parmesan, en quatre États distincts et égaux, régis chacun par une administration particulière, mais soumis tous à un pouvoir fédéral commun. Le second, en respectant son intégrité, l'englobait dans une vaste confédération qui faisait graviter autour d'elle un doge de Gênes, un gonfalonier de Lucques, un prince de Piombino, un podestat de Parme et un provéditeur de Plaisance, choisis d'ailleurs, comme son propre chef, parmi les généraux français. — Au même moment, et comme si les projets du gouvernement trouvaient, à peine formulés, un écho dans l'opinion, un publiciste qui signait « Pierre Gruet » faisait paraître quatre *Lettres sur la constitution propre aux Cisalpins*. Héritier de l'esprit de simplification révolutionnaire, il proposait de diviser leur pays en autant de petits États qu'il comptait de millions d'habitants, sous la direction suprême d'un Président à vie élu par un Congrès national commun; précurseur inconscient des Néo-Guelfes, il regardait le Pape lui-même comme le seul homme capable d'occuper d'aussi hautes fonctions

1. En date du 18 ventôse-9 mars 1801 (Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59).

et d'enchaîner ainsi « le fanatisme de la religion au char de la République ¹ ».

A supposer que Bonaparte eût goûté ou même connu cette singulière proposition, le temps lui aurait manqué pour s'en inspirer. Le 12 avril, en effet, il apprenait la mort inattendue de Paul I^{er}, dont la nouvelle lui arracha, paraît-il, un « cri de désespoir » et bouleversa tous ses plans européens ². Cette disparition subite d'un allié à ménager lui rendait sa liberté politique, mais en compromettant sa sécurité militaire. Il ne perdit pas une minute pour profiter de l'une et pour rétablir l'autre. — D'une part, il dépossédait définitivement le roi de Sardaigne et par un décret du 13 avril, antidaté pour les besoins de sa cause, il divisait le Piémont en préfectures et en divisions militaires, ce qui était une première étape vers une annexion ³. D'autre part, il renforçait ses garnisons dans le bassin du Pô, qui représentait son poste avancé vers l'Orient, contre les alliés de l'Angleterre. — Sa situation changeait également vis-à-vis de la Cisalpine, qu'aucun obstacle ne l'empêchait désormais de rattacher à la France par un lien étroit, légal et durable. C'est à partir de cette date qu'il cessa d'en considérer les frontières comme provisoires, et la réorganisation intérieure comme prématurée. Diverses considérations de politique étrangère, notamment la nécessité de défendre les Légations, soit contre un retour offensif des convoitises autrichiennes (mai), soit contre les réclamations persistantes de la cour de Rome, l'amènèrent à dissimuler ce nouvel état d'esprit jusqu'à la signature du Concordat (16 juillet) et jusqu'à l'audience accordée, presque au même moment (12), aux députés cisalpins venus pour lui porter leurs doléances.

1. P. 27. La brochure parut à Paris (chez Dentu) et est datée de ventôse an IX.

2. Cf. sur ce point SOREL, 140-142.

3. DRIAULT, *Napoléon en Italie*, p. 103.

Tout en ne leur ménageant pas ses sévérités, il leur confirma l'indépendance de leur pays et leur demanda même leurs idées sur le régime qui leur convenait¹. Mais s'il proclamait pour la première fois l'urgence de cette question, il l'avait agitée en lui-même dès le début de l'année et il allait en presser activement la solution.

II

C'est ce travail préparatoire à la Consulte dont il convient de préciser préalablement l'étendue, les limites et les auteurs. Il ne consistait pas seulement à rédiger une constitution proprement dite, mais encore à fixer le choix du personnel chargé d'en remplir les cadres, ainsi que la composition de l'assemblée appelée à en sanctionner les dispositions. Élaborer des lois fondamentales réglant l'organisation et les rapports des pouvoirs publics, — désigner les titulaires des grandes charges de l'État et les membres des assemblées, qui se recruteraient par cooptation, — déterminer enfin sous quelle forme la nation serait consultée sur le statut destiné à la régir, telle était la triple opération qui s'imposait au rénovateur de la Cisalpine.

Il devait procéder, dans cette question comme dans beaucoup d'autres, en recherchant les conseils et en se réservant les décisions. On retrouve donc dans son œuvre constitutionnelle, avec la marque propre de son esprit, la trace des diverses influences qu'il appela à y concourir.

La première était celle de la Consulté législative de Milan, qui avait, comme on s'en souvient, envoyé à

1. Lettres d'Aldini à Pancaldi (reproduites dans MELZI, *Mem.*, I, 522-524). Peu après, Talleyrand déclarait à Kolytchev que le sort de l'Italie se trouvait désormais fixé (Dépêche de Kolytchev du 6-18 août 1801, TRATCHEVSKI, LXX, 248).

Paris, un projet provisoire de constitution ¹. Ce pastiche hâtif de celle qui régissait la France en reproduisait les principales dispositions, sauf la singulière procédure relative à la discussion des lois devant une assemblée muette. Il instituait des listes de notabilité communales, départementales et nationale; une Chambre électorale viagère choisissant sur la liste nationale un président, huit sénateurs investis du pouvoir exécutif et quarante membres d'un Corps législatif; enfin un collège de cinq censeurs correspondant à peu près au Tribunal. Ces conceptions d'emprunt disparurent lors de la constitution définitive, mais la Consulte réussit à y faire maintenir les articles originaux par lesquels elle cherchait à assurer le retour de l'ordre et le développement des intérêts matériels par l'institution d'une justice uniforme, d'un cadastre unique, d'un Institut national, de garanties contre l'abus des arrestations arbitraires et la facilité des naturalisations accordées à des aventuriers étrangers. — L'influence de cette assemblée se retrouva encore dans deux importantes décisions du Premier Consul. En lui envoyant après révision (mars 1801) le projet rédigé au mois d'août précédent, elle lui exprima le vœu de le voir prendre le pouvoir suprême et procéder aux premières nominations des hauts fonctionnaires et des députés ². Le succès obtenu par ses suggestions prouve qu'elle eut une part, au moins apparente et effacée, dans l'œuvre constitutionnelle.

Son influence toutefois était forcément lointaine, collective et intermittente; quoique sujette aussi à de fréquentes éclipses, celle du comte Melzi, présent

1. Ce projet de constitution, adopté le 9 août 1800, comprenait 7 titres et 79 articles. On en trouve le texte *Aff. Étr., Mém. et Doc., Italie*, 34. Ce volume ne contient que la série de tous les procès-verbaux de la Consulte législative.

2. Petiet à Talleyrand, 28 ventôse-19 mars 1801 et réponse de Talleyrand, 11 avril (*Aff. Étr., Corr. Lomb.*, 59).

auprès de Bonaparte pendant la plus grande partie de l'année 1801, devait s'exercer avec plus d'autorité et de continuité, mais d'une manière discrète et par cela même mal connue. Appelé à Paris dès le 2 février, ce personnage y arrivait seulement le 26 mars¹; il n'y apportait que des idées toutes négatives sur la réorganisation de la Cisalpine. Il ne croyait pas en effet à la possibilité de fonder en Lombardie une République qui ne pourrait, ni subsister sans le secours permanent des armes françaises, ni prospérer avec les charges et les abus inséparables de l'occupation militaire; l'expérience du *Triennio* lui paraissait à cet égard suffisamment concluante pour ne pas être reprise. Il repoussait également comme une « folie », après avoir peut-être incliné un instant vers cette solution², la fusion de la Péninsule tout entière en un seul État démocratique, et ne semblait pas éprouver plus d'indulgence pour les idées fédératives en faveur dans les sphères officielles, incompatibles à ses yeux avec la persistance des rivalités locales. — Il ne voyait de salut pour l'Italie, même après les bouleversements révolutionnaires, que dans un retour à la vieille politique d'équilibre, et dans la réalisation d'un plan plus grandiose que pratique, que lui-même exposait en ces termes : « Renoncer à la Cisalpine et donner à l'Italie une balance d'États monarchiques constituant toute la partie qui est entre les Alpes et l'Adige en un seul corps et sous un seul prince, qui formerait la puissance intermédiaire entre la France et l'Autriche et qui devrait être de la maison d'Espagne³. » — Pour le cas où ce projet n'aurait pu aboutir, Melzi en avait conçu un autre, plus modeste, mais fondé sur le même principe et présentant des avantages analogues : il consis-

1. MELZI, *Mem.*, I, 240.

2. Lettre à Bonaparte (s. d.), MELZI, I, 218.

3. MELZI, *Mem.*, I, 219.

tait à indemniser le Grand-Duc de Toscane dépossédé au moyen de la Vénétie et de la Cisalpine, fondues en un seul État monarchique.

L'auteur de ces savantes combinaisons se flattait-il de les faire agréer au Premier Consul? Avait-il reçu dans sa solitude de Saragosse quelques encouragements à cet égard? Il semblait se le figurer lorsqu'il partit pour Paris. Il eut la malchance d'y arriver au lendemain de la mort de Paul I^{er}, en pleine crise politique, et le chagrin d'entendre le Premier Consul, auquel il soumit aussitôt ses idées, les rejeter d'un mot en les traitant de « surannées¹ ». Sa déception fut si rude qu'il faillit repartir de suite pour Milan, où l'appelait d'ailleurs la maladie d'un de ses oncles. C'était compter sans la volonté impérieuse de Bonaparte, qui ne l'avait fait venir que parce qu'il le savait indispensable à l'œuvre entreprise. Vivement pressé, au nom du patriotisme, de travailler à la réorganisation de la Cisalpine, il finit par céder à des instances semblables à des ordres, peut-être avec le secret espoir de servir au moins indirectement l'idéal politique qu'il ne pourrait réaliser². — Pendant toute la période préparatoire à la Consulte, il allait jouer le rôle singulier d'un conseiller occulte et pourtant influent, appelé à concourir à la fondation d'une République qu'il ne croyait pas viable; il allait se montrer parfois incommode par l'indépendance de sa pensée et de son caractère, toujours précieux par sa connaissance pratique des hommes, des choses et des besoins de son pays, fréquemment consulté sur les questions de personnes, rarement écouté sur les questions de principe, souvent découragé par l'échec de ses propositions, mais

1. MELZI, *Mém.*, I, 241 et récit ultérieur de Melzi à Moll (Dépêche de Moll du 11 juil. 1803. Arch. Vienne, *Corr.* Milan).

2. Talleyrand à Petiet, 18 fructidor 5 sept. 1801 (Aff. Étr., *Corr.* Lomb., 59).

constamment ramené à sa tâche par le sentiment du bien qu'il pouvait faire et surtout du mal qu'il pouvait empêcher.

Ses dispositions d'esprit indiquaient d'avance la nature et les limites de son action. Indifférent aux détails d'une constitution tenue par avance pour impraticable, il n'attachait d'importance qu'au choix des hommes chargés de la faire fonctionner, et en particulier du chef de l'État. Il adressa à Talleyrand (mai 1801) un long mémoire consacré à l'étude de cette dernière question, capitale à ses yeux¹. Abandonnant à regret ses vues primitives sur le Grand-Duc de Toscane, et n'apercevant aucun Italien capable de s'imposer à ses compatriotes, il estimait Bonaparte seul digne d'occuper le pouvoir suprême, comme valant à lui seul « une administration, une assemblée, une armée »; il est vrai que, par une de ces contradictions naturelles à son esprit hésitant, il s'évertuait aussitôt après à représenter cette nomination comme un pis aller et un sujet d'alarmes pour l'Europe. Il n'en avait pas moins exprimé, mais sous une forme hypothétique, une idée appelée à une rapide fortune et conforme aux secrets désirs du principal intéressé. Celui-ci, frappé peut-être des objections qu'elle soulevait, parut d'abord chercher à les éviter en déléguant à son frère Joseph la présidence de la Cisalpine. Consulté encore à ce sujet, Melzi s'éleva avec énergie contre une solution bâtarde, présentant tous les inconvénients sans les avantages de son propre projet². La franchise de sa réponse lui valut-elle une passagère défaveur? S'il prit en automne une part active à la convocation d'une assemblée constituante, il semble être resté étranger à la rédaction même des textes constitutionnels, qui eut lieu au cours de l'été.

1. MELZI, *Mem.*, I, 265-274.

2. MELZI, *Mem.*, I, 274-278.

Il fallait en effet un Français, et un spécialiste, pour donner aux volontés de Bonaparte une expression précise et une forme juridique ; à défaut de Talleyrand, trop occupé et trop indolent pour le remplir, ce rôle échut à Rœderer¹. C'était pour Bonaparte un partisan de vieille date, signalé à son attention par un article du *Journal de Paris*, où il avait prédit l'un des premiers sa future élévation², attaché depuis à sa fortune, et récompensé d'une collaboration active au 18 Brumaire par le poste de président de la section de l'intérieur au Conseil d'État. De brillantes qualités de publiciste³, une intelligence aussi étendue que précise, d'un tour presque géométrique, une réelle habileté à mettre en formules les idées de la politique courante faisaient alors de cet homme d'État le successeur de Sieyès comme doctrinaire du parti consulaire et de Daunou comme organisateur officiel des États vassaux de la France. Son choix semblait d'autant plus opportun qu'en 1797 il avait été demandé par Bonaparte au Directoire, avec Sieyès et Benjamin Constant, pour venir corriger à Milan les défauts de la première constitution cisalpine⁴ ; il ne faisait donc que reprendre en 1801 la tâche qu'il avait déjà failli remplir. — Comment allait-il la comprendre ? Bien qu'il soit difficile de préciser les limites de son action, il semble légitime de conjecturer qu'il ne se borna pas à rédi-

1. Dans sa biographie de *Maret duc de Bassano*, le baron ERNOUF désigne ce personnage (p. 224) comme l'auteur de la Constitution italienne. Cette assertion, à l'appui de laquelle il n'apporte aucune preuve, est contredite : 1° par la déclaration formelle de RÖDERER (*Œuvres*, III, 428) qui faillit même se rendre à Lyon (*Ibid.*, pp. 378, 428) ; 2° par le témoignage de Marescalchi, qui, dans plusieurs de ses lettres (notamment dans MELZI, I, 530), fait allusion aux travaux de Rœderer ; 3° par l'ordre que donna Bonaparte à la fin de la Consulte de faire envoyer des médailles d'or commémoratives à Rœderer et à Portalis (et non à Maret).

2. Du 20 juillet 1796 (RÖDERER, *Œuvres*, III, 295).

3. C'était le principal mérite que lui reconnaissait Bonaparte, qui devait le juger plus tard comme ayant « la tête trop active pour être bon administrateur » (*Corr.*, XIII, N° 10.676).

4. *Corr.*, III, N° 2234.

ger en articles de loi les idées d'autrui. L'une des originalités de son œuvre devait être la répartition des électeurs, non d'après leur résidence, mais d'après leur profession, en trois grands collèges nationaux. Or, au lendemain du 18 Brumaire, lui-même s'était étendu, dans un article du *Journal de Paris*, sur les inconvénients des collèges de département. — De même, la constitution italienne s'écartait de son modèle français en ce qu'elle confiait le rôle de contradiction dévolu au Tribunat, non à une assemblée indépendante, mais à une simple délégation du Corps législatif; aussitôt après la Consulte de Lyon, Røederer louera dans un nouvel article de journal (5 février), la sagesse de cette conception, digne à ses yeux d'être enviée par l'« urbanité française » à la « sagesse italienne¹ ». Il n'est point téméraire dès lors de lui en attribuer la paternité².

Après avoir déterminé la part des collaborateurs du Premier Consul, peut-on mesurer la sienne propre dans l'œuvre commune ? N'en a-t-il pas inspiré directement les dispositions les plus caractéristiques ? Certains rapprochements significatifs tendraient à le faire croire. Le système des listes de notabilité, qui figurait dans le projet envoyé de Milan, devait faire place dans le texte définitif arrêté à Paris, à la constitution de grands collèges de notables, nommés à vie, auxquels serait réservé l'exercice de la souveraineté. N'était-ce pas une première application de la réforme qui allait être réalisée en France par la Constitution de l'an X ?

1. RØEDERER, *Œuvres*, VI, 443.

2. Bonaparte lui-même ne devait pas tarder à être gagné à cette idée, car deux ans après il déclarait au Conseil d'État : « Avant peu d'années, on pourra réunir peut-être le Tribunat au Corps législatif, en affectant la puissance tribunitienne à une réunion de certains membres du Corps législatif. » (*Opinions de Napoléon sur divers sujets de politique et d'administration, recueillies par un membre de son Conseil d'État* [PELET DE LA LOZÈRE], Paris, 1833.)

D'autre part les électeurs italiens devaient être, ainsi qu'on le verra plus loin, répartis d'après leur profession, en trois catégories : propriétaires, commerçants ou savants. Or cette division correspond exactement aux principales forces sociales que Bonaparte, dans un discours prononcé au lendemain même de la Consulte de Lyon, déclarera reconnaître dans un Etat : « la propriété, le commerce et les lumières ¹ » ; et ce principe de la représentation des intérêts, il le fera prévaloir sous des formes diverses, dans les constitutions de Gênes et de Lucques, et plus tard dans celles de Naples et de la Westphalie ². Il est dès lors permis d'y voir une de ses idées favorites, et d'en rapporter à son initiative l'introduction dans le système parlementaire de la Cisalpine. — Il en est de même d'une autre conception, ancienne déjà chez lui, mais qu'il n'avait pas encore eu l'occasion de réaliser pleinement. Après sa première campagne d'Italie, alors qu'il s'essayait à son rôle de souverain, il exposait au Directoire et développait au général Desaix un plan idéal de constitution ³. A côté d'une assemblée « sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure » et qui deviendra le Corps législatif de l'an VIII, il insistait sur la nécessité de créer un grand Conseil de gouvernement, formé d'anciens fonctionnaires et d'hommes d'État expérimentés pour veiller à ce qu'il appelait la « législation de l'exécution », c'est-à-dire à l'intelligente application des lois.

1. « Nous sommes 30 millions d'hommes réunis par les lumières, le commerce, la propriété. » Allocution du 30 mai 1802 au Conseil d'État (*Corr.*, VII, 6668).

2. La constitution de Gênes (29 juin 1802) admettait la même division en trois catégories ; cette division se retrouvera également plus tard dans la constitution de la Westphalie. A Lucques, les savants et les négociants seront fondus en un seul collège. A Naples, l'aristocratie et le clergé porteront à 5 le nombre des collèges.

3. *Corr.*, III, N° 2223, et DESAIX, p. 275.

Le corps qui dans le statut cisalpin prendra le titre de « Consulte d'Etat », répondra bien plus exactement à ce programme que le Sénat français, investi surtout d'attributions électorales, ou que le Conseil d'État, absorbé par la préparation du travail législatif. Le théoricien de 1797 semble donc avoir inspiré ici le législateur de 1801, et sur ce point comme sur les deux précédents, on retrouve dans son œuvre les idées dont on peut constater la persistance dans son esprit.

La trace de son influence n'est pas moins marquée dans l'ensemble que dans les détails de la Constitution ; lui-même d'ailleurs a pris soin de nous indiquer dans quel sens elle s'était exercée. En donnant ses premières instructions à Rœderer, il avait commencé à lui dire : « Il faut qu'une constitution soit courte et... — Claire, crut devoir achever son interlocuteur. — Courte et obscure », reprit-il vivement¹. C'était avouer que celle dont il dirigeait l'élaboration n'aurait de valeur que par ses lacunes et ses obscurités, et dans la mesure où elle lui permettrait de substituer sa volonté aux impuissantes rivalités des autres pouvoirs. Sa pensée fondamentale, en Italie comme auparavant en France, semble avoir été de compter pour réorganiser l'État sur le choix d'un bon personnel de gouvernement bien plus que sur l'adoption et la vertu de tel ou tel mécanisme politique. En se rendant à Lyon pour entrer en contact direct avec les députés cisalpins, et plus tard en attribuant les premiers progrès réalisés dans leur République à ce simple fait qu'il y connaissait tout le monde², il laissait assez voir qu'à ses yeux les institutions tenaient tout leur prix des hommes qui les pratiquaient.

On vient d'indiquer les principaux auteurs de la Constitution et de marquer leur part respective dans

1. RŒDERER, *Œuvres*, III, 428.

2. *Ibid.*, III, 460.

l'œuvre commune. Il faut maintenant analyser leur projet en lui-même, tel qu'il sortit des mains de Rœderer, et tel que devait le voter, avec de très légères modifications, la Consulte de Lyon¹.

III

La seconde constitution cisalpine, moins longue que celle de 1797 (elle ne comptait que 118 articles au lieu de 378), s'en rapprochait néanmoins par la variété de ses dispositions, étendues aux libertés individuelles des citoyens, aux principes du système judiciaire et aux garanties des grands intérêts matériels et moraux du pays; mais l'organisation des pouvoirs publics, objet essentiel des constitutions modernes, y tenait la place principale, et 9 titres sur 15 y étaient consacrés aux trois grandes questions que soulèvent leurs rapports : l'exercice de la souveraineté, — la composition du gouvernement — et le fonctionnement de l'autorité législative.

Sur le premier point, les auteurs du projet avaient eu d'abord à se demander comment serait constitué le « pays légal », c'est-à-dire qui serait chargé de nommer les représentants de la nation. Serait-ce le peuple, comme précédemment? Il venait de perdre ce droit dans la France consulaire et dans la Cisalpine, où il semblait encore moins en état de l'exercer, il ne l'avait reçu en principe que pour se le voir retirer en fait, sauf dans de rares élections partielles. Devait-il être au moins admis, comme dans la Constitution de l'an VIII,

1. Le texte définitif figure dans le premier fascicule (pp. 1-19) du *Bollettino delle Leggi della Repubblica italiana* (1802). Le commentaire peut en être fourni par une brochure officieuse (*Osservazioni sulla Costituzione italiana*), que le gouvernement fit publier au lendemain de la Consulte pour exposer les avantages du nouveau régime.

à dresser des listes de candidats ? Ce n'était pas au moment où ce système était condamné par la pratique française qu'il pouvait être question de le reprendre en Italie. Aussi, tandis que l'un des premiers articles du projet proclamait ce principe que « la souveraineté réside dans l'universalité des citoyens », les articles suivants déclaraient que cette souveraineté aurait pour organes trois collèges électoraux, se recrutant eux-mêmes et ne comptant pas plus de 700 membres. — Ces textes introduisaient dans la Cisalpine ce régime de gouvernement par les notables qui allait définitivement prévaloir en France en l'an X, et s'y perpétuer, sous des formes un peu différentes, jusqu'en 1848. Il consistait essentiellement à réserver les droits politiques à un nombre restreint de personnalités marquantes et « représentatives », intéressées par leur situation de fortune au maintien de l'ordre, accessibles par leur intérêt et leur amour-propre aux influences gouvernementales, désignées par leur autorité sociale à la direction de l'opinion et au rôle d'intermédiaires entre le pouvoir et le peuple. Complétée dans la Cisalpine par le système de la cooptation, grâce auquel des mandats viagers pouvaient devenir facilement héréditaires, cette conception tendait à concentrer toute la vie publique entre les mains de quelques familles, formant un corps immobile et fermé.

Si la constitution italienne réduisait, comme celle de l'an X, le nombre des électeurs, elle s'en distinguait par une particularité curieuse, appropriée à la situation du pays qu'elle devait régir. Elle ne les groupait pas, d'après leur résidence, en assemblées de département, dont l'existence eût entretenu en eux l'esprit de rivalité régionale, si persistant dans un État nouveau et composite. Pour effacer à leurs yeux toute trace extérieure des anciennes séparations, elle les confondait tous, sans distinction d'origine, en trois

grands collèges nationaux, d'effectif inégal, représentant, d'après leur importance respective, les principaux éléments de la société nouvelle. Ils portaient les noms de collèges des *possidenti*, des *commercianti* et des *dotti*. — Le premier devait être constitué, comme son nom l'indique, par les délégués de cette aristocratie terrienne qui avait conservé à travers les troubles révolutionnaires la prédominance matérielle et la direction morale des masses. Plus considérable à ce titre que les deux autres, il se composait de 300 propriétaires, possédant un revenu foncier minimum de 6.000 livres et distribués entre les départements au prorata du nombre des habitants. Cette dernière restriction était d'ailleurs la seule concession faite aux jalousies régionales. — Le collège des commerçants ne comptait que 200 membres, recrutés au contraire sur l'ensemble du territoire parmi les « négociants les plus considérés ou les industriels que recommandait l'importance de leur commerce ». Ils représentaient les intérêts nouveaux nés de la Révolution et la catégorie sociale qu'elle avait particulièrement favorisée. — Dans le collège des savants enfin devaient entrer 200 citoyens « choisis parmi les hommes qui avaient acquis le plus de célébrité dans les divers domaines de la science, ainsi que des arts libéraux et mécaniques, et aussi parmi ceux qui s'étaient le plus distingués, soit par leur savoir théologique, soit par leurs connaissances morales, juridiques, politiques et administratives ». C'était en somme la classe intellectuelle, au sens le plus large du mot, qui, reconnue pour la première fois comme une puissance dans l'État, se voyait appelée à en connaître les affaires. Elle devait apporter dans la vie publique, avec une ardeur parfois inexpérimentée, un dévouement éprouvé aux conquêtes de la Révolution, et une impatience de progrès propre à contrebalancer utilement l'esprit un peu routinier des propriétaires.

Si la création des collèges semblait intelligemment comprise et libéralement conçue, leur initiative au contraire était restreinte et leur rôle limité. Tout d'abord, la constitution indiquait bien comment leurs membres, une fois réunis, pourvoieraient aux rares vacances survenues dans leur sein, mais elle omettait de spécifier qui les nommerait eux-mêmes pour la première fois : c'était laisser implicitement cette mission au pouvoir constituant, c'est-à-dire au Premier Consul, et lui donner ainsi le moyen de fixer pour longtemps leur composition. — Si leur choix offrait peu de garanties d'impartialité, l'exercice de leurs fonctions ne présentait pas plus de garanties d'indépendance. Convoqués seulement tous les deux ans, et pour quinze jours, ils se réunissaient séparément, les propriétaires à Milan, les savants à Bologne, les commerçants à Brescia dans un isolement peu favorable à une entente contre le pouvoir. Astreints à délibérer sans discussion et à voter au scrutin secret, ils ne possédaient ainsi aucun moyen légal de franchir le cercle étroit d'attributions rigoureusement limitées. Elles consistaient d'abord à remplacer les électeurs décédés ou démissionnaires depuis la dernière session ; mais, tandis que les propriétaires et les commerçants choisissaient directement leurs nouveaux collègues, les savants, dont on redoutait les entraînements, n'étaient admis qu'à dresser une liste de candidats. — Ce droit de suffrage indirect était également la seule faculté laissée aux trois collèges lorsqu'ils avaient à remplir la partie essentielle de leur tâche, c'est-à-dire à remplir les vides du Corps législatif, renouvelé par tiers tous les deux ans, de la Consulte d'État, nommée à vie, des Tribunaux de cassation et de révision, de la Commission de comptabilité nationale. Chacun d'eux faisait ses propositions pour les sièges désignés comme vacants. Puis ils éleisaient dans leur sein, proportionnellement à leur effectif, une délégation de

21 membres (9 pour le premier collège, 6 pour les savants et 6 pour les commerçants) nommée la « Censure » parce qu'elle devait aussi recevoir les dénonciations contre les fonctionnaires publics ; elle était chargée, soit de faire un choix entre les candidats qu'ils lui soumettaient, soit de proclamer élus ceux qu'ils avaient unanimement désignés. En passant par une filière aussi compliquée, suivant des formalités aussi lentes, le droit électoral perdait une grande partie de son efficacité,

Autant la représentation nationale était limitée dans son effectif et entravée dans son action, autant le pouvoir exécutif se trouvait fortement constitué et solidement armé. Il avait pour organes principaux un Président de la République et à côté de lui deux Conseils, l'un de fonctionnaires révocables appelé le Conseil législatif, l'autre élu à vie et appelé la Consulte d'État.

Le Président exerçait dans l'État la suprême autorité ; plus puissant à bien des égards qu'un roi constitutionnel moderne, il en était le chef effectif en même temps que le représentant officiel. Élu pour 10 ans par la Consulte et indéfiniment rééligible, il trouvait dans la longueur de son mandat un moyen d'assurer la continuité de sa politique. Pourvu d'un somptueux traitement de 500.000 livres milanaises (385.000 francs) relativement plus considérable que celui du Premier Consul en France, il possédait la plénitude du pouvoir exécutif, nommait les hauts fonctionnaires civils et militaires et désignait sous sa propre responsabilité ses collaborateurs immédiats : un Vice-Président à 100.000 livres de traitement pour le suppléer le cas échéant, un Secrétaire d'État pour contresigner ses actes et tenir ses archives, enfin des ministres, révocables à volonté, pour diriger sous sa surveillance les grands services publics. — En dehors de ces prérogatives, le monopole exclusif de l'initiative parlementaire

mettait encore entre ses mains une fraction de la puissance législative, car, s'il ne pouvait imposer légalement l'adoption de ses propres projets, il gardait ainsi le droit d'écarter par sa seule abstention ceux dont il ne voulait pas.

Le Conseil législatif, composé de 10 membres, nommés par lui pour trois ans et touchant un traitement de 20.000 livres, était chargé d'examiner, de rédiger et de soutenir devant les députés les propositions de loi qu'il lui apportait. — A côté de ce collège de fonctionnaires renouvelables, confinés dans l'accomplissement d'une besogne précise, se trouvait enfin un corps élu à vie, plus élevé en honneurs et en dignité, représentant dans le mécanisme parlementaire la permanence du pouvoir, et rappelant par l'importance de son rôle le Sénat français. C'était la Consulte d'État, qui comprenait 10 personnes âgées d'au moins 40 ans, payées 30.000 livres par an, choisies par les collèges parmi les « personnes ayant rendu des services signalés à la République ». Réunis sur l'initiative et sous la présidence du chef de l'État, les Consulteurs recevaient des attributions aussi variées qu'étendues : contrôle des relations extérieures, que l'un d'eux dirigeait comme ministre, examen des négociations diplomatiques et ratification des traités ; défense de la sûreté publique, qu'ils avaient le droit d'assurer en faisant arrêter les individus suspects de menées séditeuses ou en mettant hors la loi les départements agités par des troubles politiques ; enfin nomination immédiate du Président, en cas de mort ou de démission du titulaire de cette charge. Transformés ainsi en corps électoral dans les crises décisives de la vie publique, ils formaient, en temps ordinaire, un grand Conseil de gouvernement, investi à ce titre du pouvoir de prendre toutes les mesures extraordinaires réclamées par le salut de l'État. Ce devait être là,

entre les mains du gouvernement, un expédient commode pour faire promulguer, sous forme de décrets, les décisions qu'il n'espérerait pas faire voter sous forme de lois.

En face d'une autorité exécutive aussi fortement organisée, le Corps législatif, réduit à un rôle assez effacé, occupait le dernier rang parmi les pouvoirs publics comme la dernière place dans le texte même de la constitution. Il comprenait 75 députés, âgés d'au moins 30 ans, recrutés par moitié parmi les membres des collèges, répartis entre les départements d'après leur population et renouvelés par tiers tous les deux ans. — Convoqués par le gouvernement, dont la seule obligation se réduisait à les tenir réunis deux mois par an, ils ne possédaient, pendant leur session même, que les attributions bien restreintes d'un tribunal muet, devant lequel deux conseillers législatifs, avocats du gouvernement, et deux orateurs spéciaux, avocats de la représentation nationale, venaient discuter contradictoirement les propositions de loi; ils les approuvaient ou les rejetaient par leur vote, mais sans pouvoir les modifier, après avoir écouté en silence les plaidoyers opposés. — Encore cette singulière procédure, empruntée à la France, avait-elle subi en Italie un léger changement de nature à la rendre plus rigoureuse. A Paris, les projets gouvernementaux étaient portés, à leur sortie du Conseil d'État, devant un corps indépendant, le Tribunat, qui les soumettait à une discussion publique pour déterminer son attitude devant l'assemblée chargée de les voter. A Milan, cet examen préliminaire devait appartenir à une simple délégation du Corps législatif, la « Chambre des orateurs » nommée à cet effet par lui au début de chaque session, et dont deux membres soutenaient en sa présence l'adoption ou le rejet des propositions gouvernemen-

tales. — Réduite à des attributions aussi modestes, cette assemblée devait être fatalement entraînée, soit à vouloir les étendre par sentiment de sa dignité, soit au contraire à les négliger par sentiment de son impuissance ; dans un cas comme dans l'autre, les députés, devenus les contradicteurs systématiques ou les serviteurs complaisants du pouvoir, risquaient d'encourir la défaveur publique.

Après avoir ainsi réglé l'organisation des pouvoirs, le texte constitutionnel comprenait quelques dispositions générales, qui paraissaient répondre aux besoins ou aux vœux du pays. — C'est ainsi que le titre II soumettait à de rigoureuses conditions, notamment à une résidence préalable de sept années, l'obtention ou même la confirmation de la nationalité cisalpine ; il était destiné à arrêter l'invasion de la République par des aventuriers français ou italiens, qui s'y faisaient attribuer, après une naturalisation de complaisance, les emplois les mieux rétribués. — Le titre XIII traçait les grandes lignes d'une réorganisation judiciaire à réaliser par une loi ultérieure. — Le titre XIV fixait à peu près de la même manière qu'en France la responsabilité ou plutôt l'irresponsabilité des fonctionnaires. — Un dernier titre enfin, emprunté au premier projet de la Consulte milanaise, réunissait dans un ensemble factice une série d'articles qui n'avaient pu trouver place ailleurs ; ils posaient pour la plupart le principe de l'uniformité administrative et de certaines garanties individuelles.

Ces additions au projet primitif n'en changeaient pas d'ailleurs les caractères généraux. A la base de l'édifice politique, quelques centaines de privilèges représentant tout le pays légal, soustraits par leur mode de recrutement et de renouvellement aux fluctuations de l'opinion, exerçant le pouvoir électoral sous la forme la plus indirecte, à travers les restrictions les plus mi-

nutieuses; au sommet, un dépositaire de la puissance publique, possédant seul les droits nécessaires pour donner l'impulsion primitive aux rouages compliqués du mécanisme gouvernemental; entre les collègues et le Président, un Corps législatif émané des uns, réduit à approuver ou à rejeter sans discussion les propositions de l'autre; toutes les opérations de la vie parlementaire décomposées, divisées à l'infini entre des corps élus ou nommés, trop nombreux pour ne pas s'annuler réciproquement, investis de pouvoirs trop limités pour pouvoir prendre conscience de leur mission : tels étaient les traits distinctifs d'un système qui devait entraîner comme conséquences la paralysie de la vie publique, l'effacement de la représentation nationale et la toute-puissance du pouvoir exécutif. Emprunté au pays voisin sans être inspiré par les besoins locaux, le statut cisalpin n'instituait que les apparences du régime parlementaire, et n'avait que la valeur d'un instrument dont l'utilité devait dépendre des hommes appelés à le manier.

IV

Après l'avoir fait rédiger selon ses intentions, le Premier Consul n'avait plus, semble-t-il, qu'à le promulguer sans autre formalité; en 1801 il pouvait en effet invoquer, pour organiser la Cisalpine, le même droit de conquête sur lequel il s'était fondé en 1797 pour la sortir du néant. Comme cette procédure sommaire eût inutilement accru les alarmes de l'Europe, inquiète déjà de ses envahissements, et compromis le succès de ses négociations avec l'Angleterre, il jugea plus prudent de garder les apparences de la légalité, de paraître céder au vœu irrésistible de l'opinion, et de convertir ses volontés en propositions dés-

intéressés. De là des pourparlers, qui remplirent tout l'automne, avec les représentants officieux ou officiels de la Cisalpine.

Ce fut vraisemblablement vers la fin de juillet qu'il reçut de Røederer, dont la mission sembla se terminer là, un projet constitutionnel présenté, pour plus de sûreté, sous la forme de deux rédactions différant seulement par leur étendue¹. — Une fois pourvu d'un texte précis, pouvant servir de base à la discussion, Bonaparte va mettre à le faire aboutir une précipitation qui contraste avec ses attermoiemens antérieurs. Avant de l'envoyer à la Consulte de Milan, il tient à connaître l'avis préalable de quelques Italiens réunis alors à Paris, où ils vont former près de lui une sorte de conseil intime pour les affaires de leur pays. Ce sont d'abord Aldini et Serbelloni, venus en juin précédent lui apporter les doléances de leurs compatriotes, et restés sur son ordre à sa disposition; puis Melzi, qui semble retrouver alors une influence prépondérante; enfin le ministre cisalpin Marescalchi, qui définit lui-même son rôle comme égal à zéro². Le 3 septembre, Talleyrand leur communique l'œuvre de Røederer, avec l'invitation de l'examiner discrètement et d'exprimer dans les trois jours leur opinion motivée³. Un peu déconcertés par cette impatience, ils rédigent à la hâte les remarques demandées⁴, en insinuant timidement qu'avec un peu plus de temps, ils auraient pu mettre sur pied un contre-projet complet : ils n'obtiennent qu'un délai suffisant pour leur permettre de renvoyer, le 13, à Talley-

1. RØEDERER, *Œuvres*, III, 428.

2. ZANOLINI, I, 354. Cf. dans MELZI, II, 645, une autre lettre où Marescalchi se plaint également de l'insignifiance de son rôle. Pendant toute cette période sa correspondance avec son ami Galdi, ministre cisalpin en Hollande (Arch. Vienne, 146) contient une chronique curieuse des travaux d'élaboration de la Constitution.

3. *Corr.*, VI, N° 5728.

4. Observations envoyées à Talleyrand le 6 sept. 1801. Réponse de Talleyrand le 21 fructidor-8 sept. 1801 (Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59).

rand une note plus étendue, inspirée probablement par Melzi, et curieuse à étudier comme manifestation de leur état d'âme.

Ce qui en ressort, c'est qu'ils attachent beaucoup moins d'importance à la forme qu'à l'esprit des institutions destinées à les régir. Sans hasarder aucune critique contre l'ensemble du projet, ils ne trouvent à y reprendre que quelques articles relatifs à l'organisation des collèges et aux pouvoirs du Président. Ils demandent pour les uns (égaux en nombre dans le texte primitif) d'accorder à la propriété une prépondérance numérique en rapport avec son importance sociale; de les réunir tous trois dans la même ville, afin de ne pas développer en eux l'esprit particulariste; enfin d'attribuer à leurs membres une indemnité propre à assurer leur présence aux sessions. Quant à la présidence, aucun de leurs concitoyens ne leur paraît en situation de l'occuper avec autorité; « chercher ailleurs cet individu, ajoutent-ils en passant, c'est un recours plus dangereux qu'on ne le croirait, et qui serait difficilement agréable au pays ». — Autant leur réponse trahit d'indifférence à la valeur du mécanisme parlementaire, autant ils manifestent d'intérêt pour les garanties individuelles des citoyens, le perfectionnement de l'administration, les principes du gouvernement futur. Ils veulent voir proclamer la République « une et indivisible », afin de chasser des esprits toute crainte de démembrement; réviser les divisions départementales, trop hâtivement faites, et supprimer l'usage du calendrier républicain, trop contraire aux habitudes du pays; annuler les naturalisations accordées à la légère depuis 1796, pour épurer le personnel administratif; garantir enfin les libertés particulières au moyen des dispositions que la Consulte milanaise avait insérées à cet effet dans son projet. — Après ces remarques, les auteurs de la note, élargissant spontanément la portée de leur

consultation, s'étendent en terminant sur les conditions nécessaires pour assurer l'ordre et la prospérité de la Cisalpine. Ils condamnent l'application à l'Italie du système français de l'« amalgame », déplacé à leurs yeux dans un pays où la révolution n'avait pas mis aux prises deux grands partis, mais opposé à la masse de la population une minorité remuante, mêlée d'éléments impurs. Ils réclament avec plus de force encore pour leur République un règlement équitable de ses rapports avec la France, un traité d'alliance assez libéral pour ne pas transformer sa dépendance forcée en esclavage onéreux, une diminution de charges militaires sans laquelle le nouveau régime ne rallierait jamais les classes populaires. — Pour faire passer enfin la hardiesse de leurs demandes, ils s'efforcent d'y intéresser l'amour-propre du Premier Consul, en glissant une leçon dans une flatterie : « Il est doux pour nous, déclarent-ils en terminant, de fonder notre espoir sur la plus sûre des garanties, la gloire de Bonaparte. La conquête de l'opinion n'est point encore faite en Italie; elle est réservée tout entière à la main qui fermera ses plaies profondes, et c'est bien à lui que tous les genres de triomphe sont réservés¹. »

Peu touché sans doute de cette invocation finale, le Premier Consul crut pourtant devoir faire aux auteurs du mémoire quelques concessions de détail, notamment en augmentant de 100 le nombre des représentants de la propriété². Mais c'était au membres du gouvernement de Milan qu'il devait demander une approbation officielle. Comme il pouvait escompter leur docilité, il chercha le moyen d'étendre leur mission et de se faire adresser une proposition

1. Secondes observations des députés italiens, 26 fructidor-13 sept. 1801 (Aff. Étr. *Corr.* Lomb., 59).

2. Rapport de Talleyrand à Bonaparte sur les observations des députés (s. d.) (Aff. Étr. *Corr.* Lomb., 59.) Réponses de Bonaparte à Talleyrand, 20 et 29 sept. (*Corr.*, VI, N° 5758 et 5771).

qui lui tenait à cœur. Le projet constitutionnel fixait, comme on l'a vu, le mode de renouvellement des corps élus, mais sans en déterminer la composition primitive. Qui en désignerait les membres ? Confier ces nominations au peuple ou aux autorités cisalpines, c'eût été les livrer aux préjugés de l'esprit de clocher ou aux passions de l'esprit de parti. Bonaparte était seul en mesure d'y procéder avec impartialité et de les imposer avec autorité. — Mais pouvait-il, malgré son universelle compétence, connaître tous les candidats entre lesquels il aurait à se prononcer ? Cette fois encore Melzi fut appelé à résoudre la difficulté. Dans un mémoire écrit de sa main¹, il s'attacha à démontrer que l'homme qui donnait à la Cisalpine des institutions nouvelles était seul qualifié pour la doter d'un personnel gouvernemental ; on devait seulement avoir soin, pour éclairer ses choix, de lui adjoindre une commission ou « jury » consultatif qui dresserait à son usage des listes de candidats pris parmi les personnes les plus considérées du pays. Aussitôt formulée, cette suggestion parut agréer à Bonaparte ; il songea immédiatement à se faire décerner par les autorités cisalpines la mission de grand électeur. « Il faut, écrivit de sa part Talleyrand à Petiet (30 septembre), que le gouvernement provisoire fasse cette demande, et que le consentement du Premier Consul semble être, ce qu'il est en effet, une faveur². »

Ces instructions devaient être exécutées avec autant de promptitude que de docilité. Le 6 octobre arrivaient à Milan la lettre de Talleyrand et le projet de constitution. Le 7, la Consulte transformait en proposition officielle le vœu exprimé dans l'une et approuvait l'autre avec de légères réserves de détail ; le 8, elle envoyait le compte rendu de ses délibérations à Paris, où

1. Reproduit dans MELZI, I, 507 (s. d.).

2. Aff. Etr., *Gorr. Lomb.*, 59.

Marescalchi le présentait au Premier Consul¹. Six semaines avaient donc suffi à celui-ci pour écarter tous les obstacles, abréger tous les délais, et acheminer vers son dénouement une affaire qu'il tenait en suspens depuis plus d'une année.

V

Un point restait encore incertain à ses yeux. Le gouvernement provisoire de Milan, dont il venait d'obtenir si aisément l'adhésion, possédait-il l'autorité suffisante pour parler au nom de la Cisalpine? Improvisé par la force étrangère, compromis par ses abus, discrédité par sa servilité, il ne pouvait donner à personne en Europe l'illusion d'une consultation nationale et semblait peu qualifié pour promulguer la loi fondamentale d'un État qu'il n'avait pas même été capable de régir. Si d'autre part on confiait cette mission à une Constituante convoquée spécialement à cet effet, comment composer cette assemblée de manière à en faire la représentation des intérêts du pays et l'interprète de ses vœux? Où la réunir dans les meilleures conditions d'indépendance apparente et de docilité réelle?

Sur ce point encore, Melzi hasarda une solution qui fut aussitôt utilisée et transformée par Bonaparte. Il n'eut pour la découvrir qu'à tirer leurs dernières conséquences de ses propositions antérieures. Pour éclairer les choix consulaires, il venait de préconiser la formation d'un « jury d'élection » réuni « en un point central de la Cisalpine, loin de toute influence nationale et étrangère² ». Pour atteindre le résultat cherché, il

1. Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 34. Lettres de Petiet à Talleyrand et de Pancaldi à Marescalchi, 16 vendémiaire-8 oct. 1801 (Aff. Étr., *Corr.* Lomb., 59).

2. MELZI, II, 507.

suffira d'ajouter le pouvoir constituant aux attributions électorales de ce corps et de transporter le siège de ses séances en France, où Bonaparte pourra venir les présider en personne. Dans une longue note¹, dont il est malheureusement difficile de discerner le degré de spontanéité, Melzi développe les avantages de cette combinaison, mais sans négliger d'indiquer à quelles conditions elle deviendrait praticable et bienfaisante. Il fallait d'après lui, pour inspirer confiance au pays, déclarer solennellement que l'ère de conquête était finie, et que la période d'indépendance commençait; pour respecter les formes légales, charger la Consulte de Milan de convoquer la Constituante; pour prévenir toute intrigue de sa part, ne l'en aviser qu'au dernier moment; enfin pour lui enlever la tentation de favoriser ses partisans, confier le choix des députés aux assemblées départementales.

Lorsque Bonaparte reçut communication de ce mémoire, daté du 10 octobre, il n'en adopta, selon son habitude, que les dispositions conformes à ses vues personnelles. Il néglige à dessein les déclarations de principe qui y sont contenues; mais, dès le 14, les indications pratiques qui s'en dégagent s'ordonnent dans son esprit en un programme complet dont il fait connaître les grandes lignes à Talleyrand². — L'assemblée devra se réunir à la fin de novembre à Lyon, à mi-chemin entre Paris et Milan et « à l'abri des intrigues diplomatiques »; elle portera le titre de « Consulte extraordinaire » et comprendra au moins « 500 individus des plus notables de la Cisalpine » recrutés de manière à en représenter toutes les forces sociales. Le noyau en sera formé par les 46 membres du gouvernement et des Conseils actuellement en fonctions; la

1. Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59; reproduite dans les *Memorie* de MELZI (I, 571), où elle est datée par erreur du 10 octobre 1800.

2. *Corr.*, VI, N° 5807.

masse, par de grands propriétaires, choisis à raison d'une dizaine par département, ainsi que par des délégués du clergé, des corps constitués (tribunaux, universités et armée permanente) et des intérêts locaux (départements, municipalités et gardes nationales).

La composition de l'assemblée étant ainsi fixée, Talleyrand est chargé d'en faire ressortir l'importance et d'en indiquer le mode de convocation dans une note officielle¹. « La réunion, écrit-il, des députés constituant d'une République nouvelle, s'accordant au sein de la France sur la diversité des opinions qui les divisent, est tout à la fois un grand exemple de déférence et de concorde » pour les autres États protégés, notamment pour Gènes et pour Lucques. D'autre part « la coïncidence de la réunion des puissances ennemies à Amiens et des nations amies à Lyon relèverait par l'impression d'un contraste la grandeur du gouvernement du Premier Consul, occupé dans le même instant et sans diversion, d'un côté du rétablissement du système de droit public en Europe, de l'autre de la création du système fédératif de la France ». Enfin, et ce n'est pas une moindre considération, la présence de Bonaparte à Lyon activera la renaissance économique de cette ville et réveillera par « une étincelle électrique » ce « corps inanimé ». — Passant ensuite des principes aux moyens d'exécution, Talleyrand insiste sur la nécessité de laisser au gouvernement cisalpin l'initiative apparente de toute cette affaire. « Nul homme en Europe, ajoute sans détour le ministre, ne se méprendra sur la source de la première impulsion. Mais il me paraît qu'il est plus dans la dignité personnelle du Premier Consul d'attendre que d'appeler à lui les peuples qui ont besoin de son influence, et qu'il vaut mieux que cette influence soit accordée à leurs récla-

1. Rapport de Talleyrand, 24 vendémiaire-16 oct. 1801 (Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59).

mations que si elle paraissait devancer leurs vœux. »

Pour appliquer ce programme, Talleyrand adresse en même temps des instructions à Petiet. Aussitôt après les avoir reçues, celui-ci devra réunir d'abord le Comité de Gouvernement et lui déclarer que le Premier Consul accepte la mission de grand électeur, mais ne croit pouvoir la remplir qu'après être rentré en contact personnel avec les Cisalpins; il « insinuerait ensuite avec prudence » que Lyon serait, à cet effet, un lieu de réunion mieux choisi que Milan et, au premier signe d'approbation, sortirait de sa poche un projet de convocation tout préparé, qui serait ensuite porté à la Consulte législative pour y être converti en loi. Le tout devrait être terminé dans les vingt-quatre heures. Les mêmes recommandations sont adressées à Murat, chargé comme général en chef de seconder l'exécution de ce plan. « Il faut surtout qu'il n'y ait pas de temps perdu, ni de temps inutile... La mesure qu'il s'agit de proposer doit être un chef-d'œuvre de prudence et de célérité¹. »

L'empressement des autorités cisalpines rendit inutile l'emploi de ces précautions; elles étaient d'ailleurs préparées à ce qu'on attendait d'elles par Aldini et Serbelloni, revenus de Paris dans les premiers jours de novembre. Le 11, à 11 heures du soir, un courrier extraordinaire apportait à Milan les instructions consulaires; dès le 12, le Comité de gouvernement et la Consulte législative votaient, l'un dans la matinée et « avec enthousiasme », l'autre dans l'après-midi et sans discussion, les propositions soumises à leur agrément².

Le 13, Petiet pouvait livrer à la publicité les actes

1. Lettre de Bonaparte au Comité de gouvernement (31 octobre 1801); lettres (officielle et privée) de Talleyrand à Petiet et à Murat (13 brumaire-4 nov.).

2. Lettres de Murat à Talleyrand (13 nov.) et à Bonaparte (14) reproduites dans MURAT, II, N° 865 et 866; lettre de Petiet à Talleyrand (23 brumaire-14 nov.).

officiels contenant les résultats de ses démarches de la veille : adresse à Bonaparte ¹ pour le prier d'agréer et d'honorer de sa présence la réunion d'une Consulte extraordinaire à Lyon ; proclamation sonore au peuple pour lui annoncer la fin de ses maux et conjurer les députés de remplir avec conscience leur mandat ; enfin texte de la loi qui donnait une forme concrète aux vues du Premier Consul ². La mission de la future assemblée y apparaissait comme à la fois vague et restreinte, puisqu'elle devait se réduire à dresser des listes de candidats pour les corps élus et à élaborer les « lois organiques » nécessaires à l'application d'une constitution dont le texte était déjà arrêté. — Par contre, la composition de la Consulte s'y trouvait fixée avec toute la précision désirable. Elle comprendrait huit catégories de députés, désignés, les uns par leurs fonctions, les autres par le suffrage de leurs pairs, les derniers par le choix du pouvoir exécutif. Parmi les premiers figuraient les membres du gouvernement cisalpin et les évêques et archevêques, qui nommeraient chacun un ou deux curés pour les assister. Le système de l'élection serait appliqué aux députations judiciaire, commerciale, intellectuelle, et locales, que nommeraient respectivement les magistrats des tribunaux, les négociants des chambres de commerce, les professeurs des Universités et sociétés savantes, les administrateurs départementaux et municipaux. Enfin le gouvernement se réservait pour lui la désignation des notables, destinés à former la fraction la plus importante de l'assemblée, ainsi que des représentants de l'armée et de la garde nationale. L'effectif des diverses catégories était fixé au début à 62 (dont 29 prélats) pour les ecclé-

1. Le texte original (Arch. Vienne, 30) étant de la main de Melzi, a dû être envoyé de Paris, de manière à ce que le Comité n'eût plus qu'à le recopier.

2. Texte de ces documents dans CASINI, *Fonti per la storia della Consulta di Lione*, pp. 107-111.

siastiques, à 46 pour les juges, à 31 pour les commerçants comme pour les savants, à 12 pour les députés des départements, à 40 pour ceux des villes, à 148 pour les notables, à 27 pour les officiers de l'armée, à 48 pour ceux de la garde nationale, à 46 pour les membres des Conseils cisalpins : soit un total de 491 députés, convoqués à Lyon pour le 11 décembre suivant. Afin de leur enlever tout prétexte à se dérober à leur mission, un article spécial leur assurait le remboursement de leurs frais de voyage, en leur attribuant un acompte immédiat de 1.500 livres.

Avec le vote de cette loi se termine dans l'histoire de la Consulte la phase de préparation proprement dite. Ce qui en ressort d'abord, c'est l'habileté que Bonaparte avait apportée, avec Melzi comme autrefois avec Sieyès, à se servir de ses conseillers sans les suivre ni les décourager, et à ne retenir leurs idées qu'en les dénaturant pour les adapter à ses propres desseins. Ce sont ensuite les procédés de sa politique dans ses rapports avec les peuples vassaux. Leur laisser les dehors de l'indépendance avec les réalités de l'assujettissement, leur transmettre ses volontés sous forme d'insinuations pour les recevoir ensuite sous forme de vœux, paraître se rendre aux demandes qu'il avait lui-même provoquées, c'était l'application d'une invariable tactique que les premières négociations de la Consulte permettent de saisir sur le vif. — Elles mettent également en lumière la pensée fondamentale de son gouvernement en Italie. Pour régénérer ce pays, il ne s'adressera ni aux masses, ni à un parti, mais à une élite d'hommes représentatifs, assez éclairés pour le comprendre, assez influents pour se faire suivre du peuple. C'est avec cette aristocratie politique, dans les cadres de laquelle il mèlera aux anciennes classes dirigeantes les représentants des intérêts nouveaux, qu'il régira plus tard la Cisalpine, et qu'il va d'abord s'occuper de la constituer.

VI

Avant de se rendre à Lyon, il lui restait à examiner encore deux questions pour lesquelles il désirait apporter des solutions toutes prêtes. C'étaient la pacification religieuse de la République et le choix d'un Président.

Il était urgent d'abord d'y régler les rapports entre l'Église et l'État, qui depuis 1796 n'avaient cessé de s'ignorer ou de se combattre. Dépouillés de leurs privilèges, atteints dans leurs doctrines par la Révolution, violemment hostiles à l'irrégion officielle de la première Cisalpine, ramenés un instant à la conciliation par les marques de sympathie reçues de Bonaparte au début de la seconde, les membres du clergé italien s'étaient jetés dans l'opposition en voyant celle-ci supprimer de nouveaux couvents, réserver ses faveurs aux prêtres mariés et ses rigueurs aux orthodoxes, et permettre à certaines municipalités de faire élire les curés par les fidèles¹. Leur mécontentement semblait d'autant plus nécessaire à désarmer qu'ils y entraînaient les classes rurales, et les empêchaient ainsi de se rallier au nouvel ordre de choses. — Instruit des dangers de cette politique, le Premier Consul s'élevait publiquement, toutes les fois qu'il en trouvait l'occasion, contre les auteurs de l'intolérance religieuse, et ne parlait de rien moins que d'aller en personne à Milan « casser la tête à tous ces vauriens² ». Ses avertissements semblèrent produire quelque effet sur les autorités cisalpines, dont l'attitude envers l'Église passa peu à peu de l'animosité déguisée à la neutralité bienveillante. En sep-

1. CUSANI, VI, 37-38.

2. Lors d'une audience au général Lechi, relatée par Marescalchi (Lettre à Pancaldi du 7 fructidor-25 août 1801. Arch. Milan, *Corr.* Paris, 325).

tembre 1801, elles annonçaient au légat Caprara, de passage à Milan, leur intention de conclure bientôt une entente avec Rome, à l'exemple de la France ¹. Peu après (7 octobre), la Consulte désignait un de ses membres pour traiter spécialement les affaires ecclésiastiques, dont elle reconnaissait ainsi l'importance. Sur le conseil de Talleyrand, elle priait aussi Cacault de représenter la République à Rome, en attendant la nomination d'un ministre distinct ².

Ces manifestations de bonne volonté ne pouvaient être que le prélude d'un accord qui ferait cesser définitivement l'antagonisme entre la religion et la révolution. L'occasion semblait favorable d'en jeter les bases à Lyon. Pour fixer les attributions de l'État, la Consulte extraordinaire devrait en préciser les limites et, pour déterminer les conditions du gouvernement, régler l'exercice public du culte; appelée à doter la Cisalpine d'une constitution politique, elle se trouverait qualifiée pour lui donner en même temps une constitution religieuse, que pourrait compléter et ratifier ensuite un traité avec Rome.

Les questions à résoudre ne comportaient pas les mêmes données qu'en France, où elles s'étaient également posées. Elles ne soulevaient pas de sérieuses difficultés doctrinales, puisque les empiétements religieux de l'État avaient toujours été plus intermittents que systématiques et qu'aucune mesure d'ensemble, analogue à la Constitution civile du clergé, n'était venue ajouter un schisme à une révolution. Elles présentaient surtout des complications d'ordre temporel; elles consistaient, d'une part, à faire coïncider les limites des circonscriptions épiscopales, fort capricieuses avant 1796, avec les frontières de la République nouvelle-

1. Caprara à Consalvi, 21 sept. 1801 (BOULAY DE LA MEURTHE, IV, 47).

2. *Ibid.*, IV, 161, 237-238.

ment formée; d'autre part, à rendre uniforme sur tout le territoire le régime légal de l'Église, resté jusqu'alors aussi divers que sous l'ancien régime. En Lombardie, Joseph II avait obtenu pour le pouvoir civil la nomination des évêques; le Pape la conservait encore dans les provinces ex-vénitiennes, et de plus il avait étendu dans les domaines pontificaux à tous les domaines de la vie publique l'exercice de son autorité spirituelle. Il ne se résignait pas d'ailleurs — et c'était encore un péril à écarter — au sacrifice des Légations, qu'il réclamait encore à Bonaparte (24 octobre 1801) après la conclusion du Concordat français. D'un côté comme de l'autre des Alpes, force était enfin de régler la question des biens nationaux, soit afin de pacifier les consciences, soit pour assurer l'entretien du clergé.

Comme on le voit, les problèmes à débattre avec l'Église étaient surtout d'ordre religieux en France et d'ordre politique en Italie. Pour les résoudre, Bonaparte devait donc recourir dans ces deux pays à deux méthodes un peu différentes, quoique inspirées par le même principe. Dans le premier, où il fallait avant tout terminer le schisme, il traita d'abord avec Pie VII (juillet 1801), sauf à limiter plus tard par un décret (avril 1802) l'exercice de son autorité. Dans le second au contraire, où il importait d'abord de régler l'organisation temporelle du clergé, et de mettre hors de conteste la possession des Légations, il lui parut préférable de trancher ces questions par un vote des représentants du pays, sauf à s'entendre ensuite sur les matières mixtes avec le Saint-Siège, mis en présence d'un fait accompli. Avant de partir pour Lyon, il fit établir à cet effet, probablement par Portalis, un questionnaire à soumettre aux députés ecclésiastiques, dont les réponses permettraient de rédiger des lois sur le culte. Dans un cas comme dans l'autre, un acte de souveraineté intérieure devait servir, en France à pré-

parer et à préjuger, en Italie à compléter et à corriger un concordat bilatéral. On retrouve ici et là la même tactique sous la diversité de ses applications. C'est en Italie toutefois qu'elle a été inaugurée, puisque les articles organiques de Lyon (janvier 1802) sont antérieurs à ceux de Paris (avril). Il semble que sur ce point encore la Cisalpine ait servi de champ d'expérience aux mesures projetées en France.

Si Bonaparte avait rapidement arrêté son programme de réorganisation religieuse, il parut plus incertain sur une question politique qui présentait plus d'importance encore. Soit esprit de famille, soit crainte d'alarmer l'Europe en réunissant entre ses mains deux gouvernements, il aurait songé, au lieu de prendre pour lui la présidence de la Cisalpine, à la confier à un de ses frères. Il en parla d'abord à l'ainé, Joseph, jugé peut-être moins encombrant à Milan qu'à Paris; mais ce projet, à peine formulé, devait échouer devant la résistance des principaux intéressés. Melzi le combattit avec énergie, en montrant que ses compatriotes, hostiles en principe à la domination d'un étranger, ne pouvaient oublier leurs répugnances qu'en faveur de Bonaparte seul et en considération de sa gloire personnelle¹. De son côté, Joseph lui-même était loin de manifester la satisfaction à laquelle on aurait pu s'attendre; hanté peut-être par l'arrière-pensée de jouer en France un rôle plus important, il mettait à son assentiment des conditions qu'il savait inacceptables, et ne voulait aller dans la Cisalpine que si elle était grossie du Piémont, évacuée par les troupes françaises et transformée en principauté tout à fait indépendante. Ayant vu ses exigences repoussées, il écrivit à son frère, quelques jours avant son départ pour Amiens (début de no-

1. Et plus haut, p. 275.

vembre), afin de lui annoncer sa renonciation définitive¹. A son défaut, Lucien, en ce moment ambassadeur à Madrid, reçut-il des ouvertures du même genre ? Le bruit en courut alors dans le public pour persister plus tard à Lyon et lui-même en parlait à Rœderer au cours d'un voyage à Paris (13 décembre) comme d'une hypothèse probable. Mais rien ne prouve qu'il ait été pressenti à ce sujet, et les résultats de l'expérience tentée avec Joseph tendraient plutôt à faire croire le contraire. Dans les salons parisiens, on prononça également le nom de Louis, récemment marié avec Hortense, mais en ajoutant que sa jeunesse et son caractère difficile lui enlevaient toute chance de succès². Dans les cercles diplomatiques enfin, et jusqu'à Vienne et à Madrid, l'influence et l'activité de Melzi lui firent attribuer l'ambition du suprême pouvoir³. C'était là une supposition sans fondement, tout à fait invraisemblable aux yeux de ceux qui connaissaient le rôle et les goûts de ce personnage.

En réalité, le Premier Consul possédait seul le prestige moral nécessaire pour assumer la charge de Président. Lui-même s'en convainquit rapidement et ses tentatives éphémères pour la déléguer ne présentent d'intérêt que comme premier essai de la politique de famille qu'il appliquera plus tard en Europe. Lorsqu'il partit pour Lyon, il était déjà résolu à n'y pas laisser poser d'autre candidature que la sienne et il n'avait plus d'incertitude que sur les moyens de la faire proposer, puis acclamer par la Consulte.

1. Voir sur cette candidature le témoignage de RŒDERER, III, 350-352, 378, et la discussion critique de M. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, I, 409-412.

2. Lucchesini au roi de Prusse, 26 nov. 1801 (BOULAY, IV, 415).

3. Ph. Cobenzl à Colloredo, 15 déc. 1801 (BOULAY, IV, 451) ; lettre de Gavazzi (chargé d'affaires cisalpin à Madrid) à Marescalchi, 7 déc. (Arch. Vienne, 49).

CHAPITRE III

LES PRÉLIMINAIRES DE LA CONSULTE

- I. Impression produite à Milan par la convocation de la Consulte. — Les élections et les défections. — Indifférence publique et pression officielle. — Force numérique, composition collective et individuelle de la Consulte.
- II. Le voyage de Milan à Lyon ; ses difficultés.
- III. — L'installation à Lyon ; hostilité de la nature et des hommes. — Ajournement de l'ouverture des séances. — Ses conséquences : désœuvrement et intrigues des députés. — L'Olonisme. — Impatience de voir arriver Bonaparte ¹.

Le Premier Consul avait convoqué pour le 11 décembre la Consulte extraordinaire, dont il prévoyait la clôture pour le 21. Les circonstances l'empêchèrent d'exécuter dans aucune de ses parties ce programme expéditif. Les travaux de l'assemblée devaient se traîner pendant près de trente jours au lieu de se terminer en

1. BIBLIOGRAPHIE. — Sous le titre de *Fonti per la Storia della Consulta di Lione* (Modène, 1906), M. TOMMASO CASINI a commencé la publication d'un recueil de documents relatifs à la Consulte. Dans sa partie inédite, ce travail, dont un seul fascicule a encore paru, semble puisé exclusivement aux sources italiennes.

Les principales pièces originales se trouvent à Paris, à Vienne et à Milan. — A Paris, les Archives des Affaires Étrangères (*Corr. Lomb.*, 59 et 60) contiennent les lettres et rapports de Talleyrand, Marescalchi, Melzi pendant la Consulte, ainsi qu'un grand nombre de documents officiels. On en trouve d'autres (notamment les procès-verbaux des séances) à Vienne dans les cartons 3, 11, 12 et 30 du *Napoleonisches Archiv*. Enfin à l'*Archivio di Stato* de Milan le carton coté « *Era repubblicana XIII* », se compose en grande partie de la corres-

dix. Au début, l'ouverture en fut retardée de plus de quinze jours par les lenteurs auxquelles donnaient lieu la désignation, l'acceptation et le voyage de 450 députés. Enfin Bonaparte se vit retenu à Paris un mois de plus qu'il ne le pensait par les nécessités de sa politique générale. Ce fut la période préliminaire de la Consulte de Lyon,

pondance par laquelle Marescalchi informait des événements de Lyon Canzoli, resté à Milan pour assurer l'intérim des principaux ministères. Ce sont là, sans doute, les éléments de ces *Mémoires sur la Consulte de Lyon*, dont la Biographie Didot attribue la composition à Marescalchi, et qui n'ont pu être retrouvés.

Les souvenirs des membres de la Consulte représentent une seconde source d'informations. M. Casini en donne une bibliographie très complète dans son introduction (pp. 9-13). Quelques-uns ont été publiés, notamment le *Diario* de Mgr CODRONCHI, archevêque de Ravenne (dans la *Rivista del Risorgimento*, t. I, 721-739); celui de Mgr GAZZOLA, évêque de Cervia, dans l'ouvrage, cité plus bas, de BOULAY DE LA MEURTHE (t. V, 38-46 et 52-58); les *Lettere di deputati cesenati ai Comizii di Lione* (dans la revue *Il Risorgimento italiano*, 1908, p. 1037), les lettres de Valdrighi, fréquemment utilisées (L. F. VALDRIGHI, *Estratti da un carteggio familiare e privato...* Modène 1872); enfin celles de FACCÌ (Florence, 1899). D'autres documents sont encore inédits; l'un des plus précieux est celui de RUFFINI (représentant du Tribunal de Reggio): *Giornale delle operazioni della Consulta di Lione ricavate dal giornale scritto del proprio pugno dal Dott. Ferdinando Ruffini* (à la Biblioteca Estense de Modène).

À côté de ces recueils complets, il a été conservé des lettres isolées qui contiennent souvent des renseignements utiles: en première ligne celles de Prina, déposées à la Bibliothèque communale de Novare où je les ai consultées, et reproduites depuis dans le recueil de PELLINI (*Giuseppe Prina*, Novare, 1900); celles de Cicognara publiées ou analysées par MALAMANI, dans sa monographie de ce personnage; enfin celles de Paolo Berti, député de la garde nationale du Reno à son ami Malvezzi; elles ont été conservées dans les archives de famille de ce dernier, et j'en dois communication à l'obligeance de M. le comte Nerio Malvezzi; elles ont paru depuis dans la *Revue napoléonienne* de Rome (1901, t. III, p. 30).

On trouve enfin dans certaines chroniques locales ou dans certaines correspondances diplomatiques des renseignements de seconde main provenant de lettres de Lyon. Le *Giornale storico* de MARELLI (Milan) donne des extraits de celles de GIANNORINI, professeur de l'Université de Pavie; MANTOVANI (Milan), LOMBARDI (Modène), MOTTI (Reggio), RAJSI (Ravenne), TAGLIORETTI (ministre helvétique à Milan), CATTANEO (ministre ligurien), OROCCO (chargé d'affaires toscan et son secrétaire COTTINI) reproduisent ainsi, mais sans indication de sources, des informations de cette provenance.

Le recueil de documents de BOULAY DE LA MEURTHE (*Documents sur*

I

Les élections elles-mêmes se déroulèrent au milieu d'un calme et d'une apathie qu'expliquaient les premières impressions du public. Loin d'éclater en un « transport unanime » d'enthousiasme, comme Petiet se hâta de l'annoncer à Paris, les Cisalpins ne manifestèrent, en apprenant la convocation de la Consulte, qu'un scepticisme voisin de l'indifférence¹. Ils avaient déjà reçu tant de promesses sans lendemain, entendu tant de proclamations sans effet, constaté tant de fois l'inefficacité de remèdes politiques proclamés souverains qu'ils se refusaient à espérer d'une nouvelle assemblée la cessation définitive de leurs maux. — A leur instinctive incrédulité devaient répondre les préoccupations égoïstes de leurs représentants. Plus sensibles au désagrément de quitter leur pays qu'à l'ambition de le sauver, ceux-ci ne voyaient dans leur participation à la Consulte que les fatigues d'un pénible voyage d'hiver, le danger de ne pas recevoir du gouvernement l'indemnité promise pour le payer, et en tout cas l'inutilité d'aller ratifier au delà des Alpes une constitution

la négociation du Concordat, t. V, supplémentaire) contient toutes les pièces relatives aux affaires ecclésiastiques.

Parmi les travaux modernes on peut citer l'intéressant article de ROBERTI, *les Cisalpins à Lyon en 1802*, dans la revue *Minerva* du 1^{er} novembre 1902 et le résumé assez superficiel de KOCH, *Die Entstehung der italienischen Republik* dans l'*Historische Zeitschrift*, t. LXXXIV, 1900, pp. 193-209.

1. Murat donnait la même note que Petiet. « Le nom du bienfaiteur de l'Italie... est dans toutes les bouches comme dans tous les cœurs; ce nom seul et cette idée toute nouvelle de cette convocation ont suffi pour faire sortir les Cisalpins de ce sommeil de mort. » (MURAT, *Lettres*, II, N° 866). Mais un observateur plus impartial, le ministre helvétique Taglioretti, écrivait au contraire à son gouvernement (14 nov. 1801) : « En attendant le public est accablé d'étonnement et de confusion; il croit être dupé et n'entrevoit que des conséquences funestes. » (Arch. Berne, Corr. Milan, 3365).

toute faite, qui pouvait être promulguée sans leur présence, comme elle avait été élaborée sans leur concours. Au lendemain même de la publication de la loi qui les convoquait à Lyon, l'opinion communément répandue dans le public était qu'une infime minorité seulement d'entre eux se rendrait à cet appel¹. Malgré son optimisme de commande, Murat s'en inquiétait assez pour entreprendre dans les départements, sous prétexte d'inspection militaire, une tournée destinée à stimuler le zèle des uns et à surmonter les répugnances des autres².

Ce fut sous ces auspices défavorables qu'il fallut procéder à la formation des diverses catégories de députés. Parmi ceux-ci, les notables proprement dits avaient été désignés en une matinée et, dès le 13 novembre, par le Comité de gouvernement réuni sous la présidence de Petiet et de Murat : « Je puis vous garantir, écrivait ce dernier à Talleyrand comme pour excuser sa précipitation, que cette députation est composée des hommes les plus distingués par leur moralité, par leurs lumières et par leur fortune. On s'est déterminé pour la moralité sur des renseignements pris à la hâte, mais à des sources sûres. On s'est fixé pour la fortune, le cadastre à la main³. » Les députés désignés par ces procédés sommaires devaient être plus à redouter par leur force d'inertie que par leur indépendance d'opinions.

La liste de ceux qui devaient tenir leur mandat du suffrage de leurs pairs ne pouvait être dressée avec une aussi légère promptitude. Bien que les corps politiques chargés de les choisir fussent à la dévotion du pouvoir, Murat, se défiant de leurs sentiments, résolut de surveiller et au besoin de faire corriger leurs

1. Lettre de Muzzarelli à L. Valdrighi du 14 nov. 1801 (*Archivio di Stato* de Modène, dossier Valdrighi).

2. Murat à Bonaparte, 23 brumaire-14 nov. 1801 (MURAT, *Lettres*, II, N° 866).

3. MURAT, II, *Lettres* N° 865.

choix. Tandis que ses généraux recevaient l'ordre de les influencer par tous les moyens dont ils disposaient, lui-même, au cours de sa tournée dans les départements, s'attachait à gagner à ses vues les états-majors de la garde nationale, mécontents de la dissolution récente de leurs compagnies d'élite, et les pressait de ne donner leurs voix qu'à des gens « riches et estimés¹ ». — Les élections dont le résultat déplaisait en haut lieu étaient cassées sans autre forme de procès par le Comité de gouvernement : c'est ainsi que dans le Mincio il fit effacer et remplacer par un autre le nom du poète Pindemonte, suspect de complicité dans le complot Arena-Ceracchi contre le Premier Consul. Dans la plupart des cas, les autorités locales eurent plus de peine à obtenir l'acceptation des mandats qu'à imposer leurs choix : la municipalité de Massa-Carrara par exemple dut procéder à trois scrutins successifs avant de trouver un représentant, les premiers élus ayant eu « la vilenie de refuser une mission aussi honorable » sans se soucier de « déprimer sensiblement le patriotisme de leurs braves concitoyens² ». Malgré l'indifférence publique et la pression administrative, les suffrages se portèrent en général sur des hommes modérés, gens de loi pour la plupart et qui représentaient assez exactement la moyenne de l'opinion.

Pour les tribunaux, les chambres de commerce, les Universités et l'armée permanente, les opérations électorales devaient avoir un caractère plus corporatif que politique. Elles se déroulèrent sans autres incidents que de légères modifications apportées au dernier mo-

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 866.

2. La municipalité de Massa au ministre de l'Intérieur, 27 nov. 1801 (CASINI, p. 132). Sur le cas Pindemonte, *ibid.*, p. 141. Le même recueil contient (pp. 112-162) une série de lettres intéressantes sur l'ensemble des opérations électorales dans tous les départements. La répugnance des élus à accepter leurs mandats est encore signalée par le ministre helvétique (dépêches des 1^{er} et 5 déc. 1801. Arch. Berne, *Corr.* Milan 3391).

ment à l'effectif prévu pour chaque catégorie; c'était l'effet inévitable d'une loi rédigée avec trop de hâte pour comporter une rigoureuse exactitude numérique.

La formation de la députation ecclésiastique soulevait seule quelques inquiétudes. Les évêques n'ayant cessé de protester contre la politique religieuse des deux Cisalpines, on pouvait craindre que leur hostilité à la République ne déterminât leur abstention à la Consulte. En fait, on n'eut à constater que celle du cardinal Mattei, de Ferrare, signalé dès 1796 par l'ardeur de ses sentiments antidémocratiques. Les autres se laissèrent entraîner par l'espoir de plaider auprès de Bonaparte la cause de l'Église, par l'exemple du vénérable archevêque de Milan qui, malgré ses 80 ans, affrontait les fatigues du voyage¹, enfin par l'attitude du Pape, qui chargeait le cardinal Dugnani de le représenter à Lyon pour son ancien diocèse de Cervia. Les 25 prélats acceptants ayant aussitôt désigné les 30 curés prévus pour les assister, sans admettre de leur part de refus ni d'excuse d'aucune sorte, les députés du clergé se trouvèrent les premiers au complet et prêts à partir. Il en fut de même des 29 membres de la Consulte ordinaire et des 6 membres de la Commission de gouvernement (3 restaient à Milan pour l'expédition des affaires) qui tenaient leur mandat de leurs fonctions.

Ainsi complétée, la Consulte présentait, d'après les évaluations, un effectif de 484 députés au lieu de 491; 42 ayant donné leur démission au dernier moment, ou obtenu d'être dispensés du voyage pour raisons d'âge ou de santé, 442 seulement arrivèrent à Lyon; 440 devaient en repartir, par suite du décès de trois d'entre eux (Coddé, Arauco, Visconti) et de l'arrivée d'un retardataire (Lattanzi²).

1. Cf. dans BOULAY DE LA MEURTHE (V, p. 2) la lettre (21 nov. 1801) où ce personnage expose à Consalvi les motifs de son acceptation.

2. Une première liste imprimée à Milan (CASINI, p. 180) donne

Les variations de sa force numérique ne changeaient d'ailleurs rien à la valeur collective de la Consulte. Jamais corps politique n'avait encore été recruté sur des bases aussi larges, ni réuni dans un plus imposant ensemble les intérêts matériels et les forces morales du pays, les éléments constitutifs de la vieille société et les éléments générateurs de la société moderne. Les anciennes traditions y étaient représentées par les notables, qui en formaient le groupe principal; les idées et les besoins nouveaux par les délégués des corps savants et des Chambres de commerce; le parti démocratique par ceux de la garde nationale; le principe de l'indépendance cisalpine par ceux de l'armée qui en était le symbole, l'espérance et la sauvegarde; les croyances religieuses par les mandataires du clergé; la liberté de conscience enfin par la présence parmi les propriétaires d'un israélite, Benjamin Foa, de Reggio, probablement le premier de sa race qui depuis des siècles eût été traité en citoyen¹. Toutes les classes et toutes les causes devaient donc trouver des défenseurs au sein de la Consulte.

Image fidèle du pays par la variété de ses catégories, elle en représentait également l'élite par la valeur personnelle de ses membres. Les politiques les plus éprouvés des deux Cisalpines, Melzi, Aldini, Marescalchi, Paradisi, y figuraient à côté des plus grands noms de

452 noms; une seconde liste imprimée à Lyon (insérée *Aff. Étr. Corr. Lomb.* 59) et un peu différente de celle que reproduit M. Casini donne 442 noms. D'autre part la commission de comptabilité chargée de régler les frais de la Consulte déclare dans son rapport (19 juin 1802, *Arch. Vienne*, 11) avoir payé les indemnités de voyage et de séjour convenues à 440 députés; chiffre qui en tenant compte des 3 décès survenus et de l'arrivée d'un retardataire coïncide avec celui de 442. M. Casini s'est livré pour éclaircir cette question d'effectif à un long travail critique (pp. 193-318) qui le conduit au total de 451; mais il avoue (p. 217) que ce chiffre ne peut être considéré comme définitif. Sur la présence de Lattanzi à Lyon, cf. des lettres intéressantes de ce personnage des 17 et 19 déc. 1801 (*Arch. Vienne*, 11).

1. BASSI, p. 185.

l'aristocratie, les Serbelloni, les Borromeo, les Belgiojoso, les Montecuccoli et des illustrations des sciences des lettres et des arts. Les premiers apportaient à l'assemblée les enseignements de leur expérience et les derniers l'éclat de leur renommée. C'étaient : parmi les savants, le célèbre astronome Oriani, que sa célébrité européenne avait fait distinguer par Bonaparte dès 1796 ; le physicien Volta qui venait d'aller à Paris lui présenter sa pile, le mathématicien Cagnoli, de Vérone ; parmi les artistes, le peintre Bossi et le graveur Longhi ; parmi les littérateurs, le critique et historien Cicognara, les poètes Savioli, Strocchi et Costa. Malgré la présence de quelques personnalités suspectes telles que le pamphlétaire Lattanzi, malgré l'absence des deux poètes les plus éclatants de la nouvelle génération, Foscolo et Monti, la réunion de tant de talents donnait l'impression d'une assemblée plénière du génie italien : « Les Cisalpins, dit un contemporain, semblaient avoir mis une sorte d'orgueil national dans le choix de leurs députés ; ils s'étaient plu à étaler à la vue de la France consulaire tous les trésors de leur civilisation¹. »

II

Au siècle dernier, c'était en toute saison une grosse affaire que de se rendre d'Italie en France à travers les Alpes. L'entreprise semblait presque aventureuse en plein hiver et en temps de troubles, alors que la neige s'entassait sur les cols des montagnes, que les fleuves débordés recouvraient la plaine lombarde et que les voleurs de grand chemin infestaient les routes. La perspective de ces fatigues avait, comme on l'a vu,

1. DUC DE ROVIGO, *Mémoires*, I, 401.

arrêté un certain nombre de députés; le voyage des autres ne devait pas durer moins de dix jours pour les plus favorisés, et de trois semaines pour le plus grand nombre. Les membres de la Consulte ordinaire donnèrent le signal du départ, après avoir tenu leur dernière séance le 25 novembre et laissé à Milan les trop fameux « triumvirs » pour l'expédition des affaires courantes. L'archevêque de cette ville se mit en route presque en même temps (27), escorté par un piquet de cavalerie, salué par une foule immense à laquelle il donnait sa bénédiction¹, et suivi de près par la grosse masse des députés; à la fin du mois, plus de 300 d'entre eux avaient déjà quitté leurs foyers, les plus riches dans leurs équipages personnels, les plus modestes dans des berlines louées à frais communs, les plus courageux en compagnie de leurs femmes, entraînées à leur suite par le dévouement conjugal ou la curiosité des modes françaises. Murat, qui avait eu le bon goût de refuser l'offre coûteuse d'un sabre d'honneur (27 novembre), peu convenable au milieu de la détresse publique, partit avec les retardataires pour Paris (9 décembre)² où un service de relais spéciaux le fit arriver en cinq jours. Petiet, autorisé au dernier moment à venir siéger au milieu de ses administrés, ferma la marche le 21 décembre.

Les premières étapes du trajet devaient être aussi tristes que pénibles. Des champs couverts d'eau à perte de vue; les chaussées défoncées par l'inondation ou dégradées par le manque d'entretien; les campagnes si peu sûres qu'il fallait le jour se réunir en groupes de cinq ou six voitures et la nuit interrompre sa route; sur le Tessin le passage interrompu par la rupture du pont et les soldats de garde s'indignant à haute voix contre l'incurie gouvernementale : tels

1. *Nouvelles de Leyde*, 11 et 15 déc. 1801.

2. *Nouvelles de Leyde*, 22 et 29 déc. 1801.

étaient les spectacles de deuil qui rendaient sensibles aux yeux des députés les misères de leur patrie¹.

D'autres épreuves les attendaient aux Alpes. Arrivés à Novalaise, hameau perdu au pied du Mont Cenis, ils durent y attendre, soit les rares éclaircies qui traversaient les tourmentes de neige hivernales, soit les mulets de renfort nécessaires pour tripler les attelages. La plupart y restèrent arrêtés plusieurs jours, sans autre nourriture que le brouet des montagnards, sans autre abri que leurs cabanes, où ils couchaient à 8 ou 9 par chambre sur des coussins empruntés aux berlines. Au sommet du col, où on les hissait à grand'peine, ils devaient abandonner un instant leurs voitures pour se laisser glisser en traîneau sur le versant français. Une triste nouvelle et un funeste présage les attendaient au seuil de la terre étrangère. Leur collègue Coddé, de Mantoue, affaibli par sa récente captivité en Autriche, succombait à une crise d'asthme, dans un abandon presque complet, à l'hôpital militaire du village de Thermignon². — Des impressions plus riantes vinrent heureusement les distraire bientôt de ce premier deuil. A partir de Lans-le-Bourg, ils purent reposer leurs membres sur des lits, inconnus depuis Turin, leurs yeux sur la fertile et verte vallée de la Maurienne; leur dernière étape, qui se poursuivait par Chambéry et Pont-de-Beauvoisin, leur en parut moins longue. Arrivés enfin à destination, allaient-ils trouver dans les satisfactions du séjour un dédommagement aux inconvénients du voyage?

1. Sur les détails du voyage cf. VALDRIGHI, ARRIVABENE, *Memorie della mia vita* (Florence 1879, I, 6 seq.); et le récit très vivant de ROBERTI, dans l'article cité.

2. Lattanzi, qui l'avait assisté à ses derniers moments, annonça son décès à Marescalchi par une lettre du 17 déc. (Arch. Vienne, 11). D'autre part Marescalchi dans une lettre du 22 à Canzoli (Arch. Milan, Era rep., XIII) rapporte que le domestique de Coddé accusait Lattanzi d'avoir profité de la circonstance pour dépouiller son maître de sa montre et de ses valeurs.

III

Cette espérance devait s'évanouir au premier contact avec les gens et avec les choses. — L'aspect extérieur de Lyon déçut d'abord l'attente des Cisalpins. Ils en admirèrent sans doute l'heureuse position, la grandeur architecturale et l'activité manufacturière; mais ils parurent surtout frappés des ravages qu'y avaient laissés le dernier siège et le « vandalisme terroriste ». La place Bellecour transformée en un amas de ruines, le quartier de la Croix-Rousse portant encore les traces du bombardement, la cathédrale convertie en temple décadent, les églises réservées aux assérmentés et les prêtres cisalpins forcés de dire la messe dans des chambres d'hôtel : tous ces témoignages d'une terrible exécution militaire et d'un ordre social encore troublé produisaient une impression défavorable, que le contraste avec la paisible prospérité des cités italiennes rendait particulièrement pénible¹. — A la tristesse de ce spectacle s'ajoutaient les rigueurs d'une température non moins dangereuse par ses extrêmes que par ses brusques variations. Pendant leur bref séjour, les députés passèrent d'abord par une période de gelée, firent ensuite connaissance avec les brouillards opaques qui caractérisent le climat lyonnais, assistèrent au début de janvier à l'inondation de la ville basse provoquée par des pluies torrentielles et souffrirent aussitôt après d'une telle recrudescence du froid que le thermomètre descendit jusqu'à — 18° et que des sentinelles furent trouvées mortes dans leurs guérites². Peu accoutumés à un hiver aussi inclément, certains d'entre eux restèrent cal-

1. Lettre de Prina à Pampuri du 19 déc. 1801 (PELLINI, p. 78).

2. VALDRIGHI, 43; lettre de Berti à Malvezzi, 29 déc. 1801; lettres de Volta, citées par ROBERTI, p. 85.

feutrés dix à douze jours de suite dans leur chambre.

Les hommes ne leur semblaient pas moins hostiles que la nature. Tandis que les députés ecclésiastiques recevaient l'hospitalité de leurs confrères français, les laïques avaient dû chercher un gîte dans les hôtels ou chez les particuliers. Bien qu'invités par une proclamation de leur préfet à se montrer « généreux envers les Cisalpins¹ », les Lyonnais, commerçants avant tout, ne virent en eux que des clients de passage à exploiter et dans leur réunion qu'une occasion unique de couvrir en quelques jours les pertes subies pendant huit ans de révolution. Ils élevèrent leurs prétentions à un tel degré que le bruit s'en répandit jusqu'à Paris. On y racontait comment « trois pauvres diables de Cisalpins », ayant consommé dans un modeste restaurant un déjeuner qui valait 6 livres, s'en virent réclamer d'abord 130, et s'estimèrent heureux de transiger pour 12; comment Talleyrand, malgré son titre, n'avait pu payer moins de 32.000 francs la location pour un mois de la moitié d'un vieil hôtel²; comment enfin les bénéfices totaux réalisés pendant la Consulte par le commerce lyonnais n'étaient pas inférieurs à 7 millions. — Habités à l'extrême bon marché des petites villes italiennes, les députés ne cessaient de maudire dans leurs lettres cette « juiverie³ » qui allait bientôt les exposer à de pénibles embarras d'argent. Ils épuisèrent rapidement l'indemnité de 1.500 livres reçue avant le départ et dont le voyage avait d'ailleurs absorbé la plus grande partie. Ceux d'entre eux — et c'était le plus grand nombre — qui ne possédaient pas d'autres ressources assiégeaient la Préfecture pour demander des secours. De Milan on dut envoyer en grande hâte 600 louis à distribuer entre

1. *Nouvelles de Leyde*, 5 janvier 1802.

2. *Lettres de Mme Reinhard à sa mère (1798-1815)*, (trad. Wimpffen, Paris, 1901), 31 janv. 1802, p. 160.

3. MANTOVANI, 10 janv. 1802.

les plus besogneux, et recommander même à Marescalchi (10 décembre) de les inviter souvent à dîner pour leur épargner des frais de table¹ ! — A l'humiliation de cette détresse s'ajoutait pour eux l'amertume de ne pas trouver chez leurs hôtes, naturellement moqueurs, une déférence en rapport avec l'étendue de leurs sacrifices pécuniaires ; ils étaient considérés avec une curiosité ironique, comme les figurants étrangers d'une pièce à grand spectacle, et ils eurent un matin le désagrément de lire sur la porte de leur salle de réunion, qui avait servi un instant de théâtre, ces mauvais vers d'un mauvais plaisant : « A défaut des comédiens — Nous avons les Cisalpins². »

Tous ces désagréments leur eussent paru plus supportables s'ils avaient été dès le début absorbés par leur rôle de constituants, et réconfortés par l'orgueil de le remplir. — Là encore les attendait une déception bien propre à déprimer leur moral. Ils devaient rester près de quinze jours dans une inaction et une incertitude complètes. Tout d'abord, par suite de la longueur du voyage, ils ne furent au complet que vers le 20 décembre, bien que convoqués pour le 11³. De Paris, ils ne virent arriver (14 décembre) que leur ministre Marescalchi⁴ ; peu après ils apprirent que l'ouverture de leurs séances était officiellement reculée jusqu'au 29, et qu'un arrêté consulaire du 18 chargeait Talleyrand de « préparer » de concert avec eux « les bases définitives de leur organisation ». Cet ajournement accrut

1. Canzoli à Marescalchi, 9 nivôse-30 déc. 1801 (Arch. Vienne, 11).

2. RASSI, 11 janv. 1802, d'après des lettres venues de Lyon.

3. D'après une correspondance de Lyon aux *Nouvelles de Leyde*, ils n'auraient été encore que 425 au 22 décembre. Le même jour, Marescalchi dans une lettre à Canzoli (Arch. Milan, Era rep., XIII) en évaluait le nombre à 441.

4. Il avait demandé, avant de partir, à Talleyrand (lettre du 17 frim.-8 déc. 1801. Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59) « deux mots ostensibles par écrit, par lesquels je paraisse honoré de la confiance du gouvernement français ».

pour tous les difficultés matérielles en leur imposant de nouveaux frais de séjour; beaucoup, se rappelant la hâte qu'on avait mise à les appeler à Lyon, le ressentirent comme un manque d'égards envers la représentation nationale; quelques-uns en conclurent que Bonaparte ne viendrait pas, malgré sa promesse, et reprirent le chemin de Milan¹. — Les autres cherchèrent à tromper les loisirs de l'attente par les rares distractions que leur offrait la ville : soirée de bienfaisance offerte par les juges lyonnais à leurs confrères cisalpins, somptueux dîners donnés par le duc Serbelloni, qui comptait sur les talents d'un cuisinier amené de Milan pour pousser sa candidature à la présidence de la République², enfin spectacle des préparatifs exécutés en vue des fêtes prochaines. Ils assistaient à la restauration du vieil Hôtel de ville, où l'on effaçait en hâte les traces des ravages révolutionnaires pour loger Bonaparte, ou à l'aménagement de l'ancienne église du collège des Jésuites, destiné à leurs propres réunions. Ce local, ayant servi de théâtre, était garni de gradins en amphithéâtre et il ne restait qu'à y installer des tribunes pour les spectateurs et des bureaux pour les commissions³.

Les promenades et les visites ne pouvaient malheureusement que tromper leur activité. Livrés à toutes les suggestions du désœuvrement, ils ne tardèrent pas à tomber de l'oisiveté dans l'ennui et de l'ennui dans l'intrigue, dont l'habitude représentait d'ailleurs une faiblesse fâcheuse du caractère national. Les ambitions personnelles et surtout les rivalités régionales s'agitaient à l'avance autour des nominations auxquelles l'assemblée serait appelée à procéder. On attribuait

1. Notamment le comte Borromeo, notable de l'Olona (Dépêche de Taglioretti, ministre helvétique du 19 déc. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

2. VALDRIGHI, p. 21; *Nouvelles de Leyde*, 19 janv. 1802; RUFFINI, 22 déc.

3. Lettre du préfet du Rhône Najac à Talleyrand (s. d.). Aff. Étr., *Corr.*, Lomb. 59; *Nouvelles de Leyde*, 5 janv. 1802.

aux représentants de la capitale, avec un esprit de coterie qu'on flétrissait par l'expression d'« Olonisme », l'intention d'accaparer à leur profit les postes les plus élevés de la République. — Eux-mêmes semblaient prêter par leur attitude à ce reproche d'exclusivisme. Lors de la réception donnée par la magistrature lyonnaise, les juges milanais, chargés de dresser la liste des invitations, s'y étaient seuls inscrits, en oubliant leurs collègues de province, traités ainsi en « quantité négligeable ». — Aux Olonistes s'opposaient les Modénais, qui, possédant la même cohésion morale et la même expérience administrative, cherchaient à grouper contre leurs prétentions les intérêts de toutes les régions sacrifiées¹.

Cette période d'inaction et de disputes stériles eut pour premier résultat de développer parmi les députés le double sentiment de leur ignorance et de leur impuissance. Impossibilité de rien prévoir et de rien décider, telle est la plainte dont l'expression revient comme un refrain dans leurs lettres. L'un d'eux croit se trouver « dans la vallée de Josaphat² » et dans l'attente d'un jugement qui échappe à toute prévision. « Nous tous, écrit un second, y compris ceux qui sont venus de Paris, nous avons fait vœu d'ignorance et d'obéissance³ ». — « Je souffre, déclare un troisième, de penser que dans la Cisalpine on croit que nous pouvons faire beaucoup, alors que nous pensons nous-mêmes ne devoir rien faire ou presque rien. Nos opérations futures sont encore un mystère; l'on estime que tout est préparé d'avance et que notre convocation se réduit à une simple formalité⁴. »

1. VALDRIGHI, pp. 18, 21, 88, 92. Marescalchi à Canzoli, 22 déc. 1801 (Arch. Milan, Era rep., XIII).

2. Lettre reçue par Cattaneo, ministre ligurien à Milan et reproduite par lui dans sa dépêche du 27 déc. 1801 (Arch. Gènes Corr. Milan, 27).

3. Prina à Pampuri, 19 déc. 1801 (PELLINI, p. 79).

4. VALDRIGHI, p. 24.

Cet état d'incertitude et de découragement ne devait évidemment prendre fin que du jour où Bonaparte serait venu en personne imprimer l'impulsion première à l'activité des députés. Tous désiraient sa venue, sinon, comme l'écrivait Marescalchi, avec l'ardeur d'enfants « qui brûlent de l'envie de se jeter dans les bras et aux pieds de leur père ¹ », du moins avec le sentiment que, sans lui, leur œuvre resterait stérile et leur voyage inutile. Tenir plus longtemps en suspens leur impatience, c'eût été de sa part risquer de compromettre sa propre popularité en leur faisant jouer un rôle ridicule. Pour donner un aliment à leur besoin d'action en même temps qu'une satisfaction à leur amour-propre, il leur envoya Talleyrand, dont l'arrivée devait signaler l'ouverture de leurs travaux.

1. Marescalchi à Talleyrand, 27 frimaire-18 déc. 1801 (Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 59).

CHAPITRE IV

LA CONSULTE JUSQU'A L'ARRIVÉE DE BONAPARTE

- I. Arrivée de Talleyrand (28 décembre). — Ses instructions et son programme : diviser les délibérations et concentrer les décisions. — Il ne peut en exécuter que la première partie. — Réception générale des députés, répartis en cinq sections géographiques. — Audiences et fêtes mondaines.
- II. Les travaux des sections ; leur précipitation et leur insignifiance. — Leurs observations sur la Constitution, les lois organiques et les listes de confiance. — Les préparatifs de la réception de Bonaparte.

Les travaux de la Consulte de Lyon commencèrent en réalité au début de janvier, et se prolongèrent pendant tout le cours du mois. Leur histoire se divise naturellement en deux phases, séparées par l'arrivée de Bonaparte (11 janvier) et consacrées, l'une à l'examen des institutions, l'autre au choix des hommes. — Pendant la première, les députés, sous la direction de Talleyrand, adoptent, en les corrigeant sur quelques points de détail, les textes constitutionnels soumis à leur approbation. — Pendant la seconde, ils désignent, sous l'influence personnelle du Premier Consul, les membres des grands corps de l'Etat, l'élisent lui-même comme président (25 janvier) et l'entendent, avant de se séparer, donner à leur République le titre de République italienne (26 janvier).

I

Chargé de se rendre à Lyon par un arrêté consulaire du 18 décembre ¹, Talleyrand ne put arriver à destination que le 28, à une heure et demie du matin. Pendant les dernières heures de voyage, terminé en pleine obscurité, il avait été salué par les acclamations des paysans, qui, prenant sa voiture pour celle du Premier Consul, accouraient en foule au bord de la chaussée, une lumière à la main, aux cris répétés de : « Vive Bonaparte ² ! » Outre les autorités françaises, il trouva pour le recevoir deux collaborateurs précieux pour son œuvre italienne, Melzi, parti de Paris trois jours avant lui, et Petiet, appelé en hâte de Milan.

Les instructions dont il était porteur ³, et qu'il avait d'ailleurs probablement inspirées, lui prescrivaient, dans ses rapports avec les députés cisalpins, la tactique que Bonaparte employait de préférence à l'égard des assemblées délibérantes. Il lui faut éviter avant tout, malgré l'attente commune, les réunions plénières, dont il est plus difficile de prévoir et de diriger les sentiments : « La Consulte extraordinaire ne doit être réunie en assemblée générale que quand tout sera arrêté et convenu... et pour consacrer tout ce qui aura été arrêté et résolu. » Avant cette séance finale, elle se décomposera en autant de sections séparées que la République formait de territoires distincts sous l'ancien régime : division qui présente l'avantage de faire ressortir les rivalités régionales et de rendre plus évident le besoin d'une forte autorité commune. Les sections délibéreront isolément, et sans communication entre

1. *Corr.*, VI, N° 5898.

2. Talleyrand à Bonaparte, 7 nivôse-28 déc. 1801 (*Aff. Étr.*, *Corr. Lomb.*, 59).

3. Texte dans *Aff. Étr.*, *Corr.*, Lomb., 59, à la date du 27 frimaire-18 déc. 1801.

elles. Leur rôle, d'ailleurs très restreint, se réduira : pour les élections, à dresser des listes de candidats en nombre triple des sièges à pourvoir et, pour le travail constitutionnel, à voter en silence les « lois organiques » ou les observations que discuteront en leur présence quelques orateurs désignés par elles. — Toutes les initiatives dont elles étaient privées devaient revenir à un corps destiné à leur servir d'organe de liaison et, en réalité, à se transformer en un organe de direction. C'était la « Consulte législative » de Milan, qui, se survivant à elle-même au sein de la Consulte extraordinaire, y apporterait, avec l'ascendant du pouvoir, une soumission aveugle aux ordres consulaires. Particulièrement propre par son esprit et sa faiblesse numérique à « facilement donner et recevoir l'impulsion », elle répartirait les députés en sections, dont elle nommerait elle-même les présidents, distribuerait et réviserait leur travail, convoquerait et lèverait leurs séances, désignerait enfin sur les listes dressées par eux les candidats à proposer au choix définitif de Bonaparte. — Comme on le voit, Talleyrand avait à poursuivre un double but : d'une part à diviser la délibération entre différents groupes de députés, devenus impuissants en restant isolés ; d'autre part à concentrer l'action entre les mains d'un corps qui formerait une assemblée dans l'assemblée et serait à la dévotion du maître. Les circonstances ne devaient lui permettre d'exécuter que la première partie de ce programme.

Comme il devait recevoir à son arrivée les membres de la Consulte, l'occasion lui parut favorable de tenter à leur égard un premier essai de la division projetée en sections géographiques. — Lorsque, dans l'après-midi du 29 décembre, ils se rendirent à l'*Hôtel de Provence* pour être conduits par Marescalchi à l'*Hôtel de l'Europe*, où était descendu le ministre, ils pensaient être rangés pour les présentations, soit par ordre alpha-

bétique, soit par départements ou par catégories. Grandes furent leur surprise et leur indignation d'apprendre au contraire qu'ils formeraient cinq groupes séparés, selon qu'ils étaient avant la Révolution sujets de l'Autriche, de Venise, du Pape, du duc de Modène ou du roi de Sardaigne. Ils voyaient donc ressusciter au début de leurs travaux ces divisions régionales que leur réunion avait pour effet d'effacer pour jamais ! C'était par un retour au passé qu'on les conviait à préparer un nouvel avenir ! L'un d'eux, le général Lechi, se fit l'interprète de leurs sentiments, en déclarant à haute voix qu'il était uniquement « Cisalpin » et ne voulait pas se souvenir d'avoir jamais été « Vénitien ¹ ». Il fallut, pour les faire revenir de leur mauvaise impression, leur assurer, fort inexactement d'ailleurs, que cette division n'était qu'une mesure d'ordre provisoire. — La présentation en elle-même fut longue et monotone. Plus de 400 députés, nommés au passage par leur ministre, défilèrent comme des soldats à la parade devant Talleyrand, qui répondait à leurs révérences par une muette inclination de tête².

Afin de faire plus ample connaissance avec eux, il les invita aussitôt, par fournées de 90, à une série de dîners officiels, suivies de réceptions ouvertes, dans lesquelles il initiait ses hôtes aux agréments du jeu de l'écarté, nouveau alors en France³. — La première de ces réunions (30 décembre) fut attristée par une catastrophe

1. CICOGNARA (I, 216) attribue cette protestation au chef de bataillon Zanetti.

2. CODRONCHI, p. 725 ; VALDRIGHI, 30 déc. 1801 ; RUFFINI, 29 déc. ; MANTOVANI, 2 et 6 janv. 1802.

D'après Talleyrand (lettre à Bonaparte, 7 nivôse-28 déc. Aff. Étr., Corr. Lomb., 59) c'est Marescalchi qui aurait eu l'idée d'adopter cette division pour la réception. Le discours de présentation prononcé par Marescalchi à cette occasion se trouve Arch. Milan, 12.

3. CASTELLANE, *Journal*, II, 60 : « Le prince de Talleyrand disait qu'il en voulait au jeu de l'écarté, ajoutant qu'il ne conservait dans la vie d'autre remords que celui d'avoir laissé établir ce jeu chez lui pendant la Consulte de Lyon. »

qui ne devait pas d'ailleurs interrompre le cours des suivantes. L'archevêque de Milan, Mgr Visconti, auquel l'espoir d'un chapeau de cardinal avait fait affronter un voyage trop pénible pour ses 82 ans, était placé à la droite de l'amphytrion. Après le potage, on le vit s'affaïsser tout à coup, et succomber en quelques minutes à une attaque d'apoplexie, malgré les soins empressés de son collègue Moscati ¹. Ce triste événement, que suivit de près le décès d'un autre député, l'ancien ministre Arauco, fournit au moins aux représentants du Premier Consul l'occasion de témoigner publiquement leur respect pour la religion et ses ministres. L'église Saint-Nizier appartenant encore au culte constitutionnel, les obsèques du défunt furent, par les soins du préfet du Rhône, Najac, célébrées dans l'oratoire du collège des Jésuites, où siégeait la Consulte, au milieu d'une grande pompe officielle, avec l'assistance de neuf prélats cisalpins (5 janvier); puis le corps, enfermé dans un cercueil de plomb, partit le 9 pour Milan, où il devait être inhumé à la cathédrale.

Au milieu de ces préoccupations mondaines ou funèbres, Talleyrand ne perdait pas de vue l'objet de son voyage et la teneur de ses instructions. Dès son arrivée, il se mettait en rapport avec les membres de la Consulte « ordinaire » dont la mission semblait terminée, les persuadait, non sans peine, de subsister comme autorité distincte, leur faisait nommer (31 décembre) un « bureau de délibérations » pour centraliser les débats de l'assemblée, et obtenait encore de leur docilité (3 janvier) deux arrêtés qui en réglaient les limites et la forme. L'un proclamait comme base intangible des discussions ultérieures le projet constitutionnel précédemment approuvé à Paris et à Milan; l'autre confirmait la division de la Consulte extraordinaire en cinq sec-

¹ L. CODRONCHI, p. 725; *Nouvelles de Leyde*, 12 janv. 1802.

tions géographiques, dont il nommait les présidents et convoquait les membres pour le surlendemain¹.

Ces arrêtés devaient avoir une fortune fort différente. Le second, qu'un opposant irréductible, Giovio, tenta vainement de faire annuler comme émanant d'une autorité illégale, fut pourtant accepté sans trop de répugnance, soit parce qu'il était représenté comme l'expression de la volonté consulaire, soit parce qu'il répondait à l'inconsciente persistance des instincts particularistes, soit enfin parce qu'on y voyait une barrière contre les empiétements des « Olonistes ». — Par contre, Talleyrand fut moins heureux dans son projet de soumettre les délibérations futures de l'assemblée à la tutelle d'un corps à sa dévotion. Cette prétention rencontra auprès des députés une telle résistance² que, pour ne pas compromettre son œuvre, il estima prudent de ne point passer outre et de rester sur les premiers avantages obtenus. — Il résolut donc de laisser les cinq sections si péniblement constituées tenir leurs séances avec une liberté extérieure complète, mais sans négliger les précautions nécessaires pour en prévenir les effets. Il répéta encore une fois à leurs présidents que leur tâche consistait, non à corriger les textes constitutionnels soumis à leur examen, mais seulement à rédiger des lois organiques pour en faciliter l'application. Dans ses lettres à Bonaparte, il s'engageait à les empêcher de « divaguer » et surtout de « s'ériger en assemblée législative » ; à ne leur permettre que « de simples vœux sur des matières secondaires à traiter » ; à « les occuper un peu des personnes, de peur qu'elles ne s'occupassent pas trop des choses » ; enfin à « tirer les choses en longueur jusqu'à l'arrivée du Premier Con-

1. Aff. Étr. *Mém. Doc.* Italie, 34 ; CODRONCHI, p. 727.

2. VALDRIGHI, pp. 24, 29, 32 ; RUFFINI, 3 janv. ; lettre de Giannorini du 3 janv. reproduite par MARELLI ; lettre de Marescalchi à Canzoli du 1^{er} janv. 1802 (Arch. Milan, Era rep., XIII).

sul ». En présence des dispositions des députés, il se déclarait d'ailleurs impuissant à prolonger plus de quelques jours l'emploi de ces procédés dilatoires¹.

II

Restreints à d'aussi étroites limites, les débats des sections, conduits d'ailleurs avec une précipitation voulue, ne pouvaient présenter ni importance réelle, ni péripéties notables. Ils n'offrirent d'intérêt que par l'état d'esprit de ceux qui y prirent part².

Convoquées d'abord pour le 4, les sections ne purent se réunir que le 5, faute de locaux disponibles pour les recevoir. La première comprenait 128 Lombards, la seconde 120 Pontificaux, la troisième 105 Vénitiens, la quatrième 45 Modénais, et la dernière 42 Piémontais et Valtelins³, ayant respectivement pour présidents Melzi, Aldini, Bargnani, Paradisi et de Bernardi. Ceux-ci annoncent au début l'intention de se faire confirmer par les suffrages de leurs collègues le titre qu'ils tiennent de la volonté de Talleyrand, mais l'un d'eux⁴ ayant ingénument déclaré que, quoi qu'il arrive, leur nomination restera irrévocable, leur offre n'a d'autre effet que de provoquer parmi les députés de mélancoliques réflexions sur le degré de liberté qui leur est laissé. — Au cours de cette première séance, consacrée à l'organisation du

1. Lettres de Talleyrand à Bonaparte des 14 et 19 nivôse-4 et 9 janv. 1802 (Aff. Étr. *Corr. Lomb.*, 60.)

2. Les procès-verbaux des séances des sections se trouvent Arch. Vienne, 3. Ceux de la section romagnole ont été publiés (probablement d'après une copie) par ZANOLINI, I, 389-392; et ceux de la section vénitienne (d'après une copie existant à la bibliothèque Victor-Emmanuel de Rome) par CASINI, *Fonti*, pp. 227-241.

3. Ce total de 140 présents répond au chiffre qui a été indiqué plus haut comme représentant l'effectif des membres de la Consulte.

4. Paradisi, dans la section modénaise (RUFFINI, 5 janv.).

travail, d'autres incidents viennent mettre en lumière l'insignifiance du rôle réservé aux sections et leur impatience de l'élargir. Chez les Milanais, Pancaldi, Zanetti et Pecchio réussissent à enlever le vote d'une motion déclarant illégale toute autre réunion qu'une assemblée plénière de la Consulte : Melzi lui-même doit monter à la tribune pour adjurer ses compatriotes de ne pas se déjuger eux-mêmes en revenant sur ce principe de division qu'ils ont précédemment accepté¹. — Enfin les objections s'élèvent de toutes parts quand les présidents commencent à définir la tâche à remplir, telle qu'elle a été délimitée par Talleyrand. Certains députés protestent qu'ils ne peuvent commenter un texte sans l'examiner en lui-même, ni rédiger des règlements d'administration sans être d'accord sur le statut fondamental du pays. Le raisonnement paraît tellement probant qu'on finit par leur concéder la faculté d'émettre un avis sur les textes constitutionnels, mais sous forme de « réflexions » à soumettre au bon vouloir du Premier Consul. Des commissaires spéciaux, au nombre de 9 ou 15 par section, sont aussitôt nommés et chargés de rédiger dans le plus bref délai, et les observations promises, et les lois organiques demandées.

Ils se mirent à l'œuvre avec ardeur, mais dans des conditions de temps qui ne leur permettaient pas d'exécuter en conscience un travail de cette importance. Par crainte sans doute de leurs critiques, Talleyrand leur prescrivit en effet, dès le 6 janvier, de le terminer dans les 48 heures, sans admettre de leur part d'excuse d'aucune sorte. Sans se laisser déconcerter par la brièveté dérisoire de ce délai, ils besognèrent jour et nuit avec une rapidité héroïque pour terminer leur rapport à temps.

1. Marescalchi à Canzoli, 16 nivôse-6 janv. 1802 (Arch. Milan, Era rep., XIII) ; dépêche de Taglioretti, 19 janv. 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

La séance publique du 8, dans laquelle ils le soumi-
rent à leurs sections respectives, présenta le même ca-
ractère de précipitation. Au début, quelques députés
expriment le vœu de recevoir un exemplaire imprimé
de la constitution, dont ils ne possèdent pas le texte
exact, afin de pouvoir suivre au moins les amendements
sur lesquels ils auront à se prononcer. On leur répond
que c'est là une formalité inutile, que le temps presse
et qu'ils n'ont qu'à s'en rapporter à leurs mandataires.
Pendant quatre heures d'horloge, ils doivent alors en-
tendre la lecture d'une centaine d'articles constitution-
nels, accompagnés d'« observations » qu'ils votent à la
course, par assis et levé, faute du temps nécessaire pour
les discuter. — Elles présentaient le même caractère
qu'autrefois celles de la Consulte de Milan ou des con-
seillers italiens de Bonaparte à Paris. Laisser subsister
dans ses grandes lignes la complication du mécanisme
parlementaire de Roederer; réduire l'importance of-
ficielle du Président, en ramenant de 600 à 450.000 livres
le montant de son traitement et de 20 à 10 années la
durée de son mandat; multiplier les précautions pour
qu'aucun département ne possédât un nombre d'élec-
teurs, de députés ou de hauts fonctionnaires dispo-
sitionné au chiffre de ses habitants; réclamer pour eux
une complète uniformité administrative, économique
et judiciaire; protéger plus efficacement la liberté des
citoyens et remédier aux abus des naturalisations :
voilà à quoi se réduisaient les vœux adoptés par les sec-
tions. Ils trahissaient chez leurs auteurs la persistance
des mêmes préoccupations : une certaine indifférence
à la forme extérieure des institutions, la crainte des
empiétements du pouvoir exécutif, la tyrannie des
jalousies locales, et le souci constant des garanties
individuelles¹.

1. Cf. sur ces observations, outre les procès-verbaux des sections,
le résumé qu'en avait dressé Talleyrand dans un rapport au Premier

Cette séance se serait déroulée avec autant de monotonie que de rapidité si la question religieuse n'était venue l'animer un instant. Elle faisait l'objet de l'un des derniers articles de la constitution (n° 98 du projet primitif) rédigé en ces termes : « Tout citoyen peut pratiquer librement son propre culte; mais le culte catholique est le seul dont l'exercice soit public. » Les évêques de Ravenne, Cervia et Comacchio, dénoncèrent comme inconvenante la neutralité de ces formules, ainsi que l'emploi du même mot pour désigner l'hérésie et l'orthodoxie, à laquelle ils voulaient réserver le titre de « religion ». Ayant obtenu cette satisfaction de forme, ils eurent moins de succès en demandant que le catholicisme fût proclamé religion de l'État¹. Dans la section voisine, les prélats vénitiens virent également ajourner à l'arrivée du Premier Consul la discussion d'un mémoire qu'ils avaient rédigé sur les affaires ecclésiastiques. Enfin dans la section milanaise, il fallut arrêter aux premiers mots l'évêque de Lodi Beretta qui commençait à contester la légitimité de la vente des biens nationaux². Ces escarmouches sans conséquence présageaient des difficultés plus graves pour le jour où la question religieuse reviendrait en délibération, et serait traitée à fond.

Les sections tinrent le lendemain 9 janvier une troisième séance consacrée à la lecture des fameuses « lois organiques » nécessaires pour commenter et compléter la partie administrative des textes constitutionnels. Le temps ayant manqué aux commissaires

Consul du 24 nivôse-13 janv. (*Aff. Étr. Corr. Milan*, 60) ; dans une lettre à Canzoli du 9 janv., Marescalchi les qualifie d'« insignifiantes, frivoles ou empreintes des petites idées qui prévalaient autrefois ; mais, ajoutait-il, le Premier Consul rectifiera tout cela, avec sa manière supérieure de voir les choses en grand ».

1. CODRONCHI, p. 728.

2. Dépêche de Taglioretti, 19 janv. (*Arch. Berne, Corr. Milan*, 3391) et journal de l'évêque de Cervia (BOULAY DE LA MEURTHE, V, 39, note 3).

pour les rédiger, ils n'en purent soumettre que les « bases » à leurs collègues. — Comme la veille, ceux-ci eurent à émettre en trois heures les votes les plus hâtifs sur les affaires les plus diverses : notamment sur la réduction du nombre et des traitements des ministres, sur la retraite immédiate du gouvernement provisoire de Milan, sur la nécessité d'un retour au calendrier grégorien. Eux-mêmes paraissaient se faire peu d'illusions sur la valeur d'un travail aussi superficiel¹.

Après les avoir ainsi « occupés des choses », il ne restait plus à Talleyrand, pour exécuter son programme, qu'à les « occuper un peu des personnes² », en leur faisant établir les « listes de confiance » dans lesquelles seraient pris les électeurs, les députés et les hauts fonctionnaires de l'État. Bien que cette opération présentât peu de dangers de leur part, il chercha à la précipiter par les moyens qui lui étaient familiers, de manière à obtenir, s'il le pouvait, un vote sans discussion. — Dès le 10 janvier, les sections convoquées de nouveau reçoivent de leurs présidents respectifs l'invitation de désigner chacune les 120 personnes les plus dignes à leurs yeux de faire partie du futur Corps législatif; en vain quelques députés objectent que c'est là une besogne délicate, exigeant trop de réflexion pour être improvisée en une séance. — Comme Talleyrand réclame les listes demandées pour le soir même, il ne leur reste qu'à rédiger leurs bulletins pour le vote, qui a lieu aussitôt par appel nominal. Le dépouillement du scrutin donnant un total général de 600 noms et, l'effectif du Corps législatif n'étant prévu qu'à 60 membres, on voit que ce simulacre de consul-

1. RUFFINI, VALDRIGHI, 9 janv.; CODRONCHI, p. 729.

2. « Le choix des membres du gouvernement est celui qui les occupe le plus, et c'est cependant celui sur lequel ils seraient eux-mêmes le plus indécis; chaque parti porte en secret son candidat. » Talleyrand à Bonaparte, 19 nivôse-9 janv. 1802 (Aff. Étr., *Corr. Lomb.* 60).

tation laissait au Premier Consul une liberté de choix presque illimitée. La même procédure devait être employée pour les 700 places d'électeurs à pourvoir; mais comme cette fois les sections avaient chacune 1.400 candidats à désigner, elles nommèrent dans leur dernière séance (14 janvier) des commissaires chargés de préparer un travail aussi considérable. Entre temps l'arrivée de Bonaparte vint les en décharger et mettre fin à leur existence séparée.

Leurs efforts ne s'étaient donc manifestés jusque-là que par des vœux sans portée et des opérations sans spontanéité. Ils n'avaient servi qu'à remplir le vide de ces journées d'attente, en donnant à la Consulte l'illusion d'une occupation utile. En ce sens, les résultats obtenus étaient conformes aux vues de Talleyrand. Les députés n'en éprouvaient que plus ardemment le désir de voir enfin arriver le Premier Consul, dont la présence seule pouvait animer leurs délibérations. — Quand bien même ce sentiment ne leur eût pas été inspiré par la conscience de leur situation, les spectacles qu'ils avaient sous les yeux auraient suffi à le leur communiquer. Sortant de sa torpeur, la ville présentait à leurs yeux l'animation d'une capitale et l'aspect d'un camp, car Bonaparte devait y venir étudier les besoins des régions voisines, ainsi que ceux du commerce local, et y passer en revue l'armée récemment débarquée d'Égypte. On avait vu y arriver successivement : le 3 janvier, Murat après un court séjour fait à Paris; le 4, un détachement de la garde consulaire chargé du service d'honneur; le 6, le ministre de l'Intérieur, Chaptal, accueilli par des salves d'artillerie; le 9, Moncey, inspecteur général de la Gendarmerie, précieux à consulter en raison de son récent séjour dans la Cisalpine¹; puis une vingtaine de préfets du Midi, des délé-

1. *Nouvelles de Leyde* des 1, 12, 15 et 22 janvier 1802.

gations des municipalités ou sociétés savantes voisines, enfin un nombre d'étrangers assez considérable pour doubler en quelques jours celui des habitants. — C'était dans les rues une affluence de promeneurs, un perpétuel va-et-vient de voitures et de courriers, une foule bariolée où se mêlaient l'habit brodé des hauts fonctionnaires, les uniformes déguenillés des vétérans d'Égypte, le frac bleu et le panache azur et blanc des jeunes Lyonnais, qui se formaient en garde d'honneur montée pour escorter Bonaparte. Chaque journée amenait avec elle un nouveau spectacle : tantôt la revue générale des troupes de la garnison (5 janvier), tantôt la réception solennelle des autorités par Chaptal (7), tantôt enfin l'achèvement de préparatifs matériels poussés avec une activité fébrile. Sur le pont de pierre, par où devait passer le Premier Consul, se dressait un arc de triomphe imité de celui de Septime-Sévère à Rome. Sur la place Bellecour, qui portait son nom depuis qu'au retour de Marengo il avait posé la première pierre de ses façades reconstruites, s'élevait également un édifice à trois portiques, surmonté d'un quadrigé, et portant une dédicace à « Bonaparte pacificateur ». A l'intérieur de l'Hôtel de ville, transformé pour la circonstance en « Palais du Gouvernement » on plaçait en hâte de pompeuses inscriptions de bienvenue¹. C'est au milieu de cette atmosphère d'attente, de travail et d'espoir que les députés cisalpins avaient tenu leurs dernières séances de sections. Tout respirait autour d'eux l'impatience qui les agitait eux-mêmes. Le 9 janvier enfin, on leur annonça pour le surlendemain l'arrivée de celui dont la parole devait dissiper leurs incertitudes et la volonté arrêter leurs destinées.

1. Le texte en est reproduit dans DE CASTRO, *Milano durante la dominazione napoleonica*, p. 25.

CHAPITRE V

LA CONSULTE DE LYON SOUS LA PRÉSIDENTENCE DE BONAPARTE

- I. Raisons extérieures ou intérieures qui retiennent le Premier Consul à Paris et retardent son arrivée à Lyon. — Son entrée dans cette ville (11 janvier).
- II. Il reçoit d'abord l'ensemble de la Consulte, puis les diverses catégories de députés. — Son attitude à leur égard. — Impression produite sur eux.
- III. Adoption définitive des textes constitutionnels. — Règlement des affaires religieuses. — Négociations à ce sujet entre Bonaparte et les députés ecclésiastiques. — Après une menace de rupture, elles conduisent à la rédaction d'une « loi organique sur le clergé italien », qui règle provisoirement les rapports de l'Église et de l'État.
- IV. Le choix du personnel de gouvernement et du chef de l'État. — Tactique suivie par Bonaparte pour faire triompher ses vues. — Réunion plénière de la Consulte (20 janvier) et formation d'une commission électorale de 30 membres. — Opérations des Trente (21-24 janvier) — Malgré les sollicitations de Marescalchi, ils choisissent Melzi comme président. — Mécontentement du Premier Consul à cette nouvelle; ils reviennent alors sur leur décision et l'élisent à la place de Melzi. — La Consulte ratifie en séance générale (25 janvier) ce choix, qui doit être proclamé le lendemain. — Pour y rallier les esprits, Bonaparte décide de s'adjoindre Melzi comme Vice-Président et de donner à la République le nom d'Italienne. — Séance de clôture (26 janvier). — Dernières mesures et départ du Premier Consul.
- V. Impression produite à Paris et à Milan par les travaux et les résultats de la Consulte. — Appréciation finale.

Les espérances qui reposaient sur l'arrivée de Bonaparte ne devaient point être déçues. Il allait déployer

à Lyon cette promptitude de création que ses partisans admiraient comme la preuve la plus éclatante de son génie et que ses envieux dénonçaient comme la principale faiblesse de ses œuvres civiles. Quinze jours en effet lui suffirent pour terminer un travail d'organisation qui traînait depuis des semaines, pour entrer en relations personnelles avec les députés, régler la question religieuse, proclamer la Constitution, composer les grands corps de l'État, et donner à la Cisalpine un chef, un gouvernement et un titre nouveaux. Arrivé le 11 à Lyon, il en repartait le 27 comme Président de la République italienne.

I

S'il s'était fait si longtemps attendre, ce n'était pas pour se faire plus ardemment désirer, comme on lui en a prêté le calcul, ni même pour laisser la Consulte, livrée à elle-même, étaler ses divergences d'opinion. En réalité il comptait être à Lyon dès le milieu de décembre¹; d'impérieuses nécessités de politique extérieure ou intérieure retardèrent seules son départ pendant près d'un mois. — C'étaient en premier lieu les négociations d'Amiens, plus épineuses qu'il ne se le figurait. A ce moment, il tentait précisément d'en brusquer la conclusion et de signer un traité de paix où aurait figuré la reconnaissance de la Cisalpine par l'Angleterre. Apportant cette nouvelle à la Consulte comme don de joyeux avènement, il serait apparu à Lyon avec le triple prestige du restaurateur de l'industrie nationale, de l'organisateur de l'Italie et du pacificateur du continent. La tentative échoua, mais elle ne l'en avait pas moins retenu à Paris par la nécessité

1. Cobenzi à Colloredo, 30 nov. 1801 (BOULAY DE LA MEURTHE, IV, 430).

de rester à portée d'Amiens. — Dans la politique intérieure, il constatait en même temps quelques symptômes d'irritation parmi ses propres partisans et une recrudescence d'hostilité parmi les adversaires de son pouvoir. Les généraux se plaignaient de se voir négligés, et la disgrâce de Lannes, commandant de la garde consulaire, avait du retentissement jusqu'en province. La cherté du pain entretenait dans le peuple un mécontentement dont les jacobins et les émigrés profitaient pour afficher des pamphlets sur les murs et jeter à l'eau un buste de Bonaparte¹. Des bruits alarmants sur la sûreté de l'État circulaient dans le public, se propageaient jusqu'à Londres et trouvaient un écho jusque dans la famille du Premier Consul, qui le pressait de ne pas quitter Paris en temps de crise. Lui-même faillit se rendre à ces représentations et appeler auprès de lui les députés cisalpins. — Enfin l'opposition parlementaire gagnait chaque jour en hardiesse. Après avoir combattu pour une question de forme le traité de paix avec la Russie, le Tribunat notamment adressait aux premiers titres du Code civil des critiques tellement virulentes qu'elles en rendaient le vote impossible. Bonaparte ne voulut pas s'absenter avant d'avoir fait retirer, pour éviter un échec humiliant, le projet tout entier (3 janvier) et d'avoir concerté avec le Sénat l'épuration du Tribunat lui-même, ainsi que du Corps législatif. Ce résultat obtenu, les mêmes considérations qui avaient jusqu'alors retardé son voyage semblaient de nature à le précipiter. Il importait en effet pour lui que les acclamations des départements méridionaux vinssent répondre au « tocsin du Tribunat » pour en étouffer le bruit². Il se mit donc en route le 8 janvier à minuit.

Si les nécessités de la politique avaient ajourné

1. BOULAY DE LA MEURTHE, IV, 451, 516 et 522.

2. ROEDERER, *Œuvres*, III, 427, 491, 493.

la date de son départ, les rigueurs de la saison reculèrent bien au delà du terme prévu celle de son arrivée. Le mauvais état des routes couvertes de neige ne le fit arriver à destination qu'après 60 heures de voiture¹. Cette lenteur permit aux habitants des campagnes qu'il traversait de venir l'acclamer à son passage, mais imposa aux Lyonnais une attente qu'un froid sibérien rendit particulièrement pénible. — Les préparatifs de sa réception avaient commencé dans leur ville, le lundi 11 janvier, dès la matinée. Tandis que l'infanterie se massait sur la place des Terreaux ou se disposait en haie le long des rues, deux régiments de dragons, accompagnés de 150 jeunes Lyonnais à cheval, allaient retrouver à une lieue de la ville, au bout du faubourg de Vaise, les autorités civiles qui s'y étaient rendues sous la conduite de Chaptal. A deux heures et demie de l'après-midi, elles furent rejointes par Talleyrand amenant avec lui une députation de la Consulte. A chaque instant d'ailleurs des voitures amenaient du centre de la ville des curieux ou des personnages officiels². Alors commença pour les assistants une période de mortelle attente qui devait se prolonger jusqu'à la nuit tombée.

Pendant ce temps, les députés cisalpins restés à Lyon se mêlaient à la foule, dont ils partageaient les impressions et les impatiences. Poussés hors de chez eux par la curiosité, chassés de la rue par la neige et le verglas, la plupart finirent par se réfugier dans les cafés. A six heures seulement des grondements de canons très lointains signalent l'approche de Bonaparte; à huit les détonations plus fortes de la batterie de la Guillotière annoncent son arrivée à l'entrée du faubourg. En ville, l'énervement fait place à l'allégresse; les habitants allument les lampions depuis longtemps

1. *Corr.*, VI, N° 5916, 5917.

2. *Nouvelles de Leyde*, 22 janvier 1802.

préparés, et les rues s'illuminent en un instant. Bientôt le bruit d'immenses acclamations, le piétinement des chevaux sur le pavé, la lueur des torches portées par des cavaliers attirent tout le monde aux fenêtres. Les députés voient défiler devant eux, aux cris répétés de « Vive Bonaparte ! » toutes les troupes à cheval, puis l'escadron d'honneur lyonnais entourant trois carrosses ; dans celui du milieu, qu'encadrent deux généraux, se trouve le Premier Consul, avec sa femme et son secrétaire Bourrienne ; derrière, une centaine de véhicules ramènent les autorités¹. L'affluence de la foule empêcha le cortège d'arriver avant neuf heures à l'Hôtel de ville ; là, un orchestre d'amateurs saisit le moment où Joséphine descendait de voiture pour exécuter l'air populaire : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?* « L'application était heureuse, dit un contemporain, et elle fut vivement appréciée. » Aussitôt Bonaparte monte se reposer dans ses appartements ; il y reçoit, pour de très courts instants, Talleyrand, Chaptal et l'archevêque de Ravenne, Codronchi, membre de la députation cisalpine qui s'était portée à sa rencontre, mais que la précipitation de son arrivée avait empêchée de se faire présenter².

Bien que son voyage eût coïncidé avec une recrudescence de froid assez forte pour faire geler la Saône et même le Rhône, les rigueurs de la température n'arrêtèrent pas les réjouissances officielles, dans lesquelles les membres de la Consulte ne furent pas oubliés. — Le 12, ils étaient présents au théâtre à une brillante soirée de gala ; témoins des interminables ovations qui accueillirent l'entrée de Bonaparte dans la salle, ils éprouvaient la surprise de trouver quelques allusions

1. Détails extraits d'une lettre de Berti à Malvezzi (13 janv.), contenant une description très vivante de l'entrée de Bonaparte. Mêmes détails, moins circonstanciés dans RUFFINI, 11 janvier.

2. CODRONCHI, *op. cit.*, pp. 729-730.

flatteuses à leur pays dans la cantate de circonstance intercalée au milieu de la représentation de *Mérope*. Le lendemain, leurs présidents de section devenaient, avec Marescalchi, les convives de Talleyrand ; quelques-uns d'entre eux, notamment l'évêque de Cervia, Bellisomi, prenaient place à la table consulaire. Le 14, ils étaient tous invités à une fête « très distinguée », mais un peu confuse, offerte par la ville à son hôte ; le 20 janvier enfin, ils recevaient 200 billets d'entrée pour un autre bal donné par le commerce lyonnais en l'honneur de Joséphine ¹.

II

Ces divertissements obligés n'avaient pas empêché le Premier Consul de s'occuper dès son arrivée de leurs affaires. Il ne devait pas toutefois réaliser immédiatement le vœu qu'un député exprimait en ces termes aussitôt après son entrée à Lyon : « Demain peut-être commencera à se déchirer le voile qui couvre tous nos yeux ². » Fidèle à son habitude de ne rien entreprendre sans enquête personnelle préalable, et de ne rien décider sur les choses sans s'être renseigné à fond sur les hommes, il arrivait à Lyon avec la volonté arrêtée de ne toucher aux institutions de la Cisalpine qu'après être entré en contact direct avec ses représentants. Il allait consacrer une semaine à conférer avec eux, soit dans des audiences particulières, soit dans des réceptions collectives, pour bien pénétrer leur état d'esprit, mesurer exactement leurs besoins, et déterminer quel degré de confiance et de capacité présentaient les personnalités les plus éminentes de la Consulte. C'était

1. *Corr.*, V, 5918 à 5923, 5927 ; *Nouvelles de Leyde*, 26 janv. et 2 fév. 1802 ; CODRONCHI, p. 730.

2. VALDRIGHI, p. 38.

d'abord pour lui le seul moyen de pouvoir procéder avec des données suffisantes aux premières nominations, qu'il s'était réservées. Il trouvait à cette méthode l'avantage de se faire connaître lui-même des députés, d'exercer sur eux l'ascendant de sa présence et de sa parole et d'amener les plus récalcitrants à ses volontés, en essayant tour à tour de les entraîner par ses conseils, de les intimider par ses menaces ou de les séduire par ses promesses. — Au cours de ces conférences presque quotidiennes, il devait se révéler tel qu'il s'était montré en France, dans ses rapports avec les assemblées parlementaires : orateur pressant et questionneur infatigable ; insatiable de chiffres exacts, de renseignements détaillés, de faits positifs ; se plaisant aux interrogations brusques, aux apostrophes déconcertantes, aux monologues ininterrompus ; se dérobant par des assurances vagues ou des aperçus généraux aux questions trop précises sur ses projets ; également prodigue d'attentions personnelles envers les individus ou d'avertissements sévères à l'adresse des partis et des corps constitués ; usant et abusant enfin des moyens de persuasion qui lui avaient réussi avec ses compatriotes, et qu'il supposait plus efficaces encore avec des étrangers, presque des vassaux, dont il était le seul espoir et le seul appui¹.

Il trouve naturellement à appliquer son programme d'action et d'information personnelle lorsqu'il se fit présenter les autorités, au lendemain de son arrivée. La Consulte avait sa place marquée dans ses réceptions (12 janvier). Convoqués pour trois heures de l'après-midi à l'Hôtel de ville, ils s'y rendirent par un froid de treize degrés, qui leur faisait prendre en commisération l'immobilité des sentinelles. Au lieu

1. BOTTA, *Storia d'Italia dal 1789 al 1814*, liv. XXI, a rendu de façon expressive l'impression d'ensemble que Bonaparte avait laissée aux députés de Lyon.

de paraître en corps devant le Premier Consul, ainsi qu'ils l'espéraient, ils éprouvèrent une dernière fois le désagrément de se voir rangés, comme auparavant chez Talleyrand, en sections géographiques introduites successivement dans la salle d'audience¹.

Revêtu d'un habit de velours violet brodé d'or, offert par le commerce local, Bonaparte leur donna l'impression d'être de meilleure humeur et en meilleure santé que lors de son premier séjour dans leur pays. Il leur parla longuement dans leur langue maternelle, mais en se bornant à développer, avec de légères variantes d'images ou d'arguments, quelques thèmes uniformes devenus presque des lieux communs : notamment la nécessité de conserver le protectorat français et d'oublier toutes les divisions passées. — Aux Lombards, il fit peur de l'Autriche; aux Modénais, il promit son appui s'ils le méritaient par une étroite union : « Autrement, ajoutait-il en reprenant une comparaison familière, employée autrefois déjà à Bologne, si vous commencez à vous manger entre vous, il viendra un chien plus gros, qui vous dévorera à votre tour; et, si ce chien doit venir, mieux vaut que ce soit la France que l'empereur d'Autriche. » Il félicita les Bolonais de la belle conduite de leur garde nationale pendant la campagne de 1800, mais non sans les presser de renoncer à leurs prétentions particularistes. Avec les Vénitiens, il s'abandonna davantage; s'étant adressé à eux avec cette expression : « Vous autres Cisalpins » il se reprit aussitôt pour dire : « Vous autres Italiens². » Il leur laissa également entendre, en termes d'ailleurs fort couverts, que les frontières de leur République s'élar-

1. Les récits les plus complets de cette audience sont ceux de Berti (lettre à Malvezzi du 13 janv.) et de VALDRIGHI, pp. 38-40; cf. également la lettre de Marescalchi à Cánzoli du 12 janvier. (Arch. Milan, Era rep., XIII).

2. Dépêche de Cattaneo du 26 janvier (Arch. Gênes, *Corr.* Milan, 27).

giraient un jour¹. Interprétées comme une promesse ou au moins une espérance d'agrandissement, ces paroles vinrent à point pour relever ce que ses précédentes déclarations comportaient de trop vague, ou même de « peu intéressant », selon l'expression d'un député.

Plus significative encore parut son attitude envers les représentants du clergé. S'il leur recommanda pour la forme la fidélité à la République et à ses lois, il leur prodigua, avec de bonnes paroles, des marques d'attention dont ils étaient depuis longtemps déshabitués. On remarqua particulièrement son entretien avec l'évêque de Cervia, Bellisomi, qui représentait aussi Imola, l'ancien siège épiscopal de Pie VII. Bonaparte saisit cette occasion pour faire l'éloge public du nouveau Pape, se déclarer son ami, et ajouter qu'il considérait la « religion catholique, apostolique et romaine » comme la base de la constitution future. Il n'en fallut pas plus pour provoquer parmi les prêtres un « contentement inexprimable² », qu'ils ne cherchaient même pas à cacher, et parmi quelques députés laïques la crainte d'une réaction religieuse assez prononcée pour inquiéter les possesseurs de biens nationaux.

Mais, si ses déclarations générales étaient diversement commentées, ses entretiens personnels avec les députés devaient leur laisser une impression unanime de stupéfaction admirative. Il semblait en effet avoir mis une sorte de coquetterie à y étaler, pour les éblouir, toutes les ressources de sa prodigieuse mémoire. Non seulement il reconnaissait à première vue ceux qui l'avaient autrefois approché, mais il leur rappelait des particu-

1. Dépêche de Taglioretti du 23 janv. 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391). Cf. LOMBARDI (1^{er} fév.). « Bonaparte dit, en discourant académiquement, que Venise serait unie à la République et que, si l'Empereur voulait faire la guerre pour cela, il irait dormir lui-même dans le lit de l'Empereur. »

2. Caprara à Consalvi, 24 janv. (BOULAY DE LA MEURTHE, IV, 564) ; Marescalchi à Canzoli, 12 janv. (Arch. Milan, *Era rep.*, XIII). Cf. CODRONCHI, p. 730.

larités oubliées d'eux-mêmes. En voyant passer Bentivoglio de Ferrare, il lui disait : « C'est dans votre maison que je me trouvais lors du tremblement de terre ! » A Paradisi, à peine entrevu pendant la première campagne d'Italie, il exprimait ses regrets de le trouver vieilli. Aux Bolognais, il demandait des nouvelles des notables de leur ville, dont il citait les noms. Il entamait avec le vicaire général de Modène une discussion dans laquelle il montrait connaître mieux que lui l'administration temporelle du diocèse. — Éblouis par cette impeccable fidélité de souvenirs et cette constante présence d'esprit, les députés éprouvaient à l'entendre, les uns l'orgueil de se croire particulièrement distingués par lui, et les autres le même sentiment qui avait inspiré deux ans auparavant la fameuse exclamation de Sieyès : « Nous avons un maître ; il sait tout et il peut tout ! » De ce premier contact Bonaparte obtenait donc le résultat espéré ; sans rien livrer de ses projets, il avait fortement établi le prestige de sa personne.

Après s'être ainsi imposé, il lui restait à se renseigner plus complètement lui-même sur les hommes et les choses de la Cisalpine, qu'il ne connaissait encore que par des souvenirs ou des rapports. La présentation générale de la Consulte ayant eu la rapidité d'un défilé et l'apparat d'une cérémonie officielle, il résolut, pour travailler utilement, d'en recevoir séparément les diverses catégories ; il aurait ainsi le loisir d'interroger longuement les députés et de leur demander l'expression écrite de leurs vœux.

Il inaugura cette nouvelle série de réceptions par celle des officiers, que le général Lechi introduisit auprès de lui, le 15 janvier, dès 7 heures du matin. Il connaissait mieux que personne, pour l'avoir autrefois fondée, les tristes conditions de l'armée cisalpine ; 8.000 hommes seulement comme effectif, un fort con-

tingent de Polonais comme appoint, l'enrôlement volontaire comme unique source de recrutement, des vagabonds ou des déserteurs comme soldats, des généraux improvisés comme chefs. Il se borna à demander aux représentants de ces malheureuses troupes quelques précisions sur les lacunes de leur organisation, et les congédia avec de brèves paroles d'encouragement; il ajournait à plus tard et réservait à lui seul la régénération militaire du pays¹.

Les ecclésiastiques succédèrent aux officiers dans son cabinet. Son entrevue avec ceux-ci n'avait été qu'une formalité, ses conférences avec ceux-là allaient devenir un événement. Par le développement et l'importance qu'elles prirent aussitôt, elles méritent d'être exposées en détail, et à part, avec l'histoire religieuse de la Consulte.

Après les membres du clergé, les grands propriétaires représentaient l'élément social qu'il était à la fois le plus malaisé et le plus urgent de rallier à la République. Aucune classe n'avait souffert davantage de la Révolution; aucun gouvernement ne pouvait s'enraciner dans le pays sans obtenir d'abord son concours. Pour se l'assurer, Bonaparte avait réservé aux représentants des notables une part prépondérante dans la Consulte. Lorsqu'il les reçut (16 janvier), il s'apprêta à les entendre avec un intérêt particulier.

Il commença pourtant, selon son habitude, par les étourdir sous un flot de questions précises, importantes pour lui, indifférentes pour eux, auxquelles ils ne répondirent que pour entreprendre l'exposé de leurs griefs. Il se déclara prêt à en prendre connaissance, mais à la condition d'en recevoir l'expression écrite, et d'en conférer avec un nombre de députés assez restreint pour pouvoir les discuter à fond. Sur ses indi-

1. Récit de l'entrevue dans RUFFINI, 15 janvier.

cations, ils nommèrent alors, à raison d'un par département, une commission de 12 membres, dont le rapporteur fut l'avocat Salina de Bologne. Celui-ci rédigea en quelques heures un mémoire très court, mais concluant, nourri de chiffres, pressant de forme; résumant avec une indignation contenue toutes les misères du pays : pour l'État, l'appauvrissement progressif de la population, l'excès des impôts, dont le total atteignait 200 millions en 18 mois, le gaspillage des biens nationaux, l'abus toujours renouvelé des réquisitions militaires; pour les riches, les mesures d'exception qui rendaient les six plus imposés de chaque département pécuniairement responsables, sous peine de contrainte à main armée, de la rentrée totale de la taxe foncière, et la triste situation de certains députés, qui avaient quitté leurs foyers au moment où les garnisaires y pénétraient; pour la masse même des citoyens, l'obligation vexatoire de loger les troupes françaises, le scandale offert par le spectacle de religieux réduits à la mendicité, faute de recevoir la pension promise, enfin le « frémissement d'indignation éprouvé à la vue d'une telle infinité d'employés, sans patrie, sans talents, sans moralité¹ ».

Absorbé par ses audiences aux autorités françaises, le Premier Consul ne put recevoir les auteurs de ce mémoire que le 20 janvier. Du moins leur témoigna-t-il son intérêt pour leur œuvre en les retenant de dix heures du soir à quatre heures du matin. L'un d'eux, Guicciardi, lui donna lecture du mémoire, auquel les autres ajoutèrent le plus éloquent des commentaires par leurs réponses aux interminables questions qu'il leur adressa. Le comte Arrivabene, de Mantoue, lui déclara, à son grand étonnement, que la révolution avait abouti à rendre plus lourd le poids des impôts².

1. Ce mémoire a été reproduit dans ZANOLINI, I, 387.

2. ARRIVABENE, *Memorie*, I, 10.

Un autre député s'écria plaisamment que, dans l'état actuel des choses, il en était arrivé à souhaiter le retour de la guerre. « Comment ! de la guerre ? » repartit Bonaparte étonné. — Oui, de la guerre, parce qu'alors on ne me prend que ce que je possède, tandis qu'en temps de paix on me réclame même ce que je n'ai pas. » La boutade fit sourire le Premier Consul qui parut, sinon l'approuver, au moins la comprendre. Il mit fin à l'audience en assurant ses interlocuteurs de son bon vouloir et en les priant même de lui préparer des projets de décrets sur les réformes qui leur tenaient le plus à cœur¹.

Après les propriétaires et les ecclésiastiques, il n'eut garde d'omettre dans la série de ses réceptions les autres catégories de la Consulte, qui représentaient également à ses yeux, quoique à un moindre degré, des intérêts importants à ménager ou des sources d'informations précieuses à utiliser. Les délégués des Chambres de commerce lui furent présentées le 16. Ayant bénéficié du déplacement des fortunes privées opéré par la révolution, ils avaient des vœux à exprimer plutôt que des plaintes à formuler. S'étant bornés à demander des garanties d'ordre public et de stabilité douanière, ils se virent invités à nommer une commission de trois membres chargés de résumer leurs désirs dans une note écrite².

Le lendemain 17, ce fut au tour des magistrats et des universitaires d'être introduits dans le cabinet consulaire. Auprès des premiers, Bonaparte s'informa de la diversité des régimes judiciaires avant 1796, et s'étendit ensuite sur la nécessité de substituer la simplicité d'une règle uniforme à la confusion des juridictions et des codes restés en vigueur³. Aux seconds, il témoi-

1. RUFFINI, 16 janv.

2. RUFFINI, 16 janv.

3. VALDRIGHI, p. 65.

gna une froideur qu'expliquait peut-être sa défiance croissante à l'égard des « idéologues ». Il ne leur promit de favoriser l'enseignement que pour leur recommander aussitôt la déférence envers les ministres du culte, et ne leur parla de leurs travaux personnels que pour instituer un parallèle désobligeant entre la science française et la science italienne, dépourvue d'après lui de représentants comparables à un Laplace ou à un Lagrange (il oubliait que ce dernier était Piémontais). Quelques jours après, l'astronome Cagnoli, invité à sa table, provoquait par son costume à l'ancienne mode les railleries trop peu dissimulées de son entourage, et croyait apercevoir sur ses lèvres un sourire ironique lorsqu'il lui déclarait, en réponse à une de ses questions, travailler à un catalogue des étoiles¹. Aussitôt colportées et commentées par la curiosité publique, ces petites anecdotes étaient interprétées comme une preuve de la défaveur dans laquelle tombait la classe des intellectuels.

Cette série de réceptions se termina le 20 janvier par celle des officiers de la garde nationale. Il en avait retiré les avantages qu'il en espérait, car elles lui avaient servi, soit à établir son prestige personnel, soit à préciser ses idées sur les besoins du pays et les vœux de ses représentants. Arrivé ainsi à pied d'œuvre, il ne pouvait plus ajourner les résolutions finales sans décevoir une fois de plus l'attente des députés, et sans développer en eux un sentiment de malaise moral que l'un d'eux caractérisait en ces termes (20 janvier) : « Vous voulez savoir, écrivait-il, quelles sont les occupations de la Consulte ? Présentations, audiences, formation de comités et de commissions, dîners et fêtes... et rien de plus. Tout cela ne nous rapproche pas de notre objectif suprême, de cette féli-

1. LOMBARDI, 1 et 7 fév. 1802.

cité publique après laquelle nous soupérons. Mais à quoi servent ces aspirations, sans les moyens de les réaliser ? Seul Bonaparte, créateur et conquérant de la Cisalpine, peut prendre les mesures qui nous libéreront de tant de maux et nous rendront l'ordre si ardemment désiré¹. » Comme s'il eût entendu cet appel, le Premier Consul, pressé lui-même de retourner à Paris, s'apprêtait à accélérer les travaux de l'assemblée en faisant succéder à la période des enquêtes celle des décisions.

III

Autant l'une avait paru longue, autant l'autre devait être précipitée. Elle suffit en effet à régler, en moins d'une semaine, les trois grandes affaires dont la solution restait en suspens : la constitution politique de la Cisalpine, — son organisation religieuse, — et enfin la nomination de son gouvernement.

Présenté aux députés comme invariable dans ses grandes lignes, le texte constitutionnel ne pouvait, en lui-même, donner lieu à de longues controverses. Les « réflexions » qu'il avait suggérées aux sections chargées de l'examiner furent soumises au Premier Consul le 17 janvier, et discutées par lui pendant toute l'après-midi. Il apporta lui-même au projet quelques changements propres à en accentuer encore les caractères distinctifs ; ils tendaient en effet à immobiliser la souveraineté dans les collèges et à concentrer toute l'autorité entre les mains du Président. — D'une part, Bonaparte attribuait à ce dernier des pouvoirs presque égaux

1. VALDRIGHI, p. 44. Cf. ce passage d'une lettre de Cicognara à sa femme, en date du 19 janvier (*Memorie*, I, 218) : « Ce retard a servi aussi à connaître les différents partis, à les dessiner, à les multiplier, à les dominer, et à produire en nous un sentiment de lassitude et d'ennui tel que nous n'en avons pas encore éprouvé de pareil. »

à ceux dont il était lui-même revêtu en France, lui faisait adjoindre un Vice-Président et fondait en un seul les deux Conseils consultatifs chargés d'abord de l'assister. — D'autre part, il enlevait à la masse des citoyens le droit, qui leur était encore reconnu dans le texte primitif, de former une liste de notabilités nationales, où seraient obligatoirement recrutés les grands corps de l'État. Par la disparition de ce dernier reste de consultation populaire, les collèges électoraux, n'étant plus limités dans leurs choix, devenaient les uniques organes de la volonté nationale¹. Quel que fût leur sentiment intime sur la valeur de ces changements, les présidents de section ne songèrent pas à les contester; ayant voté sans conviction l'ensemble du projet constitutionnel, ils en voyaient sans résistance modifier les détails.

Le règlement des affaires religieuses devait présenter plus de difficultés. On a vu précédemment quelle en était la nature, et quels problèmes elles soulevaient. Pour les traiter et les résoudre à leur avantage, les députés ecclésiastiques à la Consulte semblaient pleins de confiance dans les bonnes dispositions du Premier Consul. Le souvenir toujours vivace de sa fameuse allocution aux curés de Milan, la part importante qu'il leur faisait dans la composition de l'assemblée, l'agréable surprise de trouver à Lyon une église réservée, par une délicate attention de sa part, à leur usage particulier, enfin les honneurs officiels rendus par ses fonctionnaires à la dépouille de l'archevêque de Milan leur avaient inspiré, dès le 5 janvier, la rédaction d'une adresse dans laquelle ils lui exprimaient, avec leur gratitude, leur espoir dans sa constante bienveillance². — Confirmés dans ces sentiments par les égar-

1. Marescalchi à Canzoli, 15 et 18 janvier 1802 (Arch. Milan, Éra rep. XIII).

2. Texte dans BOULAY DE LA MEURTHE, V, 36.

dont il les combla lors de la présentation générale de la Consulte, ils ne doutaient pas du succès de leur démarche, lorsqu'il fallut passer des paroles aux actes, et qu'ils vinrent le 15 janvier au matin, soumettre à son examen leurs revendications. Comme il arrivait d'ordinaire à ceux qui espéraient beaucoup de lui, leur attente ne devait être qu'à moitié remplie. Ils le trouvèrent en effet assez accommodant sur les questions de principe, mais intraitable sur les questions d'intérêt. — Il leur promit bien, en échange de leur soumission aux lois, ce qui leur tenait le plus à cœur : un changement de politique à leur égard, sanctionné par la conclusion prochaine d'un Concordat, la garantie des biens restés en leur possession, l'exercice public de leur culte, la tolérance pour les congrégations encore existantes, des pensions pour les membres de celles qui avaient disparu. — Mais lorsqu'ils voulurent lui demander en outre le rétablissement des évêchés et des couvents supprimés sous la Révolution, cette tentative de retour au passé rencontra de sa part une résistance que leurs plus pressantes adjurations ne réussirent pas à ébranler. En vain lui représentèrent-ils l'avantage que beaucoup de petites villes tiraient de la présence d'un évêque et d'un chapitre; en vain Mgr Bellisomi, de Cervia, rappela-t-il, non sans éloquence, les services rendus autrefois par les monastères à la société civile : œuvres de bienfaisance, marais défrichés, prêts consentis aux municipalités dans les temps d'épreuve. — Le Premier Consul répondit sur un ton catégorique, presque agressif : qu'il ne pourrait rétablir les anciens évêchés sans leur rendre pour les doter, des biens nationaux, dont l'inaliénabilité devait rester intangible; et que d'autre part il se souciait peu de favoriser les moines, ces « agents de police du Pape » toujours prêts à « lui tirer dans le dos ». Il s'empressa d'ailleurs de couper court à la discussion, en demandant aux députés ecclé-

siastiques de nommer un comité de neuf membres, avec lesquels il pourrait la reprendre. L'élection eut lieu aussitôt dans une salle voisine et fit tomber ses choix sur des représentants de tous les intérêts et de toutes les régions. Composé de 3 évêques (Ravenne, Lodi et Crémone), de 3 vicaires généraux (Milan, Bologne, Brescia) et de 3 curés (Milan, Ferrare et Faenza), présidé par Bellisomi, le Comité demandé se présenta le même soir à dix heures au Premier Consul. Celui-ci, après en avoir accueilli les membres avec son affabilité coutumière, dicta sous leurs yeux à Talleyrand une note à laquelle il les pria de répondre, après entente avec leurs commettants¹.

Ce document, qui servit de base à tous les pourparlers ultérieurs, comprenait deux parties. — C'était d'abord un questionnaire détaillé, portant sur le nombre et les revenus des évêchés, des chapitres, des paroisses et des couvents avant la Révolution. En précisant la situation matérielle du clergé sous l'ancien régime, cette enquête permettrait de déterminer ses besoins sous le nouveau. — C'était ensuite une liste des questions litigieuses à débattre, avec l'énoncé des solutions que Bonaparte présentait pour chacune d'elles. Le mode de nomination des évêques et des curés, les sanctions à appliquer aux prêtres qui transgresseraient les lois civiles ou religieuses, les immunités à leur conférer au point de vue du service militaire, la liberté à leur laisser et les règles à leur imposer pour la célébration des mariages, tels étaient les principaux points sur lesquels des propositions étaient soumises à l'examen des membres du Comité.

Ceux-ci se mirent aussitôt à l'œuvre pour remplir ce

1. Récit, de l'audience dans CODRONCHI, p. 731; VALDRIGHI, p. 42; RUFFINI, 16 janv. et surtout dans la lettre de Marescalchi à Canzoli du même jour (Arch. Milan, Era rep., XIII). Texte de la note dans BOULAY DE LA MEURTHE, V, 46.

programme de travail. Des renseignements demandés à la hâte à des collègues leur permirent de dresser de suite un tableau approximatif des anciens revenus du clergé et de le présenter le 18 à Bonaparte. Cette besogne accomplie, ils eurent la surprise d'apprendre que leur nombre devait être réduit et que trois d'entre eux suffiraient pour les questions restées en suspens. Le 19, une seconde audience consulaire fut consacrée à examiner les moyens de doter les diocèses trop pauvres au moyen des biens encore disponibles des évêchés supprimés. — L'accord semblait donc à la veille de se faire sur les questions temporelles : de nouvelles difficultés, soulevées au dernier moment par un retour offensif du clergé, allaient le retarder et risquer de le compromettre.

Si les députés ecclésiastiques avaient paru en effet se résigner au régime qui leur était offert, ils le regardaient comme très éloigné de leur idéal, et ne voulurent pas l'accepter sans un suprême effort pour regagner indirectement une partie du terrain qu'ils s'étaient vus forcés de céder. — Le 19 janvier, au moment où Bonaparte attend d'eux leur adhésion définitive à ses projets, il reçoit inopinément une nouvelle série de revendications propres à accroître de beaucoup l'importance de leur ordre dans l'État. Impatient d'en finir, il croit devoir accorder tout ce qui ne touche pas aux principes dont il ne veut pas se départir : pour les prêtres la pleine liberté d'enseigner la morale évangélique, pour les rares prélats émigrés la permission de regagner leurs sièges, pour tous le droit de communiquer avec le Saint-Siège sur les matières spirituelles et de présider les œuvres pies de leurs diocèses. — Mais sur tous les autres points, il se montre irréductible. Il repousse énergiquement, comme un empiètement de l'autorité ecclésiastique sur les attributions du pouvoir civil, le droit réclamé pour les évêques, et de sur-

veiller l'enseignement des lycées ou les productions de la librairie, et d'ordonner plus de prêtres que n'en exige le service du culte. Il se dérobe également à des instances pressantes pour faire proclamer par la constitution le catholicisme comme « religion de l'État », car cette concession de forme paraîtrait conférer en droit un caractère confessionnel à la République, et écarter en fait les dissidents des hautes charges de l'État. S'il persiste dans son refus, ses partenaires ne reculent pas dans leurs prétentions.

Allait-il donc perdre, par suite d'une manœuvre de la dernière heure, le résultat de ses longues négociations et retourner à Paris en laissant inachevée une partie de la tâche qu'il était venu remplir à Lyon ? Il ne put se résigner à cette extrémité et se décida, pour l'éviter, à recourir aux méthodes de brusque intimidation dont l'emploi venait de lui réussir dans les négociations du Concordat français. Il avait alors déjoué par un ultimatum catégorique les manœuvres dilatoires de la cour de Rome : il répondrait maintenant à des exigences tardives par des menaces inopinées. — Il devait avoir, le 22 et le 23, deux entrevues avec les évêques Bellisomi, Codronchi et Opizzoni, seuls membres restants du Comité ecclésiastique, pour fixer le chiffre définitif des dotations du clergé. Dans la première, il se serait montré aussi cassant qu'il avait jusqu'alors été affable, aurait interrompu brutalement Oppizoni, refusé de lire les papiers qu'on lui tendait, désavoué en partie ses précédentes concessions, et demandé impérieusement une réponse immédiate à un nouveau questionnaire. — Satisfait sans doute de l'effet produit, il sembla revenir le lendemain à des dispositions plus conciliantes ; mêlant assez habilement les avances aux objurgations, et les protestations d'impartialité aux arguments comminatoires, il eut d'abord l'art de dissiper les principales craintes exprimées par

ses interlocuteurs, en leur promettant qu'un prochain Concordat empêcherait toute immixtion de l'autorité civile dans la discipline ecclésiastique. Il leur représenta ensuite que leur intérêt bien entendu leur commandait d'accepter l'organisation religieuse qu'il leur offrait parce que, dans le cas contraire, le gouvernement cisalpin, ne pouvant laisser la question en suspens, la réglerait de lui-même, mais dans un esprit bien moins favorable à l'Église; ils se verraient ainsi forcés de subir à Milan ce qu'ils refusaient à Lyon et de perdre bien au delà ce qu'ils auraient dû céder. — Effrayés sans doute par cette perspective, ils se décidèrent alors à accepter en principe les propositions consulaires, et travaillèrent avec quelques députés laïques, dont faisait partie Aldini, à les résumer sous la forme d'un texte législatif précis. En retour, ils obtinrent au dernier moment une précieuse concession, arrachée par la fermeté de Codronchi à la résistance de Bonaparte : c'était l'adoption en tête de la Constitution de l'article, si passionnément discuté, qui reconnaissait le catholicisme comme religion d'Etat (25 janvier¹).

De leurs conférences avec leurs nouveaux collaborateurs sortit, au bout de deux jours, la « loi organique sur le clergé italien » dont les trois titres réglaient respectivement le recrutement, l'organisation et la discipline ecclésiastique². — Aux termes du premier, les évêques reçoivent leur nomination du gouvernement et l'institution canonique du Saint-Siège. A leur tour, ils nomment et instituent les curés, sous réserve de l'assentiment de l'autorité civile; mais ils ne peuvent ordonner un nombre de prêtres supérieur aux besoins du culte. Ces dispositions limitent étroitement l'effectif et la sphère d'influence de la classe ecclésiastique. — Le

1. Sur la suite de ces négociations cf. CODRONCHI, pp. 732-735 et journal de l'évêque de Cervia (BOULAY DE LA MEURTHE, V, 38-58).

2. Texte dans BOULAY DE LA MEURTHE, V, p. 59.

titre II ajourne au prochain Concordat la fixation du nombre et de l'étendue des diocèses; mais il stipule dès l'instant que chacun d'eux ne comptera pas plus d'un chapitre, d'un évêque et d'une cathédrale métropolitaine; et il attribue à chaque établissement ecclésiastique une dotation propre, constituée dans un délai de trois mois par les biens d'Eglise encore disponibles, déclarés d'ailleurs inaliénables pour l'avenir. Par là, le clergé voit assurer son existence matérielle, sans recouvrer ses anciennes richesses. — Le titre III exempte ses membres du service militaire, interdit toute attaque à son culte ou à sa morale, consacre son droit de se refuser à la célébration des mariages interdits par l'Eglise, et fixe la procédure à suivre contre les ecclésiastiques coupables d'infraction à la loi civile : dans ce cas, l'autorité laïque pourra demander leur interdiction à leur évêque, et passer outre si celui-ci refuse de la prononcer. En échange de la protection dont il couvre la religion, l'Etat se réserve donc des moyens d'action contre ses ministres.

Telles étaient les principales dispositions de l'acte qui, jusqu'à la conclusion d'un accord direct avec le Saint-Siège, allait régler dans la Cisalpine les rapports de la République et de l'Eglise. Calqué en partie sur le Concordat français, il ne devait satisfaire entièrement aucune des parties en présence. Le clergé n'obtenait que la tolérance au lieu de la suprématie, la liberté limitée au lieu de la liberté absolue, la garantie du présent au lieu du retour au passé : il avait espéré du restaurateur des autels en France, de l'auteur de la fameuse allocution aux curés de Milan, la restitution totale de ses privilèges et de ses biens. — Le parti philosophique, dominant dans le gouvernement cisalpin, voyait avec regret la reconnaissance officielle du catholicisme succéder au principe de la neutralité religieuse, précieuse conquête de la Révolution. — Le Saint-Siège enfin ne pouvait se résoudre à admettre que l'Etat ré-

glât par des lois des questions ecclésiastiques, fixât lui-même les limites des domaines spirituel et temporel et cherchât ainsi à préjuger les résultats de l'accord bilatéral à conclure plus tard entre Rome et Paris. Par leur effet immédiat, les « lois organiques » avaient donc le sort ordinaire des actes qui représentent un compromis entre des prétentions opposées; elles excitaient plus de critiques qu'elles ne trouvaient d'approbations. Elles n'en semblaient pas moins propres à rassurer les consciences et à rapprocher du gouvernement les masses qu'en avait éloignées la politique anticléricale. Elles répondaient donc aux nécessités du moment, comme à l'objet poursuivi par leur auteur.

IV

Avant même d'avoir résolu la question religieuse, Bonaparte s'en était laissé détourner par des préoccupations plus pressantes. Arrivé au terme de ses audiences (20 janvier), il jugea inopportun d'ajourner encore le dénouement du drame politique dont il réglait les phases, et qui risquait, en traînant plus longtemps en longueur, de prendre les apparences d'une comédie. Il était temps enfin que la Consulte couronnât l'édifice constitutionnel dont elle venait d'approuver la forme par la nomination d'un Président et le choix d'un personnel gouvernemental.

Les députés eux-mêmes avaient le sentiment que c'était là le motif principal de leur convocation et le problème dont la solution enveloppait tous les autres. Ils étaient arrivés à Lyon avec l'intention d'accepter de bon gré le chef de l'État que leur proposerait le Premier Consul, et dont ils cherchaient seulement à deviner la personnalité. Ils avaient entendu citer les noms de Melzi, de Joseph, de Bonaparte lui-même, ou mettre en avant la combinaison d'un Président restant

à Paris, avec un Vice-Président à Milan. Aucun renseignement certain n'ayant satisfait leur curiosité, leur fantaisie s'était successivement égarée sur Lucien, sur le roi de Sardaigne, le duc de Parme, ou même l'archiduc Charles¹ ! Quant à leurs préférences personnelles, elles semblaient encore indécises.

Leur incertitude et leur irrésolution avaient un instant inspiré à Petiet un projet aussi audacieux qu'expéditif. Il s'offrait à faire voter d'enthousiasme par la Consulte, sur la motion d'un orateur de complaisance, la proclamation de Bonaparte comme Président de la Cisalpine. Talleyrand, qui avait pris connaissance de cette proposition par un court billet reçu dans la matinée du 20², la repoussa aussitôt comme trop hasardeuse; il se défiait en effet des prétentions de Petiet et avait cru s'apercevoir que les députés, ayant eu trop de temps pour « divaguer », ne montraient plus la même docilité qu'au début. — Au lieu d'enlever leur assentiment par surprise, il préféra l'obtenir par les voies régulières, et par l'emploi du double principe qui l'avait jusqu'alors guidé dans ses rapports avec l'assemblée: en divisant les opérations électorales pour prévenir les résistances, en brusquant les votes pour forcer les adhésions³. Dans la phase dernière et décisive de la session, l'application de cette méthode allait consister: d'abord à obtenir de la Consulte, réunie en séance plénière le (20 janvier), qu'elle remit ses pouvoirs aux mains d'une minorité, plus accessible à l'intimidation; — ensuite

1. VALDRIGHI, p. 44. Dépêche de Taglioretti, 23 janvier (Arch. Berne. Corr. Milan, 3391).

2. « Il me paraît indispensable de brusquer l'acclamation; tout est disposé et les retards ne pourraient plus que nuire. » Petiet à Talleyrand, 30 nivôse-20 janvier (Aff. Étr. Corr. Lomb., 60).

3. « La marche des sections et de la Consulte elle-même, quand elle se réunira en réunion plénière, sera si rapide et organisée de telle sorte qu'elle ne permettra pas de s'occuper d'objets étrangers... Telles sont les instructions reçues... » Marescalchi à Canzoli, 6 janvier 1802. (Arch. Milan. Era rep., XIII).

à peser sur les choix de cette délégation (22 et 24 janvier), de manière à les diriger sur les candidats voulus; — enfin à les faire ratifier par les assemblées générales des 25 et 26 janvier, pour leur donner l'apparence de manifestations spontanées de la volonté publique.

Convoqués dans la matinée du 20 pour l'après-midi à deux heures¹, les députés espéraient, en se voyant pour la première fois réunis en commun, que Bonaparte viendrait en personne leur faire connaître enfin ses intentions. Ils éprouvèrent un premier mécompte de ne trouver pour les recevoir que Marescalchi. S'annonçant comme désigné par Talleyrand pour présider la séance, celui-ci leur donna lecture d'un message qui les invitait, non à exercer de suite leur droit de suffrage, mais à nommer un Comité de 30 membres ayant pour mission de « fournir au Premier Consul des renseignements sur ceux que la Consulte jugerait propres à entrer dans la formation du gouvernement ». La lecture de ce texte aggrava encore pour les députés la désillusion du début. Ils n'étaient donc invités à exercer leur souveraineté constituante que pour l'abdi-quer aussitôt entre les mains d'une commission, et pour continuer ces opérations de pure forme dans lesquelles ils ne voyaient plus qu'un jeu aussi fastidieux qu'inutile² ! — On procéda aussitôt au scrutin, qui eut lieu d'après la méthode imaginée par Talleyrand pour qu'aucun des douze départements ne fût sacrifié dans la répartition des mandats; chaque votant ne put inscrire sur son bulletin plus de douze noms. Le dépouillement, commencé à 4 heures de l'après-midi, devait se

1. Texte du procès-verbal de la réunion plénière du 20, Arch. Vienne, 12. Cf. CODRONCHI, p. 733; VALDRIGHI, p. 43.

2. Ce sentiment de malaise fut encore aggravé par l'obscurité des termes du message. Certains députés ne comprenaient pas si le rôle des 30 se bornerait à donner des conseils ou si les hauts fonctionnaires seraient pris dans leur sein (RUFFINI, 20 janv.).

prolonger jusqu'à 11 heures du soir. Les résultats, proclamés le lendemain matin, représentaient la première manifestation collective des préférences de la Consulte, et permettaient à ce titre de mesurer la popularité de ses membres. En tête des élus venaient Melzi, avec 256 voix; puis Aldini avec 183, Guicciardi avec 153, Paradisi avec 120¹. Malgré l'énervement de l'attente et les déceptions de cette première journée, si grande était l'impatience d'aboutir que certains députés se laissaient aller à un involontaire optimisme. « Le résultat de tout cela, écrivait l'un d'eux, est dans la grande âme de Bonaparte. Nous sommes pleins d'espérance². »

Nommés officiellement le 21, les Trente se réunirent le lendemain pour dresser une liste de candidats aux hautes charges de l'Etat, et s'occuper également de la nomination d'un Président, la plus grave des questions qu'ils eussent à résoudre. Marescalchi avait été chargé d'assister à leur séance et d'en diriger la marche. Selon ses instructions, il leur donna dès le début le choix entre trois partis : procéder à l'élection immédiate du chef de l'État, la remettre à plus tard, ou rechercher d'abord s'il ne leur conviendrait pas de choisir pour ce poste un étranger, de préférence à un Cisalpin. Bien que cette dernière insinuation fût suffisamment claire, ils ne parurent pas la comprendre³. — Après avoir également repoussé, sans même s'y arrêter, la seconde proposition, il ne leur restait plus qu'à passer au vote. Le scrutin prit la forme d'une éclatante manifestation

1. Chiffres du procès-verbal officiel, confirmés dans une lettre de Marescalchi à Canzoli du 21 janv. Légères variations dans les chiffres donnés par CODRONCHI, p. 733 et VALDRIGHI, p. 45.

2. VALDRIGHI, p. 45.

3. CICOGNARA, I, 220 et rapport autographe de Melzi à Talleyrand (non daté, probablement du 23 ou du 24). Melzi déclare que ses préférences personnelles seraient pour l'ajournement (Aff. Étr. Corr. Lomb., 60). Le rôle d'opposant irréductible que lui prête Cicognara semble donc peu soutenable.

d'opinion en faveur de Melzi, qui n'obtint pas moins de 25 suffrages¹ (contre 1 à Bonaparte, 1 à Caprara, et 3 bulletins blancs). Les assistants se réjouissaient déjà de cette quasi-unanimité, si rare jusqu'alors dans leurs délibérations, quand ils virent, à leur grand étonnement, celui qui en était l'objet, et dont ils ignoraient les secrets rapports avec le Premier Consul, monter à la tribune pour décliner la suprême magistrature. L'opération était à recommencer. — Au second tour, une majorité se forma sur le nom d'Aldini, qui, lors de la formation de la commission, avait obtenu le plus de voix après Melzi; le nouvel élu annonça, comme le premier, son désistement, fondé sans doute sur les mêmes motifs. Il fallut un troisième scrutin qui favorisa un obscur député milanais, Villa, alors absent et hors d'état de refuser. La commission se reposa ensuite de ces émotions et de ces contre-temps en formant des listes de candidats aux fonctions de ministres ou de membres des Conseils : opération toute platonique et sans grande portée, puisque la nomination définitive des uns et des autres appartenait au pouvoir exécutif.

Si, pour élire un président il avait suffi aux Trente de se mettre d'accord, il leur fallait affronter le mécontentement du Premier Consul pour lui notifier le résultat d'un vote aussi contraire à ses désirs. Les délégués qu'ils chargèrent de cette mission rencontrèrent auprès de lui un accueil sur le sens duquel ils ne pouvaient se méprendre. Sous quelle forme leur aurait-il manifesté son dépit? Par un refus pur et simple

1. D'après CODRONCHI (p. 734) dont la version semble avoir inspiré celle de COPPI (*Annali d'Italia*, p. 285), Melzi aurait obtenu 25 voix comme président et Aldini 15 comme Vice-Président; il semble qu'il y ait là une confusion avec les deux tours de scrutin pour la présidence. D'une part la Constitution (art. 49 et 56) réservait au président le choix de son collaborateur. D'autre part cette version est contredite par les témoignages de CICOGNARA, de RUFFINI et de TAGLIARETTI (30 janv.).

de les recevoir, après avoir appris indirectement la nature de leur message¹? Par un silence absolu, plus inquiétant que tous les reproches²? Par un accès de rage qui lui aurait inspiré des paroles amères et fait briser un tabouret à portée de sa main³? Ces diverses versions circulèrent parmi les députés. Il en ressortait avec évidence que l'attitude de Bonaparte n'avait laissé aucun doute sur ses sentiments.

Les Trente en étaient à peine avisés que déjà des intermédiaires officieux s'évertuaient à les faire revenir sur leur vote. Croyant sa fortune compromise par leur audace, Marescalchi accourt chez le Premier Consul pour lui offrir ses bons offices à cet effet. Talleyrand, avec lequel il va conférer ensuite, tient essentiellement à ne pas perdre au dernier moment le fruit de ses patientes négociations antérieures et se décide à frapper un grand coup pour les conduire à terme. Il se fait annoncer au sein du Comité encore réuni, prend aussitôt la parole, trace un tableau très sombre des périls amassés autour de la Cisalpine, et conclut, au nom de l'intérêt qu'il lui porte, qu'elle ne pourra les conjurer qu'en plaçant à sa tête le Premier Consul de France. A l'énoncé de cette proposition, ses auditeurs manifestent un étonnement dont la sincérité montre à quel point ils y étaient peu préparés; quelques-uns la repoussent au moyen d'un argument qui semble sans réplique à leurs collègues: c'est que le choix d'un président étranger serait incompatible avec l'indépendance solennellement proclamée de leur pays. Pour dissiper cette impression, Melzi doit monter à la tribune et apporter dans le débat l'autorité de son

1. RUFFINI, 22 janv. Cf. CICOGNARA, I, 221.

2. Lettre de Cottini à Mozzi (ministre toscan) d'après le témoignage d'un député qu'il ne nomme pas, 17 février 1802 (Arch. Florence, *Affari Esteri*, Corr. Milan 1375).

3. MORTI, janv. 1802; d'après Cicognara, Bonaparte aurait déclaré « qu'il ne voulait plus d'intrigues diplomatiques et de partis mystérieux ».

nom et de son élection de la veille. — Émus de son intervention, alarmés surtout des conséquences probables d'un refus, les Trente commencent à se laisser ébranler. Pour achever cette œuvre de persuasion, pour les aider en même temps à justifier vis-à-vis de leurs commettants la palinodie qu'on leur conseille, Talleyrand leur laisse, en quittant la salle, le canevas d'un rapport détaillé qu'ils devront présenter à l'assemblée générale de la Consulte; on y retrouve résumées toutes les raisons qui justifient l'élection de Bonaparte.

Ces raisons sont de deux sortes. « Sous le point de vue des rapports intérieurs, il a paru au Comité (des 30) que la Cisalpine, formée de six nations différentes, ne pouvait avoir aucun de ses citoyens assez connu pour chacune d'elles, et qui eût à un égal degré la confiance de chaque portion... Le Comité dira que les divisions d'opinion qui, depuis un grand nombre d'années, ont remué toutes les passions et fait divaguer toutes les idées dans tous les sens ne pouvaient être contenues et ramenées à concourir au même but, qui est l'organisation politique et la formation de l'esprit national, que par une main forte. » Impuissant à s'imposer à ses compatriotes, un Président cisalpin serait dans une situation plus fautive encore vis-à-vis des troupes françaises, dont la présence est pour longtemps encore indispensable dans le pays. — Où trouver enfin un candidat convenable pour occuper un poste aussi élevé? Parmi les hommes politiques qui ont jusqu'alors exercé le pouvoir? Ils se sont discrédités par leurs fautes. Parmi ceux qui s'en sont tenus écartés? Ils manquent forcément d'expérience administrative. « Un choix hasardeux ou prématuré pourrait occasionner de grands malheurs à la République. » D'autre part l'examen de la situation extérieure ne conduit-il pas aux mêmes conclusions? Bien que mentionnée dans les traités de Tolentino et de Lunéville, la Cisalpine n'a encore obtenu, ni sa reconnais-

sance par les grandes puissances, ni l'appui d'un gouvernement ancien, ni même « la considération nécessaire pour consolider tous ses rapports ». Créée par la volonté du Premier Consul, elle ne peut prendre rang parmi les nations que sous son protectorat direct. Telles sont les considérations sur lesquelles devra s'appuyer le Comité pour proposer à la Consulte que le général Bonaparte veuille bien « allier à la direction de la France la grande pensée de la direction de la Cisalpine jusqu'au moment qu'il croira ses différentes parties dans une parfaite harmonie et jusqu'à l'époque où il l'aura fait reconnaître par toutes les puissances de l'Europe¹ ».

Même présentée sous cette forme provisoire et sur ce ton impératif, la candidature consulaire ne s'imposa pas sans lutte à l'approbation des Trente. La résistance de quelques opposants irréductibles, tels que Cicognara, prolongea leurs discussions pendant deux jours et six séances. Dans la matinée du 24 janvier, ils finirent enfin par rédiger un rapport calqué sur le projet de Talleyrand². Il ne restait plus qu'à le faire sanctionner en réunion plénière de la Consulte. Ce fut l'objet des deux assemblées générales des 25 et 26 janvier, qui devaient clôturer définitivement les séances.

La première, fixée à midi, fut précédée d'une parade militaire bien propre à frapper les imaginations. Le Premier Consul passa sur la place Bellecour la revue de 7.000 hommes de l'armée d'Égypte, auxquels il devait distribuer des sabres d'honneur. L'aspect de ces vétérans bronzés par le soleil et superbes sous leurs

1. En raison probablement de son caractère confidentiel, ce document ne figure pas dans les recueils d'archives officiels. J'en ai retrouvé une copie dans les papiers personnels laissés par Paradisi, l'un des 30, grâce à une obligeante communication de sa famille.

2. D'après Cicognara, les conclusions du rapport auraient été approuvées par 28 voix contre 2; d'après VALDRIGHI (p. 46) par 21 voix contre 9. Le rapport lui-même (dont le texte se trouve Arch. Vienne, 3) a été fréquemment réimprimé (notamment dans CORACCINI, p. 14).

tenues neuves, le bruit des fanfares, l'affluence des populations qui couvraient les rues voisines et même les toits, les acclamations répétées et les cris de « Vive Bonaparte ! », l'éclat même d'un « soleil de floréal » enveloppant de ses clartés les soldats et leur jeune chef, tout contribuait à faire de cette cérémonie l'apothéose du Premier Consul¹. — Ce fut sous cette impression que s'ouvrit la séance de la Consulte². Quelques lectures assez insignifiantes en occupèrent la première heure : elles se référaient à la frappe d'une médaille commémorative ou à l'offre d'un buste de Bonaparte, qu'un sculpteur turinois, Comolli, faisait à l'assemblée. — Une question d'intérêt vint, presque aussitôt après, réveiller l'attention un peu somnolente des députés. On leur lut d'abord un message du Comité de gouvernement de Milan, qui, sur leurs plaintes réitérées, leur envoyait une somme de 6.000 louis à distribuer entre les plus nécessiteux. Ils parurent moins sensibles qu'on ne l'aurait cru à cette libéralité, et quelques-uns proposèrent même de la repousser, le corps dont elle émanait n'ayant plus qualité pour disposer des deniers publics. Un ingénieux orateur mit d'accord les défenseurs de la légalité et les partisans de l'acceptation en proposant de toucher d'abord les indemnités annoncées, sauf à réserver à la Consulte le droit d'en augmenter le montant. Ce n'étaient encore là que les préliminaires de la séance proprement dite. — On aborda aussitôt après la grande affaire qui l'avait motivée, et l'on donna lecture à la tribune du rapport que le Comité des Trente avait préparé sur ses opérations et sur son choix. Les auteurs de cette pièce, insérée plus tard au *Moniteur français*, s'étaient bornés à paraphraser, en

1. *Corr.*, VI, 5931, 5932.

2. Procès-verbal de la séance, Arch. Vienne, 3. Récits plus ou moins détaillés dans COBRONCHI, p. 736; VALDRIGHI, p. 46; RUFFINI, 20 janv.; lettre de Berti à Malvezzi, 26 janv.; LOMBARDI, 8 fév.

la transposant du ton impératif sur le mode oratoire, la note que leur avait remise Talleyrand. Ils en reproduisaient tous les arguments et en recommandaient la conclusion comme la seule compatible avec l'affermissement de la Cisalpine. Après cette lecture, dont certaines indiscretions trahissaient d'ailleurs l'inspiration officielle, il semblait que l'élection proposée ne dût être qu'une formalité. Un député, Gherardi, que des raisons d'ordre personnel avaient mis à la dévotion de Petiet, traduisit même cette impression en demandant à ses collègues de nommer sans scrutin et par acclamation Bonaparte président de la République¹.

Les députés ne semblaient pas éloignés d'accepter cette proposition quand l'un d'eux, Bellani, conseiller communal de Monza, se lève pour la combattre avec vigueur, comme contraire à la fois au sentiment national, qui repousse l'élection d'un étranger, et au traité de Lunéville, qui a garanti l'indépendance de la Cisalpine². Ce discours, complètement inattendu et empreint d'une rudesse qui touche à l'éloquence, ne laisse pas que de provoquer, sinon un revirement, du moins un certain malaise dans les rangs de l'assemblée. Pour en atténuer l'effet, les partisans de Bonaparte cherchent, soit à faire dévier la discussion, soit à la terminer promptement de crainte qu'elle ne s'égare. L'un d'eux, Butturini, professeur à Pavie, recourt aux arguments d'ordre sentimental, et fait part à ses auditeurs de la profonde impression qu'il éprouve à la pensée d'être gouverné par le Premier Consul. Paradisi parle dans le même sens. Enfin, Marescalchi, croyant le moment venu de

1. RUFFINI, 25 janv. D'après Berti, la femme de Gherardi était la maîtresse de Petiet.

2. Berti, RUFFINI, MANTOVANI, MARELLI, LOMBARDI et CICOGNARA (I, 223), sont unanimes à attribuer à Bellani cette tentative d'opposition; d'après l'éditeur des lettres de Valdrighi (note de la page 46) l'auteur en serait un certain Feliciano Terzi, de Lodi. Butturini et Paradisi qui parlèrent ensuite, sont sans doute les deux orateurs dont Cicognara raille la *bovina eloquenza*.

brusquer les choses, invite la Consulte à voter par assis ou levés les conclusions des Trente. Dès qu'elles sont mises aux voix, un certain nombre de députés — un tiers seulement des présents, d'après certains témoignages¹, — se dressent de leurs sièges, en poussant des acclamations assez bruyantes pour qu'une contre-épreuve soit jugée inutile². La valeur de ce scrutin était encore diminuée par de nombreuses absences, dues à des irrégularités dans les convocations, et la séance n'avait en tout duré que deux heures.

Si elle conduisait au résultat désiré, elle ne répondait pas entièrement aux espérances conçues, car le vote qui la terminait était loin de présenter la spontanéité et l'unanimité désirables. Pour dissiper la pénible impression produite par les manœuvres nécessaires à son élection, Bonaparte résolut de présider en personne, dès le lendemain 26, une assemblée plénière dans laquelle il clôturerait les travaux de la Consulte. Il donnerait à cette cérémonie un éclat particulier et y annoncerait solennellement deux décisions qu'il croyait propres à exciter l'enthousiasme, ou au moins à secouer l'indifférence de ses auditeurs.

La première consistait simplement à baptiser « italienne » la République appelée jusqu'alors « cisalpine ». Ce dernier terme n'avait jamais été populaire et ne rappelait que de tristes souvenirs. Le nom d'Italie au contraire représentait à lui seul une espérance, une promesse, un programme. Il répondait à un sentiment dont le Premier Consul avait pu mesurer la profondeur dans ses entretiens avec les députés.

1. LOMBARDI, 8 fév.

2. D'après l'évêque de Cervia (BOULAY DE LA MEURTHE, V, 56) les prêtres agitèrent leurs chapeaux en l'air, poussèrent des exclamations, et scandalisèrent les jacobins par leur enthousiasme.

Les moindres allusions à la primauté politique et à l'agrandissement probable de leur République dans la Péninsule rencontraient chez eux une faveur dont le contraste avec leur indifférence habituelle lui prouvait qu'il touchait à un ressort permanent de l'âme italienne. Le meilleur moyen de les satisfaire lui parut être un changement de dénomination qui, sans modifier le *statu quo* territorial, parût étendre à l'avance les frontières morales de leur pays. Le désir de remporter ainsi un succès de popularité immédiat le détermina à passer outre aux observations de Talleyrand¹, trop attaché aux traditions de la vieille diplomatie pour ne pas se montrer hostile aux espérances unitaires.

A cette concession au vœu public il en ajouta aussitôt une autre. Il devait, avant la séance finale, nommer les membres de tous les grands corps de l'État sur les listes de présentation qu'il avait reçues : il résolut de désigner comme Vice-Président et comme son représentant à Milan, l'homme même dont la commission des Trente avait fait un instant son propre concurrent, le comte Melzi. Ce serait là de sa part un témoignage éclatant de déférence envers le choix de la Consulte, en même temps qu'une manœuvre habile pour associer à ses desseins le politique le plus populaire de la Cisalpine, et le seul qui possédât son entière confiance. — Ce projet rencontrait un double obstacle dans les répugnances de l'intéressé et dans les manœuvres de ses concurrents. Aldini de Bologne paraît avoir été le seul à le combattre ouvertement, en allant dénoncer Melzi à Bonaparte comme « monarchiste » et « autrichien ». N'ayant réussi qu'à s'attirer à lui-même des réflexions désobligeantes, accompagnées de l'épithète d'« imbécile », il fit aussitôt amende honorable pour ne

1. LOMBARDI, 7 fév. 1802.

pas compromettre sa propre situation¹. — Il devait être moins facile de faire accepter au futur Vice-Président des fonctions dont le détournait à la fois son âge et sa santé chancelante, sa timidité et sa froideur de caractère, sa crainte des responsabilités et son absence d'ambition, enfin la persistance de ses idées sur l'avenir de l'Italie. Après comme avant l'œuvre de la Consulte, il continuait à tenir la République cisalpine pour une création artificielle de la révolution, incapable de vivre, même sous la présidence de Bonaparte, d'une existence honorable et indépendante. Il fallut pour le convaincre de longs efforts de persuasion, et probablement des promesses dont la nature ne nous est connue que par ses propres allusions, lorsqu'il devait se plaindre plus tard de les voir violer. Il se décida probablement d'après les mêmes raisons qui lui avaient fait précédemment reprendre, après s'y être un instant dérobé, sa collaboration au travail constitutionnel : désir de se sacrifier pour son pays, secret espoir de servir au pouvoir ses idées favorites, enfin crainte d'une annexion à la France, annoncée comme probable par Bonaparte, au cas où il persisterait dans son refus².

1. Cet incident, auquel le biographe d'Aldini, ZANOLINI, ne fait aucune allusion, ne nous est connu que par le témoignage un peu suspect de Melzi qui plus tard (25 juin 1803) devait le raconter à l'envoyé autrichien Moll (Dépêche de Moll du 11 juillet 1803. Arch. Vienne, *Corr.* Milan).

2. « Bonaparte, déclarait plus tard Melzi à l'envoyé autrichien Moll, m'a dit plus d'une fois : « Si vous n'acceptez pas la vice-présidence de « la République italienne, j'en ferai des départements français. Mettez « le cas que je veuille me retirer, il n'en coûte qu'un trait de plume « pour unir la vice-présidence au commandement du général en chef. » (Dépêche de Moll du 6 août 1803. Arch. Vienne, *Corr.* Milan). D'autre part, la lettre que Melzi avait envoyée à Talleyrand quelques mois auparavant pour se mettre à sa disposition, se terminait par ces mots qui caractérisent son état d'esprit : « Vous savez que la marche des choses ne doit pas contribuer à me rapprocher du système d'une manière quelconque. Mais — je ne puis désormais me le dissimuler — si je me compromets en acceptant, je suis en refusant banni de chez moi ; l'on me charge trop exclusivement des suites du refus pour y paraître après. Je déclare donc que je suis à la disposition du Premier Consul pour tout ce qu'il jugera à propos de faire de moi.

Quand son consentement eut été enfin obtenu, il ne restait plus qu'à le rendre public.

Le Premier Consul avait ainsi tout préparé pour le succès de la représentation à grand spectacle par laquelle devait se terminer la brève existence de l'assemblée. Le 26 janvier¹, vers une heure de l'après-midi, il se dirigea vers l'ancienne église des Jésuites, local réservé aux réunions plénières, à la tête d'un imposant cortège où brillaient les uniformes brodés de Chaptal et de Talleyrand, de 4 conseillers d'État, de 20 préfets, et des généraux Murat, Jourdan et Cervoni avec leurs états-majors. Reçu à la porte de l'édifice par une délégation de la commission des Trente, il pénétra ensuite dans la salle, si étroite que beaucoup de députés devaient rester debout. On lui avait dressé au pied de l'hémicycle une tribune spéciale, ornée de trophées de bronze représentant les nations vaincues, et portant cette inscription symbolique : *Collectas fugat nubes solemque reducit*. Pour marquer sa sympathie à l'assemblée, il préféra prendre place, entre Marescalchi et Aldini, au bureau présidentiel, au-dessous de la loge où se tenait Joséphine. — A peine installé, il se leva pour prononcer d'une voix forte, et en italien, un discours qui était à la fois une justification du passé et un programme pour l'avenir². Il y représentait la domination française comme le seul obstacle au démembrement de la Cisalpine, et le choix d'un Président étranger comme nécessité par l'impossibilité de trouver un

Dans un cas comme dans l'autre, je ne puis ni ne veux m'écarter de son bon plaisir » (Melzi à Talleyrand, 2 vendémiaire-24 sept. 1801, Aff. Étr. Corr. Lomb., 59).

1. Cf. sur la séance du 26 janvier, les témoignages cités précédemment à propos de la séance du 25 et en plus : le procès-verbal officiel (Arch. Vienne, 3), le récit des *Nouvelles de Leyde* (N° du 9 fév.), une lettre adressée dès le 26 par Marescalchi à Cànzoli (Arch. Milan, Era rep., XIII), enfin un rapport envoyé le 29 janv. par Prina à la municipalité de Novare (PELLINI, p. 79). Cf. également Corr., V, N° 5933.

2. Le texte, inséré au *Moniteur* en a été reproduit Corr., V, n° 5934.

candidat national dont l'autorité morale s'imposât à ses compatriotes. En accordant au rapport de la commission des Trente le mérite de la brièveté et de la précision, il s'en déclarait assez « vivement pénétré » pour « adhérer au vœu exprimé par ses auteurs ». A cet exposé apologetique succédait une conclusion dont l'optimisme voulu cachait une leçon sous un encouragement : « Vous n'avez que des lois particulières, et il vous faut des lois générales. Votre peuple n'a que des habitudes locales ; il faut qu'il prenne des habitudes nationales. Enfin vous ne possédez point d'armée, les puissances qui pourraient devenir vos ennemies en ont de fortes. Mais vous avez ce qui peut les produire ; une population nombreuse, des campagnes fertiles, et l'exemple qu'a donné dans les circonstances essentielles le premier peuple de l'Europe. » Les députés accueillirent par des applaudissements de commande un discours dans lequel certains trouvaient à reprendre un ton plus impérieux que persuasif, des constatations peu flatteuses pour l'orgueil national, un parti pris trop visible de représenter les exigences du pouvoir comme autant de bienfaits envers les peuples. — Mais ils manifestaient leurs sentiments intimes par une démonstration significative. Ils avaient entendu parler les jours précédents des intentions prêtées à Bonaparte¹. Toutes les fois que dans son allocution venait le mot de « cisalpine », des voix s'élevaient dans la salle pour crier « italienne », tandis que des regards interrogateurs se tournaient vers son visage ; mais il poursuivait impassible son discours, sans paraître rien voir et rien entendre.

1. Dès le 23 janvier, Taglioretti annonçait à son gouvernement, d'après des lettres datant de plusieurs jours, que Bonaparte avait consenti, non seulement à agrandir la République, mais encore à changer son nom en celui d'Italienne. A Lyon même ce bruit, d'après VALDRIGHI (p. 46), prit une consistance particulière dans la soirée du 25.

La lecture du texte constitutionnel lui fournit aussitôt après l'occasion de satisfaire la curiosité générale. Ronchetti, qui en était chargé, commence par le titre : « Constitution de la République... » Arrivé à ce point il semble faire à dessein une légère pause. Un murmure s'élève aussitôt parmi les députés, grossit et court sur leurs bancs, et se précise en un cri répété de : « Italienne, italienne ! » On voit alors s'animer le visage du Premier Consul qui, après avoir échangé un sourire d'intelligence avec Talleyrand, incline affirmativement la tête. Fort de cette approbation muette, Ronchetti complète alors le titre selon le vœu de ses auditeurs. Il est aussitôt interrompu par un tonnerre d'applaudissements prolongés, dont la violence surprend les députés eux-mêmes et montre qu'ils ont été touchés à l'endroit sensible¹. — Après avoir retenti jusqu'à Milan, l'écho de ces acclamations s'est propagé à travers l'histoire et l'éloignement semble en avoir amplifié la signification. On a voulu y voir parfois l'expression spontanée d'un besoin irrésistible, et même la prescience des futures destinées de l'Italie. C'est peut-être trop sacrifier au désir de prouver la continuité de l'idée nationale et prêter aux députés de Lyon les sentiments de la génération suivante². Leur enthousiasme s'expli-

1. Cet incident a été rapporté avec quelques variantes. La version qui précède, et qui est celle de Prina, semble la plus vraisemblable. Par contre, tous les témoignages contemporains (VALDRIGHI, p. 49, RUFFINI, MARELLI, MARESCALCHI) sont unanimes à constater l'enthousiasme qui s'empara des assistants en entendant le mot d'italienne.

2. « A cette parole (d'italienne) écrit le biographe d'Aldini (ZANOLINI, I, 205), les députés pensèrent aux autres peuples italiens gémissant sous le joug des despotes ; à leur esprit apparurent la mer et les Alpes, confins naturels de l'Italie ; ils crurent que, réuni sous de libres institutions, leur pays ne serait plus la proie des étrangers, mais formerait une grande nation, parmi les plus puissantes de l'Europe. » — Dans son *Sommario della Storia d'Italia* (p. 408), BALBO semble avoir répondu par avance à Zanolini. « Ici, dit-il, un grand écrivain moderne (sans doute Thiers) fait allusion à je ne sais quelle allégresse et quelle unanimité de l'opinion italienne. Mais nous autres vieillards nous en souvenons encore ; en fait, avec ou sans joie,

quait autant par leurs souvenirs que par leurs espérances. Sans évoquer à leurs yeux un idéal immédiatement réalisable, le mot d'Italie résumait pour eux toutes les vagues aspirations vers l'indépendance qui leur tenaient lieu de patriotisme; il n'avait été jusqu'alors qu'une expression géographique, ils le voyaient pour la première fois passer dans la langue officielle.

D'après le programme primitif de la séance, les présidents des cinq sections de la Consulte devaient, aussitôt la constitution lue, en prononcer successivement l'éloge. Mais le premier des orateurs inscrits, Marliani, se montra si prolix que Bonaparte renonça à entendre ses collègues pour passer de suite à la seconde partie de l'ordre du jour. Il voulait proclamer, après la constitution politique, la constitution religieuse de la République, et en faire célébrer les mérites par un évêque. En échange de ses concessions sur la reconnaissance du catholicisme comme religion officielle, il avait à cet effet obtenu le concours de l'archevêque de Ravenne, Codronchi. Celui-ci s'acquitta de sa tâche en termes assez vagues, en se bornant à recommander aux prêtres l'obéissance aux lois, assez précis pourtant pour provoquer une brève réponse du Premier Consul et même ensuite quelques observations du Saint-Père ¹.

Il ne restait plus à faire connaître aux députés que le résultat des dernières décisions du Premier Consul, c'est-à-dire la composition des grands corps de l'État. Un secrétaire commença donc à lire la liste des membres des collèges électoraux, puis du Corps législatif,

cette Consulte ne fut pas considérée comme autre chose que comme un acte d'obéissance au maître étranger. » MARELLI enfin rabaisse hors de toute proportion vraisemblable la portée de la manifestation des députés, en l'attribuant au mauvais renom attaché au terme de Cisalpins, surtout parmi la population lyonnaise. VALDIAGHI (p. 19) en a donné l'explication la plus naturelle : « Ce nouveau titre a fait naître l'idée d'un agrandissement et l'espérance que notre existence sera moins précaire que maintenant. »

1. CODRONCHI, p. 737 et note 3.

de la Consulte et du Conseil législatif. C'étaient là plus de 800 noms à proclamer. La lecture de ces interminables listes aurait laissé à la longue une impression d'ennui et de monotonie, si elle n'avait donné lieu à une nouvelle manifestation d'opinion, moins bruyante, mais plus spontanée et plus imprévue que la précédente. Elle se termina par la nomination de deux ministres, le Secrétaire d'État et le Grand Juge, que devait suivre celle du Vice-Président. — Lorsque le nom de Melzi fut prononcé, il s'éleva dans la salle des acclamations si fortes que Bonaparte crut devoir s'y associer. Il fit monter le nouvel élu auprès de lui, et l'embrassa par deux fois, tandis que les députés enthousiasmés répondaient à ce geste par une nouvelle salve d'applaudissements¹. Après cette démonstration, ils entendirent encore un dernier discours dans lequel Prina, l'un des futurs ministres du nouveau régime, se faisait l'interprète de leur reconnaissance envers l'auteur de la Constitution. Celui-ci leva alors la séance, dont l'ordre du jour était épuisé, et fut reconduit en grande pompe au palais du Gouvernement.

Comme il devait reprendre le surlendemain le chemin de Paris, où l'appelaient de pressantes préoccupations, il consacra la dernière journée de son voyage à consolider ou à compléter son œuvre (27 janvier). Pour en assurer la prompt exécution, il signa un décret qui fixait au 9 février l'installation du nouveau gouvernement, déléguait une partie des pouvoirs présidentiels à Melzi, et nommait un ministre des Relations extérieures chargé de représenter la République italienne à Paris². — Pour sceller la réconciliation avec l'Église, qu'il regar-

1. VALDRIGHI (p. 50), RUFFINI, CICOGNARA et MARESCALCHI s'accordent également à reconnaître l'unanimité imposante de cette démonstration.

2. *Corr.*, V, N° 5938. Bonaparte annonçait en même temps à Sommariva et à Ruga, membres du Comité de gouvernement, les résultats de la Consulte et la cessation de leurs fonctions (*Corr.*, V, N° 5939).

daît comme l'un des principaux résultats de la Consulte, il reçut encore la députation ecclésiastique, se félicita longuement avec elle de l'accord conclu, retint à dîner l'archevêque Codronchi, et envoya au Pape un courrier spécial porter à Rome, avec la « loi organique du clergé » une lettre des évêques cisalpins qui en approuvait le texte¹. — Enfin, suivant une pratique, alors en usage à l'issue des grandes négociations diplomatiques, il récompensa le zèle de ses principaux collaborateurs par d'abondantes libéralités : 15.000 francs pour Rœderer et pour Portalis, 10.000 pour les chefs de bureau des Relations extérieures, une montre entourée de diamants pour Talleyrand, une tabatière en or pour Belisomi, président de la députation ecclésiastique². Quant aux députés, ils reçurent, outre une nouvelle gratification de retour, deux médailles frappées l'une à Milan, l'autre à Lyon, et destinées à commémorer le grand événement auquel ils venaient de prendre part. Les inscriptions, rédigées à la hâte, en étaient d'ailleurs assez banales³. Une troisième médaille, exécutée plus tard à Paris, devait résumer de façon plus expressive la moralité et les résultats de la Consulte. Elle représentait une île éclairée par les rayons du soleil et portait cette légende transparente : *Publica res alio producit sidere vitam*.

1. CODRONCHI, pp. 738-739 ; *Corr.*, V, N° 5941. Texte de la lettre dans BOULAY DE LA MEURTHE, V, 61.

2. *Corr.*, V, N° 5980 ; lettre de Marescalchi à Melzi, 16 mars 1802 (Arch. Vienne, 30) ; CODRONCHI, p. 738.

3. Sur celle de Paris, représentant le profil de Bonaparte : *Inter Gallos Gallorum nepotes antiquum fœdus renovantes, gentem suam legibus condiderunt. Lugd. An. X reip. gull.* Sur celle de Milan, où figurait un génie présentant la Constitution à une Cisalpine assise : *Spem bonam certanque domum reporto* (CUSANI, V, 92). Des exemplaires en argent furent, sur l'ordre du Premier Consul (*Corr.*, V, N° 5933), réservés à Portalis, Rœderer et Regnier. La troisième médaille a été refrappée depuis à la Monnaie et figure actuellement au catalogue. Le souvenir de la Consulte a été fixé encore par un tableau (assez insignifiant) du musée de Versailles, *Bonaparte préside la Consulte à Lyon le 26 janvier*, par MONSIAU.

Après avoir ainsi tout réglé pour couronner son œuvre, le Premier Consul repartit (28) pour Paris, où le 30, à l'aube, le canon annonça son retour aux habitants. Le lendemain, il recevait les félicitations du Corps législatif et faisait insérer au *Moniteur officiel* les comptes rendus de son voyage. De leur côté les députés cisalpins, impatients de revoir leur patrie, se mirent en route aussitôt après avoir reçu leur dernière gratification, les uns par la voie des Alpes, suivie à leur arrivée, les autres par Marseille, où le gouvernement avait mis à leur disposition une frégate pour les reconduire jusqu'à Gênes. Après avoir été pendant un mois le théâtre d'une animation inaccoutumée et le centre de la politique française et italienne, Lyon reprit au bout de quelques jours son aspect de ville de province et sa tranquillité habituelle.

V

A travers tant de lenteurs et d'ajournements, la Consulte avait enfin terminé ses séances et accompli sa tâche. Après avoir suivi sa marche, il reste à chercher l'impression qu'elle avait produite à Paris ou à Milan. Il convient également de préciser celle qu'elle doit laisser à distance, avec le recul du temps et dans les conditions nécessaires d'impartialité.

Si la convocation même de l'assemblée cisalpine laissait les Parisiens assez indifférents, la nouvelle, longtemps incertaine, du départ de Bonaparte éveillait certaines inquiétudes motivées par l'état de malaise moral dans lequel il laissait la capitale, comme par les dangers de guerre qui pouvaient résulter de son intervention dans les affaires italiennes. Il dut rédiger lui-même et faire insérer dans les journaux un article pour

rassurer le public¹. Lorsqu'il eut quitté Paris, le silence absolu gardé par le gouvernement sur les premières nouvelles de Lyon donna lieu à mille conjectures : nomination de Murat comme Président de la Cisalpine, réorganisation territoriale de tout le Nord de la péninsule, départ pour Milan de Bonaparte, qui rendrait leur trône aux Bourbons, tels étaient les bruits plus ou moins invraisemblables que propageait à Paris la curiosité ou l'esprit de parti². — Démentis à la fin de janvier par des nouvelles précises, ils firent place à d'infinis commentaires sur les derniers résultats de la Consulte. Les amis du gouvernement admiraient dans la Constitution cisalpine, publiée pour la première fois le 2 février, le « chef-d'œuvre de la politique³ » et une balance de pouvoirs beaucoup mieux comprise qu'en France. Les officiers, qui avaient redouté un instant une évacuation de l'Italie du Nord, se félicitaient d'y conserver leurs bonnes garnisons. — La satisfaction des uns et des autres se montrait d'ailleurs moins bruyante que les critiques des mécontents. Tandis que les jacobins représentaient les « patriotes » cisalpins comme sacrifiés désormais aux nobles et aux prêtres, les tribuns s'inquiétaient de l'accroissement de puissance que venait de recevoir Bonaparte, et les doctrinaires, groupés autour de Mme de Staël, dénonçaient son élection comme illégale et incompatible avec sa qualité de citoyen français. Ils ne voulaient voir dans la session de la Consulte qu'une vaste comédie, contre laquelle la minorité aurait secrètement protesté auprès de lord Cornwallis⁴, et dans l'ingénieuse distribution du corps électoral en trois ordres qu'une manœuvre pour mieux « imposer les propriétaires, faire taire les hommes

1. Dépêche de Markov du 6/23 nov. 1801 (TRATCHEVSKI, LXX, 355).

2. Rapports de police dans AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 627, 678, 698, 706, 715, 721.

3. AULARD, II, 724.

4. AULARD, II, 750.

de lettres et fermer les ports aux commerçants¹ ».

A Milan, les appréciations n'étaient pas moins divergentes qu'à Paris. Passant par les mêmes alternatives, l'opinion s'y était partagée de la même façon. Elle reflétait d'ailleurs l'état d'esprit des députés. Leurs premières lettres de Lyon ne contenaient guère que des plaintes sur les difficultés de leur installation, ou sur l'insignifiance de leur rôle. En se prolongeant, cette absence d'informations précises favorisait l'industrie des faiseurs de nouvelles et des politiques de café. Ils proposaient chacun leur solution à l'énigme dont le mot leur échappait encore : annonçant un jour la nomination de Melzi, Aldini et Guicciardi comme consuls, le lendemain la présidence de l'archiduc Charles, à la fin seulement celle de Bonaparte. Parmi ces conjectures, une seule semblait prendre quelque consistance, parce qu'elle répondait peut-être aux secrets désirs de l'âme populaire, et trouvait une confirmation, au moins apparente, dans certains propos du Premier Consul ; elle attribuait à celui-ci le projet de réunir successivement à la Cisalpine la Ligurie, le Parmesan et le Piémont, de l'étendre ainsi jusqu'aux Alpes, à la mer et à l'Adige, et même de lui faire franchir cette dernière limite². D'après les lettres venues de Lyon, il n'avait pas craint de déclarer à quelques députés : « Armez-vous, formez ~~à 800~~ ^{à 800} bataillons, et je vous conduirai jusqu'à Vienne³. » Sans rechercher si ces paroles avaient été exactement rapportées, les optimistes

1. C'est en ces termes que M^{lle} DE STAEL elle-même caractérisait l'œuvre de Lyon (*Dix années d'exil*, éd. Paul Gautier, 69-70).

2. Dépêches de Taglioretti des 23 et 31 janv. 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391) ; dépêche de Cattaneo du 12 janv. (Arch. Gênes, *Corr.* Milan, 27), dépêche d'Orocco du 30 janv. (Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1370).

3. Il aurait même ajouté : « L'Italie est une poularde destinée à être plumée ; si elle ne l'était par les Français, elle le serait par l'Empereur. » LOMBARDI, 24 janv.

s'en autorisaient pour donner carrière à leur imagination.

Ce fut au milieu de ces espérances hasardées et de ces bruits contradictoires que parvint à Milan la nouvelle des dernières délibérations de la Consulte. Annoncée le 29 au soir par le bruit du canon, confirmée le lendemain par une proclamation du Comité de gouvernement, célébrée le 31 par un *Te Deum* solennel au Dôme¹, elle fut accueillie avec plus d'indifférence que de satisfaction. La proclamation de la « République italienne » parut faire moins d'impression sur le public qu'elle n'en avait produit sur les députés; l'élévation de Bonaparte à la présidence, bien que représentée comme probable par les dernières lettres reçues de Lyon, « surprit tout le monde sans contenter personne² ». Elle fournit même aux malveillants une occasion pour prédire une protestation de l'Empereur, garant de l'indépendance cisalpine, ou un échec des négociations de paix engagées à Amiens³.

Les jours suivants, les premiers députés revenus de la Consulte vinrent ajouter leurs impressions à celles de la foule. Les ecclésiastiques étaient les seuls à manifester une satisfaction sans mélange⁴. Bien qu'un peu scandalisés du rôle prépondérant qu'un défroqué comme Talleyrand avait joué dans leurs délibérations, ils se félicitaient d'avoir obtenu, avec des égards auxquels ils n'étaient plus accoutumés, des dotations pour les séminaires et évêchés, ainsi que le rétablissement des règles canoniques pour la nomination des curés. — Quant à leurs collègues laïques, ils déclaraient que leur rôle s'était réduit à approuver des résolutions arrêtées d'avance et contre lesquelles il eût été inu-

1. MANTOVANI, 29 janv.; *Nouvelles de Leyde*, N° du 19 fév. 1802.

2. LOMBARDI, 1^{er} fév.

3. Lettre de Marescalchi à Melzi du 7 fév. (Arch. Milan, 30).

4. MANTOVANI, 4, 7 et 13 fév. 1802.

tile de protester; la plupart se montraient froissés dans leur amour-propre national d'avoir entendu le Premier Consul déclarer qu'aucun Cisalpin ne lui paraissait digne d'occuper la suprême magistrature; quelques-uns lui attribuaient le projet de quitter la France, aussitôt la paix conclue, pour venir exercer ses nouvelles fonctions à Milan¹. Dans l'ensemble, les députés se montraient plus résignés qu'enthousiastes, et semblaient ne rapporter de Lyon que le souvenir d'avoir assisté comme comparses à une pièce à grand spectacle, conduite par le bâton d'un chef d'orchestre trop visible.

Cette impression instinctive des intéressés doit-elle demeurer le jugement raisonné de leurs descendants? La Consulte de Lyon peut être appréciée très différemment, d'après les principes de la moralité ou d'après les exigences de l'intérêt politique. — Au premier point de vue, elle frappe surtout par le contraste continué que l'on relève entre les apparences et les réalités de son histoire. Présentée à l'Europe comme l'expression solennelle de la volonté populaire, elle était formée de catégories arbitrairement déterminées, bien qu'ingénieusement choisies, comprenant des membres en partie choisis par le gouvernement, en partie nommés sous son contrôle direct. — Une fois réunie, elle n'a pas possédé la liberté d'une assemblée constituante plus qu'elle n'avait rempli les conditions d'une assemblée élective. Sans avoir à intervenir dans le règlement de son ordre du jour, dans la nomination des présidents de ses séances et dans la direction générale de ses débats, elle a vu employer contre elle tous les artifices parlementaires propres à entraver l'expression de ses sentiments communs : accélération forcée de ses travaux, division de ses membres en sections sépa-

1. Dépêche de Taglioretti du 6 fév. (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

rées, décomposition de ses votes en scrutins à deux ou trois degrés, délégation de ses pouvoirs à des comités restreints et dociles. Les deux grandes opérations confiées aux députés, c'est-à-dire la rédaction d'une constitution politique et religieuse et l'élection du chef de l'État, leur furent imposées, l'une comme un fait accompli et l'autre comme une nécessité internationale, assez impérieuse pour les forcer à revenir sur leurs premiers choix et à perpétuer eux-mêmes, par la désignation d'un étranger, l'assujettissement de leur République. Un adversaire de la politique consulaire pourrait trouver dans cet ensemble de circonstances plus d'arguments qu'il ne lui en faudrait pour ramener l'œuvre de Lyon aux proportions d'une parodie de consultation nationale.

Le point de vue change si l'on se place uniquement sur le terrain des faits, et si l'on ne considère que l'intérêt de l'Italie elle-même. N'apparaît-il pas alors que le Premier Consul a été forcé par la logique d'une situation antérieure à agir comme il l'a fait, par les moyens qu'il a employés ? — Création artificielle de la France, la Cisalpine ne pouvait être maintenue que par des moyens artificiels et sous la tutelle française ; œuvre d'une minorité, la révolution ne pouvait s'asseoir et se fonder que par l'action de cette minorité. Si la Consulte était sortie des assemblées primaires, de manière à devenir l'émanation directe de la nation, les élections se seraient faites sous l'influence de la noblesse et du clergé, comme le montraient les premiers essais de suffrage universel tentés en 1796 ; le soin d'organiser la République aurait été dévolu à une assemblée systématiquement hostile au nouvel ordre de choses. Force était donc de confier cette mission constituante, non à la masse aveugle, mais à une élite assez éclairée pour admettre le principe d'un régime démocratique et concevoir la nécessité des sacrifices passagers qu'exigeait sa fondation. — Si les députés,

après leur convocation, eussent été soustraits à toute pression extérieure, leur premier acte, suffisamment indiqué par leurs votes, eût été d'élire Melzi ou un autre Italien à la présidence, leur premier vœu de réclamer la cessation de l'occupation française. L'insuffisance et le découragement que devait montrer ce personnage au second rang prouvent assez clairement à quel point il était incapable d'occuper le premier. Il fallait une main plus puissante que la sienne pour élever l'autorité centrale au-dessus de régions disparates, de partis hostiles et de personnalités rivales. Il fallait d'autre part une armée étrangère, à défaut de troupes nationales, pour défendre l'ordre public contre les factions, l'unité nouvelle contre les tentatives séparatistes, la frontière de l'Adige contre une agression extérieure, pour prévenir à la fois l'anarchie du dedans et l'invasion du dehors. Livrée à elle même, la Cisalpine en était incapable, faute de ressources matérielles et d'union morale. L'Autriche n'aurait eu qu'un prétexte à trouver et un geste à esquisser pour détruire, avec sa forme même, les germes d'indépendance déposés sur son sol. La tutelle, au moins provisoire, de l'État qui l'avait créée représentait donc pour elle une condition essentielle d'existence. — D'autre part, cette tutelle aurait promptement dégénéré en humiliant assujettissement, comme ne le prouvait que trop l'exemple de la première Cisalpine, si elle s'était exercée par l'entremise d'un Président italien, naturellement désarmé en présence des chefs du corps d'occupation, qui disposaient de la force matérielle. Seul le Premier Consul, réunissant en sa personne la plénitude du pouvoir civil et du pouvoir militaire, la suprême magistrature de la France et celle de l'Italie, possédait une autorité assez haute pour résoudre les difficultés de cette situation, et imposer le respect du gouvernement national à ses généraux.

En résumé, le protectorat français, sous la forme qu'il avait reçue et avec les charges qu'il entraînait, représentait en 1801 un mal nécessaire, dont on ne pouvait songer alors à faire disparaître que les abus. C'est à ce dernier objet que devait pourvoir la Consulte de Lyon par la fondation d'un régime représentatif et régulier, offrant des garanties aux particuliers, possédant la seule indépendance compatible avec sa sûreté extérieure, revêtu d'un titre qui était à lui seul une promesse d'avenir, présidé par un homme dont le nom constituait une sauvegarde. C'est par là que cette assemblée ne peut être considérée comme ayant fait faillite à sa mission, et que sa réunion marque une date dans l'histoire de la Révolution italienne.

LIVRE III

L'ORGANISATION DU RÉGIME

CHAPITRE PREMIER ¹

MELZI

- I. Sa famille et son existence avant la Révolution. — Ses débuts dans la vie politique. — Sa retraite sous la première et la seconde Cisalpine.
- II. Traits distinctifs de son caractère : aversion pour le pouvoir et crainte des responsabilités. — Ses idées politiques : leur désaccord avec ses fonctions. — Ses travers d'esprit.
- III. Raisons de sa nomination. — Sa popularité. — Ses vertus : patriotisme, désintéressement et loyauté. — Ses qualités extérieures.

En renouvelant le personnel gouvernemental de la Cisalpine, la Consulte de Lyon avait amené au premier plan de la scène publique un homme qui jusqu'alors s'était spontanément réduit à un rôle occulte et effacé. C'était le comte Melzi, appelé à administrer sur place, et comme Vice-Président, l'Etat que Bonaparte devait

1. Cf. pour tout ce chapitre la biographie de Melzi en tête du 1^{er} volume des *Memorie-Documenti* (pp. 1-340) et mes *Notices et documents biographiques*, chap. I.

gouverner de haut et de loin, à Paris. Pour comprendre la nature de son influence sur les destinées naissantes de la République, il importe de rechercher, par l'étude de sa vie antérieure, quels mérites et quelles imperfections il apportait au suprême pouvoir.

I

Francesco Melzi d'Eril, né à Milan le 6 octobre 1753, descendait par son père, Gaspere Melzi, de l'une des plus anciennes maisons du patriciat lombard, et par sa mère, Teresa d'Eril, d'une vieille famille castillane dont il hérita, avec de vastes propriétés près de Saragosse, une parenté assez rapprochée, avec Palafox, le futur défenseur de cette ville. — Lors de sa majorité, sa naissance le fit entrer dans le collège des 60 « décurions » qui administraient Milan. Dès lors, et pendant plus de 20 années, l'exercice de ces fonctions municipales, les soins nécessités par une santé prématurément ébranlée, la gestion d'un patrimoine compromis par l'imprévoyance paternelle, les distractions de voyages d'affaires en Espagne (1785) ou en Angleterre (1787) suffirent à occuper son existence. Elle se serait écoulée paisible et unie, semblable à celle des autres nobles milanais, s'il n'avait cherché à en relever la monotonie par le travail, la lecture des philosophes de son temps, et surtout l'étude des problèmes économiques auxquels se consacrait Pietro Verri, devenu son beau-frère. La précoce maturité de son jugement, son expérience administrative, l'autorité de son caractère s'étaient si promptement imposées à ses compatriotes qu'en 1790, lors du voyage de l'empereur Léopold à Milan, son nom figurait en tête d'une liste remise à ce prince pour lui indiquer les personnes jugées les plus dignes d'être

employées à la réorganisation de l'État, troublé par les réformes hâtives de Joseph II ¹.

Les bouleversements révolutionnaires allaient offrir à Melzi l'occasion de jouer un rôle plus actif. A l'approche de l'armée de Bonaparte, ses collègues le choisirent comme membre de la délégation chargée de se rendre à Lodi pour porter leurs hommages au vainqueur. Cette mission, qu'il n'accepta qu'à son corps défendant, comme un « devoir moral », devint pourtant l'occasion de sa fortune. Au lieu de se laisser déconcerter, comme tant d'autres, par les questions impérieuses et pressantes qui lui étaient posées, il y répondit avec un sang-froid, une indépendance de langage et même une fermeté de ton qui, loin de le desservir, attirèrent pour toujours sur lui les regards et l'estime de Bonaparte ².

Avant d'éprouver les effets de cette faveur naissante, il eut sa part des lourdes épreuves infligées par le régime militaire à sa ville natale. Enveloppé dans le décret de proscription dirigé contre les anciens décurions, arrêté et déporté à Cuneo (novembre 1796), libéré par ordre de Saliceti, réfugié ensuite à Florence, il revint enfin à Milan (janvier 1797) pour s'y voir sollicité à maintes reprises de prendre part aux affaires publiques. Il repoussa ces avances avec une douceur déférente, et adopta dès ce moment l'attitude réservée dont il ne devait plus se départir : il semblait mettre à fuir les honneurs autant de persévérance que d'autres apportaient de passion à les poursuivre. C'est que, sans être hostile aux principes de la Révolution, qu'il n'avait d'ailleurs pas souhaitée, il en condamnait les excès et en méprisait les instruments « ...Je suis désireux de

1. Dépêche de Moll du 9 juillet 1804 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1802), d'après une conversation de Melzi.

2. Voir dans mes *Notices et Documents biographiques*, pp. 7-19, le récit qu'il a laissé de sa mission dans son journal intime.

faire du bien, écrivait-il à ce propos dans son journal intime¹, mais je n'ambitionne ni influence, ni pouvoir, et je ne cours pas après l'argent. Par-dessus tout, je ne puis accorder aucune tolérance aux actions malhonnêtes, ni dissimuler mon mépris pour qui est capable de les commettre. A travers toutes les vicissitudes et dans tous les temps, voilà quelle a toujours été et quelle doit être encore ma ligne de conduite. » Plus loin il précisait ainsi le sens de cette déclaration : « Autre chose est de détruire pour tout laisser à l'abandon, autre chose de désorganiser pour réorganiser. Dans le premier cas, les hommes de cœur (*galantuomini*) ne peuvent participer à la vie publique ; dans le second, ils doivent y collaborer *totis viribus*². » — Se refuser à détruire, mais concourir à fonder, telle était donc à ce moment la devise de Melzi. Il était plus facile pour lui de la proclamer avec force que de s'y conformer avec certitude. En fait, la difficulté d'appliquer ce critérium allait l'amener à jouer dans la révolution un rôle assez ambigu, qui n'était ni l'abstention complète, ni la coopération constante aux affaires publiques.

Au moment où la République cisalpine³ vient remplacer (juillet 1797) la dictature militaire, il croit devoir lui accorder l'assistance de sa plume, par la rédaction d'une brochure populaire et apologétique sur les mérites de la nouvelle Constitution⁴ ; mais, tout en la soutenant comme publiciste, il se refuse à diriger ses débuts et décline un mandat de député au Grand Conseil. Aussitôt après, il se décide à la représenter comme diplomate au congrès de Rastadt, où le règlement des affaires d'Allemagne pouvait avoir sa répercussion sur

1. 12 mai 1796.

2. *Ibid.*, 16 mai.

3. Sur le rôle de Melzi sous la Cisalpine, cf. GREPPI, II, 229, 235, 237, 368, et le passage souvent cité des *Mémoires* de MIOT DE MELITO (I, 161).

4. Reproduite dans les *Memorie*, I, 420-448.

celles d'Italie. Il y reste toutefois fidèle à son habitude de servir sans se dévouer et de se prêter sans s'abandonner ; il n'y arrive qu'en décembre et repart au bout de six mois, bien avant la fin des négociations, faute d'y rencontrer Bonaparte, dont la présence probable l'y avait attiré, et de pouvoir intéresser les diplomates étrangers au sort de son pays. Il ne trouve un auditeur complaisant que dans la personne de l'envoyé autrichien, Louis de Cobenzl, auquel il soumet des plans de réorganisation italienne dont l'esprit n'était peut-être pas pour déplaire au cabinet de Vienne¹.

Malgré la défaveur que ces relations pouvaient lui attirer à Paris, il s'y rend aussitôt après avoir obtenu son congé (26 mai), avec la mission apparente d'y étudier, pour l'introduire ensuite dans la Cisalpine, le système d'instruction publique français². Il n'y séjourne pas encore depuis un mois qu'il s'y voit nommé ambassadeur (3 juillet 1798), à la place de Visconti, dont l'insuffisance a été définitivement reconnue ; il se dérobe à cet honneur, mais sans décourager la confiance des membres du Directoire cisalpin, qui, à la fin de l'année (9 décembre), lui proposent de remplacer l'un d'eux. Il refuse encore, parce que, déclare-t-il dans une lettre à un ami, « celui qui ose gouverner son pays contre la volonté générale est un tyran, et la volonté générale de mon pays n'est pas douteuse sur le système que l'on y suit³ ». Puis, pour se dérober sans doute à de nouvelles sollicitations, il demande et obtient la permission d'aller aux eaux de Barèges se remettre d'une attaque de goutte. Sa saison terminée, il profite du voisinage de la frontière pour la franchir et se retirer à Saragosse auprès de son neveu Palafox.

1. Dépêche de Moll, 21 mai 1802, d'après une conversation de Melzi (Arch. Vienne, *Corr. Milan*).

2. MELZI, *Mem.*, I, 506.

3. MELZI, *Mem.*, I, 215.

Il devait y séjourner deux années; dans une retraite et une inaction absolues. Témoin lointain des nouveaux malheurs de son pays, il ne témoigna l'intérêt qu'il y prenait que par une éloquente adjuration à Bonaparte, au retour d'Égypte, pour le supplier d'y mettre un terme¹. Soit découragement, soit parti pris, il semblait peu pressé lui-même de concourir à cette œuvre de régénération, car il refusait encore, après Marengo, et d'entrer dans les conseils de la Cisalpine reconstituée² et d'aller la représenter au Congrès de Lunéville, où l'on croyait d'abord qu'elle serait admise (25 août 1800)³. On sait comment, appelé brusquement à Paris (2 février 1801), il s'y vit, aussitôt après son arrivée (26 mars), entraîné dans l'engrenage de la politique consulaire et associé, un peu malgré lui, aux travaux préparatoires de la Constitution, aux débats de la Consulte de Lyon et enfin au gouvernement de la République Italienne. Quelle figure allait-il faire dans l'exercice des délicates fonctions de Vice-Président ?

II

Sa biographie suffit à répondre à cette question, et représente à elle seule une psychologie. Jusqu'alors sa vie publiques'était réduite à une série de reculades continues. Toujours poussé vers le pouvoir par la confiance de ses compatriotes, il apparaissait comme toujours ramené vers la retraite par un sentiment de répugnance où entraient à la fois le souci excessif de sa santé et de son repos, la crainte de compromettre sa popularité, l'influence d'idées très arrêtées sur les conditions du

1. Reproduite dans MELZI, *Mem.*, I, 216, mais sans sa date (16 nov. 1799).

2. MELZI, *Mem.*, I, 528.

3. Melzi au Comité de gouvernement, 8 nov. 1800 (*Mem.*, I, 513).

gouvernement. N'étant, ni assez ambitieux pour se lancer dans la vie politique, ni assez indifférent pour s'en désintéresser, il n'y avait tenté que des incursions passagères, entreprises sans conviction, abandonnées sans regret, dont il se retirait mécontent des autres et de lui-même. Ces scrupules et ces hésitations pouvaient faire honneur à sa modestie; étaient-elles de mise pour l'accomplissement de l'œuvre la plus difficile dans le pays le plus désorganisé, alors qu'il fallait avant tout se décider avec promptitude, parler avec résolution et s'imposer avec autorité?

A l'indécision de son caractère répondait d'autre part l'obstination de son esprit. Ses idées politiques, aussi persistantes que sa conduite était irrésolue, n'avaient pas suivi la marche des événements qui changeaient sans cesse autour de lui, et elles présentaient avec les difficultés de la situation nouvelle un désaccord qui portait sur trois points principaux. — Habitué d'abord à faire de l'honnêteté privée la mesure de la moralité publique, il n'avait pas tardé à envelopper dans la même aversion tous les principaux représentants du parti révolutionnaire, parce que des hommes méprisables s'étaient glissés dans leurs rangs et que les circonstances les avaient forcés parfois d'employer des procédés de gouvernement répréhensibles à ses yeux. Il voulait donc écarter du pouvoir le personnel dirigeant des deux Cisalpines, compromis par ses défaillances individuelles ou son impopularité collective, pour lui substituer des hommes nouveaux aux affaires, moins expérimentés au point de vue politique, mais plus considérés au point de vue social. C'eût été remplacer une intolérance par une autre, renoncer volontairement à des collaborations utiles, et poursuivre l'impossible entreprise de constituer une république sans républicains. En vain Bonaparte recommandait-il à Lyon d'introduire en Italie le système de l'« amal-

game », que lui-même appliquait avec succès dans la France consulaire. Melzi écoutait les conseils, mais gardait ses préjugés.

Ses idées sur le gouvernement ne devaient pas apporter de moindres obstacles à l'accomplissement de sa tâche. Le pouvoir avait, d'après lui, pour objet presque unique de satisfaire la « volonté générale » des citoyens : conception généreuse, conforme aux principes philosophiques, mais applicable seulement dans les pays comme l'Angleterre où il existait un esprit public et des organes accrédités pour l'exprimer ; théorie décevante au contraire, peut-être même périlleuse, dans une période de crise et de transition, au sein d'une république naissante et composite, au milieu de partis hostiles et d'éléments géographiques disparates, alors que l'opinion générale, n'étant ni éclairée ni assise, se cherchait elle-même et semblait avoir moins besoin d'être consultée que dirigée et même devancée. Attendre pour agir qu'elle se fût prononcée sur des problèmes jusqu'alors étrangers à ses préoccupations, c'était risquer de partager ses incertitudes ou son inertie, de suivre ses égarements au lieu de les redresser, et de confondre sa voix avec celle des intérêts particuliers. Melzi ne comprenait pas que dans l'état actuel des choses l'essentiel était plutôt de gouverner pour le pays que par le pays.

Cette erreur de point de vue se rattachait d'ailleurs aux deux idées directrices, l'une négative et l'autre positive, dont on avait pu précédemment, soit à Paris, soit à Lyon, constater la persistance dans son esprit et l'influence sur sa conduite. La première a été expliquée en ces termes par lui-même dans une lettre écrite à Palafox, au cours de l'été de 1801 : « Je regardais l'existence de la République cisalpine comme un monstre incompatible avec le bonheur du pays et avec le système de l'Europe... Conséquent avec mes prin-

cipes, je n'ai cessé de répéter que, tant qu'il y aura des troupes françaises en Italie, la paix de l'Europe ne sera que précaire ; que, sans troupes françaises, il est impossible qu'une république s'y soutienne ; que si l'on veut consolider donc la paix, il faut renoncer à la Cisalpine... » On sait d'autre part que, pour la remplacer, Melzi aurait voulu la transformer en État monarchique, mettre à sa tête un prince d'une maison secondaire, l'unir par un lien fédératif ou un pacte de famille aux autres souverainetés du bassin du Pô, et faire ainsi de l'Italie du Nord un pays neutre intermédiaire entre la France et l'Autriche, qui n'auraient plus de raison, l'une d'y maintenir des garnisons, l'autre d'y garder une position offensive¹. Ces idées, qu'il caressait avec amour dans la solitude et développait avec complaisance à ses interlocuteurs, se rapprochaient peut-être de celles de Talleyrand : elles avaient peu de chances en tout cas d'être agréées par Bonaparte. Bien que Melzi dût se faire peu d'illusions à ce sujet, il n'avait pas voulu y renoncer, et il devait y revenir, comme à un remède et à un refuge sûrs, dans toutes les circonstances où les multiples mécomptes de sa vice-présidence feraient éclater à ses yeux les inconvénients du système en vigueur. Par l'écart qu'elles présentaient avec les réalités présentes, elles étaient destinées à paralyser son activité au lieu de la stimu-

1. Cf. plus haut p. 273. Une phrase de la lettre adressée à Bonaparte au retour d'Égypte tendrait à faire croire que Melzi a partagé un instant les idées unitaires. Elle est ainsi conçue : « Où est le but pour l'Italie ? Il en existait bien un, il était grand, le seul grand : fondre toutes ces peuplades et recréer une nation. Mais la grandeur du résultat a fait peur. Une politique routinière, des vues de domination... tout enfin s'est réuni pour écarter ce but définitivement, solennellement. La chance était belle, elle était unique, *mais elle est passée.* » Cette conclusion semble confirmée par cette phrase d'une conversation de Melzi avec Moll pendant la première année de sa vice-présidence : « Si, à ma place il y eut un homme qui eut la folie de viser à l'unité républicaine de toute l'Italie... » (Dépêche de Moll du 30 juil. 1803. Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1803.)

ler, à devenir pour lui, au lieu d'un soutien, une source de découragement.

Son éducation et son passé ajoutaient d'autre part quelques défauts d'ordre secondaire à l'insuffisance fondamentale de ses théories. Étranger jusqu'alors à la conduite des grandes affaires, il devait se laisser trop facilement écraser sous leur poids, embarrasser par leur complexité, entraîner à les traiter avec autant de minutie qu'autrefois les détails de ses fonctions municipales. Ayant toujours vécu dans le milieu étroit de la vie de province italienne, il en apportait les travers dans la vie souveraine : l'esprit de cabale, le goût des petites intrigues et des petits moyens, une prédilection involontaire pour les besognes de police, un penchant marqué à voir partout des complots ou au moins des intentions malveillantes, et, par une conséquence forcée, un besoin instinctif de se confier à un groupe de favoris ou de flatteurs. — Touchant enfin à la cinquantaine, Melzi ressentait les premières fatigues de l'âge et il était sujet à des attaques de goutte dont les douleurs, devenues plus aiguës par leur renouvellement, devaient le jeter dans de véritables accès de prostration. Ces faiblesses physiques et morales présentaient toutefois peu d'importance par rapport au vice fondamental de sa nature et de sa situation. Par défaillance de volonté et raideur de conviction, il allait offrir le singulier spectacle d'un chef d'État exerçant avec scepticisme un pouvoir accepté avec répugnance, gouvernant une république qu'il ne croyait pas viable, chargé d'une mission qu'il réputait à l'avance impossible.

III

On peut se demander comment il avait pu, dans ces conditions, et de préférence à d'autres concurrents, fixer le choix de Bonaparte. Celui-ci a répondu lui-même à cette question; il déclarait n'avoir trouvé en Italie que deux hommes dignes de ce nom, Dandolo et Melzi, et représentait le second¹ comme « le plus accrédité par ses lumières, son patriotisme et sa probité, plein d'amour de son pays, et tout dévoué à l'indépendance de l'Italie ».

Le principal titre de Melzi à la confiance consulaire, c'était d'abord son autorité morale sur ses compatriotes. Restreinte autrefois aux limites de la Lombardie, étendue peu à peu jusqu'à celles de la République, sa réputation, mieux servie par sa retraite qu'elle ne l'eût été par l'exercice du pouvoir, avait grandi de tout le discrédit des régimes auxquels il refusait son concours; il apparaissait ainsi comme la dernière ressource du pays et l'unique objet du besoin d'espérance persistant au fond des cœurs². De même que son parti pris d'absentéisme semblait une protestation muette contre l'anarchie des deux Cisalpines, de même son entrée dans la vie politique devait être interprétée comme l'assurance d'un meilleur avenir et le signal d'une révolution dans les méthodes de gouvernement. Le nommer Vice-Président, c'était faire bénéficier le nouveau régime de la popularité qui l'entourait, et adopter le seul moyen efficace de réveiller la confiance publique.

Si son nom valait à lui seul un parti, sa personne présentait également pour le Premier Consul les plus

1. Dans un passage des *Campagnes d'Italie* cité par BOUVIER, *Bonaparte en Italie*, I, 575.

2. Dès le 29 décembre 1798, Haller, chargé d'affaires de Suisse, écrivait à son gouvernement (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3363) : « Melzi a été fait directeur, mais il refusera. C'est bien la première tête de la République pour le génie, les talents et l'esprit. »

précieuses des garanties¹. Ses ennemis et ses envieux pouvaient attaquer sa politique ou railler ses travers : ils rendaient unanimement hommage à son patriotisme, à son désintéressement et à sa loyauté. C'était un profond amour pour l'indépendance de son pays qui avait inspiré jusqu'alors son attitude politique, et qui venait de le décider à sortir d'une longue retraite. La force de ce sentiment, exempt de tout calcul personnel, pouvait à la longue devenir aussi incommode qu'utile à l'exécution des projets consulaires. Pour l'instant, Bonaparte y voyait un moyen efficace d'agir sur une âme hésitante, et n'en redoutait pas les effets parce qu'il espérait en prévenir les susceptibilités et en diriger les élans. — Quant à l'intégrité de Melzi, ainsi qu'à son horreur pour ceux qui ne la partageaient pas, elle prenait une valeur particulière dans un milieu où l'intérêt privé exerçait tant d'empire sur les convictions politiques; chez un peuple écœuré par les prévarications de ses gouvernants; à une époque où il fallait accomplir avant tout une œuvre moralisatrice, assainir l'administration, et faire respecter la nouvelle République dans la personne de son chef. — Enfin la liberté même et l'indépendance de langage de Melzi étaient, à ce moment au moins, plus propres à le recommander qu'à le desservir. Soit que Bonaparte estimât alors qu'« on ne s'appuie que sur ce qui résiste », soit qu'il préférât une désapprobation ouverte à une adhésion douteuse, il ne semblait pas au début tenir rigueur à Melzi de voir ses projets contredits ou au moins discutés. Il avait même conçu pour lui une estime particulière en apprenant qu'après Rastadt, il était revenu à Paris, où son attitude au congrès pouvait le rendre suspect, au lieu de se rendre à Vienne, où il était assuré d'un accueil favorable². Cette loyauté

1. Dans sa lettre à Palafox (*Mem.*, I, 238-239), Melzi a indiqué très finement pourquoi Bonaparte recherchait son concours tout en repoussant ses idées.

2. A ceux qui tentaient de le desservir comme « plus autrichien que

de caractère apparaissait comme un inestimable avantage, au milieu des sourdes intrigues et des trahisons occultes, si fréquentes à cette époque, même dans l'entourage consulaire.

Pour compléter ce signalement du Vice-Président, que l'on ajoute enfin à ses qualités de fond les dons extérieurs du commandement : une physionomie à la fois majestueuse et fine, l'air et les manières d'un gentilhomme, une froide dignité d'attitude qui laissait apercevoir le grand d'Espagne sous les traits du magistrat républicain ; une magnificence officielle qui n'excluait pas la parcimonie domestique ; l'art de converser et de recevoir ; le talent d'insinuer avec adresse les idées qui devaient être ensuite soutenues avec force ; enfin l'habileté à ruiner lentement les adversaires trop redoutables pour être combattus de front... et l'on aura tracé tous les traits distinctifs de cette intéressante physionomie ¹. Si le caractère de Melzi imposait l'estime et la confiance, les contrastes de sa nature, l'influence de son passé, les incertitudes de sa conduite et de sa conscience, sa crainte des responsabilités devaient éveiller de sérieuses inquiétudes sur le succès de sa mission. Grand spectateur et grand critique plutôt que grand acteur politique, il semblait plus propre à conseiller ou à contrôler le pouvoir dans les périodes de calme qu'à le manier dans les temps de crise et de transition ; il était de ces hommes qui y apportent plus de considération que de force et s'y usent bientôt sans s'y perdre. Ce mélange de vertus et de faiblesses, de supériorités et de défauts devait expliquer les premiers succès et les difficultés ultérieures de son œuvre.

républicain », Bonaparte aurait répondu : « Melzi est l'homme d'opposition, mais net et prononcé. Il ne s'est jamais laissé trouver sur une arrière-pensée. En partant de Rastadt il n'est pas allé à Vienne où il était sûr d'être bien accueilli. Il est venu à Paris où il ne devait pas s'attendre à un bon accueil. » (Conversation de Melzi, reproduite par Moll dans sa dépêche du 21 mai 1802, Arch. Vienne, *Corr. Milan.*)

1. Cf. *Notices et Documents biographiques*, pp. 34 à 37.

CHAPITRE II

L'INSTALLATION

- I. Retour de Melzi à Milan (7 février). — Cérémonie d'inauguration du nouveau régime (15). — Démonstrations populaires et témoignages de sympathie.
- II. Premières mesures de Melzi. — Enquête sur l'état du pays. — Situation morale, matérielle et politique de la République. — Immensité de l'œuvre à accomplir : réparer les maux du passé et fonder de nouvelles institutions. — Proclamation à la nation (15 février). — Premiers résultats obtenus.

La Consulte de Lyon, restreinte dans sa mission comme dans sa durée, n'avait eu que le temps de fixer la forme et de désigner les membres du nouveau gouvernement. Pour le mettre en état de fonctionner régulièrement et de réaliser tous ses avantages, il fallait compléter ses ressorts et régler ses conditions d'existence, soit en lui donnant les organes d'exécution sans lesquels il ne pouvait agir, soit en lui ralliant l'opinion publique, sans laquelle il ne pouvait durer. — Ce devait être l'œuvre politique et morale de Melzi pendant les six premiers mois de sa vice-présidence; elle représente dans l'histoire de la République italienne la période d'organisation, la plus pauvre peut-être en événements, mais la plus féconde en espérances et en illusions.

I

Parti de Lyon aussitôt après la clôture de la Consulte (30 janvier), le Vice-Président arrivait le 6 février à la frontière de la République. Les conditions de son voyage de retour n'étaient pas indifférentes au succès de sa mission, ne fût-ce que par leur influence sur ses dispositions d'esprit. Il n'eut lieu que de s'en féliciter. Chaleureusement accueilli à son passage à Novare, il se trouva dans la matinée du 7 en vue de Milan, où l'attendait un imposant spectacle. Murat était venu à sa rencontre à la tête d'un nombreux état-major et d'une brillante escorte de cavalerie; en arrière, une double haie de troupes françaises bordait la route jusqu'à la *Porta Vercellina*. La voiture présidentielle, encadrée par les généraux italiens à cheval, pénétra dans la ville au bruit des salves d'artillerie, au son des musiques militaires et aux acclamations des habitants. Ce fut dans cet appareil presque souverain que Melzi fit son entrée dans la capitale dont il était parti deux mois auparavant en simple particulier. Après avoir assisté dans l'après-midi à un banquet fastueux que lui offrait le général en chef, il se rendit le soir au Théâtre où sa présence, pourtant inattendue, fut saluée des cris de « Vive Melzi ! » et d'applaudissements tellement réitérés qu'il dut y mettre un terme par un geste de la main¹.

Malgré ces manifestations extérieures, il était visible que l'opinion publique hésitait encore à se déclarer. Pour l'entraîner, on résolut de frapper les imaginations par une pompe officielle qui rendrait sensibles à tous les yeux les changements accomplis dans l'Etat. Fixée d'abord au 9 février, cette cérémonie eut lieu le 15, en

1. MANTOVANI, 8 fév.; dépêche d'Oroczo à Mozzi, 10 fév. 1802 (Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1370); *Nouvelles de Leyde* du 6 février.

grand appareil. Dans la matinée, 10.000 hommes de troupes françaises et italiennes, habillées de neuf, se massèrent sur la place du Dôme, où Murat les passa en revue. Dans le Palais national, qui en bordait un des côtés, se réunirent ensuite les diverses autorités entre lesquelles devait s'opérer la transmission des pouvoirs : d'une part le Comité du gouvernement et l'ancienne Consulte législative; d'autre part les membres des Conseils et des corps récemment nommés à Lyon. A midi, Melzi fit son entrée dans la salle des audiences où se pressait cette assemblée, au son du canon et sous le regard des nombreux spectateurs qui garnissaient les tribunes. Son arrivée donna le signal des discours. Murat au nom de la nation protectrice, Fontana et Sommariva au nom de l'ancien gouvernement, et lui-même au nom du nouveau prirent successivement la parole. Dans une harangue pompeuse et vide où il était question du « Génie de la paix », du « burin de l'histoire » et des « peuples qui reconnurent le soleil pour leur divinité », le premier se borna à jeter sur quelques lieux communs emphatiques toutes les fleurs de la rhétorique révolutionnaire. Le second ne prononça que quelques mots, comme président de l'ancienne Consulte, chargée aux termes d'un décret consulaire (27 janvier) de diriger officiellement la cérémonie. Sommariva, conscient de son impopularité, chercha, comme il l'avait déjà fait dans une proclamation au peuple (5 février), à excuser par les nécessités de la situation l'œuvre néfaste du Triumvirat. — Un grand silence se fit dans l'auditoire, jusque-là distrait et agité, quand le nouveau Vice-Président se leva pour prononcer sa réponse; il en poursuivit la lecture au milieu des applaudissements et s'entendit saluer, quand il se rassit, par une immense acclamation. S'adressant successivement à chacun des précédents orateurs, il se contenta pourtant de leur exprimer sa gratitude, son dévouement au pays et son admi-

ration pour le grand homme dont il devenait le représentant¹. Le chaleureux accueil fait à ces simples paroles constituait le principal intérêt de la séance, que termina la rédaction d'un procès-verbal. Dans la soirée un banquet de 145 couverts au Palais national, une représentation de gala à la Scala et un bal brillant chez Murat complétèrent les réjouissances officielles. La banalité en fut relevée par de significatives démonstrations populaires ; les Milanais illuminèrent spontanément leurs maisons et accueillirent par des applaudissements répétés l'entrée du Vice-Président au théâtre.

Ces manifestations extérieures, qu'on pouvait tenir pour éphémères et superficielles, furent confirmées les jours suivants par de nombreux témoignages écrits de la confiance publique, de toute forme et de toute provenance. Tandis que les faiseurs de sonnets de circonstance célébraient à l'envi « le nouveau Franklin qui allait porter dans le corps de l'Italie l'étincelle de la vie », Melzi recevait chaque jour des mémoires ou des lettres dont les auteurs, souvent anonymes, traçaient un tableau saisissant des misères du pays et s'adressaient à lui comme au seul homme capable d'y porter remède : « Songez, écrivait l'un d'eux, que les yeux des Italiens sont fixés sur vous, et que vous êtes le centre de leurs communes espérances². » A cette impression instinctive de la foule répondait la conviction raisonnée de l'élite : « C'en était fait de notre malheureuse patrie, s'écriait le poète Monti, si l'homme qui peut seul la sauver l'avait laissée entre les mains de ses bourreaux. Finalement me voilà content, si content que d'ici à dix années, je

1. Texte des discours dans le *Foglio ufficiale*, 1802, pp. 1-9. Compte rendu de la cérémonie dans les *Nouvelles de Leyde*, N° du 5 mars 1802. Récit détaillé par Agar dans MURAT, *Lettres*, II, 241. Le texte du discours prononcé par Murat présente dans cette publication quelques divergences avec le texte officiel.

2. *Lettera d'un Italiano inviata il giorno 20 febbrajo al cittadino Melzi... da un amico del popolo*, Cette lettre (imprimée) est insérée dans MARELLI, avec la mention qu'on l'attribuait à Pellegata.

n'aurai pas besoin de médecin. » Cette exclamation, qui devait, au témoignage d'un ministre étranger, traduire le sentiment général¹, trouvait un écho au delà même des frontières de la République. De Rome, le comte Alexandre Verri écrivait au frère du Vice-Président : « Tous les regards sont tournés vers votre frère comme vers une comète. Sa situation n'est point indifférente à l'Europe. Il représente pour nous Saint Paul descendant du troisième ciel². » A Vienne, l'empereur François lui-même exprimait, au cours d'une audience accordée au comte Litta, sa satisfaction de voir à la tête de la République un homme d'autant de talent et de désintéressement. A Paris enfin, Bonaparte, aux premières nouvelles reçues de Milan, adressait à Melzi ses félicitations et lui renouvelait en termes formels l'expression de son entière confiance³.

L'installation du nouveau gouvernement s'était donc accomplie sous des auspices aussi favorables que le permettait la tristesse des circonstances. Elle avait donné lieu à un mouvement d'opinion moins bruyant sans doute que ceux qui avaient accueilli l'arrivée des Français en 1796 ou leur retour en 1800, mais plus réfléchi, mieux motivé et plus universellement ressenti. Pour la première fois toutes les classes de la société se trouvaient réunies par un sentiment commun et tous les hommes d'ordre se félicitaient, au lieu de s'en alarmer, d'un nouveau changement de gouvernement. C'était tout ce qu'on pouvait désirer et obtenir dans l'état d'inquiète lassitude où les agitations révolutionnaires avaient laissé l'opinion publique.

1. Dépêche d'Oroczo, 13 février 1802 (Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1370).

2. MELZI, *Mem.*, II, 575-578.

3. Bonaparte à Melzi, 25 fév. 1802 (MELZI, *Mem.*, II, 9).

II

Les fêtes à peine terminées, le Vice-Président dut se mettre au travail. L'immensité de sa tâche lui paraissait tellement difficile, non seulement à remplir, mais même à connaître, qu'il n'avait pu en l'abordant se défendre d'un involontaire mouvement de recul : « Je ne puis dépeindre, écrivait-il aussitôt après son arrivée, l'accueil qui m'a été fait à Novare et à Milan; mais pour Dieu ! plus s'approche l'œuvre à accomplir, plus elle me semble délicate et malaisée... tout est un chaos dans lequel je n'ai pu encore voir le jour d'aucun côté¹, » — Avant de porter la lumière dans cette confusion, il prit d'urgence les quelques mesures indispensables à l'existence même de son gouvernement. Pour ne pas interrompre l'action publique, il confirma provisoirement tous les fonctionnaires alors en exercice (15 février)² et, pour les payer, il recourut à son corps défendant aux tristes expédients trop souvent employés dans les dernières années; il fit forcer les caisses départementales, dont le contenu fut envoyé à Milan; il se procura ainsi de l'argent pour un mois. — Assuré de ce délai, il recourut à toutes les sources d'informations pour se rendre compte des besoins du pays. Non content de consulter les diverses personnes en état de le renseigner exactement, ou de les envoyer en mission dans les provinces, il poussa le scrupule jusqu'à rechercher même la collaboration anonyme du public, et fit placer au bureau de police une boîte aux lettres où tous les citoyens pouvaient déposer, sous le sceau du secret, l'expression écrite de leurs plaintes³.

1. Lettre à Marescalchi (s. d. mais écrite aussitôt après son retour à Milan), Arch. Vienne, 17.

2. F. O., 1802, p. 12.

3. MANTOVANI, 15 mars 1802.

Elles affluaient déjà au siège du gouvernement, sans qu'il fût besoin de les solliciter. Il s'en dégagait des indications assez nettes pour mettre, au bout de quelques jours, Melzi en mesure de rédiger un rapport complet sur l'état du pays¹. Les données en étaient propres à décourager l'âme la mieux trempée.

Un mécontentement universel et profond sur toute l'étendue du territoire, à tous les degrés de l'échelle sociale; les nobles et les prêtres regrettant leur ancienne situation; les moines indignés de ne pas recevoir les pensions promises, les riches de supporter l'énormité arbitraire des impôts d'exception, le peuple de voir sans cesse ses misères aggravées et ses espérances ajournées; les patriotes au pouvoir inquiets à la pensée d'en perdre le monopole; toutes les classes de la société divisées par la révolution en deux camps, mais réunies, à part une infime minorité, par une hostilité commune envers le gouvernement qui n'en satisfaisait aucune, et envers la domination française qui se montrait aussi onéreuse qu'humiliante; telle était la situation morale de la République. — Sa situation matérielle ne semblait pas plus satisfaisante. Un déficit permanent et sans fond, toujours accru par les exigences renouvelées de l'armée d'occupation et par le désordre des finances; des budgets impossibles à équilibrer, faute d'un système régulier d'impôts et d'une limitation possible des dépenses; le gaspillage et l'épuisement progressif des biens nationaux, unique ressource disponible pour les besoins extraordinaires; l'état d'abandon des services publics, le délabrement des routes, l'arrêt du commerce, enfin la situation précaire des hôpitaux ou des établissements de bienfaisance, privés d'une partie de leurs revenus : tous ces indices

1. Ce rapport se trouve Arch. Milan, 7. Cf. sur le même sujet la *Lettera d'un Italiano*, précédemment citée, qui contient un tableau complet de la situation du pays.

alarmants témoignaient assez que l'anarchie de l'administration répondait à l'anarchie des esprits. — Au point de vue purement politique enfin, la Cisalpine, devenue la propriété et presque la proie d'une coterie, avait présenté jusqu'alors le spectacle d'un gouvernement incapable et impopulaire, d'une multitude d'employés parasites, choisis non d'après leur moralité, mais d'après leurs opinions, et enfin d'un chaos de lois sans coordination, édictées au hasard des circonstances par des autorités sans mandat.

Ramener la confiance dans les esprits et l'ordre dans les affaires publiques, c'était là le principal bienfait que la nation espérait de Melzi, mais non la seule tâche que Bonaparte attendait de lui. — Il était investi d'une magistrature régulière, et non plus d'une dictature provisoire, pour donner à la révolution sa forme définitive, vainement poursuivie par elle à travers les agitations qui l'avaient forcée de sacrifier ses principes à ses besoins; il avait à faire prévaloir l'esprit et l'organisation de l'État moderne sur les habitudes et les intérêts de l'ancien régime, que n'avaient pu ébranler les réformes superficielles des deux Cisalpines. Il lui fallait à la fois : faire naître un esprit public et un sentiment national parmi des populations qui ne connaissaient encore que l'indifférence politique et le patriotisme de clocher; acclimater des institutions libérales chez un peuple soumis jusqu'alors à l'absolutisme monarchique ou à l'arbitraire révolutionnaire; établir enfin une administration uniforme et centralisée dans un État composite, où se perpétuaient encore les organes et les méthodes disparates des anciens gouvernements. C'était là sans contredit la partie la plus épineuse de sa mission, puisqu'au lieu d'y être soutenu par l'opinion, il devait y rencontrer les résistances de coutumes séculaires et de préjugés universels.

Après avoir terminé cette rapide enquête, le Vice-

Président eut le mérite de ne pas se faire d'illusions sur les difficultés de sa tâche et la franchise de ne pas les dissimuler à ses concitoyens. Il leur adressa (15 février) une proclamation¹ dont la simplicité de ton contrastait heureusement avec l'éloquence ampoulée de ses prédécesseurs et qui présentait l'avantage de poser nettement les questions à résoudre. « Comparez, disait-il en terminant, notre état actuel avec le but auquel nous devons tendre. Nous ne sommes pas encore un peuple et nous devons le devenir; nous devons former bientôt une nation forte par son union, heureuse par sa sagesse, indépendante par un véritable sentiment national. Nous sommes sans gouvernement régulier et nous devons en créer un; sans administration organisée et nous devons en établir une. »

Melzi aborda l'exécution de ce vaste programme par le seul moyen dont il pût encore disposer : il réunit (15 février) le Conseil législatif, chargé de préparer les premières lois à faire voter et destiné à lui servir provisoirement de Conseil de gouvernement². Puis il régla de suite sa situation personnelle, ainsi que les conditions de sa vie nouvelle. Bonaparte lui avait abandonné le traitement présidentiel, qui montait à 500.000 livres de Milan, en lui conseillant de s'en servir pour déployer une pompe souveraine. Témoin des colères soulevées par les dépenses exagérées des triumvirs, il craignit de paraître insulter ainsi à la misère publique. Au lieu d'aller habiter la somptueuse demeure des anciens gouverneurs autrichiens, il resta dans son petit appartement de la *via Santa Maria Segreta*, où il vivait seul avec un secrétaire³. Il y travaillait dans le silence de

1. F. O., 1802, pp. 9-11.

2. Les procès-verbaux de ce corps se trouvent à l'*Archivio di Stato* de Milan (Carton *Consiglio legislativo*, 595) et forment une source précieuse pour l'étude des débuts du gouvernement de Melzi.

3. Dépêche de Moll (21 mai 1802), qui ajoute que l'antichambre de cet appartement était ornée du portrait d'Alfieri.

son cabinet, et ne se rendait au Palais national que dans l'après-midi, pour y donner des signatures ou y présider des conseils. — Estimant toutefois que pour gagner l'opinion, son premier devoir était de se montrer accessible à tous, il consacra deux journées de la semaine à recevoir tous ceux qui lui en faisaient la demande. Il les écoutait avec intérêt et les laissait rarement partir sans un encouragement ou même sans un secours pécuniaire¹. Aucune mesure ne contribua peut-être autant à établir sa popularité naissante. Pour compléter enfin le cérémonial extérieur du nouveau régime, il lui donna, d'accord avec le Conseil législatif, un écusson où figuraient une balance, une épée et une palme : le public sembla d'ailleurs peu sensible à la signification de ces symboles².

Quand il voulut passer de ces détails de forme à la réorganisation de la République, il se vit forcé de l'ajourner au moment où Bonaparte nommerait les ministres de l'Intérieur, des Finances et de la Guerre, sans lesquels il ne pouvait rien entreprendre. Pour calmer l'impatience publique, il expliqua dans une circulaire officielle (22 février)³ les motifs de ce retard, et il en profita lui-même pour entreprendre une œuvre plus importante à ses yeux que toutes les autres parties de sa tâche. « Nous n'existons que par l'opinion », avait-il écrit au début de sa magistrature. C'est donc l'assentiment des esprits qu'il va s'attacher à obtenir et c'est sur la situation morale de la République que va se porter d'abord sa sollicitude.

A ce point de vue, il avait déjà obtenu un premier résultat, unanimement reconnu par les observa-

1. MANTOVANI, 21 fév. ; dépêches de Taglioretti, 27 fév. et 23 mars 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

2. Décret du 13 mai 1802 (B. L., 1802, p. 86) ; sur l'impression produite, cf. RAJSI, 16 juin.

3. F. O., 1802, p. 17.

teurs impartiaux¹, en dissipant les défiances éveillées par les opérations finales de la Consulte de Lyon. Effarouchés au début par la nomination d'un Président étranger, les Milanais se persuadaient peu à peu que loin de paralyser, comme ils l'avaient craint d'abord, l'action personnelle d'un Vice-Président national, elle donnait à celui-ci plus d'autorité pour travailler au bien du pays. Après avoir surmonté leurs préventions, Melzi se trouvait donc en bonne posture pour gagner leur attachement; et les deux premières semaines de sa vice-présidence, bien que remplies par les pompes extérieures des cérémonies officielles, n'avaient pas été inutiles au succès de sa mission.

1. « C'est peut-être, écrit Taglioretti (9 fév.), le moindre mal que la direction suprême des affaires soit remise aux mains du Premier Consul; car autrement il l'aurait exercée de toutes façons, mais avec des conflits inutiles et sans responsabilité vis-à-vis de l'Europe; et c'est toujours une grande consolation que de faire de nécessité vertu. » Le ministre ligurien se montrait encore plus affirmatif: « La marche du nouveau gouvernement ne saurait être meilleure. Le Vice-Président déploie beaucoup d'activité et de fermeté. Je me persuade chaque jour davantage que le projet de mettre le Premier Consul à la tête de la République a été conçu pour faire une chasse efficace aux abus enracinés dans chaque branche de l'administration. » (Dépêche de Cattaneo du 23 fév. 1802, Arch. Gènes, *Corr. Milan*, 27.)

CHAPITRE III

L'APAISEMENT SOCIAL

- I. Nécessité de gagner l'opinion publique et de rallier les anciennes classes dirigeantes. — Les propriétaires : leurs griefs contre le nouveau régime. — Concessions de fond et de forme qui leur sont faites ; rétablissement du calendrier grégorien, retour aux habitudes de la vie aristocratique. — Premiers symptômes de rapprochement des classes. — Le clergé ; ses griefs. — Égards officiels témoignés à la religion et à ses ministres. — Paiement graduel des pensions ecclésiastiques arriérées : heureux effet de ces mesures progrès de la paix sociale.
- II. Charges et vexations de l'occupation française. — Mesures prises pour en faire cesser les abus : réduction de l'abonnement payé à la caisse de l'armée, suppression du logement chez l'habitant, restitution des fonctions de police aux autorités civiles, évacuation de Milan par les troupes françaises. — Départ de Murat. — Symptômes de rapprochement entre la population et l'armée.

Dans l'état de trouble où se trouvait la République, la pacification des esprits et la conquête morale du pays, principal objet poursuivi par Melzi, ne pouvaient être ni l'œuvre d'un jour, ni l'effet d'un changement de régime ; cette tâche exigeait des efforts patients, des ménagements infinis, des précautions renouvelées. La confiance publique, qui s'inspire et ne s'impose pas, avait été trop profondément ébranlée par ses récents mécomptes pour ne pas demeurer instable, fugace, difficile à capter, plus malaisée encore à retenir ; l'ancienne société était trop bouleversée pour que les

éléments disjoints pussent en être aussitôt réunis et refondus dans des cadres nouveaux. En présence de ces difficultés, Melzi borna d'abord son ambition à satisfaire les griefs invoqués contre les gouvernements antérieurs par ceux qui s'en proclamaient les victimes. Il espérait ainsi réaliser, avant la conquête définitive de l'opinion publique, l'apaisement social qui en était le prélude et la condition.

I

Il importait d'abord de rallier au nouveau régime, sans en éloigner le parti révolutionnaire, les anciennes classes dirigeantes, dont l'influence devait entraîner le reste de la nation.

On sait quelle situation la Cisalpine avait faite aux grands propriétaires terriens. Écrasés d'impôts extraordinaires et exclus en fait des emplois publics, ils étaient devenus des privilégiés à rebours, condamnés à supporter sans compensations toutes les charges du régime. Leur appauvrissement les avait conduits à réduire leurs dépenses avec leurs revenus, de sorte que le peuple en souffrait au lieu d'en profiter. Pour y remédier, les grands seigneurs milanais, qui, avant la révolution, tenaient table ouverte et faisaient vivre une légion de clients, fermaient leurs salons, menaient la vie de bourgeois aisés et licenciaient la plus grande partie de leur personnel domestique ; la capitale y perdait en animation et ses habitants en bien-être. Rendre justice à quelques-uns, c'était donc en la circonstance servir les intérêts de tous.

Décidée et commencée à Lyon, cette œuvre de réparation devait se poursuivre à Milan. Déjà les propriétaires avaient recouvré l'égalité politique par la part qui leur était faite dans la composition des collèges et

des assemblées parlementaires; l'égalité fiscale allait leur être rendue par l'adoption d'un système régulier d'impôts, et l'égalité sociale par l'application du principe de l'« amalgame » au recrutement des fonctionnaires. — Sorti de leurs rangs, le Vice-Président espéra adoucir en eux le regret de leurs privilèges perdus, en faisant revivre les formes extérieures de leur ancienne existence. Un de ses premiers actes fut un décret (17 février)¹ rétablissant l'usage du calendrier grégorien « par égard pour les coutumes des populations ». Ce n'était là qu'un changement de nom, réclamé d'ailleurs par lui-même avant la Consulte, mais qui semblait clore l'ère révolutionnaire et que Bonaparte n'avait pas osé encore opérer en France. Pour effacer la mauvaise impression que pouvaient en éprouver les patriotes, Melzi crut devoir proclamer aussitôt après le principe de l'égalité civile, en interdisant aux employés de l'État (20 février), de transcrire des titres nobiliaires sur des actes publics². — Cette concession de forme au parti avancé ne l'empêcha pas, ni de se faire appeler « Excellence », ni de laisser Murat donner du « comte » et du « marquis » aux nobles dont il faisait sa compagnie habituelle, ni de remettre en honneur les usages de la vie aristocratique. Il avait inauguré au palais national une série de dîners hebdomadaires pour les ministres étrangers et les hauts fonctionnaires; il y donna le 4 mars une grande fête officielle, la première de ce genre depuis la Révolution. Réglée d'après le cérémonial de la cour archiducal, elle produisit par sa splendeur une profonde impression sur les assistants. Revêtu de son uniforme de velours vert brodé d'argent, suivi du corps diplomatique, qui lui servait de cortège, le Vice-Président parcourut les salons où se mêlaient l'ancienne et la nouvelle société, et se montra dans la

1. B. L., p. 9.

2. B. L., p. 10, et MANTOVANI, 20 février 1802.

grande salle de bal, aux acclamations du peuple entassé dans les tribunes¹. Il devait un peu plus tard se monter une maison civile et militaire complète, et nommer (15 mai) un préfet du palais, le marquis Stampa, chef de l'une des plus vieilles familles lombardes.

Ranimée par des exemples venus de si haut, la vie mondaine reprit une activité qu'elle ne connaissait plus depuis 1796 ; le carnaval de 1802 fut célébré avec cette frénésie de jouissances qui suit d'ordinaire les grandes crises politiques ; les nobles sortirent peu à peu de leur claustration volontaire pour se mêler, très timidement encore, aux plaisirs de leurs compatriotes. Un chroniqueur modénais, rendant compte d'une fête offerte à la société de la ville par les officiers de la garnison, exprimait sa surprise de voir pour la première fois les hommes des milieux les plus différents paraître côte à côte et s'entretenir familièrement dans les mêmes salons². C'étaient là les premiers indices de ce rapprochement des classes que favorisaient l'action du temps, la force des choses, la lassitude des discordes civiles, et qui devait passer dans les mœurs après avoir été proclamé dans les lois. Le gouvernement y contribuait en facilitant pour les nobles la transition de l'ancien au nouvel ordre de choses, sans rien sacrifier des principes de la Révolution.

Parmi les griefs du clergé, plus complexes que ceux de l'aristocratie, les uns avaient été redressés à Lyon et les autres devaient l'être par un accord prochain avec Rome. Pour l'instant la tâche de Melzi consistait à compléter l'effet des « lois organiques » et à préparer la conclusion du Concordat en témoignant, par son attitude journalière, de ses bonnes dispositions à l'égard

1. Dépêches d'Oroczo, Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1370 et de Taglioretta (6 mars 1802), Arch. Berne, *Corr. Milan*, 3391.

2. ROVATTI, 24 fév. 1802.

de la religion et de ses ministres. Il y parvint par des concessions de forme et des avances personnelles, qui, sans rien engager de l'avenir, empruntaient surtout leur valeur à leur contraste avec les procédés du régime précédent. — Il voulut d'abord prouver que la reconnaissance officielle du catholicisme, inscrite dans la Constitution, n'avait pas été seulement imposée par Bonaparte, comme beaucoup de gens semblaient le croire, mais répondait à la pensée du gouvernement. L'un des premiers décrets signés par le nouveau ministre de la Guerre (6 avril) prescrivit aux sentinelles de rendre les honneurs militaires au Saint-Sacrement¹. C'était rompre publiquement avec l'indifférence religieuse de la Cisalpine. En même temps le retour de la période pascale fournit au Vice-Président l'occasion d'en remplir les devoirs; bien que fort peu dévot, et même voltairien, il fit ses pâques à sa paroisse, assez ouvertement pour que cette nouvelle, aussitôt ébruitée, servit de thème aux éloges que certains prédicateurs lui décernèrent en chaire². Encouragés par son initiative, plusieurs préfets suivirent son exemple. Bientôt l'approche de la Fête-Dieu lui permit d'engager dans la même profession de foi le gouvernement tout entier. Accompagné de la Consulte d'État, des ministres et de tous les corps constitués, il suivit en uniforme la grande procession qui se déroula (17 juin) au milieu d'un grand déploiement de troupes, et avec une splendeur depuis longtemps oubliée³; il sembla vouloir renouer ainsi les traditions religieuses du pays, comme il en avait restauré les usages mondains par la fête du 4 mars. A Brescia, la garnison française, inaugurant un service nouveau pour elle, prêta également son concours à la cérémonie en faisant la haie sur le passage d'un cor-

1. F. O., 1802, p. 30.

2. MANTOVANI, 20 avril 1802.

3. MARELLI, 17 juin; dépêche de Taglioretti du 19 juin 1802.

tège où figuraient toutes les autorités¹. Entre temps, des subsides accordés à quelques églises pauvres, la nomination projetée de l'archevêque Codronchi comme ambassadeur à Vienne, les prévenances de certains préfets envers les curés de leur ville témoignaient assez que désormais le pouvoir civil considérait le clergé comme un allié et non comme un ennemi. — Les effets de cette nouvelle politique apparurent aussitôt. A Bologne, les séminaristes se hasardèrent à reprendre l'habit ecclésiastique, abandonné depuis deux ans². Les évêques de Modène et de Rimini, compromis par leur zèle austrophile pendant la réaction, crurent pouvoir réintégrer leurs diocèses, que la crainte de représailles leur avait fait abandonner au retour des Français, et rentrèrent en possession des biens épiscopaux échappés à la vente³. La confiance renaissait peu à peu dans le monde religieux.

Ces mesures d'apaisement et ces marques extérieures de respect envers l'Église eussent toutefois risqué de manquer leur effet, si Melzi n'y avait ajouté une faveur qu'il considérait, non sans raison, comme un acte de justice. Les religieux des couvents supprimés et dépossédés par la Cisalpine ne touchaient plus depuis six mois la pension mensuelle de 50 livres qui leur avait été promise, et qui constituait désormais leur unique ressource. Réduits à la mendicité, ils apitoyaient les âmes pieuses sur leur malheureux sort, et entretenaient parmi le peuple une vive irritation contre un régime aussi impitoyable aux faibles qu'infidèle à ses engagements financiers. Dès l'arrivée de Melzi à Milan, ils l'assiégèrent de réclamations qu'il ne crut pas pouvoir négliger sans faire mettre en doute la solvabilité de son gouvernement.

1. AVANZINI, 17 juin; mêmes constatations à Modène (ROVATTI) et à Pavie (FAVALLI).

2. GUIDICINI, 28 mai 1802.

3. MOTTI, 11 juillet, et ZANOTTI, 9 mars 1802.

La détresse du Trésor ne lui permit d'ailleurs de réaliser ses généreuses intentions qu'avec une extrême lenteur. Il commença par secourir de sa bourse personnelle les solliciteurs les plus intéressants. Il consacra ensuite le premier produit des impôts indirects au paiement général des mensualités arriérées de septembre et d'octobre 1801 (10 avril). Dès qu'il disposa de ressources permanentes et régulières, il signa enfin un décret (7 juin)¹ dont les considérants déclaraient que « le règlement des pensions ecclésiastiques devait passer avant toutes les autres dépenses, sauf celles d'extrême urgence » et dont le texte prescrivait l'acquittement régulier de cette dette. On pourvut ultérieurement (27 novembre), au moyen d'une rentrée de fonds extraordinaire, au semestre qui restait encore en retard². Comme ces décisions, combattues par certains conseillers financiers du Vice-Président, passaient avec raison pour son œuvre personnelle, les religieux le bénirent comme leur protecteur et le peuple vit en lui un défenseur des opprimés³. Il y gagna, avec un surcroît de popularité, l'avantage de se débarrasser de l'une des questions les plus irritantes qui eussent séparé l'Église de la République.

Par ses efforts de conciliation, Melzi se rapprochait peu à peu, sans l'atteindre encore, du but lointain de sa politique. Il désarmait par des concessions opportunes les adversaires du nouvel ordre de choses, et il rapprochait par l'égalité de traitement les ennemis et les partisans, les victimes et les bénéficiaires de la révolution. — Le régime précédent était considéré par les uns comme un fléau, par les autres comme une propriété exclusive, presque comme une carrière; il représentait en effet la dictature d'une fraction de la

1. F. O., p. 57.

2. F. O., p. 272.

3. ROVATTI, 24 juin 1802.

classe moyenne, érigée en parti de gouvernement, sur les classes dirigeantes et populaires, c'est-à-dire sur la masse de la population. La République devenait désormais ouverte à tous, réalisant ainsi les conditions nécessaires pour s'acclimater chez un peuple mal préparé à la recevoir.

II

Elle ne pouvait toutefois être acceptée sans arrière-pensée si elle ne faisait cesser un autre ordre d'abus, plus odieux encore que l'intolérance politique. C'était à l'occupation française et au régime militaire que les Italiens attribuaient unanimement les misères de leur pays et les fautes mêmes de leurs gouvernants. C'était à la France même qu'ils faisaient remonter, selon l'aveugle logique naturelle aux opprimés, la responsabilité des excès commis par ses agents. Tout gouvernement qui ne romprait pas avec les procédés de la conquête se verrait enveloppé dans cette haine de race et discrédité dès son origine : d'où l'obligation pour Melzi de travailler au rapprochement entre les nations en même temps qu'à l'apaisement entre les partis.

Pour comprendre l'urgence de cette nécessité, il faut se rappeler de quel poids l'occupation militaire pèse alors sur les Italiens. Afin d'entretenir l'armée chargée de les défendre, le Premier Consul leur a d'abord imposé d'énormes contributions, arbitraires au début, et tout récemment fixées à 2.750.000 francs par mois, soit, avec les frais accessoires, à près de 35 millions par an : exigences tout à fait disproportionnées à la faiblesse d'un budget dont elles absorbent plus de la moitié, et qui se traduisent fatalement par des emprunts forcés ou des impôts d'exception. — D'autre part les troupes continuent après la paix à loger chez l'habitant : c'est là une servitude toujours onéreuse

aux familles, particulièrement incommode quand elles ont à se défendre, soit contre les railleries ou la galanterie des jeunes officiers, soit même contre la brutalité ou l'indélicatesse de certains généraux, habitués à se comporter en vainqueurs dans un pays dont ils ne sont plus que les hôtes. — Dans les places fortes, les nécessités de la discipline ont amené l'autorité militaire à usurper les attributions de police : c'est une menace permanente à la liberté des citoyens et une source continuelle de conflits avec le pouvoir civil. — Milan enfin reste occupé exclusivement par des troupes françaises, dont le chef prend le pas sur le gouvernement national : c'est pour les patriotes sincères une humiliation de tous les instants de voir la capitale d'une République indépendante offrir l'aspect d'une ville conquise. L'occupation militaire ne représente pas seulement un mal passager et superficiel ajouté à tant d'autres. Elle pénètre la vie publique comme la vie privée, et atteint l'État comme les particuliers, les sentiments comme les intérêts. A Lyon, Melzi s'est fait, avec quelque succès, l'interprète indigné des doléances qu'elle soulève. Réduire le tribut militaire, supprimer le logement chez l'habitant, rendre au pouvoir civil ses attributions, satisfaire les susceptibilités de l'amour-propre national, telles sont les concessions partielles qu'il a obtenues comme prix de son concours et comme don de joyeux avènement. Il ne lui reste plus qu'à en poursuivre l'exécution.

Il y parvint au début sans difficulté. Le jour même où la République était proclamée à Lyon, un arrêté de Murat lui restituait une somme de 2 millions et demi, reliquat inemployé de la dernière contribution extraordinaire : libéralité inattendue de la part d'une autorité plus habituée jusqu'alors à prendre qu'à rendre¹.

1. Murat à Melzi, 16 fév. 1802 (MURAT, *Lettres*, II, N° 908 et 909) ; MANTOVANI, 24 février.

D'autres mesures confirmèrent bientôt cet heureux présage. Ce fut d'abord un arrêté consulaire (28 février) réduisant à 25.000 hommes l'effectif de l'armée d'occupation, et ramenant le taux de l'abonnement à lui verser à 1.800.000 francs pour le mois courant, à 1.600.000 pour les suivants : soit une économie annuelle de 18 millions de livres, suffisante à la rigueur pour permettre l'équilibre du budget. Cette nouvelle produisit une impression profonde, parce qu'elle semblait annoncer pour la première fois un changement de la politique française en Italie. L'effet en fut complété par trois décrets (5 février, 11 et 18 mars)¹ supprimant définitivement l'obligation des logements militaires : les soldats devaient trouver place dans les couvents désaffectés et les officiers chez les particuliers qui consentiraient à les recevoir, moyennant une indemnité convenable. Pour faire disparaître les dernières occasions de contact, c'est-à-dire de conflit, entre la population et l'armée, on retira également à celle-ci le service d'ordre dans les théâtres et le service de la poste, qui laissaient à sa discrétion la liberté individuelle et le secret des lettres. Ce fut l'objet, d'abord d'un décret de Melzi (22 février), confirmé plus tard par un règlement définitif (8 septembre)², puis d'une convention conclue avec un agent de Lavalette (avril), et à la suite de laquelle un office autonome et national, pourvu d'un privilège durable, dut remplacer la poste française (25 mars 1803).

Les Italiens se dégageaient ainsi peu à peu du réseau dans lequel les tenait enlacés la dictature militaire. Il ne leur restait plus à obtenir, après des avantages pour leurs finances et des garanties pour leurs personnes, que les apparences de l'indépendance

1. F. O., 1802, pp. 14, 33 et 40.

2. F. O., 1802, p. 15 ; B. L., p. 309.

pour leur capitale. Sur ce point encore, leurs vœux devaient être exaucés. Le 30 mars, ils virent la garnison française de Milan évacuer cette ville, où ne restèrent plus que les états-majors; elle céda la place à des régiments italiens, dont la prise de possession fut célébrée par une revue solennelle au Foro Bonaparte (18 avril), et consacrée par la nomination du général Severoli comme commandant de place¹.

Si bienveillantes que parussent ces décisions de Bonaparte, elles ne pouvaient avoir d'efficacité que par la manière dont elles seraient exécutées; souvent déjà les généreuses intentions du gouvernement avaient été trahies par la mauvaise volonté de ses agents. De ce côté encore, Melzi parut trouver autant de facilités que ses prédécesseurs avaient rencontré d'obstacles. Si l'esprit des chefs du corps d'occupation ne pouvait changer en un jour, comme un avenir trop proche devait le montrer, leur attitude se ressentait du mot d'ordre impérieux qui leur arrivait de Lyon. Un heureux hasard débarrassa d'abord la République naissante de la présence d'un homme qui était à lui seul aussi encombrant qu'une armée: Murat repartit pour Paris (17 mars), six semaines seulement après être arrivé de Lyon, sous le prétexte d'aller assister aux couches de sa femme, peut-être pour fournir au Premier Consul des justifications sur certains incidents de sa conduite passée². — Jusqu'au mois d'octobre, date de son retour définitif, il ne devait plus traverser Milan qu'en passant, pour aller à Rome (13 avril) ou pour en revenir (17 mai). Bien que, pendant son bref séjour Melzi lui eût rendu le témoignage³ de se comporter « à merveille », certains indices donnaient déjà à pen-

1. Melzi à Marescalchi, 20 janv. 1802 (Arch. Vienne, 17); dépêches de Taglioretti, 30 mars et 20 avril 1802.

2. MASSON, *Napoléon et sa famille*, II, 191.

3. MELZI, *Mem.*, II, 10 et 15.

ser qu'il deviendrait bientôt un collaborateur incommode. Il avait élevé des difficultés sur le montant des frais de représentation qui lui étaient réservés sur le Trésor italien, et prêté une oreille trop complaisante aux sollicitations de brasseurs d'affaires qui voulaient l'intéresser à un projet de ferme des impôts.

Après son départ, son chef d'état-major Charpentier soumit tous ses rapports au Vice-Président, échangea des visites avec le ministre de la Guerre Trivulzi et montra dans ses relations avec les autorités civiles une courtoisie qui ne devait jamais se démentir. Au-dessous de lui, le commandant de place Brousier, menacé par Bonaparte d'être destitué à cause de ses excès, cherchait à les faire oublier par son attitude conciliante¹. Son exemple fut suivi dans les villes de province par la plupart de ses collègues. — Enfin les officiers subalternes et soldats, contenus par une discipline plus sévère, n'eurent plus qu'à laisser agir leurs qualités innées de séduction pour regagner une sympathie dont témoignèrent divers incidents significatifs. A Lodi, les dragons du 7^e s'attiraient la reconnaissance des habitants en abandonnant trois jours de leur solde aux victimes d'un incendie qu'ils avaient travaillé avec ardeur à éteindre²; à Ravenne, la 15^e demi-brigade produisait par sa bonne conduite une si heureuse impression, qu'au dire d'un chroniqueur, elle paraissait composée non de guerriers, mais de « nobles invités, d'une éducation parfaite³ ». A Brescia, les pro-

1. « Milan n'est plus reconnaissable depuis un mois. Le gouvernement italien a pris le premier pas, reçoit les premiers honneurs et, grâce à l'esprit qui anime le général en chef, tous les généraux et officiers se montrent empressés et disposés à honorer le gouvernement. » Melzi à Marescalchi, 10 mars 1802, Arch. Vienne, 17. En accusant réception de cette communication (1^{er} avril), Marescalchi ajoute que les lettres reçues de Milan lui donnent les mêmes nouvelles.

2. ZANOLI, I, 40; cf. pour Reggio F. O., 243.

3. RAJSI, 20 juillet 1802.

priétaires qui logeaient les officiers se déclaraient tellement satisfaits de leurs hôtes qu'ils refusaient de recevoir en échange l'indemnité promise¹. Dans la capitale enfin, c'était un assaut de politesses et de marques de courtoisie; un théâtre populaire ne craignait pas de donner deux pièces de circonstance : *la Descente des Français du Saint-Bernard* et *la Victoire de Marengo*, qui soulevaient les applaudissements de l'assistance; quelques semaines auparavant une pareille tentative eût paru impossible. — Tout au début de l'année, le voyageur allemand Seume, visitant pour la première fois Milan, s'arrêtait devant la statue de Saint-Barthélemy représentant, conformément à la légende, un homme écorché portant sa peau sur les épaules. Son guide s'était écrié en la lui montrant : « C'est là notre image à nous-mêmes ! On ne nous a laissé que les yeux pour pleurer nos misères². » On voit par cette anecdote quel était le chemin parcouru depuis la Consulte par l'esprit public.

Cette entente entre l'armée et la population devait-elle être durable ? N'était-il pas à craindre qu'après le premier entraînement passé, l'une ne retournât à ses habitudes et l'autre à ses rancunes ? Melzi semblait ne pas se faire trop d'illusions à ce sujet et s'estimer heureux d'avoir fait disparaître les abus les plus criants du régime militaire. Grâce à ses efforts, la domination étrangère, toujours onéreuse par ses exigences, cessait d'être vexatoire par ses pratiques; il ne pouvait en supprimer les inconvénients, mais il la rendait supportable; sans éteindre les haines nationales, il réussissait à les endormir et, à défaut de l'oubli, il amenait la détente dans les esprits. Il relevait le moral de ses

1. Dépêche de Belluomini du 12 mai 1802 (Arch. Lucques, *Corr.* Milan, 1802). « Tant est grande maintenant, concluait l'auteur, la bonne harmonie entre les Cisalpins et les Français. »

2. J. GOTTL. SEUME, *Spaziergang nach Syrakus* (Leipzig, 1803), II, 187.

administrés en défendant contre l'étranger leurs intérêts communs, après avoir calmé leurs dissensions intérieures. Assuré désormais du concours de l'opinion, il pouvait entreprendre avec plus d'assurance la réorganisation administrative de la République.

CHAPITRE IV

LE PERSONNEL GOUVERNEMENTAL

- I. Constitution du gouvernement. — Nominations signées par Bonaparte à Lyon : Marescalchi, ministre des Relations extérieures ; organisation de son service et choix de ses collaborateurs. — Guicciardi, Secrétaire d'État et ses deux successeurs immédiats. — Spannocchi, ministre de la Justice. — Nominations effectuées à Milan : Villa à l'Intérieur, Trivulzi à la Guerre, Bovara au Culte, Veneri au Trésor, Prina aux Finances.
- II. Prina : importance de son rôle. — Son passé administratif. — Ses mérites : probité, talent de persuasion, force de caractère, activité d'esprit. — Ses insuffisances : absence de qualités aimables et conception trop étroite de son rôle. — Situation financière à son arrivée au pouvoir : le passé et le présent, l'actif et le passif. — Premières réformes fiscales et administratives, leur heureux effet : relèvement partiel du crédit public.

Après le rétablissement de l'ordre moral, la réorganisation des services publics représentait le vœu le plus impérieux d'un peuple aussi las de l'anarchie administrative que de l'oppression politique ou militaire. Le premier soin de Melzi, en arrivant à Milan, fut de désigner, puis de diriger les ministres chargés de cette tâche délicate. Malgré son impatience de les trouver, il ne put terminer qu'à la fin de mai ce travail de nominations, sans cesse entravé par la nécessité de soumettre ses choix au Premier Consul et surtout par la rareté d'hommes capables de le seconder efficacement.

I

Trois ministres avaient été nommés avant même l'installation du gouvernement constitutionnel : la veille de son départ de Lyon, le Premier Consul signait un décret désignant Marescalchi pour les Relations Extérieures, Guicciardi pour la Secrétairerie d'État, et Spannocchi pour la Justice.

Le premier voyait élever son titre sans changer son rôle. « Député » de la Cisalpine à Paris depuis dix-huit mois, il continuerait à y représenter, sous un autre nom, son gouvernement auprès du Premier Consul. Le souci de concilier la souveraineté apparente de la République avec sa subordination réelle avait fait répartir le service de ses affaires extérieures entre deux sections distinctes du ministère, résidant à Milan et à Paris et chargées, l'une des relations de voisinage avec les petits États limitrophes, l'autre des rapports politiques avec les grandes puissances ; la première serait gérée par un « chargé du portefeuille » dirigeant l'ensemble des bureaux et la seconde par le ministre lui-même, assisté seulement de deux « conseillers » à 24.000 livres de traitement¹. Il avait été question d'abord d'adjoindre à ce dernier une chancellerie complète, aussi nombreuse et importante qu'autrefois le « Département d'Italie » à Vienne. Melzi s'y opposa dans la crainte de voir un organisme indépendant s'interposer ainsi entre Bonaparte et lui, et entraver l'intimité de leurs rapports². En fait, la mission du ministre devait se réduire à faciliter ces relations personnelles par des communications écrites ou verbales.

1. Marescalchi à Melzi, 18 mars et 7 mai 1802 (Arch. Vienne, 30).

2. Dépêche de Moll du 26 juil. 1802, d'après une conversation de Melzi (Arch. Vienne, *Corr. Milan*, 1802).

Elle n'avait rien de diplomatique, au sens propre du terme, puisque la République, n'existant que par son fondateur, ne pouvait avoir de politique étrangère distincte. Ainsi limitée, elle n'en restait pas moins fort délicate; le rôle d'intermédiaire entre les ordres d'un Président autoritaire et d'un Vice-Président impressionnable exigeait avant tout du tact, de l'adresse sans fausseté et de la fermeté sans raideur. Celui qui en était investi se trouvait-il préparé à le remplir?

Le comte Ferdinando Marescalchi (1764-1816)¹ était un noble de Bologne qui avait mené jusqu'à la quarantaine la vie oisive et dissipée de sa caste. Les fonctions éphémères qu'il s'était vu ensuite appelé à remplir, comme ambassadeur à Vienne sous la première Cisalpine et comme ministre à Paris sous la seconde, n'avaient pas suffi à lui communiquer l'expérience professionnelle nécessaire à ses fonctions. Il y apportait les qualités d'un grand seigneur plutôt que celles d'un diplomate : d'une part, une grande affabilité de formes, l'art de recevoir et de faire sa cour, les ressources d'un esprit sérieusement superficiel, la jouissance d'une grosse fortune, malheureusement disproportionnée à ses goûts de dépense et de représentation; d'autre part, et comme rançon de ces dons extérieurs, le manque d'application dans les affaires et de fermeté dans le caractère. Son indolence le mettait à la merci de ses subalternes et sa faiblesse à la discrétion de Bonaparte. Sur les uns il se reposait du soin d'expédier son travail, et leur donnait même connaissance de documents confidentiels réservés à lui seul, faute de l'effort nécessaire pour les résumer. A l'égard de l'autre, il devait passer promptement de la déférence respectueuse à un état de timidité malade qui le laissait sans résistance,

1. Voir dans mes *Notices et Documents biographiques* (chap. II), avec une étude plus détaillée sur Marescalchi et ses collaborateurs, des extraits de sa correspondance diplomatique.

sans objection et presque sans voix en présence du maître. Habitué par la vie de salon à acquiescer plutôt qu'à discuter et surtout à insister, il reculait toujours le moment de lui adresser des représentations ou des demandes d'explications nécessaires, et il en arrivait à ajourner indéfiniment le règlement d'affaires épineuses, mais urgentes à traiter. Quant à l'audace de tenir tête à son impérieux interlocuteur ou même de lui faire connaître des vérités désagréables, cette idée lui inspirait une véritable terreur, et finit par devenir étrangère à son âme craintive. Son attitude lui attira promptement la faveur de Bonaparte, heureux de trouver un collaborateur si peu porté à contredire, si facile à brusquer et à convaincre; elle devait en revanche l'éloigner peu à peu de Melzi, mécontent de voir ses projets mal défendus par leur interprète obligé, et ses intentions trahies par un diplomate plus soucieux de faire sa cour que son devoir.

Les deux conseillers officiels de Marescalchi, Daniele Felici (1756-1836) et Luigi Lambertenghi (1739-1813), ne semblaient guère en mesure de suppléer à ses insuffisances : leur conduite devait promptement démentir la confiance inspirée par leur passé. Melzi, qui avait choisi Felici et devait en faire plus tard un ministre de l'Intérieur, le définissait, tantôt comme « un brave homme et rien de plus », tantôt comme un fonctionnaire « prudent, honnête, ennemi de l'intrigue ». Marescalchi au contraire devait se plaindre de son zèle intempestif et de sa curiosité déplacée; plus tard le successeur du Vice-Président à la tête de l'Etat, Eugène de Beauharnais, lui refusera toute force de caractère et contesterà même ses « lumières » et son « dévouement ». — Au moins restait-il inoffensif, tandis que son collègue Lambertenghi pouvait devenir dangereux. C'était un avocat de Bologne, choisi en raison de son âge, de ses connaissances, de son activité comme réorganisateur

de l'Université de Pavie, et surtout de l'expérience acquise dans l'exercice de fonctions analogues à celles qu'il allait remplir : il avait été pendant de longues années secrétaire du Département des affaires d'Italie à Vienne. Ses capacités ne répondaient malheureusement pas à ses titres. « Plus étourdi qu'un enfant », malgré ses 63 ans, et trop âgé pour changer de caractère, il allait se révéler comme un incorrigible indiscret et un insupportable brouillon, bavardant inconsidérément avec les diplomates étrangers pour se donner de l'importance, se jetant à la tête des gens en place pour faire de la popularité, employant à contredire son chef toute l'ardeur qu'il aurait dû mettre à le seconder, et négligeant son service pour justifier par des travaux personnels une candidature à l'Institut.

Ce fut avec de pareils collaborateurs que Marescalchi dut se mettre à la besogne. Revenant à Paris avec un titre nouveau, son premier soin fut de chercher à s'y concilier les hauts fonctionnaires auxquels il aurait affaire. Sans négliger le cadeau d'usage à Chaptal et à Murat, il offrit à Talleyrand, avec l'autorisation du Premier Consul, une superbe montre ornée de diamants, en y joignant le vœu discret de recevoir des « observations confidentielles » utiles pour l'avenir¹. Le ministre des Relations Extérieures reconnut cette libéralité en désignant dans ses bureaux un agent spécialement chargé des rapports entre les deux Républiques : c'était le chef de division Jacob², diplomate de carrière, que de précédents séjours en Italie, comme chargé d'affaires à Venise (1794), puis comme secrétaire de Légation à Turin, avaient familiarisé avec la langue et les choses de ce pays ; le choix paraissait à

1. Marescalchi à Melzi, 17 mars 1802 (Arch. Vienne, 30).

2. Marescalchi à Melzi, 19 mars 1802 (Arch. Vienne, 30) ; biographie de Jacob dans mes *Notices et Documents*, p. 171.

première vue excellent, et tous devaient s'en féliciter par la suite¹.

Invité à côté des ministres français dans les cérémonies officielles, Marescalchi se vit associer à toutes les solennités qui signalèrent, au début de 1802, la renaissance de la vie de cour et la conclusion de tant de grandes affaires. Après en avoir contemplé les splendeurs avec satisfaction, il en écrivit la chronique avec complaisance dans ses dépêches officielles. Dans l'intervalle des fêtes, il se tenait en rapports constants avec Bonaparte par ses audiences, avec Melzi par ses lettres et recueillait ainsi d'intéressantes confidences sur leurs sentiments réciproques. Le premier, trop accablé de besogne pour s'occuper activement de la République italienne, déclarait donner carte blanche au Vice-Président, l'assurait formellement de sa « confiance entière et absolue » et se plaisait à faire ressortir que son autorité était aussi douce que sa nomination avait paru nécessaire : « Il ne peut s'empêcher, écrivait Marescalchi (30 avril) de considérer avec complaisance le bon ordre qui règne (à Milan) et qui dément tout ce qu'on avait raconté sur les résultats des comices de Lyon. Vous voyez, me dit-il, à quoi se réduit mon autorité sur votre République... J'ai donné à Melzi tous les pouvoirs, et vous pouvez dire si j'abuse de ceux que je me suis réservés. Voyez au contraire, d'après ce qui se passe ailleurs, ce qui serait arrivé si je n'étais à la tête du gouvernement. A cette heure déjà, vous seriez en proie à

1. Marescalchi s'occupa aussitôt après de régler l'installation matérielle de sa Légation, située jusqu'alors rue Grange-Batelière (AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 228). Il loua d'abord pour 6.000 francs un hôtel (appartenant à Mme de Richelieu) sis aux Champs-Élysées, c'est-à-dire assez loin du centre, mais sur la route de la Malmaison (Lettre à Melzi du 20 mars). Trois mois après, il eut une désagréable surprise. Le Premier Consul lui imposait, au prix de 150.000 francs, l'achat de l'ancien hôtel Villeroy (rue de l'Université) appartenant à l'État. Avec les réparations et l'ameublement, c'était une dépense de 400.000 francs pour le Trésor italien (Lettre à Melzi, 4 juil. 1802, Arch. Vienne, 30).

mille discussions intestines, suscitées par l'étranger, et augmentées par l'autorité militaire française et par vos jacobins, à la coalition desquels vous ne pourriez résister. Je ne veux me mêler de vos affaires que pour votre bonheur et pour celui de la France. Aussi de tous côtés l'on a recours à moi et l'on me prouve que, si je ne mets la main à la pâte, on ne vient à bout de rien¹. » Cette curieuse déclaration de Bonaparte caractérisait assez exactement, sinon l'esprit de sa politique, au moins le rôle et l'attitude qu'il aurait voulu garder vis-à-vis des peuples vassaux.

Les lettres que Marescalchi recevait de Melzi étaient loin de respirer la même assurance. Elles contenaient parfois d'assez fières paroles, le plus souvent des aveux répétés d'impuissance ou de scepticisme. Parfois le Vice-Président se raidissait contre les difficultés de sa tâche, en affirmant sa volonté de les surmonter : « Devrais-je y périr, je n'abandonnerai pas l'entreprise... La nation a vu en moi une garantie de son bonheur. Tant que je pourrai jouer ce rôle, je tiendrai bon. » (1^{er} mars.) « Je puis vous assurer que mon courage ne faiblira pas » (21 mars) : profession de foi que démentaient aussitôt chez lui des accès de découragement périodiques, et des lamentations sur ses infirmités physiques, son « immense fatigue personnelle », son « manque de moyens », sur la disproportion de ses efforts avec les résultats obtenus, enfin sur la difficulté de mener à bien une tâche impossible. « Tout le système est artificiel et sans fondement » : telle avait été sa première impression au retour de Lyon (17 février)². Cet état d'esprit, s'aggravant par la suite, allait épuiser peu à peu son courage et l'amener à considérer sa mission comme un sacrifice; bientôt la crainte de voir

1. Marescalchi à Melzi, 30 avril 1802 (Arch. Vienne, 30).

2. Lettres de Melzi à Marescalchi du 17 fév., 1^{er} et 21 mars 1802 (Arch. Vienne, 17).

durer les maux du pays l'emporterait dans son âme sur la volonté de les faire cesser.

Son découragement semblait en partie justifié par la principale raison que lui-même en donnait, c'est-à-dire par la difficulté de trouver de bons collaborateurs. L'histoire de la Secrétairerie d'État en fournit un exemple éclatant. Ce poste, qui répondait aux attributions de secrétaire général ou de notaire du gouvernement, ne devait pas recevoir moins de trois titulaires en un an¹. Le premier nommé, le comte Diego Guicciardi (1756-1837), l'avait été par Bonaparte à Lyon. La nécessité de ne pas oublier la Valteline, dont il était originaire, dans la répartition des hautes charges de l'État, pouvait seule expliquer ce choix. D'abord agent officieux de la cour de Vienne dans son pays, puis promoteur de l'annexion à la Cisalpine, ministre de l'Intérieur en 1799, destiné plus tard à devenir directeur général de la police napoléonienne (1805-1809), sénateur du royaume d'Italie, complice de sa chute et enfin haut fonctionnaire autrichien, il devait être l'homme de toutes les situations, de tous les changements et de tous les régimes. Évitant de se dévouer pour ne pas se compromettre, cherchant partout des entrées et se réservant partout des sorties, Guicciardi réalisait, comme Talleyrand et Fouché en France, le type de ces politiques retors que leur dextérité rendait aussi dangereux qu'utiles aux gouvernements. On lui reconnaissait à la Secrétairerie d'État des connaissances réelles et des qualités d'adresse, mais on lui reprochait une suffisance extrême, l'esprit de cabale et d'opposition, le ressentiment de n'avoir pu obtenir à Lyon ni le ministère de l'Intérieur, ni la Légation de Paris, une prédilection exclusive pour ses compatriotes, dont

1. Voir sur ces trois personnages mes *Notices et Documents biographiques*, chap. III.

il voulait conserver la clientèle, un souci constant de ne pas déplaire à l'Autriche en prévision d'une réaction, enfin la passion du gain et le désir d'accroître une fortune amassée pendant la Révolution. — Ce collaborateur un peu inquiétant fut heureusement nommé consultant d'État par la Censure, lors de la première réunion des collègues (31 mai), laissant Melzi partagé entre la satisfaction de le voir partir et l'embarras de le remplacer. Son poste échut d'abord (16 juin) à Pellegrino Nobili, de Reggio (1754-1841), que ses services administratifs sous la première Cisalpine recommandaient comme capable, mais que sa santé délabrée, sa crainte des responsabilités et son inaptitude au travail firent au bout de quelques semaines apparaître comme insuffisant. — Il fallut le remplacer à son tour. Cette fois Bonaparte découvrit son successeur et fit nommer (19 janvier 1803) le Modénais Luigi Vaccari (1766-1819). Ce choix faisait honneur à la sûreté du coup d'œil consulaire. Agé seulement de 36 ans, mais préparé aux grandes affaires par de fortes études juridiques, ainsi que par l'exercice d'importantes fonctions financières dans l'ex-duché de Modène, caractère conciliant, esprit clair et ordonné, en un mot fonctionnaire modèle, ne prêtant à la critique que par un attachement trop marqué à son pays d'origine, le nouveau Secrétaire d'État personnifiait les qualités de ces excellents administrateurs que le Modénais devait fournir à la République, puis au royaume d'Italie.

La dernière nomination signée à Lyon semblait tout indiquée par l'article 67 de la Constitution, d'après lequel le Grand Juge ou Garde des sceaux était de droit ministre de la Justice. Bonaventura Spannocchi reçut le dernier de ces titres parce qu'il portait déjà le premier sous la Cisalpine. Il était originaire de Sienne, d'où sa réputation de jurisconsulte

l'avait fait autrefois appeler par le comte de Firmian pour remplir de hautes charges juridiques dans la Lombardie autrichienne. Bien que favorablement jugé par l'opinion, il semblait hésiter à accepter une tâche qu'il croyait disproportionnée à ses forces, mais pour laquelle le désignaient sa science juridique, sa probité reconnue et son extrême circonspection. Il l'aborda aussitôt en organisant le Tribunal de cassation et les deux Tribunaux de révision prévus par la loi. La nomination de leurs membres (15 avril)¹, retardée par la double nécessité de consulter Bonaparte et de répartir également les sièges entre les diverses régions, fut suivie à bref délai de leur entrée en fonctions (1^{er} juin). Peu de temps après, par suite de la fatalité qui semblait poursuivre Melzi, Spannocchi, succombant aux fatigues de l'âge et au labeur de sa charge, tombait dans un état de décrépitude qui le rendait incapable de tout travail. La difficulté de le remplacer le fit pourtant maintenir en place.

A la médiocrité des ministres nommés par Bonaparte, le Vice-Président pouvait mesurer les difficultés qu'il rencontrerait à improviser ceux de l'Intérieur, de la Guerre, du Culte, des Finances et du Trésor, services qui exigeaient une prompte réorganisation et une activité infatigable. Ne voulant pas employer les hommes d'État de la Cisalpine, dont le discrédit moral lui faisait oublier l'expérience administrative, il ne put trouver que des collaborateurs choisis un peu au hasard, au milieu desquels le Premier Consul sut heureusement discerner un ministre de génie².

Le département de l'Intérieur, le premier en importance, reçut un titulaire dès le 24 février, dans la personne du Milanais Luigi Villa, auparavant avocat

1. B. L., 1802, p. 58.

2. B. L., 1802, p. 35. On trouvera dans mes *Notices et Documents biographiques* (chap. iv), une étude détaillée sur ces ministres, dont la physionomie n'a pu être qu'esquissée ici.

dans sa ville natale sous l'ancien régime et membre du Tribunal de cassation sous la première Cisalpine. Une incorruptible probité, une modération d'idées invariable au milieu des excès des partis, l'expérience acquise et la dignité de manières contractée dans la vie judiciaire, une ardeur au travail qui le maintenait à son bureau de l'aube au milieu de la nuit l'avaient fait estimer par le public, distinguer par Bonaparte et choisir par Melzi. Il devait soulever, malgré ses mérites, des animosités tenaces. Attaqué dès son entrée en charge par les « patriotes », qui ne lui pardonnaient pas son opposition au Comité de gouvernement et l'avaient déjà fait exclure de la Consulte de Lyon, il fut accusé par eux d'être austrophile, parce qu'il ne reniait pas ses relations avec ses anciens clients de l'aristocratie, de hauteur parce qu'il gardait l'attitude un peu compassée d'un ancien magistrat, de négligence, alors qu'il n'était que lent, d'inconduite en raison de son penchant trop avoué pour le jeu : en réalité, il n'avait à leurs yeux que le tort de ne pas leur témoigner une faveur exclusive. Un observateur impartial aurait pu sans doute lui reprocher de posséder les mérites d'un homme de loi plutôt que les ressources d'un homme d'Etat. Du moins déploya-t-il pour s'adapter à son nouveau rôle des efforts si persévérants qu'il devait succomber à la tâche au bout de quelques mois.

En même temps que sa nomination, Bonaparte en avait signé une autre, qui semblait beaucoup moins heureuse : celle d'Alessandro Trivulzi (1763-1805) comme ministre de la Guerre. Ce cadet de l'une des plus vieilles familles nobles de Milan s'était lancé en 1796 dans le mouvement révolutionnaire et engagé dans l'armée cisalpine, où il avait monté en cinq ans au grade de général. Il n'apportait au pouvoir qu'un nom illustre dans l'histoire lombarde et une intégrité éprouvée pendant les campagnes de 1797 et 1799.

C'étaient là sans doute, avec le désir de déjouer les rivalités de ses collègues Pino et Teulié, les raisons qui avaient déterminé Bonaparte à passer sur la médiocrité politique et surtout administrative dont il allait donner maintes preuves. Le Premier Consul se réservait d'ailleurs la haute direction des affaires de l'armée.

Cette première promotion ministérielle (24 février) ne fut complétée que trois mois après (29 mai, par une seconde, qui comprit les Finances, le Trésor et le Culte¹. La création de ce dernier département, dont l'existence représentait une innovation et le nom seul une singularité, avait été rendue nécessaire par les « lois organiques » votées à Lyon. Les affaires religieuses devenaient en effet un objet de gouvernement, du jour où l'État exerçait le droit de contrôler l'action du clergé, la nomination de ses chefs et l'emploi de ses ressources. Cette tâche semblait particulièrement délicate dans une période de début, au moment où il fallait à la fois rétablir l'ordre dans la gestion des biens ecclésiastiques et repousser les retours offensifs de la curie romaine contre ce qu'elle considérait comme un empiétement sur ses domaines. Pour la bien remplir, il était nécessaire d'unir le loyalisme d'un fonctionnaire au savoir d'un canoniste et à l'expérience d'un administrateur. Ces considérations firent écarter le cardinal Caprara, proposé par Bonaparte, mais jugé trop homme d'Église pour conserver l'indépendance voulue vis-à-vis du Saint-Siège. Melzi réussit ensuite à faire agréer, d'abord à titre provisoire (17 mars), puis à titre définitif (2 mai), son propre candidat, qui présentait en effet toutes les conditions requises. Né de parents modestes, entré de bonne heure dans les ordres, puis dans la congrégation des Oblats², Stanislao Bovara (1734-1809) avait servi

1. B. L., 1802, p. 99.

2. Marescalchi à Melzi, 17 avril 1802 (Arch. Vienne, 30).

la politique religieuse de Joseph II comme professeur à l'Université de Pavie. Il s'était ensuite familiarisé avec les questions temporelles comme membre de la commission ecclésiastique chargée d'organiser dans la Lombardie autrichienne un système juridique de tutelle des biens d'Église. A peine nommé, et surtout après qu'un décret (23 juin)¹ eut fixé et étendu ses attributions, il se mit à la besogne avec toute l'activité que lui permettait son grand âge.

Les principaux services publics avaient désormais un chef responsable, sauf le plus important d'entre eux. La question financière dominait et enveloppait toutes les autres. Après avoir abrégé l'existence et fait la faiblesse de la Cisalpine, elle pouvait arrêter au début le développement de la nouvelle République. Comment en effet réorganiser l'administration sans disposer de revenus assurés, rallier les esprits sans alléger les impôts, ranimer la confiance publique sans payer les dettes de l'État ? Comment d'autre part trouver des ressources dans un pays déjà épuisé, tirer un système fiscal des multiples expédients révolutionnaires, rétablir un crédit ruiné par des emprunts répétés ? Parmi les médiocrités qui l'entouraient, Melzi découvrirait-il un homme capable de remédier à une situation aussi désespérée ?

Il l'espérait si peu qu'il crut au début pouvoir résoudre la difficulté en la divisant, et qu'il partagea la rénovation financière du pays entre les trois membres d'une « Direction intérimaire du Trésor public » constituée dès le 28 février² : expédient provisoire, dont le Premier Consul lui signala d'un mot le vice fondamental : « Il y a dans l'administration une part d'exécution qui ne peut être gérée par un conseil³. » Mais en

1. B. L., 1802, p. 122.

2. F. O., 1802, p. 20.

3. Bonaparte à Melzi, 12 mars 1802 (MELZI, *Mem.*, II, 17).

même temps Bonaparte lui recommandait un homme dont sa clairvoyance avait su discerner à Lyon la haute valeur. Membre de la commission à supprimer, Prina y avait montré une telle supériorité qu'il semblait de taille à la remplacer seul. Il devait d'ailleurs être déchargé du service de comptabilité et du mouvement des fonds, destiné à former un ministère spécial, à l'instar de la France, où cette division donnait de bons résultats¹. Sur les instances consulaires, Melzi se décida à signer un décret (24 avril) rendu public un mois après (29 mai)², qui consacrait la séparation et nommait les titulaires des départements des Finances et du Trésor.

Antonio Veneri (1741-1820), préposé au Trésor, était un petit propriétaire de Reggio qu'une précoce réputation de mathématicien avait fait appeler en 1785 à Parme, où il réorganisa avec succès le système financier du Duché. Sa mission terminée, il n'était sorti de sa retraite que pour remplir sous la Révolution d'éphémères fonctions municipales et pour recevoir un mandat à la Consulte de Lyon. Nouveau venu sur la scène politique, consciencieux jusqu'au scrupule, timoré jusqu'à la faiblesse, doué de tous les mérites d'un spécialiste, il convenait donc à des fonctions techniques, étroitement délimitées et qui demandaient plus d'exactitude que de portée d'esprit. Sa réputation devait d'ailleurs être éclipsée et sa popularité immédiate indirectement grandie par le redoutable voisinage de son collègue des Finances.

II

La figure de Prina domine d'une telle hauteur celle de son entourage qu'il convient de s'y arrêter un ins-

1. Sur les avantages de cette division, voir les explications de Napoléon, *Corr.*, XXXII, 287.

2. B. L., 1802, p. 99.

tant. Destiné à conserver son portefeuille jusqu'au terme de la domination napoléonienne, et à périr avec elle dans l'émeute où elle succomba (1814), ce personnage en a été à la fois le plus fidèle serviteur par la continuité de ses fonctions, le martyr par sa fin tragique et le principal représentant par la forte empreinte qu'il a laissée sur toute la politique de son temps. Alors que ses collègues temporaires n'inspiraient que l'indifférence, il a eu le privilège de provoquer les appréciations les plus diverses et les plus passionnées. La plupart de ses contemporains, victimes de ses rigueurs fiscales, n'ont vu en lui qu'un vulgaire exacteur comparable « à Vasconcellos, à Émery ou à Terray », Napoléon, qui l'avait découvert, devait le recommander au Vice-Roi Eugène comme le seul « homme essentiel », le seul « homme de sens et de capacité ». Plus tard enfin, Stendhal, témoin des souvenirs qu'il laissait, ira jusqu'à lui reconnaître « du grandiose dans la tête ».

Né à Novare en 1766, resté Piémontais jusqu'en 1800, Giuseppe Prina devait d'abord à son origine étrangère des titres administratifs qui manquaient à la plupart de ses collègues. Il avait déjà parcouru à Turin une brillante carrière de fonctionnaire, au moment où l'annexion de son pays à la Cisalpine peut-être provoquée ou au moins désirée par lui, vint lui en ouvrir une nouvelle à Milan. Procureur général de la Cour des comptes en 1796, ministre du gouvernement provisoire du Piémont après l'abdication de Charles-Emmanuel IV, il avait appris, dans le premier de ces postes, à gérer par de sévères méthodes les finances d'un État régulier, et dans le second à remplir par des expédients fiscaux le trésor d'un régime révolutionnaire. Possédant ainsi la double expérience des époques de crise et des temps de calme, il était aussi versé dans les principes de la science économique que dans les détails pratiques de l'administration.

A ces connaissances acquises s'ajoutaient des dons naturels plus précieux encore : d'abord une incorruptible probité, rare dans une époque aussi dissolue, méritoire au milieu de si faciles tentations. Il garda toujours les mains nettes des millions dont il avait le maniement, et put un jour justifier devant Napoléon l'accroissement d'une fortune personnelle considérable par l'heureux emploi de ses économies privées. — D'autre part son talent d'exposition semblait propre à doubler la force morale que lui assurait son intégrité. Orateur disert et écrivain expéditif, aussi bien en français qu'en italien, formé par de brillantes études à l'Université de Pavie, servi par une mémoire bourrée de chiffres et meublée de citations classiques, il excellait à défendre par la parole ou par la plume sa politique financière. Après avoir soutenu ses projets dans le conseil avec une abondante et victorieuse vivacité de dialectique, il en surveillait l'exécution par ses agents au moyen de circulaires d'une impérative netteté. Il en exposait enfin les résultats au pays dans des rapports annuels si fortement documentés et si clairement rédigés que leur belle ordonnance dissimulait presque aux yeux des lecteurs les défauts de ses budgets. Ces talents académiques et cet art de persuasion n'étaient pas hors de saison dans un État constitutionnel, fondé sur le concours de l'opinion, la publicité de l'administration et le vote consenti de l'impôt.

Malgré leur valeur, ces qualités d'un fonctionnaire distingué n'eussent pas suffi à faire de lui un grand ministre. Ce qui devait mettre Prina tout à fait hors de pair, ce fut surtout l'autorité de sa personne, l'énergie de sa volonté, l'activité inlassable de son esprit. Il possédait au suprême degré l'attribut essentiel de l'homme de gouvernement, c'est-à-dire le don naturel de s'imposer, de parler le langage du maître et de plier à ses ordres les hommes comme les choses. « Ad-

mirablement doué pour conduire les subalternes », comme le définissait Melzi, il s'élevait par cela seul bien au-dessus de ses collègues, Milanais indolents auxquels l'habitude de la soumission avait appris à obéir bien plus qu'à commander.

Cette autorité sur les autres venait en grande partie de son empire sur lui-même. Insensible aux tentations du pouvoir, aux souffrances de la maladie et aux conseils de la peur, il avait un ressort moral qui se cachait sous une frêle enveloppe et une fermeté d'âme qui ne devait jamais se démentir. Rongé par une douloureuse maladie de foie, il passera ses journées et une partie de ses nuits courbé sur ses dossiers, livré à un labeur si forcené que Melzi en concevra un instant quelques craintes pour sa vie. Plus tard (1807) on le verra, pour obtenir de Napoléon une prompte décision financière, sauter dans une malle-poste en plein hiver, rejoindre sans perdre une minute le quartier impérial à travers les boues et les neiges de la Pologne, revenir à Milan avec la même rapidité, et reprendre ses occupations après vingt jours et autant de nuits passées en voiture. Il conservera ses habitudes laborieuses au milieu des distractions de la cour du Vice-Roi. A la chute du régime, il dédaignera les menaces comme les avertissements, refusera de se cacher et mourra à son poste. Pendant toute sa carrière, il aura porté jusqu'à l'héroïsme l'exercice de ses vertus professionnelles.

Enfin — et c'est là le dernier trait de sa physiologie — la vigueur parfois brutale de la volonté n'excluait pas chez lui, comme il arrive souvent, l'esprit de détail et de minutie. Après avoir emporté de haute lutte l'adoption de ses projets financiers, il employait à les exécuter les ressources d'un cerveau encyclopédique et l'activité d'une pensée toujours en éveil. Objurgations ou encouragements à ses subordonnés, appels au concours des administrations voisines, re-

cherche des moyens propres à activer la rentrée des impôts ou précautions nécessaires pour en prévenir l'évasion, réfutation anticipée des objections à adresser à son système, prévision de toutes les éventualités et de tous les contre-temps possibles, il ne négligeait rien pour assurer le fonctionnement de la machine fiscale. La série de ses circulaires reste à cet égard comme un témoignage durable d'une vigilance que l'on ne trouvait jamais en défaut.

Quelques imperfections devaient forcément racheter les qualités d'une nature aussi richement douée : elles furent relevées et exagérées par une impitoyable critique. Les Milanais, secrètement humiliés dans leur patriotisme local d'être gouvernés par un Piémontais, croyaient apercevoir de la suffisance dans le sentiment de sa supériorité, un peu d'ostentation dans son ardeur au travail, une liberté de langage excessive dans ses jugements sur les hommes et les choses. Ils lui reprochaient en outre un ton tranchant, destiné peut-être à dissimuler une réelle timidité, ainsi qu'un abord réservé, qui glaçait les solliciteurs en décourageant les recommandations. — C'étaient là les ombres que présente toute figure fortement accusée, et les nécessités d'une charge où le besoin de se rendre utile ne laissait pas le loisir de se montrer aimable. En réalité, le principal tort de Prina, et le seul que doive retenir l'histoire, venait de la conception un peu étroite qu'il se faisait de son rôle. Il ne voulait en considérer que le côté fiscal, sans en apprécier à sa juste valeur l'importance politique. S'enfermant rigoureusement dans sa spécialité, il devint de bonne heure, par entraînement professionnel ou dans l'intérêt de sa faveur, l'homme d'un seul devoir : et ce devoir consistait, d'après lui, à trouver, à tout prix et par tous les moyens, l'argent nécessaire aux dépenses croissantes de l'État, comme plus tard aux exigences de Napoléon. Disposé à ne voir dans les citoyens que

des contribuables, dans la richesse publique que de la matière imposable, il en arriva à pressurer les uns au risque de les mécontenter, à exploiter l'autre au risque de l'épuiser, sans se demander si la désaffection du peuple et l'appauvrissement du pays ne représentaient pas pour un État des périls aussi redoutables que les déficits passagers du budget : peu à peu le politique disparut en lui devant l'exacteur et l'homme d'État devant l'homme d'affaires. Il devait sacrifier à cette erreur, d'abord sa popularité, plus tard les intérêts véritables de la nation, et enfin sa propre existence. — Tous comptes faits, si l'on met en balance ses mérites et ses insuffisances, sa trempe de caractère et son étroitesse de vues, il semble qu'on puisse lui appliquer la fameuse définition que Siri donnait de Louvois, « le plus grand et le plus brutal des commis ». Les hommes de ce genre étaient aussi précieux que difficiles à trouver dans un État naissant, alors qu'il fallait tout créer ou tout régulariser : « Il me semble, écrivait Melzi lors de sa nomination, qu'il possède précisément les caractères et les défauts dont nous avons besoin dans les circonstances actuelles... Je le regarde comme le principal fondement des espérances que nous pouvons avoir de réorganiser les finances. Tous les employés qui ont eu affaire à lui partagent cette idée¹. » Le public par contre l'accueillit assez froidement, parce que le souvenir de ses rigueurs fiscales l'avait précédé à Milan².

Son premier soin fut de mesurer l'étendue et les limites de sa tâche. Malgré l'inextricable confusion des finances, quelques semaines lui suffirent pour en dresser le bilan, en réformer l'administration et en

1. Note de Melzi du 26 avril 1802 (Arch. Vienne, 5).

2. MARELLI, 25 mai 1802 ; MANTOVANI (23 avr.) le jugeait comme un « talent distingué » auteur de projets « très beaux sur le papier, mais très dangereux dans la pratique ».

préparer l'équilibre. La situation pouvait se résumer en quelques mots. Lors de l'installation du gouvernement constitutionnel, l'actif comprenait : comme ressources immédiates, une disponibilité de 3 millions et demi, provenant du produit des impôts pendant les deux premiers mois de l'année, et comme réserve, 20 millions de biens d'Eglise, seul reliquat des 200 qui avaient été saisis et gaspillés entre 1796 et 1802 ; encore cette somme était-elle grevée d'une rente de 6 millions à servir aux membres des congrégations dissoutes. — Le passif se composait des dettes des deux Cisalpines, de celles des anciennes provinces, déclarées nationales par la Constitution, des emprunts multiples émis par les régimes révolutionnaires, enfin de toutes les créances en nature des fournisseurs de l'armée française : masse énorme, dont le total semblait aussi effrayant qu'inconnu. — A l'inégalité des ressources et des charges léguées par le passé répondait la disproportion des dépenses et des recettes présentes. Ramené au taux qu'il ne pouvait excéder sans devenir oppressif, l'impôt foncier devait rapporter une trentaine de millions. Le rendement des taxes indirectes établies l'année précédente était évalué à 22 ou 23. Le produit total des contributions suffisait donc à peine à couvrir l'entretien de l'armée française (25 millions) ainsi que les dépenses civiles (17) et militaires (14) courantes ; de plus il fallait subvenir aux charges extraordinaires, toujours fréquentes dans un État naissant, au paiement des pensions ecclésiastiques, au service de la dette, dès qu'elle serait liquidée, aux frais nécessités par la constitution d'un système de défense.

Pour élever les revenus de l'État au niveau de ses obligations, Prina ne disposait que d'un instrument fiscal des plus imparfaits. Il avait sous ses ordres : à Milan, un personnel d'employés trop nombreux, très mélangé et peu capable ; dans les départements des « délégués » et des

« receveurs » ayant chacun leur caisse distincte, sans correspondance régulière avec le pouvoir central ; à Bologne enfin, une « Direction générale pour la rive droite du Pô » qui, sous prétexte de centraliser les opérations financières de cette région, les avait en réalité soustraites au contrôle de Milan. Dans la capitale même, les ministères suivaient chacun une méthode de comptabilité différente. Il était impossible ainsi de connaître à un moment déterminé le montant exact des disponibilités en caisse. Des charges écrasantes, le déficit organisé, une administration anarchique, telles étaient donc les difficultés dont le ministre des Finances héritait de ses devanciers¹.

Pour procéder avec ordre, il estima qu'il convenait avant tout de liquider le passé. Il y avait déjà pourvu comme membre de la « Commission intérimaire » au moyen de deux mesures principales : d'abord par la création (17 mars)² d'un « Économat général des biens nationaux » chargé de surveiller la gestion et de prévenir le gaspillage de la dernière ressource financière de la République : cet organe rétablirait l'ordre dans une administration si embrouillée qu'elle était comparée à « la forêt obscure de Dante », si dispendieuse que les frais d'exploitation en absorbaient presque les revenus. — D'autre part, un « Office de liquidation et de classification de la Dette publique » fut institué (31 mars)³ à l'effet d'en vérifier l'origine, d'en fixer le montant et d'en centraliser le service. Toutes les créances à faire valoir durent lui être présentées dans un délai de trois mois. Le paiement de tous les intérêts en cours fut

1. Les détails qui précèdent sont extraits : 1° d'un rapport présenté au Conseil législatif (25 fév.) par Felici et Veneri (Arch. Milan, 7) ; 2° d'un autre rapport envoyé par Melzi à Paris, présenté au Premier Consul le 15 avril, et inséré par ses ordres au *Moniteur* français du 4 mai 1802.

2. F. O., 1802, p. 37.

3. B. L., 1802, p. 49.

provisoirement suspendu jusqu'à ce qu'elle eût terminé ou au moins avancé son œuvre¹. C'était éclaircir pour un temps la situation, en débarrassant le budget de toutes les charges qui ne répondaient pas aux besoins courants.

Restait à dresser ce budget lui-même. On ne pouvait y parvenir qu'à la longue, et après avoir obtenu du Corps législatif le vote de nouvelles taxes. En attendant la refonte complète et graduelle des institutions financières, Prina commença par en fixer les principes et par en réorganiser le personnel.

L'exagération des charges foncières lui parut d'abord exiger un remède immédiat. Grâce à la fixité d'assiette, à la simplicité de mécanisme et à la facilité de perception que lui assuraient les réformes de Marie-Thérèse, l'impôt du « cens » était devenu la grande ressource des gouvernements révolutionnaires. Il leur suffisait en effet d'en élever le taux d'un trait de plume pour amener à coup sûr de l'argent au Trésor. A peu près équivalent en Lombardie à une moyenne de 28 deniers (9 centimes 1/2) par écu d'estimation pendant les dernières années de la domination autrichienne, cet impôt avait monté à 71 deniers 1/2 en 1799, à 92 en 1800, pour retomber à 64 en 1801²; même après cette dernière diminution, il dépassait encore ses limites de rendement possible ainsi que les facultés contributives des citoyens. Au point de vue fiscal, il perdait toute la souplesse qui en faisait le mérite, puisqu'il n'était plus susceptible d'augmentation efficace. Au point de vue politique, il pesait d'un tel poids sur les propriétaires, qu'il les rendait irréductiblement hostiles au régime. La nécessité de les y rallier et celle de

1. MELZI, *Mem.*, I, 612 (Rapport au Corps législatif).

2. PECCHIO, *Saggio storico sulla amministrazione finanziaria dell' Ex-Regno d'Italia dal 1802 al 1814* (Londres, 1826), p. 6.

se ménager des ressources extraordinaires pour les cas extrêmes déterminèrent Prina à ramener le cens au taux de 48 deniers (part départementale comprise), deux fois plus élevé sans doute que dans l'ancienne Lombardie, mais rendu plus supportable par la plus-value d'un tiers dont bénéficiait la vente des biens agricoles, et en tout cas assez modéré pour permettre un relèvement éventuel. On devait en faire l'expérience lors de la campagne de 1805.

L'organisation des impôts indirects donna lieu à plus de difficultés. Établis depuis une quinzaine de mois seulement, ils n'avaient encore produit que 23 millions. Une société de spéculateurs, soutenue par Sommariva, offrait de les affermer en bloc pour une somme annuelle de 27 millions. Accueillie avec faveur par Bonaparte, en raison de ses avantages immédiats, cette combinaison fut repoussée avec énergie par Melzi, comme odieuse au peuple, qui verrait se renouveler les vexations de la « Ferme générale » de Marie-Thérèse, dangereuse pour l'État, en face duquel elle dresserait une puissance financière indépendante, inutile même au Trésor, qui par une meilleure gestion des taxes indirectes pourrait en élever le rendement à 30 ou même 40 millions par an¹. Ces raisons de bon sens et de haute prévoyance heurtaient trop d'intérêts particuliers pour ne pas rencontrer d'opposition. Malgré les influences qui s'agitaient autour de lui, Bonaparte finit par céder aux énergiques représentations de Melzi. Le projet fut écarté, et le ministre des Finances resta le seul maître des revenus de l'État.

Pour en tirer le meilleur parti possible, il lui fal-

1. Lettre de Marescalchi à Melzi (1^{er} mars) et réponse de Melzi du 15 mars (Arch. Vienne, 17) ; dépêches de Moll des 6 et 31 mars 1803 (d'après les déclarations de Melzi). D'après CICOGNARA (*Mem.*, I, 219) cette intrigue aurait commencé à Lyon où un avocat, Marocco, aurait fait une active campagne pour la candidature de Bonaparte dans la crainte qu'un président national ne repoussât le projet de Ferme.

lait enfin perfectionner l'instrument fiscal qu'il avait à sa disposition. Là encore, il remit à plus tard une réforme complète, et pourvut au plus pressé en ramenant l'unité dans les services et l'uniformité dans les méthodes de son administration. Un décret (25 mai) prescrivit à tous les ministères des formes de comptabilité identiques, et organisa celui des Finances en trois directions, dont un règlement intérieur (1^{er} juin) fixa les rapports et les attributions respectives. Un autre décret (16 juin) supprima la Direction spéciale de Bologne¹, dont les agents rentrèrent dans la hiérarchie commune. En réunissant dans une seule main les ressorts complexes de la machine fiscale, ces mesures devaient permettre à un ministre énergique d'exécuter avec promptitude les projets qu'il adopterait avec décision.

Si incomplètes qu'elles parussent, elles annonçaient du moins la volonté d'en finir avec l'anarchie financière; aussi eurent-elles pour effet immédiat un relèvement partiel, mais sensible, du crédit public. Les impôts commencèrent à rentrer avec plus de facilité. Les emprunts privés à cours terme, nécessités au début par les besoins les plus urgents de l'administration, étaient conclus au taux, inconnu jusqu'alors, de 6 0/0. Des spéculateurs venaient offrir de l'argent au Vice-Président. L'exactitude du Trésor à effectuer ses paiements faisait même supposer aux malveillants que le gouvernement, plus riche qu'il ne voulait le paraître, ne criait misère que pour trouver un prétexte à de nouveaux impôts. L'absurdité même de cette accusation était un hommage rendu à la nouvelle politique financière et à celui qui la dirigeait².

Par son mérite, Prina représentait malheureusement

1. B. L., 1802, p. 89; F. O., pp. 99 et 113.

2. MELZI, *Mem.*, II, 44; Marescalchi à Melzi, 28 mai 1802 (Arch. Milan, 30); dépêche de Taglioretti du 20 avr. 1802. (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

une exception au milieu de ses collègues. De l'ensemble de leurs nominations se dégagait du moins un double enseignement. Il en ressortait tout d'abord que la rareté des talents administratifs allait devenir aussi préjudiciable à l'organisation de la République que le manque de talents politiques au développement du régime constitutionnel. Il était à noter d'autre part que les meilleurs choix de ministres étaient l'œuvre personnelle du Premier Consul, qui avait su, de Paris même, découvrir et distinguer les candidats élevés par leur mérite au-dessus de l'universelle médiocrité. Cette sûreté de coup d'œil justifiait son intervention constante dans les affaires intérieures de la République et représentait pour elle le plus précieux avantage de sa présidence.

CHAPITRE V

L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

- I. Première organisation des départements. — Difficulté de trouver des préfets : conditions de leur recrutement et répugnance des propriétaires à accepter ces postes. — Composition et valeur moyenne du corps préfectoral.
- II. Réforme du personnel administratif subalterne. — Épurations accomplies à Milan et dans les départements.

Le nouveau gouvernement disposait désormais d'organes d'action suffisants pour édicter ses volontés dans la capitale; il lui manquait encore les organes de transmission nécessaires pour les faire parvenir du centre aux extrémités de la République : la nomination des ministres avait pour complément obligé celle des préfets. Pour procéder à l'une, Melzi n'avait découvert qu'à grand'peine des sujets capables ; pour accomplir l'autre, il ne devait pas même trouver de candidats. Il rencontrerait des obstacles, non plus dans l'incapacité, mais dans le mauvais vouloir de ses concitoyens, et éprouverait à leur égard, après l'embarras du choix, l'embarras de la recherche. Cette chasse aux préfets forme un des épisodes les plus caractéristiques de l'histoire administrative du régime.

I

Trop absorbé par ses soucis financiers pour parfaire son organisation politique, le gouvernement de la seconde Cisalpine s'était borné à découper le territoire en départements, subdivisés eux-mêmes en districts, et à envoyer dans les chefs-lieux des « commissaires de la République » pour le représenter. Mais ces agents, recrutés sur place parmi les « patriotes » locaux, choisis d'après leurs opinions et non d'après leur moralité, souvent compromis dans des affaires d'argent, destitués d'ailleurs à la moindre dénonciation, n'avaient jamais pu acquérir la considération ni la stabilité nécessaires à l'exercice de leur charge. Aussitôt arrivé au pouvoir, Melzi dut se débarrasser de leurs services et se préoccuper de les remplacer. En attendant le moment de soumettre au Corps législatif un système complet d'institutions départementales, il résolut, pour disposer d'un moyen immédiat de faire exécuter ses ordres, d'emprunter de suite à la France l'institution des préfets¹. Il se mit donc en quête de candidats pour ces postes.

Cette entreprise, réalisable en quelques jours dans un autre pays, allait devenir mille fois plus ardue qu'il ne se le figurait, en raison même des principes qui devaient la diriger. Il avait été fort sagement décidé à Lyon que les nouveaux fonctionnaires seraient choisis parmi les grands propriétaires, afin d'en imposer davantage aux populations, et employés hors de leur pays d'origine², afin d'être soustraits aux influen-

1. Une loi sur l'organisation départementale fut aussitôt mise à l'étude et discutée par le Conseil législatif (séances des 19 fév. et 24 mars). Arch. Milan, *Cons. Leg.*, 595.

2. « C'est l'intention du Premier Consul que personne ne puisse être préfet dans son propre département. Il me semble que ce soit aussi votre avis, et que la mesure soit très sage. » (Marescalchi à Melzi, 16 mars 1802, Arch. Vienne, 30.)

ces locales comme aux passions de parti. C'était exiger d'eux le sacrifice des deux inclinations dominantes dans leur milieu : l'amour de leur bien-être et l'amour de leur clocher. Ils goûtaient sur leurs terres la sécurité tranquille et les plaisirs sans trouble d'une existence conforme à leur idéal. Pouvaient-ils l'échanger sans hésitation contre les tracasseries de la vie administrative, la carrière errante du fonctionnaire, et le risque de se compromettre par des services qui pouvaient un jour devenir, comme en 1799, un titre à la persécution ? Quant à leur répugnance aux déplacements, le temps et les vicissitudes révolutionnaires l'avaient renforcée au lieu de l'affaiblir. Elle se manifestait à tous les degrés de l'échelle administrative par mille incidents caractéristiques. C'était le temps où Tacconi, éminent jurisconsulte bolonais, confiné dans un modeste emploi, refusait la présidence de la Cour de cassation, parce que le siège en était à Milan ; où l'archevêque de Ravenne, Codronchi, distingué à Lyon par Bonaparte, s'évanouissait en apprenant qu'il était question de l'envoyer à Vienne comme ambassadeur ; où de petits fonctionnaires refusaient l'offre de brillantes situations pour ne pas changer de résidence : « On aime mieux, écrivait Melzi, toucher 2.000 francs chez soi que 10.000 hors de chez soi¹. »

Si le Vice-Président avait entretenu quelques illusions à cet égard, elles se dissipèrent rapidement au contact de la réalité. Au début de mars (8), il parle de la nomination des préfets comme d'une opération aussi immédiate qu'urgente² ; quelques jours plus tard (21) il en note avec surprise les premières difficultés³ ; il ne l'achèvera qu'en s'y reprenant à deux fois (26 avril-22 mai) et après trois mois d'efforts. Tout semble se

1. Melzi à Marescalchi, 3 juin 1802 (Arch. Vienne, 17).

2. MELZI, *Mem.*, II, 15.

3. *Ibid.*, II, 19.

réunir pour entraver ses efforts : apathie des municipalités départementales, qu'il consulte par convenance sur leurs préférences personnelles, et qui négligent de les exprimer, tout en se réservant de protester si on leur envoie un jacobin comme préfet; désistement subit des sollicitateurs, qui retirent leur candidature, en apprenant qu'elle ne sera agréée qu'au prix d'un déplacement; raisons de santé, de famille ou d'affaires invoquées pour se dérober par toutes les personnes qui reçoivent des propositions. Certains propriétaires ne cherchent même pas de prétexte à un refus qu'ils rendent public, sans se soucier de l'effet produit sur l'opinion. On peut lire dans les chroniques locales des nouvelles comme celle-ci : « Hippolyte Lovatelli (de Ravenne) vient de décliner l'offre d'une préfecture, parce qu'il préfère vivre chez lui, à la tête de sa riche famille¹. » D'autres, après s'être laissé convaincre en principe, ne veulent accepter qu'un poste déterminé, voisin de leur domicile. Carlo Verri, de Milan, frère de l'économiste Pietro, consent à aller jusqu'à Côme, ville toute voisine, où il a un frère et possède des propriétés; mais il hésitera longtemps avant d'accepter Brescia, plus éloignée sans doute, mais plus importante comme poste, plus agréable comme séjour, et dont les habitants le demandent². Avant de pourvoir à chacune des douze préfectures, il faut engager de véritables négociations diplomatiques, risquer plusieurs essais infructueux et déployer pour susciter des candidatures autant d'efforts qu'en d'autres pays pour les écarter.

Cette lutte obstinée entre l'insistance officielle et l'inertie des intéressés produisait une impression de pessimisme sur le public, de découragement sur le Vice-Président, d'irritation sur le Premier Consul. L'instabilité des gouvernements précédents avait rendu

1. RAJSI, 12 mars 1802.

2. VERRI, *Lettere*, IV, 447.

le peuple sceptique sur la durée du nouveau : la lenteur de la République à nommer ses agents lui apparaissait comme un signe d'impuissance, parfois même comme un présage de sa prochaine disparition. Melzi, qui connaissait, mais qui ne pouvait avouer la vraie cause de ces ajournements, s'abandonnait à un abattement que trahissaient dans ses lettres intimes certaines réflexions mélancoliques : « Le manque d'hommes est immense, écrivait-il, plus grand que je ne l'aurais pensé ¹ ! » « L'égoïsme universel est parvenu à un degré incroyable. » — Quant à Bonaparte, trop impulsif pour recevoir des nouvelles défavorables sans réagir aussitôt, il s'empportait contre les Italiens, qu'il menaçait d'abandonner à leur insouciance, s'en prenait même à Melzi, trop pusillanime à ses yeux, et n'arrivait pas à saisir comment le gouvernement devait se faire sollicitateur au lieu d'avoir, comme en France, à se défendre contre les sollicitations². Pour l'apaiser, Marescalchi dut lui représenter combien les conditions de la vie étaient différentes en deçà et au delà des Alpes. Il en convint d'ailleurs en ajoutant plaisamment : « Il est vrai que si demain je voulais nommer le prince de Condé à la préfecture d'un département, je suis certain qu'il accourrait en poste pour en prendre possession ³. »

Au milieu de toutes ces traverses, le Vice-Président était parvenu à nommer, après deux mois d'efforts, 5 préfets sur 12 (26 avril)⁴ ; tout en préparant une seconde fournée, il résolut de préciser aussitôt leur rôle

1. MELZI, *Mem.*, II, 28.

2. « Le Premier Consul est très irrité (*disgustato*) de voir que beaucoup de gens se refusent aux postes qui leur sont offerts, et il me semble qu'il a raison. Il dit qu'il fera tout son possible pour refaire de nous une nation ; mais que, si de notre côté nous ne répondons pas à ses efforts, si nous plaçons nos commodités et nos caprices privés au-dessus du bien public et de notre devoir de citoyen, nous n'aurons pas à nous plaindre des maux qui nous surviendront. » Marescalchi à Melzi, 19 mars 1802, Arch. Vienne, 30.)

3. Même lettre.

4. F. O., 1802, p. 65.

par un décret organique (6 mai)¹. Pour suppléer à leur inexpérience probable, ce décret leur adjoignait comme seconds deux « lieutenants de préfecture » recrutés sur place, parmi les personnes compétentes, et familiarisés avec les questions locales. Il ébauchait en même temps une première organisation des vice-préfectures. Par raison d'économie, on ne nomma provisoirement de vice-préfets que dans les localités les plus éloignées du chef lieu de département, soit au total 17 sur 33. Ce fut d'ailleurs un nouveau sujet de récriminations de la part des villes qui n'avaient pas été immédiatement préférées.

Le 22 mai paraissaient enfin les dernières nominations². La liste des préfets était désormais complète, mais leur installation subit encore quelques retards. Quelques-uns montraient aussi peu d'empressement à rejoindre leurs postes qu'autrefois de répugnance à l'accepter; d'autres ne voulaient s'y rendre qu'à la condition d'y trouver les locaux remis en état et le personnel d'employés épuré avant leur arrivée³. Appelés dans la capitale pour y recevoir les instructions de Melzi, ils se dirigèrent aussitôt après vers leurs départements respectifs, entourés de tous les honneurs dont le gouvernement croyait pouvoir rehausser leur prestige; arrivés à destination, ils firent en grande pompe leur entrée dans leur résidence, reçurent les autorités municipales, publièrent des proclamations emphatiques, et ne négligèrent rien pour donner à leurs administrés une haute idée de leur mission⁴. Le plus important de tous, Longo, préfet de l'Olona, fut installé avec une

1. B. L., 1802, p. 68. Sur l'institution des lieutenants de préfecture, cf. lettre de Melzi à Marescalchi du 18 mai 1802 (Arch. Vienne, 17).

2. F. O., 1802, p. 85.

3. Melzi à Marescalchi, 3 juin 1802 (Arch. Vienne, 17).

4. Chroniques de ROVATTI, 18 juin (Modène); de MOTTI, 20 juin (Reggio); d'AVANZINI, 6 juin (Brescia). Proclamations (imprimées) des préfets du Reno, du Bas-Pô et du Rubicone, Arch. Milan, 34; dépêche de Cattaneo du 2 juin (Arch. Gènes, *Corr. Milan*, 37).

solennité particulière (10 juin) et logé au palais Bovara, affecté précédemment à la Légation française¹. Au 1^{er} juillet, tous étaient au complet et en fonctions.

Quelle était leur composition, et quelle pouvait être leur valeur ? — Au point de vue de l'origine, le souci de ne paraître favoriser ni négliger aucune région les avait fait recruter à peu près également sur toute l'étendue du territoire. Un seul était de Milan même, trois provenaient du reste de la Lombardie, quatre des anciennes provinces vénitiennes, trois des Légations, un du Novarais. — Au point de vue de la profession et des antécédents, Somenzari, désigné pour Ferrare, pouvait seul, en raison de son rôle sous la première Cisalpine et de son exil à Cattaro, être classé comme « patriote » ; c'était d'ailleurs le plus capable de tous, car il devait à ses convictions comme à ses fonctions passées une fermeté de caractère et une expérience administrative étrangères à ses collègues. Deux de ceux-ci, Brunetti (Bergame) et Masi (Forli), l'un notaire et l'autre ancien commerçant, avaient avec lui ce trait commun d'appartenir aux professions libérales. Les autres sortaient de la classe des grands propriétaires. Fè (Crémone), Longo (Milan) et Carlotti (Bologne), anciens sujets vénitiens, avaient joué un rôle éphémère et d'ailleurs modéré dans les mouvements révolutionnaires de 1797 ; Paravicini (Novare), Fadigati (Reggio) et Verri (Brescia) s'étaient essayés à la vie publique comme députés à la Consulte de Lyon ; enfin Roncalli (Côme), Bovari (Mantoue) et Caccia (Modène) y entraient pour la première fois et y apportaient une complète inexpérience².

Comme on le voit, la plupart étaient des hommes nouveaux à la vie politique, et dont l'existence antérieure semblait peu propre à développer les qualités natives. Melzi résumait son impression sur leur valeur

1. Dépêche de Moll du 12 juin 1802 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan).

2. Notices individuelles sur les préfets (AFiv 1709).

moyenne en déclarant qu'il y avait parmi eux « plus encore de médiocre que de bon » et que « la composition des préfectures laisse beaucoup à désirer quant au personnel¹ ». Aucun ne paraissant s'élever au-dessus du niveau commun, les notes individuelles que leur consacrait le Vice-Président, quelques semaines après leur installation, s'appliquaient si indifféremment aux uns et aux autres que personne n'en ressortait avec une physionomie distincte et que tous semblaient se rapprocher et se confondre par les mêmes traits communs. Honnêtes et timides, bien intentionnés, mais rarement travailleurs, servant par résignation plutôt que par vocation, conservant dans leur nouvelle existence le regret de l'ancienne, dépourvus d'initiative personnelle et d'autorité sur les autres, ne sachant pas commander et n'aimant pas à paraître, manquant de confiance en eux-mêmes et surtout en en manifestant trop peu dans le régime qu'ils servaient², très éloignés en un mot du type des préfets énergiques qui faisaient alors la force du gouvernement consulaire en France : voilà sous quel aspect apparaissaient ces premiers collaborateurs de Melzi.

Leur insuffisance apparaissait comme moins fâcheuse encore que les difficultés de leur recrutement. C'était un fait sans précédents et un funeste présage pour l'avenir qu'un gouvernement se vit réduit à solliciter comme une faveur l'acceptation de fonctions honorifiques et bien rétribuées. Aucun symptôme ne montrait plus clairement à quel point il se trouvait isolé au milieu des populations, combien il inspirait peu de confiance

1. MELZI, *Mem.*, II, 47.

2. « ... Ils sont tous, il est vrai, assez bien dans le sens du gouvernement, mais, quoique choisis parmi les propriétaires, ils le représentent assez faiblement. C'est encore ici un des effets de l'incertitude sur l'avenir, et il est d'autant plus remarquable qu'il se retrouve chez ceux qui par intérêt devraient être les plus confiants. » (MELZI, *Mem.*, II, 47.)

en sa durée, comment enfin les classes dirigeantes allaient à d'estimables vertus privées une indifférence presque complète à l'intérêt public. La nomination des préfets avait rencontré et permettait de mesurer toutes les difficultés qui entravaient en Italie l'établissement d'un régime libre et la formation d'un esprit public.

II

La réforme du personnel subalterne des grandes administrations, commencée en même temps, fut au contraire accomplie en un mois (mars) sans obstacles sérieux; elle consistait en effet non plus à peupler les cadres, mais à les vider de la pléthore d'employés qui les remplissait. La politique révolutionnaire les avait encombrés de jacobins dont elle voulait récompenser les services, de réfugiés politiques qui avaient perdu leurs moyens d'existence avec leur patrie, de moines et de prêtres défroqués auxquels il fallait assurer un emploi, sinon une occupation. — Leur nombre total semblait deux ou trois fois supérieur aux besoins du service, et leur valeur en raison inverse de leur effectif. La compétence manquait aux uns et la conscience professionnelle aux autres. Quatre Napolitains ignorants composaient par exemple tout le haut personnel des Relations extérieures. La plupart péchaient surtout par négligence et ne paraissaient à leurs bureaux que pour y toucher leurs traitements ou y échanger les nouvelles du jour avec leurs collègues; la présence dans leurs rangs de prêtres mariés était un scandale permanent pour les âmes pieuses; beaucoup manquaient de moralité, presque tous de tenue et de considération. Comme ils s'attendaient à être réduits en nombre, ils faisaient une opposition acharnée au nouveau gouvernement,

dont ils prédisaient la chute au bout de deux mois¹.

Cet état de choses ne pouvait se prolonger sans péril. Avant de le réformer, Melzi voulut indiquer nettement les principes qui présideraient à cette opération. Ce fut l'objet d'une *Instruction générale aux ministres sur le choix de leurs employés subalternes*², indiquant les conditions à remplir par les petits fonctionnaires pour être conservés et par les candidats pour être acceptés à l'avenir. Il ne serait plus tenu compte de leurs titres politiques, mais seulement de leur probité et de leur capacité. « Tous les partis en effet, disait la circulaire, sont confondus et amalgamés dans le gouvernement constitutionnel. Mais une grande division doit survivre à toutes les autres : celle qui sépare les hommes probes de ceux qui ne le sont pas. Plût au ciel que cette ligne de démarcation fût un mur de bronze ! » Sans préciser autrement, Melzi constatait encore que « la masse des employés est immense, et que les intérêts du Trésor exigent une réduction ». Quelques jours après, il leur demandait à tous leur *curriculum vitæ*, afin de pouvoir comparer leurs titres.

A Milan même, sa timidité naturelle recula pourtant devant une épuration radicale, qui eût provoqué d'innombrables réclamations et risqué de désorganiser les services. Il dut se contenter, notamment à l'Intérieur (18 février) et à la Guerre (25 avril)³, de demi-mesures consistant à congédier les employés notoirement indignes, à mettre en congé les incapables et à surveiller étroitement les intrigants. Seul Prina, qui réclamait une action énergique et des collaborateurs compétents, put renouveler entièrement son personnel et destituer en un seul jour 133 de ses commis⁴.

1. MELZI, *Mem.*, II, 38 ; MANTOVANI, 22 avril 1802 ; VALDRIGHI, *op. cit.*, p. 89.

2. F. O., 1802, p. 21 (1^{er} mars).

3. F. O., 1802, p. 57.

4. MANTOVANI, 23 juin 1802.

En province par contre, Melzi ne se crut pas tenu aux mêmes ménagements. Le mal y était plus étendu encore que dans la capitale, et les victimes des réformes n'y pouvaient devenir incommodes au gouvernement. On procéda donc à des exécutions en masse, en adressant aux employés dont on voulait se débarrasser des « lettres de démission » qui équivalaient à une révocation pure et simple. C'est ainsi que l'on en renvoya 129 sur 171 à l'administration départementale de l'Olonà; et dans le Panaro, 29 sur 48 à l'Office des biens nationaux, 21 sur 40 à la recette des Finances. Les éliminations avaient porté surtout sur les ecclésiastiques sécularisés, et épargné les anciens serviteurs des régimes déchus¹. Grâce à ces mesures, les employés de l'État gagnèrent en valeur, en homogénéité et en considération ce qu'ils perdirent en effectif.

Cette opération terminée, Melzi pouvait considérer comme achevée la première partie de sa tâche intérieure. Alors que ses devanciers avaient été réduits à l'impuissance par l'anarchie de l'administration, il venait d'improviser un personnel politique inexpérimenté sans doute, encore inférieur à ses fonctions, mais encadré du moins dans une hiérarchie bien définie, destiné à une besogne bien déterminée, capable de faire obéir sur toute l'étendue du territoire les décisions du pouvoir exécutif. Le mécanisme gouvernemental était désormais pourvu de tous les rouages nécessaires à son fonctionnement régulier.

1. RAJSI, 30 mars 1802; MARELLI, 18 juin; ROVATTI, 16 août-24 oct.

CHAPITRE VI

LA RÉPUBLIQUE ET L'EUROPE

- I. Nécessité de faire reconnaître la République italienne par l'Europe : importance morale de cette formalité. — Circulaire de Talleyrand à cet effet. — Réponses affirmatives des petits États. — Attitude des grandes puissances : hésitations de la Prusse, empressement apparent de l'Autriche, abstention de la Russie, refus de l'Angleterre.
- II. Organisation diplomatique. — Les ministres cisalpins à l'étranger ; leur biographie. — Plan de Melzi pour étendre leur nombre et leur importance. — Assentiment, puis refus de Bonaparte. — Inconvénients de cette décision ; le rôle du baron de Moll à Milan.
- III. Fin de la période d'organisation. — Ses premiers résultats.

Pour fixer définitivement les conditions d'existence du nouveau régime, il ne restait plus qu'à régler sa situation vis-à-vis de l'Europe. Ce devait être l'œuvre personnelle de son Président, qui possédait seul assez d'autorité pour le faire reconnaître après l'avoir fondé. — L'importance de cette question n'était pas seulement diplomatique. Satellite de la France, la République italienne était sans doute assurée de son existence tant que sa protectrice garderait la suprématie européenne ; elle trouvait dans la faveur du Premier Consul la première garantie de sa conservation. Néanmoins l'attitude des puissances étrangères ne pouvait lui être indifférente. Si ses habitants doutaient de sa durée, c'est qu'il redoutaient encore, d'après des précédents tout

récents, de la voir sacrifiée à de nouvelles combinaisons de Bonaparte ou menacée par les cours hostiles à sa création. Le jour où ils verraient l'un s'employer et les autres consentir à la reconnaître officiellement, cette inquiétude disparaîtrait peu à peu de leur esprit. L'organisation des rapports internationaux devait donc avoir au début — et c'est ce qui en fait l'intérêt — une influence directe sur la formation de l'esprit public.

I

Aussitôt après son retour de Lyon, le nouveau Président de la République italienne s'occupa de la présenter à l'Europe. Pour en faire agréer la forme aux gouvernements, il leur adressa une circulaire diplomatique (13 février), jugée d'ailleurs assez faible, même à Milan¹, dans laquelle Talleyrand délayait les idées exprimées autrefois dans le fameux rapport de la commission des 30 sur l'impossibilité de trouver un président parmi les Cisalpins, comme sur la nécessité de déférer à leur vœux unanimes. Pour agir en même temps sur l'opinion européenne, un article inséré dans les journaux officiels (16 février) développait cette thèse paradoxale que la France était moins puissante en Italie en 1802, après la Consulte, qu'en 1789 avant la Révolution. Autrefois en effet l'ancienne monarchie exerçait « une espèce de patronage bien déterminé » sur Naples par le Pacte de famille, sur la Sardaigne par les relations de cour et de voisinage, sur Venise par la crainte commune de l'Autriche, c'est-à-dire sur un ensemble de 12 millions d'habitants. Maintenant au contraire, Bonaparte venait d'établir son protectorat sur 4 millions d'Italiens seulement : la Consulte de Lyon aurait donc fait reculer

1. Dépêche de Taglioretti (2 mars 1802). Cf. dans MELZI, *Mem.*, II, pp. 10-15, les remerciements de Melzi à Bonaparte.

plutôt qu'avancer l'influence française¹. A vouloir trop prouver, l'auteur de cet article ne prouvait que son excessive subtilité de raisonnement. Sans en attendre l'effet, le Premier Consul crut utile d'enregistrer par des déclarations officielles les derniers changements opérés dans la Péninsule. Le rapport annuel du gouvernement au Corps législatif sur la situation de la République (20 février) contenait quelques paroles flatteuses à l'adresse de la Cisalpine, à laquelle le texte officiel reconnaissait « le caractère et l'attitude d'un État formé depuis longtemps² ». Les mêmes phrases d'éloge devaient se retrouver dans le message à la même assemblée (6 mai) sur la conclusion de la paix³. Ces manifestations oratoires avaient au moins l'avantage d'affirmer, avec l'intérêt que Bonaparte portait à son œuvre, sa volonté de n'y rien changer.

Sur ce point, les Italiens ne demandaient d'ailleurs qu'à se laisser convaincre. L'attitude des nations étrangères semblait plus douteuse. Elles se divisaient à cet égard en deux catégories distinctes, comprenant, l'une les petits États condamnés par leur faiblesse à se mouvoir dans l'orbite de la France, l'autre les grandes puissances — Angleterre, Autriche, Prusse et Russie — qui suivaient une politique indépendante. L'acquiescement des uns ne faisait pas de doute, la réponse des autres offrait seule un intérêt sérieux.

Les premières adhésions vinrent naturellement des Républiques ligurienne, lucquoise et helvétique, limitrophes de l'Italie et placées sous le même protectorat. La première n'eut qu'à confirmer dans ses fonctions

1. Texte reproduit dans les *Nouvelles de Leyde* du 26 fév. 1802.

2. *Corr.*, VII, N° 6591.

3. *Corr.*, VII, N° 6072. « Une autre République est venue se former au milieu d'elle (la France), s'y pénétrer de ses principes et y reprendre à sa source l'esprit antique des Gaulois... La République italienne a pris son rang parmi les puissances, comme parmi nos alliés ; elle s'y maintiendra par son courage et s'y distinguera par ses vertus. »

son ministre à Milan, Cattaneo¹, et la seconde, récemment réorganisée par Saliceti (28 décembre) qu'à y nommer un représentant². Quant à la Suisse, son landamman Thomann répondit d'abord affirmativement (27 février) à la demande de reconnaissance présentée par l'ambassadeur français Verninac. Lorsque sa constitution eut été réformée, le chef de son nouveau gouvernement, Dolder, écrivit à Melzi (7 juillet) pour l'assurer de son estime personnelle ainsi que de ses dispositions amicales, et pour lui annoncer qu'il renouvelait les pouvoirs de Taglioretti comme chargé d'affaires helvétique à Milan³. — Les petites monarchies italiennes manifestèrent, par crainte ou par intérêt, un empressement analogue. Les souverains de Parme et de l'Étrurie, soumis à Bonaparte, exprimèrent le désir d'entretenir de bons rapports avec le nouvel État, et le roi de Naples crut devoir faire, peut-être à contre-cœur, une déclaration analogue (6 mars). — Aucune objection n'était à redouter de la part de la cour de Rome, très bien disposée pour le Premier Consul depuis le Concordat; elle avait reconnu la première le royaume d'Étrurie, et ne pouvait que se réjouir de voir succéder aux sectaires de la Cisalpine un gouvernement désireux de s'entendre avec elle. Le Pape, et après lui Consalvi, adressèrent à Melzi des lettres de félicitations personnelles⁴. Il n'était pas enfin jusqu'au

1. Il faillit partir au mois d'août 1802, ayant été nommé par Bonaparte doge de Gènes; mais il refusa cette dignité.

2. C'était un jeune homme d'à peine 30 ans, Belluomini, qui venait d'achever un séjour à Vienne pour y apprendre l'allemand. Arrivé en juillet 1802 à Milan, il devait en repartir définitivement le 28 avril 1803 pour Paris, où il était envoyé en mission. Sa correspondance diplomatique, déposée à l'*Archivio di Stato* de Lucques, contient des renseignements intéressants.

3. Texte dans CANTU, *Diplomatici*, p. 80.

4. Melzi répondit par une voie détournée au Pape, afin de ne pas paraître en rapports directs avec lui, et de ne pas blesser ainsi Bonaparte, qu'il savait très susceptible sur ce point (Dépêche de Moll du 21 mai 1802).

chef de la Maison de Savoie, réduite alors à la possession de la Sardaigne, qui ne crût voir dans la Consulte de Lyon un événement favorable à ses intérêts comme à ses espérances. Quelques jours après l'abdication de Charles-Emmanuel IV (4 juin 1802), son frère et successeur Victor-Emmanuel, alors à Rome, faisait à l'ambassadeur français Cacault des déclarations empreintes de l'optimisme naturel aux exilés. Il se flattait d'abord de recouvrer bientôt l'intégrité de ses États, puisque Bonaparte n'avait pas de griefs personnels contre lui, et d'en voir à l'avenir respecter le territoire par les Français, puisque l'annexion du Novarais suffirait à établir une communication directe entre Paris et Milan. Cédant ensuite à l'entraînement de ses illusions, il croyait sa tranquillité future définitivement assurée par l'établissement en Lombardie d'une République nationale dont les désirs d'agrandissement se tourneraient forcément et exclusivement contre l'Autriche, son ennemie naturelle¹.

En dehors de l'Italie, la péninsule ibérique était alors engagée dans le système français. En Espagne, où le titre de République italienne avait d'abord éveillé quelques inquiétudes à la cour², le ministre Cevallos notifia (12 mars) à l'ambassadeur Gouvion-Saint-Cyr l'assentiment de son maître aux changements annoncés dans la circulaire de Talleyrand; en Portugal, une communication analogue était faite par d'Almeida au ministre de France (18 avril). — A l'autre bout de l'Europe enfin, la Sublime Porte envoyait à Paris une réponse d'autant plus satisfaisante qu'elle était désintéressée dans la question. La liste de ces divers États, transmise à Marescalchi le 26 mai³, devait être grossie l'année suivante par

1. Dépêche de Cacault du 3 messidor an X-22 juin 1802 (Aff. Étr., *Corr.* Sardaigne, 281, f° 220-221).

2. Marescalchi à Melzi, 21 mai 1802 (Arch. Vienne, 30).

3. Note de Talleyrand à Marescalchi (Arch. Vienne, 146) envoyée par ce dernier à Milan.

les petites puissances allemandes, désireuses de plaire à Bonaparte pour obtenir une plus large part des indemnités germaniques. En 1802, le marquis del Gallo pour Naples, M. de Souza pour le Portugal (17 juillet), le prince de Masserano pour l'Espagne présentaient leurs lettres de créance au Président de la République italienne; en 1803, M. de Cetto pour la Bavière (5 janvier), M. de Steube pour le Wurtemberg, le comte de Beust pour le Corps germanique, le baron de Dalberg pour Bade (5 juin) devaient procéder à la même formalité¹.

Ces faciles succès diplomatiques n'auraient fait illusion à personne s'ils ne s'étaient élevés plus haut et étendus plus loin. L'opinion apprit avec satisfaction, par le *Moniteur* du 13 mars, que deux des grandes puissances avaient reconnu la République italienne² et que les deux autres ne tarderaient pas à suivre son exemple.

Sous cette forme, la nouvelle n'était qu'à moitié exacte. La cour de Berlin s'était en effet déclarée la première, mais moins complètement qu'on ne l'eût désiré à Paris. Deux partis s'y disputaient alors l'influence. Le premier, personnifié par Haugwitz, regardait la France comme l'alliée et l'Autriche comme la rivale naturelle de la Prusse; il s'était félicité ouvertement des événements de Lyon, qui représentaient pour l'une un nouveau succès, pour l'autre un affaiblissement propre peut-être à la rendre plus accommodante en Allemagne. Mais les partisans de l'Angleterre et de la Russie dénonçaient l'élection de Bonaparte comme une atteinte à l'indépendance cisalpine, une violation du traité de Lunéville, une annexion déguisée, semblable à celle qui avait ad-

1. AFIV 1684.

2. Cf. lettre de Bonaparte à Melzi du 12 mars (MELZI, *Mem.*, II, 17). « La Prusse, la première, reconnut ce qui a été fait à Lyon, l'Autriche vient de le reconnaître également. » La même nouvelle est envoyée à la même date à Joseph (*Corr.*, VII, N° 5991) pour être transmise à lord Cornwallis.

joint le Hanovre à la Grande-Bretagne; ils ajoutaient même que ce serait rendre service à la France que de ne pas se prêter à une politique destinée à attirer sur elle les défiances de l'Europe. Ils étaient assez influents pour entraîner une partie de l'opinion et rendre le cabinet hésitant sur la conduite à suivre. — Les dépêches de Paris vinrent bientôt modifier cet état d'esprit; Lucchesini, désireux lui-même de se faire pardonner son intempestive protestation contre l'annexion du Novarais, avait reçu (19 février) du Premier Consul des ouvertures qui ressemblaient fort à un ultimatum : sa cour devait envoyer dans le plus bref délai une réponse dont le sens servirait de mesure aux complaisances ultérieures de la France envers la Prusse, dans le règlement prochain des indemnités germaniques¹. Aussitôt transmise à Berlin, la menace produit son effet. Pour la tourner, le roi croit d'abord se tirer d'affaire en chargeant son représentant à Paris d'adresser de simples félicitations personnelles à Bonaparte. C'est cette démarche de courtoisie que celui-ci tente de présenter à l'opinion comme une reconnaissance formelle de la nouvelle République. Lui-même semble se faire peu d'illusions à cet égard, car, dès le mois de mai, il renouvelle à Lucchesini la même demande et les mêmes offres qu'en février. — L'affaire devait s'arranger d'elle-même quand la discussion du règlement germanique eut amené une triple entente franco-prusso-russe. En automne, le cabinet de Berlin, ayant reçu communication du nouveau drapeau italien, promet de le faire respecter sur son territoire; il chargeait en même temps un de ses diplomates, Humboldt, de passage à Milan, d'assurer Melzi de ses bonnes dispositions². La

1. Note du marquis Lucchesini (15 mars 1802) et lettre de Talleyrand à Beurnonville (18 mai) dans BAILLEU, II, 79 et 83.

2. Melzi à Marescalchi, 26 oct. 1802 (Arch. Vienne, 5); MURAT, *Lettres*, II, N° 958. Humboldt a raconté son passage à Milan dans une lettre

question était donc réglée à la satisfaction de Bonaparte.

L'attitude de l'Autriche était de nature à éveiller plus d'intérêt encore : « Il est, devait écrire à ce propos Joseph de Maistre, une expérience qu'un particulier ne saurait faire; mais ceux qui en ont le droit pourraient fort bien la tenter, ce serait de demander au Cabinet de Vienne ses vues sur la République italique; certainement sa réponse serait très curieuse, de quelque manière qu'elle fût conçue¹. » Après avoir suivi les opérations de la Consulte de Lyon avec la plus ardente curiosité, elle en apprit le résultat avec la plus douloureuse surprise : « Où s'arrêtera donc ce torrent, plus rapide et plus dévastateur dans la paix que dans la guerre? » Cette exclamation de l'Empereur semblait traduire l'impression du premier moment². Le premier ministre Cobenzl devenait tout à coup aussi réservé qu'il se montrait auparavant communicatif avec l'ambassadeur de France, Champagny, chargé de lui communiquer la circulaire Talleyrand, et de lui démontrer que « la séparation des deux Républiques resterait entière ». — Là encore, la situation intérieure de la cour servit heureusement les desseins de la politique consulaire. L'influence longtemps prépondérante de Thugut, dévoué à la coalition, y avait fait place à celle de l'archiduc Charles, partisan d'un rapprochement avec la France qui permettrait d'obtenir d'elle quelques concessions territoriales en Allemagne, ou même en Italie³. Cette considération triompha vraisemblable-

publiée partiellement dans ses œuvres complètes (*Politische Schriften*, édit. Gerhardt, I, p. 5) et datée du 20 oct. 1802.

1. Dans un *Mémoire à consulter sur l'état présent de l'Europe, avec quelques réflexions particulières sur l'Italie*, daté de Saint-Pétersbourg (janv. 1804) et inséré au tome IX de ses *Œuvres complètes* (Lyon, Vitte et Perussel, 1890), pp. 125-156.

2. FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*, p. 33, note 1.

3. Lettre de Spina à Consalvi (3 oct. 1801), citée par BOULAY DE LA MEURTHE, *op. cit.*, IV, 113.

ment des premières répugnances de Cobenzl¹. Par son ordre, son frère Philippe, ambassadeur à Paris, allait dès le 9 mars déclarer à Bonaparte que Sa Majesté Impériale avait vu « avec plaisir l'organisation définitive de la République italienne, et recevrait son ministre à Vienne² ». Aussitôt publiée à Milan, cette nouvelle y produisit une telle sensation que beaucoup de gens, rebelles jusqu'alors à l'idée de se compromettre en acceptant des fonctions officielles, se décidèrent alors à les solliciter³.

Là ne devaient pas se borner les témoignages du bon vouloir autrichien. A Paris, Philippe Cobenzl prodiguait à Marescalchi ses protestations d'amitié, en attendant ses lettres de créance auprès du chef de la République italienne; il déclarait que sa cour, ne pouvant plus songer à la Lombardie, se félicitait du moins de la voir faire partie d'un État indépendant⁴. Il allait d'ailleurs être pris au mot, et se trouver amené à signer, un peu malgré lui, une convention secrète (26 décembre 1802), par laquelle son maître payait certains accroissements territoriaux en Allemagne au prix d'une approbation complète de tous les changements opérés depuis Lunéville : c'était pour l'Autriche une abdication, provisoire au moins, de son rôle historique dans la Péninsule⁵. A Vienne l'empereur François, recevant en audience le colonel lombard Litta, de passage dans cette ville, le chargeait de ses félicitations personnelles pour le Vice-Président⁶. A Milan enfin, ce dernier se voyait l'objet de mille prévenances délicates : par l'entremise

1. FOURNIER, *op. cit.*, p. 153, note 1 (Lettre de Cobenzl à Colloredo du 18 juin 1805).

2. Aff. Étr., *Corr. Autriche*, 372. « On sera encore dupé et avili », s'était écriée, en apprenant cette nouvelle, la reine Marie-Caroline de Naples, alors à Vienne (*Correspondance inédite de Marie-Caroline*, II, 298).

3. MELZI, *Mem.*, II, 19-20 (Lettre à Bonaparte du 21 mars). Cf. dépêches de Taglioretti (26 mars) et d'Orocco (27).

4. Lettre de Marescalchi à Melzi du 30 juin 1802 (Arch. Vienne, 30).

5. Cf. sur ce traité FOURNIER, pp. 40-42.

6. MANTOVANI, 21 mars 1802.

d'un agent officieux, Cobenzl lui adressait une lettre des plus flatteuses pour son amour-propre (avril)¹; plus tard, il lui faisait porter ses compliments par Khevenhüller, ambassadeur à Rome, qui devait passer par Milan. Lui-même a pris soin de dévoiler dans une lettre privée le secret de ces amabilités : « Nous devons tâcher d'ôter toute méfiance aux Français, d'inspirer le plus de confiance possible à la République italienne, et quand nous y serons parvenus, en faire usage pour favoriser sous main leur inclination à se rendre de jour en jour moins dépendants des Français, pour autant que nous le pourrons sans donner d'ombrage à Bonaparte². » Cette tactique d'un machiavélisme trop facile ne semblait faire d'ailleurs illusion à personne, ni en France, ni même en Europe. Elle inspirait dès alors à de Maistre des inquiétudes qu'il exprimait en ces termes : « La République italique est un monstre qui ne saurait subsister... c'est l'esprit de la France qui l'anime; et dès que cet esprit se retirera, elle tombera en dissolution. C'est ce moment que l'Autriche attend pour l'envahir. Tel est dans ce moment l'objet de ses plus ardentes espérances. C'est de quoi les autres puissances ne sauraient s'occuper trop activement et d'avance; car s'il ne peut y avoir ni paix ni liberté pour l'Europe tant qu'il y aura une République italique, c'est-à-dire tant que l'Italie appartiendra à la France, il n'y en aura pas davantage si l'Autriche s'en emparait³. »

La politique italienne de la Russie était moins com-

1. « Si notre auguste maître se rappelle encore qu'une partie des peuples qui composent la République italienne a été sous sa domination, ce n'est que pour faire des vœux pour son bonheur... Le citoyen Melzi est du nombre de ceux qui laissent une impression profonde lorsqu'on a l'honneur de les connaître de près, et je m'estimerai toujours heureux de voir naître celles qui pourraient me mettre à même de le convaincre des sentiments que je lui ai voués pour la vie. » (Cobenzl à Moll, 15 avr. 1802.) Sur Moll voir plus loin, p. 475.

2. Cobenzl à Colloredo, 31 mai 1802 (cité par FOURNIER, p. 32).

3. *Mémoire* cité plus haut, p. 135.

pliquée. Telle qu'Alexandre en avait tracé le programme dans un rescrit à Kolytchev, elle se réduisait à poursuivre le maintien du roi des Deux-Siciles et le rétablissement du roi de Sardaigne sur leurs trônes respectifs¹. Ayant obtenu satisfaction pour le premier, par le traité secret du 11 octobre 1801, le tsar concentra son intérêt sur le second, qu'il eut même un instant l'illusion de voir choisir comme président par les députés cisalpins²; on devine dès lors son désappointement en apprenant les résultats de la Consulte, auxquels les dépêches de son ambassadeur Markov ne l'avaient point préparé. Il reçut presque aussitôt après une lettre de Bonaparte (16 février)³ qui les lui annonçait à son tour, les commentait à sa façon, et les représentait comme éminemment favorables à la Russie, rivale naturelle de l'Autriche. Il répondit (14 mars) par des félicitations fort vagues, que terminait une réserve fort claire : « Je n'éprouverais pas moins de satisfaction, si j'apprenais bientôt que nos engagements par rapport à l'Italie ont été entièrement réalisés⁴. » C'était indiquer que la reconnaissance de la Cisalpine serait subordonnée au rétablissement du roi de Sardaigne. — Sur ce point, le Premier Consul devait rester intraitable. Après avoir déclaré à Markov (mars) que la France ne pourrait évacuer le Piémont tant que les Autrichiens resteraient en Vénétie, après avoir refusé (mai) de laisser en échange Parme et Plaisance à Charles-Emmanuel IV, il finit par offrir pour ce dernier une compensation... en Turquie, ou même dans l'Algérie, qui restait à conquérir⁵! En septembre, un nouvel essai de négociations n'eut pour effet que de montrer l'égale intransigeance

1. TRATCHEVSKI, LXX, 131.

2. *Ibid.*, p. 719.

3. *Corr.*, VI, N° 5957.

4. Lettre d'Alexandre à Bonaparte, 26 mars 1802. TRATCHEVSKI, LXX, 370.

5. *Ibid.*, pp. 425 et 490 (Dépêche de Markov des 5 juin et 21 août 1802).

des deux chefs d'État¹. La question n'ayant pas fait un pas, la reconnaissance de la Russie, secondaire d'ailleurs pour la République italienne, resta indéfiniment ajournée.

L'attitude de l'Angleterre présentait un intérêt capital, en raison des moyens d'action que ses flottes ou ses alliances assuraient à cette puissance dans la Péninsule. Il était malheureusement difficile qu'elle vît sans protester sa vieille rivale étendre encore son influence sur le continent. De fait, les événements de Lyon excitèrent à Londres une indignation générale et y provoquèrent des accusations de mauvaise foi assez peu justifiées, puisque les préliminaires de paix (1^{er} octobre) ne faisaient pas mention des affaires d'Italie. Les ennemis du ministère exploitèrent ces nouvelles pour lui reprocher sa condescendance envers la France. Aux Communes (3 mars), Elliott se livra à une longue diatribe sur « la scène extraordinaire qui venait de se jouer à Lyon » ainsi que sur la « furieuse avidité » de Bonaparte « qui opérait une nouvelle annexion sans en prévenir personne ». Wyndham voyait dans cette audace un motif suffisant pour rompre les négociations de paix. En lui répondant, le chef du cabinet, Addington, avouait lui-même que les derniers changements étaient « de nature à alarmer tous ceux qui attachent quelque prix à l'indépendance de l'Europe² ». Ces dispositions d'esprit ne permettaient pas au Premier Consul d'espérer une reconnaissance qu'il ne demanda du reste que pour la forme, en invoquant les intérêts maritimes anglais et sous cette réserve que la signature de l'accord en préparation n'en serait pas retardée d'un quart d'heure³. Le traité d'Amiens gardait sur les questions

1. TRATCHEWSKI, LXX, 498 et 531 et LXXVII, 27 et 280 seq.

2. Compte rendu des séances des Communes du 3 mars et du 3 mai dans les *Nouvelles de Leyde*, N° des 12 mars et 11 mai 1802.

3. Lettre de Talleyrand à Joseph du 14 mars 1802 (*Mémoires du roi JOSEPH*, I, 233). Cf. note de Bonaparte à Talleyrand sur ce sujet (*Corr.*,

italiennes le même silence que les préliminaires.

Bien que Melzi eût adressé à ses administrés une proclamation emphatique au sujet du rétablissement de la paix maritime (1^{er} avril)¹, cette omission ne laissait pas que de lui causer quelque inquiétude. Bonaparte s'efforça de le rassurer, soit en le berçant de l'espoir que l'Angleterre reconnaîtrait la République par un accord séparé, soit en lui demandant les moyens de l'y contraindre par des représailles commerciales². Il ne put rien obtenir, malgré une tentative infructueuse pour lier cette affaire à celle des agrandissements réclamés par le Hanovre dans les indemnités germaniques. Quelques mois après éclatait d'ailleurs la rupture définitive avec la Grande-Bretagne.

Pour atténuer sans doute l'impression de malaise laissée dans les esprits par cette situation, le gouvernement italien crut devoir donner une grande publicité à quelques petits succès diplomatiques remportés sur des partenaires moins incommodes. Il faisait insérer au *Bulletin des lois* (10 juin) le texte du premier traité qu'il eût conclu : c'était il est vrai avec la minuscule République de Saint-Marin, à moitié enclavée dans son territoire, et à l'égard de laquelle il fallait régler les relations de voisinage³. Il portait en même temps à la connaissance du public que le Premier Consul associait la République italienne à la poursuite de ses revendications contre les souverains barbaresques. Le dey d'Alger et le bey de Tripoli, cédant, l'un aux menaces

VI, N° 5955) et lettre de Joseph à Bonaparte du 14 mars (*Mémoires*, I, 229). « Lord Cornwallis m'a dit que l'Angleterre reconnaîtrait aussi la République italienne lorsque nous n'aurions plus l'épée à la main. »

1. F. O., 1802, p. 49. D'après ZANOTTI (25 avr.), cette proclamation fut accueillie avec une joie bruyante par les patriotes, mais avec une indifférence mêlée de défiance par la masse du public.

2. Melzi à Marescalchi, 5 avr. 1802 (Arch. Vienne, 17).

3. MELZI, *Mem.*, II, 20, 21, 65, 81. Cf. CANTU, *Diplomatici*, p. 79.

4. B. L., 1802, p. 105.

du général Hullin (17 août 1802), l'autre aux sollicitations du général Sébastiani (octobre), s'étaient engagés à faire respecter par leurs corsaires le pavillon de la République italienne, que le premier faisait même saluer d'une salve de 21 coups de canon. Sur les instances du chargé d'affaires français, Devoize, le bey de Tunis donnait les mêmes assurances, en ajoutant dans une lettre directe à Bonaparte : « Si tout autre que vous m'eût fait une pareille proposition, je ne l'aurais pas acceptée pour un million de piastres¹. » Le public parut assez peu sensible à la publication de ce document, inspirée au moins par Bonaparte, et laissa, sans s'y associer, la Consulte d'État lui voter des remerciements officiels².

II

La République avait donc été partout reconnue, sauf en Russie, en Angleterre et en Danemark, comme État indépendant et libre. Il semble qu'à ce titre elle dût avoir une représentation diplomatique complète et distincte. On a vu que le Premier Consul ne lui en laissa que le simulacre, en réduisant pour elle l'exercice du droit de légation actif et passif à ses rapports de voisinage avec les petits États limitrophes.

Ce système revenait à prolonger provisoirement le *statu quo*. Au moment de la Consulte de Lyon, se trouvait à Milan un petit corps diplomatique où figuraient les envoyés des Républiques helvétique (Taglioretti), ligurienne (Cattaneo), de Saint-Marin, ainsi que celui du duc de Parme (Berì). Au cours de 1802, cette liste fut diminuée des deux derniers noms, et grossie par ceux de Belluomini, envoyé de Lucques, qui ne fit à Mi-

1. *Corr.*, VII, N° 6276 et 6308 ; MELZI, *Mem.*, II, 95 et 96.

2. Adresses de la Consulte d'État du 7 sept. (pour Tripoli) et du 3 janv. 1803 (pour Tunis) dans AFIV 1684.

lan qu'une brève apparition, et du chevalier d'Oroczo, représentant à la fois l'Espagne et l'Étrurie, qui devait y rester jusqu'en 1807. Les uns et les autres ne servirent qu'à relever par leur présence le prestige du Vice-Président et qu'à fournir par l'intérêt de leurs correspondances de précieux documents pour l'histoire¹.

De son côté, la République italienne devait conserver les cinq représentants entretenus, avec des titres divers, par la seconde Cisalpine à l'étranger : deux « députés » à Gènes et à Parme, Cometti et Scarabelli; un « chargé d'affaires » à Florence, Tassoni; deux « agents diplomatiques » à Berne et à la Haye, Venturi et Galdi. Les deux premiers n'ont pas laissé de trace et n'ont fait que passer sur la scène politique. — Le troisième au contraire (1759-1821) devait être employé jusqu'à la fin de la domination française dans les postes importants de Florence, de Naples et de Berne. C'était un homme consciencieux, mais timoré, qui, au début de la Révolution, avait affecté par faiblesse de caractère les idées démocratiques les plus avancées et qui plus tard (1812) allait encourir par crainte de se compromettre la disgrâce passagère de Napoléon. — Ancien sujet du duc de Modène, comme Scarabelli et Tassoni, Venturi (1746-1822) réalisait le type du savant égaré dans la politique. Autrefois prêtre, introduit trop tard dans une carrière pour laquelle il se sentait peu de goût, il n'aspirait qu'à échanger sa légation contre une chaire universitaire ou un siège à l'Institut. — A la Haye enfin, isolé et comme perdu dans le Nord, se trouvait un agent que ni son origine étrangère, ni son passé d'agitateur ne

1. Sur Belluomini cf. plus haut, p. 460, note 2. Taglioretti, qui n'avait que le titre de chargé d'affaires, devait être remplacé par le baron Marcacci, membre du Grand Conseil du Tessin, qui avait celui de ministre et qui présenta ses lettres de créance, le 17 déc. 1804. Sur ces questions de représentation, cf. le *Compendio delle operazioni del Ministero degli Affari esteri durante il governo provvisorio*, mémoire qui se trouve Arch. Vienne, 1.

semblaient destiner à la diplomatie. Né aux environs de Salerne, proscrit de Naples à cause de ses opinions libérales, Matteo Galdi (1766-1821) appartenait à cette phalange de précurseurs révolutionnaires qui de toutes parts étaient accourus à Milan aussitôt après l'entrée de Bonaparte. Patriote avancé et partisan des Français, il s'était jeté dans la mêlée des partis, tout en conservant à ses polémiques de presse une tenue de style et une modération de ton rares parmi ses confrères. Comprendant enfin que son talent valait mieux que l'emploi qu'il en faisait, il avait, trois mois avant la chute de la Cisalpine (janvier 1799), eu la sagesse de demander et la chance d'obtenir un poste éloigné des agitations milanaïses. Accrédité auprès de la République batave, il dut à cette circonstance d'échapper aux conséquences de l'invasion austro-russe et de garder sa place jusqu'en 1808. Non content d'envoyer à Milan une intéressante correspondance courante, il reprenait pendant ses loisirs sa plume de publiciste, et rédigeait sur les destinées extérieures de son pays de longs mémoires où l'on retrouve, à côté de quelques inexpériences, certaines vues presque prophétiques sur l'avenir¹.

Telle était la composition du corps diplomatique en service au début de 1802. Médiocre comme valeur, il se trouvait insuffisant comme nombre, mais représentait la seule forme de l'activité extérieure de la République. Le premier soin de Melzi devait être d'en développer l'organisation. Il ne cessait d'insister auprès de Marescalchi sur l'importance morale de cette question : « Vous ne sauriez croire, lui écrivait-il, combien l'ignorance dans laquelle nous restons à cet égard contribue au scepticisme des partis. L'opinion souffre immensément de cet état de choses, que l'on prend pour une

1. Cf. sur ces divers personnages *Notices et Documents biographiques*, chap. vi, pp. 134-145.

preuve d'incertitude sur notre sort¹. » Moins pressé d'aboutir, Bonaparte lui opposait des raisons d'économie et lui répondait que la reconnaissance de la République devait suffire pour l'instant à rassurer l'opinion². Quand ce dernier point eut été réglé, il finit par se laisser fléchir et par décider (26 juillet) qu'outre les légations déjà existantes, d'autres seraient créées à Vienne, Rome, Naples, Munich et Sion³. Les journaux publièrent aussitôt cette liste, en y ajoutant Madrid et Berlin, dont ils indiquaient même les titulaires probables⁴.

Heureux de recevoir enfin la décision désirée, Melzi ne l'avait pas attendue pour commencer à recruter de nouveaux diplomates. Ils étaient encore plus difficiles à trouver que les préfets, car ils devaient remplir des conditions plus rarement réunies : une grosse fortune, des qualités extérieures, l'expérience des affaires, et surtout l'habitude des voyages. Il s'agissait cette fois, non plus d'aller résider dans une ville voisine mais de quitter l'Italie ! Aussi les premières propositions du Vice-Président ne rencontrèrent-elles guère que des refus, fondés parfois sur les prétextes les plus invraisemblables. Après avoir gémi sur ses embarras, en se plaignant de se voir entouré de « malades, d'infidèles ou d'estropiés⁵, » il réussit pourtant, au bout de six mois d'efforts, à mettre sur pied un plan diplomatique complet comprenant toutes les légations, avec la

1. Melzi à Marescalchi, 29 juin 1802 (Arch. Vienne, 18) ; et auparavant (27 mai). « Laisser en suspens l'organisation diplomatique nous fait faire une figure ridicule. Les doutes relatifs aux affaires qui restent à régler en Italie et en Europe sont d'un effet déplorable pour l'esprit public, qui n'est pas encore posé. » Melzi exprime le 25 juillet les mêmes inquiétudes à Moll (Dépêche du 26 juillet 1802, Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1802).

2. Marescalchi à Melzi, 30 juin 1802 (Arch. Vienne, 30).

3. Marescalchi à Melzi, 7 août 1802 (*ibid.*).

4. Codronchi pour Vienne, le général Teulié pour Berlin, Zambecari pour Madrid (*Nouvelles de Leyde*, N° du 13 août 1802).

5. Melzi à Marescalchi, 3 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18).

composition de leurs membres et les chiffres de leurs appointements¹. Bien que son projet ne dût pas avoir de suite, deux de ses choix paraissent dignes de remarque : celui du ministre à Vienne et, à l'autre extrémité de la hiérarchie, celui du secrétaire de légation à Florence. — Le premier était dicté par Bonaparte, qui, désirant confier un poste aussi délicat à un ecclésiastique, avait d'abord proposé son oncle Fesch², puis renoncé à ce dessein, en présence des protestations italiennes, pour se rabattre sur son ancien collaborateur de Lyon, l'archevêque de Ravenne, Codronchi; moins sensible à cet honneur qu'à la crainte de s'expatrier, celui-ci chercha d'abord à s'y dérober, et ne l'accepta que sur un ordre formel, qu'accompagnait la promesse du chapeau de cardinal³. Ce fut au contraire Melzi qui devait poser la candidature pour Florence d'un jeune poète dont il exposait ainsi les titres : « Foscolo a été très ardent (au point de vue politique), mais il a infiniment d'esprit et, comme écrivain, il désire cette résidence à cause de la pureté de la langue⁴. » Le Premier Consul répondit toutefois être décidé à n'employer au dehors personne « qui eût le moindre aspect de révolution⁵ ».

1. Ce plan, terminé en mai 1802, fut soumis à Bonaparte aussitôt après et accepté par lui en principe le 26 juillet. Il ajoutait aux postes diplomatiques déjà existants ceux d'un ambassadeur à Vienne et de ministres à Rome, Naples, Sion, Munich et Parme (AFIV 1708).

2. Dépêche de Moll du 24 juin 1802 (à la suite d'une audience de Melzi du 22 et d'après ses déclarations).

3. « Codronchi, déclarait Melzi, a refusé l'archevêché de Bologne parce qu'il sait que les Bolognais ont l'esprit plus vif que lui. Quiconque le connaît aurait juré qu'il accepterait encore moins le poste diplomatique de Vienne. Je m'y attendais moi-même... mais Codronchi a répondu qu'il se remettait sur ce point à ce qu'on jugerait à propos. Bonaparte a déjà fait demander le chapeau pour lui, et le Pape l'a formellement promis. » Dépêche de Moll du 26 juil. 1802 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan).

4. Melzi à Marescalchi, 28 avril 1802 (Arch. Vienne, 17).

5. Marescalchi à Melzi, 9 juil. 1802 (Arch. Vienne, 30). Melzi répondit à son tour que le meilleur moyen de rendre Foscolo inoffensif était de l'employer au dehors.

Il allait d'ailleurs prendre un parti propre à couper court à toute discussion à ce sujet. Après avoir reçu le « plan diplomatique » et promis de l'étudier, il ajourna peu à peu le moment de l'adopter et finit par le laisser dormir dans ses dossiers. Estimant sans doute plus prudent de laisser entre des mains exclusivement françaises la direction de toute sa politique extérieure, il accrédita en mai 1803 Champagny comme ministre de la République italienne à Vienne : c'était porter le dernier coup aux espérances de Melzi.

Celui-ci en ressentit une vive déception, dont l'amertume ne devait cesser de le poursuivre. Ce fut à l'échec de ses projets diplomatiques qu'il attribua, sans doute avec une part de vérité, le renouvellement des inquiétudes publiques, le sentiment d'instabilité persistant dans les esprits, la répugnance de ses concitoyens à se déclarer et à se compromettre pour le nouveau régime.

La décision de Bonaparte présentait un autre inconvénient que son auteur n'avait peut-être pas prévu. En refusant à la République une diplomatie officielle, il l'exposait à l'emploi et aux périls de la diplomatie occulte, car elle pouvait difficilement se passer de toute relation directe avec les puissances voisines. C'est ce qui devait arriver notamment pour l'Autriche. Dans les derniers jours de 1801 était arrivé à Milan un personnage qui portait le titre de « baron de Moll, conseiller capitaine du cercle de Roveredo, commissaire spécial de Sa Majesté Impériale et Royale auprès de la République italienne ¹ ». Venu avec la mission spé-

1. Il comptait 23 ans de service, dont 8 comme commissaire de cercle en Basse-Autriche et 15 comme conseiller de gouvernement à Innsbruck et capitaine de cercle à Roveredo. Chargé de famille (il avait 8 enfants) et dépourvu de fortune, il avait accepté sa mission à Milan en raison d'un traitement qu'il ne tarda pas à trouver insuffisant ; il ne devait cesser de harceler son gouvernement de continuelles demandes d'argent et de solliciter en même temps le titre de chargé d'affaires régulier.

ciale d'y faire poursuivre certains contrefacteurs de billets de banque autrichiens, il attendit pour la remplir l'installation du nouveau gouvernement, s'attarda ensuite à conclure une convention relative à l'exportation des blés vers le Tyrol (14 avril), et se fit présenter quelques jours après (24) au Vice-Président¹. Implanté dès lors à Milan, il allait y rester dans une situation fausse, mais avec un rôle nettement tracé, y faire figure de ministre autrichien sans en avoir le titre, gagner peu à peu la confiance de Melzi par de fréquentes visites, surprendre ses faiblesses et ses découragements, solliciter ses confidences pour les transmettre à Vienne, lui présenter en retour les suggestions ou les flatteries intéressées de Cobenzl, jouer en un mot, auprès de lui, le rôle d'espion et de tentateur. Dès sa seconde visite, il lui exprima, d'après ses instructions, l'espoir de le voir entrer en communication directe avec l'Autriche, comme chef d'un État indépendant : il reçut cette réponse trop peu décourageante : « Ma manière de voir, ma volonté, ma persuasion, mes désirs sont en cela parfaitement d'accord avec les vôtres, mais je suis passif et je dois le rester jusqu'à ce que le temps et les circonstances amènent d'autres combinaisons². » De là à devancer ou à supposer réalisée cette dernière condition, il n'y avait qu'un pas, et Melzi ne devait que trop tôt le franchir.

1. Il fut reçu, dit-il, avec une « dignité amicale » et remit à Melzi la lettre de Cobenzl (13 avr.) citée plus haut (p. 466).

2. Dépêche de Moll du 21 mai (audience du 20 mai). Dans une troisième audience (22 juin), Melzi fut encore plus explicite : « Lorsque j'ai fait parler à Bonaparte sur la nécessité d'avoir un ministre autrichien résidant à Milan, il a répondu : il n'y a pas d'inconvénient à cela. Pourvu que son cadre soit rempli et qu'il se puisse voir entouré lui-même de figures lumineuses et en envoyer de sa part, peu lui importe du reste. Par qui et où se fassent les affaires, c'est là le moindre de ses soucis. Dorénavant, nous pouvons traiter ici secrètement entre vous et moi et profiter des chances avantageuses que l'affaire (des faux billets de banque) présente aux deux gouvernements. » (Dépêche de Moll du 24 juin 1802, Arch. Vienne, *Corr. Milan*.)

L'organisation extérieure de la République restait donc encore à compléter, et les efforts tentés dans ce sens n'avaient servi qu'à montrer combien sa situation internationale était encore précaire. Reconnue par les seules puissances qui eussent intérêt à ménager le Premier Consul, elle se voyait refuser le droit d'établir des relations directes avec elles. Elle restait ainsi dans un isolement diplomatique qui l'empêchait de se faire une place dans leur communauté, de les habituer à son existence et de survivre, le cas échéant, aux revers de la nation qui la protégeait. Les inconvénients de cet état de choses ne devaient d'ailleurs ressortir qu'à la longue, et l'opinion, après s'en être un instant inquiétée, revint aux préoccupations plus pressantes que lui inspirait la politique intérieure.

III

Le mois de juin 1802, au cours duquel le Corps législatif devait se réunir et les derniers préfets s'installer, marque pour la République la fin de la période d'organisation, et le moment où l'on peut dresser le bilan des premiers résultats obtenus.

Le Premier Consul lui-même vient de les constater et de s'en féliciter dans un document officiel : « La République italienne, déclare-t-il dans sa réponse à une adresse de la Censure (7 juin) ¹, jouit de la liberté et du bonheur, et retrouve toute la dignité d'une nation indépendante dans ses institutions actuelles. Votre situation s'est considérablement améliorée depuis six mois. » Cet optimisme de commande paraît jusqu'à un certain point répondre à l'impression générale. Dans toutes les sphères et dans toutes les régions, chacun

1. *Corr.*, VI, N° 6123.

constate à sa façon les progrès de l'ordre matériel ou de la tranquillité morale accomplis depuis le début de l'année. Le Vice-Président, si enclin pourtant au découragement, écrit à Bonaparte : « La nation est contente, parce qu'elle jouit du repos qui est son premier besoin : la confiance dans le gouvernement est immense, parce qu'on espère et qu'on espère sans mesure ¹. » La popularité personnelle de Melzi, un moment ébranlée par la nécessité où ses occupations publiques l'ont mis d'interrompre ses audiences privées ², est encore dans tout son éclat. Autour de lui, l'opinion populaire se sent rassurée de voir, au dedans, les fonctions publiques confiées à des gens estimés, au dehors, la République patronnée et présentée à l'Europe par Bonaparte. Un ministre étranger note dans ses rapports l'apparition d'un certain « degré d'esprit public » inconnu jusqu'alors (20 avril) ³.

Mille petits faits viennent confirmer cette observation. Les membres de la Commission hydraulique chargée du service des eaux prêtent pour la première fois au nouveau régime le serment qu'ils ont obstinément refusé à la Cisalpine ⁴. Le ministre de l'Intérieur peut, sans que cette cérémonie paraisse une ironie, décerner publiquement le prix offert par le précédent gouvernement à l'auteur du meilleur tableau symbolisant « la

1. Lettre du 13 mai (MELZI, *Mem.*, II, 28).

2. MARELLI, 9 juil. 1802 ; même note dans la dépêche de Belluomini du 21 juillet (Arch. Lucques, *Corr.* Milan, 1802).

3. Dépêche de Taglioretta (20 avril), qui ajoute : « Le citoyen Melzi était le seul duquel on pouvait attendre un régime satisfaisant » ; et plus tard (4 mai) : « L'esprit public est passablement content et entretient de bonnes espérances ». — Melzi (lettre à Marescalchi du 1^{er} mars, Arch. Vienne, 17) attribuait cette satisfaction à l'habitude qu'on voit prendre de mettre les affaires aux mains de *galantuomini*. Enfin, dans la lettre citée plus haut (p. 463), Wilhelm de Humboldt, qui avait été récemment nommé (25 mai) ambassadeur de Prusse à Rome, et qui s'arrêta à Milan (17 oct.) au cours de son voyage pour rejoindre son poste, fait les mêmes constatations, et note la confiance inspirée aux Italiens par les premiers résultats de la gestion de Melzi.

4. Le 20 avr. 1801 (Arch. Milan, 1).

reconnaissance de la Cisalpine envers Bonaparte¹ ». — En même temps que son état intérieur, la réputation de la République se relève au delà de ses frontières. A Paris, Marescalchi mesure les progrès de son crédit aux égards que l'on témoigne à ses représentants, comme aux offres des spéculateurs qui se présentent pour lui faire des offres d'argent². A Venise, où a pénétré la popularité du Vice-Président, plusieurs jeunes nobles ont adopté, au grand mécontentement de la police, un habillement uniforme qu'ils ont baptisé « à la Melzi³ » ; les Italiens de passage trouvent auprès des autorités autant de considération qu'ils recueillaient autrefois de mépris⁴. A Vicence, un témoin désintéressé écrit dans son journal intime : « On raconte mille belles choses de la République italienne. L'organisation fait des progrès. Le commerce refleurit, les espérances sont très vives, de sorte que de l'autre côté (de l'Adige) on renaît à l'animation et à la joie, tandis que de ce côté-ci on ne voit qu'abattement et misère⁵. »

C'eût été pourtant pour Melzi une erreur que de se reposer sur les premiers succès obtenus et une dangereuse illusion que de s'en exagérer la portée. Lui-même d'ailleurs le sentait mieux que personne. Sa tâche véritable était à peine entamée. Plus riche jusqu'alors en promesses qu'en résultats, elle n'attestait encore que sa bonne volonté. Il avait fait disparaître les abus les plus criants, mais sans aborder les réformes les plus essentielles ; réglé les conditions d'existence de la République, sans en soumettre les institutions à

1. F. O., 108 ; MARELLI, 10 juin 1802.

2. Lettres de Marescalchi, 25 fév., 17 mars et 30 juin 1802 (Arch. Vienne, 30).

3. Lettre de Cottini à Mozzi du 17 mars 1802 (Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1375) ; l'incident est également relaté dans un article (30 mars) du *Publiciste* de Paris que Marescalchi transmet le 22 avril à Melzi.

4. Lettre de Melzi à Marescalchi, 16 mai 1802 (Arch. Vienne, 17).

5. *Giornale della Contessa* NEGRI DI VELO (déposé à la Bibliothèque communale de Vicence) à la date du 16 mai 1802.

l'épreuve de la pratique; forgé des instruments d'action, sans en faire usage; inspiré enfin au peuple une impression de soulagement physique plutôt que de sécurité morale et trouvé auprès de lui plus de crédit que de confiance véritable. Il lui restait à résoudre les questions qui venaient seulement d'être posées, à constituer une administration, à diriger un gouvernement, à former un esprit public, en un mot, à faire fonctionner le nouveau régime après l'avoir organisé.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	I
BIBLIOGRAPHIE.	XIII

LIVRE PREMIER

Les précédents du régime.

(1796-1801)

CHAPITRE PREMIER

L'ANCIEN RÉGIME. LE PAYS ET LA SOCIÉTÉ

I. Les cadres géographiques. — Les divisions politiques et territoriales de l'Italie du Nord en 1796. — Les divisions physiques. — La région lombarde et ses trois zones de montagne, de haute plaine et de basse plaine. — Le cours du Pô. — La région émilienne	2
II. Les cadres sociaux. — La répartition de la population : importance relative des éléments urbains. — La structure de la société. — La classe rurale et ses diverses formes d'organisation selon le régime de la propriété. — La classe populaire des villes. — La classe moyenne. — Les grands propriétaires, nobles ou roturiers. — Importance numérique, fortune, privilèges et rôle social de l'aristocratie. — Le clergé : effectif, fortune et prérogatives ; le régime légal de l'Église. — Résumé	16
III. La vie et les mœurs. — Dureté de l'existence pour les paysans. — Douceur de l'existence pour les classes moyennes et aristocratiques. — Leurs inclinations dominantes : 1° le culte du plaisir ; leurs principales jouissances : l'amour, le jeu, le	31

luxue domestique, les distractions mondaines, le théâtre et le carnaval; 2° Les habitudes sédentaires : causes et exemples. — Conséquences : défiance ou ignorance de l'étranger, susceptibilités municipales, étroitesse de jugement. — Influence de cet état d'esprit sur la production intellectuelle : divorce de l'érudition et de l'imagination, décadence des genres sérieux, prépondérance des genres légers, particularisme littéraire. — Vertus privées des Italiens	33
IV. Les régions naturelles et les principaux centres urbains : Novare, Milan, Modène, Bologne, la Romagne, Ferrare, Mantoue, Vérone, Brescia, Bergame, la Valteline.	51

CHAPITRE II

L'ANCIEN RÉGIME. LES GOUVERNEMENTS ET LES INSTITUTIONS

I. Caractères communs des anciens gouvernements italiens. — Aucun n'est complètement national, à part le duché de Modène	69
II. Aucun ne l'est devenu par une politique libérale. — Les populations partout exclues du gouvernement et de l'administration. — Exception pour Milan, où subsistent encore quelques formes des institutions représentatives	73
III. Le rôle de l'État dans les anciens gouvernements italiens. — Petit nombre des fonctions publiques. — Insuffisance des organes de défense extérieure.	77
IV. Défauts des anciens gouvernements : leur impuissance à maintenir la sécurité publique et à développer les intérêts matériels et moraux des populations	86
V. Avantages des anciens gouvernements : à Milan et à Modène bonne administration économique et financière ; dans tous les États, modération des exigences fiscales et respect des privilèges locaux	90

CHAPITRE III

L'ANCIEN RÉGIME. LES HOMMES ET LES IDÉES

I. Circonstances défavorables à l'accomplissement d'une révolution ; les éléments de conservation. — Indifférence politique, instinctive dans le peuple, raisonnée dans les classes éclairées : ses causes et ses manifestations. — Le patriotisme local est le seul sentiment collectif que connaissent les masses	102
II. Circonstances défavorables à l'établissement du régime mo-	

Pages.

derne. — Absence d'esprit public, absence d'esprit national. — Pas de sentiment de la communauté ethnique, ni de l'indépendance politique, ni de l'unité territoriale	110
III. Circonstances favorables à l'accomplissement d'une révolution : les éléments de conservation. — Rivalités sociales : les déclassés, les jeunes gens et les intellectuels prêts à participer à un bouleversement, les membres des professions libérales à en profiter et les propriétaires à s'y résigner. — Rivalités locales : dans certaines villes, elles réunissent toute la population contre l'ordre établi	117
IV. Circonstances favorables à l'établissement du régime moderne. — Les talents et les vertus individuelles. — Malgré sa décadence, l'Italie conserve encore quelques germes de rénovation ; aux yeux de ses habitants, elle représente une expression géographique, de grands souvenirs historiques et une glorieuse civilisation.	125

CHAPITRE IV

BONAPARTE EN ITALIE (1796-1797)

Grandes divisions de la période révolutionnaire (1796-1802). I. La conquête (avril-octobre 1796). — Entrée de Bonaparte à Milan (15 mai). — Premières impressions des habitants : surprise, curiosité et sympathie. — Réaction morale occasionnée par la crainte de l'avenir, les exigences militaires, les excès des révolutionnaires locaux. — Réaction armée dans les campagnes : révolte et châtement de Pavie (23-26 mai). — Extension de l'invasion française au territoire vénitien, puis aux Légations (juin). — A Reggio, un mouvement révolutionnaire spontané (août) amène la chute du gouvernement ducal modénais (octobre)	133
II. Les gouvernements provisoires (octobre 1796-avril 1797). — En Émilie, ceux de Bologne, Ferrare, Modène et Reggio s'unissent d'abord militairement au congrès de Modène (16 octobre), puis politiquement au congrès de Reggio (27 décembre) en une République cispadane, qui reçoit peu après (1 ^{er} mars) une constitution démocratique ; enthousiasme produit par ces manifestations. — En Lombardie, continuation du provisoire, mais établissement d'une « Administration centrale » et d'une « Légion lombarde ». — Mouvement des esprits et formation des partis : révolutionnaires avancés, libéraux modérés et réactionnaires ; attitude de Bonaparte à leur égard. — Les réfugiés politiques à Milan ; leur activité. — La Terre-Ferme vénitienne : révolte de Bergame et de Brescia contre la domination de la Métropole (mars) — Réaction	

	Pages.
rurale ; les « Pâques véronaises » (17-18 avril) déterminent Bonaparte à occuper Venise et à renverser son gouvernement .	145
III. La concentration des territoires conquis (avril-novembre 1797). — Morcellement consacré par les préliminaires de Léoben : les trois républiques vénitienne, cispadane et lombarde. — Bonaparte réunit les deux dernières en une République cisalpine (mai-juin), qu'il dote d'une constitution démocratique, et dont il célèbre la naissance par une Fête de la Fédération (9 juillet). — Paix de Campo-Formio et départ de Bonaparte de l'Italie (novembre)	159

CHAPITRE V

LA PREMIÈRE CISALPINE (1797-1799)

Caractères de l'histoire de la première Cisalpine.	
I. Asservissement de la Cisalpine à la France. — Le Directoire lui impose, avec l'entretien d'une armée d'occupation dont il tolère les excès, un traité d'alliance onéreux (mars-mai 1798). — Il lui envoie un ambassadeur chargé de perpétuer sa sujétion.	165
II. Le régime intérieur de la Cisalpine : détresse financière, anarchie morale et désorganisation administrative. — Prépondérance des éléments avancés dans les assemblées et le gouvernement. — Excès de la presse et des clubs. — Abus des manifestations extérieures	173
III. Les coups d'État. — Projet et exécution de la réforme constitutionnelle de Trouvé (août 1798). — Double revirement du Directoire qui rappelle d'abord Trouvé, en abrogeant ses mesures (octobre) et qui charge ensuite Rivaud de les remettre en vigueur (décembre)	177
IV. Les premiers résultats de la domination française : premier éveil de l'opinion publique et de l'idée nationale, premières manifestations de l'idée unitaire. — Popularité persistante de Bonaparte	181

CHAPITRE VI

LA RÉACTION (1799-1800) 188

CHAPITRE VII

LA SECONDE CISALPINE (1800-1802)

- I. L'armistice. — Séjour de Bonaparte à Milan après Marengo. — Organisation provisoire de la Cisalpine rétablie. — Avances

	Pages.
au clergé. — Optimisme et espérances de paix universelles. — Premières difficultés financières et exigences de l'armée française. — Concentration du pouvoir exécutif entre les mains d'un triumvirat. — Annexion du Novarais	193
II. La campagne d'hiver (décembre 1800-février 1801) et ses conséquences : continuation du provisoire, abus des réquisitions, souffrances des particuliers, désarroi des finances publiques, augmentation des impôts. — La paix de Lunéville procure à la République quelques avantages territoriaux . .	206
III. Nouvelles espérances de la Cisalpine (février-avril) ; fêtes et réjouissances. — Activité administrative du gouvernement ; délimitation définitive des départements. — Projet de constitution envoyé à Paris. — Nouvelle déception : la mort de Paul I ^{er} détermine Bonaparte à ajourner encore ses projets de réorganisation de l'Italie	211
IV. Recrudescence des malheurs publics. — Agitations de la politique intérieure. — Les abus de l'occupation ; exigences pécuniaires de l'armée française et excès de ses généraux. — Désordre des finances, redoublement de fiscalité, misère des populations. — Impuissance du gouvernement, anarchie administrative et développement du particularisme. — Envoi d'une mission à Paris pour demander un remède aux maux du pays (juillet)	216
V. Situation de la Cisalpine à la fin de la période révolutionnaire (1796-1802). — État social : influence persistante des anciennes classes dirigeantes, apparition d'une classe nouvelle. — État politique et administratif. — État moral. — Sentiments nouveaux produits par l'invasion : besoin de soulagement matériel, haine des Français et inquiétude de l'avenir. — Sentiments antérieurs à la Révolution et leur persistance : indifférence politique, esprit de localité, absence de patriotisme cisalpin et de patriotisme italien	231

LIVRE II

La fondation du régime.

La Consulte de Lyon.

CHAPITRE PREMIER

NAPOLÉON ET L'ITALIE

I. La politique de Napoléon en Italie, d'après ses proclamations officielles et d'après le « grand projet » de Sainte-

	Pages.
Hélène. — Elle aurait eu pour but la constitution de la nationalité italienne.	241
II. Valeur historique de ces déclarations. — Objections générales qu'elles soulèvent. — En quoi elles semblent démenties ou confirmées par les faits. — Elles ne paraissent justifiées, ni par la politique territoriale de Napoléon, ni par son opinion sur les Italiens, ni par son attitude en présence de leurs divisions morales	245
III. Part de vérité qu'elles contiennent. — Prédilection instinctive de Napoléon pour l'Italie, sans cesse combattue par les exigences de la politique française. — Témoignage de Fossombroni. — Conclusion.	258

CHAPITRE II

LA GENÈSE DE LA CONSULTE DE LYON

I. Premiers projets de Bonaparte au sujet de la réorganisation de l'Italie. — Ils sont successivement modifiés et ajournés, d'abord par les négociations de Lunéville, puis par la mort de Paul I ^{er}	264
II. Élaboration de la Constitution italienne, influences qui y président : part de la Consulte de Milan, de Melzi, de Rœderer et de Bonaparte.	271
III. Analyse et caractères de la Constitution. — L'exercice de la souveraineté : les trois Collèges. — Le Gouvernement : le Président, le Conseil législatif et la Consulte d'État. — Le pouvoir législatif et le vote des lois	280
IV. La rédaction définitive de la Constitution est soumise d'abord aux députés italiens à Paris (septembre) puis à la Consulte de Milan (octobre), qui l'acceptent	288
V. Bonaparte décide de confier l'approbation de la Constitution et le choix du personnel de gouvernement à une assemblée de notables cisalpins convoquée à Lyon. — Loi votée à cet effet par la Consulte de Milan (12 novembre). — Composition de l'assemblée future	293
VI. La question religieuse ; comment elle se présente. — Le Premier Consul se propose de la soumettre à la Consulte. — Le choix du président ; candidature éphémère de Joseph	299

CHAPITRE III

LES PRÉLIMINAIRES DE LA CONSULTE

I. Impression produite à Milan par la convocation de la Consulte. — Les élections et les défections : indifférence pu-
--

	Pages.
blique et pression officielle. — Force numérique, composition collective et individuelle de la Consulte	304
II. Le voyage de Milan à Lyon ; ses difficultés	311
III. L'installation à Lyon ; hostilité de la nature et des hommes. — Ajournement de l'ouverture des séances. — Ses conséquences : désœuvrement et intrigues des députés. — L'Olonisme. — Impatience de voir arriver Bonaparte	314

CHAPITRE IV

LA CONSULTE JUSQU'À L'ARRIVÉE DE BONAPARTE

I. Arrivée de Talleyrand (28 décembre). — Ses instructions et son programme : diviser les délibérations et concentrer les décisions. — Il ne peut en exécuter que la première partie. — Réception générale des députés, répartis en cinq sections géographiques. — Audiences et fêtes mondaines.	320
II. Les travaux des sections ; leur précipitation et leur insignifiance. — Leurs observations sur la Constitution, les lois organiques et les listes de confiance. — Les préparatifs de la réception de Bonaparte	326

CHAPITRE V

LA CONSULTE DE LYON SOUS LA PRÉSIDENTE DE BONAPARTE

I. Raisons extérieures ou intérieures qui retiennent le Premier Consul à Paris et retardent son arrivée à Lyon. — Son entrée dans cette ville (11 janvier)	333
II. Il reçoit d'abord l'ensemble de la Consulte, puis les diverses catégories de députés. — Son attitude à leur égard. — Impression produite sur eux	338
III. Adoption définitive des textes constitutionnels. — Règlement des affaires religieuses. — Négociations à ce sujet entre Bonaparte et les députés ecclésiastiques. — Après une menace de rupture, elles conduisent à la rédaction d'une « loi organique sur le clergé italien », qui règle provisoirement les rapports de l'Église et de l'État	347
IV. Le choix du personnel de gouvernement et du chef de l'État. — Tactique suivie par Bonaparte pour faire triompher ses vues. — Réunion plénière de la Consulte (20 janvier) et formation d'une commission électorale de 30 membres. — Opérations des Trente (21-24 janvier). — Malgré les sollicitations de Marescalchi, ils choisissent Melzi comme président. — Mécontentement du Premier Consul à cette nouvelle ; ils	

reviennent alors sur leur décision et l'élisent à la place de Melzi. — La Consulte ratifie en séance générale (25 janvier) ce choix, qui doit être proclamé le lendemain. Pour y rallier les esprits Bonaparte décide de s'adjoindre Melzi comme Vice-Président et de donner à la République le nom d'Italienne. — Séance de clôture (26 janvier). — Dernière mesures et départ du Premier Consul	355
V. Impression produite à Paris et à Milan par les travaux et les résultats de la Consulte. — Appréciation finale.	374

LIVRE III

L'organisation du régime.

CHAPITRE PREMIER

MELZI

I. Sa famille et son existence avant la Révolution. — Ses débuts dans la vie politique. — Sa retraite sous la première et la seconde Cisalpine	383
II. Traits distinctifs de son caractère : aversion pour le pouvoir et crainte des responsabilités. — Ses idées politiques : leur désaccord avec ses fonctions. — Ses travers d'esprit	388
III. Raisons de sa nomination. — Sa popularité. — Ses vertus : patriotisme, désintéressement et loyauté. — Ses qualités extérieures	393

CHAPITRE II

L'INSTALLATION

I. Retour de Melzi à Milan (7 février). — Cérémonie d'inauguration du nouveau régime (15). — Démonstrations populaires et témoignages de sympathie	396
II. Premières mesures de Melzi. — Enquête sur l'état du pays. — Situation morale, matérielle et politique de la République. — Immensité de l'œuvre à accomplir : réparer les maux du passé et fonder de nouvelles institutions. — Proclamation à la nation (15 février). — Premiers résultats obtenus	401

CHAPITRE III

L'APAISEMENT SOCIAL

- I. Nécessité de gagner l'opinion publique et de rallier les anciennes classes dirigeantes. — Les propriétaires : leurs griefs contre le nouveau régime. — Concessions de fond et de forme qui leur sont faites ; rétablissement du calendrier grégorien, retour aux habitudes de la vie aristocratique. — Premiers symptômes de rapprochement des classes. — Le clergé ; ses griefs. — Égards officiels témoignés à la religion et à ses ministres. — Paiement graduel des pensions ecclésiastiques arriérées : heureux effet de ces mesures, progrès de la paix sociale 407
- II. Charges et vexations de l'occupation française. — Mesures prises pour en faire cesser les abus : réduction de l'abonnement payé à la caisse de l'armée, suppression du logement chez l'habitant, restitution des fonctions de police aux autorités civiles, évacuation de Milan par les troupes françaises. — Départ de Murat. — Symptômes de rapprochement entre la population et l'armée 414

CHAPITRE IV

LE PERSONNEL GOUVERNEMENTAL

- I. Constitution du gouvernement. — Nominations signées par Bonaparte à Lyon : Marescalchi, ministre des Relations extérieures ; organisation de son service et choix de ses collaborateurs. — Guicciardi, Secrétaire d'État et ses deux successeurs immédiats. — Spannocchi, ministre de la Justice. — Nominations effectuées à Milan : Villa à l'Intérieur, Trivulzi à la Guerre, Bovara au Culte, Veneri au Trésor, Prina aux Finances 421
- II. Prina : importance de son rôle. — Son passé administratif. — Ses mérites : probité, talent de persuasion, force de caractère, activité d'esprit. — Ses insuffisances : absence de qualités aimables et conception trop étroite de son rôle. — Situation financière à son arrivée au pouvoir : le passé et le présent, l'actif et le passif. — Premières réformes fiscales et administratives, leur heureux effet : relèvement partiel du crédit public 431

CHAPITRE V.

L'ADMINISTRATION DÉPARTEMENTALE

- I. Première organisation des départements. — Difficulté de trouver des préfets : conditions de leur recrutement et réputation des propriétaires à accepter ces postes. — Composition et valeur moyenne du corps préfectoral 446
- II. Réforme du personnel administratif subalterne. — Épurations accomplies à Milan et dans les départements. 454

CHAPITRE VI

LA RÉPUBLIQUE ET L'EUROPE

- I. Nécessité de faire reconnaître la République italienne par l'Europe : importance morale de cette formalité. — Circulaire de Talleyrand à cet effet. — Réponses affirmatives des petits États. — Attitude des grandes puissances : hésitations de la Prusse, empressement apparent de l'Autriche, abstention de la Russie, refus de l'Angleterre 457
- II. Organisation diplomatique. — Les ministres cisalpins à l'étranger ; leur biographie. — Plan de Melzi pour étendre leur nombre et leur importance. — Assentiment, puis refus de Bonaparte. — Inconvénients de cette décision ; le rôle du baron de Moll à Milan 470
- III. Fin de la période d'organisation. — Ses premiers résultats. 477
-

LIVRE IV

LE FONCTIONNEMENT DU RÉGIME

CHAPITRE PREMIER

LA PRATIQUE DU RÉGIME CONSTITUTIONNEL

- I. Caractères généraux de l'histoire de la République entre 1802 et 1804.
- II. La question constitutionnelle. — Le personnel gouvernemental : ses divisions et son défaut d'homogénéité. — Isolement des ministres. — Composition et prétentions du Conseil d'État et de la Consulte législative. — La réunion des collèges électoraux ; ses résultats. — La première session du Corps législatif (juin-septembre) ; son esprit, sa procédure et ses opérations.
- III. L'organisation administrative des départements. — Analyse, caractères et inconvénients de la loi du 24 juillet 1802. — Première réunion des Conseils généraux. — Les vices du système constitutionnel italien.

Avec la fin de la période d'organisation commence la vie normale de la République italienne. Les multiples incidents qui en forment la trame semblent au

premier abord se succéder sans progression visible et s'enchevêtrer sans autre lien que leur suite chronologique. — En réalité ils se groupent autour de quelques grandes questions, dont le développement domine toute la politique intérieure ou extérieure, et qui viennent tour à tour absorber toutes les préoccupations gouvernementales, recevoir une solution provisoire et disparaître de l'actualité jusqu'au jour où elles seront posées à nouveau par les événements. C'est ainsi qu'au début les problèmes de l'organisation constitutionnelle, de la sécurité publique et de l'agrandissement extérieur sont successivement soulevés par la convocation du Corps législatif (juin 1802), par les troubles de Bologne (juillet) et par la succession de Parme (septembre).

I

Le premier peut se formuler en ces termes : quelle est la valeur pratique de la nouvelle constitution ? Comment se comporteront à l'épreuve les ressorts complexes du mécanisme politique qu'elle a institué ? et tout d'abord les organes du pouvoir exécutif : ministres, consultants d'État et conseillers législatifs, réunis à Milan quelques semaines après leur retour de Lyon ?

Dès leur entrée en charge, la diversité de leur composition apparaît comme un obstacle presque insurmontable à l'harmonie de leurs mouvements. Dans les pays constitutionnels, le libre jeu des institutions amène au pouvoir les membres d'un même parti, compagnons des mêmes vicissitudes et animés d'un même esprit. A Lyon au contraire, l'absence de groupements organisés, le désir d'étendre à l'Italie le principe de l'amalgame, alors appliqué en France, enfin la nécessité de ne négliger aucune région dans la répartition des places ont conduit Bonaparte à faire entrer aux

affaires tous ceux qui, à un titre quelconque, ont joué un rôle dans leur pays d'origine sous la Révolution. — Il a obtenu ainsi, au lieu d'un ensemble, une cohue et, selon l'expression de Melzi, une « arche de Noé », dont les habitants sont d'autant moins en mesure de se concerter qu'ils ne connaissent ni leurs compagnons, ni leur chef naturel. Le Vice-Président n'a jamais vu la plupart de ses collaborateurs obligés, parmi lesquels il ne compte qu'un seul ami personnel, le président du Corps législatif Taverna¹. De leur côté ceux-ci, mal assortis entre eux, ne possèdent ni esprit de corps, ni même intelligence de leur devoir commun ; faute d'une idée qui les réunisse, ils s'abandonnent aux manèges de l'intrigue ou aux sollicitations des jalousies locales. Les uns ne s'occupent que de dénigrer leurs collègues ou de clabauder contre le pouvoir, les autres que de caser leurs protégés ou de pousser leurs compatriotes. — On voit se reformer dans le haut personnel gouvernemental les deux coterie régionales qui, après avoir lutté d'influence à Lyon, se disputent maintenant les nominations d'employés. Marescalchi et Aldini passent pour les protecteurs des *Oltrepadani* ou Émiliens, et Melzi pour le chef des *Olonistes* ou Milanais. Les premiers célèbrent comme une victoire le choix de l'un des leurs, Nobili, comme secrétaire d'État (juin 1802). Les seconds s'en vengent en faisant à ce fonctionnaire une réputation d'incapacité et en provoquant sa retraite, dont ils triomphent bruyamment (décembre). Ceux qui pourraient être indépendants, n'appartenant à aucun des deux partis dominants, suivent les mêmes errements ; car Guicciardi se vante publiquement d'avoir trouvé des places pour plus de 80 de ses créatures de la

1. Dépêches de Moll des 27 mars et 30 juillet 1802 (Arch. Vienne, *Cpr.*, Milan, 1802).

Valteline¹. Melzi s'attire l'animosité des hauts fonctionnaires en déclarant vouloir repousser toutes les recommandations ; ému de leurs critiques, il ne tarde pas à dénoncer leur manque de cohésion comme le principal obstacle à sa tâche : « L'étrange assortiment des hommes que les circonstances ont fait réunir autour du gouvernement constitutionnel forme le vice capital de notre système, le compromet, le ruine et le perdra si l'on ne procède à une refonte générale². » Murat, désintéressé dans la question, formule le même jugement avec une crudité toute soldatesque : « Avec ce système la machine ne marche pas. C'est une véritable pétaudière, ils sont tous jaloux les uns des autres et se déchirent mutuellement³. »

La sévérité de ces appréciations s'explique aisément si l'on considère l'un après l'autre les divers corps constitués : leur composition hétérogène semble les condamner à l'impuissance.

On a vu précédemment quelle était la médiocrité générale des ministres. Loin de chercher à racheter par leur action collective leurs insuffisances individuelles, ils restent complètement à l'écart les uns des autres, ne se fréquentent qu'en conseil et allèguent la modicité de leur traitement pour ne pas recevoir : quelques-uns vivent même à « l'auberge, à six ou sept francs par jour⁴ ». Ils sont d'ailleurs mal secondés, même après l'épuration de leur personnel, par des commis improvisés, médiocres, mal élevés et surtout hors d'état de rédiger « d'une manière distinguée : ceux qui savent écrire n'ont pas la moindre teinture des affaires,

1. Dépêche de Taglioretti, 20 juin 1802 (Arch. Berne, *Corr.*, Milan, 3391).

2. Melzi à Bonaparte, 13 mars 1802 (Arch. Vienne, 17).

3. Murat à Bonaparte, 2 nov. 1802 (MURAT, *Lettres*, II, N° 961).

4. MURAT, *Lettres*, II, N° 972 : « La plupart des préfets vivent à l'auberge, à six ou sept francs par jour. La plupart des ministres vivent de même. » Cf. rapport de Jacob au Premier Consul du 3 déc. 1802 (*Notices et Documents*, pp. 172-179).

ceux qui travaillent dans les affaires ne savent pas écrire¹ »; d'où il résulte, en dernière analyse, que les chefs de service et parfois le Vice-Président se voient souvent forcés d'accomplir, au détriment de la tâche principale qui devrait les absorber, les besognes secondaires qui incomberaient à leurs subalternes. Ceux-ci manifestent en outre un tel mépris du secret professionnel qu'il est parfois prudent, pour éviter des divulgations fâcheuses, non seulement de traiter les affaires à leur place, mais encore d'en soustraire le résultat à leur curiosité.

A la suite des ministres, la Constitution a placé la Consulte d'État, grand conseil de gouvernement où figurent à dessein des représentants de toutes les régions : Marescalchi et Caprara sont de Bologne, Moscati et Serbelloni de Milan, Fenaroli de Brescia, Costabili de Ferrare, Paradisi de Reggio, Luosi de la Mirandole (près de Modène). Ils ne diffèrent pas moins par leur passé et leur profession que par leur origine. On connaît déjà les antécédents de Marescalchi et de Guicciardi, qui a remplacé à la Consulte (mai) Serbelloni, mort presque aussitôt après son retour de Lyon. — Médecin de grande réputation, partisan convaincu et exalté des idées révolutionnaires, autrefois déporté à Cattaro, Pietro Moscati (1739-1824) apporte au pouvoir un esprit déjà affaibli par l'âge et les infirmités, un amour-propre extrême, une complète inaptitude aux affaires : Bonaparte ne semble l'avoir choisi que pour honorer la science en sa personne. — Antonio Fenaroli, Carlo Caprara et Giambattista Costabili font partie au contraire de cette fraction de

1. MELZI, *Mem.*, II, 50. Cf. dans sa conversation avec Moll du 25 juillet (Dépêche de Moll du 26) : « Dans le nombre des maux qui ont été la conséquence de la Révolution, nous comptons aussi l'inconvénient qu'il n'y a plus de secrets dans nos bureaux, composés d'éléments hétérogènes et entremêlés de gens qui, étant des parvenus de la Révolution, n'ont pas eu l'éducation des affaires; c'est pour cela que je suis réduit à faire moi-même la correspondance de Paris pour la plupart des affaires étrangères et une partie des affaires internes. »

l'aristocratie terrienne qui a pris part aux mouvements de 1796; ils en représentent la fortune, l'autorité sociale, mais aussi l'insuffisance personnelle.

A côté des nobles, Giuseppe Luosi (1755-1830) appartient à la classe des hommes de loi; avocat renommé dans sa ville natale, il a attiré l'attention de Bonaparte pendant le siège de Mantoue et il est venu ensuite faire à Milan une rapide carrière politique. Quoique un peu nonchalant, il peut rendre d'utiles services; mais il compromet malheureusement les mérites du juriconsulte par les faiblesses de l'homme et se rend ridicule par ses prétentions galantes comme par le luxe raffiné de sa toilette. — S'il rappelle sur ce point Cambacérès, son collègue Giovanni Paradisi (1760-1826) a pu être appelé, en raison de sa souplesse de caractère et d'esprit, le Talleyrand de l'Italie. Pendant sa jeunesse, il a mené de front l'enseignement de la géométrie et les succès poétiques. Dans la Cispadane, dont il a été l'un des fondateurs, il a eu l'art de paraître républicain aux patriotes, conservateur aux nobles et trouvé l'occasion de déployer tour à tour les capacités d'un administrateur, les aptitudes d'un diplomate et l'agrément d'un brillant causeur. Sa nomination dans un corps où il ne joue qu'un rôle secondaire lui paraissant au-dessous de la supériorité reconnue de son talent, il va travailler à se former un parti, s'entourer d'une cour de flatteurs et de beaux esprits et déclarer au nouveau régime une guerre de cabale et de sarcasmes¹.

Cinq propriétaires, un médecin, un légiste et un littérateur, aucun d'eux ne possédant « les grandes vues du politique ou même le dévouement du citoyen² », tels sont donc les hommes dont la volonté consulaire a

1. Voir la bibliographie détaillée des Consultants dans mes *Notices et Documents*, chap. v.

2. Melzi à Marescalchi, 2 août 1802 (Arch. Vienne, 17); cf. MELZI, *Mem.*, II, 34-35.

composé la Consulte. Se sachant inamovibles, ils ne se croient point solidaires du gouvernement. De plus, la nature même de leurs fonctions les empêche de les prendre à cœur. La plus importante consiste à élire le chef de l'État, mais ils ne l'exercent que tous les dix ans. Ayant le reste du temps pour double mission de s'occuper des affaires extérieures, dirigées en réalité par Bonaparte, et de décréter à l'occasion les mesures extraordinaires réclamées par la sûreté de l'État, ils sont destinés, dans un cas, à représenter dans la République une majestueuse inutilité, et dans l'autre à se transformer en instruments d'arbitraire. — Les circonstances ne leur réservent d'abord que le premier de ces rôles et leurs propres maladresses contribuent encore à le réduire. A peine réunis, ils voient soumettre à leur examen une convention à conclure avec le Valais : quelques jours après, le texte de ce document confidentiel paraît au *Courrier milanais*. Furieux de cette indiscretion, le Premier Consul leur rappelle dans un message impératif (1^{er} juillet) les devoirs du secret professionnel¹, et s'abstient dès lors de recourir sans nécessité à leurs services. Pendant neuf mois, leurs attributions ne consisteront, à une exception près, qu'à lui voter des adresses de remerciements ou de condoléances, soit par exemple à propos de la reconnaissance de leur drapeau par les Barbaresques, soit au sujet de la mort de Leclerc². — Leur prestige en souffre et leur zèle s'en ressent. Costabili, jugeant sa présence superflue à Milan, retourne simplement sur ses terres³. Plus irrités que lassés de leur effacement, les autres se consolent de se sentir inutiles en devenant incommodes, visent à obtenir l'importance extérieure du Sénat fran-

1. Marescalchi à Melzi 4 et 9 juillet 1802 (Arch. Vienne, 30, et *Corr.*, VI, N° 6151).

2. Texte de ces adresses APiv, 1684.

3. Dépêche de Moll (25 mai 1803) et rapport de Jacob cité précédemment.

çais, recherchent les apparences à défaut des réalités du pouvoir, soulèvent à chaque instant des questions d'étiquette et de préséance. Melzi annonce-t-il l'intention de paraître dans une grande cérémonie publique ? Ils réclament impérieusement le droit de l'accompagner. S'abstient-il, connaissant leur indiscretion, de leur communiquer des passages « réservés » des lettres de Marescalchi ? Ils l'accusent immédiatement de leur disputer leur part légitime d'influence. Paradisi rallie et encourage les mécontents, en donnant à leurs griefs la forme d'épigrammes qu'il colporte dans les salons. Destinée à devenir le soutien du Vice-Président, la Consulte n'est pour lui qu'un embarras.

Le Conseil législatif, investi d'une mission plus précise et formé d'éléments plus actifs, semble à première vue devoir lui apporter un concours plus efficace. Sa composition reste pourtant fort mêlée : on compte dans ses rangs, à côté d'une nullité complète, Bargnani, trop d'hommes dont les défauts déparent les réelles qualités : Cicognara de Ferrare (1767-1833), brillant historien de l'art, mais « tête folle » et caractère inconsidéré ; Gallino, de Brescia, bon jurisconsulte, mais exclusivement versé dans le droit vénitien ; Giovio, de Côme, protégé de Melzi, jeune homme dont l'expérience ne répond pas aux bonnes intentions ; Guastavillani, de Bologne, plus estimable que capable et plus fait pour la représentation que pour le travail ; et enfin son compatriote Magnani (1740-1809), avocat de grande valeur, mais tellement attaché à sa ville natale qu'il ne rêve que d'y retourner ; Testi de Modène (1763-1848) sérieux et réservé, mais portant à l'excès le souci de ne pas se compromettre¹ ; Birago de Crémone, que recom-

1. Melzi à Marescalchi, 14 mai 1803 (Arch. Vienne, 17).

1. Notes de Melzi sur les conseillers législatifs (juin 1803) AFIV, 1709. Veneri, Villa, Felici, Lambertenghi, qui faisaient partie du Conseil au début, l'avaient quitté pour entrer dans les ministères.

mandent une grande puissance de travail, des connaissances financières, l'autorité d'allures fières et décidées, mais que desservent un caractère difficile, incommode au pouvoir et odieux aux subalternes, une fâcheuse réputation d'avarice et d'immoralité, et enfin le souvenir d'une conduite assez louche pendant les « 13 mois¹ ». — Ses talents sont d'ailleurs éclipsés par ceux d'un collègue que le Vice-Président définit « le plus habile, mais le plus dangereux de tous par l'art avec lequel il sait conduire les autres conseillers à ses fins personnelles, les seules qui l'intéressent² ». C'est Antonio Aldini de Bologne (1755-1826), l'un des anciens chefs de la révolution dans sa ville natale, le concurrent malheureux de Melzi à Lyon, destiné à rester son rival pendant la durée de la République italienne.

Réunis dès le 15 février, les conseillers législatifs s'étaient trouvés en présence d'une tâche immense, ayant au début à expédier les affaires courantes jusqu'à la nomination des ministres, et plus tard à préparer, pour les soumettre aux députés, toutes les lois d'ordre administratif, judiciaire, militaire ou économique que réclamait l'organisation du pays. Ils semblent d'abord se mettre au travail avec ardeur, après s'être répartis pour le diviser en cinq sections (Justice, Finances, Intérieur, Police et Guerre). — Mais dès que Melzi, accablé d'occupations, cesse d'assister régulièrement à leurs séances, il a le regret de constater en eux, avec le relâchement de leur zèle « beaucoup d'intérêts et de vues personnelles, un manque absolu des habitudes que leurs fonctions demandent, point de tenue, point de secret, point de sentiment de faire partie du gouvernement; une tendance même marquée à s'en isoler pour y faire plus

1. Sur Birago, cf. lettre de Melzi à Marescalchi des 12 mars 1803 (Arch. Vienne, 21); *Lettere cisalpine*, p. 6; et notes de Custodi (Bib.Nat., Mss. ital. 1559, f° 341).

2. Melzi à Marescalchi (10 octobre 1802, Arch. Vienne, 19). Sur Aldini, cf. la biographie déjà citée de ZANOLINI.

librement valoir les intérêts des départements, pour y remplir des vues tout à fait personnelles¹ ». Bientôt les conseillers prennent un rôle d'opposition ouverte, mettent leur amour-propre à contrecarrer les projets gouvernementaux, veulent former un corps complètement indépendant, même un Tribunal suprême administratif pour les fonctionnaires, et montrent un esprit de contradiction tellement obstiné que Melzi propose de les supprimer comme assemblée autonome pour les fondre avec le conseil des ministres².

C'est là une première retouche qu'appelle la constitution. Pour rechercher si elle n'en comporte pas de plus importantes encore, il reste à voir à l'épreuve, après les corps de fonctionnaires qui composent le gouvernement, les assemblées délibératives qui représentent la nation : les Collèges et la Censure, dépositaires de la souveraineté, et le Corps législatif, organe de la volonté publique.

Les Collèges électoraux ne devaient se réunir en principe que tous les deux ans. Comme au printemps de 1802 les corps qu'ils étaient chargés de compléter n'avaient perdu que dix membres depuis la Consulte de Lyon, il eût été aussi facile que légal d'ajourner à 1803 leurs premières opérations. Après y avoir un instant songé, Bonaparte se ravisa et signa (17 avril) un décret de convocation pour le 15 mai, afin d'entourer la Constitution d'une considération plus grande, en montrant pour elle un respect presque religieux³. Cette nouvelle produisit à Milan plus de surprise que de

1. Lettres de Melzi à Marescalchi des 6 juil. (Arch. Vienne, 18), 27 oct. et 1^{er} déc. 1802 (Arch. Vienne, 19) et 10 mars 1803 (Arch. Vienne, 20).

2. Projet de réforme du Conseil législatif dans MELZI, *Mem.*, II, 35-37 et 62-64). Compte rendu de ses opérations, Arch. Milan, carton *Consiglio legislativo*, 595.

3. Marescalchi à Melzi, 17 avril 1802 (Arch. Vienne, 30). Décret de convocation B. L., 1802, p. 67 et règlement *ibid.* p. 82.

contentement. L'opinion populaire attribuait à des raisons mystérieuses des scrupules constitutionnels auxquels elle n'était pas habituée; les intéressés eux-mêmes jugeaient leur réunion inutile, en raison du petit nombre des places à pourvoir, intempestive à cause des frais de déplacement qu'elle leur imposerait¹. Comme ils pouvaient manquer deux sessions sans perdre leur qualité d'électeurs, beaucoup d'entre eux semblèrent disposés à s'abstenir. Pour les décider, Melzi dut intervenir personnellement auprès de ceux qu'il connaissait, charger des conseillers législatifs de diriger et d'activer leurs opérations, en souligner enfin l'importance par l'éclat d'une certaine pompe officielle.

Le 16 mai, les *Possidenti* se réunirent à Milan, les *Commercianti* à Brescia et les *Dotti* à Bologne, au bruit des salves d'artillerie. Les premiers, arrivés au dernier moment (ils n'étaient encore la veille que 80 sur 300), dressèrent en cinq séances (16-22 mai), sans incidents comme sans empressement, les listes qui leur étaient demandées. Un bal, un concert et un banquet de 300 couverts offert par Melzi signalèrent la clôture de leurs opérations². — A Brescia les *Commercianti*, pressés de retourner chez eux, se montrèrent plus expéditifs encore, arrêtaient en trois jours (17-19) des choix d'ailleurs satisfaisants, pour se soustraire aussitôt après aux réjouissances officielles³. — Quant aux *Dotti* (16-20), il fallut au contraire modérer leur zèle. Au début, ils avaient hésité à se déplacer sans la promesse d'une indemnité; une fois assemblés, après avoir entendu la lecture d'un règlement provisoire, ils ne purent résister

1. Dépêches de Taglioretti du 4 mai (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391) et de Cattaneo du 5 mai 1802 (Arch. Gènes, *Corr.* Milan, 27).

2. Dépêches d'Oroczo 19 et 26 mai (Arch. Florence, *Corr.*, Milan, 1370); de Taglioretti 18 et 29 mai; MANTOVANI et MARELLI; Lettre de Melzi à Marescalchi, 26 mai 1802 (Arch. Vienne, 17).

3. Procès-verbaux des séances des Collèges, ainsi que de celles de la Censure (Arch. Vienne, 195).

à la tentation de prononcer des discours « parce que, écrivait Melzi, on a grand'peine chez nous à se persuader qu'on ne doit pas parler quand on est ensemble ». Leur incontinence oratoire put être arrêtée à temps par un grand banquet (23) qui leur fit oublier l'inutilité de leurs motions.

Les opérations des collèges n'étaient pas terminées avec le vote des listes à former ; en vertu du principe de la division des fonctions électorales, prédominant dans la Constitution lyonnaise comme dans celle de l'an VIII, ils n'avaient que le droit de présenter des candidats, en nombre double ou triple des sièges à pourvoir. Le choix définitif appartenait à une commission spéciale, appelée la Censure, sortie de leur sein, et dont ils avaient élu les membres avant de se séparer. Cette délégation se réunit le 30 mai à Crémone ; en un jour, elle choisit parmi les 28 noms soumis à son examen ceux d'un consultant et de 9 législateurs, qui furent proclamés élus. Il ne lui resta plus qu'à rédiger une adresse au Premier Consul (31 mai) pour lui notifier ses décisions¹. Encore avait-elle trouvé le moyen, pendant sa séance, de risquer une incursion sur le domaine de la politique étrangère et de demander à devenir un corps permanent, siégeant sans interruption.

Les opérations électorales étaient désormais terminées. Bien que Melzi se fût tout d'abord félicité de leur résultat, bien qu'elles eussent obtenu les éloges publics du Premier Consul, dans sa réponse au message de la Censure (7 juin) ; bien qu'une médaille dût être frappée pour en commémorer le souvenir², elles faisaient ressortir certains vices du système constitutionnel et certaines lacunes de l'esprit public. La moitié seulement des électeurs inscrits s'étaient rendus à la session. Ils

1. B. L. 1802, p. 102.

2. F. O. 1802, pp. 105, 106, et 116.

y avaient montré une froideur qui témoignait de leur défiance en l'avenir et parfois des prétentions qui trahissaient leur dépit de se voir réduits à des attributions purement électorales. La faute en était à la Constitution elle-même; en restreignant outre mesure le rôle des assemblées, elle les condamnait à l'alternative de s'en désintéresser ou de vouloir en sortir. Enfin la pompe des cérémonies officielles avait présenté un fâcheux contraste avec l'indifférence du public : « Toute cette ardeur artificielle qu'on a l'habitude d'exciter ici, écrivait Melzi, ne répond pas au caractère pratique et défiant d'un peuple plus enclin au calme qu'à l'émotion, à la tranquillité qu'à l'enthousiasme¹. » Si incomplet qu'il parût ce premier essai de consultation nationale, il avait du moins produit sur l'opinion le principal effet qu'en attendait Melzi : « Voilà la première fois, écrivait dans son journal intime un habitant de Brescia, témoin de la réunion des *Commercianti*, voilà la première fois que la République italienne paraisse destinée à durer². »

Si la convocation des collèges présentait surtout le caractère d'une expérience, celle du Corps législatif répondait à l'urgente nécessité de faire voter les lois destinées à compléter la Constitution de Lyon, notamment sur les préfectures, les tribunaux, le service de la dette, la police et la conscription³. Retardée par les travaux préparatoires du Conseil législatif comme par l'aménagement de locaux convenables, elle fit l'objet d'un décret (13 juin) qui la fixa au 24 du même mois⁴. Au jour dit, les députés se réunirent au bruit du canon,

1. Lettre de Melzi à Marescalchi, 17 juin 1802 (Arch. Vienne, 17). Cf. une appréciation d'ensemble sur les opérations des Collèges dans MELZI, *Mem.*, II, 31-32.

2. AVANZINI, 16 mai 1802.

3. *Corr.*, VI, N° 6120.

4. B. L. 1802, p. 53

sous la présidence de leur doyen d'âge, Fontana, et procédèrent aux formalités préliminaires à leurs débats : élection des 15 membres d'une « Chambre des orateurs » ; vote d'une loi sur les rapports de l'assemblée avec le gouvernement (28) ; rédaction d'une adresse au président Bonaparte pour lui annoncer leur entrée en session (30) ; lecture enfin de deux messages, l'un du Conseil législatif pour expliquer la nécessité de nouveaux impôts, l'autre de la Consulte pour exposer l'état moral du pays et les besoins de l'État¹. — En raison de leur origine et de leur contenu, ces deux morceaux d'éloquence officielle firent sur les députés beaucoup moins d'impression qu'un message consulaire, daté du 28 juillet et parvenu quelques jours plus tard à leur connaissance. Ils y trouvaient formulé avec une netteté impérative et terminé par une déclaration à effet le programme assigné par une volonté supérieure à leurs délibérations « Vous devez dans cette première session jeter les bases de l'administration. Les recettes, les dépenses, la dette publique ont également besoin d'un système stable et uniforme, caractère essentiel de la loi. Un objet que vous jugerez non moins important, c'est la loi que l'on va vous présenter pour la conscription militaire. Une armée nationale peut seule assurer à la République la tranquillité intérieure et la considération au dehors. Un État voisin, qui n'avait ni la population, ni la richesse de la République, était parvenu à former une armée, qui s'est souvent acquis de la gloire, et qui l'a placé pendant longtemps au rang des puissances considérables. *Que le Corps législatif n'oublie pas que la République doit être la première puissance de l'Italie...* »

Quand l'assemblée en eut fini avec les manifestations

1. MARELLI, 24 juin 1802 ; dépêche de Taglioretti, 26 juin ; texte de l'adresse au Premier Consul, F. O. 1802, p. 161 (avec la réponse de Bonaparte) ; du message de la Consulte, Arch. Vienne 18.

oratoires et les formalités légales du début, ses premiers travaux rencontrèrent des difficultés qui tenaient, les unes à sa composition hétérogène, les autres à la forme vicieuse de ses délibérations.

Comme tous les corps constitués par la méthode consulaire de l'« amalgame », elle était en effet formée d'éléments trop disparates pour travailler utilement en commun ; elle comprenait une majorité d'indifférents que dominait fatalement une majorité d'exaltés. — Ceux-ci provenaient pour la plupart de l'ancienne « Consulte ordinaire » investie du pouvoir législatif après Marengo ; introduits dans la nouvelle assemblée en raison de leur expérience politique, ils y apportaient surtout l'esprit de cabale et de faction, la rancune de n'être plus les maîtres, une opposition systématique aux réformes contraires à leur ancienne politique ; compensant leur infériorité numérique (22 députés sur 75) par leur assurance, ils trouvaient des auxiliaires, d'abord dans quelques-uns de leurs collègues, émigrés vénitiens, qui, n'ayant pas d'intérêts dans la République italienne, s'y étaient toujours fait remarquer par leur exaltation ; puis parmi ceux qui appartenaient à la classe sociale où s'étaient toujours recrutés jusqu'alors les utopistes, les intransigeants et les mécontents¹. La même pensée qui avait attribué aux *Dotti* une représentation spéciale dans le corps électoral leur faisait une assez large part dans la composition du Corps législatif. On y trouvait des artistes comme le célèbre graveur Longhi, des

1. « Le Corps législatif est animé d'un esprit des plus équivoques. Ils sont bien peu nombreux, ceux qui ont de bonnes intentions et qui comprennent notre situation ; les autres ne veulent que le désordre. Smancini est à la tête des exagérés ; les membres de l'ancienne Consulte sont dans l'opposition la plus décidée, ainsi que les ex-Vénitiens, éternels agitateurs, tels que Lechi et ses Brescians et que les Bergamasques. Aucun d'ailleurs n'a ni plan ni projets ; l'issue de tout cela est fort incertaine. Je me propose de laisser librement jouer les rouages de cette bizarre machine afin d'éprouver leur valeur respective... » Melzi à Marescalchi, 6 juil. 1802 (Arch. Vienne 18). Cf. sur la session du Corps législatif le rapport d'ensemble de Melzi, *Mem.*, II, 32-34.

poètes comme Arici, des mathématiciens comme l'astronome Piazzzi, des professeurs comme le naturaliste Mangilli. Leur présence relevait le niveau intellectuel de l'assemblée, mais leur inexpérience parlementaire les exposait à se laisser surprendre par les violences et entraîner par les sophismes des vieux politiciens. — La majorité comprenait des propriétaires, quelques commerçants et beaucoup d'hommes de loi, issus pour la plupart de cette bourgeoisie modérée qui avait participé à la révolution pour en prévenir les excès. Ils formaient une masse plutôt qu'un parti et présentaient des qualités et des insuffisances communes : le désir de se rendre utiles, mais aussi le manque de confiance dans l'avenir de la République, l'inintelligence des nécessités parlementaires comme des conditions de vie des grands États, le souci exclusif de défendre, même contre le bien général, les intérêts des contribuables, enfin la manie de tout critiquer propre aux petites villes italiennes.

Tout au début, quelques incidents significatifs vinrent trahir ces fâcheuses dispositions. Les députés votèrent sous la forme d'un règlement intérieur une motion pour admettre le public à leurs séances : c'était violer doublement la Constitution, qui ne leur accordait pas le droit d'initiative et réservait aux ministres ou aux membres des collèges l'accès de leur salle de réunion. Il fallut pour les faire renoncer à ce projet les menacer d'en appeler au Premier Consul, et de rompre avec eux toute relation¹. — Un peu plus tard (1^{er} août), afin d'éviter l'arrivée d'un Bolognais à la présidence de leur assemblée, ils y élurent Smancini : c'était avec Sallimbeni le chef de l'opposition et le plus exalté des membres de l'ancienne Consulte : « Nouvelle preuve, écrivait tristement Melzi, de l'éternelle nullité des

1. Dépêches d'Oroczo du 7 juil. ; de Cattaneo et de Taglioretti 10 juil. ; lettre de Marescalchi à Melzi 17 juil. (Arch. Vienne, 30).

bons, en tout et pour tout¹. » Ils allaient enfin s'évertuer, avec une singulière inconscience, à déconsidérer leurs fonctions. Après chaque séance, ils se répandaient dans les cafés pour en commenter publiquement les incidents, révéler à tout venant les documents confidentiels dont ils avaient eu connaissance en comité secret, tourner en ridicule les lois qu'ils venaient de voter, proclamer leur scepticisme sur la durée du régime qu'ils servaient et sur l'utilité des sacrifices financiers qui leur étaient demandés. Tels étaient du moins les reproches que ne cessait de leur adresser Melzi, dont l'humeur chagrine exagérait peut-être leurs défauts, mais dont le témoignage intéressé est le seul qui nous reste sur leurs délibérations².

Bien plus que leur mauvais esprit, la singulière procédure appliquée à leurs opérations contribuait à en retarder la marche. On sait que leur rôle se bornait à voter ou à rejeter en silence les projets de loi examinés d'abord en commun et plaidés ensuite contradictoirement devant eux, d'un côté par leurs propres délégués, appelés les « orateurs », de l'autre par les conseillers législatifs, avocats du gouvernement. Cette disposition, supprimant en fait le droit d'amendement, les entraînait parfois à repousser en bloc un projet de loi dont l'ensemble était reconnu comme utile, mais dont certains articles seulement leur paraissaient inacceptables. Pour parer à cet inconvénient, le gouvernement se vit forcé de soumettre à titre officieux ses propositions aux orateurs avant de les présenter à l'assemblée, de les remanier d'après leurs indications pour éviter un échec complet et de retarder ainsi leur discussion par d'interminables pourparlers préliminaires³.

1. Melzi à Marescalchi, 5 août 1802 (Arch. Vienne, 18).

2. Melzi à Marescalchi, 21 septembre 1802 (Arch. Vienne, 18).

3. MELZI, *Mem.*, II, 33. Dépêche de Belluomini du 21 juillet 1802 (Arch. Lucques. *Corr.* Milan 1802).

Il faut s'étonner dans ces conditions, non de la lenteur du travail législatif, mais des résultats acquis au milieu de circonstances aussi défavorables¹. Les députés ne se montrèrent intraitables qu'en matière fiscale. S'ils consentirent, pour secourir le Trésor, à rétablir l'impôt de capitation au profit des communes (24 juillet), à réorganiser celui du timbre (11 septembre), à régler la loterie d'État (3 septembre), à voter un supplément à la contribution foncière (14), ils se refusèrent, malgré les instances les plus pressantes, à accepter des taxes sur les successions, l'enregistrement et les jeux. Ils ne donnèrent leur assentiment à un vaste plan d'instruction publique qu'à la condition d'en rejeter sur les communes la plupart des dépenses. Ils repoussèrent une première fois la loi de conscription militaire, sous ce prétexte qu'elle mettait à un trop haut prix la faculté de remplacement laissée aux riches ; lorsqu'elle leur revint, corrigée sur ce point, ils ne l'approuvèrent qu'avec la plus extrême répugnance, contre toute attente et peut-être parce que plusieurs d'entre eux y voyaient une cause d'impopularité pour le gouvernement². — Plus accommodants sur toutes les questions indépendantes des intérêts particuliers, ils votèrent sans trop de résistance : dans l'ordre politique, l'organisation de l'administration départementale (24 juillet) ; dans l'ordre judiciaire celle des tribunaux ordinaires (22 juillet) et extraordinaires (10 août) ; dans l'ordre financier deux lois sur le service de la Dette publique

1. Sur les lois votées, cf. le *Bulletin des lois* ; et sur les discussions parlementaires, outre les informations de MARELLI et de MANTOVANI, les correspondances diplomatiques de Moll, Oroczzo, Taglioretti, Cattaneo et Belluomini.

2. « Et soyez persuadé que si la loi de conscription est passée, c'est seulement parce que les adversaires du système ont cru qu'elle contribuerait à rendre le gouvernement impopulaire, mais ils se flattent qu'elle ne pourra jamais passer dans la pratique ; les conversations des députés ne laissent aucun doute sur ce point. » (Melzi à Marescalchi, 23 sept. 1802. Arch. Vienne 18.)

(14 et 21 septembre) ; enfin, dans l'ordre intellectuel, le mode de recrutement de l'Institut national prévu par la Constitution (17 août).

Leurs travaux, commencés assez tard, avaient été retardés par les remaniements successifs de divers projets de loi. Au début de septembre, il devint évident que la mesure d'action dont ils se sentaient capables touchait à sa limite extrême¹. Les plus indifférents, un cinquième environ, quittèrent Milan pour retourner chez eux. Leur lassitude paraissait partagée par les conseillers législatifs. Enfin les plus exaltés des opposants se résignaient d'autant plus volontiers à une prorogation qu'ils s'attendaient à être convoqués pour une nouvelle session en décembre. Melzi dut se résigner à demander à Bonaparte un décret (11 septembre) fixant au 21 la clôture de leurs séances². Plusieurs projets de loi importants restaient encore en suspens : notamment sur la péréquation du cens, l'uniformité des poids et mesures, l'organisation du service des Ponts et Chaussées, l'adoption de codes de procédure civile et criminelle. Avant de se séparer, l'assemblée avait entendu la lecture d'un message gouvernemental sur l'état de la République, rédigé sur l'ordre du Premier Consul et sur le modèle de ceux qui étaient soumis annuellement au Corps législatif français³.

A n'en juger que d'après les apparences, cette première session n'avait pas présenté un spectacle des plus encourageants. Elle faisait toucher du doigt, et les inconvénients d'un mécanisme législatif trop compliqué pour fonctionner sans à-coups, et l'insuffisance du personnel chargé de le mettre en mouvement. Les représentants de la nation s'étaient trop rarement élevés jusqu'à la conception de l'intérêt général. — C'eût été

1. Melzi à Marescalchi, 17 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18).

2. B. L. 1802 p. 325.

3. Texte dans MELZI, *Mem.*, I, 603.

toutefois une injustice que de s'en tenir à ce jugement sommaire, et Melzi, en le formulant, désespérait peut-être trop facilement de l'avenir constitutionnel de la République. L'esprit public et les mœurs parlementaires ne pouvaient se former qu'à la longue dans un pays où prévalaient encore les habitudes du régime absolutiste, où la révolution n'avait été qu'une importation du dehors. Il eût semblé illogique de demander aux citoyens d'un État naissant une maturité politique étrangère encore à la France consulaire, et de supposer chez les habitants de régions réunies de la veille le même patriotisme que chez les anciens sujets d'une monarchie unitaire. D'ailleurs le Corps législatif, en adoptant les plus importants des projets de lois organiques soumis à son agrément, avait rempli l'objet essentiel de sa mission.

II

Après avoir mis à l'épreuve l'organisation du pouvoir central, il restait à doter la République d'institutions locales. Le besoin en paraissait d'autant plus urgent que sous l'ancien régime, où l'administration était plus fortement constituée que le gouvernement, la politique municipale représentait la seule forme de vie publique. Le nouveau au contraire avait jusqu'alors traversé trop de vicissitudes pour s'occuper avec suite des intérêts régionaux. Dès la réunion du Corps législatif, Melzi fit agréer par l'assemblée une « loi sur l'organisation des autorités administratives » (24 juillet) qui devait rester jusqu'en 1814, et à part quelques modifications, la charte constitutive des départements¹.

Calquée sur la loi française du 28 pluviôse an VIII,

1. Texte B. L. pp. 135-209. La loi comprenait 10 titres et 178 articles.

elle en reproduisait les grandes lignes et les principes généraux d'uniformité et de hiérarchie, tout en s'inspirant sur certains points des traditions locales. Elle établissait quatre ordres de circonscriptions territoriales rentrant les unes dans les autres : d'abord les départements, déjà délimités par la seconde Cisalpine ; au-dessous les arrondissements ; puis les districts ou cantons, qui devaient l'être incessamment ; enfin les communes, réparties en trois classes comme dans l'ancienne Lombardie, selon que le nombre de leurs habitants dépassait 10.000, était inférieur à 3.000 ou oscillait entre ces deux chiffres. Dans chacune de ces divisions, et conformément à la doctrine révolutionnaire, la loi séparait l'action de la délibération, réservant l'une à des fonctionnaires armés du pouvoir exécutif pour qu'elle fût plus prompte, attribuant l'autre à des assemblées élues pour qu'elle fût plus réfléchie.

Les premiers étaient : pour le département, le préfet, assisté d'un secrétaire général et de deux lieutenants ; pour l'arrondissement le vice-préfet et pour le district le chancelier, qui exerçaient, chacun dans leur sphère, l'autorité publique ; les communes n'avaient que des administrateurs élus.

L'organisation des assemblées semblait la fois moins régulière et plus compliquée. Elles manquaient totalement dans l'arrondissement et se trouvaient sous la forme d'une « Administration départementale » et d'un « Conseil général » dans le département ; d'un « Conseil de district » dans le district ; d'une « Municipalité » et d'un « Conseil communal » dans la commune. — Composé de deux délégués par canton et de représentants spéciaux des villes de première classe, nommé au début par le gouvernement, recruté ensuite par cooptation, sous les mêmes conditions de cens que les collèges électoraux, renouvelé tous les ans par cinquième, le Conseil général avait, comme en France,

pour mission essentielle de gérer les finances départementales; il se réunissait à cet effet sous la présidence du préfet pendant deux périodes annuelles de dix jours, en avril pour approuver l'exercice courant, en octobre pour voter un budget de prévision et fixer le montant de l'impôt. Dans l'intervalle de ses trop courtes sessions, ses pouvoirs restaient délégués à une commission permanente chargée de préparer son travail, d'exécuter ses décisions, de répartir les taxes entre les communes, et dont les cinq membres, choisis par le préfet sur la liste de candidats qu'il lui présentait, recevaient une indemnité annuelle de 2.000 livres : c'était l' « Administration départementale ».

Immédiatement au-dessous venait le « Conseil de district » auquel chaque commune envoyait un député, et dont le rôle, assez effacé, se réduisait à élire deux conseillers généraux et à veiller sous la direction du chancelier aux intérêts de la circonscription. — Dans la commune au contraire, les institutions locales recevaient une très forte organisation; on y retrouvait, avec une plus grande variété de forme, la même division en deux collèges, l'un permanent et l'autre périodique, que dans le département. Le « Conseil communal » y représentait l'organe de délibération; il comprenait, dans les villages la totalité des propriétaires et des pères de famille âgés d'au moins 35 ans, et dans les villes 30 ou 40 membres, remplissant les mêmes conditions, et choisis par le Conseil général sur une liste de candidats qu'eux-mêmes lui présentaient en nombre triple des sièges à pourvoir. Il se réunissait deux fois par an en séance publique pour l'étude du budget et en toute saison pour les affaires courantes. Il élisait dans son sein une « Municipalité » de 9, 7 ou 3 personnes, selon la classe de la commune, et qui y jouait, un peu comme l' « Administration départementale » au chef-lieu, le rôle d'organe d'exécution permanent. Investis d'un mandat gratuit, obliga-

toire et indéfiniment renouvelable, les municipaux nommaient un secrétaire et un agent communal appointés pour les aider à préparer le budget et à surveiller les services communaux, sous le contrôle supérieur du préfet.

Tel était le système d'administration destiné à régir la République. Ses dispositions caractéristiques, empruntées à la Constitution elle-même, trahissaient surtout la défiance envers l'opinion publique. Partage des initiatives et des responsabilités, abus de la forme collégiale pour la composition des autorités, de la coopération pour leur renouvellement, de la tutelle officielle pour leurs rapports, toutes ces précautions contre les entraînements populaires semblaient plus justifiées dans l'ordre politique que dans le domaine administratif. — Là n'était pas pourtant le principal inconvénient du système. Il comportait à première vue une extrême prodigalité de divisions inutiles ou d'organes parasites. La faute en était d'abord à ses auteurs qui, placés entre les nouveaux modèles français et les anciennes institutions locales, les avaient simplement juxtaposés sans les fondre. C'est ainsi qu'un souci servile d'imitation avait fait transporter en Italie l'institution de l'arrondissement, onéreuse dans un État naissant et inutile dans des départements de dimensions restreintes et de communications faciles ¹. Elle répondait si peu à une nécessité qu'elle ne portait même pas de nom dans le texte de la loi (on l'appellait « la circonscription où réside le vice-préfet ») et que les vice-préfets eux-mêmes précédemment désignés par Melzi (décret du 6 mai) ² furent supprimés après deux ans (27 mars 1804). — Quant aux « administrations départementales » héritage de la période révolutionnaire et faisant double emploi, soit

1. Melzi ne cessait de réclamer comme une réforme urgente la réduction du nombre des départements (MELZI, *Mem.*, II, 47 et déclarations à Moll du 30 mars 1803).

2. B. L. 1802 p. 68.

avec le Conseil général, soit avec le Conseil de préfecture¹, elles disparurent dès 1805. — L'organisation communale au contraire devait résister au temps, parce qu'elle reproduisait les traits distinctifs de celle qui avait régi la Lombardie depuis Marie-Thérèse. Les chanceliers de district, représentants du pouvoir central dans les bourgs, étaient les successeurs de ces « chanceliers du cens » qui rendaient, avant la Révolution, de si éminents services comme gardiens du cadastre et agents du gouvernement. Enfin la distribution des communes en trois classes et la composition libérale de leurs conseils s'inspiraient également des principes appliqués avec succès par l'ancien régime. Dans ses détails, la loi du 24 juillet présentait donc d'heureuses dispositions; elle contenait seulement trop de choses².

Cette surabondance semblait d'ailleurs voulue par Melzi, qui en reconnaissait les inconvénients, mais la regardait comme « plus propre à lier l'opinion publique au système gouvernemental, en y intéressant un plus grand nombre de personnes... car sans opinion l'on ne peut rien faire³ ». L'expérience ne devait pas justifier ce raisonnement spécieux. L'esprit public était encore trop peu développé pour que les personnes investies d'un mandat local se crussent par là solidarisées avec le gouvernement; et les particuliers parurent beaucoup moins sensibles à la profusion de places

1. A deux reprises (25 déc. 1802-23 avr. 1803), Taglioretti note qu'une réforme administrative semble imminente, les préfectures n'ayant rien à faire ou étant en conflit avec les administrations départementales. Mêmes constatations dans une lettre de Lodovico Venezze à Rangoni, du 2 avr. 1803 (Bib. com. Bologne, *Fonds Rangoni*).

2. « La République gémit sous le poids des formes. » (Lettre du secrétaire général du Bas-Pô à Melzi, le 22 nov., 1804. Arch. Milan, 28).

3. Melzi à Marescalchi 1^{er} sept., 1802 (Arch. Vienne, 18). Dans son rapport au Corps législatif (*Mem.*, I, 609) le Vice-Président reconnaissait également les défauts du système administratif auquel on reprochait d'être « compliqué et coûteux »; mais il s'excusait sur l'impossibilité d'atteindre du premier coup la perfection, et sur l'énormité d'un travail consistant à la fois à « désencombrer le passé, à ordonner l'avenir et à régir le présent ».

offertes à leurs convoitises qu'au surcroît de dépenses imposé de ce fait au Trésor. — La loi trouva un accueil particulièrement défavorable en dehors de l'ex-Lombardie, à laquelle elle semblait surtout appropriée. Dans l'ancienne Vénétie, on dénonça l'institution, nouvelle pour le pays, des chanceliers de district, comme destinée à préparer l'avènement d'autant de tyrans locaux¹. Dans l'Émilie, où les villages étaient plus concentrés et les petits propriétaires plus nombreux que dans le Milanais, l'autonomie accordée aux petites communes et l'importance attribuée à leurs conseils firent l'effet de dispositions plus libérales que pratiques. Enfin, au bout de quelques mois d'expérience, les populations et les autorités elles-mêmes devaient presque unanimement réclamer, pour des raisons d'économie et de simplification, la suppression des « administrations départementales », des vice-préfets, des conseils de district, et enfin des « municipalités » de village². — Malgré la justesse de ces critiques, l'exécution de la loi se poursuivit sans obstacles, sinon sans lenteurs. La délimitation des districts ne s'acheva que dans les premiers mois de 1803, parce qu'elle mettait en jeu les prétentions des bourgs à obtenir un chef-lieu ou celles des petites localités à faire partie de telle ou telle circonscription.

La première réunion des assemblées locales marqua le terme de ce travail de géographie politique, et permit en même temps de constater si la vie publique, si active autrefois dans les provinces, y était restée plus développée que dans la capitale. Le décret (12 septembre)³, qui précisa les conditions de cette expérience, nommait la moitié des conseillers généraux, et les convoquait

1. Lettre de Venezzè (de Rovigo) du 4 juin 1804 (Bib. com. Bologne. Fonds Rangoni).

2. Lettres du vice-préfet de Ravenne (5 août 1803), du préfet du Rubicon (2 déc., 1804) et du préfet du Panaro (8 janv. 1805) Arch. Milan. 28.

3. B. I., 1802, p. 326.

huit jours après pour se compléter eux-mêmes, présenter aux préfets des listes de candidats aux administrations départementales, choisir les membres des conseils communaux dans les villes et ceux des municipalités provisoires dans les villages. Les lettres personnelles d'un riche propriétaire du Ferrarais, compris dans la promotion, nous donnent une idée de ce que dut être cette première session. Après avoir accepté son mandat à contre-cœur, il le remplit sans conviction. Il n'assiste d'ailleurs qu'à la première séance, uniquement pour faire plaisir au préfet, retourne ensuite chez lui, et se plaint fort d'être convoqué de nouveau en décembre pour fixer les centimes additionnels destinés aux dépenses judiciaires. Sa lettre à un ami précise la conception qu'il se fait de son rôle : « Vous savez que j'obéis à la loi, mais que je déclare ne rien connaître aux affaires publiques. Je ne me plains que lorsque les impôts dépassent mes ressources ¹. » Comme il note chez ses collègues le même état d'esprit, on peut en conclure que l'indifférence à l'intérêt public dominait les assemblées locales comme les assemblées parlementaires.

Quand les nouveaux conseils communaux eurent été réunis (décembre) et la délimitation des districts achevée, la loi du 24 juillet avait, sinon eu son plein effet, du moins atteint le degré d'exécution qu'elle ne pouvait dépasser. L'organisation départementale de la République ne devait plus être modifiée que sur un point spécial, pour prévenir la décadence politique et économique de l'une des plus vieilles cités de l'Italie du Nord. Autrefois capitale d'une importante province vénitienne, Vérone se voyait réduite au rang de simple vice-préfecture du Mincio et subordonnée ainsi, avec ses 35.000 habitants, à Mantoue, qui n'en comptait que 15.000.

1. Lettre de Lodovico Venezia du 21 sept. 1802 (Bib. com. Bologne. *Fonds Rangoni*). Autres détails dans les lettres du 2 et 18 sept.

Centre d'un important trafic sous l'ancien régime, elle avait été d'abord appauvrie par la guerre, puis ruinée par le traité de Lunéville, qui, en fixant la frontière au cours de l'Adige, coupait en deux une ville dont les moitiés ne pouvaient vivre séparées. C'était la partie autrichienne qui avait profité de cette situation, le gouvernement impérial en ayant fait un chef-lieu de province, où il ne levait que des impôts modérés et accordait des facilités au commerce. Plus de 1.000 familles y avaient déjà émigré de la rive italienne quand les Véro-nais, ne pouvant obtenir du Corps législatif un remède à leurs maux, décidèrent de s'adresser directement au Premier Consul; deux de leurs députés, Pinelli et Gazzola, envoyés à Paris et reçus par lui en audience (25 décembre 1802), lui exposèrent avec succès leurs griefs. — Par un décret spécial, il donna satisfaction à leur amour-propre en constituant avec leur territoire un département, dit de l'*Adige*, ou au moins une circonscription distincte et autonome. Il chercha d'autre part à satisfaire leurs intérêts en reculant les lignes de douane jusqu'aux murailles de leur ville, dont l'intérieur devenait ainsi zone franche et port de transit tout indiqué pour le trafic fluvial. — Au lieu d'arrêter leur décadence économique, cette dernière mesure sembla produire des effets contraires à ceux qu'on en attendait, car les Véronais se trouvaient désormais enfermés, et comme étouffés, entre la frontière douanière de la République et la frontière autrichienne, sans trouver une compensation suffisante dans le développement de la batellerie. Il fallut, pour mettre fin à cette crise attendue, que l'annexion de la Vénétie (1805) permit de réunir à nouveau les deux moitiés de la ville¹.

1. Le dossier complet de cette affaire se trouve Arch. Vienne, 194. Cf. un rapport de Marescalchi au Premier Consul du 14 janv. 1803 (AF iv 1708) résumant la situation de Vérone et les vœux de ses habitants. Cf. également PERINI, t. III.

En annonçant au Premier Consul la réunion du Corps législatif, Melzi lui avait écrit : « Nous aurons toujours complété l'expérience ; après avoir laissé librement jouer tous les ressorts de la machine, nous pourrons mieux juger et de l'ensemble, et de chaque pièce ¹. » A la fin de l'année l'épreuve était terminée. — L'appareil parlementaire, gouvernemental et administratif, trop complexe dans son mécanisme, apparaissait à l'épreuve comme trop lent dans son action ². Du moins en France les vices d'une constitution analogue n'empêchaient pas au même moment l'accomplissement d'une grande œuvre. En Italie au contraire, c'étaient les hommes qui manquaient aux institutions bien plus que les institutions aux hommes : c'était l'éducation politique et non les formes politiques qui faisait défaut au pays. — Parmi les classes dirigeantes, aucune ne semblait avoir l'intelligence de son rôle ou même la notion exacte de ses intérêts. L'esprit de corps manquait aux fonctionnaires, l'esprit public aux particuliers, l'esprit parlementaire aux assemblées. Les premiers ne songeaient qu'à paralyser le pouvoir par leurs rivalités, ou à le déconsidérer par leurs critiques ³ ; les seconds se dérobaient à l'envi au devoir de servir leur pays ; leurs députés enfin ne montraient qu'indifférence, défiance irraisonnée, vues personnelles, petites idées et petites passions. — Seul représentant de l'idée gouvernementale, entouré d'inconnus, d'incapables et de malveillants, le Vice-Président restait en réalité isolé au sommet de la

1. MELZI, *Mem.*, II, 84.

2. Dès le 18 oct. 1802, Cattaneo écrivait à son gouvernement que la constitution italienne était reconnue impraticable et appelait une réforme urgente. (Arch. Gènes *Corr.* Milan, 27).

3. « Voilà donc (à l'occasion du projet de ferme des impôts indirects) des consultants, des conseillers, des législateurs qui, sans savoir au juste ce qu'ils veulent, conspirent à la ruine du crédit et de l'opinion d'une manière vraiment indigne... Comment garder patience en présence d'une pareille attitude ? » (Melzi à Marescalchi, 6 nov. 1802, Arch. Vienne, 19.)

nation ¹. Telles étaient les premières conclusions à tirer de l'expérience qui venait d'être tentée. Si elle ne suffisait pas à résoudre la question constitutionnelle, elle avait au moins servi à en préciser les données.

1. « Le gouvernement a pour rivaux les corps dont il est entouré et qui devraient faire bloc avec lui. » (Melzi à Marescalchi, 17 fév. 1803. Arch. Vienne, 18).

CHAPITRE II

L'ORDRE PUBLIC

- I. La criminalité sous l'ancien régime ; sa recrudescence sous le nouveau. — Premiers expédients imaginés pour y remédier : création de tribunaux militaires spéciaux qui rétablissent la sécurité publique. — Résultats de la crise : institution de la Gendarmerie.
- II. Troubles de Bologne : leurs causes économiques, politiques et locales. — Leur développement : assassinat du secrétaire général de la préfecture. — Intervention militaire française, suspension des tribunaux ordinaires. — Rétablissement de l'ordre matériel, continuation de l'agitation morale.

Au moment même où il poursuivait ses expériences parlementaires, Melzi en avait été un instant détourné par une crise d'ordre public. Surpris par une recrudescence de la criminalité qui prenait les proportions d'un fléau national et par une agitation révolutionnaire qui dégénérerait en guerre civile, il se vit forcé d'ordonner des mesures d'exception pour arrêter l'une et une intervention militaire pour faire cesser l'autre. Après l'avoir distrait de son travail administratif, ces troubles passagers lui fournirent l'occasion de le compléter, car, pour en empêcher le retour, il fut amené à assurer au gouvernement des moyens plus efficaces de défendre son existence contre ses adversaires politiques et ses administrés contre les ennemis de leur repos.

I

C'était avant 1796 une faiblesse commune aux meilleurs régimes italiens que leur impuissance à assurer sur leur territoire une exacte police : même dans la Lombardie autrichienne, le brigandage était toujours resté un mal endémique¹. Il ne pouvait que se développer à la faveur des bouleversements révolutionnaires. L'armée du crime, formée auparavant de mendiants, de contrebandiers et de repris de justice se grossit d'une masse flottante de paysans ruinés par la guerre, d'aventuriers rejetés en marge de la société, de délinquants étrangers chassés de leur pays d'origine, d'innombrables déserteurs laissés par le passage des armées belligérantes², enfin d'un certain nombre de Piémontais, sortis de leur pays devenu français, et particulièrement dangereux, dit un chroniqueur milanais, parce que « plus que toute autre nation, ils savent dissimuler leur vengeance ». — L'audace de ces hommes s'accroissant avec leur nombre, et leur impunité avec le relâchement de l'action publique, la multiplication des délits de droit commun suit une progression inquiétante au début de 1802. Dans les villes, et surtout dans la capitale, refuge naturel de tous les déclassés, ce sont chaque jour des vols ou des agressions à main armée ; chaque nuit, des passants assaillis ou des boutiques défoncées et pillées à la faveur de l'obscurité. La situation est encore pire dans les campagnes, plus difficiles à surveiller. Autour de Milan, et surtout dans le Novarais, des voleurs de

1. Voir plus haut I, 86.

2. Cf. sur les causes et les caractères du développement de la criminalité : lettre du préfet de police de l'Olona au ministère de l'Intérieur du 26 juin 1802 (Arch. Milan, 10) et en plus : *Quadro statistico del Dipartimento dell'Olona* par MELCHIORRE GIOJA (Milan 1803) ; et *Osservazioni di un ex-giudice di provincia sopra le infestazioni di malviventi*, Milan, 1804.

grand chemin, pour la plupart piémontais, déguisés parfois sous l'uniforme français, arrêtent les diligences, dépouillent les voyageurs et leur délivrent même — tant le brigandage est fortement organisé — des laissez-passer pour continuer leur route. Des ouvriers agricoles sans travail, appelés *balossi*, se forment en bandes armées de 30 ou 40 hommes qui parcourent les campagnes, rançonnent les fermiers, et commencent par le vol pour finir par la rébellion et l'assassinat¹. En juillet, leur audace monte à un tel degré qu'ils enlèvent aux portes de Milan la marquise Pallavicini, sortie pour aller visiter ses domaines, détruisent complètement une ferme près de Landriano et capturent même un courrier du Vice-Président. Leurs méfaits menaçant cette fois d'arrêter la vie économique du pays, le gouvernement ne peut plus, sans manquer à sa mission, reculer le moment de les combattre sans trêve et de les châtier sans pitié.

Il s'y est d'ailleurs essayé dès son avènement. Mais par quels moyens y parvenir ? Par une plus forte organisation de la police ? Melzi a cru devoir la concentrer entre les mains d'un préfet spécial, créé à cet effet (10 mars) ; mais Canziani, désigné pour ce poste, est un homme de caractère faible, d'opinions douteuses, de considération médiocre ; son secrétaire général Custodi ne mérite pas plus de confiance, et ses employés, nommés par le régime précédent, se considèrent comme des espions politiques plutôt que comme des agents administratifs². Par des mesures de contrôle et de surveillance ? Un règlement général

1. Chroniques de MANTOVANI, MARELLI, ROVATTI, LOMBARDI, MOTTI, RAJSI qui, pendant les premiers mois de 1802, signalent presque chaque jour des agressions à main armée. Sur l'état d'insécurité des routes, cf. les relations des voyageurs : SEUME, II, 182 et STENDHAL, *Journal d'Italie* (éd. Arbelet) p. 42.

2. B. L. 1802 p. 36, et lettres de Melzi à Marescalchi des 1^{er} mars. 26 avril et 18 juin (Arch. Vienne, 17). Mêmes appréciations dans Taglioretto (12 juin).

(27 mars) assujettit tous les voyageurs et étrangers à l'obligation de posséder une pièce d'identité ou « carte de sûreté » délivrée par la police ; il reste inexécuté et paraît impraticable¹. Par des arrestations en masse ? A Milan, on en a opéré plus de 2.000 en six mois, sans autre résultat que d'encombrer les prisons ; trop formalistes ou trop indulgents, les juges allèguent le manque de textes précis pour ne prononcer que des peines légères ou l'absence de preuves pour acquitter les prévenus². Par le désarmement général de la population ? Le Corps législatif, auquel un projet de loi est présenté dans ce sens, le repousse sur cette considération que les honnêtes gens, étant les seuls à s'y soumettre, ne pourraient même plus se défendre contre leurs agresseurs³. L'inutilité de ces expédients provisoires et partiels ne fait que mettre en lumière la nécessité de mesures plus rigoureuses et plus générales.

On se décide alors à recourir aux grands moyens en usage dans la France consulaire. Les 26 et 27 juillet 1802, on procède en Lombardie à une grande battue à laquelle prennent part près de 15.000 hommes de troupes de ligne et de police. Tandis que les passages du Pô et du Tessin sont interdits pour trois jours afin de couper la retraite aux fuyards, des colonnes mobiles fouillent l'intérieur du territoire ainsi isolé, capturent près de Borgo-Manero l'un des principaux chefs de bande et finissent par arrêter tous les *malviventi*. — Il ne suffisait pas de s'en saisir, il fallait encore les punir d'une façon assez rigoureuse et assez expéditive pour décourager leurs imitateurs et désencombrer les prisons. On institue à cet effet une juridiction spéciale et transitoire appliquée aux crimes contre la

1. B. L. 1802, p. 41.

2. Melzi à Marescalchi, 28 juillet 1802 (Arch. Vienne, 18) ; dépêches de Taglioretti, 13 et 31 juil. ; MANTOVANI, 27 juil.

3. Dépêche de Taglioretti, 10 juil. 1802. (Arch. Berne, *Corr. Milan*, 3391)

sûreté publique. La loi du 1^{er} août 1802 confère au gouvernement la faculté de créer, partout où il le jugera opportun et pour une période de six mois, des « Tribunaux criminels spéciaux ». Composées de cinq membres, dont deux officiers, ces cours de justice jugeront sans appel, selon la procédure sommaire du code militaire, tous les délits d'agression, d'homicide ou de vol avec effraction, en édictant la peine de mort dans la plupart des cas, un minimum de 10 ans de fers dans les autres. Une seconde loi, d'un caractère préventif (20 août), complétée bientôt par des règlements détaillés (18 octobre et 15 novembre), soumet les vagabonds, les mendiants, les forains et les aubergistes à l'accomplissement de rigoureuses formalités de contrôle¹.

Ces tribunaux, établis d'abord à Milan et à Bologne, se mirent aussitôt à l'œuvre. Secondés par l'énergique activité d'un nouveau préfet de police, ils firent opérer par des détachements de l'armée de véritables battues dans les régions suspectes, et se saisirent ainsi d'une masse de vagabonds, parmi lesquels ils n'eurent pas de peine à découvrir des coupables. Quelques condamnations à mort, suivies d'exécutions immédiates, suffirent à inspirer aux malfaiteurs une terreur salutaire, et au public une sécurité relative². En janvier 1803, le gouvernement se montrait assez satisfait des résultats obtenus pour supprimer les tribunaux spéciaux et rendre son cours à la justice ordinaire.

Cette alerte, destinée quand même à se renouveler, entraîna du moins, à côté de ses inconvénients passagers, un bienfait durable : elle contribua à faire introduire en Italie l'institution d'un corps militaire chargé spécialement de défendre l'ordre public. — Sous l'ancien

1. B. L. 1802, pp. 231, 258, 398 et 433.

2. Dépêches de Taglioretti, 4, 9, 13 nov. 1802 (Arch. Berné, *Corr* Milan 3391; GUIDICINI, 21 sept. Cf. MELZI, *Mem.*, II, 481.

régime, le service de la police était assuré dans chaque ville par un petit nombre de « shires », sortes de valets de justice, relevant uniquement de l'autorité judiciaire, et participant du mépris qui s'attachait au métier d'espion ou de bourreau. Ils disparurent avec les anciens gouvernements, sans que la première Cisalpine eût l'intention de les reconstituer ou le moyen de les remplacer. Après quelques tâtonnements, la seconde s'était décidée à résoudre la question par le même moyen qu'en France, en décrétant (30 décembre 1800) la formation d'une « Gendarmerie nationale ». — C'était en Italie une idée nouvelle, choquante ou contradictoire pour beaucoup d'esprits, que celle de confier des fonctions réputées jusqu'alors infamantes à des hommes revêtus de l'uniforme, et soumis aux lois de l'honneur militaire. Aussi le but de l'institution ne fut-il pas compris tout d'abord, et la gendarmerie n'aurait existé que sur le papier, si la multiplication des délits n'était venue démontrer l'urgence de sa formation.

Le 20 septembre 1802, une proclamation de Melzi annonça qu'elle serait aussitôt constituée et que le Gouvernement appelait à y entrer « les jeunes citoyens qui ont assez à cœur les lois de la patrie, les magistrats, la tranquillité publique, la religion de l'État pour se consacrer à leur défense¹. » Des registres devaient être ouverts dans les préfectures pour recevoir des engagements et des officiers empruntés à l'armée pour constituer les cadres, bientôt élargis (18 décembre) de manière à comprendre 1.641 hommes, répartis en 224 brigades². « Jeunes Italiens, s'était crié Melzi en terminant son appel, la nation vous confie un dépôt sacré. Montrez-vous dignes de sa confiance ! » Malgré le pathétique de cette adjuration, malgré l'appât d'une

1. B. L. 1802, p. 356.

2. F. O. p. 302. Sur l'organisation et le développement de la gendarmerie, cf. ZANOLI, I, 10 et 11.

solde élevée et la perspective d'une retraite, malgré l'attrait de l'élégant uniforme vert et amaranthe dont le modèle colorié était exposé dans les mairies à l'admiration de la jeunesse, les volontaires furent longs à se présenter, surtout dans les territoires de l'ancienne Lombardie. — Au printemps suivant seulement, les premières brigades, réunies à Pavie par les soins d'un officier expérimenté, le général Polfranceschi, firent leur entrée solennelle à Milan (18 mai)¹. « Ce sera un beau corps, écrivait Melzi à cette occasion, mais une gendarmerie où il n'y a pas de vieux soldats est toujours d'un succès douteux quant au véritable esprit qui doit la distinguer². » Elle compléta rapidement ses effectifs, tout en se formant à la pratique de ses devoirs professionnels. Le gouvernement put, au bout de quelques mois, disposer d'une troupe solide, assez nombreuse pour lui servir de garde, exécuter les décisions de la justice et réprimer les atteintes à l'ordre établi. Les périls qu'il avait dû surmonter n'étaient donc pas restés sans résultat.

II

Au plus fort de sa lutte contre le brigandage, et en pleine session du Corps législatif, il s'était laissé surprendre par un mouvement populaire et anarchique dont Bologne avait été le théâtre (juillet). Plus rapidement terminée que la première, cette seconde crise d'ordre public présentait plus de gravité en raison de son origine économique et de son caractère politique.

Elle eut une première cause dans les inconvénients

1. Dépêche de Cattaneo, 18 mai 1803 (Arch. Gènes, *Corr. Milan*, 28).

2. MELZI, *Mem.*, II, 134.

du régime commercial alors en vigueur. Le problème de la circulation des grains avait toujours été délicat à résoudre dans un pays purement agricole, où les récoltes constituaient le seul revenu des propriétaires, et les céréales le principal objet d'alimentation des gens du peuple. Les premiers avaient avantage à dégager le marché par l'exportation, de peur que la surabondance des blés n'en avilit les prix ; les seconds craignaient de payer le pain trop cher si les grains devenaient plus rares. Sous l'ancien régime, la force des choses avait établi entre les intérêts des uns et les besoins des autres un accord assez durable pour que la liberté des échanges pût prévaloir sans aucune limitation. Cet équilibre se trouva rompu du jour où l'arrivée de nombreuses armées étrangères augmenta brusquement les exigences de la consommation. Pour prévenir une disette, ou au moins un renchérissement excessif des denrées, les généraux français, et après eux le gouvernement provisoire en vinrent à interdire complètement l'exportation des céréales, sauf à tempérer la rigueur de cette prohibition par des licences individuelles, délivrées d'abord, à titre d'exception et à prix d'argent, mais dont l'abus ne tarda pas à devenir une prime à la vénalité¹.

Melzi aurait voulu, dès son arrivée au pouvoir, revenir au principe de la liberté absolue, qui présentait à ses yeux le double avantage d'amener du numéraire dans l'État par la vente des produits agricoles à l'étranger et de faciliter le paiement des impôts fonciers par l'enrichissement des propriétaires. Il communiqua même à Bonaparte un projet de loi dans ce sens à présenter au Corps législatif. Le Premier Con-

1. Outre les chroniques locales, que remplit le récit d'incidents relatifs aux prix des blés, voir sur cette question le rapport général (6 juil. 1802,) présenté par Marescalchi au Premier Consul, et rédigé d'après les observations de Melzi (Arch. Vienne, 130).

sul, obsédé sans doute par le souvenir des disettes parisiennes, se refusa également à entrer dans ces vues et à trancher la question par un autre moyen qu'un règlement d'administration. « Il ne faut pas sans doute, répondit-il, que le blé soit trop bon marché, mais de deux inconvénients, il vaut encore mieux tomber dans le bon marché que dans la cherté...; c'est peut-être l'unique question sur laquelle le gouvernement doit toujours favoriser les prolétaires, sans quoi tyrannie et révolte; tyrannie de la part des propriétaires et révolte de la part du peuple¹. » — En réalité, le régime hybride dont ces ordres prescrivaient le maintien ne profitait ni aux producteurs ni aux consommateurs, mais aux intermédiaires. Les premiers se trouvaient à certaines époques de l'année dans l'impossibilité de vendre avantageusement leurs blés, parce que les boulangers, connaissant leurs besoins d'argent à l'échéance de l'impôt foncier, refusaient de les leur acheter au cours du jour. Les seconds supportaient le contre-coup des licences d'exportation, qui, en faisant varier artificiellement les cours, favorisaient les manœuvres des spéculateurs, maîtres du marché. De là des oscillations continuelles dans le prix du pain, et dans l'âme populaire un sourd mécontentement, des explosions de colère à chaque hausse nouvelle, des soupçons et des accusations injustifiées contre les riches, en un mot l'état d'esprit qui précède et prépare les crises sociales.

Une seconde cause d'agitation provenait de la présence dans les grandes villes d'un grand nombre de réfugiés politiques, compromis autrefois dans les mouvements révolutionnaires de Venise, du Piémont, de la Toscane, de Rome et de Naples; après les revers de leur cause, ils avaient dû quitter leur patrie à la suite

1. Bonaparte à Melzi, 8 juil. 1802 (MELZI, *Mem.*, II, 86) et lettre explicative de Marescalchi à Melzi du 9 juillet (Arch. Vienne, 30).

des armées françaises pour se réfugier dans le seul pays d'Italie où leurs personnes et leurs opinions fussent tolérées. Privés de tout moyen d'existence, aigris par la misère, ils étaient les alliés naturels de tous les perturbateurs¹; n'ayant rien à perdre, ils appelaient de leurs vœux un bouleversement dont ils pourraient profiter, ou même une guerre de conquête qui leur rouvrirait l'accès de leur pays. A Milan seulement, on n'en comptait pas moins de 3.000². « Ils sont, écrivait Melzi, dans un état de fermentation féroce : ennemis des Français, par qui ils se prétendent trompés; ennemis de Bonaparte, dans lequel ils voient le plus grand obstacle à l'accomplissement de leurs desseins; ennemis du gouvernement actuel, qui professe des opinions bien différentes des leurs, et leur refuse l'espoir de les aider à révolutionner Rome, à révolutionner Naples, et toute l'Italie, ce qui est leur vœu le plus cher³. » — Frappé du danger que présentait leur réunion pour la tranquillité intérieure et extérieure, le Vice-Président proposait de les mettre en surveillance dans une enceinte fortifiée, d'où ils seraient déportés en masse dans un pays éloigné; mais Bonaparte recula devant une mesure dont la rigueur ressemblerait à de l'ingratitude et lui aliénerait tous les amis des idées françaises dans l'Italie monarchique⁴. La présence des réfugiés resta donc pour le pouvoir un sujet d'inquiétudes et pour la population un élément de troubles. Ils comptaient sur l'appui de quelques centaines d'aventuriers français,

1. «... Notre pays n'offre ni abri ni pain à tant d'Italiens que la révolution a jeté hors de la terre natale et qui, mourant de faim et de fatigue, ont toujours à l'oreille la voix du seul conseiller qui reste à l'homme abandonné par toute la nature : le crime. » FOSCOLO, *Ultime lettere di Jacopo Ortis*, 25 sept. 1798.

2. Lettres de Melzi à Marescalchi des 1^{er} mars et 12 août 1802 (Arch. Vienne 17 et 18).

3. Melzi à Marescalchi, 16 fév. 1803 (Arch. Vienne, 19).

4. MELZI, *Mem.*, II, 80 et 83, 87, 104. Cf. lettre de Marescalchi à Melzi, du 28 fév. 1803 (Arch. Vienne, 32).

venus en Italie comme fournisseurs ou employés civils de l'armée, établis dans un pays où leur origine leur assurait une impunité presque absolue, favorisés ou même placés par la Cisalpine et naturellement hostiles à l'établissement d'un régime régulier et national.

Ce malaise économique et politique ne se serait peut-être pas traduit par des actes si les passions locales n'avaient donné aux mécontents un centre à Bologne, et des alliés dans ses habitants. Animés d'un invincible esprit de particularisme, doués d'un caractère impressionnable et exalté, les Bolognais s'étaient d'abord « élancés avec une sorte de délire à la rencontre des armées françaises¹ », moins par sympathie pour les principes révolutionnaires que par haine de la domination pontificale et surtout par espoir de recouvrer leur indépendance souveraine. Réalisé un instant par la formation d'un gouvernement autonome, puis par la constitution de la Cispadane, leur rêve s'évanouit quand leur réunion à la Cisalpine eut enlevé à leur ville le titre de capitale pour la faire descendre au rang de simple chef-lieu de département. Ils ne purent jamais se résigner à cette déchéance, qu'ils tentèrent de se dissimuler à eux-mêmes en affectant d'ignorer Milan. « Vos Bolognais, écrivait à ce propos Melzi à Marescalchi, ne veulent pas cesser de se regarder comme isolés dans le monde². » — « Il semble, déclarait encore un contemporain étranger à la ville³, que le Pô divise

1. *Tableau de l'esprit public de la République italienne* envoyé par Murat au Premier Consul en déc. 1802, reproduit dans mes *Notices et Documents*, p. 186.

2. 2 mars 1802 (Arch. Vienne, 17).

3. Journal intime de la comtesse NEGRI DI VELO (Bib. Com. Vicence) à la date du 14 juin 1802, au cours d'un voyage à Bologne. — Les instructions données au préfet du Reno lors de son départ attribuaient les agitations dont Bologne avait toujours été le théâtre, 1^o à l'existence d'une plèbe oisive et facile à exalter, 2^o aux dispositions souvent constatées dans ce pays « à réunir toutes les classes d'opinions et de

l'Italie en deux populations différentes. » — Peu avant la Consulte de Lyon, une décision du gouvernement provisoire vint raviver les blessures d'amour-propre des Bolonais et porter un coup fatal à leurs prétentions. Pour recouvrer au moins les apparences de la souveraineté, ils avaient formé une sorte d'armée permanente avec les compagnies d'élite de leur garde nationale; malgré le souvenir de sa belle conduite en présence des Autrichiens (1800), cette troupe, qui faisait leur orgueil, fut dissoute (25 octobre 1801) sur la demande de Murat, parce qu'elle se posait en rivale des corps français de la garnison. L'irritation fut si vive à Bologne qu'on y craignit un soulèvement, et que le changement de régime survenu peu après ne suffit pas à la calmer¹. — Il faut ajouter enfin à ces causes d'animosité les dommages matériels laissés par la révolution : l'aspect extérieur de la ville, de ses longues rues désertes, de ses palais abandonnés par les familles nobles, de ses couvents et de ses églises transformés en magasins rendait sensibles à tous les yeux le déclin de son ancienne prospérité². Il s'y était donc formé un milieu naturellement hostile au pouvoir central, quelle qu'en fût la forme, secrètement favorable à toute sédition, quel qu'en fût le but.

Les tendances particularistes s'unirent aux souffrances économiques et aux passions politiques pour provoquer une crise³ dont les premiers symptômes apparurent au lendemain de l'arrivée du préfet qui remplaça le 5 mai, l'ancien commissaire du gouver-

personnes autour de l'intérêt exclusif du département : d'où une opposition constante, secrète ou publique, à tout ce qui s'écarte de la centralisation départementale pour conduire à la centralisation par l'État. » (Arch. Milan, 34).

1. Cf. sur cet incident MURAT, *Lettres*, II, N° 841, 849, 850, et surtout 847.

2. Description de la comtesse di Velo. Mêmes constatations dans ARNDT, II, 21-23.

3. Sur les événements de Bologne, les principales sources sont : le

nement. C'était un Véronais, Carlotti, qui présentait d'abord aux yeux de ses administrés la tare irrémédiable de n'être pas Bolonais. Il restait enfermé à travailler dans son cabinet de 5 heures du matin à 4 heures du soir, au lieu de prendre contact avec les réalités et passait par des alternatives de faiblesse et de fermeté qui encourageaient ses adversaires sans rassurer les amis de l'ordre. — Aussitôt éclatent quelques troubles motivés en apparence par la cherté du pain, et dirigés par une société secrète dont les membres, s'intitulant eux-mêmes *stilettanti* ou porteurs de poignards, prétendent faire rendre gorge aux monopoleurs, et remettre dans la circulation les provisions de blé amassées par les riches. Armés de gros gourdins, coiffés de carmagnoles, ils se forment en bandes, parcourent les rues en bâtonnant qui bon leur semble et en frappant à coups de couteau les récalcitrants, se font héberger par les boutiquiers et les hôteliers, vont publiquement marquer pour le pillage les maisons des accapareurs, affichent des libelles incendiaires et envoient des lettres de menaces aux propriétaires ou à leurs amis personnels. — La garde nationale, forte pourtant de 6.000 hommes, assiste à leurs exploits sans daigner s'en émouvoir, la police se déclare impuissante, les 30 gendarmes qui représentent les seuls soutiens de l'ordre ne reçoivent que des coups parce qu'ils ont pas encore reçu d'armes, et le préfet s'imagine remédier à tout en fixant par arrêté le prix du pain. L'audace des agitateurs redoublant en proportion de sa faiblesse, une sorte de sourde terreur pèse sur la ville.

recueil des lettres du préfet du Reno, Carlotti, à Melzi (Arch. Milan, 46); le dossier de toutes les pièces relatives à cette affaire (Arch. Vienne, 193) avec un rapport d'ensemble de Carlotti (8 août 1802); le rapport présenté (5 août 1802) par Marescalchi au Premier Consul (AFiv 1798), enfin les lettres envoyées par Giuseppe Giudiccini à Marescalchi (Arch. Vienne, 18) et dont les éléments ont été utilisés sans doute par ce personnage pour composer le récit qui figure dans son *Diario Bolognese*.

Au même instant, l'entrée en scène des réfugiés et des « patriotes » vient transformer et aggraver le caractère du mouvement. Plus remuants et mieux organisés à Bologne que partout ailleurs, ils forment un parti puissant, étendant ses ramifications dans les villes voisines, et soupçonné de poursuivre l'expulsion des Français et l'établissement d'une République unitaire. La plupart d'entre eux viennent de se voir privés des emplois obtenus du régime précédent, et par la nomination d'une nouvelle municipalité (26 juin), qui commence par réduire des trois quarts le nombre des fonctionnaires communaux, et par le décret de Melzi qui supprime l'existence et licencie le personnel de la Direction des Finances d'outre-Pò. Comme presque tous restent sans moyens d'existence, l'intérêt personnel se joint à la passion politique pour les jeter dans la mêlée.

Leur intervention produit aussitôt ses effets. Le secrétaire général de la préfecture, de Sanctis, doublement détesté en raison de son caractère hautain et de son origine napolitaine, passe pour l'auteur responsable de l'épuration des bureaux municipaux; un soir (29 juin) à onze heures, par une nuit sombre, il est mortellement blessé d'un coup de couteau au moment où il rentre chez lui. — En terrifiant les amis de l'ordre, sa mort ouvre une période de complète anarchie. Ses assassins restent impunis, parce que le chef du ministère public, intimidé par des lettres de menaces, abandonne les poursuites commencées. Les deux « lieutenants de préfecture » démissionnent par crainte du même sort. Les lettres anonymes et les violences individuelles se multiplient; les patriotes, unis aux *stilltanti* deviennent les maîtres de la ville, et leur chef, ancien officier cisalpin nommé de Angelis, peut, sans être inquiété, diriger un pouvoir occulte en face des représentants officiels du gouvernement. — Les riches se barricadent chez eux ou s'enfuient dans leurs maisons

de campagne et l'agitation prend un caractère d'autant plus menaçant qu'elle se propage dans le voisinage : à Ferrare, où les officiers de la garnison sont insultés dans les rues ; à Ravenne, où le peuple injurie en public les magistrats municipaux¹ ; à Brescia, où il siffle au théâtre le préfet Verri ; à Vérone, où le commissaire du gouvernement Mosca subit le même sort² ; et enfin, à l'autre extrémité de la République, à Novare, où l'on inscrit de nuit sur la porte de la préfecture la vieille devise de Bologne *Bononia docet*, qui prend dans les circonstances actuelles un caractère significatif³. Si le pouvoir central ne se décide pas à une répression énergique, il paraît abdiquer devant l'émeute et perd toute autorité morale.

Cette nécessité n'échappait pas à Melzi, mais elle le fit longtemps reculer. Enclin en toute occasion à ne rien brusquer, à se renfermer dans les limites de la légalité constitutionnelle, à tout attendre de l'opinion, il répugnait d'abord à l'adoption de mesures de rigueur⁴. Il fallut pour l'y amener, et les objurgations de Carlotti lui-même, et les sollicitations de Marescalchi : « Si vous ne profitez pas de cet événement pour détruire le mal jusque dans ses racines, lui écrivait ce dernier, probablement de la part de Bonaparte, il renaîtra, plus dangereux encore, à la première occasion⁵. » — Après quinze jours de tergiversations, qu'il décore du nom de « lenteur réfléchie », le Vice-Président se décide enfin à sévir. Sur ses ordres, ou au moins avec son assenti-

1. RAJSI, 30 juillet 1802.

2. Dépêche de Moll, 27 juillet 1802 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan).

3. Dépêche de Belluomini, 28 juillet 1802 (Arch. Lucques *Corr.* Milan, 1802.)

4. « Réfléchissez, écrivait-il à Carlotti le 11 juillet (Arch. Milan, 46) à la nature de notre gouvernement et à notre situation. Tout chez nous repose sur l'opinion publique ; si elle nous manque, il ne reste plus que le recours à la force étrangère ; l'invoquer fait mauvais effet et accroît la force des maux à combattre. » Mêmes sentiments dans la lettre à Bonaparte du 29 juillet (MELZI, *Mem.*, II, 90).

5. Marescalchi à Melzi, 16 août 1802 (Arch. Vienne, 30).

ment, le général Verdier entre à Bologne à la tête d'une division française, fait cerner le marché, sur lequel sont braqués deux canons et tranche lui-même les contestations sur le prix du pain par un tarif propre à concilier les intérêts en présence; la multitude étant ainsi satisfaite ou intimidée, il dissout la garde nationale, désarme les meneurs et arrête leurs chefs envoyés sous bonne escorte à la citadelle de Ferrare. — Il devait être moins facile de les punir que de rétablir le calme. Livrés d'abord aux tribunaux ordinaires, composés de Bolognais, ils étaient régulièrement acquittés par des juges acquis aux mêmes idées ou soigneux de ménager leurs compatriotes. Pour que justice fût faite, il fallut recourir encore aux moyens extraordinaires. La Constitution (art. 60) reconnaissait à la Consulte d'État le droit de prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurité de la République. Saisie de la question, heureuse de faire constater son utilité, cette assemblée, inactive jusque-là, vota sans résistance un décret confirmant la remise au général français de tous les pouvoirs de police et soumettant les inculpés au jugement sans appel d'une commission militaire de cinq officiers¹. Pendant sa courte existence (2 août-26 octobre), cette juridiction extraordinaire, présidée par Fontanelli, put faire sans obstacles les exemples nécessaires et prononcer (5 septembre) quelques condamnations dont la sévérité produisit l'effet attendu.

L'ordre matériel, brusquement rétabli par ce coup de force, s'affermir peu à peu dans la ville, mais le recours à la force étrangère, les proclamations comminatoires de Verdier, les excès de certains officiers français, qui profitaient des arrestations en masse pour satisfaire des rancunes personnelles, avaient à la fois humilié et irrité les habitants². Pour ne pas les exaspé-

1. Décret du 26 juillet 1802, B. L., p. 212.

2. Melzi à Marescalchi, 27 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18).

rer, Melzi revint à la légalité, dès qu'il crut pouvoir le faire sans danger. Dès le 30 septembre, la Consulte abrogea son précédent décret, en restituant aux autorités civiles bolonaises leurs attributions régulières¹; le 2 octobre, la relève du corps d'occupation français par des régiments italiens donna satisfaction aux susceptibilités nationales; le 13, un nouveau préfet, Somenzari, remplaçait Carlotti, reconnu pour inférieur à sa tâche, mais dont le rappel pendant l'émeute aurait semblé une capitulation. Il procéda aussitôt à la réorganisation de la garde nationale épurée, ainsi qu'au changement de la municipalité.

La crise, désormais terminée, laissait dans l'âme des Bolonais des ressentiments vivaces contre le gouvernement central, qui avait employé la violence pour les réduire et contre la France, qui semblait oublier leur dévouement. Leur ville allait rester et pour longtemps encore, le siège d'une sourde fermentation morale, le centre d'obscurcs intrigues contre l'ordre de choses établi, le théâtre de rixes continuelles entre la population et les représentants de l'autorité. Le patriotisme local y conservait tout son empire et demeurerait par son caractère exclusif un péril pour l'unité de la République.

Les troubles de Bologne présentaient aussi une portée plus générale, comme manifestation violente de passions et de besoins répandus à l'état latent sur toute l'étendue du territoire. Sans provoquer les mêmes effets, les problèmes économiques et politiques auxquels ils se rattachaient s'imposaient dans toutes les grandes villes à l'attention du gouvernement. Comment prévenir les conflits qui pouvaient en résulter? La question de la liberté commerciale se trouva heureusement ajournée, sinon résolue, par la bonne récolte

1. B. L. 1802, p. 382.

de 1802, qui fit baisser le prix du pain, tout en laissant aux propriétaires de sérieux bénéfices. Quant aux agitateurs politiques, que Bonaparte répugnait à expulser et que Melzi ne voulait pas conserver, le gouvernement se contenta pour l'instant d'adopter à leur égard une demi-mesure ; il interdit par arrêté ministériel (27 décembre)¹ toutes les associations clandestines, en soumettant les autres au contrôle et à l'inspection de la police : expédient provisoire, mais insuffisant, auquel la crainte de troubles plus sérieux devait faire substituer au printemps suivant un remède plus efficace.

Les agitations qui venaient d'éprouver le pays avaient montré combien son existence était encore précaire, son avenir incertain, son unité imparfaite. Presque aussitôt après, d'autres incidents allaient jeter la même lumière sur la situation extérieure de la République.

1. B. L. 1802, p. 459.

CHAPITRE III

LA QUESTION EXTÉRIEURE

- I. Les craintes d'empiétements territoriaux : de la part du Saint-Siège, de la République ligurienne et de la France.
- II. Les mobiles d'agrandissements territoriaux. — Configuration défectueuse de la République. — L'idée unitaire : son évolution et ses progrès. — Les traditions historiques lombardes. — L'influence et les manœuvres des réfugiés politiques, surtout des Vénitiens.
- III. Les projets d'agrandissements. — Visées sur le Piémont et sur Gènes. — Démarches infructueuses de Melzi pour obtenir Parme et les bailliages tessinois. — Partisans d'une annexion à Florence, à Lucques et dans le Tyrol. — Situation et mécontentement de la Vénétie sous la domination autrichienne; projets divers pour la lui enlever. — Instabilité territoriale de la République.

Deux questions fondamentales dominaient l'existence et le développement de la République : celle de son organisation intérieure et celle de sa configuration extérieure. La Consulte de Lyon avait réglé l'une, mais l'autre, posée plutôt que résolue par le traité de Lunéville, ne devait pas cesser d'être considérée comme ouverte. Le régime d'instabilité territoriale inauguré en Europe par la politique consulaire disposait beaucoup d'Italiens à tenir pour provisoires les frontières de leur République. Les uns redoutaient de les voir reculer devant les convoitises étrangères, les autres auraient voulu au contraire les étendre au détriment des États voisins jusqu'aux limites idéales entrevues ou tra-

cées par leurs rêves. Les manifestations extérieures de ces appréhensions et de ces désirs d'agrandissement, destinées à se perpétuer pendant toute la durée de la période napoléonienne, apparaissent dès les premiers mois de 1802.

I

La République italienne était à peine proclamée que son intégrité et même son existence étaient déjà mises en doute. Pendant les dernières séances de la Consulte de Lyon, le bruit circulait à Milan que la Lombardie serait restituée à l'Autriche et formerait un gouvernement séparé pour l'archiduc Ferdinand¹. En juillet, la nouvelle d'une entrevue des souverains du Nord à Memel suffit à faire supposer qu'ils poursuivront le retour à leurs anciens souverains de tous les territoires de l'Italie du Nord². Les plus minimes incidents, une réunion ou une session plus longue de la Consulte d'État, un courrier venu de Paris suffisent à susciter les plus invraisemblables conjectures. Une fois lancées, les imaginations se donnent libre carrière : « Vous ririez, écrit Melzi à son ministre à Paris, si vous entendiez tout ce qui se dit, se répète et se croit sur les événements... tous les rois présents, passés et futurs, ainsi que leurs cousins, neveux et frères se placent alternativement sur tous les trônes d'Italie, existants ou à créer³. » Dans les instants mêmes où elle se repose de ces combinaisons fantaisistes, l'opinion ne cesse de s'inquiéter de la situation extérieure de la République : « La fermentation qui règne depuis le Tyrol jusqu'au Valais, déclare encore le Vice-Prési-

1. MARELLI, janv. 1082.

2. MANTOVANI, 18 juil. 1802.

3. Melzi à Marescalchi, 5 août 1802 (Arch. Vienne, 18).

dent à Bonaparte (28 septembre)¹, l'agitation des Liguriens, le mécontentement ouvert de la Toscane, le désespoir qui règne sur la gauche de l'Adige nous encadrent d'une manière très digne d'attention. Il me semble être environné de matières combustibles, et malheureusement la République n'est pas d'amiante. »

Cette contagion de troubles, dont s'inquiètent surtout les autorités, préoccupe encore moins le public que les convoitises territoriales attribuées, à tort ou à raison, à certains États limitrophes. Sur trois points spécialement, elles apparaissent comme assez menaçantes pour produire dans les esprits un malaise moral permanent.

Au sud-est d'abord, ces appréhensions semblent jusqu'à un certain point justifiées par les prétentions ouvertes du Saint-Siège sur les Légations. N'ayant jamais pu se résigner au sacrifice de cette partie de ses domaines, le Pape en poursuit le recouvrement, soit par des demandes directes au Premier Consul, soit par des appels détournés à l'opinion européenne, soit par de sourdes manœuvres auprès des populations intéressées. Ces intrigues produisent naturellement leur effet sur une opinion encore chancelante et mal assurée. Au moment même de l'installation du nouveau gouvernement, la *Gazette de Francfort* et après elle la *Gazette de Venise* annoncent que la Romagne sera restituée au Pape, et que la République italienne recevra en échange le duché de Parme². La nouvelle est démentie à Milan, où elle sera pourtant reproduite encore plus tard (février 1803)³, mais elle s'accréditera, malgré tous les démentis officiels, dans le département du Rubicon, où s'est perpétuée la soumission la plus aveugle

1. MELZI, *Mem.*, II, 99.

2. Melzi à Marescalchi, 27 fév. 1802 (Arch. Vienne, 17) et RAJSI, 19 mars.

3. *Nouvelles de Leyde* du 4 février 1803.

du peuple à ses prêtres et du clergé à son ancien souverain. Les émissaires de la cour de Rome en profitent pour annoncer partout le retour de sa domination ; le temps seul pourra atténuer l'effet de ces prédictions sur les habitants.

Au sud, la République a pour voisins les Génois, jaloux de voir entre ses mains le district montagneux de Massa-Carrara, dont la proximité du golfe de la Spezia leur semble une menace à leur suprématie sur la côte méditerranéenne¹. On leur attribue l'intention de revendiquer ce territoire, et de réaliser ainsi les vagues espérances d'agrandissement que leur a données le Premier Consul lors de la réorganisation de leur République (juin 1802)². Il n'en faut pas plus pour alarmer un instant l'opinion milanaise.

A la fin de l'année, le sort du Novarais éveille des inquiétudes analogues, assez sérieuses cette fois pour provoquer une démarche officielle des corps élus. Le général Chasseloup et l'administrateur Hennet, chargés, l'un de fortifier le Piémont récemment incorporé à la France (septembre), l'autre d'en réorganiser les finances, déclarent, trop ouvertement peut-être, qu'ils désireraient en voir avancer la frontière de la Sesia au Tessin, plus facile à défendre comme position militaire et à surveiller comme ligne de douane³. Le bruit s'en étant répandu dans les régions intéressées, les habitants attribuent au Premier Consul les mêmes vues qu'à ses agents ; réunis à leurs frères lombards depuis deux ans seulement, ils s'épouvantent à la pensée d'être de nouveau séparés d'eux. L'alarme est générale, arrête le mouvement des affaires et ralentit même les ventes de biens nationaux. L'Administration départementale de

1. Lettre de Cometti (envoyé italien à Gènes) à Marescalchi du 18 avril 1802 (Arch. Vienne, 186).

2. Correspondance de Gènes (4 sept.) dans les *Nouvelles de Leyde* du 24 sept. 1802.

3. Lettre de Marescalchi à Melzi du 20 janv. 1803 (Arch. Vienne, 8).

l'Agogna en adresse l'expression au Premier Consul, qui s'en déclare fort surpris et écrit à Melzi : « Assurez-la que tout ce qui a été fait à Lyon est solide, et ne peut éprouver aucune modification. » Un communiqué rédigé dans ce sens est aussitôt inséré dans la *Feuille officielle* pour calmer l'inquiétude des esprits¹.

Ce démenti consulaire arrêta la panique, mais sans en faire disparaître les causes. Tant que les divers États de l'Italie n'auraient pas atteint leur équilibre territorial, il était évident que l'opinion publique resterait exposée à de pareilles alertes. Elle n'oubliait ses craintes de démembrement que pour s'abandonner à des rêves d'annexion, et se consolait du présent par l'avenir. Jamais elle n'agita autant de projets et ne crut rencontrer de plus nombreuses occasions d'agrandissement que pendant cette période. Il s'opéra en elle un travail intérieur dont l'étude présente une importance capitale pour l'histoire de l'idée nationale.

II

Des mobiles d'ordre divers portaient les habitants de la République italienne à désirer l'agrandir : l'instinct de la sûreté extérieure, les aspirations unitaires, les traditions lombardes, l'influence des réfugiés politiques. Ces forces morales animaient des catégories de citoyens inégales en nombre et en influence, mais agissaient toutes dans le même sens.

On sait dans quelles circonstances et à la suite de quels marchandages politiques avait été constituée la

1. Lettre de Melzi à Marescalchi du 1^{er} déc. 1802 (Arch. Vienne, 19) et à Bonaparte du 15 déc. (A F IV, 1684). Réponse du Premier Consul dans MELZI, *Mem.*, II, 110 et communiqué officiel au public du 18 janvier 1803 (F. O. 1803, p. 13).

Cisalpine, dont la République italienne reproduisait, à quelques accroissements près, les principaux contours. Elle se ressentait des conditions de son origine, et ne présentait ni la régularité de configuration, ni les proportions d'étendue, ni l'équilibre géographique, ni la sûreté de frontières nécessaires à l'existence d'un petit État et d'un État indépendant. — Au lieu d'un assemblage de provinces ramassées autour d'un centre de gravité commun, elle formait une longue bande de terrain, étendue du sommet des Alpes à la côte de l'Adriatique, renflée à ses deux extrémités pour former deux pôles d'attraction opposés, très resserrée en son milieu, revêtant sur la carte l'aspect d'un 8 couché ou l'apparence d'un corps de guêpe¹. Placée à une étape de la frontière du nord, Milan occupait une situation tellement excentrique qu'il avait été question au début de lui préférer comme capitale la petite ville forte de Pizzighettone².

Appelée par la force des choses à devenir un État-tampon entre les deux puissances voisines, la République était loin de posséder la consistance territoriale suffisante pour jouer ce rôle³. L'inégalité de ses dimensions accusait d'ailleurs les imperfections de sa forme extérieure. Dans sa plus grande longueur, du lac Majeur à Pesaro, elle mesurait près de 500 kilomètres; sa largeur moyenne variait entre 75 et 150, ne dépassait pas 200 en Lombardie, et tombait à 30 au centre, entre Legnano et Guastalla. — Enfin les irrégularités de ses confins lui interdisaient de les défendre efficacement, non seulement contre l'invasion, mais même contre la contrebande et la criminalité. Au nord, les bailliages tessinois ouvraient une brèche dans sa fron-

1. Voir la carte à la fin du premier volume.

2. Voir plus haut t. I, p. 160.

3. Lors de sa création, Bonaparte prétendait pourtant lui avoir donné « les frontières les plus militaires de l'Europe ». (Lettre au Directoire du 18 oct. 1797, *Corr.*, III, N° 2307.)

tière jusqu'aux portes de Côme. Au centre une enclave parmesane, le petit district de Guastalla, servait de refuge aux délinquants et de magasin aux fraudeurs. Au sud, les anciens duchés de Massa-Carrara, presque séparés du Modénais, situés en pleine montagne, dans un enchevêtrement de possessions toscanes, lucquoises et gènoises, présentaient une irrégularité de contours qui semblait un défi à la géographie. Tous ces accidents de délimitation entraînaient pour la République, des dépenses de douane ou de police tout à fait disproportionnées à sa faible étendue. Au sud-est enfin, elle disposait sur l'Adriatique d'un littoral assez étendu pour lui inspirer des ambitions maritimes, mais trop ingrat pour lui permettre de les réaliser. — Son principal vice de conformation résidait dans cette sorte d'isthme ou d'étranglement que formaient, entre la Lombardie et les Légations, les saillants correspondants des territoires vénitien et parmesan. C'est par cet étroit défilé que communiquaient seuls les deux groupes de provinces italiennes placés au nord et au sud du Pô. Comme il pouvait être facilement obstrué, en raison de sa faible largeur, ou par l'Autriche, maîtresse de Venise, ou par la France, qui occupait militairement Parme, la République risquait d'être coupée en deux en cas de lutte avec l'une ou l'autre de ses voisines. Ainsi constituée, elle était condamnée à ne subsister que sous la protection militaire d'une puissance étrangère. L'élargissement de ses frontières représentait donc une question de sûreté plus encore qu'une satisfaction d'ambition, et la nécessité de s'agrandir était pour elle une conséquence du besoin de vivre.

A toutes les époques de sa courte histoire, le sentiment de cette nécessité s'était imposé à la clairvoyance de ses hommes d'État. Le premier soin du gouvernement cisalpin avait été, dès 1797, de rédiger un mémoire sur « les graves inconvénients qui résultent

pour la Cisalpine de la configuration défectueuse de son territoire ¹ ». — À peine arrivé au pouvoir, Melzi, pourtant si prudent, ne peut se soustraire à ces préoccupations. Bien qu'il se défende de toute indulgence pour la « manie démocratique de viser à l'unité républicaine de toute l'Italie ² »; bien qu'il taxe de folie l'idée de chercher un agrandissement avant d'avoir achevé le travail d'organisation intérieure, il reconnaît que la sécurité de la République exigerait impérieusement certaines annexions ³. De son côté, Marescalchi, non moins timoré pourtant, lui conseille d'occuper les loisirs de la Consulte d'État, à rédiger un travail sur « la triste géographie de l'État italien ⁴ ». Dans le monde officiel règne donc cette conviction que l'indépendance de la République est incompatible avec le *statu quo*, et qu'elle ne peut durer sans s'étendre. Cette première cause de revendications extérieures, qui ressort de la force même des choses, présente d'ailleurs peu de dangers pour les rapports internationaux, parce qu'elle tend à un simple arrondissement de territoire plutôt qu'à une politique de conquête.

L'idée unitaire ⁵ apparaît comme plus inquiétante, car si elle ne compte encore qu'un petit nombre

1. *Esposizione d'alcuni gravi svantaggi provenienti alla Repubblica Cisalpina dalla viziosa configurazione del suo territorio* (Arch. Vienne, 9). C'est de ce mémoire assez volumineux, mais non daté et non signé, que sont extraites la plupart des considérations qui précèdent.

2. « Si à ma place il y eût un homme qui eût la tête montée dans un autre sens, qui eût la manie démocratique et la folie de viser à l'unité républicaine de toute l'Italie, les choses iraient très différemment. » (Déclarations de Melzi à Moll (15 juillet 1803) rapportées dans une dépêche de Moll du 30 juillet. Arch. Vienne, *Corr. Milan* 1803.)

3. « ... En attendant cette occasion (la mort du roi d'Étrurie), j'ose vous rappeler la monstrueuse topographie de nos Alpes. » (Melzi à Marescalchi, 13 mai 1802. *Mem.*, II, 28.)

4. Marescalchi à Melzi, 6 juin 1802 (Arch. Vienne, 30).

5. Cf. spécialement sur cette question, D'ANCONA, *Varietà storiche e letterarie*, t. II, *Unità e federazione*, p. 316.

d'adeptes, elle fait de rapides progrès, et ne peut être réalisée que par la guerre. Pour en mesurer la force et la portée, il n'est pas utile d'en rappeler l'évolution. — Latente peut-être dans certains esprits à la fin de l'ancien régime, elle ne sort des profondeurs de la conscience nationale qu'à l'invasion française, lorsque les proclamations de Bonaparte introduisent pour la première fois dans la langue politique les expressions, jusqu'alors géographiques ou littéraires, d'« Italie » et de « nation italienne ». — Elle se dégage et se précise, lorsque l'Administration générale de la Lombardie ouvre dès octobre 1796 un concours sur « le meilleur gouvernement libre qui convienne à l'Italie ». Si les divers concurrents se partagent en unitaires et en fédéralistes, tous s'accordent à vouloir étendre la révolution aux divers États de la Péninsule, pour les réunir ensuite en une même communauté politique. Lancées dans le public, ces idées se traduisent bientôt par des manifestations significatives. A la première fête que la municipalité de Venise démocratisée célèbre en l'honneur de Bonaparte (mai 1797), la foule applaudit une inscription qui porte ces mots : « Unité et indivisibilité de la République italienne¹. » A la même date, le gouvernement provisoire de Milan envoie à Paris un mémoire pour demander l'annexion à la Cisalpine naissante de la Ligurie, du Lucquois et de la Marche d'Ancone². L'imagination des poètes, dégagée des servitudes de la réalité, s'élance bien au delà des limites revendiquées par les politiques. Tandis que Monti, dans

1. DARU, *Histoire de Venise*, VIII, 318. Dans une lettre (imp.) à Bonaparte (AUVRAY, *La Collection Custodi*, p. 77) un homme politique connu, Reina, adjure le vainqueur au moment où il va organiser les pays conquis, de repousser le système fédératif, qui conduirait à la division, et d'adopter l'unité et l'indivisibilité comme en France.

2. Coup d'œil rapide aux frontières que la République cisalpine devrait avoir sous tous les rapports, physique, politique et de justice (fin floréal, an V). Aff. Étr., *Corr. Milan*, 55.

une lettre au général Franceschi¹, exprime l'espoir de voir Bonaparte étendre « jusqu'aux Alpes Noriques la dot de sa fille, la belle Cisalpine, » le doux Pindemonte force les cordes de sa lyre pour tracer, dans une éloquente paraphrase des vers de Pétrarque sur le *bel paese*² un programme complet d'affranchissement national : « Tu régneras, disait-il à la Cisalpine, sur l'intégrité du beau pays que circonscrivent la mer et les Alpes, qu'arrose le Pô et que divise l'Apennin ; et tu changeras, j'en ai le ferme espoir, ton nom de Cisalpine en celui d'Italique³. »

La déception de Campo-Formio afflige, sans les décourager, les partisans de l'unité : ils prévoient pour l'avenir ce qu'ils n'ont pu réaliser dans le présent. L'un d'eux, Fontana, termine un discours au Corps législatif par ces éloquents paroles : « Je lis clairement dans le livre secret du destin que, dans le court espace de quelques années, notre République, transformée de Cisalpine en Italienne, portera ses confins et étendra sa domination sur tout le territoire de la glorieuse Péninsule qui fut autrefois l'arbitre et la maîtresse du monde ; par la gravité de ses lois, la sagesse de ses conseils et la majesté de son empire, elle sera pour les peuples un sujet d'émerveillement⁴. » — Les actes du gouvernement répondent aux paroles de ses représentants. Lorsque Serbelloni est envoyé comme ambassadeur en France, ses instructions officielles (16 novembre 1797) contiennent cette phrase : « Un des principaux objets qui doit attirer son attention est l'union de tous les peuples d'Italie

1. Du 29 septembre 1797 (MONTI, *Lettere*, I, 262).

2. bel paese

Che Apennin parte, e il mar circonda e l'Alpe.

3. Voir à ce propos une intéressante étude de M. FRANCESCO LO PARCO sur « Les limites de la patrie italienne dans les chants de ses poètes » (*Nuova Antologia* du 16 avril 1912).

4. Cité par CUSANI, V, 194.

en une République¹. » De concert avec Visconti, qui l'a précédé à Paris, il travaille dès son arrivée à la réalisation de ce programme. Il s' imagine obtenir de Bonaparte la promesse de Parme et de la Ligurie, de Talleyrand celle de toute l'Italie centrale², voit ses illusions anéanties en partie par la création de la République romaine, et s'aperçoit un peu tardivement que l'on n'a encouragé ses espérances que pour entretenir sa docilité, et pour obtenir son concours à l'approbation du fameux traité d'alliance³.

Ces mécomptes du début n'arrêtent pas le cours des espérances officielles ou populaires. Le premier agent diplomatique français qui arrive à Milan comme chargé d'affaires, le citoyen David, remarque de suite (2 avril 1798) que « le gouvernement dissimule peu ce désir (de s'agrandir); mais les simples particuliers l'expriment dans toute sa vivacité;... ils disent publiquement, ils répètent sans cesse que l'Italie ne sera puissante et heureuse qu'autant qu'elle formera une seule République; c'est sur cette ambition naissante qu'il faut veiller sans cesse⁴ ». Dès sa première entrevue avec David, le ministre des Affaires étrangères, Testi, insiste sur la fâcheuse configuration de son pays, réclame plus ou moins ouvertement Naples et la Toscane comme des annexes naturelles de l'Émilie, le Piémont et la Vénétie comme appartenant à des voisins trop dangereux, la République romaine comme une création artificielle, Naples comme un État caduc, destiné à s'absorber dans un organisme plus vivace. — Bien que ces suggestions n'aient pas de succès, le Directoire cisalpin

1. Instructions à Serbelloni du 26 brumaire an VI-16 nov. 1797 (Arch. Vienne, 1).

2. Lettre de Visconti à Melzi (alors à Rastadt) des 16 fév. et 7 mars 1798 (Arch. Vienne, 2).

3. Voir t. I, p. 170.

4. David au Directoire, 13 germinal, an VI-2 mars 1798 (Aff. Étr., Corr. Lomb. 56).

les renouvelle, sous une forme plus restreinte, à la veille de sa chute et demande au Directoire français, par l'entremise de l'ambassadeur Rivaud, les « frontières naturelles » de la République ou au moins l'acquisition des États sardes¹. On sait comment quelques âmes ardentes, irritées des ajournements imposés à leur impatience, songèrent un instant à réaliser contre la France la conception unitaire².

Il semblait que cette idée dût s'effacer ou au moins s'obscurcir pendant la réaction austro-russe. Elle s'épure au contraire, triomphe dans les esprits au moment où elle succombe dans les faits et inspire l'éclosion de nouveaux plans d'avenir. A la veille de fuir devant l'invasion autrichienne, les Directeurs cisalpins reçoivent de Martinengo (1754-1810), leur ministre à Naples, un rapport qui contient, avec le compte rendu de sa mission, les prévisions de son patriotisme sur l'état futur de l'Italie³. Après avoir condamné la politique qui y a jusqu'alors prévalu, il annonce qu'à la paix générale, les États démocratiques dont elle se compose se confondront nécessairement en une République unique qui englobera la Vénétie et atteindra ainsi ses limites naturelles; malgré son attitude passée, la France secondera ce dessein au lieu de le combattre, car son intérêt bien entendu lui conseille, d'abord de s'assurer une alliée puissante dans la Méditerranée, puis d'accepter ce qu'elle ne peut empêcher, et de ne pas contrarier le vœu de tout un peuple : « Les Italiens en effet se rendent compte que le salut de leur pays natal réside dans cette union après laquelle chacun d'eux soupire. »

1. Rivaud au Directoire, 28 nivôse an VII-18 janv. 1799. AF III, 72.

2. Voir T. I. p. 183.

3. *Rapporto istorico-politico* présenté au Directoire cisalpin le 20 germinal an VII-9 avr. 1798. CANTU, (*Diplomatici*, pp. 13-19) a publié, probablement d'après une copie, des extraits de ce rapport dont l'original se trouve Arch. Vienne, 206. Le 2 fév. 1803, l'auteur, retiré à Brescia, envoyait un nouvel exemplaire de son travail à Marescalchi.

Au cas où l'unité de la Péninsule entière apparaîtrait comme une chimère, il suffirait pour commencer de la partager en trois grandes républiques : septentrionale, centrale et méridionale. — Plus tard enfin, en août 1799, alors que la Lombardie et le Piémont sont déjà perdus, les patriotes réfugiés à Gênes saluent l'arrivée de Joubert comme le présage d'un retour de la fortune, et se flattent de voir bientôt l'Italie unie réorganisée par une Convention nationale qui se tiendra à Bologne et à Florence¹. On a vu précédemment quel projet analogue les malheurs de leur patrie inspirèrent aux révolutionnaires italiens réfugiés en Savoie (juillet 1799²).

Le retour de Bonaparte devait forcément raviver les espérances unitaires. *L'Amico della Libertà*, premier journal républicain paru à Milan après Marengo, contient dans un de ses numéros de début la petite note suivante : « On annonce la prochaine publication d'un livre sur la nécessité d'établir en Italie une seule République. Peut-être les principes qui y sont développés sont-ils moins chimériques qu'ils ne pourraient le paraître à certains³. » Bien que cette annonce n'ait pas eu de suite dans les numéros postérieurs du journal, on peut peut-être y voir une allusion à une brochure publiée à Milan en juillet 1800 sous le titre de *Coup d'œil sur l'Italie*⁴ et où le programme unitaire se trouvait formulé avec une largeur et une clarté inconnues jusqu'alors. Elle était l'œuvre d'un publiciste napolitain, Francesco Lomonaco, exilé de Naples à la suite des événements de 1799, réfugié en France, et revenu ensuite dans la

1. CANTU, *Diplomatici*, p. 25.

2. Voir encore sur ce point l'article de FRANCHETTI, *Della Unità italiana nel 1799* dans la *Nuova antologia* du 1^{er} avril 1890 et BENEDETTO. GROCE, *L'idea dell' Unità italiana* (1799-1801).

3. *Amico della Libertà* du 29 juillet 1800. Cf. rapport de Rulhière au Premier Consul (daté de Turin, le 11 messidor an VIII-30 juin 1800). AF IV, 1684.

4. Le *Colpo d'occhio sull' Italia* était imprimé à la suite d'un *Rapporto al cittadino Carnot* sur la révolution de Naples de 1799.

seule terre libre d'Italie. Séparé de sa petite patrie, il se trouvait en situation de considérer de plus haut les intérêts de la grande, et s'élevait sans effort du particularisme napolitain au patriotisme national. « L'Italie, disait-il en commençant... semble destinée par la nature à former une seule puissance. Ses habitants... sont faits pour devenir les membres d'une même famille. » Et après avoir rappelé les misères de son pays, il s'écriait : « Quel remède à des plaies si profondes ? Comment imprimer sur les physionomies italiennes, avilies aujourd'hui, le sceau de l'antique grandeur ? Un des principaux moyens, selon moi, est l'*union*... Pour établir en Europe un équilibre politique et pour tarir les sources de la guerre, il faut que l'Italie soit fondue en un seul gouvernement, réunissant toutes ses forces en un seul faisceau. » Dans sa conclusion, l'auteur dédiait son travail au *peuple futur d'Italie*, « auquel il était réservé d'accomplir le grand œuvre ». — Quelques mois après, un autre exilé napolitain, V. Cuoco, faisait paraître à Milan, sous le voile de l'anonyme, un *Essai historique* (en trois volumes) *sur la Révolution de Naples*, dans lequel il s'efforçait de démontrer que ce dernier événement n'était qu'un épisode de la lutte pour l'affranchissement et l'unification de toute l'Italie, but commun de tous les patriotes¹.

Si ces préoccupations d'avenir s'effacent bientôt dans la Cisalpine devant les nécessités du moment, elles se propagent à Paris, où circule avec persistance la nouvelle, patronnée par Sieyès, de la création d'une grande République de l'Italie supérieure²; elles inspirent à

1. Sur les ouvrages de Lomonaco et de Cuoco, cf. *Francesco Lomonaco e il sentimento nazionale nella era napoleonica* par GIULIO NATALI (dans la *Nuova Antologia* du 1^{er} novembre 1912). Cf. sur Cuoco spécialement la monographie de RUGGERI (1903) et les pages que lui consacre M. PAUL HAZARD, dans *La Révolution française et les lettres italiennes*, pp. 219-259.

2. AULARD, *Paris sous le Consulat*, II, 54 (Rapport du préfet de police du 11 décembre 1800).

Bologne la reconstitution d'une association secrète qui reprend le programme de l'ancienne « Société des Rayons¹ » : unité italique sans les Français, et s'il le faut, contre eux. Enfin la Consulte de Lyon vient de donner à la question une actualité nouvelle, en baptisant la Cisalpine d'un nom qui est à lui seul une promesse².

Depuis cette date, le nouveau régime s'est interdit d'encourager officiellement les convoitises territoriales hautement avouées par le parti avancé. Les doctrines unitaires ne s'en répandent pas moins dans le public, soit sous leur forme absolue, qui est la réunion territoriale de toute la Péninsule, soit sous leur forme restreinte, qui se réduit à l'annexion du bassin du Pô, soit enfin sous la forme indirecte d'une primauté morale, prélude d'une absorption future, exercée par la République sur les autres États. La première solution est surtout celle des théoriciens, la seconde celle des politiques et la dernière, qui semble devancer l'époque du *Risorgimento*, fait l'objet d'un mémoire³ adressé à Melzi (21 avril 1802) par un certain Compagnoni (1754-1833), ancien prêtre originaire de la Romagne, publiciste et littérateur expérimenté, membre du Corps législatif, appar-

1. Melzi à Marescalchi, 26 juil. 1802 (Arch. Vienne, 17). Melzi signale comme chefs de ce mouvement Visconti, Smancini et Sommariva, qui avaient endoctriné les corps d'élite et la garde nationale.

2. « Dans notre érection en République italienne, beaucoup de gens voient déjà la ruine prochaine de tous les autres États d'Italie; ils voient là un commencement d'exécution du système de tout absorber. C'est là ce qui a fait le plus d'impression sur les diplomates. » Marescalchi à Melzi, 9 fév. 1802 (Arch. Milan, 36). Lors de la réunion du Corps législatif, le message que lui adressa Bonaparte (28 juil. 1802, texte dans *Corr.*, VI, N° 6213) contenait également une phrase qui réveilla et parut confirmer toutes les espérances conçues : « Que le Corps législatif n'oublie pas que la République italienne doit être la première puissance de l'Italie ! »

3. *Considerazioni sulle relazioni politico-diplomatiche della Repubblica italiana*, manuscrit adressé le 21 avril 1802 au Vice-Président et conservé par lui dans ses papiers. (Arch. Vienne, 2). Ce mémoire comprenait cinq chapitres dont le troisième (*Del primato della Repubblica italiana*) et le quatrième (*Dai mezzi da impiegarsi per ottenere il Primato*) portaient des titres suffisamment significatifs.

tenant au parti révolutionnaire modéré et qui reflète l'opinion des amis du gouvernement. Après avoir avoué (chap. II) que dans un avenir plus ou moins lointain la République devait viser à « s'étendre sur toute la superficie de l'Italie », l'auteur revendique pour elle le droit immédiat de *Primato*, c'est-à-dire de « donner un centre et une direction, pour l'indépendance et la liberté communes, à tous les États que contient la Péninsule. Cette indépendance et cette liberté, jamais les Italiens n'en ont mieux senti le prix que pendant les dernières années, puisque leur désunion a amené chez eux tant de bouleversements ». Pour réaliser cette primauté, il faudra, si Bonaparte garde le pouvoir, se couvrir de son nom pour intervenir dans les affaires intérieures des États voisins; et s'il meurt, former et diriger aussitôt une confédération dont le dessein avoué sera la défense contre l'Autriche, et le but secret l'annexion de la Vénétie et de Naples. Pour l'instant, on devra se borner à rendre moins pesante la tutelle française par une attitude très déferente envers Bonaparte, mais très ferme vis-à-vis de ses subordonnés. — Il y avait, comme on le voit, dans ce mémoire une part de prophétie, puisque, si l'on y remplace le nom de République italienne par celui de monarchie sarde et celui du Premier Consul par celui de Napoléon III, on y trouve assez exactement tracé le programme d'action suivi par Cavour cinquante années plus tard.

Sous ses divers aspects, l'idée de l'unité ne s'est encore traduite que par des manifestations sans effet, mais dont la continuité montre ses progrès constants; grandissant au milieu des obstacles, renforcée même par les désillusions, elle obsède ceux mêmes qu'elle n'a pas encore conquis; elle apparaît dans l'âme nationale comme une force inconsciente qui se cherche elle-même et semble attendre une impulsion : « La formation d'une seule République en Italie,

écrit en 1802 un officier polonais, est l'idée favorite de tous les Italiens. Ils ont beau s'en cacher, ce vœu de leur cœur perce partout¹. »

Entre les partisans d'une rectification de frontière et les théoriciens de l'unité se place enfin un troisième groupe, qu'un autre mobile pousse à la même politique d'agrandissement; il est formé par les Lombards, très influents dans les conseils du gouvernement, et qui obéissent à l'impulsion de leur patriotisme provincial. Leur but est de donner à la République l'étendue qu'avait l'ancien duché de Milan pendant sa période de grandeur, c'est-à-dire d'enlever au Piémont Alexandrie et Tortone, à la Suisse les bailliages tessinois, à Gênes Novi, Finale et le golfe de la Spezia, à la Toscane Pontremoli, à Parme quelques territoires de la rive gauche du Pô : c'est donc là un programme surtout historique, formulé sous la première Cisalpine et un peu oublié sous la seconde².

Ces divers projets seraient destinés à rester, pour longtemps peut-être, dans la région des théories, s'il ne se trouvait des hommes d'action prêts à les faire passer dans le domaine des faits. Ce sont les proscrits politiques réfugiés dans la République et qui, chassés de leur pays d'origine par leurs opinions, ne peuvent espérer y rentrer qu'à la faveur d'une guerre et d'une annexion. Ils y conservent naturellement des intelligences parmi les démocrates qui ont réussi à s'y maintenir. Les uns et les autres, après avoir vainement

1. Zayontchek au général Charpentier, le 24 déc. 1802 (Arch. Guerre Corr., Armée d'Italie).

2. Ce plan fait l'objet d'un long mémoire anonyme (non daté mais rédigé pendant la seconde Cisalpine) qui se trouve Arch. Vienne, 9. Le 19 sept. 1800, Venturi alors ministre cisalpin à Turin, préconisait dans une lettre à Marescalchi (19 sept. 1800) l'annexion de tout l'ancien Milanais comptant 600.000 habitants (Arch. Vienne, 11).

placé leurs espérances en Bonaparte, les reportent sur le Vice-Président, que sa nationalité leur paraît rendre plus accessible à leurs idées. Pendant les premiers mois de sa magistrature, Melzi se voit en butte aux sollicitations d'un grand nombre d'émissaires secrets, venus de toutes les parties de l'Italie pour s'offrir à provoquer une insurrection dans leur pays et lui demander de la soutenir par les armes¹. Il les éconduit, mais sans les décourager, et redoute toujours de leur part des mouvements populaires qui seraient le signal de graves préoccupations internationales.

On vient de voir quels étaient les principaux mobiles de la politique d'extension territoriale. Il reste à passer en revue les tentations, les projets ou même les velléités qu'ils inspirèrent sur toutes les frontières de la République.

III

De tous les pays voisins, le Piémont, occupé par l'armée française, était celui qui avait attiré d'abord les convoitises des annexionnistes italiens. Bonaparte venait de leur donner un encouragement par l'offre spontanée du Novarais. Ils en trouvaient un autre dans ce fait que le particularisme piémontais, principal obstacle à l'union, s'incarnait dans la royauté, et semblait devoir s'affaiblir et disparaître avec elle. Dès que celle-ci parut condamnée, on s'était préoccupé à Milan de recueillir sa succession. Dans une brochure envoyée au Directoire en janvier 1799, un auteur anonyme préconisait le partage du Piémont et de la Ligurie entre la France et le Milanaïs, suivant une ligne tirée de Chi-

1. Dépêche de Moll du 30 juillet 1803 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1803).

vasso à Coni¹. A la même date paraissait une brochure non signée, mais attribuée à Cicognara, ministre de la Cisalpine à Turin, qui revendiquait pour son gouvernement la possession des États sardes tout entiers². — L'initiative plus ou moins spontanée des Piémontais fit prévaloir la solution contraire ; du moins Bossi, chef de la députation chargée d'aller à Paris demander en leur nom la réunion à la France, avait-il déclaré que dans le fond de leur cœur ils eussent préféré leur agrégation à un État national, mais qu'ils voulaient se faire un titre de leur empressement à solliciter ce qu'ils ne pouvaient empêcher³.

Au retour des Français, la même question se posa presque dans les mêmes termes, et le même état d'esprit, renforcé par les épreuves de l'invasion, inspira une démarche de la Consulte provisoire piémontaise auprès de Masséna, pour lui demander l'incorporation à la Cisalpine reconstituée⁴. En même temps un nouveau parti, qui s'intitulait lui-même « Italique », se formait sur ce programme. Ses membres repoussaient la domination française comme étrangère à leur langue et à leurs mœurs, et trouvaient leur pays trop faible pour former une République indépendante ; mais, par une arrière-pensée qui montre la persistance de leurs sentiments particularistes, ils n'acceptaient de se fondre avec leurs voisins de l'ouest qu'avec l'espoir de les dominer par leur supériorité politique et leur esprit militaire ; et quelques-uns même à la condition de transférer la capitale commune à Turin. Leur activité ne se

1. *Che ferons-nous du Piémont ?* Mémoire sans date ni signature déposé Arch. Vienne, 9. La Cisalpine s'étendrait plus tard jusqu'à l'Isonzo et l'Italie tout entière ne comprendrait plus que trois républiques « cisalpine, romaine, et cistibérine ».

2. *Opuscolo agli amici della libertà italiana* (signalé au Directoire par une lettre de Rivaud du 18 janv. 1799. AFm, 72).

3. CANTU, *Diplomatici*, p. 171 (Lettres de l'envoyé cisalpin à Turin, Luigi Bossi, du 6 fév. 1799).

4. *Amico della libertà italiana*, N° du 18 juil. 1800.

manifesta que par la publication d'opuscules de circonstance et l'envoi d'émissaires officieux à Milan. Le décret consulaire du 21 avril 1801, qui faisait du Piémont une division militaire française, vint porter le premier coup à leurs espérances, comme le prélude évident d'une annexion¹.

Peu après Melzi arrivait au pouvoir. Ses entretiens de Lyon avec Bonaparte l'avaient convaincu que celui-ci était résolu à garder les États sardes comme contre-poids à la domination autrichienne en Vénétie². Il se berça au moins de l'espoir de reculer la frontière de la République italienne jusqu'à la Sesia, pensant que la France se contenterait de la capitale et des passages des Alpes. Le bruit courut même à Milan (avril 1802) que l'annexion du pays de Verceil allait s'effectuer avec autant de facilité qu'autrefois celle du Novarais : on en donnait comme preuve ce fait que les commissaires français, chargés d'opérer la division du Piémont en préfectures, avaient arrêté provisoirement leurs opérations à la Dora Baltea³. En réalité Marescalchi avait hasardé une demande dans ce sens auprès de Bonaparte, mais obtenu seulement une réponse évasive, la décision définitive étant ajournée à la réorganisation générale de la Péninsule⁴. — Cinq mois plus tard, la volonté consulaire trouvait son expression officielle dans le sénatus-consulte (11 septembre) par lequel les pro-

1. Sur la formation d'un parti italien en Piémont, cf. Rapport de Rulhière au Premier Consul du 26 messidor an VII-15 juillet 1800 (AFIV, 1684); lettres de Venturi à Pancaldi et à Galvani (CANTU, *Diplomatici*, pp. 178 et 184); lettre de Venturi à Marescalchi du 10 brumaire an IX-1^{er} nov. 1800, (Arch. Vienne, 11); enfin SCLOPIS, *Mémoire sur la domination française en Italie* inséré dans les « Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales » t. LVI, p. 334.

2. Dépêche de Moll du 31 oct. 1802. Cf. *Corr.* VII N° 6287 (lettre de Bonaparte à Saint-Marsan). « Le Piémont est nécessaire à la France, la maison d'Autriche possédant l'État de Venise. »

3. MURAT, *Lettres* II, N° 952 et 958. Dépêches de Taglioretti et d'Oroczo (20 avril); MARELLI, 22 avril 1802.

4. Marescalchi à Melzi, 17 mai 1802 (Arch. Vienne, 30).

vinces piémontaises devenaient définitivement partie intégrante du territoire français.

Ce décret ne pouvait manquer de produire à Turin une vive impression sur les partisans d'une réunion à la République italienne. Les plus timides se tinrent à l'écart des réjouissances officielles; les plus ardents, membres pour la plupart d'une loge maçonnique dite des *Illuminés* et dirigée par le médecin Botta, voulaient, les uns protester par une pétition à Paris ou par une campagne de pamphlets, les autres invoquer l'appui de Melzi et de son représentant à Turin Bossi¹. Le Vice-Président resta sourd à leurs appels². Mais, tout en gardant une parfaite correction d'attitude, il exprima dans sa correspondance toute l'amertume de sa désillusion : « Plus que de ne rien avoir obtenu, écrivait-il, je m'afflige de nous voir chaque jour plus resserrés dans cette tenaille politique, dont une branche est française et l'autre autrichienne; je m'afflige de voir sur nos flancs un pays où règne un mécontentement si profond, et qui me semble des plus alarmants³. » Bien que dictée par un pessimisme peut-être exagéré, ces appréciations contenaient une part de vérité. L'irritation devait se prolonger longtemps en Piémont, y exciter pendant tout le Consulat les inquiétudes de la police, et finir même par attirer l'attention de Napoléon. Lorsque trois ans plus tard (1805) celui-ci, en route pour Milan, reçut à Turin les députés des collèges électoraux, il leur déclara connaître parmi eux l'existence d'un parti italien, dont il s'efforça de démontrer l'erreur par la différence des caractères lombard et piémontais.

A défaut du Piémont, le territoire génois, riche en

1. CANTU, *Diplomatici*, pp. 195 et 196; AULARD, *Paris sous le Consulat*, III, 286, 388 et 426.

2. MELZI, *Mem.*, II, 98-99.

3. Melzi à Marescalchi, 28 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18). Cf. MURAT, *Lettres*, II, N° 958.

côtes et en ports, eût admirablement complété la République italienne, en faisant d'elle une puissance maritime et méditerranéenne. L'idée d'une réunion avait trouvé, dès 1799, des partisans, non seulement à Milan même, mais dans la République ligurienne, soit parmi les habitants de la rivière du Levant, sourdement hostiles à la domination de la métropole, soit dans la capitale même, parmi les membres de la faction des Boccardi, qui formait l'un des groupes les plus importants du parti dit patriote¹. Par contre, le parti au pouvoir, celui des oligarques ou des Serra, voulait, non seulement conserver l'État génois, mais encore l'agrandir aux dépens de ses voisins du nord. — En 1802, bien que Bonaparte semble avoir décidé du sort de la Ligurie, ses proches laissent échapper des confidences qui ressemblent à des avances au gouvernement italien. C'est d'abord à Paris (mars 1802) Murat proposant à Marescalchi de s'entremettre auprès de son beau-frère pour porter jusqu'à la mer la frontière méridionale de la République ; le ministre se dérobe par crainte d'encourir le reproche d'« unitarisme », redouté par-dessus tout². C'est ensuite à Milan (juillet) Saliceti, en route pour aller réformer la constitution de Gènes, déclarant presque ouvertement considérer le pays où il se rend comme une annexe de celui qu'il traverse³. Consulté à ce sujet, Melzi, attentif à ne pas se compromettre, répond que du Premier Consul il acceptera tout, mais qu'il ne veut rien demander ;

1. CANTU, *Diplomatici*, p. 22 ; rapport de Rulhière au premier Consul déjà cité ; lettre de Tassoni, alors ministre à Gènes, à Venturi du 7 nov. 1800 (CANTU, *Diplomatici*, p. 230) et à Marescalchi du 20 nov. (Arch. Vienne, 10).

2. Marescalchi à Melzi, 26 mars 1802 (Arch. Vienne, 30).

3. Il aurait dit à Boccardi, ministre ligurien à Vienne, qui se rendait à son poste : « Prenez garde, je prévois qu'à Vienne vous irez vous coucher un soir comme ministre de la République Ligurienne, et vous vous lèverez un matin en qualité de ministre de la République italienne. » (Dépêche de Moll du 20 juil. 1802).

avec ses intimes, il se montre moins réservé, et ne cache passa satisfaction. — Presque aussitôt après (août), un léger mouvement d'opinion se dessine dans ce sens, quand le gouvernement fait annoncer à grand fracas la reconnaissance du pavillon italien par les Etats barbaresques. Comme l'avantage serait mince pour un pays continental, on en conclut que la République va devenir une puissance maritime par la réunion de la Ligurie ou au moins du golfe de la Spezia¹. Ce bruit se propage jusqu'à Gênes où il prend assez de consistance pour provoquer les rigueurs de la police². Démenti peu après, il renaîtra encore l'année suivante (juin 1803), comme s'il répondait à une préoccupation constante de l'opinion.

Si la question de Gênes ne mettait en mouvement que les imaginations, celle de Parme devait provoquer quelques démarches officielles. L'importance capitale qu'elle présentait pour l'homogénéité de la République s'était imposée dès le début à l'instinct populaire comme à la prévoyance gouvernementale. Tandis que le Directoire cisalpin, à peine constitué, revendiquait certaines parties du Parmesan et encourageait par-dessous main les républicains du pays, un « orateur improvisé, génie séditieux dont l'éloquence brutale charmait la multitude, criait un jour sur la place publique de Milan : « C'est une oie que nous mangerons lorsqu'elle sera assez grasse³. » Plus tard, les espérances d'agrandissement données par Bonaparte aux députés de Lyon parurent s'appliquer avant tout au pays dont la séparation représentait à leurs yeux une anomalie géographique. Presque aussitôt après (février 1802), la *Ga-*

1. Dépêches de Cattaneo des 25 août et 22 sept. 1802 (Arch. Gênes Corr., Milan, 27) et de Moll des 19 et 25 sept.

2. Lettre de Cometti à Marescalchi, 24 sept. 1802 (Arch. Vienne, 186).

3. *Mémoire sur l'Italie* par E. LEFEBVRE (Aff. Étr., *Mém. Doc.*, Italie, 9).

zette de Florence, et après elle les journaux milanais, reproduisirent le texte apocryphe d'un décret consulaire qui reportait de l'Enza à la Trebbia la frontière italienne¹. Melzi sembla même disposé (avril) à entamer à cet effet des négociations sur la base d'un achat, en offrant en paiement des créances sur la cour de Vienne.

En réalité, la question ne devait se poser qu'en octobre, lorsqu'une mort subite (9) enleva le souverain de Parme. Bien que Bonaparte se fût assuré sa succession par le traité d'Aranjuez, il la considérait surtout comme un élément de combinaisons internationales éventuelles. Il songeait, soit à l'accorder au roi d'Étrurie en échange des Florides, soit à la réserver au roi de Sardaigne, pour lequel la Russie demandait toujours un dédommagement², mais il n'oubliait pas les espérances données à la République italienne : « Je sens bien, écrivait-il au Vice-Président, que ce pays l'arrondirait beaucoup », mais « je ne prévois pas encore le parti définitif qui sera pris³. » — En même temps Marescalchi, trop timide pour prendre une initiative, mais assez clairvoyant pour la conseiller aux autres, encourageait Melzi à agir, en lui indiquant même la marche à suivre (28 octobre). Faire écrire par la Consulte une lettre officielle « bien rédigée » contenant une « peinture naïve, mais délicate » de la situation actuelle ; prodiguer les flatteries au Premier Consul, lui répéter sur tous les tons qu'il est le fondateur et le soutien de la République, qu'elle s'en remet entièrement à sa générosité : tel est le moyen le plus efficace d'obtenir de lui, en dépit de l'Espagne et de l'Étrurie, soit la totalité du Parmesan, soit au moins « quelque bon

1. Marescalchi à Melzi, 9 fév. 1802 (Arch. Milan, 30) et *Nouvelles de Leyde* du 26 février 1802.

2. *Corr.* VII, N° 6455 et 6487 ; TRATCHEVSKI, LXX, 518, 555 et 608.

3. MELZI, *Mem.*, II, 105.

morceau » ou une compensation sur un autre point¹.

Melzi n'a pas attendu cette invite pour demander en toute humilité, et à titre de bienfait gratuit, les territoires disponibles (25 octobre). Il fait ensuite rédiger par la Consulte l'adresse demandée (10 novembre)² et attend le résultat de ses démarches. De Milan, il assiste d'abord à l'occupation militaire du duché par les troupes françaises. De Paris, il ne reçoit d'abord aucune réponse ; après six mois de silence, Marescalchi lui avoue (mai 1803) n'avoir, par crainte de paraître importun, osé encore solliciter aucune communication nouvelle à ce sujet ; il conseille « d'attendre et de voir venir ³ ». La question restait en suspens, le territoire convoité n'étant adjugé à personne. Cet ajournement même, succédant à des promesses regardées comme formelles, fut ressenti à Milan comme une déception.

Au moment même où il avait engagé l'affaire de Parme, Melzi avait espéré, pour le cas où elle n'aboutirait pas, une compensation dans les bailliages tessinois, dont les habitants, soumis autrefois aux Milanais, leur restaient unis par des affinités de langue et de sentiment⁴. Les circonstances semblaient favoriser une annexion que Bonaparte avait été sur le point de réaliser dès 1797⁵, que le gouvernement cisalpin avait toujours désirée depuis, et dont la nouvelle circulait périodiquement dans la presse et dans le public⁶. — Dans l'automne de 1802, les discordes civiles de

1. MELZI, *Mem.*, II, 106.

2. MELZI, *Mem.*, II, 546. Texte de la délibération de la Consulte d'État, AFIV 1684.

3. « Je n'ai pas eu le moindre mot à ce sujet et l'on n'a montré aucune disposition à y revenir. » Marescalchi à Melzi, 14 mai 1803 (Arch. Vienne 31).

4. « Entre les bailliages et Parme, j'espère que nous ne resterons pas par terre. » (Melzi à Marescalchi, 14 oct. 1802, Arch. Vienne, 19).

5. *Corr.* III, N° 1799 et 2423.

6. *L'Amico della Libertà*, du 8 août 1800 ; lettre de Venturi à Galvani du

la Suisse, divisée en partisans et en adversaires du régime unitaire, s'étaient propagées jusque dans le Tessin, où une insurrection fédéraliste avait éclaté près de Lugano. Tandis que le préfet, débordé, appelait en hâte à son secours la garnison de Côme, les chefs du mouvement, invoquaient l'appui du Vice-Président. Ils lui représentaient l'union à la République italienne comme le vœu unanime du pays, s'engageaient à la rendre inévitable s'ils n'étaient pas désavoués, et s'offraient même à provoquer par leurs seuls moyens une occupation militaire destinée à devenir permanente. Aussi embarrassé qu'heureux de cette initiative, Melzi s'empressa d'en référer à Bonaparte ; il ajouta n'y avoir pas répondu par loyauté, mais sans dissimuler combien l'agrandissement offert à la République profiterait à sa sûreté¹.

Il vit aussitôt après les troupes françaises et italiennes de Murat occuper le Tessin et les Grisons ; et il reçut en même temps (28 octobre) l'avertissement suivant de Marescalchi : « Pour l'instant, ne comptez pas sur les bailliages. Ils doivent être réunis à l'Helvétie, et nous avons intérêt à ne pas avoir l'air de profiter des troubles intérieurs de ce pays². » Édifié désormais sur le sort de sa requête, Melzi dut assister en spectateur passif aux événements qui aboutirent à l'acte de médiation (11 février 1803). Il voyait ainsi lui échapper la seule occasion qui dût se présenter au cours du siècle d'étendre l'Italie jusqu'à ses confins naturels des Alpes. De son voisinage avec la Suisse, il ne retirait que l'honneur bien illusoire de garantir, de concert avec la France

26 déc. 1800 (CANTU, *Diplomatici*, p. 183) ; dépêches de Taglioretti du 17 mars 1801 et du 9 mars 1802 (Arch. Berne Corr., Milan, 3391).

1. Cf. sur les affaires de Suisse : lettres de Melzi, à Marescalchi des 2, 17, 27 et 28 sept., 28 oct. et 2 nov. 1802 (Arch. Vienne, 18) ; dépêches d'Orozco des 22 sept. et 20 oct. ; MURAT, *Lettres*, II. N° 953, 957, 960, 962, 968 et 971 ; et *Corr.* VII, N° 6358, 6370 et 6480.

2. Marescalchi à Melzi, 28 oct. 1802 (Arch. Vienne, 30).

et l'Helvétie, l'indépendance de la nouvelle République du Valais (septembre 1802). Par contre il eut à réprimer dans la Valteline les menées séparatistes, d'agents des Grisons, anciens souverains de ce pays¹.

Dans ses vues sur le Piémont, la Ligurie, le Parmesan et la Suisse italienne il n'avait fait que traduire les revendications populaires. Il devait sur les autres frontières en contenir les convoitises un peu aventurées. La Toscane pouvait à cet égard offrir quelques tentations par l'impopularité de son débile gouvernement. Mais si l'annexion à la République italienne y comptait des partisans parmi les anciens employés des précédents régimes démocratiques (1799 et 1801), la masse des habitants éprouvait plus d'antipathie que d'attraction pour ses voisins du Nord. Le Premier Consul n'eût d'ailleurs pas souffert qu'on touchât à un roi de sa création. — Le petit État lucquois semblait au contraire par sa petitesse, sa forme républicaine et sa situation territoriale destiné à arrondir les frontières italiennes, si bizarrement découpées dans les Apennins. De ce côté encore, les projets d'incorporation n'avaient pas manqué, ni sous la première Cisalpine, dont les dirigeants réclamaient Lucques comme promise par Bonaparte, ni même sous la seconde, alors que le pays réoccupé par les Français n'avait pas encore reçu de Saliceti son organisation définitive³. Un docteur Zarini, secrétaire de légation

1. Dépêche de Belluomini du 13 déc. 1802 (Arch. Lucques).

2. CANTU, *Diplomatici*, pp. 490-498 et 559. Sur le parti italien en Toscane, cf. un rapport envoyé le 24 août 1802 par Tassoni à Marescalchi, *Prospetto politico sulla situazione attuale de la Toscana* (Arch. Vienne, 224). Le 9 fév. 1802, Moll rapporte le bruit qui court à Milan et d'après lequel le roi d'Etrurie (surnommé *Re di penuria*) serait appelé à la présidence de la République italienne. La question des rapports des gouvernements de Milan et de Florence a fait l'objet d'une étude d'ensemble de CANTU (*La Repubblica ed il Regno d'Italia e la Toscana*, dans l'*Archivio storico italiano*, 1884).

3. Lettre de Caprara à Consalvi du 18 oct. 1801 (citée par BOULAY DE

lucquois à Florence, se voyait disgracié par son gouvernement pour avoir fait imprimer un opuscule où il préconisait, à grand renfort d'arguments historiques et géographiques, l'annexion de sa patrie à la grande République voisine¹. Cette thèse conserva des partisans même après la promulgation de la Constitution (28 décembre 1801), mais sans jamais se traduire en actes.

Restait enfin, du lac de Garde aux bouches de l'Adige, la frontière de l'est, la plus étendue, la mieux gardée et la plus importante de toutes. Elle couvrait le Trentin, possession ancienne, et la Vénétie, acquisition récente de la maison d'Autriche. — Avec la Lombardie, le Tyrol n'avait guère de commun que le dialecte. Il n'en est que plus curieux de voir Melzi le ranger, cinquante années avant l'« irrédentisme » parmi les « compensations » futures méritées par son pays². On n'éprouve pas une moindre surprise à retrouver sous la plume d'un habitant du Trentin, non seulement l'expression du même vœu, mais encore le programme de l'Italie unitaire, tel que devait le formuler un jour Mazzini. Au début de 1802, un certain Turrini, d'Avio, sur le lac de Garde, envoyait à la municipalité de Vérone un mémoire³ où il la sollicitait de demander à Bonaparte l'annexion à la République italienne. Il invoquait à cet effet, non seulement les raisons locales, mais encore ce principe que l'Italie comme la France devait « étendre sa domination politique jusqu'aux frontières que la nature avait tracées à sa langue ». La démarche ne pouvait avoir de suite ; elle montrait du

LA MEURTHE, IV, 176) et lettre de Cometti à Marescalchi du 5 février 1802 (Arch. Vienne, 186).

1. Reproduit par CANTU, *Diplomatici*, pp. 543-546.

2. Melzi à Marescalchi 1^{er} déc. 1802 (Arch. Vienne, 18).

3. Publié par P. SGULMERO (*Archivio storico per Trieste. l'Istria ed il Trentino* IV, 3, 1895), sous ce titre : *Prospetto d'annessione del Trentino alla Repubblica italiana* (1802).

moins jusqu'où s'étendait l'influence croissante du sentiment national.

Ce n'était pas d'ailleurs sur le Tyrol, mais sur la Vénétie que se portaient les inquiétudes de Melzi. Elles s'expliquaient par le mécontentement qui régnait au delà de l'Adige comme par les convoitises qui se manifestaient en deçà. — L'Autriche avait toujours conquis des territoires sans apprendre l'art d'en assimiler les populations. Après Campo-Formio, elle n'aurait pu faire oublier à ses nouveaux sujets la perte de leur indépendance que par une bonne administration. Elle ne leur donna d'abord qu'une dictature militaire, à laquelle succéda, après cinq années d'attente (mars 1803), une organisation définitive et centralisée, analogue à celle qui régissait le reste de la monarchie¹. Habitué à la stabilité d'un régime séculaire, rebelles à l'idée de perdre toute autonomie politique, les habitants se montrèrent aussi affectés de la solution finale que des incertitudes du début : « Les Autrichiens ont défait et ne savent pas refaire, écrivait à ce propos Joseph de Maistre, de passage à Venise (mars 1803). Quand voudrait-on comprendre qu'en acquérant de nouveaux sujets, il n'y a à changer qu'un nom à la tête des édits² ? » D'autre part, le gouvernement impérial semblait se désintéresser des besoins, et même des souffrances du pays. Les membres des grandes maisons, privés des hautes charges dont ils avaient autrefois le monopole; les nobles pauvres, chassés des petits emplois qui les faisaient vivre, indemnisés par une pension dérisoire de 2 livres par jour, réduits à la mendicité pour nourrir leurs familles; les commerçants ruinés par la concurrence de Trieste, comme par l'introduction du

1. Correspondance de Venise (du 16 mars) dans les *Nouvelles de Leyde* du 22 avr. 1803.

2. *Mémoires politiques et correspondance diplomatique de JOSEPH DE MAISTRE*, éd. Albert Blanc, t. I, p. 74.

papier-monnaie autrichien; les lettrés et les artistes atteints par la décadence du luxe et de la vie aristocratique; les gens du peuple mécontents de la cherté du pain et de la rudesse de la police, frappés par une crise économique qui avait fait monter le nombre des pauvres à 45.000 sur 160.000 habitants: tous maudissaient une domination qu'ils n'avaient ni le courage ni la force de combattre¹. — La plupart se contentaient de la bouder, s'abstenaient de paraître aux fêtes officielles autrichiennes, qui ressemblaient à autant de « cérémonies funèbres » et semblaient avoir perdu jusqu'à leur passion pour le plaisir. « Celui qui a vu Venise, il y a six ans, écrivait un voyageur allemand, et qui la revoit maintenant, ne peut plus la reconnaître². » La vieille aristocratie, ne pouvant se résigner à son effacement, ne s'en tenait pas à cette protestation muette. Elle envoyait à Paris, à Londres, à Vienne, à Pétersbourg et à Berlin des émissaires secrets pour intéresser les cours à son sort, et éventuellement à la résurrection de la vieille République³.

Impuissantes au dedans, les plaintes de la population présentaient un danger pour la tranquillité extérieure, parce qu'elles trouvaient un écho et un encouragement parmi les émigrés à Milan. En évacuant la Vénétie après Campo-Formio, Bonaparte avait voulu assurer une patrie et une position aux démocrates qui s'y étaient compromis pour sa cause. Ayant accordé à

1. Voir sur l'état de Venise le rapport présenté au ministre de la Justice et de la police générale par les citoyens Scopoli et Catena, chargés d'une mission en Vénétie, daté de Vérone le 4 germinal an IX-25 mars 1801 (Arch. Milan section *Statistica, Adriatico*); puis le rapport adressé au ministère des Relations extérieures italien par le consul français à Venise le 27 pluviôse an XII-16 juil. 1803 (Arch. Milan *Affaire Esteri*, 372); enfin le journal déjà cité de la comtesse NEGRI DI VELO, qui fit deux séjours à Venise en avril 1802 et mars 1803.

2. EICHHOLZ, *Neue Briefe über Italien*, I, 118 et 119.

3. Déclaration de Melzi à Moll (Dépêche de Moll du 19 juil. 1803, Arch. Vienne, *Corr. Milan*, 1803).

tous la naturalisation cisalpine, et à quelques-uns des places dans les conseils du gouvernement, il leur renouvelait plus tard les mêmes avantages à la Consulte de Lyon, et refusait toujours de les leur retirer, malgré les sollicitations de Melzi : c'était à ses yeux acquitter une dette d'honneur et garder un moyen d'influence dans les provinces vénitiennes¹. — Les réfugiés n'en étaient pas moins fort encombrants à Milan, où ils ne cessaient d'exciter l'opinion contre l'Autriche. Contenus d'abord par le Vice-Président, ils trouvent bientôt un soutien inattendu dans la personne de Murat, lorsque celui-ci revient à l'automne de 1802 prendre possession de son commandement ; en passant à Turin (octobre), ses premières recommandations à l'envoyé italien Bossi portent sur la nécessité de les ménager, et ses premières questions sur l'état des esprits à Venise. Arrivé à Milan, il accordera sa confiance à un député vénitien, Salimboni², et parlera si ouvertement de la « républicanisation » des provinces d'outre-Adige que beaucoup se demanderont s'il n'a pas reçu d'instructions secrètes à cet égard³.

Son langage, évidemment maladroit, répondait pourtant à certaines préoccupations consulaires. Forcé d'abandonner la Vénétie à Campo-Formio et à Lunéville, Bonaparte gardait, sinon le remords, que lui attribuait Melzi, de l'avoir *polonisée*⁴, au moins le secret espoir de la recouvrer, afin d'expulser les Autrichiens de la Péninsule et de regagner la confiance de beaucoup

1. MELZI, *Mem.*, II, 104-107.

2. MURAT, *Lettres*, II, N° 901.

3. Déclarations de Melzi à Moll du 15 juil. 1803 (Dépêche de Moll du 30). Dans le rapport sur l'état de l'Italie (inséré dans mes *Notes et Documents biographiques*) que Murat joignait à sa lettre à Bonaparte du 2 avril 1803 (MURAT, *Lettres* II, N° 1046), il proposait en effet l'annexion de la Vénétie. « Ne pardons pas de vue, disait-il en terminant, que, tant que l'Autriche aura le pied en Italie, l'intrigue, l'incertitude, l'irrésolution désoleront la République italienne jusqu'à son entière destruction. »

4. Dépêche de Moll du 31 oct. 1802.

dé ses premiers partisans en Italie. Au cours de ses pourparlers avec Louis de Cobenzl, venu en mission secrète à Paris (juillet-août 1801), il avait proposé vainement l'échange de ce pays contre une principauté en Allemagne pour le grand-duc de Toscane¹. L'échec de cette première ouverture ne le fit pas renoncer à ses vues. — Après en avoir renouvelé l'expression au cardinal Caprara (novembre 1801)², puis aux députés de Lyon (janvier 1802), il dresse aussitôt de nouvelles batteries pour les réaliser. Parmi les chefs des mécontents vénitiens se trouve l'un de ses anciens partisans, le comte Foscarini, qui l'a abandonné à la suite de la « trahison » de Campo-Formio, et qui est devenu depuis l'un des principaux agents secrets de la cause de l'indépendance. Bonaparte le fait chercher en Italie par un obscur agent des Affaires étrangères, venir à Paris (novembre 1802), loger à Versailles et défrayer de toutes ses dépenses. Il n'a pas de peine à regagner la confiance de ce personnage, patriote sincère, mais tête légère et bavard incorrigible. Il lui assure n'avoir sacrifié qu'à contre-cœur l'indépendance de Venise, lui donne l'espérance de la rétablir si les troupes françaises passent la frontière, et se ménage par cet intermédiaire des intelligences dans l'intérieur du pays³. Ces intrigues, restées d'ailleurs assez obscures, ne devaient pas avoir d'effet immédiat. Elles n'en montrent pas moins chez le Premier Consul le désir de transformer, au lendemain même du traité qui l'avait établie, la situation territoriale de l'Italie du Nord.

Il n'était pas enfin jusqu'au prudent Melzi qui ne

1. FOURNIER, *Gentz und Cobenzl*, p. 27. — Dépêche de Moll du 21 mai 1802.

2. Lettre de Lucchesini au roi de Prusse (BOULAY DE LA MEURTHE, IV, 414), d'après une conversation avec Caprara.

3. L. PINGAUD, *le Comte d'Antraques*, 2^e éd. p. 266, d'après deux lettres plus détaillées, mais non reproduites dans l'ouvrage, de l'« amie de Paris » des 24 mars 1803 et 4 févr. 1804. Mêmes révélations dans le rapport Méjan du 1^{er} août 1805 (*Notices et Documents*, p. 222).

caressât des rêves de ce genre. Présent à Paris lors de la mission Cobenzl, il y avait connu, peut-être inspiré la proposition d'échange soumise alors à l'envoyé impérial. Il aurait voulu seulement la modifier en plaçant à Venise même le grand-duc de Toscane. Cette idée ne devait plus cesser d'obséder son esprit¹. Elle présentait à ses yeux l'inappréciable avantage de consacrer cette séparation de la France et de l'Autriche que Talleyrand devait également poursuivre dans son fameux plan de 1805², et de constituer un des premiers éléments de cette « balance d'États monarchiques » qui seule assurerait l'équilibre et la tranquillité de l'Italie. Il cherchait et devait trouver l'année suivante un moyen de faire revivre cette combinaison. En attendant ce moment, il entretenait avec l'Autriche des rapports empreints d'une extrême correction extérieure et réglait à l'amiable les incidents de frontières inévitables entre puissances limitrophes³. Là encore aucun changement ne devait être apporté, pendant toute la durée du régime, au *statu quo* territorial.

Des démarches sans effet, des projets sans coordination et des rêves sans portée, voilà donc à quoi se réduisaient les principales manifestations du travail accompli dans les esprits. Si elles n'avaient amené aucun résultat positif, elles mettaient en lumière le double phénomène qui semblait caractériser la situation extérieure de la République ; la nécessité de son agrandissement matériel et la puissance de son rayonnement moral. — D'une part, les lacunes de sa configuration forçaient ses habitants à poursuivre l'extension de son territoire et à se préoccuper de l'accroître avant

1. Il en parlait à Moll dès leurs premiers entretiens (22 juin). (Dépêche de Moll, 24 juin 1802. Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1802).

2. Analysé par MIGNET, *Notices et Portraits*, I, 209 seq. et publié dans la *Revue historique*, 1889, I.

3. Cf. F. O. 1803 (p. 14) le résumé de ces incidents.

de l'avoir consolidée; d'autre part, la seule vertu de son nom et l'exemple de ses institutions lui recrutaient des partisans dans tous les États voisins. Ses visées extérieures et sa force d'attraction concouraient donc à faire regarder sa forme territoriale comme destinée à se modifier dans un avenir prochain. « Je vous le dis encore une fois, déclarait Melzi lui-même à Moll dix mois après son entrée en charge, l'Italie est plus *en l'air* que l'Allemagne et il y reste beaucoup à refaire; il me semble impossible que les choses puissent demeurer comme elles sont à présent¹. » Le sentiment de cette instabilité devait expliquer le malaise permanent et les oscillations continuelles de l'opinion publique.

1. Dépêche de Moll du 31 oct. 1802. (Arch. Vienne, *Corr.* Milan.)

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION FINANCIÈRE ¹

I. Situation financière au début de 1802. — Disproportion des recettes et des dépenses. — Lourdeur des charges militaires.

Les ressources : les économies, les aliénations de capitaux et les impôts. — Les contributions directes : impôt foncier, capitation, taxe militaire.

Réforme des contributions indirectes : les douanes et les monopoles. — Les octrois, le timbre et la loterie. — Réforme du personnel : les avertissements et les sanctions. — Épuration générale.

II. Premiers résultats de la politique financière de Prina : le budget de 1802. — Les réformes projetées.

Le mois de septembre 1802 marque le moment où la séparation du Corps législatif (20) termine une première épreuve des institutions parlementaires; où la réunion du Piémont à la France (11) déconcerte et ajourne pour un temps les espérances d'agrandissement territorial; où enfin la cessation de l'état de siège à Bologne (30) signale le terme de la crise d'ordre public. — Toutes les grandes questions politiques étant ainsi réglées ou différées, le gouvernement se disposait à poursuivre son travail d'organisation administrative, quand il se vit un instant arrêté par la nécessité de

1. Cf. sur cette question l'ouvrage déjà cité de PECCHIO, *Saggio storico sulla Amministrazione finanziaria dell' Ex Regno d'Italia* et les comptes rendus financiers publiés annuellement (depuis 1801) sous le titre de *Conto dell' Amministrazione delle Finance nell' anno...*

trouver des ressources pour la mener à bien : problème capital, dont la solution enveloppait celle de tous les autres. C'était le déficit qui avait condamné à l'impuissance les régimes révolutionnaires : c'était l'équilibre budgétaire qui permettrait seul à la République italienne d'accomplir son œuvre. Pour réaliser cette condition nécessaire de toutes les réformes projetées, Prina avait dû se contenter jusqu'alors de mesures de fortune. A la veille d'une fin d'exercice, le moment était venu de substituer à la succession de ces expédients provisoires la stabilité d'un système régulier.

I

Ce ne fut qu'en octobre que la confusion de la comptabilité permit au ministre des Finances de dresser un budget de prévision pour l'année courante. Si tardif qu'il parût, ce projet faisait au moins ressortir les principales données de la situation du Trésor.

Elle pouvait être caractérisée surtout par l'énorme disproportion des dépenses avec les recettes et, dans les dépenses même, par le poids écrasant des charges militaires¹. C'était en effet à un triple budget de la Guerre que la République avait à suffire : d'abord pour payer ses propres troupes, très faibles numériquement, et cependant très coûteuses en raison de leur mauvaise administration ; puis pour entretenir, à raison de 1.600.000 francs par mois, toujours ponctuellement exigés, l'armée française d'occupation ; enfin pour subvenir aux frais de premier établissement inséparables d'un nouvel état militaire : constructions de places fortes

1. A la date du 8 août 1802 et depuis le 14 février, sur 19 millions et demi de recettes, 10 millions et demi étaient absorbés par l'entretien de l'armée française. (Melzi à Marescalchi, 2 août 1802. Arch. Vienne, 18.)

(élevées par le génie français, moyennant un abonnement annuel de 200.000 francs), de casernes, d'arsenaux et de fonderies, achat d'artillerie de place, et contribution à l'achèvement à la route militaire du Simplon¹. Le premier de ces budgets montait à 14 millions de livres (de Milan), le second à 25 et le troisième à 10. C'étaient en tout 49 millions, représentant les deux tiers des dépenses totales (75), et n'en laissant plus que 26 pour les dépenses civiles; comme sur ce chiffre, la dette viagère devait dès le début en absorber 9, il n'en restait que 17, soit à peine plus du quart de l'ensemble, pour les services publics dont la faible dotation accusait ainsi le caractère artificiel du budget.

II

Pour l'équilibrer, trois sources principales de revenus étaient à la disposition du gouvernement : les impôts existants, dont le produit, d'ailleurs très mal connu, n'avait jamais dépassé une cinquantaine de millions; les recettes extraordinaires, sous forme d'emprunts ou d'aliénations de capitaux, auxquelles avaient recouru jusqu'à l'abus les régimes révolutionnaires; enfin les économies, dont l'essai seul devait paraître une innovation après les gaspillages des dernières années, et dont Melzi dut se contenter d'abord, pour ne pas compromettre sa popularité. — Il soulagea momentanément le Trésor, en réduisant le personnel administratif par l'épuration et en suspendant le service de la Dette, sauf pour les pensions ecclésiastiques et les créanciers nécessaires², jusqu'à ce que celle-ci eût été

1. Sur le poids des charges publiques cf. MELZI, *Mém.*, I, 611-612 et II, 68, 59, 93, 102, 108, 113-117; et les délibérations du Conseil législatif de juillet. (Arch. Milan, *Cons. Lég.*, 595.)

2. Loi du 14 septembre 1802. B. L. 1802, p. 339.

vérifiée et liquidée. Mais ce n'étaient là que des ajournements de dépenses. — Il chercha d'autre part à faire rendre gorge à tous ceux qui, sous le gouvernement provisoire, s'étaient enrichis indûment aux dépens de l'État. Ces poursuites étaient le plus souvent inefficaces ou dirigées à contre-cœur par les magistrats. « Les procès d'administrateurs, écrivait l'un d'eux, d'agents municipaux, de fraudeurs de gabelles et d'employés sont comme des hydres qui se renouvellent toujours. Les enquêtes sont infinies et nous forcent à parcourir les départements; il nous faut ensuite emprisonner les coupables et les conduire à Milan. Mes collègues et moi sommes dégoûtés de cette besogne¹. » En réalité on ne put faire que de rares exemples, aussitôt enregistrés au journal officiel pour impressionner l'opinion².

Les restitutions et les réductions de dépenses se trouvant forcément limitées, fallait-il recourir aux ressources extraordinaires ? et d'abord au crédit public, tombé si bas sous les deux Cisalpines ? Melzi n'y fit appel qu'au début, pour de petites sommes et sous forme d'emprunts à court terme, contractés à son nom personnel. Quant aux biens nationaux, ils ne pouvaient plus être employés qu'avec une extrême parcimonie, car ils avaient été tellement avilis que, dans certaines villes de Romagne par exemple, ils ne se vendaient plus que le dixième de leur valeur réelle³.

Le recouvrement de ceux qui avaient été irrégulièrement aliénés porta à 30 millions environ la valeur de ceux qui restaient disponibles. Sur ce chiffre, 8 millions furent mis à la disposition du gouvernement à titre

1. Lettre de Francesco Valdrighi à son père (6 avril 1883). *Archivio di Stato* de Modène, *Dossier Valdrighi*.

2. Cf. F. O. 1803 p. 46 le résultat des poursuites entreprises contre Tangerini.

3. RAJSI, 27 février 1802; ZANOTTI, mai 1802.

de ressources extraordinaires (loi du 4 septembre)¹; il parut prudent toutefois de n'en réaliser de suite que 2 millions et demi, de peur de les déprécier en multipliant les ventes. — Pour faire rendre à cette source de revenus tout ce qu'elle pouvait donner et pour en tirer des disponibilités immédiates, on eut recours à deux mesures différentes. Sous la seconde Cisalpine, les gros propriétaires de chaque département avaient reçu, comme on l'a vu, des « bons » représentant la valeur en biens nationaux d'emprunts forcés dont on exigeait d'eux le versement en numéraire. Comme cette équivalence avait été calculée de manière assez large, on crut pouvoir décider (3 septembre)² qu'avant d'entrer en jouissance des domaines inscrits sur ces bons, ils déboursaient en argent comptant le cinquième de leur valeur : c'était en somme leur faire payer une seconde fois, au moins partiellement, les biens dont ils avaient déjà acquitté le montant. — Il était par contre assez légitime de ne pas leur offrir gratuitement les revenus attachés à ces biens, c'est-à-dire le droit de dime, auquel étaient habituées les populations. Une loi spéciale (14 septembre) leur substitua le gouvernement dans la perception de cette taxe, prescrivit à ceux qui y étaient assujettis d'acquitter en deux mois tout l'arriéré depuis 1796, mais leur laissa la faculté de s'affranchir moyennant le paiement en une fois de vingt annuités³ : ou augmentait ainsi les revenus immédiats de l'État, tout en ménageant les intérêts particuliers.

Ces diverses mesures ne pouvaient toutefois produire leur plein effet qu'à la longue, et ne suffisaient pas à combler un déficit que l'un des premiers projets

1. B. L. 1802, p. 341.

2. B. L. 1802, p. 289.

3. B. L. 1802, p. 343.

de budget (juillet 1802) faisait déjà ressortir à 20 millions. Force était donc de créer des impôts ou d'aggraver les anciens. Le Vice-Président ne s'y résigna qu'à contre-cœur, craignant de manquer à la fois à ses propres promesses et aux espérances publiques. Il aurait voulu obtenir l'équilibre financier par la réduction des mensualités payées à l'armée française. Du moins son ministre des Finances put-il atténuer ses scrupules en lui démontrant que les nouveaux sacrifices à exiger de la population n'en excédaient pas les facultés contributives. Désireux au début de ne pas remplir les caisses publiques au détriment de la prospérité nationale, Prina s'était livré à d'ingénieuses recherches pour « connaître dans sa totalité les impôts que l'État peut supporter sans dépérissement¹ ». Il partait de ce principe que l'impôt, pour n'être ni oppressif, ni insuffisant, devait représenter pour chaque particulier le 1 p. 100 de ses dépenses; il avait calculé d'autre part que le prix moyen de la vie montait annuellement dans la haute Italie à 48 écus ou 288 livres de Milan par tête d'habitant. En partant de ces données, une simple règle de trois lui montrait que les capacités contributives d'une population de 3 millions et demi se chiffraient par une centaine de millions. Les impôts existants ne pouvant donner sous leur forme actuelle que les trois cinquièmes de cette somme, il concluait qu'on pouvait sans notables inconvénients en augmenter le rendement.

Par la facilité de sa perception et la simplicité de son mécanisme, la contribution foncière avait toujours représenté et devait rester encore la grande ressource du gouvernement. On a vu comment Prina, dès son entrée en fonctions, en avait réduit le taux à 42 deniers (48 avec la part départementale). Au moins s'efforça-

1. Note manuscrite (non signée) dans AFiv 1709.

t-il d'en exiger rigoureusement le paiement, et d'en réclamer l'arriéré. Dans le Reno, certaines communes, devenues indépendantes de fait sous l'anarchie cisalpine, ne versaient rien au Trésor depuis 1797 ; un décret (3 septembre) les força de s'acquitter ¹. — Après avoir pourvu à la rentrée de l'impôt, il eût été désirable d'en unifier l'assiette et d'en égaliser le poids, très variable suivant les régions. La Cisalpine s'était bornée à étendre le système foncier lombard aux territoires divers dont elle se composait, et dont elle avait dû commencer par faire calculer la valeur. Forcés d'improviser en quelques semaines une opération qui eût exigé des années, les experts chargés de ce soin, Milanais pour la plupart, s'étaient laissés entraîner, par précipitation ou par jalousie, à estimer les terres à leur juste prix, alors qu'en Lombardie leur valeur fiscale avait été laissée à dessein, lors de l'établissement du *censimento*, très au-dessous de leur valeur réelle. D'autre part, les pays de montagne et de pâturages, tels que la Valteline, ne se pretaient guère à l'emploi des méthodes en usage dans les plaines. Presque partout en dehors des anciennes possessions autrichiennes, et spécialement dans la Romagne, les propriétaires se plaignirent de payer deux fois plus que les Milanais ². Ces abus n'auraient pu disparaître que par une révision générale du cadastre, dont la Constitution de Lyon (art. 120), posait le principe. Si urgente qu'elle parût, Prina ne put pour l'instant qu'en constater la nécessité, en remettant à

1. F. O. p. 182.

2. Cette question de l'inégalité de l'impôt foncier, clairement résumée dans une dépêche de Belluomini (14 juil. 1802), soulevait une infinité de réclamations, qui servaient au moins à en connaître les éléments. Cf. notamment les rapports des préfets de l'Alto-Pô et du Basso-Pô (Arch. Milan, 28), les lettres de Venezzè déjà citées et une brochure anonyme parue à Milan en 1801 sous ce titre : *Riforma della finanza cisalpina*.

plus tard (1807) les opérations de « péréquation du cens ».

Ce fut également à l'organisation fiscale de l'ancienne Lombardie que le ministre des Finances emprunta le type d'une autre taxe directe. Un édit de Marie-Thérèse (1755) avait soumis tous les adultes mâles, de quinze à soixante ans, au paiement d'une capitation de 7 livres, dont moitié allait aux communes et moitié à l'État. Cette imposition présentait l'avantage d'un revenu fixe et d'un rôle facile à dresser, mais elle avait soulevé, avec les plaintes des contribuables, les critiques des économistes, car elle frappait également et aveuglément les riches et les pauvres. La Cisalpine l'avait supprimée en deux fois (1796-1801), pour se rendre populaire. Afin de procurer des ressources aux municipalités, Prina en fit rétablir (loi du 24 juillet 1802) la part afférente aux communes, en attendant le moment (1806) de la faire revivre dans son intégrité. Il eut soin d'ailleurs d'en tempérer la rigueur par des exemptions accordées aux pères de famille ayant douze enfants, aux passants et aux indigents ¹.

Si cette mesure ne représentait qu'un retour vers le passé, Prina sembla, sur un autre point, devancer la législation fiscale contemporaine. Aux impôts qui pesaient sur les personnes, la Révolution en ajoutait un nouveau, celui du sang. Il semblait légitime et conforme à l'égalité de demander à ceux qui ne pouvaient l'acquitter une compensation en argent. L'article 8 de la loi de conscription (13 août 1802) ² soumit les bénéficiaires des exemptions de service au paiement d'une taxe militaire proportionnelle et progressive, pouvant atteindre, au moins théoriquement, le 12 0/0 de leur revenu annuel, mais ne dépassant

1. B. L. 1802, p. 209 et PECCHIO, p. 20-23.

2. B. L. 1802, p. 236.

pas le maximum de 1.200 livres. La loi de réorganisation de la garde nationale (17 septembre)¹ contenait une disposition analogue. Le Trésor devait ainsi profiter des faveurs demandées aux classes aisées.

Après les revenus de la terre et du travail personnel, il eût été légitime d'imposer ceux du commerce, car les négociants avaient seuls profité de l'immense déplacement de richesse opéré par la Révolution. Toutefois le projet de rétablir l'ancienne taxe *mercimoniale* appliquée aux transactions dans l'ancien duché de Milan rencontra des difficultés pratiques qui devaient en ajourner l'exécution jusqu'à l'année 1806.

Le produit total des impôts directs était évalué à 36 millions pour le premier exercice budgétaire (14 février-31 décembre 1802). En les réorganisant, Prina avait plutôt restauré qu'innové. C'est dans la réforme des contributions indirectes que réside surtout l'originalité de son œuvre. Il eut le mérite d'en créer de nouvelles, de les constituer toutes en système fiscal et d'en tirer dès la première année une somme de 30 millions. Elles avaient à ses yeux le mérite d'un revenu assuré, puisqu'elles portaient sur des objets de première nécessité, d'un rendement automatique indépendant des votes parlementaires, et enfin d'une répartition qui offrait aux yeux du peuple les apparences de l'égalité. — Ses efforts pour les rendre plus productives devaient tendre d'abord à en augmenter le nombre et la quotité, et se portèrent ensuite sur le personnel chargé de les lever.

Les douanes représentaient, avec le « cens », la seule institution de l'ancien régime respectée par les gouvernements révolutionnaires. Les tarifs en vigueur avaient été hâtivement élaborés une année auparavant

1. B. L. p. 353.

(22 décembre 1800). Avant toute chose, Prina tient à en assurer le rendement. Pour réprimer d'abord la contrebande, il adresse aux autorités douanières une circulaire qui ressemble à la proclamation d'un général avant une bataille (21 juillet) : « Excitez, leur dit-il, le zèle de vos agents, soit par la promesse de récompenses et de distinctions, soit par la crainte d'un châtiment certain. Si vous n'introduisez pas chez eux la rigueur d'une discipline impartiale et sévère, je vous en rendrai personnellement responsables. Je vous prévins que je tiendrai la main à l'exécution de ces mesures par tous les moyens dont m'a pourvu le gouvernement. Quand le bien public est en question, je suis en droit de tout espérer de votre zèle. Seriez-vous capable de tromper ma confiance¹ ? » A l'éloquence de cet appel s'ajoute la précision de recommandations pratiques. La circulaire suivante (24 septembre) contient les instructions les plus détaillées sur le tracé des lignes de douane aux frontières, sur l'emplacement des postes et des bureaux sur les routes, et enfin sur le personnel inférieur, dont il faut à la fois réprimer impitoyablement les écarts, exclure tous les membres indignes, coordonner les efforts sur les points menacés, et ne pas trop réduire l'effectif pour ne pas en affaiblir l'action². Plus tard, les curés eux-mêmes se verront enrôlés dans cette guerre à la contrebande ; et le ministre du Culte leur recommandera par circulaire (29 octobre) de prêcher à leurs paroissiens ce respect des lois fiscales dont l'Évangile offre à la fois l'exemple et le précepte³.

Les barrières douanières ainsi renforcées, il restait à en déterminer la hauteur, exagérée, au détriment du bien-être public, par l'avidité du régime précédent.

1. B. L. 1802, p. 147.

2. F. O. 1802, pp. 201-206.

3. F. O. 1802, p. 246.

Sur cette question, Prina montra une largeur de vues qui contraste singulièrement avec ses rigueurs futures. La législation douanière devant, d'après lui, « viser moins à l'avantage du Trésor qu'au bien de l'agriculture, des manufactures et du commerce », il consulta pour la réformer, non seulement les fonctionnaires compétents, mais encore des représentants des intérêts privés. Par ses ordres (31 octobre), chaque préfet dut désigner et réunir au chef-lieu de son département respectif deux propriétaires, deux industriels et un commerçant chargés de présenter leurs observations sur le tarif en vigueur, pour les transmettre ensuite à une commission centrale composée de manière analogue et siégeant à Milan¹. Des travaux de cette commission sortit, après une année d'études (22 décembre 1803), un nouveau tarif destiné à rester jusqu'au blocus continental la charte commerciale de l'État². Tout en faisant disparaître les dernières entraves légales à la circulation intérieure et au transit, il frappait à l'entrée les marchandises étrangères d'un droit qui variait entre le 1 0/0 et le 8 0/0 de leur valeur (avec une moyenne de 5 0/0) et réduisait à un taux insignifiant les rares taxes d'exportation conservées. On put lui reprocher de ne pas favoriser suffisamment la protection de l'industrie nationale et la répression de la contrebande : la libéralité de ses dispositions n'en donna pas moins aux échanges un essor inconnu jusqu'alors.

L'exercice des monopoles de l'État était étroitement lié à la question de la surveillance douanière. C'étaient en 1802 ceux du sel et du tabac, auxquels devait s'ajouter en 1804 celui des poudres et des salpêtres. Le ministre aima mieux en améliorer qu'en réformer

1. F. O. 1802, p. 249.

2. B. L. pp. 297-397. Sur les caractères et les avantages de ce tarif, cf. PECCINO, pp. 27-29.

la gestion, afin de ne pas changer trop brusquement les habitudes des contribuables. Pour le premier, il se contenta de confirmer (16 janvier 1803) les tarifs précédemment fixés (10 décembre 1801).¹ Le second, qui rapportait 5 millions par an à l'État, fit l'objet de sa sollicitude particulière. Après avoir prescrit un nouveau mode d'achat des plants (14 juillet) et réglé les débits (20), il adressa (21) aux autorités financières des départements producteurs une circulaire qui, par son ampleur concise, prenait les proportions d'un véritable traité de science fiscale. « Le gouvernement, déclarait-il en commençant, m'ordonne de n'épargner ni mon temps ni mes peines, ni les châtimens, ni les récompenses pour ranimer une branche de finances qui, malgré l'importance de son produit, est négligée, abandonnée et avilie. C'est le tabac, dont les revenus dépendent de trois éléments : l'achat des feuilles, la fabrication, la vente ». Lors de l'achat des feuilles, on destituera sans pitié les employés qui en ont accepté de mauvaises, car « jusqu'ici la responsabilité était incertaine, retombait tantôt sur l'un et tantôt sur l'autre. Maintenant au contraire, la responsabilité dont vous a revêtu le ministre fait remonter jusqu'à vous les périls et la gloire. » La vente sera enfin surveillée par de fréquentes visites chez les débitants. « Punissez par la suspension la plus faible présomption de culpabilité² ». Un sévère avertissement final avait pour objet de donner à cet ensemble de recommandations toute leur valeur pratique. — Sous cette énergique impulsion, le rendement du monopole du tabac devait augmenter d'un million et demi en deux ans.

Ce système de contributions indirectes fut com-

1. B. L. 1803, p. 12.

2. F. O. 1802, pp. 146 et 147.

plété par des taxes appliquées à la consommation, aux mouvements de capitaux et même aux vices populaires. C'étaient les droits d'octrois, les droits de timbre et enfin la loterie d'État.

Les octrois existaient déjà dans l'ancienne Lombardie, où les villes étaient selon leur importance divisées en trois classes, soumises chacune à des droits différents. A ces disparités, la loi du 29 frimaire an IX (10 décembre 1801) avait substitué un tarif unique, présentant l'inconvénient de frapper de taxes uniformes des populations dont la richesse était très inégale. Prina aurait voulu revenir à un système fondé sur le même principe que l'ancien, mais il ne devait avoir le temps d'accomplir cette réforme qu'en 1805. — Le droit de timbre était une importation française, introduite dès 1798 dans la Cisalpine et définitivement naturalisée dans la République italienne par la loi du 11 septembre 1802, qui y assujettissait les actes de la vie civile, commerciale et financière, les registres des hôteliers, les journaux et périodiques et enfin les cartes à jouer¹. Par la modicité de son taux, ce droit ne paraissait pas oppressif, tout en restant productif par la variété de ses applications.

Il eût été naturel d'imposer, comme en France, les déplacements de propriété en même temps que la circulation de l'argent. Mais l'institution de l'enregistrement soulevait une invincible répugnance dans un pays de richesse foncière, où toute entrave à la transmission des terres paraissait une atteinte à l'organisation sociale. Après avoir été votée sans être appliquée en 1799, elle fut proposée sans être adoptée en septembre 1802. Le Corps législatif repoussa le projet de Prina sur cette considération que dans l'espace d'un siècle un même domaine pourrait acquitter en droits

1. B. L. 1802, pp. 319-324 et PECCHIO, pp. 69-71.

de mutation le montant total de sa valeur. Ce sentiment était si profondément ancré dans le cœur des Italiens qu'il devait leur inspirer trois années plus tard (1805) l'audace de braver à ce sujet les volontés impérieuses de Napoléon.

Prina crut enfin devoir réorganiser, au lieu de le supprimer, un impôt immoral, mais productif, que les économistes condamnaient comme prélevé sur le vice populaire, mais que tous les régimes avaient conservé comme d'un rendement assuré. Il s'agissait de la loterie d'État. Sous des formes assez diverses, elle avait été introduite avant la Révolution dans toutes les régions de l'Italie du Nord. La Cisalpine, n'avait songé qu'à en accroître le revenu en étendant à tout le territoire le système de tirage en vigueur dans l'ancienne Lombardie; comme c'était le moins avantageux pour les joueurs, ils amenèrent par leur abstention un fléchissement sérieux des recettes. Pour y remédier, une loi (7 septembre) reconnut au ministre le droit immédiat de rétablir les anciennes méthodes, notamment au sud du Pô, où elles avaient laissé le plus de regrets¹.

En matière fiscale plus que dans tout autre domaine, l'efficacité des règlements les mieux étudiés se mesure à la valeur des hommes chargés de les appliquer. Pénétré de cette vérité, Prina mena de front la réforme de son administration et celle de ses employés. Avant de réprimer leurs écarts par des sanctions sévères, il crut devoir d'abord stimuler leur zèle par une série de circulaires qui méritent une brève analyse et quelques citations, car aucun document n'éclaire d'une lumière plus vive sa physionomie morale. Les mérites de l'écrivain y reflètent en effet les qualités de l'homme. On retrouve sa netteté de vues dans l'art qu'il apporte à

1. B. L. 1802, p. 293 et F. O. 1803 p. 247. Cf. *Corr.*, IX, N° 8740 et PECCHIO, pp. 69-72.

formuler, décomposer et résoudre les questions ; sa puissance de synthèse, dans la facilité avec laquelle il en découvre les rapports et en rassemble les éléments. Son sens pratique apparaît dans sa préoccupation de chercher toujours les faits sous les mots et la réalité à travers les formules officielles ; enfin sa fermeté d'âme et son sentiment du devoir professionnel se manifestent par une énergie de forme, une vigueur pittoresque d'expression qui parfois élèvent le style administratif à la hauteur de l'éloquence.

Son premier soin en arrivant au pouvoir fut d'assurer au personnel placé sous ses ordres l'appui nécessaire à l'exercice de fonctions ingrates ou au moins impopulaires. « Autrefois, écrivit-il d'abord aux préfets, les autorités militaires et civiles les regardaient avec mépris. Montrez au peuple qu'un nouvel état de choses est né ; faites que dans votre département les employés de finances partagent avec tous les autres le droit à posséder l'estime et la considération du pouvoir ¹. » Cet encouragement donné à ses subordonnés, Prina veille à préciser leur tâche. Les « régulateurs » et les « délégués », chargés dans chaque département de diriger leurs opérations, devront lui envoyer mensuellement (circulaire du 10 juillet) ² un état détaillé de leurs recettes et de leurs dépenses pendant le mois courant, avec une copie de l'état précédent et des remarques motivées sur les causes des différences qui en ressortent. Sur ce dernier point, Prina prévient qu'il se montrera exigeant : « Les observations que je demande me donneront la mesure de la science, de l'activité et du savoir-faire de l'employé... Si elles me paraissent en l'air, trop générales, erronées ou imprécises, je donnerai un premier avertissement et, en cas de récidive, je sévirai

1. 29 juin, 1802, pp. 125-126.

2. F. O. 1802, pp. 129-131.

avec promptitude. J'examinerai en personne les travaux de chaque agent... » Ces envois de statistiques ayant donné de bons résultats, Prina en rend l'usage obligatoire, définitif et général. Pour en assurer la régularité, il invoque cette fois un autre mobile que la crainte du châtiment, et termine par une péroraison majestueuse une circulaire commencée sur le ton d'une lettre d'affaires : « L'honneur, qui doit être notre passion maîtresse, nous commande de tout tenter et de ne rien négliger de ce qui peut conduire notre administration à son plus haut degré de simplicité, d'économie et d'utilité. Redoublons donc d'efforts et de zèle et n'oublions pas que la création d'un nouvel impôt a souvent pour cause le désordre qui règne dans les anciens. Quel sujet d'éternels remords à éviter ! et quelle occasion de louanges à rechercher ! » Enfin une autre circulaire (7 septembre) recommande la plus stricte économie dans tous les services². Aux indifférents le ministre dit : « Je le répète, ordonner ou tolérer une dépense superflue, c'est, pour vous comme pour moi, commettre un délit. » Aux insouciant il répond d'avance par une maxime qui pourrait lui servir de devise : « Il n'y a que l'administrateur imprévoyant ou inappliqué qui refuse de descendre aux plus petits détails. » A tous il interdit les cumuls et les bénéfices illicites et enjoint de passer au crible leurs frais de bureau « qui, séparés ne sont rien, mais qui par leur réunion forment une somme importante ».

Le plus difficile n'était pas d'édicter ces sages prescriptions, mais d'en assurer l'exécution. Ce fut l'objet d'une *Lettre sur la surveillance des employés subalternes*³. Soutenir et diriger d'abord leur moral ; faire en sorte que « l'honneur devienne pour eux une pas-

1. Circulaire du 17 sept. 1802. F. O. p. 193.

2. F. O. 1802, p. 186.

3. 10 août 1802. F. O., p. 168.

sion, la probité une habitude, l'exemple d'un plus méritant un reproche » ; distinguer parmi eux les bons, les mauvais et les médiocres ; signaler avec impartialité et récompenser avec mesure les premiers ; suspendre les seconds, que le ministre n'hésitera pas à révoquer définitivement, car « dans ce cas, la pitié est un crime » ; surveiller sans répit les employés indifférents ou inertes, ne pas tolérer de leur part la plus petite négligence, les surprendre à chaque instant par des visites ou des changements inopinés, les mettre à l'épreuve par des pièges tendus à leur indolence : telles sont les principales mesures de contrôle que Prina recommande aux chefs d'exercer sur le petit personnel : « Je ne manquerai pas, leur déclare-t-il en terminant, de vous seconder ; vous pouvez compter, si j'ose dire, sur la présence du ministre en tous temps et en tous lieux. »

Cette dernière condition étant malheureusement impossible à remplir, Prina ne tarda pas à s'apercevoir que ses avertissements restaient sans effet, que les mêmes défaillances se reproduiraient dans le service tant que les mêmes hommes se perpétueraient dans les emplois, enfin que les destitutions ne deviendraient efficaces que si elles étaient généralisées. — Cette conviction une fois établie dans son esprit, il n'hésite pas à frapper un grand coup. Le 16 octobre 1802 paraît un décret qui révoque en bloc tous les employés subalternes¹. Les uns le seront à titre définitif et recevront une indemnité de congé équivalente, selon leur ancienneté, à quatre, six ou huit mois de solde. Les autres seront replacés sur la recommandation de leurs chefs. Pour remplir les vides produits dans les cadres, on demandera des listes de candidats capables aux notables de chaque département. Par ce moyen radical, le

1. F. O. 1802, p. 239.

ministre obtient un personnel de choix, recruté selon ses vues et auquel il ne reste plus qu'à inculquer ses principes. C'est l'objet d'une dernière circulaire (19 octobre)¹ qui contient, sous une forme plus expressive que jamais, l'énoncé de ses idées favorites. Les régulateurs devront convoquer tous les nouveaux employés pour leur faire sentir « qu'un nouvel ordre de choses commence; que le gouvernement est fermement décidé à ne garder au service de la Finance que des sujets riches d'honnêteté, de capacité, d'initiative; que la vigilance sera extrême chez les chefs, le châtiment prompt chez les coupables, la récompense sûre pour les plus dignes... que les employés doivent tendre à rendre à leurs fonctions la considération qu'elles méritaient et que leur a fait perdre un concours fatal de circonstances ». Pour y parvenir, ils devront observer la discrétion professionnelle, l'exactitude au bureau et la dignité de conduite au dehors. « La manière même de se vêtir n'est pas indifférente à leur dignité. »

Le ton de ces instructions montrait à ceux auxquels elles étaient destinées que le gouvernement était résolu à rompre avec les errements du passé. A la fin de l'année, un règlement organique devait remanier et fixer définitivement les circonscriptions fiscales, répartir les départements en six inspections, faire de chacun d'eux le cadre d'une *regolatoria* divisée elle-même en « délégations ». Hommes et choses, tout était donc renouvelé dans le système des contributions indirectes².

1. F. O. 1802, p. 240.

2. Pour apprécier la valeur du système fiscal de Prina, le meilleur moyen serait d'étudier l'application des diverses taxes dans une région donnée. C'est ce que permettent de faire une série de mémoires envoyés à Melzi soit par des fonctionnaires, soit par des informateurs bénévoles, et conservés par lui dans ses archives (Arch. Milan, 28). Les plus précieux à ce point de vue sont ceux de Ant. Ravaglia (de Faenza) sur l'état du Rubicon (28 mars 1803) et celui de Parabelli, vice-préfet de Ravenne (mars 1803).

II

Quels devaient être les résultats de cet effort continu et de ce zèle infatigable ? Prina pouvait les pressentir à mesure qu'il avançait dans sa tâche ; il ne fut en mesure de les préciser qu'une année après son entrée en charge (avril 1803), lorsqu'il présenta au Premier Consul, avec ses prévisions pour 1803, ses comptes définitifs pour 1802¹. Ce premier exercice financier — incomplet il est vrai, puisqu'il n'avait commencé que le 14 février — comportait 73 millions à l'actif, et 70 seulement au passif : soit un excédent de plus de 3 millions, montant même à 14 si l'on y faisait entrer toutes les recettes votées, sans être encore réalisées, au cours de l'année. — C'étaient là d'ailleurs des chiffres trop satisfaisants pour ne pas être en partie illusoire. L'équilibre obtenu n'avait pu être atteint que sur le papier, à l'aide de certains artifices de comptabilité. D'une part, on avait arbitrairement réduit les dépenses en n'y faisant entrer ni les frais d'entretien des routes, des tribunaux et des établissements d'instruction, dont l'État se déchargeait sur les départements, ni les intérêts de la dette, dont le premier versement était ajourné à l'année suivante. D'autre part, on avait gonflé les recettes, en y comprenant 9 millions d'impôts arriérés, et 11 millions provenant de nouvelles ventes de biens nationaux². — Ces réserves faites, on doit reconnaître que l'œuvre accomplie en une année semblait inespérée, eu égard aux conditions défavorables dans lesquelles elle avait été entreprise : à la suite d'une série de crises financières, à la veille de la banqueroute, avec un personnel insuffisant, et sans recours

1. MELZI, *Mem.*, II, 124, 135, 158.

2. *Conto dell' Amministrazione delle finanze della Repubblica italiana nell' anno 1804*. Ce document imprimé, qui commence la série des comptes-rendus annuels, se trouve AFIV 1708.

possible au crédit. Pour la première fois, les dépenses étaient couvertes, au moins dans leur presque totalité, non plus par des ressources extraordinaires, irrégulières et oppressives, non plus par des moyens provisoires ou des expédients de fortune, mais par des mesures réfléchies, inspirées des principes de la science économique, répondant à un système que Prina devait exposer et tenter d'appliquer l'année suivante (30 mars 1803)¹. Pour la première fois, l'État se montrait fidèle à ses engagements, modéré dans ses exigences², habile dans la création d'un instrument fiscal dont un avenir prochain allait montrer la souplesse : de 72 millions en 1802, les recettes devaient s'élever sans effort à 97 en 1803 et à 107 en 1804.

L'équilibre budgétaire n'avait pas représenté d'ailleurs la seule préoccupation de Prina. Pour donner à son pays, suivant une de ses idées favorites, le développement industriel et commercial qui devait en compléter la richesse agricole, il songea un instant à le doter d'une banque d'émission analogue à la Banque de France. Un projet envoyé à cet effet à Paris (décembre 1802) fut ajourné sur les objections de Mollien, qui le trouvait prématuré au sortir d'une période d'anarchie, inutile dans un petit État, et dangereux par les inconvénients du papier-monnaie et les abus possibles du cours forcé³. Le ministre des Finances dut également remettre à plus tard la solution, pourtant urgente, de la question monétaire, parce qu'elle devait faire l'objet d'une loi à présenter au Corps législatif.

Aussi bien l'œuvre accomplie en un an suffisait-elle à

1. Melzi à Bonaparte, 3 avr. 1803 (*Mem.*, II, 158).

2. C'est l'impression que traduit, au moins au début, un observateur impartial, Taglioretti, dans ses dépêches des 11 déc. 1802 et 31 juil. 1803. (Arch. Berne *Corr.* Milan, 3391).

3. Voir sur ce projet MELZI, *Mem.*, II, 111, 117 et 123; la note de Mollien du 3 janv. 1802 (AFIV, 1708); et enfin le dossier complet de l'affaire, avec les rapports de Prina (Arch. Vienne, 194).

sa réputation comme à son activité. Fécond en ressources et prodigue d'avertissements, infatigable dans la découverte des abus autant qu'intraitable dans leur répression, il avait jusqu'alors réussi, par une sévère économie, à remplir le Trésor tout en soulageant les contribuables, et à pourvoir aux exigences de l'État sans le rendre impopulaire. Par l'utilité de ses services et la force de sa personnalité, il pouvait être regardé comme l'indispensable soutien et la clef de voûte du nouveau régime.

CHAPITRE V

LES MÉCOMPTES DE MELZI

- I. Insuffisances que Melzi apporte au pouvoir : elles proviennent de son passé, de son caractère et de ses conditions de santé. — Son inexpérience ; sa promptitude au découragement ; ses attaques de goutte. — Les difficultés de sa position : elles tiennent à la lenteur des communications entre Paris et Milan, aux occupations du Premier Consul, à l'infériorité de Marescalchi dans le rôle d'intermédiaire.
- II. Divergences de vues fondamentales entre le Président et le Vice-Président : sur les principes et les méthodes du gouvernement intérieur, sur la politique étrangère, sur les rapports financiers de la République et de la France. — Melzi cherche à les faire oublier par des flatteries personnelles ; inconvénients de cette méthode.
- III. Les dispositions de Melzi pendant sa première année de magistrature. — Sa confiance du début fait place au découragement (juin). — Ses tentatives malheureuses (juillet et octobre) pour faire réduire le subside mensuel payé à l'armée française. — Désastreux effet produit sur lui par cette déception.

La première année d'existence du nouveau régime avait permis d'éprouver, en même temps que l'état de ses ressources financières, la solidité de ses ressorts politiques, et en particulier de celui qui commandait à tous les autres. Faute de traditions ou d'institutions assez anciennes pour suppléer aux défaillances des hommes, la prospérité de la République italienne dépendait en réalité de la valeur de son chef. Melzi avait-il acquis les qualités nécessaires pour remplir sa tâche souveraine et suffire à son

double rôle d'avocat de la nation auprès de Bonaparte, et de représentant de Bonaparte auprès de la nation ? L'exercice d'un pouvoir accepté à regret avait-il eu pour effet de tremper son caractère, de révéler en lui des aptitudes cachées et de transformer le grand seigneur en homme d'État ? La question avait pu se poser lors de son entrée en charge, mais la réponse n'était plus douteuse au bout de quelques mois.

I

Il n'avait pas tardé en effet à traduire par ses actes et à proclamer lui-même dans ses lettres les multiples insuffisances qui tenaient à son esprit, à son caractère, à ses infirmités.

Tout d'abord son esprit, dont la souplesse n'était pas la qualité dominante, n'avait pu se plier aux exigences de sa nouvelle situation. Accoutumé par sa vie passée à voir les choses de loin et de haut, il se perdait dans leur complexité quand il lui fallait les examiner de près, accordait à toutes la même importance, ne savait pas s'élever au-dessus du détail et dépensait inutilement une somme de travail très disproportionnée à ses forces. — La présence d'esprit lui manquait autant que la largeur ou la promptitude de coup d'œil. Lui-même avouait ne se trouver à l'aise que lorsqu'il avait « une règle fixe, une voie toute tracée ». C'était une disposition fâcheuse en présence des difficultés imprévues, des situations fausses, des embarras multiples que présente l'exercice du gouvernement dans une période de transition.

Les qualités de son caractère ne pouvaient suppléer à ces infériorités intellectuelles. Si ses vertus morales avaient pris au pouvoir un nouvel éclat et forcé l'admiration même des envieux, il n'y avait acquis ni la

persévérance de volonté ni la confiance communicative nécessaires à l'accomplissement de son œuvre. Lui-même ne cessait de revenir dans ses lettres sur cette cause d'infirmité et de déployer une singulière énergie pour prouver à quel point il en était dépourvu. Il insistait à maintes reprises sur sa facilité à « se laisser rebuter facilement par les contrariétés ¹ » et déclarait « manquer absolument du secours de l'ambition ² » pour en triompher. « Il s'inquiète, écrivait un témoin de ses crises morales, il s'irrite, il s'effraye outre mesure des obstacles qu'il rencontre sur ses pas... il tend à une perfection idéale qu'il n'est pas possible d'atteindre, et s'afflige de ne pas y arriver ³. » — Lorsqu'il traversait un de ces accès de prostration, destinés à se multiplier avec ses mécomptes, il ne remplissait sa tâche qu'à contre-cœur, se reprochait de l'avoir acceptée par dévouement et déclarait ne la poursuivre que par résignation. Comment, avec cette promptitude au découragement, aurait-il inspiré aux autres la confiance qui lui manquait ? « Je n'ai aucune aptitude, avouait-il mélancoliquement, pour agir sur l'imagination des hommes, la mienne ayant été depuis longtemps réfrénée par ma raison ⁴. » — Son extérieur un peu froid et la gravité presque espagnole de ses manières contribuaient d'autre part à écarter de sa personne ceux mêmes qu'aurait ralliés sa politique. Soit défiance naturelle, soit crainte des familiarités et des indiscretions, il vivait trop souvent isolé et replié sur lui-même, au milieu d'une petite coterie de clients et de parasites qui entretenaient ses soupçons et le séparaient du monde politique ⁵.

Les infirmités du corps et les fatigues de l'âge aggra-

1. MELZI, *Mem.*, II, 592.

2. *Ibid.*, II, 54.

3. JACOB, rapport cité (*Notices et Documents*, p. 175).

4. Melzi à Marescalchi, 17 juin 1802 (Arch. Vienne, 17).

5. AUVRAY. *La Collection Custodi*, pp. 111-113.

vaient encore chez lui les défaillances de la volonté. Depuis plusieurs années déjà, il était sujet à des attaques de goutte dont le renouvellement, rendu plus fréquent par la vie sédentaire et plus douloureux par suite de certains excès, usait peu à peu sa force de résistance et lui servit à la fin de prétexte pour s'abandonner sans réagir au découragement. Lui-même résu-mait les causes principales de ses faiblesses en déclarant qu'il se trouvait trop vieux pour agir comme pour changer, et qu'il serait remplacé avec avantage par « des jeunes gens appropriés à la condition du temps¹ ».

Les inconvénients de sa situation s'ajoutaient, pour le paralyser, aux défauts de son caractère. Il se voyait d'abord obligé de consulter le Premier Consul sur toutes les décisions, nominations ou projets de loi importants. Or il fallait 4 jours à un courrier extraordinaire², 8 à la malle-poste pour couvrir la distance de Milan à Paris; les affaires les plus urgentes ne pouvaient donc recevoir de solution qu'après une ou deux semaines, quand toutefois les multiples occupations de Bonaparte lui permettaient de lire aussitôt après leur arrivée les lettres qui en contenaient l'exposé. — C'était en effet le moment où celui-ci agitait les plus graves problèmes de sa politique intérieure et extérieure; où au dedans il était absorbé par l'épuration du Tribunat, la Constitution de l'an X, l'établissement de la Légion d'honneur; où au dehors il concluait la paix avec l'Angleterre (mars 1802), cherchait à regagner la Russie et à s'assujettir l'Espagne, méditait de grands projets dans le Levant ou à Saint-Domingue, réorganisait la Hollande, la Suisse et l'Allemagne, annexait le

1. « Je suis trop vieux pour changer de manière de voir, de sentir et de juger, d'agir; qu'on cherche au contraire des jeunes gens dociles, appropriés à la condition des temps. » (Melzi à Marescalchi, 5 nov. 1802. Arch. Vienne, 5.)

2. De 92 à 94 heures (*Corr.*, XI, N° 10.029).

Piémont et menaçait Naples. De tous côtés, en France et en Europe, les particuliers et les gouvernements recouraient à lui comme à l'arbitre suprême, les uns pour quémander des honneurs et des places, les autres pour implorer des territoires ou des alliances. — Malgré la prodigieuse puissance de travail dont il avait donné à Melzi lui-même de curieux exemples¹, la tâche était trop écrasante pour qu'il en dirigeât toutes les parties avec une égale application. Dans le fracas de si grands événements et le bourdonnement de tant d'ambitions, comment aurait-il prêté une oreille attentive aux demandes ou aux plaintes qui lui parvenaient d'un petit pays comme la République italienne ? Il fut forcément amené à en considérer les affaires comme d'une importance secondaire. Lire en courant les lettres de Melzi, répondre aux plus pressantes par quelque bref billet, recevoir toutes les semaines Marescalchi en audience diplomatique, voilà à quoi se réduisit au bout de quelques semaines son rôle comme Président ; c'était assez pour trancher les grandes questions, mais non pour les étudier.

Habitué d'autre part à voir en France ses volontés aussitôt accomplies que formulées, il s'étonnait de ne pas trouver dans la République vassale la même promptitude d'exécution, et croyait qu'il suffisait pour l'obtenir d'investir son représentant à Milan de la plénitude de sa confiance². Il s'irrita bientôt de trouver toujours

1. « L'activité de Bonaparte, son application, l'étendue de ses connaissances sont quelque chose de prodigieux. Quand il commandait en Italie, il connaissait très peu les affaires administratives, et me l'avouait lui-même ; une année ou deux plus tard, je le retrouvai très versé dans ces questions. Il résiste à dix heures de travail continu et, malgré sa présence constante à sa table de travail, voit toujours sa santé se renforcer. Il s'est fait apporter tous les dossiers du ministère de l'intérieur depuis sept ans, et il les a tous lus en y mettant des notes et en demandant au ministre des éclaircissements que celui-ci était souvent embarrassé de lui fournir. » (Dépêche de Moll du 1^{er} mai 1803, d'après une conversation avec Melzi.)

2. « Sûr de votre attitude, le Premier Consul vous soutiendra au

devant lui cette force d'inertie et, à la fin de sa première année de présidence, il déclarait à Rœderer : « La Cisalpine végète tout doucement parce que j'y connais les hommes. Encore me donne-t-elle beaucoup d'embarras. J'en ai déjà assez ¹. » Sous cette impression, il en arriva peu à peu, soit à ajourner des décisions urgentes dont toute la valeur était dans l'opportunité, soit à les abandonner à ses ministres, moins impartiaux que lui et trop disposés à servir exclusivement les intérêts français ². De là des retards, des méprises et parfois des injustices qui entravaient le gouvernement dans sa tâche ou faisaient croire à son impuissance.

Seul, Marescalchi aurait pu conjurer le péril en stimulant respectueusement le zèle de Bonaparte. L'exercice de sa charge l'avait fait malheureusement tomber du côté où il penchait. Intimidé par la grandeur croissante du Premier Consul, il ne concevait plus les demandes à lui adresser que sous la forme de la flatterie ou de la supplication. Il semblait beaucoup plus préoccupé de décrire les pompes de sa cour en France que d'éclairer et de diriger son action en Italie. Quand il recevait de Melzi des représentations à lui transmettre, il commençait par en atténuer la force ou même par en altérer le sens par crainte d'une rebuffade. Puis il se retournait vers son correspondant, le conjurait de ne pas insister sur des observations inopportunes, de peur d'aliéner à la République italienne son

tant que vous le voudrez. Toute relation indirecte avec l'Italie sera tenue pour nulle. Vous et lui, ce sera tout... » (Marescalchi à Melzi, 21 fév. 1802. Arch. Vienne, 30.)

1. Conversation avec le Premier Consul du 30 déc. 1802. RÖDERER, *Œuvres*, III, 460.

2. Lettres de Marescalchi, *passim*. Cf. réponse de Melzi du 28 fév. 1803 : « C'est un supplice de rester dans une si pénible expectative des décisions les plus importantes, et de les recevoir ensuite à l'improviste, sans avoir le temps d'en préparer ou d'en rectifier l'exécution. Quand je me suis adressé au Président pour une affaire quelconque, il faut ensuite que j'attende l'oracle sans savoir que faire dans l'intervalle. » (Arch. Vienne, 20.)

unique protecteur, conseillait d'attendre une occasion d'intéresser l'amour-propre du maître à la solution désirée. C'était le moyen de perpétuer les malentendus que l'intérêt de tous commandait de faire cesser¹.

Cette cause de confusion ajoutée à tant d'autres contribuait à ralentir le cours des affaires. A la fin de 1802, la situation ne semblait pouvoir se dénouer que si Bonaparte venait en personne à Milan donner l'impulsion nécessaire à la machine gouvernementale. Vivement pressé de s'y rendre par Melzi², il annonça un instant son voyage comme prochain, mais fut détourné de son projet par d'autres préoccupations. La nécessité même de sa présence montrait les inconvénients du système hybride, qui, donnant à la République deux chefs, l'un au dedans et l'autre au dehors, rendait leur action commune difficile ou incertaine.

II

Le mal eût paru réparable si ces deux hommes avaient été au moins rapprochés par la communauté des idées. Leur collaboration avait fait malheureusement éclater entre eux un désaccord profond, existant d'ailleurs en germe dans leurs entretiens de Lyon, et qui semblait sans remède, puisqu'il portait, — soit sur la conception fondamentale du gouvernement intérieur, — soit sur les rapports de la République italienne avec la France.

Sur le premier point, on connaît les principes de Bonaparte. Exercer avec force le pouvoir personnel, lui donner comme instruments les corps constitués, se

1. MELZI, *Mem.*, I, 588 et 592; II, 126 et 131.

2. Dépêche d'Oroczo du 9 mars 1803. (Arch. Florence, *Affari Esteri*. *Corr.* Milan, 1369.)

débarrasser par des coups d'État partiels de l'opposition légale, et par des exemples sévères des résistances des partis; s'entourer d'un faste de représentation presque souverain, afin d'inspirer au peuple le respect de l'autorité, aux riches le goût du luxe et de la dépense; accorder à toutes les catégories sociales une part d'influence égale, mais limitée, afin de forcer chacune d'elles à chercher dans le chef de l'État une protection contre les autres¹; en un mot le pouvoir absolu comme but, la magnificence extérieure comme moyen, l'amalgame des classes comme garantie: tel était, dans son esprit et dans ses procédés, le système de gouvernement que Bonaparte faisait prévaloir alors en France. — Convaincu que tous les peuples, sujets aux mêmes faiblesses, devaient être régis par les mêmes moyens², il ne cessait dans ses lettres d'en recommander l'emploi à Melzi. Il croyait lui avoir assez facilité cette tâche en le couvrant de son appui, répondait à toutes les objections en citant son propre exemple comme modèle, prétendait surmonter en France des difficultés analogues et « enrageait » de voir les choses marcher moins vivement en Italie³. C'était vouloir ignorer que des

1. ROEDERER, *Œuvres*, III, 459 (déclarations de Bonaparte du 30 déc. 1802). Cf. les lettres de Marescalchi à Melzi: « Le Premier Consul ne désapprouve pas vos maximes de prudence, mais il est plus déterminé que jamais à faire disparaître tous les abus de toute sorte. Il vous soutiendra à cet effet. » (19 mars 1803.) — « Il paraît tenir pour principe que tout gouvernement, et surtout un gouvernement naissant, ne saurait être trop respecté; qu'en conséquence on doit sévèrement réprimer tout ce qui le blesse, tout ce qui l'offense, tout ce qui peut affaiblir sa considération. » (29 mars 1803, Arch. Vienne, 4.) — « Pour la force, il professe cet axiome que là où il n'y a pas de force, il n'y a pas de gouvernement... Pour le faste et la représentation il a en vue divers objets: gagner l'opinion populaire, réunir les principaux fonctionnaires pour en former l'esprit et enfin amener les riches à mettre en circulation l'argent qu'ils tiennent amassé. » (2 juin 1803, Arch. Vienne, 8.)

2. « Il viendra un temps où vous reconnaîtrez qu'il y a bien peu de différence entre un peuple et un autre. » Instructions au Vice-Roi Eugène, *Corr.* IX, N° 8852.

3. Lettre à Marescalchi de Melzi, 19 mars 1803, et ailleurs (19 juillet). « Le Premier Consul m'a démontré avec évidence que sa si-

méthodes politiques éprouvées dans un pays peuvent ne pas convenir à un autre, et qu'en tout cas elles perdent une partie de leur valeur entre les mains d'hommes qui ne croient pas à leur efficacité. Or Melzi professait sur l'art du gouvernement des principes tout opposés.

Il ne se faisait pas faute de les exposer dans ses lettres, afin de justifier sa prétendue inaction. On lui reprochait, disait-il, de ne pas imiter l'énergie d'attitude de Bonaparte. Mais pouvait-on comparer deux situations aussi différentes ? D'une part, celle d'un dictateur militaire, revêtu du double prestige du génie et de la popularité, ayant derrière lui un tout récent passé de gloire, à côté de lui une famille et des généraux dévoués pour auxiliaires, une armée victorieuse pour soutien, une nation entière pour complice, devant lui enfin des partis ou des classes depuis longtemps dissociés par la Révolution ; — et d'autre part celle d'un simple citoyen, appelé au pouvoir suprême par une intervention étrangère, sans autre titre que ses vertus privées, isolé au milieu de collaborateurs inconnus, de corps plus disposés à le combattre qu'à le seconder, d'une population inerte et de provinces rivales. Entre ces deux hommes, il n'était de commun que l'éclat officiel de leur dignité¹. — Ce qui semblait facile à l'un demeurait interdit à l'autre. Le premier pouvait se jouer des formes constitutionnelles, et tourner la légalité parce qu'il se sentait assuré de la secrète indulgence ou même de la complicité tacite du pays. Le second ne l'aurait pas imité sans péril, parce qu'il avait affaire à un peuple représenté par lui comme « le plus défiant

tuation actuelle est la même que la vôtre, et qu'il ne réussit à surmonter les obstacles qu'à force de courage, et en poussant toujours de l'avant. »

1. Melzi à Marescalchi, 12 mars 1803 (Arch. Vienne, 20). Mêmes déclarations à Moll le 16 juin (Dépêche de Moll du 9 juillet 1803. Arch. Vienne, *Corr.* Milan).

de tous, le plus prompt à découvrir le secret de tous les artifices politiques¹ ». En déployant une pompe souveraine, Bonaparte ne faisait que remplir le vide laissé dans les imaginations françaises par le souvenir des magnificences de l'ancienne cour. En suivant son exemple, le Vice-Président n'aboutirait qu'à s'aliéner ses compatriotes, beaucoup moins fiers de son faste comme Italiens que scandalisés de ses dépenses comme contribuables².

Il n'était pas enfin jusqu'au système de l'*amalgame*, proposé à son imitation comme un remède à tous les maux, dont la vertu ne le laissât sceptique. Favorisée en France par la lassitude publique, l'épuisement des luttes civiles, la présence d'un régulateur suprême des partis aux prises, l'adoption de ce principe n'avait pas de raison d'être en Italie, où les révolutionnaires ne formaient qu'une minorité, où les anciennes classes conservaient leur influence intacte, où la dissociation produite par le régime démocratique n'était pas encore assez avancée pour rendre irrésistible un besoin inverse de recomposition. Le gouvernement, composé de débris de tous les régimes précédents, devait y perdre en unité plus qu'il n'y gagnerait en valeur représentative³. Au lieu d'introduire dans les fonctions publiques, comme dans une « Arche de Noé », les promoteurs de toutes les discordes passées, mieux eût valu, d'après Melzi, les recruter entièrement dans les anciennes classes dirigeantes. Sur ce point, ses objections n'étaient peut être pas dénuées de fondement, car elles se ren-

1. Melzi à Marescalchi, 4 mai 1892 et 12 avril 1803. — « Croire qu'on puisse faire ici comme ailleurs, agir en tout à sa guise, se jouer des formes selon sa fantaisie, c'est là une erreur. Nous n'existons que par l'opinion, pour autant que nous existons par nous-mêmes; force nous est donc de la respecter. » (Lettre du 17 février 1803. Arch. Vienne, 18.)

2. MELZI, *Mem.*, II, 47.

3. Déclarations de Melzi à Moll du 26 mars 1803 (Dépêche de Moll du 31).

contraient avec les critiques de ses adversaires politiques, qui lui reprochaient d'avoir amené au pouvoir une cohue inorganique au lieu d'un parti homogène¹.

Ses idées gouvernementales fussent restées toutes négatives s'il s'était borné à rejeter celles qui lui étaient imposées de Paris. Il était pénétré de quelques principes positifs, qu'il ne se lassait pas d'énoncer dans ses lettres. Considérant son rôle comme celui d'un « juge de paix » et la confiance publique comme le seul « capital » désirable², il se proposait avant tout de rallier les esprits par les avantages d'une sage administration, comme par les bienfaits d'une conduite « plus conciliante qu'impérieuse³ ». Faire honneur aux engagements de l'Etat, respecter les formes constitutionnelles, gagner le plus grand nombre possible d'individus par des emplois, ménager tous les amours-propres et toutes les opinions, épargner les oppositions tant qu'elles ne se traduiraient pas par des actes⁴, telles étaient d'après lui les grandes lignes d'un programme assurément séduisant, mais dont il ne voyait pas le gros inconvénient dans les circonstances actuelles : c'est que le vœu public se trouvait alors en désaccord avec l'intérêt public. — Les populations repoussaient, non seulement les dépenses inutiles, mais encore les sacrifices nécessaires à la constitution d'une armée et d'un corps de fonctionnaires; elles se refusaient à admettre la suprématie d'un pouvoir central. Faire droit à leurs doléances, c'était donc faire tort au bien commun ;

1. On retrouve les mêmes appréciations et presque les mêmes expressions dans le rapport qu'à la même date le rival de Melzi, Murat, envoyait à Paris (*Notices et Documents biographiques*).

2. « La confiance publique est mon seul capital ; je lui laisse le soin de me diriger, puisqu'elle m'a placé ici et je m'abandonne à elle entièrement ; si j'avais besoin d'un autre moyen que celui-là pour suivre ma route, je serais un homme fini. » Melzi à Marescalchi, 29 avril 1802 (Arch. Vienne, 17). Cf. MELZI, *Mem.*, II, 47 et lettre à Carloti, préfet du Reno, du 12 juil. 1802 (Arch. Milan, 46).

3. MELZI, *Mem.*, II, 56.

4. MELZI, *Mem.*, II, 144-145.

la conquête de l'opinion ne pouvait s'opérer qu'au prix de la ruine de l'État. — Un autre eût peut-être cherché à résoudre ces contradictions; Melzi en triomphait au contraire, parce qu'il y voyait la confirmation de sa thèse favorite : c'est que, la République italienne représentait un « monstre politique ¹ », une « chimère impraticable ». « C'est dans la volonté de Bonaparte, écrivait-il, que commence et finit toute notre existence; mais pour moi l'existence présente ne suffit pas; je voudrais voir et je cherche en vain les bases de notre existence future ². » — « Tous les systèmes, ajoutait-il encore pour résumer ses idées, tous les systèmes qui n'ont pas en eux-mêmes leur principe d'existence, toutes les institutions politiques qui ont leur fondement dans une volonté étrangère ne peuvent être qu'artificiels ³. »

Ce pessimisme tenait également à des considérations d'ordre extérieur. Selon Melzi, la République italienne n'était pas durable, parce qu'elle participait à l'instabilité du système de politique étrangère suivi par Bonaparte. Maintes fois il avait reproché à ce dernier d'élever au dehors un « édifice sans fondement ⁴ » destiné à s'écrouler avec lui; de conserver en temps de paix, notamment en Italie, des « positions de guerre », propres à alarmer les puissances; d'avoir fait enfin de la Cisalpine, intermédiaire naturelle entre la France et l'Autriche, une avant-garde de l'une contre l'autre, un

1. « Tout le système est artificiel et a été conçu, établi et conservé hors de sa base. » (Melzi à Marescalchi, 17 fév. 1803. Arch. Vienne, 18.) Ailleurs Melzi qualifie la République italienne d'« édifice sans fondement » (Dépêche de Moll du 29 juillet 1803) ou de « système indéfini et indéfinissable ».

2. Melzi à Marescalchi, 2 sept. 1802 : et ailleurs (28 sept.) « Comme individu je serais satisfait, parce que le présent me suffirait; comme magistrat je ne le puis, parce qu'il ne suffit pas. » (Arch. Vienne, 18.)

3. Melzi à Marescalchi, 2 août 1802 (Arch. Vienne, 18).

4. Dépêche de Moll du 29 juillet 1803 (d'après une conversation avec Melzi). Mêmes déclarations, moins explicites, dans les dépêches des 21 mai 1802 et 24 juin 1803.

champ de bataille pour leurs armées, un objet d'inquiétudes pour les puissances. — Sans méconnaître la portée de ces observations, Bonaparte y avait répondu que s'il était sûr d'avoir devant lui douze années de vie et de pouvoir, il pourrait peut-être songer à l'établissement d'un système territorial stable, mais que pour l'instant « en abandonnant ses positions avancées, les cabinets ne l'en aimeraient pas mieux ; qu'il fallait se mettre en avantage et prendre les positions les plus imposantes que possible ; qu'il serait toujours temps de se concentrer et de se retirer ». C'était en quelques mots le programme et l'explication de sa conduite future. Entre les deux points de vue l'écart était trop grand pour permettre une entente ; il devait forcément s'élargir avec le développement de la politique consulaire. D'une part Bonaparte allait être entraîné par la guerre avec l'Angleterre à se fortifier encore dans la Péninsule et à envelopper ainsi la République italienne dans les hostilités générales ; d'autre part Melzi ne renonçait pas à ses plans d'équilibre territorial et ne négligeait aucune occasion de les proposer à nouveau.

A ce malentendu fondamental s'était joint un conflit d'opinions plus précis sur les rapports politiques et financiers de la République italienne avec la France. Tout en tenant l'occupation française pour une nécessité passagère¹, le Vice-Président ne la regardait pas moins comme un mal, en raison des charges qu'elle imposait au budget, et de la sujétion qu'elle faisait peser sur le pays. Il apportait au pouvoir l'intention d'en diminuer d'abord les frais, puis de la faire cesser quand la formation d'une armée nationale rendrait

1: « Une république nouvelle, composée comme la nôtre des débris de tant de gouvernements, une agrégation forcée de tant de peuples qui ne se connaissent point, qui ne s'aiment point, qui sont jaloux et même ennemis depuis des siècles, ne peut subsister que par la force étrangère. » (Dépêche de Moll du 31 oct. 1802.)

inutile la présence de troupes étrangères¹. Bien qu'il eût vraisemblablement reçu à Lyon quelques espérances, trop vite prises pour des promesses, il devait éprouver à ce sujet un double mécompte. Le Premier Consul était fermement résolu à ne pas se dessaisir, fût-ce pour en confier la garde à des alliés, de ses lignes de défense et de ses bases d'attaque contre l'Autriche. D'un autre côté, après avoir ramené de 2.750.000 à 1.600.000 francs, somme encore bien lourde pour elle, le subsidé militaire mensuel exigé de la République, il se refusait obstinément à une nouvelle réduction. Comme elle ne se trouvait pas encore en état de repousser par elle-même une agression fatale à son existence, n'était-il pas juste qu'elle soldât le prix de sa sécurité, en pourvoyant aux besoins des 30.000 Français immobilisés pour sa défense ? Le raisonnement ne semblait pas inattaquable, car le subsidé était intégralement perçu, même quand il perdait sa raison d'être par la réduction au-dessous du chiffre convenu du corps d'occupation ; et l'effectif total de l'armée française n'eût vraisemblablement pas été diminué, si elle n'avait pas eu à garder l'Italie du Nord. La solution la plus équitable eût peut-être consisté à partager les frais d'entretien entre l'État protecteur et l'État protégé ; elle ne pouvait agréer au Premier Consul, toujours soigneux de soulager le Trésor français au détriment des pays vassaux².

1. « J'ai dû sacrifier beaucoup de vues secondaires à une principale, qui est de mettre la République en force, au moins apparente, pour délivrer peu à peu le territoire de la République italienne des Français qui la dévoraient en la démoralisant. » (Dépêche de Moll du 24 juin 1802.)

2. En réalité Bonaparte se servait des pays vassaux pour équilibrer le budget français ; il avait lui-même au Conseil d'État (séance du 15 décembre 1803) avoir retiré de leurs contributions 100 à 200 millions de bénéfices nets pour couvrir les 700 millions de dépenses de l'exercice 1803. *Opinions de Napoléon sur divers sujets de politique et d'administration recueillies par un membre de son Conseil d'État* (PELET DE LA LOZÈRE, p. 235).

Tout séparait donc Bonaparte, en politique étrangère comme dans les affaires intérieures, de son représentant à Milan : il n'y avait pas d'accord possible, et presque pas de commune mesure entre deux conceptions inconciliables, fondées sur le droit de la force ou la souveraineté de l'opinion, sur la prépondérance française ou sur l'équilibre italique, et faisant du gouvernement une magistrature paternelle ou une dictature impériale.

Cette incompatibilité de caractère et d'idées aurait promptement conduit à une rupture, si Melzi ne s'était efforcé d'en atténuer les effets par ses prévenances personnelles envers le Premier Consul. « Le meilleur moyen de gagner Bonaparte, disait-il, est de lui montrer de la droiture, de l'estime, de la confiance jusqu'à l'abandon et un attachement à toute épreuve ; il est infiniment sensible à ces sentiments-là. Cela est dans son caractère, et il n'y a pas d'exemple qu'il ait abandonné un seul de ceux qui lui ont montré un attachement vrai et constant dans des circonstances difficiles ¹. » Pour flatter son amour-propre ou ses susceptibilités, Melzi employait donc tous les moyens : protestations de dévouement à sa personne, évocations fréquentes de son nom dans les actes officiels, fêtes nationales célébrées en son honneur, adresses à la Consulte de l'occasion des grands événements de sa vie publique ou privée. Il ne négligeait même pas les petites attentions et envoyait à Paris des fromages de Parme fort appréciés sur la table des Tuileries ². Cette habile tactique présentait pourtant un danger dont il ne sut pas

1. Dépêche de Moll du 24 juin 1803. Cf. dépêche du 11 juillet. « Je cherche à soigner le Premier Consul autant que je puis, et à le maintenir dans de bons sentiments par des louanges qui flattent son amour-propre. La fête nationale de demain soulève des protestations parce qu'elle coûtera de 10 à 15.000 sequins, mais par ces démonstrations publiques, la reconnaissance fait gagner autant de millions. »

2. Lettre de Marescalchi à Melzi du 22 fév. 1803 (Arch. Vienne, 31).

toujours se préserver : celui de confondre les amabilités de forme avec les concessions de fond, d'éviter les explications trop précises pour ne pas éveiller le mécontentement du maître, et de se donner ainsi les apparences de la duplicité.

On vient de voir quels principes de mésintelligence devaient fatalement mettre aux prises le Président et le Vice-Président. Il reste à en montrer l'action dans leurs rapports journaliers.

III

Dès ses premiers pas, Melzi n'avait pu réprimer un instinctif mouvement de recul en présence de l'immensité de sa tâche. Puis il s'était ressaisi, se sentant soutenu par la sympathie populaire : « Assurez le Président, écrit-il à Marescalchi (1^{er} mars) que le courage ne me fait pas défaut; mon sacrifice est fait et, devrais-je y périr, je n'abandonnerai pas l'entreprise, tant que son appui me permettra de faire du bien à ce pauvre pays ¹. » Ces belles résolutions faiblissent bientôt devant les obstacles. Elles sont d'abord ébranlées par les difficultés que rencontre Melzi pour recruter les fonctions publiques, et en particulier les préfectures. « Je vous le répète, dit-il (2 avril) à son confident, si j'ai quelque sujet de me décourager, c'est en raison de la rareté d'hommes qui aient de la bonne volonté et de la capacité. » Il n'exprime encore ici son découragement que sous une forme hypothétique. Deux mois après, il s'abandonne sans réagir à ses premiers dégoûts de l'autorité suprême et s'écrie : « Je vous déclare que je n'en puis plus; bien que touché de la confiance qui me soutient comme de la satisfaction qu'on me témoigne,

1. Melzi à Marescalchi, 1^{er} mars 1802 (Arch. Vienne, 17).

je ne soupire qu'après la porte de sortie, et ne puis me faire à l'idée de rester longtemps au poste où je suis. Totalement exempt d'ambition, dépourvu d'illusions, je ne saurais me contenter de ce qui est artificiel, comme l'est notre système politique¹. » Après lui avoir inspiré ce cri de détresse, ses déceptions l'entraînent à des confidences assez mal placées. Il fait l'aveu et le récit de ses ennuis au commissaire autrichien de Moll, en y ajoutant cette inquiétante déclaration : « Au point où nous en sommes, je vais désormais renouveler ma correspondance amicale avec Cobenzl². »

Il était à peine remis de cet accès de mélancolie que d'autres soucis venaient mettre à l'épreuve sa force de résistance. En présence de la répugnance du Corps législatif à voter de nouveaux impôts, il demanda, pour équilibrer le budget, que le subside mensuel versé à l'armée française subît une nouvelle réduction, de 1.600.000 francs à un million. Le Premier Consul se borna à répondre que, puisque la République italienne ne pouvait se passer de troupes étrangères, c'était à elle de les payer. Il accorda pour l'avenir des espérances vagues, et proposa pour l'instant une combinaison jugée inacceptable par Melzi, parce qu'en échange d'avantages matériels insignifiants, elle aurait donné à un abonnement provisoire le caractère définitif d'un tribut permanent³. Piqué de ce refus, il regarda désormais la question comme close, et lorsque Felici, à la veille de retourner à Milan (juillet 1802), voulut lui en reparler dans son audience de congé, il lui répondit simplement : « Vous êtes un sot⁴ ! » Cette première

1. Melzi à Marescalchi, 17 juin 1802.

2. Il ne nous a pas été possible de découvrir trace de cette correspondance aux archives de Vienne, ni même d'établir si Melzi a mis ce projet à exécution. Le ton général de la correspondance de Moll donnerait à croire qu'il a dû y renoncer.

3. Marescalchi à Melzi, 9 et 27 juillet 1802 (Arch. Vienne, 30).

4. Dépêche de Moll du 21 juillet 1802.

déception atteignait le Vice-Président en pleine crise politique, au moment où les difficultés parlementaires, les troubles de Bologne et les progrès de l'insécurité publique contribuaient à ébranler sa confiance en l'avenir¹.

Cependant, s'ils s'attrista de son échec, il ne se tint pas pour battu ; il ne devait point avoir de repos que la question ne fût résolue selon ses désirs. Après l'avoir indirectement soulevée (2 août), au lendemain même du jour où Bonaparte vient de la trancher, il saisit une occasion de l'exposer dans tout son développement. A la fin de la session du Corps législatif, il envoie au Premier Consul (15 octobre) le rapport qu'il lui a promis, non seulement sur les travaux de cette assemblée, mais encore sur la marche générale des affaires et sur la valeur pratique des institutions données au pays². Il ajoute en terminant : « Vous avez voulu que la République italienne existât ; mais vous n'avez certainement pas voulu que son existence soit faible, souffrante et précaire. L'état actuel des choses ne permet pourtant pas d'espérer un autre sort... l'on est tué avant de naître si l'on commence par un déficit dans les finances. Tel est notre cas... le mensuel excède déjà nos forces ; sans doute nous avons besoin pour le moment d'une armée française, et il est juste qu'elle soit payée par nous. Mais 12.000 hommes bien effectifs suffiraient, ce qui donnerait lieu à un dégrèvement proportionné dans le mensuel, calculé aujourd'hui pour 24.000 hommes. Par cette seule manière, je vois la possibilité de faire face aux dépenses de création de

1. Son mécontentement fut si profond qu'il fut dénoncé à Bonaparte (MELZI, *Mém.*, II, 91), et que le bruit de sa retraite courut jusqu'à Trieste, où le recueillit la reine Marie-Caroline de Naples (*Correspondance inédite*, II, 329).

2. Ce rapport figure dans les *Memorie* (II, 30-64). Mais il est faussement daté du 18 mai, le texte en ayant été réuni à une autre lettre toute différente qui porte cette date.

notre armée sans un surcroît d'impôts qui est incompatible, soit avec les forces du pays, soit avec les dispositions morales qu'on a un besoin urgent de lui inspirer¹. » Melzi désirait seulement que la réduction demandée fût tenue secrète, afin que l'opposition n'en profitât pas pour réclamer une diminution croissante dans le chiffre des impôts. Pour renforcer l'effet de ce chaleureux plaidoyer, il tenait en réserve un argument suprême, nouveau alors, mais dont il devait abuser par la suite, l'offre de sa démission. Dans une péroration où les lassitudes de son âme apparaissent à travers les soumissions de son langage, il fait ressortir la disproportion croissante de ses forces et de ses obligations, et invoque ses infirmités croissantes pour adjurer le Premier Consul de lui nommer un successeur².

Non seulement cette supplication ne fut pas exaucée, mais elle ne parvint même pas à son adresse. Pour que le Premier Consul fût préparé à la recevoir, le Vice-Président avait, quelques jours à l'avance, chargé Marescalchi de l'entreprendre sur la question du mensuel. L'accueil fait à ces premières ouvertures, présentées au cours d'une audience du Corps diplomatique, n'avait rien que de décourageant. En une de ces longues tirades, mêlées de reproches et de menaces, par lesquelles il avait coutume de déconcerter ses interlocuteurs, Bonaparte répondit que la République italienne le forçait d'entretenir 100.000 hommes au delà des Alpes et d'occuper le Piémont pour la défendre; qu'elle n'était reconnue et respectée en Europe que grâce à sa protection; qu'elle manquerait de gratitude si elle ne comprenait pas, comme la Suisse ou la Hollande, la nécessité de payer cet avantage au prix de quelques sacrifices; et que, si elle s'y refusait, elle

1. Rapport cité, p. 54.

2. *Ibid.*, pp. 57-58.

se verrait purement et simplement partagée entre les pays voisins ou réunie à la France, comme les États sardes. Et l'entretien fut rompu sur cette brusque sommation¹.

Terrifié par cette sortie, Marescalchi, dont l'audace n'était pas la qualité dominante, voulut éviter à tout prix une nouvelle scène. L'arrivée du rapport annoncé, qui soulevait à nouveau la question du « mensuel », eut pour premier résultat de lui faire perdre le sommeil. Après quelques jours d'incertitude, il ne se sentit pas de force à affronter de nouveau la colère consulaire et préféra essayer sur Melzi le pouvoir de son éloquence. Dans une lettre pathétique (28 octobre)², il lui donnait raison pour le fond, mais le suppliait de ne pas insister pour la transmission de son travail : « Nous courons ce risque qu'il (Bonaparte) n'en arrive à nous juger ingouvernables et à croire qu'il faut, ou nous réunir à la France, ou mettre quelque étranger à notre tête ; et si nous ne marchons pas de bon gré, il nous fera marcher de force... Si l'on désire des concessions, c'est par des compliments et non par des menaces qu'on les obtiendra... Donnez au Consul des louanges, ne vous lassez pas de redire qu'il est notre fondateur, et que c'est lui qui doit nous soutenir en toute occasion ; que, s'il retire sa main, nous ne sommes plus rien, que vous vous en remettiez entièrement à sa générosité, à sa sollicitude et à sa gloire... »

Bien que sur ce dernier point Melzi partageât à bien des égards la manière de voir de son ministre à Paris, il ne put se défendre d'un mouvement de révolte en songeant aux inconvénients d'une méthode qui revenait à éviter de s'expliquer pour mieux s'entendre, et à croire gagner les questions en évitant de les traiter : « Votre raisonnement, répondit-il à Marescalchi

1. Melzi à Marescalchi, 16 oct. 1862 (Arch. Vienne, 18).

2. Texte dans MELZI, II, 543.

(6 novembre)¹, se réduit à faire des sacrifices présents pour se ménager des éventualités favorables dans l'avenir. Mais voyez le sort de nos espérances passées. Faire servir nos pauvres finances à combler le vide des déplorables finances françaises, voilà l'idée capitale qu'on a tenté de réaliser par tous les moyens et qu'on a maintenant menée à bien... Je sais qu'une protestation de ma part m'expose personnellement à tous les ressentiments possibles... mais je ne dois compter pour rien dans tout ceci ni ma personne, ni même l'exil auquel m'exposent ces déclarations. Mais comme je vois qu'en suivant la même marche, nous arriverons vite à la nécessité de rompre, la réflexion me persuade chaque jour davantage qu'il vaut mieux parler à temps. » C'étaient là de fières paroles ; malheureusement, et par une inconséquence naturelle aux âmes faibles, Melzi avait déclaré consentir, au début même de la lettre qu'elles terminaient, à ce que son rapport restât secret : c'était acquiescer à la prolongation de ce silence qu'il jugeait préjudiciable aux intérêts de la République et fertile en malentendus.

Comme il renonçait ainsi à agir, il ne lui restait que la ressource des stériles lamentations. Il ne se fit pas faute d'en remplir ses lettres. « Maudit soit le jour où j'ai quitté Saragosse, s'écriait-il. C'a été la plus grande erreur de ma vie². » De son côté, Marescalchi, craignant quelque éclat de sa part, s'évertuait à lui prêcher la résignation, en lui démontrant que la République périrait s'il se retirait ou s'il s'aliénait le seul homme de France qui s'intéressât à elle. « Nous serions

1. Melzi à Marescalchi, 6 nov. 1802 (Arch. Vienne, 19).

2. Lettre du 5 novembre 1802 (Arch. Vienne, 19) qui contient encore ce passage. « Il est facile à qui est loin de juger des choses dont il n'a pas la responsabilité ; mais celui qui a sur les épaules un poids comme celui-ci et qui est forcé de marcher avec de la boue jusqu'à la ceinture, celui-là doit chercher à tout prix à sortir pour toujours de cette situation. »

perdus, pardonnez-moi si je ne cesse de vous le répéter » (10 novembre)¹.

Ce premier différend du Vice-Président avec Bonaparte se terminait donc sans avoir été vidé. Il avait servi surtout à éclairer sa physionomie d'une lumière nouvelle, qui en accusait les saillies et les ombres. Honnête et inexpérimenté, obstiné et irrésolu, ferme d'esprit et faible de caractère, tel s'était révélé Melzi sous la Révolution, tel il venait d'apparaître dans cette affaire, au bout d'un an de pouvoir. Après avoir soulevé une question capitale à ses yeux, il ne s'était senti ni la persévérance de la poursuivre, ni le courage d'y renoncer; il l'avait seulement agitée sans la résoudre, de manière à indisposer le Premier Consul et à se ménager à lui-même d'inutiles regrets. Il sortait de cette épreuve avec de nouvelles amertumes et un dégoût de plus en plus marqué pour ses fonctions. Il eût fallu pour lui rendre confiance un succès de ses idées et de son administration. C'est à ce moment même que ses rapports avec l'armée française et son chef allaient devenir pour lui une nouvelle source de difficultés.

1. Arch. Vienne, 19.

CHAPITRE VI

LES RAPPORTS AVEC L'ARMÉE D'OCCUPATION

- I. Le renouvellement des abus de l'occupation. — Exigences et actes d'arbitraire des généraux français. — Attitude hostile de Berthier à Paris.
- II. Retour de Murat à Milan (19 octobre), son caractère. — Ses besoins d'argent, ses ambitions et sa soif de popularité. — Ses premières déceptions ; elles le portent à s'entourer d'ennemis du gouvernement. — Premières manifestations d'hostilité envers Melzi, suivies d'une trêve passagère (décembre).
- III. Sous l'inspiration de son entourage, Murat forme le projet de décourager Melzi à Milan par des tracasseries continuelles et de le perdre à Paris par des dénonciations. — Exécution de ce plan. — Affaire des jeux, constitution d'une police militaire. — Insinuations sans effet auprès du Premier Consul ; Murat cherche une affaire pour leur donner un corps.
- IV. Le capitaine Ceroni ; son passé. — Il compose (novembre 1802) une pièce satirique. — Elle est signalée au Vice-Président et au général en chef, qui décident d'un commun accord (janvier) de ne pas y attacher d'importance. — Murat se ravise et se décide à un éclat. — Arrestation de Ceroni (23 février), saisie de ses papiers, envoi d'un courrier à Bonaparte pour dénoncer une conjuration contre les Français. — Indignation du Premier Consul ; il envoie de sévères avertissements à Murat et à Melzi et ordonne de faire juger Ceroni par la Consulte d'État (11 mars).
- V. Effet produit à Milan par ces ordres. — Murat et Melzi offrent simultanément leurs démissions. — Ils les retirent et se réconcilient sur la prière instante de Bonaparte (2 avril). — Jugement et condamnation de Ceroni et de ses amis.
- VI. Suites immédiates de l'affaire. — Bons rapports apparents, inimitié persistante de Melzi et de Murat ; dernières manœuvres de ce

dernier. — Mission de Jacob à Milan (avril). — Installation du Vice-Président au Palais National (15 avril). — Mouvement d'opinion en sa faveur et progrès de l'esprit public.

Bien que régie désormais par un gouvernement national, la République italienne restait toujours occupée par les troupes françaises. Leur séjour sur son territoire était-il compatible avec l'exercice de son autonomie politique et le développement de son organisation administrative ? N'apparaissait-il pas au contraire comme inséparable d'abus dont aucun ordre supérieur ne pouvait empêcher le renouvellement ? Cette question capitale, à laquelle n'avait pu toucher la Consulte de Lyon, devait, au cours de l'hiver de 1802-1803, soulever des incidents pénibles, terminés par une crise qui mit en péril l'autorité et même le maintien au pouvoir du Vice-Président.

I

Déjà, pendant l'été, quelques symptômes inquiétants en avaient signalé l'approche. Les premières mesures consenties par Bonaparte avaient, il est vrai, amené une notable détente dans les rapports de l'armée française et de la population, mais sans leur donner pourtant ce caractère idyllique dont se plaisait à les revêtir l'imagination féconde de Chateaubriand¹. Pour que l'amélioration obtenue fût définitive, il eût fallu changer la mentalité

1. « L'armée française s'établissait, comme une colonie militaire, dans les plaines de la Lombardie. Gardés çà et là par leurs camarades en sentinelle, ces étrangers de la Gaule, coiffés d'un bonnet de police, portant leur sabre en guise de faucille par-dessus leur veste ronde, avaient l'air de moissonneurs empressés et joyeux... Nous sommes de singuliers ennemis ; on nous trouve d'abord un peu insolents, un peu trop gais, trop remuants, nous n'avons pas plutôt tourné les talons qu'on nous regrette. » (CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe* (éd. Biré), II, 341.) L'auteur traversait la Lombardie en juin 1803.

en même temps que l'attitude des généraux préposés au commandement des départements et des places fortes. Il eût fallu les habituer à respecter les autorités civiles, soumises auparavant à tous leurs caprices, à ne plus se regarder comme en pays conquis, à renoncer aux bénéfices illicites qu'ils tenaient pour un des privilèges essentiels de leur charge. — On ne pouvait espérer d'eux une aussi subite conversion. Dès que la surveillance consulaire leur parut se relâcher, la plupart crurent pouvoir revenir aux anciens errements. A Forlì, Tharreau ne perd pas une occasion de manifester son aversion pour le nouveau régime. A Brescia, Digonnet, fraudeur incorrigible, se livre ouvertement à la contrebande, malgré un blâme reçu de Murat; sous ses ordres, Chabot, « bon enfant » mais tête chaude, passe son temps à chercher querelle à la municipalité. A Bologne, Verdier, chargé de réprimer les mouvements de juillet, profite de ses pleins pouvoirs pour chasser le préfet, réquisitionner un palais entier pour son usage personnel, et prescrire des arrestations arbitraires, rachetées ensuite à prix d'argent. Il part en laissant à son hôte le soin de régler ses dettes, et aux Bolonais une irritation qui se tourne en rage contre les Français¹. A Mantoue, Miollis, plus honnête, mais aussi intéressé, professe les principes et protège les membres de l'opposition démocratique la plus avancée, affecte d'ignorer la République italienne, et provoque son rappel en interdisant à ses troupes de prendre part aux cérémonies officielles célébrées lors du Consulat à vie²; son départ est un soulagement pour les Mantouans, moins sensibles que les beaux esprits à la pensée qui avait inspiré sa fameuse « Fête de Vir-

1. Melzi à Marescalchi, 17 sept. et 7 nov. 1802 (Arch. Vienne, 18).

2. MELZI, *Mem.*, II, 42-43 et 100; MANTOVANI, 9, 17 déc. 1802; lettre du général Casabianca à Murat, 27 fév. 1803 (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*, 1803).

gile ». A Côme, à la suite de rixes continuelles entre civils et militaires, le commandant de place laisse la troupe piller à main armée un poste de douane. Aux yeux de la plupart des grands chefs, le gouvernement italien apparaît encore comme un être de convention, auquel ils ne doivent ni égards, ni même ménagements.

Le même état d'esprit règne malheureusement dans l'entourage de Bonaparte, et surtout au ministère de la Guerre français. Habitué à disposer en maître absolu des ressources de l'Italie, Berthier ne peut se faire à l'idée de voir sa toute-puissance limitée désormais par les droits d'une autorité régulière. Il envoie directement des ordres et des circulaires aux préfets italiens, soustraits pourtant à sa juridiction¹, réclame au début l'abonnement militaire mensuel sans tenir compte des réductions accordées par le Premier Consul², revendique comme un monopole du corps du génie français, et l'établissement d'une carte de la République, et la direction exclusive des travaux de fortification³. Bien plus, s'étant vu présenter par des fournisseurs militaires des créances impayées remontant à la première campagne d'Italie, il ne trouve rien de mieux que de les mettre, de sa propre autorité, à la charge de la République vassale. L'énormité de cette prétention arracha une protestation indignée à Melzi : « De quel front, écrivit-il à Bonaparte (30 janvier), demanderai-je, moi, des sacrifices à la nation quand la porte serait ouverte encore une fois à des surcharges incalculables, appuyées à des titres effectivement éteints par nous et satisfaits déjà plus d'une fois ? Non, je ne vous le dissimulerai pas, citoyen Président, si je ne vous avais pas constamment présent à mes yeux... si je n'avais pas

1. Melzi à Marescalchi, 20 janv. 1803 (Arch. Vienne, 19).

2. Le même au même, 2 nov. 1802 (Arch. Vienne, 19).

3. MELZI, *Mem.*, II, 119-123, 133.

une confiance sans bornes dans votre bonté, mon courage aurait succombé infailliblement en voyant à quelles conditions on cherche à assujettir notre existence. Et cela peut-être uniquement par le fait de quelques intérêts personnels¹... » L'alerte n'eut pas de suite et Melzi obtint heureusement gain de cause. Il n'en souffrait pas moins d'avoir sans cesse à se tenir en garde contre des exigences qui lui paraissaient dénoter une malveillance persistante envers son pays. Il s'affermissait ainsi dans la conviction que la République ne pourrait ni croître, ni prospérer sous le régime de l'occupation, parce que jamais le parti militaire français ne se résignerait à la traiter en État allié et indépendant.

II

Cette mauvaise volonté aurait pu toutefois rester sans sérieux inconvénients si le général en chef de l'armée d'occupation s'était montré disposé à seconder le gouvernement national, et à en imposer le respect à son entourage. Les dispositions de Murat, très conciliantes au début, avaient commencé à s'altérer avant même son départ de Milan. A Paris, où il prolongea son séjour, il se laissa circonvenir par la coterie de Sommariva, et ne cessa de fréquenter, malgré les avertissements de son beau-frère, les auteurs du projet de ferme des impôts indirects auquel il s'était intéressé en Italie². — Instruit de ses relations, Melzi n'était pas sans inquiétude lorsqu'il le vit, au début de l'hiver, revenir au siège de son commandement (19 octobre). Quelques incidents significatifs viennent aussitôt après

1. Lettre de Melzi à Bonaparte du 30 janv. 1803 (MELZI, *Mem.*, II, 117).

2. MELZI, *Mem.*, II, 148 ; cf. dépêche de Moll du 31 mars 1803.

justifier ces appréhensions. Murat, si ouvert d'ordinaire, témoigne au Vice-Président une froideur inaccoutumée, refuse l'offre de sa loge au théâtre, et se dérobe à sa visite, malgré le rendez-vous convenu¹. Jusqu'à la fin de son séjour, il va se montrer présomptueux et magnifique, passionnément avide d'argent, de louanges et de bruit; plus attaché pourtant aux satisfactions de la vanité qu'aux jouissances du commandement, aux apparences et surtout aux bénéfices du pouvoir qu'aux réalités de la domination; susceptible à l'excès, sensible au moindre échec comme au plus léger manquement, toujours prêt à se décourager et à se proclamer le plus malheureux des hommes; exposé par la faiblesse et la versatilité de son caractère à céder sans réagir, soit aux impressions du moment, soit aux influences contradictoires de ses conseillers, soit surtout à l'empire que sa femme a su prendre sur lui; témoignant tour à tour aux gens une confiance sans réserve ou une antipathie sans raison, mais déployant dans l'expression successive de ces sentiments des instincts de duplicité, une prédilection pour les petites ruses et les petits moyens par où l'ambitieux de 1802 laissait déjà prévoir le traître de 1814; en un mot grand acteur politique qui aime les effets de théâtre, mais se laisse souffler ses rôles ou en change trop souvent pour les soutenir². Les fantaisies de son ambition et les sautes de son humeur pouvaient devenir d'autant plus dangereuses

1. Melzi à Marescalchi, 24 oct. 1802 (Arch. Vienne, 5).

2. Cf. sur la psychologie de Murat la curieuse lettre (s. d.) que lui adressait Agar (MURAT, *Lettres*, II, N° 1159). Un peu avant son retour (24 août) Melzi parlait de lui en ces termes : « Murat étant homme sans système, sans principes et sans plan de conduite, il s'ensuit qu'il est très inégal et très journalier, même avec moi... Madame est une femme sage qui cherche à modérer autant qu'elle peut les extravagances de son mari » (Dépêche de Moll du 6 sept. 1802). D'après Marescalchi (lettre à Melzi du 29 mars 1802), le Premier Consul aurait traité son beau-frère de « bon enfant » mais « qui avait besoin d'être maintenu sur la ligne droite comme dépourvu d'expérience et de connaissances ». (Arch. Vienne, 30).

que sa qualité de beau-frère du Premier Consul lui assurait, même auprès de celui-ci, une impunité relative.

En arrivant à Milan, il y apportait des besoins d'argent, des goûts de faste, et des revendications d'amour-propre à satisfaire. Un traitement de 30.000 francs par mois, auquel la République italienne ajoutait une somme égale à titre de frais de représentation, semblait devoir suffire à ses appétits pécuniaires : il réclamait encore 300.000 livres par an au titre de fonds secrets; il vit cette exigence repoussée, mais elle valut à sa femme un camée de 1.000 louis et un bracelet, offerts par Melzi pour se faire pardonner ce refus¹. Décidé à déployer un luxe souverain, il demanda et obtint la jouissance du palais Belgiojoso, situé au milieu d'un parc magnifique, et le plus monumental de la ville après le palais National; il en fit renouveler somptueusement le mobilier, et il devait en dégrader l'extérieur en exerçant sur les frises son adresse au pistolet. Puis il se monta un train de maison princier, parcourut les rues de la ville en voiture découverte précédée d'un piqueur, et ouvrit une série de réceptions dans lesquelles il apparaissait à ses hôtes en veste verte galonnée d'or, frisé, poudré, et la tête ornée d'une énorme bourse à cheveux².

Ses ridicules extérieurs recouvraient malheureusement des prétentions plus inquiétantes. Il reparaisait en Italie avec l'ambition secrète, mais arrêtée, d'y reprendre le rôle diplomatique et presque souverain qu'y jouaient auparavant les représentants officiels du gouvernement français : Petiet sous la seconde Cisalpine, Trouvé et Rivaud sous la première³. N'ayant pu

1. Melzi à Marescalchi, 12 nov. 1802. Arch. Vienne, 19.

2. MANTOVANI, 1^{er} nov. 1802. Melzi à Marescalchi, 30 nov. 1802. Dépêche de Moll du 22 oct.

3. Dépêche de Moll du 6 août 1802 (d'après les déclarations de Melzi du 1^{er} août).

faire rétablir leur titre de ministre plénipotentiaire, incompatible avec la présidence de Bonaparte, il aurait voulu au moins retrouver leur situation morale, s'étonnait que tous les fonctionnaires ne vinssent pas se présenter à lui, intervenait dans les mouvements administratifs en faveur de ses protégés, proposait même directement au Premier Consul la nomination d'un ministre de l'Intérieur¹ et recherchait, à défaut d'hommages officiels, les apparences de la popularité auprès de ses compagnons d'armes, du peuple et de l'aristocratie. Ses efforts, souvent maladroits, aboutirent à des résultats opposés à ceux qu'il en attendait. — Quelques jours après son arrivée, il reçut en audience solennelle les officiers de sa garnison. Il parut à leurs yeux sans épée ni uniforme, en bas de soie blancs, et les fit défiler devant lui, sans leur dire un mot, après une longue station dans son antichambre; ils se retirèrent très froissés de sa tenue et de ses procédés². — Les gens du peuple, auxquels il se montrait volontiers dans les lieux publics, semblèrent plus irrévérencieux qu'intimidés au spectacle de son luxe royal et de ses accoutrements carnavalesques; il ne tarda pas à abandonner le théâtre, où il faisait d'abord de fréquentes apparitions, parce que les plaisants du parterre accueillaient son arrivée dans sa loge par des cris d'animaux ou des quolibets sur son costume et ses allures souveraines³. — Il n'éprouvait pas de moindres déconvenues du côté de la haute aristocratie, qu'il aurait voulu fréquenter et éblouir. N'ayant pas été invité à un grand bal donné par le marquis Fossati peu après son arrivée, et où elle figurait tout entière, il se plaignit de cette omission comme d'un affront et n'eut pas de cesse que le Vice-Président n'en eût sévèrement admonesté l'auteur.

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1013.

2. Dépêche de Moll du 22 oct. 1802.

3. Dépêche de Moll du 3 janv. 1803.

Mais en même temps, il répétait à qui voulait l'entendre : « Je vais apprendre à ces nobles de Milan à vivre grandement. » Ainsi avertis, ceux-ci ne se pressaient pas de lui ouvrir leurs salons, et ne fréquentaient les siens que pour s'égayer à ses dépens et se livrer sur son compte à des railleries que des informateurs complaisants ne manquaient pas de lui rapporter ¹.

Froissé dans son amour-propre, déçu dans ses ambitions, isolé dans un milieu qu'il aurait voulu dominer, il semblait devenir une proie facile pour les intrigants disposés à flatter ses rancunes ou sa vanité. Il s'entoura d'abord de réfugiés vénitiens, auxquels il faisait espérer la guerre avec l'Autriche et la délivrance de leur pays; parmi eux le député Salimbeni, chef de l'opposition parlementaire, et un abbé Greati, bibliothécaire du Brera, devinrent les familiers de sa maison. Il s'y joignit bientôt le général Lechi, commandant de la place de Milan, homme ambitieux, immoral et remuant, délateur infatigable. Cet entourage équivoque fut peu à peu complété par des patriotes qui n'avaient pu obtenir de places; par les généraux français Digonnet et Solignac², mécontents de voir mettre un terme à leurs exactions; par des fournisseurs ou des financiers en quête d'affaires louches; en un mot par tous ceux dont la présidence de Melzi contrariait les convoitises.

Les progrès de leur influence se manifestèrent dès le début par de fâcheux incidents. A Brescia, à Bergame, à Lodi et à Mantoue, des officiers supérieurs français, suivant l'exemple de Digonnet, prétendaient se soustraire à toute visite de douane ou d'octroi, et

1. Melzi à Marescalchi, 30 nov. 1802 (Arch. Vienne, 19.)

2. Signalé déjà par DESAIX (p. 137) comme « pillard à l'excès »; il faut enfin ajouter à la liste de ces conseillers Agar « celui-là même que l'année dernière Murat me dit avoir chassé comme un intrigant ». Melzi à Marescalchi, 12 sept. 1803. Arch. Vienne, 19).

maltraitaient même les employés préposés à ce service ; aussitôt Murat de dénoncer à Bonaparte (26 octobre) comme une « vilénie qui fait crier l'armée », l'application des lois à des « généraux, déjà si malheureux ». Melzi dut accorder la franchise aux états-majors français (6 novembre)¹. — Immédiatement après, le général en chef découvrit d'autres sujets de plaintes dans les affaires les plus insignifiantes. Le peuple sifflait-il au théâtre la maladresse d'un danseur de Paris ? C'était une insulte préméditée à la nation tout entière. Le gouvernement changeait-il de résidence un régiment italien de la capitale ? C'était pour y amener un colonel « ennemi juré des Français ». Le ministre de la guerre rappelait-il aux officiers de la garnison de Milan la nécessité d'une autorisation pour offrir un bal au général en chef ? C'était un manque d'égards et presque une injure à l'adresse de ce dernier². Murat voyait partout des offenses, presque des complots, et ramenait malheureusement toutes les questions politiques à des questions de personnes. Au retour d'une tournée d'inspection dans les départements (décembre), il mesurait l'esprit public des villes qu'il venait de traverser aux fêtes qu'elles avaient offertes à « Caroline³ » !

Ses insinuations à Paris pouvaient devenir plus dangereuses que ses susceptibilités à Milan. Sous le prétexte d'envoyer à son beau-frère des renseignements que personne ne lui demande sur l'état de l'opinion italienne, il met tout en œuvre pour l'amener, par des informations tendancieuses, à revenir sur l'œuvre de Lyon. Il note d'abord dans sa correspondance ce fait caractéristique que personne dans la République ita-

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 957, 958, 964 ; cf. MELZI, *Mem.*, II, 104.

2. MURAT, *Lettres*, II, N° 983.

3. MURAT, *Lettres*, II, N° 986 (27 déc.). C'est probablement à la suite de cette tournée que fut rédigé ce *Tableau de l'esprit public de la République italienne* reproduit dans mes *Notices et Documents* (p. 181).

lienne, ni les simples citoyens, ni le chef suprême, ne croit à la durée du régime. Il fait ensuite ressortir, non sans une certaine finesse d'observation, toutes les imperfections du Vice-Président : il le représente comme timoré à l'excès, dominé par le désir de ne mécontenter personne et d'être l'ami de tout le monde, attaché surtout à conserver sa réputation de probité personnelle et particulièrement heureux « quand il a trouvé l'occasion de développer à ceux qu'il peut accrocher le système politique de l'Europe », bref comme un brave homme, mais comme un politique pitoyable¹. A cette constatation intéressée Murat ajoute une découverte inattendue : c'est que ces mêmes Italiens, dont il dénonce chaque jour l'hostilité envers son armée ou lui-même appellent en réalité de tous leurs vœux leur annexion à la République française ; la perte de leur indépendance, au moins nominale, serait la plus persistante de leurs aspirations². — A quoi tendent ces affirmations fantaisistes, c'est ce qu'une fausse manœuvre laisse bientôt clairement apercevoir. Le 12 décembre 1802, le *Publiciste* de Paris publie une correspondance d'Italie, d'après laquelle le Vice-Président fatigué doit se retirer dans ses domaines d'Espagne, en laissant au général en chef l'exercice provisoire de ses fonctions. La nouvelle, démentie par le *Journal des Débats*, ne laisse pas que d'émouvoir Melzi ; elle répond en effet, sinon à l'inspiration directe, au moins aux ambitions visibles de Murat, qui s'est découvert trop tôt. Celui-ci semble un instant découragé par l'inutilité évidente de ses manœuvres ; sermonné par Saliceti qui, en passant à Milan, l'a mis en garde contre son entourage, il reproche amicalement au Premier Consul de ne pas lui témoigner assez de confiance (13 décembre), reconnaît que le Vice-Président s'amé-

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 958, 963 et 972.

2. MURAT, *Lettres*, N° 982.

liore et « se réveille » (27), s'offre même à quitter l'Italie et à partir pour Saint-Domingue lors de la mort de Leclerc (14 janvier)¹. Ce n'est là malheureusement qu'une trêve dans la lutte sourde que ses conseillers dirigent sous son nom contre le gouvernement établi.

III

Son caractère n'est en effet pas de ceux que corrige l'expérience ; ses premières insinuations contre Melzi étant restées sans effet, il va chercher à le perdre dans l'esprit du Premier Consul par une campagne de dénigrement plus active encore que la précédente, et appuyée s'il se peut sur des accusations précises. Mais, s'il poursuit toujours les mêmes convoitises, il semble, avec son inconséquence ordinaire, changer brusquement de sentiments et de relations. — Ayant réussi enfin à forcer les portes de quelques maisons aristocratiques, il fait des nobles sa compagnie habituelle, et accepte toutes les invitations qui lui permettent de mettre dans les gazettes que les grands seigneurs du pays se disputent l'honneur de sa présence ; par contre il n'a plus que des paroles de réprobation et de dédain pour les patriotes, qui ont été les premiers partisans de la France, et pour les hauts fonctionnaires, pourtant nommés par Bonaparte². — Il ne se pique pas de plus de suite dans ses jugements personnels que dans ses préférences sociales. Après s'être entièrement livré, au début, à l'influence de Salimbeni, il le signale lui-même comme « anglophile » ; après avoir dénoncé à plusieurs reprises le général italien

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 983, 986 et 996. Cf. sur cette affaire : lettre de Marescalchi à Melzi du 19 déc. 1802 et dépêche d'Oroczo du 29. Texte de l'article du *Publiciste*, AFRV, 1708.

2. Melzi à Marescalchi, 9 et 14 fév., 1^{er} mars 1803 (Arch. Vienne, 19). MURAT, *Lettres*, II, N° 1016, 1019 et 1027.

Pino comme un ennemi acharné des Français, il le recommande chaleureusement au Premier Consul pour l'expédition de Saint-Domingue, au Vice-Président pour le paiement de 200.000 livres de dettes et le couvre de sa protection jusqu'au jour tout proche où il verra en lui « le plus chaud partisan de l'indépendance¹ ». Du moins Lechi et Solignac réussissent à échapper à ces variations d'opinion et conservent leur empire sur son âme impressionnable. Pour arriver à leurs fins, ils lui suggèrent une double tactique dont l'emploi amènera la démission ou la destitution de Melzi : on le découragera à Milan par des tracasseries continuelles², et on le représentera à Paris comme incapable de prévenir et de réprimer une insurrection imminente contre les Français.

L'exécution de ce plan commença avec l'année 1803. Connaissant le point faible de son adversaire, Melzi avait facilité et peut-être acheté la réconciliation de décembre par l'envoi d'un rouleau de 1.000 louis³. Les petites difficultés qui se renouvelèrent aussitôt après lui ayant paru destinées à provoquer de nouvelles libéralités, il crut prudent d'arrêter les frais, ses finances ne pouvant y suffire. — N'ayant plus rien à espérer de ce côté, Murat recommence à se plaindre et à chercher des sujets de querelle au sujet de l'abonnement mensuel, de protégés vainement recommandés par lui, d'une invitation qu'il n'a pas reçue, d'un bal officiel auquel a manqué Melzi. Ce sont ensuite des encouragements tacites aux fonctionnaires mécontents qui, lorsqu'ils veulent tourner en ridicule le gouvernement et son chef, sont assurés de trouver au quartier général un auditoire complaisant et des sourires approbateurs⁴. L'un d'eux attribue même à son hôte ce pro-

1. MURAT, *Lettres*, II, Nos 952, 958, 961, 991, 1003, 1007.

2. Melzi à Marescalchi, 26 fév. 1803 (Arch. Vienne, 5).

3. Melzi à Marescalchi, 12 fév. 1803 (*Ibid.*).

4. MELZI, *Mem.*, II, 149-150.

pos compromettant : « Si Melzi ne veut pas marcher dans mon sens, je le ferai sauter. » Des bruits de ce genre, aussitôt répandus dans le pays, y accréditent l'opinion que le général Murat dirige un puissant parti d'opposition, destiné à devenir peut-être du jour au lendemain un parti de gouvernement. Certains préfets s'en effraient, demandent des informations à Melzi, lui envoient l'assurance de leur dévouement, lui offrent de se retirer avec lui. Jamais l'opinion n'a été plus chancelante.

A ces attaques détournées succède enfin une provocation directe. Les maisons de jeu ont été fermées et interdites, dans l'intérêt de la morale publique. Sous prétexte d'assurer un lieu de réunion aux nombreux étrangers de passage à Milan, surtout aux Piémontais, auxquels Bonaparte s'intéresserait particulièrement, Murat fait ouvrir un cercle qui est en réalité un tripot pour les officiers français¹ : c'est un défi brutal aux lois civiles et aux décisions de Melzi. Réconforté par les témoignages de confiance reçus de Paris², celui-ci s'efforce de rester insensible à ces piqures d'épingle. Peu à peu pourtant, il sent sa patience l'abandonner : « Pour Dieu, s'écrie-t-il un jour (17 février), je ne suis pas fait pour ce rôle, qui va bientôt devenir impossible à soutenir ! » Il ajoutera peu après : « Je vois approcher le moment où il me faudra dire : Si l'autre reste, c'est moi qui m'en vais³ ».

Pour se débarrasser de lui, il ne suffit pas de le pousser à bout, il faut encore le perdre dans l'esprit du

1. Melzi à Marescalchi, 26 fév. 1803 (Arch. Vienne, 5) et MURAT, *Lettres*, N° 1007.

2. « Quant à votre personne, il (Bonaparte) m'a recommandé instamment de vous persuader de son constant attachement et de vous assurer d'une façon toute spéciale que l'estime qu'il professe pour vous n'a jamais diminué un seul instant ». Marescalchi à Melzi, 21 déc. 1802 (Arch. Vienne, 30).

3. Melzi à Marescalchi (Arch. Vienne, 5). Un peu plus tard (24 avril) il déclarait que Murat avait reçu 600.000 livres, tout compris, depuis le mois de février 1802.

Premier Consul. Afin d'y parvenir, Murat ne recule ni devant la dépense, ni devant l'illégalité ; avec ses frais de représentation, il se constitue une police particulière dirigée par un aventurier nommé Paleari et qui lui coûtera 100.000 francs en trois mois. Il prescrit également aux généraux sous ses ordres (1^{er} décembre 1802)¹ d'employer les indemnités qui continuent à leur être allouées pour frais de table à payer des agents secrets par lesquels ils se renseigneront sur l'« esprit public » de leurs départements, notamment sur les manœuvres tendant à soustraire l'Italie à la domination des Français. Une police militaire secrète, payée par l'argent de la République, va donc fonctionner sur son territoire à côté de la police nationale. Cette officine de délation se met aussitôt à l'œuvre, avec plus d'imagination d'ailleurs que de succès. Sur les renseignements qu'elle lui fournit, Murat prête d'abord au gouvernement (24 janvier) le plan d'« accueillir les patriotes, de les bien traiter, de les placer avantageusement... pour agir contre nous de concert avec les Anglais² ». D'après un rapport de Pino, il attribue ensuite à Melzi, si hostile aux Jacobins, si éloigné des aventures, l'intention de révolutionner le royaume de Naples (5 février) ; il n'aboutit qu'à lui faire donner un avertissement très discret par Bonaparte (21 février)³. Il songe également à l'embarrasser en lui demandant une déclaration solennelle et écrite pour répudier toute solidarité, soit avec les fauteurs de révolution, soit avec les ennemis de la France (7 février)⁴ : le projet est tellement absurde qu'il est abandonné avant d'avoir été arrêté. Murat dénonce alors, avec plus de raison peut-être, mais sans plus de

1. Circulaire aux généraux. MURAT, *Lettres*, N° 976.

2. MURAT, *Lettres*, II, N° 1000.

3. MURAT, *Lettres*, II, N° 1005 et MELZI, *Mém.*, II, 125 et 132.

4. MURAT, *Lettres*, II, N° 1007.

preuves, l'esprit d'indépendance qui anime les hauts fonctionnaires et leur impatience de se soustraire à la tutelle française.

Reste enfin un argument d'un emploi commode et d'une application indéfinie : c'est la haine sourde qu'inspire à la population la présence onéreuse de l'armée et le protectorat prolongé de la France. On sait quelle était à cet égard la manière de voir du Vice-Président. Loin de dissimuler l'existence de cette antipathie nationale, il en avait à maintes reprises montré l'universalité, cherché les raisons dans les souvenirs du passé et les charges du présent, prédit la persistance pendant une génération encore, et retrouvé la trace jusque dans les bals donnés par Murat où Françaises et Italiennes se rencontraient sans se mêler¹. Toutefois il n'y voyait qu'une animosité purement passive, subsistant à l'état latent dans les âmes sans se manifester jamais dans les faits, et qu'il valait mieux endormir par le dédain que réveiller par des mesures de rigueur. Il se réservait donc de sévir contre des actes, mais jugeait impolitique de poursuivre des délits d'opinion. C'est cette attitude conciliante que Murat et ses amis vont signaler comme coupable et comme favorable à de dangereuses menées contre les intérêts ou même la

1. « On ne peut nier, écrivait à ce propos Melzi, qu'ici la disposition générale des esprits est constamment hostile aux Français, pour des raisons anciennes et connues. » Mais il ajoutait que Murat contribuait involontairement à la renforcer. Tout d'abord beaucoup de Français disaient du mal de lui dans les cafés, et leurs médisances étaient répétées. Puis ses familiers colportaient ses réflexions et ses boutades, dont toutes n'étaient pas également heureuses... « C'est ainsi qu'il a répété plusieurs fois qu'il voulait nous enseigner à vivre, à dépenser et à représenter. Cela suffit pour qu'on crie contre les nouveaux apôtres du luxe... et que les nobles surtout se confirment dans leurs résolutions d'économie. » (Melzi à Marescalchi, 22 décembre 1802, Arch. Vienne, 19). Plus tard (1^{er} janv.). Melzi rapporte qu'au bal même offert à Murat par l'armée italienne les Françaises et les Milanaises, après s'être mêlées un instant, se partagèrent en deux groupes séparés; « c'est une preuve, ajoutait-il, de ce je ne sais quoi qui reste et restera toujours entre les deux nations ».

domination de la France. Leurs premières insinuations à Paris semblent n'avoir que peu de succès, car le Premier Consul en parle avec Marescalchi sans paraître s'en inquiéter. Il importe, pour aboutir, de soulever un incident qui le touche à l'endroit sensible et donne un corps aux soupçons qu'on veut lui inspirer : ce sera l'affaire Ceroni.

IV

Il y avait alors dans la troisième demi-brigade de ligne italienne un jeune capitaine du nom de Ceroni (Giuseppe-Maria-Giulio)¹, qu'entourait une puissante réputation littéraire. Né dans un village près de Vérone en 1774, élève de Cesarotti à l'Université de Pavie, imitateur de Parini, il avait montré dans quelques essais de jeunesse la facilité des versificateurs de son temps à dissimuler, par les artifices du style et l'abus de l'allégorie, l'insignifiance des sujets qu'il traitait. La Révolution, dont il embrassa les idées les plus avancées, fit de lui un ardent pamphlétaire, qui sous la Cisalpine employa successivement ses dons poétiques et ses facultés d'amplification à invectiver les nobles de sa ville natale, à maudire les partisans de Trouvé, suspects de modérantisme, à exalter le général Brune, protecteur des patriotes milanais. Entre temps il s'était engagé dans l'armée et, après y être parvenu en trois

1. Ce personnage a fait l'objet d'une intéressante et complète monographie due à la plume de M. GUIDO MAZZONI (*Un commilitone de Ugo Foscolo. Giuseppe-Giulio Ceroni*, Venise, 1893). L'auteur toutefois déclare n'avoir pu préciser la date de la mort de Ceroni qu'il place en 1814. Le document suivant, extrait de l'*Archivio di Stato* de Milan permet de combler cette lacune : « Le chef de bataillon Ceroni, officier distingué par ses talents militaires et littéraires, est mort de phthisie pulmonaire le 25 mai dernier, à Governolo (Mincio) où il s'était retiré à l'apparition de sa maladie ». Rapport du ministre de la Guerre au Vice-Roi le 9 juin 1813 (Archives du ministère de la Guerre du royaume d'Italie, 1067).

ans au grade de capitaine, était passé avec elle en France pour prendre part ensuite à la campagne de Marengo. Témoin de l'immense élan d'enthousiasme soulevé par les victoires de Bonaparte, il s'y était associé en saluant en lui l'homme prédestiné par lequel l'« Italie, unie et indivisible, verrait renaître au Capitole, les beaux jours de Rome ». Il avait chanté tour à tour le retour d'Égypte avec Pindemonte, et la paix de Lunéville avec Monti. — A partir de ce moment, il se sépare des panégyristes officiels du régime : les mécomptes éprouvés par ses aspirations déterminent dans son esprit une double évolution qui le portera à combattre la France au nom de l'idée nationale et Bonaparte au nom du principe démocratique. Il avait rêvé une nation indépendante de tous les étrangers : il la trouve aussi morcelée que par le passé, assujettie à un libérateur qui s'est transformé en conquérant. Il avait cru au triomphe définitif des doctrines égalitaires ; et il voit renaître de toutes parts les formes et les habitudes aristocratiques. Soit qu'il cède à l'irrésistible besoin de mettre en vers ses sentiments, soit qu'il désire tromper la solitude de la petite garnison d'Oleggio, où il est provisoirement détaché, il veut exhaler dans une nouvelle composition poétique toutes les amertumes de son âme et, le 30 novembre 1802, il envoie à un ami de Milan ces fameux *Sciolti di Timone Cimbro* qui devaient avoir un retentissement si inattendu¹.

L'ouvrage était pourtant conçu suivant la formule classique qui n'avait guère varié depuis le temps de Filicaja. L'auteur commençait par personnifier l'Italie sous les traits d'une femme aux vêtements déchirés, couverte de boue et de sang, courbant la tête « sous un joug barbare » ; après avoir dicté des lois au monde du haut du Capitole, « écueil fatal pour la fureur celtique »,

1. M. Mazzoni en a reproduit les principaux extraits ; le texte intégral se trouve dans les Mémoires déjà cités de CICOGNARA, I, 239-243.

elle « offrait aux nations un misérable spectacle; devenue l'esclave de ses anciens maîtres, elle osait à peine élever une voix éplorée ». Venait ensuite une vigoureuse apostrophe à la France, déchue aussi de ses anciens rêves de liberté, à la fois opprimée et oppressive, et qui ne devait pas se montrer trop fière de sa force. « Tu es victorieuse, lui déclarait l'auteur, mais non pas invincible, car tu as contre toi l'infâme marché de Campo-Formio, l'asservissement de Venise, l'oppression de la Suisse, l'abandon de Naples aux vengeances royales. » Le morceau se terminait par un vague appel au « vengeur » inconnu qui relèverait l'Italie, guérirait ses plaies et lui permettrait, « après avoir repoussé de ses flancs les mercenaires étrangers qui la déchirent, de ne porter sur sa chevelure que des lauriers qui lui appartiennent en propre ». Le poème se terminait sur ce souhait. — Malgré l'inspiration antifrançaise de l'ensemble, malgré l'audace de certaines expressions, la forme allégorique de ce morceau, l'abondance des souvenirs classiques qui y étaient évoqués, le langage enveloppé qui en recouvrait les idées, l'absence d'allusions directes à Bonaparte, enfin la fidélité de l'auteur aux procédés de la rhétorique courante prouvaient qu'il y avait dans son exaltation un peu voulue autant d'entraînement et de virtuosité littéraire que d'irrésistible conviction. Devenu quelques années plus tard napoléonien fervent, Ceroni devait d'ailleurs, presque sous la même forme, célébrer la gloire de la France et de son Empereur avec toute la fougue qu'il avait mise auparavant à maudire l'œuvre du Premier Consul. Ses vers auraient en réalité passés inaperçus, s'ils n'avaient servi indirectement des passions intéressées à en exagérer la portée. La publicité imprudente qu'il leur donna contribua d'ailleurs à ce résultat.

A peine en effet les a-t-il terminés, que son amour-propre de poète recherche pour eux des approbations.

Au début de janvier, il les envoie en manuscrit à plusieurs protecteurs et amis, parmi lesquels le général Teulié, le préfet du Bas-Pô Magenta, et le conseiller législatif Cicognara. — Le premier, qui est en ce moment le rival de Lechi, conseiller de Murat, répond en tête d'une lettre d'affaires par un accusé de réception aussi banal que grandiloquent : « Je te remercie de la poésie sublime dont le nom italien t'est redevable. » — Le second, fonctionnaire attentif à ne pas se compromettre, parcourt rapidement les vers qu'il reçoit, et les loue comme « plus dignes de l'auteur que des temps où nous vivons ». — Cicognara enfin, qui jouit d'une réputation bien établie comme écrivain et comme critique d'art, accorde des éloges au style, exprime quelques réserves sur le fond, conseille d'adoucir quelques passages injurieux pour la France et recommande au poète comme un sujet digne de son talent les victoires de Scipion sur Annibal¹. Fier de son suffrage, Ceroni lui dédie sa pièce, la fait imprimer sans la mettre en vente, et en répand quelques exemplaires à Milan, où elle circule sous le manteau. C'est à ce moment qu'elle est dénoncée en même temps à Murat par sa police secrète et à Melzi par le sous-préfet de Pavie.

Cette découverte semble toutefois loin de devoir provoquer un scandale. Le général en chef signale le fait au Premier Consul (24 janvier) et analyse dans sa lettre la pièce incriminée, mais au milieu d'autres nouvelles plus importantes et sans paraître y attacher une gravité particulière². Le Vice-Président, accouru aussitôt pour s'en entretenir avec lui, ne paraît pas avoir de peine à le convaincre que punir avec éclat cette manifestation serait le meilleur moyen de lui donner la publicité qu'il convient précisément d'éviter; ils décident donc d'un

1. Réponse de Teulié (Arch. Vienne, 4); de CICOGNARA, dans ses *Memorie*, I, 244.

2. MURAT, *Lettres*, II, N° 1000.

commun accord que les exemplaires déjà imprimés seront retirés sans bruit de la circulation par le ministre de l'Intérieur (une douzaine seulement devaient échapper à ces recherches)¹. Au lieu d'exercer contre Ceroni des poursuites retentissantes, on le fera admonester sévèrement par son chef immédiat, le général Peyri, et l'on réservera les peines disciplinaires pour le cas de récidive. Murat en donne lui-même l'assurance à Cicognara, accouru spontanément pour se disculper et pour protester contre l'abus qui a été fait de son nom. Bonaparte n'ayant de son côté pas relevé la première dénonciation reçue, l'affaire semble devoir en rester là (fin janvier).

Elle aurait en effet été terminée dès ce moment si les conseillers de Murat s'y étaient résignés; mais ils ne voulurent pas laisser échapper l'occasion de compromettre Melzi, de satisfaire leurs rancunes personnelles ou même de se tirer d'un mauvais pas. Ils avaient eu vent par leurs espions de la correspondance échangée entre Ceroni et ses amis. Salimbeni poursuit depuis longtemps de sa haine Cicognara, regardé par lui comme l'inspirateur du Vice-Président. De son côté, Lechi déteste en Teulié un concurrent possible au ministère de la Guerre; lui-même ne se sent pas à l'abri de tout reproche, car il a autrefois adressé à Ceroni, pour l'engager à écrire l'histoire des campagnes de la Cisalpine, des lettres dont le ton rappelle celui des fameux *Sciolti*. Il lui faut à tout prix rentrer en possession de ces documents compromettants, et déployer en même temps un zèle francophile dont l'ardeur pré-

1. MELZI, *Mem.*, II, 147. Melzi crut devoir en même temps prévenir Marescalchi de l'incident : « Vous savez, lui écrivit-il (9 fév.) en lui communiquant les vers incriminés, que le meilleur moyen de rendre inoffensives de pareilles imprudences est de les traiter par le mépris. » (Arch. Vienne, 20.)

2. Melzi à Marescalchi, 8 fév. 1803 (Arch. Vienne, 20) et CICOGNARA, *Memorie*, I, 247.

viendra tout soupçon sur ses sentiments. Mais quel prétexte trouver pour rouvrir l'affaire après un mois ? Le général Solignac le fournit en annonçant, on ne sait trop sur quels indices, que le coupable, manquant aux engagements pris, se dispose à lancer dans le public une nouvelle production dans le goût de la première. Cette nouvelle triomphe des dernières hésitations de Murat. Il envoie de sa propre autorité un officier français à Pavie pour opérer une perquisition chez Ceroni, saisir ses papiers, s'assurer de sa personne et le ramener prisonnier au château de Milan, où il est mis au secret (23 février).

C'était une première illégalité que l'arrestation arbitraire d'un citoyen et officier italien, qui ne relevait que de son propre ministre de la Guerre; lors même qu'elle eût paru nécessitée par l'urgence des circonstances, elle n'était excusable que si Murat en eût rendu immédiatement compte aux autorités nationales, en leur communiquant les documents qui la justifiaient. Il se contenta d'en aviser Melzi par un billet très sec, où il n'invoquait d'autre raison de sa décision que « le désir de prévoir tout ce qui pourrait altérer les sentiments de la République italienne envers son gouvernement¹ ». Ayant reçu le jour même en réponse un accusé de réception empreint d'une froide dignité, il vint peu après lui annoncer d'un air de triomphe que les papiers saisis à Pavie étaient des plus compromettants; il se garda du reste d'en communiquer le contenu, malgré ses promesses. Aussitôt après ses aides de camp se répandent dans les rues et dans les cafés : ils annoncent à la foule incrédule la découverte d'une grande conjuration contre les Français, de manière à rendre Melzi suspect d'aveuglement pour l'avoir ignorée ou de complicité pour ne l'avoir pas réprimée².

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1025 et 1026.

2. Melzi à Marescalchi, 21 mars 1803 (Arch. Vienne, 20).

En même temps part pour Paris (27 février) un courrier spécial porteur des documents saisis. Murat les a d'abord expurgés, mais en ajoutant à ceux qui restent un commentaire destiné à secouer l'indifférence primitivement témoignée par le Premier Consul. Dans cette intention, il rapproche l'affaire Ceroni d'autres faits avec lesquels elle semble sans rapport apparent, mais qui en décupleront la portée. Cicognara lui a montré il y a quelque temps « une lettre d'un mylord qui lui parlait beaucoup de guerre ». N'est-il pas un instrument des manœuvres anglaises ? Le public applaudit chaque soir au théâtre patriotique deux drames historiques, féconds en allusions contemporaines sur *la Conjuración des Pazzi* et *la Mort de César*. N'est-ce pas un indice de ses dispositions à la révolte ? Pendant tout l'hiver, on a eu à déplorer des rixes entre la garnison de Bologne et la population, irritée de la dure répression des troubles de juillet. Ne faut-il pas y voir un complot permanent contre la domination française ? Lors de la mi-carême, les généraux Chabot et Solignac se sont fait bousculer au bal masqué, où ils s'étaient rendus déguisés. Par cet affront intentionnel, n'a-t-on pas voulu atteindre toute l'armée en leur personne ? Ainsi grossis et rapprochés, ces minimes incidents donneront l'impression que l'initiative de Ceroni ne représente pas un coup de tête individuel, mais trahit une situation critique, due à la coupable indulgence du gouvernement italien¹.

Le calcul parut d'abord réussir. Le courrier de Murat était arrivé à Paris le 7 mars ; lorsque Marescalchi se présenta le 10 à l'audience du Premier Consul, il le trouva en proie à un « accès inexprimable d'indignation », ne parlant de rien moins que de faire fusiller Ceroni ou de venger par la mort de 1.000 Italiens le

1. Lettre de Murat à Bonaparte, 27 fév. 1803 (MURAT, *Lettres*, II, N° 1027).

premier meurtre commis à l'avenir sur un Français; et il eut à subir une telle scène d'emportement qu'il en prit un accès de fièvre¹. — Ce qui blessait au vif Bonaparte, c'était surtout la faiblesse du gouvernement de Milan et l'ingratitude de certains Italiens. Habitué en France, non seulement à interdire toute résistance, mais même à faire taire la contradiction, il semblait ressentir comme une injure personnelle l'atteinte portée au principe d'autorité dans une République dont il était le chef. Sans justifier les mesures ordonnées par Murat, il en voulait aux autorités légitimes de ne pas les avoir rendues inutiles en les prenant avant lui. Ignorant d'autre part le véritable rôle de Cicognara dans toute cette affaire, il s'indignait de voir un homme qu'il avait distingué et élevé aux premiers postes de l'État trahir sa confiance et paraître approuver les attaques dirigées contre sa domination. — Les sentiments d'animosité que lui inspirait cette attitude trouvèrent leur expression dans la lettre qu'il adressait le lendemain même au Vice-Président. Elle contenait d'abord quelques phrases de blâme formel : « Je n'ai pu voir qu'avec une vive douleur les principaux fonctionnaires de la République travailler les têtes et provoquer toutes les passions contre la France... Ce sont des conseillers d'État et des généraux italiens qui parlent de Zama et de Scipion; mais ces parallèles... se traduisent ici par l'image des Vêpres siciliennes, qui sont plus modernes. La faiblesse du gouvernement de Milan passe ce qu'il est possible de concevoir. Si les ministres de l'Intérieur et de la Police eussent fait leur devoir, les

1. Lettre de Marescalchi à Melzi (11 mars 1803, Arch. Vienne, 8) contenant le récit de l'audience consulaire, et complétée par les lettres ultérieures des 29 mars et 17 avril, donnant des nouveaux détails sur les sentiments exprimés par Bonaparte. D'après les *Memorie*, de Cicognara, celui-ci était tellement en colère qu'il aurait accueilli Marescalchi en lui jetant un tison allumé dans les jambes et que le ministre se serait enfui. Cette version fantaisiste est démentie par le récit que fait l'intéressé lui-même de son entrevue avec le Consul.

auteurs de pareils pamphlets auraient été sévèrement punis. » — Aux actes qu'a rendus possibles cette inertie, il faut des remèdes et des sanctions. Déférer Ceroni et ses amis à la Consulte d'État, comme coupables de menées contre la sûreté de la République; tenir toujours une forte garnison française à Bologne et « réprimer le moindre mouvement des factieux contre l'honneur des armes... donner à l'opinion une direction stable... écrire et parler clairement à tout le monde, et tenir les rênes un peu plus ferme », tels sont les moyens de réparer, partiellement au moins, le mal accompli. A l'expression de son mécontentement aux ordres de sa volonté, Bonaparte ajoute d'ailleurs le témoignage final de son estime persistante¹.

Il semble d'ailleurs d'autant plus éloigné de prendre parti contre le Vice-Président qu'il lui donne entièrement raison dans la question du casino militaire français, comme dans l'affaire Solignac, et qu'en même temps il envoie à Murat, en réponse à sa dénonciation, des avertissements plus sévères encore. Il le loue sans doute d'avoir fait arrêter « l'auteur d'un pamphlet aussi infâme »; mais c'est pour le blâmer aussitôt de « jouer un rôle dans ces tracasseries de petite ville », de rechercher la compagnie exclusive des nobles, en affectant d'éviter les hauts fonctionnaires, et de boudier les patriotes « qui ont marché autrefois dans le sens de l'armée française ». — « Je désire, conclut la lettre, que, quoi qu'il arrive, vous restiez uni avec le gouvernement. » C'est la condamnation formelle de l'attitude adoptée par Murat, et celui-ci ne s'y trompera pas².

Avant d'expédier ce double message à Milan, Bonaparte y envoyait sans tarder l'ordre de livrer les coupables à la Consulte d'État. Quels que fussent ses sen

1. *Corr.*, VII, N° 6622.

2. *Corr.*, VII, N° 6623.

timents. Melzi eut à cœur d'obéir promptement pour faire preuve de déférence et montrer la correction de sa conduite. Réunie sous sa présidence (17 mars), la Consulte décréta d'arrestation, pour les juger ultérieurement, Ceroni, déjà prisonnier, et ses correspondants encore libres¹. Le ministre de la Guerre, chargé de s'assurer de leurs personnes, envoya le chef de brigade Fontanelli ramener Magenta à Milan; un autre de ses aides de camp se saisit de Teulié, qui s'écria, non sans quelque raison : « C'est ici pire qu'en Russie, on n'a pas même le droit de penser ! » Cicognara, envers lequel on voulait garder quelques ménagements, fut gardé à vue dans sa maison, demanda au consultant Moscati d'intercéder en sa faveur et envoya vainement à ses collègues du Conseil législatif une protestation contre la décision dont il était victime, et qui était contraire d'après lui à un article de la Constitution. Il ne restait donc plus qu'à attendre l'instruction du procès et le jugement de la Consulte².

V

L'affaire semblait une seconde fois terminée ou au moins suspendue; c'est au contraire le moment où elle allait rebondir, pour prendre les proportions et la gravité d'une crise politique. Elle n'était en effet qu'un épisode de la rivalité entre deux hommes et deux principes de gouvernement; elle ne pouvait finir que du jour où cette question aurait été soulevée dans toute son étendue et tranchée en faveur du Vice-Président ou du général en chef.

1. Texte du décret de la Consulte, B. L., 1803, p. 56 (reproduit dans CICOGNARA, *Memorie*, I, 256); lettres d'envoi à Marescalchi, AFIV, 1708; au Premier Consul, AFIV, 1684.

2. Rapport de Marescalchi à Bonaparte, AFIV, 1708; MURAT, *Lettres*, N° 1038 et CICOGNARA, *Memorie*, I, 251-262.

Le premier se montrait profondément ulcéré. L'ordre qu'il avait reçu d'exécuter des mesures de rigueur auxquelles il s'était toujours refusé jusqu'alors, et dont il reprochait l'emploi à son adversaire, lui apparaissait comme un blâme indirect et une suprême humiliation ajoutée à ses mécomptes précédents. Il n'en fallut pas plus pour lui faire perdre son équilibre moral, bien instable d'ailleurs depuis sa tentative de démission en octobre. Il n'avait alors conservé le pouvoir que sur les instances pressantes de Bonaparte : il perdit toute patience quand il crut voir celui-ci désavouer sa conduite et encourager implicitement les tracasseries dont il était l'objet. Dès lors son parti fut vite pris. Aussitôt après avoir exécuté les ordres consulaires, il écrivit à Paris une longue lettre dans laquelle, reprenant avec détails tout le récit de l'affaire, il se justifiait avec émotion, faisait ressortir la perfidie de ses ennemis, ainsi que sa fausse position à l'avenir, et terminait par ces mots : « Il n'en faut pas davantage pour me convaincre que je ne puis plus rester à ma place. J'avais pu sacrifier mon existence et mon repos au bonheur de ma patrie, mais je n'ai ni le courage ni l'envie de sacrifier mon bonheur à ces viles intrigues ; cette lutte est trop inégale... J'espère de votre justice que vous accorderez ma retraite et, puisque l'on a osé jeter des soupçons sur moi, je me sou mets, si vous le croyez, à la condition de m'expatrier¹. »

De son côté Murat ne se sentait pas entièrement rassuré, car les premières décisions consulaires lui enlevaient, pour la restituer à la juridiction compétente, l'affaire qu'il voulait retenir. Craignant de voir tourner à sa confusion des explications qu'il prévoyait inévitables, il risque un premier essai de rapprochement avec Melzi, va le trouver, lui avoue ses torts et lui demande

1. MELZI, *Mém.*, II, 153 (Lettres de Melzi à Bonaparte du 21 mars).

de ne pas donner suite aux projets de démission colportés par la rumeur publique. Il se heurte à un mutisme glacial et obtient comme unique réponse « qu'il est trop tard ¹ ».

Ce fut à ce moment que parvint à Milan le double message personnel adressé par le Premier Consul à ses deux représentants, et dont on a vu plus haut la teneur. Chacun d'eux y trouve des raisons de s'affermir dans ses résolutions. Recevant des reproches, le Vice-Président se borne à renouveler sa justification et sa demande de retraite dans une seconde lettre (24 mars)²; puis, après s'être donné la satisfaction de prescrire le déplacement du général Lechi, regardé par lui comme l'auteur responsable de toute l'intrigue³, il renonce à toute manifestation extérieure d'autorité, se renferme chez lui et ne semble plus occupé que de ses préparatifs de départ.

Sa réserve contraste avec l'agitation de Murat, auquel le courrier vient d'apporter des avertissements sévères au lieu des félicitations espérées. Sentant qu'il n'obtiendrait encore cette fois ni l'annexion à la France, ni l'attribution de « la haute police au militaire », il ne cherche plus qu'à couvrir sa retraite par de nouvelles insinuations propres à justifier les précédentes. Il écrit presque chaque jour à Bonaparte, ramasse toutes les accusations réunies par sa police et inutilisées jusque-là, envoie à Paris le texte, probablement apocryphe, d'un second sonnet composé par Ceroni dans sa prison⁴, signale, en les grossissant par le rapprochement, les

1. Dépêche de Moll du 31 mars 1803, d'après le récit de Melzi.

2. MELZI, *Mem.*, II, 154.

3. MARELLI, 1^{er} avril. Lechi écrivit directement (4 avr.) au Premier Consul une lettre de protestation (Arch. Guerre, *Corr. Armée Italie*).

4. Texte dans MARELLI, reproduit par MAZZONI, p. 33. Dans une lettre au ministre de la Guerre (Arch. Milan, 19), Vandoni, gouverneur du château de Milan, chargé de la garde du prisonnier, déclarait avoir exercé sur lui une telle surveillance qu'il n'avait pu ni écrire ni surtout faire passer au dehors une nouvelle composition poétique.

plus légers indices de gallophobie constatés chez les hauts fonctionnaires, proteste énergiquement contre la disgrâce de Lechi¹. Pour tenter d'accréditer les craintes d'insurrection qu'il exprime, il donne de continuelles alarmes aux garnisons de Bologne et de Milan et retient même dans cette dernière ville un corps de 3.000 Français arrivés de Suisse et qui ne devaient que la traverser. D'après la légende, il aurait même enjoint à sa police de rechercher et d'arrêter un certain Filicaja, dénoncé par de mauvais plaisants anonymes comme l'auteur d'une poésie séditieuse². Après avoir rempli sa correspondance de racontars qui l'accusent plus encore qu'ils ne l'excusent, il se tire d'embarras en demandant à son beau-frère son rappel (25 et 28 mars-3 avril).

Au milieu de préoccupations écrasantes, à la veille d'entreprendre contre l'Angleterre une lutte pour laquelle il devait réunir toutes ses forces, Bonaparte voyait donc ses deux principaux collaborateurs en Italie se dérober simultanément à leur mission. Pour éviter cette extrémité, il leur adressa le même jour (2 avril) deux courts billets³, conçus presque dans les mêmes termes, dans lesquels il les adjurait, au nom de l'amitié qu'ils lui portaient, de continuer leurs fonctions en oubliant leurs griefs réciproques, et de vivre désormais en bon accord. En même temps, il demandait au plus sage de « faire la moitié du chemin » et lui transmettait, par l'entremise de Marescalchi, l'expression confidentielle de sa confiance renouvelée⁴. Pris

1. Lettres des 25 mars (N° 1041), 28 (N° 1043), 31 (N° 1045), 2 avril (N° 1046), 3 avril (N° 1047), 6 avril (N° 1048) 1803.

2. MANTOVANI, 4 avril 1803. Le fait est également rapporté par Melzi (Lettre à Marescalchi du 1^{er} avril, Arch. Vienne, 20).

3. *Corr.*, VII, N° 6665 et 6666.

4. Dans une première audience (30 mars), Bonaparte pria Marescalchi d'assurer Melzi de son estime en lui montrant la lettre de blâme écrite à Murat, (Marescalchi à Melzi, 1^{er} août, Arch. Vienne, 8) ; le 2 avril, il lui envoyait un court billet (*Corr.*, VII, N° 6664) où il se déclara-

ainsi par les sentiments, Melzi céda d'autant plus volontiers à cette prière que ses épreuves mêmes lui apportaient une satisfaction à laquelle il se montrait particulièrement sensible. Le bruit de son départ, répandu dans Milan, y avait provoqué d'unanimes regrets et suscité dans toutes les classes sociales des angoisses patriotiques étrangères jusqu'alors aux esprits¹. Il allait donc quitter le pouvoir au moment où l'opinion publique, auparavant indifférente ou inerte, lui apportait pour la première fois le concours nécessaire pour l'exercer avec succès. Il y avait dans ces considérations un motif de réconfort, une espérance pour l'avenir, et une raison impérieuse de rester.

Sa réconciliation avec Murat s'accomplit, selon les désirs de Bonaparte, au moyen de concessions réciproques. Il se rendit le premier chez le général en chef et, « pour se replacer dans la juste mesure de concorde et d'intimité qu'il importe de nourrir », il s'offrit à être le parrain de l'enfant que celui-ci attendait². A cette attention personnelle, il joignit celle de laisser à Milan le général Lechi. De son côté, Murat dut sacrifier un de ses familiers, l'abbé Greati, aussitôt arrêté et puni par l'expulsion de son rôle d'agent provocateur³. Il reçut par contre une satisfaction relative

rait « fatigué plus qu'on ne peut penser » de « toutes ces petites discussions d'étiquette et de querelle », mais ajoutait : « Je vous prie de lui dire confidentiellement (au Vice-Président) que je suis toujours le même pour la République et pour lui. »

1. « La crainte d'un grand changement s'étant jointe au sentiment d'une calamité imminente, la nation en a été remuée et elle s'est déclarée pour le gouvernement actuel d'une manière si peu équivoque que les intrigants en ont été déconcertés. » (Melzi à Marescalchi, 12 avril, Arch. Vienne, 21.)

2. Lettre de Melzi à Bonaparte du 14 avril 1803 (MELZI, *Mem.*, II, 160).

3. Dossier de l'affaire Greati (Arch. Vienne, 202-203). L'attitude de Murat pendant les premiers jours d'avril soulève un curieux problème de date. La dernière lettre de son beau-frère lui enjoignant de « faire tout ce qui est convenable pour bien vivre avec Melzi » est datée du 2 avril. Il prétendit (MURAT, *Lettres*, II, N° 1054) ne l'avoir reçue que le 18, c'est-à-dire 16 jours après : assertion tout à fait invraisemblable, puisque d'ordinaire les courriers ne mettaient que 5 jours, et

dans le châtimement des coupables qu'il avait dénoncés. — La Consulte d'État, réunie le 11 avril pour statuer sur leur sort, acquitta Magenta, mais condamna à la destitution Ceroni, Cicognara et Teulié¹ : ils devaient d'ailleurs bénéficier bientôt de mesures de clémence². Les relations du général en chef et du Vice-Président reprirent ensuite une correction extérieure suffisante pour que Bonaparte crût devoir leur adresser ses félicitations (23 avril)³.

VI

Si l'harmonie semble reparaître dans leurs rapports, la confiance ne peut renaître de sitôt dans leurs cœurs ; pour l'un comme pour l'autre, le pardon ne signifie pas l'oubli. Melzi sort de cette crise avec un surcroît d'amertume et de découragement. Tout en lui prodiguant les protestations d'amitié, Murat, conservant le même entourage, restera sujet aux mêmes entraînements. Pendant les mois d'été, il ne se lassera pas de rechercher de prétendus complots anti-français, et de tenter de corrompre les secrétaires du Vice-Président pour obtenir d'eux communication d'une

d'ailleurs démentie par le témoignage formel de Moll qui signale (dépêche du 10) à la date du 7 avril, c'est-à-dire dans les délais ordinaires, l'arrivée du courrier de Paris apportant les instructions consulaires sur l'affaire Ceroni ; d'autre part, dès le 9, Murat annonçait déjà à Agar que la paix était faite avec Melzi (MURAT, *Lettres*, II, N° 1050). Ne peut-on admettre qu'en retardant la date de l'arrivée du courrier, il n'ait cédé au désir de paraître avoir devancé les désirs du Premier Consul et s'être réconcilié avec Melzi de son propre mouvement, sans en avoir reçu l'ordre ? La supposition serait d'autant plus plausible que plus tard, lors de sa rupture avec Napoléon (1814) on le verra recourir à des ruses analogues (cf. MASSON, *Napoléon et sa famille*, t. IX, livre XXX, notamment pp. 132, 173, 200, 204, 218 et 324).

1. Texte de l'arrêt B. L., 1803, p. 56, reproduit dans CICOGNARA, *Memorie*, I, 266.

2. Pour Teulié voir plus loin p. 277 ; pour Cicognara, MELZI, *Mem.* II, 191, 215.

3. *Corr.*, VII, N° 6712 et MELZI, *Mem.*, II, 162.

démarche ou d'une parole compromettante; il le dénoncera à Paris, sur les plus futiles indices, comme animé de l'intention d'aspirer à la présidence, de faire de l'armée italienne un instrument de libération contre la France, d'invoquer le secours de l'Autriche, de chercher pour lui-même une malsaine popularité au détriment de Bonaparte¹. Ce dernier devra arrêter lui-même ce zèle intempestif en priant son beau-frère de garder pour lui ses dénonciations, et en ajoutant : « Il est tout simple qu'on témoigne de l'attachement à Melzi qui administre bien et qui, d'ailleurs, représente aux Italiens un gouvernement national². »

À côté de ces inconvénients passagers, l'affaire Ceroni entraîna quelques conséquences durables, et en partie heureuses. Tout d'abord elle avait montré clairement au Premier Consul, et l'abîme qui séparait ses idées sur le pouvoir de celles du Vice-Président, et l'impossibilité d'éclaircir ce malentendu par correspondance. Il se décida donc à envoyer à Milan un agent officieux pour y expliquer ce qu'il fallait entendre par « la faiblesse dans le gouvernement ». Naturellement désigné par son titre pour remplir cette mission, Jacob passa treize jours (17 avril-1^{er} mai) dans la capitale lombarde, où il eut le temps, sinon de poursuivre une enquête approfondie sur l'état du pays, du moins de recueillir dans ses entretiens des impressions utiles³. — Il se vit chargé en même temps de remettre

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1068, 1073, 1080, 1090, 1094, 1096, 1104, 1114, 1120, 1134.

2. *Corr.*, VII, N° 6929. Cf. une anecdote rapportée par Moll (16 oct.) d'après une déclaration de Melzi. « Dans une occasion où Marescalchi citait dernièrement Murat en appui de son opinion, le Premier Consul l'en reprit en lui disant : « Vous me citez là une belle autorité. » Cf. également le début de la lettre de Murat à Melzi du 16 août 1803 (*Lettres*, II, N° 1150) : « Mon général, je garderai mes rapports pour moi, puisque vous me l'ordonnez, mais j'aurais peut-être dû m'attendre à recevoir un autre prix de mon zèle. »

3. M. LE BRETHON, l'éditeur des lettres de Murat, reproche à tort (MURAT, *Lettres*, II, 388, note 1) à M. DRIAULT d'avoir reporté à la fin de

au Premier Consul un mémoire justificatif de Melzi répondant point par point à la note qu'il avait apportée de Paris. Dans ce document, le Vice-Président se montrait, comme à son ordinaire, plus soucieux de justifier le passé, même en avouant ses propres faiblesses, que disposé à changer de méthode pour l'avenir. Il répétait avoir accepté sa charge « comme un homme qui se sent isolé et condamné » et en expliquait une fois de plus les raisons : « Il me sera toujours impossible de m'abandonner à un système mal défini, indéfinissable, et qui n'a peut-être devant lui ni avenir déterminé, ni terme fixe... Qui ne voit l'impuissance de nos facultés, quand elles se trouvent en présence d'idées obscures qu'elles ne peuvent saisir ? Une agglomération de peuples qui ne forment pas une nation... et qui n'ont pas conscience de leurs propres destinées : tout cela fondé uniquement sur la pensée d'un homme à qui il a plu que cela fût ainsi, et exclusivement garanti par sa seule vie, est-ce là une existence?... » Melzi expliquait ensuite son impuissance à l'égard des mécontents par les vices de la Constitution, qui, divisant le pouvoir au lieu de le concentrer, ne lui en laissait qu'une portion insuffisante. Il se reconnaissait enfin incapable de surmonter les préventions générales contre la France et d'exciter l'enthousiasme populaire en faveur du Président, tant que les charges de l'occupation militaire pèseraient aussi lourdement sur le pays. « Se flatter que les promesses, si puissantes sur l'esprit des autres nations, plus crédules que la nôtre, obtiennent le même succès auprès de nous, qui sommes défiants par caractère, prévenus en mal par une longue expérience, entourés d'une obscurité et d'une incertitude si pénibles, c'est là une espérance vaine. » Ce mémoire, où Melzi se bornait à rassembler

l'année 1803 la mission Jacob. Il y eut en réalité deux missions Jacob, l'une en avril et l'autre en décembre. Voir plus loin p. 254.

les arguments invoqués à maintes reprises dans ses lettres précédentes, témoignait donc surtout de sa raideur de conviction ¹.

Sur un point pourtant — et ce fut le second résultat de l'affaire Ceroni — il crut pouvoir, sans rien sacrifier de ses principes, déférer aux désirs qui lui étaient exprimés. Cédant à la crainte fort exagérée de déployer un luxe déplacé au milieu de la détresse publique, il avait jusqu'alors habité son hôtel particulier, comme s'il tenait sa situation pour instable. Le Premier Consul lui ayant représenté combien cette excessive modestie nuisait à son prestige et autorisait d'inquiétudes, il se décida (15 avril) à s'installer au palais National, et à inaugurer une série de dîners et de réceptions. Il se monta une maison militaire et civile, avec des aides de camp et un maître des cérémonies, s'entoura d'une pompe souveraine et se montra aussi magnifique qu'il avait paru jusqu'alors parcimonieux². Il provoqua même quelques sourires par l'excès même de ses préoccupations d'étiquette, par la majesté un peu exagérée de son allure, par son affectation à vouloir suivre jusque dans ses détails le cérémonial en usage à la cour des anciens archiducs-gouverneurs³. Du moins son installation produisit-elle sur le public l'effet escompté par Bonaparte. Elle donna l'impression que s'il engageait de tels frais, c'est qu'il était désormais assuré de l'avenir. A partir de ce moment, la forme du gouvernement cessa d'être discutée, son existence d'être regardée comme provisoire, et il n'y eut plus, à proprement parler, de question politique,

L'affaire Ceroni avait eu enfin l'avantage de secouer passagèrement cette incurable apathie morale que

1. Arch. Vienne, 21. Ce mémoire (non daté) est probablement de la fin d'avril, car Marescalchi en accusa réception au Vice-Président le 14 mai.

2. MANTOVANI, 15 avril 1803. Dépêche de Moll, 24 juin 1803.

3. AUVRAY, *la Collection Custodi*, p. 111.

Melzi dénonçait avec désespoir comme le principal obstacle à la formation d'un esprit public. Diversement appréciée, elle n'avait laissé personne indifférent. Chez les uns, l'affront fait au pays dans la personne de son chef réveillait ou excitait le sentiment de la dignité nationale : « Il se passe ici, écrivait un Milanais à son correspondant de province (30 mars), des choses qui, à dire le vrai, remplissent de dégoût le cœur de tout bon Italien ¹. » Pietro Giordani qualifiait de *turpissimo decreto* la sentence de la Consulte au sujet de Ceroni et citait à ce propos la fameuse phrase de Tacite : *Et sicuti prior ætas vidit quod ultimum in libertate, ita nos quid in servitute* ². D'autres, effrayés par la perspective d'une dictature militaire, avaient découvert la valeur du régime qu'ils allaient perdre, par comparaison avec celui dont ils étaient menacés. Tous s'étaient serrés d'instinct autour du gouvernement national, en lui apportant, avec leur appui, l'oubli momentané de leurs griefs et de leurs divisions. Ce mouvement spontané des esprits permettait d'espérer qu'à l'avenir ils s'intéresseraient plus activement à l'ordre de choses pour lequel ils venaient d'affirmer leurs préférences ³. En provoquant cette

1. Lettre de Corradini à Rangoni, 30 mars 1803 (Bib. mun. Bologne, Fonds Rangoni).

2. Lettre de Giordani à Rangoni du 21 mars 1803. D'autres lettres appartenant à la même série (29 mars, 30 mars, 25 avril) commentent les divers incidents de l'affaire (Bib. mun. Bologne, Fonds Rangoni).

3. « Quant au pays, l'espèce de crise, dont par l'effet d'une mutation quelconque il se crut menacé, n'a produit que d'heureux effets en dernier résultat. La nation, ayant montré, d'une manière plus générale qu'on ne l'aurait pensé, un intérêt très prononcé pour le Gouvernement, en a sensiblement augmenté la force d'opinion et de confiance. » (Lettre de Melzi à Bonaparte du 13 avril, MELZI, *Mem.*, II, 161.) Cf. Dépêche d'Orocco du 9 avril : « Tout ce peuple, attaché du fond du cœur à son suprême magistrat, a montré à cette occasion le plus vif et le plus sincère contentement » (Arch. Florence, *Affari Esteri*, Corr. Milan, 1369); dépêche de Taglioretti du 16 avril : « Les aristocrates les plus décidés et les plus chauds patriotes ont également manifesté à cette occasion des sentiments uniformes de profonde es-

salutaire manifestation, l'affaire Ceroni contribuait donc à avancer l'évolution politique et morale de la République, qu'elle avait failli interrompre pour toujours.

time pour le Vice-Président ; il gagne chaque jour sur l'opinion contraire » (Arch. Berne, *Corr. Milan*, 3391).

CHAPITRE VII

LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

- I. Premiers indices d'une rupture avec l'Angleterre : les préparatifs militaires en Lombardie. — Dernières espérances d'une solution pacifique. — Nouvelle de la déclaration de guerre : effet produit sur la population.
- II. Conséquences de la guerre pour la République italienne : les craintes de démembrement, d'invasion anglaise, d'agression autrichienne, de soulèvements intérieurs ne sont pas confirmées par les événements. — Sacrifices demandés à la République : sur terre, envoi à Naples d'une division ; sur mer, construction de navires offerts à Bonaparte. — La guerre n'apporte que peu de perturbations à l'existence normale du pays.
- III. État d'esprit de Melzi après l'affaire Ceroni ; sa réconciliation avec Murat. — La guerre avec l'Angleterre lui inspire la conception d'un « grand projet » destiné à assurer l'indépendance de la République italienne et la paix de l'Europe. — Il demande à l'Autriche d'en prendre l'initiative et se fait envoyer à cet effet par Cobenzl une lettre qu'il soumet au Premier Consul. — Il attend longuement une réponse favorable de Paris, en trompant son impatience par de nouveaux projets. — Il reçoit au contraire une réponse négative ; sa désillusion et son découragement.

La domination française pesait sur les peuples vassaux par les exigences de sa politique internationale autant que par les excès intérieurs de ses agents. La République italienne allait connaître les uns, après avoir souffert des autres. Elle sortait à peine de l'affaire Ceroni qu'elle se vit entraînée dans une guerre européenne contre l'Angleterre. Si elle en éprouva peu de

dommages matériels, si elle en tira même quelques avantages indirects, elle passa néanmoins par une alerte, qui arrêta un instant les progrès de son administration, et qui troubla par de vives alarmes la tranquillité morale de ses habitants.

I

On sait comment la France et l'Angleterre se retrouvèrent en conflit quelques mois à peine après le traité de paix qu'elles avaient conclu. Sans être directement intéressée à leur différend, la République italienne y joua cependant un rôle, car le cabinet britannique n'avait jamais pu se résigner, ni à la voir présidée par Bonaparte, ni à y souffrir la prolongation de l'occupation militaire, aggravée encore par la réunion du Piémont. — Les premiers indices de tension diplomatique entre les deux gouvernements parvinrent à Milan au début de 1803. En février, le Premier Consul confessait à Marescalchi que « puisque la guerre était inévitable d'ici à quelques années, mieux valait la faire tout de suite, la France ayant alors moins à perdre que lorsque son commerce se serait rétabli ¹ ». En même temps, Masséna déclarait à qui voulait l'entendre que les bénéfices réalisés au cours de ses précédentes campagnes n'étaient que des bagatelles auprès du butin qu'il se promettait à Londres ². — A ces propos menaçants succédèrent bientôt des symptômes de rupture plus précis, qui jetèrent au début d'avril l'inquiétude dans la population milanaise ³. C'étaient d'abord les préparatifs militaires de l'armée française. On voyait succes-

1. Marescalchi à Melzi, 24 fév. 1803 (Arch. Vienne, 8).

2. Déclarations de Melzi à Moll du 25 mars (Dépêche de Moll du 31).

3. Dépêches de Belluomini du 30 mars (Arch. Lucques, *Corr. Milan*, 1803); d'Orocco du 6 avril (Arch. Florence, *Affari Esteri, Corr. Milan*, 1369).

sivement arriver de Paris le général Lacombe-Saint-Michel, chargé d'activer les travaux de fortification, et de Strasbourg ses collègues Klein, Pully et Milhaud, destinés à recevoir des commandements en Italie. La Lombardie était le théâtre d'incessants passages de troupes, venues d'Alsace et dirigées sur la Romagne. Deux régiments français occupaient la capitale, où leur uniforme n'avait pas paru depuis un an¹. — Bientôt cette activité s'étendit à l'armée nationale elle-même, et le 24 avril, Murat passait en revue, au Foro Bonaparte, une division italienne qui partait le lendemain pour Faenza, où l'on annonçait la formation d'un camp important². D'autre part, le gouvernement semblait pris d'un zèle subit pour la conscription, négligée jusqu'alors. Enfin un incident insignifiant en lui-même produisait une impression défavorable sur le public : un conseiller d'État français, Dudon, arrivait à l'improviste de Paris, et repartait de même, après une course rapide à Bologne : le mystère qui entourait sa mission, motivée en réalité par des achats de bois et de cordages pour la marine, avait suffi à éveiller les inquiétudes et à mettre en mouvement les imaginations³. A la fin d'avril la guerre semblait donc imminente et l'alarme générale sur tout le territoire de la République.

Avec la mobilité d'impressions qui le caractérisait, et par un de ces revirements qui lui étaient familiers, le public milanais allait pourtant, à la veille de la rupture, s'abandonner à l'espoir d'une solution pacifique. Melzi lui-même partageait et répandait autour de lui cette conviction, fondée sur les termes de la lettre consulaire qui lui annonçait les premières diffi-

1. *Corr.*, VII, N° 6664.

2. *Corr.*, VII, N° 6689; dépêche de Cattaneo, 24 avril 1803 (Arch. Gênes, *Corr.* Milan, 28); correspondance de Milan dans les *Nouvelles de Leyde* des 3 et 13 mai 1803.

3. Dépêche d'Orocz, 30 mars 1803.

cultés avec l'Angleterre : « Je vous dirai pour vous seul, lui avait écrit Bonaparte (2 avril), que je ne crois pas que ce commencement de querelle ait des suites, et je présume que tout s'arrangera selon la teneur du traité d'Amiens. » Cette manière de voir prévalut jusqu'à la fin dans une fraction importante de l'opinion ¹. — Au milieu de mai, sur la foi de prétendues correspondances venues de Paris, on annonce à Milan qu'un accord vient d'intervenir entre les deux adversaires aux conditions suivantes : renonciation de Bonaparte à la présidence, où le remplacerait Melzi, évacuation du Piémont par les troupes françaises, indépendance complète de la République italienne, qui sera grossie de la Ligurie et deviendra la première puissance de la Péninsule ². Telles sont les illusions dans lesquelles s'endort la population, toujours disposée à prendre ses rêves pour des réalités.

Le réveil devait être aussi brutal que soudain. Le matin du 19 mai, un courrier consulaire apportait la nouvelle de l'embarquement de lord Whitworth à Calais : « Nous voici dans la danse », écrivait trois jours après Marescalchi à Melzi, en ajoutant, avec plus d'assurance peut-être que de certitude : « Je vous jure que le Consul a fait tout ce qui dépendait de lui pour ne pas y entrer ³. » — Les dernières illusions sur le maintien de la paix s'évanouirent quand on vit le gouvernement ordonner la levée immédiate des conscrits (13 mai) et Murat partir en tournée vers la Romagne, sur les instructions rapportées de Paris par son chef d'état-major Charpentier ⁴. Peu après, le *Bulletin des lois* publia un décret de Bonaparte (22 mai) prescrivant l'arrestation de tous les Anglais trouvés sur le

1. MELZI, *Mem.*, II, 158 et 548.

2. MELZI, *Mem.*, II, 559 ; MURAT, *Lettres*, II, N° 1065 ; MARELLI, 1^{er} mai ; dépêches d'Oroczo (15 mai) et de Cattaneo (18).

3. Marescalchi à Melzi, 22 mai 1803 (Arch. Vienne, 8).

4. B. L., 1803, p. 100.

territoire de la République et de tous les bâtiments de commerce portant le pavillon britannique. Les corps français et italiens envoyèrent au général en chef des adresses enflammées, en lui offrant un ou plusieurs jours de solde pour les frais de la guerre. Le pays tout entier retentissait d'un branle-bas de combat.

Les diverses classes de la population en éprouvaient un mécontentement à peine dissimulé. Les défenseurs de la légalité prétendaient la Constitution violée parce que Bonaparte n'avait pas pris l'avis préalable de la Consulte d'État avant d'entraîner la République dans sa querelle. Les paysans, indifférents à la politique, voyaient avec terreur approcher le moment de la conscription. La masse du public, jugeant de la lutte naissante par le souvenir des guerres passées, redoutait une série de calamités vaguement entrevues, un redoublement certain des charges fiscales et du despotisme militaire, un ajournement probable de toutes les perspectives d'indépendance¹. On en voulait aux Français des nouveaux malheurs que leur présence allait attirer sur le pays : « Je crois qu'ils auraient bientôt disparu de la surface de l'Italie, écrivait un contemporain dans un premier mouvement d'humeur (5 juin), si la malédiction faisait l'office du canon². »

II

La panique devait s'apaiser d'elle-même quand les événements eurent rassuré l'opinion, tant sur les risques que la guerre ferait courir au pays que sur les sacrifices qu'elle lui imposerait.

1. MARELLI, 24 et 31 mai 1803 ; dépêches de Cattaneo des 15 juin et 20 juillet.

2. Lettre de Montortone à Rangoni, 5 juin 1803 (Bibl. com. Bologne, Fonds Rangoni).

On pouvait craindre d'abord — et ce fut la première préoccupation du monde officiel — que le Premier Consul, agissant avec la République italienne comme autrefois avec celle de Venise, n'achetât tôt ou tard la paix à ses dépens. Dès le début, lui-même tint à rassurer Melzi, soit directement, soit par l'entremise de Marescalchi : « Dans les événements qui peuvent survenir, lui écrivit-il (23 avril), il est des chances qui peuvent augmenter la République, mais je n'en vois aucune où elle puisse recevoir de la diminution¹. »

Si les craintes de démembrement semblaient ainsi écartées dès le début, il n'en était pas de même des dommages provenant des hostilités proprement dites. Les décrets des 29 mai et 3 juin étendaient à l'Italie les représailles commerciales ordonnées en France contre l'Angleterre : arrestation des sujets britanniques de 18 à 60 ans, délivrance de lettres de marque aux corsaires, confiscation des marchandises anglaises existant chez les particuliers, pour répondre aux saisies opérées sur les ordres de l'Amirauté. La première de ces mesures amena l'arrestation de quelques touristes, internés ensuite à Novare. La dernière n'atteignit dans leurs intérêts que quelques négociants en soie bresciens, alors en relations actives avec Londres, et qui perdirent pour 7 à 8 millions de traites impayées au moment de la déclaration de guerre². — Contre les atteintes directes de la flotte britannique, la République se trouvait protégée par la faible étendue et la nature sablonneuse de ses côtes, peu propres à un débarquement. Les frégates ennemies en croisière devant Rimini durent se borner à entraver la pêche et le cabotage, sans oser mettre des troupes à terre, ni risquer un bombardement. Témoins de leur impuissance, les habitants du littoral

1. MELZI, *Mem.*, II, 163 et 169.

2. *Corr.*, VII, N° 6759 ; MELZI, *Mem.*, II, 561.

finirent par ne plus prendre garde à leur présence¹.

C'était d'ailleurs sur la frontière de terre que se portaient surtout les inquiétudes publiques. Depuis l'invasion de 1799, beaucoup de Milanais vivaient sous l'obsession d'un retour offensif de l'Autriche. Ne profiterait-elle pas d'une guerre avec l'Angleterre pour tenter de recouvrer ses possessions italiennes²? Le gouvernement redoutait à un tel point l'effet de ces suppositions sur l'opinion qu'il fit arrêter pendant une journée le publiciste Lattanzi, coupable d'avoir annoncé dans son journal le passage de trains d'artillerie dans les États héréditaires³. Murat de son côté attribuait à la cour de Vienne, avant même l'ouverture des hostilités (28 avril), des intentions belliqueuses qui n'existaient guère que dans les désirs de son entourage vénitien; à deux reprises différentes (7 mai-7 juillet)⁴ il dénonçait au Premier Consul des mouvements de troupes en Vénétie et en Tyrol.

Non seulement ces bruits se trouvèrent démentis par les agents secrets envoyés sur les lieux pour les vérifier⁴, mais encore les rapports parvenus de Vérone à Milan signalaient un redoublement inusité de prévenances de la part des autorités autrichiennes de la frontière: « Le colonel autrichien qui commande à Véronetti, mandait Murat à Paris, a donné dernièrement un grand dîner où ont été invités les principaux des deux villes, les chefs de tous les ordres religieux, les chefs des autorités italiennes; ce dîner a duré quatre heures et demie, jamais on n'en a vu d'aussi somptueux. Vous sentez, ajoutait Murat en envoyant

1. MELZI, *Mem.*, II, 132; RAJSI, 23 juillet 1803; *Nouvelles de Leyde*, 19 août et 13 sept. 1803.

2. MANTOVANI, 30 juin 1803.

3. MURAT, *Lettres*, II, N° 1065 et 1120.

4. MURAT, *Lettres*, II, N° 1077 et 1135; lettre du chef de bataillon Nau-tré (au retour d'une excursion à Venise) au Premier Consul, 25 mai 1803 (Arch. Guerre, *Corr. Armée Italie*, 1803).

cette nouvelle, qu'un colonel n'est ordinairement pas si galant et que certainement le dîner a été ordonné par sa cour. » Joseph de Maistre, en ce moment en voyage pour rejoindre son poste de Pétersbourg, emportait la même impression de son passage en Vénétie, mais donnait des amabilités franco-autrichiennes une version un peu différente : « J'ai beaucoup conversé, écrivait-il à sa cour, avec les deux généraux Bellegarde à Padoue et à Venise. Le Premier Consul caresse excessivement l'Autriche. Le général Murat se trouve en correspondance réglée avec le général Bellegarde. Il est aux petits soins avec lui et n'a qu'à parler. Ce sont des politesses ventre à terre ¹. » A l'égard de la République italienne, la complaisance autrichienne allait jusqu'à interdire l'insertion dans la presse vénitienne d'articles qui lui étaient peu favorables.

En réalité le cabinet de Vienne, auquel l'état de ses finances et de son armée ne permettait pas de faire la guerre, avait redouté un instant d'être assailli par Bonaparte en même temps que l'Angleterre. Trop heureux d'être détrompé par les déclarations pacifiques de l'ambassadeur Champagny, il n'eut pas de peine à observer vis-à-vis de la France et de ses alliés une neutralité bienveillante dont le baron de Moll transmit bientôt (14 septembre), l'assurance officielle à Melzi. On verra enfin plus loin comment ce dernier allait se voir chargé de transmettre à Bonaparte des propositions de Cobenzl qui tendaient à un rapprochement plus intime encore.

A défaut de complications extérieures, la guerre pouvait ménager au gouvernement italien de sérieux sujets d'alarmes à l'intérieur. Il comptait encore, au sud

1. Lettre du 9 avril 1803 (de Klagenfurth) dans les *Mémoires politiques et Correspondance diplomatique* de JOSEPH DE MAISTRE, publiés par Albert Blanc, I, 73.

du Pô notamment, des adversaires irréductibles, soit parmi les réfugiés politiques et les patriotes extrêmes dont le centre d'action était à Bologne, soit parmi les populations de la Romagne, fanatisées par leurs prêtres. Il était à craindre que les agents anglais ne se servissent de ces éléments de trouble pour entretenir dans la République une dangereuse agitation, peut-être même pour provoquer un soulèvement. — Déjà pendant l'hiver certains indices autorisaient ces appréhensions. En décembre on signalait à Melzi les manœuvres unitaires d'un nommé Aurora Romano, qui, après s'être enfui de Reggio où l'on avait voulu l'arrêter, reparaisait près d'Ancône, y débarquait des armes d'une frégate britannique, et y commençait une active propagande antifranaise¹. En février, la découverte à Modène d'une correspondance suspecte aboutissait à l'arrestation d'un certain Bay, Romain d'origine, représenté comme le chef d'une secte nouvelle, où entraient des gens de toutes les classes et de toutes les conditions, et qui se tenait prête également à saisir la première occasion pour donner le signal d'un mouvement contre l'armée d'occupation². — Peu après, on dénonce à Rome, Naples, Pesaro et Fano la présence d'agents secrets cherchant à nouer des intelligences avec les mécontents de Bologne, Bergame ou Milan; les Marches semblent devenir un centre d'intrigues pour les Anglais, dont les frégates y établissent des dépôts d'armes. En avril, on leur attribue des relations à la fois avec un abbé Vicchioti, agitateur gallophobe résidant à Milan, et avec la « Compagnie du

1. Melzi à Marescalchi, 2 déc. 1802 et 1^{er} janv. 1803 (Arch. Vienne, 19).

2. Rapport de Marescalchi à Bonaparte du 17 déc. 1802 (AFiv, 1708). « Il est notoire, écrivait-il à ce sujet à Melzi (1^{er} fév. 1803, Arch. Vienne, 31), qu'il se forme en Italie une nouvelle secte, réunissant divers partis. On sait que cette secte a des chefs et que, sous couleur de tendre à réunir toute l'Italie en une seule nation, elle se propose d'épier la première occasion de se détacher entièrement de la France et d'arriver à son but par tous les moyens. »

Cœur de Jésus », association secrète à tendances cléricales et à forme maçonnique, qui compte de nombreux adhérents dans les principales villes du Reno et du Rubicon ; les membres de cette secte obéissent à un comité siégeant à Naples et semblent ourdir une vaste conjuration¹. — Contenus toutefois par la présence des troupes françaises, ils se bornent pour l'instant à tenir des réunions secrètes et à exciter le peuple contre Bonaparte, dont ils annoncent prématurément l'élévation à la dignité impériale. En même temps, on parle ouvertement en Romagne, même en présence des fonctionnaires, de la restitution de ce pays au Pape. — En juillet, Melzi juge cette campagne de fausses nouvelles assez inquiétante pour tenter d'y couper court par des mesures de rigueur. Un décret de la Consulte d'État (14)² soumet au jugement de deux Commissions militaires tous les perturbateurs de la sûreté publique ; ce qu'il faut entendre par ce dernier terme, c'est ce que montrent les premiers actes de ces tribunaux extraordinaires : l'un d'eux commence par condamner à six ans de détention un certain Mazzolani, dont le seul crime est d'avoir écrit : « Vivent les Anglais ! » sur les murs³.

Malgré ces précautions, la situation devait s'aggraver le mois suivant, au point de provoquer une véritable panique dans les sphères gouvernementales. On signale d'abord en août un redoublement d'activité de la part des agents anglais. Ils étendent leurs opérations jusqu'en Vénétie, où ils font espérer aux habitants le rétablissement de l'ancienne République⁴. Ils établissent

1. MELZI, *Mem.*, II, 558 ; MURAT, *Lettres*, II, N° 1133 et 1135 ; lettres de Melzi à Marescalchi des 27 avril, 10 mai, 7 juin 1803 ; rapport du préfet du Rubicon au Vice-Président, 24 juin (Arch. Milan, 44) ; rapport de Noré-Pontevès (de Bologne) à Murat, 25 juin (Arch. Guerre, Corr. Armée Italie) ; RAJSI, 20 juin 1803.

2. B. L., 1803, p. 132.

3. Sentence (imprimée) dans Arch. Milan, 46.

4. Melzi à Marescalchi, 10 août 1803 (Arch. Vienne, 21).

un nouveau centre d'intrigues à Arezzo; à Ancône, l'un des agitateurs, le Napolitain Caracciolo, est arrêté à la demande du consul de France¹. — La disposition des esprits au sud du Pô semble favoriser leurs manœuvres. A Bologne, où les réfugiés politiques forment un foyer permanent de troubles, le maintien de l'ordre est à la merci d'un incident. La situation est plus grave encore dans le département du Rubicon et elle y apparaît comme tellement inextricable que Melzi se demandera un instant si la République ne gagnerait pas à rendre ce territoire à son ancien possesseur². Les rapports des autorités civiles et militaires y représentent la population comme divisée entre deux partis irréconciliables et prêts à en venir aux mains, mais tous deux également hostiles au gouvernement³. Les prêtres qui reçoivent leurs inspirations de Rome et les patriotes qui mettent leur espoir dans l'Angleterre n'attendent qu'une occasion favorable pour tenter un mouvement insurrectionnel, en entraînant derrière eux la masse paysanne, mécontente du poids des impôts et exaspérée par la conscription. Or la Romagne est presque entièrement dépourvue de troupes, depuis le départ pour Naples de celles qui avaient été concentrées au camp de Faenza. Qu'arrivera-t-il au cas où la flotte de Nelson tenterait un débarquement ? Ne sera-ce pas l'étincelle qui enflammera les « parties souffrées de l'Italie » ? Le Vice-Président et le général en chef, peu accoutumés pourtant à se rencontrer dans les mêmes alarmes, s'entendent cette fois pour signaler au

1. Lettre de Marescalchi à Melzi, 11 août (Arch. Vienne, 8), d'après une lettre écrite par Consalvi à Caprara.

2. MELZI, *Mem.*, II, 96.

3. Rapports du préfet du Rubicon à Melzi des 2 et 17 août (Arch. Milan, 21); rapport de Noré-Pontevès (Bologne) à Murat du 9 juillet (Arch. Guerre, *Corr. Armée Italie*); rapport de police contenant les libelles et satires affichés sur les murs (Arch. Vienne, 19); RAJST, 2 et 28 août; MELZI, *Mem.*, II, 576 et 580.

Premier Consul, alors en Belgique, les périls de la situation et pour lui demander des renforts (22-23 juillet)¹.

La réponse qu'ils reçurent devait les rassurer sans les satisfaire. Bonaparte qualifiait leurs inquiétudes de « ridicules », en leur garantissant qu'il n'y « avait rien à craindre » et qu'ils disposaient de « dix fois plus de monde qu'il n'en fallait » pour maintenir l'ordre. Ils devaient y parvenir en abandonnant les pratiques et les rapports d'un « misérable espionnage » et en envoyant battre le pays par quelques colonnes mobiles, plus propres que de nombreuses garnisons à le tenir en respect². — Melzi se laissa volontiers tranquilliser, mais Murat montra quelque humeur de ne pas voir ses avertissements pris au sérieux. En cette affaire comme en beaucoup d'autres, celui-là avait vu le plus juste, qui considérait les choses de plus loin et de plus haut. Les mécontents n'osèrent remuer sans une intervention étrangère, et l'alerte soulevée par leur attitude n'eut d'autre résultat que de montrer l'impressionnabilité des pouvoirs publics.

A n'en considérer que les suites immédiates, la guerre extérieure semblait donc moins préjudiciable à l'Italie qu'on n'aurait pu le supposer ; mais ne devait-elle pas lui apporter un surcroît considérable de charges militaires et fiscales ? Bonaparte n'était pas homme à négliger d'employer contre la Grande-Bretagne tous les moyens d'action dont pouvaient disposer les pays vassaux. Là encore, les sacrifices subis devaient rester au-dessous des appréhensions populaires.

1. MELZI, *Mem.*, II, 177 ; MURAT, *Lettres*, II, N° 1135.

2. Lettres de Bonaparte à Melzi (*Corr.*, VII, N° 6986) et à Murat (2 août, *Corr.*, VII, N° 6969). Cf. lettre à Berthier du 2 août (*Corr.*, VII, N° 6968). « Les craintes que me témoigne le général Murat d'une insurrection en Romagne me paraissent ridicules... »

A l'approche des hostilités, la première pensée du Premier Consul avait été, avec l'invasion du Hanovre, l'occupation des ports napolitains de l'Adriatique par un corps d'expédition réuni d'abord à Faenza, puis à Rimini, et destiné au général Gouvion-Saint-Cyr. Ne disposant à cet effet que de la division française Verdier, il décida de lui adjoindre (15 avril) une division italienne de 6.000 hommes (elle devait en comprendre exactement 4.913) sous le commandement du général Lechi, rentré en grâce sur la recommandation de Murat. Il représentait cette mesure comme destinée surtout à exercer les Italiens aux marches et aux fatigues militaires « en les mêlant aux Français », parmi lesquels ils trouveraient les moyens de se former.

Comme à ce moment l'armée ne comprenait guère que des cadres, elle risquait d'être désorganisée par le prélèvement d'un contingent qui représentait les trois quarts de son effectif total. Pour le parfaire, il fallut en effet compléter les premiers bataillons de chaque régiment, désignés pour partir, avec tous les hommes disponibles des seconds. Il ne restait donc plus dans les corps restés à l'intérieur que des officiers ou sous-officiers en nombre insuffisant pour assurer le service de place et surtout rechercher, recevoir, instruire et encadrer les nombreuses recrues qu'allait leur amener la première application de la conscription. — Tandis que Melzi signalait à Paris les périls de cette situation, Murat s'en réjouissait au contraire, y voyant une mesure préméditée du Premier Consul pour empêcher, par « des obstacles accidentels », que la République ne parvint à avoir une armée à elle¹ ! Ce n'était là toutefois que l'inconvénient passager d'une décision qui, sans apporter de surcharge au Trésor, fournissait à la République l'occasion d'aguerrir ses troupes et

1. MELZI, *Mem.*, II, 168 ; MURAT, *Lettres*, II, N° 1073.

de montrer son drapeau dans le sud de la Péninsule. Concentrée en mai à Rimini, où Murat la passa en revue (31), la division Lechi s'ébranla le 1^{er} juin pour franchir la frontière pontificale, entrer à Ancône (4) et poursuivre sa route vers les Pouilles, qu'elle devait occuper pendant une année¹.

Les sacrifices militaires demandés au pays étaient donc insignifiants : on put espérer un instant qu'il en serait de même au point de vue maritime, Bonaparte s'étant borné d'abord, soit à recommander la construction de quelques chaloupes canonnières pour la défense des côtes, soit à ordonner lui-même celle de 10 caïques, portant chacun un canon, et coûtant de 15 à 16.000 francs² pièce. Il parut malheureusement impossible d'éviter des dépenses plus considérables. C'était le moment où en France les départements et les autorités offraient de toutes parts au gouvernement des navires contre l'Angleterre : ce mouvement de générosité officielle s'étendait jusqu'aux pays vassaux, et à Milan même, où les régiments français et italiens se cotisaient pour réunir la somme nécessaire à l'achat d'une corvette³. Melzi jugea d'autant plus imprudent de paraître se soustraire à cet entraînement que son abstention ne devait pas manquer d'être soulignée à Paris par Murat, toujours attentif à le desservir. Malgré la sourde opposition de la Consulte d'État, il réussit à arracher à cette assemblée, au cours d'une séance extraordinaire (16 août), un décret par lequel le gouvernement italien s'engageait à faire construire dans les ports français et à laisser à la disposition du Premier Consul jusqu'à la fin de la guerre 2 grandes frégates et 12 chaloupes canonnières portant les noms des 12 départements⁴. Le crédit de

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1069, 1073, 1074, 1080, 1081, 1085 et 1096.

2. MELZI, *Mem.*, II, 170 et 185.

3. MURAT, *Lettres*, N° 1109 et 1110.

4. B. L., 1803, p. 187, et MELZI, *Mem.*, II, 586.

4 millions ouvert à cet effet représentait un lourd fardeau pour un budget mal équilibré ; aussi cette mesure fut-elle assez mal accueillie par la population¹. La nécessité de défendre les côtes eut du moins pour heureux résultat de faire promulguer un règlement sur la navigation (28 avril), ainsi que sur les prises et la guerre de courses, former un bataillon de canonniers garde-côtes², et ébaucher ainsi l'organisation maritime de la République, complètement négligée jusqu'alors.

Malgré ces charges nouvelles, les Italiens se tiraient à bon compte d'une guerre qui modifiait à peine leur existence normale, et dont leur situation géographique leur avait épargné les répercussions. Elle devait avoir bien plus d'importance par ses conséquences indirectes que par ses premiers effets. Elle fut en effet le signal, sinon la cause, d'un vigoureux effort militaire par lequel le pouvoir remédia tardivement aux imperfections de son système de défense extérieure, et fit pour la première fois passer dans la pratique le principe de la conscription. C'est au milieu de cette entreprise que se place chronologiquement une singulière négociation diplomatique, dont l'initiative avait été suggérée à Melzi par l'ouverture des hostilités, et dont la poursuite occupa toutes ses pensées pendant les mois d'été

III

Il avait employé les semaines qui suivirent l'affaire Ceroni à tenter d'en effacer les dernières impressions dans l'esprit du Premier Consul. Ses efforts pour rentrer en grâce eurent plus de succès qu'il ne l'aurait peut-être désiré, car ils lui valurent une propo-

1. MANTOVANI, 10 août 1803.

2. B. L., 1803, pp. 65 et 238.

sition bien inattendue, trop flatteuse pour ne pas être quelque peu embarrassante. — Quelque temps après le jour (21 janvier 1803) où il envoyait à Paris des condoléances pour la mort du général Leclerc, il se voyait offrir la main de la veuve de ce dernier, la belle Paulette, pour laquelle Bonaparte cherchait un mariage dans une maison aristocratique et en pays ami. Murat, dont il serait ainsi devenu le beau-frère, le pressait d'accepter en lui disant : « Vous devez être de la famille, la chance est belle à courir¹. » Cette « chance » effrayait plutôt Melzi et ne tentait pas son ambition. Glissant une flatterie dans un refus, il répondit plaisamment aux intermédiaires officieux qui lui avaient parlé de ce « projet qu'il respectait trop le beau sexe pour lui faire un tort de cette nature² ».

Pour ne pas perdre par cette hardiesse la faveur consulaire, il recourut à l'une de ces flatteries personnelles dont il connaissait l'efficacité et fit voter par la Consulte d'État (2 mai) l'institution d'une Fête nationale, fixée au premier dimanche de juin, et destinée à commémorer l'entrée à Milan, en 1800, du vainqueur de Marengo³. Pour rétablir ses relations amicales avec le général en chef, il servit de parrain au fils dont était accouchée (16 mai) Mme Murat et que baptisa lors de son passage (20-24 juin) le cardinal Fesch, en route pour l'ambassade de Rome; il donna à cette occasion un dîner d'apparat, auquel aurait assisté Chateaubriand⁴. — Il se faisait toutefois peu d'illusions sur la portée de cette réconciliation, connaissant sa faiblesse et voyant recommencer les intrigues de son ancien adversaire. D'un

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1065.

2. Dépêche de Moll du 6 septembre 1803. Cf. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, II, 241.

3. B. L., 1803, p. 81.

4. « Je dinai en grand gala le 23 juin chez M. de Melzi, à l'occasion du baptême d'un fils du général Murat. » (CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe*, éd. Biré, II, 343-344.)

autre côté, les réflexions provoquées dans son esprit par l'affaire Ceroni avaient eu pour effet d'y rendre irrésistible une conviction qui s'y était implantée dès son arrivée au pouvoir : c'est que la République italienne n'était pas viable dans sa forme actuelle et qu'elle ne pourrait jamais se développer sous un protectorat militaire étranger. Que faire pour sortir de cette impasse ?

Fallait-il céder aux instances des nombreux émissaires secrets venus de toutes les parties de la Péninsule l'« obséder », pour lui offrir la direction occulte d'un grand parti de l'indépendance, qui se lèverait un jour contre les Français et proclamerait la République unitaire ? Ce rôle répugnait à la loyauté du caractère comme à la nature des sentiments de Melzi. Il regardait toujours la « monarchie tempérée » comme le meilleur des gouvernements, et l'unité républicaine de toute l'Italie comme une folie¹. Il restait toujours fidèle à son ancien idéal d'une fédération de principautés occupant tout le bassin du Pô, également indépendante de la France et de l'Autriche. La guerre avec l'Angleterre, avec toutes les complications territoriales qu'elle entraînait, lui parut apporter enfin l'occasion tant désirée de réaliser cette conception, jusqu'alors contrariée toujours par les événements.

D'une part en effet il voyait le Hanovre, enlevé par l'armée française à l'Angleterre, devenir disponible. D'un autre côté, il apprenait par une dépêche de Marescalchi que Bonaparte, pressé par l'Autriche de trouver en Italie même un établissement au grand-duc de Toscane dépossédé, proposait pour lui l'échange de Salzbourg contre la Vénétie, dont la cour de Vienne serait dédommée par d'autres avantages territoriaux en

1. Dépêche de Moll du 19 juillet 1803 (rapportant une conversation du 15). — « Mon système politique, déclarait encore Melzi à Moll, est celui de la monarchie tempérée. » Dépêche de Moll du 30 juillet (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1803).

Allemagne¹. — C'est sur cet échange que Melzi faisait reposer toute sa combinaison. Réunir en un seul État la République italienne, la Vénétie, le Parmesan, la Ligurie, une partie du Piémont; lui donner comme chef le grand-duc de Toscane avec le titre de président, mais avec le droit de désigner son successeur, de manière à rétablir en fait le royaume héréditaire de Lombardie; indemniser l'Empereur avec la Silésie, objet constant de ses regrets, le roi de Prusse avec le Hanovre, passionnément convoité par lui, la province d'Osnabrück et une partie de la Galicie septentrionale² : telles étaient les bases d'un projet qui, en expulsant définitivement l'Autriche de l'Italie, enlèverait à la France toute raison d'y laisser ses troupes et, en faisant disparaître tout point de contact entre ces deux États, les amènerait à conclure une alliance dans laquelle la communauté d'intérêts entraînerait probablement la Prusse. La paix continentale serait assurée pour longtemps, et la République italienne y gagnerait du même coup son indépendance.

Quelques vertus qu'il attribuât à ce plan, Melzi jugeait trop hasardeux de le proposer lui-même à Bonaparte. C'était à l'Autriche qu'il voulait laisser le soin d'en prendre et d'en poursuivre l'initiative. Le cabinet de Vienne, sans offrir brusquement son alliance au Premier Consul, travaillerait d'abord à la préparer par « deux ans de bons procédés », enver-

1. Ce projet était périodiquement agité depuis deux ans; il avait été signalé encore l'année précédente (25 fév. 1802) par Marie-Caroline de Naples (*Correspondance inédite*, II, 289).

2. Ce plan fut longuement développé à Moll au cours de deux conversations : l'une du 30 mai à la suite d'un diner officiel (Dépêche du 24 juin 1803) et l'autre du 25 juin (Dépêche de Moll du 11 juillet). Melzi avait terminé ce dernier entretien par cette déclaration finale : « La réunion de l'Italie septentrionale avec le grand-duc à la tête qui ferait ressusciter le royaume de Longobardie et le renouvellement du traité d'alliance entre l'Autriche et la France, ce sont les meilleurs vœux que je puisse former pour le bien de mon pays. »

rait ensuite à Paris l'archiduc Charles pour la conclure et, le moment venu de la signer, mettrait en avant l'échange de territoires qui en était la condition.

Ce projet une fois arrêté, il fallait le faire parvenir au principal intéressé. Au cours d'une soirée officielle (30 mai), le Vice-Président en développa longuement les avantages au baron de Moll. Cette suggestion, aussitôt transmise à Vienne, eut un effet immédiat, car dès le 21 juin, l'envoyé antrichien apportait à Melzi, avec autorisation d'en prendre copie, une lettre que lui adressait Cobenzl et qui était rédigée de manière à pouvoir être mise sous les yeux du Premier Consul. Cette communication, datée du 8, avait pour prétexte de notifier à Milan les récentes décisions de la Diète de Ratisbonne. Après quelques assurances d'estime envers le destinataire¹, le vice-chancelier faisait ressortir, en termes d'ailleurs assez enveloppés et sous une forme académique, les considérations qui rendaient désirable et facile un rapprochement de l'Autriche et de la France; elles n'étaient plus séparées par aucune cause de conflit et poursuivaient le même adversaire, l'esprit révolutionnaire, si énergiquement combattu par Bonaparte. « Le mal qui se fait dans la guerre s'oublie, mais de tels rapports établissent une conformité d'intérêts permanents... Je connais trop les sentiments du citoyen Melzi pour ne pas compter d'avance qu'il partagera nos vœux et nos espérances à cet égard. » La dépêche s'en tenait d'ailleurs à ces déclarations de principe, sans se terminer par des propositions fermes.

Le Vice-Président n'en demandait pour l'instant pas

1. Ce préambule faillit donner naissance à un incident; comme il contenait une allusion à l'heureuse issue de l'affaire Ceroni, Melzi crut devoir le supprimer dans la copie envoyée à Paris afin de ne pas blesser Murat; mais celui-ci qui avait eu communication de la pièce tout entière par la maîtresse de Moll (MURAT, *Lettres*, N° 1120) s'empessa de dénoncer à Paris cette suppression comme un acte de déloyauté du Vice-Président (Lettre à Bonaparte du 7 juillet 1803).

davantage. Dans le premier enthousiasme que lui inspiraient ces ouvertures, il ne parlait de rien moins que de se rendre à Vienne et d'y conclure en trois jours l'alliance franco-autrichienne. Ces perspectives ne lui faisaient pas cependant perdre de vue les ménagements à garder avec le caractère ombrageux de Bonaparte. Il se borna donc pour l'instant à lui transmettre copie de la dépêche Cobenzl par une lettre d'envoi (25 juin) rédigée dans les termes les plus modestes ; il se bornait à qualifier de « satisfaisants » les sentiments exprimés par la cour de Vienne et demandait simplement des instructions ¹. Pour lui la réponse n'était pas douteuse et il l'espérait immédiate.

Il devait au contraire l'attendre plus de deux mois, par suite d'abord des difficultés matérielles que le général Pino, porteur de son message, éprouvait à joindre le Premier Consul, parti pour une tournée en Belgique (26 juin-11 août). Au lieu de le décourager, ce retard et cette incertitude allaient au contraire exalter ses illusions, accroître sa confiance dans le succès final, et tourner en obsession le projet qui agitait son esprit. Il s'y abandonna d'autant plus facilement que le séjour de Monza, ancienne résidence d'été archiducal où l'avaient conduit les chaleurs, le laissait seul avec ses propres pensées.

Ses espérances sont entretenues d'abord par de nouvelles communications de Cobenzl que Moll lui apporta le 15 juillet et le 2 août² ; en raison de leur caractère plus confidentiel, il se garda cette fois de les transmettre au Premier Consul et l'on n'en peut présumer le sens que par ses réponses. Il semble que la première contenait surtout des félicitations person-

1. MELZI, *Mem.*, II, 172 et 566. Texte de la lettre de Cobenzl, AFiv, 1684.

2. Dépêches de Moll des 30 juillet et 6 août 1803 (Arch. Vienne, Corr. Milan, 1803).

nelles sur la confiance qu'inspirait son caractère à Paris comme à Vienne, et qui le faisait choisir comme intermédiaire entre deux grandes puissances; dans la seconde, le vice-chancelier élevait quelques objections sur la valeur respective des territoires à échanger, et faisait ressortir les difficultés pratiques du projet. — Melzi répond que la principale sera d'obtenir de Bonaparte sa renonciation à la présidence de la République italienne. Il se fait fort néanmoins de l'y amener en procédant avec prudence, par gradations insensibles, jusqu'au moment où il démontrera que cette République est désormais assez forte pour se passer du secours des troupes françaises. L'évacuation s'imposant alors, la candidature de l'archiduc ne rencontrera plus d'obstacles à Paris. On voit par cette dernière prévision combien sont restées tenaces les illusions du Vice-Président.

Elles ne semblent pas ébranlées le mois suivant (août) par le silence persistant du Premier Consul. S'il ne reçoit pas de réponse, c'est que sa proposition paraît assez sérieuse pour mériter un examen approfondi et certainement favorable; c'est peut-être aussi qu'elle fait l'objet de négociations directes entre Vienne et Paris, par l'entremise de Champagny. Melzi entretient ses espérances au moyen de ses souvenirs et cherche un argument pour le succès de son projet dans les idées dont le Premier Consul lui a fait autrefois la confiance sur la valeur respective des principales puissances centrales. « Bonaparte, déclare-t-il à Moll, m'a parlé plusieurs fois de la Prusse dans les termes les plus positifs : il la considère comme une puissance de fraîche date, peu consolidée, composée d'éléments nouveaux et hétérogènes, qui ne sont pas liés les uns aux autres, et dont on ne tire que des moyens peu durables parce qu'ils sont trop forcés : en un mot le Premier Consul envisage la Prusse comme une puissance sur laquelle on ne peut faire aucun fonds. Il voit

au contraire dans la maison d'Autriche une puissance ancienne, et affermie par une stabilité de plusieurs siècles; il a toujours respecté le gouvernement autrichien, et il disait très souvent que ce serait très mal fait de détruire un gouvernement de cette nature, quand bien même on le pourrait; qu'il faudrait au moins un siècle pour remplir le vide et apaiser les convulsions qui naîtraient d'un tel bouleversement¹... » Animé de pareils sentiments, Bonaparte pourrait-il hésiter à accepter un instant, avec toutes ses conditions, une alliance dont il a lui-même proclamé le prix ?

La réponse tardant toujours, Melzi attribue successivement cet ajournement à la crainte de mécontenter la Prusse, aux nécessités de la lutte contre l'Angleterre et surtout aux répugnances de l'Autriche à renoncer à ses dernières possessions directes en Italie. — Pour lever ce dernier obstacle et tromper son impatience, il imagine d'autres combinaisons propres à conduire par d'autres voies au résultat désiré. La plus praticable à ses yeux consisterait à marier avec un archiduc la reine d'Étrurie, devenue récemment veuve, et mère d'un enfant qui semble condamné par les médecins : le nouveau couple régnerait sur un État formé de la Toscane, du Parmesan et de la République italienne; celle-ci se trouverait alors agrandie par ces annexions, évacuée par les troupes françaises devenues inutiles, rassurée par la présence à sa tête d'un prince autrichien, préservée des mutations de Président par le rétablissement du principe héréditaire, rétablie en un mot dans sa complète indépendance². — Pour le cas où ce projet paraîtrait chimérique, le Vice-Président en échafaude un autre, plus lointain encore, sur l'intérêt persistant que la Russie témoigne au roi de Sardaigne

1. Déclarations à Moll dans l'audience du 14 août (Dépêche de Moll du 30).

2. Conversation du 9 septembre avec Moll (Dépêche de Moll du 12).

dépossédé. Que l'empereur Alexandre obtienne directement du Premier Consul les Légations pour ce prince, et il pourra proposer en même temps de dédommager la République italienne avec une partie du Piémont¹. — Comme on le voit, Melzi songe à tirer parti pour son pays de toutes les convoitises qui agitent et de tous les événements qui traversent la politique européenne. Jamais chef d'État n'a déployé une ingéniosité plus inventive pour se supprimer lui-même et sacrifier son avantage personnel à ses aspirations nationales.

Cette dépense d'imagination devait rester inutile. En Belgique, où Pino rejoignit Bonaparte, il le trouva trop occupé de son voyage pour se consacrer aux affaires italiennes; bien qu'invité deux fois à sa table et emmené à sa suite, il chercha vainement, à Gand, à Bruxelles et à Sedan, l'occasion de l'entretenir de la dépêche dont il était porteur. — Au retour à Paris, Marescalchi ne put avoir avec le Premier Consul qu'une brève entrevue (2 août); ce ne fut qu'un mois après (5 septembre) qu'il se trouva en mesure de transmettre à Milan une réponse aux propositions de Cobenzl; elle était méprisante, catégorique et négative. Dans toute cette affaire, Bonaparte ne voyait qu'une manœuvre de l'Autriche pour semer la zizanie en Europe et une tentative du baron de Moll pour agrandir son rôle subalterne et se donner de l'importance. Il conseilla donc à Melzi, non seulement de ne plus songer aux suggestions reçues, mais encore de ne pas y répondre, afin de ne pas encourir le reproche de duplicité par des relations directes avec Vienne². — Sa décision s'expliquait d'ailleurs par ses récentes négociations diplomatiques. Il avait vu entre temps l'Autriche repousser l'échange de Salzbourg contre la Vénétie et il en avait conçu un certain dépit, car il attribuait à ce projet le double

1. Dépêches de Moll des 26 sept. et 8 oct. 1803.

2. Marescalchi à Melzi, 5 sept. 1803 (Arch. Vienne, 8).

avantage d'écarter en Italie un voisinage gênant et de constituer une réparation partielle envers les Vénitiens, dont les griefs lui tenaient plus à cœur qu'il ne voulait le laisser paraître¹. Il est à peine besoin d'ajouter que, même s'il eût accepté le principe de l'alliance autrichienne, il se fût probablement refusé à s'arrêter un seul instant aux remaniements territoriaux que Melzi lui avait suggérés. Ce n'était pas au moment où il portait ses positions offensives jusque dans le royaume de Naples qu'il pouvait songer à évacuer l'Italie supérieure.

L'occasion était donc manquée et le Vice-Président sortait de cet insuccès avec une désillusion de plus, mais aussi avec quelques scrupules de moins. S'il avait au début montré une franchise et une correction suffisantes, il s'en était écarté par la suite, en prêtant une oreille complaisante, à l'insu de Bonaparte, aux communications secrètes venues de Vienne; il s'habituaît à prendre un ministre étranger pour confident de ses sentiments intimes, et s'engageait dans une voie périlleuse pour sa loyauté². Quant à son projet en lui-

1. « Bonaparte ne peut se dissimuler d'avoir ruiné, sacrifié et trahi les Vénitiens, après les avoir bercés de fausses espérances; on ne cesse d'écrire, de dire et d'imprimer que cette action offusquera éternellement sa mémoire, et Bonaparte s'en persuade de plus en plus; il se reproche d'avoir polonisé les États de Venise pour faire sa paix avec vous autres... Cet arrangement (le grand-duc de Toscane à Venise) est une de ses idées favorites... Les Vénitiens ne veulent être gouvernés ni par les Français, ni par les Allemands, ils veulent des souverains et des gouvernements italiens. Bonaparte a toujours dit : « Si l'Empereur veut rester à Venise, je dois nécessairement rester dans le Piémont. » (Dépêche de Moll du 31 oct. 1803, d'après les déclarations de Melzi du 29.)

2. Les déclarations de Melzi à Moll, lui annonçant l'échec provisoire de sa combinaison, montrent assez quel était son état d'esprit : « Il sera utile qu'on me tienne au courant des vues de la cour de Vienne sur des objets où mon entremise pourra être bonne à quelque chose (il s'agissait du projet de mariage entre un archiduc et la régente d'Étrurie); on peut être assuré que le moment viendra où je pourrai en faire usage et l'on se trouvera bien de m'avoir mis au fait de ce que je dois savoir pour être à même de profiter du moment où mon influence pourra faire quelque effet. Dans ma situation actuelle, je

même, inspiré sans doute par un ardent patriotisme, mais aussi par une méconnaissance complète des réalités pratiques, il ne présentait d'autre intérêt que de mettre en lumière l'obstination d'esprit et la puissance d'illusions de celui qui l'avait conçu.

ne suis guère à même de voir l'ensemble des choses... Si le Premier Consul m'en écrit quelquefois, ce n'est que de passage et par incidence, autant que cela peut avoir trait aux affaires de notre République. Vous concevez bien qu'il ne me fait jamais voir le tableau en entier... » (Déclarations de Melzi à Moll du 25 octobre, reproduites dans la dépêche du 29.) C'est là presque un appel au concours de l'étranger.

CHAPITRE VIII¹

LA FORMATION DE L'ARMÉE ITALIENNE

- I. État de l'armée cisalpine en 1802. — Sa faiblesse numérique. — Indiscipline des soldats, diversité de composition du corps d'officiers, insuffisance des généraux : Pino, Teulié et Fontanelli.
- II. Les premières réformes du nouveau régime. — Il crée une école pour les officiers, prend à sa solde des troupes auxiliaires étrangères et adopte le principe de la conscription. — La loi du recrutement du 13 août 1802 ; ses difficultés d'exécution ; scepticisme populaire et officiel sur la possibilité de l'appliquer. — Elle risque de rester lettre morte par suite des obstacles que rencontre la formation des listes de conscrits.
- III. La guerre avec l'Angleterre détermine d'importants préparatifs militaires : formation d'une Légion italienne, constitution de la Garde du Président, appel de la classe sous les drapeaux. — Les conscrits contraints par la force d'obéir à cet ordre : désolation des familles, tentatives de rébellion, fuites à l'étranger. — La Fête nationale est célébrée (26 juin) au milieu des opérations de la levée. — Le gouvernement doit recourir à l'emploi de garnisaires et créer des Commissions militaires pour assurer l'exécution de la loi. — Grâce à ces mesures extrêmes, le contingent est à peu près complété. — Conséquences militaires et morales de la conscription.

La création d'une armée nationale était peut-être le plus important, et à coup sûr le plus ardu, des multi-

1. Voir pour l'ensemble de ce chapitre l'ouvrage de ZANOLI, *Sulla Milizia cisalpino-italiana* (2 vol., Milan, 1845), et le 1^{er} volume des *Fasti e vicende di guerra dei popoli italiani dal 1801 al 1815 o Memorie di un ufficiale italiano* (attribué à LUGIER, 9 vol., Milan, 1829). J'ai trouvé de très précieux renseignements sur la question militaire dans les Archives du ministère de la Guerre italien (à l'Archivio di Stato de Milan), cartons 779 à 782.

ples problèmes qui s'imposaient à l'attention de Melzi. Pour accomplir son œuvre administrative, il trouvait parfois un guide dans des institutions antérieures et un soutien dans l'approbation publique; son œuvre militaire au contraire n'avait pas de précédents et ne devait rencontrer que des résistances. Il lui fallait constituer un système de défense dans un pays habitué à la protection de mercenaires étrangers, plier au service obligatoire une population rebelle depuis des siècles au métier des armes, animer d'un patriotisme nouveau et pourvoir d'un matériel complet des troupes improvisées, sans traditions ni consistance: créer en un mot dans toute l'acception du terme, c'est-à-dire faire quelque chose avec rien. Les difficultés de cette entreprise avaient fait ajourner jusqu'alors l'exécution de cette tâche: la guerre avec l'Angleterre vint tout à coup en montrer la nécessité, et provoquer au cours de l'été un effort d'organisation militaire dont le développement se poursuivra pendant toute la période napoléonienne.

I

Pour en mesurer l'étendue, il importe d'abord d'en fixer le point de départ en rappelant quels étaient l'état et l'histoire des forces militaires que la République italienne héritait en 1802 du gouvernement provisoire.

Leur origine remontait aux premières troupes permanentes formées après l'invasion française sur les territoires républicanisés, et dont les plus importantes étaient la légion cispadane et la légion lombarde. Après Campo-Formio, ces différents corps furent fondus en une armée cisalpine, dont les cadres, trop larges au début pour sa faiblesse numérique, durent être successivement ramenés de huit à six (avril 1798),

puis à quatre demi-brigades (novembre). Son recrutement ne laissait pas moins à désirer que son organisation¹. A la veille de Campo-Formio, Bonaparte, un peu intéressé à en déprécier la valeur, la représentait comme la réunion « de 1.500 polissons, ramassés dans les rues des différentes villes d'Italie, qui pillent et ne sont bons à rien² ». Après la paix, les volontaires qui y étaient entrés par vocation, et qui en formaient le meilleur élément, devinrent officiers ou rentrèrent dans la vie civile. Au témoignage de Foscolo, qui servait alors avec eux, « ce simulacre de milice ne fut dès lors formé que de déserteurs des principautés voisines, d'exilés qui n'avaient d'autres ressources que de vendre leurs corps, de déserteurs autrichiens jetés dans ses rangs par la misère, la contrainte et le désespoir³ ». On croirait volontiers que l'imagination du poète a noirci les couleurs de ce tableau, si l'on n'en retrouvait les principaux traits sous la plume d'un témoin impartial. « Je ne connais pas, écrivait alors le ministre de Suisse à Milan, d'armée dans le monde qui soit aussi abominablement composée : c'est l'écume de tous les coquins de l'Italie. Il n'y a de Cisalpins que les officiers, qui se conduisent assez bien⁴. »

En cas de guerre, une pareille troupe représentait un embarras plutôt qu'une sauvegarde. Lors de l'invasion autrichienne, elle fut dispersée au milieu des corps français en petits détachements, dont les uns furent enfermés et pris à Ancône, Mantoue et Gênes, et dont les plus considérables, réfugiés en France, y devaient

1. Sur l'état de l'armée en 1802 cf. une brochure de circonstances, œuvre d'un général cisalpin, MILOSEWITZ, et qui fit grand scandale à son apparition : *Mémoire sur la force militaire de la République cisalpine par le cit. A. M.*, Paris, Treuttel et Würtz, an X.

2. *Corr.*, III, N° 2292.

3. FOSCOLO, *Orazione a Bonaparte*, insérée dans les *Prose politiche* (éd. Le Monnier), p. 48.

4. Lettre de Haller au ministre des Relations extérieures helvétiques, 1^{er} fructidor an VI-18 août 1798 (Arch., *Corr.* Milan, Berne, 3363).

être fondus en une « Légion italique » que Bonaparte conduisit avec lui à la campagne de Marengo. — Sous la seconde Cisalpine, l'armée fut reconstituée à deux reprises différentes (30 décembre 1800-18 septembre 1801) dans son ancienne forme, et passée tout entière en revue par Murat au champ de Mars de Milan, lors de sa seconde réorganisation¹.

Au moment de la Consulte de Lyon, elle comportait un effectif réglementaire de 24.000 hommes ; en réalité, elle ne comptait que 8.000 présents, dont 1.000 officiers et 24 généraux, répartis en 5 demi-brigades d'infanterie à deux bataillons, 2 régiments de cavalerie, 1 corps d'artillerie et 1 du génie². La forte proportion des absents accusait assez le relâchement de la discipline et l'insuffisance du recrutement ; celle des gradés montrait que les corps de troupe ne représentaient guère que des cadres, ou, comme l'on dirait aujourd'hui, des « unités-squelettes ». En fait, tout laissait également à désirer dans l'état militaire : le nombre et la qualité chez les soldats, l'homogénéité et l'instruction professionnelle chez les officiers et généraux.

Deux essais antérieurs de conscription (lois des 1^{er} décembre 1798 et 30 octobre 1801) n'ayant eu ni succès, ni suite, les soldats se recrutaient toujours par enrôlements volontaires dans cette masse flottante de vagabonds, d'aventuriers et de déserteurs qui infestaient alors le territoire de la République. Non seulement la plupart d'entre eux n'étaient pas Cisalpins, mais beaucoup venaient d'Autriche, d'Allemagne ou de France. Attirés sous les drapeaux par la misère ou l'appât de la solde, ils les quittaient à la première occasion, soit pour vendre leur équipement, soit sur l'injonc-

1. ZANOLI, I, 1-10.

2. L'état de situation du 9 fév. 1802 (Arch. Guerre, Armée d'Italie) comporte en réalité 13.990 hommes dont 5.900 Polonais et 411 Suisses, soit 7.679 Italiens.

tion de leurs chefs qui employaient couramment ce moyen sommaire de se débarrasser des mauvais sujets¹. Constamment renouvelée dans son personnel, l'armée cisalpine n'avait pas compté, malgré son faible effectif, moins de 50.000 déserteurs, successivement passés dans ses cadres depuis sa fondation ! Mal habillés et peu disciplinés, plus redoutables souvent à la population que les Français, les hommes de troupe présentaient avec ceux-ci un contraste extérieur dont souffrait l'amour-propre national².

Le corps d'officiers leur était de beaucoup supérieur, tout en présentant le même caractère composite et la même proportion d'étrangers. On n'y trouvait en effet pas moins de quatre éléments distincts : les Cisalpins qui atteignaient seulement la moitié de l'effectif total, les Italiens, les Français et les cosmopolites³. — Les premiers, sortis pour la plupart des rangs des volontaires de 1796 et 1797, avaient gagné leurs épaulettes sur les champs de bataille de 1799 et de 1800 ; animés d'un ardent patriotisme, éprouvé par les dangers de la guerre ou les douleurs de l'exil, ils représentaient pour l'armée une réserve d'énergies, mais manquaient d'expérience militaire. — Autour d'eux se groupaient des Italiens d'autres régions, provenant, soit des armées régulières existant avant 1796, soit des corps éphémères de volontaires créés par les gouvernements révolutionnaires : Piémontais, en majorité dans la cavalerie, Napolitains, composant presque uniquement le génie, Vénitiens, en grand nombre dans tous les corps, Modénais, Toscans, Romains ou même Lombards sortis du service de l'Autriche ; leur présence faisait de l'armée l'image

1. MILOSEWITZ, pp. 6-7 ; lettre du ministère de la Guerre au Comité de gouvernement du 14 juin 1801 (Arch. Milan, *Guerre*, 778).

2. ARNDT, II, 37.

3. D'après une statistique (AFIV, 1390) qui ne concerne que les officiers supérieurs en fonctions en 1802, sur 117, 31 étaient Français, 23 Italiens, 2 étrangers, les autres Cisalpins.

de l'unité future et l'incarnation de l'idée nationale. — Pour soutenir par une armature solide cet assemblage de matériaux hétérogènes, Bonaparte avait posé dès 1797 et toujours appliqué depuis le principe que le tiers au moins des officiers seraient Français¹. Les meilleurs avaient été désignés par leur origine corse ou niçoise et leur connaissance de la langue italienne ; d'autres étaient des incapables ou des indignes dont on avait voulu débarrasser leurs corps : tel ce Lavergne, capitaine de hussards cisalpins, dont Bonaparte devait interdire la réintégration dans l'armée française, comme « ayant refusé de se battre en 1792² ». — Quelques étrangers complétaient enfin cet ensemble disparate : Polonais des légions restées à la solde de la République ; spécialistes indispensables en raison de leurs connaissances techniques, comme le Suédois Tibell, organisateur du bureau topographique ; enfin aventuriers jetés en Italie par le hasard des révolutions. Le plus représentatif de ces bohèmes de la guerre semblait être l'adjudant-commandant Balathier de Bragelonne, Français d'origine, fils d'un lieutenant du roi à Bastia, successivement soldat, puis officier à l'armée de Condé, aux troupes anglaises de Corse, à la Légion lombarde, et dans lequel Napoléon, de passage à Milan en 1807, devait reconnaître avec stupéfaction un de ses anciens camarades de Brienne, chassé de l'École pour indécatesse³. Cette variété de composition ne semblait pas moins préjudiciable à l'instruction qu'à la cohésion morale des troupes, car, faute d'une doctrine commune, les officiers appliquaient chacun les règlements en vigueur dans l'armée où ils avaient fait leurs débuts⁴.

1. 304 officiers français (liste AFIII 72) étaient ainsi entrés dans l'armée cisalpine lors de sa formation.

2. *Corr.*, VI, N° 5761.

3. Sur ce singulier personnage cf. ZANOLI, I, 324 et ZANOLINI, II, 445. On trouvera ses états de service dans CHUQUET, *Jeunesse de Napoléon*, I, 387.

4. *Fasti e vicende*, pp. 325, 327.

Au sommet de la hiérarchie, les généraux résumaient les mérites et surtout les faiblesses de leurs subordonnés. Comme beaucoup de leurs collègues français, la plupart étaient des volontaires de la première heure (1796-1797) que la faveur des révolutions avait poussés en quelques mois aux grades supérieurs. On trouvait pourtant dans leurs rangs un Polonais, Dombrowski, un Piémontais, Danna, deux Romains, Palombini et Zannini, trois Français dont deux Corses, Jullien, Fiorella¹ et Ottavi, deux anciens officiers de la République de Venise, le Dalmate Milossewitz et le Véronais Viani, enfin un ex-major du génie autrichien, le Milanais Bianchi d'Adda. Des rivalités personnelles s'ajoutaient à cette diversité d'origine : deux divisionnaires, Lechi et Teulié, avaient groupé autour d'eux leurs subordonnés en deux coterie rivales, dont les membres se refusaient le salut militaire². Presque tous, promus de trop fraîche date pour connaître leur métier, montraient une regrettable insuffisance professionnelle : au cours d'une manœuvre qu'il dirigeait à Milan, Murat se voyait forcé d'enlever le commandement à un brigadier incapable d'exécuter ses ordres³. Le temps et l'habitude de la guerre pouvaient seuls leur donner les connaissances nécessaires.

Les généraux de nationalité italienne présentaient eux-même une grande diversité d'origine et une grande inégalité de valeur. Mais ils pouvaient se ramener à trois types, personnifiés respectivement par Pino, Teulié et Fontanelli⁴. — Domenico Pino (1767-1826) était un jeune Milanais, fils de banquiers, que de précoces désordres avaient forcé de fuir en Suisse les poursuites de ses créanciers. Revenu à Milan avec l'invasion française,

1. Biographie de Fiorella dans DESAIX, *Journal de voyage*, p. 165, note 1.

2. Melzi à Marescalchi, 25 mars 1803 (Arch. Vienne, 17).

3. Dépêche de Taglioretti du 20 nov. 1802.

4. Voir leurs biographies détaillées dans *Notices et Documents*, chapitre VII.

il s'était jeté avec d'autant plus d'ardeur dans le mouvement révolutionnaire qu'il y voyait une occasion de recommencer une nouvelle vie. Entré d'emblée comme officier dans la légion lombarde, puis dans l'armée cisalpine, il se distingua au siège d'Ancône et parvint dès l'année suivante au grade de général de division. Dépeint par Melzi comme un « soldat, mais dans le sens de grenadier, non dans celui de capitaine », et plus tard par Stendhal comme « assez beau, mais peu général¹ », il ne trouva jamais le moyen de déployer ses talents stratégiques, mais il eut le temps, pendant son court passage au ministère de la Guerre (1804-1806), de montrer sa complète incapacité administrative. La légèreté de son caractère répondait malheureusement à l'insuffisance de son esprit : « C'est un homme dont on peut tout faire si on sait le cajoler », devait-on dire plus tard de lui pour expliquer ses palinodies politiques. Melzi, qui le jugeait un peu d'après ses impressions du moment, le représentait comme « dissipateur, joueur, banqueroutier, immoral, sans talents et sans connaissances, indiscret, peu sûr dans ses relations », d'ailleurs « susceptible d'être séduit ou dévoyé, mais incapable d'une vilénie ». L'avenir devait montrer que cette dernière réserve était au moins inutile. — Pour l'instant, Pino ne cessait pas de compromettre le pouvoir par les démarches inconsidérées que lui inspiraient ses besoins d'argent ou sa manie de se mettre en avant. Il allait tour à tour, et sans y être autorisé par Melzi, demander à partir pour Saint-Domingue (janvier 1803), à révolutionner le royaume de Naples (février), à faire envoyer sa division au camp de Boulogne (août) et enfin obtenir à force d'intrigues le ministère de la Guerre (août 1804). D'autre part des goûts de luxe que ne suffisait pas à satisfaire un riche mariage, une géné-

1. STENDHAL, *Journal d'Italie* (éd. Arbelet), p. 372.

rosité souvent déplacée et surtout une passion du jeu poussée jusqu'à la frénésie provoquaient de sa part d'incessantes réclamations pécuniaires au Vice-Président qui paya plusieurs fois ses dettes. — Les traits distinctifs de son caractère ne feront que s'accroître pendant la période impériale. On le verra successivement accumuler sur sa tête les grades et les dignités, faire aux emplois lucratifs une chasse assez fructueuse pour réunir des émoluments montant au total de 145.000 francs, guerroyer en Allemagne, en Espagne et en Russie, tomber dans une demi-disgrâce, abandonner en 1814 son bienfaiteur le prince Eugène aussitôt après avoir sollicité et obtenu de lui une dernière gratification de 50.000 francs, jouer un rôle assez louche dans la journée du 20 avril qui décida du sort de la domination napoléonienne, prêter au soupçon d'avoir cherché à obtenir la couronne de Lombardie, accepter ensuite un poste de feld-maréchal-lieutenant autrichien et terminer sa carrière en s'offrant à devenir l'« informateur » bénévole de la police viennoise. Par son courage personnel et son absence de scrupules, son amour du gain et son goût des aventures, il faisait revivre, après trois siècles, la physionomie des anciens *condottieri*.

Son collègue Pietro Teulié (1759-1807) évoquait au contraire par l'ardeur de ses convictions et l'intégrité de son caractère la pure image des volontaires français de 1792, et il a pu être comparé à Desaix par sa mort prématurée et héroïque. Né à Milan, il s'y était fait une situation comme avocat au moment de la Révolution. Il en embrassa la cause avec désintéressement, organisa d'abord la garde nationale de Milan, et fit ensuite dans l'armée un avancement tellement rapide qu'il parvint dès 1800 au grade de général et dès l'année suivante au ministère de la Guerre; après y avoir accompli d'utiles réformes, il la quitta volontairement au bout de trois

mois (avril-juillet 1801), à la suite de difficultés avec Sommariva. — Son intégrité naturelle l'avait forcé de se séparer de l'ancien gouvernement, ses opinions le tinrent éloigné du nouveau; resté fidèle au programme des révolutionnaires avancés, devenu suspect à Murat par son caractère indépendant, il reprochait au régime constitutionnel ses tendances aristocratiques, sa déférence excessive envers la France, son abandon de l'idée unitaire. On a vu comment cette attitude lui valut d'être impliqué dans l'affaire Ceroni et de subir à ce propos une courte disgrâce. Il devait rentrer au service actif un an après à la tête d'une brigade, puis d'une division, et mourir enfin à la tête de ses troupes, frappé d'une balle au siège de Colberg (1807). Un de ses subordonnés français laissera de lui cette courte oraison funèbre : « Il joignait à un physique fort agréable et à des manières parfaites de grands talents militaires et une bravoure remarquable. Sa sollicitude pour les troupes qu'il commandait le fit justement regretter¹. »

A côté de Pino et de Teulié, issus tous deux de la bourgeoisie lombarde, Achille Fontanelli (1775-1837) incarnait, comme Caulaincourt, Lauriston ou Macdonald en France, le type de l'officier de famille aristocratique rallié à la Révolution et distingué par Napoléon. Originaire du Modénais, il représentait dans les hauts grades de l'armée les qualités de sérieux et de pondération propres à ses compatriotes. Né à Modène, fils d'un ministre du duc, engagé à 21 ans dans la légion cispadane, il obtint un rapide avancement dans l'armée cisalpine et s'y mit assez en vue pour que, dès 1803, Melzi le proposât à Bonaparte comme ministre de la Guerre; il ne devait arriver à ce poste suprême que beaucoup plus tard (1811-1813), après avoir parcouru

1. D'ESPINCHAL, *Souvenirs militaires*, I, 131.

une carrière chargée d'honneurs et de dignités; mais il obtint pour l'instant celui d'aide de camp italien du Premier Consul. Il fut ainsi en mesure de faire apprécier par le maître des connaissances militaires sérieuses développées par l'étude, des capacités administratives assez rares, une bravoure froide et résolue, un caractère droit et loyal, empreint d'une modestie poussée parfois jusqu'à la timidité. Après la chute de la domination napoléonienne, il devait se confiner dans une retraite pleine de dignité, sans rien demander au nouveau régime. De tous ses collègues, c'est lui qui unissait dans le plus heureux équilibre les talents du chef, la valeur du soldat et les vertus de l'homme.

En 1802 sa réputation était encore naissante, et il représentait, avec Teulié, une exception au milieu des chefs de l'armée, dont la plupart appartenaient à la même catégorie que Pino. — Des généraux improvisés, des officiers sans expérience, des troupes sans discipline et sans recrutement régulier, tels étaient donc les éléments avec lesquels la République italienne devait assurer sa défense et constituer son armée.

II

Dès son arrivée au pouvoir, Melzi semblait avoir compris l'importance de la question militaire et la nécessité de la résoudre au plus tôt. Le premier soin de son ministre Trivulzi fut d'apporter un peu d'ordre dans l'administration de l'armée, où régnait la même confusion anarchique que dans tous les services publics. — Les généraux ne pouvant être instantanément renouvelés, on s'occupa du moins d'améliorer pour l'avenir la composition et l'instruction de leurs subordonnés. Afin d'éliminer les incapables et les indignes,

une commission spéciale (10 mai) dut examiner, confirmer ou réviser tous les grades¹. Après cette épuration, il importait d'assurer le recrutement de ceux qui restaient, en vue d'éviter, surtout pour les armes spéciales, l'introduction d'éléments étrangers dans l'armée nationale. A cet effet le ministre, remettant en vigueur une création éphémère de la première Cisalpine (1798-1799), fit rouvrir et installer dans l'ancien Palais ducal de Modène une « École militaire » dont les élèves, nommés au concours, devaient, après trois ans d'études, sortir avec le grade de lieutenant d'artillerie ou du génie. Un avis officiel (1^{er} novembre)² fit connaître la date et le programme des conditions d'admission : et dès le 1^{er} décembre 1802, les 18 candidats reçus entraient au service. Régulée plus tard par une loi spéciale (18 novembre 1803)³, destinée à se développer jusqu'à la fin du régime napoléonien et à devenir une pépinière d'excellents officiers, cette institution, imitée de l'École polytechnique française, devait rendre les mêmes services⁴.

Si elle contribua à renforcer les cadres, elle ne fournissait pas le moyen de les remplir. Avec son manque d'hommes et son abondance de gradés, l'armée italienne présentait le même spectacle que de nos jours certaines républiques sud-américaines. Comment augmenter sa force numérique ? Pour l'empêcher de s'appauvrir encore, le ministre interdit aux chefs de brigade (18 mars) de renvoyer de leurs régiments les soldats indisciplinés⁵. Pour relever l'effectif total, il dut recourir d'abord à un expédient et prendre à la solde de la République des troupes étrangères. Un arrêté de

1. F. O., 1802, p. 77.

2. F. O., 1802, p. 252.

3. B. L., 1803, p. 273.

4. ZANOLI, I, 46, et ZANOLINI, I, 419.

5. F. O., 1802, p. 39.

Bonaparte remit à son service (29 avril)¹ les deux légions polonaises, composées de réfugiés politiques, qui y avaient été déjà sous la Cisalpine. Elles étaient d'ailleurs stationnées déjà sur son territoire, et Stendhal, arrivant à Milan (18 avril 1801), avait pu admirer sur le glacis du château leur élégant uniforme bleu et leur agilité d'évolutions². Elles formaient un corps incomparable sur les champs de bataille, mais leur bravoure et surtout leurs prétentions dépassaient leur fidélité. Incorporés à contre-cœur dans l'armée, les Polonais déclarèrent ouvertement n'y avoir consenti que par déférence personnelle pour Bonaparte; ils conservèrent jalousement la tenue et la cocarde nationales, refusèrent le salut aux officiers italiens³, et semblèrent ignorer le gouvernement, sauf pour l'assaillir de perpétuelles réclamations : ils firent ensuite renouveler à ses frais leur équipement, fort délabré à leur arrivée. — En réalité, leur adjonction aux troupes italiennes n'était qu'une mesure provisoire, destinée probablement à décharger de leur entretien le Trésor français. La première légion fut dirigée sur Saint-Domingue dès l'automne de 1802 et la seconde sur Naples au printemps suivant⁴. — Pour les remplacer, Bonaparte songea successivement, soit à former un bataillon avec des déserteurs autrichiens, soit à lever un régiment de mercenaires suisses⁵ : ces projets sans suite ne représentaient qu'un palliatif à la crise des effectifs, rendue plus aiguë encore par un décret (29 avril) qui fermait aux étrangers l'accès des troupes nationales⁶.

1. F. O., 1802, p. 66.

2. STENDHAL, *Journal d'Italie* (éd. Arbelet), p. 3.

3. Dépêche de Moll du 23 fév. 1803.

4. Sur les auxiliaires polonais voir MELZI, *Mem.*, II, 42, 49, 125; MURAT, *Lettres*, II, N° 952, 968, 977; cf. la description de leur uniforme dans STENDHAL, *Journal d'Italie*, p. 4 et surtout le témoignage du voyageur allemand SEUME, *op. cit.*, II, 191-193.

5. MELZI, *Mem.*, II, 66, 71, 134 et 135.

6. F. O., 1802, p. 68.

En réalité la conscription pouvait seule assurer le recrutement régulier de l'armée. Une loi votée le 13 août 1802 par le Corps législatif, sur les instances pressantes de Bonaparte et de Melzi, avait eu pour objet de l'établir¹. Empruntée dans ses grands traits à la législation française, elle fixait à quatre années la durée du service actif, y assujettissait en principe tous les jeunes gens de 20 à 25 ans, et en exemptait, moyennant le paiement d'une taxe militaire, les infirmes, les ministres du culte, les hommes mariés, et les conscrits assez riches pour trouver à leurs frais un remplaçant. A l'avenir, la plus jeune classe d'âge serait seule appelée à former le contingent, fixé chaque année par une loi ; pour la première fois, et par exception, on demanderait aux cinq classes disponibles les 18.000 hommes nécessaires pour porter l'armée à son effectif réglementaire. Dans chaque district, des conseils spéciaux étaient chargés, sous la surveillance des préfets, de toutes les opérations de la levée. Enfin un dernier titre de la loi édictait toute une série de pénalités soit contre les réfractaires, soit contre leurs complices, soit même contre les fonctionnaires coupables de négligence à les poursuivre.

Ces dernières dispositions n'étaient pas inutiles dans un pays où l'établissement du service obligatoire rencontrait, non seulement la résistance des classes populaires, mais encore le scepticisme des classes dirigeantes. La réputation d'inaptitude guerrière des Italiens était si bien établie, même aux yeux de leurs compatriotes, que toute tentative pour les plier au métier des armes semblait par avance vouée à l'insuccès. Pendant la Consulte de Lyon, un officier général de l'armée, Milossewitz, avait même été suspendu de ses fonctions pour avoir soutenu cette thèse dans une brochure qui

1. Texte B. L., 1802, pp. 234-252.

portait comme épigraphe cette citation significative de Tacite : *Ignavis et imbellibus manet squalor*¹. Quand Bonaparte avait commencé à lever les premières légions lombardes, les Autrichiens tournaient en dérision une entreprise où ils avaient eux-mêmes échoué². Dans la noblesse et le clergé, c'était une opinion reçue que les populations n'acquerraient jamais des vertus militaires étrangères à la race et qu'il valait mieux pour la République constituer une armée avec des mercenaires suisses³. Un des meilleurs économistes et des esprits les plus éclairés du temps, Melchiorre Gioja, méconnaissant l'esprit et l'avantage principal de la conscription, proposait d'y pourvoir chaque année au moyen des enfants trouvés parvenus à leur majorité⁴. Dans la Romagne, où « depuis 300 ans on n'avait aucune idée de ce qu'est un soldat ⁵ », la levée des conscrits apparut comme une innovation alarmante et un acte d'arbitraire monstrueux. « Nous tomberions sous la domination turque, écrivait à ce propos un gros propriétaire, que nous ne serions pas plus mal partagés ⁶. » Dans quelques régions, le vote seul de la loi du 13 août avait suffi à provoquer une panique et une fuite partielle des jeunes gens. — Sans éprouver les mêmes terreurs, les milieux officiels ne montraient ni plus d'empressement, ni plus de confiance. « L'on peut dire avec vérité, constatait avec quelque mélancolie Melzi, qu'il n'y a pour l'armée italienne que les vœux

1. Cette publication fit suspendre l'auteur pour quelques mois de ses fonctions. Il avait voulu démontrer que la nation italienne était plus faite pour l'agriculture et le commerce que pour le métier des armes.

2. Déclaration de Napoléon à O'Meara (*Corr.*, XXXII, 318).

3. Dépêche de Taglioretti du 19 fév. 1802.

4. GIOJA, *Quadro Statistico del Dipartimento dell' Olona*, p. 214.

5. Rapport du secrétaire général du Rubicon au Vice-Président, du 17 août 1803 (*Arch. Milan*, 21).

6. Lettre de Venèze à Rangone du 31 mai 1803 (*Bib. Com. Bologne, Fonds Rangoni*).

de l'armée italienne; tout le reste est contre plus ou moins ouvertement¹. »

Dans ces conditions, le gouvernement devait éprouver plus de difficultés encore à exécuter qu'à faire voter la loi du 13 août. Il se heurta aux obstacles que lui opposaient les retards de l'organisation administrative, le manque de force armée et la mauvaise volonté du clergé. — Tout d'abord les districts qui devaient servir de cadres aux opérations de la levée n'étaient pas encore formés : il fallut leur donner en hâte (14 novembre) une délimitation provisoire². — Il n'était pas moins nécessaire de pouvoir compter sur une troupe de police assez forte pour prévenir des désordres éventuels et donner la chasse aux réfractaires : le corps de la Gendarmerie, chargé de cette mission, ne se recrutait qu'à grand'peine, au prix de mille difficultés, exposées précédemment. Quand il fut enfin au complet (mai), il avait enlevé au contingent appelé sous les drapeaux les rares jeunes gens qui eussent quelque vocation militaire. — De plus, pour dresser les listes de conscrits, le concours du clergé était indispensable, puisque lui seul tenait les registres des naissances et des mariages. Plus disposés à partager qu'à combattre les préjugés de leurs ouailles, les prêtres faisaient au principe du service obligatoire une opposition sourde en Lombardie, déclarée au sud du Pô³; dans le Ferrarais, où ils subissaient de plus près l'influence de Rome, leurs manœuvres suscitèrent même, aussitôt après le vote de la loi (5 septembre), un mouvement armé, aussitôt étouffé par l'arrestation des meneurs⁴. Ailleurs, leur mauvaise volonté se traduisit

1. MELZI, *Mem.*, II, 51.

2. Lettre de Melzi à Bonaparte du 19 déc. 1802 (AFiv, 1684) et B. L., 1803, p. 431.

3. MELZI, *Mem.*, II, 132, 156; lettre de Melzi à Marescalchi, 3 avr. 1803 (Arch. Vienne, 20).

4. Lettre de Melzi à Marescalchi, 10 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18).

par leur complaisance à reconnaître comme ministres du culte, soustraits de droit à toute obligation militaire, des séminaristes qui commençaient à peine leurs études ; presque partout ils fournirent des listes incomplètes, contenant des altérations volontaires de dates ou de noms. — Ces irrégularités devaient être toutefois moins scandaleuses encore que celles des conseils de district chargés d'examiner les cas de dispense et de former définitivement la classe ; grâce à l'influence de leurs familles, beaucoup de fils de riches propriétaires se firent exempter à prix d'argent pour des infirmités imaginaires ; d'autres s'abstinrent de paraître à la visite médicale et retardèrent indéfiniment la désignation de la liste des « bons pour le service ». En janvier, le public, regardant la levée comme impossible, prêtait au gouvernement l'intention de ne pas pousser plus loin l'expérience ¹.

C'eût été méconnaître les ordres formels de Bonaparte, qui d'ailleurs commençait à s'impatienter. Pour le satisfaire, Melzi, toujours rebelle à l'idée de mesures de rigueur, crut devoir épuiser d'abord les moyens de persuasion. Sur ses ordres, les préfets adressèrent à leurs administrés d'éloquents proclamations sur le respect dû à la loi. Ils ne trouvaient guère que des arguments de ce goût : « De quoi s'agit-il en somme ? De quatre années passées au service, et c'est tout. Or quatre années passent bien vite dans le sein de la gloire ² ! » Le Vice-Président lui-même fit insérer au *Journal officiel* une circulaire (20 avril) ³ destinée surtout à démentir le bruit d'après lequel l'armée de la République serait employée hors de son territoire. Les conscrits restèrent insensibles à ce déploiement d'éloquence.

1. MARELLI, janv. 1803 ; dépêches de Cattaneo des 23 janv. et 6 fév. 1803 (Arch. Gênes, *Corr. Milan*, 28).

2. Proclamation du préfet du Rubicon, citée par ZANOTTI, janv. 1803.

3. F. O., 1803, p. 98.

L'intervention gouvernementale ayant échoué, on dut faire appel à l'influence ecclésiastique, estimée plus efficace. Prina avait déjà voulu transformer les prêtres en auxiliaires de l'administration des douanes; Melzi imagina de les utiliser comme recruteurs. Sur ses ordres, le ministre du Culte envoya (1^{er} mars 1803) aux archevêques et évêques une circulaire¹ où il faisait appel « à leur pénétration et à leur prudence » pour considérer « combien il importe d'écarter tous les obstacles que les préjugés et les habitudes opposent à l'exécution d'une loi aussi nécessaire que modérée dans ses exigences ». — En présence de cette mise en demeure, ils se tirèrent d'affaire en publiant des pastorales qui trahissaient de leur part plus d'embarras que de conviction. Citations de la Bible, souvenirs de l'Empire romain, réminiscences de la Légion thébaine, dissertations sur la nature de la guerre, rien n'y était épargné pour réduire à néant le seul argument auquel les conscrits n'eussent sans doute pas songé : l'antagonisme supposé des armes et de la religion². — Ces prudentes généralités restaient impuissantes contre un insurmontable parti pris. En Lombardie les jeunes gens quittèrent l'église à la lecture de la prose épiscopale et menacèrent même les curés qui la commentaient favorablement³. La création d'un corps d'aumôniers militaires (9 mai 1803), destinée à rassurer les pères de famille sur les intérêts spirituels de leurs enfants au régiment, ne changea rien à ces dispositions, tout en produisant une vive irritation parmi les « patriotes⁴ ».

Malgré ces difficultés multiples, le tableau de la classe avait été terminé tant bien que mal : mais de l'inscrip-

1. F. O., 1803, p. 65.

2. Pastorale du vicaire général de Milan du 7 mars 1803 (Arch. Milan, 46).

3. MANTOVANI, 16 mars 1803; mêmes constatations à Ravenne par RAJSI (29 mars).

4. B. L., 1803, p. 86.

tion sur les listes à l'appel sous les drapeaux il y avait un abîme et Melzi n'osait pas le franchir. La première tentative sérieuse entreprise en Italie pour constituer une armée nationale allait-elle aboutir à un insuccès ?

III

C'est à ce moment que la rupture avec l'Angleterre montre avec évidence le danger de laisser la République désarmée au milieu des complications européennes. La nécessité d'institutions militaires devient plus évidente, les ordres de Paris plus impérieux. Aux projets succèdent les actes, aux atermoiements les résolutions. Sous la pression des circonstances, le Gouvernement va regagner en quelques semaines le temps perdu en un an, et imprimer aux préparatifs guerriers la plus vigoureuse impulsion. Dès l'ouverture des hostilités, trois importantes mesures témoignent de sa volonté d'augmenter la force de l'armée : la création d'une Légion italienne (18 mai), la constitution de la Garde du Président et l'appel de la classe sous les drapeaux (13 mai).

La première de ces mesures est d'ordre politique autant que militaire. Le territoire de la République est toujours infesté d'une nuée de vagabonds dont la présence, gênante déjà en temps de paix, peut devenir dangereuse en temps de guerre. La rupture avec l'Angleterre vient suggérer l'idée de les réunir en un corps disciplinaire spécial et de transformer ainsi ces ennemis de la société en défenseurs de la patrie. Un décret présidentiel (18 mai)¹ ordonne donc d'incorporer de force dans une « Légion italienne », pour une durée de cinq ans, tous les déserteurs de l'ar-

1. F. O., 1803, p. 110.

mée et tous les gens sans moyens d'existence. — Formée à Ferrare au moyen d'arrestations en masse, sous le commandement d'officiers sans emploi, la Légion se grossit bientôt des volontaires qu'y chasse la misère où qu'y attire le goût des aventures : de l'État du Pape notamment, on demande à y être admis « en offrant 100 et 150 hommes à la fois¹ ». L'effectif primitif de 126 hommes (4 juillet) s'élève à 1.582 avec une rapidité qui fait prévoir un instant la formation d'une seconde légion. Mais comment employer la première ? En Italie, elle se fondrait par la désertion, et en France, où il est d'abord question de l'envoyer, elle donnerait aux habitants une triste idée de la jeune armée italienne. Ici encore le Premier Consul fournit une solution en prescrivant (28 août et 5 septembre) son embarquement, partie pour la Corse, partie pour l'île d'Elbe tout récemment annexée à la France (26 août)². Elle y restera jusqu'en 1808 et fournira ses meilleurs éléments à un nouveau régiment, le 6^e de ligne, dont Balzac a eu l'occasion de rappeler la valeur et les excès en Catalogne³. Pour l'instant, la Légion italienne ne contribue donc qu'indirectement à renforcer l'armée.

Il n'en est pas de même d'un corps d'élite, constitué pour servir à la fois de garde au gouvernement, de modèle aux recrues dans les camps, de réserve aux troupes de ligne dans les batailles. C'était là une création conforme aux idées de Bonaparte et à l'esprit de son système militaire. Arrêtée en principe dès 1801⁴, elle n'avait pas encore été réalisée, bien qu'un rapport

1. MELZI, *Mem.*, II, 175.

2. Sur la formation de la Légion italienne voir MELZI, *Mem.*, II, 180, 183, 184, 186, 188 et 571.

3. Dans une nouvelle (*la Marana*) insérée dans les *Scènes de la vie parisienne* et qui provoqua une réponse de LISSONI, *Difesa dell' onore dell' armi italiane oltraggiato dal signor di Balzac...* Milan, 1837.

4. MURAT, *Lettres*, II, N° 929.

eût été demandé à Murat à ce sujet (mars 1802). A l'approche des hostilités, le Premier Consul crut devoir signaler à Melzi l'urgence de cette nouvelle formation : « Je vous prie, lui écrivit-il (2 avril), de faire faire, par le ministre Trivulzi, un projet de formation d'un bataillon de Gardes italiennes, qui ferait le service ici près de moi, et serait composé de 500 hommes ; ils seraient traités comme la garde. Ce serait un moyen de vous former un noyau d'hommes disciplinés et tout à fait pliés à l'esprit militaire ¹. » — Aussitôt élaboré, le projet demandé fut approuvé à Paris et renvoyé à Milan (1^{er} juin) pour être mis à exécution ². Là commencèrent les difficultés. Le premier noyau de la Garde devait être constitué en empruntant 30 vieux soldats à chaque régiment de ligne : et ceux-ci, réduits depuis longtemps à l'état de « squelettes décharnés », venaient d'être encore appauvris par le départ pour Naples de leurs premiers bataillons et de leurs meilleurs éléments ! Il fallut, pour ne pas les désorganiser tout à fait, procéder avec d'infinies précautions et attendre que la conscription eût renforcé leurs effectifs ³. — Bonaparte ayant vivement insisté (8 août) ⁴ pour pousser l'organisation de la nouvelle troupe, afin de l'envoyer aussitôt dans les camps de manœuvres qu'il venait d'établir, elle fut enfin réunie (septembre) et partit en décembre pour Paris. Incessamment accrue, transformée plus tard en Garde royale italienne, elle devait par la suite rester étroitement associée aux destinées de son aînée, la Garde impériale française, entrer avec

1. MELZI, *Mem.*, II, 158. Il est à noter que quelques jours avant (26 mars), Bonaparte venait d'augmenter les cadres de la Garde consulaire française en prescrivant de lever pour elle 4 anciens soldats par arrondissement.

2. Marescalchi à Melzi, 1^{er} juin 1803 (Arch. Vienne, 4). Il avait été décidé que le bataillon, fort de 538 hommes, porterait le bonnet à poil comme la Garde française et l'habit vert comme la troupe de ligne italienne.

3. MELZI, *Mem.*, II, 41.

4. MELZI, *Mem.*, II, 180 et 183.

elle à Vienne et à Berlin, partager ses triomphes à Austerlitz, ses souffrances en Russie, et succomber en 1814 à la même catastrophe, en détruisant ses aigles d'après le même cérémonial.

Tout en pressant l'organisation de sa Garde, Bonaparte recommandait encore à Melzi (8 août et 5 septembre)¹ d'examiner la possibilité de créer quelques compagnies de hussards volontaires « donnant des espérances » et analogues à celles qui avaient existé un moment avant Campo-Formio. Ses suggestions n'eurent pas de suite immédiate, mais montrent la persistance dans son esprit d'une idée qui semblait lui tenir particulièrement à cœur². Elle consistait à former des corps d'élite avec des jeunes gens des premières familles, chargés du service d'honneur auprès du souverain et destinés, après un stage plus ou moins long, à obtenir un grade dans la ligne ; ainsi se trouverait réalisé le triple avantage de rallier au pouvoir les représentants de l'aristocratie, de développer en eux l'esprit militaire et de créer à peu de frais une pépinière de bons officiers. Cette institution devait présenter une utilité particulière en Italie, où il fallait à tout prix « faire une révolution dans les mœurs » et « aguerrir la tête de la nation ⁴ ». — En 1797 déjà (27 septembre), Bonaparte en avait fait l'essai en appelant sous les drapeaux 480 jeunes nobles cisalpins destinés à former treize compagnies de « hussards de réquisition ». Ce corps, dont les soldats avaient reçu, en raison de la splendeur chamarrée de leur costume, le sobriquet de « chandeliers d'argent », fut d'ailleurs dissous aussitôt après son départ. Après avoir vainement tenté de le

1. MELZI, *Mem.*, II, 180, 183, 186.

2. Sur la persistance de cette idée chez Napoléon, voir MASSON, *Cavaliers de Napoléon*, p. 81 seq.

3. ZANOLI, I, pp. 4 et 142.

4. Lettres de Napoléon au prince Eugène des 14 juin 1805 et 2 janvier 1811.

reconstituer en 1803, le Premier Consul, devenu roi d'Italie, le fera revivre en 1805 sous la forme des « Gardes d'honneur » italiens. Dans l'Empire même, la même idée inspirera en 1806 la création éphémère des « Gendarmes d'ordonnance » revêtus du même uniforme vert et argent que les hussards de réquisition, et en 1813 celle des Gardes d'honneur français, suprême ressource des jours d'épreuve. Il est intéressant, en tout cas, de constater encore comment, même dans le domaine militaire, l'Italie a servi à des expériences destinées ensuite à être poursuivies en France.

Corps disciplinaires ou corps d'élite, ce ne sont encore là que les organes secondaires de l'armée nationale. Pour lui donner le nombre, auquel rien ne supplée, il faut faire enfin passer dans la pratique la loi de recrutement votée huit mois auparavant. Tel est l'objet du décret du 13 mai, qui enjoint aux conscrits de se présenter aux dépôts dans un délai de six semaines, leur interdit de quitter pendant cette période leur domicile habituel, et institue dans chaque département une « Commission de levée » composée du préfet, d'un officier supérieur de l'armée et d'officiers de gendarmerie¹. L'exécution de ce décret va agiter le pays pendant tout l'été et rencontrer des obstacles qu'expliquent à la fois la force des résistances populaires et la faiblesse des moyens d'action officiels.

Aux répugnances de principe contre le service obligatoire s'ajoutent en effet les folles terreurs soulevées par la guerre contre l'Angleterre et la crainte de voir, malgré les assurances du Vice-Président, les troupes italiennes, à peine complétées, partir pour les colonies françaises². Il faut, d'autre part, au gouver-

1. B. L., 1803, p. 90.

2. MARELLI, 24 mai 1803.

nement une force armée capable de poursuivre les réfractaires, de protéger les autorités et de prévenir au besoin les rébellions. Sur qui compter pour remplir cet office ? Sur la gendarmerie ? Formée de la veille, elle ne se compose que d'un millier de recrues inexpérimentées¹. Sur l'armée ? Placée sous les ordres d'un ministre dont la crise actuelle va faire éclater l'incapacité, elle ne compte plus dans ses rangs, après le départ de la division de Naples, que 1.800 soldats, insuffisants déjà pour instruire et encadrer les 18.000 conscrits attendus². Sur les troupes françaises ? Force est bien de recourir à elles, faute d'autres ressources ; mais leurs officiers répugnent à jouer le rôle d'agents recruteurs d'une République vassale et leur chef suprême encourage par-dessous main leurs mauvaises dispositions. Il se déclare en effet intimement convaincu qu'« il n'est pas de notre intérêt que la République italienne ait une armée » (21 mai), ce qui ne l'empêchera pas de protester publiquement (30 juin), que « personne plus que lui n'attache de l'intérêt à la levée des conscrits³ ». — Dans ces conditions, l'entreprise eût été vraisemblablement irréalisable, sans l'action énergique et en partie inattendue des hauts fonctionnaires. Le sens politique dont ils parurent, en cette occasion encore, avoir le monopole, leur fit voir dans la formation d'une armée le moyen de l'indépendance future. Avec Melzi, dont ils partageaient les illusions, ils se persuadaient que la France évacuerait d'elle-même leur pays, dès que sa protégée aurait sous les armes 30.000 soldats pour résister à l'Autriche. En vue de hâter ce terme de leurs espérances, ils allaient surmonter toutes les résistances, briser toutes les oppositions, et montrer une vigueur de volonté, un mépris de l'opinion peu en

1. Dépêche de Taglioretti, 9 juillet 1803 (Arch. Berne, *Corr. Milan*, 331).

2. MELZI, *Mem.*, II, 164, 168, 180.

3. MURAT, *Lettres*, II, N° 1073, 1113, 1116.

rapport avec leur caractère et leurs habitudes passées¹.

A les en croire, tout cet effort aurait pourtant été inutile. Au début, les journaux officiels ne contiennent qu'éloges décernés à telle ou telle commune qui a fourni promptement son contingent, ou récits pathétiques des opérations de la levée. Ils racontent par exemple comment dans le Val Camonica on a vu « de vieux pères venir du fond des vallées accompagner leurs enfants, les remettre aux mains de l'autorité publique et, après avoir mêlé les larmes aux conseils, s'en retourner avec l'espérance de les voir revenir un jour, fiers des services rendus à la patrie² ». En réalité, cette rhétorique n'abuse personne et ces témoignages de satisfaction ont pour objet d'exciter l'enthousiasme qu'ils constatent. Si dans certaines localités l'activité du préfet et la soumission des habitants conduisent au résultat désiré³, dans toutes les autres, en particulier sur le territoire de l'ancienne Lombardie, le décret du 13 mai reste lettre morte. — Dans l'Olona, une vingtaine de conscrits seulement se présentent sur 2.463 appelés⁴. L'Adda n'en fournit que 24 sur 247, l'Agogna que 308 sur 1.614, l'Adige que 2 sur 118, et la Mella, proposée pourtant comme modèle, que 112 sur 235⁵. A Milan même, où la levée apparaît comme une calamité à écarter à tout prix, on fait dans les magasins une collecte pour acheter des remplaçants à tous les inscrits : on n'en peut trouver que 49 sur un contingent de 543 hommes⁶. La plupart de ceux sur lesquels on aurait pu compter en temps ordinaire avaient été pris en

1. Voir sur l'attitude des autorités les témoignage de MURAT, *Lettres*, II, N° 1073, 1094, 1096 et 1104.

2. F. O., 1803, p. 136. Cf. pp. 71, 79 et 95.

3. Voir notamment les lettres des préfets de la Mella et du Reno (Arch. Milan, 45).

4. MURAT, *Lettres*, II, N° 1090.

5. Rapport du ministre de la Guerre au Vice-Président, du 26 juin 1803 (Arch. Milan, Guerre, 781).

6. MARELLI et MANTOVANI, 15 juin ; dépêche de Taglioretti du 18.

effet par la Légion italique. Dans toute la République, 3.000 jeunes gens seulement sur 18.000 ont rejoint les drapeaux un mois après l'ordre d'appel. Il devient manifeste que leur nombre restera stationnaire sans des mesures de coercition énergiques.

C'est à quoi finit par se résoudre, après quelques atermoiements, le ministre de la Guerre. Il commence d'abord par la capitale. Dans la nuit du 16 au 17 juin, tandis que la troupe garde les portes et les bastions pour empêcher toute évasion hors de ville, les gendarmes se présentent au domicile des réfractaires, les arrachent de leurs lits, malgré les pleurs de leurs familles, et les conduisent sous bonne escorte à Pavie (18), au milieu d'un concert de malédictions contre le gouvernement. La même opération s'étend aux communes de la banlieue pour se poursuivre ensuite méthodiquement sur tout l'ensemble du territoire. Après les arrestations nocturnes qui avaient mis la ville entière en émoi, les Milanais voient avec tristesse de jeunes campagnards traverser chaque jour la place du Dôme, prisonniers et parfois enchaînés entre deux haies de soldats ¹.

Par une singulière ironie du sort, ils se trouvèrent au même instant conviés à des réjouissances officielles. On se souvient ² que, le 2 mai précédent, la Consulte d'État avait institué une fête nationale, sur la proposition de Melzi et sur cette considération que « tous les gouvernements les plus civilisés, surtout les gouvernements républicains, ont créé des fêtes de reconnaissance envers les divinités, les héros et les citoyens méritants pour entretenir et exciter par ce moyen l'esprit et le caractère national ». Cette solennité, qui devait coïncider chaque année avec l'anniversaire de Marengo,

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1096; MANTOVANI, 18 et 24 juin, 6 et 12 juillet 1803; ZANOTTI, 23 juillet.

2. Voir plus haut, p. 176.

fut retardée lors de sa première échéance jusqu'au dernier dimanche du mois de juin (26). Melzi eut un instant l'idée de l'ajourner définitivement jusqu'à l'année suivante; car ses compatriotes n'y voyaient qu'une prodigalité inutile dans un temps de détresse financière et un divertissement déplacé au milieu de la douleur publique. Après réflexion, il préféra s'en tenir à ses intentions primitives, sachant combien Bonaparte se montrait sensible à ce genre de flatteries, et estimant que dépenser 200.000 livres à cette occasion n'était pas payer d'un prix trop élevé la continuation de ses faveurs¹. La fête se déroula donc dans un cadre et suivant un programme qui devaient peu varier pendant tout le temps de la domination napoléonienne. Annoncée le matin par des salves d'artillerie, elle s'ouvrit à onze heures par un service religieux au Dôme, orné à cette occasion d'inscriptions de circonstance. Le Vice-Président alla ensuite recevoir les autorités dans la grande salle du Palais national, où le peintre Appiani avait peint des bas-reliefs représentant les principaux épisodes de la vie de Bonaparte. Pendant ce temps le ministre de la Guerre présidait, suivant le décret de la Consulte, au tirage au sort des noms de 400 filles d'officiers, sous-officiers ou soldats, qui devaient recevoir du Trésor public une petite dot : c'était une innovation imaginée par Melzi pour rehausser le prestige de l'armée et multiplier le nombre des obligés du gouvernement.

L'après-midi, on ouvrit au peuple les jardins publics, décorés de statues symboliques, et les Arènes, où le consultant Paradisi, cédant à ses réminiscences classiques, avait tenté une reconstitution des courses romaines de chevaux et de chars. Le soir enfin eut lieu à la Scala, en présence du Vice-Président, du général en

1. Lettres de Melzi à Marescalchi des 18 et 23 mai 1803 (Arch. Vienne, 21). Dépêche de Moll du 29 juillet 1803.

chef et des hauts fonctionnaires une représentation de gala qui eut l'importance et l'éclat d'une manifestation officielle. On y entendit d'abord trois odes commandées aux poètes Savioli, Lamberti et Monti, puis une action dramatique en musique, *le Jugement de Numa*, que terminait l'apothéose de Bonaparte, dont le portrait, soutenu par une Renommée, apparaissait au fond du théâtre¹.

Dans son ensemble la fête avait été plus brillante, au témoignage même de Melzi², qu'il ne l'espérait et que ne le lui faisaient supposer les dispositions du public. Bien qu'il eût soigneusement recommandé de laisser au nom de Bonaparte tous les honneurs de la journée, lui-même avait été, partout où il s'était montré, accueilli, selon ses expressions, « avec une effusion et une cordialité qui valaient mieux que des battements de mains ». Le soir au théâtre, son entrée dans sa loge avait été le signal d'une discrète ovation ; peu après, la scène finale de la cantate avait été accueillie par d'assez maigres applaudissements, accompagnés même de quelques coups de sifflet provoqués par l'insuffisance de la mise en scène et la maladresse du décorateur. Il n'en fallut pas plus pour que Murat l'accusât à Paris d'avoir cherché à accaparer l'enthousiasme populaire et inspiré une brochure anonyme, d'allure officieuse (*Lettre d'un Italien à Melzi*), dans laquelle le Premier Consul n'était même pas nommé. Celui-ci laissa heureusement tomber ces insinuations et se déclara satisfait de la fête, dont le général Pino lui porta le compte rendu, avec une adresse de l'armée³.

1. Description (imprimée) de la fête et texte des inscriptions et des cantates officielles dans ROVATTI (juil. 1803) ; détails dans MARELLI et MANTOVANI.

2. « La fête d'hier, écrivait le lendemain Melzi à Marescalchi (Arch. Vienne, 21), a été des plus brillantes et, au témoignage même des Français qui y ont assisté, elle a dépassé leur attente. Il n'y a pas eu le plus léger désordre... Le calme et l'allégresse générale ont donné une idée très satisfaisante de l'esprit public. »

3. MELZI, *Mem.*, II, 171 et 565-567 ; MURAT, *Lettres*, II, N° 1114.

Les illuminations étaient à peine éteintes que le gouvernement revint à la chasse aux réfractaires. Les arrestations en masse ne produisaient encore que des résultats partiels, et au prix d'inévitables inconvénients. Elles avaient, il est vrai, amené sous les drapeaux 6.000 jeunes gens; mais avec les 3.000 déjà présents, ce n'était encore que la moitié du total exigible. — D'autre part, dans beaucoup de localités, ces rigueurs exaspéraient les populations. A Crémone des conscrits désarment et blessent leurs gardiens¹; dans la Valte-line, ils prennent une attitude tellement menaçante qu'on n'ose pas les contraindre. C'est pis encore dans le département voisin, à Vogogna, où un chancelier de district, ayant voulu les haranguer de son balcon, reçoit une décharge de coups de fusil qui le blesse mortellement au front². On signale au sud du Pô des violences du même genre. A Bologne, la présence d'une forte garnison franco-polonaise assure seule obéissance à la loi; mais à Cesena éclatent des manifestations tumultueuses que la garde nationale refuse de réprimer. A Ravenne, les villages de la banlieue se mettent en état de rébellion ouverte, des bandes de paysans armés parcourent les campagnes et assiègent les faubourgs, où résonne le tocsin. Quant à la municipalité, elle refuse tout concours à la commission de recrutement, sous prétexte qu'un grand changement politique est imminent.

Aux jeunes gens qu'effraie la rébellion, la fuite offre un moyen plus efficace encore d'échapper à la conscription. Elle est facilitée presque partout par la proximité de la frontière, et dans certains districts par d'anciennes habitudes d'émigration temporaire. C'est ainsi qu'à la première nouvelle de la convocation beaucoup de mon-

1. MANTOVANI, 10 juin.

2. Rapport de police au ministre de l'Intérieur, 3 juillet (Arch. Vienne, 21).

tagnards des Alpes ou des Apennins ont passé au nord dans le territoire des Grisons ou de la Suisse, au sud dans l'État pontifical. A Vérone, où il suffit de franchir l'Adige pour échapper aux poursuites, presque tous les conscrits vont s'établir dans la ville autrichienne.

Une dernière difficulté consiste enfin à conduire les jeunes soldats du chef-lieu de leur département au dépôt de leur corps. Les détachements français chargés de cette mission n'ayant, ni la force numérique, ni le zèle nécessaires pour l'accomplir, laissent trop souvent échapper leurs prisonniers en cours de route; dans un convoi de 387 recrues dirigé de Brescia sur Reggio, 195 seulement parviennent à destination. Dans la plupart des garnisons, les conscrits ne trouvent d'ailleurs à leur arrivée, ni cadres suffisamment nombreux pour les garder et les instruire, ni même uniformes pour les habiller. A Modène, ils feront pendant de longues semaines l'exercice avec leurs habits civils, sans autre signe distinctif qu'un brassard tricolore à la manche. Ce spectacle n'est pas de nature à relever le prestige de l'institution.

En présence de tous ces obstacles, le gouvernement se décide à recourir aux mesures extrêmes. Pour empêcher l'émigration des conscrits, il en rend leurs familles responsables et place chez elles des garnisaires à leur charge. Pour intimider et punir les résistances ouvertes, il obtient de la Consulte un décret qui en soumet les auteurs au jugement de deux commissions d'officiers, créées à cet effet et chargées d'appliquer les rigueurs du Code militaire ¹. « J'ai pensé, écrivait à ce propos Melzi, qu'il fallait mettre toute la fermeté possible pour que cette nouvelle direction donnée à la nation contre ses habitudes fût fortement prononcée et laissât dans les esprits la conviction qu'on ne tran-

1. 14 juillet. Texte du décret B. L., p. 132; nomination des commissions F. O., p. 141.

signe pas sur ce point ¹. » En même temps une proclamation du Vice-Président adresse aux retardataires un dernier appel et, pour laisser ouvertes les voies de la clémence, leur accorde encore un délai d'un mois pour rejoindre leur corps ². — Bien plus que ces adjurations, les sévérités opportunes des commissions militaires semblent cette fois produire un effet décisif. A peine constituées (18 juillet), l'une réprime une tentative de rébellion à Seregno en faisant fusiller le principal coupable et en condamnant à six ans de fers deux de ses complices ³. A Bologne, l'autre punit d'emprisonnement un capucin septuagénaire qui avait dérobé trois conscrits aux recherches de l'autorité ⁴. En même temps, des colonnes mobiles se forment au sud du Pô pour donner aux réfractaires une chasse sans merci. Terrifiés par ces exemples, traqués par ces recherches, convaincus désormais qu'ils ne pourront échapper à la loi ou que leurs familles expieront pour eux leur désobéissance, ceux-ci finissent par se résigner à l'inévitable. On compte 10.000 recrues sous les drapeaux au 14 juillet, 11.500 dix jours après, 13.500 au 16 août ⁵. Sans doute le contingent ne sera pas complété sans lenteurs ni difficultés. Il faudra accorder un nouveau délai d'un mois aux derniers récalcitrants (14 août) ⁶. Il faudra surtout procéder à une levée partielle et supplémentaire pour combler les vides laissés dans les corps par les 4.000 désertions de jeunes soldats qui se produisent en six mois (1^{er} juillet 1803-1^{er} février 1804 ⁷) :

1. MELZI, *Mem.*, II, 175.

2. B. L., 1803, p. 135.

3. MARELLI, sept. 1803.

4. GUIDICINI, 25 sept. 1803.

5. MELZI, *Mem.*, II, 173 et 182.

6. B. L., 1803, p. 178.

7. 4.199 d'après les statistiques du ministère de la Guerre (Arch. Milan, Guerre, 784) ; à Modène on dut entourer les casernes d'un cordon de sentinelles pour empêcher une désertion générale (ROVATTI, 10 juil.).

de là un mécontentement violent chez ceux qui se voyaient pris après s'être crus épargnés et un malaise prolongé dans le pays¹.

Malgré ces traverses de la dernière heure, le gouvernement avait, à force de ténacité, mené à bien une entreprise qu'il jugeait nécessaire, mais que tous estimaient chimérique. « Il me tarde, écrivait le Premier Consul au début des opérations de levée, que la République italienne ait 30.000 hommes sur pied². » Les « états de situation » qu'il se fit envoyer régulièrement à partir de juin³ lui permirent de constater que, si l'on n'avait pas encore atteint à Milan le but poursuivi, on s'en était du moins sensiblement rapproché. Ils accusaient un effectif total qui s'éleva successivement de 12.256 hommes au 1^{er} juillet à 21.149 au 1^{er} octobre et à 22.021 au 1^{er} décembre, pour rester ensuite stationnaire. 15.000 conscrits, soit les cinq sixièmes des appelés, avaient donc été versés dans les cadres.

C'était là, en même temps qu'un succès pour le pouvoir, un fait nouveau dont l'importance capitale échappa alors aux principaux intéressés, mais fut reconnue par les observateurs impartiaux. En 1811, un Genevois, Lullin de Chateaufieux, devait en prévoir les conséquences lointaines en termes presque prophétiques. « La formation de cette armée, écrivait-il, et les chances qu'elle a courues sont le plus grand événement historique qui ait agité l'Italie depuis deux siècles... La conséquence nécessaire sera de recommencer pour l'Italie une nouvelle phase, dont l'histoire ne sera écrite que dans les siècles prochains⁴. » — Jusqu'alors, la République italienne n'avait gardé sa précocité existence que par les armes de la République française. L'une devait succom-

1. MARELLI, 5 sept. 1803; dépêche de Cattaneo, 14 sept. 1803.

2. *Corr.*, VII, N° 6772.

3. Ils se trouvent AFIV, 1391 (et en double Arch. Vienne, 195).

4. LULLIN DE CHATEAUVIEUX, II, 232-233.

ber à la première attaque, comme en 1797, si l'autre retirait ses troupes du bassin du Pô. Désormais elle dispose d'une force militaire suffisante, non pour lutter seule contre l'Autriche, mais pour résister, en cas d'invasion, dans une position fortifiée, et y représenter, jusqu'à la paix générale, la cause et le drapeau de la nationalité italienne. Quelles chances heureuses cette situation pouvait ménager au maintien de l'indépendance, c'est ce que devaient montrer les événements de 1814.

Indispensable comme moyen de défense extérieure, l'armée ne jouera pas un rôle moins salubre comme moyen d'amélioration intérieure. Elle introduira en effet un principe d'ordre, d'unité et de discipline dans un pays où tout est encore confusion, diversité et anarchie. Son mode de recrutement la destine à opérer une véritable révolution dans les mœurs. — Les milliers de jeunes gens que la levée arrache chaque année à leurs foyers subiront au régiment une transformation profonde, propre à tremper leur caractère et à ouvrir leur esprit. Accoutumés jusqu'alors à la monotonie de l'oisiveté ou aux labeurs tranquilles de l'agriculture, ils vont recevoir l'habitude et acquérir le besoin d'une existence plus agitée, éprouver et bientôt rechercher les émotions violentes, développer involontairement toutes leurs qualités d'initiative : par là les inclinations dominantes du pays changeront peu à peu de direction. — Absorbés auparavant par le souci de gagner ou de distraire leur vie, ils ne connaissent encore d'autre idée politique qu'un amour aveugle et exclusif pour leur cité natale; une fois déracinés et engagés dans les expéditions lointaines, ils se serreront autour du drapeau comme autrefois autour du clocher, reporteront sur la grande patrie, seule présente à leurs yeux, l'affection qu'ils concentraient autrefois sur la petite, et prendront conscience de sa grandeur en exposant chaque jour leur vie pour elle : et par là le sentiment national

se trouvera à la fois épuré, fortifié et étendu. — Ils arrivent enfin au régiment avec les jalousies locales, les préjugés séculaires qu'ils apportent de leurs villages; la camaraderie militaire, le partage des mêmes épreuves, l'obéissance aux mêmes chefs les amèneront à se connaître, à s'estimer, à dépouiller leurs préventions d'autrefois et à réaliser dans les camps cette unité morale qui n'existe pas encore dans le pays¹. Sous l'uniforme vert et à l'ombre du drapeau tricolore, il n'y aura plus ni Lombards, ni Romagnols, ni Vénitiens, mais seulement des Italiens. Rentrés dans leur foyers, les soldats y apporteront ce sentiment et le feront partager à leur entourage. — Le grand bienfait du service obligatoire sera de préparer une génération nouvelle, en faisant pénétrer dans les couches profondes du peuple ces idées de nationalité qui semblaient le privilège d'une élite. Ce premier essai de conscription, maudit par les contemporains qui en supportèrent les rigueurs, tourné en dérision par les généraux français chargés d'en seconder l'exécution, représentait donc un effort des plus méritoires dans l'œuvre de Melzi et devait avoir pour résultat d'introduire un élément nouveau dans l'âme et dans l'histoire italiennes.

1. « L'armée créée par Napoléon réunissait dans la même compagnie le sombre Novarais et le gai Vénitien, le citoyen de Reggio et le bon Buseccone de Milan. Elle a produit deux effets : 1° la création d'une langue nouvelle ; 2° la haine de ville à ville et le patriotisme d'antichambre diminuaient rapidement dans l'armée. » (STENDHAL, p. 133.)

CHAPITRE IX

LE CONCORDAT ITALIEN ¹

- I. Nécessité d'un Concordat. — Répugnance du Pape à le négocier. — Dispositions du gouvernement milanais. — Rôle du Premier Consul entre les deux adversaires.
- II. Première période des négociations (fév.-oct. 1802). — Premier projet rédigé à Milan, modifié à Paris et transmis à Rome. — Irrité de la création du ministère du Culte dans la République italienne, le Pape le repousse comme inacceptable et les pourparlers sont suspendus.
- III. Seconde période des négociations (oct. 1802-sept. 1803). — Bonaparte les prend personnellement en main, pour les faire aboutir. — Pie VII consent à les renouer (nov.) et envoie à cet effet les pouvoirs nécessaires à Caprara. — L'écart des prétentions en présence les retarde pendant huit mois. — Conclusion définitive et signature du Concordat (16 sept.). — Analyse et caractères de ce traité. — La ratification rencontre des difficultés et soulève un certain mécontentement à Milan. — Libéralités officielles aux négociateurs et réclamation de Chateaubriand.
- IV. Avantages du Concordat pour la République italiennè. — Dernières intrigues et départ définitif de Murat.

Après la question militaire, il ne reste plus, pour fixer les conditions d'existence du nouveau régime, qu'à résoudre la question religieuse ouverte par la politique

1. La plupart des documents relatifs à la conclusion du Concordat italien se trouvent reproduits soit dans l'ouvrage de THEINER, *Histoire des deux Concordats* (trad. franç., Paris, 1869), II, pp. 1-49 et 249-268 et dans le recueil de BOULAY DE LA MEURTHE, *Documents sur les négociations du Concordat*, t. IV et V.

de la première Cisalpine et par sa rupture avec Rome. Sans doute, les « Lois organiques » de Lyon ont mis fin à la période révolutionnaire en assurant le recrutement, l'existence matérielle et la protection du clergé. Ce n'est cependant là qu'un règlement d'administration intérieure, destiné à faciliter le libre exercice du culte, considéré par ses auteurs comme la préface d'un Concordat nécessaire, accepté par les ecclésiastiques comme un expédient provisoire, contesté par le Pape en raison de son caractère unilatéral et des restrictions qui se mêlent à ses garanties. La constitution religieuse d'un Etat nouveau, dont autrefois les diverses parties suivaient chacune un régime différent, ne peut être établie que par une entente entre l'autorité spirituelle et le pouvoir temporel. C'est là, des deux côtés des Alpes, le meilleur moyen de rassurer les consciences et de consacrer la pacification religieuse du pays. Dès le retour de Lyon, Bonaparte, qui en comprend l'utilité, a entamé à cet effet des négociations avec le Saint-Siège : elles dureront près de vingt mois et aboutiront enfin, le 16 septembre 1803, à la signature du Concordat italien.

I

Leur lenteur devait s'expliquer par les dispositions des parties en présence. Si désireux que fût Pie VII de régler la situation de l'Eglise dans la Cisalpine, la conclusion d'un Concordat soulevait de sa part de graves objections de principe. Il ne pouvait traiter avec la République italienne sans en reconnaître implicitement l'étendue territoriale et sans renoncer ainsi à toute prétention sur les Légations : sacrifice auquel sa piété se résignait malaisément¹. Son amour-propre

1. Il les redemandait encore à Bonaparte par une lettre du 24 oct. 1801.

de pontife répugnait également, à Milan comme autrefois à Paris, à l'idée d'un traité conclu entre égaux et comportant des obligations réciproques ; il eût préféré de beaucoup en formuler les principales dispositions dans une bulle émanée de son initiative et où il eût paru octroyer les concessions auxquelles il se voyait amené. — Quant à l'opportunité d'un Concordat, elle lui semblait beaucoup moins évidente en Italie qu'en France. Ici, il avait gagné de détruire les dernières libertés gallicanes, en remplaçant des évêques sans motifs canoniques, et d'accroître sa suprématie sur une église nationale. Là il risquait de perdre son pouvoir absolu sur le clergé des anciennes provinces pontificales, ainsi que son droit de nomination aux sièges épiscopaux des territoires vénitiens. Il établissait de plus un précédent qui encouragerait d'autres États à lui demander sans nécessité les mêmes faveurs.

Enfin, les premiers projets soumis à son examen lui paraissaient aussi déplorables par leurs omissions que par leur teneur. — D'une part, il aurait voulu y voir figurer le retrait des lois organiques de Lyon, où il voyait une atteinte à sa souveraineté spirituelle, ainsi qu'un désaveu, au moins indirect, de l'article 117 de la Constitution, qui proclamait la tolérance pour les cultes dissidents. — Il ne pouvait d'autre part se résigner à admettre, ni l'inaliénabilité des biens nationaux, ni la réduction du nombre des diocèses, ni la nomination des évêques par le pouvoir civil ; il repoussait toute immixtion du gouvernement, même sous forme de contrôle, dans la discipline et l'enseignement ecclésiastiques. — Ses prétentions, en un mot, semblaient les mêmes que si la Révolution n'eût pas existé. Pour les soutenir, il allait employer la tactique familière à la cour de Rome : maintenir jusqu'au dernier moment son point de vue primitif, accorder pour

repandre, céder pour se ressaisir, revenir sans cesse sur des questions qui semblaient réglées et tenter de lasser à force de ténacité la résistance adverse. — Son négociateur devait être son légat en France, Caprara : diplomate aimable et séduisant, agréable au Premier Consul, habile à cacher une grande finesse sous des dehors de bonhomie, et un parti pris arrêté sous des apparences d'impartialité, assez redouté à Milan, où on le dépeint comme « attaché aux calculs des prêtres, parce qu'il ne perd jamais de vue le terme de sa carrière. Aucun homme n'est plus habile à tirer les choses en longueur et à faire servir les faiblesses de ses adversaires au triomphe de ses idées¹. »

L'intransigeance du Saint-Siège semblait d'autant plus propre à retarder une solution qu'elle devait rencontrer des exigences tout opposées, soutenues avec une égale fermeté, chez les négociateurs de Milan : Melzi, les consultants d'État, et les membres d'un Comité ecclésiastique constitué pour la circonstance, sous la direction du ministre du Culte Bovara. Les uns et les autres désiraient naturellement rétablir la paix des consciences et témoignaient au catholicisme un respect inspiré surtout par la haine de ses détracteurs. Toutefois la plupart étaient Milanais, tous avaient été les admirateurs et quelques-uns les collaborateurs de l'œuvre de Joseph II. Par conviction politique comme par patriotisme local, ils aspiraient d'abord à restaurer dans ses grandes lignes et dans son esprit, pour l'étendre ensuite à toute la République, le régime religieux que ce prince avait établi en Lombardie². Attri-

1. « Caprara est habile et plus qu'habile, malgré les dehors de bonhomie dont il se couvre, malgré ses airs d'impartialité et d'absence de préjugés... Aucun homme n'est plus habile à tirer les choses en longueur et à faire servir les faiblesses de ses partenaires au triomphe de ses idées. » (Note sans signature et sans date, mais de la main de Melzi, dans Arch. Milan, 38.)

2. C'est ce que proposait Melzi dans une lettre à Marescalchi du 9 juin 1802 (Arch. Vienne, 17).

buer au pouvoir civil, non seulement la nomination des évêques et la disposition des bénéfices, mais encore la surveillance de l'enseignement, de la discipline et de l'administration temporelle du clergé, défendre enfin par de solides barrières la société contre le développement excessif des biens d'Eglise et l'État contre les tentatives d'empiétement romaines, telles étaient à leurs yeux les conditions essentielles d'un traité avec le Saint-Siège. — A ceux qui leur proposaient comme modèle le Concordat signé à Paris, ils répondaient que la situation était très différente en Italie, où les prêtres possédaient une influence beaucoup plus dangereuse; que le pouvoir civil y devait être plus fortement armé contre leurs entreprises, surtout dans les Romagnes, où leurs tendances séparatistes justifiaient toutes les précautions; enfin qu'il ne fallait imiter la France que pour obtenir de Rome une renonciation aussi nette aux biens nationaux¹. — Ces inquiétudes allaient leur inspirer une instinctive répugnance aux concessions². A Paris, où se traitait l'affaire, leur cause avait pour avocat officiel Marescalchi; pour suppléer aux lacunes de son éducation théologique, celui-ci fut assisté, à titre officieux, par l'évêque Bernier, l'habile négociateur du Concordat français, et parfois par le conseiller d'État Portalis, l'auteur des Articles organiques.

Entre les deux partis en présence, le Premier Consul jouait nécessairement le rôle d'arbitre suprême, sinon toujours impartial. Dans le règlement de leur différend, il allait porter deux idées directrices, propres à faire pencher légèrement la balance du côté de Rome. — Enclin par système à considérer les mêmes lois comme

1. Lettre de Melzi à Marescalchi, 5 août 1802 (Arch. Vienne, 18).

2. A la suite d'une conversation avec Melzi, Mgr Severoli, évêque de Fano (13 février 1802), le représentait comme « un véritable incrédule, dont il n'y a rien à espérer et tout à craindre et qu'on dit élève de Voltaire ». (BOULAY DE LA MEURTHE, V, 75.)

convenant à tous les peuples ¹, il jugeait inutile d'introduire dans le Concordat italien des modifications au Concordat français. — Instruit par expérience du pouvoir que les prêtres conservaient en Italie, il y voyait une raison, non de se prémunir contre eux, mais au contraire de les ménager davantage, afin de ne pas s'aliéner les populations ². — Tout en conservant ses exigences vis-à-vis de Rome, c'est donc à Milan qu'il prodiguera des conseils de modération, et qu'il recommandera comme règle de conduite une maxime assez surprenante dans sa bouche : « Négociier n'est pas faire ce que l'on veut. » Conformément à son habitude, il ne négligera pas d'exploiter cette divergence de vues entre les deux adversaires pour leur imposer les siennes. A chacun d'eux il se présentera comme le modérateur des exigences de l'autre et comme l'auteur de projets transactionnels destinés à empêcher une rupture.

L'histoire de la négociation qu'il dirige peut se diviser en deux phases. — Pendant la première (février-octobre 1902), il se contente de surveiller les pourparlers de haut et ne peut les empêcher d'aboutir à un insuccès. — Pendant la seconde (octobre 1802-septembre 1803), il les prend plus directement en main et les conduit enfin jusqu'à la conclusion du Concordat désiré.

II

Aussitôt après son retour de Lyon, Bonaparte chargea son aide de camp Lebrun (2 février) de porter à Rome une lettre dans laquelle il faisait part au Saint-Père des résultats religieux de la Consulte, et le priait d'accorder à Caprara, avec l'archevêché de Milan et le

1. Cf. note 2 de la p. 110.

2. *Corr.*, VI, N° 6212.

chapeau de cardinal, les pouvoirs nécessaires pour doter et délimiter d'un commun accord les diocèses italiens¹. Pie VII, qui aurait désiré soulever à ce propos la question des Légations, se laissa détourner par Consalvi d'une démarche aussi inopportune². Dans sa réponse à Bonaparte (17 mars), après consultation des cardinaux, il le remercia simplement d'avoir fait reconnaître à Lyon le catholicisme comme religion d'État, exprima pourtant le vœu de voir modifier encore à l'avantage du clergé les lois organiques et annonça enfin qu'il allait donner à son légat *a latere* les mêmes pouvoirs pour la République italienne que pour la France³. Le mois suivant, il manifestait encore son désir d'une entente en déférant aux prières de Bonaparte, non seulement à propos de Caprara, mais encore au sujet des archevêques Codronchi et Opizzone, dont l'un fut nommé cardinal et l'autre archevêque de Bologne⁴.

En juin commencèrent les échanges de vue préliminaires entre Marescalchi et le cardinal légat. En même temps, Felici et Lambertenghi, chargés de préparer les bases de la négociation, mettaient sur pied, d'après les indications venues de Milan, un projet complet, visiblement inspiré du système de Joseph II et attribuant notamment l'institution canonique des évêques, non au Saint-Siège, mais à leurs métropolitains. — Bonaparte, auquel ce texte fut présenté, en jugea, non sans quelque raison, certaines dispositions inacceptables par Rome, et le remplaça par un autre, envoyé aussitôt

1. *Corr.*, VI, N° 5940.

2. Lettre de Caprara à Consalvi, 2 janv. 1802 (BOULAY DE LA MEURTHE, V, 528).

3. Texte dans BOULAY DE LA MEURTHE, V, 101.

4. Cette dernière nomination donna lieu à de nombreuses difficultés, le Pape déniait à Bonaparte le droit de la faire. Celui-ci finit par céder, en attendant la conclusion du Concordat et pria le Saint-Père (lettre du 24 mai 1802, *Corr.*, VI, N° 6099) de ne regarder cette nomination que comme une recommandation.

à l'approbation de la Consulte¹. Grâce à son influence modératrice, il se flattait donc d'aboutir promptement, et annonçait même à Melzi (22 mai) la signature du Concordat pour le courant de l'été².

Tout semblait en effet s'acheminer vers une issue rapide, lorsque des complications imprévues vinrent amener, avec un brusque revirement dans les dispositions de Rome, un arrêt de plusieurs mois dans les pourparlers. C'était d'abord le moment où certains évêques émigrés à Londres opposaient un refus à la demande de démission qui leur était adressée à la suite du Concordat français. Devant cette manifestation, Pie VII hésitait à signer avec Bonaparte un traité qui aurait pu, comme le premier, devenir pour sa conscience une source de scrupules et d'embarras³. — Les nouvelles reçues au même instant de Milan étaient de nature à renforcer cette impression défavorable. Suivant l'exemple donné en France par le Premier Consul, le gouvernement italien chercha à tourner à son avantage, au moyen d'un règlement d'administration intérieure, les lois organiques auxquelles il avait dû souscrire à Lyon. Il nomma d'abord à cet effet (29 mai) un ministre du Culte⁴. Cette création, par laquelle l'exercice de la religion semblait assimilée à un service public, dirigé par un fonctionnaire laïque, apparut à Rome comme une innovation scandaleuse et comme un empiètement caractérisé du pouvoir civil sur le domaine spirituel. — Le mécontentement se changea en indignation quand parut un nouveau décret (23 juin)⁵ qui étendait bien au delà des limites prévues le rôle du nouveau ministre. A en croire Melzi, il était institué surtout pour séparer

1. Lettres de Marescalchi à Melzi, 19 et 26 juin 1802 (Arch. Vienne, 30).

2. MELZI, *Mem.*, II, 65.

3. THEINER, II, 28.

4. B. L., 1802, p. 99.

5. B. L., 1802, pp. 122-128.

nettement les juridictions laïque et ecclésiastique comme pour veiller, dans l'intérêt même du clergé, à la gestion des biens qui lui étaient laissés¹. En réalité ses pouvoirs dépassaient de beaucoup cet objet. Surveiller l'enseignement des séminaires pour en contrôler la doctrine, les cérémonies extérieures du culte pour en proscrire les pratiques superstitieuses, les mesures de discipline ecclésiastique pour vérifier leur conformité avec les lois civiles; viser avant leur publication tous les actes des chefs du clergé et même du Saint-Siège; fixer et limiter le nombre des prêtres admis à l'exemption du service militaire, proposer des titulaires aux bénéfices encore existants, présider à l'administration temporelle des revenus de l'Église, déterminer les cas d'appel comme d'abus, assurer la liberté des confessions dissidentes... la multiplicité de ces attributions devait permettre au ministre du Culte de s'immiscer dans les moindres détails de la vie religieuse. Il eût fallu bien moins pour soulever la réprobation de la cour de Rome. — Tandis que les dévots traitaient le nouveau ministre du Culte d'antipape, Pie VII ressentit très vivement ce qu'il considérait presque comme une injure; après s'être épanché auprès de Cacault, il déclara dans une lettre au Premier Consul (28 juillet)², qu'il se refusait définitivement à négocier un Concordat dont la conclusion semblerait impliquer de sa part une reconnaissance tacite, et des derniers décrets, et des lois organiques de Lyon.

Il se sentit au même instant fortifié dans sa résolution par un premier examen du texte qui devait servir de base aux pourparlers. On se souvient que Bona-

1. MELZI, *Mem.*, I, 609-610 et II, 46. Une brochure officieuse fut en outre publiée en juin 1802 sous le titre de *Teofilo a Callista, lettera* pour prouver que le décret n'était pas une innovation, mais plutôt la reproduction d'instructions données par Marie-Thérèse en 1768 et acceptées alors sans résistance (Arch. Vienne, 19).

2. Texte de la lettre AFiv, 1708. Cf. THEINER, II, 28.

parte avait substitué au projet initial de Marescalchi, jugé trop radical, des propositions transactionnelles plus aisément acceptables par les deux parties. Comme il arrive toujours en pareil cas, elles n'allaient satisfaire entièrement personne. — La Consulte de Milan, à qui elles furent d'abord soumises (14 juillet) ¹, estima qu'elles faisaient revenir la Lombardie de quarante années en arrière ² et les renvoya (19) avec des modifications propres à en transformer complètement le caractère ³. Elle réclamait notamment le droit pour le pouvoir civil d'entraver ou même d'empêcher le voyage des évêques à Rome, ainsi que l'adjonction au Concordat d'un article spécial consacrant la renonciation solennelle du Saint-Siège à ses prétentions sur la Romagne. — Le Premier Consul répondit aussitôt (27 juillet) ⁴ que ces exigences sans nécessité rencontreraient une résistance sans terme; qu'elles fourniraient un prétexte gratuit de rupture à la cour de Rome, déjà disposée à traîner les choses en longueur; que le traité de Tolentino suffisait à garantir les limites présentes de l'État et que dans les circonstances actuelles « l'important était de finir promptement », fût-ce au prix de quelques sacrifices. « Le jour de la signature du Concordat sera un jour prospère et un triomphe pour la République. Il faut le hâter le plus possible. » Entraînée par cette considération, intimidée par cette mise en demeure, la Consulte se laissa convaincre.

Restait à obtenir l'adhésion de Pie VII. Pour y parvenir, Bonaparte lui envoya (4 août), en même temps que son projet ⁵, le projet primitif de Marescalchi. La simple comparaison de ces deux textes devait faire

1. *Corr.*, VI, N° 6153.

2. Melzi à Marescalchi, 12 juil. 1802 (Arch. Vienne, 18).

3. Cf. dépêches d'Orozco des 14, 21 et 28 juillet 1802 (Arch. Flor. *Affari Esteri*, *Corr.* Milan, 1370).

4. Par une note détaillée, insérée dans la *Corr.*, VI, N° 6212.

5. Inséré dans THEINER, II, 28.

ressortir à la fois l'intransigeance du gouvernement italien et la modération du Premier Consul. Le Pape, dont le parti d'ailleurs était déjà pris, répondit par l'envoi d'observations qui montraient à quel point il était encore éloigné des vues auxquelles on voulait l'amener. Non seulement il protestait, et contre la tolérance accordée aux cultes dissidents, et contre l'obligation du serment ecclésiastique; mais il ne consentait à se dessaisir du droit de nommer les évêques que dans la Lombardie, où il ne le possédait plus; il voulait voir proclamer inaliénables sans conditions les biens qui restaient à l'Église, et se refusait à reconnaître, comme en France, la possession à leurs propriétaires actuels de ceux qu'elle avait déjà perdus. Ces observations se terminaient par la conclusion qu'un Concordat, inacceptable dans la forme proposée, était inutile en Italie, puisqu'on n'y avait pas connu de schisme. C'était une fin de non-recevoir formelle. Bonaparte en comprit si bien le sens qu'il parut d'abord s'y résigner et demanda au Saint-Père (28 août) de « donner au moins au cardinal légat des pouvoirs suffisants pour régler par des brefs tout ce qui est relatif à la religion dans la République italienne ¹ ».

III

L'utilité d'un Concordat apparaissait toutefois trop évidente aux deux parties pour que l'une renoncât à le demander et que l'autre persistât à le refuser. L'évêque Bernier, qui entre en ce moment en scène, écrivit personnellement à Consalvi (9 octobre)², pour lui transmettre un nouveau projet et lui représenter,

1. *Corr.*, VII, N° 6273.

2. THEINER, II, 35.

au nom même des intérêts religieux, la supériorité d'un traité solennel et universellement désiré sur des brefs sans garantie, exposés à être mal reçus et mal interprétés. A ces conseils détournés, Bonaparte joignit une adjuration directe au Saint-Père, qu'il pressait (16 octobre) ¹, de « faire quelque chose » et de ne laisser se prolonger à aucun prix une incertitude préjudiciable à l'Église. — Ébranlé par cette insistance, Pie VII convoqua (27 novembre) une réunion de 12 cardinaux auxquels il soumit ses perplexités et recueillit d'eux un avis conforme à celui de Bernier. La conscience désormais en repos, il s'inclina devant leur avis, autorisa définitivement Caprara (27 novembre) à négocier un Concordat avec le Président de la République italienne et fit part de sa décision à Bonaparte en lui adressant (1^{er} décembre), avec un dernier appel au sujet des Légations, un contre-projet qui contenait ses « dernières concessions ² » ; il acceptait notamment de régler comme en France la question des nominations épiscopales et celle des biens nationaux. Cacault conseillait d'accepter au plus tôt ces nouvelles propositions, si l'on ne voulait pas risquer d'outrepasser les « bornes justes, convenables, nécessaires à la religion et au véritable bien de l'État ³ ».

C'eût été mal connaître le Premier Consul que de supposer qu'il ne tirerait point parti de ce qu'on lui accordait pour tenter d'obtenir ce qu'on lui refusait encore. Bien que les pourparlers, aussitôt repris à Paris, fussent entrés dans une phase active, l'écart des prétentions en présence devait en retarder la conclusion pendant huit mois. Pour les terminer d'un seul coup et conserver en même temps ce rôle d'arbitre suprême qui plaisait à son amour-propre, Bonaparte

1. *Corr.*, VII, N° 6371.

2. THEINER, II, 35-38.

3. Lettre de Cacault à Talleyrand, 1^{re} déc. 1802 (THEINER, II, 38).

avait imaginé au début de tirer du dernier projet Bernier, comparé avec le contre-projet romain, un texte transactionnel, expression définitive de sa volonté, qui serait imposé comme un ultimatum aux négociateurs en présence¹. — L'emploi de cette méthode impérieuse, plus militaire que diplomatique, mais éprouvée par ses derniers rapports avec le Saint-Siège, trompa cette fois son attente. Tout d'abord le Pape, qu'il sommait au même instant (mars) de réduire le nombre des évêchés piémontais, se prévalut de ces nouvelles prétentions pour se refuser à céder aux anciennes². — Mais c'est de Milan même que vinrent les principales résistances. On y représentait le compromis proposé comme désastreux pour l'État et l'on y accusait la cour de Rome de duplicité, parce que certains prêtres de Romagne, soupçonnés d'agir sur ses ordres, refusaient l'absolution aux acquéreurs de biens nationaux³. Le projet soumis à la Consulte ne fut renvoyé de Milan que le 25 avril, pour subir ensuite les observations de Marescalchi, et être réexpédié à Rome le 29 juin. Sans réaliser l'accord sur toutes les questions controversées, il avait du moins le mérite de les circonscrire en les réduisant à quatre ou cinq articles.

Le terme des négociations approchait enfin. Interrompues en été par le voyage du Premier Consul en Belgique, elles se rouvrirent le 2 août par l'envoi à Paris d'un second contre-projet que la cour de Rome, usant à son tour du procédé employé contre elle, représentait comme son dernier mot. Elle dut pourtant céder encore du terrain, mais en le disputant pied à

1. Lettre de Marescalchi à Melzi du 28 fév. 1803 (Arch. Vienne, 8) ; texte du projet transactionnel (portant la date du 14 janvier 1803) AFiv, 1708.

2. Marescalchi à Melzi (Arch. Vienne, 8).

3. MELZI, *Mem.*, II, 133 ; Melzi à Marescalchi, 3 avril 1803 (Arch. Vienne, 20) ; dépêche d'Oroczo du 27 avril (Arch. Florence, *Affari Esteri*, Corr. Milan, 1369).

piéd, et avec d'autant plus d'ardeur qu'on touchait aux solutions irrévocables. Le 24 août, Marescalchi et Bernier rédigent un projet final, qui soulève encore quelques objections de Caprara, personnellement désireux d'en finir, mais retenu par son entourage¹. Le 12 septembre, ils reçoivent les dernières instructions du Premier Consul à ce sujet². Le 16 enfin, cet interminable débat se termine par la signature d'un traité dont le texte définitif, successivement remanié et grossi au cours des discussions préliminaires, ne compte pas moins de 22 articles³.

Par le premier, ajouté à la demande de Rome, la République reconnaît à nouveau le catholicisme comme sa religion officielle et s'engage d'autre part (Art. 17) à la protéger contre toute attaque. Les deux suivants (2 et 3) fixent le nombre et la hiérarchie de ses divisions ecclésiastiques. Ils suppriment les petits diocèses de Sarsina et de Bertinoro, rattachent les 24 autres aux sièges métropolitains de Milan, Bologne, Ravenne et Ferrare, de manière qu'aucun ne relève d'un suffragant étranger, et consacrent ainsi l'indépendance spirituelle du pays. Les rapports de la Papauté et du Gouvernement font également l'objet de deux articles (4 et 19), qui ne laissent à l'une que le droit de donner l'institution canonique aux nouveaux évêques et reconnaissent à l'autre, avec celui de les nommer, toutes les prérogatives dont jouissaient autrefois les empereurs comme ducs de Milan ; l'extension à tout le territoire du système qui en régissait une des parties permet ainsi de réaliser l'unité religieuse de la République. — Viennent ensuite une série de dispositions destinées à préciser les droits et les obligations des évêques et de leur clergé. Aux

1. Rapport de Marescalchi à Bonaparte, 25 août 1803 (AFiv, 1708).
Lettres à Melzi des 1^{er} et 17 septembre (Arch. Vienne, 8).

2. *Corr.*, VII, N° 7076 et 7099.

3. Texte B. L., 1801, p. 42.

premiers elles imposent (Art. 5) la prestation d'un serment de fidélité au gouvernement, mais leur assurent en retour, avec des moyens d'existence suffisants, la faculté de communiquer librement avec le Saint-Siège (Art. 7), d'ordonner autant de prêtres que l'exigeront les besoins spirituels de leurs diocésains (Art. 8), de nommer les curés (Art. 12), sauf dans le cas de « juspatronat » laïque, de surveiller et de diriger les séminaires (Art. 10) et d'y enfermer les prêtres coupables d'infraction aux lois de l'Église. Quant aux curés, astreints au même serment que les évêques (Art. 6), on leur reconnaît la liberté de refuser le sacrement de mariage dans les cas prévus par les canons (Art. 14). Tous les ecclésiastiques sont exempts du service militaire (Art. 18).

Leurs devoirs et leurs privilèges étant ainsi fixés, il reste à assurer leur entretien, à prévenir leurs revendications et à limiter leur influence. — A cet effet l'article 9 stipule que les menses archiépiscopales ou épiscopales, chapitres métropolitains, cathédrales et paroisses recevront toutes des « dotations » convenables, à établir en une convention ultérieure et qui ne pourront être modifiées ou réduites qu'avec le consentement du Saint-Siège (Art. 15). — Par l'article 16, celui-ci s'engage, quoique avec beaucoup de circonlocutions, et à titre exceptionnel, à ne pas troubler dans leur possession les acquéreurs de biens nationaux. — Enfin toutes les institutions de bienfaisance placées autrefois sous la tutelle exclusive du clergé seront administrées à l'avenir par des commissions mixtes, où entreront par moitié des laïques désignés par le gouvernement. Pour régler toutes les questions litigieuses entre les parties, un dernier article est ainsi conçu : « Le présent Concordat est substitué à toutes les lois, ordonnances et décrets jusqu'alors édictés par la République italienne en matière religieuse. » C'est là une satisfaction plus appa-

rente que réelle donnée à un désir manifesté avec insistance par le Saint-Siège au cours des négociations. En réalité, les lois organiques sont confirmées sur tous les points essentiels par le traité, et d'autre part l'institution du ministre du Culte échappe à l'application de cet article, puisqu'elle est considérée par le gouvernement comme une mesure de police intérieure et non comme une innovation religieuse.

La conclusion du Concordat devait être complétée par l'échange de ratifications, dont le terme était fixé à deux mois. L'accomplissement de cette formalité rencontra peu d'obstacles auprès du Saint-Siège, dont Caprara avait suivi exactement les instructions. Envoyé en mission spéciale à Rome, pour y porter un exemplaire du traité, transcrit sur parchemin et magnifiquement relié aux armes et aux couleurs de la République, le fils de Marescalchi reçut du Saint-Père le meilleur accueil personnel, dans l'audience que lui fit obtenir Fesch¹. — C'était de Milan que devaient venir, après comme avant la fin des négociations, les principales difficultés. Sur le désir dont Marescalchi leur avait transmis l'expression, les membres du gouvernement venaient de destituer l'économiste Gioja, historiographe de la République, parce que son dernier ouvrage (sur le divorce) contenait quelques attaques contre les prêtres et les moines². Ils espéraient que cette attention envers la cour de Rome témoignerait de leur respect pour la religion, rendrait Caprara plus accommodant et contribuerait au succès intégral de leurs revendications, telles qu'ils les avaient formulées en avril. Leur déception ne fut que plus vive quand ils apprirent à quel point s'écartait le texte définitif du traité. Aussi Marescalchi,

1. THEINER, II, 47.

2. Sur la demande et la dénonciation de Marescalchi (Lettre à Melzi du 12 août 1803, Arch. Vienne, 31); cf. MELZI, *Mem.*, II, 589.

en le leur envoyant (18 septembre), crut-il devoir leur en développer longuement les avantages : suppression de deux évêchés et de deux abbayes, droit de nommer les évêques assuré à l'État, serment imposé à tous les ecclésiastiques, laïcisation partielle des établissements de bienfaisance, sécurité aux acquéreurs de biens nationaux, reconnaissance implicite de la possession des Légations, accord bilatéral arraché aux répugnances d'une cour qui jusqu'alors avait prétendu régler par brefs les questions religieuses. Pour montrer même, après ce qu'il s'était vu forcé de consentir, ce qu'il avait dû repousser, il joignait à cette communication celle du dernier contre-projet envoyé de Rome ¹.

Ses efforts de persuasion ne purent dissiper le mécontentement de ses consultants. Melzi, si modéré d'ordinaire, se montrait le plus irrité. Il dénonçait d'abord en termes violents l'intransigeance des prêtres, première cause de tout le mal : « Je vous avoue, écrivait-il à Marescalchi, que la plus forte déception que j'aie eue après la Révolution a été de constater qu'elle les avait rendus pires, au lieu de les améliorer. Dans les Légations, ils joignent à la plus profonde ignorance un degré d'orgueil et d'audace qui fait horreur à l'Italie ². » A Moll, devenu son confident habituel, le Vice-Président dénonçait avec quelque amertume la faiblesse ou la légèreté des négociateurs de Paris. « Je ne suis pas d'accord sur beaucoup d'articles, dont on ne voit pas à Paris les conséquences comme nous les voyons ici. L'insouciance sur cette matière et le peu d'étude qu'en fait le ministère français d'aujourd'hui tourne au profit de Rome... Je suis personnellement très lié avec le cardinal Caprara ; mais il n'aurait pas eu si beau jeu avec moi. Je n'ai pas dissi-

1. Lettre (et note annexe) de Marescalchi à la Consulte d'État, du 18 sept. 1803 (Arch. Vienne, 8) ; lettre à Melzi du 6 oct. 1803. (Arch. Vienne, 8).

2. MELZI, II, 595.

mulé que j'étais peu satisfait de la facilité de Marescalchi dans une affaire de cette importance¹... » Dans l'excès de son désappointement, Melzi allait même jusqu'à déclarer qu'il aurait volontiers sacrifié les Légations à la certitude d'obtenir pour le reste de la République le rétablissement du système religieux de Joseph II.

Animée de sentiments analogues, la Consulte d'État finit par approuver le traité (27 novembre), surtout par impossibilité de le rejeter sans offenser Bonaparte; mais elle y ajouta des observations où la cour de Rome était taxée de mauvaise foi pour se refuser à admettre l'institution d'un ministère du Culte, acceptée pourtant par elle en Lombardie quarante années auparavant². Enfin dans le Corps législatif, réuni en ce moment, le chef de l'opposition, Salimbeni, se fit applaudir en proposant de tenir, même après la sanction consulaire, le nouveau Concordat pour non avenu, comme contraire aux anciennes lois du pays³. — Informé sans doute de ces dispositions, Bonaparte tenta de les combattre dans deux lettres (25 novembre) adressées au Vice-Président et à la Consulte : « Mettez vos soins, écrivait-il à l'un, à procurer cette paix religieuse qui, une fois perdue, ne peut se recouvrer qu'avec tant de peine. » — « Il est plus facile, répétait-il à l'autre, de prévenir les difficultés religieuses que de les apaiser quand le mal est fait⁴. » Les membres du gouvernement, mieux placés peut-être que lui pour mesurer la portée des concessions faites à Rome, restèrent insensibles à ce langage et cherchèrent aussitôt un moyen pour atténuer la portée de celles qu'ils jugeaient les plus dangereuses; ils n'avaient d'ailleurs qu'à suivre son exemple, en modi-

1. Dépêche de Moll du 16 octobre 1803.

2. Lettre au Premier Consul (AFIV, 1684).

3. MELZI, *Mem.*, II, 610.

4. *Corr.*, VIII, N° 7323 et 7324.

fiant, comme en France, les dispositions du Concordat par un décret destiné à en assurer l'exécution; au mois de janvier suivant paraîtra une transposition italienne des « Articles organiques ».

En attendant ce moment, la négociation du traité devait avoir un assez piquant épilogue. Selon les usages diplomatiques de l'époque, elle s'était terminée par une distribution de gratifications à ceux qui l'avaient conduite : 6.000 francs furent alloués à Bernier, 20.000 à Caprara, 10.000 à ses collaborateurs¹. Le personnel de l'ambassade de France à Rome ne pouvait être oublié dans ces libéralités, son entremise ayant contribué à résoudre beaucoup de complications. Antérieurement déjà, Cacault et son secrétaire Artaud avaient reçu des cadeaux en argent : la part de Fesch fut de 6.000 francs. Seul le successeur d'Artaud fut la victime d'une omission dont il demanda discrètement réparation lorsqu'il passa à Milan, au mois de mai suivant, pour aller rejoindre son nouveau poste de ministre de France dans le Valais. Il ne put malheureusement joindre le Vice-Président, alors accablé de besogne, dut se borner à confier son désir à un sous-ordre, et partit sans avoir rien obtenu. Il s'appelait Chateaubriand².

IV

Malgré ses lacunes et ses difficultés d'exécution, le Concordat italien répondait au double objet que poursuivaient ses auteurs : la paix des consciences et l'unité ecclésiastique de la République. — Arraché à grand-peine aux scrupules du Saint-Siège, il séparait par une ligne de démarcation bien nette les domaines spirituel et

1. Marescalchi à Melzi, 29 sept. 1803 et 18 janv. 1804 (Arch. Vienne, 8).

2. Lettre de Canzoli, chargé du portefeuille des Relations extérieures à Milan) à Marescalchi du 15 juin 1804 (Arch. Vienne, 213).

temporel et ramenait, après six années de rupture, la paix entre la religion et la Révolution, sans que la première eût à souffrir dans ses croyances, ni la seconde à reculer dans ses principes : il permettait enfin aux âmes pieuses, si nombreuses dans le pays, d'accepter sans arrière-pensée le nouveau régime. — Pour la première fois aussi depuis 1796, les rapports du pouvoir civil avec le clergé se trouvaient réglés sur toute l'étendue du territoire suivant une méthode uniforme, dans des cadres délimités par les frontières politiques. Les provinces pontificales y gagnaient d'être définitivement sécularisées, les provinces vénitiennes de soustraire leurs évêques à la nomination directe de Rome, l'ex-Lombardie de conserver en partie les conquêtes laïques de Joseph II. Après sa réorganisation administrative et militaire, la République recevait enfin la forme de son existence religieuse. À ce point de vue, le Concordat marquait une nouvelle étape dans son évolution.

Les circonstances firent coïncider la date de cet événement avec un autre, bien moins considérable en lui-même, mais auquel Melzi attachait une importance presque égale : c'était le départ de Murat, dont la présence semblait à son âme craintive un sujet permanent d'inquiétudes. Le général en chef, en effet, ne savait ni s'arracher à l'influence de son entourage, ni renoncer à ses habitudes de délation, ni dépouiller cette versatilité de caractère qui rendait ses avances presque aussi dangereuses que son opposition. Au cours de l'été, il fut par bonheur détourné de nouvelles intrigues par de continuels déplacements : à Rimini (28 mai-3 juin), pour y assister au départ du corps d'expédition de Naples ¹ ; à Lodi (fin juin), pour y passer une revue de cavalerie ; à Gênes, pour y inspecter la division de

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1080, 1085.

Ligurie, récemment placée sous ses ordres ; à Livourne et à Pise (1-13 août), pour y remplir une mission analogue. Les honneurs et les profits de ces deux dernières tournées achevèrent de lui faire prendre en dégoût son poste habituel. Après s'être vu recevoir avec des honneurs presque souverains, donner des fêtes splendides, défrayer, ainsi que sa famille et sa suite, de toutes ses dépenses, offrir par le gouvernement ligurien 300.000 francs en or et par la reine d'Etrurie 6.000 sequins accompagnés d'une boîte ornée de diamants, il comparait tristement, une fois revenu à Milan, l'éclat de ces souvenirs avec la médiocrité d'une situation où son amour-propre devait se contenter de la seconde place et son avidité d'un traitement inférieur à ses appétits¹. Au retour de Gènes, il avait envoyé sa femme à Paris (28 juillet) solliciter son rappel ; au retour de Livourne il demanda lui-même à la rejoindre (20 août) et partit inopinément sans attendre la réponse (22). — Ses dernières relations avec Melzi furent empreintes d'une cordialité extérieure qu'inspirait peut-être à tous deux la perspective d'un adieu définitif. Il vint à Monza prendre congé du Vice-Président, lui offrit comme souvenir les six chevaux de son carrosse², après avoir d'ailleurs vainement tenté de les vendre, et reçut de son côté un objet d'art pour sa femme. Bien qu'il eût représenté son absence comme de courte durée, le départ successif de ses domestiques et de ses gardes montra bientôt qu'il s'éloignait sans esprit de retour³. — En janvier (15) on apprit à Milan qu'il échangeait son poste contre celui de gouverneur de Paris. Il laissait le palais Belgiojoso, où il avait logé, dans un tel état de dégradation que Melzi, pour éviter à l'avenir

1. Conversation de Melzi avec Moll du 22 août (Dépêche de Moll du 6 septembre 1803).

2. MURAT, *Lettres*, II, 1148.

3. Dépêche de Moll du 1^{er} sept. 1803.

pareille mésaventure, imagina de réserver cette demeure au Premier Consul, en lui donnant le titre de « Villa Bonaparte ». Au moment de son départ, le Vice-Président reconnut qu'il était « bon au fond » quoique mal conseillé, et accorda quelques regrets à sa femme qui « voit juste, qui est pleine de jugement, et qui se comporte avec une sagesse infinie ¹ » ; mais il poussa un soupir de soulagement en voyant le gouvernement débarrassé d'un voisinage gênant, et la République d'un hôte que des fonctions mal précisées, une parenté presque souveraine et des ambitions démesurées contribuaient à rendre également incommode.

1. Melzi à Marescalchi, 5 oct. 1803 (Arch. Vienne, 8).

CHAPITRE X

LA DERNIÈRE ANNÉE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

La dernière année du régime : retour des grandes questions qui dominent la vie politique.

- I. La question constitutionnelle. — Le nouveau ministre de l'Intérieur. — Insignifiance et prétentions de la Consulte. — Le Conseil législatif et l'affaire Aldini. — La seconde réunion du Corps législatif : lenteur de ses opérations ; ses velléités d'opposition, résultats de ses travaux ; renouvellement partiel de ses membres. — Session des assemblées départementales. — Réformes administratives.
- II. La question financière. — Prina réussit à équilibrer les budgets, malgré la progression des dépenses. — Il formule et commence à appliquer en même temps un système de finances permanent. — Ses idées fondamentales : réduction de l'impôt foncier, forte organisation des taxes indirectes. — Le crédit public ; expédient imaginé pour assurer le service de la Dette. — La question monétaire ; son importance. — Difficultés et caractères de l'œuvre de Prina.
- III. La question militaire : établissement d'un système de fortifications. — Départ de la Garde italienne pour Paris et d'une division de ligne pour le camp de Boulogne, où elle est passée en revue par Napoléon. — Impression produite à Milan et avantages de cette expédition. — La conscription de 1804. — Le nouveau ministre de la Guerre.
- IV. La question extérieure : continuation de la guerre avec l'Angleterre, bonnes relations avec l'Autriche, tentative infructueuse pour obtenir Parme, intrigues de la cour de Naples.
- V. Retour de l'insécurité publique : mesures prises pour y remédier. — Amélioration du régime économique : rétablissement de la libre circulation des grains (26 mars 1804). — Difficultés auxquelles donne lieu l'application du Concordat ; les articles organiques italiens

(26 janvier). — Les protestations de la cour de Rome les font retirer par Bonaparte.

VI. Etat d'âme de Melzi. — Ses mécomptes répétés en 1803 et 1804 ; son découragement croissant.

La conclusion du Concordat marque le moment où toutes les grandes questions politiques sont venues successivement s'imposer à l'examen et aux premiers efforts du gouvernement. Pendant l'année suivante (septembre 1803-novembre 1804, jusqu'au jour où commencera la transformation du régime, elles seront à nouveau soulevées par les événements de la vie publique, et feront l'effet de mesures provisoires qui, sans les régler définitivement, les rapprocheront encore de leur solution finale.

I

La première en importance est la question constitutionnelle, ouverte du jour où l'œuvre de Lyon a été soumise à l'épreuve de la pratique. L'expérience commencée en 1802 se poursuit les deux années suivantes et aboutit à mettre en pleine lumière les deux vices fondamentaux du régime : l'incapacité du personnel gouvernemental et la faiblesse du pouvoir exécutif.

Le temps a apporté peu de changements aux personnes comme aux services des ministres. Le plus capable, Prina, gagne chaque jour en utilité ce qu'il perd en popularité, et devient l'homme indispensable du système. Le moins qualifié de tous, Trivulzi, vient d'affirmer son insuffisance lors des opérations de la levée, et ne doit son maintien qu'à la difficulté de le remplacer¹. — Le département le plus important a seul

1. MELZI, *Mem.*, II, 178, 188.

reçu un nouveau titulaire, et cette nomination ne représente pas un progrès. Une attaque d'apoplexie ayant forcé à la retraite (mars 1803), puis conduit au tombeau (22 mars 1804) le ministre de l'Intérieur Villa¹, le Premier Consul, négligeant les candidatures venues de Milan, désigne pour le remplacer, d'abord à titre provisoire (26 juillet 1803), puis à titre définitif (6 avril 1804), un personnage qui, résidant jusqu'alors à Paris, a pu s'initier aux méthodes gouvernementales du maître de la France et se pénétrer de son esprit : c'est le conseiller Felici. Malgré la force de ces considérations, le choix n'apparaît pas comme des plus heureux. Honnête et ordonné, animé des meilleures intentions, mais dépourvu de la vigueur corporelle, des connaissances techniques et de l'esprit de décision nécessaire pour les réaliser, frappé d'impuissance par manque d'autorité, peu estimé du public, raillé ou espionné par ses commis, mal obéi par les préfets, suspect même à Melzi en raison de ses attaches maçonniques, prompt au découragement ou à la crainte des responsabilités, le nouveau ministre donne, à Milan comme autrefois à Paris, l'impression d'une parfaite médiocrité². Il faudrait un autre homme pour porter le poids d'aussi lourdes attributions. — Au milieu de cette pénurie d'administrateurs éprouvés, Melzi accorde un instant toute sa confiance à Canzoli, secrétaire général de la Consulte, fonctionnaire de second plan, mais dont l'activité dépasse le rôle officiel³. Une mort prématurée (juillet 1804) va malheureusement le lui enlever.

Si le niveau moyen de ses auxiliaires immédiats paraît loin de s'être relevé, les dispositions des corps dont le concours lui est nécessaire ne semblent pas non plus sensiblement améliorées. — Absorbée un

1. MELZI, *Mem.*, II, 139, 161, 166, 176.

2. Cf. *Notices et Documents biographiques*.

3. MURAT, II, N° 1154.

instant par les négociations du Concordat, seule affaire importante qu'elle ait eu à traiter, la Consulte d'État se distrait d'ordinaire de son insignifiance par ses prétentions. Grand conseil de gouvernement, elle veut passer avant les ministres dans les cérémonies publiques, et elle s'est abstenue pour ce motif de paraître à la Fête nationale (26 juin), où elle s'était vu refuser la préséance. — Investie par la Constitution (Art. 103) du droit de désigner les juges, elle proteste bruyamment, au risque d'agiter l'opinion sans nécessité, contre certaines nominations provisoires effectuées par le ministre de la Justice, en conformité d'ailleurs d'un texte de loi précis (avril 1804). — A la veille enfin d'un changement de régime (février 1805), quatre consultants adresseront à Bonaparte, une dénonciation en règle contre l'administration de Melzi, accusé par eux de trop favoriser ses compatriotes lombards¹. Toutes ces petites manœuvres entravent la marche du gouvernement sans rien ajouter au prestige de l'assemblée, ni lui donner l'autorité nécessaire au premier corps de l'État.

Au-dessous de la Consulte, le Conseil législatif ne semble pas mieux comprendre son rôle. Après avoir voulu en sortir l'été précédent, il cède à la tentation de le négliger dans l'intervalle des sessions parlementaires; ses membres apportent à préparer les lois autant de nonchalance qu'autrefois de mauvaise volonté à les soutenir devant le Corps législatif². — Pour faire un exemple, le Vice-Président se voit forcé de suspendre de ses fonctions le plus capable d'entre eux, Aldini (18 octobre 1803). L'affaire fit grand bruit parce qu'elle n'était pas uniquement politique. Entre l'auteur

1. MELZI, *Mem.*, II, 561; MURAT, II, N° 1110; Melzi à Marescalchi, 7 avr. 1804 (Arch. Vienne, 24); dépêche de Moll du 27 fév. 1805 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1805).

2. Rapport de Jacob au Premier Consul, 3 déc. 1803 (*Notices et Documents*, p. 177).

et la victime de cette décision, il y avait en réalité de vieilles rancunes, jointes à une antipathie de caractère qu'expliquaient le contraste des origines et le conflit des ambitions. Représentants de deux villes rivales, Milan et Bologne, l'un était un grand seigneur et l'autre un bourgeois. L'un s'était jeté avec une passion intéressée dans le mouvement révolutionnaire, dont l'autre se tenait à l'écart avec une réserve prudente. A la Consulte de Lyon, Aldini avait convoité sans l'obtenir cette place de Vice-Président que Melzi avait acceptée sans la demander. De cette candidature manquée, il devait forcément rester un peu de méfiance chez le second, un mécontentement mal dissimulé chez le premier. Sourdement hostile au régime qu'il ne servait que faute de n'avoir pu le conduire, celui-ci ne se relâchait de ses critiques que pour présenter de continues réclamations pécuniaires. Perdu de dettes, il obtenait de Melzi, désireux de le désarmer, 5.000 livres pour un voyage personnel à Paris et à Londres ; au retour (février 1803) sa gratitude se manifestait par une cabale montée avec Paradisi contre le ministre Villa, par de nouvelles intrigues en faveur d'un projet de ferme des impôts, par des exhortations à la désobéissance adressées à des fonctionnaires bolonais¹ ; il annonçait même à ses compatriotes, dont il était écouté comme un oracle, leur séparation prochaine d'avec la République². — Sa négligence professionnelle aggravait encore le scandale de cette attitude. Se fiant à sa facilité de travail, esclave de ses habitudes de laisser-aller, il s'absentait des semaines entières au cours des sessions du Corps législatif, en emportant à Bologne les dossiers des affaires dont il était chargé. Loin de

1. Melzi à Marescalchi, 6 nov. 1802 et 9 fév. 1803 (Arch. Vienne, 19 et 20).

2. Noré-Pontevès au général Verdier, Bologne, 16 avril 1804 (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*, 1804).

chercher à dissimuler cette inexactitude, il s'en vantait publiquement, tournait en ridicule ses fonctions, et appliquait à la réunion de ses collègues l'élégante épithète de « chiennerie ».

Il était difficile de laisser de pareils écarts impunis. En janvier 1803, après une absence ininterrompue de six mois, il avait reçu du ministre de l'Intérieur un premier avertissement, auquel il répondit par la production d'un certificat médical, et par une offre de démission qu'il retira d'ailleurs quelques jours après. En août, il partit en congé pour sa ville natale; il s'y laissa à ce point absorber par ses affaires particulières, qu'en octobre il s'y trouvait encore, paraissant oublier que le Corps législatif allait se réunir et que lui-même était le rapporteur d'un projet de loi sur le régime des eaux, qui devait être discuté en conseil pour être soumis aux députés. Malgré son caractère timoré, Melzi dut se résoudre à faire un exemple¹. Il agit cette fois avec vigueur et promptitude. La Constitution ne lui permettant pas de changer un conseiller législatif avant trois ans, il tourna la difficulté en appliquant par décret à Aldini la peine de la suspension (18 octobre).

Celui-ci, revenant alors de Bologne, se vit notifier cette mesure par un employé du ministre de l'Intérieur au moment où il descendait de voiture. Trop suffisant pour s'y attendre et trop ambitieux pour s'y soumettre, il n'était pas homme à la subir sans protestation. Dans une lettre adressée aussitôt au Vice-Président (21 octobre), il la discute comme injustifiée en faisant l'apologie de sa conduite passée, et la repousse comme illégale, en invoquant le jugement de la Con-

1. Voir sur toute cette affaire le rapport officiel de Melzi au Premier Consul (22 oct. 1803, AFIV, 1708) et MELZI, *Mem.*, II, 140, 200, 597, 601, 612; la version d'Aldini se trouve exposée par son biographe ZANOLINI, I, 234-248 et 424-431.

sulte d'État, appliqué dans des circonstances analogues à son collègue Cigognara. « Je déclare, disait-il en terminant, que j'entends conserver l'exercice de tous les droits, fonctions et prérogatives attachées à la charge de conseiller législatif jusqu'à ce que j'en sois privé par les voies constitutionnelles, ou que ma démission spontanée soit acceptée par le Président de la République ou par vous, s'il vous autorise à l'accepter en son nom. » C'est une menace à Melzi, un appel direct au Premier Consul. — Pour en assurer l'effet, Aldini envoie son frère plaider sa cause à Paris, tandis qu'il reste à Milan pour tenter de réunir tous ses collègues et tous les ennemis du gouvernement dans un mouvement d'opinion en sa faveur. Le Vice-Président commençait à s'inquiéter de cette agitation et attendait avec impatience du Premier Consul l'approbation formelle qu'il avait sollicitée. Celui-ci ne pouvait que se montrer favorable à la rigueur d'une mesure d'urgence. Il s'en déclara satisfait (25 novembre)¹ et sa lettre mit fin à un incident bien propre à montrer quelle indifférence au devoir professionnel et quel esprit d'indiscipline animaient les plus hauts fonctionnaires de l'État.

Presque aussitôt après, la reprise des travaux législatifs vint distraire l'attention publique de cette pénible affaire; primitivement fixée au mois de janvier, elle subit jusqu'au 20 octobre des ajournements successifs qu'expliquaient à la fois l'espérance, vite déçue d'ailleurs, d'un voyage consulaire à Milan, la préparation d'un budget laborieux, et enfin la répugnance des intéressés à venir dans la capitale au milieu des chaleurs de l'été². — Plus longue et plus féconde en résul-

1. MELZI, *Mem.*, II, 197.

2. MELZI, *Mem.*, II, 115, 159 et 560; dépêches de Taglioretti du 16 nov. 1802; de Cattaneo du 5 janv. 1803 et d'Oroczo du 22 janvier 1803.

tats que la première, cette seconde session devait révéler les mêmes imperfections dans le mécanisme constitutionnel, et surtout le même défaut de sens politique chez les députés. Dès le début, certains incidents significatifs montrèrent que leur rôle n'était pris au sérieux ni par le public, ni par eux-mêmes. Quelques-uns d'entre eux avaient fait proposer par la presse, sans soulever de protestations, de ne les convoquer qu'au printemps suivant, de manière à ne tenir qu'une session, très suffisante à leurs yeux, tous les deux ans. A peine réunis, ils se désintéressèrent à ce point de leur mission, que dans les débats les plus importants on ne put jamais compter plus de 50 présents (sur 75).

Lors de la séance d'ouverture ¹, ils témoignent de leurs dispositions par leurs choix. Comme président, ils nomment un certain Poggiolini, médecin sans clients et politicien sans principes, dont ils prennent la manie de tout critiquer pour de l'indépendance, et les intrigues de couloir pour des titres à leur sympathie; comme « orateurs », ils réélisent en bloc les mêmes individus que l'année précédente, bien que ceux-ci se soient disqualifiés par leur manque de tenue et de discrétion. Melzi se montre tellement affecté de ces votes qu'il songe un instant à une dissolution immédiate; il n'y renonce qu'en songeant aux lois urgentes attendant une sanction. — Dans la confusion des premiers jours, il réussit à obtenir, ou plutôt à surprendre le vote de plusieurs projets importants : sur le fonctionnement des collèges électoraux et de la Censure (26 octobre), sur les poids et mesures (27), sur la police (28), sur les traitements du personnel préfectoral (5 novembre) ².

1. Le Corps législatif envoya au Premier Consul une adresse (F. O. 1803, p. 221) à laquelle celui-ci répondit par un message (*Corr.* VIII, N° 7325) contenant ces assurances officielles : « Il n'est aucun moment... où le bonheur et la prospérité de la République italienne ne soient l'objet de mes vives sollicitudes. »

2. B. L. 1803, pp. 245, 257, 263 et 268.

Les embarras commencent aussitôt que l'assemblée prend conscience d'elle-même. Ils proviennent en partie de son règlement intérieur, en partie de l'hostilité de certains de ses membres. — Recevant du Conseil législatif des textes de loi tout préparés et dont personne n'a eu communication préalable, elle assiste à des discussions que l'ignorance du sujet rend forcément confuses et, dans son incertitude, elle les termine trop souvent par des votes négatifs. — D'autre part, Salimbeni se retrouve, avec ses amis Dal Fiume et Smanchini, à la tête d'un groupe d'opposants aussi acharnés que pendant la session précédente. Membre de la Chambre des orateurs, il divulgue et critique à l'avance dans les cafés les projets de lois soumis à son examen et déclare ouvertement qu'il les repoussera tous sous cet infâme gouvernement, « fussent-ils proposés par Dieu lui-même » ; ceux du Concordat et du budget eux-mêmes, si essentiels pourtant à la paix des consciences et à la marche de gouvernement, ne trouvent pas grâce à ses yeux. Intimidée par son assurance, l'assemblée sort peu à peu de son rôle, tend à s'ériger en Cour des comptes, et rejette systématiquement toutes les mesures qui lui paraissent de nature à augmenter les pouvoirs du gouvernement ou les dépenses de l'État. Plusieurs projets de ce genre (notamment sur la réduction du nombre des préfectures et sur le relèvement du prix du sel) échouent coup sur coup avec une minorité constante de 13 voix sur 48 votants¹. La fixité même de ces chiffres trahit l'existence d'une cabale, assez gênante bientôt pour paralyser toutes les opérations du gouvernement. — Murat, toujours empressé à donner des avis qu'on ne lui demandait pas, suggérerait de décapiter l'opposition en offrant à Salimbeni la légat-

1. Rapport déjà cité de Jacob ; MELZI, *Mem.*, II, 599, 605, 609-611 ; dépêches de Cattaneo des 30 oct. et 25 déc. 1803 ; d'Orczo du 9 nov. ; MANTOVANI, *passim*.

tion de Berne, que Venturi songeait à quitter; chose plus singulière, cette solution semblait sourire au Premier Consul, attentif surtout à éviter tout changement à la Constitution elle-même. Melzi doit protester avec énergie contre l'emploi d'un expédient qui représenterait une capitulation du gouvernement et une prime au mauvais esprit : « Dites-moi un peu s'il serait de notre dignité de jeter un emploi dans la bouche à ce chien enragé pour le faire taire ? Je crois au contraire que ce serait ouvrir une voie des plus funestes au plus lamentable des systèmes. Qu'on corrige le régime, qu'on lui donne de la force et toutes ces questions seront résolues ¹. » En attendant, Melzi se sent si découragé qu'il exprime le regret de ne pouvoir soumettre à l'assemblée une loi prescrivant sa propre dissolution (16 novembre) ².

Il n'était pourtant pas au bout de ses déceptions. Les difficultés de détail entre les pouvoirs législatif et exécutif aboutirent bientôt à un conflit ouvert. Les ministres, encore novices dans leur métier, avaient, il est vrai, contribué à l'amener, en présentant à l'assemblée, pour leurs départements respectifs, des comptes dont la fantaisie révélait un gaspillage éhonté dans leurs bureaux. L'un d'eux demandait pour un an 3.000 kilogrammes de poudre à sécher, estimés 13.000 livres ³ ! et tout le reste était à l'avenant. De là chez les députés des méfiances justifiées et des chicanes de détail, bientôt suivies d'un éclat regrettable. Le 1^{er} janvier 1804, le gouvernement, n'ayant pu leur présenter à temps un budget de prévision pour l'année qui s'ouvre, leur demande le vote d'un douzième provisoire pour janvier : il rencontre de leur part un refus aussi catégorique qu'inconsidéré ⁴. Réduit au seul revenu des taxes

1. MELZI, *Mem.*, I, 616.

2. Melzi à Marescalchi, 16 nov. 1803 (Arch. Vienne, 22).

3. Lettre de Cicognara à Melzi, 20 déc. 1804 (Arch. Milan, 34).

4. Dépêche de Cattaneo du 15 janv. 1803; Melzi à Marescalchi, 21 janv. 1804 (Arch. Vienne, 23).

indirectes, insuffisantes pour couvrir les dépenses courantes, il se voyait acculé à l'alternative d'une banqueroute partielle ou d'un coup d'Etat financier. — C'est à ce dernier parti que doit se résoudre Melzi, en forçant le texte de l'article 60 de la Constitution, conférant à la Consulte d'Etat le droit de « prendre toutes les mesures particulières non prévues par une loi générale, mais nécessaires à la sûreté de l'État ». Sur l'invitation du gouvernement, les Consultants, heureux d'affirmer leur importance, autorisent par un décret spécial (13 janvier) la levée de l'impôt foncier pour le mois de janvier, sur cette considération que « la sûreté de l'État exige que le Trésor national soit promptement mis en mesure de faire honneur à ses engagements¹ ». L'emploi de ce procédé souleva des scrupules de légalité assez inattendus chez le Premier Consul ; à la première nouvelle du conflit, il manifesta une vive irritation et déclara que, si la guerre ne le retenait à Paris, il monterait aussitôt en voiture pour aller mettre à la raison les factieux de Milan ; à la réflexion, il parut regretter, sans pourtant le désapprouver, le recours à ces « moyens extraordinaires » auxquels il préférerait les « moyens de conciliation² ».

Cet incident semblait de mauvais augure pour le vote du budget de 1804, qui avait été soumis à Bonaparte à Paris et rapporté à Milan par Lambertenghi (28 décembre), avec ses observations. Les choses marchèrent toutefois mieux qu'on ne l'avait espéré d'abord. En vain Salimbeni, redoublant de violences, jurait que jamais il ne consentirait à approuver les 90 millions de dépenses dont on présentait la note à la République. — Intimidés par l'échec de leur récent essai de résistance, effrayés par la perspective d'un conflit ouvert

1. B. L. 1804, p. 4.

2. Melzi à Marescalchi, 27 janv. 1804 (Arch. Vienne, 8) ; cf. *Corr.* VIII, N° 7515.

avec le Premier Consul, dont on leur représentait le budget comme l'œuvre personnelle, ses collègues bornèrent leur opposition à quelques critiques sans importance, obtinrent en retour de leur docilité certaines concessions de détail, notamment au sujet du taux de l'impôt foncier, et finirent par adopter à une faible majorité (21 voix contre 15) l'ensemble du projet (25 mars)¹. — Pour faire accepter à l'opinion les sacrifices consentis par ses représentants officiels, le *Giornale italiano*, récemment créé par le gouvernement, entreprit dans un de ses premiers numéros (2 avril) cette démonstration, souvent reprise depuis sans grand succès, que « toute la prospérité dont peut jouir une nation, elle le doit à cette augmentation progressive d'impôts contre laquelle elle se déclarait peut-être au début ». Le journal officieux invoquait, à l'appui de sa thèse, cette raison péremptoire, mais peu persuasive que « les Turcs, qui ne paient rien, n'ont fait aucun progrès ».

Après avoir ainsi rempli l'objet principal de leur convocation, les députés se montrèrent aussi impatients de rentrer dans leurs foyers que Melzi de les y renvoyer. « C'est incroyable, écrivait encore celui-ci le 15 mars, ce qu'il faut de patience pour conduire leurs affaires à leur terme. » Ils votèrent en hâte les derniers projets de loi soumis à leur examen, repoussèrent pourtant celui qui leur était proposé sur le mariage, parce que le gouvernement refusait d'y introduire le divorce, et terminèrent le 29 avril 1804 une session qui n'avait pas duré moins de six mois. Avant de se séparer, ils avaient dû procéder à une opération que le Vice-Président considérait comme extrêmement importante pour l'avenir. L'échéance de la deuxième année écoulée depuis leur réunion marquait la date fixée pour leur

1. Lettres de Melzi à Marescalchi des 2 déc. 1803, 3, 15 et 22 mars 1804 (Arch. Vienne, 23).

premier renouvellement partiel. Mais qui désignerait le premier tiers sortant ? Le gouvernement, le sort ou l'assemblée elle-même ? Comme la Constitution était muette sur ce point, ce fut l'occasion d'un dernier conflit. Melzi penchait naturellement pour la première solution et déposa un projet de loi dans ce sens ; il rencontra une opposition acharnée auprès des députés qui préféraient la dernière ; pour accroître le nombre des sièges à pourvoir et des amis à placer, ils proposaient même, contrairement à toute légalité, d'adjoindre d'office au tiers sortant les prêtres, les fonctionnaires et les militaires siégeant parmi eux. On finit par se décider pour le tirage au sort¹, qui eut lieu l'avant-veille de la clôture (27 avril) et dont les résultats purent être considérés comme relativement satisfaisants. Parmi les 45 noms sortis de l'urne² figuraient deux des opposants les plus acharnés, Salimbeni et Lamberti. Comme cinq députés avaient été nommés fonctionnaires, que trois autres avaient donné leur démission et que deux étaient morts, les nominations nouvelles auxquelles allaient procéder les collèges portaient sur 25 sièges et pouvaient changer l'esprit de l'assemblée.

Ce renouvellement de personnel suffirait-il à rendre plus facile à l'avenir le travail législatif ? Melzi semblait en douter : pendant tout le cours de la session, il n'avait cessé de réclamer une réforme radicale de la Constitution, et d'insister sur la nécessité d'assurer au pouvoir exécutif plus d'influence sur les assemblées délibérantes. Ses instances devinrent si pressantes que Bonaparte s'en émut et que, faute de pouvoir aller les vérifier sur place, il chargea de cette mission deux hommes qui s'en acquittèrent avec une compétence et une conscience inégales. — Le premier, Jacob, avait déjà été chargé au printemps d'une tâche analogue. Il resta

1. Loi du 10 mars 1804 (B. L., p. 129).

2. Liste dans AFIV, 1708.

quinze jours à Milan (novembre) pour se renseigner et rédigea à son retour (3 décembre) un rapport qui représente, sous sa forme restreinte, l'exposé le plus sincère, le plus complet et le plus impartial de la situation de la République italienne et de ses faiblesses en 1803¹. — Le second enquêteur, le conseiller d'État Dudon, ne passa que trois jours à Milan. Bien que Melzi eût pris soin de le mettre en rapport avec les hommes politiques les plus considérables, il sembla plus préoccupé de bavarder que de s'instruire et lança, peut-être à titre de ballon d'essai, l'idée de remédier à toutes les imperfections constitutionnelles en prolongeant à vie les pouvoirs du Président, comme en France. Ses déclarations, débitées avec une assurance qui contrastait avec son air de jeunesse, ne convinquirent pas ses interlocuteurs et inquiétèrent inutilement l'opinion². La Constitution ne devait pas subir de changement jusqu'à l'établissement de la monarchie.

Les inconvénients de cette situation semblaient d'ailleurs un peu exagérés par le pessimisme moral et l'inexpérience politique de Melzi. Sans doute le Corps législatif comptait dans son sein un groupe d'opposants aussi aveugles qu'obstinés; n'était-ce pas là le sort de toutes les assemblées délibérantes? Sans doute il avait repoussé ou n'avait admis qu'après corrections un certain nombre de projets gouvernementaux; n'était-ce pas la condition du régime constitutionnel, la raison d'être du contrôle parlementaire, et le seul moyen de former le pays à la pratique de ses libertés? On aurait pu souhaiter une procédure plus rapide et une organisation moins compliquée pour le vote des lois; mais, après avoir institué des assemblées pour

1. Rapport daté du 3 déc. 1803 (AFiv, 1708). J'en ai publié le texte intégral dans mes *Notices et Documents biographiques*, pp. 173-180.

2. MELZI, *Mem.*, II, 658. Sur les commentaires auxquels donna lieu dans le public la mission Dudon, cf. dépêches de Cattaneo (14 déc. 1803) et de Moll (11 janv. 1804).

les discuter, il eût été étrange de ne laisser à celles-ci que le droit de les voter en silence. D'autre part, le Vice-Président lui-même, une fois dégagé de ses premières impressions, revenait à plus d'indulgence envers les législateurs. A la fin de leur session, il leur reconnut (24 avril) le mérite d'avoir accompli l'essentiel de leur tâche¹. Ils n'avaient pas en effet adopté moins de 36 projets de lois (au lieu de 25 l'année précédente) dont quelques-uns d'une importance capitale.

Les autres corps délibérants établis par la Constitution tinrent également en 1804 leur session annuelle, sans que cette réunion parût marquer un progrès sensible dans leur esprit ou leur fonctionnement. Les collèges électoraux furent convoqués en octobre² pour exercer leurs attributions électives ; les Conseils généraux l'avaient été en juillet pour régler le budget et fixer les impôts départementaux. Leurs membres remplirent sans enthousiasme, presque à contre-cœur, une tâche qui leur était présentée comme trop exclusivement fiscale. L'un d'eux, dont on a conservé les doléances épistolaires, se plaignait de jouer ainsi le rôle de « bourreau » vis-à-vis de ces concitoyens, et d'être lui-même traité en « esclave », enlevé à ses affaires privées sans recevoir d'indemnité³. Des années étaient nécessaires pour familiariser le pays avec les nouvelles institutions locales et leur rendre une partie au moins de la vitalité des anciennes.

De même que les institutions politiques, l'organisation administrative ne pouvait s'améliorer que progressi-

1. Lettre à Marescalchi du 24 avril 1804 (Arch. Vienne 24).

2. Ils devaient d'abord se réunir en mai, mais Melzi ajourna leur convocation, afin d'avoir le temps de réduire à l'impuissance une « cabale » qui s'y était formée ! (Melzi à Marescalchi, 12 avril 1804, Arch. Vienne, 24.)

3. Lettres de Lod. Venezze des 13 juillet et 1^{er} sept. 1803 (*Fonds Rangoni*).

vement et par des retouches de détail ¹. Tandis qu'une loi (5 novembre 1803) fixait les appointements des préfets, vice-préfets et secrétaires généraux, une autre loi, postérieure de six mois (27 mars 1804) ², réalisait une réforme plus importante en supprimant les vice-préfectures instituées à l'exemple de la France, mais faisant double emploi avec les districts, comme venait de le montrer une première expérience. On ne les laissa subsister, à titre d'exceptions, que là où les circonstances locales en imposaient le maintien, c'est-à-dire dans les localités reculées de Sondrio dans la Valteline et de Massa-Carrara dans les Apennins. Elles devaient d'ailleurs être rétablies pendant la période impériale.

II

C'était la question financière qui avait représenté, au cours de la session législative, le principal obstacle à la marche du gouvernement comme à la bonne entente entre les pouvoirs publics. Jusqu'à la fin du régime, elle restera à l'état de problème toujours menaçant et jamais résolu, parce que les données s'en transformeront sans cesse. Toutes les fois que Prina sera parvenu, à force d'ingéniosité, à régler un budget en équilibre, pouvant servir de base à l'exercice suivant, des dépenses extraordinaires de guerre viendront bouleverser ses plans, déranger ses prévisions et lui imposer la recherche de nouvelles ressources. Ce sera sa fatalité de refaire tous les ans ce travail de Pénélope, son mérite de subvenir malgré tout à la progression des charges publiques, et son honneur de réussir à fonder,

1. La marche de l'administration en 1803 se trouve résumée dans un rapport du ministre de l'Intérieur du 8 fév. 1804 (Arch. Milan, 34).

2. B. L. 1804, p. 187.

à travers toutes ces difficultés, un système de finances régulier, logique, durable, assurant à l'État le maximum de revenus avec le minimum d'oppression pour les particuliers.

Le budget des dépenses, réglé, comme on l'a vu, à 70 millions pour 1802, était prévu à 89 pour 1803¹; mais au cours de cette année, la guerre avec l'Angleterre, la construction des navires offerts à Bonaparte, la formation de la Légion et de la Garde italiennnes, l'application de la conscription, l'achat d'un matériel d'artillerie et les travaux de fortifications le firent monter à 97. — Pour 1804 il était primitivement évalué à 90 millions, votés à grand-peine par le Corps législatif, auquel cet effort fiscal paraissait déjà démesuré. Les exigences croissantes du ministère de la Guerre, qui absorba à lui seul plus de 60 millions, les intérêts de la Dette, qui commençait à fonctionner, la nécessité de rétribuer les évêques et les chanoines, conformément au Concordat, devaient en porter le chiffre à 107.

Malgré ces dépassements de crédits, Prina réussit, pour ces deux exercices, à présenter des budgets qui se soldaient par un très léger excédent : équilibre un peu illusoire sans doute, puisqu'il avait fallu pour y parvenir vendre encore des biens nationaux (9 millions et demi en 1803 et 11 en 1804), mais qui n'en représentait pas moins un progrès presque inespéré et une augmentation notable des facultés contributives du pays. Il avait été obtenu par une vigilance de tous les instants, au moyen d'économies de détail, grâce au perfectionnement des méthodes d'administration. L'établissement du service des « commissaires de la Comptabilité nationale », prévus par la Constitution (Art. 122) et chargés de vérifier les opérations des agents du Trésor (loi

1. Rapport de Prina du 30 mars, AF IV 1708.

1. Compte rendu (Imp.) de l'administration des Finances pour 1804 (AFIV, 1709).

du 19 novembre 1803)¹; la suppression du coûteux « Économat des biens nationaux », fondu avec l'Office de liquidation de la dette publique; l'institution sur le modèle français de receveurs communaux et départementaux pour lever, centraliser et transmettre à Milan l'impôt foncier (loi du 22 mars 1804), enfin la chasse aux emplois inutiles, notamment dans les contributions indirectes, dont le personnel diminua de 430 unités en trois ans : telles furent les principales de ces mesures organiques.

Elles n'avaient toutefois qu'un caractère empirique, car, si elles dégageaient le présent, elles semblaient insuffisantes à assurer l'avenir. A travers toutes les contingences financières, Prina devait avoir le mérite d'établir peu à peu un système permanent d'impôts, dont la conception faisait honneur à ses vues d'homme d'Etat et dont le développement allait lui permettre de faire face pendant douze années aux obligations croissantes du Trésor. Melzi attachait une importance particulière à cette entreprise, dans laquelle il voyait un moyen de gagner la confiance publique. « L'immense avantage, écrivait-il, que la fixité des méthodes, même médiocres, assure à l'Administration, est suffisamment démontré par l'histoire financière de tous les pays... Rien ne peut compenser en fait de crédit l'effet produit par la seule promesse de cette fixité². » D'accord avec lui sur ce point, Prina lui remit, un an après son entrée en charge (3 avril 1803)³, un mémoire où il lui exposait les principes de sa politique financière.

Son idée maîtresse consistait à réduire les impôts directs, à développer au contraire les contributions indirectes, de manière que le total des uns fût à celui

1. B. L. 1803, p. 279.

2. MELZI, *Mem.*, II, 551.

3. AFIV 1708.

des autres dans la proportion de 1 à 2. Il reprochait aux premiers de peser trop lourdement sur un pays purement agricole; il voulait de plus les maintenir à un niveau assez bas pour leur laisser une certaine marge de hausse et pour pouvoir en relever le taux le jour où il aurait besoin de ressources extraordinaires immédiates.

— Les taxes indirectes au contraire, comportant des revenus presque invariables, devaient, d'après lui, être fortement organisées, et consacrées aux dépenses permanentes, telles que les frais d'administration ou le service de la Dette; elles pourraient être allégées plus tard, de manière à favoriser la création de manufactures, « premier et dernier but où doit tendre l'Administration dans la situation actuelle ¹ ». Prina comptait en élever le produit jusqu'à 55 millions, abaisser au contraire à 25 celui de l'impôt direct, et se procurer ainsi les 80 millions (dont 14 pour la Dette) qui représentaient à ses yeux la moyenne normale des dépenses annuelles.

Cette dernière estimation s'étant de suite trouvée dépassée, il dut renoncer à appliquer dans son intégrité son programme financier : du moins chercha-t-il à se rapprocher peu à peu de son idéal ². Après avoir abaissé en 1802 la contribution foncière de 64 à 48 deniers, il proposait pour 1803 une nouvelle réduction de 5 deniers, première étape vers le chiffre de 1796-28, auquel il ne désespérait pas de revenir un jour; il dut se contenter en 1804 d'une minime diminution de 2 deniers (46). Même maintenu à ce niveau, correspondant à un produit net de 37 millions et demi, l'impôt foncier conservait encore assez d'élasticité pour se prêter à un relèvement

1. Le développement industriel de l'Italie supérieure, qui devait représenter le fait dominant de son histoire au cours des dix dernières années, semble donc avoir été, un siècle à l'avance, prévu et désiré par Prina.

2. Tous les détails qui suivent sont extraits du compte-rendu déjà cité.

en cas de nécessité; en 1806 et en 1807, il devait être augmenté d'un sixième pour couvrir les dépenses de guerre. S'il dépassait de beaucoup le taux de l'ancien régime, les propriétaires le payaient presque aussi facilement, le prix des denrées avait également augmenté; ils vendaient leur vin un tiers plus cher, leur blé 34 livres la mesure (moyenne de 1795-1813) au lieu de 24 (moyenne de 1780-1795), leur riz 41 livres au lieu de 30¹.

Quant aux taxes indirectes, elles firent l'objet d'une série de mesures destinées à en améliorer le rendement. Sous l'inspiration de Prina, le Corps législatif avait voté des lois pour fixer le tarif général des Douanes (22 décembre 1803), ainsi que le prix de vente du sel (19 janvier 1804) et des tabacs (3 février), et pour édicter des peines très sévères contre la fraude (31 décembre 1803)² et les contraventions en matière de chasse (13 février 1804). — Sous son impulsion, « les régulateurs » et « les délégués » des contributions indirectes durent redoubler d'efforts pour resserrer les mailles du réseau qui enveloppait la matière imposable. Un an après leur avoir prescrit l'envoi de rapports et de tableaux statistiques mensuels, le ministre leur résuma dans une circulaire (5 juillet 1803)³ les observations que lui suggérât la lecture de ces documents. S'étonnant d'explicables différences entre les recettes de certains postes, il en cherchait la raison dans l'inattention des agents percepteurs, auxquels il fallait donner un dernier avertissement. « Faites-leur sentir que la révocation leur fera perdre pour toujours leur emploi et leur honneur, et qu'ils se font illusion s'ils croient que, pour la prononcer, le gouvernement exigera la même rigueur de preuve qu'en matière judiciaire. » D'autre part, quel scandale de constater que dans certaines villes les dépenses repré-

1. PECCHIO, p. 7.

2. B. L. 1803, pp. 397 et 401.

3. F. O. 1803, p. 139.

sentent parfois 20, 40 ou même 60 0/0 des recettes ! Cette situation réclame un prompt remède. « Quel jour heureux pour moi, glorieux pour vous, que celui où vous pourrez dire : Ma circonscription ne présente plus de perceptions à améliorer ni de frais à réduire ! » De nombreuses révocations donnèrent toute leur portée pratique à ces avertissements. Plus tard, les douaniers, dont les services représentaient pour le Trésor un revenu de 10 millions, furent réorganisés militairement et reçurent une part dans les saisies opérées par leur intervention. — L'effet de ces mesures fut immédiat. Les frais de perception de taxes indirectes, qui en 1802 n'étaient pas inférieurs à 24 p. 100, s'abaissèrent en 1804 à 20 p. 100. Pendant la même période le rendement total monta de 38 à 47 millions. Certaines d'entre elles, telles que le papier timbré ou les poudres et salpêtres, avaient presque doublé de produit¹.

Ce n'était encore là qu'une partie de la tâche à accomplir. Pour inspirer confiance à l'opinion et ranimer le crédit, il n'était pas moins important de tenir les engagements de l'État que de couvrir les dépenses courantes. Bonaparte et ses ministres se montraient également pénétrés de cette nécessité. Leur gestion présenta ce caractère qu'ils regardèrent toujours comme sacrés les intérêts des créanciers publics et les respectèrent dans les moments de pire détresse financière². L'administration de la Dette représente l'une des pages les plus

1. De 261.000 à 440.000 livres pour les poudres et salpêtres ; de 637.000 à 1.217.000 pour le papier timbré.

2. « C'est une singularité morale que de voir ce potentat, qui vis-à-vis des cabinets de l'Europe ne respectait aucun traité, conserver religieusement les engagements pris envers ses peuples pour le paiement de la Dette publique... Lui qui visait toujours à remplir le Trésor, il assura à la Dette une situation privilégiée et la première place dans le budget de chaque année ; lui enfin qui, au moment de sa chute, employait toutes les ressources, il n'osa pas étendre la main sur ce fonds et continua à vénérer l'idole qu'il avait élevée. » ПЕЧНИО, p. 76.

caractéristiques de l'histoire du régime napoléonien¹.

On a vu précédemment comment Prina, désireux de mesurer d'abord exactement l'étendue des charges publiques, avait ajourné tout paiement d'intérêt aux créanciers de l'État jusqu'à ce qu'une commission spéciale eût vérifié leurs titres. Comme plusieurs d'entre eux négligeaient de les présenter dans les délais légaux, comme d'autres même s'en absteinaient complètement par manque de confiance dans la solidité du régime², l'*Office de liquidation* proposé à cette besogne (21 mars 1802) mit deux années à l'accomplir. — Il avait eu à examiner trois sortes de créances. Tout d'abord la Dette viagère, comprenant les pensions aux religieux des congrégations supprimées, aux anciens fonctionnaires, à des veuves ou à des orphelins, avait été rapidement fixée à 7 millions environ. — Dans une seconde classe rentraient les emprunts de guerre, qui avaient été le grand expédient financier des deux Cisalpines, et pour le remboursement desquels on avait remis comme gage aux prêteurs des bons représentant une valeur égale en biens nationaux, nominativement désignés ou laissés dans l'indétermination suivant les cas. — L'on pouvait enfin ranger dans une dernière catégorie, la plus importante, les dettes héritées de l'ancien régime. Elles étaient particulièrement difficiles à préciser, parce que la plupart avaient été contractées, non pour les besoins généraux du budget, mais pour un objet précis, non par les États eux-mêmes, mais par l'entremise d'organismes autonomes, appelés *Banchi* ou *Monti*, composés en général de délégués des créanciers, qui en effectuaient le versement immédiat et en assuraient ensuite le service et l'amortisse-

1. L'histoire de la dette italienne a été retracée en détail, d'après les documents existant à l'*Archivio di Stato* de Milan, dans le livre de A. VIETTI, *Il debito pubblico nelle provincie che hanno formato il primo Regno d'Italia* (Milan, 1884).

2. PECCHIO, p. 79.

sement en se faisant céder une branche des revenus publics : l'exploitation d'un monopole, ou le surplus ou la totalité d'un impôt. — C'était en somme une organisation un peu analogue à celle des « Commissions de la Dette » européennes qui fonctionnent de nos jours dans les « pays à finances avariées ». Lors de l'invasion, les fonds de ces *Monti* avaient été confisqués avec les caisses publiques. Le premier souci d'un gouvernement régulier devait être d'en rétablir le fonctionnement. Il était seulement assez délicat de distinguer parmi eux ceux qui présentaient un caractère d'utilité assez générale pour que leurs charges fussent assumées par le Trésor et incorporées au budget de l'Etat plutôt qu'à celui des départements ou des communes. Ce travail de liquidation, que l'annexion ultérieure de nouveaux territoires fit ensuite reprendre et prolonger jusqu'en 1812, était à peu près terminé pour l'étendue actuelle de la République à la fin de 1804. Il accusait une dette totale de 217 millions. Comment en payer les intérêts sans déficit et comment éluder cette obligation sans banqueroute ?

Prima usa pour sortir de ce dilemme d'un expédient aussi simple qu'ingénieux, inspiré par les précédents et les souvenirs de l'histoire révolutionnaire. Des gouvernements antérieurs le nouveau héritait, avec un passif considérable, un actif représenté par les biens nationaux ; une sage administration en avait arrêté le gaspillage, et de nouvelles sécularisations pouvaient en augmenter le total. La vente en restant assez malaisée, il devait être à la fois légitime et avantageux de les employer à satisfaire, au moins partiellement, les créanciers de l'État. — Ce fut sur cette base que la loi du 21 mars 1804 régla définitivement l'organisation de la Dette publique¹. Elle posait le principe que tous

1. B. I., 1804, p. 137.

les biens nationaux encore disponibles seraient successivement mis en vente et affectés à ce service, sauf ceux que des dispositions spéciales consacraient à couvrir les déficits annuels. Les créances reconnues par la commission seraient remboursées par parties égales en « inscriptions » et en « rescriptions ». — Les inscriptions étaient simplement des titres de rente, rapportant un intérêt maximum de 3 1/2 p. 100, d'une valeur égale à la moitié du capital ; l'autre moitié serait représentée par des « rescriptions », c'est-à-dire par des bons qui seraient seuls admis en paiement dans les ventes de biens nationaux. Les détenteurs de ce papier-monnaie qui hésiteraient à l'utiliser à cet effet conservaient, au moins théoriquement, la faculté de l'échanger au bout de trois ans contre d'autres titres de rente ne rapportant plus que 2 p. 100. — De cette façon, l'État réduisait de moitié, au moins au début, les sommes à distraire du budget pour les arrérages de la Dette (elles étaient fixées à 4 millions pour 1804) et il réalisait à coup sûr la masse des biens d'Église, qu'il aurait eu quelque peine à écouler autrement. Peut-être ne faisait-il pas preuve en cette circonstance d'une scrupuleuse correction financière : il avait reçu de ses créanciers de l'argent comptant, et il leur restituait, par moitié au moins, une monnaie fictive, dépréciée par son origine, que beaucoup d'entre eux répugnaient à employer par préjugé religieux ou par crainte d'une réaction, et qu'ils négociaient dès le début très au-dessous de sa valeur nominale. Ils s'estimèrent heureux toutefois de recouvrer la plus grande partie de leur avoir, après avoir risqué de tout perdre sous la Cisalpine, ou de n'en conserver qu'un tiers comme en France. La loi du 21 mars 1804 fut accueillie avec satisfaction et devait contribuer efficacement à affermir la confiance dans le nouveau régime¹.

1. Lettre du préfet du Reno à Melzi du 1^{er} avril 1804 (Arch. Milan, 46).

L'effet de cette mesure fut complété par un décret postérieur (20 mai), qui instituait pour représenter les intérêts des créanciers un corps spécial appelé *Administration des fonds de la Dette publique*, où cinq de leurs délégués siégeaient à côté des commissaires du gouvernement¹. Non content de remplir ses obligations envers eux, l'État semblait même préoccupé de s'en libérer totalement : un article de la loi du 21 mars stipulait à cet effet que la moitié des pensions ecclésiastiques devenues vacantes par la mort de leurs titulaires serviraient à racheter, en public et au rabais, les créances particulières. Ce « fonds d'amortissement », destiné à s'accroître chaque année, devait être détourné plus tard de son objet primitif ; il n'en représentait pas moins au début un témoignage éclatant de la fidélité du nouveau régime à ses engagements².

Pour compléter cette œuvre de régénération économique, il ne restait plus qu'à régler un dernier problème, accessoire au premier abord, mais auquel Bonaparte attachait un intérêt particulier : « De toutes les questions, disait-il, si celle du blé est la plus importante, celle des monnaies tient le second rang. Rien n'est plus propre à agiter les esprits, et à donner matière à la calomnie et aux émeutes populaires³. » Dans la République italienne, les difficultés à résoudre de ce chef paraissaient plus complexes que partout ailleurs, car les territoires dont elle se composait avaient sous l'ancien régime des systèmes monétaires différents selon les gouvernements ou même selon les villes. De plus les anciens souverains semblaient avoir

1. B. L. 1804, p. 617.

2. MELZI, *Mem.*, II, 198.

3. Lettre de Napoléon au prince Eugène du 27 déc. 1811. La question monétaire, longuement traitée dans une note de Prina du 18 déc. 1804 (Arch. Vienne, 197) a été clairement résumée par PECCHIO et par CUSANI, VI, 120-124.

mis leur amour-propre à créer chacun de nouveaux types, afin de perpétuer leur nom et leur image. Au témoignage d'un contemporain, l'Italie présentait l'aspect d'un véritable « cabinet numismatique ». Quelles entraves en résultaient pour les échanges, quelle complication pour la comptabilité officielle, quels obstacles pour l'unité économique de l'État, c'est ce qu'il est aisé de se figurer si l'on considère que 75 sortes de pièces de cuivre et de billon étaient en circulation sur l'étendue de la République. — Pour mettre un peu d'ordre dans cette confusion, le gouvernement avait décidé que les monnaies milanaises auraient seules une valeur légale dans tous les départements, et que l'emploi en serait obligatoire pour les deux tiers des impôts. Ce ne pouvait être là qu'un expédient provisoire, favorable d'ailleurs à l'agiotage. La Constitution de Lyon (Art. 128) avait prescrit la création d'une monnaie nationale; la loi du 26 avril 1804¹ eut pour objet de la réaliser sur la base du système décimal. — Ce premier essai d'uniformité devait échouer par suite d'une fausse conception de l'unité monétaire à établir. La solution la plus simple eût consisté à suivre l'exemple de la nation protectrice et à se décider pour le franc. La peur de prêter au reproche d'imitation servile, le désir de maintenir, même dans le domaine économique, la suprématie de la capitale, la crainte de faire monter le prix des objets usuels par le choix d'un type de monnaie trop supérieur à la livre milanaise (77 centimes) firent attribuer à la nouvelle livre italienne un taux presque égal (80 centimes) à celui de cette dernière monnaie. Cette demi-mesure ne satisfît personne. La loi était à peine votée qu'on dut en suspendre l'application, sans même commencer la frappe. En attendant l'adoption pure et

1. B. L. 1804, p. 529.

simple du système français (1806), on se contenta de fixer avec plus de précision (décret du 7 novembre 1804) ¹ la valeur légale des différentes monnaies, avec leur équivalence avec celle de Milan, qui leur servait de commune mesure. Ainsi se prolongea un état de malaise économique qui donnait lieu, surtout dans les provinces vénitiennes et pontificales, à d'innombrables plaintes de la population ².

Au moment où la République italienne allait se transformer en royaume, le système financier de Prina était donc assez solidement constitué pour ne plus avoir qu'à se développer et les trois premiers budgets présentaient déjà les caractères que devaient conserver les suivants : une clarté parfaite, un ordre impeccable et, ce qui était plus important, une balance exacte entre le développement des recettes et l'augmentation des dépenses. Le ministre semblait avoir mis autant d'ingéniosité à trouver de nouvelles ressources que Bonaparte de persistance à lui imposer de nouvelles charges. — Peut-être ce dernier était le seul à lui rendre justice ; les victimes de ses rigueurs fiscales devaient au contraire lui reprocher de faire illusion au pays et de masquer par des artifices de comptabilité l'existence de déficits réels. De ce reproche il faut retenir seulement que l'équilibre budgétaire ne put être complètement atteint qu'au moyen d'aliénations de capitaux : près de 150 millions de biens nationaux allaient être employés à cet objet ou affectés au service de la Dette entre 1802 et 1814. — Il faut considérer d'autre part — et ce n'est pas là un éloge banal — que Prina trouva le moyen, sans recourir au crédit ni engager

1. B. L. 1804, p. 921.

2. Voir sur ce point SABATTI, *Quadro statistico del Dipartimento della Mella*, p. 188 ; ZANOTTI, 19 oct. 1804 ; lettres de Venèze des 22 juin et 29 sept. 1804 (*Fonds Rangoni*).

l'avenir, non seulement de couvrir les dépenses extraordinaires occasionnées par les guerres, mais encore d'exécuter de grands travaux publics, présentant le caractère permanent de premier établissement, et dont la génération postérieure devait éprouver le bénéfice. S'il diminuait par ses exigences les revenus présents du pays, il en accrût le capital par ses créations. — Il ne faut pas non plus perdre de vue que ses budgets se trouvaient alourdis par un poids mort équivalent, selon les années, au quart ou au tiers de leur somme totale. Sans le tribut payé à la France pour l'entretien de l'armée d'occupation, il aurait été en mesure, non seulement de suffire aux obligations courantes de 1802, 1803 et 1804, mais encore d'éteindre un tiers de la Dette perpétuelle et d'assurer à la République une situation privilégiée, presque unique en Europe. Les résultats incomplets obtenus dans des conditions aussi défavorables montraient donc la vitalité financière d'un État qui, livré à lui-même, possédait déjà les ressources nécessaires pour vivre d'une existence propre et assurer son développement. Il importe enfin, pour apprécier à sa valeur l'œuvre de Prina, de la comparer, non avec l'idéal auquel elle aurait pu atteindre, mais avec celle des régimes révolutionnaires : ce simple rapprochement, mettant en lumière les progrès qu'elle a réalisés, en fait ressortir les éclatants mérites.

III

Les sacrifices demandés aux contribuables avaient servi en grande partie à perfectionner l'organisation militaire. Sous l'impulsion vigoureuse et la surveillance constante de Bonaparte, la jeune armée italienne gagnait chaque jour en nombre, en force matérielle ou

morale; elle devenait l'institution la plus vivante et la plus solide du nouveau régime. — Trois grands faits signalèrent son histoire à la fin de 1803 et au début de 1804 : l'achèvement de son système de défense territoriale, — le départ d'un corps d'expédition hors des frontières, — la levée d'une nouvelle classe de conscrits.

Aussitôt après avoir recouvré la Cisalpine, Bonaparte avait imaginé pour la conserver un plan de défense inspiré par les souvenirs des campagnes de 1796-97 et de 1799. Dans la première, les Autrichiens, battus en Piémont, s'étaient maintenus encore dix mois dans la Vénétie, grâce aux places du quadrilatère, qui leur servaient de base d'opérations, et à la route du Tyrol, par où leur parvenaient des renforts des États héréditaires. Tout autre avait été le sort de l'armée française en 1799. Faute d'une ligne de défense fortifiée, elle s'était vue condamnée à toujours reculer, du Mincio jusqu'à Turin et à Gènes; faute d'une voie de communication à travers les Alpes, elle n'avait pu, ni recevoir à temps le secours d'une armée, ni emmener dans sa retraite son artillerie et ses équipages. — En prenant aux Autrichiens les villes du quadrilatère (Mantoue, Peschiera, la moitié de Vérone et de Legnago) Bonaparte avait, il est vrai, changé la situation; il s'agissait maintenant de la retourner complètement à son avantage. La construction de la route du Simplon devait alors y contribuer : débouchant au cœur de la Lombardie, elle permettait à une armée débusquée du Mincio et de l'Adda de s'arrêter sur le Tessin sans reculer jusqu'aux Alpes, et d'y attendre des renforts de France tout en menaçant le flanc droit de l'assailant¹. — Pour retarder ou prévenir même une invasion,

1. Dans une lettre à Berthier (2 août 1802, *Corr.* VI, N° 6225), Bonaparte explique comment l'ouverture du Simplon va « changer le système de la guerre d'Italie » et expose son nouveau plan de défense.

il prescrivit ensuite l'exécution de grands travaux de fortification dans toutes les places qui pouvaient, ou couvrir immédiatement la frontière, ou renforcer les lignes de défense formées par la nature : sur l'Adige, à Vérone et à Legnago ; sur le Mincio à Peschiera et surtout à Mantoue, transformée en forteresse imprenable par l'extension de ses ouvrages extérieurs et l'aménagement de ses inondations ; sur la Chiese à Rocca d'Anfo, au débouché des routes du Tyrol ; plus en arrière, sur l'Adda, à Pizzighettone, que sa position stratégique destinait à devenir, avec Alexandrie, le réduit du système défensif du bassin du Pô¹. — Tous ces travaux, payés sur le budget italien au moyen d'une contribution mensuelle de 200.000 francs, furent exécutés par des officiers du génie des deux nations et dirigés par le général français Chasseloup (1754-1833). Celui-ci passait avec raison pour l'un des meilleurs ingénieurs militaires de son temps, bien que Bonaparte lui adressât les reproches contradictoires de ne pas mesurer l'audace de ses plans aux crédits mis à sa disposition², et de ne pas « construire les forteresses avec autant de rapidité que lui-même n'en mettait à les prendre »³ ; mais son caractère ombrageux, déparé par une assez mesquine jalousie à l'égard de ses collaborateurs, entraînait des froissements fréquents, soit avec les Italiens, civils et militaires, qu'il accusait volontiers de mauvais vouloir, soit même avec Melzi,

Cf. dans les *Mémoires* de MARMONT (II, 181) d'intéressantes considérations sur ce sujet, à rapprocher de celles que donne DESAIX dans son *Journal de voyage* (p. 215).

1. Rapport général de Chasseloup sur les travaux de fortification exécutés en Italie (1804) (Arch. Vienne, 195) ; résumé dans ZANOLI, I, 125. On a vu plus haut (t. I, p. 40, note 3) comment on avait songé un instant à faire de Pizzighettone la capitale de la Cisalpine.

2. Il devait dans une lettre à Eugène (25 avr. 1806) qualifier ses plans de « gigantesques et déplacés ». En 1804, Chasseloup rêvait d'établir sur le lac de Mantoue un barrage dont le prix de construction était évalué à 40 millions.

3. Melzi à Marescalchi, 1^{er} janv. 1803. (Arch. Vienne, 20).

qui dénonçait à Paris ses prodigalités. Malgré ses défauts, sa présence n'en avait pas moins été aussi nécessaire qu'efficace.

Les forteresses devaient être armées après avoir été achevées. Par une convention antérieure (9 septembre 1802)¹, la République avait acquis pour 4 millions tout le matériel d'artillerie trouvé dans ses places après le départ des Autrichiens. Pour le transformer suivant des modèles nouveaux et uniformes, on créa à Pavie une importante fonderie de canons. La direction en fut confiée d'abord à un spécialiste expérimenté, le général Danna, appelé à cet effet du Piémont², puis, après la déclaration de guerre à l'Angleterre, à un Français, Lacombe-Saint-Michel, officier sous l'ancien régime, plus tard ambassadeur à Naples et inspecteur général de l'artillerie. — Ni son activité, ni sa conduite ne parurent justifier la confiance qu'inspiraient ses titres. Il mit six mois à inspecter la défense des côtes, couvrit de sa protection les louches trafics de ses subordonnés français, humilia au contraire sans nécessité les officiers italiens placés sous ses ordres, et entra bientôt en lutte sourde avec Melzi, qui de son côté s'exagérait la portée de ces petites difficultés³. Le but poursuivi par Bonaparte n'en fut pas moins atteint après trois ans d'efforts : la campagne de 1805 allait montrer que le territoire de la République italienne se trouvait désormais à l'abri d'un coup de main.

C'était toutefois la valeur de ses soldats qui représentait la principale garantie de son indépendance. Il leur manquait encore l'esprit militaire, qui

1. B. L. 1802, p. 517.

2. ZANOLI, I, 118-119.

3. On trouvera la biographie de Lacombe-Saint-Michel dans les *Souvenirs militaires* du général GRIOS, I, 217. Sur sa conduite en Italie voir MELZI, *Mem.*, II, 164 et 168 et lettres à Marescalchi des 10 août et 12 décembre 1803 (Arch. Vienne, 19).

naît de l'expérience de la guerre, ou au moins de la vie des camps et de la contagion de l'exemple. Deux décisions consulaires, dictées par des considérations de politique générale, leur permirent bientôt de réaliser à cet égard des progrès inespérés.

La première fut l'appel à Paris de la « Garde du Président », qui avait, de par son nom même, sa place marquée aux côtés du chef de l'État. Portée progressivement à l'effectif de 1.115 grenadiers (nov. 1803)¹, au moyen de prélèvements opérés sur les régiments d'infanterie, placée sous les ordres du colonel Teodoro Lechi, frère du général, cette troupe se mit en route par le Simplon (décembre) et, après une halte à Genève, arriva dans les premiers jours de février à Courbevoie, où elle devait être casernée. — Aussitôt après l'avoir passée en revue, le Premier Consul en prescrivit l'accroissement et la réorganisation sur le modèle français (4 avril); elle dut être augmentée d'un bataillon de chasseurs composé de jeunes soldats, ainsi que de deux escadrons de cavalerie et d'artillerie, de manière à constituer un petit corps d'armée². — Pour remplir les cadres de ces nouvelles formations sans attendre une nouvelle levée, il fallait des volontaires, et Lechi fit le voyage de Milan pour venir en chercher. Malgré une emphatique proclamation du ministre de la Guerre à la jeunesse italienne (10 avril), il ne put en trouver qu'avec une extrême lenteur, et la Garde mit près d'une année à se compléter³. — Elle semblait d'ailleurs plus empressée d'imiter les somptueux uniformes que les bons exemples de son aînée, la Garde consulaire. Ses officiers oubliaient volontiers leur service pour les distractions de la capitale, tandis que leurs hommes n'employaient leur ardeur guerrière que dans

1. Livrets de situation du 1^{er} nov. 1803.

2. ZANOLI, I, 14.

3. Melzi à Marescalchi, 23 avril 1804 (Arch. Vienne, 21^v).

des rixes avec l'habitant¹. La surveillance du Premier Consul devait peu à peu faire disparaître ces défauts, communs à toutes les troupes nouvellement formées. — Aussi Melzi, tout en maugréant contre les charges imposées au Trésor par les frais du voyage et le renouvellement de la tenue, avait-il vu sans déplaisir le départ de ce corps privilégié; il eut même l'occasion de s'en féliciter, parce qu'en même temps Bonaparte attachait à sa personne un aide de camp italien, le général Fontanelli, homme sûr, modeste et dévoué², qui pouvait rendre de grands services en raison de sa facilité d'accès auprès du maître:

Si le départ de la Garde italienne pour Paris semblait prévu et indiqué, il n'en était pas de même d'une autre mesure du même ordre, mais de portée beaucoup plus considérable. Au début de septembre, alors qu'il se reposait encore sous les ombrages de Monza, le Vice-Président recevait, à sa grande surprise, un décret consulaire, daté du 27 août³ et prescrivant de mobiliser aussitôt trois régiments, destinés à passer en France et à prendre part, sous les ordres du général Pino, à la grande expédition d'Angleterre. Le Premier Consul voulut bien lui exposer les avantages et les raisons de sa décision; fidèle à son habitude d'évoquer en Italie les souvenirs de l'antiquité classique, il écrivait (5 septembre): « Ce sera avec plaisir que je verrai cet hiver le drapeau italien flotter sur les rives de l'Océan. Cela ne sera pas, à ce que je me souviens, arrivé depuis les Romains⁴. » Quelques jours après

1. *Corr.* IX, N° 8180.

2. *Corr.* VIII, N° 7515; Melzi à Marescalchi, 3 fév. 1804 (*Arch. Vienne*, 24).

3. Texte B. L. 1803, p. 186.

4. MELZI, *Mem.*, II, 185. L'*Exposé de la situation de la République* du 16 janv. 1804 (*Corr.*, VIII, N° 7482) contenait également le passage suivant: « Une division de l'armée de la République traverse en ce moment la France pour aller camper avec les nôtres sur les côtes de l'Océan. Ces bataillons y trouveront partout des vestiges de la patience, de la bravoure et des grandes actions de leurs ancêtres. »

(1^{er} octobre), il ajoutait : « Je vous ai dit la raison qui me porte à avoir un corps italien au camp de Saint-Omer. Vous sentez facilement que ce n'est pas pour avoir 5 ou 6.000 hommes de plus; mais j'y suis porté par deux principaux motifs. Le premier est d'apprendre à l'Angleterre à connaître l'existence de la République; le second est de donner de l'orgueil et de la fierté nationale à la jeunesse italienne, ce qui lui manque pour battre un nombre égal d'Autrichiens¹. » Sans méconnaître la valeur de ces dernières considérations, il est permis de supposer que Bonaparte parlait peut-être avec un dédain un peu affecté du faible contingent appelé à grossir ses effectifs; en 1799 il avait déjà projeté d'adjoindre un bataillon italien à l'armée d'Égypte², et le désir de ne négliger aucune ressource pour frapper le coup décisif entraînait peut-être dans sa détermination pour une part plus grande qu'il ne voulait l'avouer³.

Quoiqu'il en soit, Melzi, attentif à flatter le Président dans toutes les circonstances où il ne pouvait le contredire, s'empressa de lui adresser le témoignage de sa reconnaissance. « J'ai reçu, lui répondit-il (9 septembre), comme un véritable bienfait de votre part l'appel des troupes italiennes destinées par vous à servir sous vos ordres. Nos conscrits deviendront par là rapidement de vrais soldats⁴. » Au fond il se félicitait surtout de les voir passer à la solde de la France et soulager ainsi le Trésor italien⁵; mais ses sentiments, réels ou affectés, furent loin d'être partagés par son entourage.

Les hauts fonctionnaires, seuls représentants de

1. MELZI, *Mem.*, II, 190.

2. *Corr.*, III, N° 2407 (Notes pour la République cisalpine).

3. DESBRIÈRES, *Projets et tentatives de débarquement aux îles Britanniques*, III, 211.

4. MELZI, *Mem.*, II, 186.

5. Lettre à Marescalchi du 9 sept. 1803 (Arch. Vienne, 22).

l'esprit public, se montraient « atterrés » par une mesure dont ils n'apercevaient guère que les inconvénients politiques. Ils venaient de risquer leur popularité à faire aboutir la conscription, parce qu'ils voyaient dans une armée nationale le symbole de l'unité et la condition de la future indépendance : et cette armée, à peine constituée, était aussitôt démembrée, déportée en partie hors du territoire, appelée à servir des intérêts étrangers¹ ! Elle avait déjà perdu la division envoyée à Naples, au moment où ce détachement pouvait compromettre sa solidité ; elle allait voir partir ses éléments les plus actifs pour la France et ne se composerait plus à l'intérieur que de cadres et de dépôts. N'était-ce pas là un plan arrêté pour l'empêcher d'acquiescer, avec la consistance nécessaire à son développement, le sentiment de son unité, de ses devoirs envers la patrie ? — Ce mécontentement se doublait des soupçons, assez justifiés d'ailleurs, qu'inspirait le rôle un peu louche joué par Pino dans toute cette affaire. On le suspectait d'en avoir suggéré l'idée à Bonaparte, pendant le voyage en Belgique, par ambition personnelle, et afin de trouver en Angleterre le butin qu'il avait d'abord espéré à Saint-Domingue ou à Naples². Dans le peuple, les malveillants criaient à la mauvaise foi du gouvernement, qui, pour faire rejoindre les réfractaires, leur avait autrefois promis de ne pas les employer hors du territoire national. Les officiers eux-mêmes semblaient, malgré leur désir de faire campagne, appréhender pour leur amour-propre militaire la comparaison de leurs recrues encore novices avec les vieilles bandes de l'armée française³.

Indifférent aux répugnances comme aux sévérités de

1. MURAT, *Lettres*, II, N° 1159 (note 1).

2. MURAT, II, N° 991 et 1005.

3. Melzi à Marescalchi, 9 sept. 1803 [Arch. Vienne, 22]. Cf. MANTOVANI, 29 sept. et 11 oct. 1803.

l'opinion, Pino était accouru à Milan aussitôt après le décret consulaire (septembre) pour en diriger l'exécution. Sa division devait finalement comprendre trois régiments d'infanterie, un de hussards et une batterie d'artillerie : soit 7.000 hommes ou le tiers de l'armée¹. Il apportait à l'organiser une ardeur qui ne paraissait pas exempte d'illusions, ni même de calculs personnels. « Il s'est tellement échauffé la cervelle pour cette expédition, écrivait Melzi (27 octobre), qu'il s'imagine aller à la conquête du Mexique ou du Pérou². » En attendant, il en escomptait déjà les bénéfices futurs, non pour payer ses dettes, mais pour acheter à crédit des maisons et des propriétés. — Malgré son impatience, sa tâche n'avancait pas au gré de ses désirs. Il lui fallut d'abord attendre le retour de deux bataillons empruntés au corps de Naples, puis combler les vides produits dans les effectifs par les désertions qui avaient suivi la nouvelle du départ, arrêter enfin la composition du haut commandement et des états-majors, pour laquelle il avait reçu carte blanche. Il eut à cet égard une heureuse inspiration : il demanda comme brigadier et obtint du Premier Consul, grâce à l'appui de Melzi, le général Teulié, dont les talents éminents restaient sans emploi depuis la disgrâce où l'avait fait tomber son rôle inconsidéré dans l'affaire Ceroni³. Le général Bonfanti commandait la seconde brigade. — Tous deux se trouvaient entourés d'une pléiade d'officiers d'avenir, attirés par la perspective de faire campagne : les colonels Ballabio et Bertoletti, le chef d'état-major Mazzuchelli, les commandants Palombini et Brunetti, les capitaines Schiazzetti et Jacopetti devaient s'illustrer, à des titres divers, dans les campagnes napoléoniennes. Quelques

1. On en trouvera la composition exacte dans ZANOLI, II, 319. L'effectif total montait à 6.975 hommes, 932 chevaux et 6 canons.

2. Melzi à Marescalchi, 27 oct. 1803 (Arch. Vienne, 22).

3. MELZI, *Mem.*, II, 188 et 190.

mois plus tard (juin 1804), l'état-major de la division allait être complété par un jeune capitaine de 26 ans qu'entourait une naissante réputation littéraire. Après s'être fait mettre en congé à la suite du siège de Gênes, après avoir songé un instant à entrer dans la diplomatie, Ugo Foscolo demandait vainement à reprendre dans l'armée du service actif¹; signalé comme dangereux, en raison « de son immoralité, de sa tête exaltée et de ses principes », il ne voyait sa demande accueillie qu'après un rapport de Marescalchi au Premier Consul, et obtenait enfin d'être nommé aide de camp de Teulié, qui devait bientôt (18 avril 1805) rendre un hommage public à sa valeur².

Après deux mois de préparatifs, la division italienne, concentrée d'abord dans l'Agogna, fut solennellement passée en revue sur le Foro Bonaparte (10 novembre); elle se mit en route le 15, divisée en sept colonnes qui se suivaient à un jour d'intervalle³. Elle devait se

1. Détaché avec son grade au ministère de la Guerre, Foscolo avait été suspendu de ses fonctions (24 janv. 1802) à la suite d'une rixe avec la police, au cours d'une descente dans une maison de jeu. Le 21 avril 1803, Melzi envoyait à Marescalchi (Arch. Vienne, 24) un rapport du ministre de la Guerre proposant de rappeler Foscolo à l'activité et de l'envoyer comme capitaine à l'état-major; le 9 mai Marescalchi répondait (Arch. Vienne, 32) que le Premier Consul s'en remettait au Vice-Président de la décision à prendre, en lui laissant le soin de juger si l'intéressé s'était calmé avec les années et s'il était prudent de le faire venir en France. Le 19 juin suivant, un certain Pagliari, capitaine adjoint à l'état-major de Murat, lui écrit (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*, 1803) : « J'ai l'honneur de vous informer que le citoyen Foscolo, Grec, vient de partir cette nuit pour Paris; j'ignore le motif qui peut l'avoir déterminé à ce voyage, mais son immoralité, sa tête exaltée et surtout ses principes me portent à croire qu'il ne serait pas inutile de le soumettre à la plus sévère surveillance. » Le 10 juillet 1804 Marescalchi signale de Paris le passage de Foscolo, dénoncé par Murat comme ayant écrit contre les Français. Il en parle à l'Empereur et, pour plus de sûreté, fait conseiller à Foscolo de rejoindre au plus tôt sa division.

2. « J'ai fait payer au capitaine adjoint Ugo Foscolo 1.200 livres pour la perte de son cheval... Il sert avec zèle. Je lui ai confié maintenant la police de 900 hommes qui se sont embarqués et je n'ai qu'à m'en louer. » (Lettre de Teulié au ministre de la Guerre, 18 avril 1805. Arch. Milan, 24).

3. *Corr.*, VIII, N° 7222, 7302 et 7325.

diriger d'abord sur Paris par le Simplon, dont elle inaugurerait la route. — Une série de disgrâces marquèrent ses premières étapes, prélude de celles qui devaient conduire les « habits verts » à travers l'Europe. L'approche de la frontière amena une recrudescence de désertions parmi les conscrits; au passage des Alpes, effectué en pleine neige, Pino, s'étant cassé la jambe en tombant de cheval, dut céder le commandement à Teulié et revenir tristement à Milan, après avoir vu tous ses rêves de gloire interrompus par ce ridicule accident. Ce fut ensuite une épidémie de gale qui envoya tant d'hommes aux hôpitaux qu'un seul régiment en perdit près de 400¹. — Coupée par de fréquentes haltes, la marche continua pourtant par Brigue, Genève et Troyes, et le 12 janvier au matin, la division faisait, musique en tête, son entrée à Paris. Pour relever son moral et se rendre compte de son instruction, Bonaparte la passa en revue le dimanche suivant (15) dans la cour du Carrousel. Il circula d'abord dans les rangs, conversant avec les soldats en mauvais italien, mais avec « la plus grande douceur », commanda ensuite la manœuvre, se fit présenter les officiers que « ses manières obligeantes pénétrèrent de reconnaissance, » et remit enfin aux régiments leurs drapeaux, accompagnés d'une de ces brèves harangues qui électrisaient les troupes. Une immense acclamation de : « Evviva Bonaparte ! » répondit à ses paroles et termina la cérémonie, qui avait duré trois heures².

Les fêtes étaient à peine terminées que les fatigues recommencèrent; la division, partagée d'abord entre Valenciennes, Cambrai et la Fère, ne rejoignit que le 1^{er} avril Saint-Omer et Calais, où elle devait s'installer définitivement et faire flotter enfin le drapeau tricolore italien sur les côtes de l'Atlantique. Les désertions et la

1. DESBRIÈRES, *op. cit.*, III, 427.

2. *Giornale italiano* du 28 janvier 1804.

maladie l'avaient réduite à 6.000 hommes. Malgré les éloges de complaisance accordés par les gazettes officielles à sa « conduite exemplaire¹ », sa présence parut d'abord incommode aux habitants, auxquels elle laissa le souvenir d'une troupe indisciplinée, pillarde et brutale². Mais son instruction militaire, stimulée par l'émulation, accomplit d'assez rapides progrès pour lui permettre de rivaliser avec les vieux régiments français, et pour lui valoir les éloges mérités des généraux Soult et Margaron, sous les ordres desquels elle était placée³.

Tout en se préparant à une expédition dont la date semblait reculer toujours, elle assista aux grands spectacles que lui ménageaient les événements politiques : et tout d'abord à l'élévation au trône du Premier Consul. Sollicité de lui prêter serment comme ses collègues français, Teulie s'y refusa en raison de sa nationalité, mais lui envoya une adresse où il l'engageait à « prendre la couronne que Charlemagne prit autrefois au Vatican ». — Bientôt on annonça à la division la visite du nouvel Empereur. Un jeune officier d'état-major en a laissé un récit assez vivant pour être reproduit⁴. Il raconte comment le 6 août, à 5 heures du matin, Napoléon arrive, au cours d'une inspection, devant le front du régiment de hussards italiens : « Tout
« le monde pied à terre !... L'Empereur se transforme
« en sous-inspecteur aux revues. Il a sur la tête un
« chapeau sans bordure, tout fripé ; un habit de simple
« soldat ; deux épaulettes de colonel ; mais quelles
« épaulettes ! On jurerait qu'elles datent de Louis XIV.

1. Lettre datée de Valenciennes le 23 mars 1804 et reproduite dans ROVATI.

2. NICOLAY, *Napoléon au camp de Boulogne* (Paris, 1906), p. 117.

3. Ordre du jour du général Margaron du 27 messidor-15 juillet 1804, contenant des éloges à l'adresse de la 1^{re} légère italienne (Arch. Milan, 44).

4. *Tre lettere inedite del cavaliere ERMOLAO FEDERIGO* (1772-1850), publiées à l'occasion des noces Folco-Clementi, Vicence, 1884, pp. 21-23.

« Il interroge les capitaines : Combien de soldats sous
 « les armes ? — 80 ; et il les compte un à un. — Combien
 « à l'hôpital, combien en détachement ? Quel est le
 « meilleur de la compagnie ? Combien compte-elle de
 « vieux soldats ? Puis il s'entretient avec les hommes.
 « Hélas ! Ils laissent échapper de fatales vérités. L'un
 « d'eux se plaint d'avoir été bâtonné, un autre d'avoir
 « dû payer son pantalon sur sa solde... L'Empereur
 « les écoute tous avec une patience infinie. — Colonel,
 « pourquoi fait-on des retenues aux soldats ? Je vous
 « l'interdis absolument. Ce n'est pas à vous de faire
 « la loi. — Ses yeux tombent sur un sous-inspecteur
 « aux revues françaises, qui n'a rien à faire avec notre
 « division. — C'est égal. — Sous-inspecteur, vous réu-
 « nirez demain le conseil d'administration de ce régi-
 « ment. Vous reverrez la comptabilité des deux der-
 « nières années et vous m'en ferez rapport. — Comment,
 « colonel, vous permettez qu'on bâtonne les soldats ?
 « Je vous l'interdis absolument. Les Italiens ne sont
 « pas des Allemands. » Le colonel veut se justifier ;
 « mais il balbutie et se met presque à pleurer. Très
 « en colère, l'Empereur lui tourne le dos : « Ce régi-
 « ment est mal mené, ce régiment est mal mené. » Puis
 « il parcourt ainsi tous les rangs, et arrivé au dernier,
 « il remonte à cheval et s'éloigne au galop. » Quelques
 jours après, il devait confirmer ses critiques dans une
 lettre à Melzi (13 août) mais en ajoutant que si l'admi-
 nistration du régiment laissait à désirer, les hommes
 montraient de la bonne volonté¹.

Un grand spectacle militaire fit bientôt oublier à la
 division italienne les sévérités impériales. Elle se vit
 appelée à Boulogne pour y assister (16 août) à cette
 distribution des croix de la Légion d'honneur qui laissa
 à tous les assistants une ineffaçable impression et fut

1. MELZI, *Mem.*, II, 219.

probablement une des cérémonies les plus enivrantes du siècle. Formée en masse serrée, elle prit place entre la division Partouneaux et les troupes de la marine dans ce colossal amphithéâtre humain au centre duquel l'Empereur, en présence de 100.000 hommes et au roulement de 1.800 tambours, proclama les noms et reçut les serments des nouveaux légionnaires. Aux émotions de cette solennité s'ajouta pour elle l'orgueil de voir son chef et ses principaux officiers compris dans la promotion, traités en égaux de leurs collègues français, unis à eux par la communauté des mêmes honneurs¹.

Rentrée après dans ses cantonnements, elle y retrouva la monotonie d'un service ingrat et continua à s'exercer sans combattre. Quelques escarmouches insignifiantes contre les frégates anglaises ne permirent aux Italiens que de montrer leur courage individuel. Quand l'expédition fut définitivement ajournée, ils eurent la douleur de voir partir sans eux leurs compagnons d'armes pour la grande guerre (septembre 1805) et de rester à la garde des côtes de la Manche ; ils ne devaient les quitter qu'en 1806.

Si leur séjour en France ne leur avait pas fourni l'occasion de s'illustrer, ils devaient du moins en sortir transformés. — Tout d'abord l'existence active des camps, au milieu de manœuvres incessantes, dans l'attente d'un embarquement toujours imminent, au contact des troupes les plus aguerries du monde développaient naturellement en eux l'habitude des marches, l'entraînement aux fatigues, l'esprit militaire, en un mot la pratique de leur rude profession. — Leur évolution morale avait été plus rapide encore que les progrès de leur instruction technique. Arrachés brusquement à toutes les influences de famille et de localité, réunis autour du

1. Description et plan de cette cérémonie dans ZANOLI, II, 23 et 423.

drapeau qui devenait désormais leur seul centre de ralliement, ils s'accoutumèrent à voir en lui le symbole de la patrie absente; transplantés dans un milieu étranger, ils prirent conscience de leur nationalité au contact d'une autre population; jetés dans une grande lutte européenne, ils furent pour la première fois mis à même de connaître les généreuses passions qui exaltent un peuple indépendant et d'éprouver la nécessité d'une armée pour le défendre. — Leur patriotisme, si lent à s'éveiller, trouvait enfin réunies les conditions de développement qui lui avaient manqué en Italie. Chez tous, il s'épurait et se fortifiait; chez quelques-uns, il atteignait une hauteur de vues dont les lettres précédemment citées apportent un curieux témoignage. Répondant aux observations d'un ami de Milan, l'auteur lui écrivait¹ : « Je te dirai que comme Italien, j'attache une
 « grande importance à cette expédition pour le sort de
 « mon pays; car il est sûr qu'à la paix générale on fera
 « mention de la République italienne, et ce sera grâce
 « à cette pauvre division, qui est pour vous autres un
 « objet de compassion, d'envie et de calomnie ... Ne nous
 « plaignez pas tant, car quelle que soit l'issue des évé-
 « nements, l'Italie aura gagné en France beaucoup de
 « réputation et ses soldats auront perfectionné leur ins-
 « truction. Que ne sont-ils 100.000 au lieu de 6.000 ! J'ap-
 « prouve toujours ce qui peut contribuer à faire de bons
 « soldats des Italiens et je crois que ce doit être là la
 « pensée favorite de tout bon Italien. Qu'importe de
 « servir l'intérêt de celui-ci ou de celui-là ? Ce qu'il
 « faut, c'est apprendre la guerre, seul métier qui puisse
 « nous rendre libres... Je sers ma patrie quand je
 « l'apprends; et quand je servirais le Turc, ce serait la
 « même chose. Notre République tirera certainement
 « plus de réputation et plus de gloire de ses quelques

1. *Tre lettere inedite del cavaliere ERMOLAO FEDERIGO*, p. 17.

« soldats que de toutes les séances du Corps législatif. « Nous sommes encore trop jeunes pour penser à la liberté. Pensons à être soldats, et quand nous aurons cent mille baïonnettes, nous pourrons parler. » Dans cette lettre empreinte d'une telle maturité politique, il y avait, avec la manifestation d'un nouvel état d'esprit, inconnu encore des politiciens de Milan, comme un obscur pressentiment de l'avenir. Si l'on en relit la première partie, l'esprit se reporte, par une involontaire association d'idées, aux arguments par lesquels Cavour devait cinquante-trois ans plus tard, justifier l'expédition de Crimée, condamnée par l'opposition comme indifférente aux intérêts sardes, mais destinée à ranger le Piémont parmi les grandes puissances et à lui permettre de faire entendre sa voix dans les conseils de l'Europe.

Pendant que la « division des côtes de l'Océan » se formait au métier des armes, l'armée tout entière, que la désertion avait en six mois réduite de 22 à 17.000 hommes, complétait ses effectifs par l'appel de 6.000 recrues, dont un tiers pris sur le contingent annuel, un sixième sur chacune des quatre classes antérieures. Cette seconde levée, votée par le Corps législatif le 27 mars 1804¹, réglementée par un décret ultérieur (7 juin), terminée en octobre, présenta, quoique à un bien moindre degré, les mêmes lenteurs et les mêmes péripéties que la précédente : au début, des fraudes et des omissions de toute sorte dans l'établissement des listes communales; aussitôt après l'ordre d'appel, une panique générale parmi les jeunes gens², éperdus à l'idée de ser-

1. B. L. 1804, p. 188.

2. La lettre suivante de Venetie (18 juillet 1804) peut donner une idée de l'effet produit dans les campagnes par la circonscription : « Après toutes les calamités qui nous affligent, il ne manquait plus que la conscription pour apporter le désespoir dans ces régions, et comme conséquence l'émigration, non seulement des jeunes gens, mais encore de toute la population mâle. Nos campagnes vont rester

vir peut-être hors d'Italie, un irrésistible mouvement d'émigration dans les districts montagneux de la frontière; l'emploi inutile des moyens de persuasion, le zèle inégal des préfets, l'abus des proclamations officielles; et enfin, comme résultat final après deux mois d'efforts, (août) 3.500 conscrits sur 6.000 sous les drapeaux¹. — Pour faire rejoindre les autres, il fallut encore envoyer des gendarmes et des soldats les saisir dans leurs demeures, les amener enchaînés jusqu'aux dépôts, réprimer à main armée quelques échauffourées, accorder aux réfractaires une amnistie dont le terme dut être prorogé deux fois (18 septembre, 15 octobre)², aller enfin reprendre chez leurs parents ceux qui, à peine enrégimentés, y étaient rentrés sans être inquiétés. — Quelques constatations encourageantes vinrent heureusement atténuer l'impression laissée par ces difficultés. Dans l'ensemble, la conscription avait rencontré moins de résistance que l'année précédente, et pas plus peut-être que dans la France consulaire³; plus de 200 volontaires s'étaient présentés spontanément. Quelques jeunes gens des premières familles, tels que le duc Pompeo Litta ou le secrétaire particulier de Melzi lui-même, avaient obéi à l'ordre d'appel sans se faire remplacer, afin de donner l'exemple de l'obéissance à la

désertes si le gouvernement n'y pourvoit pas. Il a malheureusement manqué de bonne foi en envoyant les conscrits de l'an passé en France; aussi tous cherchent-ils à échapper au régiment. Le bruit s'étant répandu qu'à défaut des conscrits désignés on prendrait pour les remplacer les hommes présents dans la maison, il s'en est suivi une panique générale. Du dimanche soir au lundi à midi, les femmes et les vieillards étaient rassemblés en pleurs sur les rives de l'Adige (frontière autrichienne), que les hommes cherchaient à traverser, soit avec des radeaux de fortune, soit sur des barques enlevées aux douaniers, soit même à la nage. » (*Fonds Rangoni*).

1. Rapport du ministre de la Guerre au Vice-Président (Arch. Milan, Guerre 783).

2. B. L. 1804, pp. 809 et 855.

3. En France même 64.000 conscrits seulement sur 82.000 avaient rejoint et sur ce nombre 14.000 désertèrent presque aussitôt (*Corr.*, IX, N° 8132).

loi¹. — Enfin le résultat auquel on visait avait été finalement obtenu : au 15 novembre, après la clôture des opérations de levée, l'armée italienne comprenait dans ses cadres l'effectif le plus élevé qu'elle eût encore atteint : 24.593 hommes répartis entre les trois divisions de Naples, des côtes de l'Océan et de l'intérieur. Dans ce nombre figurait un bataillon de vétérans dont on avait décrété l'institution (23 juillet 1804), pour ne laisser aucune ressource inemployée. Il se composait d'officiers et de soldats des armées d'ancien régime qui avaient perdu la vigueur physique nécessaire aux opérations actives, mais qui pouvaient être utilement employés dans le service de place.

L'armée perdait son chef suprême (13 août 1804) au moment même où elle recevait ses nouvelles recrues. Ce fut le dernier événement important de son histoire sous la République. Trivulzi, reconnu comme insuffisant, croyait pourtant garder son poste parce qu'aucun autre général ne paraissait assez capable ou assez influent pour le supplanter. C'était compter sans Pino qui, revenu à Milan après son accident, employa ses loisirs forcés à intriguer contre son ministre, à l'insu du gouvernement italien, et parvint à distance à capter par ses protestations de dévouement la confiance de Napoléon. Celui-ci avait été très défavorablement impressionné par les lacunes relevées dans l'organisation de la division du camp de Boulogne; sans que rien pût faire prévoir à Milan sa détermination, il annonça un jour au Vice-Président qu'il venait de faire permuter Pino avec Trivulzi. — Le choix n'était pas des plus heureux et Melzi, personnellement froissé des circonstances qui l'avaient accompagné, en fit ressortir en fort bons termes les inconvénients. Le général Pino, écrivait-il (23 août), a « de l'énergie sans doute, mais elle est de

1. Dépêche de Moll du 26 septembre 1804; *Giornale Italiano* du 27.

telle nature que, si Trivulzi trainait péniblement la machine, lui la culbutera en très peu de temps si on le laisse faire¹ ». Les débuts du nouveau ministre ne démentirent qu'à moitié ces prévisions pessimistes. Tandis qu'il faisait changer à grands frais les uniformes², son activité brouillonne aggravait, au lieu de les supprimer, les désordres financiers de son administration. Jusqu'à son remplacement (1806), Napoléon put reprocher à l'armée italienne de coûter deux fois plus cher, par rapport à sa force numérique, que l'armée française.

IV

Elle ne devait pas avoir comme compensation l'occasion d'éprouver sa valeur dans la défense du sol national. Bien que les hostilités continuassent toujours avec l'Angleterre, les populations en souffraient si peu qu'elles s'en apercevaient à peine et qu'après s'en être beaucoup effrayées, elles en arrivaient à considérer l'état de guerre comme un état normal. — Les Anglais continuaient leur croisière sur les côtes de l'Adriatique, mais avec des forces insuffisantes pour y exercer un blocus effectif ou y empêcher même le commerce de cabotage. A plus forte raison ne s'aventuraient-ils pas sur un littoral, peu propice d'ailleurs aux débarque-

1. MELZI, *Mém.*, II, 222.

2. Dépêche de Moll du 10 sept. 1804. « Au reste, déclarait celui-ci dans une dépêche postérieure (18 avril 1804), Votre Excellence sait que les troupes italiennes, étant un composé de conscrits des deux premières classes, de Polonais, d'émigrés révolutionnaires napolitains, romains, vénitiens, de Français, de déserteurs autrichiens ne sont pas très formidables ; que l'organisation militaire, très dispendieuse et dilapidatrice, est encore dans son enfance et ne pourra certainement faire de grands progrès sous un ministre de la Guerre tel que le général Pino et d'une grande partie de ses subalternes. Votre Excellence sait que les éléments hétérogènes qui forment l'armée italienne n'ont point d'esprit de corps et se haïssent entre eux. » (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1804).

ments ; quand ils s'y risquèrent, pour piller les magasins de Cervia (décembre 1803), quelques conscrits suffirent à les repousser ¹. Bientôt ils eurent eux-mêmes à se défendre contre les entreprises des corsaires italiens : une de leurs frégates reçut, au cours d'un petit combat devant Rimini (juin 1804), des avaries assez graves pour l'obliger à fuir jusqu'à Trieste ². — En réalité, ils ne donnaient de l'inquiétude au gouvernement que par les manœuvres de leurs émissaires, qui se bornaient pourtant à écrire sur les murs des inscriptions séditieuses, ou à faire passer à Londres, par l'intermédiaire d'un certain Zanoni de Vérone, des renseignements sur l'armée française. Ces intrigues ne paraissaient redoutables qu'en raison du mystère qui les enveloppait ³. Le gouvernement n'avait d'autre ressource, pour combattre cette propagande, que de stimuler le zèle des journalistes et des poètes officiels : un grave magistrat, Sopransi, soumettait au jugement du public une virulente *Imprecatio iambica in maritimum Anglorum tyrannidem* ⁴.

Si la guerre n'apportait que peu de dommages à la République, elle avait indirectement servi ses intérêts en l'entraînant, sur mer comme sur terre, à compléter ses armements et à jeter les bases de ses futures institutions maritimes. Au cours de 1803, des règlements furent édictés pour la guerre de course ; un capitaine de vaisseau chargé de présider à la défense du littoral ; enfin un matériel naval constitué, comme on l'a vu, par le décret du 8 septembre qui consacrait 4 millions à cet objet ⁵. Sans doute les deux frégates *Prési-*

1. Déclaration de Melzi à Moll du 8 janv. 1804 (dépêche de Moll du 11).

2. ZANOTTI, 18 juil. 1804 ; *Nouvelles de Leyde* du 24.

3. Rapport de Jacob (*Notices et Documents*, p.).

4. MANTOVANI, 2 fév. 1804.

5. ZANOLI, I, 14 et 133 ; rapport de Melzi au Premier Consul (juil. 1803) sur l'organisation d'un conseil des prises (AFIV, 1708).

dent et Ville-de-Milan offertes à Bonaparte et construites dans les ports français avaient été, aussitôt après leur achèvement (février 1804), expédiées aux Antilles (mai), qu'elles parvinrent à ravitailler (novembre) avant de tomber elles-mêmes entre les mains des Anglais (mai 1805)¹ ; mais les douze chaloupes canonnières qui devaient les accompagner étaient restées sur les côtes de l'Adriatique et devinrent le noyau d'une flotte puissante, constituée après l'annexion de Venise (1806).

Rassurée contre l'éventualité d'une agression anglaise, l'opinion publique, toujours obsédée par le souvenir de l'invasion de 1799, reportait ses appréhensions sur l'attitude de l'Autriche. Murat les avait prématurément justifiées en dénonçant fort à la légère de prétendus armements en Tyrol, et en répétant en toute occasion, comme s'il y était officieusement autorisé : « J'ai dit à mon beau-frère qu'il devrait effacer la tache d'avoir livré les Vénitiens à l'Autriche². » On concluait de ces propos inconsidérés, tantôt que le Premier Consul se préparait à « républicaniser » Venise, tantôt que l'Empereur profiterait de la guerre pour envahir la Lombardie : suppositions aussi peu fondées l'une que l'autre, et dont la seconde se trouva démentie par la mission secrète de l'adjudant-général Roy, envoyé au delà de l'Adige à la recherche de concentrations de troupes imaginaires³.

Soit qu'il eût été intimidé par des menaces⁴, soit

1. *Corr.*, VIII, N° 7742 ; IX, N° 8209 et 8713 ; *Nouvelles de Leyde* des 29 janv. et 12 mars 1805.

2. Déclaration de Melzi à Moll du 15 juillet 1803 (dépêche de Moll du 30).

3. Déclaration de Melzi à Moll du 27 juin 1804 (dépêche de Moll du 9 juillet).

4. Dans une entrevue avec Moll (8 janv. 1804), Melzi lui parlait « d'une fausse démarche de la Bavière qui avait failli déchaîner la guerre ». Or dans une lettre adressée à d'Antraigues par sa correspondante de Paris, celle-ci racontait que l'électeur de Bavière avait dénoncé à Paris les armements de l'Autriche. Talleyrand aurait alors donné à Champagny l'ordre de déclarer à Vienne que, si l'Empereur envoyait

qu'il se sentit paralysé par son impuissance militaire, le cabinet de Vienne, soucieux avant tout de maintenir la paix, conservait dans ses rapports avec la République italienne la correction et même la courtoisie d'attitude qu'il avait adoptée dès le début des hostilités. A Vérone, partagée, comme on le sait, entre les deux territoires, c'était un assaut continu de politesses entre les autorités impériales de la rive droite d'une part, le commandant de place Gardanne et le préfet Mosca d'autre part. L'archiduc Jean, étant venu inspecter la partie autrichienne de la ville, y reçut la visite de l'état-major français, qu'il retint à diner, et la lui rendit sur l'autre rive de l'Adige, où il se vit rendre par la garnison des honneurs royaux¹. Témoin de ces démonstrations, Melzi ne pouvait que s'en réjouir, car il y voyait un acheminement vers la réalisation de ce rêve d'alliance franco-autrichienne auquel l'insuccès de sa récente tentative ne l'avait pas fait renoncer. — Son optimisme se trouvait toutefois ébranlé par ses inquiétudes croissantes sur Venise. Malgré leurs efforts tardifs pour ranimer le commerce de la ville par l'ouverture d'un port franc (1^{er} août 1804), les Autrichiens y voyaient leur impopularité grandir chaque jour, le peuple insulter leurs officiers dans les rues, les émissaires anglais travailler par-dessous main à réveiller l'esprit d'indépendance². Il y avait là un foyer d'agitation dangereux pour la sécurité extérieure de la République.

Aussi n'était-ce pas vers l'est, mais vers le sud que Melzi rêvait maintenant de reculer les frontières de la

un soldat de plus en Italie, la Vénétie serait aussitôt envahie par 60,000 Français. Sur l'origine et la nature de cette correspondance cf. L. PINGAUD, *Le Comte d'Antraigues*, chap. VI.

1. *Nouvelles de Leyde* du 10 juillet 1804. Cf. MURAT, II, N° 1135.

2. Lettre de Melzi à Marescalchi 10 août 1803 (Arch. Vienne, 31). « Il semble avéré que les Anglais rencontrent la plus grande faveur en Vénétie en flattant la nation dans sa manie dominante de rétablir l'ancienne République ». Mêmes déclarations à Moll le 3 octobre 1803.

République. L'annexion de Parme, vainement poursuivie l'année précédente, lui semblait toujours indispensable à la République, « plus urgente même, disait-il, que la conservation des autres parties du territoire actuel ». Marescalchi ne perdait pas de vue cette question, que la mort du roi d'Étrurie (27 mai 1803¹) semblait avancer par l'extinction de la descendance du dernier duc régnant. Bonaparte avait déjà fourni de lui-même une combinaison propre à la résoudre, en insinuant que peut-être il renoncerait à ces États, moyennant 40 millions pour son trésor épuisé¹. Ce fut sur cette base, mais en réduisant à 30 millions le chiffre indiqué, que le ministre rédigea ultérieurement un projet d'achat (13 oct. 1803), porté à Milan par Jacob.

Melzi n'eut garde de laisser échapper l'occasion. Rassemblant tout ce qu'il pouvait trouver d'énergie au fond de son âme découragée, il adressa à Bonaparte (5 novembre)² une lettre dans laquelle il présentait, avec son offre d'indemnité, sa demande d'annexion, rappelait les espérances données à ce sujet à Lyon, insistait sur l'heureux effet produit par l'annonce d'un accroissement territorial, et finissait, selon sa tactique habituelle, par s'en remettre à la bonté plus encore qu'à la justice du Président. Il prescrivit en même temps à Marescalchi d'appuyer cette requête officielle par de pressantes sollicitations orales : « Je vous le dis en vérité, écrivait-il, que si Parme nous échappe, personne ne croira plus à la parole consulaire ; et à l'heure actuelle, je suis presque le seul à y croire³. » Malgré ce ton un peu désabusé, il semblait garder confiance dans l'issue de la négociation.

Il fut peu à peu détrompé. Bonaparte, décidé sans

1. Marescalchi à Melzi, 17 avr. 1803 (Arch. Vienne, 8).

2. MELZI, *Mem.*, II, 195.

3. Lettre de Melzi à Marescalchi (5 nov. 1803, Arch. Vienne, 22) reproduite, mais incomplètement dans MELZI, *Mem.*, II, 606.

doute dès ce moment à garder Parme, ou plutôt à ne le vendre qu'à un bon prix, fit à cette ouverture, d'abord oralement, puis par écrit (25 novembre)¹, une réponse évasive. Sans doute il reconnaissait que « Parme et Plaisance convenaient bien à la République italienne » ; mais ces territoires faisaient déjà l'« objet d'une négociation » et représentaient à ses yeux un « moyen de paix » dont il ne pourrait se défaire qu'en retour d'une « compensation » considérable en argent. — C'était indiquer clairement qu'il attendait une surenchère : l'état du Trésor ne permettait pas à Melzi de la proposer. Désespérant du succès d'un emprunt, mais rebelle à l'idée d'abandonner définitivement son projet, celui-ci chercha une autre solution et « supplia » le Premier Consul d'examiner au moins la possibilité d'un échange dont les éléments seraient formés, soit par les districts montagneux des Apennins, soit même par les anciennes Légations, si lentes à se fondre avec le reste du pays². — Ce n'était pas là ce que désirait Bonaparte. Il laissa tomber cette suggestion, ainsi que les insinuations ultérieures de Marescalchi³, et garda pour lui, après avoir songé un instant à les ériger en principauté pour son beau-frère Borghèse⁴, les provinces qui eussent si heureusement complété la République.

Presque aussitôt après, Melzi se vit distrait de sa déconvenue par une intrigue assez insignifiante en elle-même, mais dont les précédents et les auteurs lui parurent un instant de nature à retenir son attention. La reine Marie-Caroline de Naples n'avait jamais pu se résigner à l'existence de l'État cisalpin, qu'elle croyait, non sans quelque vraisemblance, destiné à « devenir

1. MELZI, *Mem.*, II, 197.

2. MELZI, *Mem.*, II, 201-202.

3. Marescalchi à Melzi, 15 janv. 1804 (Arch. Vienne, 31).

4. D'après une lettre de l'« amie de Paris » à d'Antraigues (29 déc. 1803).

italique de poupe à proue¹ » ; pour le détruire et pour chasser les Français, elle sembla même un instant compter sur Melzi qui, au début de sa vice-présidence, reçut d'émissaires secrets des ouvertures fort claires, accompagnées de proclamations tout imprimées et signées de son nom². La correction de son attitude découragea ces tentatives, auxquelles succédèrent, une année plus tard, les plaintes continuelles portées par les autorités napolitaines, soit contre l'occupation franco-italienne des Calabres, soit surtout contre les abus de pouvoir assez justement reprochés au général Lechi³. — Ce fut de la part de ce dernier qu'un certain capitaine Marulli, commissaire du gouvernement auprès de sa division, vint un jour apporter au premier ministre Acton d'assez singulières révélations. D'après ce personnage, Lechi se serait déclaré revenu des principes démocratiques, qu'il professait autrefois, et lassé du joug des Français, qu'il détestait en secret. A l'exemple de beaucoup de ses camarades et compatriotes, il n'aspirait qu'à voir sa patrie soumise à un gouvernement monarchique assez fort pour être indépendant des puissances voisines. Le roi des Deux-Siciles lui paraissant seul remplir ces conditions, il lui offrait ses services, lui proposant de marcher sur le Milanais avec leurs forces réunies, d'en chasser les Français dispersés, avec le secours d'une insurrection populaire toute prête à éclater, et de placer la couronne de Lombardie sur la tête du prince-héritier de Naples⁴.

1. Lettre à Gallo du 2 nov. 1803 (*Correspondance inédite de Marie-Caroline*, II, 430).

2. Déclarations de Melzi à Moll du 15 janv. 1804 (Dépêche de Moll du 19).

3. *Correspondance inédite de Marie-Caroline*, II, 491 et lettre de Marescalchi à Melzi, 10 juil. 1804 (Arch. Vienne, 8).

4. Sur toute cette intrigue, restée d'ailleurs assez obscure, voir : MELZI, *Mem.*, II, 621, 623 ; *Corr.*, VIII, N° 7252, 7259 et 7302 ; les lettres de Cacault, ministre à Naples, des 16 sept., 17 oct., 6 et 30 déc. 1802 (*Aff. Étr. Corr. Naples*, 129) et enfin les lettres citées de Marie-Caroline.

Si ce projet eût présenté la moindre chance de succès, Marie-Caroline l'aurait adopté d'enthousiasme, comme elle ne faisait nulle difficulté de l'avouer, pour réaliser enfin l'objet suprême de sa politique. Mais elle n'y vit qu'une entreprise chimérique conçue par un personnage fort suspect et peut-être un piège tendu à ses rancunes¹. Tout en se refusant à « mordre à l'hameçon », elle voulut au moins tirer parti de ces révélations, et se donna le mérite de les dénoncer au Premier Consul qui, à son grand étonnement, ne parut pas lui savoir gré de cette preuve de loyauté (novembre). — En même temps Lechi, ayant probablement eu vent de ce qui se passait, accourut à son tour à Milan pour aller au-devant de l'accusation qui pesait sur lui et dénoncer Marulli comme l'auteur des propositions séditieuses qui lui étaient reprochées ; il prétendit ne l'avoir écouté que pour le forcer à se découvrir davantage. Mis au courant de ces deux versions, Bonaparte se refusa à prendre au sérieux ces « pitoyables intrigaileries », destinées peut-être à détourner son attention des armements opérés en Calabre, et se montra pleinement rassuré, soit sur la tranquillité de l'Italie, soit sur la fidélité de Lechi. — D'une enquête plus approfondie, il devait ressortir que toute cette affaire avait été imaginée par Marulli pour en tirer un bénéfice pécuniaire, et exploitée par Lechi pour trouver un prétexte à venir à Milan et un moyen de se faire rappeler de Calabre, où ses prévarications le rendaient odieux. Elle n'en avait pas moins aggravé fort inutilement les soucis et les inquiétudes du Vice-Président.

1. « Si j'avais vu une probabilité ou une chance de réussite, et de succès, je n'aurais certainement pas hésité à accepter la proposition. Seule, la certitude absolue que j'avais de l'impossibilité de la réussite m'a fait opiner dans ce sens... » (Lettre à Gallo du 19 déc. 1803. *Correspondance inédite de Marie-Caroline*, II, 438).

V

Au même instant, Melzi se trouvait en effet aux prises avec de graves questions de politique intérieure; il avait déjà travaillé à les résoudre l'année précédente, mais il les sentait toujours prêtes à renaître, parce qu'elles tenaient à un ensemble d'événements qu'il ne pouvait ni modifier, ni prévenir. — La plus importante était celle de la sécurité publique, si compromise lors de l'avènement du nouveau régime, si péniblement rétablie depuis par l'emploi de tribunaux criminels extraordinaires, l'organisation d'une gendarmerie, l'enrôlement forcé de tous les vagabonds dans la « Légion italienne ». Ces mesures de rigueur, plus propres à combattre les progrès de la criminalité dans ses effets que dans ses causes, étaient devenues insuffisantes avant d'avoir produit leur plein effet, car la conscription renforçait l'armée du crime en jetant hors de la vie régulière des centaines de déserteurs et d'insoumis. A l'automne de 1803, la tranquillité publique ne semblait pas mieux assurée qu'une année auparavant. Les routes partant de la capitale, surtout celles de Côme et de Turin, infestées de brigands qui assaillaient les voyageurs et les courriers et arrêtaient régulièrement les diligences; sur l'autre rive du Pô, les agressions nocturnes désolant les petites villes de la Romagne; plus loin, sur l'extrême frontière, la minuscule République de Saint-Marin saccagée et rançonnée par une bande armée que commandait un déserteur : tels étaient les pénibles incidents qui défrayaient alors la chronique milanaise¹. — Pour y mettre un terme, le

1. Dépêches de Taglioretti du 27 août 1803, (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391); de Cattaneo du 4 mars 1804 (Arch. Gênes, *Corr.*, Milan, 30); de Moll du 25 juillet; lettre de Melzi à Marescalchi du 29 déc. 1803 et MANTOVANI, *passim*.

gouvernement se vit forcé de multiplier les mesures de défense sociale. Il lui fallut successivement : rétablir (30 janvier 1804)¹, un an après leur suppression (10 janvier 1803) les tribunaux d'exception, punissant de mort les meurtres et les vols à main armée ; édicter par une loi spéciale (25 février)² des peines particulièrement rigoureuses contre l'homicide, les coups et blessures, les vols simples et qualifiés ; instituer (25 avril)³, à côté des établissements de travaux forcés pour les condamnés, des maisons de travail volontaire pour les miséreux ; réorganiser complètement (13 octobre) la Gendarmerie, dont la force était portée à deux régiments et une compagnie d'élite, et l'effectif à 1.941 hommes ; mettre en vigueur (15 octobre) un règlement très sévère sur le contrôle des étrangers ; procéder enfin à de fréquentes battues dans les campagnes ou à des arrestations en masse dans les villes. Plus de 7.000 individus furent jugés au criminel pendant la seule année 1804. L'énormité de ce chiffre montrait combien le mal était profondément enraciné dans la République⁴.

Pour l'extirper complètement, il eût fallu, au prix de longs et patients efforts, améliorer les conditions économiques du pays. Dans cet ordre d'idées, Melzi réussit à faire disparaître une cause sérieuse d'agitation matérielle et de discorde entre les classes. Le singulier régime imposé par le Premier Consul à la circulation des céréales ne contentait ni les consommateurs, ni les producteurs ; les uns savaient peu de gré au gouvernement de son intervention, et les autres ne lui pardonnaient pas de limiter leurs bénéfices au moment où il redoublait d'exigences fiscales à leur

1. B. L., 1804, p. 58.

2. B. L., 1804, p. 86.

3. B. L., 1804, p. 523.

4. Voir dans MELZI, *Mem.*, II, 525, le rapport du ministre de l'Intérieur au Vice-Président (12 mai 1804) sur l'état de la sûreté publique.

égard. Melzi aurait voulu donner satisfaction à ceux-ci pour les attacher au nouveau régime. L'abondance de la récolte de 1803 le lui permit en faisant baisser considérablement le cours des grains et le prix du pain. — Il put dès lors obtenir de Bonaparte le décret du 26 mars 1804¹ qui rétablissait et proclamait la liberté d'exportation des céréales, mais en l'assujettissant au paiement d'une légère taxe *ad valorem*, et en réservant au gouvernement le droit de la suspendre dans les cas de disette. Cette double disposition donnait satisfaction aux propriétaires, assurait de nouvelles ressources au Trésor et ménageait le moyen éventuel de prévenir le renchérissement du pain. Cette dernière éventualité ne devait d'ailleurs pas se présenter avant la guerre de 1805, la récolte de 1804 ayant égalé la précédente. — Quelques mois auparavant, une loi obtenue du Corps législatif (27 octobre 1803), en exécution d'un principe posé dans la Constitution (Art. 124), semblait destinée à favoriser les échanges commerciaux en faisant tomber l'un des principaux obstacles opposés à leur activité. Elle établissait l'unité des poids et mesures, presque aussi désirable que l'unité monétaire et fondée comme elle sur le système métrique. Afin de ne pas brusquer les habitudes populaires, le gouvernement s'accordait un délai de trois ans pour appliquer les nouveaux règlements.

Après avoir ainsi pourvu aux intérêts matériels, Melzi aurait voulu achever et consolider la paix des consciences : les circonstances devaient reculer pour une année encore le terme de cette pacification. A peine signé, le Concordat se trouvait passionnément discuté. Arraché à grand'peine aux scrupules de la cour de Rome, critiqué par une partie du clergé comme une

1. B. L., 1804, p. 177.

capitulation, flétri même par les intransigeants du terme ironique de *Sconcordato*¹, cet acte n'avait pas rencontré plus de faveur dans les sphères officielles italiennes : le Vice-Président le qualifiait couramment de « monstrueux² ». N'ayant pu en faire modifier la teneur, il chercha à en éluder les obligations. L'auteur des Articles organiques, qui maintenant lui prêchait la résignation, lui en avait indiqué le moyen. N'était-il pas possible, en Italie comme en France, de tourner un accord international par un règlement d'administration publique, destiné en apparence à en faciliter l'application ? — Le 26 janvier 1804³, le *Bulletin des lois* publia, en même temps que le texte du Concordat approuvé par la Consulte, un décret vice-présidentiel « relatif à l'exécution du traité entre la République italienne et le Saint-Siège ». Ces deux documents présentaient à première vue de notables divergences. L'un avait stipulé (Art. 20) pour toutes les questions restées indécises, le maintien « de la discipline en vigueur dans l'Église » ; l'autre (Art. 2) modifiait du tout au tout les conditions de ce *statu quo* en proclamant la validité des lois promulguées par les Empereurs, ducs de Milan, aux droits desquels succédait le Président : c'était rétablir d'un trait de plume toute la législation ecclésiastique de Joseph II. Le Concordat posait en principe (Art. 15) qu'aucune institution religieuse ne serait supprimée sans l'agrément du Saint-Siège ; le décret formulait cette réserve (Art. 5) que le pouvoir civil contrôlerait toutes les prises d'habit, et ne les autoriserait en tous cas que pour les ordres non contemp-
tueux : c'était faire périr d'inanition les corps religieux qu'on ne pouvait frapper de mort violente. Le gouvernement revendiquait enfin (Art. 8) le droit de ne laisser

1. MANTOVANI, 25 janv. et 23 mai 1804.

2. Melzi à Marescalchi, 23 août 1804 (Arch. Vienne, 24).

3. B. L., 1804, p. 56.

publier sans sa permission aucun accord émanant de la cour de Rome.

Ainsi compris et commenté, le Concordat n'était pas loin de perdre ce caractère de compromis qu'avaient voulu lui donner ses auteurs; il déplaçait au profit de l'État la limite entre les domaines spirituel et temporel, fixée naguère après de si laborieux débats. Aussi le décret du 26 janvier, accepté sans observations par 15 évêques, souleva-t-il à Rome une véritable tempête. Le pape en prit connaissance alors qu'il venait de répondre à une lettre de félicitations du Premier Consul (13 janvier)¹ par un Bref où il le remerciait chaleureusement de ses efforts pour le rétablissement de la religion en Italie (5 février)². — Changeant de ton, il reprit aussitôt la plume pour rédiger (29 février,)³ une protestation vigoureuse, conçue en termes indignés et appuyée sur une note détaillée, contre ce qu'il appelait « une trame occulte de ceux qui voudraient détruire le Concordat ». Autour de lui, l'indignation était tellement vive dans le Sacré-Collège que Fesch crut devoir la signaler expressément à Talleyrand, en l'avertissant que, si le décret d'exécution n'était pas retiré à Milan, le Concordat ne serait pas ratifié à Rome⁴.

Fort désappointé de voir renaître un différend qu'il avait eu tant de peine à terminer, le Premier Consul crut d'abord ou feignit de croire à un malentendu. Ayant adressé des remontrances et demandé des explications à Milan, il y rencontra une résistance qu'il n'avait pas prévue et une fermeté à laquelle Melzi ne l'avait pas

1. *Corr.*, VIII, N° 7472.

2. THEINER, II, 278. Il semblait s'attendre d'ailleurs aux nouvelles qu'il recevait, car, dès le 22 janvier 1804, Caprara était venu soumettre à Marescalchi une protestation éventuelle contre les décrets en préparation (Lettre de Marescalchi à Melzi du 29 fév., Arch. Vienne, 8).

3. THEINER, II, pp. 49-51 et 282.

4. Lettre de Fesch à Portalis (texte dans THEINER, II, 51) communiquée à Melzi par Marescalchi le 28 mars.

habitué. Celui-ci représenta la publication du décret comme un acte de défense préventive, destiné à parer aux manœuvres de la cour de Rome, qui se préparait elle-même à modifier à son profit le Concordat par des Brefs secrets. Tout en se proclamant « plus catholique que tout le Sacré-Collège » et très dégagé des « idées philosophiques » qu'on lui attribuait, il déclarait (14 mars 1804) le décret indispensable pour compenser les avantages exorbitants concédés au Saint-Siège, se refusait énergiquement à une rétractation qui produirait le plus désastreux effet, et plutôt que d'y consentir, offrait sans hésiter sa démission¹.

Placé entre ces deux intransigeances, Bonaparte sortit d'embarras par un des procédés habituels de sa politique. Il annonça au Pape (22 avril)² qu'il se chargeait personnellement de cette affaire et il attendit, pour la régler, soit une circonstance favorable, soit plutôt l'occasion de la lier à d'autres négociations plus importantes. S'il avait compté sur la vertu apaisante du temps pour calmer les esprits, il devait être rapidement détrompé, car il ne cessait de recevoir de continuelles réclamations, et du Saint-Siège contre de nouveaux empiètements du gouvernement italien, et de Melzi contre la cour de Rome, accusée de troubler les consciences par-dessous main, et de n'accorder que sous condition son pardon aux acquéreurs des biens nationaux³. — Une année se passa ainsi au milieu de plaintes sans suite et de récriminations sans résultats. Lorsqu'enfin le voyage pontifical à Paris eût permis une explication d'ensemble sur toutes les questions pendantes entre le Pape et l'Empereur, celui-ci prit une résolution définitive. Ayant refusé une dernière fois les Légations

1. Lettres à Marescalchi des 14 mars, 7 avril et 5 mai 1804 (Arch. Vienne, 24). La première était accompagnée d'une note, destinée à Bonaparte, dans laquelle la Consulte défendait son œuvre.

2. *Corr.*, VIII, N° 7708.

3. Lettre de Melzi à Marescalchi, du 16 mai 1804 (Arch. Vienne, 24).

à Pie VII (février 1805), il crut devoir lui accorder une compensation, et signa à Milan, quatre jours avant le couronnement (22 mai), un décret stipulant simplement que le Concordat entrerait en vigueur le 1^{er} juin suivant¹. Les articles organiques, passés sous silence dans ce texte, étaient donc supprimés par préterition. Après trois années de pourparlers, la République ne voyait régler sa situation religieuse qu'à la veille du jour où elle allait elle-même changer de forme politique.

VI

Des progrès très notables avaient donc été réalisés, au cours des années 1803 et 1804, dans toutes les directions de la vie administrative. Seul l'homme qui en était l'auteur semblait impuissant à s'améliorer lui-même : l'état d'âme de Melzi ne s'était guère modifié avec les succès de sa politique. Son moral, déjà très affecté par l'affaire Ceroni, devait s'affaïsser encore à mesure que s'accroissait le contraste entre ses sentiments intimes et son rôle officiel, entre ses idées politiques et les ordres du Premier Consul. Il était destiné, par suite de ce désaccord, à tomber de mécomptes en mécomptes et de tristesses en tristesses jusqu'à devenir incapable de réagir contre ses propres dégoûts.

Les déceptions se multiplièrent pour lui à partir du printemps de 1803. Au lendemain de l'affaire Ceroni, il avait trouvé quelque réconfort dans la manifestation spontanée des sympathies populaires, puis dans un retour de confiance de Bonaparte, qui lui en donna un témoignage public, au cours d'une audience accordée à Paris aux frères Litta (juin)², enfin dans ce grand

1. *Corr.*, IX, N° 8781; THEINER, II, 332-333.

2. Dépêche de Moll du 19 juil. 1803; MELZI, *Mem.*, II, 170.

projet d'alliance franco-autrichienne dont les perspectives répondaient à son idée favorite. On sait comment ses ouvertures à ce sujet restèrent sans réponse : première désillusion à laquelle s'en ajoutèrent bientôt d'autres. Il soupirait toujours après la réduction de la mensualité payée à la France, et se croyait d'autant mieux fondé à l'espérer que son zèle à augmenter l'armée nationale rendait moins nécessaire le secours de troupes étrangères : ses sollicitations à ce sujet restèrent aussi vaines que l'année précédente¹. — A l'amertume de cet échec se mêlèrent chez lui l'appréhension de dangers plus ou moins imaginaires et aussi la douleur d'épreuves trop réelles. Jusqu'au départ de Murat (août), il vécut dans l'angoisse de nouvelles intrigues ourdies par les conseillers du général. Plus tard (septembre), il se montra plus affecté que de raison des commentaires de certains badauds milanais, qui lui reprochaient comme un faste insultant pour le peuple l'appareil de représentation extérieure dont les ordres consulaires le forçaient à s'entourer². En octobre, après son retour de Monza à Milan, il se vit condamné par une crise de goutte à l'immobilité et à l'inaction, et songea un instant à déléguer ses pouvoirs au Conseil des ministres ; ayant voulu au moins hasarder timidement (15 octobre) une demande de congé, il reçut de Bonaparte cette réponse (23), qui était à ses yeux une condamnation autant qu'une consultation : « A 45 ans, quelques accès de goutte ne doivent point faire envisager les choses autant en noir ; j'ai toujours entendu dire que la goutte était un signe de longue vie et qu'on la porte pendant quarante ans³. »

La visite du prince et de la princesse Borghèse (30 novembre), à laquelle devaient succéder plus tard

1. MELZI, *Mem.*, II, 173, 193, 572-574, 570, 595.

2. MELZI, *Mem.*, II, 590.

3. MELZI, *Mem.*, II, 191 et 194.

celles de Lucien (12 février 1804), de Mme Letizia (24 mars) et de Louis Bonaparte (21 avril) apporta quelque trêve aux soucis de Melzi. Ils devaient renaître aussitôt après et ne plus lui laisser de répit pendant l'hiver. — Ce furent successivement l'échec de sa seconde tentative pour obtenir Parme (novembre), qui le fit douter de la parole consulaire; puis les bruits de disgrâce périodiquement répandus sur son compte, sans qu'il pût s'habituer à les traiter par le mépris; enfin les embarras financiers et l'obsession continuelle du déficit. Au moment même où il s'ingéniait à équilibrer le budget, il avait à se débattre contre les prétentions de Chasseloup, qui demandait d'un d'un seul coup 60 millions pour fortifier Mantoue¹! — Il venait à peine de repousser cet assaut qu'une dernière amertume lui était réservée. Lorsqu'il avait envoyé la division italienne au camp de Boulogne, il semblait convaincu qu'elle passerait à la solde française; or Bonaparte, après avoir reçu ses remerciements à ce sujet sans le détromper, lui faisait savoir brusquement (janvier) que cette dépense, trop lourde pour le budget consulaire, retomberait à la charge de la République. En présence de ce qu'il regardait comme une rupture d'engagements implicites, Melzi ne put retenir l'expression de son indignation : « Je constate, écrivait-il à Marescalchi, qu'on me fait avaler des pilules bien amères, bien qu'elles soient administrées avec l'art habituel de Bonaparte à éveiller des espérances pour les éluder ensuite. Je n'hésite pas à dire que, dans toute cette affaire, j'ai été solennellement trompé... On m'accuse parfois de ne pas savoir mettre en valeur le nom de Bonaparte : mais à peine suis-je en mesure d'annoncer de sa part un bienfait que les événements me donnent un démenti et démontrent que ce prétendu

1. *Corr.*, VIII, N° 7696.

cadeau n'est qu'une charge nouvelle. Si c'est ainsi qu'on traite pendant son enfance la République préférée, la fameuse fille aînée, qu'advient-il de nous lorsqu'elle sera adulte et robuste? Laissez-moi donc pleurer le sort désespéré d'un pays condamné, malgré les nobles et grandes destinées qu'en lui promet, à servir sans répit aux caprices et aux besoins d'autrui¹. »

Le début de 1804 marqua toutefois pour le Vice-Président une sorte de temps d'arrêt dans la continuité de ses disgrâces et la ruine progressive de ses illusions. Il reçut d'abord de Vienne un de ces témoignages de considération auxquels il n'était jamais insensible. Informé par Moll de ses dispositions d'esprit et désireux peut-être de les tourner, le cas échéant, au profit de l'Autriche, l'Empereur lui envoya, à l'occasion de sa dernière maladie, des vœux de prompt rétablissement, accompagnés d'une caisse de vin de Tokay (janvier); encore Melzi dut-il chercher, vainement d'ailleurs, à tenir cette démarche cachée pour ne pas exciter les commentaires des malveillants et la susceptibilité un peu ombrageuse de Bonaparte². — Il eut aussitôt après un sujet de satisfaction plus sérieux dans le choix du successeur de Murat, le général Jourdan, qui fit le 21 février son entrée solennelle à Milan. « Bon homme, ordinaire et borné, mais réglé dans sa conduite et sa manière de vivre », avide d'argent pour ses enfants, mais trop honnête pour s'en procurer par des moyens illicites, bien intentionné, quoique faible de caractère, dépourvu de prétentions, bien qu'assez susceptible sur la question des préséances, le nouveau venu produisit bonne impression par ses premiers actes³. Très sensible au cadeau d'une voiture et de quatre chevaux

1. Melzi à Marescalchi, 2 janv. 1804 (Arch. Vienne, 23).

2. Dépêche de Moll du 6 sept. 1804.

3. Déclarations de Melzi à Moll (Dépêche de Moll du 6 mars); lettres à Marescalchi des 9 et 26 fév. 1804; cf. MELZI, *Mem.*, II, 210.

offerts par Melzi, il accepta comme logement le palais Bovara, beaucoup plus modeste que celui où avait logé Murat, écouta les avis de son chef d'état-major, le sage et conciliant Charpentier, et parut négliger la politique pour se consacrer entièrement aux devoirs de sa charge.

Melzi avait à peine eu le temps de se réjouir de ce changement qu'il voyait recommencer pour lui la série des tribulations. C'était d'abord la série des plaintes multiples soulevées par le retour des fâcheuses pratiques familières à l'armée d'occupation. Sympathiques au peuple par leur caractère, mais incommodes aux bourgeois par leur indiscipline, les soldats français trouvaient trop souvent l'impunité auprès de leurs chefs quand ils se laissaient aller à maltraiter les passants, à rosser le guet, ou même à faire la contrebande à main armée. Quant aux généraux, ils ne pouvaient se corriger de leurs anciens errements. A Mantoue, Gardanne demandait à la ville une indemnité mensuelle de 1.000 écus et à la communauté juive un tribut pour une garde fournie au ghetto; d'autres déménageaient à leur départ les maisons particulières où ils étaient logés ou voulaient reprendre la direction de la police des théâtres, afin de s'y livrer à toutes leurs fantaisies¹. — Enfin le ministre de la Guerre Berthier se montrait si dédaigneux de l'indépendance légale de la République qu'il nommait, sans même en prévenir le gouvernement, des commandants français dans toutes les places (janvier 1804). La nécessité de se tenir sans cesse en garde contre de pareilles prétentions représentait pour Melzi une contrariété de tous les instants.

Il s'y ajouta un sentiment d'humiliation quand il vit arriver à Milan les deux frères Lechi, le colonel et le général, venus, l'un de Paris (avril) pour provoquer des

1. MELZI, *Mem.*, II, 526 et 586; lettres de Melzi à Marescalchi des 9 et 19 sept. 1803, 3 oct. 1804 (Arch. Vienne, 24).

engagements volontaires dans la Garde, l'autre de Calabre (juillet) pour s'expliquer sur les intrigues de Naples. Il les méprisait tous deux, mais dut pourtant faire bon accueil au premier, recommandé par Bonaparte : « Il n'est pas, s'écriait-il à ce propos, il n'est pas de spectacle magnifique, ni d'applaudissements, sincères ou forcés, qui me décident à trouver beaux des temps où vauriens et honnêtes gens sont mis délibérément sur le même pied et où le plus souvent les uns finissent par prévaloir sur les autres¹. » — Atteint dans sa fierté d'honnête homme, Melzi était en même temps frappé dans sa santé, dans ses affections privées et dans sa dignité personnelle. Tandis qu'une nouvelle et cruelle attaque de goutte le clouait sur son lit de douleur, il apprenait coup sur coup la mort à Saragosse de sa nièce préférée, la femme de Palafox², et la libération par ordre consulaire des anciens agents de l'« infâme police » de Murat, incarcérés à la suite de l'affaire Ceroni (avril)³. Il vit dans cet acte d'intempestive clémence une « blessure profonde » pour lui, un « soufflet » pour son gouvernement, s'écria que « la mesure était comble », qu'il ne pouvait rester « sous cet horrible joug », dans la « plus rebutante des situations » et s'abandonna, au moment même de la proclamation de l'Empire en France, à un véritable accès de désespoir. Il en fit confidence à Marescalchi (5 mai), dans une lettre où l'amertume de son âme s'épanchait en un long cri de douleur : « On me reproche de ne pas être satisfait : à vous de juger si je puis l'être. Rappelez-vous toutes

1. Lettre à Marescalchi du 31 juillet 1804 (Arch. Vienne, 6). Il se sentait d'autant plus froissé qu'il avait eu précédemment l'occasion de donner au Premier Consul son opinion sur les Lechi. « Me croit-on ou ne me croit-on pas, s'écriait-il à ce propos. Et indépendamment du degré de croyance qu'on m'accorde, tient-on compte des sentiments du pays ? » (Lettre à Marescalchi du 8 avril 1804).

2. Dépêche de Moll du 16 mai 1804.

3. Lettre à Marescalchi du 7 avril 1804 (Arch. Vienne, 6).

les promesses, toutes les espérances qui nous ont été données à l'époque de Lyon et après, et dont je suis devenu en quelque sorte le garant en acceptant ma charge. Quel contraste avec les événements ultérieurs, qui sont toujours allés en empirant et en s'éloignant du point de départ¹ ! » Emporté par ses ressentiments, Melzi alla jusqu'à rejeter la responsabilité de la situation sur son correspondant, coupable, selon lui, d'avoir, par timidité ou courtoisie, caché au Premier Consul le véritable état des choses².

Cette crise morale se termina, comme les précédentes, sans qu'il eût le courage ni de renoncer, ni de se résigner à une mission qu'il continua de remplir à contre-cœur. Aussi ne devait-il rester en charge, pendant une année encore, qu'en se survivant à lui-même. Désorienté, désemparé, dégoûté des autres et de lui-même, il avait dès cette date perdu tout ressort moral comme toute confiance en Bonaparte, dont il n'était pas loin de penser, comme il devait le dire plus tard, qu'il avait « le chaos dans la tête et l'enfer dans le cœur³ ». S'il gardait encore le pouvoir, malgré les révoltes intimes de son âme, c'est que l'ordre de choses actuel lui paraissait, si absurde qu'il le jugeât, « ouvrir d'immenses perspectives aux espérances possibles⁴ ». C'est cette idée qui devait soutenir et diriger les derniers efforts de sa volonté défaillante pendant la transformation prochaine de la République en royaume d'Italie (mai 1804-mai 1805).

1. Lettre à Marescalchi du 5 mai 1804 (Arch. Vienne, 6).

2. Lettre du 9 mai. Marescalchi lui répondit (25 mai) en l'adjurant d'avoir confiance en Napoléon qui était au fond bon, *galantuomo*, bien disposé pour la République ; il lui recommandait de ne pas attacher trop d'importance à la question d'argent, qui n'était ni capitale, ni insoluble, et de ne pas provoquer, en se montrant intransigeant sur ce point, une annexion qui comptait beaucoup de partisans dans l'entourage du nouvel Empereur (Arch. Vienne, 8).

3. *Notes historiques du conventionnel* BAUDOT, p. 7.

4. MELZI, *Mem.*, II, 600.

CHAPITRE XI

LES GRANDS SERVICES PUBLICS

- I. L'administration de la justice. — La loi organique du 22 juillet 1804 sur les tribunaux ; ses caractères ; ses inconvénients et ses difficultés d'application. — La législation et la jurisprudence ; projets de Code civil et de lois pénales, adoption provisoire de la procédure lombarde.
- II. Les travaux publics. — Les voies de communication : loi organique sur les routes (27 mars 1804). — Le régime des eaux ; son importance pour la vie économique du pays ; loi organique du 20 avril 1804. — La route du Simplon. — Les premiers projets et les premiers travaux (1800-1802) sous la direction de militaires, puis d'ingénieurs français ; la République italienne associée à leur exécution (29 mars 1803). — La construction et l'achèvement de la route (octobre 1805) ; sa perfection technique et son utilité. — Impression produite sur les contemporains.
- III. L'instruction publique : l'État en assure pour la première fois le service. — Tentative de création d'un Institut national. — La loi sur l'enseignement (4 septembre 1802) ; sa teneur et ses applications, efforts tentés pour réorganiser les lycées, les universités, les académies des beaux-arts, les établissements scientifiques et les sociétés savantes. — Encouragements aux littérateurs et aux artistes. — Régime de la presse.
- IV. Effets de ces mesures. — Le mouvement littéraire, artistique et scientifique sous la vice-présidence de Melzi.
- V. Les intérêts matériels. — Encouragements à l'agriculture ; réglementation des établissements de bienfaisance. — L'hygiène publique ; propagation de la vaccine. — Les premiers travaux de statistique. — Caractères généraux de l'œuvre administrative de Melzi.

La réorganisation administrative de l'État s'était jusqu'alors réglée sur ses besoins immédiats. La nécessité

de faire exécuter ses ordres, de payer ses fonctionnaires et ses créanciers, de rétablir la sécurité et de soutenir la guerre contre l'Angleterre l'avait conduit à instituer successivement les organes vitaux de tout gouvernement régulier : une hiérarchie de ministres et de préfets, un système financier, une gendarmerie et une police, enfin une armée nationale. — Il existait encore en dehors certains services publics dont la réforme, moins étroitement dépendante de considérations d'opportunité, n'avait pas été aussi rapide, parce qu'aucune menace politique n'était venue en montrer l'urgence et qu'un souci mal entendu d'économie en faisait assurer la dotation par les départements : c'étaient la justice, les travaux publics et l'enseignement de la jeunesse. Chacun d'eux fut l'objet d'une série d'améliorations lentes et partielles, qui représentèrent sur certains points une conception nouvelle du rôle de l'État, et qui consistèrent le plus souvent à modifier les institutions héritées des anciens États d'après les modèles français, de manière à supprimer en elles ce qui était inutile, à rajeunir ce qui était usé et à unifier ce qui était divers.

I

Sous l'ancien régime italien, où chaque État avait une législation et des tribunaux distincts, l'administration de la justice présentait, suivant les régions, les contrastes les plus marqués et les inégalités les plus choquantes. Déplorable dans les domaines pontificaux ou vénitiens, où la politique inspirait trop souvent la répression pénale, un peu meilleure dans le Modénais, elle passait pour modèle dans la Lombardie, qui possédait une magistrature fortement constituée, un barreau éprouvé, une législation pénale récente ou rajeu-

nie, de vieilles traditions judiciaires tempérées par un généreux esprit de réforme. A ces différences entre les diverses régions s'ajoutaient dans chacune d'elles les contradictions entre les lois successives. La Cisalpine, loin de remédier à la confusion antérieure, l'avait au contraire aggravée en promulguant (1797) les lois françaises sur le régime de la famille et l'égalité des enfants, sans s'occuper de les accorder avec les textes précédemment en vigueur. La République italienne se trouvait donc en présence de « la plus monstrueuse disparité de principes et de méthodes » ; tous en souffraient, et chacun avait hâte d'en sortir. « Force était donc de porter la lumière dans les ténèbres ¹. »

De toutes les réformes judiciaires à accomplir, la réorganisation des tribunaux semblait la plus urgente. Elle fit d'abord l'objet d'un titre spécial (XIII) de la Constitution de Lyon, dont les principales dispositions furent reproduites dans une loi organique que vota le Corps législatif au cours d'une de ses premières séances (22 juillet 1802) ². Conçue d'après le modèle français, et sur un plan régulier, cette loi, dont les grandes lignes devaient subsister jusqu'à la fin de la domination napoléonienne, embrassait tout l'ensemble de la justice civile et de la justice criminelle. — Elle établissait pour les affaires civiles quatre degrés de juridiction. Tranchées d'abord dans certains cas par les « conciliateurs » ou juges de paix locaux, les contestations devaient être successivement portées devant les tribunaux de première instance établis dans les vice-préfectures, si elles portaient sur une somme supérieure à 300 livres, devant les tribunaux d'appel (de 5

1. MELZI, *Mem.*, II, 504. L'œuvre judiciaire de la République italienne se trouve exposée et résumée dans les rapports annuels du ministère de la Justice (Arch. Milan, 42).

2. B. L., 1802, p. 144.

à 7 juges) siégeant dans les chefs-lieux de département si les parties n'acceptaient pas la sentence rendue, enfin devant les deux tribunaux de révision (de 9 membres) créés à Milan et à Bologne, si les jugements de première et de deuxième instance étaient contradictoires. Le principe de cette double juridiction d'appel, représentait à la fois une survivance de l'ancienne pratique lombarde, une concession au particularisme bolonais, et une originalité de la loi par rapport au modèle français. — Au-dessus enfin de tous les autres tribunaux, dont elle était le régulateur suprême, une Cour de cassation, chargée de juger l'application des textes et non le fond des procès, qu'elle ne pouvait casser que pour vices de forme, avait pour mission essentielle de maintenir l'unité de jurisprudence, si nécessaire et si difficile à établir dans une souveraineté nouvelle et un pays composite. Dans son ensemble ce mécanisme judiciaire, systématiquement ordonné, approprié plutôt aux besoins d'un grand État, ne prêtait à la critique que par la complication de ses rouages, ainsi que par une imitation trop fidèle de l'étranger¹.

La justice pénale, plus simplement constituée, avait pour organes principaux les tribunaux d'appel siégeant au criminel. D'après le projet primitif inséré dans la Constitution, ceux-ci ne devaient rendre leur sentence qu'après que deux jurys se fussent successivement prononcés sur la culpabilité du prévenu. A la réflexion, on estima que c'était déjà trop d'un seul, dans un pays où les âmes étaient trop passionnées, les rancunes personnelles trop tenaces, le rôle d'auxiliaire bénévole de la justice trop discrédité pour qu'on pût trouver des jurés capables de remplir leur office en toute indépendance d'esprit, sans crainte d'inimitiés ou de repré-

1. Melzi en reconnaissait d'ailleurs les défauts (lettre à Marescalchi du 28 juillet 1802); d'après une dépêche d'Oroczó (25 juil.), cette loi aurait été très diversement appréciée par le public.

sailles possibles. L'introduction de cette réforme en Italie fut donc remise à une époque indéterminée¹. — Par contre, l'institution des préteurs, qui devaient seconder les tribunaux d'appel dans leur mission pénale, reçut une assez forte organisation; ces magistrats, placés obligatoirement dans tous les chefs-lieux de vice-préfecture, et éventuellement dans tous les centres de quelque importance, d'après une division ultérieure du territoire, réunissaient les attributions dévolues de nos jours aux juges d'instruction, aux membres des tribunaux correctionnels et aux juges de paix à compétence étendue. Assistés chacun d'au moins deux lieutenants, ils procédaient à un premier examen des crimes et délits et prononçaient un premier jugement d'un caractère purement consultatif, avant d'en transmettre le dossier aux Cours d'appel. En matière pénale, les tribunaux de révision n'avaient à intervenir que dans des cas très rares, et la Cour de cassation jouait le même rôle que dans l'ordre civil. Tout ce système parut simple et pratique et recueillit l'approbation générale.

Le mode de paiement et de nomination des juges, inspiré par un souci d'économie assez mal entendu, devait au contraire soulever des difficultés et des protestations. Les magistrats de cassation et de révision recevaient leur traitement de l'État, et tous les autres des départements, qui percevaient en retour les frais de justice. Les premiers étaient nommés à vie par les collègues, d'après la procédure adoptée pour le recrutement des assemblées législatives; ils dressaient des listes de candidats sur lesquels la Consulte d'État

1. « Je n'ai pas établi le jury en Italie, parce que je n'y ai vu aucun objet politique et que les Italiens sont trop passionnés; mais aussitôt que le nouveau système français sera conçu, je l'adapterai de même à l'Italie. » (Note de Napoléon sur l'établissement du jury en Westphalie, en date du 24 juin 1808, insérée dans *Corr.*, XVI, N° 14127.)

choisissait les juges d'appel ou de première instance, également inamovibles (loi complémentaire du 25 juillet 1802) ¹. — La pratique allait montrer les inconvénients de ces dispositions et la nécessité de rendre à l'État l'entretien et la direction de toute la magistrature. D'autre part, la loi organique sur les tribunaux embrassait un ensemble trop vaste pour ne pas présenter sur bien des points le caractère d'un projet temporaire et imparfait. Ses auteurs le reconnaissaient eux-mêmes implicitement, puisque, par un article spécial (117), ils prévoyaient un délai de trois ans pour en achever l'exécution et en modifier les clauses. Ce travail de révision et d'achèvement commença d'ailleurs immédiatement. L'institution des tribunaux de commerce (26 août 1802) combla une lacune de l'organisation adoptée; une commission de cinq membres dut être réunie, en vue de préparer la « systématisation définitive » du pouvoir judiciaire (29 novembre 1802); plus tard enfin, un décret spécial (23 novembre 1803) délimita avec précision les pouvoirs du ministre de la Justice².

Avant même que la loi du 22 juillet ne fût votée, le président en avait devancé les premiers effets en donnant par décrets une composition et un règlement provisoires aux tribunaux de cassation et de révision (15-24 avril), qui devaient entrer en fonctions pour le 1^{er} juin. Il n'en avait pas recruté les membres sans peine, malgré le prestige dont il déclarait vouloir les entourer; parmi les jurisconsultes auxquels il faisait appel, les uns semblaient dégoûtés des fonctions publiques; d'autres, comme le fameux Tacconi de Bologne, répugnaient à venir à Milan³; beaucoup enfin trouvaient inégaux à leur mérite les émoluments de

1. B. L., 1802, p. 181.

2. B. L., 1803, p. 283.

3. Il préféra rester attaché sans traitement aux bureaux de la préfecture de Bologne (Dépêche de Taglioretti du 5 juin 1802. Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

8 et de 6.000 livres attachés aux places de conseillers ¹.

Les difficultés revinrent et s'accrurent quand il fallut constituer les tribunaux d'appel. La Consulte, chargée de cette tâche, avait d'abord décidé de recruter leurs membres sur place, par égard pour les susceptibilités locales et pour ne pas décourager les candidats par la perspective d'un déplacement forcé. Or les diverses régions dont se composait la République présentaient à ce point de vue des ressources fort inégales ; l'ancienne Lombardie notamment offrait en surabondance un personnel judiciaire qui se trouvait insuffisant ailleurs. Pour rétablir l'équilibre, Melzi se vit forcé de déroger au principe adopté, et d'envoyer des magistrats milanais dans la Romagne et les provinces vénitiennes ; de là des protestations contre la prétendue prépondérance des « Olonistes », si souvent dénoncée déjà, et des plaintes qui montèrent jusqu'à Bonaparte, auprès duquel le Vice-Président n'eut pas de peine à se justifier. C'était là la fatale question qui entravait la mise en train de tous les services publics ². — La modicité des traitements judiciaires représentait une autre cause de difficultés. Les Conseils généraux étaient chargés de les fixer et de les payer ; irrités déjà de voir leur budget mis à contribution à cet effet, ils s'étaient gardés de les élever au-dessus du chiffre indiqué par le gouvernement comme un minimum :

1. Dans une lettre au juriconsulte Valdrighi de 8 mai 1802 (Fonds *Campori*, Modène), Testi dénonce l'« insuffisance des émoluments assignés aux juges et qui sont inconvenants, soit au point de vue de leur dignité, soit même pour l'intérêt du service ».

2. « Ne laissez pas perdre de vue, écrivait à ce sujet Melzi à Marescalchi (26 avril 1804, Arch. Vienne, 24), qu'à l'exception du Reno, tous les autres départements hors de la Lombardie ne possédaient ni juges de réputation, ni bonnes méthodes de procédure, ni tribunaux organisés rationnellement. Nous seuls avons un système judiciaire... par la force des choses il faudra l'étendre et l'appliquer au reste de la République. L'idée de maintenir l'équilibre entre les individus des divers départements ne doit pas prévaloir sur l'intérêt général du service. »

3.000 livres pour les juges d'appel, 2.500 pour les préteurs, 1.500 pour leurs lieutenants, 500 pour les juges de paix. Ce n'était pas avec des appointements aussi médiocres qu'on pouvait espérer attirer des candidats et relever le prestige de la magistrature. Pour ces diverses raisons, il fallut près de deux ans pour constituer les Cours d'appel : elles ne furent installées que le 1^{er} avril 1804 dans sept départements, le 1^{er} juillet dans les cinq autres, et seulement après qu'une nouvelle loi (30 mars 1804) eût relevé les traitements primitifs¹. Elles avaient été remplacées par divers tribunaux extraordinaires ou militaires institués (10 août 1802, 14 juillet 1803, 30 janvier 1804) contre le débordement de la criminalité.

Plus longue encore devait être la réorganisation des prétores : la loi du 22 juillet n'en avait pas fixé les limites et elle en prévoyait l'établissement dans d'autres communes que les chefs-lieux de district. Il suffit de cette incertitude et de cette espérance pour provoquer un déchaînement de compétitions locales analogues à celles qu'avait soulevées la loi administrative. Chaque bourg de quelque importance revendiquait une préture, aucun ne voulait relever d'une ville rivale ; tous faisaient agir à cet effet leurs représentants auprès du ministre de la Justice. Paralysé par ces prétentions, celui-ci ne put nommer les premiers préteurs, au nord du Pô seulement, que le 6 août 1804.

En même temps que des tribunaux réguliers, il importait d'établir une législation et une jurisprudence uniformes. On a vu précédemment quelle était la confusion et même la contradiction des textes juridiques en vigueur dans les diverses régions. Les gens de loi eux-mêmes avaient peine à s'y reconnaître. — La ré-

1. B. L., 1804 p. 204.

daction d'un Code civil commun aurait seule pu y mettre un terme et elle était apparue dès le début comme une conséquence nécessaire de la fusion en un seul État de tant de territoires divers. En 1797 déjà, Caprara en faisait la proposition au Directoire en ajoutant, dans le style pompeux du temps, que cette entreprise aurait pour résultat d'annuler « l'amas monstrueux des lois de l'imbécile Justinien, ainsi que les constitutions théocratiques des Papes ¹ ». Cette réforme que la Cisalpine avait annoncée sans l'entreprendre, le gouvernement de Melzi l'entreprit sans pouvoir l'achever. Le jurisconsulte Alberto de Simoni fut chargé par le Conseil législatif (septembre 1803) de rédiger à cet effet un projet qui aurait pour effet « de ramener à l'unité tous les peuples de l'Italie pour en former un seul peuple ² ». Il avait eu à peine le temps d'ébaucher son travail, dont il eût été curieux de comparer le texte à ceux qui furent adoptés plus tard, quand Bonaparte, devenu Empereur, trancha la question en prescrivant l'adoption pure et simple du Code français (1806). — Pour ne pas interrompre le cours de la justice, on décida que les tribunaux jugeraient jusqu'à nouvel ordre d'après les lois locales, mais en appliquant partout la procédure en usage dans l'ancienne Lombardie, réputée pour la plus parfaite de beaucoup. Les dispositions en furent reproduites et codifiées dans la loi du 14 avril 1804³ sur la « méthode judiciaire » civile, dont le texte comprenait 764 articles et n'occupait pas moins de 210 pages du *Bulletin des lois*. Traitant successivement des différentes formes de procès, — des différents genres de preuves, — des jugements en première instance et des appels, — des conciliations et des tran-

1. CANTU, *Cronistoria*, I, 423.

2. Expressions de Signorini, rapporteur du projet au Conseil législatif (Arch. Milan, 3).

3. B. L., 1804, p. 212.

sactions, — de l'exécution des jugements, — des dépenses judiciaires, — des défenseurs et avocats, elle représentait un véritable monument juridique, et fut complétée peu après (16 avril) par deux autres lois fixant le taux des frais de justice. Le 1^{er} janvier 1805 était fixé comme date d'application de la nouvelle méthode judiciaire, imposée à tous les magistrats sous peine de suspension.

Les lois pénales ne présentaient pas un moindre désordre que la législation civile; le gouvernement chercha d'abord à les améliorer par les mêmes moyens. Tandis qu'une commission préparait un Code qui ne devait jamais voir le jour, des décrets successifs, rendus pendant l'été de 1803, étendirent successivement à tous les départements le « règlement des procès criminels » en usage dans l'ancienne Lombardie depuis 1786. Lors de sa promulgation, ce règlement, rédigé sous l'influence des disciples de Beccaria, avait paru réaliser un progrès humanitaire et une réaction contre la barbarie pénale; à la pratique, on ne tarda pas à s'apercevoir que, par l'insuffisance de ses châtiments, il laissait la société désarmée contre l'audace des malfaiteurs. Il fallut alors recourir aux mesures de circonstance comme aux juridictions d'exception. La loi du 25 février 1804, votée peu après l'établissement des tribunaux criminels spéciaux (30 janvier), punissait avec une extrême rigueur, le plus souvent de la mort ou des travaux forcés, les meurtres et les coups et blessures. Cette sévérité devait passer dans le Code criminel que Napoléon donnera plus tard à l'Italie.

En résumé le nouveau régime, trop occupé de se défendre pour légiférer en toute tranquillité d'esprit, avait posé plutôt que résolu toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement de la justice. Il n'en avait pas moins eu le mérite de leur accorder une attention que leur avait autrefois refusée la

Cisalpine, et d'indiquer sur plusieurs points les solutions qui prévaudront sous le royaume d'Italie.

II

Les travaux publics présentaient en 1802 les mêmes imperfections et les mêmes inégalités que l'administration de la justice. Entretenus avec une vigilance et suivant des méthodes très diverses par les anciens gouvernements, négligés ensuite par les régimes révolutionnaires, ils avaient besoin d'être remis en état, puis de recevoir des règlements uniformes, une organisation centralisée et une dotation suffisante ¹.

L'exécution de ce programme devait commencer par les voies de communication. Avant 1796, la Lombardie l'emportait sur toutes les autres contrées par sa viabilité comme par sa bonne administration. Après en avoir admiré les belles chaussées et les ponts monumentaux, les voyageurs se sentaient péniblement impressionnés par les misérables chemins où se traînaient leurs voitures en territoire vénitien ; le même contraste se retrouvait à la frontière du Modénais et de la Romagne. Quelques années suffirent ensuite pour faire tomber les régions les plus favorisées au niveau de celles qui l'étaient le moins. Le passage et les combats des armées françaises endommagèrent beaucoup de routes, les inondations de 1801 en coupèrent ou en emportèrent d'autres, le manque d'entretien amena leur dégradation progressive ². Le Triumvirat avait cherché à y remédier par une loi (30 décembre 1801) que le dé-

1. L'histoire de l'Administration des Travaux publics sous le gouvernement de Melzi est résumée dans un rapport du ministère de l'Intérieur (inséré dans MELZI, *Mem.*, II, 485). L'*Archivio di Stato* de Milan (*Acque e Strade*, année 1802) contient tous les documents officiels relatifs au détail des travaux entrepris.

2. Rapports des préfets en 1803 (Arch. Milan, 46).

faut d'argent empêcha d'appliquer. Les besoins du commerce, de l'existence courante, de la vie politique même, souffraient également de cet état de choses.

Frappé de la nécessité d'y mettre un terme, ne voulant d'autre part recourir ni à une augmentation de l'impôt foncier, ni aux corvées, toujours impopulaires, ni aux péages, incommodes à la circulation, le gouvernement de Melzi fit au début exécuter à ses frais les réparations les plus urgentes. 1.900.000 livres furent ainsi consacrées à reconstruire les ponts détruits, et à rétablir les communications interrompues entre la capitale et les villes de province¹.

Ces expédients provisoires ne pouvaient être que le prélude de mesures d'organisation définitives, caractérisées par l'unité de règlement et de direction. Le 18 février 1803, un décret nommait le citoyen Cossoni « commissaire pour les Ponts et Chaussées auprès du ministère de l'Intérieur² ». Le 27 mars 1804, le Corps législatif adoptait une « Loi sur les routes » qui en réglait la classification et l'entretien³. — Celle du Simplon était seule déclarée nationale. Les autres se divisaient en départementales, communales ou privées, et restaient respectivement à la charge des Conseils généraux, des municipalités et des particuliers. La première catégorie comprenait seulement les anciennes routes de poste, celles qui unissaient un chef-lieu de département à un autre, et enfin celles qui traversaient la frontière; elles devaient être réparées dans un délai de six ans. Si l'État laissait aux assemblées locales la charge et le soin de les entretenir, il ne s'en désintéressait pourtant pas; il y contribuait par un subside qui ne pouvait excéder 200.000 livres, mais il se résér-

1. A la suite d'un rapport présenté au Vice-Président par le ministre de l'Intérieur, 9 juil. 1802.

2. F. O., 1803, p. 51.

3. B. L., 1804, p. 190.

vait en retour un droit général de contrôle et de surveillance sur toutes les voies de communication. Un règlement ultérieur devait arrêter toutes les prescriptions de détail relatives à cet objet¹. — Comme on le voit, cette loi ne présentait pas un code routier complet, mais plutôt un effort pour sérier les questions de viabilité à résoudre, et pour fixer les grandes lignes d'un cadre qui restait à remplir.

Le gouvernement qui avait fait voter ces diverses mesures disparut avant de pouvoir exécuter les routes nouvelles qu'il projetait de tracer, de la Romagne vers la Toscane à travers le col de la Porretta, de Reggio vers la Spezia à travers le massif montagneux de Massa-Carrara, et de Milan vers Bologne par Mantoue, de manière à éviter le territoire étranger du Parmesan². Le souvenir de ces modestes tentatives fut bientôt éclipsé par l'éclat de l'Administration à laquelle il était réservé de les faire aboutir. De 1804 à 1814, le royaume d'Italie allait ériger en direction autonome (1805) le service des Ponts et Chaussées, créer pour l'assurer un corps d'ingénieurs de l'État (1806), dépenser en neuf ans 50 millions pour réparer les anciennes routes et 22 pour en construire de nouvelles, leur appliquer enfin une série de règlements si pratiques que, cinquante années plus tard, les fondateurs de l'unité ne croiront pouvoir mieux faire que de les reprendre pour les étendre à l'Italie nouvelle³.

1. Une commission composée des ingénieurs Azzalini, Bellotti et Giussani fut aussitôt nommée à cet effet (août 1804).

2. MELZI, *Mem.*, II, 493.

3. Dans un *Rapport à Sa Majesté sur la réorganisation des Travaux publics*, en date du 20 novembre 1859, Monticelli, ministre sarde des travaux publics, s'exprimait en ces termes : « Il n'a pas été trop difficile de réglementer le service des routes ; car dans les nouvelles provinces (Lombardie) comme dans les anciennes (Piémont) leur organisation avait pour base les principes qui ont inspiré au début du siècle les lois de la République italienne et du royaume d'Italie. » D'autre part tous les règlements relatifs aux routes furent réclamés en 1864 par le

Les problèmes qui se rattachaient au régime et à la distribution des eaux n'avaient pas une moindre importance dans un pays dont les canaux complétaient les moyens de communication terrestres, et dont certaines contrées même ne devaient leur existence qu'à une lutte incessante contre les ravages de l'inondation. Dans sa partie inférieure, le cours du Pô se trouvait enserré par des digues qui l'empêchaient seules de noyer les plaines voisines, moins élevées de niveau ; sur sa rive gauche, le réseau des irrigations ne pouvait être négligé sans dommage pour l'agriculture lombarde, dont il avait fait la prospérité ; sur sa rive droite enfin, les torrents descendus des Apennins, sujets à des crues subites et à des changements de lit inattendus, constituaient une menace continuelle pour les campagnes et les cultures. Sous ce rapport comme sous beaucoup d'autres, l'unité politique pouvait devenir un bienfait précieux pour le pays. — Sous l'ancien régime, en effet, la défense contre les eaux était assurée, soit par les municipalités, soit par des sortes de syndicats locaux investis du droit de lever des taxes pour remplir leur office et préoccupés avant tout de préserver leur territoire immédiat. Leur action était en général assez prompte, mais peu ordonnée, et s'exerçait souvent au détriment des régions voisines et au préjudice de l'intérêt collectif des riverains. La dispersion de leurs efforts inspira dès 1796 cette réflexion au général Desaix : « Il est essentiel que tous ces pays-là soient réunis sous un même gouvernement, pour lutter tous ensemble contre l'ennemi commun¹. » — Plus tard enfin les troubles révolutionnaires, en arrêtant la vie administrative, avaient eu leur répercussion sur la vie matérielle du pays. Les digues, rompues en maint endroit

ministère des Travaux publics italiens et mis à sa disposition (1^{er} août) par la Direction de l'*Archivio di Stato* de Milan.

1. DESAIX, *Journal de voyage*, p. 277.

par les grandes crues de 1801, laissant les eaux fluviales former dans les champs des lagunes marécageuses; les canaux ensablés devenus impropres à tout service; certains fleuves, autrefois couverts de bateaux, comme l'Adige, abandonnés par la navigation¹, d'autres menaçant les campagnes d'une catastrophe imminente; une petite ville, Casalmaggiore, presque entièrement détruite par les débordements du Pô; les anciennes « magistratures d'eaux » dissoutes ou inactives, leurs règlements tombés en désuétude: tel était l'héritage que la République italienne recevait du gouvernement provisoire.

Comme pour les routes, elle se borna à remédier à la situation présente par des moyens de fortune et à préparer les progrès futurs par une organisation nouvelle. Une somme de 5 millions en biens nationaux, sur laquelle le Trésor consentit une avance immédiate de 500.000 livres, fut répartie entre les départements qui avaient le plus souffert des inondations: elle servit à effectuer sur les fleuves et les canaux les réparations les plus urgentes. Pour les faciliter, un décret (6 mars 1803) prescrivit l'application provisoire des divers règlements locaux en vigueur sous l'ancien régime². Un an plus tard enfin fut promulguée une « loi sur les eaux publiques », votée presque à la même date (20 avril 1804) et inspirée des mêmes principes de centralisation et de symétrie que la loi sur les routes³. — Comme celle-ci, elle avait pour but, non de régler tous les détails de l'administration, mais d'en fixer les principes, à commencer par le partage des

1. Lettre de Venèze à Rangone, 30 sept. 1802 (*Fonds Rangoni*): lettre du prêtre du Bas-Pô à Melzi, 9 nov. 1804 (Arch. Milan, 28).

2. F. O., 1803, p. 45. Ce décret fut vivement critiqué, comme perpétuant les abus de l'ancien régime, au lieu d'introduire dans ce service la centralisation nécessaire. Cf. sur cette question une lettre de Malmignati, député des eaux pour la Polésine, à Rangoni du 7 juin 1803 (*Fonds Rangoni*).

3. B. L., 1804, p. 199.

charges et des attributions ; elle divisait d'une façon aussi simple qu'ingénieuse les travaux hydrauliques en deux grandes catégories, selon qu'ils avaient pour objet le service de la navigation ou la défense des terres contre les eaux. L'État pourvoyait aux uns, que dirigeaient deux « hydrauliciens » officiels, adjoints au ministre de l'Intérieur ; les autres, dont une commission technique (*magistratura d'acque*), élue dans chaque département par le Conseil général, arrêtait le programme, étaient payés, sous la forme d'un supplément à l'impôt foncier, par les propriétaires riverains intéressés, groupés à cet effet en syndicats locaux ou « délégations », correspondant à autant de circonscriptions hydrauliques. Au cas où leur contribution serait insuffisante, ils devaient recevoir un subside du département ou même de l'État, appelé ainsi à intervenir dans toutes les questions relatives à l'entretien et au régime des fleuves. Pour faciliter les travaux futurs, la loi posait le principe de l'expropriation obligatoire et, pour sauvegarder les travaux déjà exécutés, elle interdisait aux propriétaires la pratique, trop répandue parmi eux, de faire subrepticement une saignée dans les digues afin d'irriguer leurs champs.

Par ces dispositions, elle concentrait entre les mains du gouvernement les attributions autrefois dispersées entre des autorités rivales, et donnait à son activité l'instrument nécessaire pour exécuter avec suite ce qu'il voudrait avec ensemble¹. Il en profita aussitôt

1. En raison même des innovations qu'elle consacrait, comme des habitudes qu'elle dérangeait, cette loi souleva de nombreuses protestations locales, surtout parmi ceux qui n'en comprenaient pas le principe : « Le gouvernement, écrivait Venexze (5 oct. 1804), a voulu faire une loi universelle comme le Décalogue ou les lois criminelles ; mais pour les eaux, autant de provinces, autant de règlements. » Et quelques jours après : « Une affaire d'ordre privé comme celle des eaux ne devrait pas rentrer dans les attributions du gouvernement, sinon pour les cas où il y est directement intéressé. » (*Fonds Rangoni*).

pour faire étudier par une commission d'ingénieurs deux problèmes dont la poursuite obsédait depuis de longues années les populations intéressées : le dessèchement des marais compris entre l'Adige et le Pô et la régularisation du cours impétueux du Reno. L'année suivante, Napoléon, lors de son passage à Bologne, allait trancher cette dernière question avant même que les hommes de l'art eussent achevé de l'examiner¹.

Dans cet ordre de choses, la République italienne s'était donc bornée à ouvrir les voies dans lesquelles le régime suivant devait parcourir une brillante carrière. Il est pourtant une œuvre qui lui appartient en propre, parce qu'elle y fut associée par la volonté consulaire, qu'elle en vit les débuts incertains et l'achèvement rapide et qu'elle contribua à en solder les frais. C'est la construction de la route du Simplon, appelée à une importance internationale comme à un retentissement européen, et qui représente pour elle, à défaut d'épopée militaire, son épopée pacifique².

La première idée de cette entreprise était toute stratégique. Du jour où Bonaparte, ayant conquis la Lombardie, résolut de la défendre par une ligne de forteresses, il lui fallait de toute nécessité une ligne de communication permanente avec la France, pour y amener des troupes en toute saison. Par leur altitude et leur situation, deux passages semblaient surtout propres à l'accomplissement de ce dessein : le col du mont Cenis et celui du Simplon. Tracée à travers le premier, la route

1. Résumé historique de la question dans un article du *Giornale italiano* du 29 juin 1805.

2. L'histoire de la construction du Simplon a fait l'objet de nombreuses publications, dont la première en date était intitulée : *La Route du Simplon. Extrait d'un journal de voyage en l'an 1811* (Paris, sans nom d'auteur), 1802. La plus récente et la plus complète est celle de M. BARBEY, *La Route du Simplon*, Genève, 1907. Cf. également les *Lettres de la Suisse* de ROUL ROCHETTE (1821) et l'ouvrage d'IMESCH, *Zur Geschichte des Simplonpasses*, Brigue, 1904.

projetée sortait de la Savoie, dont les massifs montagneux et les vallées tortueuses ne se prêtaient guère à une marche rapide, débouchait dans le Piémont, que la France n'était pas sûre de pouvoir garder, et se terminait par un étroit défilé, facile à bloquer par un ennemi maître de Turin. Placée au Simplon, elle empruntait, il est vrai, un territoire étranger, mais elle permettait aux troupes de la Bourgogne et de la Franche-Comté d'accourir à grandes étapes par la Suisse vassale jusqu'au lac Majeur, d'où il leur était possible, en cas de succès, de se porter sur la ligne du Mincio, et en cas de revers de menacer les derrières d'une armée d'invasion et de recommencer la manœuvre de Marengo.

Dès 1797, ces considérations parurent à Bonaparte assez impérieuses pour qu'il crût devoir envoyer dans le Valais Comeyras, accompagné d'un ingénieur, pour négocier et étudier l'établissement d'une route de Genève à Milan². Parti presque aussitôt après de l'Italie, il se vit, trois années plus tard, confirmé dans son choix par un rapport convaincant (21 juin) de Quatremère-Disjonval, chef d'état-major du général Béthencourt, qui, pendant la campagne de 1800, lui avait amené à grand'peine 1.500 fantassins à travers les sentiers du Simplon. Tout en relatant les périls de l'expédition, l'auteur y faisait ressortir par des chiffres la supériorité de ce passage, et sur le mont Cenis, par où la distance de Paris à Milan se trouvait allongée de 80 kilomètres, et sur le Saint-Bernard et le Gothard, plus élevés d'altitude (2.472 et 21.14 mètres au lieu de 2.005) et plus souvent obstrués par les neiges ou le brouillard³.

La résolution du Premier Consul était prise désormais : il l'exécuta avec sa promptitude ordinaire, sans

1. Lettre de Bonaparte à Melzi (MELZI, *Mem.*, II, 80).

2. Lettre au Directoire du 14 mai 1797 (*Corr.*, III, N° 1799).

3. *La Route du Simplon*, pp. 2 et 3.

attendre même la conclusion de la paix, par l'arrêté du 8 septembre 1800¹, qui est resté la charte fondamentale du Simplon. Il y prescrivait l'établissement, entre Brigue sur le Rhône et Domo d'Ossola sur la Toce, d'une route carrossable de 65 kilomètres de long, située mi-partie en territoire valaisan et mi-partie en territoire italien, payée à frais communs, à raison de 100.000 francs par mois, par la République française et la République cisalpine, construite sous la direction du général Turreau, assisté d'ingénieurs, d'officiers du génie et de deux bataillons d'infanterie. — Peu après (12 février 1801), un autre décret² complétait le premier en ordonnant l'élévation, au milieu et au sommet de la route, d'un hospice tenu par des religieux et semblable à celui qui venait de rendre au Saint-Bernard de si précieux services.

Les travaux commencèrent immédiatement : le 24 décembre 1800 du côté nord, et le 26 mars 1801 sur le versant sud. Ils allaient dès lors se poursuivre sans interruption, mais avec une activité croissante à mesure qu'ils approcheraient de leur terme. Pendant une première et courte période, celle de l'administration militaire, le général Turreau, peu fait pour ce genre de besogne, n'eut que le temps de laisser dissiper en dilapidations les fonds dont il disposait, et d'essuyer la mauvaise humeur des Valaisans, mécontents de voir une garnison française s'installer au milieu d'eux. Il fut heureusement remplacé bientôt par un commissaire civil, Charvet, relevant du ministère de l'Intérieur au lieu de dépendre de la Guerre (décret du 8 juillet 1801). L'exécution de l'entreprise perdait donc son caractère exclusivement militaire³.

1. *Corr.*, III, N° 3091.

2. *Corr.*, VI, N° 5404.

3. Rapport (du 28 avr. 1802) envoyé par Melzi à Marescalchi sur l'état des travaux du Simplon (Arch. Vienne, 5). Un autre rapport

La République italienne n'y avait jusqu'alors contribué que par le paiement du subside mensuel de 50.000 francs dont il était fait un si fâcheux usage. Melzi, arrivé sur ces entrefaites au pouvoir, voulut l'y intéresser plus directement, d'abord pour lui permettre de contrôler efficacement l'emploi de ses fonds, peut-être aussi pour ménager des satisfactions futures à l'amour-propre italien et relever le moral de la nation. Il demanda donc qu'elle exécutât par ses propres ingénieurs et par ses propres moyens, mais en se conformant au plan primitif, la section de la route placée sur son territoire¹. Craignant d'affaiblir par là l'unité de direction de l'entreprise, le Premier Consul ne consentit d'abord qu'à la nomination de deux commissaires, Pianella et Ferrari, investis d'un droit de surveillance assez mal défini sur les chantiers du versant sud (décret du 9 juin 1802)². Sans satisfaire personne, cette demi-mesure devait soulever de continuels conflits d'attributions. Bonaparte finit heureusement par céder aux instances répétées du Vice-Président en accédant à son désir (décret du 29 mars 1803)³. Les travaux, dans lesquels la République avait désormais sa part de responsabilité, prirent une allure plus rapide et entrèrent dans leur phase décisive.

Le principal mérite en revient à un Français, Céard, ingénieur ordinaire du Léman, qui avait reçu et conservait la direction générale de l'entreprise. Marescalchi le dépeignait à Melzi comme « fort honnête homme, très habile, mais fort roide et un peu pointilleux⁴ ». Unissant à la compétence d'un technicien la foi d'un

(16 sept. 1802) de Lambertenghi, envoyé en inspection spéciale sur les lieux, se trouve AFiv, 1707.

1. MELZI, *Mem.*, II, 69-70.

2. F. O., 1802, p. 107.

3. MELZI, *Mem.*, II, 126 et 134.

4. Lettre de Marescalchi à Melzi du 1^{er} avr. 1803 (Arch. Vienne, 31).
Le rôle de Céard a été mis en lumière dans l'ouvrage de M. BARBEY.

apôtre, il allait surmonter par la force d'une volonté de fer et la contagion d'une ardeur communicative les obstacles des choses et les résistances des hommes : difficultés matérielles et difficultés de personnel, avalanches, éboulements et surprises toujours possibles de la nature, mauvaise volonté des Valaisans, récriminations des ingénieurs en second, divergences avec le gouvernement de Melzi. — Mais à côté de lui, les ingénieurs italiens placés sous ses ordres, Costa et Viviani, méritent plus qu'une mention. L'état des travaux antérieurs et la configuration du sol rendaient leur tâche plus difficile que celle de leurs collègues français. Sur les 39 kilomètres de route qu'il rentraient dans leur lot, 14 seulement avaient été exécutés avant eux, mais avec des rampes si fortes et des empierrements si sommaires que tout ou presque tout était à recommencer. Tandis que, sur le versant valaisan, des croupes arrondies se prêtaient au développement d'un chemin en pente douce, le versant italien présentait d'abord, au sortir du village d'Algaby, une déclivité à pic de près de 700 mètres, aboutissant ensuite aux fameuses gorges de Gondo, si profondes qu'elles paraissaient s'enfoncer dans les entrailles de la terre, si encaissées que le jour y pénétrait à peine, si étroites qu'elles ne laissaient place qu'au lit du torrent. Des massifs granitiques à percer par des galeries, des ravins ou des abîmes à franchir par des ponts, des côtes abruptes à gravir par des lacets, tels étaient les obstacles dont Costa et Viviani allaient triompher plus rapidement que ne l'auraient fait leurs prédécesseurs, grâce à leur connaissance du terrain et des ressources du pays¹.

A peine entrés en fonctions, ils poussent leur travail avec une telle ardeur que, dès le mois de janvier suivant, cette phrase peut être insérée dans l'*Exposé*

1. Rapport sur la partie italienne de la route du Simplon (AFiv, 1709).

de la situation de la République : « Dès cette année, les voitures franchissent le Simplon et le mont Cenis. » C'est là d'ailleurs une promesse plutôt qu'une constatation, car la division Pino, qui a inauguré le passage en novembre 1803, n'a pu se faire suivre de ses bagages. Du moins le Premier Consul a-t-il à cœur de justifier aussitôt que possible cette déclaration solennelle. « Quand donc mes canons passeront-ils le Simplon ? » tel est le refrain qui revient sans cesse dans sa bouche quand il reçoit Céard à Paris, ou sous sa plume quand il écrit à Melzi. Il faut aboutir à tout prix pour le contenter. — Les années 1804 et 1805 représentent la période héroïque de l'entreprise. Tandis qu'on aménage en hâte, de Domo d'Ossola à Sesto Calende, la voie d'accès vers Milan, tandis que le personnel employé à la route proprement dite monte au total de 5.000 travailleurs, l'effort suprême des ingénieurs se porte sur les gorges de Gondo. Des équipes d'ouvriers, travaillant nuit et jour à la lueur des torches, pratiquent huit tunnels, dont un de 200 mètres, dans les massifs granitiques qui l'obstruent; d'autres, suspendus au flanc des précipices, jettent les fondements des ponts qui en domineront les profondeurs. Cette ardeur obstinée permet enfin d'atteindre le résultat désiré : le 23 septembre 1805 était la date impérieusement fixée par Napoléon (23 mars)¹ pour l'ouverture du passage aux premières voitures : cette échéance n'est retardée que de quinze jours (10 octobre), c'est-à-dire d'un délai insignifiant par rapport à l'immensité du travail accompli. — Sans doute la route ne présente pas encore le degré de perfection qui en fera une œuvre définitive; elle traverse encore en bien des points des ponts provisoires en bois. Il restera ensuite, pour se conformer au plan primitif, à la prolonger, au nord par la rive gauche du Léman

1. MELZI, *Mem.*, II, 249.

jusqu'à la Faucille, au sud par le lac Majeur jusqu'à Milan, où elle doit se terminer par un arc de triomphe; mais dès 1805 elle remplissait son objet principal, puisqu'elle permettait à une pièce de canon de rouler de Paris à Milan, sans être démontée, comme au Saint-Bernard, et sans parcourir plus de 177 lieues.

En même temps que ces avantages immédiats, elle présentait une perfection technique qui n'a pas été dépassée, même de nos jours¹. Bien qu'elle s'élevât, sur un développement total de 65 kilomètres, à une altitude de 1.700 mètres au-dessus des points de départ et d'arrivée, son inclinaison ne dépassait pourtant jamais 8 0/0, grâce aux 22 ponts et aux 8 galeries qui lui permettaient de tourner ou de franchir les obstacles. Toujours large de 7 à 8 mètres, de manière à se prêter au croisement de deux voitures, bordée d'une ligne continue de bornes formant parapet, munie sur les hauteurs d'ouvrages de défense contre les avalanches, elle était jalonnée sur toute sa longueur de 20 maisons-abris offrant un refuge en cas de tourmente. Bien qu'elle fût l'œuvre de Bonaparte, elle n'était pas sans faire honneur au génie italien, car les ouvrages d'art édifiés sur le versant sud présentaient, par le mérite des hommes ou les nécessités de la nature, un aspect de grandeur et de solidité plus imposant que du côté valaisan. Les frais totaux montaient à 7 millions et demi, dont 3 et demi payés par le gouvernement de Milan.

Cette grande entreprise, qui ne nous paraît pas aujourd'hui dépasser les proportions d'un bon travail d'ingénieur, prit aux yeux des contemporains celles d'une innovation hardie, presque d'une victoire de la science sur la nature. Elle eut à l'époque autant de retentissement que plus tard la première percée des Alpes au

1. Description technique dans *la Route du Simplon*, p. 9 seq.

mont Cenis ou l'ouverture du canal de Suez. Presque aussitôt réalisée que conçue, elle frappait d'abord les masses par cette sorte de soudaineté dans l'exécution qui caractérisait partout l'œuvre napoléonienne. Par son aspect imposant et monumental, par l'apparence d'indestructibilité qu'elle empruntait au granit de ses ouvrages d'art, par la concision toute latine de l'inscription gravée dans le roc à la sortie de la principale galerie (*Aere italo*) elle évoquait les souvenirs et semblait participer à l'éternité des plus durables créations du génie romain¹. Aux philosophes et aux économistes, elle paraissait présenter des avantages commerciaux et humanitaires autant que stratégiques, en rendant si faciles des communications si malaisées auparavant et en abaissant ainsi les barrières entre les peuples. Aux simples touristes enfin, elle permettait pour la première fois de passer en quelques heures, sans quitter leur voiture, des « plus fertiles plaines du monde » à la région des neiges éternelles. Aussi tous ceux qui inauguraient la route éprouvaient-ils un sentiment de surprise admirative dont on retrouve les témoignages dans leurs relations. « C'est un des chefs-d'œuvre du siècle, écrivait en 1810 un major d'artillerie français. Des ponts

1. « La nouvelle route du Simplon est une de ces entreprises dont la conception n'appartient qu'au génie. Ces immenses travaux qui ont ouvert en moins d'un lustre, les Alpes les plus inaccessibles au commerce et au passage des armées surpassent, et par leur hardiesse et par leur perfection, tout ce que les Romains ont fait dans ce genre. L'art de conduire les routes à une élévation de 6 à 8.000 pieds, de manière qu'on puisse les monter ou les descendre presque toujours au trot, n'était point connu des constructeurs du Colysée. » (*La Route du Simplon*, p. I.) Cf. RAOUL ROCHETTE, *Lettres sur la Suisse*, p. 410 : « J'ai vu ailleurs des sentiers se pliant à toutes les inégalités du sol. Mais ici c'est une voie sûre et commode, d'une largeur et d'une pente constamment égales, qui poursuit son cours aventureux à travers tous les obstacles, attaque de front les rochers, perce les monts et conduit sans efforts comme sans dangers au-dessus de la région des orages, à la naissance même des glaciers; on se trouve dans la nue sans s'apercevoir même qu'on ait quitté le sol et l'on court la poste sur le chemin des avalanches. » Mêmes impressions dans le *Voyage en Italie* de PETIT-RADEL, Paris, 1815, I, 15-25.

jetés d'une montagne à l'autre, des rochers percés de longues galeries, un chemin d'une pente presque insensible suspendu sur des abîmes sans fond, tout excitait mon admiration¹. » Par une singulière rencontre de termes, l'impératrice Marie-Louise s'écriait en 1814, dans une lettre privée : « Cette route est vraiment un des plus beaux chefs-d'œuvre du génie créateur de l'Empereur. S'il n'avait voulu faire que des choses de ce genre, comme il aurait pu s'éterniser, se faire adorer² ! » Les mêmes expressions enthousiastes reviennent sous la plume de tous les voyageurs. L'un des derniers d'entre eux, à la fois historien et poète, devait enfin, trente années plus tard, résumer et amplifier sur le mode lyrique les sentiments que la route du Simplon avait inspirés à toute une génération. « Sur le versant italien, écrivait-il, la route devient un vrai monument d'art, et vous assistez à une lutte obstinée de la nature et de l'homme. Il y a des moments où l'industrie semble vaincue par l'obstacle ; mais c'est le moment où les ressources de l'art reparaissent avec le plus de puissance, Cette route s'élance sur les ravins d'un bord à l'autre ; elle rampe, elle s'élève, elle bondit. Il y a un intérêt dramatique à suivre le combat de l'audace humaine et de ces cimes si longtemps invaincues. Ce monument de patience et de témérité est une sorte d'architecture héroïque³. »

III

En réorganisant l'administration de la Justice et des Travaux publics, la République italienne n'avait fait que poursuivre et perfectionner une œuvre entreprise et

1. GRIOS, I, 409.

2. Lettre à la duchesse de Montebello (11 sept. 1814) publiée dans *le Correspondant* du 25 janvier 1911.

3. EDGAR QUINET, *Allemagne et Italie*, p. 399.

inachevée par l'ancien régime. D'autres services publics, tels que l'enseignement de la jeunesse, et en général la garde des intérêts intellectuels du pays, devaient au contraire être créés de toutes pièces, parce qu'abandonnés auparavant à l'initiative privée, ils devenaient pour la première fois, en vertu des principes révolutionnaires, une fonction de l'État. — Melzi eut le mérite, non seulement d'accepter ce rôle, nouveau pour les hommes de sa génération, mais encore de le prendre personnellement à cœur et d'en remplir toute l'étendue. Après avoir organisé sur les bases les plus larges un système complet d'instruction publique, on le vit imprimer une telle impulsion au mouvement des esprits, prodiguer aux œuvres de la pensée de si nombreux encouragements qu'un de ses principaux titres de gloire aux yeux de ses contemporains est d'avoir réalisé, plus complètement que ses prédécesseurs du dix-huitième siècle, le type du gouvernement « éclairé » et « ami des lumières¹ ».

Sa première création, trop prématurée pour être durable, présenta pourtant l'intérêt d'une expérience plutôt que l'importance d'un résultat. Elle était due à l'initiative presque exclusive de Bonaparte, qui y voyait un moyen de contribuer à l'unification morale du pays autant qu'à l'avancement des sciences. — Sous l'ancien régime, la vie intellectuelle était dispersée entre divers centres provinciaux, fermés les uns aux autres et séparés par les jalousies locales; les réputations s'y élevaient sans contrôle ni comparaison possible, les efforts des savants restaient souvent infructueux, faute d'être coordonnés, et l'isolement des esprits entretenait, en le renforçant, le particularisme politique. Les

1. Son œuvre intellectuelle se trouve résumée dans deux rapports qui lui furent adressés par le chef de la 1^{re} division du ministère de l'Intérieur. Le premier (18 nov. 1802) a été publié dans les *Memorie*, II, 471; le second, du 30 oct. 1804, se trouve à l'*Archivio di Stato* de Milan (Section *Studj*, année 1804).

inconvéniens en avaient paru assez fâcheux pour que, dès 1782, le mathématicien Lorgna eût cherché à y remédier en fondant à Vérone une « Société italienne des Sciences », composée de 40 membres originaires de toutes les villes d'Italie et destinée « à unir en un seul corps académique, pour les mettre en valeur comme si elles étaient rassemblées dans la même cité, les forces scientifiques de toute la Péninsule ¹ ». Dès sa première campagne d'Italie, Bonaparte reprit cette idée, et après l'avoir servie en subventionnant l'Académie de Vérone ², il résolut de la réaliser dans un organe nouveau, analogue à l'Institut national qui venait d'être fondé en France (1795). Il fit insérer à cet effet, soit dans la première constitution cisalpine, soit plus tard dans celle de Lyon, deux articles relatifs à la création d'un Institut italien, ayant pour rôle officiel de « recueillir les découvertes et de perfectionner les sciences et les arts ³ », et pour mission réelle de centraliser l'esprit de la nation comme les assemblées politiques en centraliseraient la volonté ⁴. Mais, tandis qu'en 1797 Bonaparte n'avait eu que le temps de formuler ce projet, il allait en 1802 veiller à en faire une réalité.

Le 17 août de cette année, le Corps législatif votait une loi organique qui fixait le siège, la composition, le recrutement et les occupations de l'Institut national ⁵. Ce corps devait être placé à Bologne, désignée comme capitale intellectuelle par ses anciennes traditions scientifiques, comme par la crainte de paraître trop favoriser

1. Lettre (imp.) de Cagnoli à Delambre, secrétaire de l'Institut de France sur la Société italienne des Sciences, 23 janv. 1802 (insérée dans ROVATTI, 1802).

2. *Corr.*, III, N° 2327 et 2359.

3. Art. 121 de la Constitution.

4. « L'Institut national sera le point où l'on concentrera les lumières pour les répandre ensuite opportunément sur la masse du peuple, où l'on perfectionnera l'agriculture, où l'on encouragera les arts, où l'on dirigera avec sagesse l'esprit public. » (*Osservazioni sulla Costituzione*, p. 6.)

5. B. L., 1802, p. 253.

la capitale politique. Divisé, d'après la nature de ses études et les idées philosophiques du temps, en trois sections, comme en France (Sciences physiques et mathématiques, Sciences morales et politiques, Littérature et beaux-arts), il devait comprendre 60 membres, distribués par moitié en deux classes, selon leur degré de participation à ses travaux : les « honoraires » qui ne lui apportaient guère que leur nom, et les « pensionnés », qui recevaient une indemnité annuelle de 1.500 livres, et dont 15 au moins devaient résider à Bologne, pour assurer le fonctionnement permanent de l'institution. Les uns et les autres étaient recrutés d'après le système généralement adopté alors pour concilier les droits du pouvoir avec les apparences de la libre élection. Le président de la République nommait les 30 premiers membres et désignait les 30 autres sur une liste de 60 candidats dressée par eux. Leurs attributions primitives se réduisaient à tenir au moins une séance par an, à rédiger des mémoires, à exercer une sorte de tutelle générale sur l'enseignement; elles semblaient peu absorbantes et destinées surtout à justifier leur existence.

Cette organisation, qui par sa complexité paraissait plus appropriée à un grand État comme la France qu'à la République italienne, serait-elle aussi facile à mettre en pratique qu'à adopter en théorie? Melzi se montrait sceptique à ce sujet : « Je n'ai jamais approuvé, devait-il écrire plus tard, l'érection de l'Institut, parce que je connaissais le déplorable esprit de nos littérateurs¹. » Quand il voulut, conformément aux ordres reçus, adresser à Bonaparte des propositions pour la nomination des 30 premiers membres, il rencontra des difficultés analogues à celles qu'avaient soulevées ses précédents essais de centralisation administrative : tout

1. Melzi à Marescalchi, 8 août 1804 (Arch. Vienne, 24).

d'abord protestations des Milanais, notamment de Volta, indignés à la pensée de céder la suprématie à Bologne ¹, effrayés par la perspective de voyages périodiques dans cette ville; nécessité de répartir entre les départements, pour n'en mécontenter aucun, les sièges de l'Institut; embarras enfin de discerner parmi les réputations de clocher celles qui méritaient une consécration nationale ². Le Vice-Président réussit enfin à dresser une liste, qui parut au *Bulletin des lois* sous la forme d'un décret consulaire (5 octobre 1802) ³. Bien que le public s'égayât d'y voir figurer un mort et deux inconnus ⁴, bien qu'il y déplorât d'inexplicables omissions, il pouvait y retrouver les plus illustres représentants du génie italien : parmi les savants, l'astronome Oriani, le médecin Moscati, les mathématiciens Fontana et Cagnoli, et surtout Volta, le « Franklin de l'Italie »; parmi les littérateurs, l'inévitable Monti; parmi les artistes, le peintre Appiani; parmi les politiques, les ministres Villa et Spannocchi.

Réunis peu après pour se compléter, les nouveaux académiciens envoyèrent à Bonaparte une adresse (11 janvier 1803) ⁵ où ils lui demandaient d'inscrire son propre nom, ainsi que celui de Melzi, en tête de ceux qu'ils soumettaient à son choix. Leur vœu fut exaucé, et le 18 avril 1803 ⁶ paraissaient les 30 nouvelles nominations destinées à porter au complet cette « assemblée représentative de la République des Lettres ».

Pour qu'elle fût capable de durer et d'agir après

1. Melzi lui-même (lettre à Marescalchi, 20 janv. 1803. Arch. Vienne, 19) aurait préféré voir l'Institut à Milan, où il aurait été mieux à même de remplir sa mission, le gouvernement pouvant le consulter plus facilement sur les questions scientifiques à lui soumettre.

2. Lettre de Melzi à Marescalchi du 14 oct. 1802 (Arch. Vienne, 5).

3. B. L., 1802, p. 422.

4. Dépêche de Taglioretti du 13 nov. 1802 (Arch. Berne, *Corr. Milan*, 3391).

5. AFIV, 1708.

6. B. L., 1803, p. 60.

s'être constituée, il eût fallu à ses membres un patriotisme littéraire étranger à leurs habitudes, ou des occupations propres à éveiller leur intérêt : conditions aussi difficiles à réaliser l'une que l'autre. On chercha vainement à justifier leur utilité en leur attribuant un droit d'inspection sur les Universités et une mission de juges des concours officiels : ils parurent peu pressés de se prêter à ce double rôle.

Bien que célébrée par des discours pompeux et entourée d'un grand appareil militaire¹, leur première réunion plénière (10 juillet 1804) ne put avoir lieu qu'un an après leur nomination et ne devait pas avoir de lendemain. Convoqués quelques jours après, afin de pourvoir aux premières vacances survenues parmi eux, ils ne se présentèrent qu'au nombre de 19 sur 60 et durent se séparer sans avoir rien fait, faute d'atteindre le quantum légal². — C'était la faillite de l'institution. Melzi qui ne la croyait pas viable, et la regardait comme « un pieu qu'on voudrait faire prendre pour un arbre ombreux », était d'avis, ou de la supprimer, ou au moins d'en transférer le siège dans la capitale. Le Premier Consul se contenta de la laisser languir jusqu'au jour (1810) où il devait essayer de lui donner une vie nouvelle sous une forme moins centralisée³.

Le gouvernement de Melzi fut plus heureux dans ses efforts pour restaurer les études que dans son essai d'Institut, parce qu'au lieu d'entreprendre avec inexpérience une œuvre nouvelle, il continuait avec facilité une œuvre commencée avant lui. La loi qu'il fit

1. Récit de la première séance dans GUIDICINI, 10 juil. 1807. Cf. *Discorso detto nella prima adunanza dell' Istituto nazionale, il dì 10 di luglio 1804, dal Segretario MICHELE ARALDI*, Bologne 1805.

2. Lettre de Melzi à Marescalchi, 8 août 1804 (Arch. Vienne, 26). Les Milanais s'étaient abstenus de venir, parce qu'ils redoutaient le mauvais accueil de leurs collègues bolonais.

3. Un volumineux dossier relatif à l'histoire de l'Institut remplit tout un carton des Archives de Vienne (Arch. Vienne, 193).

voter à cet effet (4 septembre 1802)¹, d'après le projet rédigé par Paradisi et Moscati, présentait les mêmes caractères que celles qui venaient de régler l'administration de la Justice et des Travaux publics. Reproduisant dans ses grandes lignes la loi française du 1^{er} mai 1802, elle organisait l'Instruction publique avec une grande largeur de vues, mais d'après un plan trop vaste peut-être pour un petit pays, trop systématique pour pouvoir être appliqué dans toute sa rigueur. — Au point de vue des études, l'enseignement supérieur devait être assuré par les deux Universités de Bologne et de Pavie : l'enseignement artistique par les deux Académies de Milan et de Bologne : l'enseignement technique par quatre écoles spéciales de Métallurgie, d'Hydrostatique, de Sculpture et d'Art vétérinaire à établir plus tard, là où elles seraient le plus utiles ; l'enseignement secondaire par des Lycées et Gymnases placés, les uns dans les chefs-lieux de départements, les autres dans les vice-préfectures les plus importantes ; l'enseignement primaire par des écoles élémentaires qui devaient peu à peu être créées dans toutes les communes, suivant un plan à déterminer ultérieurement. — Au point de vue administratif, l'État nommait les professeurs sur des listes de présentation dressées par leurs collègues, mais il ne payait sur son budget que ceux des Universités, Académies et écoles techniques.

Au moment où la question financière dominait toute la vie économique, cette dernière disposition pouvait servir à mesurer la valeur pratique de toutes les autres. Le titre de la loi relatif aux écoles élémentaires devait rester lettre morte, parce que les communes, chargées de les entretenir, se bornèrent tout au plus à conserver les anciennes sans en créer de nouvelles². Les Con-

1. B. L. 1802, p. 295.

2. SABATTI, *Quadro Statistico del Dipartimento della Mella*, p. 225 ; dépêche de Taglioretti du 11 déc. 1802 (Arch. Berne, Corr. Milan, 3391).

seils généraux de département se montrèrent à peine plus généreux pour les Lycées, dont l'organisation fut en outre retardée par des rivalités locales et par la misère des salaires professoraux¹; ils reçurent bien un règlement d'études (13 novembre 1803), mais un seul, celui de Milan, fut ouvert en 1805. Pour ne pas laisser la jeunesse sans instruction, le gouvernement avait dû fonder ou plutôt restaurer à Modène un internat appelé Collège national (23 septembre 1802)² et confié à des religieux expérimentés.

Ce fut en réalité sur l'enseignement supérieur que se portèrent avec le plus de suite et de succès les efforts de Melzi; ils devaient être secondés par la force persistante d'anciennes traditions, mais entravés trop souvent par l'état de profonde décadence où étaient tombées les deux Universités de Pavie et de Bologne, seules conservées par la loi du 4 septembre, malgré les réclamations de Ferrare et de Modène. — La première, florissante encore en 1799³, avait été désorganisée depuis, et par sa fermeture passagère sous la réaction austro-russe, et par le départ ou le décès de ses plus célèbres professeurs : Scarpa, Spallanzani, Fontana et Volta. — La seconde, abandonnée à elle-même depuis la Révolution, présentait le spectacle de l'anarchie la plus complète : locaux en ruine, collections et bibliothèques au pillage, personnel enseignant surabondant comme nombre, insuffisant comme capacité, public scolaire

1. B. L. 1802, p. 428. « Pour les lycées, il n'y a rien à espérer, les factions locales prétendant inspirer les nominations. D'autre part on offre des traitements si misérables qu'il vaudrait mieux faire le cocher ou le portefaix que le professeur. » (Lettre de P. Giordani du 29 juin 1803, *Fonds Rangoni*). Giordani annonce dans une lettre postérieure que le conseil départemental du Bas-Pô ne se décide qu'en octobre 1804 à commencer l'étude d'un projet de lycée.

2. F. O. 1802, p. 200. Dans un rapport du Vice-Président (20 déc. 1804, Arch. Milan, 34), Cicognara proposait l'établissement à Milan d'un « Collège national » modèle.

3. Voir sur ce point le témoignage de Trouvé dans une lettre à La Revellière-Lépeaux du 26 sept. 1798 (LA REVELLIÈRE, III, 302).

inattentif aux cours, que les professeurs avaient fini par faire à leur propre domicile¹. — Oriani et Cicognara réorganisèrent assez promptement l'Université de Pavie, où les abus étaient moins développés et qui conservait près d'un millier d'étudiants. — Mais quand il fallut épurer et réformer l'autre, Melzi dut mettre la main à la besogne, et ne l'accomplit pas sans difficultés. Il se heurta d'abord à l'exclusivisme aveugle et entêté des Bolonais, qui ne voulaient pas à leur Université de professeurs étrangers à la ville; d'autre part, certains savants, après avoir posé leur candidature, la retirèrent au dernier moment, craignant l'hostilité de leurs futurs auditeurs et collègues². A la suite de pourparlers plus laborieux que des négociations diplomatiques, on put enfin insérer au *Bulletin des lois* (7 janvier 1803)³ la composition définitive du corps enseignant. Si les choix avaient été restreints par la force des préjugés locaux, ils témoignaient à d'autres égards d'un certain éclectisme et d'une véritable largeur de vues, puisqu'une femme, Clotilde Tambroni, était appelée à une chaire de littérature grecque. Il fallut attendre la réfection des locaux dégradés pour pouvoir procéder à la réouverture des cours; elle eut lieu en grande pompe (25 novembre 1803), sous la présidence d'un consultant d'État, en présence des professeurs « en uniforme » et de 600 étudiants. Quand un autre décret (31 octobre 1803)⁴ eut arrêté sur les bases les plus larges le programme d'études des Universités, elles retrouvèrent les conditions de leur ancienne prospérité et purent dès lors répondre à tous les besoins du haut enseignement.

1. Lettres de Melzi à Marescalchi, 14 oct. et 17 nov. 1802 (Arch. Vienne, 19).

2. Lettre de Melzi à Marescalchi du 28 fév. 1803 (Arch. Vienne, 20).

3. B. L. 1803, p. 3.

4. F. O. 1803, p. 155.

Les deux Académies des Beaux-Arts prévues à Milan et à Bologne devaient être d'autant plus faciles à constituer que leur création répondait aux goûts et aux aptitudes du pays, développés encore par la Révolution, qui apportait aux artistes de nouveaux sujets d'inspiration. Elles existaient d'ailleurs déjà sous l'ancien régime, mais sous la forme de simples établissements d'instruction. Le gouvernement leur donna une vitalité nouvelle en étendant fort ingénieusement leur organisation (décret du 1^{er} septembre 1803)¹, de manière à en faire des corps académiques en même temps que des corps enseignants. — Sur les 30 membres que comprenaient chacune d'elles, 9 seulement occupaient autant de chaires des arts du dessin; les 21 autres, choisis parmi les artistes ou même les amateurs de la ville, devaient exercer une tutelle générale sur l'activité des premiers, et juger chaque année les concours ouverts entre les élèves et anciens élèves. — Ainsi organisé, cet enseignement présentait toutes les garanties nécessaires. A peine inauguré, il attira plus de 600 étudiants à l'ancien collège des Jésuites de Brera, où était installée l'Académie. Un peu plus tard, il reçut son couronnement (25 juillet 1804)², par la création, sinon d'une « École de Rome » comme en France, au moins de bourses qui permettraient aux meilleurs élèves d'aller étudier sur place, et pendant quatre ans, les chefs-d'œuvre de l'antiquité classique. Décrétée au moment où le budget s'équilibrait à grand'peine, cette dépense attestait d'une manière particulièrement significative l'intérêt porté par Melzi à l'éducation artistique de ses compatriotes.

Ses efforts toutefois ne devaient pas s'arrêter là. Après avoir constitué la haute administration de l'intelligence, dans les limites fixées par la loi organique

1. F. O. 1803, p. 266.

2. F. O. 1804, p. 129.

du 4 septembre 1802, il s'attacha à en favoriser les œuvres par tous les encouragements pécuniaires ou moraux dont il disposait. Il porta tour à tour son activité sur les établissements qui assuraient les conditions matérielles du travail scientifique, sur les sociétés savantes qui en représentaient les organes et les centres, sur les publications qui en enregistraient les principaux résultats ; rien ne fut négligé pour activer le mouvement des esprits. — A Milan, l'ancien collège de Brera avait abrité autrefois, outre l'Académie des beaux-arts, un jardin botanique et une bibliothèque, dont l'ensemble excitait autrefois chez les voyageurs la même admiration que le fameux Institut de Bologne¹. Loin de laisser dépérir cet établissement, déjà fort éprouvé par la Révolution, Melzi chercha à en étendre l'utilité. L'Observatoire, dirigé par Oriani, vit son existence assurée par son rattachement à l'Université de Pavie. La bibliothèque fut déclarée nationale, et enrichie successivement par des livres provenant des congrégations supprimées, par la générosité personnelle du Vice-Président, qui lui offrit tout un fonds acheté à Ferrare, par le dépôt légal des ouvrages récemment parus, enfin par un subside annuel de 6.000 livres reçu de l'État. Facilement accessible aux chercheurs, grâce aux dispositions d'un règlement libéral (11 décembre 1802), elle devint entre leurs mains un instrument de travail précieux, sans pareil dans l'Italie d'alors. — Dans le même bâtiment, une collection de tableaux destinée à devenir l'un des plus beaux musées d'Europe fut commencée en 1802 et ouverte en 1805 avec les toiles de maîtres que le célèbre peintre Appiani reçut, par décret spécial², la mission d'aller choisir dans les couvents sécularisés. Elle avait au début pour ornement principal, outre des

1. DESAIX, *Journal de voyage*, pp. 82-83.

2. F. O., 1802, p. 207.

œuvres du Carrache, de Guerchin et de l'Albane, le fameux *Spozalizio* de Raphaël, offert autrefois par la ville de Città di Castello au général Lechi, et vendu par lui à un acquéreur auquel le racheta le gouvernement. Une circulaire était en même temps envoyée aux préfets pour les engager à veiller à la conservation des tableaux restés dans leurs départements¹. A Milan même, Appiani se voyait chargé de restaurer la *Cène* de Léonard de Vinci, placée dans un réfectoire qui avait servi de caserne, et dégradée pendant l'occupation française².

D'autre part, on ouvrit encore au Brera des cours publics d'histoire, de diplomatie, de politique, de droit criminel et même de diction théâtrale, dont l'ensemble représentait presque l'enseignement d'une petite Université. — Au dehors, on réunit au monastère de San Fedele, pour en former un dépôt commun, les Archives d'État, celles de l'ancien Sénat, ainsi que tous les documents officiels provenant des administrations révolutionnaires. — On examina même un instant, sur la proposition de Bossi, la possibilité de rassembler à Milan, de manière à en faire une collection unique en Europe, toutes les anciennes chartes des pays dont se composait la République³ : projet trop ambitieux pour être aussitôt exécutable, mais qui attestait la largeur de vues de ses auteurs. — Dans les départements enfin, les cabinets de physique ou d'histoire naturelle des Universités furent enrichis de nouveaux instruments et les bibliothèques soumises au même règlement que celle de Brera.

Avant 1796, les sociétés savantes de province avaient été, dans certaines régions, les seuls centres de la vie

1. F. O., 1802, p. 172.

2. F. O., 1802, p. 267.

3. CANTU, *Diplomatici*, p. 55.

intellectuelle. Parmi elles, les Académies d'un caractère purement littéraire déperissaient déjà sous l'ancien régime, faute d'occupations suffisantes ; elles avaient disparu pendant la Révolution, sans que personne regrettât leur existence. Les autres gardant toute leur valeur pratique dans un pays où les savants restaient attachés au sol natal, le gouvernement n'eut garde de la méconnaître. Par un titre spécial de la loi sur l'Instruction publique, il prévoyait dans chaque département la création d'une Société d'agriculture et d'une Société d'arts mécaniques, que les Conseils généraux étaient autorisés et invités à subventionner. — D'autre part il soutint de ses encouragements pécuniaires, préserva de la disparition et ramena à Vérone de Modène, où la guerre l'avait forcée à émigrer, la « Société italienne des sciences » qui représentait, comme on l'a vu, le premier essai de centralisation intellectuelle entrepris en Italie.

Si méritoires et si efficaces que dussent être ces mesures prises en faveur de collectivités ou d'établissements scientifiques, Melzi ne les considéra point comme destinées à épuiser l'initiative gouvernementale. Il crut devoir les compléter et en doubler le prix par des marques de bienveillance individuelles accordées aux représentants les plus éminents de la pensée italienne. — En 1796, Bonaparte avait mis une sorte de coquetterie à rechercher leur compagnie, à témoigner une estime particulière à l'astronome Oriani, l'un des plus éminents d'entre eux, à se poser en protecteur de la haute culture. Continuant la même politique, le Premier Consul venait en 1801 d'appeler à Paris Appiani pour faire son portrait (mai), et d'assister à une séance de l'Institut (12 novembre), pour y applaudir à une lecture de Volta. Melzi s'inspira de ces exemples. Jamais encore les littérateurs et les savants n'avaient reçu du pouvoir autant d'encouragements

matériels et moraux que sous sa vice-présidence. Il accorda d'abord aux plus illustres d'entre eux des places qu'il savait devoir représenter pour eux des traitements plutôt que des fonctions. — C'est ce dont on trouve une preuve éloquente dans l'indulgence témoignée par lui à la conception fantaisiste que le poète Monti se faisait de son devoir professionnel. Celui-ci avait reçu à Paris, où il s'était réfugié en 1799, sa nomination à l'Université de Pavie, réouverte au lendemain de Marengo. Après s'être fait envoyer d'abord ses frais de voyage, il invoqua divers prétextes pour retarder son départ, consacra à des affaires personnelles les premières semaines de son séjour en Italie, demanda et obtint néanmoins une augmentation de traitement, ne fit son premier cours (mars 1802) que dix-huit mois après en avoir été chargé et quitta en 1805 un enseignement d'ailleurs intermittent pour se voir nommer poète du gouvernement, avec l'autorisation de cumuler ses anciens émoluments (4.500 francs) avec les nouveaux (5.000). Jamais encore la réputation poétique n'avait autorisé de telles licences, ni servi à excuser une pareille disproportion entre les services rendus et les faveurs obtenues. — Un autre littérateur de mérite, Cesarotti, fut nommé à une chaire au lycée de Côme, qu'il n'alla pas occuper et échangea bientôt contre un emploi à Bologne. Ceux enfin pour lesquels il était difficile de trouver un prétexte à traitement reçurent soit des pensions annuelles (tel fut le cas notamment d'Albergati et de l'improvisateur Bandettini), soit des gratifications extraordinaires à l'occasion de la publication de leurs œuvres¹. On accorda ainsi des subventions variant entre 600 et 1.200 livres, et jouant le même rôle que de nos jours les prix académiques, au professeur Signorelli pour son livre sur le *Coût* ; au

1. MELZI, *Mem.*, II, 474-476.

professeur Tamburini pour ses traités sur le *Droit naturel* et sur la *Vraie idée du gouvernement de l'Église*; au docteur Micoli pour l'ensemble de ses travaux médicaux; à l'architecte Amati pour ses recherches sur le clair-obscur; au savant Barchetti pour ses analyses des eaux thermales de la Porretta, enfin et surtout à l'économiste Gioja, pour la publication d'un ouvrage intitulé *le Commerce des grains*, destiné à vulgariser des notions utiles à répandre sur une question importante pour la République.

Après s'être ainsi exercée envers les auteurs vivants, la bienveillance officielle se plut à remonter jusqu'aux chefs-d'œuvre du passé. L'État prit à ses frais la réimpression des œuvres complètes de Parini, dirigée par le député Reina et exécutée par l'imprimeur Bodoni, une des illustrations de la typographie italienne. Le gouvernement souscrivit également à 80 exemplaires d'une « Collection des classiques italiens », véritable monument élevé à la littérature nationale, dont la publication fut commencée à Milan en 1803 par une société d'amateurs. Le portrait du Vice-Président figurait en tête du premier volume, qui contenait une réédition des *Istorie fiorentine* de Villani. Un jeune fonctionnaire de la Direction des Domaines, Pietro Custodi, se vit encourager à poursuivre un recueil du même genre, la « Collection des économistes italiens », à l'effet de démontrer que « la véritable science des gouvernements, c'est-à-dire l'économie politique, a été florissante en Italie ». Le premier exemplaire fut envoyé à Paris et présenté par Marescalchi au Premier Consul, qui en agréa l'hommage comme il l'avait déjà fait pour l'édition de Parini.

Il eût été à souhaiter que le Vice-Président, couronnât son œuvre intellectuelle en laissant aux auteurs la plénitude du droit d'écrire, condition essentielle de

fécondité pour les uns, et pour tous stimulant autrement efficace que les encouragements officiels. Les idées alors dominantes en France et en Europe, le souvenir des excès des journaux sous la première Cisalpine, la crainte peut-être d'indisposer le Premier Consul l'amènèrent au contraire à modifier dans un sens chaque jour plus restrictif le régime de la presse, dont une loi antérieure à son arrivée au pouvoir (19 floréal an IX-9 mai 1801) avait proclamé l'entière liberté. — Dès le début de 1803, un décret (21 janvier) posait en principe la responsabilité des auteurs qui attaqueraient dans leurs écrits la religion, l'ordre public, la morale, les gouvernements étrangers et les personnes privées; mais il limitait aux périodiques et aux pièces de théâtre l'obligation de la censure préalable, exercée à Milan par une commission centrale de trois fonctionnaires et dans les départements par des réviseurs à la nomination des préfets. — Quelques mois plus tard (27 septembre)², les imprimeurs se voyaient astreints à effectuer le dépôt légal de tous les produits de leurs presses entre les mains des censeurs, auxquels il appartenait d'accorder ou de refuser l'autorisation de publier. D'après des dispositions postérieures (4 avril 1804)³, l'accomplissement de ces formalités fut étendue aux feuilles volantes et aux almanachs et aggravé, pour les auteurs nantis d'une chaire dans un établissement de l'État, par l'obligation de soumettre leurs manuscrits à l'examen préalable de leurs supérieurs hiérarchiques. — Ainsi se marquait dès ce moment dans les sphères officielles ce double souci, contradictoire en apparence, de « répandre les lumières » et de contraindre les opinions, dont la coexistence allait caractériser et inspirer l'administration impériale. Pour l'ins-

1. F. O., 1803, p. 18.

2. B. L., 1803, p. 197.

3. B. L., 1804, p. 207.

tant, ces mesures restrictives parurent produire peu d'impression sur le public, plus frappé des inconvénients que des avantages d'une liberté qui avait trop souvent dégénéré en licence. Elles n'enlèvent rien au mérite des efforts accomplis par le Vice-Président pour le service et la diffusion de la science.

IV

Ces efforts eurent-ils un effet en rapport avec les intentions qui les avaient inspirés ? Il ne dépend guère des gouvernements de susciter des talents, ils peuvent tout au plus créer un milieu propice à leur éclosion. A ce point de vue, celui de Melzi réalisait, moins encore par son initiative que par sa situation, des conditions éminemment favorables au mouvement des esprits. Il leur rendait d'abord, pour la première fois depuis 1796, ce sentiment de sécurité que leur enlevaient précédemment l'obsession des événements politiques et la crainte continuelle du lendemain ; ils devaient se tourner avec une ardeur renaissante vers les études dont ils avaient été longtemps distraits. D'autre part, ils trouvaient dans les grands spectacles qu'avaient présentés la période révolutionnaire des sources d'inspiration propres à les relever de l'anémie dont ils souffraient à la fin du dix-huitième siècle. A la faveur de ces circonstances, la vice-présidence de Melzi correspondit, dans tous les domaines de la pensée, à un véritable réveil de l'activité intellectuelle.

En littérature notamment, son avènement coïncida, par une rencontre qui n'était peut-être pas entièrement fortuite, avec le début d'une période nouvelle dans la vie et le talent d'un homme appelé à devenir l'écri-

vain le plus original de son temps. C'est au moment même où la Consulte de Lyon tient ses premières séances qu'Ugo Foscolo fait paraître à Milan (9 janvier 1802) ce *Discours à Bonaparte*¹ auquel il travaille depuis un an et qui contient à la fois une satire virulente de la Cisalpine et un panégyrique enthousiaste de l'œuvre que le Premier Consul est appelé à accomplir : composition empreinte d'une rhétorique un peu conventionnelle, mais vibrante de passion, débordante de verve, et qui représente, beaucoup mieux que les brochures de circonstance parues sous la période révolutionnaire, le premier essai réussi de littérature politique italienne. (Quelques mois après octobre), Foscolo, faisant encore une fois œuvre d'initiateur, renouvelle le roman, comme il vient de renouveler l'éloquence écrite, par la publication des lettres de Jacopo Ortis² (parues déjà, il est vrai, sous une forme abrégée en 1799). Elles inaugurent une forme d'art originale, non seulement par la profondeur de la passion qui les anime, mais encore par les préoccupations politiques qui s'y mêlent aux déclarations sentimentales et multiplient dans le cœur du héros les déceptions de l' amoureux par les douleurs du patriote, inconsolable de la perte de sa patrie vénitienne. A ce point de vue, l'année 1802 marque une date dans la littérature aussi bien que dans l'histoire italienne.

Le seul poète dont la réputation pût rivaliser avec celle de Foscolo était Vincenzo Monti, plus âgé que lui de 24 ans et qui devait être tour à tour son ami et son adversaire intermittent. Le contraste que présentaient ces deux hommes les plaçait aux deux pôles de la pensée italienne et les destinait à personnifier deux conceptions opposées de la littérature. — Le premier, passionné

1. *Orazione à Bonaparte del Congresso di Lionc.*

2. *Ultime lettere di Jacopo Ortis*. La première ébauche du roman portait le titre de *Vera storia di due amanti infelici*, 1799.

de liberté, animé d'un sentiment très vif d'indépendance personnelle ou nationale, doué d'une sensibilité presque malade, ressentait comme des malheurs personnels les calamités publiques. — Le second, élevé dans le milieu du dix-huitième siècle, ne considérait que le côté esthétique des événements contemporains, n'y voyait qu'une matière à développements poétiques, ne concevait le patriotisme que sous sa forme purement intellectuelle¹ et aspirait à jouer un rôle de fonctionnaire de la littérature qu'il croyait compatible avec l'indépendance intérieure de son jugement. Il devait employer à chanter les dominations successives dont il convoitait des faveurs les dons d'une incoercible facilité, heureusement soutenue par le mérite de la forme la plus pure et la plus éclatante que l'on eût admirée depuis le dix-septième siècle². Sa verve ne se ralentit pas sous le gouvernement de Melzi. On le vit successivement achever la *Mascheroniana*, son meilleur poème lyrique et en publier un autre, *Il Beneficio*; composer en quelques semaines, pour gagner une gratification gouvernementale, une tragédie, *Caio Graccho*, ni meilleure ni pire que la moyenne, et y ajouter une « action dramatique », *Teseo*; faire paraître enfin ses leçons professées dans sa chaire de Pavie, précédées d'une dissertation inaugurale (26 novembre 1803) où il revendiquait avec une vigueur singulière les droits de l'esprit italien en présence des influences étrangères.

A côté de Foscolo et de Monti, l'on pourrait encore mentionner quelques écrivains secondaires, tels que Pindemonte, Cesarotti et Gianni, qui tiennent au-dessous d'eux une place honorable, et dont la réputation a été éclipsée par leur gloire. Leurs noms sont seuls à re-

1. « Il me semble que l'unité des esprits représente l'unique moyen de conserver à l'Italie une place honorable parmi les nations. » Lettre à Bossi du 9 janv. 1805. (MONTI, *Lettere*, II, 347.)

2. CARDUCCI, *Lecture del Risorgimento italiano*, Introduction, p. xxxi.

tenir dans une étude d'ensemble parce qu'ils symbolisent les deux tendances dominantes de la poésie italienne au début du siècle. Ils allaient sous la période impériale parcourir une carrière d'autant plus largement ouverte que, sous la vice-présidence de Melzi, la mort frappa à coups redoublés dans les rangs de leurs rivaux et devanciers. Alfieri, le seul auteur italien à l'esprit duquel le mot de génie ne parût pas disproportionné; les poètes Casti, Passeroni et Savioli, talents aimables, amis ou émules de Parini (mort dès 1799); l'érudit Fabroni, le naturaliste Fortis, le mathématicien Fontana disparurent ainsi dans l'espace de douze mois (octobre 1802-octobre 1803). Cette hécatombe semblait destinée à laisser le champ libre à l'avènement d'une autre génération, qui inaugurerait une nouvelle ère littéraire comme la République italienne ouvrait une nouvelle période politique.

Les artistes avaient subi plus profondément encore que les gens de lettres le contre-coup de la Révolution. Ils avaient perdu en effet leur principale clientèle lorsque les grandes familles s'étaient décidées à restreindre leurs dépenses de luxe et ils ne devaient la recouvrer que bien lentement. Sous le gouvernement de Melzi, ils trouvèrent une compensation partielle dans les commandes de l'État. A ce point de vue, les architectes et les décorateurs furent particulièrement favorisés. C'est en effet à ce moment que remonte le début de la transformation extérieure de Milan. Elle eut pour prélude un grand travail, qui est l'œuvre propre de la République italienne. A son retour en 1800, Bonaparte avait fait raser les défenses extérieures du château, vaste ouvrage fortifié situé au nord-est de la ville, de manière à laisser un espace vide autour de l'enceinte quadrangulaire qui en formait le réduit. Après la paix de Lunéville, le Comité de gouvernement, pour témoigner par une délicate flatterie sa re-

connaissance au Premier Consul, décréta que d'autres maisons seraient encore démolies de manière à permettre d'aménager une vaste place semi-circulaire, qui porterait le nom de *Forum Bonaparte*. Dans le plan primitif, conçu par l'imagination grandiose de l'architecte Antolini, une série de monuments imposants abritant tous les services publics, des théâtres et des arènes, devaient garnir les côtés de cette place, qu'une large voie rectiligne (tracée un siècle plus tard) unirait à la place du Dôme; la dépense totale était évaluée à 7 millions¹. — Bonaparte, à qui ce projet fut soumis, eut la sagesse de le juger démesuré et ordonna simplement d'aménager une promenade plantée d'arbres², qui fut terminée en 1805 et transforma l'aspect de tout un côté de la ville. Sous la domination directe de Napoléon, ces travaux d'édilité milanaise allaient prendre un développement considérable et fournir une ample matière au talent des architectes et des sculpteurs.

Les savants proprement dits se remettaient également à leurs études interrompues, mais dont la renaissance, exigeant plus de temps et de recueillement, ne devait se traduire par des résultats que sous la période impériale. Sous la vice-présidence de Melzi, il convient du moins de signaler dans cet ordre d'idées une expérience d'ordre purement pratique, mais qui eut un immense retentissement, parce qu'elle frappait les imaginations et faisait participer pour la première fois l'Italie aux progrès d'une science nouvelle, l'aéronautique. — Il y avait alors à Bologne un certain Zambeccari, de famille plus honorable que fortunée, auquel de fréquents voyages en France et en Angleterre avaient permis autrefois d'assister aux exploits aériens des Blanchard et des Pilâtre de Rozier. Il en rapporta l'ambition de

1. Sur ce projet, voir CUSANI, VI, 24.

2. Marescalchi à Melzi. 9 juil. 1802 (Arch. Vienne, 30).

rivaliser avec eux, et l'illusion, commune à tous les inventeurs de son temps, de pouvoir arriver à réaliser la direction des ballons; il comptait à cet effet utiliser, par un mouvement ascensionnel qu'il réglerait à volonté, les courants de l'atmosphère, souvent différents de direction selon leur hauteur. Après avoir construit à grand'peine une montgolfière, au moyen d'une collecte parmi ses amis, il fit à Bologne, au milieu d'un immense concours de peuple, trois tentatives successives; la première fut infructueuse (4 septembre 1803), la seconde (6 octobre) se termina par une chute dans la mer Adriatique, à proximité de la côte d'Istrie¹ et lui attira les railleries de ses compatriotes, impitoyables pour un insuccès dont le ridicule rejaillissait sur leur ville². La troisième expérience enfin, entreprise un an plus tard (22 août 1804), fut plus heureuse, sans être complètement décisive, puisque Zambeccari, après un court séjour dans les airs, aborda à peu près où il l'avait prévu, près de Comacchio. Il n'en fallut pas plus pour qu'il fût accueilli à son retour à Bologne par d'immenses acclamations³. Son voyage, qui ne nous paraît pas à distance dépasser la portée d'un fait divers, fit l'objet d'un opuscule semi-officiel, et éveilla dans le pays la même impression de curiosité et d'orgueil que de nos jours les prouesses de nos aviateurs.

Dans le domaine des sciences, comme dans celui des arts ou des lettres, la vice-présidence de Melzi était donc marquée par des tentatives intéressantes; plus

1. Lettres du préfet du Reno à Melzi des 7 sept. et 19 oct. 1803 (Arch. Milan, 46). Cf. GUIDICINI, 4 sept. et 6 oct. 1803.

2. On trouve des spécimens des poésies satiriques publiées à cette occasion dans la chronique MOTTI, de Reggio, à la date du 18 oct. 1803.

3. Lettre du préfet du Reno à Melzi du 22 août 1804 (Arch. Milan, 46).

4. *Relazione dell'esperienza aerostatica eseguita in Bologna li XXII Agosto MDCCCIV*, Bologne, Ramponi. On en trouve un exemplaire Arch. Vienne, 49.

fécondes sans doute en promesses qu'en résultats, elles prouvaient du moins que les esprits italiens n'avaient rien perdu de leur vitalité pendant la Révolution et qu'ils semblaient prêts pour un essor nouveau.

V

Après avoir secondé, dans la mesure de ses moyens, ce réveil de leur activité, Melzi étendit à une autre sphère cette conception moderne du rôle de l'État. Il prit en main les intérêts matériels des populations comme leurs intérêts moraux, et attira à lui, pour les résoudre d'après une règle uniforme, toutes les questions relatives à leur bien-être, à leur santé, à leur progrès social.

Il ne pouvait favoriser qu'indirectement l'agriculture, l'industrie et le commerce, qui échappaient par nature à l'action gouvernementale, et qui avaient surtout besoin de liberté. Du moins s'efforça-t-il de contribuer à leur développement par l'établissement d'une école vétérinaire, l'institution de chaires d'agriculture dans les lycées, la liberté de circulation des grains, la remise en état des routes et canaux, la réorganisation des tribunaux de commerce, et enfin les encouragements personnels aux savants dont les expériences tendaient à améliorer les anciennes méthodes. C'est ainsi qu'il fit envoyer une tabatière en or, accompagnée d'une lettre flatteuse, au comte Dandolo, riche propriétaire lombard qui avait tenté à grands frais d'acclimater des mérinos espagnols dans sa propriété de Varese, afin de libérer le marché des laines de l'importation étrangère¹.

1. MANTOVANI et MARELLI, 22 mai 1803.

Le paupérisme était avant la Révolution un mal plus profondément enraciné en Italie que dans la plupart des autres pays de l'Europe. Aucun peut-être n'avait donné pour combattre ce fléau de si beaux exemples de solidarité sociale. Hôpitaux pour les malades, asiles pour les orphelins et les enfants trouvés, hospices pour les vieillards, refuges pour les femmes, monts-de-piété ou bureaux de bienfaisance pour les pauvres, la charité privée avait à ce point multiplié ces établissements humanitaires, désignés sous le terme général de *luoghi pii*, qu'ils finissaient par entretenir la mendicité au lieu de la supprimer¹. — Fondés en général par des libéralités posthumes, desservis par des congrégations, administrés gratuitement par des gens de bonne volonté, ils avaient été appauvris, mais non abolis, par la Révolution. C'eût été pour l'État une entreprise dispendieuse et aventurée que de se substituer à eux pour combattre la misère; il se borna fort sagement à contrôler et à réglementer leurs opérations, de manière à en faire disparaître d'inévitables abus. Il soumit leurs administrateurs à la nomination du ministre de l'Intérieur, leur fonctionnement à l'inspection de délégués du préfet, et assura leur indépendance en les soustrayant à l'immixtion souvent indiscreète des municipalités (décret du 15 juin 1803)². Il devait plus tard (1807) les placer sous une tutelle encore plus étroite et sous une direction commune.

L'hygiène publique n'avait pas été sous l'ancien régime l'objet de la même sollicitude que l'assistance publique. Le nouveau gouvernement la considéra au contraire comme un service de l'État et comme un sûr moyen d'affermir sa popularité. Ses intentions se

1. SABATTI, p. 233. — Dans la petite ville de Bergame on ne comptait pas moins de 29 établissements de bienfaisance (*Osservazioni sul Dipartimento del Serio* par MAIRONI DAPONTE, p. 8).

2. F. O., 1803, p. 129.

manifestèrent d'abord par l'établissement de « commissions de santé » départementales, puis par l'institution d'un règlement uniforme et d'un contrôle sévère pour l'exercice de la pharmacie. — Faute de pouvoir combattre à la fois tous les fléaux qui menaçaient la vie humaine, ses efforts se concentrèrent bientôt sur la propagation d'une réforme médicale propre à conserver chaque année des milliers d'existences. La pratique de la vaccination, éprouvée déjà par le succès en France et en Angleterre, n'avait pas encore pénétré en Italie, où la repoussaient les répugnances populaires et l'esprit d'inertie de certains médecins. Pour l'y introduire, le gouvernement imagina et employa les moyens de persuasion les plus variés : inoculation gratuite aux indigents dans tous les hôpitaux de la République (décret du 5 novembre 1802)¹; diffusion d'une brochure de propagande dans les régions les plus éprouvées par la maladie²; expériences publiques dans un orphelinat pour convaincre les incrédules, proclamation du Vice-Président pour exciter l'intérêt des indifférents; création d'un « directeur général de la vaccination », secondé par des délégués départementaux (9 mai 1804)³; enfin appel au concours des curés, qui durent expliquer en chaire à leurs paroissiens les avantages de la nouvelle découverte (circulaire du 16 juin)⁴. Au début, les gens du peuple redoutaient le remède à l'égal de la maladie⁵; mais bientôt leurs préventions tombèrent devant les résultats de l'expérience, la pratique de l'inoculation entra peu à peu dans les mœurs et la petite vérole cessa d'exercer ses

1. B. L., 1802, p. 420.

2. *Istruzioni al popolo sulla vaccina* (insérée dans ROVATTI, 1803).⁷

3. B. L. 1804, p. 573.

4. F. O., 1804, p. 81 et MANTOVANI, 28 juin 1804.

5. « La nouvelle découverte de l'inoculation du vaccin apporta de nouveaux ennuis à la population, si affligée déjà. » (ZANOTTI, oct. 1804); mêmes constatations dans CALLETTI, *Storia di Forlì*, II, 31.

ravages. — Plus tard, ces mesures de détail furent complétées par une réforme d'ensemble, motivée par une épidémie de fièvre jaune en Étrurie : c'était la création (13 novembre 1804) d'une « Magistrature centrale de santé » chargée de défendre le territoire national contre les maladies contagieuses. Composée de fonctionnaires et de médecins, elle avait pour organe principal un commissaire général, et recevait le droit de punir par des peines sévères les dérogations à ses prescriptions.

Il ne suffisait pas au gouvernement de protéger les populations contre les fléaux réels qui les menaçaient. Il crut n'avoir pas rempli tout son devoir, s'il ne cherchait à les prémunir contre leurs propres terreurs. Elles avaient éprouvé jusqu'alors au moment des éclipses le sentiment de trouble qu'inspire aux esprits incultes le spectacle des phénomènes incompréhensibles de la nature. Comme on prévoyait pour le 11 février 1804 une éclipse totale de soleil, on eut recours, cette fois encore, à l'intervention du clergé pour prévenir le retour de pareilles alarmes. A cet effet le ministère du Culte adressa (17 décembre 1803) une circulaire en style fleuri aux archevêques et évêques¹. Elle engageait « les ministres d'une religion ennemie d'une crédulité superstitieuse à expliquer aux peuples le spectacle qui se déroulerait sous leurs yeux par suite d'une prévision naturelle... Partout où ils seront ainsi avertis par leurs pasteurs, personne ne sera ému de cet événement, dont l'horreur apparente se transformera dans le sentiment d'une merveille insolite et dans la satisfaction tranquille de voir réalisé un pronostic naturel ». Pour compléter l'effet produit par cette circulaire, lue et commentée en chaire par les curés, le gouvernement commanda à l'astronome Cos-

1. F. O., 1803, p. 226.

sali une brochure explicative de vulgarisation, répandue à profusion dans les campagnes¹.

Après de si nombreux essais de réformes, il ne lui restait plus qu'à se ménager les moyens d'en enregistrer les effets. Ce fut l'objet d'une série de mesures destinées à connaître exactement l'état matériel et moral du pays, l'inventaire de ses richesses, le bilan de ses progrès. La première consista à établir le relevé exact du territoire national. Les astronomes de l'Observatoire de Brera avaient achevé en 1788 une carte de la Lombardie qui passait pour un modèle: un décret du 25 décembre 1802 leur enjoignit de l'étendre au reste de la République et de saisir l'occasion pour mesurer l'arc du méridien, en le reliant aux travaux de triangulation exécutés par le Père Boscovitch dans l'État pontifical et par le Père Beccaria dans le Piémont². — On appliqua également à tous les départements les méthodes de recensement autrefois en usage dans la Lombardie autrichienne et l'on y poursuivit l'application des derniers procédés de la statistique, science alors nouvelle en Italie, et propre plus que toute autre à constater avec précision les résultats de l'activité officielle. Melchiorre Gioja, qui devait en être l'un des théoriciens les plus distingués, en donna un modèle en publiant, sur l'invitation du pouvoir, un *Tableau statistique du département de l'Olonà* aussi remarquable par l'attrait de la forme que par l'abondance des chiffres et l'ingéniosité des aperçus³. D'autres monographies du même genre furent ensuite rédigées pour l'Agogna⁴, la Mella, le Serio et devaient être étendues à tous les

1. Un exemplaire s'en trouve dans MARELLI à la date du 26 janvier 1804.

2. F. O., 1802, p. 304 et MELZI, *Mem.*, II, 118.

3. Sur les mérites de cette œuvre, cf. PECCHIO, *Storia della Economia pubblica in Italia*, p. 217.

4. La statistique de l'Agogna publiée sous ce titre : *Osservazioni sul dipartimento dell' Agogna*, Milan, 1802, portait la signature de Lizzoli,

départements. Exécutées avec des mérites inégaux, mais d'après un plan uniforme, elles contenaient sur le mouvement économique et social une série de données précises qui en font, maintenant encore, une source précieuse pour l'histoire.

Dans toutes les directions de la vie publique, le gouvernement de Melzi tentait donc des expériences intéressantes, des innovations hardies, des réformes utiles. Loin de se dérober à la lourdeur du rôle que lui imposait la conception de l'État moderne, il semblait mettre son amour-propre à en revendiquer toute la responsabilité, son application à en supporter la charge sans faiblir. En trois années il avait reconstitué, érigé en fonctions de l'État, perfectionné des services publics abandonnés avant lui à la gestion des pouvoirs locaux et régis par une infinie variété de méthodes. Accomplie dans un délai aussi court, son œuvre présentait sans doute l'inconvénient d'avoir été inspirée par l'imitation servile des lois françaises plutôt que par une étude attentive des besoins du pays. Cette manière de procéder, imposée par la nécessité d'aboutir promptement, avait du moins mis entre ses mains un efficace instrument de simplification. S'il n'avait eu pour guide invariable un modèle étranger, ainsi que des cadres administratifs employés dans le pays voisin, son travail d'organisation aurait été retardé par la difficulté de s'élever au-dessus des prétentions locales, rebelles à toute hiérarchie centralisée, par l'embarras de choisir entre les exigences des villes rivales, dont aucune ne voulait dépendre d'une autre, ni cesser d'être une capitale administrative. Le temps et la pratique devaient atténuer d'ailleurs les défauts de cette imitation.

commissaire du gouvernement dans ce département ; mais elle était en réalité l'œuvre de l'écrivain populaire Cuoco. Sur ce personnage, cf. p. 383.

CHAPITRE XII

L'OPINION PUBLIQUE

- I. Le nouveau régime et le pays. — Il ne rencontre de résistance sérieuse, ni parmi les patriotes, réduits à l'impuissance ou à l'intrigue, ni parmi les partisans de l'Autriche, devenue impopulaire dans le Milanais, ni parmi les prêtres, sauf dans les anciennes Légations.
- II. Mais il n'a pas réussi à trouver des partisans déclarés. — Persistance et effets de l'esprit local et de l'indifférence publique. — Causes permanentes de malentendus entre le gouvernement et la nation : le poids croissant des charges financières, la crainte continue de nouveaux changements. — Instabilité de l'opinion au cours de 1802. — Au moment du carnaval ses inquiétudes font place à la dissipation. — Efforts infructueux de la littérature officielle pour réagir contre cet état d'esprit.
- III. Nouveaux sentiments introduits dans la conscience nationale : la haine de l'étranger et l'aspiration vers l'unité. — Ils animent deux classes nouvelles, celles des fonctionnaires et des officiers, mais n'ont pas de prise sur la masse de la nation.

L'histoire morale de la République italienne ne peut être, comme son histoire administrative, étudiée qu'à part et à la suite de son évolution politique. Celle-ci en effet a été marquée par des changements importants, qui en signalent les étapes et se laissent facilement localiser dans le temps : celle-là a procédé par transformations insensibles, dues à des causes profondes, dont l'action n'a pas été immédiate et n'apparaît pas toujours à la surface des événements. — Elle

ne peut être exposée dans ses développements et ses résultats que par l'analyse des divers éléments qui en ont déterminé le cours.

I

L'état de l'opinion publique ressortait en 1802 de la situation sociale et politique du pays. Elle pouvait se résumer en deux mots. Un gouvernement hétérogène, constitué par une puissance étrangère, était appelé à régir une population indifférente aux affaires publiques, inaccessible aux sentiments violents et aux idées générales, avide de soulagement matériel, dominée par le souci de retrouver son bien-être passé en payant peu d'impôts, disposée à maudire la révolution comme un fléau après l'avoir accueillie comme un spectacle¹. — De cette masse inorganique et passive s'étaient détachées deux minorités, méritant seules le nom de parti, et comprenant, l'une les « patriotes » ou « jacobins », qui auraient voulu continuer la politique de la Cisalpine, l'autre les réactionnaires, qui désiraient le retour de l'ancien régime. Les uns et les autres représentaient une opposition dont il faut d'abord mesurer la force.

Tout gouvernement nouveau a pour premiers adversaires les partisans de celui qu'il remplace au pouvoir. La République italienne, à peine constituée, devait rencontrer l'hostilité des hommes du Triumvirat. Leur

1. « La révolution nous est venue de l'étranger. La masse du peuple, qui n'y était préparée en aucune façon, fut la spectatrice indolente de cet événement et ne le regarda que comme un effet momentané de la prépondérance des armes françaises ». (Message de Melzi au Corps législatif, lors de sa première réunion. *Mem.*, II, 516). Mêmes constatations, presque dans les mêmes termes, dans les rapports que Garat (envoyé à Naples) envoyait à Talleyrand sur Milan, où il avait passé (Lettres du 10 et 27 avril 1798, *Aff. Étr. Corr.* Naples, 125).

soutien, Petiet, répugnait à l'idée de quitter son consulat et son palais de Milan; il s'y attarda assez longtemps pour donner à penser qu'il espérait obtenir du Premier Consul le maintien de sa situation. Leur chef, Sommariva, indifférent à la clameur de réprobation qui avait salué son départ pour Paris, se crut un instant en mesure de provoquer un revirement politique en sa faveur, en amenant par des tracasseries répétées la démission volontaire du Vice-Président. A cet effet, il se ménagea des relations dans la cour consulaire en offrant des diamants à Joséphine et lia partie avec tous les mécontents italiens : avec son ancien collègue Visconti, alors à Genève, et pour lequel Berthier demandait la future ambassade de Londres¹; avec le général Lechi, candidat malheureux au ministère de la Guerre, qui convoitait celle de Naples; avec Aldini et Caprara, toujours mêlés à toutes les intrigues. Lui-même se réservait à Paris la succession de Marescalchi. Il ne reçut du Premier Consul qu'une invitation impérieuse à se tenir tranquille, sous peine d'expulsion². — Il comprit l'avertissement, borna dès lors son activité à lancer dans la circulation de fausses nouvelles, chercha ensuite à se distraire de ses déconvenues par des voyages. Un court séjour à Milan en avril 1803 lui montra la vanité de ses illusions et le dégoûta de la politique. Il s'évade alors de l'histoire et ne songe plus qu'à jouir en épicurien d'une fortune dont il cherche à faire oublier l'origine par sa somptueuse hospitalité. Sous l'Empire la série de ses réceptions et l'étalage de ses collections artistiques défraieront la

1. D'après Melzi (Dépêche de Moll du 19 septembre 1802), Mme Visconti se serait fait présenter au Premier Consul qui lui aurait fait à haute voix ce singulier compliment : « Ces dames italiennes se conservent beaucoup mieux que les Françaises. Qui dirait par exemple que vous avez 46 ans ! » Cf. une scène curieuse racontée dans les *Souvenirs* de la comtesse GOLOVINE, pp. 306-307.

2. Marescalchi à Melzi, 3 avril 1802 (Arch. Vienne, 30).

chronique mondaine de Paris. Pour l'instant ses manœuvres n'ont servi qu'à jeter inutilement le trouble dans l'âme impressionnable de Melzi ¹.

De la part des jacobins, l'opposition de principes peut devenir plus dangereuse que cette opposition de personnes. Ils ont gardé une attitude expectante jusqu'au jour où la suppression du calendrier républicain et les faveurs gouvernementales prodiguées aux nobles ont heurté leurs idées et encouru leur désapprobation. Mais parmi eux, les plus notables sont fonctionnaires, dès lors liés par l'intérêt au nouveau régime, dont ils devront suivre à contre-cœur les retours graduels vers les anciennes idées. Ceux qui ont gardé leur indépendance se sentent un peu isolés au milieu de la nation; ils doivent se borner à entraver par-dessous main les opérations du pouvoir, au moyen des amis qu'ils conservent dans le petit personnel administratif, à envoyer à Melzi des lettres de menaces, à afficher des libelles satiriques sur la fin probable du régime², à provoquer au Corps législatif ces intrigues de couloirs dans lesquelles excellent Salimbeni et Smancini. — L'inutilité de ces manœuvres les détermine ensuite à reporter leurs espérances sur les jacobins de Paris, auxquels ils attribuent le projet de soulever le peuple contre Bonaparte, lors de la proclamation du Consulat à vie³. — Décus de ce côté, ils essaient d'agir par eux-mêmes, s'abouchent avec les réfugiés politiques des autres parties de l'Italie, si nombreux dans le pays, et contribuent à y entretenir une agitation qui aboutit aux troubles de Bologne, réprimés avant d'avoir pu

1. Pendant les six premiers mois de 1802, la correspondance de Melzi et de Marescalchi est remplie de détails sur les intrigues de Sommariva, que le premier semblait croire particulièrement redoutables. Sur le séjour à Paris et la vie ultérieure de Sommariva cf. t. I, p. 202, note 1, et AUVRAY, *La Collection Custodi*, p. 116.

1. Dépêche de Taglioretti, 29 mai 1802; MANTOVANI, 19 et 29 avril; MOTTI, 2 février 1802.

2. Dépêche de Moll du 24 juin 1802 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1802).

s'étendre. — L'Italie et la France se dérobaient également à leurs entreprises, ils se tournent en désespoir de cause vers l'Angleterre, la principale ennemie de Bonaparte. C'est d'elle qu'ils attendent désormais, non plus un simple changement de régime, mais une révolution générale d'où sortira l'expulsion des Français et l'unité républicaine de toute la Péninsule. A défaut de preuves positives, mille indices paraissent manifester aux yeux de Melzi ce changement de tactique : au-dedans l'aisance subite de certains jacobins, tirés de leur dénuement par des moyens inconnus ; les éloges prodigués à la constitution anglaise dans des milieux favorables jusqu'alors à l'idéal des révolutionnaires de Paris, (particulièrement dans la Romagne, où circulent les calomnies les plus absurdes sur le Premier Consul) ; au dehors enfin, l'alliance inattendue des émigrés français réfugiés à Naples avec leurs adversaires de la veille¹. Mais il ne s'agit encore là que de propos sans conséquence et de projets sans exécution. Les jacobins ne représentent d'ailleurs qu'une minorité, dangereuse seulement par son exaltation.

A considérer leur longue durée et les réels mérites de certains d'entre eux, il semble que les anciens gouvernements aient dû conserver sous le nouveau des partisans redoutables, au moins par leur nombre. Il n'en est rien cependant. Le plus populaire de tous, celui de l'Autriche, a soulevé par ses inutiles brutalités lors de la réaction de 1799, plus de rancunes que quarante années de bonne administration ne lui avaient valu de sympathies sous Marie-Thérèse. Le peuple, moins sensible d'ailleurs que la bourgeoisie aux bien-

1. Melzi à Marescalchi, lettres du 15 juil., 12 août, 10 sept. (Arch. Vienne, 18) ; lettre de Noré-Pontevès, secrétaire de la place de Ferrare, au général Verdier (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*) du 19 fév. 1803 ; RAJSI et ROVATTI, *passim* ; MURAT, II, N° 958.

faits du « despotisme éclairé », ne se rappelle pas sans amertume la morgue de certains employés allemands et les spéculations du dernier gouverneur, l'archiduc Ferdinand, sur le commerce des blés, c'est-à-dire sur la misère publique. Les prêtres enfin sont les plus ardents contre l'Autriche, parce qu'ils n'ont jamais pu lui pardonner la politique religieuse de Joseph II. — Toutefois, si elle ne peut plus compter sur l'attachement de ses anciens sujets, elle leur en impose encore par le souvenir de sa longue domination, la force de l'habitude, l'impression de sa puissance et la crainte de son retour. C'est la persistance de ces sentiments, bien plus que l'expression d'un regret, qui inspire l'inscription trouvée un matin sur le Dôme de Milan : « Dans l'état milanais, Melzi est le journalier, Bonaparte le fermier, mais c'est l'Empereur qui est le propriétaire ¹. » — En réalité, la domination autrichienne ne conserve de véritables partisans que parmi les anciens serviteurs de l'archiduc Ferdinand, pensionnés encore par leur maître, ou parmi quelques membres de la haute aristocratie, rattachés à sa cause par des liens de famille (par exemple le marquis d'Adda, gendre d'un Khevenhüller) ². — Dans le Modénais, l'ancien duc Hercule III, qui pouvait passer pour un de ses agents, meurt en exil (14 octobre 1803), ne laissant qu'une fille, à laquelle resteront seuls fidèles, dans l'ancienne capitale, quelques nobles et quelques ecclésiastiques sans influence.

En dehors des possessions des Habsbourg et des Este, l'aversion pour l'ancien régime est encore plus prononcée et apparaît comme générale, à quelques exceptions près. Malgré les mécomptes auxquels elle a donné lieu, la Révolution a eu, aux yeux des populations et surtout des classes éclairées, le grand mérite

1. Dépêche de Moll du 29 sept. 1802.

2. MANTOVANI, 3 févr. 1802.

d'affranchir Reggio de la suprématie de Modène, Bologne de celle de Rome, Bergame et Brescia de celle de Venise, Novare de celle de Turin. Le rétablissement des anciennes souverainetés représenterait pour les habitants de ces villes le retour des abus disparus et la perte des avantages si chèrement achetés.

Que reste-t-il donc comme partisans d'une restauration éventuelle ? Aux extrémités de la République quelques populations très reculées, arriérées, soustraites aux influences extérieures et entretenues dans le culte du passé par leur isolement ; et au centre même, un groupe restreint du clergé, qu'a séduit une combinaison chimérique. — Vers la frontière septentrionale, les montagnards des hautes vallées bergamasques et brescianas regrettent encore la disparition de la Sérénissime République, qui leur laissait une autonomie presque entière et pour laquelle ils ont pris les armes en 1797. Plus au nord encore, ceux de la Valteline, rebelles à toute discipline comme à toute innovation, voudraient en réalité conquérir leur indépendance, aussi bien contre la République italienne qu'autrefois contre les Grisons ; ils maltraiteront ses fonctionnaires et salueront la proclamation de Napoléon comme roi d'Italie par les cris de « Aux galères, le Corse ! » — A l'autre extrémité du territoire le département du Rubicon, l'ancienne Romagne est le théâtre d'une agitation séparatiste que conduisent les prêtres désireux de retourner sous la domination pontificale. Il en annoncent chaque jour le rétablissement, entravent l'exécution des lois¹, forment des sociétés secrètes catholiques. A Ravenne, les officiers français et polonais de la garnison se voient quotidiennement insultés, et « les amis du gouvernement sont aussi rares que des mouches blanches² ».

1. MELZI, *Mem.*, II, 133.

2. Lettre du commissaire de police de Ravenne au Vice-Président (3 juin 1802, Arch. Milan, 21).

Mais au sud comme au nord le mal est localisé à des centres d'opposition locaux, où il ne peut aboutir à une explosion qu'en cas de guerre extérieure.

Dans la Lombardie même, certains regards se tournent vers une dynastie déchue. Malgré ses efforts répétés de pacification religieuse, malgré le paiement aux réguliers des pensions arriérées, malgré même la conclusion du Concordat, la République italienne n'est point parvenue, en raison de son nom et de ses origines, à rallier la fraction intransigeante du clergé : au début de sa vice-présidence, Melzi, si rebelle pourtant aux mesures de rigueur, a dû menacer d'expulsion les évêques de Brescia et de Cervia, qui manifestaient trop ouvertement leur hostilité. En 1804, certains prêtres lombards de cette catégorie, renonçant à attendre la réalisation de leur idéal politique, soit de la domination française, soit même de leurs compatriotes devenus indépendants, mettent toutes les espérances dans la maison souveraine d'Italie dont la piété leur paraît le plus éprouvée : précurseurs inconscients de la solution que devait recevoir au cours du siècle la question nationale, ils se livrent parmi leurs ouailles à une active propagande en faveur du roi de Sardaigne, auquel leurs rêves destinent le Milanais réuni au Piémont recouvré¹. Mais c'est là un projet sans portée pratique et un mouvement d'opinion éphémère, limité à un milieu très restreint, qu'il convient de signaler à titre de curiosité, et pour montrer comment la maison de Savoie, au milieu même de ses pires disgrâces,

1. « Les prêtres sont tous sans exception opposés à l'Autriche, mais opposés à l'existence du Milanais comme État indépendant, parce qu'ils craignent ceux qui seraient alors à la tête de l'administration, et tous travaillent autant qu'ils peuvent pour attacher le paysan à l'idée de leur réunion d'État avec le Piémont ; c'est là leur chimère, mais ils travaillent tous avec zèle. » (Mémoire de MEJAN, Secrétaire des commandements du prince Eugène, sur l'Italie en 1805, reproduit dans *Notices et Documents*, p. 218).

n'avait cessé de conserver ou même de conquérir des partisans. En réalité le nouveau régime ne se heurte nulle part à un parti d'opposition assez déclaré ou assez influent pour mettre son existence en péril.

II

Ce n'est pas de ses ennemis que lui vient sa principale faiblesse, mais de son isolement; s'il ne rencontre pas d'adversaires sérieux, il lui manque de pouvoir compter sur des partisans résolus. Mieux vaudrait pour lui se sentir plus contesté, mais aussi plus soutenu, soulever des résistances, mais inspirer des dévouements, et affronter des luttes d'où il sortirait fortifié par l'épreuve. Il n'a pu s'imposer à ses administrés¹ et prendre racine dans la nation, parce qu'au cours de sa brève existence il n'a pas eu le temps de faire disparaître en eux les inclinations contraires à la formation d'un esprit public et d'un esprit national : d'une part le patriotisme local, l'indifférence politique et l'amour exclusif du bien-être, qui représentent des survivances de l'ancien régime; et d'autre part l'inquiétude malade de l'avenir, qui est un résultat de la Révolution.

Le patriotisme de clocher, si puissant sur les âmes depuis le Moyen âge, n'a rien perdu de sa force sous le gouvernement de Melzi. « Je suis convaincu, écrit celui-ci, qu'il faudra des années et des années pour vaincre ces préventions séculaires qui, combinées d'une

1. « Le nouveau régime n'est pas encore entré dans les esprits et la persistance des anciennes habitudes ne contribue pas à le faire aimer. » (Dépêche de Taglioretti du 23 juillet 1802, Arch. Berne, 3391). « L'esprit public manque totalement, et les vieilles habitudes conservent encore tout leur empire. » (Dépêche de Cattaneo du 18 octobre 1802, Arch. Gènes, *Corr. Milan*, 27.)

part avec un égoïsme à moitié justifié par les révolutions passées, d'autre part avec l'incertitude de l'avenir, opposent un obstacle insurmontable au progrès de cet esprit national, sans lequel tout reste artificiel et précaire. » C'est l'esprit local qui a rendu si laborieuse au début la nomination des fonctionnaires, dont aucun ne voulait accepter de place ou même d'avancement en dehors de son pays. C'est l'esprit local qui, plus tard, soulève une infinité de réclamations, de jalousies et de convoitises, lorsque l'application des lois départementale et judiciaire nécessite un nouveau travail de délimitation territoriale : chaque commune veut s'étendre aux dépens de ses voisines, chaque bourg venger quelque « énorme injustice¹ » commise à son détriment, chaque cité posséder un Tribunal ou une Université. « La maladie italienne, s'écrie à ce propos un témoin désintéressé, mais clairvoyant, la maladie italienne se réveille toutes les fois que les circonstances s'y prêtent : et c'est toujours aux dépens des autres que le patient veut être secouru². » C'est enfin l'esprit local qui détermine presque toujours les opinions politiques des diverses villes, favorables ou hostiles au gouvernement selon qu'elles croient avoir perdu ou gagné en importance à son avènement³.

Ce particularisme exclusif les empêche d'autre part d'admettre la supériorité nécessaire d'une capitale. Toutes jalourent sourdement Milan, contestent sa primauté politique, lui envient la prospérité matérielle qui en résulte, reprochent à ses habitants d'accaparer

1. Lettre d'un certain Brighenti au marquis Rangoni du 14 déc. 1802 (*Fonds Rangoni*), à propos de la délimitation du district de Massa.

2. Lettre de Francesco Venezia (de Padoue) au marquis Rangoni du 27 déc. 1802 (*Fonds Rangoni*).

3. C'est là la conclusion de l'enquête que Rulhière, au lendemain du retour des Français, avait faite sur l'esprit public à Pavie, Milan, Brescia et Bologne. Rapports au Premier Consul des 10 et 14 messidor an VIII-29 juin et 3 juillet 1800 (AFIV 1684).

les emplois et méconnaissent l'autorité de ses fonctionnaires. Bologne, notamment, conserve ses prétentions souveraines et ne peut se résigner au rôle de ville de province. « Ce qui appartient à l'ancienne Lombardie, écrit à ce sujet Melzi, souffre patiemment, par l'effet de l'habitude, la dépendance naturelle de la Centrale. Tout le reste... travaille pour s'y soustraire de toute manière et tend visiblement au fédéralisme absolu. L'idée qu'il faut centraliser pour être fort n'entre pas dans les têtes ¹. » Personne ne semble se faire d'ailleurs d'illusions à ce sujet, car l'on convient généralement que « deux départements ne resteraient pas ensemble sans la présence des Français ² ».

Impuissant à atténuer l'influence de l'esprit local, le nouveau régime a-t-il mieux réussi, en gagnant la sympathie active de ses administrés, à surmonter leur indifférence politique ? Sans doute il a recueilli au début des témoignages non équivoques de leur satisfaction ; mais l'impression presque physique de soulagement qu'il a produite sur eux ne saurait sans illusion être interprétée comme un progrès de l'esprit public ³. Ils lui ont su gré, au sortir des misères de la Cisalpine, d'adoucir le régime militaire, d'alléger les charges fiscales, de rétablir l'ordre administratif, et

1. MELZI, *Mem.*, II, 51.

2. MELZI, *Mem.*, II, 92.

3. « Il faut nous entendre une fois pour toutes à ce sujet, écrivait Melzi à Marescalchi dans les premiers temps de son gouvernement (4 mai 1802, Arch. Vienne, 17) ; de la tranquillité, de la bonne foi, de la modération, et surtout payer peu, voilà ce que cette population demande au gouvernement. En ce moment tous sont satisfaits de la profonde tranquillité dont ils jouissent, et ils espèrent le reste, avec plus d'impatience peut-être qu'il ne conviendrait ; mais ne me parlez pas d'un esprit national qui n'existe pas et ne cherchez pas ici ces généreuses dispositions qui inspirent les efforts et les sacrifices. » Et un peu plus tard (2 août) : « Les uns ne veulent pas de la République, et ce sont les plus nombreux ; les autres, et leur nombre ni leur activité ne sont pas négligeables, ne la conçoivent pas sous sa forme actuelle ; nous n'avons pour nous que les quelques personnes qui la considèrent comme le moindre mal, tout en doutant de son avenir » (Arch. Vienne, 18).

surtout de remplacer à la tête de l'État des politiciens discrédités par un homme dont le caractère commande l'estime. Toutefois ils n'accordent au gouvernement qu'une adhésion toute platonique, étroitement subordonnée à sa politique financière, ne lui offrent que le concours de leurs vœux, ne comprennent ni les exigences de sa mission, ni la nécessité de le seconder par des sacrifices personnels et conservent en un mot dans leur nouvelle dignité de citoyens les sentiments naturels à leur ancienne condition de sujets. Cette disposition se tourne en scepticisme chez les hauts fonctionnaires, en négligence chez les employés, en passivité dans le peuple. On remarque avec surprise le peu d'intérêt que les premiers semblent prendre à la chose publique. « Qu'on s'en entretienne avec eux, ils en parlent avec une froide indifférence, ou comme s'il s'agissait des affaires d'un autre pays... De là vient que personne ne fait le moindre effort pour le bien commun, et que les plus zélés n'outrepassent jamais la ligne stricte du devoir¹. » D'autre part les sympathies obtenues par le régime ont pour mesure la confiance accordée à son chef² et celle-ci repose sur des bases fragiles : dès le mois d'avril 1802, Melzi voit sa popularité primitive décliner légèrement par ce simple fait que ses occupations le forcent à espacer ses audiences tri-hebdomadaires. A partir de ce moment, il commence à apercevoir autour de lui quelques symptômes de désaffection.

Sur ce premier malentendu, d'ailleurs passager et superficiel, vient malheureusement se greffer la question fiscale, destinée jusqu'à la fin du régime à exercer une influence prépondérante sur les directions de l'esprit public. Esclave de ses intérêts matériels, la population mesurait la valeur des gouvernements à l'étendue

1. Rapport de Jacob au Premier Consul (*Notices et Documents*, p. 174).

2. MELZI, *Mem.*, II, 50.

de leurs exigences pécuniaires, et réputait le meilleur celui sous lequel elle payait le moins. Au début, elle a fait au nouveau un crédit presque illimité, parce que les premières diminutions d'impôts lui semblent le prélude et la promesse de dégrèvements plus considérables encore. — Cet élan de gratitude passé, elle s'aperçoit bientôt que les charges publiques, moins écrasantes sans doute que sous le Triumvirat, restent encore beaucoup plus lourdes que sous l'ancien régime et tendent plutôt à s'accroître qu'à s'alléger : de là une déception qu'exploitent habilement les réactionnaires ou les créanciers impayés de l'État. Surviennent au cours de l'été les nominations de préfets, les premières mesures de réorganisation administrative ; la multiplicité, inconnue jusqu'alors, des fonctions publiques, apparaît à la presque totalité de l'opinion comme un luxe inutile, presque incompréhensible. « Les admirateurs les plus zélés de Napoléon, déclarera un haut dignitaire de l'État, lui-même napoléonien convaincu, ne peuvent nier sa nullité en matière de finances : et les énormes frais de son système d'administration sont de nature à effrayer¹. » — Bientôt on s'indigne de voir l'entretien de l'armée française continuer à absorber presque la moitié des sacrifices demandés au contribuable. A ces murmures s'ajoutent ensuite les plaintes des propriétaires, irrités de payer un impôt foncier plus élevé qu'avant 1796, entravés dans la vente de leurs récoltes par la politique douanière du gouvernement, volontiers disposés à se considérer comme les victimes de la Révolution. Tandis que leurs représentants au Corps législatif repoussent les demandes de crédit les mieux justifiées en disant : « Advienne que pourra, mais nous ne voterons rien² », l'un

1. Déclarations du consultant Moscati à l'envoyé autrichien Moll (Dépêche de Moll du 14 juillet 1804).

2. Melzi à Marescalchi, 9 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18).

d'eux, modéré pourtant d'opinions, écrit à un ami, dans un mouvement d'humeur : « Je sais que l'on travaille en haut lieu à divers projets financiers : mais tout aboutit à opprimer les propriétaires. Je crois le gouvernement et la Finance d'accord pour les réduire à la misère. Nous payons pour avoir, non la liberté, mais la plus dure des servitudes¹. » Boutade passagère sans doute, qui résume toutefois une conviction partagée bientôt par les paysans, et renforcée plus tard par l'établissement de nouvelles taxes indirectes ; dans le Brescian notamment, l'impôt du timbre provoque des troubles qui nécessitent l'intervention de la force armée. — La nation et le gouvernement sont donc séparés par un fossé profond, l'une ne voulant pas comprendre la nécessité de charges fiscales auxquelles l'autre ne peut pas renoncer. Ce désaccord s'accroît naturellement quand l'impôt du sang se superpose à l'impôt en argent et que la conscription atteint les couches profondes de la population. « Je vous le dis clairement, écrit Melzi à Marescalchi pour résumer la situation, qui donc pourrait croire avoir fait une bonne affaire en acceptant de payer le double pour dépendre d'une nation plutôt que de l'autre ? Voilà la principale raison pour laquelle le régime ne peut être aimé par la nation, peu disposée à se repaître d'espérances aussi coûteuses. L'attachement ou l'aversion des peuples se règlent sur ce qu'ils paient³. »

A cette première cause de faiblesse morale s'en ajoute une seconde pour la République italienne. Malgré tous ses efforts, Melzi n'a pas mieux réussi à faire disparaître chez ses administrés cette singulière disposition d'esprit, qu'on a précédemment signa-

1. Lettres déjà citées de Lod. Venezia (*Fonds Rangoni*).

2. Melzi à Marescalchi, 6 juil. 1802 (Arch. Vienne, 18).

3. Melzi à Marescalchi, 1^{er} janv. 1804 (Arch. Vienne, 22).

lée¹ comme le résultat des bouleversements révolutionnaires, et qui a fini par prendre les proportions d'une véritable maladie mentale : c'est la monomanie de l'instabilité, l'obsession du provisoire, la crainte perpétuelle de métamorphoses ou de catastrophes imminentes, le parti pris inconscient de ne tenir aucune transformation pour achevée et aucun arrangement pour définitif. Vivant avant 1796 dans une tranquillité complète et une insouciance absolue de l'avenir, la population en a été brusquement tirée pour traverser en six ans plus de changements qu'elle n'en avait connu en un siècle. N'ayant ni principes pour la soutenir, ni expérience politique pour la guider, elle n'a pu se remettre de la secousse éprouvée, et elle reste nerveuse et mobile, flottant sans cesse entre des alertes sans cause, des rumeurs sans consistance et des aspirations sans but précis. — Pour la guérir de cette impressionnabilité, le calme et l'absence d'émotions lui seraient aussi indispensables que le silence et le repos aux convalescents : elle a au contraire sous les yeux le spectacle des continuels remaniements opérés ou annoncés en Europe par la politique consulaire. Bien que Bonaparte ait cru devoir proclamer à plusieurs reprises son intention de ne rien changer à l'œuvre de Lyon, elle s'obstine à considérer la forme actuelle de la République comme éphémère et sa destinée future comme une énigme à déchiffrer. A cet égard, les hauts fonctionnaires pensent comme le peuple. Tandis que Melzi déplore à maintes reprises le « fatal pyrrhonisme » et le « lamentable ondoiement d'idées² », dont ils ne sont pas exempts, Jacob a pu constater au cours de sa mission³ leur con-

1. Cf. t. I, p. 237.

2. MELZI, II, 560 et 606.

3. Rapport déjà cité de Jacob au Premier Consul. Cf. lettre de Melzi à Marescalchi du 17 juin 1802 (Arch. Vienne, 17) : « La disposition des esprits n'a pas beaucoup changé depuis janvier ; sans doute

viction « que l'état actuel des choses ne peut longtemps subsister, et que les circonstances doivent amener bientôt des changements considérables. Tous ne les attendent pas avec les mêmes sentiments ; mais l'attente produit une incertitude d'autant plus grande que l'on ne sait pas ce qui viendra et que l'on forme mille conjectures. » L'opinion populaire ne peut que suivre un exemple venu des conseils mêmes du gouvernement : et son histoire sous la République italienne se réduit à la chronique des nouvelles invraisemblables qu'elle accueille et des inquiétudes irraisonnées qui l'agitent.

Dès le printemps, aussitôt la satisfaction du premier moment dissipée, avaient commencé à circuler les bruits les plus absurdes ; tandis que les naïfs prêtaient à Melzi l'intention de restituer la Lombardie à l'Autriche et les Légations au Pape, les esprits sérieux s'inquiétaient de voir la pacification de l'Europe encore incomplète, et les nominations diplomatiques encore ajournées¹. En juin et en juillet sévit à Milan comme une épidémie de fausses nouvelles et une contagion de crédulité pessimiste. On s'alarme sans motif et l'on

ceux qui comprennent que les choses ne pouvaient s'arranger autrement sont bien plus nombreux maintenant qu'alors ; mais personne n'est pénétré de l'idée que nous puissions rester dans la même situation. » D'après MARELLI (18 déc. 1802) un certain Pellegata, interrogé par le Vice-Président sur les dispositions des campagnes qu'il vient de parcourir, répond que « les paysans se trouvent peu satisfaits de la République, et ce qui est pis, ne croient pas à sa durée ». Cf. enfin le passage d'une lettre de V. Gabrieli à L. Valdrighi du 26 janvier 1803 : « Je le dis franchement, je rends hommage aux bonnes dispositions du Vice-Président, mais il n'a pas autour de lui de fonctionnaires capables de faire marcher une nouvelle République. Presque aucun ne croit à la durée du nouvel ordre de choses : d'où l'apathie des sentiments et la lenteur des affaires. On vit au jour le jour. On ne vole pas, mais on tombe dans l'excès contraire : tous sont avarés pour mettre de l'argent de côté, d'après ce principe que le régime ne peut durer. »

1. MELZI, *Mem.*, II, 51-53, 72-74 et 92.

déraisonne sans fin. « L'incertitude de toutes choses est à l'ordre du jour¹. » — « Tout est mystère, et l'on veut tout interpréter d'une façon sinistre². » — « Il circule dans la ville tout un monde de fables³. » — « Des suppositions arbitraires et infinies se répandent comme des nouvelles sûres⁴. » — « Les racontars ont atteint leur maximum... on n'a jamais douté autant que maintenant de l'avenir de la République... J'éprouve un sentiment de pitié et de honte à comparer l'opinion publique de la Révolution avec ce qui-en tient lieu aujourd'hui⁵. » La concordance de ces témoignages montre à quel point l'opinion publique est impressionnable : elle ressemble à ces instruments trop sensibles ou mal réglés que le moindre souffle ébranle et que la moindre secousse affole. — Pour la rallier, le gouvernement cherche à l'entraîner par des spectacles et fait célébrer par des réjouissances officielles la proclamation du Consulat à vie (29 août)⁶.

Aussitôt après (septembre), éclate une nouvelle crise morale, motivée par la question financière, le vote de nouveaux impôts, l'augmentation des dépenses publiques, la perspective de la conscription et enfin les sourdes intrigues des hauts fonctionnaires mécontents, Aldini, Guicciardi ou Paradisi : on annonce tour à tour la chute de Prina, la guerre imminente avec l'Autriche, la venue prochaine du Président, le remplacement du Vice-Président par un frère de Bonaparte, pour aboutir à cette invariable conclusion que la République se trouve à la veille d'une complète métamor-

1. Journal de la comtesse NEGRI DI VELO (de passage à Reggio) à la date du 14 juin 1802.

2. Dépêche de Taglioretti du 17 juillet 1802 (Arch. Berne, 3391).

3. Dépêche de Cattaneo du 21 juil. 1802 (Arch. Gènes, *Corr. Milan*, 27).

4. Dépêche d'Orocco du 21 juil. 1802 (Arch. Florence, *Affari Esteri Corr. Milan*, 1370).

5. Melzi à Marescalchi, 28 juil. 1802 (Arch. Vienne, 18).

6. F. O., 1802, p. 170. Adresse de la Consulte à Bonaparte AFiv, 1684. Dépêche de Cattaneo du 29 août (Arch. Gènes, *Corr. Milan*, 27).

phose¹. « Ici beaucoup de gens regardent l'horizon politique comme très troublé, écrit un diplomate étranger ; le mécontentement général est entré dans une telle période de violence qu'on en conclut qu'un grand changement est inévitable². » A l'appui de ces prévisions, les prophètes de malheur signalent encore l'irritation des provinces vénitiennes, trop persistante pour ne pas provoquer tôt ou tard une explosion et une invasion ; l'attitude de beaucoup de hauts fonctionnaires vivant à l'hôtel pour 6 livres par jour et épargnant leurs gros traitements, comme pour se hâter de faire fortune avant la catastrophe prévue ; enfin l'existence des grands seigneurs milanais, autrefois si magnifiques, et maintenant si économes.

Au mois de décembre enfin, une détente semble se produire dans les esprits, une accalmie dans ce déluge de fausses nouvelles ; elle tient moins à un progrès du sens politique qu'à une recrudescence de l'amour du plaisir, resté l'une des passions maîtresses des Italiens³. Riches et pauvres, fonctionnaires et grands seigneurs, provinciaux et Milanais se précipitent à l'envi dans la dissipation. Favorisée par une douceur de température exceptionnelle, la vie mondaine reprend au cours de l'hiver avec une activité jusqu'alors inconnue. — Le Vice-Président donne l'exemple en organisant au Palais National deux soirées officielles (11 janvier, 4 février) très courues ; le prince de Liechtenstein et quelques seigneurs napolitains assistent à la seconde, dont les cartes d'invitation remplacent pour la pre-

1. Lettres de Melzi à Marescalchi, 17 sept. et 6 nov. 1802 ; et de Cattanéo des 6 septembre et 18 oct. 1802 ; lettres déjà citées de Lod. Venezzè au marquis Rangoni des 17 et 18 septembre.

2. Dépêche de Taglioretti du 26 oct. 1802 (Arch. Berne, *Corr.* Milan, 3391).

3. « Si vous faites abstraction des bavardages de café, le pays n'a jamais été plus tranquille que maintenant. Les théâtres sont bondés tous les soirs et l'on ne peut nier que l'aspect d'opulence de Milan ne soit remarquable. » (Melzi à Marescalchi, 9 fév. 1803, Arch. Vienne, 20).

mière fois le titre de « citoyenne » par celui de « Madame ». De son côté Murat donne au palais Belgiojoso des bals où il remet en vigueur l'ancien cérémonial de la cour archiducal; le ministre de la Guerre inaugure ses salons de l'ancien « Collège helvétique »; enfin quelques nobles, piqués d'émulation, se hasarrent à rouvrir les leurs et à y recevoir les officiers français; ils trouvent pour imitateurs des commerçants ou des fournisseurs enrichis, jaloux de tenir maison à leur tour.

Ce ne sont encore là que les préludes de ce carnaval qui a toujours eu dans la vie italienne l'importance d'un événement, et qui, pour la première fois depuis la Révolution, va pouvoir être fêté en toute tranquillité; aussi s'annonce-t-il comme particulièrement brillant. Malgré les tardives rigueurs d'un froid sibérien, plus de 12.000 provinciaux se rendent à Milan, où le prix des appartements double en quelques jours, assiègent les théâtres, à la porte desquels on doit établir un service d'ordre, et se disputent à prix d'or des places à la Scala, pour applaudir le ténor Marchesi, idole de ses compatriotes et objet d'un bruyant enthousiasme. Bals masqués, réunions, fêtes et spectacles se succèdent sans interruption. C'est partout comme une fureur de divertissements, une frénésie de plaisirs qui scandalise les ecclésiastiques ou les rares partisans de l'ancien régime. A en juger par les apparences, jamais la capitale n'a présenté un pareil aspect d'opulence et d'animation¹. Les villes de province ne restent pas en arrière, si l'on en croit ce chroniqueur de Ravenne, qui écrit gravement dans son journal intime : « Depuis bien longtemps on n'avait autant dansé, avec plus d'ardeur et au milieu d'un plus grand calme². »

1. Sur la vie mondaine à Milan pendant l'hiver et particulièrement pendant le carnaval cf. dépêches de Moll du 31 déc. 1802 et 1^{er} mars 1803; celle de Taglioretti du 1^{er} janv. 1803; MANTOVANI et MARELLI, *passim*.

2. RAJSI, 21 fév. 1803.

Cette frivolité apparente n'était pas sans signification politique, car les Milanais ne s'y seraient pas abandonnés aussi librement s'ils s'étaient crus sous la menace d'une catastrophe; elle dénotait chez eux un premier retour de confiance dans l'ordre établi; en ce sens, et en Italie surtout, danser était aussi une opinion ¹.

Cet intermède aux préoccupations sérieuses devait avoir à peine la durée d'une saison. A partir du printemps de 1803, les événements qui remplissent l'année, la crise intérieure qu'amène l'affaire Ceroni et les bouleversements extérieurs que présage la guerre avec l'Angleterre réveillent toutes les appréhensions. On voit à nouveau renaître et s'enfoncer dans les esprits l'idée fixe qu'un grand changement est imminent dans la forme de la République et du gouvernement ². En plein Corps législatif, un député (novembre 1803) en fixe le terme à trois mois ³.

La fin de 1803 démentit les prophéties de mauvais augure, et le début d'une nouvelle année fournit au public une occasion de faire un retour sur les précédentes. A la faveur de cette comparaison, l'on rendit davantage justice au gouvernement, et l'on ressentit plus de confiance en sa durée en constatant l'ordre qu'il faisait régner. Un de ses détracteurs les plus acharnés, le chanoine Mantovani, rompt pour la première fois avec ses habitudes de dénigrement, pour écrire, à la date du 1^{er} janvier 1804, dans son journal

1. « Je vous confirme que la violence des passions de parti a beaucoup diminué. Sur toute l'étendue de la République comme à Milan, le carnaval en a été une preuve. Tout s'est passé joyeusement et dans les divertissements publics on a remarqué des personnes de tous les partis : effet naturel du temps... » (Melzi à Marescalchi, 26 février 1803, Arch. Vienne. 20.)

2. « L'année 1803 aussi s'est terminée sans que l'on puisse encore considérer notre sort comme fixé et affermi. » (AVANZINI, déc. 1803); « On vit toujours dans la plus grande incertitude. » (Dépêche de Cataneo du 18 janv. 1804.)

3. MANTOVANI, 23 nov. 1803.

4. MELZI, *Mem.*, II, 560 et 606.

intime : « Au début de cette nouvelle année, les choses se présentent sous un aspect vraiment plus satisfaisant que l'an dernier. S'il se produit encore des actes de spoliation et d'oppression, au moins les abus sont-ils moins criants, et les apparences permettent-elles de croire à l'établissement d'un système régulier, équitable et vraiment modéré. » — Il eût suffi peut-être de quelques années et de quelques mois de tranquillité pour confirmer et accentuer le progrès accompli dans les esprits. C'était malheureusement la fatalité de la domination napoléonienne de les désorienter sans cesse par de nouvelles surprises. A partir du printemps de 1804, ils vont se trouver ébranlés dans leur quiétude naissante par l'angoisse des changements que l'établissement de l'Empire en France permet de prévoir pour l'Italie : pendant une année encore, l'équilibre moral dont ils sont si longs à se rapprocher sera retardé par l'incertitude de l'avenir. — Au moment où parvenaient à Milan les premiers bruits d'inévitables transformations politiques (mars 1804), le carnaval y était fêté avec plus d'entrain que jamais : l'amour du plaisir restait la seule passion qui unit toutes les classes et eût survécu à toutes les révolutions.

A la fin de son existence, la situation morale de la République ne s'était donc pas beaucoup modifiée depuis sa fondation. Isolé et sans racines au milieu de la nation, impuissant à convaincre personne de sa solidité, le nouveau régime n'avait comme partisans que ceux qui vivaient de lui² ou le considéraient comme le moindre mal, et comme titres à la popularité que la comparaison avec les régimes révolutionnaires. Audessous de lui, le pays manquait également, et de cet

1. RAJSI, 30 janvier 1804.

2. « Quant à l'esprit public, il semble que le nombre des gens satisfaits se réduise à ceux qui mangent la République. » CAVA, début de 1804.

esprit public, qui, rendant les particuliers solidaires de la communauté, leur fait suivre avec intérêt les affaires de l'État, et de cet esprit national qui leur fait accepter avec résignation les sacrifices nécessaires à son indépendance.

Pour secouer cette torpeur morale, Melzi crut devoir au début, sans toutefois se faire trop d'illusions sur leur efficacité, tenter l'emploi des moyens de persuasion, à commencer par la publication de brochures officielles de propagande. Il en demanda d'abord une à l'historiographe en titre de la République, que recommandait un dévouement éprouvé à la cause révolutionnaire. C'était Melchiorre Gioja, ancien prêtre originaire de Plaisance, accouru à Milan aussitôt après l'entrée des Français, vainqueur du concours institué en 1796 par l'Administration générale de la Lombardie sur l'organisation future de l'Italie¹, puis journaliste officieux, signalé plus tard à l'attention publique par ses travaux comme économiste, comme philosophe et comme savant, et qui nous apparaît maintenant, en raison de cette universalité d'aptitudes, comme l'une des physionomies les plus originales de sa génération. En mai 1803, au moment où la guerre avec l'Angleterre et les premiers essais de conscription rendaient l'opinion plus chancelante que jamais, Gioja composa pour la fixer un *Raisonnement sur les destinées de la République italienne*², que le gouvernement fit répandre dans le pays. Fidèle aux habitudes de classification empruntées à la statistique, sa science favorite, il déclarait vouloir convaincre trois catégories de lecteurs : les mécontents qui protestaient contre la domination étrangère et ses charges, les impatients qui trouvaient la République

1. Voir t. I, p. 156.

2. *Ragionamento sui destini della Repubblica italiana*, inséré au tome I^{er} de ses *Opere minori*. Sur Gioja voir la récente étude de M. MOMIGLIANO dans la *Rivista di Filosofia e scienze affini*, fév. 1903.

trop lente à étendre ses frontières, et les égoïstes qui lui refusaient les sacrifices d'hommes et d'argent nécessaires à son existence. Il s'efforçait ensuite, en excellents termes, de représenter le protectorat français comme une nécessité passagère, l'agrandissement territorial comme une œuvre progressive, et la formation, forcément onéreuse, d'une armée comme le seul moyen d'abréger la durée de l'un et d'avancer le terme de l'autre. Six mois plus tard, un autre ouvrage du même genre, portant un titre analogue ¹, était commandé à un certain Benincasa de Modène, moins peut-être pour influencer l'opinion que pour secourir l'auteur, publiciste fécond, avec certains côtés d'aventurier, dont on avait intérêt à s'attacher le concours : certains passages parurent dignes d'être envoyés à Paris pour être insérés au *Moniteur*²; à Milan même ils ne parurent pas produire plus d'effet que les rares pamphlets échappés à la surveillance de la censure.

Toutefois ces opuscules de circonstance, paraissant à intervalles irréguliers et avec une publicité restreinte, ne pouvaient guère qu'effleurer les esprits ; pour les pénétrer, il fallait un périodique assuré d'une large diffusion. Cette idée devait suggérer à Melzi une des initiatives les plus intéressantes de sa vice-présidence. En vue d'amener ses concitoyens au degré de maturité politique où il désirait les conduire, il projeta de créer à leur usage un journal publié sous son inspiration, sans être proprement officiel, ayant pour but avoué de les renseigner avec sûreté sur les nouvelles du jour et pour objet réel de les forcer à réfléchir avec suite sur les affaires de leur pays ; ils devaient donc y trouver, à côté d'informations précises fournies par le gouver-

1. *Saggio sulla genealogia, natura, ed interessi politici e sociali della Repubblica italiana*, Milan, 1803.

2. Melzi à Marescalchi, 28 nov. 1803 (Arch. Milan, 38).

nement ou ses fonctionnaires, des articles de fond où des publicistes expérimentés essaieraient de raviver en eux le sentiment éteint de leur dignité nationale. Afin de ne pas exciter les défiances consulaires, cette œuvre de relèvement moral resterait toutefois restreinte au domaine littéraire et ne tendrait qu'à exalter les productions de la pensée italienne.

Tel fut le programme du *Giornale italiano* dont le premier numéro parut avec le début de l'année 1804¹. La direction en fut confiée à un homme dont les vues répondaient, par une heureuse rencontre, à celles du Vice-Président et dont les offres de service furent aussitôt agréées par lui. C'était un exilé napolitain réfugié à Milan, Vincenzo Cuoco, auteur d'une *Histoire de la Révolution de Naples* écrite dans le sens républicain et unitaire, rompu à toutes les pratiques du journalisme, animé d'un ardent patriotisme italien, qu'il poussait jusqu'à la gallophobie. Il choisit Benincasa pour principal collaborateur. Chacun des deux prit le rôle qui convenait à son tempérament. Cuoco, préférant celui de censeur, ne cessait de dénoncer avec force les défauts collectifs de ses contemporains, afin de leur en donner conscience et de les amener ainsi à concevoir la nécessité d'un vigoureux effort d'amélioration morale. Benincasa, plus porté vers l'admiration et plus familier avec les langues étrangères, ne manquait pas une occasion de leur démontrer, au moyen d'exemples empruntés à la littérature et à l'histoire comparées, que les Italiens avaient été dans le passé des précurseurs pour les autres peuples et que dans le présent ils leur étaient encore supérieurs à bien des égards par leur civilisation. On croirait à le lire entendre quarante

1. L'article de tête assignait pour but au journal de « répandre d'utiles principes de morale, de politique et d'économie politique, mettre en mouvement l'esprit national, le diriger avec sagacité dans la voie du bien général, répandre les connaissances qui peuvent éclairer le peuple sur ses vrais intérêts ».

années à l'avance le langage tenu par Gioberti dans le *Primato*¹.

C'est là d'ailleurs le principal intérêt d'une tentative trop éphémère pour donner des résultats, et à laquelle devaient mettre fin dès 1806 la transformation du *Giornale italiano* et le départ de ses rédacteurs. En 1804, la situation morale de la République se présentait en réalité avec la rigueur d'un dilemme qu'on pouvait formuler ainsi : pour rattacher vraiment au gouvernement les populations, il fallait ou bien sacrifier les intérêts supérieurs de l'un aux demandes des autres, et c'était à bref délai la fin de la République ; ou bien refaire l'âme nationale en la débarrassant de ses préjugés séculaires, et ce ne pouvait être que l'œuvre du temps.

III

Avec le patriotisme de clocher, leur indifférence aux grandes affaires et leur goût de la dissipation, les Italiens n'ont-ils donc pas changé depuis 1796 ? Il serait étrange qu'après avoir bouleversé tant de choses, la Révolution soit restée sans effet sur les hommes. Lorsqu'à partir de 1802, elle se fixe sous sa forme dernière, elle a introduit dans la conscience publique des sentiments qui deviendront des principes d'action, et dans l'organisation sociale une classe nouvelle pour les représenter.

Le premier de ces sentiments, qui semble avoir d'ailleurs de profondes racines dans le passé, est l'inimitié à l'égard de Français. Elle ressort des témoignages les plus divers d'origine, et tout d'abord des déclarations répétées de Melzi : « Cette espèce d'animosité

1. L'histoire de cet essai a été racontée par BUTTI, *La Fondazione del Giornale italiano* (Milan, 1804) et résumée dans le livre cité de P. HAZARD (pp. 230-242).

passive est absolument universelle¹. » « Les haines politiques ne s'exercent plus de parti à parti, mais elles se sont déplacées pour s'exercer de nation à nation. Tous les partis intérieurs sont rapprochés sur ce point, et se sont rapprochés les uns des autres². » De son côté Murat, peu accoutumé à se rencontrer avec le Vice-Président dans les mêmes appréciations, signale « cette aversion, presque générale aujourd'hui, qui attend le Français au pied des Alpes et le poursuit jusqu'à l'extrémité des Apennins ». Il constate que « la nation italienne en général sympathise peu avec les autres nations de l'Europe, mais moins avec la nation française de toutes celles qui ont envahi son territoire³ ». La masse de la population reproche à ces envahisseurs les maux de toute sorte que leur venue a attirés sur le pays, le redoublement des souffrances matérielles dont leur retour a toujours été le signal, le contraste continu de leur tyrannie et de leurs promesses de liberté, la lourdeur présente de leur occupation, leur rôle de parasites, les frais d'entretien de leur armée, les abus de pouvoir ou les exactions de leurs généraux, la protection dont ils couvrent les Italiens les moins recommandables : le clergé voit en eux des ennemis de la religion, la noblesse, des adversaires de l'aristocratie, la majorité des patriotes, des traîtres à la cause révolutionnaire prompts à abandonner leurs alliés après les avoir compromis⁴. Mais cette animosité, générale dans le pays, sauf dans une fraction du

1. MELZI, II, 144. Cf. II, 53 : « Il y a en général une opposition telle et si animée contre tout ce qui est français, que sans la volonté des gouvernements... il y aurait lieu de craindre bien des désordres. »

2. Lettre de Melzi à Marescalchi du 26 février 1803 (Arch. Vienne, 20). — « La haine des Français est très vive et réunit tous les partis. » (Le même au même, 16 oct. 1802, Arch. Vienne 19.)

3. Rapport de MURAT de déc. 1802 dans mes *Notices et Documents biographiques*, p. 192. Cf. MURAT, *Lettres*, N° 958.

4. « Cette classe même n'offre que très peu d'amis réels des Français, quoique professant généralement les mêmes principes politiques. » (Rapport cité de MURAT, p. 192.)

parti jacobin, se trouve tempérée, et par la douceur naturelle des mœurs, et par les bonnes relations personnelles entretenues avec de nombreux officiers français, dont l'amabilité fait oublier les torts de leur nation. Elle ne se manifeste que sous la forme passive d'une conspiration latente des esprits, mais sans se traduire jamais par des actes, ni présenter un danger de révolte.

Quoique négative par son objet, elle apparaît en même temps comme la condition et la forme première d'idées politiques plus précises. S'il est vrai que, pour les peuples comme pour les individus, le *moi* prenne conscience de lui-même au contact du *non-moi*, il semble que les Italiens seront naturellement conduits par l'impatience de la domination étrangère au désir de redevenir eux-mêmes. La transition entre ces deux sentiments se marque de façon bien caractéristique dans ce passage du journal intime d'un chanoine milanais : « Si la nation italienne ressuscite un jour, comme je l'espère, elle fera voir au monde entier la haine raisonnée et inextinguible qu'elle a conçue à l'égard de la nation française¹. » Ce qui donne à cette furieuse boutade sa valeur de témoignage, c'est que l'auteur, réactionnaire impénitent, s'est toujours montré hostile aux principes de la Révolution sur la souveraineté des peuples. Pour la première fois ses rancunes nationales lui font oublier ses préventions politiques et sa haine le rend patriote.

En passant des masses dans l'élite, ce sentiment un peu aveugle prend une forme plus positive, dont Melzi résume en ces termes les caractères et les effets :

1. MANTOVANI (1^{er} sept. 1802) et un autre jour (26 avril 1802) : « Oh ! pauvre Italie, si étroitement enchaînée par les mains et par les pieds, on dit, on écrit, on veut faire croire que tu gesticules et que tu dances du meilleur gré du monde. Heureusement la force ne peut rien sur la pensée, la réflexion, la langue, et nous pouvons parler, écrire, faire connaître à la postérité le régime de violence qui nous est imposé. »

« Toutes les têtes tournent pour une certaine idée vague d'indépendance qu'on ne saurait définir, et l'on ne veut faire aucun effort pour le soutenir; l'on n'a aucun sentiment national, et l'on répugne invinciblement à tout ce qui est militaire¹. » C'est là l'état d'esprit qui domine notamment parmi les fonctionnaires, les députés et les propriétaires. Autant qu'on peut s'en rendre compte, ils n'acceptent du protectorat étranger que les bénéfices sans les charges; ils voudraient obtenir le retrait des troupes françaises ainsi que la cessation du tribut, et se gouverner eux-mêmes sans autre intervention que celle de Bonaparte. Quelques-uns même, supposant à l'avance cette condition réalisée, s'abandonnent à leurs rêves et évoquent de grandioses perspectives d'avenir : « Il semble, écrit une femme, qu'après tant de désastres l'intelligence se soit développée chez les Italiens; et il est visible que, si leur gouvernement dépendait d'eux-mêmes, on verrait aussitôt chez eux des prodiges de toute sorte, et peut-être des idées et des entreprises dont peu d'autres nations sont capables². » C'est là encore le langage de Gioberti dans le *Primato*. — Ignorant malheureusement les conditions d'existence des gouvernements nationaux, les Italiens ne se doutent pas que l'indépendance a de lourds sacrifices pour rançon, ainsi qu'une forte armée pour garantie. En restreignant outre mesure les moyens fi-

1. MELZI, *Mem.*, II, 92. Cf. lettre à Marescalchi du 9 sept. 1802 (Arch. Vienne, 18). Melzi y parle d'une « préférence décidée pour un autre ordre de choses, très vaguement conçu, mais pourtant désiré par la majorité, qui ne peut pourtant comprendre ce que c'est qu'une nation, quel est le prix de l'indépendance et qui est très loin de vouloir donner un sou pour l'atteindre ». Ailleurs (lettre à Marescalchi du 20 février 1803), le Vice-Président fait encore allusion à « cette puérile manie d'indépendance que dément la présence des Français. Je dis puérile, parce que, tout en soupirant après l'indépendance, on ne fait rien pour l'obtenir, rien pour la mériter, et beaucoup pour éveiller les inquiétudes de la puissance dont il dépend que nous y arrivions. » (Arch. Vienne, 20.)

2. Journal de la comtesse NEGRI DI VELO, 14 juin 1802 (Bib. com. Vicence).

nanciers de leur gouvernement, ils s'éloignent par leur conduite d'un idéal dont ils se rapprochent par leur pensée.

A côté du désir de l'indépendance, la conception unitaire trouve des partisans isolés parmi les intellectuels de tout ordre, et des défenseurs avoués dans le groupe des patriotes restés dans l'opposition. Jugée alors impraticable par les politiques, elle sert du moins à maintenir dans les esprits la pensée qui ne peut se réaliser dans les faits, et à ne pas laisser prescrire les droits de la nationalité italienne.

Ce ne sont donc pas, comme on le voit, les aspirations nouvelles qui manquent aux Italiens, c'est la force de volonté et le sens pratique nécessaires pour les faire triompher. Les classes populaires voudraient voir partir les Français, mais sans aucun effort pour les chasser, ou même pour apprendre à se passer d'eux; les classes éclairées, recevoir l'indépendance politique, mais sans aucun sacrifice pour l'obtenir; les partis avancés, étendre les frontières de la République, mais sans apercevoir les difficultés de l'entreprise. Personne ne se demande si les désirs dans lesquels on se complait sont conciliables avec les inclinations et les préjugés dans lesquels on s'entretient. Ce contraste entre le rêve et la réalité dominera, pendant un demi-siècle encore, toute la vie publique italienne.

En même temps que de nouvelles idées politiques, la République italienne a suscité une classe nouvelle pour les représenter : celle des fonctionnaires, trop peu nombreux sous l'ancien régime pour constituer une classe à part. Leur existence établit pour la première fois un lien de solidarité matérielle et morale entre le gouvernement et les particuliers. Dépendant uniquement de l'État, dont ils reçoivent, sous forme de traitement, leurs uniques ressources, arrachés par des changements fréquents à leurs affections de clocher, ils finissent par

voir en lui, au lieu d'une abstraction lointaine, une réalité vivante. Ils s'attachent à son sort avec d'autant plus de sincérité que l'intérêt public se confond à leurs yeux avec l'intérêt privé, prennent, avec le titre, l'esprit de leurs fonctions, et en arrivent peu à peu à mettre des idées sous les noms de République, d'Italie et de nation italienne.

La même évolution morale s'accomplira, avec plus de rapidité encore, parmi les membres de l'armée, auxquels le drapeau inspire les mêmes sentiments qu'autrefois le clocher, et chez qui le dévouement professionnel s'élargit et s'élève à la fois pour prendre la forme du patriotisme¹. Plus ces deux catégories de citoyens seront nombreuses, plus l'esprit public fera de progrès. Ce n'est donc pas sans un sens profond de la réalité que Melzi multipliait les employés pour intéresser le plus de personnes possibles à son gouvernement, et que Bonaparte pressait l'établissement de la conscription pour faire passer par l'armée toute la jeune génération. Les fonctionnaires et les soldats devaient être les premiers et les meilleurs ouvriers de la renaissance de la patrie italienne.

Tels étaient les éléments sociaux ou les forces morales qui pouvaient seconder ou entraver l'œuvre du gouvernement de Melzi et contribuer par leur action à transformer peu à peu l'opinion publique. Au moment où cette transformation commence à se dessiner, elle

1. « La grande majorité (des patriotes) qu'on peut appeler patriotes italiens veut l'indépendance de toute l'Italie et, sans consulter son impuissance actuelle à la conserver et à la défendre, elle voit également avec déplaisir le Français sur son territoire. Ce parti est d'autant plus dangereux qu'il est celui de tous les militaires italiens, et il s'accroît en raison de leur nombre chaque jour progressif ; il est plus à craindre que l'aversion passive du reste des citoyens, parce qu'il forme parmi ses sectateurs un véritable esprit national, qui fait disparaître la trace de leurs anciennes divisions, et les réunit d'un point à l'autre de l'Italie. » (Rapport cité de MURAT, *Notices et Documents biographiques*, p. 192.)

sera un instant suspendue par des événements extérieurs qui ouvriront une ère nouvelle dans l'histoire du pays. Les grands changements qui se préparent en France en nécessiteront de pareils au delà des Alpes et la République italienne, après s'être constituée en 1802 et organisée en 1803, va se transformer en 1805.

LIVRE V

LA TRANSFORMATION DU RÉGIME ¹

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS

- I. L'hiver de 1803-1804 et les nouvelles de Paris. — Impressions diverses produites sur les Milanais.
- II. Trompeuse sécurité de Melzi. — Nécessité pour Napoléon d'établir la forme monarchique en Italie comme en France. — Ses premières ouvertures à Marescalchi à ce sujet (7 mai). — Elles sont transmises à Milan, où la Consulte d'État se réunit (28) pour rédiger un projet conforme aux désirs impériaux, mais contenant des garanties pour l'indépendance présente et future du pays. — En l'envoyant à Paris, Melzi y ajoute sa demande de retraite. — Dans l'attente d'une réponse, la Consulte élabore un projet de Constitution dans lequel elle se réserve un rôle prépondérant.
- III. Accueil fait par l'Empereur aux propositions de la Consulte. — Il les approuve en principe, mais avec des réserves, et en ajourne l'examen et l'approbation. — Il refuse la démission de Melzi, qui hasarde une première tentative pour intéresser la cour de Vienne au sort de la République italienne.
- IV. La question reste suspendue pendant les mois d'été. — Incertitudes de l'opinion publique. — Nouvelles déceptions du Vice-Président.

1. Les principaux documents officiels relatifs à la transformation de la République en royaume ont été réunis dans une publication contemporaine : *Raccolta di fatti, documenti, discorsi e cerimonie, il tutto relativo al cambiamento della Repubblica italiana in Regno d'Italia*, Milan, 1805.

Le printemps de 1804 marque le moment où l'intérêt public et l'activité gouvernementale se détournent des créations administratives pour se laisser absorber par une préoccupation unique. La République italienne pourra-t-elle conserver sa forme, le jour où son Président prendra en France le titre impérial? Et si elle doit la perdre, conformément à toutes les vraisemblances, quelles seront les conditions et les conséquences de cette métamorphose? — Pendant une année entière, cette question capitale va dominer toute la vie politique du pays. Posée au printemps de 1804, suspendue pendant l'été et l'automne, elle sera reprise et tranchée entre les deux couronnements de Bonaparte comme Empereur des Français 2 décembre 1804; et comme roi d'Italie 26 mai 1805. En la traitant, celui-ci se réservera d'ailleurs toujours les solutions, ne laissant aux grands corps de l'État que le droit de lui apporter les apparences de l'assentiment populaire. Pendant toute cette période, les destinées de la République italienne s'agitent en réalité hors de ses frontières, et son histoire intérieure se réduit à la série des répercussions que les décisions prises à Paris entraînent à Milan.

I

L'hiver de 1803-1804 s'était écoulé sans apporter de changements à une situation politique que caractérisaient depuis longtemps l'apathie persistante des populations, les prétentions renouvelées des généraux français, la prostration morale et le découragement croissant du Vice-Président. La vie publique, si languissante jusqu'alors, prit une certaine activité avec les événements qui se déroulèrent à Paris au printemps de 1804. Melzi en trouva le récit dans les lettres de Marescalchi,

empreintes trop souvent d'un optimisme de commande, mais précieuses pourtant, même comme document historique, parce qu'elles traduisaient assez exactement la moyenne de l'opinion française. L'impression de soulagement produite sur les Parisiens par l'arrestation de Georges Cadoudal ; la faveur témoignée aux ambitions impériales de Bonaparte, soit par les officiers, les fonctionnaires et les acquéreurs de biens nationaux, qui y voyaient une garantie pour leurs intérêts, soit par les classes populaires, qui voulaient à tout prix sortir du provisoire, et savoir « pour qui se faire tuer¹ » ; la joie manifestée par le nouvel Empereur dans la soirée du 17 mai, à la nouvelle du vote de la Constitution ; son serment spontané de ne plus laisser à l'Autriche un « pouce de terrain » en Italie, au cas où elle contesterait son titre ; enfin son involontaire émotion en faisant transmettre des assurances de bonne volonté à Mme Moreau, venue pour implorer en faveur de son mari la clémence de Joséphine : telles furent les scènes qui semblèrent avoir frappé surtout Marescalchi et dont le récit anime sa correspondance². — Elle contenait aussi des indications utiles sur les moyens de profiter des circonstances pour entrer plus avant dans les bonnes grâces de Bonaparte. Avisé directement par celui-ci de l'arrestation de Georges, Melzi répondit³ avoir « tremblé » lui-même à la pensée du danger couru par la France et son chef, et fit rédiger par la Consulte une adresse exprimant l'« horreur et l'indignation » qu'inspirait à tous « la trame ourdie par les ennemis du repos de l'humanité⁴ ». Sur son initiative, ce corps devait

1. Lettre du 9 mai 1804 (Arch. Vienne, 8).

2. Voir dans les *Notices et Documents biographiques* (pp. 61-65) les principaux extraits de cette correspondance.

3. Lettre de Bonaparte du 20 fév. 1804 ; réponse de Melzi du 27 (MELZI, *Mém.*, II, 209 et 210).

4. AFIV, 1708. Le *Giornale italiano* du 14 avril 1804 reproduit toutes les adresses envoyées à cette occasion à Bonaparte par les grands corps de l'État.

encore décréter, et la célébration à Milan de la fête onomastique de Napoléon (15 août) et l'érection d'un monument commémoratif de l'établissement de l'Empire. Quand le Vice-Président eut enfin donné à cette occasion un grand banquet (27 mai), renouvelé à propos de la promotion de Jourdan au maréchalat (30)¹, il crut son rôle terminé dans les événements du jour, car il ne paraissait pas supposer au début que le contre-coup s'en ferait sentir en Italie².

Ses administrés ne montraient pas la même sécurité d'esprit. Influencés probablement par les amitiés que comptait Moreau dans l'armée d'occupation, ils s'intéressèrent d'abord à son procès, dans lequel ils voyaient une machination de Bonaparte pour perdre un rival gênant³. La proclamation de l'Empire produisit sur eux une impression profonde, mais assez mêlée. Tandis qu'elle frappait comme d'« un coup de foudre » les jacobins de province⁴, elle inspirait à un ecclésiastique cette malicieuse réflexion que « les Français devaient être bien humiliés de donner le pouvoir suprême à un étranger tel que l'Italien Bonaparte⁵ ». Aux politiques elle apparaissait comme le prélude d'importants changements en Italie : des mains inconnues, obéissant peut-être à une inspiration officielle, lançaient dans la circulation une médaille portant cette légende : *Imperatorî, Cæsari Napoleoni... Regi Italiæ*⁶. Les indifférents ne laissaient pas que d'être impressionnés par l'attitude des troupes françaises appelées à prêter serment ou à signer des adresses au nouveau souverain. Malgré sa réserve extérieure, Jourdan exprimait ses sentiments intimes dans cette boutade soldatesque :

1. Dépêche de Moll du 6 juin 1804 ; *Nouvelles de Leyde* du 15 juin.

2. Lettre de Melzi à Marescalchi du 16 mai 1804 (Arch. Vienne, 24).

3. Lettre (anonyme) de Milan le 17 juin 1804 (AFiv, 1684).

4. RAJSL, 17 mai 1804.

5. MANTOVANI, 11 mai 1804.

6. Dépêche de Moll du 23 mai 1804 (Arch. Vienne, *Corr. Milan*, 1804).

« C'est bien la peine d'avoir cassé tant d'œufs pour faire cette f... omelette ¹. » — « Ici, devait écrire à ce propos Melzi, combien d'officiers ont signé les adresses en pleurant amèrement ou en proférant des jurons ! Quant aux soldats, presque aucun n'a prêté le serment et on a dû, comme d'ordinaire en pareil cas, le supposer prêté. Il n'est donc pas surprenant de voir, d'une part les officiers inférieurs tenir des discours pleins de fiel et d'amertume ; d'autre part, les officiers supérieurs se taire en gardant un silence douloureux et une contenance abattue ². » « Au fond, déclarait encore Melzi en tirant la moralité du spectacle, ici l'on s'intéresse peu à l'avènement de l'Empereur lui-même, mais l'on se préoccupe beaucoup des conséquences ² que cet événement peut avoir pour nous, et que l'on ne peut calculer : de là des discours et des suppositions à perte de vue ³. » Ces alarmes trouvaient un écho en dehors même des provinces de la République. « Je t'assure, écrivait à un ami le ministre italien à Florence, Tassoni, que la crainte de quelque changement apporté à notre République me fait trembler ⁴. »

Ce premier sentiment d'alarme fut peu à peu atténué, et par le prestige attaché au titre impérial, et par les sentiments qu'éveillèrent deux récentes décisions de Napoléon. Soit à dessein, soit par l'effet d'une heureuse coïncidence, celui-ci ordonnait presque aussitôt

1. Dépêche de Moll, 25 juil. 1804.

2. Melzi à Marescalchi, 31 juillet 1804 (Arch. Vienne, 26). Cette déclaration de Melzi, qui se ressent peut-être de ses propres sentiments, est pourtant confirmée par d'autres témoignages. A Bergame on avait, d'après MANTOVANI (30 mai), remarqué particulièrement la froideur des troupes. A Brescia, AVANZINI écrit dans son journal à la date du 26 mai : « Oh ! quel singulier serment prêté par la majorité des officiers contre leur volonté, comme plusieurs d'entre eux me l'ont assuré ! »

3. Melzi à Marescalchi, 16 mai 1804 (Arch. Vienne, 6).

4. Tassoni à L. Valdrighi, 29 mai (*Fonds Campori*, Modène).

après son élévation au trône, d'une part l'envoi aux Universités de Pavie et de Bologne de pièces de collection existant en double au Muséum français¹, d'autre part la création d'un poste de directeur général des théâtres pour un jeune impresario milanais, Giuseppe Carcano, alors fort gêné dans ses affaires, mais digne d'encouragements par son esprit d'initiative artistique. Ces décisions produisirent sur le public un effet hors de toute proportion avec leur insignifiance. Il lui parut incroyable et presque surnaturel qu'un souverain absorbé par de si hauts intérêts descendît à de si infimes détails, et pût tenir sa pensée présente à la fois dans tous ses États, sa sollicitude éveillée sur les classes les plus humbles de la société. A cette nouvelle, un chroniqueur milanais, le chanoine Mantovani, censeur impitoyable du nouveau régime, oubliait un instant ses préventions pour laisser éclater son enthousiasme en termes dithyrambiques : « La postérité, écrivait-il, ne pourra croire à tout cela... Il est certain que dans l'histoire des conquérants, on ne trouve pas d'exemple d'un cerveau aussi universel... Les plus petites choses n'échappent pas à son immense compréhension, et dans le même temps où il organise les empires, il s'intéresse à la situation de famille d'un directeur de théâtre... On louera toujours en lui la volonté de distinguer le mérite². » — Autant que ses grandes actions, ces petits faits contribuaient à établir autour de Bonaparte cette légende d'omniscience et d'ubiquité qui devait devenir entre ses mains un instrument d'action sur les masses, en imposer même à ceux qu'elle n'entraînait pas, et faciliter dans les esprits les changements projetés dans les institutions.

1. MANTOVANI, 14 mai 1804.

2. MANTOVANI, 23 juin 1804.

II

Melzi avait été assez long à s'émouvoir des changements politiques opérés en France. « Pour moi, écrivait-il encore à la date du 16 mai, je ne crois pas qu'il doive en résulter une modification à notre sort. » « Tout marche ici, lui écrivait d'autre part Marescalchi, d'après deux principes : secret et rapidité. Aussi les ministres étrangers ne savent-ils souvent les nouvelles que par les journaux ¹. » Cette trompeuse sécurité avait été entretenue par un récent incident, dû à la maladresse du général Pino. Remis de son accident, ce dernier avait repris au camp de Boulogne le commandement de la division italienne. En voyant autour de lui les chefs de corps français signer des adresses au Premier Consul pour le presser de rendre son pouvoir héréditaire, il s'empressa de suivre leur exemple et d'en rédiger une que terminaient ces mots : « Que l'Empereur des Français soit roi d'Italie ! » Fier et inquiet en même temps de son audace, il avait chargé son brigadier Teulié, alors à Paris, de savoir par Marescalchi quelles réflexions elle suggérerait au maître. « Pino, aurait répondu celui-ci, est une bête de vouloir mettre un roi en Italie ². »

C'était là une boutade passagère plus qu'une réponse définitive. Si Napoléon désavouait si brutalement la proposition de Pino, c'est qu'il en jugeait la date encore prématurée, et l'auteur plus propre à la compromettre

1. Lettre de Marescalchi à Melzi, 5 mai 1804 (Arch. Vienne, 8). La sécurité de Melzi était pourtant d'autant plus singulière qu'elle contrastait avec le sentiment général. A Paris, Lucchesini annonçait dès le 17 mai le rétablissement probable de la monarchie en Italie (BAILLEU, II, 264). A Milan le public avait la même impression (Dépêche de Moll du 16 mai), partagée à Florence.

2. MARELLI, 1^{er} juin 1804. L'adresse de Pino fut transmise par Marescalchi à Melzi le 5 mai 1804.

qu'à la faire triompher. A ses yeux, elle n'aurait de chances de succès que présentée en son temps, et par les représentants légaux du pays. — Mais elle répondait en réalité à ses secrets désirs, comme à la logique de la situation. Il semblait contradictoire que le même homme pût joindre à la possession héréditaire du pouvoir impérial la présidence électorale d'une république ; il était au contraire naturel qu'il établît la forme monarchique dans tous les États soumis à son gouvernement. Hanté de plus, dès ce moment, par le souvenir de Charlemagne, Napoléon attribuait une valeur particulière au titre de « roi d'Italie » porté autrefois par « son illustre prédécesseur¹ ». Redoutant à bon droit les préventions de l'Europe, il allait pour le relever adopter la même tactique et les mêmes ménagements qu'autrefois à Lyon : se faire offrir par les grands corps de l'État ce qu'il leur aurait en réalité fait accepter, amener peu à peu les Italiens, par des insinuations renouvelées, à accepter ses désirs, puis, le moment venu, forcer leur adhésion par une offensive brusque, accompagnée de menaces enveloppées et d'une demande de réponse immédiate.

Pour l'exécution de ce plan, il ne pouvait trouver un instrument plus docile que Marescalchi, soumis chaque jour plus étroitement à son influence. Trois mois auparavant (21 mars), alors qu'aucun changement ne semblait imminent, ce dernier avait répondu à de nouvelles récriminations de Melzi par cette profession de foi : « Nous qui sommes sur place, nous sommes les seuls peut-être à pouvoir juger de l'importance de la situation, car nous voyons avec quelle violence le torrent remonte ici vers sa source... Pardonnez-moi si je vous

1. Lettre de Marescalchi à Melzi, 31 mai 1804 (Arch. Vienne, 8). Marescalchi ajoutait que Napoléon tenait également à joindre le titre de roi à celui d'empereur pour se trouver au même niveau que l'Empereur d'Autriche.

parle avec toute la sincérité et l'effusion de mon cœur. Enlevez-vous bien de la tête cette espérance que jamais la paix ou la guerre puisse amener Bonaparte à se dessaisir de notre pays. L'obstination ne peut nous mener à un autre résultat qu'à nous faire annexer... Je répète bien aux uns que, si Bonaparte nous abandonnait, ce serait notre malheur, et aux autres que dans notre situation nous ne sommes pas capables de nous gouverner nous-mêmes, etc., etc... Mais au fond, la vérité, je vous le répète, c'est que jamais il ne nous accordera cette indépendance qui, d'après vous, devrait nous être garantie et réclamée par les autres puissances : c'est impossible et cela ne sera jamais. Donc à mon avis, rien de mieux à faire que de tirer parti des circonstances, et que d'améliorer notre sort le plus possible, par les moyens que nous fournira l'occasion¹. » Animé de ces dispositions, qui répondaient d'ailleurs à une vision assez nette de la réalité, Marescalchi devait aller avec empressement au-devant des ouvertures attendues, et d'où sortirait peut-être l'« occasion » cherchée.

Il n'eut pas longtemps à les attendre. Lorsqu'il se présenta, le 7 mai, à l'audience consulaire, Bonaparte prit aussitôt la parole, entra dans le vif du sujet, et lui tint à peu près ce discours : L'État italien ne peut plus conserver sa forme républicaine depuis que son chef est devenu le souverain de la France. Tous en éprouvent l'obscur instinct et le Vice-Président lui-même n'a cessé de demander le renforcement du pouvoir exécutif. Si cette transformation semble nécessaire, elle ne peut toutefois s'accomplir que sur l'initiative et sur l'avis des habitants du pays. Mais à qui recourir pour les consulter ? Le peuple est depuis longtemps, et avec raison, réduit au silence; les Collèges électo-

1. Marescalchi à Melzi, 21 mars 1804 (Arch. Vienne, 8.).

raux, manquant d'expérience politique, n'exprimeraient qu'un « chaos d'opinions contradictoires » ; le Corps législatif ne s'est jusqu'alors distingué que par son esprit de cabale et d'opposition. Seule, la Consulte d'État, « dépositaire légitime de la volonté de la nation », semble qualifiée pour rédiger, de concert avec le Vice-Président, un projet convenable.

Pour transformer la République en monarchie, on peut en faire, soit une province française, soit un État complètement indépendant, soit un royaume vassal régi par un parent de Napoléon. Quelle solution adopter ? — L'annexion à l'Empire, la plus simple à première vue ? Elle déplairait aux Italiens en leur faisant perdre leur administration nationale, leur personnalité politique, et par suite l'espoir d'une existence séparée ; elle imposerait d'autre part à la France un effort d'assimilation dont l'exemple peu encourageant du Piémont vient de montrer les difficultés. — L'indépendance complète ? Elle serait aussi impraticable que populaire chez un peuple assez fier pour la désirer, mais trop faible pour la défendre contre les attaques extérieures et contre ses propres dissensions. — L'accession d'un Bonaparte au trône de Lombardie ? Mais Joseph n'accepterait pas plus cette dignité qu'autrefois celle de Président ; Louis, qui est peut-être le meilleur candidat, ne possède ni l'âge ni l'autorité nécessaires pour la remplir, et Lucien s'est rendu impossible par son mariage¹... Arrivé à ce point de son développement, Bonaparte rompit l'entretien, sans formuler de conclusion positive, mais en recommandant, par son silence même, la seule dont il n'eût pas fait ressortir les inconvénients : celle qui consistait à le choisir lui-même comme roi.

Son interlocuteur ne s'y trompa point, et en adres-

1. Peut-être, ajoutait Marescalchi de sa propre initiative, Napoléon avait-il des vues sur le fils de Louis, alors âgé de 18 mois.

sant à Milan 9 mai¹ le compte rendu de son audience, il insista vivement pour que la Consulte, aussitôt réunie, votât une motion dans ce sens. A ce prix, ajoutait-il, elle pourrait solliciter et obtenir quelques avantages : la séparation des deux souverainetés après la mort de leur dépositaire commun, la réduction, et plus tard la suppression du tribut militaire payé à la France, peut-être même l'acquisition de Parme et Plaisance. Il importait seulement que la démarche ne fût pas trop tardive, sous peine de perdre son effet. Déjà le général Lechi venait de devancer le gouvernement par l'envoi, de Naples à Paris, d'une adresse analogue à celle de Pino ; au même instant, l'Institut de France s'attirait la défaveur du maître par sa lenteur à lui faire parvenir ses vœux ; Murat recommençait d'intriguer pour obtenir à Milan une situation souveraine ; enfin Talleyrand avait déjà laissé entrevoir la menace d'une annexion. Tout ajournement passerait aux yeux de Napoléon pour une marque de mauvaise volonté².

Melzi n'eut garde de négliger la suggestion venue de Paris, bien qu'elle fût bien éloignée d'exciter son enthousiasme. Lui-même avait indiqué d'avance quels sentiments elle lui inspirerait et à quelles conditions elle lui paraîtrait acceptable, lorsqu'au mois de décembre précédent, elle lui avait été présentée sous une autre forme par Dudon, qui l'interrogeait sur l'opportunité de proclamer, en Italie comme en France, la Présidence à vie de Bonaparte. « Si l'on veut, avait-il déclaré alors à Moll³, nous faire partager les destinées de la France, se maintenir dans notre République comme dans un avant-poste, assurer à une partie de l'armée

1. Marescalchi à Melzi, 9 mai 1804 (Arch. Vienne, 8).

2. Lettres de Marescalchi à Melzi, 21, 29 et 31 mai 1804 (Arch. Vienne, 8).

3. Dépêche de Moll du 8 janvier 1804.

française des subsides à nos dépens, nous imposer un traité de subsides passif, il n'y a pas d'honnête homme dans notre République qui voudrait voter à ce prix la perpétuité de la présidence de Bonaparte. Je n'ai pas dissimulé à Dudon que ma conscience et mon devoir m'interdisaient absolument de prendre part à une initiative qui pourrait avoir des suites pareilles, et qu'en général on ne devait pas espérer faire émettre à la nation un vote de cette nature. » Placé brusquement en présence de l'éventualité redoutée, il chercha du moins à la rendre le moins préjudiciable possible aux intérêts de son pays; il estima, comme Marescalchi, que le mieux était pour lui de s'y soumettre, sauf à se faire payer son empressement à obéir par des concessions immédiates ou des garanties pour l'avenir¹.

Ce fut dans cet esprit qu'il dirigea les débats de la longue séance secrète que tinrent, le 28 mai, les membres de la Consulte, convoqués par ses soins². Après une discussion animée, et malgré l'opposition du seul Guicciardi, jaloux de jouer le rôle d'un « Carnot italien³ », ceux-ci finirent par adopter et par con-

1. « Persuadés, déclarait-il à Moll, que, si Bonaparte était déterminé de rester maître de ce pays-ci, ce ne serait pas à nous autres de l'en empêcher, effrayés par la réflexion qu'une négative... pourrait attirer sur notre patrie un surcroît d'oppression et de calamités, nous avons conclu que tout ce que nous pouvions faire de moins mal, c'était de proposer à Bonaparte une capitulation des plus avantageuses qu'on pût obtenir de sa générosité. » (Dépêche de Moll du 9 juillet 1804.) Cf. la lettre qu'à la même date (28 juin) le général Charpentier, chef d'état-major du corps d'occupation, écrivait à Murat, alors à Paris : « Cet homme (Melzi) ne dévie pas un instant de ses idées d'indépendance; il mène et dirige comme il veut la Consulte d'Etat, dont on pourrait sans cela tirer un autre parti. » (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*, 1804.)

2. Les incidents de cette séance ne nous sont connus que par les renseignements très sommaires, et en tout cas intéressés, que Moscati, l'un des Consultants, donna au baron de Moll. « Si je pouvais parler, lui dit-il au début, on verrait que le langage que nous avons tenu ne pouvait que plaire à un ministre autrichien. En cette circonstance, les désirs de l'Autriche ne peuvent être d'ailleurs différents des nôtres. » (Dépêche de Moll du 12 juillet 1804.)

3. Dépêche de Moll du 12 juillet 1804.

denser en un projet en 17 articles les propositions soumises à leur agrément. Ce projet présentait toute la sécheresse d'un texte législatif, mais ses dispositions étaient abondamment commentées dans leurs motifs par de nombreuses notes explicatives et confidentielles, comme par les lettres d'envoi de Melzi à l'Empereur, à l'archichancelier Cambacérès et à Marescalchi¹.

La Consulte commençait par déférer au vœu essentiel de Napoléon, en transformant à son profit la République en monarchie héréditaire; elle exprimait seulement le désir de lui voir prendre le titre de roi d'Italie (et non de Lombardie), afin de consacrer les espérances encouragées par lui à la Consulte de Lyon. Après avoir réglé en deux articles cette question fondamentale, elle se hâtait dans les quinze autres de préciser les garanties désirées. — C'était d'abord pour l'avenir la séparation perpétuelle des deux couronnes provisoirement réunies sur la tête de Napoléon. Après sa mort, celle d'Italie reviendrait, soit à ses descendants directs par ordre de secondogéniture, soit à leur défaut à ses frères admis à la succession en France (ce qui excluait Lucien), soit enfin, en cas d'extinction de la famille, à

1. Ces documents partirent pour Paris le 4 juin. Texte du projet de la Consulte et des instructions à Marescalchi, AFIV 1708 (et MELZI, *Mem.*, II, 520). Texte de la lettre d'envoi à Napoléon, MELZI, *Mem.*, II, 212. — Quant à la lettre à Cambacérès (Aff. Étr., *Corr.* Lomb. 60) sans rien apprendre de nouveau, elle contient quelques passages assez caractéristiques : « Veuillez bien partir de ces données : l'union à la France n'aurait pas un vœu; elle serait regardée comme une extrême calamité. Tout le monde est déjà dans l'attente que notre chef le serait pour la vie. Les modifications proposées ne sont cependant pas prévues. Il serait impossible de garantir là-dessus un vœu général et absolu... Du reste, ce qui peut recommander dans l'esprit général la chose d'une manière assurée se réduit à l'expulsion totale de tous les étrangers des places et à un soulagement, partiel immédiatement et total pour l'avenir, de ce que nous payons à la France, c'est-à-dire un tiers de ce que nous nous imposons. Indépendamment qu'il est incompatible d'être tributaire et indépendant, dans ce pays-ci, où l'opinion n'a pu ou n'a dû se former encore, tous les calculs se basent sur l'intérêt, et à cet égard on est très généralement indisposé. »

un prince désigné par la Consulte. De toutes manières le souverain futur résiderait sur le territoire national et ne pourrait devenir Empereur des Français, ce qui suffirait à assurer l'indépendance du royaume.

Pour le présent, les garanties demandées concernaient les rapports du pays avec son roi, avec la France et avec l'Europe. — Une constitution à rédiger ultérieurement, sur la base du « système représentatif » et de l'admission des seuls nationaux aux emplois, devait régler la première question. — Les deux autres réclamaient aux yeux de la Consulte une solution immédiate. Les Italiens vivaient encore dans la crainte d'une réaction comme celle de 1799 et dans le mécontentement provoqué par l'entretien forcé de l'armée française. Ils redoutaient que le changement projeté ne devint pour l'Autriche un prétexte de guerre et pour la France un nouveau moyen de domination. Pour parer à ce double danger, il fallait que l'une reconnût solennellement l'indépendance du nouveau royaume par un traité d'alliance, et que l'autre s'engageât à la respecter par un traité de garantie. — En écartant la perspective d'une invasion étrangère, le traité de garantie enlèverait aux masses leurs sourdes inquiétudes, aux partisans de l'ancien régime leurs dernières espérances et inspirerait aux « anarchistes » la conviction que l'ère des bouleversements révolutionnaires était définitivement close. — En réglant les rapports des deux États gouvernés par Napoléon, le traité d'alliance empêcherait l'absorption ou l'oppression du plus faible par le plus fort, et ferait évanouir ce spectre d'une annexion que le public regardait comme une « extrême calamité » ; fondé « sur les vrais principes du droit des gens, avec exclusion formelle de toute dépendance et de tout tribut », il apporterait un soulagement notable au budget italien, débarrassé du tiers de ses dépenses ; en permettant la réduction des im-

pôts, il rallierait finalement au nouveau régime un peuple uniquement attentif à « calculer ce qu'il payait et ce qu'il ne payait pas » et dont les charges fiscales déterminaient les préférences politiques. « En effet, écrira plus tard Melzi pour expliquer son insistance à ce sujet, comme les vues d'un ordre plus relevé ne sont pas à la portée de la nation en général, on peut dire avec vérité qu'on ne trouve ici d'intérêt qu'à obtenir un dégrèvement sensible des impôts, une assurance véritable contre les dangers de la guerre... Tant que la comparaison de ce que payait la nation avec ce qu'elle paie sera si défavorable pour l'état présent, l'on se tromperait beaucoup si l'on voulait se persuader qu'elle pût renoncer aux regrets très vifs qui l'occupent... Si donc le plan proposé n'est pas accompagné d'une déclaration bien solennelle relative à la cessation du tribut, la nation n'y retrouverait plus le gage de cette prospérité qui forme le but principal de ses vœux. Également, si la garantie réclamée n'est pas accordée formellement, bien loin d'offrir sûreté et paix, le nouveau système n'inspirerait à la nation que la crainte d'une nouvelle guerre¹. » Si la mensualité payée à la France ne pouvait être supprimée, elle devait du moins être aussitôt réduite.

Après avoir ainsi fortement marqué les conditions de son adhésion, la Consulte formulait un dernier vœu, conforme peut-être à la Constitution (Art. 128), mais certainement contraire aux intentions impériales : elle demandait expressément, pour dégager sa responsabilité, que ses propositions fussent soumises aux Collèges électoraux et votées ou rejetées par eux dans leur prochaine session.

Tout en déférant aux désirs de Napoléon, ce projet était-il de nature à le satisfaire de tout point ? Melzi

1. Melzi à Napoléon, 11 juillet 1804 (MELZI, *Mém.*, II, 216).

semblait en douter et, dans sa lettre d'envoi (29 mai), il crut devoir le bien disposer en lui annonçant au début que les Consultants lui avaient voté l'érection d'un monument¹. Puis, après quelques phrases assez embarrassées sur la pureté de leurs sentiments, le Vice-Président saisit l'occasion pour présenter une fois de plus une requête personnelle, toujours repoussée jusqu'alors, mais à laquelle les circonstances assuraient à ses yeux quelques chances de succès : c'était sa demande de retraite². Il invoqua encore pour l'obtenir le déclin de sa santé, rappela que sur 26 mois de Vice-Présidence, il en avait passé 12 à peu près « entre le lit et le fauteuil », fit remarquer que son rôle d'organisateur se trouvait terminé avec l'établissement d'un nouvel ordre de choses et termina enfin ce plaidoyer par un argument peu fait pour toucher son correspondant : « Le jour que Votre Majesté me permettra de rentrer dans la vie privée, elle aura fait un heureux de plus. »

Ce message une fois transmis à Paris, on dut attendre près d'un mois la réponse. Quelques cérémonies officielles vinrent apporter une diversion à cette pénible incertitude : et d'abord le retour (3 juin) de la Fête nationale instituée l'année précédente³. Plus avide de divertissements que d'enseignements, le peuple s'abandonna à la joie sans penser à l'avenir et admira de bon cœur des illuminations dont la magnificence don-

1. Texte du décret, B. L., 1804, p. 663.

2. Melzi revenait encore sur cette demande dans sa lettre à Cambracères : « Jusqu'ici, je ne me le suis jamais dissimulé, il ne s'agissait d'autre chose que de trainer à la mieux. Il n'y avait aucun grand bien à espérer ; il suffisait de calmer ou d'éviter les grands maux, et tout cela pouvait cadrer à ma mesure comme à celle d'un autre. Mais l'on va à cette heure entamer un nouvel ordre de choses... Quelle différence de moyens et de forces ne doit-on pas exiger?... Or n'est-il pas ridicule de voir à la tête du pays, dans un pareil moment, un homme qui est condamné à passer la moitié de l'année dans son lit, l'autre au régime ? »

3. *Giornale italiano*, 27 juin 1804.

nait aux étrangers de passage l'illusion d'un « monde enchanté¹ ». Puis le Vice-Président offrit au Palais-National (17) une grande réception, qui marqua un nouveau progrès dans le retour de l'étiquette monarchique. Quelques jours après (26), Jourdan, ne voulant pas être en reste de courtoisie, convia chez lui les autorités pour y célébrer par un banquet l'anniversaire de Fleurus.

Ces occupations mondaines ne suffisaient pas à distraire Melzi du grand objet qui absorbait sa pensée. Il avait lui-même à Marescalchi en avoir perdu le sommeil² et il croyait, avec quelque exagération peut-être, son impatience partagée par le public. Stupéfait au début de sa propre promptitude à exécuter les instructions impériales, mais un peu inquiet ensuite de voir les destinées d'une nation se décider en quelques jours, il se ressaisit aussitôt et, pour se tenir prêt à tout événement, résolut de compléter son œuvre par le projet de constitution annoncé dans son premier message. Après une semaine de travail acharné, la Consulte convoquée par lui réussit à mettre sur pied un projet complet, en 18 titres et 204 articles³. Dans un court préambule, elle affirmait une fois de plus la double nécessité de la garantie autrichienne et de la cessation du tribut. Le texte lui-même contenait deux séries de dispositions, destinées, les unes à établir dans l'État la forme monarchique, les autres à corriger les défauts de la Constitution de Lyon, conservée comme base de la

1. GRIOS, *Mémoires*, I, 220. « Favorisée par le temps le plus beau, la fête fut magnifique ; je n'ai rien vu en France qui en approche... Au coucher du soleil toutes les rues furent illuminées... le jardin public de la Porte Orientale décoré de guirlandes et de lampions... semblait un de ces jardins fantastiques que crée l'imagination riante des poètes italiens et orientaux. La foule remplissait les allées et l'expression brillante de sa joie animait un spectacle dont je conserverai longtemps le souvenir. »

2. Lettre de Melzi à Marescalchi, 13 juin 1804 (Arch. Vienne, 6).

3. Texte dans AFIV 1709.

nouvelle, mais considérée depuis longtemps comme une ébauche à perfectionner.

Les premières étaient les moins développées, car les questions essentielles de dynastie et d'hérédité avaient été précédemment tranchées; celles qui se rattachaient à l'organisation de la « Famille royale » (Titre IV), de la « Régence » (Titre V) et des « Grandes dignités de l'État » (Titre VII), furent résolues à peu près comme en France. La Consulte proposait d'attribuer au nouveau monarque le titre de « Roi constitutionnel », pour bien marquer les limites de son autorité, et d'adjoindre à Napoléon, tant qu'il occuperait le trône, un Vice-Roi italien résidant à Milan (Titre II); et cela, ajoutait-elle dans un commentaire annexe, « pour satisfaire le vœu national qui désire la continuation de notre excellent Vice-Président ». Celui-ci conserverait donc, sous un autre nom, ses fonctions antérieures. Quant au Roi lui-même, il aurait des privilèges honorifiques un peu plus étendus qu'autrefois le Président, mais exercerait, sauf en politique étrangère, à peu près les mêmes pouvoirs effectifs.

Au-dessous de lui, les grands corps de l'État devaient subir les modifications indiquées par une expérience de trois années. Le projet augmentait d'un tiers l'effectif des Collèges électoraux, de manière à élargir les bases de la souveraineté, et fixait le siège de leur réunion au siège de chaque département, afin d'épargner à leurs membres les frais d'un long voyage (Titre X). — La suppression de la singulière procédure appliquée au vote des lois entraînait d'autres changements. Au lieu de les soutenir par la parole devant une assemblée muette, le Conseil législatif n'avait plus qu'à les préparer à huis clos, et devenait, sous le nom de « Conseil d'État » un corps purement consultatif, soustrait à la tentation de sacrifier l'utilité de son rôle au désir de briller en public (Titre IX). La « Chambre des Ora-

teurs » perdait son existence avec sa raison d'être et le Corps législatif, appelé à discuter directement les projets gouvernementaux, prenait une importance nouvelle. La nécessité de prévenir ses entraînements le faisait diviser, par un retour inattendu au système directorial, en deux chambres distinctes, l'un de 30 membres soumis à certaines conditions de cens, l'autre de 45 membres élus par les Collèges et chargées, la première de l'examen et de l'initiative des lois, la seconde du vote définitif. De cette manière les députés (qui, par une innovation, recevaient une indemnité parlementaire de 6.000 livres) cessaient d'être les spectateurs passifs de débats dans lesquels ils n'avaient auparavant à intervenir que par leurs suffrages (Titre XIII).

C'était la Consulte elle-même qui, sous le nom de « magistrat conservateur », devait former le rouage principal du mécanisme constitutionnel (Titre XII). Soit désir d'assurer à l'indépendance nationale un refuge inviolable contre les empiètements souverains, soit plutôt ambition de se survivre en se grandissant, elle se réservait dans le nouvel ordre de choses une place prépondérante. Elle renonçait bien, en faveur du monarque, à la haute direction de la politique extérieure ; mais que d'autres prérogatives ne revendiquait-elle pas ! Corps inamovible et fermé, composé de 8 membres à vie, se recrutant eux-mêmes sur les listes dressées par les Collèges et pourvus d'un traitement de 50.000 livres, elle échappait presque entièrement aux prises du pouvoir. Corps électif, elle recueillait la succession de la Censure supprimée, et prenait la haute main sur toutes les nominations. Corps politique, intermédiaire entre le trône et la nation, elle recevait, avec la garde du « pacte social », le droit de dissoudre les Collèges et les Chambres, de prendre toutes les mesures exigées par la sûreté de l'État et non prévues par un texte formel, d'approuver le bud-

get, d'adresser même des « remontrances » au roi. Corps souverain, elle s'arrogeait le pouvoir de reviser les lois tous les dix ans, de modifier la Constitution, de choisir le chef de l'État en cas d'extinction de la dynastie. Si elle laissait à celui-ci l'initiative de ses propres délibérations, elle prétendait rendre ses propres décrets exécutoires sans la sanction royale ! — Une fois adopté, ce projet, qui dénonçait de sa part plus de prétentions encore que de précautions, aurait abouti en dernière analyse à l'omnipotence d'une petite oligarchie fermée, indépendante et irresponsable, paralysant le pouvoir exécutif sous prétexte de le limiter, et possédant des attributions trop passives pour rien entreprendre, assez étendues cependant pour tout entraver.

Melzi reconnaissait ce que ces exigences avaient de chimérique et d'inacceptable pour Napoléon ; ses conseils de modération à la Consulte étant restés inutiles, il se borna en adressant le projet constitutionnel à Paris, à essayer d'en atténuer la portée par ses observations personnelles.

III

Au moment même où il procédait à cet envoi, il avait déjà reçu de Marescalchi de premières informations sur l'effet produit par son précédent message. En le recevant, l'Empereur avait semblé manifester (2, 4 et 16 juin), les dispositions les plus favorables ; il agréait à la fois, et la spontanéité (?) des vœux de la Consulte, et la prière qu'elle lui adressait de prendre le titre de Roi, et les garanties réclamées par elle pour assurer... à l'avenir, la séparation des couronnes de France et d'Italie. Il se livrait même à de longues considérations sur l'éducation de son successeur à Milan, qu'il devait avoir déjà mentalement désigné (d'après

Marescalchi ce devait être le fils qu'attendait Louis¹ : « Je veux, dit-il, qu'il soit élevé en Italie, et que dès l'enfance il en connaisse la langue et les habitudes ; qu'il soit entièrement italien. De cette façon, il sera aimé davantage, il pourra faire plus de bien, et extirper complètement les germes de jalousie qui existent entre les deux nations. » Mais après ces premières confidences, l'Empereur se montra moins communicatif ; il se dérobaît aux interrogations précises, formulait des réserves, ne sortait des généralités que pour affirmer son désir de voir Melzi rester au pouvoir. En même temps il lançait comme une invite l'idée que l'envoi d'une députation italienne à Paris pourrait seule arranger les choses. Il déclarait enfin (23 juin) que rien ne pressait et que, d'après Talleyrand, il importait de sérieusement les questions à résoudre et d'obtenir de l'Europe la reconnaissance de l'Empire français avant de songer au royaume d'Italie².

Peut-être dissimulait-il sous ces considérations d'opportunité sa répugnance à accepter certaines demandes de la Consulte. Comment par exemple aurait-il pu s'engager à obtenir la garantie de l'Autriche, dont il redoutait déjà les intentions agressives ? accorder la suppression du subside militaire, sur lequel il comptait pour entretenir son armée sans déranger son budget ? acquiescer à la consultation des Collèges électoraux, dont il avait lui-même proclamé l'incapacité politique ? renoncer enfin aux services de Melzi, dont le concours lui était plus nécessaire que jamais pour couvrir de sa popularité les changements projetés ? Ne voulant pas céder sur ces points essentiels, il estima préférable

1. Il devait naître le 11 octobre 1804.

2. Lettres de Marescalchi à Melzi des 3, 5, 13, 17, 19, 20 et 21 juin 1804 (Arch. Vienne, 8). Ce fut à cette date que Napoléon parut également agréer l'idée, lancée pour la première fois par Melzi (dans une lettre malheureusement perdue) de venir se faire couronner à Milan.

d'ajourner la discussion; mais, pour ne pas laisser les esprits en suspens, il répondit officiellement (23 juin) aux premières communications du Vice-Président¹. Il repoussait d'abord catégoriquement sa requête personnelle, en lui déclarant avec une franchise presque brutale : « Vous êtes engagé au milieu de la lice. Il faut désormais que vous mouriez au milieu des hommes et des embarras du gouvernement des nations. » Frappé par cet « honorable arrêt de mort² », Melzi n'eut qu'à s'incliner et à se consoler, comme d'ordinaire, par le sentiment de l'utilité de sa mission. Autant la lettre impériale était explicite sur ce point, autant elle restait évasive sur les vœux de la Consulte. Napoléon se bornait à déclarer qu'il les avait « médités avec toute l'attention convenable »; qu'il y « répondrait quand il serait temps »; que ces objets « méritaient la plus grande méditation » car « chaque chose arrive en son temps » : conseils un peu ironiques après la hâte apportée jusqu'alors à presser les délibérations de la Consulte.

La question était en tout cas ajournée pour l'instant. Lorsque, quelques jours plus tard, Napoléon reçut le projet de constitution, il avoua y avoir « trouvé beaucoup de choses qui ne lui plaisaient pas » et chargea un de ses ministres français de lui en faire un rapport³. Embarrassé d'autre part pour répondre à de nouvelles instances au sujet de la garantie autrichienne, il se tira d'affaire en feignant une méprise sur le sens de ce terme, interprété par lui non comme un simple engagement de reconnaître, mais comme une obligation de défendre le nouveau royaume : comme il était évidemment impossible d'obtenir de la cour de Vienne une déclaration dans ce sens, le Vice-Prési-

1. MELZI, *Mem.*, II, 215.

2. Réponse de Melzi du 11 juillet (MELZI, *Mem.*, II, 216).

3. Marescalchi à Melzi, 10 juillet 1804 (Arch. Vienne, 8).

dent n'eut pas de peine à dissiper cette équivoque¹.

En prolongeant l'incertitude de Melzi, ces pourparlers sans conclusion l'entraînèrent à une fausse démarche, qui faisait plus d'honneur à son patriotisme qu'à sa loyauté. Depuis l'affaire Ceroni, il entretenait des relations de plus en plus intimes avec le baron de Moll, et par lui avec Cobenzl. Ayant reçu en échange de cette confiance communication confidentielle des lettres que le cabinet de Vienne échangeait avec celui de Paris pour faire reconnaître François II comme Empereur héréditaire d'Autriche (juin-juillet), il se déclara très flatté de cet « honneur » et songea à utiliser au profit de son pays ces bonnes dispositions. Avant que Napoléon prît au sujet de l'Italie une décision définitive, la cour de Vienne devait, d'après le Vice-Président, lui adresser de discrètes, mais fermes observations sur le titre nouveau qu'il projetait de prendre ; elle en avait le droit, puisque le traité de Lunéville, signé par elle, reconnaissait à la République italienne une indépendance qui ne semblait pas compatible avec l'occupation militaire française. En se rendant à Paris, Melzi lui-même appuierait ces observations, de manière à obtenir peut-être les garanties désirées². — Transmise à Cobenzl par Moll, cette sug-

1. Lettre de Marescalchi à Napoléon, 26 août 1804 (AFiv 1684). Cf. déclarations de Melzi à Moll du 9 septembre : « On a fait faire à Marescalchi la gaucherie de me demander une explication sur cette garantie autrichienne, savoir si nous entendions par là que l'Autriche dût prendre fait et cause pour nous, et s'engager d'une manière obligatoire à soutenir et à défendre la nouvelle manière d'être qu'on voudrait nous destiner. J'ai répondu qu'il était bien clair qu'en parlant de la garantie de l'Autriche, nous ne voulions pas dire autre chose, sinon qu'un changement quelconque de notre existence politique devait être consenti par la maison d'Autriche comme principale partie contractante des traités de Campo-Formio et de Lunéville. » (Dépêche de Moll du 6 septembre 1802, Arch. Vienne, *Corr.* Milan 1804.)

2. Déclarations de Melzi à Moll (27 juin) se terminant ainsi : « Si vous voulez savoir quel résultat me semble le plus probable, d'après le peu de données qui sont à ma cognition (*sic*), je vous dirai avec franchise mon opinion particulière. La voici : je crois que Napoléon

gestion n'eut pas de suites immédiates, mais elle devait encourager l'Autriche dans sa résistance à l'extension de la puissance napoléonienne.

Les négociations relatives à l'établissement du royaume d'Italie subirent alors un temps d'arrêt, coïncidant à peu près avec le voyage impérial en Belgique et sur les bords du Rhin (18 juillet-12 octobre). Elles avaient eu ce résultat de dégager les éléments de la question à résoudre en montrant quels étaient, d'une part le but et la tactique de Napoléon, d'autre part les dispositions des représentants du pays. Cette prise de contact et cet échange de vues préliminaires n'étaient donc pas inutiles à l'Empereur pour mesurer le degré de résistance ou d'assentiment que rencontreraient ses ambitions, et à Melzi pour calculer les chances que les transformations prochaines pourraient réserver à la réalisation de ses vœux patriotiques.

IV

L'entr'acte des négociations qui décidèrent du sort de la République représente dans son histoire une période monotone et vide, sans intérêt ni incidents notables, marquée pour le public par de fugitifs mouvements d'opinion, et pour le Vice-Président par de nouvelles amertumes.

Après l'envoi de la Constitution, celui-ci avait reçu de Paris des nouvelles plus propres à agiter son âme impressionnable qu'à encourager ses espérances. Tan-

n'est pas encore décidé, qu'il est aux écoutes, mais qu'il penche à se faire déclarer roi héréditaire de notre pays... Si on lui laisse le temps de prendre son parti et de le publier, il n'en voudra pas revenir. Tout dépend selon moi qu'on ne lui laisse pas le temps de se décider là-dessus. Je suis donc d'avis qu'on ne devrait pas tarder à s'en expliquer confidentiellement avec Champagny... » (Dépêche de Moll du 9 juillet 1804.)

dis que l'Empereur se laissait absorber par ses préparatifs de départ, Marescalchi, appelé plus tard à le rejoindre dans son voyage, confirmait la suspension momentanée des affaires d'Italie, en l'expliquant par la persistance de François II à vouloir garder le titre de « roi des Romains » ; le consultant Caprara, accouru dans la capitale française, y recommençait les mêmes intrigues qu'à Lyon, et offrait une fête à Jourdan et à Murat pour se ménager une situation prépondérante dans le futur régime¹. Dans le public parisien, le bruit se répandait, avec assez de persistance pour motiver un démenti du *Moniteur* (10 juillet), que les Républiques italienne et ligurienne, les domaines pontificaux et même le royaume de Naples allaient être réunis à l'Empire.

À Milan même circulaient les nouvelles les plus invraisemblables : retour de Murat, rétablissement de la maison de Savoie dans ses États, érection du Parmesan et des Légations en principauté pour l'archiduc Ferdinand, effervescence menaçante en Vénétie, dont les habitants désiraient secouer le joug autrichien. Comme à Paris, une note officielle insérée au *Journal Italien* (17 juillet) montra l'absurdité de ces propos sans pouvoir en arrêter la circulation. Faute de nouvelles précises, les membres du gouvernement étaient d'ailleurs impuissants à diriger l'opinion : « Le brouillard qui nous entoure est toujours très épais. » « Nous vivons dans une obscurité complète », écrivaient dans des lettres particulières le ministre de l'Intérieur Felici et le consultant Costabili². — Aucun événement

1. Lettre de Marescalchi à Melzi du 10 juillet 1804. Marescalchi signalait en même temps (23 juin) le bruit qui circulait à Paris, et d'après lequel Lucien viendrait à Milan comme Vice-Roi. Il en attribuait (31 juillet) la paternité à l'intéressé, qui, au même instant, faisait une démarche officieuse auprès de Melzi pour savoir comment sa candidature serait accueillie par l'opinion italienne (Arch. Vienne, 6).

2. Felici à Rangoni, 18 juillet 1804. Costabili à Rangoni, 13 oct. 1804 (*Fonds Rangoni*).

n'ayant confirmé les inquiétudes publiques, la population retourna bientôt à son apathie traditionnelle. Elle en fut tirée un instant par la fête de Napoléon, célébrée pour la première fois à Milan. Le maréchal Jourdan, qui présidait la cérémonie en l'absence de Melzi, retenu au lit par un accès de goutte, distribua à cette occasion les étoiles de la Légion d'honneur accordées par l'Empereur, non seulement aux généraux français, mais encore aux ministres et consultants italiens. Ceux-ci exprimèrent leur gratitude par une adresse (18 août), tandis que le général Dombrowski était chargé d'aller porter à Paris les remerciements des nouveaux décorés. Malgré son éclat extérieur, cette cérémonie ne laissa pas que d'alarmer passagèrement les Milanais comme le présage d'une incorporation probable à la France¹.

Melzi de son côté n'avait pas retrouvé pendant cette période d'expectative sa tranquillité d'esprit : elle ne lui apportait au contraire que de nouvelles contrariétés.

La première lui vint de Vienne, où il avait précédemment envoyé (avril) un nommé Tambroni, littérateur et ancien secrétaire de légation à Paris, avec la mission spéciale d'y chercher les papiers d'État emportés par les Autrichiens de Milan en 1800. A l'instigation de sa femme, ce personnage vaniteux jouait au diplomate, et pour se donner une importance politique, se répandait en mille propos inconsiderés sur les événements du jour². Par maladresse ou par désir de

1. Melzi à Marescalchi, 15 août 1804 (Arch. Vienne, 6). Dépêche de Moll, même date. Chose curieuse, l'effet produit par la distribution de croix de la Légion d'honneur fut loin de répondre à l'attente de Napoléon. « Ces choses, écrivait à ce propos Melzi (8 août), doivent être jugées d'une façon toute diverse à Paris et à Milan, en raison de la différence d'esprit des deux nations. Il est singulier qu'on ne veuille pas tenir compte de cette différence, bien qu'elle ait été maintes fois signalée. »

2. Lettre de Marescalchi à Melzi, 10 juillet 1804 (Arch. Vienne, 8). Dossier de la mission Tambroni, Arch. Vienne, 131.

compromettre Melzi, il en arriva à déclarer que celui-ci opposerait une inébranlable fermeté aux ambitions italiennes de Napoléon, et que l'Autriche devait, dans son propre intérêt, le soutenir dans sa résistance. C'était peut-être là une manœuvre pour l'amener à se découvrir, et en tout cas un moyen d'éveiller l'attention de Champagny sur l'intimité de ses rapports avec Cobenzl. La perspective de cette découverte représentait pour le Vice-Président une obsession de tous les instants¹.

Les nouvelles reçues de France ne lui semblaient guère plus favorables. Avant le départ de Napoléon de Paris, il lui avait adressé une dernière adjuration pour la suppression du tribut militaire, seul moyen de gagner le peuple aux changements projetés². Irrité sans doute de cette insistance, l'Empereur se contenta de lui faire répondre par Marescalchi (23 août) que sa lettre était écrite « sans réflexion » et sans doute « dans un moment que sa goutte le travaillait plus qu'à l'ordinaire... Elle donnerait un bien pauvre opinion de la patrie italienne et de la Lombardie en particulier, si l'on pouvait penser qu'elle désirât retourner à l'Autriche par la seule raison qu'elle payait moins³ ». La sécheresse ironique de ce refus écartait tout espoir d'une solution favorable.

Au déplaisir qu'il en éprouva s'ajouta presque en même temps pour lui la surprise désagréable de voir, sans même qu'il eût été consulté, Pino appelé au ministère de la Guerre. Sous l'impression de ce qu'il considérait comme une injure personnelle, il envoya à Paris, pour être transmise à Napoléon, une demande de retraite (23 août) rédigée en termes plus énergiques que jamais. Marescalchi, accusé par lui (26 août) d'avoir

1. Déclarations à Moll du 27 juin (Dépêche de Moll du 11 juillet).

2. MELZI, *Mem.*, II, 217.

3. *Corr.*, VIII, N° 7968 à la date du 28 août 1804.

« perdu le sens » pour tenter de justifier cette nomination, lui répondit (8 septembre) que la mission dont on le chargeait lui faisait l'effet d'« un coup de poignard dans le cœur¹ », et qu'il se dérobaît au devoir de la remplir. Melzi resta plongé dans un accès de mélancolie qui ne lui laissait que la force de se plaindre. « Personne, écrivait-il encore le 15 septembre, personne ne peut mesurer le découragement où je suis quand je considère, non seulement les événements du jour, mais encore les perspectives de l'avenir... Conduits au point où nous sommes par le machiavélisme le plus insidieux, nous n'avons le choix qu'entre des calamités². » Dans la même lettre, il plaignait son pays, livré à un homme qui n'avait « que des besoins et pas de parole », acculé peut-être un jour à l'« horreur d'une insurrection » ; il regardait à l'avance comme un « vrai Purgatoire » son voyage prochain à Paris. Avec Moll, il se montrait plus communicatif encore et laissait voir tout le désarroi de son âme : « Au fond, lui déclarait-il, je ne sais plus rien, je n'y entends plus rien. Napoléon semble n'avoir plus de retenue. La précipitation de ses démarches et de ses brusques disparates déjoue depuis quelque temps toutes les combinaisons. Je me persuade qu'il ne sait pas lui-même où il en est. Ses entours n'en savent guère plus que lui, depuis que ses déterminations ont pris l'aspect de lubies du moment... Depuis son apothéose, il est tellement exalté qu'il en est devenu presque intraitable³. »

Tout en déplorant sa propre situation, Melzi devait rester à son poste, et assister en spectateur passif, en attendant qu'il fût appelé à y intervenir, aux grands événements dont il renonçait à comprendre l'orienta-

1. Melzi à Marescalchi, 24 août (Arch. Vienne, 26). Marescalchi à Melzi, 8 septembre 1804 (Arch. Vienne, 8).

2. Melzi à Marescalchi, 15 et 16 septembre 1804 (Arch. Vienne, 6).

3. Dépêche de Moll du 6 septembre 1804.

tion. En septembre, de nombreux mouvements de troupes, coïncidant avec une tournée d'inspection de Jourdan, provoquaient dans le pays un léger mouvement d'inquiétude¹, auquel succédait bientôt « l'apathie la plus marquée² ». — En octobre, Marescalchi écrivait de Paris que la « grande affaire » était encore ajournée, parce que l'Empereur d'Autriche s'obstinait à garder pour ses États héréditaires le titre de « roi des Romains », incompatible avec celui de « roi d'Italie » et surtout parce que Napoléon ne voulait pas enlever au Pape tout espoir de recouvrer les Légations avant d'avoir obtenu de lui toutes les concessions désirées³. — Parmi celles-ci figurait en première ligne l'engagement de venir couronner le nouveau Charlemagne. Comme le Saint-Père devait traverser le territoire italien pour se rendre de Rome à Paris, le Vice-Président, invité à lui rendre les honneurs souverains, envoya son propre préfet du Palais l'attendre sur la route de Florence à Modène, choisie parce qu'elle évitait l'ancien domaine pontifical. Le cortège, qui comprenait, outre Pie VII, le cardinal Fesch, 4 cardinaux, 4 évêques et une suite de 65 personnes, traversa entre deux haies de troupes Modène et Reggio, où il fut salué par les préfets, et gagna en une seule journée (9 novembre) la frontière parmesane⁴. Tout en faisant au Pape l'accueil dû à son caractère, Melzi n'aurait rien de bon d'un voyage qui assurerait à l'Église italienne des avantages plus étendus peut-être encore que dans

1. Dépêches de Moll, 17 et 26 septembre 1804.

2. Lettre de Pino à Napoléon du 10 octobre 1804 (Arch. Guerre, *Corr. Armée d'Italie*).

3. Lettre de Marescalchi à Melzi, 10 oct. 1804 (Arch. Vienne, 8). Un peu auparavant, Talleyrand causant à Valençay avec Lucchesini, lui avait adressé des ouvertures sur « la facilité que rencontrerait la maison d'Autriche à obtenir l'assentiment du gouvernement français sur un bel arrondissement en Valachie, Serbie, Bosnie et Croatie turque, si elle consentait à évacuer entièrement l'Italie en cédant à la République italienne l'État et la ville de Venise. » (BAILLEU, II, 286.)

4. MELZI, *Mem.*, II, 225-233.

le « monstrueux Concordat ». Quelques jours après, lui-même prit la route de Paris. Le titre impérial étant désormais reconnu en Europe par les puissances, et sur le point de se trouver consacré en France par le couronnement, les destinées de l'Italie allaient être définitivement réglées.

CHAPITRE II

LA DÉPUTATION ITALIENNE A PARIS

- I. Pendant son séjour à Mayence, Napoléon exprime à Marescalchi (2 octobre) son désir de voir une députation italienne lui offrir la couronne. — Composition et départ de cette députation. — Avant de l'accompagner, Melzi fait secrètement appel au concours du cabinet de Vienne pour l'aider à résister aux projets impériaux.
- II. Arrivée des députés à destination. — Les préparatifs militaires et les protestations de l'Autriche déterminent Napoléon à céder le trône de Lombardie à l'un de ses frères. — Assentiment de la députation italienne, objections de Joseph et de Louis (janvier). — L'Empereur revient alors à l'idée de prendre pour lui le titre de roi, avec le prince Eugène comme Vice-Roi.
- III. Occupations de la députation italienne à Paris. — Le Statut constitutionnel du nouveau royaume. — Le 17 mars, elle offre solennellement le trône d'Italie à Napoléon, qui notifie le lendemain son acceptation au Sénat français. — Félicitations officielles à l'occasion de ces cérémonies ; impression défavorable en Europe.
- IV. L'opinion à Milan : ses oscillations, alertes extérieures (novembre-janvier), bientôt oubliées dans les fêtes du Carnaval. — Arrivée et séjour d'Eugène de Beauharnais. — Sentiment de déception à la nouvelle de la séance du 17 mars. — Fête officielle à cette occasion (31), contrastant avec la froideur de la population, et le dépit des patriotes. — Alarmes excitées par le départ précipité de l'envoyé autrichien. — La présence de Napoléon peut seule ranimer la confiance publique.

La transformation de la République en royaume, décidée en principe dès le printemps de 1804, reléguée pendant l'été à l'arrière-plan des préoccupations publiques, entra avec l'automne dans une période décisive,

où l'on peut distinguer trois phases successives. — Au début, Napoléon s'assure le moyen de la mener à bien, en convoquant à Paris, où ils seront plus dociles qu'à Milan, les représentants des grands corps de l'État (novembre-décembre). — Pour ménager l'Autriche, jalouse de sa mainmise sur l'Italie, il lui propose de laisser le trône à l'un de ses frères, Joseph ou Louis (janvier-février). — Cette combinaison ayant échoué devant les objections mêmes des intéressés, il revient à son projet primitif, se fait offrir la couronne à lui-même et vient la poser sur sa tête dans la cathédrale de Milan (26 mai).

I

Au moment où elle avait été provisoirement ajournée, on se rappelle comment se présentait la question à résoudre. Sur son désir, Napoléon s'était vu offrir la couronne héréditaire de Lombardie ou d'Italie, transmissible après lui à sa descendance ou à sa parenté, mais la Consulte avait posé comme conditions de son assentiment : pour l'avenir la séparation perpétuelle des deux couronnes, et pour le présent la suppression du tribut militaire, la reconnaissance du nouvel État par l'Autriche et la consultation des Collèges électoraux. Dans ses lettres à l'Empereur, Melzi n'avait cessé d'insister, avec plus de conviction que d'opportunité, sur cette demande de garanties ; dans ses conversations à Milan, il les représentait comme une étape vers son idéal politique : le royaume d'Italie vivant en paix avec ses voisins de l'Est, évacué par les troupes françaises, abandonné à lui-même et ayant dans Napoléon un protecteur, comme la Suisse. Celui-ci, auquel ces propos, trop librement tenus, ne pouvaient manquer de parvenir, se hâta de couper court à de dangereuses illusions.

Suivant sa tactique favorite, il résolut de déconcerter ses partenaires et de forcer leur décision par une brusque offensive.

Il en trouva l'occasion pendant ce voyage rhénan, où il avait reçu à Aix-la-Chapelle Philippe Cobenzl, félicité par lettre l'Empereur François de son nouveau titre, et réglé ainsi toutes les questions pendantes avec l'Autriche. Lorsque Marescalchi, venu à Mayence pour lui faire signer le courrier, put enfin l'aborder après cinq jours d'attente (2 octobre), il eut à subir un monologue empreint d'une vive irritation, ponctué par des menaces et terminé, comme d'ordinaire, par une impérieuse mise en demeure : « Que veulent donc ces messieurs de Milan ? s'était écrié l'Empereur. Il semble qu'ils aient envie de reculer ! Qu'ils y prennent bien garde ! S'ils veulent reculer, ils risquent d'être métamorphosés en départements français ! Ils seront mes postes avancés, ils auront la guerre et ils la paieront. Quel prince ont-ils en Italie qui puisse se mettre à leur tête ? Je ne me soucie guère d'être roi d'Italie ; mais c'est à eux à faire prononcer son vœu à la nation. Qu'ils m'envoient donc une députation composée de quelques individus des Collèges électoraux, des Tribunaux, du Corps législatif, du Conseil législatif et de la Consulte d'État. Que Melzi surtout ne manque pas de venir ! Il doit être à la tête de la députation et en diriger les délibérations pour que tout soit en règle. » En même temps, Talleyrand, toujours habile à déguiser sous la forme du conseil amical les volontés de son maître, faisait avertir Melzi que toute velléité de résistance conduirait à une crise et peut-être à une catastrophe¹.

1. Récit de Melzi à Moll du 15 octobre (Dépêche de Moll du 17). C'est Marescalchi qui, d'après une de ses lettres (25 sept.), aurait le premier émis l'idée de faire venir à Paris une députation italienne, avec Melzi en tête, pour effacer la fâcheuse impression produite sur Napoléon par l'insistance de ce dernier à demander une réduction du tribut militaire (Arch. Vienne, 8).

La décision de Napoléon était en effet inébranlable. Tenant toujours à un simulacre de consultation nationale, mais ne voulant la demander, ni aux Collèges électoraux, suspects d'indépendance, ni à la Consulte seule, assemblée de fonctionnaires sans valeur représentative, il ne pouvait mieux faire que de s'adresser à des délégués de tous les grands corps de l'Etat, gardiens des plus hauts intérêts du pays. En les appelant à Paris, où ils se trouveraient dépaysés, soumis à son ascendant personnel, entraînés par le spectacle de sa popularité, il les rendrait aussi dociles à ses volontés qu'autrefois les députés de Lyon. — De son côté Melzi, sans éprouver d'enthousiasme pour cette combinaison, s'y résignait comme au moindre mal, et comme au seul moyen d'obtenir quelques garanties. Il s'imaginait, non sans quelque suffisance, être seul capable d'en imposer à l'Empereur par sa fermeté, et de soutenir le courage vacillant de ses collègues¹.

Fidèle jusqu'au bout à ses habitudes d'irrésolution, il sembla toutefois reculer au dernier moment devant la fatigue d'un voyage, et fit attester par son médecin (16 octobre) qu'il ne pourrait se mettre en route sans « compromettre une existence trop nécessaire à la patrie² ». Ses hésitations cédèrent peu à peu, et devant l'insistance de l'Empereur, qui déclarait ne rien vouloir commencer sans lui, et devant la nécessité d'aller neutraliser à Paris les efforts du Pape pour reprendre les Légations³, et devant la force d'un dilemme aussi flatteur pour son amour-propre que pour son patriotisme : « Si je reste, disait-il, je ne risque rien, mais le pays

1. « En tout cas on n'enverra certainement pas une députation de la Consulte pour entamer sans moi une négociation de cette nature. Ces messieurs ne sont pas en mesure de pouvoir faire tête à l'ascendant qui les entrainerait à tout ce qu'on voudrait leur proposer. » (Dépêche de Moll du 6 septembre 1804.)

2. Consultation médicale (signée Pedetti) AFIV 1708.

3. Lettres de Marescalchi, 13 octobre et 10 novembre 1804 (Arch. Vienne, 32).

risque tout. Si je pars au contraire, le pays n'a rien à craindre et les dangers sont pour moi¹. »

Sa décision une fois prise, il eut vite constitué la députation. Elle comprenait d'abord 2 membres de la Consulte, Paradisi et Luosi, choisis de préférence à Moscati, impotent, à Costabili et à Guicciardi, alors souffrants, à Fenaroli et à Caprara, écartés, l'un comme trop intrigant, l'autre comme discrédité; tous, il est vrai, sauf Moscati, devaient être appelés ultérieurement à Paris. A côté d'eux, le Conseil législatif avait 3 représentants, le Corps législatif 2, l'armée 2, dont le ministre de la Guerre, les Tribunaux de cassation et de révision chacun 1, les Collèges 9, parmi lesquels le peintre Appiani : au total 19 « notables » qui allaient représenter tout le pays légal².

Avant de se mettre en route, Melzi hasarda une démarche inspirée peut-être par de bonnes intentions, mais où l'on pouvait voir un acte de duplicité à l'égard d'un homme qui lui accordait son entière confiance. Désespérant d'obtenir seul de Napoléon les concessions demandées, et ne voulant pas y renoncer, il convoqua chez lui le baron de Moll (15 octobre) et lui tint ce langage : « Je voudrais bien savoir avant de partir — et c'est pour cela que je vous ai mandé — où l'on en est entre l'Autriche et la France au sujet de la République italienne. Nous ne pouvons nous opposer aux volontés de Napoléon, si le cabinet autrichien n'appuie pas nos intérêts, qui sont les siens. Je ne peux rien faire sans être au courant des engagements éventuels pris auprès de Sa Majesté, afin de savoir quelle est la limite exacte de nos remontrances et de notre opposition... Je vous prie donc d'écrire dans ce sens à M. le comte de

1. Melzi à Marescalchi 16 oct. 1804 (AFiv 1708).

2. Melzi à Marescalchi, 9 nov. 1804 (AFiv 1708). Un carton entier (198) du *Napoleonisches Archiv* de Vienne est consacré au voyage de la députation italienne à Paris.

Cobenzl et de le conjurer de me tirer d'embarras. C'est de lui que j'attends dans ce moment décisif les données sur lesquelles je dois régler mes démarches¹. » Cette simple demande de renseignements impliquait en fait une demande de concours dans une question intérieure à débattre avec le chef de l'État. — Loin de se rendre compte de l'incorrection de son attitude, Melzi sembla au contraire y persévérer. N'ayant pas encore reçu, à la veille de son départ, la réponse attendue de Vienne, il envoya un billet à Moll pour le prier de la faire suivre à Paris par l'intermédiaire de son secrétaire particulier, en un langage convenu dont il donnait la clef². — Puis il délégua la signature au Grand Juge Spannocchi pendant son absence, annonça son départ au peuple dans une proclamation grandiloquente (13 novembre) et se mit en route le lendemain, au milieu d'une double haie de troupes, avec un brillant état-major comme escorte. Il traversait pour la dernière fois en souverain sa capitale, où il ne devait revenir que comme fourrier de Napoléon. Il fut suivi, à quelques jours d'intervalle (18), par les membres de la députation et par le maréchal Jourdan³.

II

Son voyage s'accomplit dans d'assez pénibles conditions : il faillit être volé par ses postillons au sortir de Milan, affamé à Verceil, où son arrivée n'était pas annoncée, arrêté par une crue au passage de la Sesia,

1. Dépêche de Moll du 17 octobre 1804. Dans le même entretien Melzi aurait exprimé l'espoir de voir au dernier moment Napoléon détourné des affaires d'Italie par un projet de partage de la Turquie.

2. Napoléon devait être désigné sous le nom de *Fumagalli fittabile* et la République italienne sous l'expression de *Possessione delle cascine* (Dépêche de Moll du 27 novembre 1804).

3. On trouvera le récit de leur voyage dans une lettre de Bossi à Tassoni (reproduite dans CANTU, *Diplomatici*, p. 206).

retenu à Lyon par une crise hépatique due à la fatigue ; plus loin, l'inexpérience du fonctionnaire envoyé à sa rencontre, l'ignorance où les préfets avaient été laissés de son passage, le mauvais état des relais, désorganisés par le cortège pontifical qui le précédait de peu, retardèrent sa marche à travers la France¹. — Toutes ces contrariétés matérielles n'étaient pas de nature à relever un moral déprimé : de Turin déjà, il envoyait à Marescalchi ses lamentations sur le triste rôle qui lui était réservé à Paris². Il ne se rendit d'ailleurs pas directement dans cette ville, car à Roanne un courrier spécial lui avait apporté l'ordre de faire un léger détour par Fontainebleau, où l'Empereur, qui désirait le voir immédiatement, le retint à déjeuner. Après 12 jours de voiture, il parvint enfin à destination le 28 novembre et trouva à son arrivée les autres membres de la députation, qui l'avaient dépassé en cours de route. Il assista avec eux à la cérémonie du sacre, prétexte officiel de leur déplacement. Malgré les fatigues de cette solennité, il eut au moins la satisfaction de s'y voir entouré d'égards particuliers, placé dans la tribune impériale, et escorté à l'aller comme au retour par un escadron de cavalerie³.

Au tumulte des fêtes succédèrent bientôt pour lui les occupations sérieuses. Au moment de s'y consacrer, en présence de quelles dispositions d'esprit et de quels projets allait-il se trouver ?

Dès les premiers jours de son arrivée, son secrétaire resté à Milan lui communiqua en langage convenu les

1. Lettre de Melzi à Marescalchi (écrite de Lyon) du 20 nov. 1804 (Arch. Vienne, 6). Cf. MELZI, *Mem.*, II, 628.

2. « Je vois bien que nous en sommes toujours à la même méthode de vouloir que les choses se déroulent avec un aspect de spontanéité, alors qu'elles sont laborieusement préparées ; mais pourquoi ne me l'avoir pas dit tout d'abord ?... » Melzi à Marescalchi, 15 nov. 1804 (Arch. Vienne, 26).

3. Description de la cérémonie dans une lettre de Marescalchi à Scarabelli du 3 déc. 1804 (reproduite par CANTU, *Diplomatici*, p. 40).

renseignements demandés sur l'attitude de la cour de Vienne. D'après cette réponse, l'Empereur François avait jusqu'alors été empêché par un voyage de prendre officiellement position dans les affaires italiennes; mais, le moment venu, il s'opposerait résolument à la nomination de Napoléon comme roi héréditaire de Lombardie; il comptait pour écarter cette éventualité sur le concert et le concours du Vice-Président¹. — D'autres nouvelles, parvenues et publiées en même temps à Paris, semblaient confirmer cette grave communication. L'apparition inopinée de la fièvre jaune à Livourne (octobre)² et la nécessité d'en prévenir la contagion par un cordon sanitaire servaient de prétexte à l'Autriche pour appeler du Tyrol et de l'Istrie des régiments destinés à renforcer ses garnisons vénitiennes. Signalées à l'envi par la police de frontière, le consul de France à Venise ou même les journaux, ces concentrations de troupes dépassaient la portée de simples mesures de précaution, car elles continuèrent même après la décroissance du fléau. Elles ne laissaient pas que d'inquiéter l'opinion, et préoccupèrent assez Napoléon pour qu'il crût devoir (30 décembre) envoyer secrètement dans les États héréditaires un officier chargé de lui en faire un rapport³. Il lui était en tout cas impossible de ne pas apercevoir une corrélation entre ces armements et ses propres projets.

Se laissa-t-il ébranler par ces premiers symptômes d'hostilité? Ce sentiment contribua sans doute à lui inspirer une brusque volte-face politique, et à lui faire modifier en automne le plan proposé en mai à la Consulte. D'après ses intentions primitives, les deux souverainetés de France et d'Italie, réunies en sa personne

1. Dépêche de Moll du 27 nov. 1804.

2. Détails sur cette épidémie dans CANTU, *Diplomatici*, pp. 569-576.

3. *Cour*, IX. N° 8213.

pendant sa vie, ne devaient être disjointes qu'après sa mort. S'il les séparait immédiatement, en confiant la seconde à l'un de ses frères, qui ferait souche d'une dynastie distincte, exclue à jamais de la succession à la première, cette solution ne serait-elle pas acceptée plus facilement par l'Autriche, disposée par les exemples de Philippe V et de Louis XV à tenir pour fragiles les alliances de famille ? Et de fait, les premières ouvertures adressées à Vienne à ce sujet, dès le mois de septembre, n'y semblèrent pas défavorablement accueillies.

Là n'était pourtant pas le seul ni même le principal avantage de la combinaison. Elle devait permettre à Napoléon de résoudre une question familiale qui pesait sur sa politique et dont il avait à cœur de se débarrasser : c'était celle de sa succession, réglée par le sénatus-consulte du 18 mai 1804. Désirant au fond la laisser à un fils de Louis, mais n'osant pas l'enlever à Joseph, son aîné et le chef de sa famille, il l'avait provisoirement promise à celui-ci, mais en se réservant la faculté de la lui retirer plus tard par l'adoption d'un autre héritier présomptif, âgé d'au moins dix-huit ans. Il reculait seulement devant la perspective de méconter un frère à l'égard duquel il ressentait toujours une instinctive déférence de cadet, et lui cherchait une compensation assez belle pour le faire renoncer spontanément à ses prétentions à l'héritage impérial. L'offre de la couronne d'Italie semblait remplir cette condition. Comment Joseph ne préférerait-il pas un établissement immédiat et souverain dans un pays vassal au droit d'expectative, fort problématique et toujours révocable, qui lui était réservé au trône de France ? Au double avantage de désarmer les susceptibilités autrichiennes et d'assouvir les ambitions familiales, sa nomination devait joindre celui de ne pas déplaire aux Italiens, intéressés à avoir le plus tôt possible un

prince à eux. Il ne restait plus qu'à obtenir de leurs députés, conformément à la politique suivie dès le début de l'affaire, non seulement qu'ils approuvassent ce choix, mais encore qu'ils parussent en faire spontanément la proposition.

Napoléon s'attacha d'abord, dans le courant de décembre, à convaincre Melzi, seul capable d'entraîner tous les autres. Lors de leurs entretiens à ce sujet, ce dernier aurait-il, comme le rapporte un historien¹, glissé dans la conversation quelques mots sur l'opportunité d'appeler au trône de Lombardie un prince de la maison de Savoie? Nulle part dans ses lettres les plus intimes Melzi ne fait la moindre allusion à ce projet, qu'il devait d'autre part savoir chimérique, car, dès la fin d'octobre, une indiscretion de Saliceti l'avait mis au courant de la candidature probable de Joseph². Ce qui ressort de ses propres témoignages, c'est que, résolu à lutter pied à pied pour sauver ce qu'il pourrait de l'indépendance de son pays, il appuya la résolution de Napoléon de renoncer à la couronne, sans d'ailleurs être suivi sur ce point par ses collègues. Il eût préféré peut-être une autre combinaison que la royauté de Joseph; faute de pouvoir s'y soustraire, il l'accepta avec l'espoir d'obtenir de l'intéressé, qu'il alla visiter à Morfontaine, les garanties essentielles à la nation. Au fond, il comptait sur une démarche du cabinet de Vienne pour gagner du temps, et renverser même les projets en cours; dans ce dessein, il continua, par l'intermédiaire de son secrétaire Villa et de Moll, à le tenir au courant des négociations auxquelles lui-même prenait part à Paris³.

Cette intervention se produisit en effet, mais avec le

1. SCLOPIS, *Mémoire sur la domination française en Italie* (Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales, LVII, p. 187).

2. Lettre de Melzi à Marescalchi, 28 oct. 1804. Arch. Vienne, 26.

3. Lettre de Melzi à Moll (par l'intermédiaire de Villa) du 10 déc. (résumée dans la dépêche du 22 décembre 1804).

résultat de précipiter les événements au lieu de les retarder. A la fin de décembre, les affaires italiennes semblaient rester en suspens, quand Philippe Cobenzl vint aux Tuileries exprimer les réserves anticipées de son maître sur tout changement apporté à l'ordre politique et territorial établi dans la Péninsule par le traité de Lunéville. — Aussi irrité de la résistance que du procédé, Napoléon reçut fort mal l'ambassadeur et résolut de brusquer les choses pour mettre l'Autriche en présence d'un fait accompli¹. Dans l'*Exposé de la situation de la République* 27 décembre, il annonce que la République italienne va recevoir une « organisation définitive » propre à faire tomber d'« absurdes calomnies » contre la France². Trois jours après (30) il convoque en audience solennelle, sous prétexte de leur donner congé, les députés italiens, dont la mission officielle s'est terminée avec le sacre³.

Admis en sa présence, ils entendent de sa bouche, après les salutations d'usage, un long monologue dans lequel il déploie pour les convaincre des artifices oratoires aussi habilement calculés que ses plus savantes manœuvres militaires. C'est d'abord au début, un avertissement pressant pour les effrayer. Comment leur République pourrait-elle subsister dans son état actuel,

1. Dépêche de Moll du 4 février 1805 (d'après une lettre de Melzi à son secrétaire Villa); lettre de Melzi à Bossi, 3 janvier dans CANTU, *Diplomatici*, 207.

2. *Corr.*, IX, N° 8237.

3. Il existe plusieurs relations, concordantes d'ailleurs dans l'ensemble, différant seulement dans les détails, de la séance du 30 décembre et les paroles de Napoléon. Ce sont : 1° un texte officiel ou officieux de son discours (Arch. Milan, 24); 2° deux lettres de Melzi, l'une du 13 janvier à son remplaçant à Milan, Spannocchi (Arch. Milan, 42), l'autre du 3, à Bossi commissaire italien à Turin (reproduite dans CANTU, *Diplomatici*, p. 207); 3° une version assez détaillée donnée par Valdrighi, membre de la députation, dans une note datée du 30 décembre et déposée à l'*Archivio di Stato* de Modène (*Dossier Valdrighi*); 4° enfin une dépêche de Moll (12 janvier) composée d'après des lettres venues de Paris et émanant vraisemblablement de Consultants.

alors qu'elle est menacée de tous côtés : par le Pape, qui réclame la Romagne; par l'Autriche, qui voudrait reporter sa frontière jusqu'au Mincio; par l'Empereur de Russie, qui demande les Légations comme indemnité pour la maison de Savoie; par la France même qui, au cas où ces démembrements auraient lieu, se verrait forcée de s'étendre jusqu'à l'Adda pour rétablir l'équilibre? Si la République a conservé néanmoins son intégrité, elle le doit uniquement à son Président; il aurait pu négocier à son détriment des échanges avantageux, mais il s'est regardé, de par ses fonctions, comme engagé d'honneur à ne rien distraire de son territoire, pas même un village, pas même une ferme. — Voilà donc les députés avertis : hors de Napoléon, point de salut.

Il s'agit ensuite de justifier à leurs yeux les changements qu'on leur propose : « L'état actuel de l'Europe a changé, tous ses rapports politiques aussi. La France vous en a donné l'exemple; par suite, le gouvernement italien doit prendre lui aussi une forme plus opportune. Ne vous étonnez donc pas de mon titre d'Empereur. J'ai fait la guerre, conclu la paix avec succès, créé des rois, reconstitué 200.000 familles en les faisant rentrer en France, assuré la tranquillité politique et la propriété privée : voilà pourquoi la France a cru pouvoir m'élever au grade où je suis. »

Reste maintenant à tirer la conclusion de ce plaidoyer personnel. Pour la dégager, Napoléon, selon son habitude, la présente aux députés avec la trompeuse précision d'un dilemme. Dans la situation actuelle, quel peut être l'avenir de leur République? L'indépendance absolue sous la forme républicaine? En livrant le pays aux rivalités des grandes villes, elle l'exposerait à une anarchie bientôt suivie d'une intervention étrangère. La transformation en État monarchique sous le sceptre d'un prince autrichien? C'est là une hypothèse chimérique pour les Italiens, inaccep-

table pour l'Empereur des Français. A défaut de ces deux solutions, il faut donc choisir comme roi « ou moi ou un prince de ma famille, sous cette réserve que, dans un cas comme dans l'autre, il y aura, après ma mort, séparation entre les personnes et les familles régnautes... ».

Sa pensée à peine formulée, Napoléon se presse d'en préciser les moyens d'exécution, comme s'il voulait enlever le loisir de la critique à ceux qu'il charge de la réaliser. Ils doivent se réunir à la Consulte complétée, dont ils prendront comme base les travaux antérieurs, et rédiger de concert avec elle un projet de constitution dans un délai de huit jours.

Un peu désorientés de voir une impatience si vive et des propositions si précises succéder brusquement à une longue période d'incertitude et d'inertie, quelques députés hasardent des demandes d'explications qui reçoivent des réponses brèves et péremptoires. Melzi objecte timidement la difficulté de disposer du sort de la nation sans consulter au moins les Collèges : on lui réplique qu'elle sera suffisamment représentée par la Consulte. Puis, comme s'il devinait des manœuvres secrètes ou voulait prévenir une interrogation attendue, l'Empereur s'écrie : « Je sais que Cobenzl a dit à l'un de vous que la cour de Vienne faisait des réserves formelles aux innovations projetées. Je ne conçois pas comment un homme de bon sens a pu s'exprimer en ces termes. Nous avons 500.000 hommes sous les armes et nous sommes les plus forts ¹. » Ce fut sur cette menace que se termina l'entretien.

Le ton impérieux de ce discours ne laissait aux députés d'autre parti à prendre qu'une obéissance immédiate. Le choix qui leur était concédé entre deux solutions ne représentait en réalité qu'une précaution

1. Note de Valdrighi indiquée plus haut (p. 432, note 3).

oratoire pour paraître respecter leur initiative; invités à dîner chez Joseph le soir même, ils furent aussitôt fixés sur ce point. Le surlendemain d'ailleurs (1^{er} janvier 1805), Bonaparte écrivait à l'Empereur d'Autriche une lettre où il lui représentait la nomination de Joseph comme un fait accompli¹ : « Monsieur mon frère, lui disait-il, ... de concert avec le gouvernement de la République italienne, j'ai cédé tous mes droits sur ce pays, que j'avais depuis la Consulte de Lyon, à mon frère Joseph, que j'ai proclamé roi héréditaire de cette contrée, avec la clause de renonciation à la couronne de France... J'ai sacrifié ma grandeur personnelle, j'ai affaibli mon pouvoir, mais je serais amplement dédommagé si je puis avoir fait quelque chose d'agréable à Votre Majesté. » Cette dernière assurance servait de transition pour attirer l'attention de l'Empereur sur les armements effectués en Tyrol et en Carniole comme sur l'inutilité de mesures militaires devenues sans objet, après qu'avait été dissipée « toute l'inquiétude que l'on pouvait nourrir de la réunion du territoire de la Lombardie à la France ». Une lettre rédigée dans le même sens, mais destinée à rester à l'état de brouillon, devait être adressée à l'empereur de Russie (14 janvier²).

Avant même que cette combinaison eût été acceptée à Vienne et à Pétersbourg, elle avait échoué à Paris devant la résistance du principal intéressé. D'après ses propres *Mémoires*³, Joseph se serait dérobé dès le début aux propositions reçues à ce sujet de Cambacérès, parce qu'il n'aurait voulu accepter le trône d'Italie que sous la condition d'y posséder une indépendance véritable, garantie par la cessation du tribut militaire, le retrait des troupes françaises, et peut-être même l'annexion de Gènes et de Venise, nécessaire d'après lui à la

1. *Corr.*, IX, N° 8250.

2. *Corr.*, IX, 8273.

3. I, 92.

consistance territoriale et au développement maritime de ses États. Il y a dans ses explications, avec une part de vérité, une légère déformation des faits. Il est possible qu'endoctriné par Melzi, il ait insisté sur les charges et sur les inconvénients de l'occupation militaire. Cependant il accepta d'abord la couronne, comme en témoigne la lettre de Napoléon à l'Empereur François, et reçut une satisfaction partielle par un projet de « Pragmatique » arrêté d'un commun accord entre son frère et lui¹. Aux termes de ce document, il devait recevoir, comme don de joyeux avènement au trône de Lombardie (titre provisoirement choisi pour ne pas effaroucher l'Autriche), non seulement les territoires de Parme, Plaisance et Guastalla, si passionnément convoités par Melzi, mais encore une partie de la Rivière de Gênes avec la Spezia; il obtenait de plus des concessions répondant en grande partie, soit à ses scrupules d'indépendance, soit aux garanties réclamées par les députés italiens : la faculté de soumettre sa nomination aux suffrages populaires, et plus tard le vote du budget au Corps législatif, l'assurance de voir diminuer l'effectif du corps d'occupation à mesure que s'élèverait celui des troupes italiennes.

Joseph devait plus tard se montrer moins exigeant et souscrire à des conditions plus défavorables à son indépendance quand il accepterait le trône de Naples ou celui d'Espagne. C'est en réalité en France qu'il faut chercher les raisons principales de son refus. Il ne pouvait se résigner à abandonner les droits, même lointains, de succession qu'il tenait, selon ses expressions « des autorités et de près de quatre millions de Français ». Or Napoléon, qui ne l'envoyait à Milan que dans cette vue, avait inséré dans le projet de Pragmatique deux dispositions à cet effet. Par l'article 7,

1. Texte AFIV 1709, reproduit par M. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, III, 12.

Joseph devait renoncer à la couronne de France en prenant celle de Lombardie, et par l'article 8, destiné à tourner le sénatus-consulte du 18 mai 1804, il ne pouvait aspirer à la première, en abandonnant la seconde, que si l'Empereur n'avait pas désigné de successeur, sans condition d'âge. Il se voyait donc ainsi privé même de cette situation d'héritier présomptif qui lui était précédemment assurée jusqu'à ce que le fils de Louis eût atteint ses dix-huit ans. — Après avoir reçu communication de ce texte par Talleyrand (16 janvier), il tint conseil avec ses familiers, qui lui en conseillèrent l'acceptation; mais il ne put se résoudre à l'abandon total de ses prétentions en France et finit par envoyer à son frère, après l'avoir fait attendre près de dix jours, une réponse négative (27 janvier)¹.

Si éphémère qu'eût été cette candidature, elle n'en avait pas moins donné lieu à une véritable alerte extérieure. Non seulement Napoléon ne recevait de Vienne aucune réponse à sa lettre du 1^{er} janvier, mais il apprenait par ses agents secrets² que les concentrations de troupes se poursuivaient en Vénétie. Soit pour prévenir une brusque attaque de l'Autriche, soit plutôt pour

1. Cette question semble avoir été définitivement élucidée par M. F. MASSON, *Napoléon et sa famille*, III, pp. 16-17. Il faut reconnaître d'ailleurs que Joseph sut assez habilement faire illusion à ses contemporains sur les véritables mobiles de sa conduite. En écrivant à Spannocchi le 3 janvier (Arch. Milan, 42), Melzi lui disait : « Je puis vous assurer que cette combinaison (la candidature de Joseph) semble la seule à désirer dans les circonstances actuelles ; je crains seulement que le principal intéressé (Napoléon) ne l'accepte pas, en raison des conditions qu'exige l'autre et qui permettraient seules de faire le bien. » Dans une lettre à son gouvernement (10 janvier, Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1368) Favi, secrétaire de Légation toscane à Paris, note également que Joseph met à son acceptation des conditions inacceptables. Enfin à Milan, Lucien s'était écrié en apprenant cette candidature : « Mon frère n'acceptera certainement pas la couronne italienne si le petit b... ne lui accorde une entière indépendance. » (Dépêche de Moll du 16 janvier 1804).

2. Et par les rapports que le consul de France à Venise, Rostagny, envoyait à Milan, où ils sont déposés (Arch. Milan, *Affari Esteri*, *Corr.* Venise, 388).

l'intimider, il crut devoir prendre quelques mesures de défense. Il ordonna à la fois à Berthier (22 janvier) d'envoyer une division de cuirassiers en Italie, et à Pino d'armer et d'approvisionner en hâte les places de l'Adige¹. Mais il avait à peine expédié ces ordres qu'il les contremandait par le courrier suivant, ayant reçu dans l'intervalle une lettre de Vienne qui, d'après ses déclarations à Melzi (1^{er} février, l'aurait « absolument et entièrement tranquilisé ». En réalité, la réponse autrichienne se réduisait à une demande d'explications complémentaires; mais, comme elle n'était pas formellement négative, Talleyrand put la représenter aux députés italiens comme un acte d'adhésion implicite à la politique française².

Il semblait d'autant plus nécessaire de les rassurer sur la situation extérieure qu'au même instant on présentait à leur agrément une nouvelle combinaison, répondant peut-être aux préférences intimes de Napoléon. Elle consistait à transférer à la branche de Louis Bonaparte la couronne refusée par Joseph; elle permettrait de donner à la République italienne non seulement un prince, mais une dynastie, car Louis, déjà père d'un premier fils, qui semblait destiné au trône de France, venait d'en avoir un second (11 octobre 1804). Ce fut sur cette base qu'on élaborait, de concert avec les députés, un deuxième projet, un peu différent du précédent. Napoléon y prenait lui-même, au lieu de la laisser à un frère, la couronne d'Italie (et non plus de Lombardie) mais la gardait provisoirement pour son neveu, qui, à l'âge de 18 ans, règnerait à Milan sous le nom de Napoléon II³. Comme on le voit, cette transmission des

1. *Corr.*, VIII, N° 8282 et 8283.

2. MELZI, *Mem.*, II, 238 et FOURNIER, *Genz und Cobenzl*, pp. 151 à 160.

3. Le texte du projet rédigé à cet effet (inséré sans date dans *Aff. Étr.*, *Corr. Lomb.*, 61, f° 42 et reproduit par F. MASSON, III, p. 18) parle du fils du prince Louis sans spécifier s'il s'agit de Napoléon-Charles l'aîné (né le 10 octobre 1802) ou du second Napoléon-

pouvoirs souverains devait s'opérer par-dessus la tête du père. Il était peu probable qu'avec son caractère ombrageux Louis se résignât à élever un roi sans pouvoir lui-même aspirer à l'être. A peine mis au courant des intentions impériales, il refusa formellement de s'y prêter, déclara qu'il ne consentirait jamais à l'adoption de son fils et prit un tel ton que son frère exaspéré dut le jeter à la porte de son cabinet. Toute la négociation n'avait duré que trois jours (27-30 janvier)¹.

Ce second échec de ses projets mettait Napoléon dans une situation assez embarrassante vis-à-vis de l'Europe. Il avait annoncé publiquement son intention de renoncer pour lui-même au gouvernement de l'Italie, et il ne trouvait parmi les membres de sa famille politique personne à qui le confier ! Devait-il s'adresser à ses autres frères, notamment à Lucien, le plus distingué à ses yeux par ses capacités, et qui, exclu par son mariage de la succession en France², pouvait avec moins d'inconvénients recevoir au delà des Alpes un établissement souverain en rapport avec son nom ? Repoussée par Melzi, quoique soutenue par son rival Guicciardi, cette solution semblait ne pas déplaire à Talleyrand³; mais elle présentait l'inconvénient d'être

Louis, né le 11 octobre 1804. Il semble qu'on puisse invoquer à l'appui de la seconde hypothèse : 1° Le témoignage de Marescalchi cité plus haut (p. 411); 2° cette considération que l'aîné devait être réservé pour la succession éventuelle au trône de France; 3° un passage d'une lettre contemporaine de Melzi, où il parle pour le trône d'Italie d'un enfant de quelques mois : expression qui s'appliquerait mieux au second fils qu'à l'aîné, âgé déjà de plus de deux ans.

1. MASSON, *Napoléon et sa famille*, III, p. 20.

2. D'après Melzi (conversation avec Moll du 22 août 1804), « ...depuis son apothéose, Bonaparte est tellement exalté qu'il devient presque intraitable. Il donne des coups de bâton à ses gens, et dit, en parlant du mariage de Lucien : « Je ne veux absolument pas laisser subsister cette cochonnerie-là. » (Dépêche de Moll du 6 sept. 1804.)

3. Cf. sur ce projet les détails circonstanciés donnés par l'« Amie de Paris » (correspondante de l'Agence de renseignements de d'Antraigues) dans sa lettre du 6-11 décembre 1804 (L. PINGAUD, *le Comte d'Antraigues*, 2^e édit., p. 386). Sur l'« Amie de Paris » et ses moyens d'information voir le même ouvrage, pp. 232-233.

encore lointaine, car elle nécessiterait de longs pourparlers familiaux, et l'on ne pouvait laisser plus longtemps en suspens une question inquiétante pour l'Europe, ni retenir indéfiniment les députés italiens à Paris. Si Melzi paraissait incliner à traîner les choses en longueur et compter sur le temps pour faire triompher ses vues, Napoléon se montrait pressé d'aboutir.

Avec cette soudaineté de décision qu'il porte dans la politique comme à la guerre, il change brusquement ses plans, ou plutôt il revient à son projet primitif. Il sera lui-même roi d'Italie, comme il est déjà Président de la République et, pour frapper les esprits par une grande manifestation, il ira à Milan poser sur sa tête la couronne de fer, comme il a reçu à Paris la couronne impériale. Il convertit sans peine à ses idées son ministre des Affaires étrangères, toujours plus attentif à ne pas le contrarier qu'à le bien servir. Comme il hésite toutefois à prendre seul une aussi grave résolution, il convoque pour le 5 février au matin un de ces conseils extraordinaires de cabinet qu'il avait coutume d'assembler dans les grandes circonstances, sans règle fixe ni procès-verbal écrit, pour consulter ses familiers sur les affaires de l'État. 19 personnes assistent à cette réunion, dont Melzi, 5 députés italiens, et, parmi les Français, Joseph, Cambacérès, Champagny, Fouché, Murat et Sieyès. Elle est remplie par la lecture d'un long rapport dans lequel Talleyrand développe et justifie le projet de son maître. Personne n'y fait d'objection, Sieyès y applaudit vigoureusement, et les assistants se bornent à en commenter les conclusions comme si elles étaient acquises, dans une conversation qui se prolonge sans débat ni vote pendant près d'une heure. Le sort de la République italienne était désormais fixé¹.

1. Les précédents et les détails de cette séance ne nous sont malheureusement connus que par le récit qu'en a laissé l'« Amie de Paris »

En se déterminant à prendre pour lui-même l'autorité souveraine, Napoléon ne pouvait, ni l'exercer sans la déléguer à un sous-ordre résidant à Milan, ni la conserver sans se préoccuper de savoir à qui la transmettre après lui. Ses frères s'étant refusés au rôle qu'il leur réservait, il ne lui restait plus qu'à s'adresser à la famille de sa femme¹. Ces diverses considérations expliquent sans doute la décision qu'il prend ou les desseins qu'il médite à l'égard de son beau-fils, alors âgé de 24 ans. Il vient de le récompenser de son esprit de soumission, et par la dignité d'Archichancelier d'État, et par la publicité qu'il donne à cette nomination (1^{er} février). Immédiatement après (11) il fait rédiger un projet par lequel il l'adopte pour héritier du trône d'Italie, mais en lui accordant dès l'instant la souveraineté de Parme et Plaisance². S'il abandonne presque aussitôt ce dernier dessein, peut-être dans l'espoir d'un accommodement avec Lucien, il envoie Eugène à Milan pour y commander les détachements de la Garde destinés à rehausser l'éclat du couronnement³. Le jeune prince se met en route, et s'acquitte

(lettre du 1^{er} mars 1805, dans l'ouvrage précité, pp. 413-415). Mais elle-même a pris soin d'indiquer comment d'aussi graves délibérations avaient pu ne pas laisser de traces écrites : « ... Les affaires devenant plus compliquées pendant et après le couronnement, il s'est tenu plusieurs conseils de cabinet ; ils diffèrent du Conseil d'État en ce qu'ils sont composés de peu de personnes, et que nul n'a le droit d'y être que ceux que fait avertir, en très grand secret, le préfet du Palais par un billet où est désigné le lieu et l'heure ; c'est souvent, ou de bon matin, ou après dix heures du soir. Il n'est pris aucun registre ni procès de ces séances. » Le rapport de Talleyrand devait être primitivement joint en copie à la lettre de l'« Amie », mais il en a été distrait et ne figure plus dans les annexes. Il est donc impossible de vérifier si c'était le même rapport officiel que Talleyrand devait lire dans la séance du 17 mars 1805.

1. Masson, *Napoléon et sa famille*, III, 37 seq.

2. Aff. Étr. Corr., Lomb. 61, f^{os} 80 à 86. A la même date Melzi annonce, dans une conversation rapportée par Oroczo, que les États de Parme formeront l'apanage du prince Eugène (Arch. Florence, *Affari Esteri*, 1370).

3. La composition et l'itinéraire de cette troupe sont donnés dans une lettre à Berthier du 14 janv. 1805 (Corr., IX, N^o 8274).

consciencieusement de fonctions inférieures sans doute à son titre, mais qui lui permettront d'entrer en contact avec les Milanais, de se faire apprécier d'eux et de connaître lui-même le pays : il sera un candidat tout désigné à la charge de Vice-Roi, qui, dès l'instant peut-être, lui est réservée.

Ce n'était donc pas sans de multiples tâtonnements que l'Empereur était parvenu à donner à ses vues sur l'Italie leur formule définitive¹. Les diverses combinaisons qu'il avait successivement essayées présentaient toutefois, un caractère commun. Inspirées par des considérations de politique familiale ou des nécessités de politique générale, elles avaient été conçues et adoptées sans le concours des représentants du pays. Il était temps, si l'on voulait sauver les apparences, de donner à ceux-ci une part, au moins extérieure, dans les délibérations qui les avaient fait appeler à Paris.

III

Complétés dans les premiers jours de janvier par l'arrivée des Consultants restés primitivement à Milan, les membres de la députation, ne pouvant encore désigner leur roi, avaient commencé leurs travaux en rédigeant à l'avance le statut du royaume. Napoléon,

1. Quelques semaines plus tard, alors qu'il se trouvait déjà à Milan, Napoléon devait recevoir sur cette question une consultation qui eut probablement peu d'influence sur ses idées, et qu'il ne convient de rappeler qu'à titre de curiosité. Bignon, ancien secrétaire de légation à Milan, lui envoya le 25 avril de Cassel, où il était ministre plénipotentiaire, un court mémoire intitulé : *Aperçu d'un système tendant à rattacher le retour de l'Italie à une existence plus brillante et plus prospère avec l'intérêt présent et futur de la France, de manière à faire résulter de ce même système l'accroissement de la puissance de Sa Majesté Impériale et l'abaissement de la maison d'Autriche* (Aff. Étr. Corr. Lomb., 61). L'auteur de ce mémoire préconisait l'organisation de l'Italie entière en confédération sur le modèle de l'Empire d'Allemagne et sous le patronage de la France.

jugeant naturellement inacceptable le projet dressé l'été précédent par la Consulte, leur faisait recommander par d'Hauterive de s'en tenir à la Constitution de Lyon, en y apportant les changements nécessités par l'expérience ou par l'institution du pouvoir royal. Renforcer le pouvoir exécutif, en ne lui imposant de limites que dans l'ordre financier, réduire le pouvoir législatif au vote de l'impôt, simplifier l'organisation judiciaire, laisser au souverain la conduite de l'administration et à des juriconsultes de métier la rédaction des codès, tels devaient être les grandes lignes et l'esprit de cette refonte¹. Les détails mêmes en furent bientôt présentés aux députés sous la forme d'un décret; ils en tirèrent un projet personnel adressé par eux à Napoléon (25 janvier) et soumis par celui-ci à l'examen de Cambacérès (30). La suppression de la Censure, la transformation de la Consulte en Sénat et du Conseil législatif en Conseil d'État en représentaient les principales innovations².

Il semblait toutefois difficile de pousser activement ces travaux au milieu de l'incertitude qui régnait encore sur l'avenir. Sans les interrompre, les députés s'en laissèrent donc distraire par les spectacles qui se déroulaient sous leurs yeux ou par les bruits divers qui parvenaient à leurs oreilles. Ils eurent d'abord le regret de perdre à Paris un des leurs, Trivulzi, décédé à l'âge de 32 ans, et la satisfaction de voir rendre les honneurs les plus solennels à la dépouille de l'ancien ministre de la Guerre italien; ses funérailles furent célébrées le 7 mars à la Madeleine, ornée pour la circonstance d'une inscription composée par Ugo Fos-

1. Conversation de d'Hauterive avec Marescalchi (Aff. Étr. *Corr.*, Lomb., 61, f° 9-10), qui se terminait par cette conclusion : « En résumé ces idées et en réfléchissant sur ces objets, j'ai pensé que la Constitution de la Lombardie devait être faite ici et qu'il n'y avait aucune nécessité qu'elle fût faite par des Lombards. »

2. Projet adressé par la Consulte à Napoléon 25 janv. 1804, AFiv 1709; envoi du projet à Cambacérès, *Corr.*, IX, N° 8294; rapport (non daté) de Cambacérès, AFiv 1708).

colo¹, en présence de 6.000 hommes de troupes, au milieu d'une assistance où les cardinaux présents à Paris se mêlaient aux membres du corps diplomatique². — Appelés entre temps à délibérer sur des questions de forme, telles que celle de l'écusson à donner au nouveau royaume (21 février)³, les députés italiens tentaient de satisfaire leur curiosité avec les nouvelles en circulation sur le prochain voyage de Napoléon, tour à tour confirmé et démenti à Paris, bien qu'annoncé officiellement à Milan. En réalité ils partageaient l'ignorance du public sur l'avenir et n'avaient connu que par des on-dit les ouvertures faites à Joseph et à Louis⁴. Quelques-uns d'entre eux auraient aspiré à un rôle moins passif : mais ils se sentaient paralysés par le sentiment de leur impuissance comme par leurs divisions intestines. Même en ce moment, leurs jalousies personnelles persistaient. Guicciardi s'ingéniait à contrecarrer Melzi dans l'espérance de le supplanter, Caprara ne cherchait qu'à établir sa faveur par n'importe quels moyens ; parmi eux et autour d'eux s'agitaient de sourdes intrigues que certaines allusions de leurs lettres laissent deviner sans les préciser⁵.

Après six semaines d'attente, ils reçurent enfin, avec

1. Reproduite dans une lettre du général Tenlié à Melzi du 15 mars 1805 (Arch. Milan, 14).

2. On trouvera les détails extérieurs de la cérémonie, soit dans les *Nouvelles de Leyde* (N° du 15 mars 1805), soit dans THEINER, *Histoire de deux Concordats*, II, 263.

3. Rapport de Marescalchi à Napoléon, 21 fév. 1805 (AFIV 1709).

4. Dans une dépêche du 11 mars 1805, Moll cite ce passage d'une lettre de Villa secrétaire particulier de Melzi, qui l'avait accompagné à Paris : « Toutes nos affaires sont toujours dans une obscurité si complète qu'on ne peut même pas hasarder une conjecture raisonnable. »

5. « Déceptions individuelles, discrédit pour la nation et dommages pour l'État, telles seront les conséquences trop inévitables des intrigues qui se sont déroulées dans la circonstance actuelle, si opportune pourtant pour notre organisation. Nos voisins en riront et se persuaderont toujours davantage que nos irrémédiables dissensions nous destinent à rester les victimes de l'occupation étrangère. » (Lettre de Felici à Rangoni, 11 mars 1805, *Fonds Rangoni*).

prière de la voter sous la forme d'un « Statut constitutionnel », le texte où se formulaient les intentions dernières de Napoléon à leur égard¹. Aux termes de ce document, l'Empereur des Français prenait la couronne d'Italie, qui serait héréditaire dans sa famille et ne pourrait jamais après lui être réunie sur la même tête que celle de France ; il la gardait provisoirement, mais s'engageait à la transmettre à un successeur, naturel ou adoptif, le jour « où les armées étrangères auraient évacué les États de Naples, les îles Ioniennes et l'île de Malte ». Au moyen de ce détour, trop ingénieux peut-être pour faire illusion, Napoléon renvoyait à une date incertaine l'indépendance véritable du nouveau royaume et semblait rejeter sur l'Angleterre et la Russie, visées en réalité par son texte, la responsabilité de cet ajournement. Tel fut le vœu que la Consulte vota à l'unanimité dans sa séance du 15 mars, sur les exhortations, plus ardentes peut-être que convaincues, du Vice-Président Melzi². Il ne lui restait plus qu'à lui donner une consécration solennelle.

Ce fut l'objet de deux cérémonies consécutives, l'une italienne et l'autre française, dont Napoléon régla le programme détaillé au dernier moment, avec sa promptitude de décision ordinaire : « Monsieur Marescalchi, écrivait-il le 16 mars³, je recevrai demain (17) à une heure le Vice-Président, la Consulte et la députation de la République italienne en grand costume. Je serai sur mon trône, entouré de mes grands officiers. Le Vice-Président me fera un discours, après quoi il me lira le procès-verbal ; immédiatement après, il me le remettra. Je lui ferai ensuite une réponse et ensuite

1. Aff. Étr., *Corr. Lomb.*, 61.

2. « Les esprits n'avaient pas besoin d'être préparés pour émettre un pareil vœu ; mais au besoin, ils auraient été entraînés par le discours qu'a fait le Vice-Président » (Marescalchi. à Napoléon, 15 mars 1805, AFiv 1709.)

3. *Corr.*, IX, N° 8443.

vous vous retirerez, accompagnés par le grand-maitre des cérémonies... Le lendemain (18), à 2 heures après-midi, je me rendrai au Sénat en grande pompe. Je mènerai dans une voiture la Consulte, le Vice-Président et la députation. Je ferai connaître au Sénat les motifs du parti que j'ai pris. Je recevrai immédiatement après le serment du Vice-Président et de chaque membre de la Consulte et de la députation individuellement... et lundi au soir on fera partir des courriers pour proclamer les statuts à Milan et dans toute la République italienne. »

Les séances des 17 et 18 mars, ainsi improvisées, se déroulèrent suivant le cérémonial prévu. Le secret en avait été si bien gardé que les hauts fonctionnaires qui devaient y assister n'en furent avertis que dans la nuit précédente¹. Elles ne présentèrent guère d'intérêt que par les discours qui y furent prononcés². — Dans la première Melzi, préalablement stylé sans doute, s'évertua à démontrer, d'une part, que l'organisation de Lyon avait « le caractère d'une œuvre de circonstance, d'un système constitutionnel trop imparfait pour présenter des garanties de durée et de conservation »; d'autre part que, dans son état de faiblesse actuel, la République italienne ne pouvait se maintenir que sous le sceptre du grand homme qui l'avait fondée. Quand celui-ci prit à son tour la parole, il crut devoir lancer d'abord une de ces retentissantes déclarations de principe par lesquelles il aimait à surprendre et à entraîner l'esprit de ses auditeurs : « Depuis le moment où nous parûmes pour la première fois dans vos contrées, nous avons toujours eu la pensée de rendre indépendante

1. Dépêche de Maillardo, ministre de Suisse à son gouvernement (18 mars 1805). Arch. Berne, *Corr. Paris*, 536.

2. Un compte rendu imprimé de cette double cérémonie, avec le texte des discours prononcés, figure *Aff. Étr., Corr. Lomb.*, 61. Les discours furent reproduits d'autre part dans le *Giornale italiano* du 27 mars. On trouvera un récit détaillé des séances des 17 et 18 mars dans une lettre de Marescalchi à Scarabelli (insérée dans *CANTU, Diplomatici*, p. 42).

et libre la nation italienne. » Un rapide exposé rétrospectif lui servait ensuite à soutenir qu' « au milieu des incertitudes des événements », il s'était toujours achevé vers ce « grand objet ». Après avoir fait ressortir en une phrase la nécessité de la réunion provisoire des deux couronnes, il déclarait en terminant n'aspirer qu'au moment où il pourrait placer celle d'Italie sur une « plus jeune tête » qui « continuât son ouvrage ».

Dans la séance du lendemain, au Sénat, il devait, non plus s'adresser aux Italiens, mais parler pour la France et même pour l'Europe : aussi les manifestations de l'éloquence officielle eurent-elles plus d'ampleur et de portée. Talleyrand commença par lire un long rapport où il paraphrasait, en y ajoutant l'évocation des noms de Charlemagne et d'Alexandre, les idées exprimées la veille par Melzi sur la nécessité de la transformation accomplie. Après la lecture du Statut constitutionnel par Marescalchi, et d'une adresse banalement emphatique, rédigée en italien par Paradisi, le nouveau roi d'Italie prit à son tour la parole. Il sembla surtout préoccupé de repousser le reproche d'ambition auquel l'exposait son changement de titre. Comme preuve de sa modération, il faisait valoir le maintien de l'indépendance de la Hollande, de la Suisse et de la République italienne, dont l'annexion eût été pourtant aussi profitable que facile. Puis, comme s'il eût craint de voir interpréter cette déclaration comme un aveu de faiblesse, il terminait sa harangue par une phrase à laquelle il donnait les allures d'un défi : « Le génie du mal cherchera en vain des prétextes pour remettre le continent en guerre. Ce qui a été réuni à notre Empire y restera réuni. Aucune nouvelle province n'y sera incorporée ; mais les lois de la République batave, l'acte de médiation des 19 cantons suisses, et le premier statut du royaume d'Italie seront constamment sous la protection de notre couronne, et nous ne souf-

frirons pas qu'il y soit porté aucune atteinte. » La solennité se termina sur ces mots.

Elle eut les jours suivants son épilogue dans les félicitations adressées par les grands corps de l'État français au nouveau roi d'Italie. Le 24 mars, il donnait audience aux membres du Conseil d'État et du Sénat¹. Tandis que le président de section Defermon se bornait à prononcer au nom des premiers quelques paroles bien senties, le sénateur François de Neufchâteau s'abandonnait à sa verve poétique, comme à son goût pour les réminiscences classiques. Il appelait les Lombards « les heureux cultivateurs du jardin de l'Europe », évoquait le souvenir des « colonies insubriennes fondées par Bellovèse » et invitait le souverain à rendre à sa capitale « la splendeur des 300.000 âmes qu'elle avait autrefois ». Le président du Tribunat, venu à son tour à Saint-Cloud (30), parla un langage plus politique, en faisant à l'unité future des peuples italiens des allusions assez précises pour éveiller l'attention défiante du corps diplomatique².

Si les témoignages de l'admiration officielle pouvaient flatter Napoléon, ils ne l'enivraient pas au point de lui faire perdre de vue une question beaucoup plus

1. Le 18 mars, le Sénat avait reçu communication des documents relatifs à l'élection du nouveau royaume et nommé une commission de cinq membres pour les examiner. Le 23 mars, Lacépède rapporteur de cette commission, fit adopter un arrêté d'après lequel elle présenterait le lendemain ses félicitations à Napoléon. Ce rapport, ainsi que le discours de Lacépède, fut imprimé par ordre du Sénat et reproduit auparavant dans les journaux du temps. Voir *Corr.* IX, N° 8474, la réponse de l'Empereur au Sénat.

2. « Le président du Tribunat, en félicitant Sa Majesté Impériale de son avènement au trône d'Italie, lui a dit dans son discours que le principal avantage à retirer de ce nouveau titre, c'est le prestige moral qui avancera l'époque où les peuples d'Italie acquerront l'énergie et la consistance sans lesquelles ils ne pourraient former un État libre et indépendant. Ces expressions autorisent bien des conjectures sur les événements à venir. » (Lettre de Favi, secrétaire de la légation de Parme à Paris à Mozzi du 1 avr. 1805. Arch. Florence. *Affari Esteri*, 1368).

importante pour lui. Quel accueil les cours étrangères allaient-elles réserver à la notification de sa nouvelle dignité? Le ministre de Prusse Lucchesini semblait pressentir leur impression et traduire en même temps celle de ses collègues, quand il écrivait à son chef Hardenberg, au lendemain même de la séance du 18 mars : « Que dira la Russie et que fera l'Autriche? Donnera-t-elle son assentiment à l'arrangement unilatéral d'une des plus importante transactions synallagmatiques du traité de Lunéville? »; et plus loin Lucchesini ne pouvait s'empêcher de blâmer discrètement « la manière tranchante de rompre en visière avec ces deux puissances, en s'emparant sans ménagement de la couronne et de la domination de l'Italie¹ ».

Ces appréhensions semblaient pleinement justifiées par les sentiments et l'attitude de la cour de Vienne; non seulement elle avait, comme on l'a vu précédemment, fait une réponse évasive à l'annonce de la nomination de Joseph (23 janvier), mais elle en prenait prétexte pour solliciter à Paris quelques compensations territoriales, et elle venait d'apprendre, par une lettre interceptée de Talleyrand à La Rochefoucauld (26 février), que des demandes de ce genre y seraient toujours repoussées. Comment espérer qu'elle apprendrait sans déplaisir la réunion des deux couronnées dont on lui avait annoncé la séparation et qu'elle ne verrait pas une menace pour la Vénétie dans l'érection d'un royaume d'Italie dépendant de la France?² — Napoléon semblait d'ailleurs prévoir ces dispositions, car, dès le soir du 17 mars, il écrivait à l'Empereur François pour tenter d'expliquer le démenti que ses actes appor-

1. Lucchesini à Hardenberg, 19 mars 1805 (BAILLEU, II, 334).

2. Cette impression était d'ailleurs générale. « Tenez-vous pour dit, écrivait le 12 mai Lucchesini à Hardenberg, que Napoléon déposera difficilement la couronne d'Italie sans avoir essayé de réunir à ce nouvel État Gènes et les États austro-vénitiens, la Méditerranée et l'Adriatique. » (BAILLEU, II, p. 344.)

laient à ses engagements antérieurs¹. Il se bornait d'ailleurs à invoquer brièvement la nécessité de déférer au vœu des Italiens : pauvre excuse, et qui ne pouvait tromper personne. Il affirmait à nouveau sa volonté de déposer la dignité royale dès que l'état de la Méditerranée le permettrait, et insinuait à ce propos que la cour de Vienne hâterait sans doute ce terme en « prenant intérêt » à la prompte évacuation de Corfou et de Malte. C'était donc d'elle-même que dépendait en dernière analyse l'observation des promesses qu'elle avait reçues. Elle dut peu goûter l'ironie de ce conseil. Mais comme elle ne se sentait pas prête à agir, elle résolut d'endormir quelque temps les défiances de Napoléon. L'Empereur François répondit à sa communication par une lettre (16 avril) qui ne dépassait pas la portée d'un simple accusé de réception². Au fond, sa résolution était déjà arrêtée.

Il ne fallait pas songer à l'adhésion de la Russie, qui à ce moment même agissait à Berlin pour empêcher celle de la Prusse, et à Londres pour y préparer contre la France le fameux traité d'alliance du 11 avril suivant. Le cabinet prussien resta d'ailleurs sourd à ces excitations, quoique défavorablement impressionné par le titre, un peu inquiétant à ses yeux, de royaume d'Italie³. A une notification personnelle de Napoléon (16 mars), le roi Frédéric-Guillaume répondit (26) en termes assez

1. *Corr.*, IX, N° 8445.

2. FOURNIER, *Genz und Cobenzl*, pp. 161-162.

3. « Il est fâcheux, écrivait à ce propos Laforest à Talleyrand (26 mars), que Sa Majesté Impériale n'ait pas substitué un titre défini au titre indéfini de roi d'Italie. On est habitué en Europe à appeler Italie la péninsule entière. La jalousie, la défiance, l'incrédulité et toutes les intrigues qu'elles suscitent vont se retrancher derrière cette dénomination vicieuse. » (BAILLEU, II, p. 335). — On peut rapprocher de ce témoignage les inquiétudes exprimées à maintes reprises par la reine Marie-Caroline de Naples au sujet du titre pris par Napoléon. « De la dénomination au fait, déclarait-elle (7 juin 1804) la distance n'est pas grande. » Elle ajoutait ne pouvoir « nommer sans frémir » le *Regno italico* (*Correspondance inédite de Marie-Caroline avec le marquis del Gallo*, II, pp. 480 et 485).

froids et assez vagues pour qu'on se déclarât aux Tuileries peu satisfait de ce manque d'enthousiasme¹.

La proclamation de Napoléon comme roi d'Italie avait donc été accueillie avec une soumission déferente par les représentants de ce pays, avec une admiration de commande par les autorités françaises, avec une défiance hostile par les cours européennes. Quelle impression allait-elle produire sur les sujets du nouveau souverain? Il faut, pour s'en rendre compte, retracer le tableau de leur existence depuis le départ de leurs députés pour Paris.

IV

A Milan, l'opinion publique, laissée sans direction par le départ des membres du gouvernement, avait passé au cours de l'hiver par ses alternatives habituelles d'apathie et de surexcitation, d'espoir et de découragement, de froideur et d'impatience. Ne pouvant s'intéresser ni à la vie politique, suspendue par les événements de Paris, ni aux changements extérieurs qu'elle pressentait sans les connaître, elle s'attachait aux moindres incidents de l'existence courante, surtout aux mouvements militaires et aux déplacements princiers, pour s'en exagérer l'importance et en chercher la signification.

En novembre, le passage de régiments français en marche vers la basse Italie, et l'envoi de troupes sur la frontière de Toscane, menacée par la fièvre jaune, soulevèrent quelque inquiétude dans la population². Peu après, l'arrivée de Lucien Bonaparte (21 novembre).

1. Lettre de Napoléon dans *Corr.*, IX, N° 8439 et réponse de Frédéric-Guillaume III dans BAILLEU, II, 336.

2. *Nouvelles de Leyde*, passim, et dépêches de Cattaneo des 18 nov. et 12 déc. 1804 Arch. Gênes, *Corr.*, Milan, 30).

coïncidant avec celle de sa mère (24) en route pour Paris, et avec celle de sa femme (30), qui allait le rendre père d'une fille (8 décembre), donne lieu à d'infinis commentaires¹, aussi bien dans les provinces que dans la capitale. Au même moment, la visite à Milan de Mme de Staël, qui compose alors son fameux roman de *Corinne*, vient défrayer également la curiosité publique².

Ce fut au milieu de ces distractions que parvinrent de Paris les premières nouvelles politiques, sous la forme de lettres de députés racontant l'audience impériale du 30 décembre. Il en ressortait nettement que la transformation de la République en royaume était désormais chose décidée. Cette nouvelle, un peu attendue, n'excita d'émotion que chez les jacobins; mais la plupart d'entre eux, devenus fonctionnaires, se taisaient par prudence; d'autres, ayant exprimé à haute voix leur opinion dans les cafés, furent arrêtés par la police³. Il ne leur resta que la ressource d'exhaler leur indignation dans leur journal intime, où ils se lamentaient de voir leurs députés disposer de leur sort sans les consulter, et leur pays devenir de nouveau le jouet de l'étranger⁴.

A cette période de calme succéda brusquement une vive alerte extérieure. Bien que la domination française

1. « Je ne saurais vous dire, écrivait de Vérone Labus à Rangoni, à combien de bruits divers a donné naissance la venue de Lucien à Milan. Dans les villes de province, on n'en finit pas. » (Lettre du 24 nov. 1804, *Fonds Rangoni*.)

2. La présence de Mme de Staël est signalée à Milan par Moll (9 janv. 1805). Peu après ROVATTI (19 janv.) relate également son passage à Modène où elle est allée visiter la bibliothèque communale, l'École des beaux-arts et la collection de tableaux Panelli.

3. MARELLI, 4 janv. et 10 mars 1805; MANTOVANI, 14 et 16 janv.

4. « Voilà notre Italie devenue encore le jouet des étrangers dont elle est l'esclave depuis 1.600 ans », déclare le chroniqueur de Reggio, VIANI. « Nous sommes devenus de république monarchie sans que l'amour-propre, le sentiment national ou celui de la vertu eussent inspiré aucun essai de résistance. Voilà la tyrannie de nos mœurs ! »

parût chaque jour mieux établie, les souvenirs de l'ancien régime, et surtout de la réaction de 1799, étaient encore assez vivants pour que le peuple restât sous l'obsession d'une intervention extérieure; ne pouvant se résoudre à croire que l'Autriche assisterait impassible aux changements projetés, il suivait avec une attention craintive le renforcement de ce « cordon sanitaire » de l'Adige, qui finit par prendre dans les imaginations populaires beaucoup plus d'importance que la fièvre jaune elle-même¹. — Telles étaient ses dispositions au moment où Pino reçut (fin janvier) les premières instructions de Napoléon sur la nécessité de quelques préparatifs militaires. Avec son caractère remuant, le ministre de la Guerre était plutôt homme à les outrepasser à grand bruit qu'à les exécuter en silence. Il commence par les divulguer en ville, raconte partout que l'Empereur va partir en guerre pour conquérir la Vénétie, couvre les routes d'estafettes à cheval, de troupes en marche, de convois de vivres acheminés vers l'Adige, rappelle les chevaux d'artillerie en subsistance chez les particuliers, reconstitue la police militaire de Murat, fait expulser tous les étrangers suspects; il provoque une telle panique qu'à Milan les employés militaires français renvoient leurs familles en Piémont, et qu'à Mantoue ou à Peschiera les habitants s'attendent chaque jour à une attaque autrichienne². — L'agitation s'apaisa d'ailleurs aussi vite qu'elle s'était élevée, quand un nouveau courrier arrivé de Paris (9 février) eut contremandé les ordres reçus et apporté la copie, aussitôt répandue dans le public, d'une lettre rassurante écrite par Melzi au Secrétaire d'État Vaccari³.

Soit mobilité d'impressions, soit besoin d'oublier ces

1. Lettre de Spannocchi à Melzi, 13 janv. 1805 (Arch. Milan, 42).

2. Dépêche de Moll, 4 fév. 1805; cf. ROVATTI, 25 janv. et 7 fév. et AVANZINI, 4 fév. 1805.

3. Le texte en est reproduit par ROVATTI, à la date du 1^{er} février.

angoisses, les Milanais se précipitèrent alors avec une ardeur particulière dans les réjouissances du carnaval, qui jamais depuis la Révolution n'avait été aussi brillant¹. Mais au milieu de cette fureur de plaisir ils restaient toujours dans l'ignorance de leur sort futur. Seuls les préparatifs militaires auxquels ils assistaient semblaient présager de grands changements pour l'avenir, et pour l'instant d'illustres visites. On élevait à la hâte un arc de triomphe provisoire à la Porta Vercellina et l'on travaillait avec une ardeur fébrile à remettre en état le Palais National et le Palais Litta, les plus beaux de la ville². Aussitôt après, les habitants virent successivement arriver à Milan : le maréchal Jourdan (22 février) qui confirma la nouvelle, encore vague et incertaine, du prochain voyage de Napoléon; le général Fontanelli (4 mars) qui prit le commandement militaire de la place; enfin, du 10 au 16 mars, et en quatre échelons, les 2 bataillons et les 2 escadrons des grenadiers et chasseurs de la Garde française, le bataillon de la Garde italienne, des détachements de mamelucks, de gendarmes d'élite et d'artillerie : au total une troupe de 3.000 fantassins et 1.500 cavaliers.

Le prince Eugène en personne accompagnait la dernière colonne. Son rôle officiel était celui d'un chef militaire, sa réception à Milan et son attitude ultérieure parurent celles d'un souverain, ou au moins d'un prétendant. Attendu à son arrivée (16 mars) par le maréchal Jourdan et par les généraux français, il fit son entrée à la tête d'un état-major étincelant de broderies, et d'une escorte aux uniformes éclatants, entre deux haies d'infanterie italienne, au milieu d'une foule nombreuse, dont ses manières avenantes ne parvenaient d'ailleurs pas à dis-

1. On en trouvera une description enthousiaste dans GRIOS, *Mémoires*, I, 215, qui s'en déclarait « enivré ».

2. Dépêches de Moll des 20, 22 février et 4 mars 1805 (Arch. Vienne, *Corr.* Milan, 1805).

siper la froideur; le soir il se rendit au théâtre, où de maigres applaudissements saluèrent sa présence¹. — Les jours suivants, il reçut une série d'invitations qui semblaient multipliées à dessein pour le montrer au monde milanais et lui fournir l'occasion de fonder sa popularité. Soirées chez le ministre de la Guerre (18 mars, chez le maréchal Jourdan (23), chez le ministre de l'Intérieur (25), banquet offert par le gouvernement (31, académie de musique, en présence de l'archevêque (6 avril, assaut d'armes 8) et exécution d'un oratorio en l'honneur d'Eugène, toutes ces réjouissances ne furent interrompues pour lui que par de brèves tournées d'inspection militaire à Alexandrie (2 avril), à Lodi (9) et à Mantoue (14). Elles le mirent d'autant plus en lumière que Lucien, parti définitivement le 29, n'était plus là pour partager avec lui l'attention publique. D'après les témoins, il fit bonne impression par la simplicité militaire de ses façons, comme par son « urbanité » et son « bon sens² ». Sur l'exemple et peut-être le conseil de son beau-père, il parut même mettre une certaine coquetterie à se plaire dans la compagnie des savants : il rendit notamment de fréquentes visites au consultant Moscati, avec lequel il s'entretint de médecine et de physique, et qui lui reconnut, à défaut de connaissances, « du désir d'apprendre et de l'intelligence³ ». En lui voyant recevoir tant d'honneurs et s'assurer tant de relations, les Milanais ne doutaient pas qu'il ne dût être appelé à jouer un rôle prépondérant dans le nouveau royaume; quelques-uns annonçaient même qu'il allait le régir, et qu'un mariage opportun avec la reine d'Etrurie lui permettrait d'y réunir la Toscane. D'autres ajoutaient que Napoléon

1. Dépêche de Moll, 19 mars; MANTOVANI et MARELLI, 16 mars 1805.

2. Spannocchi à Melzi, 17 mars 1805 (Arch. Milan, 42).

3. Spannocchi à Melzi, 7 avril 1805 (*ibid.*).

viendrait à Milan procéder à son installation et se rencontrer en même temps avec l'Empereur d'Autriche à Vérone.

L'in vraisemblance même de ces suppositions laissait assez voir quelle obscurité profonde régnait encore sur l'avenir. Dans l'impossibilité d'en percer le mystère, l'opinion semblait en avoir pris son parti, quand la quiétude un peu apathique où elle s'endormait fut soudain dissipée par l'arrivée d'un courrier 25 mars apportant le compte rendu de la séance impériale du 17. — Autant qu'on en peut juger, ces nouvelles, quoique en partie prévues, produisirent généralement l'effet d'une déception. On avait espéré jusqu'au dernier moment, sans d'ailleurs pouvoir la préciser, une solution plus favorable à l'indépendance nationale : et l'on en voulait un peu aux députés et consultants en mission à Paris de n'avoir su ni la trouver, ni la faire prévaloir. Les « patriotes » se montraient consternés de voir porter la dernière atteinte à leurs principes et le dernier coup à leurs espérances. La majorité ne voyait dans l'avènement de Napoléon au trône que la menace d'une guerre avec l'Autriche ou d'un redoublement de charges pour le contribuable. — Ces sentiments se manifestèrent d'abord par le refroidissement subit de l'accueil que le prince Eugène trouvait dans les salons de la noblesse milanaise. Ils apparurent au grand jour lors de la fête officielle (31 mars) par laquelle le gouvernement crut devoir célébrer, conformément aux habitudes du temps, la fondation de la monarchie. A 10 heures du matin, le prince Eugène présidait à une grande parade où figuraient, à côté des troupes de la garnison, celles qu'il avait amenées ; au sortir d'un *Te Deum* au Dôme, le préfet de police de l'Olona, entouré des membres de la municipalité et d'une escorte de cavalerie, se rendit sur les cinq principales places de la ville, pour y donner lecture du Statut constitutionnel, ainsi que d'une procla-

mation de la Consulte; toute l'après-midi, l'air retentit des salves d'artillerie qui avaient commencé dès le matin; dans la soirée enfin, un grand banquet officiel fut suivi d'une représentation de gala à la Scala et d'illuminations des édifices publics. Pino, qui prenait déjà le titre d'Excellence et qui ne voulait pas perdre l'occasion de se distinguer, avait fait placer sur la façade de son Ministère une inscription lumineuse où l'on pouvait lire des flatteries grandiloquentes à l'adresse de Napoléon et voir évoquer tous les grands noms de l'histoire d'Italie, à commencer par Odoacre, Bérenger et Charles-Quint. Plus loin, l'écusson du nouveau royaume étincelait en traits de feu sur le fronton du Palais National. — Mais les Milanais semblaient assister à ces réjouissances publiques en spectateurs désintéressés. La lecture du Statut se fit en présence d'une foule considérable, mais au milieu d'un silence glacial et ne souleva que dans un seul quartier de timides acclamations; le soir au théâtre, les applaudissements étaient si clairsemés, et paraissaient tellement dépourvus de spontanéité, qu'ils produisirent un effet contraire à celui qu'en attendait la police, et amenèrent un sourire ironique sur les lèvres des officiers français. Si le peuple se montrait, comme toujours, sensible aux magnificences offertes à ses regards, il était visible que son âme en était absente¹.

Dans les villes de province, la répétition des mêmes cérémonies permit de constater le même contraste entre les sentiments publics et leur expression officielle. A Bologne, à Reggio, à Forli, à Modène, à Brescia, les municipalités proclamèrent solennellement le Statut, et

1. Description de la fête dans le *Giornale italiano* du 1^{er} avril. L'impression de froideur qui s'en dégageait est unanimement constatée par MARELLI (31 mars), MOLL (dépêche du 3 avril), Vaccari (lettre à Melzi du 1^{er} avril dans Arch. Vienne, 6) et Marescalchi (lettre à Napoléon datée de Chambéry, où il avait reçu les premières nouvelles de Milan, et datée du 5 avril, AFIV 1709).

ordonnèrent des illuminations¹. A Vérone et à Ravenne, elles décidèrent l'érection de monuments en l'honneur du nouveau roi², et mirent au concours les flatteuses inscriptions qui devaient y figurer : presque partout ailleurs, elles rédigèrent et envoyèrent à Paris des adresses emphatiques. Le journal officiel enregistrait avec complaisance toutes ces démonstrations, pour donner à l'étranger, et au pays lui-même, l'impression d'un mouvement d'enthousiasme général; mais les chroniqueurs les représentaient à l'envi comme purement extérieures et superficielles; ils ne constataient dans la population d'autre attitude que celle de la curiosité, et ne remarquaient de sentiments décidés, quoique contraires, que dans les rangs de l'armée et du parti avancé. — Appelés à prêter serment à leur nouveau souverain, les soldats avaient salué son nom d'acclamations dont on pouvait contester la spontanéité³. De leur côté, les jacobins dissimulaient mal leur dépit en voyant abattre sur les places les derniers arbres de la liberté, arborer sur les monuments l'écusson royal récemment publié (31 mars), substituer dans la correspondance officielle la dénomination de « Monsieur » à celle de « citoyen⁴ » et proclamer (10 avril) un second Statut constitutionnel, qui instituait des grands officiers de la couronne et imposait le serment aux fonctionnaires.

Ce fut avec ces dispositions d'esprit que les Milanais virent aussitôt après revenir dans leurs murs les hauts fonctionnaires ou grands personnages dont la mission

1. *Giornale italiano*, 30 avril; AVANZINI, 31 mars; MOTTI, 30 mars; ROVATTI et GUIDICINI, 31 mars 1804.

2. RAJSI, avril; PERINI, *Storia di Verona*, III, 104.

3. ROVATTI, 7 avril 1805.

4. MANTOVANI, 9 et 26 mars, 1^{er} et 5 avril; ROVATTI, 2 et 5 avril; GUIDICINI, 1^{er} avril; CALLETTI, *Storia di Forlì*, p. 45. Un rapport au Vice-Président du 10 mars (Arch. Milan, 26), annonce que l'enlèvement de l'arbre de la liberté qui restait sur la place du Dôme n'a pas produit « la moindre sensation ».

était terminée à Paris, ou la présence indiquée au couronnement : d'abord leur archevêque Caprara (8 avril), en même temps légat *a latere* en France, qui tenait à présenter en personne son clergé au souverain; puis les membres de la députation italienne et de la Consulte d'Etat, voyageant isolément; enfin le ministre des Affaires étrangères Marescalchi, et le Vice-Président Melzi, dont la maladie avait retardé le retour¹. Souffrant à la fois d'une crise morale et d'une attaque de goutte, ignorant encore quel sort lui serait réservé dans la nouvelle organisation, ce dernier venait de faire auprès de Napoléon (27 mars) une dernière tentative pour demander sa retraite comme une « suprême faveur² ». Il n'était pas homme à relever l'esprit public et à secouer l'indifférence populaire. L'eût-il voulu d'ailleurs qu'il eût été impuissant à réagir contre la fâcheuse impression produite, au lendemain même de son arrivée, par un incident inattendu.

On a vu comment le baron de Moll, resté à Milan après le règlement de l'affaire qui l'y avait amené, y jouait en réalité le rôle d'un agent secret de la cour de Vienne. Après s'être insinué fort avant dans la faveur du Vice-Président, il avait fini par prendre aux yeux du public une importance en rapport avec le prestige de la puissance qu'il passait pour représenter. « Il est devenu, écrivait Marescalchi à l'Empereur (14 avril), l'Etoile polaire d'un pays qui, tout entier, je dois l'avouer à Votre Majesté, ou craint ou espère de retomber sous les lois de la maison d'Autriche³. » Cette influence même devait le rendre suspect auprès de Napoléon. Une dernière intrigue, conduite avec moins d'adresse, acheva de le perdre. Dans l'espoir assez chimérique de susciter

1. Dépêche de Moll, 17 avr. 1805 ; *Nouvelles de Leyde*, 16 et 26 avril.

2. AFIV 1709.

3. AFIV 1684. Ce carton contient tout le dossier (français) de l'affaire Moll.

un réveil d'indépendance parmi les hauts fonctionnaires alors à Milan, Cobenzl l'avait chargé de leur soumettre une copie de la correspondance échangée depuis trois mois entre Paris et Vienne au sujet de l'Italie; la lettre du 1^{er} janvier y figurait et devait leur prouver que Napoléon avait disposé d'eux en faveur de Joseph avant même de les consulter. En vain Moll allégua l'« égoïsme » et le « découragement général » pour éviter cette démarche inutile¹. — Vivement pressé de l'accomplir (30 mars) il s'adressa à cet effet à trois hommes que paraissaient lui recommander leur autorité et leur discrétion : le consulteur Moscati, le député Dal Verme, et l'ancien Président du Corps Législatif, Taverna. Tous manifestèrent de l'« étonnement » et même de l'« indignation »². Mais le premier, attentif surtout à ne pas se compromettre, n'eut rien de plus pressé que de divulguer la communication qu'il venait de recevoir. Le bruit, aussitôt colporté, en parvint aux oreilles de Napoléon; on devine son irritation lorsqu'il en prit connaissance. Dans l'éclat de son ressentiment, il écrit de suite à Talleyrand pour élever à Vienne une protestation presque menaçante, et à Marescalchi pour faire sortir au plus tôt de Milan l'instrument de cette intrigue³. Par une coïncidence qui n'était peut-être pas entièrement fortuite, Moll venait précisément de demander ses passeports pour aller aux eaux (8 avril). L'employé des Relations extérieures qui les lui apporta (19) lui conseilla en même temps d'en faire usage sans tarder, s'il ne voulait pas affronter en face la colère impériale. Il ne se fit pas répéter cet avertissement et se mit en route le 23⁴.

Bien qu'il n'eût pas de caractère officiel, et que son

1. Dépêche de Moll, 11 mars 1805.

2. Dépêche de Moll, 10 avril 1805.

3. *Corr.*, IX, N° 8589 et 8590.

4. Dépêche de Moll (datée de Roveredo) du 29 avril 1805.

départ ne pût être assimilé au rappel d'un ambassadeur, les Milanais, toujours obsédés par le spectre d'une guerre prochaine, impressionnés par les mouvements de troupes annoncés sur les bords de l'Adige, perdirent définitivement leur tranquillité d'esprit, et s'abandonnèrent à une panique aussi durable qu'irraisonnée. Cette secousse morale eut pour effet de paralyser l'élan de sympathie ou au moins d'admiration qu'aurait pu soulever en eux, en d'autres circonstances, l'irrésistible approche de leur souverain. Chargé par celui-ci d'organiser l'enthousiasme populaire et de recruter une garde d'honneur parmi les jeunes nobles, Marescalchi déclarait trouver « les portes des grands seigneurs fermées, les esprits préoccupés des préventions les plus fausses et les plus ridicules¹ »; il ne rencontrait même pas le concours sur lequel il croyait pouvoir compter auprès de Melzi, alors en proie à un accès de bouderie, et devait procéder à sa place aux nominations provisoires des grands officiers de la couronne. La Consulte d'État, à laquelle il demandait des indications sur l'esprit public et les moyens de le relever, ne pouvait que constater, dans un rapport officiel (15 avril)² la « froideur insurmontable des Milanais, toujours difficiles à émouvoir et à exciter »; elle ajoutait seulement, à titre de consolation, que les départements, alors plongés dans le même engourdissement, en seraient plus facilement tirés par la promesse de quelque avantage positif, l'éclat de grandes fêtes publiques, ou l'action énergique et parallèle de la presse, des fonctionnaires et du clergé. Conformément à ces conseils, des articles furent insérés au *Journal italien* pour démontrer une fois de plus la né-

1. Marescalchi à Napoléon, 13 avr. 1805 (AFIV 1709). Il écrivait le lendemain à Melzi (Arch. Vienne, 32) : « Il règne ici une apathie et une froideur générale... J'ai excité les divers ministres à stimuler un peu leurs subalternes. »

2. AFIV, 1709.

cessité d'une révolution monarchique¹, et des circulaires envoyées aux préfets pour les engager à y convertir les populations.

L'effet de ces mesures artificielles fut assez médiocre et serait resté nul si le cardinal archevêque Caprara, attaché à Napoléon par le double lien de l'intérêt et de la reconnaissance, n'avait entrepris en sa faveur une propagande dont l'ardeur surprit bien des personnes et en scandalisa quelques-unes. Aux curés accourus pour saluer leur pasteur, il déclare « désapprouver hautement l'apathie, l'indifférence, et ce qui est pire, les critiques dirigées contre le nouvel ordre de choses » ; il leur demande de « changer absolument de ton », de faire goûter au peuple les changements qui viennent de s'opérer, de provoquer « les démonstrations publiques et privées de la joie la plus vive et du plus parfait contentement ; cette méthode étant, selon lui, le meilleur moyen de gagner l'affection de Napoléon et de l'engager à traiter avec clémence ses nouveaux sujets² ». — Aux nobles, avec lesquels le metteur en rapport sa naissance et ses fonctions, Caprara tient un langage aussi affirmatif et développe les mêmes raisons. Il est de leur intérêt de venir avec leurs femmes faire à l'Empereur et à l'Impératrice la « cour la plus assidue » ; de ne refuser aucun des emplois qui leur sont offerts ; enfin de déployer tout le luxe nécessaire pour rendre la capitale « brillante et gaie » : ils retireront de grands avantages de cette attitude et éviteront ainsi que le nouveau roi ne leur enlève, au profit des roturiers, leur prépondérance dans l'État. Est-ce l'effet de ces objurgations, habiles pour un courtisan, un peu déplacées dans la bouche d'un homme d'Église ? Toujours est-il que l'aristocratie semble, bien timidement encore, sortir de sa réserve, et qu'en une semaine 68 jeunes gens

1. *Giornale italiano*, 1, 3 et 6 avril 1805.

2. Dépêche de Moll du 10 avril 1805.

des meilleures familles viennent s'inscrire dans la garde d'honneur projetée.

Ce n'est là malheureusement qu'une manifestation isolée au milieu de l'indifférence générale. Pour répandre dans le pays cette confiance qui s'inspire et ne s'impose pas, il faut que Napoléon vienne en personne rendre sensible aux yeux l'idée monarchique qu'il veut faire pénétrer dans les esprits, dissiper par son assurance les inquiétudes éveillées par sa politique, et exercer sur ses nouveaux sujets le prestige habituel de son génie. « Seule, lui écrivit Marescalchi, la présence de Votre Majesté peut opérer le miracle de les convaincre et de les conquérir¹. » C'est ce miracle qu'il va tenter d'accomplir en venant prendre la couronne des rois lombards dans la cathédrale de Milan.

1. Marescalchi à Napoléon, 13 avr. 1805 (AFiv 1709).

CHAPITRE III

LE VOYAGE IMPÉRIAL ET LE COURONNEMENT DE MILAN

- I. Le voyage impérial ¹. — Séjour à Turin. — La cérémonie d'Alexandrie. — Napoléon pénètre à Pavie sur le territoire italien. — Impression produite sur ses nouveaux sujets.
- II. Préparatifs à Milan pour le recevoir. — Animation de la ville, état d'esprit des habitants. — Entrée solennelle de Napoléon dans sa capitale (8 mai).
- III. Il s'attache pendant son séjour à la conquête de l'opinion publique. — Ses premiers choix, ses réceptions, le spectacle de son activité journalière, la splendeur de sa cour contribuent également à entraîner les esprits et à établir sa popularité.
- IV. Le couronnement (26 mai).

Le royaume d'Italie avait été fondé à Paris; il restait à le proclamer à Milan, dans une cérémonie qui frappât les imaginations, évoquât de glorieux souvenirs, et rendit irrévocables aux yeux de l'Europe les changements accomplis. Le voyage que Napoléon entreprit à cet effet au delà des Alpes eut le caractère d'un drame, ou plutôt d'un opéra à grand spectacle, réglé par un incomparable metteur en scène avec assez d'art pour forcer les applaudissements du public, et soulever, pour la première fois depuis les débuts de la

1. Le général THIARD qui faisait partie du voyage impérial, en a laissé un récit détaillé dans ses *Souvenirs diplomatiques et militaires* (publiés par M. Léonce Lex, Paris, 1905).

Révolution, un grand mouvement d'espérance et d'opinion.

I

Napoléon avait quitté Fontainebleau dès le 2 avril avec une suite brillante d'officiers du Palais, d'écuyers et d'aides de camp : le cortège impérial ne comprenait pas moins de 57 personnes¹. Talleyrand, Berthier et Champagny se rendirent isolément à Milan, où les avaient précédés Ségur, grand maître des cérémonies, et Rémusat, premier chambellan, chargés, l'un d'y préparer l'installation matérielle de la cour, l'autre d'y porter les ornements royaux. — Par Troyes, Brienne et Mâcon l'Empereur gagna d'abord Lyon, où il séjourna cinq jours (12-17 avril); le 18 il franchit le mont Cenis, et le soir même il couchait au château de Stupinigi, aux portes de Turin². Il s'y rencontra avec le Pape (24), alors en route pour sa capitale, et s'y essaya pour la première fois à son rôle de souverain italien. Les Piémontais, à en croire leur compatriote Botta, restèrent frappés du changement de son attitude depuis sa dernière apparition dans leur pays (1800). Prodigue de promesses et même de flatteries, mais le plus souvent de menaces, altier jusque dans ses moments d'abandon, impérieux jusque dans ses efforts d'amabilité, il déployait un mélange de séduction et d'intimidation plus propre à inspirer la crainte respectueuse que la sympathie spontanée. — Il parut vouloir produire cette impression sur les députés du Corps législatif milanais, venus à Stupinigi pour le saluer. Au discours de bienvenue dans lequel ils le traitaient de régénérateur et de père, il répondit qu'en effet il les

1. Liste des logements de la suite de l'Empereur, AFiv 1709.

2. THIARD, *Souvenirs*, pp. 33-55.

considérait comme ses enfants ; puis, après leur avoir recommandé la pratique des vertus civiques et s'être élevé contre les jacobins, il haussa subitement le ton pour ajouter, sans doute à l'adresse de l'Autriche, que si son titre de roi d'Italie faisait des jaloux, il avait au flanc une épée pour les disperser. « Les bons Milanais, ajoute Botta, restèrent stupéfaits de la vigueur de ces déclarations ; ils en concluaient, non sans mélancolie, que c'en était fini désormais de leur existence placide et facile ¹. » Une fois dans leur pays, leur souverain devait heureusement donner à sa bienveillance une expression moins belliqueuse.

Dé Turin, celui-ci se rendit à Alexandrie, dont les habitants, enrichis par les grands travaux militaires ordonnés dans leur ville, lui ménagèrent une chaleureuse réception. Il s'en absenta une journée (5 mai pour aller présider à une émouvante solennité militaire. Sur le champ de bataille de Marengo, baigné par les rayons d'un magnifique soleil de printemps, en présence d'une foule immense, sous les yeux de l'Impératrice placée dans une tribune, à la tête d'une armée de 25.000 hommes commandée par Lannes, il dirigea une manœuvre qui reproduisait les principaux mouvements de sa victoire de 1800. A cette évocation d'enivrants souvenirs il fit succéder aussitôt la répétition de la fête célébrée sept mois auparavant au camp de Boulogne, et il en renouvela la cérémonie pour distribuer aux soldats leurs premières croix de la Légion d'honneur. Après avoir inauguré un monument commémoratif de la bataille, il rentra en ville à la nuit tombante, au milieu des acclamations populaires ².

Quelques lieues seulement le séparaient de la frontière du royaume, formée à cet endroit par le Pô. Il la franchit le lendemain (6 mai) à Mezzana Cortè, vers 6 heures

1. BOTTA, *Storia d'Italia dal 1796 al 1814*, livre XXII.

2. BOTTA, livre XXII et *Nouvelles de Leyde* du 17 mai 1805.

du soir, sur un ponton richement décoré, et trouva sur la rive italienne Melzi, les grands officiers de la Couronne récemment nommés, le maréchal Jourdan et des délégations des corps constitués. Il fut salué à son débarquement par des discours, des salves d'artillerie, et surtout par des sonneries de cloches qui, se répétant d'église en église, se propagèrent en une immense onde sonore à travers tout le territoire et portèrent jusqu'aux extrémités de ses nouveaux États la grande nouvelle de son arrivée¹. — Il arriva à la nuit aux portes de Pavie, où il allait prendre pour la première fois contact avec ses sujets. Neuf années auparavant, il avait châtié leur rébellion avec une rigueur qui n'était pas encore sortie de leur mémoire. Lui-même prit à cœur de chercher à dissiper le sentiment de gêne qu'ils pouvaient éprouver à ce souvenir, et de faire oublier par sa présence d'esprit ses sévérités d'autrefois. « Nous sommes de vieilles connaissances, déclara-t-il au podestat Campari, qui avait fait partie en 1796 de la députation envoyée pour lui demander grâce. — Je voudrais oublier, lui fut-il répondu, les circonstances dans lesquelles j'ai eu l'honneur de connaître Votre Majesté. — Et moi, répliqua-t-il en frappant légèrement l'épaule de son interlocuteur, je voudrais que tous mes sujets ressemblassent aux Pavésans, qui, favorisés par l'Autriche, firent une révolution pour elle. Je vous promets, monsieur le Podestat, que dans peu de temps ils seront disposés à en faire une autre pour moi ». Assurance un peu hasardée, mais qui eut pour effet de rompre la glace entre le souverain et ses hôtes. Leur défiance disparut tout à fait quand, descendu chez l'un

1. Cette particularité est signalée le même jour par AVANZINI, ROVATTI, MANTOVANI.

2. Cette réponse est rapportée par BOTTA, qui raconte longuement le séjour de Napoléon à Pavie ; la chronique locale de FENINI donne également à ce sujet des renseignements circonstanciés.

des leurs, il eut accepté une garde de jeunes nobles et d'étudiants en armes.

Il consacra la journée du lendemain à visiter la ville, et pendant ce court séjour se révéla au public tel qu'il devait se montrer jusqu'à la fin de son voyage : intéressé surtout par les établissements militaires ou les écoles; cherchant à émerveiller ses auditeurs par l'infatigable ardeur de son activité, l'étendue universelle de ses connaissances, la précision minutieuse de ses questions; préoccupé enfin de marquer son passage par quelque œuvre durable d'utilité publique. A cheval dès 5 heures du matin, il avait avant midi passé en revue la garnison, visité les édifices publics et reçu les autorités; il assistait ensuite au lancement d'un pont de bateaux sur le Tessin, au coulage de deux pièces dans la fonderie de canons, et le soir se reposait de cette journée de fatigues, en s'enfermant pour travailler, tandis que Joséphine allait à sa place au théâtre. Au cours de sa tournée on l'avait entendu successivement interroger les professeurs de l'Université sur la nature du sommeil, la valeur du système de Lalande, l'opportunité de la peine de mort; demander aux prêteurs les explications les plus détaillées sur l'organisation de la justice et l'état de la criminalité; poser aux municipaux plus de 200 questions et pousser la curiosité jusqu'à s'informer de savoir qui était chargé au marché de régler les querelles entre les poissardes¹. — Avant son départ, et comme s'il eût voulu dédommager la ville des maux soufferts autrefois par ses ordres, il prescrivit d'y établir les dépôts de trois régiments, un arsenal et une école militaire d'officiers².

1. FENINI, 8 mai.

2. Il devait quelques jours plus tard, à Milan, signer un décret ordonnant l'achèvement du canal de Pavie. Le chroniqueur milanais MANTOVANI écrivait à ce propos (17 mai) : « C'est lui-même qui a préféré ces monuments d'utilité publique aux arcs et statues que les villes de Milan et de Mantoue voulaient lui élever. Pensée bien juste, puisqu'elle unit la reconnaissance des peuples à leur intérêt. »

Ces faveurs matérielles achevèrent de lui gagner les habitants, peu à peu séduits par ses manières, à moitié conquis par son ascendant. Ils éclatèrent en applaudissements chaleureux quand ils le virent, dans la matinée du 9, les quitter pour s'engager sur la route de Milan.

II

Cette dernière ville passait depuis quinze jours par une métamorphose qui la rendait méconnaissable. On travaillait avec une ardeur fébrile à élever des tribunes dans la cathédrale, à dresser un arc de triomphe sur la place voisine, à pratiquer une brèche dans les remparts près de la *Porta Ticinese*, à achever dans les ateliers les broderies du manteau et du costume royal. Dans toutes les rues retentissait le bruit des marteaux. — Aux préparatifs matériels répondaient les mesures de précaution. L'on soumettait à une révision sévère les « cartes de sûreté » exigées des étrangers¹, dont plusieurs se virent expulsés ; l'on incarcérait pour la durée des fêtes, et sans autre formalité, un certain nombre de jacobins notoires, coupables, l'un de simples délits d'intention, un autre de colporter un sonnet injurieux pour le souverain, un troisième, graveur sur pierres dures, d'avoir laissé sur le cou d'un camée de Napoléon une trace rouge, ressemblant à une tâche de sang². — D'un autre côté, l'affluence d'une foule de grands personnages donnait à Milan, avec l'éclat d'une cour, l'animation d'une grande capitale. C'étaient, avec quelques chefs militaires, les représentants des Etats alliés ou vassaux de la France, venus pour saluer le nouveau roi d'Italie et procéder à des échanges de

1. *Giornale italiano*, 3 avr. 1805.

2. DE CASTRO, *Milano durante la dominazione napoleonica*, p. 197.

décorations : en première ligne Lucchesini, qui dans ce dessein avait presque forcé la main à son gouvernement¹ ; puis le prince de Masserano, ambassadeur d'Espagne à Paris ; parmi les Allemands, les envoyés de Bade, de la Bavière et du Corps germanique ; parmi les Italiens, 2 députés de l'Étrurie, 3 de Lucques, 1 de l'ordre de Malte, le doge et 11 sénateurs de la République ligurienne. Le ministre de France à Naples, Alquier, complétait cette assemblée de diplomates, dont la réunion coïncidait avec la présence à Milan de deux frères de Napoléon, Lucien et Jérôme. Comme ils avaient une suite brillante et échangeaient des visites d'apparat, c'était dans toute la ville un mouvement inusité d'équipages, une apparition de livrées incon- nues, un déploiement d'uniformes brodés. Les vieux Milanais en restaient un peu étourdis et les jeunes nobles, cédant à l'entraînement du spectacle ou à la séduction d'un brillant uniforme, mettaient autant d'entrain qu'ils avaient jusqu'alors montré de répugnance à se faire inscrire comme volontaires dans l'escorte royale².

Ils n'eurent pas à attendre longtemps l'occasion de déployer leur zèle et de commencer leur service. Le 8 mai, de grand matin, les « gardes d'honneur » montés partent pour Binasco, à mi-chemin de Pavie, au-devant de Napoléon, dont l'arrivée est annoncée pour la fin de l'après-midi. Dès 2 heures, les troupes prennent position, et les curieux se portent en foule vers la *Porta Ticinese*. Sur le *corso* qui y conduit et en porte le nom, une double haie de fantassins, où le vert des uniformes italiens alterne avec les habits bleus de la Garde française, borde le pied des maisons ; les façade-

1. BAILLEU, II, pp. 341 et 346. « Vous verrez que le marquis parviendra à se trouver à Milan, malgré les motifs graves que l'on avait de ne point le mettre sur la ligne des Gallo et consorts. » (Lettre de Lombard à Hardenberg du 26 avr. 1805.)

2. Lettre de Marescalchi à Melzi du 26 avr. 1805 (Arch. Milan, 38).

des sont ornées de feuillages, les larges balcons drapés d'étoffes rouges, les fenêtres garnies de spectateurs. Le coup d'œil change et s'étend à l'extrémité de la rue ; pour épargner au cortège impérial le coude qu'elle forme avec la route de Pavie, on lui a ménagé dans les remparts, à quelque distance de la porte, une large ouverture¹ qui, s'ouvrant sur la campagne, découvre aux regards un magnifique panorama : tout d'abord, près des murs, le groupe empanaché des généraux, des états-majors et des fonctionnaires civils ; plus loin, sur le bord de la route, les tenues chatoyantes des troupes à cheval des deux Gardes : chasseurs, grenadiers, canonniers, gendarmes d'élite et mamelucks ; plus loin encore, quatre régiments de cuirassiers français, rangés à la file, forment une étincelante ligne d'acier dont l'éclat va se perdre à l'horizon². A défaut de la cérémonie, la splendeur du cadre suffirait à provoquer l'enthousiasme.

Elle fit sans doute oublier aux assistants la longueur de l'attente. Vers 4 heures, de lointaines sonneries de cloches, auxquelles répond aussitôt le canon du château, annoncent l'approche de l'Empereur. Devant les remparts, les magistrats municipaux lui présentent les clefs de Milan, en ajoutant qu'il possède depuis longtemps leurs cœurs ; il leur répond en les assurant brièvement de son affection. — Après un court moment d'arrêt, le cortège se reforme pour pénétrer en ville. La tête en est formée par les régiments de cuirassiers, dont la masse donne une impression de force d'autant plus saisissante que leur uniforme est encore inconnu dans le pays. Ils précèdent immédiatement Jourdan à cheval, si étincelant de broderies dans son habit de

1. THIARD, p. 63.

2. « Ordre de placement des troupes pour l'arrivée de Sa Majesté l'Empereur et Roi » reproduit dans ZANOLI, I, 242. Les détails qui suivent sur l'entrée de Napoléon sont extraits des récits de THIARD, pp. 63-64, de MANTOVANI et de MARELLI.

maréchal qu'on le prend d'abord pour Napoléon : la confusion ne dure d'ailleurs qu'une minute, car aussitôt après l'on aperçoit le couple impérial dans un carrosse à 8 chevaux, encadré des gardes d'honneur milanais, dont le colonel galope à la portière ; 15 autres voitures, attelées à 6 et occupées par des personnages galonnés forment à la suite une véritable procession. A cette vue les soldats poussent des acclamations formidables, mais le public n'y répond que par des applaudissements assez maigres, soit que ses dispositions restent encore incertaines, soit que l'excès de cette pompe officielle paraisse trop accuser à ses yeux la distance qui le sépare du monarque. — L'accueil devient plus chaleureux sur la place du Dôme, où Caprara a ménagé une mise en scène théâtrale. Il apparaît sur le portail de sa cathédrale, en habits sacerdotaux, entouré de son clergé. L'encensoir à la main, il l'agite au passage de la voiture impériale, au grand étonnement de la population ; puis il descend les marches de l'église pour aller présenter ses hommages au maître, tandis que ses prêtres battent des mains et que Mme de Staël, se mêlant à leur groupe, donne le signal des cris de : Vive le Roi ! Puis, le cortège tourne à droite pour s'engouffrer sous les voûtes du Palais-Royal, dont les portes se referment aussitôt. Napoléon y devait recevoir en audience et convier à un dîner intime Melzi, Jourdan, les chefs de corps français et les ministres italiens.

Après avoir attendu vainement sous ses fenêtres son apparition au balcon, la foule se répandit dans les rues pour en admirer les illuminations. Tous les édifices publics et beaucoup de palais particuliers resplendissaient de lumières, et la ville tout entière brillait comme d'une lueur d'incendie ; le Dôme surtout, éclairé aux feux de Bengale, produisait un effet féerique avec sa

flèche se dressant dans le ciel comme une « barre de feu ». Ce fut dans ce décor d'apothéose que s'acheva la fête qui préludait aux magnificences du couronnement.

III

La période de quinze jours qui séparait Napoléon de cette solennité ne devait pas être perdue pour sa politique. Il allait l'employer à s'emparer des imaginations, déjà frappées par la pompe de son entrée, et parvenir, volontairement ou inconsciemment, à transformer en ferveur enthousiaste le sentiment d'admiration un peu réservée qu'il inspirait d'abord au peuple. La popularité de ses premiers choix, la sagesse de ses premiers actes, la splendeur de sa cour, le spectacle toujours renouvelé de son activité personnelle et de son universalité gouvernementale contribueront également à lui faciliter cette conquête morale de l'opinion.

Dès le début, il semble vouloir enlever à ses sujets, même aux plus indifférents, la faculté de se désintéresser de sa présence; l'on dirait qu'il tient à réveiller chaque jour leur curiosité et à tenir leur attention en haleine. Il n'est pas installé depuis 24 heures au Palais-Royal (9 mai) qu'il a déjà donné plusieurs audiences, écrit à Melzi pour lui accorder enfin la retraite tant désirée et lui annoncer en termes courtois la suspension de son autorité¹, créé pour Aldini, tiré de sa disgrâce, le poste nouveau de Secrétaire d'État², signé un décret réorganisant le Conseil législatif, devenu le Conseil d'État, arrêté enfin, pour les nominations aux grandes charges du royaume, des choix qui rallient l'assentiment général. Ce sont ceux de Melzi comme

1. MELZI, *Mem.*, II, 242.

2. ZANOLINI, I, 268 et *Corr.*, IX, N° 8703.

grand chancelier, de l'archevêque Codronchi comme grand aumônier, de Fenaroli comme grand majordome, d'Antonio Litta comme grand chambellan, et de Caprara comme grand écuyer¹. Dans ses entretiens avec les ministres, reçus les premiers, il se montre prodigue de questions précises et de boutades déconcertantes. Il répond à Prina, qui à son avis n'évalue pas assez haut le produit de l'impôt du timbre : « Vous avez en caisse plus du triple de la somme que vous m'indiquez » ; et à Pino, dont la légèreté exagère au contraire les résultats possibles de la conscription : « Vous faites donc entrer en ligne de compte les aveugles, les infirmes et les malades ! » Bovara, paraissant hésiter à indiquer le chiffre des biens nationaux encore disponibles, s'entend couper la parole par ces simples mots : « Vous êtes prêtre ! » Cicognara, auquel Napoléon veut accorder son pardon en souvenir du dévouement témoigné autrefois au général Bonaparte, reçoit également sa part de paroles bienveillantes et d'avertissements sévères : « Cicognara, nous nous sommes chamaillés, mais aujourd'hui faisons la paix. Veillez seulement, si vous ne voulez retomber en disgrâce, à fermer l'oreille aux conseils de votre femme². »

Il montre le même mélange de rudesse et d'amabilité lorsqu'il se fait présenter le lendemain (10) les gardes d'honneur de son escorte, ainsi que les membres des tribunaux et du haut clergé. Aux premiers il adresse d'abord mille compliments flatteurs sur leur tenue ; mais il s'élève aussitôt après, dans une virulente sortie, contre les mœurs de la jeunesse lombarde, qu'il presse de quitter pour le métier des armes la vie de café ou de galanterie. Aux magistrats il déclare n'avoir trouvé que confusion dans l'organisation de la justice, mais

1. B. L., 1805, pp. 76-78.

2. CUSANI, VI, 155-156.

être décidé à mettre ordre à tout. Quant aux évêques, traités comme de simples ministres, ils éprouvent à leur tour les périls de son universelle compétence; l'un d'eux n'ayant pas répondu avec assez de précision aux questions qui sont posées à tous, s'attire cette réplique : « Je tiens le registre des revenus épiscopaux, et je sais que les vôtres sont plus élevés que vous ne me le dites¹. »

A ces réceptions succédèrent une série de solennités diplomatiques ou politiques dont l'éclat ne laissait dans les âmes place à d'autre sentiment que celui de l'admiration. Elles commencèrent par l'audience accordée au ministre prussien Lucchesini, impatient de sortir de la défaveur où l'avaient fait tomber ses précédentes maladresses (il avait protesté contre l'annexion du Novarais et harangué le Premier Consul en italien, lors de leur première entrevue)². L'Empereur l'accueillit pourtant (12 mai) avec « une extrême affabilité » et reçut de ses mains, avec une lettre de Frédéric-Guillaume, les cordons de l'Aigle-Rouge et de l'Aigle-Noir, dont il se para pour aller le soir au spectacle³. Les jours suivants, ce fut le tour des envoyés allemands et italiens, présentés par Beauharnais (16) : le bavaïois Cetto et le napolitain Masserano remirent les derniers leurs lettres de créance au nouveau roi d'Italie (19)⁴. Le matin même, celui-ci, entouré de ses grands officiers français et italiens, assis sur son trône en grand costume, avait reçu au Palais-Royal les hommages des membres des Collèges, convoqués à leur session annuelle; trois discours lui furent adressés à cette occasion, qui contenaient les flatteries ou protestations de fidélité ordinaires, et qui ne présentaient guère d'intérêt que par

1. MARELLI et MANTOVANI, 10 et 11 mai 1805.

2. THIARD, p. 65.

3. Dépêche de Lucchesini du 13 mai 1805 (dans BAILLEU, II, p. 345).

4. *Nouvelles de Leyde* des 28 et 31 mai 1805.

leur contraste avec la brièveté impériale de ses réponses. Il saisit néanmoins l'occasion pour mettre en garde ses auditeurs contre les « fausses théories qui s'égarent dans le labyrinthe d'une métaphysique obscure, et peuvent devenir souvent funestes aux peuples¹ ».

C'était par le spectacle de son existence journalière qu'il réussit surtout à gagner ses sujets. Il ne négligeait aucune occasion d'entrer en contact avec eux et de se montrer accessible à tous, soit au théâtre, où il faisait de fréquentes apparitions, soit dans les rues qu'il traversait pour aller visiter les établissements publics, soit enfin dans les soirées données par les ministres, notamment par Pino (15 mai). Sa dévorante activité semblait produire sur les bons Milanais une impression de stupeur admirative d'autant plus profonde qu'elle contrastait avec leur propre indolence. Quand ils lisaient sur le *Journal italien* ou apprenaient par les récits des témoins l'emploi de ses journées, ils n'étaient pas éloignés de lui attribuer, avec le privilège de l'omnipotence, le don de l'ubiquité. Ils se répétaient entre eux comment, le surlendemain de son arrivée, il était sorti dès 3 heures du matin et avait accepté, à la porte du Palais, un placet des mains d'un paysan; comment un autre jour (17), au cours d'une promenade en ville, il avait trouvé le loisir d'entrer au Lycée de Brera, de pénétrer dans les classes et d'y interroger les élèves sur la littérature et les mathématiques; comment le 20, il s'était levé à 4 heures pour arriver avant les troupes à la manœuvre commandée²; comment enfin il montrait dans les banquets officiels une telle sobriété qu'il paraissait n'avoir pas plus besoin de nourriture que de sommeil. Colportées de bouche en bouche, ces petites anecdotes contribuaient à fonder sa légende et sa popularité.

1. *Giornale italiano*, N° du 20 mai 1805.

2. MANTOVANI, 10, 17 et 20 mai 1805; MARELLI, 10 et 20 mai 1805.

Les plus indifférents enfin ne pouvaient, ni se soustraire à l'atmosphère de grandeur politique dans laquelle il les faisait vivre, ni se défendre contre la profonde impression produite sur eux par le luxe croissant de sa cour. Outre les membres du corps diplomatique, on ne comptait pas à Milan moins de 7 maréchaux, de 3 ministres et de nombreux conseillers d'Etat français; Lucien en était parti, mais Elisa Bonaparte y était arrivée, et tenait le rang d'une Altesse Impériale. En même temps, les principales familles nobles du pays, dont Napoléon avait exigé la présence à sa cour, rivalisaient de somptuosité pour y paraître avec honneur; jamais depuis la Révolution, on n'avait assisté à un tel déploiement de faste dans les toilettes, les attelages ou les livrées¹. C'était enfin pour les habitants une satisfaction d'amour-propre de se dire qu'ils recevaient les représentants et attiraient les regards de toute l'Europe. Ils n'eussent pas été Milanais, s'ils n'en avaient senti quelque fierté; ils n'eussent pas été des hommes, s'ils n'en avaient éprouvé une instinctive gratitude envers celui auquel ils étaient redevables de cette considération inattendue.

A la veille du couronnement, Napoléon a donc atteint le but de ses efforts et communiqué à l'esprit public l'impulsion désirée. Tour à tour séduits par son affabilité, intimidés par son assurance ou émerveillés par son activité, ceux qui l'approchent subissent son irrée-

1. « Les lettres de Milan apportent le témoignage de l'admiration dont chacun est saisi pour le rare talent dont on voit muni S. M. I. Napoléon I^{er}. Celui-ci se contente de peu de nourriture et de sommeil; il surveille avec une vigilance sans égale la conduite et le travail des ministres et des autorités supérieures... Les mêmes lettres rapportent que la splendeur de la cour dépasse celle de toutes les autres et que dans la classe riche se sont introduits un luxe et un faste sans exemple. » (ROVATTI, 18 mai). D'après MARELLI (21 mai), qui fait les mêmes constatations, Napoléon lui-même aurait veillé en personne à la tenue de sa cour et admonesté sévèrement la marquise Busca qui se présentait à lui avec une coiffure trop simple.

sistible ascendant ; entraînées dans le mouvement qu'il savait partout imprimer autour de lui, les populations sentent peu à peu leur indifférence première faire place à la sympathie et leur sympathie se transformer en un enthousiasme, au moins superficiel, auquel ne manque encore qu'une occasion pour se manifester.

IV

Le jour arriva bientôt pour les Milanais de faire éclater publiquement ce sentiment. Les préparatifs exécutés au Dôme touchaient en effet à leur terme. Tandis que des tapissiers renommés, appelés pour la circonstance de Bologne, en achevaient la décoration, le grand maréchal du Palais Duroc y présidait à deux répétitions générales du couronnement ; une députation spéciale y apportait (22 mai), au bruit du canon et au son de toutes les cloches, la couronne de fer des anciens rois Lombards, qu'elle était allée chercher à Monza¹. La cérémonie elle-même devait avoir lieu le 23 (et elle fut célébrée à cette date en France par des prières publiques) ; mais les menaces de la température la firent, au dernier moment, ajourner jusqu'au dimanche 26².

Elle fut heureusement favorisée par un soleil éblouissant, dont l'éclat soudain parut, après les jours précédents, d'un heureux présage. Dès le matin, une foule bruyante, grossie par tous les curieux accourus des

1. CUSANI, VI, 157.

2. Sur la cérémonie du couronnement on peut consulter, outre les relations officielles insérées dans les journaux et la narration un peu académique de BOTTA (livre XXII) deux témoignages de première importance : le récit détaillé envoyé par Talleyrand à La Rochefoucauld, ambassadeur à Vienne (reproduit dans DRIAULT, *Napoléon en Italie*, pp. 322-326) et celui de Marescalchi dans une lettre à Scarabelli (reproduit dans CANTÙ, *Diplomatici*, p. 44). MANTOVANI et MARELLI racontent également la cérémonie d'après les impressions de témoins oculaires.

villes voisines, se pressait aux abords de la place du Dôme. L'aspect en était un peu modifié par un long pavillon en toile blanche lisérée d'or, élevé en prévision de la pluie pour unir la porte du Palais à celle de l'église. C'est cette galerie, ouverte sur les côtés, que Joséphine et sa belle-sœur Élisabeth traversent les premières, vers midi. Reçues au portail du Dôme par Caprara, entouré de son chapitre, de 16 évêques et d'un nombreux clergé, elles pénètrent ensuite dans l'intérieur pour y contempler un imposant spectacle. Au-dessus de leurs têtes, les voûtes et les piliers disparaissent sous les plis de draperies rouges frangées d'or, d'un effet plus décoratif d'ailleurs qu'artistique ; à l'entrée de l'église, à droite, une estrade monumentale en forme de pyramide sert de socle à un trône dont 4 statues de Victoires supportent le baldaquin en velours vert ; dans les tribunes latérales disposées entre les colonnes brillent les uniformes brodés des hauts fonctionnaires, les bijoux et les toilettes de leurs femmes ; en bas, dans la grande nef, s'élèvent deux rangées parallèles de gradins où les invités de moindre importance forment une double haie ; une foule de 20.000 spectateurs s'entasse enfin dans les bas côtés et jusque dans les recoins les plus écartés. — Leur attente n'est d'ailleurs pas de longue durée, car une demi-heure à peine après l'arrivée de l'Impératrice dans sa tribune, ils entendent au dehors une sourde rumeur, ponctuée par des commandements militaires et se terminant en une formidable acclamation. Les portes du Palais-Royal se sont ouvertes à une brillante théorie de pages, de chambellans, de hérauts d'armes, de députés en tenue de cour, avec le chapeau à plume, la tunique brodée, les bas de soie, le manteau espagnol sur l'épaule. Au milieu du cortège, et à travers les glaces d'un carrosse attelé de 8 chevaux empanachés, on aperçoit le profil de l'Empereur, la couronne de France

sur la tête, le sceptre et la main de justice dans les mains, engoncé dans les plis de ce costume impérial romain pour lequel il aura toujours une fâcheuse prédilection. Est-ce l'aspect un peu hiératique ou simplement l'éloignement de cette apparition qui déconcerte le public ? Ses manifestations de joie semblent d'autant plus maigres qu'on les perçoit à peine, car il a été refoulé par mesure de précaution assez loin de la galerie. D'un coup d'œil, Napoléon saisit la faute commise et la nécessité d'établir le contact avec son peuple ; il donne un ordre bref à un général qui va en courant faire reculer les cordons de troupes¹. La foule comprend son intention et la reconnaît aussitôt par de grands cris de : « Vive le Roi ! Vive Napoléon ! » C'est une clameur ininterrompue qui ne cessera désormais de l'accompagner et à laquelle il répondra par une légère inclinaison de tête.

Descendu de voiture, il fait à son tour son entrée solennelle dans l'église, aux accents d'une marche triomphale exécutée par 260 chanteurs et instrumentistes massés dans le chœur. Le service religieux commence aussitôt par le couronnement proprement dit. Tandis que retentit le *Veni Creator*, Caprara récite les prières consacrées pour appeler sur le nouveau roi les bénédictions du ciel, et lui remet ensuite, en les bénissant, les insignes de la royauté, préalablement déposés sur le maître-autel : l'anneau, le sceptre, le manteau, l'épée d'Italie et la main de justice. Quant à la couronne, Napoléon la pose lui-même sur sa tête, où il l'assujettit au-dessus de celle de France, en répétant d'une voix forte les paroles fatidiques qu'une vieille tradition attribuait aux anciens rois lombards en pareille circonstance : « Dieu me l'a donnée, gare à qui la touche ! » Ce geste soulève une première manifesta-

1. MARELLI, 26 mai 1805.

tion d'enthousiasme, aussitôt contenue par la sainteté du lieu et la prolongation de la cérémonie.

Napoléon en effet a retraversé processionnellement l'église jusqu'à l'entrée; il monte sur le grand trône, d'où sa tête dépasse toutes les autres, tandis que le prince Eugène se place à ses côtés et que les hauts dignitaires s'étagent sur les marches. C'est dans cet appareil un peu théâtral qu'il écoute une longue messe chantée, après laquelle il ne reste plus qu'à remplir les formalités finales. Il se dirige de nouveau vers le maître-autel et là, la main sur l'Évangile, en présence des présidents des grands corps de l'État, il prête le serment dont le texte a été arrêté les jours précédents. Aussitôt après s'élève la voix du chef des hérauts d'armes, prononçant les paroles sacramentelles de proclamation : « Le très glorieux et très auguste roi Napoléon est couronné et intronisé. Vive l'Empereur et Roi ! »

D'après les relations officielles, confirmées sur ce point par des témoignages impartiaux, les assistants, en entendant ce cri, l'auraient répété mille et mille fois, de manière à faire retentir les voûtes d'une immense et interminable acclamation¹. Était-ce de leur part une démonstration de commande ou un élan spontané d'enthousiasme ? et dans ce dernier cas, leur émotion venait-elle du cœur ou des yeux ? Étaient-ils surtout sensibles à la splendeur extérieure d'un spectacle réglé par un incomparable metteur en scène, ou à la signification nationale de la cérémonie, ainsi qu'à la vertu magique d'un titre qui éveillait à la fois tant de souvenirs et d'espérances ? Furent-ils secoués par ce

1. MANTOVANI, si rebelle d'ordinaire à l'enthousiasme, dit (1^{er} juin) que l'impression produite fut si vive et si profonde qu'elle est « plus facile à concevoir qu'à dépeindre ». Bellaommi, envoyé de Lucques et témoin oculaire de la cérémonie déclare dans une dépêche à son gouvernement (27 mai) qu'elle fut « vraiment magnifique, imposante et grandiose ». Il constate à cette occasion le « sincère enthousiasme du public ». (Arch. Lucques.)

frisson patriotique, soulevés au-dessus d'eux-mêmes par cette vision de l'avenir qu'on a pu attribuer aux députés de Lyon, lorsqu'ils entendirent pour la première fois prononcer le nom de « République italienne » ? Il semble d'autant plus légitime de l'admettre que le public milanais tout entier parut partager leurs sentiments, sans avoir les mêmes raisons de les manifester. Lorsque Napoléon, rentré au Palais à 3 heures et demie, en ressortit une heure plus tard pour aller, conformément à un antique usage, assister à un service d'actions de grâces dans la vieille basilique de Saint-Ambroise, la foule entassée sur son parcours salua son cortège d'applaudissements frénétiques; au retour, elle se livra à des démonstrations dont l'enthousiasme touchait au délire¹. Pendant toute la soirée, au milieu des réjouissances et des illuminations, l'allégresse publique, si lente à s'échauffer d'ordinaire, se maintint au même degré, trop persistante et trop générale pour ne pas être profondément ressentie. Le prestige personnel de l'Empereur avait produit son effet habituel. Pour la première fois, et pour un jour seulement, le pays semblait s'abandonner tout entier à son maître et la République italienne, fondée trois années auparavant sur le sol étranger, terminait son existence sans laisser de regrets, au milieu de l'universel mouvement d'espoir suscité par l'inauguration du régime qui lui succédait, et qu'un historien moderne a pu appeler « la plus noble création de Napoléon² ».

1. D'après les *Mémoires* de BIGARRÉ (cités par SOREL, *L'Europe et la Révolution*, VI, p. 434) « les femmes, les enfants pleuraient dans les rues; le délire était à son comble. Les plus grands seigneurs de l'Italie se disputaient à qui lui (Napoléon) buserait le premier les mains, à sa descente de voiture; il y eut des Italiens du peuple qui se mirent à plat ventre dans des rues où passa sa voiture, briguant d'être écrasés par elle... » Sans doute y a-t-il dans ce récit quelque exagération. Mais MARELLI et MANTOVANI, sans donner des détails aussi précis, parlent des acclamations unanimes et infiniment répétées qui se renouvelèrent toute l'après-midi, notamment lors de la visite à Saint-Ambroise.

2. CANTU, *Histoire des Italiens* (trad. Lacombe), XI, 164.

CONCLUSION¹

La République italienne a eu pour résultat de fixer, de compléter et de corriger l'œuvre de transformation accomplie par la Révolution.

- I. Transformation matérielle. — Fin de la période d'exploitation financière. — Lourdeur des charges publiques, compensée par une circulation plus active et une répartition plus égale de l'argent. — Augmentation du bien-être général. — Progrès réalisés par la capitale.
- II. Transformation sociale. — Affaiblissement des anciennes classes dirigeantes, qui conservent d'ailleurs leur prépondérance, et progrès du Tiers état en nombre et en influence. — Les mœurs; persistance de leurs caractères distinctifs. — Modifications dans le genre de vie des vieilles familles. — Avènement d'une génération nouvelle.
- III. Transformation politique. — Substitution d'un gouvernement national, unitaire, de forme constitutionnelle à la domination étrangère, à l'inégalité politique et au pouvoir absolu.
- IV. Transformation administrative. — Création d'une hiérarchie de fonctionnaires centralisée. — Absorption par l'État et organisation uniforme des grands services publics. — Institution d'une armée nationale. — Insuffisance du personnel administratif.
- V. Transformation morale. — Les régimes passés n'ont plus que des partisans isolés. — Indifférence ou sourde hostilité de la masse envers le régime établi. — Le parti gouvernemental; sa composition, ses aspirations à l'indépendance. — Examen de ses griefs contre la politique française. — Impossibilité pour la République italienne de se défendre ou de se gouverner seule. — Impossibilité de lui substituer une monarchie ou une fédération indépendante. — La politique de Bonaparte lui a été imposée par les circonstances. — Mérites et résultats de son œuvre.

1. J'ai particulièrement utilisé pour ce chapitre les rapports que Méjan, secrétaire des commandements du prince Eugène, avait rédigés en 1805 sur l'état de l'Italie, pour les envoyer à l'agence d'espion-

Malgré ses difficultés intérieures, la République italienne n'en représentait pas moins, après les coups d'État de la première Cisalpine et la dictature militaire de la seconde, le seul gouvernement qui, par sa durée et le cours régulier de son existence, eût été en mesure de fixer les résultats, d'asseoir les intérêts et de consacrer les principes de la Révolution. — A quel point avait-elle trouvé et jusqu'à quel terme avait-elle pu conduire l'œuvre de transformation qu'elle venait d'accomplir ? Dans l'ordre matériel, social, politique, administratif et moral, quels caractères du régime moderne avait-elle réussi à faire prévaloir et quelles survivances de l'ancien régime était-elle restée impuissante à faire disparaître ? C'est ce qui reste à examiner.

I

Au point de vue matériel, elle avait eu d'abord pour résultat de mettre un terme à l'exploitation systématique et à l'appauvrissement progressif du pays. Avant elle, la confiscation des caisses publiques et des objets d'art au temps de la conquête, plus tard les continues réquisitions en nature, en espèces ou en biens nationaux pendant la période d'occupation avaient absorbé des sommes dont le prélèvement dépassait de beaucoup les facultés contributives et épuisait peu à peu les ressources du pays¹. Pour la première fois, elle avait diminué et régularisé les sacrifices inséparables

nage du comte d'Antraigues à Dresde. J'ai publié ailleurs (*Notices et Documents*, pp. 209-224) le texte de ces rapports ainsi que des renseignements sur leur auteur et la valeur de son témoignage.

1. Méjan, bien placé pour être exactement informé, évaluait à 41 millions de livres milanaises les sommes tirées de la seule Lombardie pendant les quatre années comprises entre 1796 et le 18 brumaire, sous forme de fournitures ou d'argent monnayé. Mais il semble que sur ce point tout essai d'évaluation précise doive forcément rester illusoire.

du protectorat français. Si elle versait encore un tribut mensuel égal au tiers de son budget, du moins cet argent était-il intégralement dépensé en Italie, pour solder les troupes d'occupation et payer les fournisseurs locaux; et par là cessaient le drainage et l'exportation organisée des capitaux vers la France¹.

Retenu désormais à l'intérieur des frontières, le numéraire y circulait avec plus d'activité et y était réparti plus également que sous l'ancien régime. Sans doute les contribuables restaient plus lourdement chargés. L'impôt foncier, abaissé bien au-dessous du niveau atteint sous la seconde Cisalpine, atteignait pourtant un taux supérieur de moitié dans la Lombardie, du triple ou du quadruple dans certaines régions, à ce qu'il était avant 1796²; le poids en était accru par des taxes indirectes et des monopoles inconnus de la plupart des générations antérieures. — Mais la Révolution avait créé en même temps des ressources nouvelles, suffisantes, soit pour compenser, soit pour rendre plus supportable cette aggravation de charges³. La présence de nombreuses armées ayant fait monter d'un quart au

1. Il serait également curieux de comparer à ce point de vue la situation du Milanais sous l'ancien et sous le nouveau régime. D'après MÉJAN, dont les chiffres sont d'ailleurs sujets à caution, l'Autriche en 1796 retirait de cette province 8 millions de livres tournois, dont 5 étaient dépensés dans le pays et 3, emportés à Vienne, représentaient pour lui une perte sèche. Sous la République italienne, les sommes payées à l'armée française atteignaient à peu près la même proportion des dépenses totales, mais étaient entièrement dépensées sur place.

2. Pour la Lombardie, voir les chiffres donnés précédemment (I, 442 et II, 87) d'où il résulterait que l'impôt avait à peu près doublé depuis l'ancien régime; à Modène, il aurait au contraire quadruplé, d'après les statistiques insérées dans ROVATTI, au début de 1805 (*Specchio decennale della Imposta prediale*).

3. Ce rapport entre les charges publiques et les revenus privés a été établi avec une grande précision par GIOJA dans son *Quadro statistico del Dipartimento dell'Olona*, p. 225. De même, PECCHIO dans l'ouvrage déjà cité constate p. 7 le renchérissement général des objets d'alimentation sous la Révolution et le prouve par des chiffres pour le blé, le riz et le vin.

moins le coût des céréales et le prix de la vie, les propriétaires vendaient leurs récoltes ou louaient leurs maisons plus cher qu'autrefois; pour retrouver leurs anciens bénéfices, ils amélioraient d'autre part le rendement de leurs terres par des procédés de culture perfectionnés. Les acquéreurs des 200 millions de biens nationaux mis en vente suivaient cet exemple, car ils étaient plus intéressés que les communautés religieuses à mettre immédiatement leurs nouveaux domaines en valeur. Si les campagnards avaient souffert, parfois cruellement, des continuels passages de troupes, dans les villes les boutiquiers, surtout les restaurateurs, y trouvaient leur avantage ou y faisaient même leur fortune. Enfin l'apparition de nouveaux besoins et de nouvelles classes sociales donnait un essor inconnu à certaines industries : à celles de l'imprimerie et du livre, favorisées par le développement de la presse; à celles des transports, développées par la suppression des douanes intérieures, les grands travaux publics, les mouvements des armées; à celles enfin du vêtement et de l'alimentation, qui trouvaient une clientèle étendue et assurée dans les membres de l'armée, les pensionnaires ecclésiastiques, et surtout les fonctionnaires, beaucoup plus nombreux et mieux payés que par le passé¹. Ces derniers recevaient leurs moyens d'existence du gouvernement, qui dépensait ainsi, sous la forme de traitements, une grande partie des sommes perçues par lui sous la forme d'impôts. Sa politique financière aboutissait donc, non à absorber la richesse publique, mais à répartir entre les plus nombreux le superflu enlevé aux plus imposés. Par une conséquence nécessaire, le goût et les habitudes du bien-être péné-

1. PECCHIO (pp. 124-143) trace un tableau complet de développement industriel pendant la période française et fait ressortir combien le changement des conditions sociales et politiques avait secondé la prospérité ou la création de certaines manufactures.

traient peu à peu dans les classes moyennes et populaires¹.

Le luxe nouveau des vêtements, des magasins et des ameublements dans les villes, l'apparition des verres de vitre dans les maisons rurales et de la viande dans l'alimentation des paysans, le rendement croissant des monopoles, des droits d'octroi sur les vins ou même du produit de la loterie nationale, témoignaient par d'irrécusables indices que la Révolution avait augmenté le nombre des personnes en état d'acheter autre chose que des objets de première nécessité².

Elle n'avait pas d'ailleurs réparti également entre toutes les régions les bénéfices de ces progrès matériels. En substituant brusquement l'unité républicaine au morcellement passé, elle devait à la fois précipiter la décadence des villes déjà sur leur déclin, telles que Ravenne, Ferrare et Vérone, arrêter pour un instant le développement des principales cités de province, telles que Modène, Bologne et Brescia, et concentrer dans la nouvelle capitale la prospérité et l'importance enlevées aux anciennes. Incessamment grossie, soit par l'afflux des aventuriers, des réfugiés politiques ou des fournisseurs accourus à la suite de l'armée française, soit par la multiplication du nombre des fonctionnaires, la population de Milan s'était seule accrue pendant les guerres révolutionnaires, alors que celle des départements était partout en recul ou stationnaire; elle

1. A Modène, ROVATTI remarque (19 avril 1806) le grand nombre de constructions ou de réparations exécutées depuis quatre années. Toutes les boutiques ont un aspect plus élégant que par le passé : il note les mêmes progrès dans l'ameublement des particuliers, qui font décorer de peintures leurs appartements. A Milan MANTOVANI, tout en déplorant comme MÉJAN, les manœuvres d'accaparement ou d'agiotage auxquels se livrent des spéculateurs ou même des nobles, note que l'aristocratie sort de la réserve où l'avait jetée son appauvrissement pour « s'adapter au luxe ambiant » et suivre l'exemple donné par les Français et les nouveaux enrichis.

2. GIOJA, *I Francesi, I Tedeschi, i Russi in Lombardia*, dans le tome V (p. 5) des *Opere minori*.

comptait 120.000 âmes en 1795 et elle en avait 12.000 de plus en 1805¹. De grands travaux d'édilité, tels que le *Foro Bonaparte*, commençaient à renouveler l'aspect de la ville; la présence d'un gouvernement autonome, d'un état-major étranger, de la double cour du Vice-Président et du général en chef y entretenait une animation de tous les instants; enfin le renchérissement croissant des loyers, la construction continuelle de nouveaux immeubles, le luxe des équipages et des habits, la fréquentation des lieux de plaisir y accusaient l'abondance de l'argent. Depuis deux siècles, jamais Milan n'avait été plus brillant ni plus prospère². D'une manière générale, les conditions de la vie économique étaient donc profondément transformées par le déplacement d'intérêts que la République italienne avait opéré ou consacré, soit entre les diverses classes de la population, soit entre les différentes régions du pays.

II

Ces changements touchaient à trop d'intérêts pour rester limités à l'ordre matériel: l'ordre social subissait également une évolution qui, sans en renverser les grandes assises, en modifiait les proportions et les éléments constitutifs.

Les deux classes dirigeantes de l'ancien régime, victimes de la crise révolutionnaire, n'avaient reçu de la République italienne que des réparations par-

1. Exactement 128.926 en 1795 et 142.034 en 1805 (d'après GIOJA, *op. cit.*).

2. « Milan offre une apparence de richesse : grand étalage de voitures, grand luxe d'habits, renchérissement extraordinaire des comestibles : tous les indices qui annoncent une grande abondance d'argent » (MANTOVANI, début de 1804) ; à rapprocher d'une dépêche (26 juin 1802) dans laquelle Moll, peu après son arrivée, adressait à son gouvernement une demande d'augmentation de traitement, fondée sur le prix des appartements et de la vie, ainsi que sur le progrès du luxe.

tielles. Celle des nobles et des grands propriétaires avait été atteinte dans sa fortune par l'excès des contributions extraordinaires, seul privilège que lui laissât la Cisalpine, et dans son ascendant moral par son exclusion des charges municipales, dont le gouvernement de Melzi lui rendit l'accès, mais non le monopole. Plus maltraitée encore, celle des ecclésiastiques avait perdu une partie de ses richesses par la confiscation, de son importance numérique par la fermeture des couvents, de son importance sociale par la politique antireligieuse prédominante jusqu'en 1802; à partir de cette date, elle n'avait recouvré que la tolérance et obtenu que des garanties contre des persécutions ultérieures. Toutefois, malgré ces rudes épreuves, la tourmente révolutionnaire avait été trop brève pour ébranler sérieusement la situation de l'aristocratie et de l'Église. Conservant, l'une la possession de la terre, l'autre l'empire sur les consciences, elles gardaient par là leur influence sur les populations, à défaut de leur rôle dans l'État, et continuaient à former comme par le passé l'ossature du corps social.

Si elles se trouvaient pourtant diminuées, c'était moins par leur propre décadence que par les progrès d'autres catégories de citoyens, que la Révolution avait élevées à côté d'elles et hors de leur dépendance : tout d'abord les fonctionnaires et employés publics, relevant uniquement du pouvoir central, soustraits à l'action des influences locales et des autorités historiques; puis les commerçants ou financiers enrichis par les spéculations sur les grains, les fournitures aux armées, l'achat des biens nationaux, formant une classe nouvelle de parvenus, représentés depuis 1802 par un collège électoral distinct; enfin les savants et gens de lettres, qui venaient de prendre dans les troubles révolutionnaires une importance politique, officiellement reconnue, comme celle des négociants, par la Constitution de

Lyon. Il y avait là les éléments d'un Tiers état plus fortement constitué que sous l'ancien régime, supérieur au peuple par sa fortune, à la noblesse par ses lumières, impatient de jouer un rôle en rapport avec son activité, et destiné à diriger la formation d'un esprit public.

Les mœurs privées devaient fatalement se ressentir de cette évolution de la société¹. Sous les survivances du passé, seules visibles à première vue, elles présentaient aussi les premiers symptômes d'une transformation. Sous le gouvernement de Melzi, on a vu avec quelle rapidité le retour de l'ordre avait ramené, surtout dans la capitale, l'ardeur au plaisir, le goût des distractions, la joie de vivre et de paraître, le luxe des équipages et des livrées, les habitudes de la vie aristocratiques, et jusqu'aux folies du carnaval. Un étranger revenu à Milan après dix ans d'absence pouvait croire que rien ne s'y était passé depuis son départ, à voir les cafés toujours encombrés d'oisifs et les jeunes gens toujours absorbés par le jeu, le théâtre ou la galanterie². En réalité le luxe avait changé de forme et le plaisir de clientèle. C'étaient surtout les spéculateurs et les parvenus qui éblouissaient le public et entretenaient l'animation par leur faste extérieur. Mais les nobles ne menaient plus la même existence qu'autrefois. En province, quelques-uns avaient été contraints à l'exil par la ruine ou la persécution³; d'autres, réduits à une

1. MANTOVANI (1803, début de janvier) signale comme un retour aux anciennes mœurs l'habitude des révérences et des saluts et la disparition de l'usage révolutionnaire de garder son chapeau sur la tête. A Modène, ROVATTI (janv. 1804) note pour la première fois depuis 1796 la reprise du *Corso* où défilent à la chute du jour toutes les familles possédant une voiture. Il n'était pas enfin jusqu'à l'usage des sigisbées qui n'eût résisté aux bouleversements sociaux. M. BARBIERA dans son livre *La Princesse Belgiojoso* reproduit (p. 9) un billet d'invitation adressé par Melzi à une dame Visconti d'Aragona (4 janv. 1803) pour elle son mari et « un compagnon ».

2. Dépêche de Moll du 20 fév. 1805.

3. Dans la petite ville de Ravenne, le chroniqueur RAJSI signale (12 juin 1802) le cas de la famille Vitelloni, qui met ses biens en vente

existence précaire, se résignaient à accepter ou même à solliciter des emplois publics¹.

La plupart des familles aristocratiques cherchaient à réparer par une sévère économie les brèches faites à leur patrimoine pendant la Révolution. Elles réduisaient leur train de maison au strict nécessaire, congédiaient une partie de leur livrée, ne paraissaient plus en public que dans les grandes circonstances, et célébraient même leurs mariages dans l'intimité. A Milan, les étrangers trouvaient fermées désormais les portes de ces imposants palais qui chaque soir autrefois leur offraient table ouverte et joyeuse compagnie; la maison Litta, la plus renommée jadis par la large somptuosité de son accueil, ne s'ouvrait plus qu'à de rares amis et ne gardait que quelques chevaux dans ses écuries. A Bologne, l'aristocratie donnait le même exemple, suivi aussitôt par les fonctionnaires. Quelques familles enfin, prenant un parti héroïque, quittaient la ville pour se retirer dans leurs domaines ruraux, où la disparition de toutes les dépenses de luxe devait leur permettre, non seulement de refaire leur fortune, mais encore de l'augmenter². Il semblait qu'une vertu inconnue jusqu'alors, celle de l'épargne, remplaçât peu à

pour aller habiter Florence. « C'est la deuxième famille noble, ajoutait-il, qui disparaît depuis la Révolution ».

1. Le 27 juin 1804, un comte Bonacoscia écrit au marquis Rangoni qu'il se décide à demander un emploi : « Le propriétaire, ajoutait-il pour expliquer sa détermination, est exposé à trop de charges ou de vicissitudes pour qu'on ne lui reconnaisse pas le droit de chercher ailleurs quelque ressource. » (*Fonds Rangoni*.)

2. Lettre de Melzi à Marescalchi du 11 décembre 1802 (Arch. Vienne, 19); MARELLI (15 août 1803). Dès 1798, ARNDT (II, 36) avait fait à Bologne les mêmes constatations. A rapprocher de ce passage une dépêche de Taglioretti à son gouvernement (23 juillet 1803) : « En général, après la Révolution, ce pays n'a pas repris les habitudes de sociabilité qui le rendaient célèbre dans le passé; on n'y tient plus table ouverte, on fait moins de parties de campagne et, pour se distraire, les étrangers n'ont d'autre ressource que les spectacles publics; de là une épargne notable pour les propriétaires et une accumulation de numéraire plus forte qu'en aucun autre temps : même les mariages se font presque incognito. »

peu en elles ce besoin de sociabilité qui représentait jusqu'en 1796 leur inclination dominante¹. — Avec d'autres mœurs, la haute classe semblait aussi avoir pris une mentalité nouvelle. Elle avait été trop cruellement surprise, trop rudement éprouvée par les vicissitudes des six dernières années pour ne pas en garder, sinon un fonds de mélancolie, du moins un reste de préoccupations, qui se trahissait aux yeux de l'étranger par plus de défiance sur les physionomies, de réserve dans la conversation et de sérieux dans les manières. La *spensieratezza* d'autan n'était plus qu'un souvenir; et c'était l'aspect de l'Italie qui suggérait à Stendhal l'« idée vague que la Révolution avait chassé l'*allegria* de l'Europe pour un siècle peut-être² ».

D'autres indices enfin rendaient sensibles aux yeux, après la transformation de la vieille société, les caractères distinctifs de la nouvelle. Le plus visible était l'attitude des jeunes bourgeois qui battaient le pavé des grandes villes. Les chroniqueurs les représentent comme circulant dans les rues dans un accoutrement ridicule, scandalisant les tenants du passé par l'usage de la pipe, des bottes et de la moustache, emprunté aux Français, tantôt singeant les manières militaires par la promptitude à jurer et à se battre en duel, tantôt posant aux savants avec des cheveux au vent, des lunettes sur le nez et des livres sous le bras³. Ce n'étaient

1. « Aussitôt (après 1796) cessation du luxe, ordre dans les affaires, économie, paiement des dettes, séjour à la campagne. De 1796 à 1814, les fortunes de la noblesse ont doublé. Les nobles, se croyant attaqués, n'ont pu lutter entre eux de luxe et de magnificence, mais bien de prudence et d'économie. » (STENDHAL, *Rome, Naples et Florence*, p. 199.)

2. STENDHAL, *Journal d'Italie* (éd. Arbelet), p. 101.

3. MANTOVANI, 6 avril 1802 et janv. 1804 et 1807. A rapprocher d'une lettre (citée par ROVATTI à la date du 26 déc. 1802) dans laquelle l'évêque de Modène se plaint à la municipalité de cette ville de l'impipété de langage et de la mauvaise tenue de la jeunesse. La même remarque est faite par Taglioretti (dépêche du 17 août 1803, Arch. Berne, *Corr.*, Milan, 3391).

là que les manifestations extérieures et les côtés ridicules d'un phénomène social d'une haute importance : l'avènement à la vie publique d'une génération élevée dans l'atmosphère révolutionnaire, ne connaissant l'ancien ordre de choses que par de lointains souvenirs, apportant avec elle le mépris des idées reçues, le goût des idées françaises, l'esprit d'innovation et d'initiative, l'impatience de sortir de la torpeur où s'endormait sa devancière. Croissant chaque jour en importance numérique et en influence morale, elle était propre à modifier peu à peu l'existence sociale par son activité, en la rendant à la fois moins somnolente et plus féconde.

III

Si la société ne pouvait évoluer qu'avec lenteur, parce qu'elle obéissait aux lois internes de son développement, la transformation de l'État, imposée par une force extérieure, avait été aussi rapide que radicale. Achevant l'œuvre dont les régimes révolutionnaires n'étaient que des essais, la République italienne avait définitivement consacré la substitution d'un gouvernement national, unitaire, de forme constitutionnelle à la domination étrangère, à l'inégalité politique et au pouvoir absolu.

Bien qu'elle eût présenté pendant sa courte durée les dehors de l'assujettissement, elle réunissait d'abord, à part deux, toutes les conditions de l'indépendance. Rattachée à la France par le lien passager de la communauté de chef et de l'occupation militaire, elle formait en droit, sinon en fait, un État distinct, ayant une existence et un territoire séparés, des institutions politiques et administratives autonomes, un corps de fonctionnaires indigène, une armée à part, en un mot tous

les moyens de se suffire à elle-même. — Qu'un accident de personne ou de politique amenât la disparition de Bonaparte ou l'évacuation de l'Italie par ses troupes, et du jour au lendemain, sans que sa vie politique fût interrompue un instant, sans qu'elle eût à traverser une crise d'organisation, la République se trouvait en mesure d'exercer dans toute sa plénitude une souveraineté dont elle possédait déjà tous les organes. Les régions dont elle se composait n'avaient donc pas subi seulement un simple changement de domination depuis 1796. Il n'était pas indifférent pour elles de rester au rang de provinces autrichiennes ou vénitiennes ou de former un état vassal de la France; dans le premier cas, elles se voyaient condamnées à une servitude sans terme et dans le second elles pouvaient concevoir la possibilité d'une libération prochaine; par une évolution fatale en politique, les formes de l'indépendance devaient à la longue procurer ce qu'elles étaient destinées à garantir.

Un second bienfait de la Révolution avait été de faire disparaître ces inégalités entre les régions, qui, établissant entre elles une sorte de hiérarchie, donnant à chacune des privilèges et des degrés de liberté différents, faisaient par exemple traiter les provinces de Venise comme une terre conquise, et ses habitants comme des Vénitiens de seconde classe. Désormais tous les départements jouissaient des mêmes droits et possédaient dans les assemblées délibérantes un nombre de représentants en rapport avec leur importance numérique; le gouvernement avait même tenu à conserver entre eux cet équilibre dans la distribution des emplois. Ils n'étaient plus subordonnés qu'à Milan, dont le seul avantage se réduisait à conserver le siège du gouvernement. Cette supériorité même paraissait encore trop pesante à certaines villes de province, incurablement jalouses du rôle de capitale, comme de la prépondérance des Lombards dans les fonctions

publiques. Le temps devait atténuer ces rivalités et faire apprécier un ordre de choses sous lequel il n'y avait plus, ni nation dominante, ni populations sujettes.

Avec les formes de l'indépendance nationale et avec l'égalité territoriale, la République italienne avait réalisé enfin un dernier progrès sur le passé. Parmi les anciens gouvernements, les uns, comme ceux de Venise et de Rome, excluaient totalement leurs sujets de la vie politique, et les autres, comme celui de Vienne, ne les consultaient qu'à titre exceptionnel, pour leur demander des avis et non des décisions. Après eux, le système électoral et législatif que la Cisalpine empruntait à la France directoriale avait été presque aussitôt faussé que proclamé par les coups d'État et les mesures extraordinaires. — C'est au gouvernement de Melzi qu'était revenu l'honneur d'appliquer un régime parlementaire, restreint sans doute, mais seul approprié à l'état des mœurs publiques. Si la Constitution de Lyon réservait l'exercice de la souveraineté et l'examen des affaires de l'État à des assemblées fermées de notables, ceux-ci représentaient l'opinion générale, même sans avoir reçu de mandat formel, parce qu'ils étaient choisis dans les classes investies de la confiance populaire. Si les membres du Corps législatif partageaient leur autorité avec d'autres conseils, ils étaient obligatoirement convoqués en sessions périodiques et, s'ils n'avaient pas l'initiative des lois, il leur restait du moins la liberté de repousser celles dont ils ne voulaient pas. Malgré l'esprit d'opposition qui les animait, le pouvoir avait scrupuleusement respecté leurs prérogatives, afin d'avancer l'éducation politique du pays. Par cette fidélité à ses engagements, par le fonctionnement régulier de ses institutions représentatives, la République italienne aboutissait donc à fixer l'un des principaux résultats de la Révolu-

tion, et à faire passer dans la pratique les réformes posées en principe par la Cisalpine.

IV

Dans l'ordre administratif proprement dit, ses efforts apparaissaient comme plus considérables encore parce que son œuvre avait moins de précédents. Les régimes révolutionnaires, absorbés par les luttes politiques, ne lui ayant pas laissé de système d'organisation intérieure, elle avait dû en improviser un, qu'elle emprunta aussi à la France, et qui présentait comme caractères distinctifs d'être à la fois plus centralisé, plus uniforme et plus puissamment armé que sous l'ancien régime.

La centralisation était assurée par une hiérarchie de fonctionnaires, ministres, préfets, vice-préfets, chanceliers de district, étroitement subordonnés les uns aux autres, et nommés par le pouvoir central, dont ils représentaient l'autorité et transmettaient les ordres de la capitale aux extrémités les plus reculées de la République. Jamais administration italienne, même dans la Lombardie de Joseph II, n'avait été encore mieux réglée dans son mécanisme et plus prompte dans son action. Pour égaler en célérité et en simplicité celle qui lui avait servi de modèle, il ne lui manquait que de se débarrasser de quelques rouages inutiles, créés par égard pour des habitudes locales ou des situations acquises.

La réforme des services publics ne représentait pas une moindre innovation. Avant 1796, ils se trouvaient, les uns insuffisamment et inégalement assurés par l'Etat, les autres confiés à des corps presque indépendants et à des collectivités rivales; ils étaient régis par une série de règlements dont l'infinie multiplicité

touchait à la confusion. Sous la République, ils devenaient tous des fonctions du pouvoir, qui les gérât par ses agents, au moyen de méthodes uniformes. Cette régularité d'organisation présentait au début quelques inconvénients, parce qu'elle n'était pas modelée sur la réalité et qu'elle pourvoyait par des dispositions identiques à des besoins parfois différents. A la longue, elle devait paraître comme seule possible dans un État unitaire, où la communauté des lois était la condition du rapprochement des esprits; elle mettait fin à de choquantes inégalités entre les régions; elle permettait seule de réunir en un seul faisceau des forces divergentes qui s'étaient jusqu'alors neutralisées en se combattant, de concilier des intérêts locaux, dont l'opposition avait souvent empêché, surtout en matière de travaux publics, des réformes utiles.

La République italienne s'était enfin assuré pour la première fois la puissance matérielle nécessaire pour défendre contre les attaques du dehors son existence et son œuvre. Ce fut son principal titre de gloire que d'avoir fait succéder aux essais infructueux de la Cisalpine des institutions militaires durables, fondées sur le principe de la conscription. Encore imparfaite et inexpérimentée en 1805, la jeune armée italienne devait, sous la main de Napoléon, être rapidement amenée à la hauteur de sa mission. Recrutée dans les couches profondes du pays, dont elle présentait une image réduite, et avec lequel elle restait en contact par un renouvellement continu, elle inspirait peu à peu aux générations appelées dans ses rangs les sentiments de patriotisme dont la mollesse des mœurs ou les rivalités de clocher menaçaient de retarder indéfiniment l'éclosion. Elle était comme le creuset où les éléments les plus hétérogènes venaient se fondre en un métal unique, qui servirait à forger une arme solide et tranchante.

Au moment de disparaître, la République italienne légua donc au régime suivant les organes d'exécution et de défense dont elle était elle-même dépourvue à son avènement. Elle était loin pourtant de laisser achevée une œuvre entreprise dans les conditions les moins favorables, car elle n'avait pu improviser, en même temps que des cadres administratifs, des hommes pour les remplir. Ceux qu'elle désignait à cet effet recevaient le titre de leurs fonctions sans en posséder l'esprit, et apportaient à les exercer les habitudes et les préjugés de l'ancien temps. Dans ce domaine comme dans l'ordre politique, les mœurs restaient en retard sur les institutions et ne pouvaient être aussi facilement modifiées. Cette transformation devait être l'œuvre du royaume d'Italie, auquel sa durée allait permettre de trouver dans une génération plus jeune un personnel de fonctionnaires approprié à sa tâche.

V

Une nouvelle forme de gouvernement et d'administration avait donc prévalu dans l'État. Elle ne pouvait s'implanter dans le pays que si une transformation analogue s'était opérée dans l'opinion.

La République italienne présentait sur les régimes antérieurs cette supériorité de réaliser pour la première fois les conditions favorables à la formation d'un esprit public. Avant 1796, l'excès du bien-être général laissait les Italiens indifférents aux préoccupations de la politique. En 1802, l'excès des souffrances accumulées pendant six années les rendait étrangers à tout autre sentiment qu'à l'impatience d'obtenir à tout prix un soulagement immédiat. C'est entre 1802 et 1805 que le retour de l'ordre et le fonctionnement d'un pouvoir régulier leur permettent enfin de comparer en toute li-

berté de jugement les diverses dominations sous lesquelles ils ont vécu, d'en mettre en balance les inconvénients et les avantages et d'en mesurer la valeur respective. Ce travail d'esprit, instinctif ou réfléchi, s'est-il accompli chez tous ? Et quels en ont été les résultats, selon les régions et les classes sociales¹ ?

Pour analyser les sentiments d'une population qui avait toujours péché par défaut plutôt que par excès de passions politiques, il convient, semble-t-il, de rechercher d'abord si elle éprouvait ceux qu'il eût été naturel de lui prêter : et en première ligne le regret des gouvernements passés. Mais on a vu précédemment comment cette fidélité au souvenir n'existait plus sous la République italienne que parmi quelques populations reculées des Alpes ou de la Romagne. Dans les villes vénitiennes et pontificales, la chute de l'ancien régime avait été saluée comme une libération. En Lombardie même, la domination autrichienne avait toujours été, malgré sa bonne administration, plus bienfaisante que populaire et elle avait effacé par ses rigueurs, lors de son retour passager (1799), le souvenir de ses services sous Marie-Thérèse ; elle ne rencontrait plus parmi les masses qu'indifférence ou hostilité².

1. On peut consulter avec fruit sur cette question, outre le mémoire MÉJAN déjà cité, un rapport en français sur l'état politique de l'Italie, adressé au ministre de la Police autrichien, signé Carpani, daté du 8 novembre 1813 et déposé aux Archives du ministère de l'Intérieur à Vienne (carton 1764). L'auteur en est peut-être ce Giuseppe Carpani qui était né dans la Brianza en 1752 et qui, d'abord auteur comique, puis journaliste sous la Révolution, suivit en 1800 la retraite des troupes autrichiennes, se fixa à Vienne où il fut attaché comme poète (librettiste) à l'Opéra impérial et acquit plus tard en France une sorte de notoriété par sa polémique avec Stendhal, accusé par lui d'avoir plagié un de ses ouvrages. Grâce aux relations qu'il avait pu conserver avec son pays d'origine, il était tout désigné pour en faire connaître l'état moral à son nouveau souverain. Malgré sa date tardive, son rapport n'est pas à négliger parce qu'il contient une histoire complète de l'opinion publique depuis le jour où l'auteur avait quitté Milan.

2. Voir sur ce point le rapport MÉJAN (*Notices et Documents*, p. 217) D'après CARPANI, il faudrait faire une exception pour Vérone : « Dans

Les gouvernements révolutionnaires ont-ils laissé plus de regrets que ceux d'ancien régime? Leur existence a été trop courte pour fonder de nouveaux intérêts, trop agitée pour ne pas provoquer de déceptions. Cette effervescence morale qui s'est emparée de tant d'esprits en 1796, cet enthousiasme de la liberté qui en a entraîné tant d'autres vers un idéal précis, se sont depuis longtemps dissipés au contact de la réalité. En 1805, les républicains de la Cisalpine se trouvent ou nantis ou déçus. Les premiers, et les plus nombreux, se sont retirés de la politique dans les fonctions de l'État, où leur intérêt répond de leur docilité; les autres, plus indépendants ou moins habiles, assistent impuissants à la décadence du principe démocratique, mettent leur dernier espoir dans une intervention de l'Angleterre, et paraissent plus incommodes au gouvernement par les alarmes qu'ils lui causent que par le préjudice qu'ils peuvent lui porter.

Si la République n'a pas d'adversaires sérieux, compte-t-elle au moins des partisans résolus? Elle les chercherait en vain dans les catégories sociales dont le dévouement lui serait nécessaire pour se consolider, c'est-à-dire parmi les paysans et les propriétaires, qui représentent dans la nation le nombre et la richesse. Indifférents à la politique, accoutumés à mesurer la valeur d'un régime au degré de bien-être qu'il leur assure, les uns et les autres ont entouré de leur sympathie le gouvernement de Melzi tant que celui-ci s'est borné à réparer envers eux les dommages du passé; ils ont cessé de le suivre quand ils l'ont vu entreprendre une réorganisation de l'État dont ils ne comprennent ni la nécessité, ni la portée, mais dont ils doivent solder les frais¹.

L'État vénitien, dit-il, il y a dix ans nous n'avions pour nous que les Vénonais. »

1. D'après MÉJAN, la personne de Melzi aurait échappé au mouve-

Est-ce à dire que la majorité du pays soupire après un changement de gouvernement ? Ses intérêts et son caractère s'y opposent également. Si elle gémit sur les exigences pécuniaires de celui qu'elle possède, elle n'en aperçoit aucun par lequel elle pourrait le remplacer : une cruelle expérience vient de lui apprendre qu'une révolution apporte toujours aux peuples autant de dommages immédiats que les abus les plus oppressifs. Elle se contente donc de critiquer le nouveau régime sans le combattre, s'y résigne sans s'y attacher, garde à son endroit une attitude de neutralité défiante, qui n'est ni l'adhésion complète, ni la révolte sourde ; après l'avoir accepté sans répugnance, elle l'abandonnera sans regret, si l'occasion s'en présente ¹.

Au milieu de cette persistante passivité des esprits, n'existe-t-il donc point dans la République de véritables partis, c'est-à-dire de groupes d'hommes professant des opinions déclarées, réunis autour d'un programme précis ? On peut discerner, comme un phénomène caractéristique de son histoire morale, l'apparition d'un parti gouvernemental, qui possède une importance supérieure à sa faiblesse numérique, parce qu'il occupe le pouvoir et ses avenues et qu'il comprend l'élite intellectuelle de la nation. Plus fortement représenté dans les villes que dans les campagnes et dans la capitale que dans les départements, il compte dans ses rangs tous les hommes dont la République assure l'existence, garantit les intérêts, ou satisfait, au moins partiellement, les aspirations : d'abord les fonctionnaires et les candidats fonctionnaires, plus nombreux

ment de défaveur qui s'était peu à peu dessiné contre son gouvernement. Il avait été assez adroit pour que personne ne le rendît responsable des charges nouvelles et pour que tout le monde lui attribuât le bénéfice des adoucissements obtenus.

1. « Il n'y a pas la moindre énergie, ni le moindre regret d'être à la France mais, au premier succès, on passera ailleurs volontiers, pourvu que ce ne soit pas à l'Autriche. » (Mémoire MÉJAN, p. 222.)

encore, qui vivent de ses faveurs ou de ses promesses; les acquéreurs de biens nationaux, dont elle consacre la situation de propriétaires; les meneurs des premiers mouvements révolutionnaires, qu'elle protège contre des représailles possibles; les jeunes gens, toujours partisans des innovations; enfin, parmi les nobles, les intellectuels et les membres de la classe moyenne, tous ceux que les excès de la Cisalpine n'ont pas dégoûtés de ses principes; les uns et les autres représentant une minorité dans le pays, et formant comme un état-major sans troupes¹.

Mais de ce qu'ils acceptent et soutiennent la République italienne, s'ensuit-il qu'elle réalise leur idéal politique? Pour s'y être ralliés, la considèrent-ils comme parfaite? S'ils préfèrent son maintien à sa disparition, c'est moins pour ses mérites propres que par crainte d'une réaction; c'est surtout parce qu'ils voient en elle une garantie contre le retour de l'ancien régime et une consécration des intérêts qu'a fondés le nouveau. Mais ils tiennent à son existence plus qu'à sa forme et souhaiteraient de la voir se dégager peu à peu du protectorat français pour arriver à l'indépendance complète. Sans méconnaître les avantages immédiats de cette tutelle, ils la regardent comme une nécessité aussi fâcheuse que passagère; ils en ressentent l'humiliation, en déplorent les abus et voudraient en avancer le terme. C'est de leurs rangs que sont parties les protestations les plus vives, sinon les plus ouvertes,

1. Cf. MÉJAN, *Notices et Documents*, p. 218. L'auteur résume ainsi (pour la Lombardie seulement) la proportion numérique des différents partis, ou au moins des divers groupements d'opinion : « Un tiers des habitants est décidément pour la France; les trois quarts des deux autres tiers pour une séparation de la France, mais surtout et avant tout pour repousser le gouvernement autrichien; et ce qui reste après, composé d'êtres sans énergie, sans être pour l'Autriche, souffrirait encore son retour... Le tiers qui se prononce pour la France est pourtant bien éloigné de se soumettre à elle; ce tiers abhorre l'état actuel, mais il s'y attache comme un moyen de résister à l'Autriche, sans savoir ce qui résultera du conflit. »

contre les exigences pécuniaires du Premier Consul et les charges de l'occupation militaire ; ce sont eux qui ont travaillé avec le plus d'ardeur, et à l'encontre des répugnances populaires, à former cette armée nationale dans laquelle ils voient l'instrument futur de leur libération. Le sentiment intime qu'on retrouve au fond de leur cœur et que trahissent plus ou moins leurs discours, c'est que leur République ne doit pas acquitter sa reconnaissance par sa servitude, et que le moment est venu de lui accorder, en vertu même des principes proclamés naguère pour la fonder, la jouissance de la liberté promise. Les plus intransigeants revendiquent pour elle la plénitude de l'indépendance ; les plus sages voudraient conserver la protection militaire de la France, mais sans assujettissement politique ni exploitation financière. — Tout était-il justifié dans ces griefs et légitime dans cette impatience ? De cette dernière question dépend le jugement à porter sur le rôle de Bonaparte comme Président de la République italienne.

Il a été souvent accusé, dans l'ensemble de l'Europe comme en Italie, d'avoir trahi la cause des nationalités qu'il prétendait servir, en éveillant parmi les peuples des espérances profitables à ses propres intérêts, mais en se gardant de les satisfaire. Pour vérifier ces reproches, il conviendrait, non seulement d'examiner la politique qui les lui a attirés, mais surtout de soumettre à la même critique celle qui lui aurait permis de les éviter : ce qui, dans le cas actuel, revient à rechercher si la République italienne, qui trouvait si lourd le poids de son protectorat, était en état de s'en passer. — (Qu'on la suppose d'abord évacuée par les troupes françaises, selon le vœu des patriotes exaltés : elle fût restée à la merci d'une agression ou même d'une menace de l'Autriche, maîtresse de la Vénétie, ainsi

que le prouvait suffisamment la facilité de l'invasion de 1799. Les Milanais ne semblaient se faire aucune illusion à cet égard, et leurs continuelles alarmes montraient assez qu'ils devaient être défendus, non seulement contre les attaques du dehors, mais même contre leurs propres terreurs. Il ne faut pas oublier enfin que l'évacuation eût compromis, avec la situation stratégique de la France, la solidité du système politique auquel était liée l'existence même de la République italienne. Incapable d'assurer sa propre défense, n'était-il pas juste que celle-ci en payât les frais, sous la forme d'une prime d'assurance contre des malheurs beaucoup plus funestes que les abus dont elle souffrait ?

Sans méconnaître l'utilité de l'occupation, les esprits modérés eussent voulu au moins conserver leur indépendance politique, et se gouverner eux-mêmes sans voir leur protecteur militaire intervenir sans cesse dans leurs affaires civiles : conception séduisante, mais dont Melzi lui-même a d'un mot montré tous les inconvénients : « L'on voudrait voir partir les Français, écrivait-il, et l'on convient cependant que deux départements ne resteraient pas ensemble sans leur présence ¹. » — D'autre part la République italienne était régie par un organisme politique dont elle ne connaissait pas le maniement, puisqu'il était étranger à son passé et à ses traditions. Comment l'aurait-elle fait fonctionner sans les conseils et la direction de celui même de qui elle l'avait reçu ? Comment aurait-elle été gouvernée, sous sa forme nouvelle, par des hommes

1. Melzi à Bonaparte, 2 août 1802 (*Mém.*, II, 92). Ailleurs Melzi constate que tous les départements tendent au « fédéralisme absolu ». On peut rapprocher de ce jugement cette appréciation de Napoléon (Lettre au prince Eugène du 14 avril 1806, *Corr.*, XI, N° 10097) : « On voudrait dans ce pays-là l'impossible : payer peu de contributions, avoir peu de troupes et se trouver une grande nation : tout cela est chimère. »

qui n'avaient aucune pratique et aucune idée, ni du régime représentatif, ni d'une administration centralisée, ni d'une armée nationale ? Pour maintenir l'harmonie entre les institutions et le personnel chargé de les appliquer, il lui fallait un pouvoir régulateur et éducateur qu'elle devait chercher au dehors, puisqu'elle ne le trouvait pas en elle-même ¹. Son intérêt, plus encore que l'avantage de la France, commandait donc de ne pas devancer une émancipation qui lui fût devenue fatale en étant prématurée.

Restait, il est vrai, la solution tout opposée, préconisée par Melzi ; elle consistait, comme on le sait, à transformer la Vénétie et la Lombardie en États monarchiques, sous des princes italiens ou autrichiens, à rétablir la maison de Savoie dans ses domaines, et à former ainsi dans le bassin du Pô une fédération destinée au rôle de puissance intermédiaire entre le territoire français et les États héréditaires. C'était là peut-être un beau rêve, mais à coup sûr une chimère. Comment supposer en effet, et que l'Empereur se dessaisirait de la Vénétie, et que Bonaparte renoncerait bénévolement, dans l'intérêt de l'équilibre européen, à ses positions avancées au delà des Alpes ? Ce sacrifice, si contraire à son caractère, eût d'ailleurs été sans exemple dans l'histoire des princes les plus pacifiques. D'autre part l'idée fédérative a toujours provoqué, en Italie comme en Allemagne, presque autant de mécomptes qu'elle a séduit d'imaginations. A supposer, contre toute vraisemblance, qu'elle eût été réalisée en 1802, aurait-elle mieux résisté à l'épreuve de

1. Cette incapacité de la République italienne à se gouverner et à se suffire à elle-même est constatée par un témoignage peu suspect : « Croire jamais à une République italienne, écrit le 3 mars 1801 la reine Marie-Caroline de Naples (*Correspondance inédite*, II, 209) c'est ne pas connaître cette nation... ; après avoir été commandée et menée comme elle l'a été pendant des siècles, elle ne pourra jamais être république. Elle doit être commandée et menée, ce qui fait que l'Autriche forte ou d'autres puissances l'occuperont. »

la pratique ? N'était-il pas à craindre que les princes italiens ne fussent fatalement amenés par leur faiblesse ou leur ambition à invoquer contre leurs rivaux l'appui des puissances voisines, dont les armes et l'influence se seraient de nouveau disputé leur pays ? L'expérience des années suivantes tendrait à le prouver, car l'organisation que devait recevoir l'Italie en 1815, avec le royaume lombard-vénitien autonome, ne différerait pas sensiblement de celle que Melzi proposait pour elle dès 1803. Est-il besoin de montrer enfin que son projet, plus utopique encore que celui des patriotes extrêmes, sacrifiait toutes les conquêtes politiques et toutes les espérances de nationalité attachées à la forme et au nom de la République italienne ?

Des considérations qui précèdent, la conclusion semble se dégager d'elle-même : la situation dans laquelle Bonaparte trouvait l'Italie ne lui laissait pas la liberté d'y agir autrement qu'il ne l'a fait. Est-ce à dire toutefois que rien ne soit à retenir dans les reproches qu'il y a encourus ? Juste dans son principe, sa politique n'y a pas toujours été assez modérée dans son application ; les nécessités de son système militaire l'ont entraîné à abuser trop souvent du besoin que la République avait de son appui, à perdre de vue la juste proportion entre les sacrifices qu'elle lui coûtait et ceux qu'il exigeait d'elle, à prendre ses propres besoins comme mesure de ses exigences, à se donner ainsi les apparences de l'exploiter sous prétexte de la protéger. Ce sont là les vices de sa politique européenne, et son œuvre italienne ne pouvait en rester exempte.

Les faiblesses ne doivent toutefois pas en faire oublier les mérites. Pour en apprécier la valeur, il importe de ne pas perdre de vue la différence de caractère qu'a présentée la Révolution au nord et au sud des Alpes : là, elle était l'élan irrésistible d'un peuple

vers les libertés politiques et l'égalité civile ; ici, elle ne représentait que les vœux d'une minorité et avait pour principal objet la constitution de la nationalité. Tandis qu'en France elle s'était opérée dans les esprits avant de s'accomplir dans les événements, elle ne pouvait aboutir en Italie qu'en suivant une marche inverse. Étrangères à la masse de la population, les idées sur lesquelles elle reposait devaient se réaliser, non par un mouvement spontané interne, mais par l'action d'une force extérieure qui, en leur donnant une forme concrète, les rendit sensibles à tous, les fit pénétrer dans les esprits, et en imposât les bienfaits à ceux mêmes qui en ignoraient l'existence.

C'est un essai de ce genre qu'avait tenté la première Cisalpine, mais dans des conditions d'instabilité et de violence plus propres à compromettre qu'à servir la cause de la Révolution. C'est cette expérience que reprit le fondateur de la République italienne, avec des garanties d'ordre, de suite et de durée destinées à en assurer le succès. En appelant à la vie, par un acte souverain de sa volonté, un État indépendant et constitutionnel, il faisait pour la première fois une réalité de ce nom d'Italie qui n'était encore pour tous qu'une expression géographique ; en imposant à ses administrés les formes de la nationalité, il les habitua à en prendre l'esprit ; en créant pour eux de nouvelles classes et de nouveaux intérêts, il rendait plus difficile le retour de l'ancien régime. L'avenir devait montrer la portée de cette politique, méconnue d'abord par les contemporains. Lorsque le régime qui la personnifiait disparut, après s'être prolongé sous le nom de royaume d'Italie, l'écart qui séparait les mœurs des institutions avait de beaucoup diminué ; et les idées qui paraissaient à l'ancienne génération des hardiesses inutiles étaient devenues pour la nouvelle des besoins irrésistibles. Toute l'histoire des Italiens pendant la première

moitié du dix-neuvième siècle est celle de leurs efforts pour retrouver l'idéal politique que Napoléon leur a un instant dévoilé, en le réalisant incomplètement. C'est en ce sens qu'il a pu être félicité par un de ses admirateurs d'avoir « jeté du grandiose » dans la civilisation de ce pays¹; et que d'autre part le plus illustre de ses détracteurs, critiquant son œuvre européenne avec autant de passion que ses actes personnels, a pu lui reconnaître au moins le mérite d'avoir « ressuscité, éclairé et géré supérieurement l'Italie² ».

1. STENDHAL, *Histoire de la peinture en Italie*, p. 285. « L'admiration corrigeait le despotisme, ou pour mieux dire, n'en rendait sensible que dans quelques détails les tristes effets qu'y a vus Montesquieu. Si Bonaparte doit être condamné pour avoir abaissé la France, et surtout Paris, il a incontestablement élevé l'Italie. »

2. CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'outre-tombe* (éd. Biré), IV, 91.

FIN

Vu le 6 janvier 1914 :

Le Doyen de la Faculté des Lettres

de l'Université de Paris,

CROISET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur

de l'Académie de Paris,

LIARD.



FORMATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

La répartition politique des territoires avant 1796 est indiquée par des hachures noires.

Les frontières extérieures, et les divisions départementales de la République italienne en 1802 sont marquées en rouge, ainsi que le nom des départements.

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE IV

Le fonctionnement du régime.

CHAPITRE PREMIER

LA PRATIQUE DU RÉGIME CONSTITUTIONNEL

Pages

Caractères généraux de l'histoire de la République entre 1802 et 1804	1
I. La question constitutionnelle. — Le personnel gouvernemental : ses divisions et son défaut d'homogénéité. — Isolement des ministres. — Composition et prétentions du Conseil d'État et de la Consulte législative. — La réunion des Collèges électoraux ; ses résultats. — La première session du Corps législatif (juin-septembre) ; son esprit, sa procédure et ses opérations	2
II. L'organisation administrative des départements. — Analyse, caractères et inconvénients de la loi du 24 juillet 1802. — Première réunion des Conseils généraux. — Les vices du système constitutionnel italien.	20

CHAPITRE II

L'ORDRE PUBLIC

I. La criminalité sous l'ancien régime ; sa recrudescence sous le nouveau. — Premiers expédients imaginés pour y remédier ; création de tribunaux militaires spéciaux qui rétablis-	
---	--

	Pages.
sent la sécurité publique. — Résultats de la crise : institution de la Gendarmerie	30
II. Troubles de Bologne : leurs causes économiques, politiques et locales. — Leur développement : assassinat du secrétaire général de la Préfecture. — Intervention militaire française, suspension des tribunaux ordinaires. — Rétablissement de l'ordre matériel, continuation de l'agitation morale.	36

CHAPITRE III

LA QUESTION EXTÉRIEURE

I. Les craintes d'empiétements territoriaux : de la part du Saint-Siège, de la République ligurienne et de la France . .	48
II. Les mobiles d'agrandissements territoriaux. — Configuration défectueuse de la République. — L'idée unitaire : son évolution et ses progrès. — Les traditions historiques lombardes. — L'influence et les manœuvres des réfugiés politiques, surtout des Vénitiens	52
III. Les projets d'agrandissements. — Visées sur le Piémont et sur Gênes. — Démarches infructueuses de Melzi pour obtenir Parme et les bailliages tessinois. — Partisans d'une annexion à Florence, à Lucques et dans le Tyrol. — Situation et mécontentement de la Vénétie sous la domination autrichienne. — Projets divers pour la lui enlever. — Instabilité territoriale de la République.	65

CHAPITRE IV

L'ORGANISATION FINANCIÈRE

I. Situation financière au début de 1802. — Disproportion des recettes et des dépenses. — Lourdeur des charges militaires. Les ressources : les économies, les aliénations de capitaux et les impôts. — Les contributions directes : impôt foncier, capitation, taxe militaire. Réforme des contributions indirectes : les douanes et les monopoles. — Les octrois, le timbre et la loterie. — Réforme du personnel : les avertissements et les sanctions. — Épuration générale	82
II. Premiers résultats de la politique financière de Prina : le budget de 1802. — Les réformes projetées	100

CHAPITRE V

LES MÉCOMPTES DE MELZI

Pages.

- I. Insuffisances que Melzi apporte au pouvoir : elles proviennent de son passé, de son caractère et de ses conditions de santé. — Son inexpérience ; sa promptitude au découragement ; ses attaques de goutte. — Les difficultés de sa position : elles tiennent à la lenteur des communications entre Paris et Milan, aux occupations du Premier Consul, à l'infériorité de Mariscalchi dans le rôle d'intermédiaire. 103
- II. Divergences de vues fondamentales entre le Président et le Vice-Président : sur les principes et les méthodes du gouvernement intérieur, sur la politique étrangère, sur les rapports financiers de la République et de la France. — Melzi cherche à les faire oublier par des flatteries personnelles ; inconvénients de cette méthode 109
- III. Les dispositions de Melzi pendant sa première année de magistrature. — Sa confiance du début fait place au découragement (juin). — Ses tentatives malheureuses (juillet-octobre) pour faire réduire le subside mensuel payé à l'armée française. — Désastreux effet produit sur lui par cette déception. 118

CHAPITRE VI

LES RAPPORTS AVEC L'ARMÉE D'OCCUPATION

- I. Le renouvellement des abus de l'occupation. — Exigences et actes d'arbitraire des généraux français. — Attitude hostile de Berthier à Paris 126
- II. Retour de Murat à Milan (19 octobre), son caractère. — Ses besoins d'argent, ses ambitions et sa soif de popularité. — Ses premières déceptions ; elles le portent à s'entourer d'ennemis du gouvernement. — Premières manifestations d'hostilité envers Melzi, suivies d'une trêve passagère (décembre) . 129
- III. Sous l'inspiration de son entourage, Murat forme le projet de décourager Melzi à Milan par des tracasseries continuelles et de le perdre à Paris par des dénonciations. — Exécution de ce plan. — Affaire des jeux, constitution d'une police militaire. — Insinuations sans effet auprès du Premier Consul ; Murat cherche une affaire pour leur donner un corps. . . . 136
- IV. Le capitaine Ceroni ; son passé. — Il compose (novembre 1802) une pièce satirique. — Elle est signalée au Vice-Président et au général en chef, qui décident d'un commun accord (janvier) de ne pas y attacher d'importance. — Murat se ravise et se décide à un éclat. — Arrestation de Ceroni (23 fé-

vrier), saisie de ses papiers, envoi d'un courrier à Bonaparte pour dénoncer une conjuration contre les Français. — Indignation du Premier Consul; il envoie de sévères avertissements à Murat et à Melzi et ordonne de faire juger Ceroni par la Consulte d'État (11 mars).	141
V. Effet produit à Milan par ces ordres. — Murat et Melzi offrent simultanément leurs démissions. — Ils les retirent et se réconcilient sur la prière instante de Bonaparte (2 avril). — Jugement et condamnation de Ceroni et de ses amis.	150
VI. Suites immédiates de l'affaire. — Bons rapports apparents, inimitié persistante de Melzi et de Murat; dernières manœuvres de ce dernier. — Mission de Jacob à Milan (avril). — Installation du Vice-Président au Palais National (15 avril). — Mouvement d'opinion en sa faveur et progrès de l'esprit public.	155

CHAPITRE VII

LA GUERRE AVEC L'ANGLETERRE

I. Premiers indices d'une rupture avec l'Angleterre : les préparatifs militaires en Lombardie. — Dernières espérances d'une solution pacifique. — Nouvelle de la déclaration de guerre : effet produit sur la population.	161
II. Conséquences de la guerre pour la République italienne : les craintes de démembrement, d'invasion anglaise, d'agression autrichienne, de soulèvements intérieurs ne sont pas confirmées par les événements. — Sacrifices demandés à la République : sur terre, envoi à Naples d'une division, sur mer, construction de navires offerts à Bonaparte. — La guerre n'apporte que peu de perturbations à l'existence normale du pays.	165
III. État d'esprit de Melzi après l'affaire Ceroni; sa réconciliation avec Murat. — La guerre avec l'Angleterre lui inspire la conception d'un « grand projet » destiné à assurer l'indépendance de la République italienne et la paix de l'Europe. — Il demande à l'Autriche d'en prendre l'initiative et se fait envoyer à cet effet par Cobenzl une lettre qu'il soumet au Premier Consul. — Il attend longuement une réponse favorable de Paris, en trompant son impatience par de nouveaux projets. — Il reçoit au contraire une réponse négative. Sa désillusion et son découragement.	175

CHAPITRE VIII

LA FORMATION DE L'ARMÉE ITALIENNE

Pages.

- I. État de l'armée cisalpine en 1802. — Sa faiblesse numérique. — Indiscipline des soldats, diversité de composition du corps d'officiers, insuffisance des généraux : Pino, Teulié et Fontanelli. 186
- II. Les premières réformes du nouveau régime. — Il crée une école pour les officiers, prend à sa solde des troupes auxiliaires étrangères et adopte le principe de la conscription. — La loi du recrutement du 13 août 1802 ; ses difficultés d'exécution ; scepticisme populaire et officiel sur la possibilité de l'appliquer. — Elle risque de rester lettre morte, par suite des obstacles que rencontre la formation des listes de conscrits. 196
- III. La guerre avec l'Angleterre détermine d'importants préparatifs militaires : formation d'une Légion italienne, constitution de la Garde du Président, appel de la classe sous les drapeaux. — Les conscrits contraints par la force d'obéir à cet ordre : désolation des familles, tentatives de rébellion, fuites à l'étranger. — La Fête nationale est célébrée au milieu des opérations de la levée. — Le gouvernement doit recourir à l'emploi de garnisaires et créer des Commissions militaires pour assurer l'exécution de la loi. — Grâce à ces mesures extrêmes, le contingent est à peu près complété. — Conséquences militaires et morales de la conscription 204

CHAPITRE IX

LE CONCORDAT ITALIEN

- I. Nécessité d'un Concordat. — Répugnance du Pape à le négocier. — Dispositions du Gouvernement milanais. — Rôle du Premier Consul entre les deux adversaires. 220
- II. Première période des négociations (février-octobre 1802). — Premier projet rédigé à Milan, modifié à Paris et transmis à Rome. — Irrité de la création du ministère du Culte dans la République italienne, le Pape le repousse comme inacceptable et les pourparlers sont suspendus 225
- III. Seconde période des négociations (octobre 1802-septembre 1803). — Bonaparte les prend personnellement en main pour les faire aboutir. — Pie VII consent à les renouer (novembre) et envoie à cet effet les pouvoirs nécessaires à Caprara. — L'écart des prétentions en présence les retarde pendant huit mois. — Conclusion définitive et signature du Concordat

	Pages.
(16 septembre). — Analyse et caractères de ce traité. — La ratification rencontre des difficultés et soulève un certain mécontentement à Milan. — Libéralités officielles aux négociateurs et réclamation inattendue de Chateaubriand	230
IV. Avantages du Concordat pour la République italienne. — Dernières intrigues et départ définitif de Murat	238

CHAPITRE X

LA DERNIÈRE ANNÉE DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

La dernière année du régime : retour des grandes questions qui dominent la vie politique.	
I. La question constitutionnelle. — Le nouveau ministre de l'Intérieur. — Insignifiante et prétentions de la Consulte. — Le Conseil législatif et l'affaire Aldini. — La seconde réunion du Corps législatif : lenteur de ses opérations ; ses velléités d'opposition, résultats de ses travaux ; renouvellement partiel de ses membres. — Session des assemblées départementales. — Réformes administratives	243
II. La question financière. — Prina réussit à équilibrer les budgets, malgré la progression des dépenses. — Il formule et commence à appliquer en même temps un système de finances permanent. — Ses idées fondamentales : réduction de l'impôt foncier, forte organisation des taxes indirectes. — Le crédit public ; expédient imaginé pour assurer le service de la Dette. — La question monétaire, son importance. — Difficultés et caractères de l'œuvre de Prina	257
III. La question militaire : établissement d'un système de fortifications. — Départ de la Garde italienne pour Paris et d'une division de ligne pour le camp de Boulogne, où elle est passée en revue par Napoléon. — Impression produite à Milan, et avantages de cette expédition. — La conscription de 1804. — Le nouveau ministre de la Guerre	269
IV. La question extérieure : continuation de la guerre avec l'Angleterre, bonnes relations avec l'Autriche, tentative infructueuse pour obtenir Parme, intrigues de la cour de Naples.	287
V. Retour de l'insécurité publique : mesures prises pour y remédier. — Amélioration du régime économique : rétablissement de la libre circulation des grains (26 mars 1804). — Difficultés auxquelles donne lieu l'application du Concordat ; les articles organiques italiens (26 janvier). — Les protestations de la cour de Rome les font retirer par Bonaparte.	295
VI. État d'âme de Melzi. — Ses mécomptes répétés en 1803 et 1804 ; son découragement croissant.	301

CHAPITRE XI

LES GRANDS SERVICES PUBLICS

	Pages.
I. L'administration de la justice. — La loi organique du 22 juillet 1804 sur les tribunaux; ses caractères, ses inconvénients et ses difficultés d'application. — La législation et la jurisprudence; projets de Code civil et de lois pénales, adoption provisoire de la procédure lombarde	308
II. Les travaux publics. — Les voies de communication : loi organique sur les routes (27 mars 1804). — Le régime des eaux; son importance pour la vie économique du pays; loi organique du 20 avril 1804. — La route du Simplon. — Les premiers projets et les premiers travaux (1800-1802), sous la direction de militaires, puis d'ingénieurs français; la République italienne associée à leur exécution (29 mars 1803). — La construction et l'achèvement de la route (octobre 1805); sa perfection technique et son utilité. — Impression produite sur les contemporains.	318
III. L'instruction publique : l'État en assure pour la première fois le service. — Tentative de création d'un Institut national. — La loi sur l'enseignement (4 septembre 1802); sa teneur et ses applications, efforts tentés pour réorganiser les lycées, les universités, les académies des beaux-arts, les établissements scientifiques et les sociétés savantes. — Encouragements aux littérateurs et aux artistes. — Régime de la presse.	332
IV. Effet de ces mesures. — Le mouvement littéraire, artistique et scientifique sous la vice-présidence de Melzi	348
V. Les intérêts matériels. — Encouragements à l'agriculture. — Réglementation des établissements de bienfaisance. — L'hygiène publique; propagation de la vaccine. — Les premiers travaux de statistique. — Caractères généraux de l'œuvre administrative de Melzi	354

CHAPITRE XII

L'OPINION PUBLIQUE

I. Le nouveau régime et le pays. — Il ne rencontre de résistance sérieuse, ni parmi les patriotes, réduits à l'impuissance ou à l'intrigue, ni parmi les partisans de l'Autriche, devenue impopulaire dans le Milanais, ni parmi les prêtres, sauf dans les anciennes Légations	360
II. Mais il n'a pas réussi à trouver des partisans déclarés. — Persistance et effets de l'esprit local et de l'indifférence publique. — Causes permanentes de malentendus entre le gou-	

vernement et la nation : le poids croissant des charges financières, la crainte continuelle de nouveaux changements. — Instabilité de l'opinion au cours de 1802. — Au moment du carnaval, ses inquiétudes font place à la dissipation. — Efforts infructueux de la littérature officielle pour réagir contre cet état d'esprit.	368
III. Nouveaux sentiments introduits dans la conscience nationale : la haine de l'étranger et l'aspiration vers l'unité. — Ils animent deux classes nouvelles, celles des fonctionnaires et des officiers, mais n'ont pas de prise sur la masse de la nation	384

LIVRE V

La transformation du régime.

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIÈRES NÉGOCIATIONS

I. L'hiver de 1803-1804 et les nouvelles de Paris. — Impressions diverses produites sur les Milanais.	392
II. Trompeuse sécurité de Melzi. — Nécessité pour Napoléon d'établir la forme monarchique en Italie comme en France. — Ses premières ouvertures à Marescalchi à ce sujet (7 mai). — Elles sont transmises à Milan, où la Consulte d'État se réunit (28) pour rédiger un projet conforme aux désirs impériaux, mais contenant des garanties pour l'indépendance présente et future du pays. — En l'envoyant à Paris, Melzi y ajoute sa demande de retraite. — Dans l'attente d'une réponse, la Consulte élabore un projet de Constitution dans lequel elle se réserve un rôle prépondérant.	397
III. Accueil fait par l'Empereur aux propositions de la Consulte. — Il les admet en principe, mais avec des réserves, et en ajourne l'examen et l'approbation. — Il refuse la démission de Melzi, qui hasarde une première tentative pour intéresser la cour de Vienne au sort de la République italienne	410
IV. La question reste suspendue pendant les mois d'été. — Incertitudes de l'opinion publique. — Nouvelles déceptions du Vice-Président.	414

CHAPITRE II

LA DÉPUTATION ITALIENNE A PARIS

	Pages.
I. Pendant son séjour à Mayence, Napoléon exprime à Marescalchi (2 octobre) son désir de voir une députation italienne lui offrir la couronne. — Composition et départ de cette députation. — Avant de l'accompagner, Melzi fait secrètement appel au concours du cabinet de Vienne pour l'aider à résister aux projets impériaux	421
II. Arrivée des députés à destination. — Les préparatifs militaires et les protestations de l'Autriche déterminent Napoléon à céder le trône de Lombardie à l'un de ses frères. — Assentiment de la députation italienne, objections de Joseph et de Louis (janvier). — L'Empereur revient alors à l'idée de prendre pour lui le titre de Roi, avec le prince Eugène comme Vice-Roi	426
III. Occupations de la députation italienne à Paris. — Le Statut constitutionnel du nouveau royaume. — Le 17 mars, elle offre solennellement le trône d'Italie à Napoléon, qui notifie le lendemain son acceptation au Sénat français. — Félicitations officielles à l'occasion de ces cérémonies; impression défavorable en Europe	441
IV. L'opinion à Milan : ses oscillations, alertes extérieures (novembre-janvier), bientôt oubliées dans les fêtes du Carnaval. — Arrivée et séjour d'Eugène de Beauharnais. — Sentiment de déception à la nouvelle de la séance du 17 mars. — Fête officielle à cette occasion (31), contrastant avec la froideur de la population et le dépit des patriotes. — Alarmes excitées par le départ précipité de l'envoyé autrichien. — La présence de Napoléon peut seule ranimer la confiance publique	450

CHAPITRE III

LE VOYAGE IMPÉRIAL ET LE COURONNEMENT DE MILAN

I. Le voyage impérial. — Séjour à Turin. — La cérémonie d'Alexandrie. — Napoléon pénètre à Pavie sur le territoire italien. — Impression produite sur ses nouveaux sujets. . .	463
II. Préparatifs à Milan pour le recevoir. — Animation de la ville, état d'esprit des habitants. — Entrée solennelle de Napoléon dans sa capitale (8 mai)	468
III. Il s'attache pendant son séjour à la conquête de l'opinion publique. — Ses premiers choix, ses réceptions, le spectacle de son activité journalière, la splendeur de sa cour con-	

	Pages.
tribuent également à entraîner les esprits et à établir sa popularité	472
7IV. Le couronnement (26 mai)	477

CONCLUSION

La République italienne a eu pour résultat de fixer, de compléter et de corriger l'œuvre de transformation accomplie par la Révolution.

- I. Transformation matérielle. — Fin de la période d'exploitation financière. — Lourdeur des charges publiques; compensée par une circulation plus active et une répartition plus égale de l'argent. — Augmentation du bien-être général. — Progrès réalisés par la capitale 483
- II. Transformation sociale. — Affaiblissement des anciennes classes dirigeantes, qui conservent d'ailleurs leur prépondérance, et progrès du Tiers état en nombre et en influence. — Les mœurs; persistance de leurs caractères distinctifs. — Modifications dans le genre de vie des vieilles familles. — Avènement d'une génération nouvelle. 487
- III. Transformation politique. — Substitution d'un gouvernement national, unitaire, de forme constitutionnelle à la domination étrangère, à l'inégalité politique et au pouvoir absolu. 492
- IV. Transformation administrative. — Création d'une hiérarchie de fonctionnaires centralisée. — Absorption par l'État et organisation uniforme des grands services publics. — Institution d'une armée nationale. — Insuffisance du personnel administratif 495
- V. Transformation morale. — Les régimes passés n'ont plus que des partisans isolés. — Indifférence ou sourde hostilité de la masse envers le régime établi. — Le parti gouvernemental: sa composition, ses aspirations à l'indépendance. — Examen de ses griefs contre la politique française. — Impossibilité pour la République italienne de se défendre ou de se gouverner seule. — Impossibilité de lui substituer une monarchie ou une fédération indépendantes. — La politique de Bonaparte lui a été imposée par les circonstances. — Mérites et résultats de son œuvre 497

INDEX

DE NOMS DE LIEUX, DE PERSONNES ET D'AUTEURS CITÉS DANS LES DEUX VOLUMES

N. B. — Les noms de lieux sont en *italique* : les noms de personnes en romain ; les noms d'auteurs en PETITES CAPITALES.

La première catégorie ne comprend que les noms de villes et de régions de la République italienne ou des territoires immédiatement limitrophes, sauf ceux de *Milan*, *Milanais* ou *Lombardie* qui reviennent presque à chaque page ; dans la seconde et la troisième catégorie, on n'a pas fait figurer, pour des raisons analogues, les noms de Bonaparte, Melzi et Murat.

A

- | | |
|---|---|
| <p>Adda (d'), II, 305.
 Addington, I, 468.
 Adelasio, I, 157.
 <i>Adige</i> (Département de l'), II, 27, 210.
 ADLERBETH (D'), I, 3, 57, 61, 64, 65.
 <i>Agogna</i> (Département de l'), I, 213, 256 ; II, 52, 210, 278, 358.
 Albergati, II, 345.
 Aldini, I, 171, 230, 289, 310, 326, 358, 359, 366, 368, 376 ; II, 3, 9, 245-248, 362, 376, 472.
 Alessandri, I, 157.
 Alexandre I^{er} de Russie, I, 467 ; II, 183, 351, 432, 434.
 <i>Alexandrie</i>, II, 64, 454.
 Alfieri, I, 116, 127, 129, 404 ; II, 351, 432, 434.
 <i>Algaby</i>, II, 328.
 Almeida (d'), I, 461.
 Alquier, II, 469.</p> | <p>Amati, II, 346.
 <i>Ancône</i>, I, 183 ; II, 56, 171, 174, 193.
 ANCONA (D') I, XVII, 2 ; II, 55.
 Angelis (d'), II, 43, 188.
 Antolini, II, 352.
 ANTOMMARCHI, I, 243.
 Appiani, II, 336, 343, 344.
 Araldi, II, 337.
 Arauco, I, 309.
 ARCHENHOLZ (D'), I, 2, 37, 38, 41, 42, 47, 63, 82, 83, 84, 85, 98, 99, 109, 111, 117.
 Arena, I, 206, 308.
 Arici, II, 16.
 ARNDT, I, 3, 45, 57, 62, 168, 177, 183 ; II, 41, 190, 490.
 Arrivabene, I, 344.
 ARRIVABENE, I, 3, 104, 107, 114, 313, 344.
 Augereau, I, 141.
 AULARD, I, 207, 375, 426 ; II, 61, 68.
 Aurora Romano, II, 169.</p> |
|---|---|

AUVRAY, I, 202 ; II, 56, 158, 363.
 AVANZINI, I, XXIX, 228, 412, 451 ; II,
 13, 379, 395, 452, 457, 467.

B

BAILLEU, I, XXII, 169, 171, 178, 179,
 180, 181, 253, 257, 303, 463 ; II,
 397, 419, 449, 450, 469, 474.
 Balathier de Bragelonne, II, 191.
 BALBO, I, 160, 370.
 Ballabio, II, 277.
 Bandettini, II, 345.
 BARBEY, II, 324, 327.
 BARBIERA, II, 489.
 Barchetti, II, 346.
 BARETTI, I, 4, 33, 38, 42, 49, 66,
 80, 86, 105, 127.
 Bargnani, I, 326 ; II, 8.
 Barras, I, 179.
 BASSI, I, 4, 94, 109, 132, 144, 146,
 148, 149, 310.
 BAUDOT, II, 307.
 Bay, II, 169.
 Beauharnais (Eugène de), I, 44,
 251, 252, 256, 424, 437 ; II, 194,
 440, 453, 474.
 Beccaria, I, 39, 40, 46, 113.
 BECCATINI, I, 166.
 Belgiojoso, I, 311.
 Bellani, I, 364.
 Bellegarde, I, 219 ; II, 168.
 Bellisomi, I, 329, 338, 341, 349,
 350, 352, 373.
 Belluomini, I, 460, 470.
 Benincasa, II, 382, 383.
 Bentivoglio, I, 342.
 Beretta, I, 329.
Bergame, Bergamasque, I, 5, 7, 49, 66,
 83, 99, 104, 109, 124, 141, 157,
 159, 214, 452 ; II, 15, 133, 164,
 366.
 Beri, I, 470.
 Bernardi (de), I, 326.
 Bernier, II, 224, 230, 232, 234, 238.
 BERNOUILLI, I, 2, 36, 57.
 Berthier, I, 167, 170, 201 ; II, 128,
 305, 362, 437, 464.
Bertinoro, II, 233.
 Bertoletti, II, 277.
 Béthencourt, II, 325.
 Beust (comte de), I, 462.
 BIADego, I, XIX, 158.
 Bianchi d'Adda, II, 192.

BIGARRÉ, II, 481.
 Bignon, II, 441.
Binasco, I, 140 ; II, 469.
 BIONDELLI, I, 9.
 Birago, II, 8.
 Bodoni, II, 348.
Bologne, Bolonais, I, 8, 14, 21, 22,
 24, 25, 26, 28, 29, 31, 39, 41, 46,
 60-62, 79, 84, 99, 124, 141, 142,
 146, 147, 152, 160, 161, 183, 209,
 229, 340, 342, 350, 412, 441, 452 ;
 II, 11, 34, 40-46, 62, 127, 147, 163,
 169, 171, 214, 216, 233, 311, 320,
 334, 338, 339, 340, 345, 353, 370,
 456, 486, 490.
 Bonaparte (Joseph), I, 210, 275,
 302, 355 ; II, 400, 429, 430, 434-
 436, 439.
 BONAPARTE (JOSEPH), I, 468 ; II,
 434.
 Bonaparte (Lucien), I, 179, 303,
 356 ; II, 313, 400, 403, 415, 436,
 438, 440, 450, 454, 469, 476.
 Bonaparte (Louis), I, 257, 303 ; II,
 303, 400, 411, 429, 437.
 Bonaparte (Jérôme), II, 469.
 Bonaparte (Letizia), II, 303, 450.
 Bonaparte (Joséphine), I, 337, 338,
 368 ; II, 362, 467.
 Bonaparte (Elisa), II, 476.
 Bonaparte (Caroline), II, 240.
 Bonaparte (Pauline), II, 176.
 Boncompagni (cardinal), I, 100,
 124.
 BONFADING, I, XIV.
 Bonfanti, II, 277.
 BONNAL, I, 159.
 Borghese (Camille), II, 292, 302.
Borgo-Manero, II, 33.
 Borromeo, I, 311, 317.
 Boscovitch, II, 358.
 Bossi (Carlo), II, 66.
 Bossi (Luigi), I, 311 ; II, 68, 343.
 BOTTA, I, XIV, 123, 157, 163, 183,
 204, 239 ; II, 465, 467, 476.
 BOULAY DE LA MEURTRE, I, XX,
 300, 303, 305, 308, 324, 329, 334,
 335, 341, 348, 350, 353, 365, 373,
 444 ; II, 75, 79, 220, 224, 226.
 BOURGIN, I, XIV.
 Bourrienne, I, 337.
 BOURRIENNE, I, 195.
 BOUVIER, I, 135, 137, 202.
 Bovara, I, 432 ; II, 223, 473.

Bovari, I, 452.

Brescia, Brescian, I, 5, 7, 11, 21, 38, 65, 82, 98, 109, 124, 141, 155, 157, 161, 214, 223, 350, 418, 449, 452; II, 11, 15, 44, 127, 133, 166, 215, 366, 367, 456, 486.

Brigue, II, 326.

BROSSES (DE), I, 61.

Brune, I, 171, 173, 179, 180, 205, 206, 210, 224, 267; II, 141.

Brunetti, I, 452.

Burti, II, 384.

Butturini, I, 364.

C

Cacault, I, 300, 461; II, 228, 231, 238.

Caccia, I, 452.

Caleppio, I, 157.

CALLETTI, I, XXIX, 89; II, 356, 457.

CALLIGARIS, I, 177.

Cambacères, II, 403, 409, 442.

Campari, II, 466.

CANTU (CESARE), I, XVI, XIX, XXII, 4, 25, 26, 27, 28, 29, 32, 38, 44, 45, 47, 48, 55, 80, 81, 97, 98, 107, 108, 114, 203, 204, 263, 460, 469; II, 59, 60, 66, 67, 68, 69, 73, 74, 75, 316, 426, 427, 428, 431, 445, 476, 481.

Canziani, II, 32.

Canzoli, II, 245.

Caprara (cardinal), I, 299, 432; II, 79, 223, 225, 226, 231, 233, 235, 238, 458, 461, 471.

Caprara (Carlo), I, 359; II, 5, 362, 415, 425, 443, 473.

Caracciolo, II, 171.

Carcano, II, 396.

CARDUCCI, II, 350.

CARLI, I, 93.

Carlotti, I, 452; II, 42, 44, 46.

Carpani, II, 497, 498.

Casalmaggiore, I, 5, 155; II, 322.

CASINI, I, 297, 304, 308, 326.

Cassano, I, 184.

CASSE (DU), I, 44.

CASTELLANE (DE), I, 323.

Casti, II, 351.

CASTRO (DE), I, XIV, XIX, 4, 25, 55, 81, 87, 104, 107, 108, 109, 132, 177, 186, 189, 332; II, 468.

Cattaneo, I, 460, 470.

CAVA, I, XXIX, 217, 227, 380.

Cavour, II, 284.

Céard, II, 327, 329.

Ceroni, II, 141-155, 379.

Cervia, I, 309; II, 288, 367.

Cervoni (général), I, 368.

Cesarotti, II, 141, 345.

Cesena, I, 14, 62; II, 214.

Cetto (de), I, 442; II, 474.

Cevallos, I, 461.

Chabot (général), II, 127, 147.

Chambarlhac (général), I, 168.

Champagny (de), I, 464, 475; II, 168, 181, 417, 439, 464.

Chaptal, I, 331, 332, 336, 337, 368, 425.

Charles (Archiduc), I, 356, 376, 464; II, 179.

Charles-Emanuel IV, I, 435, 467; II, 183, 367.

Charpentier, I, 418; II, 164, 304.

Charvet, II, 326.

Chasseloup (général), II, 51, 271.

Chateaubriand (de), II, 176.

CHATEAUBRIAND (DE), I, 62; II, 126, 238, 507.

CHUQUET, II, 191.

Cicognara, I, 311, 352; II, 66, 144, 145, 147, 148, 155, 340, 473.

CICOGNARA, I, 323, 358, 359, 360, 364, 372, 442; II, 8, 142, 145, 155.

Città di Castello, II, 443.

Clarke, I, 147.

Cobenzl (Louis de), I, 267, 387, 464, 465, 466, 476; II, 79, 119, 179, 180, 183, 413, 417, 433, 459.

Cobenzl (Philippe de), I, 465; II, 423, 431.

Cocastelli, I, 189.

Coddé, I, 309, 313.

Codronchi, I, 337, 352, 371, 412; II, 226, 473.

CODRONCHI, I, 305, 323, 324, 329, 330, 337, 338, 341, 350, 353, 357, 358, 359, 363, 371, 373, 448, 474.

Comacchio, I, 15, 329, 353.

Como, I, 11, 16, 31, 67, 214, 449, 452; II, 54, 73, 128, 295, 345.

Comeyras, II, 325.

Cometti, I, 471.

Comolli, I, 363.

Compagnoni, II, 62.

CONDILLAC, I, 83.

Consalvi, I, 460; II, 226, 230.

Constant (Benjamin), I, 276.
 COPPI, I, 359.
 CORACCINI, I, xv, 362.
 CORIO, I, xix.
 COSSA, I, xix.
 Cossali, II, 358.
 Costa, II, 328.
 Costabili, II, 5, 7, 415, 425.
 COYER, I, 2, 216.
Crema, I, 5, 7, 31, 124, 157.
Crémone, I, 13, 16, 58, 155, 168, 214,
 219, 222, 350, 452 ; II, 12, 214.
 CROCE (BENEDETTO), II, 60.
Crosolo (Département du), I, 214.
 CUOCO (V.), II, 61, 358, 383.
 CUSANI, I, xv, 6, 7, 25, 55, 58, 70,
 72, 75, 78, 80, 86, 87, 90, 91, 93,
 98, 116, 132, 135, 138, 139, 140,
 150, 152, 155, 156, 163, 164, 171
 174, 175, 176, 177, 180, 181, 186,
 191, 202, 211, 219, 299, 373 ; II,
 57, 266, 473.
 Custodi, I, 155 ; II, 32, 346.

D

Dalberg (baron de), I, 403.
 Dal Fiume, II, 250.
 Dal Verme, II, 459.
 Dandolo, II, 354.
 Danna, II, 192, 272.
 DARU, I, 4, 24, 28, 72, 83, 99, 151,
 159 ; II, 56.
 David, II, 58.
 Defermon, II, 447.
 DEJOB, I, xiii.
 Delmas (général), I, 168.
 DENINA, I, 3, 61, 66.
 Derville-Malécharde, I, 198.
 Desaix, II, 194.
 DESAIX, I, 3, 37, 52, 53, 56, 58, 64,
 66, 278 ; II, 133, 192, 271, 321, 342.
 DESBRIÈRES, II, 275, 279.
 Devoize, I, 470.
 Digonnet (général), I, 223 ; II, 127,
 133.
 DJURBERG, I, 3, 6, 31.
 Dolder, I, 460.
 Dombrowski, II, 192, 416.
Domo d'Ossola, II, 326, 329.
 DRIAULT, I, xv, xviii, 210, 267,
 270 ; II, 156, 476.
 DUCLOS, I, 2.
 Dudon, II, 163, 255, 401, 402.

Dufraisse (général), I, 173.
 Dugnani (cardinal), I, 309.
 DUPATY, I, 2.
 Dupont (général), I, 207.
 Duroc, II, 476.
 DUVIQUET, I, 3, 58, 64, 65.

E

EICHHOLZ, I, 3, 57, 106 ; II, 77.
 Elliott, I, 468.
Émilie, I, 8, 9, 14, 36, 58, 59, 62,
 181, 219 ; II, 3, 25, 58.
 ERMOLAO FEDERIGO, II, 280, 283.
 ERNOUF (baron), I, 276.
 ESPINCHAL (D'), II, 193.
Étrurie, I, 251, 262 ; II, 182, 184,
 291.

F

Fabroni, II, 353.
 FACCI, I, 305.
 Fadigati, I, 452.
Faenza, I, 14, 62, 350 ; II, 163, 171.
 FARINI, I, xix, 99, 106, 107, 110,
 124.
 FAVALLI, I, xxix, 412.
 Faypoult, I, 178.
 Fe, I, 452.
 FE D'OSTIANI, I, 66.
 Felici, I, 424 ; II, 119, 226, 244, 415,
 454.
 Fenaroli, II, 5, 425, 473.
 FENINI, I, xxix ; II, 466, 467.
 Ferdinand (archiduc), I, 78, 104,
 134, 156 ; II, 49, 415.
 Ferdinand III de Toscane, II, 178.
Ferrare, Ferrarais, I, 8, 18, 19, 31,
 63, 79, 84, 104, 141, 146, 149, 161,
 209, 214, 223, 228, 309, 350, 452 ;
 II, 44, 45, 201, 205, 233, 339, 342,
 486.
 FERRARI (GIUSEPPE), I, xvii.
 Ferrari, II, 327.
 Fesch (cardinal), II, 176, 235, 238,
 294, 419.
 Fiorella, II, 192.
 FIORINI, I, xiv, 144, 152.
 Firmian (de), I, 78, 87.
 Fontana, I, 398 ; II, 14, 57, 336,
 339, 351.
 Fontanelli, II, 45, 150, 195, 274,
 453.

Foà (Benjamin), I, 310.
Forli, I, 14, 62, 214, 220, 452 ; II, 127, 456.
Fortimpopoli, I, 62.
Fortis, II, 351.
Foscolo (Ugo), I, 186, 196, 311, 474 ; II, 278, 349.
FOSCOLO (Ugo), I, 196 ; II, 39, 188.
Fossombroni, I, 260, 261.
Fouché, I, 180 ; II, 439.
FOURNIER, I, XVIII, 464, 465, 466 ; II, 79, 437, 439.
Franceschi, II, 57.
FRANCHETTI, I, XIV, 4, 174, 185 ; II, 60.
François II d'Autriche, I, 400, 465 ; II, 178, 304, 413, 415, 419, 428, 434, 448, 449, 455.
François III de Modène, I, 72, 93.
Frédéric-Guillaume III, I, 463 ; II, 178, 449, 474.
FRÉNILLY (BARON DE), I, 202.

G

GAFFAREL, I, 132.
Galdi, I, 289, 472.
GALLAVRESI, I, 135.
Gallino, II, 8.
Gallo (del), I, 462.
Galvani, I, 46.
Garat, II, 361.
Gardanne, I, 173 ; II, 290, 305.
Garrau, I, 136.
Gazzola, II, 27.
Gherardi, I, 364.
GHISI, I, 152.
Gianni, I, 199.
Gioberti, II, 384, 387.
Gioja (Melchiorre), I, 155, 156, 184, 235 ; II, 346, 381.
GIOJA (MELCHIORRE), I, XX, 4, 44, 54, 166, 171, 177, 188, 190, 192 ; II, 31, 200.
Giordani (Pietro), II, 159, 339, 351, 484, 486.
Giovio, I, 325 ; II, 8.
GONNARD (Ph.), I, 246.
GOETHE, I, 2, 33, 42, 45, 47, 61, 63, 65.
Goldoni, I, 42, 46.
Gorani, I, 119.
GORANI, I, 4, 24, 25, 59, 60, 84, 85, 86, 89, 94, 100, 106, 124.

Gouvion-Saint-Cyr, I, 461 ; II, 173.
Gourgaud, I, 246.
Gozzi, I, 46.
Greati, II, 133, 154.
GREPPI (EMANUELE), I, 3, 16, 70, 79, 93, 113.
Greppi (Giuseppe), I, 202.
GREPPI (GIUSEPPE), I, 132, 135, 142, 143, 144, 150, 155, 175, 386.
GRIOS, I, 3, 20, 35, 37, 52, 57, 107, 195 ; II, 332, 407, 453.
GROSLEY, I, 2, 32, 42, 59, 62, 63, 76, 114.
GRUET (PIERRE), I, 269.
Guastalla, I, 249 ; II, 54, 435.
Guastavillani, II, 8.
GUERZONI, I, 126.
Guicciardi, I, 358, 376, 428 ; II, 3, 376, 402, 425, 438, 443.
GUIDICINI, I, XXIII, 219, 227, 412 ; II, 34, 216, 337, 353, 457.
GUTHRIE, I, 3, 6, 7, 8.
GUYOT, I, 132, 259.

H

Haller, I, 169.
Hardenberg, II, 448.
HARTIG, I, 2, 57.
Haugwitz (d'), I, 463.
HAUSSONVILLE (d'), I, 260.
Hauterive (d'), I, 268 ; II, 442.
HAZARD, I, XVIII ; II, 61, 384.
Hennet, II, 51.
Hercule III de Modène, I, 84, 93 ; II, 365.
Hullin, I, 470.
HUMBOLDT (WILHELM DE), I, XXII, 464, 478.

I

Imola, I, 14, 62.

J

JACINI, I, 3, 10, 13, 17, 18, 20, 22, 93.
Jacob, I, 425 ; II, 156, 255, 291.
Jacopetti, II, 277.
Jean (archiduc), II, 290.
Joseph II, I, 74, 88, 90, 104, 301, 385, 433 ; II, 226, 239, 298, 365, 495.
Joubert (général), I 180 : II, 60,

Jourdan, I, 308 ; II, 304, 394, 415,
416, 426, 453, 454, 466-470, 471.
Jullien, II, 192.

K

Kaunitz, I, 78, 87.
Khevenhüller, I, 466 ; II, 365.
Kilmaine, I, 119, 158.
KIRCHEISEN, I, XIII.
Klein, II, 163.
Koch, I, 306.
Kolytchev, I, 467.

L

Lacombe-Saint-Michel (général),
I, 168 ; II, 163, 272.
Lacué, I, 256.
LA GUÉRONNIÈRE (DE), I, 245.
Lahoz, I, 175, 179, 183.
LALANDE, I, 2, 26, 27, 28, 30, 32,
38, 55, 61, 63, 64, 65, 78, 80, 82,
83, 91, 93, 95, 98, 99, 106.
Lambertenghi, I, 424 ; II, 226, 252.
Lamberti, II, 213, 254.
Landriano, II, 32.
Landrieux, I, 157.
LANDRIEUX, I, 3, 7, 81, 82, 119, 125,
157.
Lannes, I, 140, 335 ; II, 465.
La Revellière-Lépeaux, I, 171.
LA RÉVELLIÈRE-LÉPEAUX, I, 119,
160, 166, 168, 171, 173, 176, 177,
179, 180 ; II, 339.
LAS CASES (DE), I, 245.
Lattanzi, I, 155, 309, 313 ; II, 167.
Lattuada, I, 138, 175.
LAUGIER, I, XVIII ; II, 186.
Lavalette (de), I, 416.
Lavergne, II, 191.
LAZZARI, I, 142.
Lebrun, II, 225.
Lechi (G.), I, 202, 209, 323, 342 ; II,
15, 133, 137, 144, 145, 152, 153,
154, 173, 174, 192, 293, 294, 305,
343, 362, 401.
Lechi (T.), II, 273.
Leclerc, II, 136.
LEFEBVRE (E.), II, 70.
Legnago, I, 5, 64 ; II, 271.
LEMMI, I, XV.
Léopold II, I, 74, 105, 384.
LEZAT DE PONS, I, XVII.

Liechtenstein (prince de), II, 377.
LISSONI, II, 205.
Litta, I, 465 ; II, 285, 301, 474,
486.
Lizzoli, I, xx ; II, 358.
Lodi, *Lodesan*, I, 16, 36, 57, 58, 134,
139, 350, 418 ; II, 133, 239, 454.
LOMBARDI, I, XXVIII, 219, 227, 305,
341, 346, 363, 364, 365, 366, 375,
376 ; II, 32.
Lomonaco, II, 60.
Longhi, I, 311 ; II, 15.
Longo, I, 450.
Lo PARCO, II, 57.
Lorgna, II, 334.
Lovatelli, I, 449.
Lucchesini, I, 204, 463 ; II, 448,
474.
Lugo, I, 142.
LULLIN DE CHATEAUVIEUX, I, 3, 13,
19, 22, 67, 85, 106 ; II, 217.
LUMBROSO (ALBERTO), I, XIII, 259.
Luosi, I, 197 ; II, 6, 11, 425.
LUZIO, I, 177, 183.

M

Macdonald, I, 207, 209.
Magenta, II, 144, 150, 155.
MAGENTA, I, 140.
Magnani, II, 8.
MAIRONI-DAPONTE, I, xx, 95 ; II,
355.
MAISTRE (JOSEPH DE), I, 121, 464,
466 ; II, 76, 168.
MALAMANI, I, XXI, 305.
Malvezzi, I, 305.
MANFREDI, I, 140.
Mangilli, II, 16.
Mantoue, *Mantouan*, I, 4, 26, 39, 61,
62, 83, 84, 89, 100, 108, 111 ; II,
26, 127, 133, 188, 271, 303, 305,
320, 452, 454.
MANTOVANI, I, XXVII, 219, 225, 305,
315, 323, 364, 376, 397, 401, 405, 409,
411, 415, 439, 455, 465 ; II, 11, 18,
32, 49, 127, 131, 153, 158, 167, 175,
203, 210, 211, 213, 214, 250, 288,
295, 356, 363, 378, 379, 386, 394,
395, 396, 451, 454, 457, 467, 470,
474, 486, 487, 489, 491.
Marchesi, II, 378.
MARCHESI, I, 4.
MARELLI, I, XXVIII, 305, 325, 364, 370,

411, 439, 456, 478, 479; II, 11, 14, 18, 32, 49, 67, 152, 202, 208, 210, 213, 216, 217, 358, 363, 375, 378, 397, 451, 454, 456, 470, 474, 479
Marescalchi, I, 202, 208, 215, 267, 310, 316, 322, 323, 357, 358, 360, 364, 368, 422-424, 426, 450, 461, 465, 479; II, 3, 44, 55, 67, 69, 71, 72, 107, 108, 118, 121, 122, 123, 147, 162, 164, 177, 183, 224, 226, 229, 232, 235, 278, 291, 306, 346, 392, 398, 403, 410, 413, 415, 417, 423, 444, 446, 458, 460, 480.
Marescalchi (Carlo), II, 235.
Maret, I, 276.
Margaron (général), II, 280.
Marie-Caroline de Naples, II, 293, 294.
MARIE-CAROLINE, I, 465; II, 120, 178, 293, 294, 450, 504.
Marie-Thérèse d'Autriche, I, 76, 80, 90, 104, 189, 192; II, 89, 498.
Markov, I, 467.
Marliani, I, 371.
Marmont, I, 148.
MARMONT, II, 271.
Martinengo, II, 59.
Marulli, II, 293, 294.
Masi, I, 452.
MASI (E), I, 4, 26, 31, 61, 62, 83, 84, 89, 100, 108, 111.
Massa-Carrara, I, 250, 308; II, 51, 54, 257, 320.
Masséna, I, 134, 200; II, 66, 162.
Masserano (prince de), I, 463; II, 469, 474.
MASSON (FRÉDÉRIC), I, 122, 246, 250, 262, 417; II, 155, 207, 436, 437, 438, 490.
Mattei, I, 309.
Mazzini, II, 75.
Mazzolani, II, 170.
MAZZONI (GUIDO), II, 141, 152.
Mazzuchelli, II, 277.
Méjan, II, 483, 484, 486, 491, 498, 499, 500, 501.
Melani, I, 199.
Melegnano, I, 134.
Mella (Département de la), I, 214; II, 210.
MELZI, I, XXI.
Méastase, I, 45.
Mezzana Corte, II, 465.
MIGNET, II, 80.

Milhaud (général), II, 163.
Milossewitz, II, 192, 199.
MILOSSEWITZ, II, 188, 190.
Mincio (Département du), I, 183; II, 26.
Miollis, I, 168, 223; II, 127.
Mirandole (la), I, 85.
Micoli, II, 346.
MIOT DE MELITO, I, 107, 386.
Modène, Modénais, I, 5, 8, 14, 18, 20, 21, 23, 24, 25, 38, 57, 59, 60, 72, 76, 86, 93, 94, 106, 109, 124, 134, 143, 144, 146, 149, 214, 219, 220, 223, 267, 318, 342, 412, 429, 452; II, 54, 169, 190, 195, 215, 309, 318, 339, 344, 366, 419, 456, 486.
Moll (baron de), I, 475, 476; II, 119, 168, 179, 180, 183, 236, 304, 413, 418, 425, 426, 430, 458.
Mollien, II, 101.
Mombello, I, 161.
MOMIGLIANO, II, 381.
Moncey, I, 219, 222, 331.
Monte-Chiarugolo, I, 144.
Montecuccoli, I, 311.
MONTHOLON (DE), I, 244, 246.
Monti, I, 199, 212, 311; II, 56, 213, 336, 345, 349.
MONTI, I, XXIII, 171, 174, 180, 182, 186, 212; II, 57, 142, 350.
Monza, II, 180, 240, 274, 302, 476.
MOORE, I, 2, 31, 34, 49, 55, 59.
Moreau, II, 393, 394.
MORELLET (ABBÉ), I, 43, 121.
Mosca, II, 44, 290.
Moscati, I, 324; II, 5, 150, 336, 402, 425, 454, 459.
MOTTI, I, XXVIII, 120, 125, 219, 305, 360, 412, 451; II, 32, 353, 363, 451, 457.
MURAT, I, XXII.
MUSSET-PATHAY, I, 45, 60.
MUTINELLI, I, XV.

N

Najac, I, 367.
NAPOLÉON III, I, 245.
NATALI, II, 61.
NEGRI DI VELO, I, XXIX, 479; II, 40, 41, 77, 375, 387.
Neufchâteau (François de), II, 447.
NICOLAY, II, 280.
Nobili, I, 429; II, 3.

NORI, I, xxix, 219.

Novare, *Novarais*, I, 5, 6, 7, 12, 23, 52, 70, 76, 104, 203, 213, 227, 249, 397, 435, 452, 461, 463; II, 31, 44, 51, 166, 366.

O

Oleggio, II, 142.

Olona (*Département de l'*), I, 214, 317, 318, 450, 456; II, 31, 210, 358.

Opizzoni, I, 352; II, 226.

Oriani, I, 46, 311; II, 336, 340, 342, 344.

ORIOLI, I, 152.

Ostiglia, I, 13.

Ottavi, II, 192.

OUVAROFF, I, 261.

OUVRARD, I, 266.

P

PAGANO, I, 152.

Palafox, I, 384, 387; II, 306.

Paleari, II, 139.

Palombini, II, 192, 277.

Panaro (*Département du*), I, 214, 456.

Pancaldi, I, 327.

Paradisi, I, 143, 197, 206, 310, 326, 353, 364; II, 6, 8, 212, 246, 376.

Parini, I, 48; II, 346.

Parme, Parmesan, I, 8, 58, 134, 141, 251, 266, 267, 269; II, 50, 54, 58, 64, 70-72, 178, 291, 292, 415, 435, 440.

Parravicini, I, 452.

Passeriano, I, 164.

Passeroni, II, 351.

Paul^ler de Russie, I, 215, 269, 270, 274.

Pavie, I, 16, 58, 123, 139, 140, 190, 433, 436; II, 36, 141, 146, 211, 338, 339, 342, 345, 466, 467.

Pecchio, I, 327.

PECCHIO, I, ix, xviii, 87, 90, 93, 442; II, 83, 89, 92, 95, 261, 263, 266, 355, 484, 485.

PELET DE LA LOZÈRE, I, 277; II, 116.

PELLINI, I, 305, 314, 318, 368.

PERINI, I, xix, 28, 79, 95, 98, 225; II, 3, 457.

Pesaro (*doge*), I, 83.

Pesaro, I, 41; II, 53, 169.

Peschiera, I, 12, 65, 161; II, 271, 462.

Petiet, I, 196, 197, 200, 201, 296, 306, 307, 312, 321, 364; II, 361.

PETIT-RADEL, II, 331.

Peyri (*général*), II, 145.

Pianella, II, 327.

Piazzi, II, 16.

Pie VII, I, 301, 341, 371; II, 50, 221, 226-235, 299-301, 419, 424, 432, 464.

Piémont, Piémontais, I, 7, 8, 9, 11, 38, 51, 80, 112, 114, 216, 435; II, 32, 38, 65-68, 177, 190, 452, 464.

PILATI DI TASSULO, I, 3, 49, 61, 82.

Pindemonte, I, 308; II, 57, 142.

Pinelli, II, 27.

PINGAUD (A.), I, 134, 383, 423, 425, 428, 430, 472; II, 6, 78, 105, 113, 192, 244, 255, 371, 389, 393, 483.

PINGAUD (L.), I, 290, 292; II, 79, 290, 292, 438, 440.

Pino, I, 202, 209, 432; II, 137, 180, 183, 192-194, 276, 279, 286, 397, 417, 437, 452, 454, 456, 473, 475.

PION DES LOCHES, I, 205, 266.

PIVA, I, 37.

Pizzigheltone, I, 160; II, 271.

Pô (*Département du Bas-*), I, 214.

Pô (*Département du Haut-*), I, 214.

Poggi, I, 155.

Poggiolini, II, 249.

Polésine, I, 8, 161, 211; II, 27.

Polfranceschi, II, 36.

Porro, I, 138.

Portalès, I, 301, 373; II, 224.

Prina, I, 204, 435-439, 455; II, 87-101, 243, 257-268, 376, 475.

Pully (*général*), II, 153.

Q

Quatremère-Disjonval, II, 325.

QUINET (EDGAR), I, xvii; II, 332.

R

RAJSI, I, xxix, 305, 316, 418, 449, II, 456; 32, 44, 85, 167, 171, 203, 301, 364, 378, 384, 394, 457, 489.

Rangone, I, 170.

Ranza, I, 155, 156.

Rasori, I, 138.

RATTI, I, 4.

Ravenne, I, 8, 29, 31, 79, 329, 350,

418 ; II, 44, 203, 214, 233, 457, 486.
 RAVIZZA, I, 227.
 Re, I, 143.
 RECLUS, I, 10.
 Reggio, I, 11, 59, 109, 124, 142-143, 146, 148, 153, 214, 429, 434, 452 ; II, 169, 215, 320, 366, 419, 456.
 Regnier, I, 373.
 Reina, I, 175 ; II, 346.
 REINHARD (MME), I, 315.
 Rémusat (de), II, 464.
 Renier (doge), I, 83.
 Reno (*Département du*), I, 214, 229 ; II, 88, 170, 314.
 RICHARD, I, 2, 55.
 Rimini, I, 14, 15, 58, 212 ; II, 166, 174, 239, 288.
 Rivaud, I, 180 ; II, 58.
 ROBERTI (G.), I, 155, 185, 306, 313, 314.
 ROCCA, I, 219.
Rocca d'Anfo, II, 271.
 ROCHETTE (RAOUL), II, 324, 331.
 Røderer, I, 276, 279, 280, 289, 373.
 ROEDERER, I, 254, 276, 277, 279, 289, 303, 335 ; II, 110.
 Rolandis (de), I, 141, 152.
Romagne, I, 5, 8, 49, 63, 71, 98, 106, 110, 119, 207, 219 ; II, 50, 88, 163, 164, 169, 170, 200, 224, 229, 232, 295, 314, 318, 364, 366, 432, 498.
 ROMANIN, I, 159.
 Roncalli, I, 452.
 Ronchetti, I, 370.
 ROTA, I, 4, 6, 29, 123.
 ROVATTI, I, xxviii, 21, 93, 120, 219, 227, 410, 413, 451, 456 ; II, 32, 213, 216, 336, 364, 451, 452, 457, 467, 476, 484, 489, 491.
 ROVIGO (DUC DE), I, 195, 198, 311.
Rovigo, I, 20, 37, 64.
 Roy, II, 289.
Rubicone (Département du), I, 214 ; II, 50, 170, 171, 366.
 RUFFINI, I, 305, 317, 323, 326, 330, 337, 343, 345, 350, 357, 359, 360, 363, 364, 370, 372.
 Ruga, I, 201, 372.
 RUGGIERI, II, 61.
 Rulhière, I, 199, 235.
 Rusca (général), I, 148.
 RUTH, I, xv.

S

SABATTI, I, xx, 88 ; II, 268, 355.
 Saint-Julien, I, 199.
Saint-Marin, I, 469 ; II, 295.
 Salfi, I, 155.
 Saliceti, I, 136, 137, 385, 460 ; II, 69, 74, 135, 430.
 Salimbeni, II, 16, 78, 133, 136, 145, 237, 250, 254, 363.
 Salina, I, 344.
 Salvador, I, 138.
 Sanctis (de), II, 43.
 SAND (G.), I, 195, 199, 236.
Sarsina, II, 233.
 Savioli, I, 311 ; II, 213, 351.
Scandiano, I, 143.
 Scarabelli, I, 471.
 Scarpa, II, 339.
 Schérer (général), I, 181.
 Schiazzetti, II, 277.
 SCHÖELL, I, 266.
 SCLOPIS, I, xv ; II, 67, 430.
 Sébastiani (général), I, 470.
 Ségur, II, 464.
 SÉGUR (DE), I, 222.
Seregno, II, 216.
 Serbelloni, I, 138, 170, 230, 289, 311, 317 ; II, 5, 57.
Serio (Département du), I, 214.
Sesto Calende, II, 329.
 SEUME, I, 3, 419 ; II, 32, 198.
 Severoli (général), I, 417.
 Severoli (Mgr) II, 224.
 SGULMERO, II, 75.
 Sieyès, I, 276 ; II, 61, 439.
 Signorelli, II, 346.
 Simoni (de), II, 316.
 Smancini, II, 16, 250, 363.
 Solignac (général), II, 133, 137, 146, 147, 149.
 Somenzari, I, 452 ; II, 46.
 Sommariva, I, 202, 372, 398 ; II, 129, 194, 362.
Sondrio, II, 257.
 Sopransi, I, 138.
 Sopranzi, II, 288.
 SOREL (ALBERT), I, 210, 216, 267, 270 ; II, 481.
 Soult, II, 280.
 Souza (de), I, 462.
 Spallanzani, I, 46.
 Spannocchi, I, 429 ; II, 336, 339, 426.

Spergès, I, 78.

Staël (Mme de), II, 451, 471.

STAEL (Mme de), I, 4, 50, 58, 61, 63, 64, 129, 375.

STENDHAL, I, XVII, 24, 34, 35, 42, 49, 50, 52, 53, 54, 56, 57, 58, 63, 64, 66, 72, 87, 108, 110, 127, 135, 151; II, 32, 192, 198, 219, 491, 507.

Steube (baron de), I, 462.

Stradella, I, 58.

Strocchi, I, 311.

Suchet (général), I, 173.

T

Tacconi, I, 448; II, 313.

Taglioretti, I, 460, 470.

TAINE, I, 260.

Talleyrand, I, 57, 169, 200, 212, 215, 249, 265, 267, 268, 275, 289, 292, 295, 300, 321, 323, 325, 327, 330, 331, 336, 337, 340, 357, 358, 360, 366, 368, 370, 373, 425, 458; II, 6, 58, 80, 299, 401, 411, 423, 436, 437, 438, 446, 464.

Tambroni, II, 416.

Tambroni (Clotilde), II, 340.

Tamburini, II, 346.

Tassoni, I, 471; II, 395.

Taverna, II, 3, 459.

Terzi, I, 364.

Testi, II, 8, 58.

Teulié, I, 179, 213, 432, 473; II, 144, 145, 150, 155, 192, 194-195, 277, 279, 280, 397.

THEINER, I, XX; II, 220, 227-231, 235, 299.

THIARD, II, 463, 464, 470, 474.

THIBAUDEAU, I, 92.

THIEBAULT, I, 168.

Thomann, I, 460.

Tibell, II, 191.

Tiraboschi, I, 45.

TIVARONI, I, XVI, 21, 28, 72, 79, 103, 109, 112, 116.

TORELLI, I, XVII, 106.

Tortone, I, 140, 141; II, 64.

TRATCHEVSKI, I, XXII, 267, 271, 375, 467, 468; II, 71.

Trivulzi, I, 418, 431; II, 196, 206, 243, 286, 442.

Trouvé, I, 171, 172, 173, 178, 179, 180; II, 141.

TUROTTE, I, XVIII.

Turreau (général), II, 326.

Turrini, II, 73.

U

Urban (Fort), I, 60, 84.

V

Vaccari, I, 424; II, 452.

VALDRIGHI, I, 171, 225, 305, 313, 314, 317, 318, 323, 325, 330, 338, 340, 345, 347, 350, 356, 357, 358, 362, 363, 369, 370, 372, 455.

Valteline, I, 5, 7, 70, 161, 428; II, 4, 74, 88, 214, 366.

VANDAL (ALBERT), I, 252, 266.

Vandoni, II, 152.

Varese, I, 10, 11, 72; II, 354.

Venezze, I, XXVII; II, 26.

Veneri, I, 434.

Venise, Vénétie, Vénitien, I, 7, 9, 11, 21, 23, 24, 28, 38, 40, 63, 64, 71, 73, 79, 81, 82, 88, 95, 98, 106, 109, 112, 141, 144, 158, 160, 161, 196, 249, 267, 340, 479; II, 27, 38, 54, 58, 76-80, 167, 177, 183, 184, 190, 289, 290, 415, 428, 436, 448, 452, 493, 504.

VENTURA, I, 100.

Venturi, I, 471; II, 64, 251.

Vercell, I, 51; II, 426.

Verninac, I, 460.

Vérone, Véronais, I, 5, 7, 10, 11, 20, 28, 49, 64, 82, 95, 98, 141, 158, 161, 211, 220, 249; II, 26, 49, 167, 215, 271, 290, 334, 344, 455, 457, 486.

Verdier, I, 141; II, 45, 127, 173.

Verri (Alessandro), I, 39, 400.

Verri (Carlo), I, 449, 452; II, 44.

Verri (Pietro), I, 44, 45, 81, 105, 108, 109, 113, 384.

VERRI (PIETRO), I, 3, 4, 13, 27, 38, 40, 43, 45, 58, 75, 76, 81, 84, 86, 88, 90, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 113, 115, 122, 135, 136, 137, 138, 139, 151, 152, 155, 156, 163, 167, 175, 449.

VIANI, I, XXVIII; II, 45.

VICCHI, I, 4, 45, 51, 59, 78, 97, 108.

Vicchiotti, II, 169.

Victor-Amédée III, I, 114.

Victor-Emmanuel I^{er}, I, 461.
 Victor-Amédée III, I, 114.
 VIETTI, I, XVIII; II, 263.
 VIGÉE-LEBRUN, I, 56, 60, 65.
 Villa, I, 430; II, 244, 246, 336.
 Visconti (Mgr), I, 309, 312, 324.
 Visconti, I, 170, 201, 387; II, 58, 362.
 Viviani, II, 328.
Vogogna, II, 214.
 Volta, I, 46, 311; II, 336, 339, 344.

W

Watrin (général), I, 223.
 Wileczek, I, 78.
 Wyndham, I, 468.

Y

YOUNG, I, 2, 6, 8, 12, 13, 18, 19, 28, 29, 30, 33, 36, 38, 41, 45, 46, 47, 52, 58, 59, 62, 63, 64, 65, 66, 67,

74, 78, 83, 86, 87, 88, 89, 94, 95, 109.

Z

Zambeccari, I, 473; II, 352.
 Zamboni, I, 141.
 Zanelli, I, 327.
 Zannini, II, 192.
 ZANOLI, I, XVIII, 84, 209, 213, 252, 255, 418; II, 35, 187, 189, 191, 197, 207, 271, 272, 273, 282, 288, 470.
 ZANOLINI, I, XVI, 132, 141, 142, 146, 148, 149, 160, 170, 171, 180, 189, 209, 225, 230, 289, 336, 344, 367, 370; II, 191, 197, 247, 277, 472.
 Zanoni, II, 288.
 ZANOTTI, I, XXIX, 412, 469; II, 85, 202, 211, 268, 288, 356.
 Zarini, II, 74.
 Zayontchek, II, 64.
 Zucchi, I, XXI, 168.

TOURS

IMPRIMERIE E. ARRAULT ET C^{ie}.

3816

